HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE

par

J. Michelet

Vol. 3

Jules Rouff, Éditeur,
14, Cloître-Saint-Honoré,
Paris

LIVRE XV

CHAPITRE PREMIER

DU RENOUVELLEMENT DE LA ROYAUTÉ. — VICTOIRES : LANDAU, TOULON, LE MANS (DÉCEMBRE 93)

ON DEMANDE QUE LE COMITÉ SE RENOUVELLE PAR MOIS. — IL EUT DU L'ÊTRE, MAIS LENTEMENT. — CETTE AMOVIBILITÉ EUT TROP AFFAIBLI LE GOUVERNEMENT. — TRINITÉ DICTATORIALE. — MISSIONS DES ROBESPIERRISTES. — ROBESPIERRE JEUNE A TOULON. — SAINT-JUST A STRASBOURG. — HOCHE ET PICHEGRU. — LUTTE DE BAUDOT ET LACOSTE CONTRE SAINT-JUST. — KLÉBER MARCEAU, FIN DE LA VENDÉE. — NANTES ET LYON. — « LE VIEUX CORDELIER. » — UN ROBESPIERRISTE PROPOSE L'AMNISTIE. — DESMOULINS DEMANDE UN COMITÉ DE CLÉMENCE.

Une fatalité fort dure pesait sur la France. L'impuissance d'association, l'esprit d'isolement, créé et fortifié par la longue servitude, la force des habitudes monarchiques, tout ramenait la royauté. Nul homme, en réalité, ne méditait la tyrannie. Elle se refaisait pourtant. La nation, par son état moral, conspirait contre elle-même. Toujours mineure, nullement préparée à sa majorité, sa lassitude la menait déjà à l'abdication, la mettait sur la triste pente d'un retour involontaire au gouvernement d'un seul.

La guerre et l'extrême péril où nous fûmes avant Wattignies exigeaient la dictature. Depuis, la France était toujours entamée aux extrémités, mais non menacée au centre ; il y avait lieu d'examiner si la dictature, utile encore, ne serait pas modifiée par un renouvellement partiel du Comité de salut public.

C'est ce que Bourdon, de l'Oise, et Merlin, de Thionville, demandèrent le 12 décembre.

Merlin eut le tort de proposer le renouvellement *par mois*, ce qui eût trop affaibli le gouvernement.

Il ne s'agissait pas d'écarter du Comité ceux qui en faisaient la force et la gloire, les chefs d'opinion, les grands hommes de tribune, pas davantage les travailleurs héroïques qui, par d'incroyables labeurs, recréaient à ce moment toutes les administrations. Quelque modification minime que reçût le

Comité, elle était indispensable pour témoigner de la République, pour avertir ce comité souverain de sa légitime dépendance à l'égard de l'Assemblée, son auteur et créateur, l'unique source de son droit. La Convention avait fait, pour la crise, un roi collectif, à condition, bien entendu, que l'amovibilité le distinguerait suffisamment de la royauté ancienne.

C'était l'avis des plus sages, et dans le Comité même. C'était le conseil de Lindet, qui pria plusieurs membres influents de la Convention d'obtenir le renouvellement partiel. Malheureusement Merlin rendit lui-même la chose peu admissible, en l'exagérant, en demandant qu'*un tiers du Comité sortît chaque mois.*

Il fallait un renouvellement moins rapide, mais enfin il en fallait un. Dans le besoin croissant d'unité qu'on éprouvait, si l'Assemblée ne s'harmonisait le Comité par des changements graduels et légaux, il allait arriver certainement que le Comité, en désaccord avec elle, tenterait de la mettre à son point, épurant, taillant, rognant, jusqu'à ce qu'elle le brisât, ce qui se fit en thermidor, mais ce qui ne put s'accomplir qu'en tuant aussi la République.

Était-ce à dire que le Comité contenait et absorbait d'une manière si complète tout ce qu'il y avait de vie et de génie à la Convention, qu'il fût impossible d'en remplacer un seul membre? Nullement. Plusieurs membres du Comité étaient des hommes secondaires, un ou deux très dangereux (je parle surtout de Barère). Ils auraient été, sans nul doute, très glorieusement remplacés par tels des Montagnards illustres qui ont écrit leurs noms aux Alpes, aux Pyrénées et au Rhin; par de grands citoyens, des hommes de principes, tels que Romme; par Cambon, dont l'Assemblée venait d'accepter le Grand-Livre. L'exclusion d'un homme si considérable resta une cause de faiblesse pour le Comité de salut public.

L'utilité du renouvellement était si palpable, que le Comité n'osait rien objecter contre. Un légiste vint à son aide; Cambacérès, qui avait beaucoup à expier à l'égard de Robespierre depuis le 3 juin, parla pour le Comité. « Le renouvellement *obligé*, dit-il, limiterait le pouvoir de l'Assemblée; *laissons-le libre.* A chaque membre d'exercer *librement* son droit. »

On remit le vote au lendemain; et, le lendemain, un violent Robespierriste, Jay-Sainte-Foy, dit insolemment: « J'entends demander l'appel nominal... Oui, on devrait le demander *pour connaître ceux qui votent une mesure si favorable à l'ennemi.* » Suivait un éloge hautain du Comité de salut public; lui seul, il avait tout fait. L'Assemblée céda et le renouvela sans changement, sans condition. Personne n'y perdit plus que le Comité lui-même. Il tombait irrémédiablement sous la royauté de Robespierre.

Toute-puissante aux Jacobins, pesante sur la Convention, elle était écrasante au Comité de salut public.

Elle s'était manifestée deux fois au dehors, à nu et sans ménagement :

Le 21 novembre, par le démenti qu'il donna à la Convention, sans égard au décret du 16;

Le 12 décembre, par la pression qu'il exerça sur les Jacobins, exigeant d'eux cet acte humiliant de versatilité, de chasser celui qu'ils venaient de nommer leur président.

L'autorité, c'est la Convention; le pouvoir, c'étaient les Jacobins.

Convention et Jacobins, autorité et pouvoir, tout avait plié. Un homme était plus autorisé que l'autorité, plus puissant que le pouvoir.

On se fait des idées absolument fausses de l'intérieur du Comité de salut public. On se figure que les grandes mesures y étaient délibérées. Rien n'est moins exact.

Ses registres ne relatent rien des choses les plus décisives; leurs lacunes sont éloquentes. Elles suffiraient pour montrer, quand même on ne le saurait d'ailleurs, que les grandes affaires révolutionnaires n'étaient pas traitées en commun.

Robespierre, un en trois personnes, c'était le Gouvernement.

La trinité dictatoriale, Robespierre, Couthon, Saint-Just, se suffisait à elle-même. C'était assez de trois signatures pour qu'un arrêté, un décret proposé fût estimé l'œuvre du Comité réuni. Il apprenait souvent par les journaux, non sans étonnement, qu'il avait voulu ceci, décidé cela.

Cette trinité pourtant s'appuyait ordinairement de la fixité de Billaud-Varennes, de la flexibilité de Barère, du furieux génie mimique de Collot-d'Herbois.

Billaud, Collot, les deux terroristes, entrés le 6 septembre, étaient là pour surveiller Robespierre, pour le perdre, si par la clémence il allait à la tyrannie.

La trinité gouvernementale, planant sur le tout, marchait par deux choses, nullement amies, mais qui la servaient à merveille.

Par Billaud, figure immuable de la Terreur hors des intérêts de parti, elle disait : Je suis le gouvernement révolutionnaire.

Par Lindet, Carnot, Prieur, Jean-Bon Saint-André, elle disait : Je suis l'ordre, la prévoyance et la victoire.

Ces grands et admirables travailleurs avaient rendu à la France, le service capital de détrôner le chaos. On avait démembré pour Carnot, Prieur et Lindet, le royaume hébertiste du ministre de la guerre. Ils le suppléèrent, réparèrent ses fautes; mais malheureusement ne le brisèrent pas. Ils se créèrent des bureaux à côté, s'enfermèrent et firent la besogne. Il y eut un chef de la guerre, un chef des administrations militaires (subsistances, transports, habillement, etc.); du reste, étrangers aux affaires, n'inquiétant en rien la haute trinité dictatoriale. Leur travail de seize heures par jour les rendait pour elle des collègues infiniment commodes. Ils signaient, le plus souvent sans lire, ce qu'elle leur envoyait, la soutenant de leurs noms honorables et de leur probité connue, de leur concert apparent, en même temps que le succès de leurs travaux la comblait de gloire.

Tout travaillait à favoriser cette dictature des trois. La violence du

terrorisme poussée par Billaud, Collot, la protection que le Comité de sûreté donnait aux petits tyrans de localité, jetaient les populations dans le désespoir, et les faisaient d'autant plus regarder en haut vers cette trinité secourable.

Qui recrutait, alimentait les quatorze armées de la France? Les réquisitions (en hommes, chevaux, grain, argent, draps, souliers, etc., etc.). Point de réquisitions sans terreur, point de terreur sans tyrannie. Serait-elle locale ou centrale? La première intolérable, faisait désirer la seconde.

La France vaincue, suspecte, royaliste ou girondine, contre la terreur locale qui la poursuivait partout, appelait un bon tyran.

La France victorieuse, républicaine et montagnarde, subissait déjà l'ascendant du censeur universel, du redouté tuteur politique.

Le tout résumé par ce mot jacobin, déjà cité : « Espérons un Dieu sauveur. »

Ce Dieu descendait par moments, intervenait en effet d'une manière souvent sage, utile, d'autant plus mortelle à la liberté. Les *missi* de Robespierre apparaissaient comme ceux d'une puissance supérieure, et dans une position dominante par rapport à ceux de la Convention. Couthon, Saint-Just, Robespierre jeune, d'autres agents, même inférieurs, habituaient les populations à placer l'espoir du salut, non plus en elles-mêmes, en la France ou l'Assemblée nationale, mais dans un individu.

On a vu l'étrange opération, grandiose et populaire, par laquelle Couthon entraîna, solda magnifiquement un monde de paysans d'Auvergne pour la ruine de Lyon; puis, la foudre suspendue sur la malheureuse ville, tout à coup il fit grâce, arrêta les vengeances et ne quitta Lyon qu'après l'avoir convaincue qu'elle était sauvée si elle n'eût eu rien à craindre que Couthon et Robespierre.

Loin de répondre au mémoire du vainqueur de Lyon, de Dubois-Crancé, Couthon, rentré aux Jacobins, lui parla non en collègue, mais en juge, l'interrogea, faisant pleinement sentir la distance qu'il y avait entre un membre du Comité de salut public et un simple représentant du peuple. Un homme de Robespierre, Jullien, de la Drôme, étouffa brusquement la chose. On fit taire Dubois-Crancé.

Robespierre jeune, qui n'avait nullement l'importance de Couthon, se trouva avoir, qu'il le voulût ou non, une importance princière, quasi dynastique, dans sa mission de Toulon. De même que Couthon avait recueilli le succès tout fait de Lyon, ce jeune hommme arriva à point pour partager l'honneur de l'affaire si populaire du Midi. Une artillerie immense ayant été amenée de Lyon et des Alpes, concentrée autour de Toulon avec des forces considérables, les assiégés anglais, espagnols, n'ayant pu rien faire pour prendre pied dans le pays, le succès était certain. Il était fort avancé par les efforts de Fréron et de Barras. Robespierre voulait les faire rappeler pour que son frère commandât seul. Ils furent avertis à temps (27 octobre).

Une députation formidable de quatre cents Sociétés populaires du Midi



Ce commandement fut aux Carmes, dans une écurie de six pieds carrés. (P. 1590.)

déclara vouloir garder Barras et Fréron, qui seuls étaient à la hauteur, non suspects de modérantisme. Robespierre jeune n'y alla donc que comme adjoint aux deux autres. Ils n'en furent pas moins effacés. Il eut une espèce de cour; un foyer d'intrigues et d'ambition se forma autour de lui. Un jeune officier d'artillerie, le Corse Bonaparte, esprit prodigieusement inquiet, s'était donné à Barras, à Fréron (c'est-à-dire aux Dantonistes). Robespierre jeune arrivé, il devint Robespierriste, et fit passer un plan au Comité de salut public

contre celui de son général, Dugommier. Voyant pourtant le vent souffler à gauche, le prévoyant jeune homme crut qu'il ne lui suffisait pas du patronage des deux Robespierre. Le soir même du jour où il entra à Toulon, il écrivit à la Convention une lettre infiniment violente et signée du nom de Brutus.

Barras et Fréron, sans s'inquiéter de la politique des deux Robespierre et de leurs vues de clémence intéressée, exécutèrent la loi à la lettre et fusillèrent tout d'abord huit cents hommes pris les armes à la main.

La chose fut plus claire encore à Strasbourg. Saint-Just apparut non comme un représentant, mais comme un roi, comme un dieu. Armé de pouvoirs immenses sur deux armées, cinq départements, il se trouva plus grand encore par sa haute et fière nature. Dans ses écrits, ses paroles, dans ses moindres actes, en tout éclatait le héros, le grand homme d'avenir, mais nullement de la grandeur qui convient aux républiques. L'idée d'un glorieux tyran, telle que Montesquieu l'a donnée de Sylla dans son fameux Dialogue, semblait toute réalisée en cet étonnant jeune homme, sans qu'on démêlât bien encore ce qui était du fanatisme, de la tyrannie de principes et de celle du caractère. Un homme tellement au-dessus des autres n'eût pas été souffert deux jours dans les cités antiques. Athènes l'eût couronné et l'eût chassé de ses murs.

Remarquons en passant que le modèle original du style officiel, employé plus tard avec tant d'éclat par d'habiles imitateurs, n'est autre que celui de Saint-Just.

Ce jeune homme si violent se montra en même temps d'une habileté consommée. Il atteignit précisément l'idéal de la terreur, en obtenant tous les effets sans avoir besoin de verser le sang.

Cela tint au profond et subit saisissement dont il frappa tout d'abord les imaginations.

L'homme dominant de Strasbourg était l'ex-capucin Schneider, versé dans les lettres antiques, puissant dans sa langue allemande et chaleureux prédicateur, directeur adoré des femmes. Aujourd'hui même, en cette ville où l'on a créé contre lui une légende d'exécration, des femmes (bien âgées) qu'il aima, n'en sont pas consolées encore.

Schneider, furieux démocrate, l'était à la façon des anciens anabaptistes, du roi tailleur de Leyde, qui, pour le nombre des femmes, prétendit lutter avec Salomon. Ce moine était insatiable; non content de celles qui, d'elles-mêmes, couraient après lui, on assure que sur son passage il mettait les femmes en réquisition.

Il voulait pourtant se fixer et venait d'en épouser une par force et terreur. Il rentrait avec sa conquête le soir à grand bruit dans Strasbourg; voiture à quatre chevaux. Il était tard pour une place de guerre; les portes étaient fermées; il les fait ouvrir. Saint-Just saisit ce prétexte, celui d'aristocratie pour son train et sa voiture, le fait prendre la nuit même dans le lit de la mariée, et le matin, Strasbourg, surpris à n'en pas croire les yeux, voit son

tyran attaché au poteau de la guillotine. Il resta là trois heures dans cette piteuse figure, et n'en quitta que pour être envoyé à Paris, à la mort.

Pendant l'exposition, on vit Saint-Just paraître au balcon de la place, et regarder le patient avec une superbe impassibilité. Cette population catholique, dans l'humiliation de ce renégat, reconnut la main de Dieu, et couvrit de bénédictions l'envoyé de Dieu et de Robespierre.

Saint-Just, avec Schneider, expédiait impartialement à Paris les adversaires de Schneider, les administrateurs de la ville, suspects de vouloir la livrer. Du reste, pas une goutte de sang. Des réquisitions seulement pour l'armée du Rhin, sous peine d'exposition à la guillotine. Un habile équilibre entre les deux fanatismes qui se partageaient la ville. Pour plaire à l'un, il afficha que les figures du portail de la cathédrale seraient détruites, et pour ménager l'autre, il les fit couvrir de planches.

Le rôle militaire de Saint-Just et de son compagnon Lebas a été entièrement défiguré. La manie française de rapporter tout au pouvoir central, soit par instinct idolâtrique, soit pour simplifier l'histoire, a égaré ici tous les narrateurs. Nous rétablissons les faits d'après les pièces tirées des Archives de la guerre.

En même temps que Saint-Just et Lebas, membres des hauts comités, arrivaient à Strasbourg, à l'armée du Rhin (fin octobre), deux représentants Montagnards, Lacoste et Baudot, prenaient la direction de l'armée de la Moselle. Toutes deux étaient commandées par deux soldats : celle du Rhin, par le flegmatique et politique Pichegru, dont l'extrême dépendance plaisait à Saint-Just ; Lacoste et Baudot avaient obtenu que le commandement de la Moselle fût donné à Hoche, ex-garde française, qui avait fait merveille à Dunkerque. C'était un jeune Parisien de vingt-six ans, d'une capacité extraordinaire, d'une ardeur terrible ; il avait écrit jadis à Marat, depuis à Carnot, qui fut étonné et dit : « Ce sergent-là ira loin ».

Baudot et Lacoste, parfaitement étrangers à la guerre, y furent admirables. Ils s'y mirent non pas en représentants, mais en intrépides soldats, durs, sobres, couchant sur la neige des Vosges. Puis, par un ferme bon sens qui touche au génie, ils laissèrent là la routine terroriste de mener les généraux sous le bâton et le couteau, en les faisant tous les jours accuser et dénoncer. Ils eurent foi à la nature, foi à la République, ne crurent qu'aucun homme pût jamais rivaliser contre la Patrie. Ils comprirent qu'il n'y avait à attendre nulle victoire sans unité, et que l'unité militaire, c'est celle de l'âme et du corps, du général et du soldat. Et pour général, ils prirent le plus aimé, le plus aimable, le plus riche des dons du ciel, un homme en qui était le charme de la France, l'image de la victoire.

L'armée fut enthousiaste de lui avant qu'il eût rien fait. Un officier écrivait : « J'ai vu le nouveau général. Son regard est celui de l'aigle, fier et vaste. Il est fort comme le peuple, jeune comme la Révolution. »

Hoche avait les Prussiens en tête, et Pichegru les Autrichiens. Hoche

devait percer la ligne des Vosges, débloquer Landau, opérer sa jonction avec Pichegru. L'armée de Moselle, qui avait le plus à faire, avait été jusque-là une armée sacrifiée; on l'avait souvent affaiblie au profit de celle du Nord, et récemment au profit de celle du Rhin, qui en tira six bataillons. Elle était bien plus affaiblie encore par sa longue inaction, par son mélange avec la levée en masse, par l'indiscipline. Hoche comprit les difficultés. Une telle armée était susceptible d'un grand élan, mais peu de manœuvres savantes. Il était difficile de suivre les idées méthodiques du Comité. La rapidité était tout. Hoche supprima les bagages, les tentes même, en plein décembre. Malheureux dans ses premières attaques, il revint à la charge avec un acharnement extraordinaire. Toute l'armée criait : « Landau ou la mort! »

Bien lui prit en ce moment d'être un soldat parvenu. Noble, il eût été suspect, destitué, et il eût péri; mais il reçut une lettre rassurante et généreuse de Saint-Just et de Lebas. Lacoste et Baudot le suivaient pas à pas, et combattaient avec lui. Les Prussiens cédèrent; l'armée de Moselle déboucha des Vosges, descendit en plaine; Landau fut sauvé, la jonction opérée avec Pichegru. Hoche se jeta dans ses bras : « Qu'est-ce que c'est que ce Pichegru? écrivait-il; ses joues m'ont paru de marbre. » — Le premier bulletin daté de Landau, fut envoyé par Pichegru. Barère parla de la victoire, sans dire un seul mot de Hoche.

Qu'allait-on faire maintenant? Qui devait commander les deux armées pour agir d'ensemble? Saint-Just ne daignait pas communiquer à Baudot et Lacoste ses instructions secrètes. Ils se lassèrent de cette taciturnité et de l'inaction de Pichegru. Ils jouèrent leur vie. Le 24 décembre, ils ordonnèrent à Pichegru d'obéir à Hoche. Tout alla comme la foudre. Hoche lança six mille hommes au delà du Rhin sur les derrières de l'ennemi. Puis, lui-même, en cinq jours de combats terribles, acharnés, il poussa l'ennemi à mort et le jeta vers le Rhin. Voilà l'Alsace sauvée, l'étranger chassé, le Rhin repris. conquis, gardé (et jusqu'en 1815)!

Baudot et Lacoste, justifiés par la victoire, écrivirent sèchement au Comité souverain : « Nous avions oublié de vous écrire que nous avons donné le commandement en chef au général Hoche. Si Saint-Just avait fraternisé avec nous, si nous eussions eu connaissance de vos plans, nos mesures ne se fussent pas contrariées. »

Quels étaient ces plans admirables qu'on reproche à Hoche, Lacoste et Baudot, d'avoir fait manquer par leurs victoires? On eût, dit-on, enveloppé l'armée autrichienne; c'est ce qu'on voulait que fît Houchard pour l'armée anglaise à Dunkerque. L'idée fixe était toujours de prendre et d'envelopper. Il semble qu'on n'ait pas su ce qu'étaient les armées de la République. Ce n'étaient point du tout les armées impériales. Très vaillantes, elles étaient très peu manœuvrières encore; elles étaient capables d'un élan, mais bien moins de ces opérations compliquées, si faciles à combiner dans le cabinet, si difficile, à exécuter sur le terrain avec des soldats novices, émus, spontanés, et qui, par



HOCHE

la passion même, étaient moins propres à servir d'instruments aux calculs des tacticiens.

Il ne faut pas oublier non plus que cette armée autrichienne, qu'on méprise tant, était fortement appuyée sur les populations d'Alsace ; son général Wurmser, était du pays, y avait toutes ses racines. L'offensive brillante en Allemagne que prit Hoche et qu'on arrêta, était chose plus faisable certainement que la tentative de prendre, comme en un filet, une armée très aguerrie par la nôtre formée d'hier, les vieilles moustaches hongroises par nos toutes jeunes recrues.

Hoche, arrêté dans ses succès, fut furieux, écrivit brutalement qu'il briserait son épée, qu'il irait vendre du fromage chez sa tante la fruitière (papiers de R. Lindet).

Le Comité, indigné, effrayé de ce langage nouveau, l'éloigna de ses soldats « pour un autre commandement ». Ce commandement fut aux Carmes, dans une écurie de six pieds carrés.

Malgré cette cruelle injustice et tant d'extrêmes misères, avouons que cette France de 93 était grande à ce moment : à Toulon, Dugommier, le vaillant créole, qui bientôt donna l'offensive la plus brillante à l'armée d'Espagne; aux Pyrénées, notre vieux général Dagobert, audacieux à quatre-vingts ans, vénéré, adoré de tous et mourant dans la victoire, pauvre, enterré avec les sous que donna chaque soldat; Soubrany, Milhaud, toujours en avant le sabre à la main, irréprochables et farouches représentants de la Montagne, ne regardant que l'ennemi, ignorant toutes les intrigues, les mouvements de l'intérieur, couvrant la France de leurs corps et l'étendant de leurs conquêtes.

L'Ouest, d'octobre en décembre, vit des choses non moins héroïques : la fraternité immortelle de Kléber et de Marceau, qui termine la Vendée, leur dévouement, leurs périls. — « Combattons ensemble, disaient-ils; ensemble nous serons guillotinés. »

Le Comité avait nommé l'inepte général Léchelle, dont Kléber fait cet éloge : « Je ne vis jamais si sot général, et jamais si lâche soldat. » Léchelle, malade, fut remplacé par un autre qui ne valait guère mieux, Turreau; mais, entre les deux, il y eut par bonheur un entr'acte, pendant lequel Marceau, Kléber, Westermann portèrent enfin à la Vendée l'épouvantable coup de la bataille du Mans. Blessée à mort, elle vint expirer à Savenay, qui ne fut guère qu'un massacre. Alors arriva Turreau, le général du Comité. Marceau fut rudement écarté, et l'on parla plus d'une fois de faire guillotiner Kléber.

La victoire mit les vainqueurs dans un embarras terrible. Que faire de cette population qui avait passé la Loire, mourante de faim, de misère et de maladie, ramassée sur tous les chemins? La difficulté était la même et bien pire encore qu'à Lyon, où l'immense majorité des victimes avait échappé. Quoique les soldats en sauvassent un nombre incroyable, des milliers de Vendéens étaient rabattus sur Nantes. Les décrets étaient précis : tout ce qui avait pris la cocarde blanche devait être mis à mort.

L'occasion était belle et grande pour l'ami de l'humanité qui eût pu intervenir. Elle était tentante pour le politique qui eût eu l'adresse et l'audace de répondre aux besoins des cœurs.

Il y avait un nombre considérable d'hommes dans la Convention qui désiraient qu'à tout prix on interprétât ces décrets de mort, portés à une autre époque, en représailles des massacres royalistes, et dans l'extrême danger. Malheureusement, l'initiative de ces adoucissements ayant été prise à Lyon, en octobre, par l'homme de Robespierre, tout retour à l'humanité prenait la fâcheuse apparence d'un complot robespierriste.

Dès le 29 novembre, Collot d'Herbois écrivait à la Commune de Paris : « Il y a un grand complot pour demander l'amnistie. »

L'amnistie apparaissait comme le sacre du dictateur.

Cette situation, ce danger de la République, contribuèrent sans nulle doute à la précipitation féroce avec laquelle Carrier, Collot et Fréron, à Nantes, à Lyon, à Toulon, exécutèrent et dépassèrent les décrets de l'Assemblée. Ils abrégèrent en faisant canonner, noyer. Collot, le 4 décembre, fit tirer à boulets sur soixante hommes pris les armes à la main. En quelques jours, ses commissions firent fusiller, guillotiner deux cent dix personnes. Il écrivait à Robespierre, avec une ironie cruelle : « Nous tâchons de vérifier la sublime inscription (Lyon n'est plus) *que tu as proposée.* » Toulon résistait encore, et Collot accélérait d'autant plus les exécutions, croyant effrayer à la fois Toulon et Paris, tirer sur l'Anglais, tirer sur le dictateur.

Un flot invincible montait cependant, comme une puissante marée, une émotion générale de pitié et de clemence. Le 13 décembre, une foule de femmes vinrent pleurer à la barre de la Convention, prier pour leurs maris, leurs fils. Le 15, la grande voix du temps, le mobile artiste qui avait devancé, annoncé les grands mouvements de la Révolution, Desmoulins, lança le numéro 3 du *Vieux Cordelier*. Simple traduction de Tacite, pour répondre aux détracteurs de la République, à ceux qui pourraient trouver 93 un peu dur, il leur conte la Terreur de Tibère et de Domitien : elle ressemble si fort à la nôtre, que cette apologie paraît (ce qu'elle est) une satire.

Les exagérés, par leur furie maladroite, aidaient aussi au mouvement qui les menaçait. Ronsin, l'exécuteur barbare des mitrailles de Lyon, pour répondre aux accusations, opposant l'audace à l'audace, arrive à Paris, placarde une affiche horrible. Le même jour, on en profita à la Convention. L'attaque fut entamée très habilement contre les agents hébertistes de la Guerre qui avaient saisi des dépêches adressées à la Convention, bien plus, arrêté sur une route un représentant, sans égard à son caractère, Bourdon alla jusqu'à dire qu'il fallait supprimer les ministres, le conseil exécutif.

Ce qui étonna le plus, c'est que, pendant que le Comité de sûreté cherchait à atténuer, le Comité de salut public, par l'organe de Couthon, appuya les demandes qu'on faisait contre ces agents hébertistes de la police militaire. Lebon, autre Robespierriste, rapporta un propos insolent des bureaux de la Guerre contre le Comité de salut public.

L'attitude encourageante des Robespierristes contre les exagérés permettait d'aller plus loin. Fabre d'Églantine demande, enlève l'arrestation immédiate de Vincent. D'autres ajoutent : « Ronsin et Maillard. » — Décrété. — « Ajoutez donc Héron, crie Bourdon (de l'Oise) ; Héron, qui a osé prendre notre collègue Panis au collet. »

A ce nom d'Héron, tout se tut. On renvoya prudemment l'affaire au Comité de sûreté. Héron était un personnage. Homme triple, il servait et la police militaire et celle des Comités ; dans les choses graves, il recevait le mot d'ordre de Robespierre.

La violence de Bourdon avait dépassé le but. Il avait frappé plus haut que les Hébertistes. Néanmoins le mouvement était si fort contre l'exagération,

qu'il n'en continua pas moins. Le 18, sur la nouvelle qu'on reçut de la débâcle effroyable des Vendéens, le Robespierriste Levasseur (homme qui n'avait jamais ouvert que des avis violents) hasarda de dire : « Il y aurait un moyen bien simple de pacifier le pays, ce serait de *proclamer une amnistie* pour ceux des Vendéens qui n'ont été qu'égarés. »

Une machine ingénieuse se préparait en même temps. Un frère du représentant Gauthier avait encouragé à Lyon quatre patriotes à venir prier à Paris pour leur ville infortunée. Gens illettrés, ils s'adressèrent à un jeune royaliste qui leur écrivit leur adresse, très adroite et très touchante. Ce jeune homme était Fontanes, l'homme le plus prudent qui ait vécu en nos jours.

Osa-t-il tenir la plume, dans une affaire si dangereuse, sans être bien sûr que ces hommes fussent appuyés de Couthon (c'est-à-dire de Robespierre)? Nous ne le croirons jamais.

La Convention donna un signe non équivoque de son impression favorable sur l'adresse lyonnaise, en prenant pour président Couthon, celui qu'on accusait d'avoir été à Lyon trop modéré, trop humain.

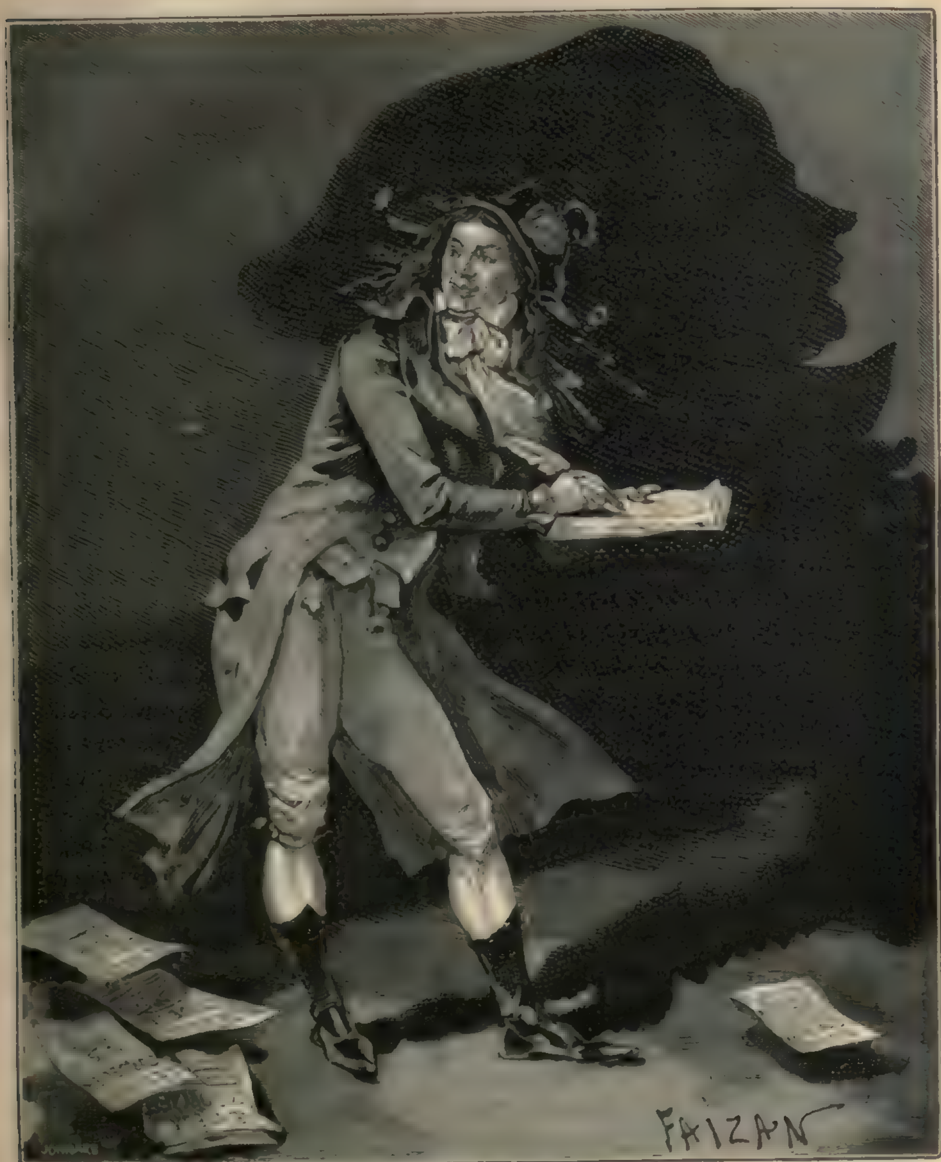
Le même jour (20 décembre) où cette adresse fut accueillie de l'Assemblée, Robespierre se déclara. Les femmes des prisonniers, de nouveau, en foule immense, étaient venues à la barre; tout le monde était ému. Robespierre fut très habile. Il les reçut au plus mal, les gronda, les accusa, disant même : « qu'apparemment c'était l'aristocratie qui avait poussé cette foule. » Mais quand il eut suffisamment parlé « contre le perfide modérantisme », aux applaudissements de la Convention, il proposa précisément ce que demandaient ces femmes : « Que les deux Comités nommassent des commissaires pour rechercher les patriotes qui auraient pu être incarcérés, et que les Comités pourraient élargir. »

Le mot fut ainsi lancé. La chose votée d'enthousiasme, avec un applaudissement sincère, incroyable. Une chose pourtant restait louche. Les noms de ces commissaires, « pour éviter les sollicitations », disaient le décret, *devaient rester inconnus*. Il était facile à prévoir que ces mystérieux inquisiteurs de clémence, tous Jacobins sans nul doute, seraient choisis sous l'influence unique de l'homme qui pouvait seul faire de la modération sans soupçon de modérantisme. Énorme accroissement à son influence! Seul, il allait tenir la clef des prisons!

Le lendemain, 21 décembre, au matin, le libraire Desenne avait à sa porte la longue queue des acheteurs qui s'arrachaient le 4e numéro du *Vieux Cordelier*. On le payait de la seconde, de la troisième main, le prix augmentant toujours, jusqu'à un louis. On le lisait dans la rue, on en suffoquait de pleurs.

Le cœur de la France s'était échappé, la voix de l'humanité, l'aveugle, l'impatiente, la toute-puissante pitié, la voix des entrailles de l'homme, qui perce les murs, renverse les tours... le cri divin qui remuera les âmes éternellement : « Le Comité de la clémence! »

Cette feuille, brûlante de larmes, était tout inconséquente dans sa violence



Le rire, mais celui de la foudre qui rit en éclairs. (P. 1598.)

naïve : « Point d'amnistie ! » disait-elle. Et tout à côté : « Voulez-vous que je l'adore votre Constitution, que je tombe à genoux devant elle? *Ouvrez la porte à ces deux cent mille citoyens que vous appelez suspects.* »

Mais qui aurait été maître de ce mouvement immense? On l'eût rapporté à un seul, il eût fait une religion, un sauveur, un messie. Cet homme eût régné, malgré lui. Malgré lui, il eût été placé vivant sur l'autel.

Et croyez-vous que ce danger effraye beaucoup Desmoulins? Point du

tout. « O mon cher Robespierre, ô mon vieux camarade de collège!... souviens-toi que l'admiration et la religion naquirent des bienfaits, que les actes de clémence sont « l'échelle de mensonge », comme disait Tertullien, par lesquels *les membres des Comités de salut public* se sont élevés jusqu'au ciel. »

CHAPITRE II

TENTATIVES IMPUISSANTES POUR ABRÉGER LA TERREUR, POUR SUBORDONNER LA ROYAUTÉ RENAISSANTE (DÉCEMBRE 93)

ROBESPIERRE MENACÉ SE RÉFUGIE DANS LA TERREUR. — LES COMITÉS OFFRENT EN VAIN DE MODIFIER LA TERREUR. — ROBESPIERRE FAIT ATTAQUER DESMOULINS ET PHILIPPEAUX. — IL FAIT REJETER LA PROPOSITION DES COMITÉS. — L'ASSEMBLÉE VEUT SUBORDONNER LES DICTATEURS.

A la lecture de ce fatal numéro de Desmoulins, Robespierre fut épouvanté. La plus cruelle dénonciation de ses ennemis eût été moins dangereuse. L'innocent, trompé par son cœur, enivré, aveuglé de ses larmes, n'avait pas vu qu'il le perdait, en lui proposant d'être dieu.

Robespierre se sauva à gauche, chercha sa sûreté dans les rangs des exagérés, ses ennemis, se confondit avec eux.

On ne pouvait se dissimuler qu'à ce mot terrible (de ces mots qui font le destin) : *Ouvrez les portes aux deux cent mille*..., qu'à ce mot, dis-je, la foule des patriotes compromis qui avaient joué leur vie pour la République ne vissent distinctement venir la revanche royaliste, la *Terreur blanche*, et ne se réfugiassent sous le canon de Collot-d'Herbois.

Il arrivait en hâte de Lyon. Ses amis criaient : « Voici venir le géant ! »

Pourquoi cet effet fantasmagorique? Et comment Collot, jusque-là de taille ordinaire, apparaissait-il ainsi?

Trois choses le grandissaient.

Il envoyait devant lui, contre la religion de Robespierre, un bien autre dieu, fétiche effroyable, la tête même de Chalier, cette tête brisée trois fois par le couteau girondin.

Devant lui, marchait aussi le bruit, la terrible légende des prisonniers foudroyés aux Brotteaux. On sentait assez qu'un si rigoureux exécuteur de la vengeance nationale ne se réservait pas de porte de derrière, et ne composerait pas avec les politiques qui spéculaient sur l'amnistie.

Une chose tomba comme un pavé sur la tête de ceux-ci. L'ami de Chalier, son vengeur, ce fameux Gaillard, qui, sortant de son cachot le 19 octobre, avait été si froidement reçu des Jacobins, tomba dans le désespoir au premier bruit de l'amnistie, crut la République perdue, et se brûla la cervelle.

Collot-d'Herbois lui prête ces paroles, non sans vraisemblance : « Je ne suis pas un homme faible, je n'ai point pâli devant les poignards... Mais je meurs, ô Jacobins, d'être abandonné de vous. »

Collot, monté sur Chalier, monté sur Gaillard, arrivait géant. Il faisait peur, non seulement à Robespierre, mais aux hommes que Robespierre inquiétait le plus, aux membres impartiaux du Comité de salut public.

Barère, Lindet, Carnot, Prieur, d'accord en ceci avec la partie indépendante de la Montagne, craignaient que les violents, délaissés de Robespierre, ne se ralliassent à l'homme qui avait donné les gages les plus terribles contre tout retour, et, pour leur sûreté, ne créassent une dictature de terreur contre la royauté de clémence et d'hypocrisie.

Ces grands organisateurs qui, à ce moment, par des travaux incroyables recréaient la France, de concert avec Cambon et quelques représentants modestes et laborieux, se voyaient avec douleur arracher des mains leur œuvre, et la Patrie tout à l'heure replongée dans le chaos.

Pouvaient-ils, comme le voulait Desmoulins, renoncer aux moyens de terreur? C'eût été renoncer aux réquisitions provisoires que la Terreur seule donnait. Sans elle, avec quoi auraient-ils nourri, vêtu, équipé leurs douze cent mille soldats?

Carnot, Lindet, nullement terroristes, aimaient peu les Jacobins. En attendant, ils vivaient des réquisitions frappées par les comités jacobins. Ils aimaient peu Collot, Billaud, et n'en étaient pas moins forcés de se serrer contre eux pour faire équilibre à la pesante trinité dictatoriale.

S'ils brisaient les agents de terreur, les armées mouraient de faim, la République périssait. Et s'ils les laissaient aller, ces agents aveugles comblaient les prisons, faisaient des millions d'ennemis au gouvernement, la République périssait.

Ils s'arrêtèrent à une mesure sage, ferme et très hardie.

La responsabilité terrible de cette chose si dangereuse (ouvrir et fermer les prisons), ils la demandaient pour eux-mêmes. Ils demandaient que, sans confier l'examen préalable à des *commissaires inconnus*, tels que les voulait Robespierre, les membres des Comités, chacun à son tour, fussent chargés d'examiner les réclamations. Point d'examen anonyme. Si on les constituait juges d'une affaire si délicate, ils voulaient la prendre eux-mêmes sans passer par l'obscure filière des agents robespierristes, la juger sous le soleil.

La seconde réforme proposée eût été celle-ci : Séparer les *accusés* des *suspects*, créer pour ces derniers des *maisons de suspicion*. Dans un temps où la prison était si près de l'échafaud, il était horriblement injuste et dangereux de laisser pêle-mêle ensemble, par exemple, les herbagers de la Normandie,

pauvres diables de *suspects* à qui on ne reprochait rien, avec un M. Rimbaut qui avait livré Toulon.

Dans cette grande et décisive circonstance où était la destinée de la Révolution, au moment où ses collègues proposaient une réforme peu différente de la sienne, Robespierre, chose inattendue ! s'isola, se sépara d'eux pour se rattacher à son ennemi Collot d'Herbois, laissant dans la stupeur et le plus grand étonnement les Robespierristes, qui avaient cru le suivre dans les voies de modération.

Déjà, une fois (fin septembre), sa tactique tortueuse les avait embarrassés. Son immense succès d'alors leur fit croire qu'il était libre de l'odieuse alliance de la presse hébertiste et des bureaux de la Guerre, quand tout à coup il frappa ses propres amis qui faisaient feu avant l'ordre sur les Hébertistes.

Ce qui de même en décembre lui fit quitter tout à coup ses amis pour ses ennemis, ce fut, d'une part, Desmoulins, qui, le dénonçant à l'admiration, à la reconnaissance du monde, montrait dans la Commission robespierriste le germe du Comité de la clémence ; d'autre part, les véhémentes accusations de Philippeaux, qui, avec Merlin, témoin oculaire, démontraient la trahison des généraux hébertistes, et les tristes ménagements du Comité pour eux ; le Comité ici, c'était spécialement Robespierre, qui, le 11 septembre et le 25, les avait défendus, fait défendre, patronnés aux Jacobins.

Philippeaux revint à la charge trois fois dans un mois, et ses accusations reçurent une publicité immense de l'étourdi Desmoulins, qui, dans les numéros mêmes où il divinisait Robespierre, louait, exaltait Philippeaux, l'adversaire de Robespierre.

Celui-ci, du 20 au 23 décembre, en trois jours, sans transition, tourna le dos à ses amis, passa à ses ennemis, planta là son adorateur Desmoulins, et se rattacha, contre lui, à la terrible alliance de Collot, d'Hébert.

Qui le poussa là? Philippeaux, le reproche de connivence hébertiste dans l'affaire de la Vendée.

Qui le poussa là ? Gaillard, le reproche de modérantisme dans l'affaire de Lyon, la mort de Gaillard, son ombre, visible à tous dans la pompe solennelle que fit la Commune à Chalier (21 décembre).

Collot n'arriva que le lendemain. Mais, avant son arrivée et dès le soir même, Robespierre renia, attaqua Camille Desmoulins, du moins le fit aux Jacobins par un rustre à lui, Nicolas, son porte-bâton, qui lui servait souvent d'escorte. C'était un grand drôle, robuste et farouche, qu'on avait fait juré et qui eût dû être bourreau. Il s'acquitta très gauchement de la commission de Robespierre, disant au charmant écrivain, d'ailleurs représentant du peuple : « Camille frise la guillotine. »

A quoi l'autre répondit plaisamment : « Toi, tu frises la fortune... Je t'ai vu, il y a un an, dîner avec une pomme cuite ; et aujourd'hui qu'on t'a fait imprimeur du tribunal révolutionnaire, imprimeur des bureaux de la Guerre, le tribunal seul te doit cent mille francs. »

Collot, le 21 au soir, entra dans la Convention, moins comme un homme qui s'excuse que comme un triomphateur. Il conta hardiment la mort des Lyonnais mitraillés, attesta la nécessité, Toulon qu'il fallait effrayer. Beaucoup, même des Robespierristes, reçurent assez mal ces aveux, croyant que Collot allait être attaqué par Robespierre. La réconciliation entre eux n'éclata que le 23.

Ce jour, Collot, aux Jacobins, donna toute carrière à son éloquence mélodramatique ; il fut terrible, écrasant de mise en scène. Il amena Gaillard même, tout mort qu'il était, fit apparaître son ombre, la fit parler, hurla, pleura. Robespierre fut trop heureux de trouver une diversion, de lever un autre gibier, de tourner la meute contre Philippeaux. Il avait amené avec lui un dogue, docile et furieux, Levasseur, qui, le 18, s'était aventuré à demander l'amnistie, et qui, comme le chien qui s'est trompé à la chasse, ne demandait qu'à réparer l'erreur en mordant quelques morceaux dans la chair de Philippeaux. Danton essaya d'adoucir, mais Robespierre, prenant la parole avec la placide autorité d'un moraliste, demanda à Philippeaux si, dans son âme et conscience, *il était bien sûr de n'avoir pas été entraîné par la passion*, par le patriotisme même. Un autre casuiste, Couthon, lui fit la même question. Enfin, on ne demandait qu'à innocenter Philippeaux, étouffer l'affaire. Il répondit qu'il ne pouvait composer, *qu'il y avait eu trahison de la République*. « Nommons une Commission, » dit Couthon (pour gagner du temps). Elle fut nommée, ne fit rien ; le tout fut escamoté par une farce de Collot-d'Herbois.

Robespierre, pour sa sûreté, rentra donc dans la Terreur.

Il fit à la Convention un discours sur l'équilibre; et, pour équilibre, se jeta à gauche, demanda la tête d'Houchard et de Biron.

Deux têtes de généraux dans un tel moment, on n'en voyait pas l'à-propos. On l'eût mieux compris comme avis sévère, dans une défaite ; mais la République apprenait de tous côtés des victoires. Le 24, on apprit la reprise de Toulon; le 25 ou le 26, la bataille de Savenay et l'anéantissement de la Vendée; le 30, les lignes de Weissembourg; le 1er janvier, Landau débloqué, l'ennemi repassant le Rhin.

La proposition du Comité de salut public, faite le 25 décembre, pour examiner les réclamations des prisonniers et mettre à part les suspects, arrivait admirablement. Barère, avec beaucoup d'adresse, pour écarter tout soupçon de modérantisme, frappait d'allusions hostiles les molles propositions de Desmoulins, faisant parfaitement sentir qu'il ne s'agissait pas de clémence, mais de justice. Cette justice, le Comité la proposait sévère et forte, du haut de la victoire.

Robespierre ne craignit pas de parler contre. La seule raison qu'il donna, c'est que les deux Comités ne pouvaient consacrer leur temps aux aristocrates. Il aima mieux sacrifier sa propre commission, qu'il avait obtenue le 20. Billaud-Varennes, immuable contre tout adoucissement, fit voter la Convention, et contre le décret obtenu par Robespierre, et contre le projet du Comité.

Il demanda qu'on ne fît rien.

Tout fut fini. Les prisons durent, dès lors, aller s'encombrant, jusqu'à ce qu'elles crevassent et vomissent en une fois un peuple d'ennemis furieux pour tuer la République.

L'accélération des jugements, demandée ce jour même par Robespierre, était un remède impuissant qui avilissait la justice, la rendant positivement, physiquement impossible, lui ôtant la foi de tous. Elle n'en fut pas moins exigée, et lorsque le danger national, tellement diminué, ne l'expliquait plus.

Ce sinistre 26 décembre, qui fermait décidément les prisons, n'y laissant plus d'ouverture que le terrible guichet d'une justice *accélérée*, devait avoir deux effets contraires.

D'une part, les rivaux de la dictature centrale, Fouché à Lyon, Carrier à Nantes, dans leur émulation effroyable, *accéléraient la justice.*

D'autre part, les indulgents, n'espérant plus rien ni de Robespierre, ni du Comité, poussèrent leur guerre contre les Hébertistes, alliés actuels de Robespierre, de sorte que leurs ennemis durent ou les tuer, ou périr.

Desmoulins se releva et jeta sa vie au vent. De ce jour, il est immortel. Au n° 5 du *Vieux Cordelier*, il expie le n° 4 et se justifie devant l'avenir : « L'anarchie mène à un seul maître. C'est ce maître que j'ai craint. » — Donc, il n'est plus à genoux. Le voilà debout devant Robespierre.

Rien de plus hardi que ce n° 5, si amusant, si véhément, d'une colère comique et sublime... Le rire, mais celui de la foudre qui rit en éclairs, va, vient, frappe et réduit en poudre, des éclats de sa joie terrible... Tous ceux qu'ici elle toucha, vaine cendre, ont gardé figure pour servir d'éternelle risée.

Incroyable audace ! il frappe, non seulement les géants, les Collot et les Billaud, mais, chose plus hardie peut-être, le type de la horde basse des tartufes de troisième ordre, les Brutus hommes d'affaires qu'engraissait le patriotisme : maître Nicolas.

Le mieux traité est Hébert. Le puissant artiste, avec l'adresse et le soin d'un naturaliste habile, qui d'une pince a saisi un hideux insecte, le tourne et le montre au jour sous tous ses aspects. Camille a détruit celui-ci, sans en altérer les formes, et l'a parfaitement conservé. Il ne serait pas facile d'en trouver un autre. Hébert bien décrit, bien piqué, classé au musée des monstres, pose là pour tout l'avenir.

La fin est la simple liste des sommes que Bouchotte a données à Hébert, spécialement 60.000 livres, données le 4 octobre pour tirer le fameux numéro *à six cent mille*, qui extermina Danton au profit de Robespierre, au moment où celui-ci venait de patronner Ronsin (25 septembre), au moment où les Hébertistes opéraient dans la Vendée une seconde trahison pour faire périr Kléber (5 octobre).

L'innocent Camille, peut-être, croyait ne frapper qu'Hébert. Il est fort douteux qu'il sût à quelle profondeur ce coup entrait au cœur de Robespierre.

Très probablement, il était conduit par gens plus habiles, peut-être par Fabre d'Églantine.

La faiblesse de Robespierre avait été partagée par le Comité de salut public.

Sa haute autorité en restait compromise. La question allait se poser de nouveau : *Renouvellerait-on le Comité?* ou se contenterait-on de le *ramener à une dépendance* légitime et raisonnable de la Convention?

La France avait une halte, ses trois victoires ajournaient le danger, et peut-être pour toujours. C'est ce qui eut lieu en effet, la Prusse étant restée occupée en Pologne, et l'Autriche trouvant dans les Belges une telle mauvaise volonté, que définitivement elle ne put rien en 94 contre nos frontières du Nord.

Le 18 nivôse (7 janvier), dans un discours très habile, fort modéré d'expressions, et probablement calculé par Fabre d'Églantine, Bourdon (de l'Oise), après force éloges du Comité de salut public, tomba sur le ministère, demanda *qu'il cessât d'être monarchique*, qu'il devînt républicain, c'est-à-dire *qu'il ne puisât nuls fonds à la Trésorerie sans demande d'un Comité à la Convention, et sans décret de l'Assemblée.*

Tout ceci, à l'occasion des subventions monstrueuses données par Bouchotte à Hébert.

Danton, avec infiniment de prudence et de ménagements, dit et redit par trois fois *qu'il fallait renvoyer la chose au Comité de salut public.*

Elle n'en fut pas moins décrétée, avec ce mot : *en principe*, — et cette réserve : *de sorte que l'activité des forces nationales n'éprouve nul ralentissement*, c'est-à-dire en donnant au Comité tous les moyens d'éluder ce qu'on venait de décréter.

Carnot, Lindet, Prieur, Saint-André, qui seuls dépensaient, et qui seuls étaient atteints du décret, ne se plaignirent pas ; Robespierre seul se plaignit ; il dit, écrivit : *Que tout le mouvement des armées était arrêté ;* chose matériellement fausse. Toutes ou presque toutes les choses nécessaires se faisaient par des réquisitions *en nature* : levée de grains, levée de draps, levée de chevaux, etc., etc. La Convention venait de voter cent millions *argent* pour les subsistances. Elle eût voté les yeux fermés ce que le Comité eût pu demander. Ne l'avait-elle pas elle-même forcé en août de prendre en main cinquante millions, sans vouloir aucun détail? Mais il y aurait eu retard ; autant qu'il faut de minutes pour aller d'un pavillon à l'autre, dans le château des Tuileries.

Il fallait franchement laisser là des objections peu sérieuses et dire à la Convention : « Ceci est la question même de la souveraineté. Nous voulons la dictature sans mélange, autocratique. »

A quoi l'on eût pu répondre : « Qui créa la dictature? Le moment, le péril, la nécessité de la défense contre l'ennemi... L'ennemi maintenant, c'est celui qui gardera la dictature. »

CHAPITRE II

LA CONSPIRATION DE LA COMÉDIE. — FABRE ARRÊTÉ (JANVIER 94)

IRONIE, MOBILITÉ, ÉLASTICITÉ DE LA FRANCE. — ROBESPIERRE EUT PEUR DU RIRE. — TERREUR QUE LUI INSPIRENT LES COMIQUES, FABRE, DESMOULINS, — IL ESSAYE D'ÉTOUFFER DESMOULINS. — IL ATTAQUE FABRE AUX JACOBINS. — FABRE ARRÊTÉ COMME FAUSSAIRE PAR LE COMITÉ DE SURETÉ.

Je plonge avec mon sujet dans la nuit et dans l'hiver. Les vents acharnés de tempêtes qui battent mes vitres depuis deux mois sur ces collines de Nantes accompagnent de leurs voix, tantôt graves, tantôt déchirantes, mon *Dies iræ* de 93. Légitimes harmonies! je dois les remercier. Bien des choses qui me restaient incomprises m'ont apparu claires ici dans la révélation de ces voix de l'Océan (janvier 1853).

Ce qu'elles me disaient surtout, dans leurs fureurs apparentes, dans leurs aigres sifflements qui perçaient mon toit, dans le cliquetis sinistrement gai dont frémissaient mes fenêtres, c'était la chose forte et bonne, consolante : Que ces menaces de l'hiver, toutes ces semblances de mort, n'étaient nullement la mort, mais la vie, tout au contraire, le profond renouvellement. Aux puissances destructives, aux violentes métamorphoses où vous la croiriez abîmée, échappe, élastique et riante, l'éternelle ironie de la nature.

Telle la nature, telle ma France. Et c'est ce qui fait sa force. Contre les plus mortelles épreuves où périssent les nations, celle-ci garde un trésor d'ironie éternelle.

Nul enthousiasme n'y mord pour longtemps, nulle misère, nul découragement.

Qui fera peur à la France? Elle a ri dans la Terreur, et elle n'a pas été entamée. Il y avait le rire et les larmes, l'émotion dans les deux sens, nullement la tristesse immobile. L'élasticité morale resta tout entière ; la très utile légèreté du caractère national l'empêche toujours d'être écrasé. Ce peuple n'est jamais véritablement avili, ni profondément corrompu.

Cette légèreté, qui ailleurs est signe de nullité, se trouve ici dans des esprits souvent de grande vigueur. C'est la mobilité du ressort d'acier qui, pour fléchir aisément, n'en est pas moins fort à se relever.

Ce peuple est terrible au fond, redoutable à tous ses dieux.



Mais à ce moment, Robespierre fixant sur l'homme à la lorgnette ses lunettes
et son regard fauve, le pria d'attendre. (P. 1606.)

Le premier conquérant du monde moderne, revenant de la grande défaite, disait, pendant cinq cents lieues : « Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. »

Telle fut aussi, dans son règne si court, la frayeur de Robespierre.

Un mot, gai comme ceux du festin de Baltazar, était écrit dans Desmoulins : « A côté de la guillotine où tombent des têtes de rois, on guillotine Polichinelle, qui partage l'attention. »

Le puissant chef des Jacobins, qui avait fait le miracle le plus incroyable en France, une royauté d'opinion, sans armes, sans succès militaire! sentait bien que le mystère de cette puissance était tout dans le sérieux, que si la France perdait son sérieux une minute, la fascination finissait, le prestige s'évanouissait, tout était fini.

Cet homme, vraiment extraordinaire, d'apparence aristocratique, avocat et juge d'Église, d'une personnalité antimilitaire, avait contre lui à la fois et les instincts révolutionnaires et les tendances militaires de la nation. A quoi tenait le mystère de sa puissance? A l'opinion qu'il avait su imprimer à tous de sa probité incorruptible et de son immutabilité. Tous les autres personnages de la Révolution furent naïvement mobiles, au gré des événements. Lui seul, avec un merveilleux esprit de suite, une tactique prodigieuse, il manœuvra de manière à soutenir le renom de cette immutabilité. Il finit par le soutenir de sa seule affirmation, Et sa parole eut un tel poids, qu'on en vint à démentir l'évidence même des faits, à accepter comme autorité supérieure contre la réalité, l'affirmation de Robespierre.

La foi au prêtre revint, le lendemain de Voltaire! Ce prêtre nia la nature, en fit une de sa parole. Et celle-ci fut crue contre l'autre.

Par quels miracles d'adresse, dans une situation si changeante, se maintenait l'immobilité fictive du thaumaturge? C'était, pour l'observateur, le plus étonnant des spectacles. Le contraste de ces revirements agiles, au nom de principes immuables, faisait du personnage le plus sérieux de l'époque le sujet comique entre tous, d'un comique si terrible et si imprévu qu'aucun des maîtres, ni Aristophane, ni Rabelais, ni Molière, ni Shakespeare, n'eût pu soupçonner une telle conception.

Mais qui avait le sang-froid, en un tel péril, d'observer ce terrible acteur dont le pénétrant regard pouvait être mortel à l'observateur, et qui ne craignait rien tant que d'être sérieusement regardé?

C'est ici l'audace de Pline, qui, pour observer, avança au bord même du cratère, et se tint payé de la vie s'il était bien sûr d'avoir vu.

Un homme observait Robespierre, grand artiste, amant de l'art, et surtout des arts d'intrigue. C'était le premier auteur dramatique du temps, Fabre d'Églantine. « Sa tête, disait Danton, est un vaste imbroglio. » Imbroglio pour les autres, mais clair pour le grand dramaturge, qui se plaisait à voir les fils s'embrouiller pour se débrouiller.

Robespierre et sa manœuvre étaient l'objet permanent sur lequel sa

lorgnette de théâtre (qui ne le quittait jamais) était constamment braquée.

Il y eut un côté que ne put jamais atteindre l'excellent observateur; sa nature était fine, forte, ardente, mais point élevée. Le côté élevé du sujet lui resta inaccessible.

Robespierre ne trompait les autres que parce qu'avec une étonnante habileté instinctive, il se trompait d'abord lui-même, qu'il était sa propre dupe, et que sous les tours, retours, circuits infinis de l'hypocrisie que lui imposait le moment, il restait sincère dans l'amour du but où il croyait arriver par cette route sinueuse.

Ce haut mystère de la nature: le grand nombre d'enveloppes dont l'âme humaine est compliquée, lesquelles, rentrant l'une dans l'autre, l'empêchent de se voir elle même, ce qu'un mystique appelle ingénieusement *les sept enceintes du château de l'âme;* — tout cela était lettre close pour Fabre d'Églantine.

Il ne voyait que la surface, mais voyait parfaitement; décrivait avec une propriété, une fine *spécification* qui contraste avec cet âge de fades généralisateurs. Ce don n'appartient guère alors qu'aux deux éminents comiques, Fabre et Camille Desmoulins. Le beau portrait de Marat qu'a fait le premier est une œuvre d'une fermeté, d'une précision admirable. Il fait habilement ressortir le trait dominant de Marat, celui qui couvre le reste et le sauve dans l'avenir, son incontestable candeur. Ce portrait, piquant en lui-même, l'est bien plus par le moment, par l'à-propos du jour où il fut lancé. Il parut le 6 janvier, le jour même où Philippeaux, par une nouvelle brochure, caractérisait la conduite tortueuse du Comité et de Robespierre. Il parut dix jours après ce cinquième numéro de Desmoulins où l'on entrevit si bien comment Robespierre, après l'avoir lancé sur Hébert et Clootz, recula précipitamment vers les Hébertistes, Marat, bien posé, tel qu'il fut, devant le public, tout simple et tout d'une pièce, dans son abandon complet de toute tactique, dans l'emportement d'un caractère essentiellement spontané, faisait une amère satire du caractère si contraire qui en fut l'envers exact et la complète opposition.

Robespierre, par la force de seconde vue que donne la passion, sentait Fabre, même absent, derrière lui, qui le regardait. Il en était cruellement inquiété, irrité. Il sentait d'instinct, de terreur, ce que Danton avait dit sans en sentir la portée : « La tête de cet homme-là est un répertoire d'idées comiques. »

Son imagination maladive lui exagérait les choses. Il se figurait que ce chercheur impitoyable de situations comiques créait ces situations, que ce cruel machiniste faisait lui-même les fils, les poulies, les trappes, où Robespierre à chaque instant pouvait se prendre ou se heurter.

Il se trompait. Ni Fabre, ni personne, n'avait une telle action.

Les piéges où Robespierre risquait de périr étaient en Robespierre même, et, aussi en grande partie, dans les contradictions quasi fatales de son rôle.

Sa fatalité principale avait été sa triste connivence pour les Hébertistes, tout-puissants par la presse, en août et septembre. Leur ami pour la Vendée, il fut leur ennemi pour Lyon en octobre. Modéré ici, exagéré là, il eut dans Philippeaux et Dubois-Crancé ses deux Euménides.

Ce n'était pas Fabre qui avait fait cette situation.

C'est lui qui la voyait le mieux, la formulait, la démontrait, en faisait jaillir le comique. Il en marquait, en artiste, d'une plaisanterie douce et fine qui semblait n'y pas toucher, le terrible *crescendo*. Robespierre, fuyant son adorateur, poursuivi par Desmoulins qui dénonçait sa bonté à l'admiration du monde, allait se jeter d'effroi dans les bras de ses ennemis, Collot, Hébert et Ronsin. Son malheur d'avoir défendu le Ronsin de la Vendée le poussait fatalement à défendre aussi le Ronsin de Lyon, à endosser les mitraillades. C'est ce qu'il fit en effet le 29 janvier.

Fabre commentait, critiquait. Agissait-il?

Robespierre assure que c'est Fabre qui, par le fougueux Bourdon, lui aurait porté ce coup de Jarnac de faire ôter au Comité la facilité de puiser à même aux caisses de la Trésorerie. Ce qui n'est pas moins vraisemblable, c'est que le même Fabre fit faire à Robespierre, par l'innocent Desmoulins, deux malices signalées : l'une de désigner à toute la terre les Mémoires de Philippeaux, qui seraient morts étouffés ; l'autre, de mettre en lumière les changements de Robespierre, de montrer comment ce bon et sensible Robespierre allait tourner à l'indulgence, et cela au moment où le tremblant tacticien voulait rentrer dans la Terreur, et rattachait précipitamment son masque de sévérité, de sorte que cette admiration exaltée de la bonté de Robespierre, en opposition visible avec sa marche en sens inverse, illuminait sa manœuvre et trahissait cruellement les tâtonnements de sa tactique.

Celui-ci, sans s'en douter, lui donna beau jeu, le 7 janvier, où on lut les numéros accusés du *Vieux Cordelier*. Camille assura que son comité de *clémence* ne voulait dire autre chose que comité de *justice*. Pour le reste, il persista

Ce fut très naïvement la scène de Galilée devant l'Inquisition. Qui le croirait ? Robespierre, allant au delà de ce que ses ennemis auraient demandé, se servit exactement du langage du Saint-Office : « Camille avait promis d'abjurer ses hérésies, ses propositions malsonnantes... Les éloges des aristocrates l'empêchent d'abandonner le sentier que l'erreur lui avait tracé... »

Puis, croyant qu'il était plus utile d'humilier que de frapper, il ajouta bénignement : « Il faut pourtant distinguer sa personne de ses écrits... C'est un enfant que les mauvaises compagnies ont égaré... Je demande seulement pour l'exemple que ses numéros soient brûlés dans la Société. »

Desmoulins : « Brûler n'est pas répondre. »

Robespierre : « Ta résistance prouve assez que tu as de mauvaises intentions... »

Danton : « Camille ne doit pas s'effrayer des leçons d'un ami sévère.

Citoyens, que le sang-froid préside à nos discussions... Craignons de porter un coup à la liberté de la presse. »

Le succès de Desmoulins fut complet, même aux Jacobins. Ses juges les plus hostiles furent touchés, ravis. Mais Robespierre le voulait : ils obéirent et le rayèrent.

Le vainqueur se sentait vaincu, en réalité. Sa fureur n'eut aucune borne. Sa sombre imagination lui montra un profond accord entre Desmoulins, Bourdon, Philippeaux, hommes pourtant spontanés, violents, plus que calculés. Quel était le calculateur, l'adroit machiniste qui tirait les fils? L'ancien secrétaire de Danton, l'homme des imbroglios, le dramaturge Fabre d'Églantine. Lui seul, parmi eux, était capable de tracer un plan, de préparer et ménager les moyens, les ressorts, de les faire habilement concourir à une action commune.

C'est Fabre qu'il fallait perdre, envelopper si l'on pouvait dans la conspiration dont Robespierre parlait sans cesse : *la conspiration de l'étranger*.

Fabre, infiniment prudent, laissait aller devant les autres, et n'agissait guère qu'à coup sûr. Il donnait bien peu de prise du côté du modérantisme ; il avait concouru à la mort des Girondins. S'il avait obtenu l'arrestation de Ronsin et de Vincent, c'était le jour même où leurs sbires avaient arrêté, insulté des députés, au grand émoi de la Convention, si bien que Couthon et Lebon, deux hommes de Robespierre, avaient parlé eux-mêmes dans le sens de Fabre. Fort de tout ceci, il s'alarma peu, et sachant que Robespierre devait commencer contre lui l'attaque aux Jacobins, le 8 au soir, il alla s'asseoir en face de lui, avec sa lorgnette de spectacle qu'il portait toujours, et vint observer par où allait s'avancer l'ennemi.

Robespierre, selon sa coutume, fit parade d'un grand équilibre, disant qu'il était impartial entre Desmoulins et Hébert, parla de deux factions, des ultra et citra-révolutionnaires, dit *que l'étranger agissait* par toutes deux à la fois, que des meneurs adroits faisaient mouvoir la machine et se tenaient dans les coulisses, que c'était toujours la Gironde, la même action théâtrale, seulement d'autres acteurs sous des masques différents. Ces métaphores accumulées désignaient assez Fabre d'Églantine, acteur et auteur dramatique.

Enfin, ces masques, ces acteurs, ces machinistes, où voulaient-ils en venir?... Conclusion inattendue : *à dissoudre la Convention!*

Ceci ne rimait plus à rien ; on se regardait, on se demandait ce qu'il voulait dire. C'était justement pour maintenir et faire respecter la Convention que Fabre appuyé ce jour-là des Robespierristes mêmes, avait obtenu l'arrestation d'Hébert et Vincent.

Il tourna, tourna toujours dans cette vaine allégation, reprenant toute l'histoire du girondinisme. A quoi Fabre ne tint plus, et, perdant patience, se leva pour s'en aller. Mais à ce moment, Robespierre fixant sur l'homme à la lorgnette ses lunettes et son regard fauve, le pria d'attendre. Il reprit avec

fureur sur les intrigants, les serpents qu'il s'agissait d'écraser (Applaudissements unanimes). « Parlons de la conjuration, *et non plus d'individus...* » Et au moment même : « Je demande que *cet homme*, qu'on ne voit qu'avec une lorgnette et qui sait si bien exposer des intrigues au théâtre, veuille bien s'expliquer ici... *Nous verrons comment il sortira de celle-ci...* »

Fabre dit froidement qu'il répondrait quand on préciserait les accusations, que du reste on avait tort de croire qu'il influençait Desmoulins, Bourdon ou Philippeaux.

Une voix : « A la guillotine ! » Robespierre demanda qu'on chassât l'interrupteur. Cependant qu'avait fait ce trop zélé Robespierriste ? Dire contre Fabre ce qu'avait dit contre Desmoulins, Nicolas, l'homme de Robespierre.

Celui-ci put voir le 10 combien il avait peu satisfait les Jacobins par une agression si vague. Aux premiers mots qu'il prononça, une voix s'écria : « Dictateur ! » La Société refusa de rayer Bourdon (de l'Oise), et rapporta la radiation de Desmoulins.

A ces échecs manifestes, à cet éloignement visible de l'opinion, on répondit par un coup de terreur. Dans la nuit du 12 au 13, le Comité de sûreté fit arrêter Fabre d'Églantine.

Le prétexte fut celui que tous les pouvoirs emploient avec succès dans les arrestations politiques pour donner le change : Arrêté comme voleur.

L'étonnement fut profond. D'autres, surtout Bourdon (de l'Oise), avaient bien autrement provoqué Robespierre. Voici cependant deux mots qui peuvent éclaircir la chose.

1° Fabre, peu de jours auparavant, avait eu l'imprudence de dire qu'il prouverait, pieces en main, qu'Héron, l'agent général des arrestations, *avait des mandats d'arrêt en blanc*, et qu'ainsi le Comité de sûreté le lançait sans savoir sur qui. Dans ce cas, quelqu'un sans doute dirigeait Héron, un homme apparemment plus puissant que le Comité.

2° On nous apprend que Fabre, en prison, malade, et tout près d'aller à la mort, n'était occupé, ne parlait que d'une grande *comédie en cinq actes, qu'on lui avait prise en l'arrêtant*. (Mém. sur les prisons, I, 69.)

Quel en était le sujet? Nous devrions au moins en trouver le titre dans l'*inventaire de ses papiers* qui se fit en juin. La pièce n'y est point relatée, ce qui prouve qu'en effet *elle lui avait été prise* au moment de l'arrestation.

Le sujet ne serait-il pas celui qui semble indiqué par allusion dans Desmoulins (p. 221. éd. 1836) : « Il est telle comédie grecque contre les ultra-révolutionnaires et *les tenants de la tribune* de ce temps-là, qui traduite ferait dire à Hébert que la pièce ne peut être que de Fabre d'Églantine. »

Ce sujet était si naturellement indiqué par la situation, que les Girondins eux-mêmes, dans leur misérable fuite, toujours si près de la mort, en faisaient une comédie.

CHAPITRE IV

PREUVES DE L'INNOCENCE DE FABRE D'ÉGLANTINE

DÉPENDANCE ET TERREUR DU COMITÉ DE SURETÉ. — PRÉSIDENCE DE DAVID. — ON EMPÊCHE D'ENTENDRE FABRE. — QUI A RÉDIGÉ LE COMPTE RENDU DU PROCÈS? — ON REFUSA DE VÉRIFIER LES ÉCRITURES. — LE FAUX N'EST PAS DE L'ÉCRITURE DE FABRE. — DÉCOUVERTE TARDIVE DU FAUX. — LE FAUX N'EUT SERVI A RIEN — QUI A PU INVENTER CETTE MACHINATION? — LIGUE DES HÉBERTISTES ET ROBESPIERRISTES. — MORT DE JACQUES ROUX. — ROBESPIERRE JUSTIFIE LES HÉBERTISTES.

Avant de juger l'accusé, essayons de juger les juges. Quel était le Comité de sûreté? Rappelons-nous son origine. Il avait été renouvelé le 26 septembre le lendemain du triomphe de Robespierre, sur une liste présentée par lui. Il le composa généralement d'hommes compromis par leurs précédents, et leur donna à tous un très rude surveillant, le peintre David. Ex-peintre du Roi, modéré encore au 10 août 92, David avait d'un bond sauté au sommet de la Montagne. Il expiait, en se faisant l'œil et le bras de Robespierre, le piqueur du Comité, en terrorisant ses collègues, qu'il traitait comme des nègres.

Un fait montrera combien ce redoutable Comité était lui-même courbé sous la Terreur. Lavicomterie, un de ses membres, auteur des *Crimes des rois*, craignait tellement de voir la face de Robespierre, qu'aux jours où les deux Comités se réunissaient, il se cachait, faisait le malade et ne venait pas. — Voulland, Jagot, Lebon, Vadier, avaient tous été Feuillants ou Girondins. — Voulland (d'Uzès) était une créature des Rabaut, et son nom était sur la liste fatale trouvée aux Feuillants. — Jagot siégeait à droite, en 92, à côté de Barbaroux. En mission pendant le procès du Roi, avec Hérault et Grégoire, il demanda, comme eux, la *condamnation*, sans ajouter le mot *à mort*. — Lebon, prêtre marié, avait protesté (à Arras dont il était maire) contre le 31 mai, pour les Girondins. — Panis restait inquiet pour les comptes non rendus de la Commune, après les jours de Septembre. Les membres les plus indépendants étaient Rulh et Moïse Bayle, Élie Lacoste, Louis, du Bas-Rhin. Le bon vieil Alsacien Rulh était toutefois poursuivi par la presse pour son indulgence à Strasbourg.

Les hommes les plus exposés du Comité, sans comparaison, était Vadier et Amar.



Arrivée là, l'Assemblée se trouva nez à nez avec le bourreau, en face de la charrette qui menait les condamnés du jour à la guillotine. (P. 1615.)

Vadier, homme du Midi, vieux, faible, mobile, avait fait l'un des actes les plus décisifs de contre-révolution. Royaliste en 91, il voulait, le jour du massacre du Champ-de-Mars, qu'on fît un procès à mort à la Société jacobine. Robespierre, son ancien collègue à la Constituante, le maintenait en vie, croyant qu'il n'y avait pas d'instrument meilleur qu'un homme perdu.

Amar, des pieds à la tête, était de l'ancien régime. Il avait l'air prêtre, doux, faible, servile. Il n'était pas sans mérite. J'ai vu de lui une lettre

religieuse et touchante sur la mort de sa femme. C'était un robin de Grenoble, qui, à l'entrée même de la Révolution, se trompant d'époque, avait acheté la noblesse et un titre de trésorier du Roi. Il se sentait vivre par grâce, obligé à faire plus qu'un autre pour mériter cette grâce. C'était le scribe obligé, le commis, la bête de somme. A lui les plus rudes besognes, l'accusation des Girondins, par exemple, qu'il traîna, tant qu'il put, jusqu'à ce que les Jacobins furieux lui arrachassent le dossier et se chargeassent de l'affaire. Amar effrayé fit alors plus qu'on ne voulait, enveloppant dans la Gironde les 73 que sauva Robespierre. Depuis novembre, il était poursuivi de même pour accuser les Dantonistes. On voulait, de l'affaire Chabot, faire un monstrueux filet pour attraper Fabre et d'autres. Les registres témoignent de la résistance d'Amar. Il fuyait le Comité, se cachait chez lui. Les menaces l'en tirèrent. Il marcha tard, sous le fouet, mal, puis mieux, mais jamais bien. Robespierre ne fut jamais content de son rapport contre Fabre.

Toutes ces choses étaient préparées. On avait un président sûr, chose capitale, pour brusquer l'affaire, déclarer les débats clos avant qu'ils commençassent. On avait mis au fauteuil cette terrifiante figure de David, dont la roulante prunelle, le débraillement sauvage, la difforme joue, bouffie de fureur, pouvaient fasciner les faibles.

Cette terreur parut commencer avant la séance. Que d'autres arrestations ne suivissent, on n'en doutait guère. La Montagne fit la part du feu. Elle sacrifia un Dantoniste, le plus isolé, pour sauver les autres. « La grande colère de Robespierre ne vient-elle pas surtout de l'applaudissement indiscret que Desmoulins, Fabre et autres ont donné à Philippeaux? Eh bien! sacrifions Philippeaux! » Cette grande affaire fut ainsi définitivement enterrée; Philippeaux fut débouté et ses accusations mises à néant par l'ordre du jour.

Alors on vit apparaître la mine discrète d'Amar et le vieux pantin Vadier.

Amar dit « avec douleur » qu'il remplissait un devoir bien pénible, mais qu'enfin il s'agissait de l'honneur de la Convention; que l'affaire de Chabot et de Delaunai s'étendait plus qu'on ne croyait, que Fabre en était aussi, qu'il paraissait avoir fait un faux en faveur de la Compagnie des Indes; que, du reste, l'affaire allait s'éclaircir, et *qu'on ne devait rien préjuger encore*.

Cambon, interpellé, attesta qu'en effet il y avait un faux. De qui était-il? c'était la question. Danton demanda qu'elle fût éclaircie à la Convention même.

Vadier gasconna hardiment : « Voulez-vous donc nous faire remonter à la Constitution de 90? Est-ce qu'il y a encore une inviolabilité pour les représentants?... Vaste est le complot... L'homme arrêté est le premier agent de Pitt, », etc.

« Non seulement on a la pièce, dit Billaud-Varennes, mais on a les cent mille francs destinés à payer les faux. »

« Du moins, qu'on fasse un prompt rapport, » dit encore Danton.

« Point du tout, dit durement Billaud; la Convention doit se reposer sur la diligence de ses Comités. Attendez les faits. »

David, comme président, étrangla cyniquement la question, en déclarant que le débat était clos, et l'arrestation confirmée.

Que la Convention se livrât ainsi elle-même, que la Montagne, frappée en Osselin, Bazire et Fabre, menacée en tous ses membres qui revenaient de mission, ait pu si peu résister, ce serait inexplicable, si l'on n'y voyait la cruelle revanche prise par la droite et le centre, par les amis des Girondins. Je doute que Robespierre eût fait voter ainsi à l'Assemblée sa propre mort, si ce vote n'eût été très doux à la rancune de ceux qui, jusque-là dominés par la Montagne, devenaient ses juges et ses maîtres, en servant leur nouveau patron.

Ils jouirent deux fois en ce jour de frapper en même temps et l'auteur du Catéchisme et l'auteur du Calendrier, d'étouffer en Philippeaux la probité montagnarde, d'écraser le génie en Fabre, de briser la plume terrible qui risquait de doubler *Tartufe*.

Tous les historiens jusqu'ici (sans excepter M. Thiers, plus spécial en finances) ont suivi l'accusation, copié docilement Amar et Fouquier-Tinville. Pourquoi? Ces deux autorités étaient-elles si rassurantes? Une autre, sans doute plus grave, était celle de Cambon qu'on fit venir comme témoin. Le Bulletin du tribunal révolutionnaire, rédigé et arrangé chaque soir par le juge Coffinhal (qui le falsifia dans l'affaire d'Hébert), *indique* en effet une déposition de Cambon *contre* Fabre, il ne la donne pas textuellement, de sorte qu'on ne voit pas bien *en quoi* elle était *contre* Fabre. Cette déposition unique (car il n'y eut qu'un témoin dans cette affaire immense) méritait bien, ce semble, d'être donnée mot à mot. N'importe! toute la presse du temps copie, sans oser rien changer, l'extrait de la déposition, telle que la donne le Bulletin. Les historiens ont à leur tour suivi les journaux.

Une chose étrange pourtant et faite pour donner des doutes, c'est qu'au tribunal, quelques instances qu'ait faites l'accusé, *on refusa obstinément de représenter la pièce qu'on disait falsifiée*. Ce fut la première fois, depuis l'origine du monde, qu'on crut pouvoir frapper un faussaire sans montrer le faux.

« Fabre (dit le Bulletin du tribunal), Fabre a demandé communication des pièces *originales*, prétendant que la représentation des *originaux* était nécessaire à sa défense. » Je le crois bien; comment décider une affaire de faux, si l'on ne voit les écritures?

La réponse du président, Herman, est admirable.

« Le président a observé *avec fondement* à Fabre qu'il lui suffisait de reconnaître ou désavouer les changements et altérations *qui lui étaient mis sous les yeux.* »

Mis sous les yeux? mensonge atroce!... non dans les pièces originales, où l'on eût apprécié les écritures, mais dans une copie quelconque!!!...

On n'osa guère, au procès, insister sur le point des signatures que Fabre, Cambon et autres avaient données de confiance. La question grave était celle

des *surcharges* ajoutées en faveur de la Compagnie. *Sont-elles ou ne sont-elles pas de l'écriture de Fabre?* Elles avaient pour but, la première de « liquider les affaires de la compagnie, selon ses statuts et règlements. » La deuxième, de lui épargner un droit rétroactif dont on frappait ses transferts, « excepté ceux faits en fraude, » et de restreindre ce droit à une amende.

Eh bien, les écritures examinées, étudiées, calquées avec un extrême soin, établissent non seulement *que les surcharges ne sont point de la main de Fabre*, mais qu'elles sont d'une écriture sans nul rapport à la sienne, sans la moindre ressemblance, *qu'il était impossible de s'y tromper*, de sorte qu'il a fallu absolument, pour charger Fabre d'un faux, que les juges retinssent par devers eux, la pièce fatale, ne montrassent rien au jury, et tirassent de ce misérable jury (trié, trompé, terrorisé, et qui résista pourtant) un pur et simple acte de foi, un assassinat sur parole.

Il y a des surcharges de Fabre, comme il le déclara lui-même dès le 17 novembre, au moment de la dénonciation de Chabot contre Delaunai. Mais ces surcharges sont faites au crayon, sur la première minute qui ne fut point adoptée; elles sont toutes signées de lui et elles sont honorables : ce sont des amendements qu'il propose pour empêcher la Compagnie d'éluder le décret.

Ces amendements sévères étaient, dira-t-on, un moyen d'effrayer la Compagnie, ses agents Chabot, Delaunai, Julien, et d'en tirer de l'argent. Qui prouve cette intention? Chabot déclara qu'on lui avait donné cent mille francs pour corrompre Fabre, mais il dit aussi qu'il n'osa lui en parler; il les garda discrètement.

Quand Fabre vint, le 17 novembre, au Comité de sûreté, on lui montra la première minute chargée de ses notes, toutes signées de lui, toutes dans l'intérêt de l'État. Personne ne s'avisa alors d'avancer que la surcharge, *excepté ceux faits en fraude*, qu'on voit sur cette minute, fût de l'écriture de Fabre. Est-il sûr que cette surcharge existât à cette époque?

Ce fut le 19 décembre, le lendemain du jour où Fabre avait lancé Bourdon (de l'Oise), pour accuser et faire sauter Héron, l'agent des Comités, — c'est ce jour qu'on exhuma la seconde minute qui porte les deux surcharges. On répandit dans Paris qu'une pièce *avait été trouvée, écrite par Benoît, d'Angers* (qui était en fuite), *interlignée par Delaunai, d'Angers, signée de Fabre*, etc. Fabre avait signé, Cambon aussi, de confiance. Il n'y avait pas là de quoi prendre Fabre. Heureusement on avait en prison ce Delaunai, la machine à dénoncer; on le tenait à la gorge en faisant semblant de croire que la pièce *était interlignée par lui Delaunai.* On était sûr que ce Delaunai, sous cette pression de terreur, crierait que les additions n'étaient pas de lui, mais de Fabre. C'est ce qu'il ne manqua pas de faire le 9 janvier, le jour où la lutte entre Fabre et Robespierre lui fit croire que, pour gagner le second, il fallait tuer le premier.

Cet homme utile, en récompense, vivait royalement en prison; tout y

abondait, les vins délicats, les fruits exotiques, les filles surtout, ce qui peut énerver, troubler, annuler la conscience. On l'abrutissait et on l'effrayait, on en tirait ce qu'on voulait. Entre deux vins, il savait tout, révélait tout, dénonçait tout.

Qu'aurait-on fait, si on eût voulu suivre une marche simple et loyale? On n'aurait pas été demander la vérité à Delaunai, dans cet égout de prison. On eût fait, en plein soleil, la simple et naturelle enquête qui ouvre toute affaire de ce genre, l'*enquête des écritures*.

Non seulement on ne chercha pas d'éclaircissements, mais on repoussa ceux qui vinrent d'eux-mêmes. Une lettre vint de Julien, de Toulouse, l'un des accusés en fuite; elle vint droit à la Convention, sans passer par le Comité. N'ayant pu la supprimer, on réussit du moins à en empêcher la lecture qui peut-être eût tout éclairci.

Ce qui rend cette affaire étrange encore plus mystérieuse, c'est que, plus on y réfléchit, plus on voit que la Compagnie ne pouvait espérer que le crime lui servît à rien.

Ce décret public, imprimé, personne ne l'aurait-il donc lu? La commission créée pour diriger, surveiller la liquidation, ne l'eût-elle pas dénoncé au bout de deux jours? Les coupables, dira-t-on, Fabre ou Delaunai, auraient émigré sans doute, dès qu'ils auraient reçu l'argent. D'accord. Mais les banquiers d'alors étaient-ils si sots que de jeter de l'argent dans une affaire d'un résultat si éphémère, si visiblement incertain? Pas un homme sérieux ne le ferait aujourd'hui. Je suis bien plus porté à croire que le banquier principal, le baron de Batz, pensionné en 1815 pour avoir essayé de sauver les enfants du Temple en gagnant des députés, avait versé les cent mille francs pour entamer cette affaire, à laquelle, par Chabot peut-être, il croyait amener tels et tels; l'affaire de la Compagnie n'était qu'un prétexte.

Imputer ce crime si bête d'un faux qui crevait les yeux à l'un des grands esprits du temps, à l'homme habile et dangereux qui, disait-on, menait Danton, Desmoulins et tout le monde, c'était une contradiction hardie et cynique qui ne pouvait être risquée que par la toute-puissance, par ceux qui, pour être crus, n'ont pas même besoin d'imiter les écritures, pouvant faire juger sans pièces ou tuer sans jugement.

Nous n'accusons nullement Robespierre de cette machination, son caractère y répugnait.

D'ailleurs, il est très rare que les puissants aient besoin de faire des crimes ni même de les savoir; on devance leurs pensées.

Nous ne croyons pas non plus qu'il y ait lieu d'accuser en masse le Comité de sûreté. Il y régnait une singulière division du travail. Des affaires grandes et terribles s'y sont souvent décidées avec deux ou trois signatures.

L'accusation dont les menaçait Fabre aura décidé les membres les plus compromis du Comité. La haine et la peur auront aisément établi dans leur esprit que leur ennemi était un traître. Cela bien convenu entre eux, le moyen

de le faire périr leur parut indifférent. Un faux ? Pourquoi pas? Le mot traître à lui seul contient tous les crimes.

Chose singulière! l'homme le plus envenimé contre Fabre garde une certaine réserve. Robespierre parle *de son avarice*, de son immoralité ; il n'ose articuler expressément le mot *faussaire*.

Conservait-il quelque doute? Il s'en sera rapporté au Comité de sûreté et aux tribunaux, à son président Herman, ami trop discret pour l'inquiéter sur le mode de frapper *l'intrigant*, *le traître*, dont la disparition lui était si nécessaire.

Quoi qu'il en soit, il était à craindre que la Convention revenue de sa stupeur, la droite même et le centre honteux de livrer la Montagne, n'appuyassent guère Robespierre dans cette terrible affaire de Fabre. Le Comité de salut public, une partie même du Comité de sûreté ne l'y soutenaient nullement. C'est ce qui explique l'intime alliance et le très parfait concours des Robespierristes et des Hébertistes, vers la fin de janvier.

Un coup ayant été frappé sur les *indulgents* (12 janvier) par l'arrestation de Fabre, ils en frappèrent un sur les *enragés* par le procès de Jacques Roux (16 janvier). Fabre était accusé de faux, Roux fut accusé de vol. Hébert était cruellement jaloux de Roux, de Varlet, de Leclerc, obscurs tribuns des quartiers industriels qui, quels que fussent ses efforts, occupaient toujours l'avant-garde. Roux, puissant aux Gravilliers, leur signalait le Père Duchesne comme un tartufe, un muscadin et un modéré. Robespierre même en avait peur, et c'est ce qui plus qu'aucune chose le condamna à l'alliance hébertiste, qui fut sa fatalité. Pourquoi avait-il peur de Roux, d'une influence qui semblait confinée dans un quartier de Paris? C'est qu'il en voyait (dans Leclerc, de Lyon) les rapports avec les amis de Chalier, en deux mots le germe obscur d'une révolution inconnue dont la révélation plus claire se marqua plus tard dans Babeuf.

Et comme la peur est cruelle, on fut impitoyable pour Jacques Roux. Chaque fois qu'il y eut du bruit dans Paris, on tomba sur lui ; on lui mit d'abord sur le dos l'émeute du savon (juin), et on lui lança Marat. Il essaya un journal, avec Leclerc, de Lyon. Et on l'étouffa, par une réclamation de la veuve Marat (août). Au mouvement de septembre, les choses à peine arrangées, on tombe encore sur Jacques Roux, sous le prétexte d'un vol; il demande en vain qu'on le juge, en vain les Gravilliers réclament à la Commune ; Hébert rit et pirouette, comme un marquis d'autrefois. Les *femmes révolutionnaires* qui le soutenaient sont dissoutes, leurs clubs fermés. Le pauvre homme reste là, attendant toujours des juges... Le procès est escamoté. La police correctionnelle, ne pouvant tirer parti de l'accusation de vol, renvoie Jacques Roux à Herman, au tribunal révolutionnaire. Il vit bien qu'il était mort, et se frappa de cinq coups de couteau (16 janvier). Les Gravilliers ne le pardonnèrent jamais ni à Hébert, ni à Robespierre ; et ils ont retrouvé cela, en mars et en thermidor.

Les Robespierristes n'attendaient pas que l'homme qu'ils croyaient salir échapperait de cette façon, se lavant dans son propre sang. Ils furent assez

inquiets de l'effet aux Gravilliers et dans les quartiers du centre. Ce martyr des *enragés* les dénonçait par sa mort, les notait de *modérantisme*. C'est ce qui les précipita dans une comédie plus qu'hébertiste qui étonna tout le monde.

Couthon, comme Robespierre, était la décence même, un homme très composé. Au 21 janvier, anniversaire de la mort du Roi, dans un enthousiasme à froid, il demanda le bonnet rouge, que Robespierre avait toujours obstinément rejeté. Il proposa que tous les représentants, *chacun portant le bonnet rouge, la pique à la main*, allassent visiter l'arbre de la liberté au bout du jardin des Tuileries. Arrivée là, l'Assemblée se trouva nez à nez avec le bourreau, en face de la charrette qui menait les condamnés du jour à la guillotine. Plusieurs détournèrent les yeux, et beaucoup craignirent de les détourner. Ils crurent la chose calculée, se sentirent sous l'œil de l'espionnage qui notait leurs répugnances. Bourdon (de l'Oise) rompit le lendemain ces tristes chaînes de peur, exprima violemment la pensée de tous, et trouva un écho dans les cœurs ulcérés de l'Assemblée.

Les Hébertistes étaient maîtres. Robespierre avait besoin d'eux. Il leur donna (9 pluviôse) cet étrange certificat qui contrista ses amis : « Il est inutile que les Jacobins interviennent en faveur de Ronsin et de Vincent. Le Comité de sûreté *sait qu'il n'existe rien à leur charge*. Il faut le laisser agir afin que *leur innocence* soit proclamée par l'autorité publique. Il n'y a rien de pis pour l'*innocence opprimée* que de fournir aux intrigants le prétexte de dire qu'on leur a forcé la main. Le Comité de sûreté sera fidèle à ses principes : il n'a *aucune preuve* des dénonciations faites par Fabre d'Églantine. »

Il oubliait pour Lyon la violation des lois, patente et publique, pour la Vendée les preuves écrasantes qu'avait imprimées Philippeaux.



LIVRE XVI

CHAPITRE PREMIER

CARRIER A NANTES. — EXTERMINATION DES VENDÉENS

FAUTES DE TOUS LES PARTIS. — DOULEUR DE KLÉBER. — CARRIER CHARGÉ D'EN FINIR. — LES DEUX PARTIS NE VOULAIENT PLUS DE GRACE. — BARBARIE DES VENDÉENS. — PEUR DE CARRIER. — RÉSISTANCE QU'IL TROUVE A NANTES. — ATTITUDE DES PRISONS DE LA VILLE. — LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE. — LE CRÉOLE GOULLIN. — NOYADES. — VICTOIRES DU MANS ET DE SAVENAY (12-13 DÉCEMBRE 93). — COMMENT CARRIER Y CONTRIBUA.

Mes lecteurs ont cru sans doute que décidément j'avais perdu de vue l'Ouest, qu'entraîné, comme enroulé dans le fil tourbillonnant de l'histoire centrale, je laissais échapper sans retour le fil trop divergent des affaires de la Vendée.

Le Centre les oubliait. Les yeux sur Paris, sur le Nord, il faisait bon marché du reste. L'Ouest restait comme une île. Nantes, pour s'approvisionner, traitait avec l'Amérique. Sans la crainte d'une descente anglaise, on n'eût plus pensé, je crois, qu'il y eût une Vendée.

A Dieu ne plaise que j'imite cet oubli, que je manque si cruellement à la mémoire de nos pères, que j'abandonne là nos armées républicaines, que je ne donne à nos braves ma pauvre et faible expiation, de dire au moins comment ces hommes invincibles aux grandes armées d'Allemagne, périrent dans les boues de l'Ouest, moins sous les feux des brigands que par l'ineptie de leurs chefs.

Si j'ai ajourné ce récit, c'est que j'ai voulu attendre que les événements eussent atteint leur maturité, que tout l'apostume eût crevé, et que cette histoire locale, éclatant dans un jour d'horreur aux yeux de la France, apparût en rapport étroit avec l'histoire même du centre dont on la croyait séparée.

Les succès inattendus des Vendéens fugitifs, leur déroute qui suivit, la tragédie de Carrier, tout cela va fournir les plus terribles éléments à la tragédie centrale. Carrier, devenu légende, conté par toute la France comme une



Le comité de Nantes noya d'abord quatre-vingts prêtres. (P. 1624.)

histoire de revenants, est immédiatement saisi comme une prise admirable, pour exterminer les partis.

Il faut d'abord établir que tous, Vendéens, Anglais et Républicains, firent ce qu'il fallait pour échouer; les Vendéens par ineptie, les Anglais par timidité, et le Comité de salut public par la dépendance où le tenaient les Hébertistes (en octobre 93).

Les Vendéens, on l'a vu à la mort de Cathelineau, eux-mêmes énervèrent

la Vendée, en supprimant les élections de paroisse, désorganisant la guerre populaire qui se faisait d'abord par tribus et par familles, en étouffant la croisade dans un petit gouvernement de ci-devant et d'abbés. Pour comble, ils irritèrent Charette et lui fournirent des prétextes de ne point aider au passage de la Loire (*Mém. ms.* de Mercier du Rocher). Puisaye offrait de les mettre en Bretagne, et ils se moquèrent de lui.

Le gouvernement anglais montra une étrange inhabileté, bien en contraste avec l'idée, qu'on se faisait à Paris, du diabolique génie de Pitt. Il ne sut pas même profiter des étonnantes circonstances que la fortune semblait arranger exprès pour lui. La Vendée eût été trop heureuse de recevoir leur direction en cette dernière extrémité. Ils passèrent le temps à se demander *si cette bande avait des chefs respectables*, et autres questions anglaises. Ce n'est pas tout, ils chicanèrent, exigeant toujours un port, et voulant savoir au juste ce qu'ils gagneraient à sauver ces infortunés.

Enfin, pour achever les fautes de tous, le Comité de salut public, après avoir décidé sagement qu'il n'y aurait plus qu'une direction et un général, donna cette grande position à l'homme le plus capable de tout perdre en une fois, à l'inepte Léchelle d'abord, puis quand il eut essuyé une sanglante défaite, à l'automate Rossignol, déjà parfaitement connu, méprisé, maudit de l'armée, éreintée deux fois par lui. Et, c'est au moment où les Montagnards de Nantes écrivaient que ce Rossignol, infailliblement allait être guillotiné, c'est alors, dis-je, qu'on le fit général en chef de toutes les armées de l'Ouest, qu'immédiatement il fit battre, en ouvrant toute la Bretagne. Le remède de cet idiot, c'eût été *de brûler Rennes!* et *de faire venir un chimiste*, surtout le citoyen Fourcroy, — pour analyser l'ennemi! (11 et 25 novembre).

« Rossignol, lui disait Prieur (de la Marne), tu perdrais encore vingt batailles, que tu n'en serais pas moins l'enfant chéri de la Révolution et le fils aîné du Comité de salut public. »

Je ne connais rien de plus tragique, dans toute l'histoire de la Révolution, que ce qui advint à Kléber, à sa pauvre armée mayençaise, quand cet imbécile Léchelle leur eut fait subir leur première défaite. « Je voulus parler aux soldats, dit Kléber dans ses notes, je voulais leur faire des reproches... mais quand je me vis au milieu de ces braves gens qui jusque-là n'avaient eu que des victoires, quand je les vis se presser autour de moi, dévorés de douleur et de honte... les sanglots étouffèrent ma voix, je ne pus proférer un seul mot, et me retirai. »

C'est précisément le moment où Carrier arrivait à Nantes. Tête faible autant que furieuse, incapable de faire face à une telle situation (22 octobre 93).

Carrier, vers la fin de septembre, y fut envoyé par le Comité de salut public. La descente anglaise paraissait probable. Nantes était devenu un centre d'inertie malveillante, que Philippeaux n'avait pu vaincre. Carrier le remplaça On le choisit comme honnête homme, d'une probité auvergnate (il venait de signaler le voleur Perrin), et dans la réalité il sortit pauvre de

Nantes. Il avait juste à sa mort ce qu'il eut en 89, un petit bien de dix mille francs. Il n'était point Robespierriste, mais ami des extrémités, ami de Billaud-Varennes, et nullement ennemi d'Hérault. Hébertiste, il n'était pas moins équitable pour les Dantonistes; dans ses lettres, il rend justice à Merlin de Thionville, à Westermann, à Philippeaux même.

La bataille de Wattignies n'étant pas gagnée encore, la terreur d'une descente qui nous prendrait par derrière faisait désirer d'en finir à tout prix avec l'Ouest. Les *indulgents* mêmes le voulaient ainsi. Merlin demanda « qu'on fît de la Vendée un désert. » Hérault écrivit à Carrier au nom du Comité : « Si ta santé le permet, va souvent de Rennes à Nantes... Il faut purger cette ville. Les Anglais vont arriver. Nous aurons le temps d'être humains lorsque nous serons vainqueurs. »

Carrier était un homme très nerveux et bilieux, d'une imagination violente et mélancolique. Dans une lettre à Billaud (11 octobre), il exprime toute sa pensée, il se sent voué à la mort. Il dit, dans un dîner à Nantes, qu'il voyait bien qu'on se servait de lui pour le sacrifier ensuite. Eut-il des instructions secrètes? Napoléon croit qu'il en eut, et qu'on les lui enleva. La tradition nantaise est qu'il les portait sur lui dans une bourse de maroquin rouge, que Barère, Billaud et Collot dînèrent avec lui, le grisèrent et lui enlevèrent les pièces qui les compromettaient. Ces traditions sont romanesques. Sans imaginer ces mystères, on va voir que tout s'explique par la situation. Elle se trouva inattendue, effroyable, prodigieuse de trouble et de vertige. La tête de Carrier n'y tint pas.

C'était un grand homme sec, de teint olivâtre, dégingandé, à grands bras gesticulants et d'un geste faux, ridicule, s'il n'eût fait peur. Son signalement est celui que donne Molière de son fameux Limousin : habitude du corps grêle, barbe rare, cheveux noirs, plats, l'œil inquiet, l'air ahuri, égaré. De tels hommes sont rarement braves, et très souvent furieux.

Tant qu'il ne fut pas à Nantes, toutefois, il ne perdit pas l'esprit. Il écrivit de la Vendée que Merlin était l'homme indispensable à cette guerre. Il reçut avec humanité les Vendéens qui se rendaient, leur fit donner des vivres, leur parla avec douceur ; c'est le témoignage que lui rend un de ses ennemis.

Il arriva à Nantes au moment de la grande terreur qu'y jeta le passage de la Loire. Tout le monde était aux retranchements qu'on achevait à la hâte. Les denrées n'arrivaient plus. Le peuple, affamé, voyait en face, sur l'autre rive, les brigands à mouchoirs rouges qui venaient, sous son nez, lui couper les vivres, lui ôter le pain. Il trouvait dur de nourrir aux prisons ses ennemis. Dès 92, c'était un cri populaire : « A l'eau les brigands ! » (Lettres de Goupilleau, 10 septembre 92.)

Madame de la Rochejaquelein nous apprend qu'en octobre 93, les Vendéens criaient de même : « Plus de grâce ! » C'était, dit-elle, l'exaspération causée par la mort de la Reine. Mais avant, dès le 20 septembre, les Vendéens

n'avaient-ils pas comblé le puits Montaigu des corps vivants de nos soldats, écrasés à coups de pierres? Charette, en prenant Noirmoutiers (15 octobre), n'avait-il pas fait fusiller tous ceux qui s'étaient rendus?

On racontait des choses inouïes des Vendéens, des hommes enterrés jusqu'au col, pour que leur misérable tête, vivante et voyante, servît de jouet; des prisonniers mis au four, des femmes (exemple, la fille D., à Cholet, morte récemment), lesquelles, d'une main délicate, allaient sur les champs de bataille, piquer à l'œil, de leurs longues aiguilles, nos soldats agonisants. Des patriotes échappés (j'en ai des lettres sous les yeux) disaient, chose plus diabolique, que les Vendéens n'étaient pas contents de tous les supplices, à moins qu'ils ne fussent infligés par de très proches parents; ils obligeaient, par exemple, un garçon de dix-sept ans à assassiner son père, sauf à le sabrer ensuite.

Carrier, arrivant à Nantes, fut terrifié de la fureur du peuple. Il craignait d'être mis en pièces dans un moment de famine. Il reprocha aux corps administratifs de vouloir le faire périr, en rejetant sur lui l'embarras des subsistances.

Il exprimait cette peur, surtout quand on lui parlait d'indulgence : « Voulez-vous me mettre en danger? disait-il. Ai-je le droit de faire grâce? »

Le Comité révolutionnaire, formé d'hommes de Philippeaux, mais reflétant fidèlement le progrès de la fureur populaire, apparaissait à Carrier comme un œil ouvert sur lui. Dans une rare occasion, où Carrier élargit un homme, il recommanda qu'il partît, échappât à la surveillance du Comité révolutionnaire. Le Comité, de son côté, qui, sous main, sauvait des enfants, craignait extrêmement Carrier.

Cet homme, tellement attentif à ne pas se compromettre, chercha sa sûreté en trois choses : ne point donner d'ordre écrit, s'attacher les pauvres en forçant les marchands de vendre au prix strict du maximum, enfin se débarrasser par tous les moyens des bouches inutiles. Vendre au rabais, même à perte! Les Nantais aimaient mieux mourir. Ils trouvèrent cent moyens ingénieux d'éluder la loi. Carrier se consumait d'efforts; rien n'y faisait. Il employait les plus terribles menaces, jusqu'à dire : « La loi d'une main, la hache de l'autre, nous forcerons les magasins. » Par trois fois, il entreprit l'opération impossible d'arrêter tous les marchands, même les revendeurs en détail. Ils fermaient ou se cachaient. Carrier donnait des scènes de fureur épouvantable, attestant le ciel et la terre qu'on voulait le faire périr, le rendre victime de la rage du peuple affamé.

Quoiqu'il donnât trois francs par jour à la garde nationale, tout le monde, même les patriotes, était contre lui. Dans un accès de colère, il ferma pendant trois jours la Société populaire, cette Société de Vincent-la-Montagne qui, seule, véritablement dans cette ville représentait la Révolution.

Qui profiterait de cette scission déplorable des patriotes et de la folie de Carrier?

Les royalistes constitutionnels, anglomanes et girondins si la flotte anglaise arrivait ;

Ou les royalistes purs, si la grande armée vendéenne se jetait sur Nantes.

Les constitutionnels, c'était le commerce et la ville presque entière ; ils opposaient à la défense une résistance sournoise, une grande force d'inertie.

Les royalistes purs, c'était généralement la masse des prisonniers, qui, collés à leurs barreaux, des hauteurs de Nantes, regardaient, appelaient sur la côte d'en face les écharpes rouges ; c'étaient les prêtres enfermés aux pontons de la Loire, vrai centre, profond foyer de la contre-révolution, auquel tenait tout un monde d'intrigue et de dévotion, qui, par ruse, par argent et de cent manières, communiquait avec eux, des femmes discrètes, hardies, qui faisaient les commissions, passaient sous leurs jupes lettres, proclamations et tout, allaient, venaient, sous mille prétextes que donnait surtout l'apport des denrées.

Tout cela était d'autant plus facile que les royalistes avaient des parents dans la garde nationale, généralement girondine. Chaque famille était ainsi divisée. L'esprit d'individualité est tel, dans ces malheureux pays, que six frères prennent six noms, et volontiers prendraient autant de partis différents. Donc, nulle sûreté en personne. Et c'est ce qui donnait à la guerre un caractère embrouillé, inextricable, inguérissable. Misérable maladie, tenace, vraie gale maudite, où la peau ne se guérit qu'en tirant la chair après elle, emportant le malade même. Les royalistes en 93, plus tard les républicains ont péri. L'Ouest est devenu pâle, comme vous le voyez aujourd'hui.

L'âme de Charette était dans les prisons de Nantes autant qu'au camp de Charette. L'outrecuidance moqueuse des nobles prisonniers dépassait tout ce qu'on peut imaginer. Ils savaient toutes les nouvelles, les mauvaises surtout, et en triomphaient avant que la ville les sût. A chaque revers des nôtres, ils sautaient de joie, jetaient leurs vivres à la tête des gardiens. « Nous n'en avons plus besoin, disaient-ils : l'armée du roi arrive ce soir. » Ils étaient fort mal nourris : mais toute la ville l'était de même (c'est ce que dit Champenois, celui qui chassa Carrier). Plusieurs fois, ils essayèrent de prendre les armes ; l'ingénieur Rapatel, même avant Carrier, avait dit que les prisonniers cherchaient des instruments tranchants et voulaient s'unir à Charette

Un fait certain, c'est que les proclamations de celui-ci paraissaient d'abord à Nantes ; et pour une raison très simple, elles s'imprimaient justement chez l'imprimeur de Carrier. Cet imprimeur, républicain d'opinion mais Nantais d'abord, c'est-à-dire marchand, travaillait pour qui le payait. Le jour, portant le bonnet rouge (et sa femme de même, ses enfants, ses ouvriers, tous en bonnet rouge), il imprimait des choses rouges. La nuit, seul, en blanc bonnet, il imprimait à petit bruit les blanches proclamations, empochant impartialement les assignats et les guinées.

L'or anglais, irrésistible contre la monnaie de papier, créait partout aux royalistes des serviteurs pleins de zèle. Des cordonniers de Nantes (qui vivent

encore) bâclaient au prix du maximum de mauvais souliers pour nos troupes; les meilleurs, ils avaient l'honneur de les faire passer aux *Messieurs* de l'autre rive, à Vertou, à Saint-Sébastien. Les armuriers étaient de même. Quand Charette (dit son chroniqueur) ébréchait son sabre sur la tête des républicains, il l'envoyait sinon à Nantes, à Paris même, où l'on s'empressait de le réparer.

Tout mouvement projeté à Nantes était à l'heure même connu, prévenu de l'autre côté de la Loire. C'était une chose magique. Nul moyen de saisir les communications.

On se rappelle la situation de la ville, en juin, lorsque l'accord admirable des Montagnards et des Girondins assura son salut. Ici tout est changé. La grande masse girondine (le commerce en majorité) était infiniment suspecte. Ceux qu'on appelait sans-culottes, uniquement parce qu'ils étaient pauvres, n'avaient d'opinion que la faim. Les marins ne naviguaient plus, les cordiers ne filaient plus, les pêcheurs ne pêchaient plus, les poissonnières ne vendaient plus; celles-ci, mobiles et furieuses, changèrent de parti trois fois en deux ans.

Les patriotes se comptèrent; je crois qu'ils n'étaient pas cinq cents. Et pour chef, ils avaient un fou!

Ils jugèrent la situation exactement du point de vue du radeau de la *Méduse;* ou, comme dans un vaisseau négrier, qui enfonce sous sa cargaison.

L'homme qui dit le mot fatal était une tête volcanique, arrivée de Saint-Domingue, un planteur. Nous avons dit que le premier des massacreurs de Paris avait été de même un planteur, Fournier, dit l'Américain.

Nantes, fort engraissée de la traite, riche, splendide, en 89, parlant beaucoup de liberté, vit avec effroi Saint-Domingue faire écho à ses paroles, et fut tout à coup submergée d'un monde de réfugiés qui arrivaient d'Amérique. Il y avait bon nombre de nègres; elle les enrégimenta, en fit d'excellents escadrons, très braves, mais très féroces, terribles, aux prisonnières surtout. Les nègres disaient : « Ce sont nos esclaves. »

Des créoles réfugiés, le plus brillant était Goullin, homme du monde, homme élégant, spirituel, éloquent même, doué d'une fine et exquise sensibilité nerveuse (il ne pouvait voir la mort); et, en même temps, chose étrange, ignorant tout à fait le prix de la vie humaine, manquant d'un sens entièrement, celui de l'humanité. Qu'est-ce que la vie aux colonies? que pèse celle d'un nègre? Un prisonnier pour Goullin n'était rien qu'un nègre blanc.

Le malheur voulut encore que ce violent créole qui influa sur le sort de Nantes autant que Carrier, était, comme lui, maladif. Il sortait, en 93, d'une grande maladie nerveuse dont il avait conservé l'irritabilité, la fébrile exaltation. Elle pouvait le porter au crime ou à l'héroïsme.

Les hommes, dans cet état, ont des puissances terribles. Tout lui cédait. Le Comité révolutionnaire était en lui seul. Chaux, secrétaire de Philippeaux, était un patriote ardent, brutal, de peu de tête. L'ex-notaire Bachelier, fin et doux, faux par faiblesse, avait peu d'initiative. Goullin l'a dit plus tard en

justice : « Moi seul, j'ai tout fait... Moi seul, j'ai droit de mourir. » Ce qui saisit le jury; il fut condamné à vivre.

Le 15 juin 93, Goullin avait eu l'heureuse initiative de réunir dans Saint-Pierre et de faire fraterniser, manger ensemble les partis réconciliés, qui jurèrent de défendre Nantes.

Le même homme, au 8 novembre, quand les républicains défaits ne couvrirent plus Nantes, quand elle se voyait sans troupes, quand les prisonniers attendaient les Vendéens d'heure en heure, prit encore l'initiative, mais celle-ci effroyable, de mettre à mort les prisonniers, et, par ce coup de terreur, de s'emparer vraiment de Nantes, de vaincre la force d'inertie du commerce et des Girondins, de sorte que cette ville énorme si riche, en dessous, s'ouvrît, livrât ses ressources, et se donnant tout entière, devînt une machine de guerre pour arrêter l'ennemi.

Le tribunal révolutionnaire, présidé par un avocat, Phelippes Tronjolly, d'opinion très douteuse et prodigieusement craintif des futures réactions, ne voulait agir que sur pièces; il exigeait des témoins. Nul témoin n'eût osé venir, étant parfaitement sûr d'être assassiné au retour. Restaient les commissions militaires, et rien n'empêchait d'y avoir recours dans l'état de siège où était la ville. Les décrets de mars et d'août étaient très précis. On pouvait les appliquer. Dix fois, vingt fois, à la tribune, on les avait commentés, et de la manière la plus rigoureuse. Le sens n'en était pas douteux.

Dès le mois de mai, l'encombrement des prisons avait été épouvantable; une épidémie commençait (*Registres du département*). Tout le remède que les Girondins avaient imaginé, c'était, de temps à autre, d'élargir au hasard les prisonniers, qui se moquaient d'eux, passaient l'eau et joignaient Charette. Cette méthode de donner des soldats à l'ennemi ne pouvait guère être suivie au moment où la grosse armée vendéenne était près de tomber sur Nantes.

On prit le moyen opposé à celui des Girondins : tuer tout. Les commissions militaires et les fusillades y auraient suffi. On y ajouta un affreux supplément, furtif dans le commencement, hypocrite, sans tromper personne. Ce fut de se passer de tout jugement, et nuitamment, furtivement, de vider les prisons dans la Loire.

Cette invention d'un supplice que la loi n'autorise point était un crime contre elle ; elle en encouragea un autre, les mitraillades de Lyon, qui eurent lieu trois semaines après.

Carrier n'ignorait nullement la responsabilité qu'il encourait. Il refusa tout ordre écrit. Point d'ordre et point d'exécuteur. Rien d'organisé encore. Ce fut presque seuls, eux-mêmes, et en grande partie de leurs mains, que ces furieux patriotes firent l'horrible exécution.

On avait vu une chose étonnante à Rochefort, qui révèle le fanatisme de ce temps. Quand on y prit les officiers de l'*Apollon* qui avaient livré Toulon, il n'y avait point de bourreau. Le représentant Lequinio, dans la Société populaire, demanda s'il se trouvait un homme dévoué qui voulût être le *vengeur*

du peuple (cela s'appelait ainsi). Un jeune homme, nommé Ance, jusque-là irréprochable, se leva, dit : « Moi. » Dix autres s'offrirent alors. Mais Lequinio donna la préférence au premier et le fit manger avec lui. Lequinio, si terrible en 93, est précisément celui dont les vives réclamations en 94 arrêtèrent dans la Vendée le massacre et l'incendie.

Ce fut à la descente de la Loire, au-dessous de la ville, devant l'embouchure de la Sèvre, et comme devant Charette, que le comité de Nantes noya d'abord quatre-vingts prêtres. La rive gauche frémit du coup, et le contre-coup dans Nantes frappa ce monde mystérieux de femmes et d'agents secrets qu'on ne savait où saisir.

C'étaient ces prêtres que la population voulait noyer elle-même (en septembre 92). Elle ne prit pas mal la chose. On y trouva sur-le-champ des gens de bonne volonté qui se firent exécuteurs.

Une tentative de révolte aux prisons amena une seconde noyade (nuit du 9 au 10 décembre).

Carrier, quoiqu'il n'eût donné aucun ordre écrit, n'était pas trop rassuré du côté de la Convention. Il la tâta par cette lettre étrange où les choses semblaient attribuées au hasard. Après avoir annoncé un succès, il ajoutait : « *Mais pourquoi faut-il* que cet événement soit accompagné d'un autre? Cinquante-huit prêtres, la nuit dernière, ont été engloutis dans cette rivière... Quel torrent révolutionnaire que cette Loire ! »

Plus tard, il écrivit à la Convention que les prisonniers arrivaient par centaines, que désormais il les ferait fusiller.

Le terrible nœud de la Vendée venait d'être tranché, il faut le dire, par hasard. Les Vendéens avaient échoué dans leur attaque de Granville ; la flotte anglaise n'avait pas paru pour les soutenir. Ils revenaient débandés, n'obéissant à personne, croyant, non sans apparence, que tels de leurs chefs voulaient les abandonner. Terribles encore par l'excès du désespoir et des misères, ils pouvaient se jeter en Bretagne. Ils revinrent plutôt mourir sur la route de leur pays. Ils coururent jusqu'à la Loire, ne purent passer, remontèrent au Mans. Chose étrange ! les républicains attendaient un général en un tel moment ! Marceau avait l'intérim ; personne n'obéissait. Westermann courait en avant, et, derrière Marceau, Kléber rejoignait comme il pouvait. Westermann arrivant aux portes du Mans, n'attendit pas un moment, s'y précipita. Marceau le pria de s'arrêter et de prendre position : « Ma position est au Mans ! » Marceau le suit, et fait dire à Kléber d'accourir. On se bat toute la nuit. Ce ne fut qu'au jour qu'une charge à la baïonnette emporta la résistance. La déroute fut épouvantable. La Vendée ne s'en est jamais relevée.

Une part considérable dans cette victoire appartenait aux administrations de Nantes, au Comité, à la Société populaire, et, il faut le dire, à Carrier. C'est le témoignage que lui rend dans ses lettres son ennemi Goupilleau, qui ne le ménage pas et signale en même temps ses fureurs absurdes. Il s'était montré zélé et actif, avait réussi, dans cet abandon du centre, à chausser, habiller



Un jeune employé du Mans, nommé Goubin, trouve le soir de la bataille une pauvre demoiselle. (P. 1629.)

l'armée, ayant mis les draps, les cuirs en réquisition, ayant créé des ateliers révolutionnaires pour faire les habits, les souliers; il en envoyait à l'armée six cents paires par jour. Aux moments les plus décisifs, il agit avec à-propos. Lorsque les Vendéens arrivèrent devant Granville, croyant voir venir les vaisseaux anglais, ce furent deux canonnières envoyées par Carrier qui vinrent au contraire et tirèrent sur eux. Une petite Vendée, qui se formait dans le Morbihan, fut à l'instant étouffée en deux combats par les généraux Avril et

Cambrai qu'il y dépêcha. Angers, sans vivres, au moment où les brigands fondirent sur elle, vit le soir arriver quarante charrettes de pain, qui, de Nantes, avaient fait les vingt lieues au grand galop. Tous les bâtiments furent saisis sur la Loire; les Vendéens ne trouvèrent pas deux barques pour repasser. Leurs radeaux furent fracassés par les chaloupes canonnières de Carrier, qui, rangées en file, balayèrent le fleuve et en noyèrent des milliers. Il garda de même la Vilaine, leur ferma ainsi la Bretagne, en sorte qu'ils vinrent s'enfourner, se faire écraser au triangle de Savenay.

Les Auvergnats de Carrier (troisième bataillon du Cantal) se lancèrent dans la Vendée; unis aux troupes qu'on envoyait de l'armée du Nord, ils reprirent l'île de Noirmoutiers. La côte fut fermée aux Anglais.

CHAPITRE II

SUITE DE LA MISSION DE CARRIER

L'ARMÉE VENDÉENNE AVAIT ÉTÉ EMBARRASSÉE PAR LES FEMMES. — POURQUOI ELLE NE PUT ENTRAINER LA BRETAGNE. — DIFFÉRENCES DE LA FEMME BRETONNE ET DE LA VENDÉENNE. — LA DÉROUTE REFLUE SUR NANTES (FIN DÉCEMBRE). — LE TYPHUS. — CLIMAT DE NANTES. — NOYADES. — CARRIER CONSENT A SAUVER LES ENFANTS. — IL VEUT PROSCRIRE LES FILLES PUBLIQUES. — ON SOLLICITE L'INTERVENTION DE ROBESPIERRE. — CARRIER RAPPELÉ (6 FÉV.). — LA LÉGENDE DE CARRIER. — LE COMITÉ DE NANTES S'ASSURE DE ROBESPIERRE. — ON GUILLOTINE LES AGENTS DE CARRIER (16 AVRIL).

La France avait failli périr par le côté qu'on négligeait, par l'Ouest. Le Comité de salut public avait cru que le seul danger était le Rhin. Les victoires du Rhin, comme celle de Toulon, ne vinrent qu'à la fin de décembre. Mais pendant six grandes semaines, du 16 octobre au 12 décembre, la Vendée, échappée et libre, par notre désorganisation, put à volonté se porter sur Nantes, ou s'emparer d'un des grands ports, ou même marcher sur Paris.

La Vendée périssait chez elle. Talmont conseilla de partir (16 oct.), et il fut appuyé, dans cette proposition romanesque, par Bonchamps, le plus judicieux des chefs vendéens. L'idéal de Bonchamps avait toujours été l'union de la Vendée et de la Bretagne. A ce moment, il espérait justement dans le désespoir, dans les forces qu'il donnerait, quand, ayant quitté son fort, son profond Bocage, et mise en rase campagne, la Vendée courrait la France, dont les forces

étaient aux frontières. Cette course de sanglier voulait une rapidité, un élan terrible, une décision vigoureuse d'hommes et de soldats. Bonchamps n'avait pas calculé que dix ou douze mille femmes s'accrocheraient aux Vendéens et se feraient emmener.

Elles crurent trop dangereux de rester dans le pays. Aventureuses d'ailleurs, du même élan qu'elles avaient commencé la guerre civile, elles voulurent aussi en courir la suprême chance. Elles jurèrent qu'elles iraient plus vite et mieux que les hommes, qu'elles marcheraient jusqu'au bout du monde. Les unes, femmes sédentaires, les autres, religieuses (comme l'abbesse de Fontevrault), elles embrassaient volontiers d'imagination l'inconnu de la croisade, d'une vie libre et guerrière. Et pourquoi la Révolution, si mal combattue par les hommes, n'aurait-elle pas été vaincue par les femmes, si Dieu le voulait?

On demandait à la tante d'un de mes amis, jusque-là bonne religieuse, ce qu'elle espérait en suivant cette grande armée confuse où elle courait bien des hasards. Elle répondait martialement : « Faire peur à la Convention. »

Bon nombre de Vendéennes croyaient que les hommes moins passionnés pourraient bien avoir besoin d'être soutenus, relevés par leur énergie. Elles voulaient faire marcher droit leurs maris et leurs amants, donner courage à leurs prêtres. Au passage de la Loire, les barques étant peu nombreuses, elles employaient, en attendant, le temps à se confesser. Les prêtres les écoutaient, assis sur les tertres du rivage. L'opération fut troublée par quelques volées perdues du canon républicain. Un des confesseurs fuyait... Sa pénitente le rattrape : « Eh! mon père! l'absolution! — Ah! ma fille, vous l'avez. » — Mais elle ne le tint pas quitte; le retenant par sa soutane, elle le fit rester sous le feu.

Tout intrépides qu'elles fussent, ces dames n'en furent pas moins d'un grand embarras pour l'armée. Outre cinquante carrosses où elles s'étaient entassées, il y en avait des milliers, ou en charrette, ou à cheval, à pied, de toutes façons. Beaucoup traînaient des enfants. Plusieurs étaient grosses. Elles trouvèrent bientôt les hommes autres qu'ils n'étaient au départ. Les vertus du Vendéen tenaient à ses habitudes; hors de chez lui, il se trouva démoralisé. Sa confiance en ses chefs, en ses prêtres, disparut; il soupçonnait les premiers de vouloir fuir, s'embarquer. Pour les prêtres, leurs disputes, la fourbe de l'évêque d'Agra, les intrigues de Bernier, leurs mœurs jusque-là cachées, tout parut cyniquement. L'armée y perdit sa foi. Point de milieu; dévots hier, tout à coup douteurs aujourd'hui, beaucoup ne respectaient plus rien.

Deux partis divisaient l'armée. L'un voulait qu'on profitât sérieusement de ce dernier coup, que, d'une marche rapide, on s'enfonçât en Bretagne, ou que par la Normandie on marchât au Centre. Mais cela ne se pouvait qu'en abandonnant les faibles, cette masse de femmes et d'enfants. Le parti vraiment vendéen était pour les femmes, voulait marcher à leur pas, les garder, repasser la Loire, du moins s'en écarter peu.

Ce ne fut qu'après avoir échoué à Granville, échoué à Angers, à Ancenis, au passage de la Loire, que cette armée prit des ailes, parce que, dans l'absolue démoralisation où elle tomba, chacun ne pensant plus qu'à soi, on laissa les femmes et les enfants sur tous les chemins. On en trouvait à gauche, à droite, de trois ou quatre ans, jetés dans les prés.

Par deux fois, l'armée vendéenne toucha la Bretagne, sans pouvoir s'y recruter.

Pourquoi? Il y en a deux raisons. Les Bretons n'ignoraient nullement la disposition antipathique et méprisante qu'ont les Vendéens pour eux. Ceux-ci, Français, ignorants et légers, ne comprennent rien à cette énigme de l'ancien monde, et sont fort loin de deviner combien ces sauvages, inertes et sales, leur sont poétiquement supérieurs. Ajoutez le caractère, tout spécial en Bretagne, de la famille et du clergé. Le prêtre breton, qui est un paysan breton, homme de la localité, enraciné là par sa langue qu'on ne parle nulle part ailleurs, ne poussait nullement la population à courir hors du pays. Il n'avait pas sur la femme bretonne l'action du prêtre français sur la Vendéenne. La Bretonne, plus timide, qui, au repas, ne s'assoit pas devant son mari, qui se nourrit pauvrement (et qui boit malheureusement), n'est point du tout, comme l'autre, la maîtresse du logis. La Vendéenne, aux yeux noirs, emportée, nourrie de viande, ne doute de rien. Elle pense et veut plus que l'homme, qui passe ses jours tout seul entre deux haies, derrière ses bœufs, et elle le fait vouloir.

Dans l'Aunis, il n'est pas rare qu'elle le batte; en certains villages, on en fait ce qu'ils appellent des *ballades* et de grands charivaris.

Les Mémoires inédits de Mercier Du Rocher, patriote fort modéré; d'autre part les registres judiciaires de Nantes établissent à quel point la Vendéenne appartenait au prêtre. La correspondance des religieuses de Vendée que saisit Mercier explique ces demi-mariages, et pourquoi les prêtres ne purent se décider à émigrer. Les registres sont pleins de femmes qui se battent, pour les mêmes causes, ou livrent des hommes à la mort. Marie Chevet, par exemple, une lingère de vingt-cinq ans, agent des dames la Rochefoucauld et Lépinay (amazones de Charette), avoue bravement qu'au 29 juin, elle vint au siège de Nantes, armée, pour tirer de prison le curé de Machecoul. A la messe du massacre qui fut dite (en mars) à Machecoul, sur le champ de mort, elle assistait en robe blanche près du drapeau blanc. *(Reg. du greffe de Nantes.)*

« Ah! brigandes! ce sont les femmes qui sont cause de nos malheurs. Sans les femmes, la République serait déjà établie, et nous serions chez nous tranquilles. »

Ce mot, d'un officier républicain que j'ai déjà cité ailleurs, fait comprendre pourquoi les femmes furent si maltraitées à la bataille du Mans. Pas une pourtant ne fut tuée avant l'arrivée des représentants Bourbotte et Turreau. Alors, on en fusilla beaucoup devant leurs fenêtres, sans qu'ils l'ordonnassent

ou le défendissent. Les deux régiments qui avaient décidé l'affaire se montrèrent pourtant plus humains. Les soldats, donnant le bras aux dames tremblantes, les tirèrent de la bagarre. On en cacha tant qu'on put dans les familles de la ville. Marceau, dans un cabriolet à lui, sauva une demoiselle qui avait perdu tous les siens. Elle se souciait peu de vivre et ne fit rien pour aider son libérateur; elle fut jugée et périt. Quelques-unes épousèrent ceux qui les avaient sauvées. Ces mariages tournèrent mal; l'implacable amertume revenait bientôt.

Un jeune employé du Mans, nommé Goubin, trouve le soir de la bataille une pauvre demoiselle, se cachant sous une porte et ne sachant où aller. Lui-même, étranger à la ville, ne connaissant nulle maison sûre, il la retira chez lui. Cette infortunée, grelottante de froid ou de peur, il la mit dans son propre lit. Petit commis à six cents francs, il avait un cabinet, une chaise, un lit, rien de plus. Huit nuits de suite, il dormit sur sa chaise. Fatigué alors, devenant malade, il lui demanda, obtint de coucher près d'elle, habillé. Inutile de dire qu'il fut ce qu'il devait être. Une heureuse occasion permit à la demoiselle de retourner chez ses parents. Il se trouva qu'elle était riche, de grande famille, et (c'est le plus étonnant) qu'elle avait de la mémoire. Elle fit dire à Goubin qu'elle voulait l'épouser : « Non, mademoiselle; je suis républicain; les bleus doivent rester bleus! »

Les historiens de l'Ouest raconteront cette cruelle histoire. Ils diront qu'un seul des généraux de la malheureuse armée, l'Augrenière, lui resta fidèle à son dernier jour. Il la conduisait encore, quand elle périt à Savenay.

Comment dire la chasse horrible qui les rabattit sur Nantes? En foule, ils venaient se livrer, attestant le décret qui sauvait ceux qui se rendaient. « Oui, ceux qui viennent d'eux-mêmes, disait-on; mais vous venez traqués, cernés, ne pouvant plus échapper. » Nantes fut, à la lettre, submergée d'un déluge d'hommes. Procession épouvantable de cadavres vivants, de revenants, d'exhumés. Mille costumes étranges et bizarres. Des femmes demi-vêtues en hommes, des hommes ayant des jupes pour manteaux sur les épaules, jusqu'à des habits de théâtre qu'ils avaient pris dans les villes pour se garantir du froid. Ce carnaval de la mort l'apportait avec lui dans Nantes. Tous malades. On suivait les bandes à l'odeur.

Les prisons, combles déjà, étaient en proie au typhus. Et ils y apportaient encore une diarrhée meurtrière. Le froid des bivouacs, la misère, le blé noir, le cidre, nouveau pour eux, tout avait brisé le nerf vendéen. Et contre cette énervation, la foi ne les soutenait plus. D'âme et de corps, la dissolution était arrivée. Ils ne venaient que pour mourir. La ville ne les absorbait que pour les rendre à l'instant; mais elle avait beau la nuit vomir des morts et des morts, elle s'emplissait le jour de malades, à en crever.

Le vertige d'un tel spectacle, l'infection qui se répandait, l'invasion de la mort qui voulait emporter tout, avaient troublé les plus fermes. Tels pleuraient, tels s'alitaient, d'autres s'enivraient et voulaient jouir encore. Carrier était

hors de sens. Il n'avait pas dormi vingt heures sur quarante nuits. Ses yeux allumés et sanglants, son teint plombé, livide, trahissaient la flamme atroce qu'il avait dans les entrailles. Il se cachait à Richebourg, était invisible, sauf pour des amis de bouteille et des femmes avec qui il se roulait dans l'orgie.

Ceux qui connaissent l'histoire de la peste de Marseille, n'ignorent pas jusqu'où les épidémies peuvent démoraliser. Il n'y a pas de ville qui y soit plus exposée que Nantes. Un vent doux, humide de la mer (mais non maritime, non salin et fortifiant), y souffle toute l'année. Qu'il vienne du Midi, du grand marais vendéen, même du Nord en rasant les marais de l'Erdre, il est admirable pour les végétaux, médiocrement sain pour l'homme. Toute décomposition s'y fait rapidement au profit de la vie végétale. Hâve sur l'Erdre, ailleurs blafarde et bouffie, cette population élève les plus beaux légumes du monde, les arbres même du Midi, les lauriers, les magnolias ; elle-même, elle végète mal, se flétrit vite ; jeune à peine, elle incline sans transition vers le penchant de la vie.

Un séjour de François Ier et de sa galante cour eut, dit-on, tel effet à Nantes, qu'on dut fonder l'hospice du Sanitat. Si riche au dix-huitième siècle, et devenue tout à coup une des belles villes du monde, elle soignait peu ses hôpitaux. Son Hôtel-Dieu, sur cent soixante lits de fiévreux, en perdait seize cents par année (Voy. Laënnec et Leborgne). La charité n'y manque pas. Mais le fatal commerce de la traite, commerce de paresseux, sans combinaisons, facile, et qui a tué même l'esprit d'entreprise, entraîne avec lui une extrême incurie de toutes choses, surtout de la vie humaine. Cette ville est marquée de ce signe. Des quartiers entiers (l'île Feydeau, par exemple, chargée de palais) semblent frappés de la main de Dieu, comme ces villes de l'Ancien Testament. Et en même temps, les hauteurs, occupées de plus en plus par les longs murs des couvents, par des rues où l'on ne voit ni portes ni fenêtres, rappellent ces quartiers de Rome que gagne la *mal'aria*.

Telle était l'épidémie, que d'un poste de vingt hommes qui monta la garde aux prisons, dix-huit moururent en quelques jours.

« Voulait-on que les Vendéens, de leur odeur, de leurs cadavres, continuassent la guerre meurtrière qu'ils ne faisaient plus de leurs armes ? Pour ménager la Vendée, voulait-on exterminer Nantes ? » C'est ce que dirent à Carrier ses nouveaux amis, un Lamberty, carrossier, un Fouquet, tonnelier, un jeune Robin, étudiant, un Lavaux, un Lallouet, ces trois derniers de vingt ans.

On avait tué pour le péril.

On tua pour la salubrité.

La difficulté était les enfants. Qu'en devait-on faire? Après Savenay, il en vint jusqu'à trois cents du même coup. La Commission militaire écrivit à Prieur (de la Marne) qui répondit : « Demandez à la Convention. » Mais s'adresser à la Convention sans passer par les Comités, c'était chose hasardeuse. La Commission militaire écrivit au Comité de sûreté générale, lequel

ne répondit pas, voyant bien qu'il n'y avait qu'une réponse possible, et craignant, s'il la faisait, de passer pour modéré.

Les choses suivirent leur cours, et d'autant plus cruellement, que Robin et les autres étaient des enfants eux-mêmes.

Nul âge plus cruel pour l'enfance.

Ces sauvages disaient, comme ce pape, des enfants de Frédéric II : « De la vipère vient la vipère. »

Mais là on avait atteint les limites du possible. Ces noyades d'enfants bouleversèrent les cœurs. Les femmes y allaient au moment, et les arrachaient aux noyeurs. Chaux, et d'autres membres du Comité révolutionnaire ou de Vincent-la-Montagne, bonnes familles patriotes, se firent donner des enfants, et les élevèrent. Malheureusement, comme il arrive dans les grandes villes commerçantes, la spéculation s'en mêla. Des femmes en prirent pour trafiquer de ces infortunés et firent des sérails d'enfants. Le Comité révolutionnaire ordonna que les filles de plus de quinze ans seraient rendues aux prisons. C'était les rendre à la mort.

Le maire de la ville, Renard, était malade chez lui. Le département avait, dit-on, protesté, mais secrètement. D'honorables citoyens avaient hasardé quelques mots. Le seul qui fut écouté, ce fut Savary, ami de Kléber, l'excellent historien des guerres vendéennes. Savary dit à Carrier qu'en rendant à leurs parents les femmes, les vieillards, les enfants, qui venaient de tant souffrir, il répandrait dans la Vendée une extrême terreur de la guerre et l'horreur de recommencer. Carrier parut goûter l'idée, et la chose était obtenue quand Kléber vit dans les rues l'affiche du Comité pour faire rentrer les enfants en prison. Savary revient chez Carrier. « J'entre, dit-il, dans sa chambre. Il était encore au lit. Il paraît effrayé au bruit de la porte : « Qui t'amène si matin? — A-t-on juré de faire tout périr dans la Vendée, jusqu'aux enfants au berceau? » Cette question l'étonne; je lui parle de l'ordre du Comité; c'était une énigme pour lui. Il entre en fureur, jure, tempête, saute de son lit, sonne : un gendarme se présente : « Qu'on aille sur-le-champ, dit-il, chercher les membres du Comité; qu'on me les amène. Pour toi, ajouta-t-il en me serrant la main, reste ici pour être témoin de la réception que je vais leur faire... » Le Comité arrive, le président en tête; on l'annonce. Carrier entre de nouveau en fureur, court à son sabre, en menace le président; je le retiens. « Que signifie, dit-il en jurant, cet avis du Comité concernant les enfants vendéens, et qui t'a autorisé à le faire afficher? Vous mériteriez tous qu'on vous fît passer à la guillotine... — Citoyen représentant, répondit en balbutiant le président, le Comité a pensé qu'il ne faisait que prévenir tes intentions : il n'a pas cru te déplaire... » Nouvel accès de fureur de Carrier... « Si, dans cinq minutes, dit-il en menaçant, le Comité n'a pas fait afficher un avis qui détruise celui-ci, je vous fais tous guillotiner... » Carrier m'a semblé un grand enfant qui aurait eu besoin de bonnes lisières, ou d'une place à Charenton. »

On ferait un livre des inconséquences de Carrier.

D'après l'esprit de Chaumette, de la Commune de Paris, il persécutait les filles publiques. Déjà, dans sa mission de Rennes, il parlait de les faire périr. Elles furent protégées par le maire de cette ville, l'héroïque tailleur Leperdit, homme de bien, homme de Dieu, qui lui dit en face : « Je ne le souffrirai pas ; ce sont mes administrées. » A Nantes, où la guerre entassait de tous les pays voisins la population féminine, ces pauvres créatures étaient en nombre énorme. Les filles et les chiens remplissaient les rues. Ces derniers, errants, affamés, semblaient s'être donné rendez-vous de toute la Vendée. Carrier trouvait naturel, dans l'intérêt de la santé publique, de purger la ville des uns et des autres. Il s'en tint à la menace ; il eût irrité les soldats.

La tradition nantaise a accumulé sur lui nombre de récits fantastiques. Au boulevard, on montre avec terreur la place d'une maison disparue, qu'on appelait « le repaire du crime ». S'il a fait tout ce qu'on raconte, il faut avouer que personne n'a jamais rempli à ce point le temps. Il est resté cent jours à Nantes, et, des cent, la moitié passa dans l'extrême péril, la crise absorbante qui ne lui laissa pas deux nuits de sommeil. Il tomba malade ensuite, et fit tout ce qu'il fallait pour l'être de plus en plus. Il buvait, et sa maîtresse, la Caron, ne le quittait pas ; de plus, entouré de femmes, d'intrépides dames de Nantes s'immolaient pour sauver des hommes. Que ce malade, à tant de femmes, dans ces dernières six semaines, ait encore joint des prisonnières, il est difficile de le croire. On n'aurait pas manqué de mettre ce fait en lumière au procès de Carrier.

Ajoutez qu'elles étaient dans un état effroyable. Le typhus les protégeait : elles le portaient avec elles. Exténuées, défaillantes de misères et de diarrhée, elles sentaient la mort à dix pas : on brûlait huit jours du vinaigre où elles avaient passé.

Il paraît cependant que les noyeurs, Lamberty, le jeune Robin, eurent le féroce courage de s'attaquer à ces mourantes. Ils disaient qu'ils voulaient les *républicaniser*. Ils mettaient une joie sauvage à avilir ces grandes dames qui avaient lancé la Vendée. Ils respectèrent la résistance d'une femme de chambre des Lescure, et se montrèrent impitoyables pour une marquise renommée pour son fanatisme, qui avait fait la campagne dans un beau carrosse, et qu'on appelait par emphase Marie-Antoinette.

Il n'y eut guère de noyades après Savenay. Les fusillades firent tout. Les prisonniers des deux sexes passant devant les commissions militaires, étaient précipitamment condamnés, exécutés, jetés dans les carrières de Gigand. Le métier de fusiller était exercé par des hommes *ad hoc*, des déserteurs allemands, qui, ne sachant pas le français, étaient sourds aux plaintes.

Ces commissions, sur qui tout retombait maintenant, se lassaient pourtant, s'inquiétaient de cette boucherie quotidienne. Elles voyaient que, peu à peu, chacun avait décliné la responsabilité, le Tribunal révolutionnaire d'abord, qui déclarait ne vouloir condamner que sur pièces et procès-verbaux, puis le Comité, qui désormais renvoyait tout aux commissions militaires. Celles-ci



Il les flatta en faisant mettre la guillotine devant ses fenêtres. (P. 1638.)

n'osaient s'arrêter : leur président seulement hasarda d'écrire à Couthon, qui en parla à Robespierre.

L'humanité commandait de faire quelque chose et la politique aussi. L'occasion était bonne pour intervenir, et se créer dans l'Ouest cette gratitude que Couthon s'était assurée dans le cœur des Lyonnais. Malheureusement, Robespierre venait d'être obligé (le 23 décembre) de se rapprocher de Collot d'Herbois, il poursuivait les indulgents, Camille Desmoulins et Fabre,

et le 28 janvier, il proclama l'innocence de Ronsin, l'exécuteur des mitraillades de Lyon, l'ami de Carrier.

Il semblait assez difficile que les Robespierristes prissent à Nantes le rôle des *indulgents*, qu'ils accusaient à Paris.

Ce qui paraît avoir entraîné, malgré tout, Robespierre, c'est la lutte qui éclata dans le Morbihan entre le représentant Tréhouard et les agents de Carrier au sujet des prêtres. Carrier soutenait que trente mille Anglais allaient débarquer, qu'en ce péril, il fallait s'assurer des prêtres, véritables chefs des populations. Tréhouard emprisonnait non les prêtres, mais les agents de Carrier.

Celui-ci, dans son vertige, son ivresse permanente, poussa la fureur au point de défendre d'obéir à Tréhouard, son égal, son collègue, un représentant du peuple! Toute sa prudence l'avait abandonné. Non seulement il avait accepté un banquet public sur l'infâme bateau des noyades, non seulement il avait arbitrairement fermé la Société populaire, mais il avait donné des preuves *écrites* contre lui, deux ordres à Tronjolly, président du tribunal, de faire mettre à mort des prisonniers *sans jugement*. Mot absolument inutile, dans un moment où tous les prisonniers périssaient à peu près sans jugement; on reconnaissait seulement l'identité, et l'on appliquait le décret qui frappait de mort tous les insurgés.

On ne pouvait toutefois procéder contre Carrier qu'avec beaucoup de prudence, par un moyen indirect. L'agent fut le petit Jullien, le fils de Jullien, (de la Drôme), qui voyageait comme membre de la commission exécutive de l'instruction publique. Sous ce titre pacifique, il devait préparer la guerre, observer l'ennemi, encourager Nantes contre Carrier, Bordeaux contre Tallien.

Et d'abord, il alla au Morbihan examiner avec Tréhouard ce qu'on pouvait faire, et s'informer exactement des prises qu'on pouvait avoir sur Carrier. La Société populaire lui en voulait pour l'avoir fermée. Le Comité révolutionnaire lui en voulait, parce qu'il savait que Carrier songeait à le remplacer par des hommes plus militaires, comme Sullivan et Foucauld, ou plus frénétiques, Lamberty, Fouquet et Robin.

L'attaque fut commencée par un brave homme du peuple, un potier d'étain, Champenois, de la société Vincent. La ville souffrait horriblement, pendant que Carrier était ivre, le général Turreau malade. Champenois crut avoir trouvé un moyen de saisir Charette; il court chez Carrier; porte close. Champenois, en vrai sans-culotte, dit le soir à la Société : « Si Carrier ne vient plus nous voir, il n'est plus des nôtres, il faut le rayer. »

Comment dire l'étonnement, la fureur du roi de Nantes? Il se fait amener Champenois, crie, menace. L'autre ne branle, loin de là, demande hardiment les noms de ceux qui l'ont dénoncé. Carrier sentit que cet homme était appuyé fortement, et devint très doux.

Jullien effectivement était à Nantes (1er février); Carrier le fit venir, tira son grand sabre, et autres comédies ridicules. Le blondin de dix-neuf ans, fort de Robespierre, lui dit (en se mettant toutefois à l'autre bout de la

chambre) : « Qu'il pouvait le faire tuer, mais qu'avant huit jours, il irait à la guillotine. » Cela d'un ton didactique, qu'eut toujours, comme on le sait, ce célèbre philanthrope. Carrier devint aimable et doux.

Jullien partit le soir même, mais le coup était porté. La municipalité enhardie déclara que Champenois avait toute sa confiance.

De la première ville où il s'arrêta, d'Angers, Jullien écrivit à Robespierre une lettre habile, ostensible, contre la royauté de Carrier : « J'ai vu l'ancien régime rétabli dans Nantes, » etc. L'effet en fut excellent. Le jour où la lettre arriva, Carrier fut rappelé à la Convention (6 février).

Carrier, revenu à Paris, apportait à Robespierre une arme inappréciable pour faire la guerre aux Hébertistes, quand le moment serait venu.

Carrier était une légende.

Une grande et féconde légende que l'imagination populaire allait chaque jour enrichir d'éléments nouveaux, rapportant à un même homme tout ce qui s'était fait d'atroce dans ce moment d'extermination. Tout ce qu'on fit devant Troie d'exploits héroïques, c'est Achille qui l'a fait ; et tout ce qu'on fit dans Nantes de choses effroyables, la tradition ne manque pas d'en faire honneur à Carrier.

La légende est capricieuse. A Lyon, c'est Collot d'Herbois qui en a été l'objet, quoique sous lui, il ait péri dix fois moins d'hommes que sous son successeur Fouché. La mitraillade des soixante a marqué son nom pour toujours.

Mais la Loire eut bien plus d'effet. Cette grande rivière, d'aspect placide, qui, après avoir fécondé trois cents lieues de rivages, porte une mer d'eau douce à la mer, a l'innocence apparente des grandes forces de la nature. Qu'on l'eût associée aux fureurs de l'homme, qu'on en eût fait un bourreau, que, dans le mystère de ses flots, on ait enseveli un monde, tout le naufrage vendéen, prêtres, nobles, hommes et femmes, des femmes enceintes ! et des enfants !... l'imagination fut saisie, épouvantée.

Loin d'en rabattre, de voir s'il n'y avait pas exagération, on y ajouta plutôt. Les hommes aiment à frissonner.

Du chiffre probable, deux mille, Tronjolly, l'accusateur, porte le nombre à dix mille ; Mme la Rochejaquelein en ajoute encore cinq mille, etc., etc.

De même que, dans la Loire, le flot pousse en avant le flot, les accusations, une fois commencées, allaient se poussant. Tronjolly, président du tribunal, accusa le Comité ; le Comité accusa Lamberty et le fit périr, des amis de Lambert y échappèrent en rejetant tout sur Carrier. Ainsi ce procès immense s'étendait, s'agrandissait, s'enrichissait de témoignages. Robespierre n'avait qu'à les laisser faire et regarder. Ils travaillaient tous à lui donner contre Carrier et, en général contre le parti hébertiste, une force incalculable, celle de la passion populaire, celle d'une accusation poussée en commun par tous

les partis de l'Ouest. Les uns républicains, voulaient qu'on punît Carrier d'avoir sali la République. Les autres, secrètement royalistes, saisissaient l'occasion de venger sur lui la Vendée.

Ce fut le Comité de Nantes qui, assez maladroitement, travaillant contre lui-même, fit commencer la rumeur à Paris. Il y envoya cent trente-deux Girondins (suspects pour la liaison de Villenave avec Bailly). Ces hommes, de leurs prisons, où chacun venait les voir, travaillèrent violemment l'opinion contre le Comité, en même temps que l'agent de Robespierre agissait contre Carrier. Goullin surtout avait à craindre; comme colon de Saint-Domingue, on le disait noble. Mandés à Paris, Goullin et Chaux cherchèrent abri dans cet orage, sous le patronage de Robespierre. Ils mirent à sa disposition tout ce qu'ils avaient contre Carrier; c'était le 9 mars. Le 13, il devait faire arrêter les amis de Carrier, Hébert et Ronsin. Il reçut avec bonheur ce secours inespéré que lui envoyait la fortune, les accueillit, s'épanouit jusqu'à dire : « Rien d'étonnant si l'on vous persécute; vous êtes de vrais patriotes. »

Carrier prêtait singulièrement. Il en disait contre lui-même, encore plus que ses ennemis. Aux Jacobins, par exemple, comme on parlait de cimetières, prenant brusquement la parole, comme pour une chose personnelle : « Ah! dit-il, il y en avait trop; je n'ai pu enterrer tout! » Loin d'atténuer l'effet de sa sinistre personne, il l'augmentait à plaisir, se posant lugubre et tragique, comme l'homme de la fatalité, l'exterminateur, le fléau de Dieu. En quittant Nantes, il disait à une femme qu'il aimait : « Sois tranquille, ma bonne amie; Nantes n'oubliera pas le nom de Carrier... Par le fer ou par le feu, elle périra tôt ou tard. »

Il se croyait en sûreté, imaginant qu'on ne l'attaquerait que pour exagération, c'est-à-dire que les accusateurs eux-mêmes s'avoueraient modérés et moins violents patriotes. Il ne s'attendait nullement au coup qui le transperça.

Ses hommes, Lamberty et Fouquet, furent guillotinés le 16 avril pour contre-révolution et modérantisme.

CHAPITRE III

LUTTE DE ROBESPIERRE CONTRE LES REPRÉSENTANTS EN MISSION

LUTTE DE ROBESPIERRE CONTRE TALLIEN ET CONTRE FOUCHÉ. — IL ÉTEND SES ACCUSATIONS. — IL INQUIÈTE LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC. — IL MÉCONNAIT LES TITRES DES REPRÉSENTANTS EN MISSION. — POUVAIT-ON JUGER ÉQUITABLEMENT L'ANNÉE 93? — COMBIEN 93 DIFFÉRAIT DE 94. — OBSCURITÉ DES VOIES DE ROBESPIERRE.

Ce qui honore le plus Robespierre, c'est sa lutte contre les représentants en mission. Et ce qui le condamne aussi, ce qui l'a perdu, c'est la guerre qu'il leur a faite.



FABRE D'ÉGLANTINE

Pour expliquer cette énigme, disons que Robespierre, très justement, poursuivit à mort trois ou quatre scélérats qui déshonoraient l'Assemblée;

Que, moins justement, avec une sévérité excessive et déraisonnable, il étendit cette poursuite aux vingt et quelques représentants les plus compromis par la dictature que le péril les avait forcés de prendre en 93;

Enfin, que sa terrible imagination, soupçonneuse et maladive, embrassant dans ses défiances, les deux cents représentants revenus de mission, en venait à menacer la Convention. Cette monomanie d'épuration absolue le poussait fatalement, quelque désintéressé qu'il pût être du pouvoir, à saisir une espèce de dictature judiciaire, une position de censeur et de grand juge, — et non seulement sur les actes politiques, mais sur les mœurs et les pensées.

Distinguons d'abord les époques.

Beaucoup d'hommes, qui, dans la réaction, emportés par le torrent, devinrent extrêmement coupables, ne l'étaient nullement avant thermidor. On ne pouvait les juger sur des faits à venir.

Et dans ceux qui, dès l'époque où nous sommes arrivés, étaient déjà très coupables, tel fut un fripon, comme Chabot, tel, comme Carrier, une bête sauvage, un chien enragé, sans pourtant être un scélérat. Ce mot n'implique pas seulement le crime, mais la perversité réfléchie, la corruption voulue de l'esprit et du cœur. Il y a eu peu d'hommes à la Convention à qui on doive ce titre.

Peut-être n'y en eut-il que trois, Rovère, Tallien, Fouché.

Rovère est, je crois, le seul membre de cette Assemblée qui ait fait fortune. On verra par quels moyens.

On n'en peut dire autant de Tallien. Ce grand homme resta pauvre, les mains vides, sinon les mains nettes. Nous l'avons vu à Paris traîner aux Champs-Élysées, à l'aumône de sa femme, alors princesse de Chimay.

Le fait est que Tallien fut un ventre, rien de plus, un tonneau sans fond. Il eut beau voler toujours; nul remède à sa pauvreté.

Né dans la cuisine d'un financier de Touraine, et fils de son cuisinier, il eut l'âme à l'avenant, une âme de Laridon, tout à la gueule et aux filles. Il eût été moine à une autre époque, vrai moine de Rabelais. Il était beau et beau diseur, prêcheur, enjôleur de femmes. Sa plus grande jouissance, partout où il arrivait, était de monter en chaire et de prêcher pêle-mêle la Révolution, la Raison, Jésus, Marat et le reste. Les femmes étaient ensorcelées.

Nullement cruel de nature, Tallien le devint toutes les fois qu'il y eut le moindre intérêt. Agit-il? laissa-t-il agir en septembre? C'est un problème. A Bordeaux, il ne fut ni au-dessus, ni au-dessous des fureurs locales. Il les flatta en faisant mettre la guillotine devant ses fenêtres. Cette guillotine, dit-on, lui fut d'un excellent rapport. Tout est commerce à Bordeaux. Tallien commerça de la vie. Pour tromper les haines sérieuses qui voulaient du sang, il lui fallait enchérir en gestes, en paroles, en fureurs. Il hurlait, beuglait la Terreur, sans craindre d'exagérer son rôle. Pendant ce temps-là, dit-on, sa maîtresse tenait le comptoir. On dit pourtant que parfois elle escamotait quelques grâces et sauvait des gens pour rien.

Ces choses n'arrivaient point à Lyon. L'homme de Lyon n'était pas, comme Tallien, l'enfant dépravé de la nature; c'était son maudit, son Caïn. La figure déshéritée de Fouché (quoique intelligente) effrayait d'aridité. Le prêtre athée, le dur Breton, le cuistre, séché par l'école, tous ses traits étaient repoussants dans sa face atroce. *Réussir* fut tout son symbole. C'était un homme au fond très froid, d'un positivisme horrible. Il s'était fait hébertiste, croyant que c'était l'avant-garde. Successeur de Collot à Lyon, il fut brisé par Robespierre, revint conspirer contre lui, et, plus que personne, travailla au 9 thermidor. Rien n'honore plus Robespierre que cette circonstance : les

principaux auteurs de sa chute furent les deux pires hommes de France, Tallien et Fouché.

Ils ne l'auraient pas renversé, s'il n'eût impolitiquement étendu ses accusations, terrifié tout à la fois les honnêtes gens et les fripons, et la Convention tout entière. Devant un tel moraliste, un tel juge, un tel épurateur (qui voulait flétrir Cambon même!), qui était en sûreté?

Il y avait en lui un contraste. Il était né avec l'amour du bien. Il posait sans cesse, en ses discours, l'idéal de l'équilibre. Et sa violence intérieure (celle aussi de la tempête révolutionnaire) le jetait à tout moment à droite et à gauche. Il imposait à tous un milieu impossible qu'il ne put jamais garder.

Tout cela ne se sent que trop dans le sinistre discours qu'il fit sur cette thèse le 5 février. Ce discours, fort général (« La démocratie, c'est la vertu, » etc.), n'en était pas moins une menace contre tous les représentants qui avaient rempli les missions de 93. Et ce n'étaient pas seulement les sauvages exécuteurs des vengeances nationales, les Collot et les Carrier, qui avaient à craindre. C'étaient tous ceux qui, dans ces circonstances inouïes, avaient été dictateurs malgré eux.

Non content de les désigner, il en nomma un bon nombre dans un essai de rapport sur Fabre qu'il montra au Comité de salut public. Il parlait ainsi de Merlin : « Fameux par la capitulation de Mayence *et plus que soupçonné* d'en avoir reçu le prix. » Du reste, pas la moindre preuve. Il renouvelait contre Dubois-Crancé le reproche, écarté cent fois, *d'avoir trahi devant Lyon*, d'avoir sauvé les Lyonnais, niant hardiment l'évidence, puisque Dubois cessa de commander le 6 octobre et qu'ils échappèrent le 8.

Le Comité, alarmé, tout en admirant ce rapport, le pria de n'en pas faire encore usage, de revoir cette belle pièce et de la porter à la perfection dont elle était susceptible.

Il était clair qu'à travers ce large abatis fait dans la Convention, il en viendrait aux Comités. Il prenait des gages contre eux. On lui avait apporté de Toulon une lettre très ambiguë où l'ennemi semblait instruit des secrets de l'État. Il s'était jeté sur cette pièce, la tenait comme une épée, suspendue sur le Comité de salut public. Ses regards menaçants disaient : « Quel est le traître parmi vous? » Deux hommes (de gauche et de droite), Billaud et Hérault, avaient tout à craindre.

Sa malveillance pour Lindet parut d'une manière indirecte, mais très significative, quand il fut accusé à la Convention pour sa mission de Normandie. Lindet avait fermé les yeux sur une erreur passagère, involontaire, d'une toute petite commune. Minime en apparence, l'affaire était grande en réalité. Cette première petite porte allait ouvrir une carrière infinie d'accusations, qui pouvait envelopper neuf départements. Poursuivrait-on le fédéralisme de Normandie et de Bretagne? c'était l'immense question. Lindet la soumit aux Comités, à la Convention, qui parurent croire, comme lui, que, les chefs frappés, il fallait négliger le reste, fermer les yeux. Mais Lindet,

en obtenant cette décision si importante, ne put tirer un seul mot, ni dans un sens ni dans l'autre, de la bouche de Robespierre. Il resta silencieux, immobile, gardant, par ce cruel mutisme, une prise sur ses collègues, et se réservant de pouvoir leur dire un jour : « Vous avez innocenté le fédéralisme. »

Cela était injuste, ingrat. Il fallait noblement honorer, rassurer ceux qui, dans la crise horrible de l'été de 93, dans l'éclipse du Comité de salut public, avaient par leur habileté ou leur énergie personnelle sauvé le pays.

Il était dur de chicaner avec Lindet et Philippeaux, dont l'ascendant avait brisé la Gironde dans l'Ouest. Dur de dire à Merlin, Briez, qui, de leurs corps, avaient couvert la France désarmée, ce mot étrange : « Êtes-vous morts ? » Dur d'accuser Dubois-Crancé, qui, par un effort inouï, dans son abandon de trois mois, seul maintint tout le Sud-Est contre la Gironde, contre l'ennemi, contre le chaos, organisa l'affaire énorme du siège de Lyon et pour récompense fut ramené prisonnier.

Les noms de ces hommes héroïques, de tant d'autres moins connus qui sauvèrent la France, ceux de Baudot et Lacoste qui nous ont donné le Rhin, celui du pur et vaillant Soubrany, le vainqueur des Espagnols, iront dans la gloire éternellement avec ceux des grands hommes du Comité.

Combien d'autres, mis par le devoir dans des positions moins brillantes, égalèrent leur dévouement! Nous pouvons dire hardiment que trente représentants du peuple ont mérité, pour leurs missions seules, d'être mis au Panthéon. Que serait-ce si l'on ajoutait les travaux intérieurs de l'Assemblée, de ses infatigables commissions, ces travaux poussés au delà de toutes les forces humaines, ces jours de labeur acharné, ces nuits sans sommeil? A regarder l'entassement énorme de ce que fit la Convention, on est tenté de croire que le temps, en ces années, changea de nature, que ses mesures ordinaires perdirent toute signification. Les jours furent au moins doublés ; on peut nommer cette assemblée : *l'Assemblée qui ne dormit pas.*

Pour juger équitablement la Convention et surtout les représentants en mission, il fallait, de la situation meilleure de 94, se reporter à la crise du milieu de 93. Combien ces premières missions différaient de celles qui suivirent! En 94, il y avait encore du désordre, mais des forces énormes, les armées les plus nombreuses, des administrations créées. Les hommes de 93 ne trouvèrent rien, créèrent tout.

Leur situation fut terrible. Plusieurs furent assassinés, plusieurs près de l'être. Presque tous n'étaient appuyés que d'une minorité minime. Baudot, par exemple, à Toulouse, en juin 93, n'eut pas quatre cents hommes pour lui. Il n'en dompta pas moins la ville.

Un représentant montagnard (hier avocat, médecin, journaliste), tout à coup homme de guerre, arrivait gauche et novice, avec son sabre et son panache, dans une ville inconnue ; il était terrifié de sa solitude. S'il ne faisait peur, il était perdu. Les républicains mêmes qui étaient Girondins,



...Les fusillades quotidiennes de Charette au coin des bois, qui en tint les procès-verbaux ? (P. 1643.)

se cachaient. Les Montagnards de la localité, en minorité minime, étaient d'autant plus furieux. Ils connaissaient leur péril. L'imminence de la *terreur blanche* exaltait la *terreur rouge*. Ils voyaient déjà en esprit les assassinats de 95, les compagnons de Jéhu, les massacres de Marseille, le roc sanglant de Tarascon, les quatorze cents pères de famille fusillés chez eux en huit jours dans les environs d'Angers, les chouans et les chauffeurs. Ils disaient au représentant : « Il faut tuer les traîtres aujourd'hui, ou nous périrons demain. »

Un fait sûr, c'est que les plus violents mêmes des représentants furent très souvent embarrassés de contenir la violence des hommes de la localité.

Non, on ne pouvait juger un seul des représentants en mission. Entre eux et leurs ennemis, le procès aurait été par trop inégal. Lequinio, par exemple, Hentz ou Francastel, avaient durement appliqué les lois, au milieu des grandes villes où toute chose est en lumière. Mais les barbaries vendéennes dont celles-ci furent les représailles, les fusillades quotidiennes de Charette au coin des bois, qui en tint les procès-verbaux? Pour commencer de tels procès, il fallait aller sous terre chercher les ossements blanchis, pouvoir dire : « Ceci est un meurtre vendéen ou patriote », noter les périls, les détresses, les terreurs où ces actes furent commis, retrouver les fureurs populaires qui souvent les ont dictés.

Le plus habile homme du monde, le plus juste, si l'on veut, qui, loin de de l'action et des intérêts, passa sa vie en discours, entre la maison Duplay, les Jacobins et l'Assemblée, tournant toujours sur un point, sans mouvement que d'une maison à l'autre de la rue Saint-Honoré, pouvait-il apprécier la destinée de ces terribles voyageurs de la Révolution? des hommes de la fatalité, qu'elle lança un matin hors de toutes les habitudes, hors des réalités connues, loin du centre et de la règle, qu'elle força par l'imprévu qui les prenait à la gorge, de fouler la loi aux pieds pour sauver la loi, de faire des crimes pour fuir, le crime d'éteindre la lumière du monde en laissant périr le seul peuple en qui elle parût encore.

C'étaient des hommes sacrifiés, perdus; ils le sentaient bien. Ils rentraient un à un dans le monde des vivants, ces infortunés revenants, avec un confus souvenir de ce qu'eux-mêmes avaient fait. Sous une impulsion surhumaine et d'un prodigieux bond, ils avaient sauté un abime... Vous leur auriez proposé de recommencer à froid, ils auraient reculé d'horreur; ils disaient : « Qui a fait nos actes? nous n'en savons rien!... »

Ces malheureux trouvaient au retour la blême, l'impitoyable figure d'un juge qui dans chaque discours posait, comme reproche et menace, l'équilibre moral et civique, la ligne fine, précise, à suivre sous peine de mort.

Représentez-vous un homme qui, dans une affreuse tempête, au violent passage des mers, tendrait, de Douvres à Calais, un fil délié, en menaçant de la mort ceux qui ne suivraient pas le fil.

S'il n'eût été qu'un politique, la terreur eût été moins grande, on eût pu s'entendre encore. Mais il était surtout et avant tout moraliste. Sa sévérité

naturelle, sa rapide interprétation traduisaient tout acte léger, tout fait d'immoralité, de simple indélicatesse, par « corruption, vénalité, trahison, entente avec l'étranger ». Plusieurs des représentants se calomniaient eux-mêmes, il est vrai, par leur conduite. Prodiguant leur sang, ils prodiguaient tout. Bourbotte, dînant à Tours, s'indignait de n'avoir que six bougies sur table. Il allait à quatre chevaux. Merlin vivait en général, portait moustache. Robespierre y voyait distinctement l'avènement futur du pouvoir militaire. Autre crime de Merlin : il courut follement le cerf (sans doute avec les chiens du Roi) ; Robespierre en concluait qu'il avait dû rapporter de Mayence une fortune royale.

Cet étrange moraliste, l'œil armé d'un microscope qui grossissait horriblement, voyait les délits de ce genre juste au niveau de la trahison de Toulon ou de celle de Dumouriez. Il voyait ce qu'on lui montrait, accueillant crédulement tout ce qui venait des départements contre les représentants du peuple, tous les témoins furieux qui venaient leur faire expier leur dictature éphémère et sommaient Robespierre de les accuser.

Du 15 janvier au 13 mars, ces représentants revenant un à un, Robespierre les attendait, dans une inertie calculée, perdant le temps aux Jacobins, faisant le malade, voulant les voir arriver tous, avec toutes les accusations des départements, pour commencer le procès.

Dangereux procès ! injuste ! qui, ouvert par lui contre ses ennemis, a continué après lui contre ses amis, contre la Révolution ! Ce procès, en 95, a fait mettre sur la sellette *deux cents* représentants devant la Convention, puis la Convention tout entière devant l'opinion. Telle était la pente naturelle, du moment qu'on entrait dans l'accusation de l'année 93.

Elle finissait, la terrible, l'héroïque, la sanglante année, sur qui a crevé la débâcle entassée depuis mille ans. Tous ces maux lui venaient de loin. L'héroïsme vint d'elle-même.

94 devait être pénétré de reconnaissance pour son père 93, qui l'avait fait être et vivre, qui, par un effort désespéré, avait triomphé de la mort, franchi le passage que personne n'a passé, et qui, par delà le Styx, avait rouvert à la vie de nouvelles terres et de nouveaux cieux.

La nouvelle année arrive, insolente des victoires déjà gagnées, des grandes créations déjà faites, avec douze cent mille soldats, la force, la jeunesse et l'oubli.

Elle arrive impitoyable et volontairement ignorante de ce qu'on a fait pour elle. L'organe de sa sévérité, c'est cet homme triste, amer, en qui la nature, la vertu, le bien, le mal, l'intérêt et le désintéressement, tout tournait à l'inquisition. Il n'y avait pas un homme dans la Convention, pas un dans la République qui pût être rassuré. Nul patriote n'eût pu regarder dans son passé sans y trouver quelque chose qui craignait l'œil de Robespierre. Le jacobin des Jacobins, Montaut, disait : « De sept cent cinquante que nous sommes, il pourra en rester deux cents ». David lui-même, en avril, eut peur de son

maître : « Je crois, dit-il, que nous ne resterons pas vingt membres de la Montagne ».

Mais ces deux cents, mais ces vingt, qui était bien sûr d'en être? voyait-on bien précisément la ligne de Robespierre?

La finesse excessive de sa stratégie, qui, derrière l'apparente immutabilité des doctrines, donnait espérance à plus d'un parti, troublait, obscurcissait la voie où il conduisait la Révolution.

A Lyon, par exemple :

Il avait laissé par Couthon un tel souvenir de modération, que les amis de la clémence se crurent sous son patronage quand ils hasardèrent contre Collot, en décembre, la pétition écrite par le royaliste Fontanes.

En mars, il fit rappeler, comme exagéré, Javogue, ami de Collot, de Fouché.

Fouché avait décrété la suppression de la misère et frappé des contributions énormes sur les riches pour nourrir les pauvres. Les riches espéraient que Robespierre les délivrerait de Fouché.

Mais, d'autre part, les exagérés voulant exécuter à la lettre le fameux décret : *Lyon n'est plus*, et menaçant la propriété, Fouché les réprima vigoureusement. Les exagérés implorèrent l'appui de Robespierre, qui parla pour eux.

Tous à Lyon, vaincus et vainqueurs, s'adressaient à lui, croyaient avoir sujet d'espérer en lui. Il ne rebutait personne.

Cette tactique du chef laissait dans une grande incertitude les Robespierristes, qui le suivaient toutefois — de moins en moins comme un principe — et de plus en plus comme un homme, une idolâtrie personnelle, c'est-à-dire à leur insu s'engageant dans la monarchie.

CHAPITRE IV

LA RÉVOLTE DE DESMOULINS CONTRE ROBESPIERRE (FÉVRIER 94)

LES MONTAGNARDS SE SERRENT CONTRE ROBESPIERRE. — APLATISSEMENT GÉNÉRAL; ALLIANCE. — DESMOULINS SEUL N'Y CONSENT PAS. — LE MALHEUR DE FABRE LE DÉTACHE DE ROBESPIERRE. — LUCILE L'ENCOURAGE. — SES ATTAQUES CONTRE LE COMITÉ DE SURETÉ. — SES ATTAQUES CONTRE ROBESPIERRE. — INQUIÉTUDE DE ROBESPIERRE.

La stratégie de Robespierre, en terrifiant la Montagne, lui donnait, pour la résistance, une unité obligée où les nuances hostiles allaient s'effaçant. Tous sentaient qu'ils étaient perdus s'ils ne profitaient encore de leur ascendant sur la Convention pour obtenir qu'elle approuvât les Montagnards qui

revenaient, de sorte que si, plus tard, Robespierre voulait, par le centre et la droite, entamer le grand procès des hommes de 93, on pût dire : « La chose est jugée ».

Donc, par un pacte tacite, la Montagne ne souffrit pas qu'il s'élevât un mot de doute sur tout représentant revenu de mission. Elle les approuva tous, Hébertistes ou Dantonistes, les loua ou amnistia, et elle fut suivie en cela des vrais patriotes, qui sentaient qu'en pareille situation on n'eût pu toucher aux coupables sans compromettre toute la représentation nationale et la République elle-même.

On accueillit non seulement Lacoste et Baudot, chargés des drapeaux du Rhin et de leur glorieuse désobéissance, non seulement Chasles, guéri de sa blessure et des calomnies jacobines, mais des hommes discutables comme Fréron, des coupables comme Tallien, de furieux Hébertistes, Javogue, Lequinio, Carrier même. On ne voulut voir en eux que des hommes qui s'étaient compromis à mort pour la Révolution, et contre qui les Robespierristes exploitaient habilement les haines, les vengeances locales.

Souffert à la Convention, bien reçu aux Jacobins, Carrier, le brutal, le barbare, montra une diplomatie dont on put être étonné. Il loua les Dantonistes, fit l'éloge de Westermann, alla jusqu'à dire que Philippeaux se trompait sans doute, mais se trompait en conscience.

L'alliance des partis, déjà essayée (fin septembre), tentée encore et manquée (10 novembre) par l'emportement d'Hébert, semblait cette fois prête à se faire sous l'influence de la nécessité et de l'intérêt commun. Elle devenait plus facile par la grande fatigue morale, l'affaiblissement réel des opinions divergentes.

Les grands travailleurs du Comité et de la Convention songeaient plus aux résultats, à la victoire sur l'Europe qu'aux divisions de partis. Nous voyons dans les Mémoires de Carnot qu'il dînait aux Tuileries, chez un restaurateur, avec Collot d'Herbois.

Collot se fût sans difficulté arrangé avec Danton, et il lui eût ramené la moitié des Jacobins. Il restait comme à la chaîne et sous la fatalité de sa grande affaire de Lyon, qui lui revenait sous mille formes.

La défaillance était grande dans les hommes principaux. Thuriot avait perdu la parole; sa poitrine ne lui permettait plus de monter à la tribune. Legendre y montait toujours, mais pour devenir de plus en plus ridicule; la naïveté de ses peurs, de ses colères mal jouées, ses reculades sous forme d'emportements patriotiques, étaient une farce habituelle qui eût fait rire la mort même.

Mais la ruine la plus lamentable était Danton. Son aplatissement volontaire eût été moins remarqué s'il eût gardé le silence; mais non, il parlait. Il rusait avec infiniment d'esprit et de lâcheté avec la situation. Il s'était fait le second de Robespierre pour accabler Clootz; et, en retour, il en fut protégé à l'épuration jacobine. Il étonna encore bien plus le 7 janvier, quand, un Dantoniste

proposant de ramener le Comité dans la dépendance de la Convention, Danton fit renvoyer cette proposition au Comité même. Il eut (26 février) une lueur d'indépendance, et s'en effraya tellement, que lui-même le lendemain il parla en sens inverse.

Danton, par Westermann, par Merlin (de Thionville), par Dubois-Crancé et autres, se fût aisément arrangé avec Collot, Carrier, Hébert.

La difficulté réelle était Camille Desmoulins. Il avait, dans son n° 4, rendu la conciliation impossible avec Hébert ; celui-ci portait au sein la flèche mortelle; il allait, mais comme un mort. Ronsin de même était percé, de même irréconciliable ; et qui dit Ronsin dit Collot d'Herbois ; pour Lyon, c'était même chose.

Entre tous les politiques qui se seraient arrangés, Camille seul embarrassait. Entre tant d'hommes fatigués, lui seul, constamment éloigné de la tribune, s'était conservé entier. Avec son libre génie d'inspiration naïve et soudaine, il était l'homme du monde qui pouvait le moins composer.

Voltairien, matérialiste, tout ce qu'on voudra, le grand écrivain n'en fut pas moins celui qui démontra, à son péril, la souveraine indépendance de l'âme.

L'austère et spiritualiste chef des Jacobins, par deux fois (septembre et janvier), composa avec Hébert. Et ce fut, dans le mondain, le bouffon, le léger Camille qu'apparut, contre l'alliance monstrueuse et dégradante, la résistance intrépide de la morale publique.

Un instinct confus, mais fort, semblait dire aussi à l'artiste que son immense puissance de juillet 89 allait lui revenir entière. La Presse est la reine des reines au début et à la fin des révolutions. La tribune finissait ; sauf quelques mots éloquents, superbes, hautains de Saint-Just, quelques belles et laborieuses élucubrations de Robespierre, elle avait perdu la voix. Avant l'ennuyeuse époque des Portalis et des Jordan, la France devait parler encore, parler une fois par la Presse, témoigner de son vrai génie, pour entrer ensuite, un peu consolée, dans le tombeau.

Donc Camille se sentait revivre. Après avoir, lui aussi, traîné, tremblé et langui, il sentait, comme Samson, que les cheveux lui repoussaient. Non content d'avoir, des deux pieds, écrasé les Philistins, je veux dire les Hébertistes, il allait, poussé d'une force inconnue, secouer les colonnes du temple et la réputation de Robespierre.

L'affaire de Fabre avait percé le cœur de Camille ; elle le détacha de son maître. L'amitié pouvait seule l'émanciper de l'amitié. On le voit aux premiers mots du numéro 6 (15 janvier) : « Considérant que l'auteur immortel du *Philinte* vient d'être mis au Luxembourg avant d'avoir vu le quatrième mois de son Calendrier, voulant profiter du moment où j'ai encore encre et papier, et les deux pieds sur les chenets, pour mettre ordre à ma réputation, je vais publier ma foi politique, dans laquelle j'ai vécu et mourrai, soit d'un boulet, soit d'un stylet, soit *de la mort des philosophes*, comme dit le compère Mathieu. »

Elle fut écrite, cette profession de foi, mais non publiée.

Personne, jusqu'en 1836, n'a pu deviner pourquoi Desmoulins est mort.

Le cœur déjà serré de la censure pontificale qu'il avait subie en décembre, en janvier, aux Jacobins, il voyait devant lui se dresser un mur. Il eût peut-être abandonné les libertés de la parole. Mais la liberté de la presse! elle manquant, l'air lui manquait ! Il sentit la pierre du sépulcre se poser sur sa poitrine, et avant que d'étouffer, par un effort désespéré, il voulut la lancer au loin.

Qui ne voyait à ce moment le danger du pauvre artiste?... Entrons dans cette humble et glorieuse maison (rue de l'Ancienne-Comédie, près de la rue Dauphine). Au premier demeurait Fréron. Au second, Camille Desmoulins et sa charmante Lucile. Leurs amis, terrifiés, venaient les prier, les avertir, les arrêter, leur montrer l'abîme. Un homme, nullement timide, le général Brune, familier de la maison, était un matin chez eux, et conseillait la prudence. Camille fit déjeuner Brune, et, sans nier qu'il eût raison, tenta de le convertir. C'était le moment où leur ami Fréron, enthousiaste de Lucile, venait de lui écrire la victoire et les périls de Toulon. Camille aussi, à sa manière, était, voulait être un héros : « *Edamus et bibamus*, disait-il en latin à Brune, pour n'être entendu de Lucile ; *cras enim moriemur* ». Il parla néanmoins de son dévouement et de sa résolution d'une manière si touchante, que Lucile courut l'embrasser. « Laissez-le, dit-elle, laissez-le, qu'il remplisse sa mission : c'est lui qui sauvera la France... Ceux qui pensent autrement n'auront pas de mon chocolat. »

Cette scène d'intérieur explique l'explosion du numéro 7.

Cet audacieux numéro regarde au visage et décrit ceux que personne n'osait plus regarder en face, les redoutables membres du Comité de sûreté générale. Il établit parfaitement qu'on n'y a mis que d'anciens Feuillants, des Girondins convertis. David et sa joue, sa fureur, son écume, Camille a tout mis, au risque d'éclabousser Robespierre.

Mais il l'est bien plus, par ce mot : « Que Fabre a été arrêté, parce qu'il avait des pièces contre Héron ». Héron, l'engin mystérieux du pouvoir, Héron qui, en toute chose grave, ne faisait rien sans prendre le mot du maître.

« La Convention a rendu contre elle-même ce vrai décret de suicide, qui la réduirait bientôt à la condition servile d'un parlement qu'on embastille pour refus d'enregistrement. Le Comité de salut public, qui donne toutes les places, gouvernait par l'espérance ; et voilà qu'il a la Terreur. »

Dans un passage décisif, l'attaque est directe contre Robespierre : « Il fit preuve d'un grand caractère, quand, dans un moment de défaveur, il se cramponna à la tribune... Mais toi, tu fus un esclave, *et lui un despote*, le jour que tu souffris qu'il te coupât si brusquement la parole dès ton premier mot. »

Une certaine comparaison d'Octave et d'Antoine semble une allusion cruelle à Robespierre et Danton, au 19 juin, au 10 août, au 5 septembre. « Le



La longue queue grelottante avant le jour à la porte des boulangers. (P. 1656.)

lâche Octave, *qui s'était caché*, vainqueur par le courage d'Antoine, insultait le corps de Brutus, » etc.

Ce n'était pas la première fois que Desmoulins hasardait des allusions à la bravoure de Robespierre.

Dans le rude coup de cravache dont il cingla Nicolas, son garde du corps, il ne se refusa pas une ligne sur l'amusante figure du porte-bâton qui suivait partout le grand homme. Nicolas fut dès lors connu, régardé, admiré

aussi bien que le chien Brount, qui lui fut associé, comme garde du corps, l'été de 94.

Camille fit encore bien pis. Il trouva, toucha d'une main rude un endroit plus délicat encore en cette âme endolorie. Ce point était celui où l'amour-propre littéraire était mêlé, confondu avec l'orgueil politique. Ceci était le fond du fond. Et même Robespierre eût pu ne pas être un politique; mais de toutes façons, s'il n'eût été prêtre, il eût été sans nul doute homme de lettres.

Il faut savoir qu'en janvier, après son grand avantage sur Fabre et sur Philippeaux, croyant avoir été trop vite, et voyant que le procès contre les représentants était loin d'être mûr encore, Robespierre voulut gagner du temps et chercha quelque terrain neutre où l'on pût parler sans rien dire, occuper les Jacobins. Il établit une espèce de concours *sur les vices du gouvernement anglais*. La Société, redevenue docile depuis le grand coup, donna, sous son pédagogue, le plus étonnant spectacle de radotage académique. Tous, dans leur parfaite ignorance de la question, parlaient d'autant plus aisément. Ce flot d'insipidités coula un mois et plus, sans autre incident que quelques coups de férule distribués par le maître. Et la chose eût duré encore, si on ne l'eût embarrassé lui-même par la question de savoir si, en attaquant le gouvernement anglais, on devait attaquer le peuple qui aidait ce gouvernement. Robespierre dit *non* d'abord, et *oui* le surlendemain (9 et 11 pluviôse).

L'impitoyable Camille, le saisissant juste ici, lui jeta avec respect deux lourdes calottes de plomb : ennuyeux et brissotin.

« Parlons un peu des *vices du gouvernement britannique.* » — « Qu'est-ce que tout ce verbiage ? » dit brutalement l'autre interlocuteur. « Cette vieille question des deux gouvernements a été tranchée au 10 août.

« Robespierre, sans s'en douter, *reprend le rôle de Brissot*, qui nationalisait la guerre. Pitt a dû rire, en voyant cet homme qui l'appelle imbécile, s'y prendre si bien pour le raffermir, pour démentir Fox et l'opposition anglaise. »

Ces mots si forts expliquaient le vrai sens de l'épigraphe mise en tête, épigraphe édulcorée dans la tradition de Camille par un reste de respect, mais bien plus claire en latin. La voici sans ménagement : « Ne pas voir ce que les temps exigent, se répandre en vaines paroles, se mettre toujours en avant sans s'inquiéter de ceux avec qui l'on est, cela s'appelle être un sot... Avec l'intention bien bonne, Caton perd la République ; il ne voit pas que nous sommes dans la boue de Romulus, et disserte comme il ferait dans la cité de Platon. » (Cicéron.)

Le libraire de Desmoulins, Desenne, recula d'horreur, quand il lut, en épreuve, ces lignes terribles. Il se crut mort, déclara qu'il hasarderait d'imprimer tout ce qui était anti-hébertiste, mais que tout passage contre Robespierre devait disparaître. L'ardent et fougueux écrivain, arrêté dans son élan, se débattit, disputa. Les épreuves allaient et venaient ; on les lisait au passage ; les amis en parlaient tout bas. Les ennemis en surprirent-ils quelques

pages? C'est probable. Du reste, le bruit suffisait. L'effet du factum eût été terrible. C'était à Robespierre à voir s'il devait attendre le coup.

Tout grand homme politique doit craindre d'être touché de près.

Mais combien plus Robespierre, un prêtre, une idole, un pape! Le plus digne ne peut jouer ces rôles étranges qu'avec un masque mobile à plusieurs visages.

Celui-ci, sérieux, patriote, acceptait cette adoration pour le salut de la patrie, et croyait qu'elle périssait si les voltairiens touchaient encore à cette dernière religion.

De hasarder la parole contre Desmoulins, il n'y avait pas à y songer. Un Dieu qui discute est perdu. Robespierre, d'ailleurs, n'avait qu'une corde, sérieuse et triste.

Il était sans armes contre l'ironie. Ses excursions en ce genre n'étaient pas heureuses. Il croit mordre Philippeaux, en disant que ses philippiques « ne sont que des philippotiques ».

Il ne pouvait plaisanter Desmoulins, mais bien le tuer.

Nous ne doutons aucunement qu'il n'ait été terrifié la première fois que cette idée cruelle lui vint à l'esprit. Cet aimable, ce doux, ce bon camarade qui n'avait pas passé un jour sans travailler à sa réputation!

Ces souvenirs n'étaient-ils rien? y avait-il un homme encore en Robespierre? Pour avoir passé, repassé dans le Styx et l'onde des morts, n'avait-il pas en quelque coin gardé une goutte du sang de la femme?... Je soutiens et je jurerais qu'il eut le cœur déchiré.

D'ailleurs, tuer Desmoulins, c'était encore autre chose; on ne pouvait s'arrêter. Le pauvre Camille, qu'était-ce? Une admirable fleur, qui fleurissait sur Danton. On n'arrachait l'un qu'en touchant à l'autre... L'arbre noueux, fort, puissant, avait jeté aux vents ses feuilles; mais tel qu'il était, quelle main eût été sûre de l'arracher?

CHAPITRE V

ROBESPIERRE MENACE LES DEUX PARTIS PAR SAINT-JUST (26 FÉVRIER 94)

ROBESPIERRE MALADE. — ALARMÉ DE L'ATTITUDE DE LA CONVENTION. — IL FAIT REVENIR SAINT-JUST (26 FÉVRIER). — ROBESPIERRE PARAIT S'ÉLOIGNER DE SES DOCTRINES. — COMBIEN IL GRANDIT SAINT-JUST.

Robespierre tomba malade le 15 février, resta chez lui jusqu'au 13 mars. Dur moment où il eut, sans doute, sa suprême tentation.

Tout ce temps, sa seconde âme, Couthon, se dit malade aussi, s'absenta; il disparut le 15, reparut le 13.

D'autres diront que cette absence était politique (comme la vaine discussion sur le gouvernement anglais), qu'il fallait gagner du temps pour les raisons qu'on a vues. Moi je crois que la maladie fut réelle, qu'elle fut la fièvre, l'inquiétude, la terrible indécision qui doit précéder de tels actes.

Si Desmoulins n'eût pas été la créature innocente qu'il était, il eût profité du délai. La chose éventée, il eût sur-le-champ imprimé sous terre (les royalistes imprimaient bien). On ne provoque pas un tel homme. Il fallait ou l'adorer, ou d'un coup sûr et rapide le clouer vivant sur l'autel.

Une chose paralysait le puissant pamphlétaire, c'est qu'il n'avait pas encore perdu le respect. Au fond même, il aimait encore.

S'il eût, dès la première attaque, et sans avertissement, touché le texte redoutable qui agit en thermidor (les dévotes de Robespierre, les momeries du parti, etc.), le coup eût porté si droit que le blessé n'eût pu le rendre.

Celui-ci, on n'en peut douter, était dans cette terreur. Il avait immolé Fabre. A quoi bon avoir mis le drame sous clef, si le pamphlet courait Paris? Camille était un enfant sans doute, on se plaisait à le redire; oui, mais meurtrier dans ses jeux; s'il égratignait d'abord, ne pouvait-il aussi, *pour rire*, appliquer son pédagogue contre un mur infranchissable, l'écraser et l'aplatir à une consistance si mince, que, transparent, diaphane, la joyeuse lumière du soleil le perçât sur chaque point?

Il ne fallut pas moins qu'une telle anxiété pour finir l'indécision de Robespierre, lui faire mettre les fers au feu. Une chose aussi le décida : l'accueil imprévu que Carrier reçut à la Convention (23 février). Si elle amnistiait un tel homme, il était évident qu'elle était décidée à innocenter tous les représentants en mission; qu'Hébertistes et Dantonistes, sur ce point, étaient d'accord; que tous allaient se serrer, ne connaissant plus qu'un ennemi, le dictateur. Robespierre se décida, tira le couteau pour raser les deux partis. Ce couteau était Saint-Just.

Il était à l'armée du Nord, mais averti et tout prêt; il fondit, le 26, sur la Convention.

Il apportait un discours d'extermination pour qui savait le comprendre.

Ce discours avait deux buts; il témoigne du pas prodigieux que fit Robespierre, dans son âpre solitude, sous l'épreuve des attaques imminentes et du ridicule possible.

Non seulement il note les indulgents comme traîtres, mais d'un bond il passe par-dessus les exagérés, les note comme indulgents.

« Plus de terreur! non, justice! » Mais cette justice de Saint-Just est telle qu'elle accuse l'Assemblée d'indulgence, une Assemblée où siégeaient Carrier et Collot d'Herbois!

« On ne punit point les coupables, » dit Saint-Just. L'Assemblée se regardait; l'autre jour elle s'était vue au pied de la guillotine; elle trouvait

que vraiment le tribunal ne chômait pas. Que voulait donc dire ce mot? Apparemment, qu'en frappant les petits coupables, on ménageait trop les grands, les représentants du peuple.

Parmi plusieurs belles choses, vives, fortes, profondes, il y en avait d'effrayantes par le vague et l'équivoque.

« La société doit s'épurer. Qui l'empêche de s'épurer veut la corrompre, qui la corrompt veut la détruire. » Glissantes interprétations. L'Inquisition ne raisonna jamais autrement. Si on les eût appliquées on n'eût point trouvé d'innocent. Tous sortis de la monarchie, tous plus ou moins corrompus, par cela seul tous étaient traîtres, avec cette étrange doctrine. Saint-Just était-il innocent, lui qui, deux ans auparavant, venait de réimprimer son imitation de *la Pucelle?*

La Convention ne fut pas moins surprise des traits lancés par Saint-Just contre le mouvement de Chaumette, mouvement avoué d'elle-même (16 novembre). Il ne devina pas lui-même l'effet immense de ses paroles, la joie de la contre-révolution.

La conclusion est hardie, décisive : « Le besoin asservit le peuple, la Révolution n'est pas encore entrée dans l'état civil. Celui qui s'est montré l'ennemi de son pays n'y peut être propriétaire. Indemnisons les malheureux avec le bien des ennemis de la Révolution. »

Il substitue ainsi au principe des biens nationaux *vendus* par l'État, le simple *don*, l'indemnité gratuite.

« Les *comités révolutionnaires* feront connaître au Comité de sûreté générale la conduite de tous *les détenus* depuis mai 89. »

Le sens de cet article fut très clairement indiqué par Couthon et autres, qui demandèrent que le bien des *suspects* fût confisqué, comme celui des *émigrés;* autrement dit, que ceux qu'on soupçonnait seulement fussent assimilés aux coupables convaincus.

Ce discours avait une portée immense ; il déconcertait l'opinion. Il montrait Robespierre sur un terrain nouveau, étranger à ses doctrines, peu éloigné des lois agraires. Mais ceux mêmes qui les veulent auraient trouvé qu'il y passait par une très mauvaise porte, remettant en réalité le gouvernement de la chose, non pas au pouvoir central qui ferait espérer quelque impartialité, mais à la tyrannie locale, puisque la confiscation ne serait prononcée en réalité que sur les notes transmises par ces petits comités de sections, villes ou villages.

Ces agents ne pouvaient-ils être infidèles, ennemis même de la République?

On s'en aperçut en avril, où l'on vit que les comités de villages se composaient justement des agents des émigrés, de leurs procureurs, de leurs intendants. On les supprima d'un coup. Il n'y eut plus de comité que dans les villes de districts.

L'avantage du décret pour Robespierre, c'était d'annuler logiquement et

les Dantonistes et les Hébertistes, d'ôter à ceux-ci l'avant-garde et de marcher devant eux.

Pour obtenir ce résultat, Robespierre avait payé cher et s'était préparé peut-être des embarras d'avenir. Il avait dressé bien haut le piédestal de Saint-Just. Cette hautaine roideur n'était plus celle du Jacobin seulement, mais du militaire. Saint-Just répondait bien mieux que son maître à l'idéal du temps nouveau qui venait. Il avait trouvé, tout d'abord, ce que n'eut jamais Robespierre, une faculté puissante sur le grand bétail humain : *la parole du tyran.*

Tout cela eût éclaté sans le 9 thermidor. Robespierre le regardait et disait parfois tristement : « Il y a en lui du Charles IX. »

Un mot du 24 février parut fort sinistre à tous : « La République, dit Saint-Just à la Convention, *ce n'est point un sénat,* c'est la vertu. » Dès lors, pourquoi *un sénat?* Cette morale inattendue fit passer aux yeux éblouis je ne sais quelle lueur lointaine du 18 brumaire.



LIVRE XVII

CHAPITRE PREMIER

MOUVEMENT DES CORDELIERS. — ARRESTATION DES HÉBERTISTES. — PREMIER COUP SUR LES DANTONISTES (25 FÉVRIER-18 MARS 94).

LES CORDELIERS INDIGNÉS D'ÊTRE DÉPASSÉS. — POUSSÉS A LA VENGEANCE PAR LES PETITES SOCIÉTÉS. — ILS APPELLENT L'INSURRECTION (4 MARS). — ILS RESTENT SEULS. — ILS SONT ARRÊTÉS (13 MARS). — DISCOURS DE SAINT-JUST CONTRE LES EXAGÉRÉS ET LES INDULGENTS. — ON ENVELOPPE CLOOTZ DANS LE PROCÈS D'HÉBERT. — ROBESPIERRE FÉLICITE L'ASSEMBLÉE DE SE DÉCIMER. — ON ARRÊTE HÉRAULT, CHAUMETTE. — DANTON DÉFEND SES ENNEMIS (18 MARS).

Le dernier mot de Saint-Just qu'on a trouvé sur lui le 9 thermidor, est celui-ci : « Diviser, *non les propriétés*, mais les fermages. »

Donc, comme Marat et Robespierre, comme tout ce qu'on peut appeler la révolution classique, Saint-Just défendait la propriété.

En cela, ils apparaissent comme les adversaires de Babeuf, et sans doute de Jacques Roux, de Varlet, de Leclerc (de Lyon), et des amis de Chalier.

L'effort de Robespierre, on l'a vu dès juin 93, fut d'arrêter les Cordeliers sur la pente qui les entraînait de ce côté. Il n'y réussit que par l'alliance de Marat, plus tard par Hébert et le *Père Duchesne*, jusqu'à ce que le foyer redoutable qui subsistait aux Gravilliers parût éteint dans le sang de Jacques Roux.

Les Cordeliers, maîtrisés par Hébert et par les Robespierristes, avaient abandonné ce fanatique, patriote sincère pourtant, nullement convaincu du vol qui le mena à la mort. Ils avaient perdu par là, et pour plaire aux Jacobins, leur influence au centre de Paris, spécialement aux Gravilliers. L'alliance jacobine leur arracha encore l'abandon de Chaumette, qui par ses prédications religieuses leur avait conquis cette grande et importante section.

L'étonnant discours de Saint-Just leur fit sentir tout à coup que tant de sacrifices étaient perdus.

Sans adopter les principes de ceux qu'on avait proscrits, il arrivait, en pratique, à des résultats analogues. La mesure, infiniment élastique, d'un séquestre qui permettait « d'indemniser tous les malheureux, » l'axiome : « Celui-là seul a droit dans la patrie, qui coopère à l'affranchir, » c'étaient des moyens suffisants pour atteindre indirectement les résultats des lois agraires.

D'un bond, sans transition, les Robespierristes se trouvaient ainsi avoir passé par-dessus les Cordeliers. Après les avoir si longtemps arrêtés ou retardés, ils les rejetaient maintenant à l'arrière-garde, pêle-mêle avec les indulgents, et comme dans les bagages. Ils leur avaient surpris leur drapeau, et le portaient en avant.

Les Cordeliers étaient fort abattus. Hébert, après avoir tué Jacques Roux, renié Chaumette, subi le joug de Robespierre, n'allait plus aux Jacobins; il avait mis prudemment la sourdine au *Père Duchesne*. Les petites sociétés du centre de Paris, très petites, mais agitées toujours des furies de Jacques Roux, ne permirent pas aux Cordeliers d'avaler l'outrage. Elles firent honte à Hébert, le lâche aboyeur, d'aboyer sans mordre. La diplomatie hébertiste (on a vu celle de Carrier) ne pouvait continuer sans soupçon de trahison.

Paris avait, à ce moment, une saison qui lui est propre, un dur carême à vent aigre, temps froid, sec, pauvre, irritant. Très peu de vivres arrivaient. Des boutiques partout fermées, les marchands ne voulant plus vendre, plutôt que de vendre à perte. La longue queue grelottante avant le jour à la porte des boulangers, queue aux chantiers, queue aux bouchers. C'étaient là certainement les éléments d'un mouvement. Le 4 mars, les Cordeliers voilèrent d'un crêpe noir la Déclaration des droits, décidant qu'elle resterait telle « jusqu'à ce qu'on vît cesser la disette et punir les ennemis du peuple. » Le 5, l'exaltation croissant, Vincent, Hébert, attaquèrent le Comité; Hébert s'accusait lui-même de ne pas tout dire ; Boulanger, un fier-à-bras de l'armée révolutionnaire : « Parle, *Père Duchesne*, ne crains rien; tu parleras, et nous frapperons! » Alors Hébert se fâcha, et contre les Jacobins qui lui refusaient la parole, et contre un homme *égaré sans doute* (Robespierre), qui, disait faussement Hébert, avait fait rentrer Desmoulins aux Jacobins.

Dans ce *crescendo* de gens échauffés, comme on parlait de créer un journal, le grand spectre noir, Carrier, se lève, et d'une voix creuse : « Un journal! dans un tel moment!... Ce qu'il faut, *c'est l'insurrection!* »

Parole très imprudente, qui fut appuyée d'Hébert.

Le moment n'était pas venu. Une seule section peut-être se serait levée, celle qui se leva en thermidor contre Robespierre, celle qui pleurait Jacques Roux, celle qui avait été remuée à fond par les prédications de Chaumette et de Léonard Bourdon, le ventre profond, agité, du Paris industriel, la section des Gravilliers (Filles-Dieu, Saint-Denis, Saint-Martin).

Il eût fallu avoir Chaumette. Mais eux-mêmes l'avaient tué. Ils n'allèrent à lui qu'à la fin, quand leur affaire eut avorté. Ils en furent reçus froidement; la Commune ne fit rien pour eux.



... Il provoqua chez eux une hilarité universelle. (P. 1660.)

Au Comité de salut public, Collot d'Herbois, quoique lié avec eux, ne pouvait les soutenir. Son intérêt n'était point d'attaquer les Dantonistes. Au contraire, d'unir étroitement contre Robespierre Hébertistes et Dantonistes, les représentants de toute nuance qui revenaient de mission. Leur ami, Collot, le 6 mars, fut parfaitement d'accord avec leur ennemi Tallien pour blâmer l'insurrection.

Nulle autorité n'appuyant celle-ci, restait la force brutale, l'armée

révolutionnaire. Cette armée était-elle encore? Le Comité de salut public l'avait divisée, dispersée. Le Comité de sûreté en avait débauché les meilleurs hommes. A Lyon, elle était en guerre avec la ligne, jalouse de sa haute paye. A Paris, on avait lancé contre elle le faubourg Saint-Marceau, qui vint dire à la Commune que dans une seule compagnie il y avait vingt voleurs. Son fameux général Ronsin était seul sur le pavé de Paris; s'il eût voulu tirer l'épée, il n'eût tiré que la sienne.

Il n'en promenait pas moins ses épaulettes au Palais-Royal, disant partout que la Convention était usée, Robespierre usé, qu'il faudrait bien faire un matin un gouvernement, que l'armée révolutionnaire serait portée à cent mille hommes, qu'on nommerait un grand juge qui pourrait être le maire Pache; sous cet automate, Ronsin aurait été dictateur militaire.

Ce beau projet se colportait, se disait à tout venant, spécialement aux prisons. Ronsin y allait voir les siens; on concluait de ces visites qu'il voulait organiser un massacre des prisons. Ce bruit, habilement semé, ne contribua pas peu à tuer le mouvement. Le peuple se mit lui-même à arracher les affiches des Cordeliers. Ils s'empressèrent alors de se rétracter et d'ôter leur crêpe. Cela ne servit à rien. Ils furent tous arrêtés le 13 au soir.

Personne ne s'y attendait. Ils avaient été si faibles et si ridicules, que l'opinion leur faisait grâce. Mais la prise qu'ils donnaient était trop belle pour qu'on les lâchât. Ils avaient tenté la mort.

Le manifeste que Saint-Just lut contre eux, une heure avant l'arrestation, indiquait sans trop de mystère un plan d'extermination impartiale des exagérés et des indulgents. On commençait par les premiers, mais la pièce était peut-être plus violente contre les autres; les exagérés se contentaient d'affamer Paris; les indulgents faisaient plus, ils corrompaient la République.

Les accusations sinistres, les mots sanglants de famine qui circulaient dans les groupes à la porte des boulangers, Saint-Just n'hésite pas à les ramasser pour les jeter à la tête de l'ennemi. « On fait des repas à cent écus par tête. On mange la vie du peuple. Tel patriote, avec une feuille, gagne trente mille livres de rentes... Et ailleurs, on vit de châtaignes, etc., etc. »

Toute arme lui semble bonne, même un mot de lois agraires: « Donnez des terres à tous les malheureux! »

On dirait un mauvais rêve, écrit dans une nuit d'orage, parmi les allants et venants, sur la table du Comité. Le décret est un vrai chaos, où les affaires spéciales de police (comme *l'arrivage des denrées à Paris*) marchent de front avec les mesures les plus générales de la politique. Les délits moraux s'y confondent avec les crimes d'État, par exemple *la corruption des citoyens et la subversion de l'opinion publique* avec *la subversion des pouvoirs publics.*

Peine de mort pour qui résiste au gouvernement, c'est-à-dire aux Comités. Puis, pour rassurer la Convention : *Peine de mort pour qui usurpe son pouvoir.* Les Comités nomment six commissions pour juger tous les détenus.

Les Dantonistes étaient pâles du coup frappé sur les Hébertistes. Legendre donna carrière à sa peur sous forme d'enthousiasme. Il demanda que le sublime discours, lu pieusement tous les décadis au Temple de la Raison, fût envoyé aux 44,000 municipalités, aux armées, aux sociétés.

On le relut le soir aux Jacobins devant Robespierre et Couthon, qui reparurent ce jour (13 mars) comme pour le sanctionner de leur présence, en avouer le contenu. Ils revenaient faibles encore, languissants. « Mes forces défaillent, » dit Robespierre le 15 encore, et il se renfonça dans sa chambre de malade.

Il était trop facile d'accabler Hébert et Ronsin. Mais on ne pouvait dire leurs crimes réels sans stigmatiser indirectement l'indulgence de Robespierre pour les déportements des Hébertistes à Lyon et dans la Vendée, spécialement pour le certificat d'innocence qu'il venait de leur donner (27 janvier). On attaqua Hébert, comme on avait fait pour Jacques Roux, par une accusation de vol. On lui reprocha d'avoir calomnié... Danton! qu'on fit mourir huit jours après.

Chose non moins étonnante! « Hébert, Ronsin, Vincent, Momoro, étaient royalistes! C'était pour servir le royalisme qu'ils simulaient l'exagération! »

Rien de plus calomnieux. Coupables sous tant de rapports, ils n'en étaient pas moins républicains. Même ce misérable Hébert, en montant sur la charrette, disait à Ronsin : « Ce qui me tue, c'est que la République va périr! — Non, dit l'autre, elle est immortelle! »

Grande époque! où même les pires avaient cependant la foi!

Pour les faire croire royalistes, on imagina de mêler au procès une Vendéenne. Puis comme l'affaire s'appelait conspiration de l'étranger, on y mit des étrangers : le banquier Kock, ami d'Hébert, le Belge Proly, qui, bâtard d'un prince autrichien, pouvait entrer comme appoint dans toute conspiration.

Mais l'horreur, l'horreur éternelle, fut d'y mettre encore, sans cause, raison ni prétexte, Anacharsis Clootz, le pauvre Allemand.

Clootz contre qui, il est vrai, on trouva ce grief si grave qu'il avait invité à déjeuner un membre du Département *pour savoir de lui si telle femme était portée sur la liste des émigrés!*

Ayant frappé ce coup à gauche, le 16 on frappa à droite. On força Amar à donner enfin son rapport sur Chabot et Fabre, qu'on avait cousu à Chabot. Amar se cachait chez lui. On l'en arracha. Il dut parler ou périr.

Tout ce qu'Amar fit pour Fabre, qu'on le forcait d'accuser, ce fut de le montrer comme un filou, non comme un criminel d'État, de sorte que la chose n'allant qu'aux tribunaux ordinaires, Fabre pouvait, par le bagne, éviter la guillotine.

Robespierre ne le permit pas ; il remit la chose au point d'un crime d'État. Et s'adressant à la Convention : « La corruption de quelques individus fait glorieusement ressortir la vertu de cette auguste Assemblée... Peuple! où a-t-on vu encore celui qui est investi du pouvoir, tourner contre lui-même le glaive

de la loi ? où a-t-on vu un sénat puissant chercher les traîtres dans son sein? qui a donné ce spectacle? Vous, citoyens, et vous seuls! »

Encouragement délicat, pour décider l'Assemblée à trouver bon qu'on la saignât, qu'on lui coupât bras et jambes.

Parlait-il sérieusement? Quoi qu'il en soit, de telles paroles sont justement ce qui l'a fait le plus mortellement haïr. Le 5 février déjà, il avait lancé celle-ci, qui parut horriblement équivoque : « La terreur est le ressort du gouvernement despotique. *Est-ce que votre gouvernement ressemble donc au despotisme?* »

Nouvelle saignée le 17 mars. Saint-Just demanda la vie d'Hérault de Séchelles et de Simon.

On se rappelle cette pièce énigmatique que Robespierre jeune avait apportée de Toulon, et que gardait Robespierre. A cette époque, voulant, par Hérault, entamer les Dantonistes et en général les représentants revenus de mission, il terrorisa Billaud, Collot, tout le Comité. Il exhuma cette pièce : « Il y a un traître ici... Voyez entre vous. » — Billaud détourne le péril: « C'est Hérault sans doute, dit-il, Hérault, l'ami de Proly. »

Il n'y avait point de meilleur patriote qu'Hérault, ni d'homme plus innocent. Son crime fut sa légèreté, ses liaisons faciles avec tout le monde, ses agréments personnels; il était suivi, pas à pas, par une belle royaliste qui l'aimait éperdument. Simon et lui avaient voulu sauver un homme soupçonné d'émigration.

Hérault, l'un des rédacteurs de cette constitution tant vantée, Hérault, président de la fête du 10 août, et comme consacré lui-même et par la coupe et par l'urne qu'il y tint au nom du peuple! Hérault qui, avec Camille, fut au plus profond du cœur de Danton!...

Le coup était frappé bien près. Qui allait suivre? quelle serait la première victime?

Les Dantonistes frémissants apprirent le 18 au matin, qu'au contraire on frappait les rangs opposés : on venait d'enlever Chaumette.

Coup imprévu, que rien ne commandait que cet à-propos de bascule.

Mort dès longtemps était Chaumette, mort son conseil général. Il semblait du reste accepter parfaitement sa nullité.

Il ne décidait plus rien, renvoyait aux Comités gouvernants les moindres affaires douteuses.

Quelque peu important qu'il fût devenu, l'arrestation du pauvre apôtre de la Raison n'en fut pas moins pour le monde prêtre et le monde royaliste une délicieuse surprise

Les prisonniers du Luxembourg où on l'envoya nageaient dans les roses. Mesquin d'apparence, petit, faible, avec ses cheveux noirs plats, il provoqua chez eux une hilarité universelle.

Ils le criblèrent de mots piquants, d'une verve si intarissable, que Chaumette n'osait descendre et restait seul dans son coin.

Les Dantonistes ne riaient point; ils voyaient bien que si l'on frappait parmi leurs adversaires un homme si inoffensif, ce n'était pas pour les épargner. Les uns (Legendre, Tallien, Dufourny) se ruèrent dans la flatterie, dans les outrages aux vaincus; ils écrasèrent aux Jacobins les Cordeliers qui venaient, tête basse, s'excuser et demander quelque appui dans leur péril.

Danton, de toute autre nature, défendit ses ennemis. Le 18, à la Convention, quand la Commune humiliée vint tardivement, tristement, exprimer sa joie pour le coup qui la brisait, le vieil Alsacien Ruhl, alors président, brave homme, mais toujours en colère, la tança de ce qu'elle venait si tard solliciter l'Assemblée.

Danton se leva alors : « La réponse du président est digne de la majesté du peuple. Mais il y règne une justice sévère qui pourrait être mal interprétée.

« La presque totalité de la Commune est pure et révolutionnaire. Elle a si bien mérité de la liberté, qu'il faudrait tout souffrir plutôt que de lui faire boire le calice d'amertume. Épargnons-lui la douleur de croire qu'elle a été censurée avec aigreur. »

Ces paroles généreuses défendaient et les présents et l'absent, le pauvre Chaumette.

Ruhl voulut quitter le fauteuil pour répliquer, mais Danton : « Si ma parole a trahi ma pensée, pardonne-moi. Je te pardonnerais moi-même en pareille erreur. Vois en moi un frère qui a exprimé librement son opinion. »

Ruhl, à ces mots, se jeta dans les bras de son collègue.

Noble élan et courageux; il y avait déjà du péril à se déclarer ami de Danton. La Convention applaudit, couvrant de sa sympathie, de son enthousiasme et de ses larmes l'embrassement des deux amis qui devait être le dernier.

CHAPITRE II

LES DANTONISTES ESSAYENT DE DÉSARMER LA DICTATURE (10 MARS 94)

FAUX MATÉRIEL POUR PERDRE DANTON. — DANTON CHERCHAIT A S'EFFACER. — POPULARITÉ DES DANTONISTES. — DISPOSITIONS DE L'ASSEMBLÉE A L'INDULGENCE. — BOURDON OBTIENT L'ARRESTATION DU PREMIER AGENT DE POLICE. — ROBESPIERRE OBTIENT QU'ON RÉVOQUE L'ARRESTATION. — SES REVIREMENTS AUX JACOBINS.

Saint-Just, dans le rapport qui fit arrêter Hébert, avait dit ces mots étranges : « Prenez votre élan vers la gloire. Nous appelons à partager ce moment sublime tous les ennemis secrets des tyrans, tous ceux qui, dans l'Europe et le monde, portent le couteau de Brutus sous leur habit. »

Il y eut de l'étonnement. La punition du Père Duchesne était-elle *ce moment sublime?* Et, quoique le mot d'*Europe* semblât éloigner les choses, n'était-ce pas plus près que Brutus avait à chercher César?

César, ce n'était à coup sûr ni Hébert ni le pauvre apôtre de la République universelle : où donc fallait-il chercher?

Sans doute, à une autre époque, quand la terre sacrée frémit au premier pas de l'ennemi, quand la France de 92 parut respirer dans un homme, quand de ses yeux, de ses paroles, partaient les éclairs et les foudres, quelque chose de César avait apparu, et de plus grand que César..., car c'était la Révolution.

Du reste, pour épargner la peine de le chercher, on l'écrivit en toutes lettres. Dans le procès d'Hébert, partout où l'on mentionnait le dictateur et le grand juge, partout, à la place du nom de Pache, on mit hardiment le nom de Danton.

Chaque fois, le juge Coffinhal, dur et violent Auvergnat lié à Robespierre d'une fidélité auvergnate, et tout comme son chien Brount, mais attaché jusqu'au crime et prêt à tout faire sans le consulter, prenait les notes d'audience, les dépositions des témoins, les réponses des accusés, ces paroles suprêmes et sacrées de gens si près de mourir; il bâtonnait cyniquement devant témoins, sans se cacher; bien plus, il changeait, ajoutait. Et le produit dégoûtant de cette infâme cuisine, il le passait à Nicolas, l'imprimeur du tribunal.

Les Robespierristes, sans nul doute, poussaient à la mort de Danton, qui leur apparaissait comme leur propre avènement. Ils étaient généralement le parti de l'ordre, et, mêlant bizarrement, la plupart à leur insu, leurs secrets instincts monarchiques à leurs idées républicaines, ils plaçaient l'ordre en l'unité, l'unité en Robespierre. Deux reines des abeilles, c'est trop, disaient-ils, pour la ruche ou la république; la dictature veut l'unité.

J'ai peine à croire cependant que Robespierre eût déjà consenti cette atroce simplification. Il était trop évident que Danton, ami des plaisirs (et désormais du repos), n'avait aucune ambition, ni orgueil, ni vanité même, aucune velléité de concurrence. C'était chose monstrueuse et d'une rage délirante de songer à tuer un homme qui, dans deux circonstances récentes, non seulement contre Chaumette, mais contre les Dantonistes Merlin et Bourdon, s'était fait le second de Robespierre. Ce qu'il voulait visiblement, c'était de vivre à tout prix. Il habitait presque toujours à deux lieues de Paris, à Sèvres. Dès qu'il pouvait (et au printemps encore, dans cette terrible crise), il courait chez lui, à Arcis, où étaient sa mère et ses deux petits enfants. Les gens d'Arcis racontaient qu'à ses voyages, ils le voyaient des heures et des heures immobile à sa fenêtre, rêvant en bonnet de nuit. Les champs, la nature, l'amour, c'étaient tous ses entretiens. Sa jeune femme de seize ans était grosse. L'âme de Danton était là, absente partout ailleurs.

Quels étaient donc les crimes de Danton, aux yeux des Robespierristes? Nul doute qu'il ne les eût choqués, lorsque, bien avant Desmoulins, il avait

lancé hardiment cette parole : « Qu'un jour la République, hors de péril, pourrait être un Henri IV, faire grâce à ses ennemis. » N'était-ce pas de ce mot qu'étaient nés le *Vieux Cordelier*, le comité de la Clémence, les propositions imprudentes qui menaçaient de briser le nerf de la Révolution? L'Assemblée se lançait depuis dans une voie d'attendrissement qui étonnait, alarmait. Elle paraissait surtout vouloir ôter le monopole de la bienfaisance aux Robespierristes. Un jour qu'ils demandaient 500.000 francs de secours pour les indigents : « Non, dit Cambon, dix millions. » Et ils furent votés. — 400.000 francs de secours aux pensionnaires de la liste civile — secours à une religieuse, sœur de Mirabeau — secours à la veuve Biron — secours aux familles girondines de Lebrun, Duperret, Biroteau, etc.

L'affranchissement des noirs, et les scènes d'ivresse et d'enthousiasme qui en résultèrent, attendrissaient encore les cœurs. Mais le fait qui montra le plus le changement profond qu'avait subi l'Assemblée, c'est que, le 26 décembre, le jour même où Robespierre réclamait l'accélération des jugements révolutionnaires, la Convention en déplora la cruelle précipitation. Un marchand de vin avait été par erreur condamné à mort comme accapareur; l'erreur fut reconnue au moment de l'exécution. La Convention, avertie, vota sur-le-champ un sursis. Nombre de ses membres se levèrent, coururent au palais de justice, à la place de la Révolution et sur le chemin pour arrêter la charrette, bénis, applaudis du peuple, qui naturellement donna aux *indulgents* l'honneur de cet élan d'humanité et de justice.

Une autre occasion populaire fut saisie le 13 mars par Danton. Quand Saint-Just fit charger les comités révolutionnaires de rendre compte de tout ce que les suspects avaient fait depuis 89 : « Oui, dit Danton, et aussi de ce qu'ont fait les membres de ces comités. » Ces membres étaient tous Jacobins. Cet amendement appelait les Jacobins, qui faisaient rendre compte aux autres, à rendre aussi compte eux-mêmes. La Convention le renvoya timidement au Comité de salut public. Danton, effrayé de s'être avancé à la légère, recula le lendemain, et parla comme Saint-Just.

Mais les Dantonistes étaient plus audacieux que Danton. Une chose leur donna cœur. Le mot prononcé le 18 par Danton en faveur de la Commune fut reproduit le soir même aux Jacobins par Collot d'Herbois. Il fit révoquer une adresse que la Société avait signée de confiance, adresse robespierriste. Danton et Collot parlant dans le même sens, n'était-ce pas un signe décisif que la grande alliance était consommée?

C'est ce qu'on crut et qu'on fit croire à un homme d'exécution, le fougueux Bourdon (de l'Oise). Ce sanglier était celui qu'on lançait dans l'occasion (19 mars 94).

Ramassant toutes ses forces, hérissant sa barbe rousse, moitié courage et moitié peur, Bourdon fit la proposition hardie et désespérée de faire arrêter Héron.

Héron, l'agent public du Comité de sûreté, l'agent secret de Robespierre.

Le Comité eût sacrifié cet agent robespierriste. Qui donc y tenait? Robespierre. C'était sur lui seul que le coup tombait; c'était lui qu'il dévoilait. Il était poussé à cette impasse : ou il abandonnait Héron, et il était désarmé; ou il défendait Héron, et avouait que son pouvoir n'était pas seulement d'éloquence, mais de police et de gendarmerie.

Ce triste mystère d'État était dévoilé.

Le pur et chaste Robespierre n'avait aucune espèce de rapport visible avec la police. Jamais il ne vit Héron.

Du petit hôtel (démoli) où se tenait le Comité de sûreté jusqu'aux Tuileries, où était le Comité de salut public, régnait un corridor obscur. Là venaient les hommes d'Héron remettre les paquets cachetés. Souvent encore, de petites filles portaient les lettres ou les paquets chez la grande dévote du Sauveur futur, chez madame Chalabre.

Le Comité de sûreté, dominé, brutalisé par David, était obligé de garder ce Héron, et en avait peur. Robespierre, infiniment crédule pour ceux qui avaient une fois sa confiance, n'eût pas voulu entendre parler d'un autre homme.

Cela rendait Héron d'une insolence incroyable. Il crachait sur les députés.

Bourdon dit. L'Assemblée vote. Voilà Héron arrêté. Robespierre n'avait en réalité aucune autre force. Il tombait à plat si le vote surpris pendant son absence avait été maintenu.

On l'avertit. Il accourt, et Couthon aussi. Couthon commence à genoux, par les plus humbles paroles : « *Je prie* la Convention, *je la supplie* de renvoyer à ses Comités la chose en question, *s'ils ont toujours sa confiance* (Oui, oui), *si leurs efforts pour la mériter* ont le succès qu'ils désirent. »

On avait averti un membre du Comité de sûreté, et l'un des plus estimés. Moïse Bayle. Il vint, et témoigna qu'en effet Héron, dans plusieurs besoins, s'était montré adroit et hardi.

Robespierre commença alors, et comme toujours, mit les choses sur le terrain de la morale, de l'humanité. « Nous sommes pressés entre deux crimes, dit-il ; les deux factions agissent pour envelopper tous les patriotes dont on redoute l'énergie.

« Hier encore un membre fit irruption au Comité, et, avec une fureur impossible à rendre, *demanda trois têtes.* »

Chacun se disait : « En suis-je? »

Robespierre, voyant alors qu'il avait la partie gagnée, tomba dans l'attendrissement : « Pressés entre deux crimes, nous pouvons être étouffés; le plus heureux pour nous, c'est de mourir, d'être délivré du spectacle douloureux de la bassesse et du crime. (Non, non, dit la Convention)... Mais, si l'Assemblée veut encore atteindre la palme de la gloire, si nous voulons tous, au sortir de notre mission, goûter le bonheur *des âmes sensibles*..., je le dis, la Patrie est sauvée. »

La droite et le centre rendirent ce jour-là à Robespierre tout ce qu'ils en



La place devint un théâtre. (P. 1669.)

avaient reçu de sécurité, le 3 octobre, quand il couvrit les 73. Tous (spécialement les prêtres de la Convention) croyaient ne vivre que par lui. Au moment même il les servait : il emprisonnait Chaumette, guillotinait Clootz, tuant d'un seul coup, sans en parler, le culte de la Raison. Qui menaçait Robespierre? sur qui allait-il frapper ? Non sur la droite à coup sûr, mais sur les représentants en mission, tous sortis de la Montagne.

Centre et droite, ils se levèrent tous, et, s'unissant au petit groupe des

Montagnards robespierristes, ils révoquèrent l'arrestation de Héron, c'est-à-dire qu'ils replacèrent la police armée dans la main de Robespierre.

Les adversaires de celui-ci, battus à la Convention, tentèrent le soir un effort désespéré aux Jacobins. Tallien, assez adroitement, fit ressortir l'étonnante mobilité de l'*immuable*. « Les aristocrates rient maintenant... Longtemps *on* n'a pas voulu combattre Hébert, parce qu'*on* croyait s'en servir, et maintenant *on* envelopperait parmi ses complices ceux qui l'ont toujours combattu!... Dites-nous à quoi désormais nous serons sûrs de reconnaître et distinguer les patriotes? etc. » Robespierre para très mal ce pénétrant coup de poignard. Il se rejeta dans le larmoyant. « Si vous ne frappez, dit-il, à la fois les deux factions, la paix sera passagère, vos armées seront battues, Paris sera affamé, vos enfants seront égorgés (*Mouvement d'horreur*)... Déjà les patriotes de Lyon sont au désespoir; les amis de Chalier, de Gaillard sont proscrits en ce moment; ils écrivent qu'ils n'ont de remède que celui de Gaillard et de Caton. »

Ainsi, par un revirement bien inattendu, après avoir le matin prêché l'économie du sang, le soir il reprit tout à coup le drapeau sanglant des ultra-terroristes de Lyon qui accusaient Fouché et Collot de modérantisme!

Telles furent les péripéties de cette étrange journée, où Robespierre, pendant une heure, se trouva nu et désarmé, comme au 9 thermidor.

La chose n'avait tenu à rien. Si Héron eût été arrêté, les Dantonistes régnaient.

Leur épée était trouvée. Brune eût mis la main sur les mouchards de Héron, et Westermann eût sabré le charlatan Henriot. Ce n'était pas sans motif que ce hardi Westermann, après sa victoire du Mans, était venu à Paris, et s'était justement logé au milieu des sans-culottes, près de la maison de son ami Santerre, dans la grande rue du grand faubourg.

Mais l'Assemblée, dominée par la droite et le centre, rendit la force à Robespierre.



CHAPITRE III

MORT D'HÉBERT ET CLOOTZ. — ON PROPOSE LA MORT DE DANTON (24 MARS)

BILLAUD PROPOSE DE FAIRE MOURIR DANTON. — DANTON AVERTI NE PUT RIEN. — COMMENT ON ENDORMAIT LA CONVENTION. — L'EXÉCUTION D'HÉBERT PRÉCIPITE LES CHOSES. — LA MORT DE DANTON EST RÉSOLUE. — ON PRÉPARE LE CIMETIÈRE DE MONCEAUX.

Ce jour-là, Danton était mort. Il n'y avait pas à craindre, après une telle peur, que Robespierre voulût courir encore le même danger.

Quand, la nuit ou le jour suivant, il rentra au Comité, brisé de son agitation, Billaud, qui lui vit la mort au visage, et qui trembla pour lui-même, dit : « Il faut faire mourir Danton ».

Billaud était la Terreur pure; il ignorait solidement et volontairement le passé, et il n'avait au cœur aucun sens de l'avenir. La mécanique était son idée fixe, et il voulait à tout prix simplifier la machine. Ajoutez que Robespierre, ayant expédié Hérault sans la pièce de Toulon, la gardait contre Billaud. Celui-ci avait intérêt de détourner le péril vers les Dantonistes.

Pourtant, quand ce mot horrible que personne n'eût osé dire, fut lâché, Robespierre sauta... Il s'écria comme l'homme qui a un cruel apostume dont il souffre infiniment; si pourtant on y met l'acier, la piqûre libératrice lui arrache un cri.

Il fut, je n'en fais nul doute, effrayé, navré, ravi : « Quoi! dit-il, vous tuerez donc tous les premiers patriotes! » La responsabilité resta tout entière à Billaud de la chose qui ne pouvait profiter qu'à Robespierre.

Couthon était Robespierre même, et Saint-Just plus que Robespierre. Il mordit à la chose par son génie de tyran, par son orgueil de probité, croyant volontiers tout ce qu'on disait de la corruption de Danton, tenté aussi par le péril et l'audace d'un tel coup.

Collot d'Herbois, fort branlant, trop heureux d'être à temps séparé d'Hébert, seul Hébertiste dans le Comité, n'osa tout à coup se faire Dantoniste, et démasquer l'alliance. Carnot, Barère avaient sujet d'être encore plus inquiets. Lindet, plongé dans ses bureaux, s'y renfonça plus que jamais et seulement fit sous main avertir Danton. Il l'a nié, parce qu'alors il craignait Billaud-Varennes.

Danton était averti de tous les côtés. Le greffier du tribunal révolution naire, Fabricius Paris, qui, ce soir-là, était allé au Comité et qui attendit la nuit, saisit quelque chose à travers les portes, et le matin courut à Sèvres. « Eh bien ! n'importe, dit-il, j'aime mieux être guillotiné que guillotineur ! » — On lui disait de se cacher, de fuir. Danton haussa les épaules. « Est-ce qu'on emporte sa patrie à la semelle de ses souliers ? » Il sentait qu'on ne cache pas un tel homme, et qu'encore moins il eût eu un asile à l'étranger. Pour résister à Paris, il eût fallu que l'Assemblée maintînt le décret contre Héron. La droite, en biffant ce décret, avait livré les Dantonistes. Le grand sens pratique de Danton lui dit tout cela. Il y avait à y regarder d'ailleurs avant de s'accuser soi-même par une démarche précipitée. Le Comité de salut public n'eût point fait une telle chose sans le Comité de sûreté. Celui-ci n'était pas informé encore. Danton y avait Ruhl et d'autres pour l'avertir ou le défendre.

Ce qui se pouvait, il le fit. Le soir du 24, Rousselin envoyé ou par lui, ou par son ami Paré, ministre de l'intérieur, conseilla aux Cordeliers d'appeler les Jacobins à l'épuration de leur club. Cette démarche fraternelle, fondant les deux Sociétés, y portant l'esprit d'unité, eût pu renouer l'alliance, et des Cordeliers-Jacobins, et des Héberto-Dantonistes, si maladroitement rompue par Hébert. Là seulement était le salut. Mais les Cordeliers refusèrent.

Du 21 au 24, et encore les jours suivants, on ne fit rien qu'adoucir, assoupir la Convention, la convaincre que le Comité de salut public ne gouvernait que par elle. On lui soumit des affaires qu'on avait toujours faites sans son concours. On la laissa prendre pour président Tallien, et les Jacobins Legendre. Quels sujets de sécurité pour les Dantonistes ! De toutes parts, des communes des environs de Paris venaient défiler avec des discours devant la Convention pour la féliciter de sa vigueur contre Hébert ; c'était Sèvres, c'était Nanterre, c'était Bagnolet. Et des discours, et des réponses. Attendrissements mutuels. Le tout idyllique, pastoral, sentimental. Ces hommes des champs, tout naïfs, parlaient en patois : « J'avions, j'étions, etc. » Qui n'eût été attendri ?

Le touchant, le poétique, ce fut de voir arriver, comme un troupeau de bergers, la Société des Jacobins, portant trois superbes épis déjà mûrs en mars ! don de la Société de Nîmes. « Vous le voyez, l'hiver a fui, un printemps perpétuel commence, voici les dons de la nature, etc., etc. »

L'orage, pendant cette bonace, s'était réfugié tout entier dans le sombre petit salon du Comité de salut public. Personne n'y défendait Danton ; on se contentait de dire, contre l'avis de Billaud, que la mesure était horriblement hasardeuse ; la peur de Barère s'adressait à la peur de Robespierre, qui généralement laissait dire. L'exécution d'Hébert (le 24) avança les choses. Elle donna à la situation un tout autre aspect.

On avait senti ce qu'il y avait de hasardeux à frapper le *Père Duchêne*, à supprimer au peuple son journal qu'il était habitué à avaler le matin,

comme une mauvaise eau-de-vie. Il fallait un équivalent. On en donna un, admirable, un grand amusement du soir, qui pût étourdir la foule et la consoler des journaux. Ce fut le spectacle *gratis*. Le 11 mars, avant-veille de l'arrestation d'Hébert, le Comité de salut public arrêta que le Théâtre-Français, désormais nommé *Théâtre-du-Peuple*, serait mis en réquisition trois fois par décade pour donner des représentations patriotiques, et que ces jours-là on y entrerait *avec des marques distribuées par les municipalités*, qu'il en serait de même *dans toutes les villes* où il y aurait spectacle.

La chose, mise en train pendant l'affaire hébertiste, produisit, comme on pouvait le croire, une diversion immense. Le peuple, dans l'enthousiasme de ces représentations, fortement chauffées d'esprit militaire, de tamtam, tambours, trompettes et poudre à canon, fut sans peine désintéressé du journal et de la tribune, et supporta patiemment la mort de son journaliste.

Oublieux public! sa mort fut une espèce de fête. On fut curieux de voir quelle figure le *Père Duchêne*, qui avait tant parlé de la guillotine, allait faire, y comparaissant lui-même en propre personne : ce fut encore un spectacle. Dès le matin, la spéculation s'en mêla; charrettes, bancs, échafaudages, tout se prépara pour faciliter cet agréable spectacle. La place devint un théâtre; on paya cher pour rester là debout tout le jour à attendre. Tout cela loué, crié avec d'étranges plaisanteries. Autour, une espèce de foire, les Champs-Élysées peuplés, riants, avec les banquistes, les petits marchands; un gai et fort soleil de mars. Seulement, à voir les prix auxquels on payait les places, à voir la joie sauvage, quasi frénétique de plusieurs des spectateurs, on était tenté de croire qu'au total c'étaient généralement les riches, les aristocrates. Le républicain véritable ne défendait pas Hébert, qui avait sali, compromis la République. Cependant, quand elle frappait le principal journaliste, disons mieux le *journal* même (le reste au fond n'existait plus), ne rendait-elle pas insoluble la question posée par Tallien : « Sera-t-il aisé maintenant de distinguer les patriotes? »

Ce 24 mars fut comme une échappée et du public et de la nature. Le grand public indifférent, peu changé par la Révolution, royaliste au moins d'habitudes, peureux, jusqu'alors et craignant d'avouer le modérantisme, vint s'épanouir au soleil. La Révolution, ce jour-là, avait l'air de régaler, de fêter ses ennemis avec la mort de ses amis. Je dis amis. Hébert n'était pas tout dans cette boucherie de vingt personnes. Qu'avait fait le pauvre Clootz? Le royalisme avait goûté au sang patriote, et déjà il en était ivre. Il était là attablé à cet horrible banquet où la France le soûlait des morceaux vivants de son cœur.

« Qu'auraient fait les Vendéens, sinon de faire périr ceux qui avaient invariablement prêché l'extermination de la Vendée?

« Qu'auraient fait les prêtres, maîtres de Paris, sinon de faire disparaître le grand hérétique, l'impie, l'athée, le fondateur du culte de la Raison?

« A qui a-t-on rendu service, en tuant Hébert et la Commune? A Danton,

qui se trouve dès lors le seul centre d'opposition. Tous les représentants en mission, les Hébertistes aussi bien que les autres, vont maintenant se tourner vers lui.

« Qui sait si cette forte ligue, entraînant la Convention, ne renversera pas les situations, n'échangera pas les rôles, mettant les accusateurs au rang d'accusés? N'a-t-on pas entendu Tallien, menaçant ceux qui le menacent, crier que la conspiration est plus grande encore qu'on ne le croit, qu'il la voit aux Jacobins, qu'elle vise à la dictature?... Qu'adviendra-t-il si ces choses, bien reçues de la Convention qui l'en a récompensé en le faisant président, retentissaient tout à coup par le tonnerre de Danton, par les échos des prisons, par les deux cent mille suspects?... La République elle-même ne s'écroulerait-elle pas? »

C'est certainement ce que Billaud et Saint-Just dirent dans la nuit du 24. Robespierre, accablé, et ne sachant que répondre, leur abandonna la vie du seul homme qu'il eût à craindre. Il s'immola, se dévoua, sacrifia ses souvenirs, tant d'années de travaux communs.

Mais il n'eut pas le cœur d'égorger de sa main Danton. Tristement, il tira de sa poche la minute, fort travaillée (elle existe) de l'acte d'accusation, et il la passa à Saint-Just.

Celui-ci, d'une foi atroce, avec son furieux talent, a tout couvert au hasard d'une blanche écume de rage, ne sachant rien, n'ayant pris nulle information et n'en voulant prendre.

Pas un mot ne fut dit encore au Comité de sûreté. Mais l'homme de Robespierre, Payan, qu'il avait mis à la Commune à la place de Chaumette, fut averti sans nul doute. Il demanda un arrêté qui défendît d'apporter des bancs pour les spectateurs sur la place des exécutions. Il fit savoir à Fouquier-Tinville que désormais le cimetière de la Madeleine ne recevrait plus les guillotinés. Fouquier lui-même (le 25) en avertit l'exécuteur.

Ce cimetière était plein, il est vrai, mais l'on entassait toujours. Louis XVI et la Gironde, l'un sur l'autre, c'était trop. Placé si près des boulevards, il était hanté, ce champ de repos, par les passions brûlantes; les ombres y erraient en plein jour, Royalistes et Girondins, en pressant du pied la terre, croyaient la sentir vivante. Mais qu'aurait-ce été, grand Dieu! si l'on eût mis là encore Danton, Desmoulins?... La terre eût pris feu... On prévit donc sagement. Dix jours d'avance, dans un lieu infiniment peu fréquenté, près d'une barrière déserte, dans une partie réservée du parc abandonné de Monceaux, on créa un cimetière, pour cacher, si l'on pouvait, cet objet terrible.

Danton en ouvrit les fosses, et y attendit Robespierre.

CHAPITRE IV

ON ARRACHE AUX COMITÉS L'ORDRE D'ARRÊTER DANTON (NUIT DU 30 AU 31 MARS)

SUPPRESSION DU MINISTÈRE DE LA GUERRE EN FAVEUR DE CARNOT, LINDET, PRIEUR. — CRÉATION D'UNE POLICE SPÉCIALE DE ROBESPIERRE. — SAINT-JUST LIT L'ACTE D'ACCUSATION. — LES COMITÉS VOTENT L'ARRESTATION.

Pendant que notre œil se fixe sur ce point noir de Paris, que nos regards plongent déjà dans cette fosse où la République descendra peut-être, le printemps s'est fait et toutes les armées sont en mouvement. La résurrection de la Pologne par Kosciuszko resserre la coalition. Les rois savent que la Pologne, assassinée plusieurs fois, ne sera jamais tuée qu'en France. Le péril revient, immense. Et la défense n'est pas complètement organisée.

Pourquoi? Parce que Lindet, Carnot, Prieur, les hommes de la situation, n'ont pas encore définitivement la dictature de la guerre.

Le ministère de Bouchotte, Vincent et consorts, n'est plus, et il dure ; vaine ombre, il fait obstacle à tout, et rien ne le remplace encore.

Le plus grand service qu'on pût rendre à la République, c'était de réaliser enfin l'idée proposée, dès le 1er août, par Danton, de faire *que le Comité de salut public fût vraiment un gouvernement*, — de réaliser ce que Bourdon et autres avaient demandé tant de fois et qui avait été repoussé par Robespierre, comme chose de haute trahison, *d'anéantir la monarchie ministérielle*, de faire que l'apparence concordât avec la réalité, de prendre pour le Comité toute la responsabilité en supprimant les ministères, en divisant chacun d'eux entre de simples commis, qui, chaque soir, rendraient compte aux membres du Comité.

« Rendre chaque administration collective, dira-t-on, n'est-ce pas la polysynodie du bon abbé de Saint-Pierre, essayée sous la Régence, et qui ne fut qu'une Babel, bavarde et paralytique, jasant toujours, ne faisant rien ? »

La collectivité ici n'était qu'apparente. Elle était dans les commis, simples chefs de division. Mais la Guerre avait la plus stricte unité dans un homme, dans Carnot. De même en Lindet les administrations auxiliaires (subsistances, équipement, transports). De même en Prieur, celle des armes et munitions, en Saint-André la marine.

La nuit du 30 au 31 mars, furent convoqués les trois Comités, de salut

public, de sûreté, et, chose inouïe, *le Comité de législation*. Celui-ci, probablement, avait été chargé par Robespierre et Saint-Just de rédiger le grand décret d'organisation. La plume de ce Comité, le petit blondin Merlin (de Douai), compromis par sa protestation contre le 31 mai, était, de sa nature, un instrument très docile. Cambacérès, Treilhard, Berlier, légistes impériaux, nés pour formuler en lois les volontés de César, n'avaient garde d'objecter à rien. Cambacérès, le 3 juin, avait proposé, fait passer le décret qui fermait le pouvoir à Robespierre et depuis se mourait de peur. Le Comité de législation avait déjà perdu Fabre et il allait perdre Lacroix ; chacun craignait que cette contagion de mort ne vînt jusqu'à lui.

Donc, on l'appela dans la nuit, ce Comité tremblant, docile. Si l'on voyait résistance dans les Comités de salut public ou de sûreté, on était à même de faire voter les légistes, et d'avoir, par eux, une majorité pour écraser tout.

Le projet, en réalité, était magnifique pour Carnot et pour Lindet ; on leur immolait enfin leur mortel obstacle, le ministère de la guerre : on les faisait rois.

Le droit de *préhension*, vieux mot monarchique, le droit de requérir et prendre toutes choses nécessaires au salut public, fut ôté aux représentants en mission, à toutes les autorités, et placé uniquement dans les mains de la commission des approvisionnements, c'est-à-dire dans les mains de Lindet.

Ces commissions ne répondaient *pas* exactement aux anciens ministères. On avait, par exemple, démembré l'Intérieur et la Justice, en tirant de l'Intérieur *les administrations civiles*, et de la Justice *la surveillance des tribunaux* pour les donner à une même commission. Ajoutez une petite chose qu'elle cumulait encore, un simple *bureau de police*, d'attributions très limitées, mais qui envahit bientôt, et qui, remis à Herman, le meurtrier de Danton, fit la plus redoutable concurrence au Comité de sûreté générale.

Ce bureau était la part réelle de Robespierre et le vrai but de la loi, part minime en apparence. La grosse part était pour Carnot. On lui mit le rapport dans la main, lui imposant de le lire à la Convention. Véritable coup de maître ! de faire endosser par cette lecture au plus honnête, au plus humain des hommes, la solidarité apparente de l'acte affreux qu'on préparait !

Les choses étant arrivées là, tout convenu, la nuit avancée, chacun près de s'en aller, Saint-Just tira de sa poche un volumineux manuscrit, sa barbare et furieuse traduction du réquisitoire de Robespierre.

Cette pièce, horriblement éloquente, nous a atteints, tous, amis de la liberté, d'une inguérissable blessure ! Elle nous a avilis. Elle fait et fera toujours la joie des tyrans. Ils rient deux fois en la lisant : sur la perte de Danton, sur l'aveuglement de Saint-Just. La France dit, le cœur arraché : « J'ai perdu mes deux enfants. »

Le plus triste, dans ce discours si superbement montagnard, ce sont les appels à la droite, la subite piété de Saint-Just. Lui qui, le 13, était encore un sceptique, un douteur, qui attestait le néant, le 30 il a appris la langue du



Quand ils furent transférés tous du Luxembourg à la Conciergerie et que Danton entra sous la voûte... (P. 1677.)

maître, il répète, à vide, à sec : Immortalité, Providence, Etre suprême, divinité, que sais-je? et tout cela pour tuer.

Chose odieuse! de voir Saint-Just, sous des formes si hautaines, flatteur et rusé, fouiller dans la Convention les bas-fonds de la vanité : « Ils disent *que vous êtes usés*, et vous avez vaincu l'Europe; ils disent *que vous êtes usés*, etc. »

Il ne voit pas qu'en allant trop loin dans l'absurde la pierre retombe

d'aplomb sur celui qui l'a lancée! Par exemple, si Danton soutenait la levée en masse, c'était *pour faire massacrer d'une fois tous les patriotes*.

Tout le monde baissait la tête; on était navré, malade. Lui, d'une voix monotone, faible et basse, mais invariable, il allait comme un timbre d'airain. Plusieurs choses, vraiment furieuses, tranchaient pourtant, rappelaient que cet être était un homme, un homme enragé de haine; par exemple, ce mot à Danton : « Faux ami, naguère tu disais du mal de Desmoulins, *instrument* que tu as perdu, tu lui prêtais des vices honteux. » Ainsi, au moment même où il les envoie à la mort, il les brouille, les envenime, leur ôte les pleurs mutuels et les embrassements de l'amitié.

Ce long supplice des trois Comités étant fini, les bougies aussi finissaient et la lumière défaillait. Les têtes se relevèrent un peu, les ternes regards se tournèrent vers Robespierre, plus pâle que l'aube blafarde de mars. Il ne donna pas un signe. Y eut-il un vote? On ne le sait. Lavicomterie a raconté que tous étaient anéantis.

On ne leur donna pas une minute pour en revenir. A Billaud, qui avait eu le mérite de l'idée première, revenait l'honneur de la signature; il prit la minute du mandat d'arrêt précipitamment griffonnée sur mauvais papier d'enveloppe, signa, passa à Vadier. Ils signèrent tous, dans cet ordre (je mets en italique les noms du Comité de sûreté) : Billaud, *Vadier*, Carnot, *Lebas*, *Louis*, Collot, Barère, Saint-Just, *Jagot*, Prieur, Couthon, *Voulland*, *Dubarran*, *Élie Lacoste*, *Amar*, *Moïse Bayle*, Robespierre, *Lavicomterie*. (Pièces du rapport de Saladin, p. 245). Lindet et Ruhl signèrent-ils? Je ne le vois pas. Mais comment purent-ils éluder?

CHAPITRE V

ARRESTATION DE DANTON, DESMOULINS, PHILIPPEAUX (31 MARS 94)

DANTON ET DESMOULINS AU LUXEMBOURG. — DESMOULINS CONTINUE « LE VIEUX CORDELIER ». — ROBESPIERRE INTIMIDE L'ASSEMBLÉE. — RÉSISTANCE DE LA MONTAGNE. — LA DROITE ET LE CENTRE VOTENT L'ARRESTATION. — DANTON ET DESMOULINS A LA CONCIERGERIE. — CE QU'ÉTAIENT ALORS LE TRIBUNAL ET LES JURÉS.

Les victimes, comme il arrive dans une trop longue alarme, s'étaient rassurées, et, ce jour, ne s'attendaient plus à rien. On avait habilement augmenté leur sécurité. Billaud dit que Robespierre, *le jour où il consentit la mort de Danton, avait accepté un dîner avec lui à quatre lieues de Paris, et qu'ils revinrent dans la même voiture*. On ne sait rien de ce qui s'y passa.

Danton disait en prison : « Robespierre n'avait jamais parlé à Camille Desmoulins avec tant d'amitié que *la veille de son arrestation.* »

Le 31 mars (11 germinal), à six heures du matin, ils furent arrêtés.

Le plus frappé fut Camille. Au même moment il recevait cette lettre : « Ta mère est morte. » Et il apprit en même temps que Danton était perdu. Il se jeta sur Lucile, l'embrassa, et, dans son berceau, le petit Horace... partit... Famille, amour, amitié, liberté, patrie, toutes les fibres du cœur arrachées du même coup!

Débarqués au Luxembourg, une image d'innocence, bien propre à calmer, vint frapper leurs yeux. Ce grand coupable, Hérault de Séchelles, qui vendait, disait-on, les secrets de la République; sa conscience était si tranquille, qu'il était là, dans la cour, qui, comme un enfant, jouait au bouchon.

Dès qu'il vit Camille et Danton, il courut à eux et les embrassa.

Danton fut mieux au Luxembourg qu'il n'était depuis longtemps. Sa situation était mauvaise, mais non plus flottante. Il valait mieux pour lui être victime que protégé de Robespierre, comme il fut au 3 novembre. Il se montra gai, causeur, soulagé d'un rôle.

Le concierge du Luxembourg, le bon vieux Benoît, était aimé des prisonniers. Ils racontèrent à Danton ses soins, sa sensibilité, ses larmes pour le malheur. Danton, fort touché, lui dit : « Je vous remercie, Benoît. »

Il trouva là Thomas Payne, toujours écrivant pour la Révolution, pendant qu'elle l'emprisonnait. « *Good day!* dit Danton en riant, avec une poignée de main. Ce que tu as fait pour ton pays, j'ai voulu le faire pour le mien. J'ai été moins heureux, mais non plus coupable... On m'envoie à l'échafaud; eh bien, mes amis, j'irai gaiement! »

Danton, qui avait fini en ce monde, prenait aisément son parti. Mais Camille que la mort saisissait en pleine vie, dans son triomphe de presse, plein d'amour, aimé, adoré, sentant en lui la voix d'un monde... Il arrivait désespéré. Un prisonnier d'à côté, qui entendait ses soupirs, malade lui-même, au lit, lui dit, de l'autre chambre, aussi haut qu'il put : « Qui êtes-vous, pauvre malheureux? » Et au nom de Desmoulins : « Ah! c'est toi! grand Dieu!... La contre-révolution est donc faite? »

Le malade était Fabre d'Églantine.

Le théâtre en Fabre, la presse en Desmoulins, la tribune avec Danton, tout dans la même prison.

Royalistes et Robespierristes, tous voudraient avilir le malheur de Camille Desmoulins. — « Il pleurait comme une femme, restait tout le jour collé aux barreaux, pour tâcher de voir Lucile, son enfant, dans le Luxembourg. Il lisait les *Nuits* d'Young, il ne faisait qu'écrire des lettres désespérées... » Il faisait encore autre chose, on l'a imprimé enfin en 1836. Dans cette captivité de deux jours (arrêté le 31, traîné le 2 en jugement!), le grand artiste, avec une vigueur de vie indomptable, avait commencé un foudroyant numéro du *Vieux Cordelier.* « Pauvre peuple! Jacques Bonhomme! on t'abuse, mon ami, etc. »

Quand le bruit de l'arrestation se répandit dans Paris, personne n'y voulait croire. Les royalistes s'obstinaient à nier cette grande victoire qui leur tombait comme du ciel ; ils baissaient modestement les yeux, cachaient leurs émotions. Les patriotes étaient tentés d'arrêter, comme alarmistes, ceux qui colportaient la nouvelle.

La Convention s'assemble. Legendre monte à la tribune. Un tel coup, frappé de si près, venait à lui visiblement. Il demande que les représentants arrêtés soient entendus. La Montagne frémissait, appuyait. Robespierre, averti, arrive : « En quoi Danton a-t-il mérité un privilège? *En quoi diffèrent Danton et son collègue Chabot?...* Pourquoi se défie-t-on de la justice?... Quoi! lorsque l'*égalité* triomphe partout, on l'anéantirait dans cette enceinte!... Qu'avez-vous fait jusqu'ici que vous n'ayez fait *librement?... Quiconque tremble est coupable!* Jamais l'innocence ne redoute la surveillance publique. » (Applaudissements de la droite.) Plus d'idoles! plus de privilèges!... Nous verrons si la Convention saura briser une idole pourrie, ou si, dans sa chute, *elle écrasera la Convention!*

« Moi aussi, on a voulu m'inspirer des craintes, me faire croire que le danger de Danton irait jusqu'à moi. On comptait sur le souvenir d'une ancienne liaison... Rien n'a effleuré mon âme... Que le danger m'atteigne, je ne le regarde pas comme une calamité publique.

« *Les coupables ne sont pas nombreux ;* j'en atteste la presque unanimité avec laquelle vous votez pour les principes... Nous savons que quelques membres ont reçu des prisonniers la mission de demander quand finiraient les pouvoirs des Comités... *De qui tiennent-ils leurs pouvoirs si ce n'est de la patrie?...* Cette discussion elle-même est une offense contre elle... On défend les conspirateurs, pourquoi ? Parce que l'on conspire. »

La presse de cette époque est si durement bâillonnée, que pas un journal n'a osé mentionner la résistance de la Montagne. Par qui la connaissons-nous ? Par l'unique témoignage de celui qui l'étouffa. C'est Robespierre qui, dans ses notes secrètes contre plusieurs Montagnards, nous apprend que Delmas et autres demandèrent qu'au moins un vote de cette importance ne fût pas ainsi enlevé, mais qu'on avertît les membres de tous les Comités, dispersés dans les bureaux, afin qu'ils vinssent voter.

Le journal des Jacobins, dit *Journal de la Montagne*, attentif ici comme partout, à favoriser Robespierre et qui a très adroitement caché son éclipse du 5 septembre, fait effrontément une addition pour faire croire que Robespierre ne veut rien que de raisonnable : « Demander que des coupables soient entendus *avant leurs dénonciateurs*, c'est plaider leur cause. » Ces trois mots ne furent pas dits.

La droite avait applaudi au mot *innocence.* L'innocente, c'était la droite, les Sieyès, les Durand-Maillane, les Boissy d'Anglas. La coupable, c'était la Montagne. La droite et le centre soutinrent Robespierre, comme au jour où la Montagne voulait lui ôter Héron. Alors, ils lui sauvèrent Héron, son couteau

contre Danton; et le 1[er] mars, ils lui donnèrent Danton, Desmoulins, la vie de la République, les obstacles naturels de la future réaction. Qu'auraient été les Boissy et tous ces héros, si Danton avait vécu?

La réaction elle-même commençait dans le discours de Robespierre. On y disait tenir le pouvoir, non de l'Assemblée, mais *de la patrie*. Précisément comme l'empereur Napoléon l'a dit souvent dans le *Moniteur*.

Le soir, Legendre, aux Jacobins, roula dans la boue. Tout à coup enthousiaste du décret contre ses amis, il dit ces paroles : « Tout adversaire du décret aura affaire à moi... Je me charge de le dénoncer. »

Pour prouver à la Convention qu'on voulait bonne justice, on l'amusa d'une loi nouvelle contre les faux témoins. A quoi bon? pas un témoin ne fut produit dans l'affaire (sauf un contre Fabre); on en avait appelé deux cents contre Hébert. Ici, ni témoins ni pièces.

Quand ils furent transférés tous du Luxembourg à la Conciergerie et que Danton entra sous la voûte qu'on ne repassait que pour mourir, il dit cette parole : « C'est à pareil temps que j'ai fait instituer le tribunal révolutionnaire... J'en demande pardon à Dieu et aux hommes... Mais c'était pour prévenir un nouveau Septembre; ce n'était pas pour qu'il fût le fléau de l'humanité. »

Ce tribunal, au reste, différait entièrement de son institution première. Il fut changé jusqu'à trois fois en neuf mois de 93.

D'après le premier projet, celui de Lindet, on n'y eût été envoyé *que par décret de la Convention*. Évidemment il n'eût jugé que des cas d'exception peu nombreux. Il aurait jugé les actes, non les opinions.

On a vu qu'à l'époque de la trahison de Toulon, la Commune exigea un tribunal plus nombreux et plus rapide. Cependant il restait des garanties. Le président devait faire un interrogatoire préalable, recevoir les dépositions écrites des témoins. Les juges, les jurés devaient chaque mois être répartis au sort entre les quatre sections qui composaient le tribunal, de sorte qu'on ne pût prévoir quelles affaires leur seraient soumises.

L'accélération de ces jugements ne permit guère bientôt de suivre ces mesures. Robespierre demanda pourtant, le 25 décembre, une accélération nouvelle. Il l'eût demandée encore en ventôse, si le juré Scellier, l'un des jurés les plus durs, ne l'eût prié cependant de ne pas désespérer le jury. Il attendit prairial.

Au 2 avril, quand s'ouvrit le procès de Danton, le tirage au sort se faisait *sans nul témoin*, entre le président Herman et Fouquier-Tinville. Tirage, non; mais triage! Il y parut aux résultats.

Le chef du jury était un homme des Cévennes, Trinchard; de ces têtes de caillou, dures et de travers, qui, dans ces gorges étroites du Midi, semblent avoir été faussées en naissant d'un dard du soleil.

L'homme principal était Renaudin (des Vosges), luthier, établi à Lyon, de là à Paris, fixe aux Jacobins, leur surveillant pour Robespierre, compagnon

ordinaire des promenades du grand homme. Camille le récusa en vain.

Le Provençal Fauvetti, Topino-Lebrun, un peintre, étaient des hommes de valeur, fanatiques ambitieux, qui poussaient le char du maître, sûrs avec lui d'aller très loin.

Le chirurgien Souberbielle, Gascon, âpre, intéressé, avait donné un gage particulier de dureté ; il était chargé du triste examen des prisonnières qui se disaient enceintes ; jamais ou presque jamais il n'en voulut voir de signes. Son vote contre Danton lui fut payé par la place de chirurgien-major de l'École de Mars.

Un excellent juré était Ganney, qui, étant idiot, et ne comprenant pas plus les demandes que les réponses, à tout hasard tuait toujours.

Meilleur encore et plus *solide*, était un vieux marquis, Leroy de Mont-Flabert, qui parlait toujours du 10 août et qu'on surnomma *Dix-Août*. Celui-là, c'était l'immuable, celui qui ne bronchait jamais, qu'aucun incident n'émouvait, véritable idéal du juré : il était sourd.

CHAPITRE VI

PROCÈS DE DANTON (2-3 AVRIL 94)

ADMIRATION DES RUSSES POUR ROBESPIERRE. — LES ROBESPIERRISTES ONT SURVÉCU A LEURS ENNEMIS. — ILS DOMINENT ENCORE L'HISTOIRE. — LA VITALITÉ DE LA RÉPUBLIQUE PÉRIT EN AVRIL. — OUVERTURE DU PROCÈS (2 AVRIL). — EMBARRAS DE L'ACCUSATEUR PUBLIC. — EMBARRAS DU PRÉSIDENT. — UN SEUL TÉMOIN ; SON TÉMOIGNAGE MUTILÉ. — ON REFUSE LES PIÈCES NÉCESSAIRES AUX ACCUSÉS. — DANTON ACCUSE LES ACCUSATEURS. — SON DISCOURS DU 3, MUTILÉ, DÉFIGURÉ. — ON LUI OTE LA PAROLE PAR SURPRISE.

« Ce terrible Danton fut véritablement escamoté par Robespierre. » Ce mot est d'un Girondin rancuneux, de Riouffe, depuis grand réactionnaire et sous-préfet de l'Empire. Il jouit visiblement, et ne manque pas d'ajouter ce mensonge que les Dantonistes, dans leur malheur, n'étaient occupés que d'eux, nullement de la patrie.

Plus naïvement encore, les royalistes témoignent de la joie qui les saisit, quand, ce miracle improbable, ils le virent et le touchèrent : Danton arrivant aux prisons. Danton tué par Robespierre, la République égorgée par la République. (Voy. *Mém. sur les prisons*.)

Ce sentiment était commun à tous les contre-révolutionnaires de l'Europe. Un très intime confident de la famille impériale de Russie, l'historien Karamsin,

secrètement envoyé à Paris, peut-être pour empêcher l'alliance polonaise, fut saisi d'admiration pour la vigueur de Robespierre. L'exterminateur des factions eut dès lors toute son estime. Et quand, revenu à Pétersbourg, il apprit le 9 thermidor, il versa d'abondantes larmes.

Si les prêtres et les rois, dans leur langage officiel, maudissent le chef des Jacobins, c'est leur rôle, c'est leur métier; ils doivent parler ainsi. Dans leur for intérieur, c'est tout autre chose. Celui qui tua Clootz et Chaumette, la Commune de Paris, et brisa le nouvel autel, se créa un titre éternel auprès du clergé. Et celui qui tua Danton, Desmoulins, la voix de la République et la vie de la Montagne, mérita par cela seul la reconnaissance des rois.

Tous les gouvernements sont frères. Et *Robespierre fut un gouvernement.*

Il est résulté de là deux choses :

La tradition gouvernementale de l'Europe lui est restée favorable, comme à l'homme qui transformait la Révolution.

Et la tradition révolutionnaire lui est restée favorable, comme à l'homme en qui fut le gouvernement de la République.

Qui tua la République? Son gouvernement. La forme extermina le fond; elle chercha l'ordre et le calme dans l'extinction des forces vives. Elle brisa à la fois la liberté et la conscience. Mais c'est justement cela qui lui assurait les plus chauds défenseurs dans l'avenir. Tous ceux qui se trouvèrent associés à ces actes par fanatisme ou lâcheté sont devenus les avocats obligés de Robespierre.

Les Dantonistes, d'une part; de l'autre, Clootz, Chaumette, la Commune de Paris, ont disparu tous à la fois. Leurs meurtriers ont survécu.

Plusieurs, dans leur âpre vieillesse, inquiète de la postérité, ont pu, jusqu'à près de cent ans, travailler la calomnie, conseiller les écrivains, écrire, murer dans la nuit de l'erreur la mémoire de leurs victimes.

Hébertistes et Robespierristes, Choudieu, Levasseur, deux octogénaires, ont pu continuer d'ensemble leur guerre contre Philippeaux, nier l'évidence, démentir Kléber et les témoins oculaires, les actes authentiques. Contre Danton, Desmoulins ont pu mentir à leur aise les oracles toujours consultés, un Barere qui les livra, un Souberbielle qui les jugea. Pour comble, l'école de Babel, les catholico-robespierristes, ravis de septembriser la mémoire des incrédules, ont achevé de brouiller tout.

Je me tais sur ceux qu'on peut appeler la famille et l'intimité de Robespierre. Je respecte en eux la religion du souvenir. Cependant, comment essayent-ils de défendre leur idole? En continuant la persécution des Dantonistes, en admettant comme prouvés les *on dit* sur la foi desquels on les mena à la mort.

Dans toute la Révolution, une méthode invariable a servi aux Robespierristes pour tuer leurs ennemis : une même accusation. Quelle contre Jacques Roux? Le vol. Contre Hébert? Le vol. Et Fabre? Le vol. Et Danton?

le vol. Quand Robespierre périt, il en était à Cambon, qu'il appela *fripon* le 8 thermidor.

« Si nous n'avons aucune pièce, disent les ennemis de Danton, c'est qu'elles étaient dans un dossier entre les mains de Lebas, et ce dossier aura été brûlé par les Dantonistes après thermidor. » Mais vous l'aviez, ce dossier, à l'époque du jugement. Et comment donc avez-vous été si discrets que de ne le pas produire? Vous l'avez gardé sans doute avec les preuves de la trahison d'Hérault qui n'existèrent jamais, avec le faux de Fabre d'Églantine? Elle subsiste, cette dernière pièce, elle est retrouvée maintenant, et vous en resterez accablés, pour tout l'avenir.

« Mais il est de notoriété que ce parti était orléaniste? » Je sais que Louis-Philippe n'a rien négligé pour fortifier cette tradition. C'est de sa bouche qu'un historien illustre a reçu l'étrange anecdote qui, dans le fondateur principal même de la République, crée à la royauté nouvelle un patron et un prophète. J'ai montré ailleurs que la prétendue conspiration orléaniste de Danton est impossible par les dates. Dans la Belgique, on l'a vu, Danton suivit précisément la voie de Cambon, contraire à celle de Dumouriez et des orléanistes.

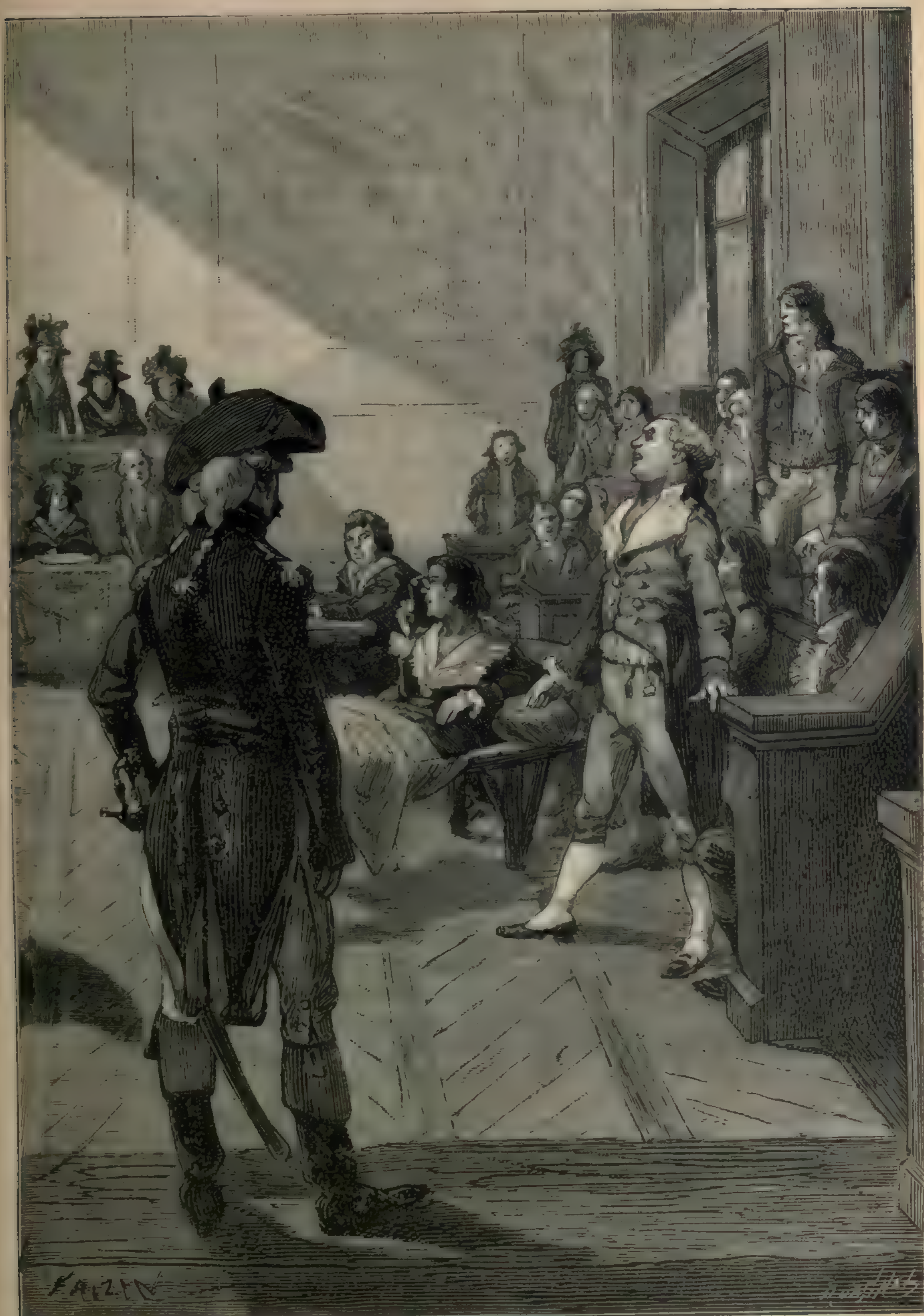
Ce n'est pas seulement Danton qui a été escamoté, c'est son histoire et sa mémoire, c'est celle des Dantonistes, c'est celle de la Commune, de Clootz et Chaumette, celle des représentants montagnards, cruellement poursuivis pour leurs missions de 93, qui sauvèrent la France, de juin en octobre, avant que le Comité agît. Toute la gloire de la Montagne a été monopolisée par le Comité, celle du Comité par Robespierre : c'est-à-dire, l'histoire républicaine a été constamment écrite dans le sens monarchique, au profit d'un individu.

« Prenez garde! disent-ils, prenez garde! si vous touchez à Robespierre, vous blessez la République ! » Je le sais parfaitement, ces choses sont identiques en vous; tout ce que vous comprenez de la République, c'est la dictature, le suicide de la République.

Nous établissons dans ce livre que la dictature collective des Comités fut pour un moment, d'octobre en décembre, la défense et le salut. Là elle devait cesser. Mais la dictature d'un individu avait commencé; elle s'empara de toutes les forces matérielles dans les six semaines qui suivirent la mort de Danton, lançant la France dans une voie rapide de réaction monarchique qui fut applaudie de l'Europe, et que la contre-révolution continua après thermidor.

La chute de la République date pour nous, non de thermidor où elle perdit sa formule, mais de mars, d'avril, où elle perdit sa vitalité, où le génie de Paris disparut avec la Commune, où la Montagne plia sous la terreur de la droite, où la tribune, la presse et le théâtre furent rasés d'un même coup.

Le 2 avril, à onze heures, on amena les accusés. La terreur qu'ils inspiraient était marquée naïvement par le soin qu'on avait pris de placer au tribunal (chose nouvelle) deux accusateurs publics. On ne se fiait pas assez à



Je suis Danton; j'ai trente-cinq ans. Ma demeure sera demain le néant; mon nom restera au panthéon de l'histoire. (P. 1683.)

Fouquier-Tinville, parent de Camille Desmoulins et placé par lui. Fouquier, comme un bon nombre des juges et jurés, révolutionnaires subalternes, était client et créature de ceux qu'il allait tuer. Pour l'aider, on le surveilla, on lui donna pour acolyte Fleuriot, un des zéros de Robespierre, qu'il fit bientôt maire de Paris.

La pensée meurtrière du procès parut déjà dans l'arrangement artiste et perfide qu'on vit au banc des accusés. On avait mis Danton et Hérault à côté de l'homme le plus sali, Delaunai; Fabre près Chabot et Lacroix; l'irréprochable Philippeaux à côté de l'agioteur d'Espagnac. Les deux Allemands Frey, l'Espagnol Gusman, le Danois Deideriksen, étaient là pour donner bonne mine au procès, pour justifier le mot d'ordre : *Conspiration de l'étranger*.

Quand Danton entra ainsi entre ces larrons, les cœurs patriotes bondirent. Un greffier du tribunal, Fabricius Paris, jetant tout respect humain, toute peur, traversa la salle, alla au banc des accusés et se jeta en pleurant au cou de Danton.

Tout près des fauteuils des juges, du doux et sinistre Herman, la lucarne de Nicolas, imprimeur du tribunal, était toute grande ouverte, et montraient flamboyants les yeux avides et colères du Comité de sûreté; plusieurs de ses membres étaient là, pour montrer du zèle, montrant qu'ils surveillaient eux-mêmes, sans s'en rapporter aux espions, et regardant comment leurs hommes allaient marcher.

Qu'ils marchassent, c'était un problème. Fouquier n'avait ni pièces ni témoins (sauf un contre Fabre). Le Comité ne lui donnait nul moyen, et puis, il lui disait : « Marche ! »

Qu'avait donc à présenter ce pauvre Fouquier? Sa conviction personnelle? J'en doute. Dans ce mois même, il dîna secrètement avec deux amis de Danton. Pour suppléer par la richesse des mots à la pauvreté des preuves, il fit lire d'abord le long verbiage d'Amar contre les agioteurs, et à la fin l'atroce diatribe de Saint-Just. Entre ces deux grosses pièces, il glissa vite son maigre petit travail, où, tâchant absolument de mettre quelque chose de lui, il n'a trouvé que ce non-sens : « Que Chabot n'était pas plus délicat que Camille Desmoulins. »

Il s'assit. Et alors on s'aperçut qu'on avait oublié de faire venir deux accusés : Lhuillier, qu'on innocenta (parce qu'on s'en servit, et il se tua de remords), et Westermann, qui, avec Marceau, venait de finir la Vendée.

« Votre nom? votre âge? votre demeure? — Je suis Danton; j'ai trente-cinq ans. Ma demeure sera demain le néant; mon nom restera au panthéon de l'histoire. »

« Et moi, Camille Desmoulins; trente-trois ans, l'âge du sans-culotte Jésus. »

Heureusement pour le président, comme il y avait trois affaires en réalité sans rapport entre elles, il pouvait s'éloigner longtemps de ces terribles accusés, mettre la sourdine aux débats, en s'appesantissant sur Fabre, qui

était là malade, tout enveloppé, et qui à grand'peine se faisait entendre.

Quelque fort qu'il fût de sa cause, on ne craignait rien de lui. Pourquoi? Parce qu'elle reposait tout entière sur l'écrit fatal que gardaient ses ennemis Ils pouvaient de leur lucarne, rire à l'aise en voyant le malade se débattre et s'efforcer, comme ceux qui, du haut d'un pont, riraient des efforts d'un noyé. Herman, aux demandes obstinées qu'il faisait de cette pièce, répondait toujours doucement : « Elle a été examinée. »

Fabre articula tous les faits qui ont été trouvés vrais dans l'enquête et l'examen faits récemment aux Archives (février 1853).

Du reste, il montra moins d'adresse qu'on n'eût supposé. Cambon, en attestant le faux, ne disait aucunement qu'il fût de Fabre d'Églantine. Fabre l'irrita en disant qu'il avait trouvé Cambon plus favorable que lui à la Compagnie. Cambon, sanguin et colérique, s'emporta, sans voir le secours qu'il donnait à l'accusation.

Les notes de l'audience, travaillées par Coffinhal (on l'a vu au procès d'Hébert), imprimées par Nicolas, l'homme de Robespierre, avant de passer aux journaux, sont arrangées de façon qu'on croirait que Cambon a nié tous les faits avancés par Fabre, nié l'évidence même, nié ce que les pièces, heureusement subsistantes, mettent pour jamais hors de doute. Non, un homme aussi honnête put s'emporter un moment, mais jamais il ne put faire de lâches et meurtriers mensonges pour pousser l'infortuné qui avait un pied dans le tombeau.

Je croirai bien aisément ces notes falsifiées, quand je sais avec certitude qu'elles ont été tronquées, mutilées. Le président, voyant Cambon irrité et rouge, de la maladroite attaque de Fabre, s'enhardit à lui demander ce qu'il pensait de Danton et de Desmoulins, s'il ne les regardait pas comme des conspirateurs : « Loin de là, dit-il rudement, je les regarde tous deux comme d'excellents patriotes, qui n'ont cessé de rendre les plus importants services à la Révolution » Le falsificateur a sans scrupule supprimé ces mots; nul journal n'a osé les mettre que longtemps après. (*Hist. parlem.*, XXXIV, 403.)

Si Fabre ne put voir la pièce pour laquelle il périssait, Hérault de Séchelles n'eut pas davantage la fameuse pièce de Toulon avec laquelle Robespierre l'avait étranglé au Comité de salut public. On n'osa même en parler.

Pourquoi Hérault était-il là? Il désirait le savoir; on lui montra une grossière fabrication de police, farce ignoble de mouchards. Pour Philippeaux on lui soutint qu'il avait conspiré. Nulle preuve, nulle explication ; ses complices, huit jours après, furent amenés au tribunal. Mais cette fois, les mêmes jurés qui venaient de trouver la conspiration certaine, la déclarèrent non prouvée. Quelque endurcis qu'ils fussent, ils voyaient avec horreur sur leurs mains le sang de ce juste.

Quoiqu'on eût tué le temps, usé les heures tant qu'on pouvait, il fallut bien en venir à Danton à la longue, le laisser aussi parler. Tout changea de

face. La salle se transfigura, le peuple frémit, les vitres tremblèrent. Il se trouva tout à coup que Danton était le juge ; tous regardèrent à l'autre bout, vers les accusés véritables, les membres du Comité, dont la face effrayée se voyait honteusement encadrée à la lucarne comme dans une guillotine ; eux-mêmes s'étaient, sans le savoir, constitués en jugement ; ils s'enfuirent l'un après l'autre.

Danton dit, en son nom, au nom de Desmoulins et de Philippeaux, qu'on les avait accusés parce qu'ils allaient accuser, qu'ils demandaient que l'Assemblée nommât une commission *qui reçût leur dénonciation contre la tyrannie des Comités*, qu'ils appelaient comme témoins seize membres de la Convention.

Herman, Fouquier et Fleuriot, épouvantés et du discours et de l'attitude du peuple, se turent et levèrent la séance (le soir du 3 avril).

Ce discours vainqueur de Danton, qui enleva ceux qui l'entendirent, foudroya ses ignobles juges. Qu'est-il devenu? La scélératesse des mutilateurs est ici palpable. Ils ont biffé le discours, rayé cette parole vivante et, comme dans le compte rendu, ce vide énorme bâillait ; qu'ont-ils fait ? Une chose plus hardie encore qui frappe dans tous les journaux (tous ont suivi ou abrégé ces notes du faussaire Coffinhal, imprimées par Nicolas) ; *ils ont mêlé la séance du 2 avec celle du* 3, sans dire où l'une finit, où l'autre commence !

Chose perfide! dans le compte rendu du 3, tels mots, évidemment ironiques de Danton, y sont donnés pour des aveux.

Après avoir dit, par exemple : « Je me souviens, en effet, d'avoir provoqué le rétablissement de la royauté, etc. », il dit, en se jouant de même : « *On me confia cinquante millions*, je l'avoue. » On a supprimé ce qui entourait ces mots, de sorte qu'il semble que Danton ait reçu cinquante millions, tandis qu'il rappele seulement par cette phrase ironique les cinquante millions confiés en août au Comité de salut public, — pour faire ressortir le peu de fonds dépensés sous son ministère en 92 pour la libération du territoire, en comparaison de cette masse monstrueuse de fonds secrets confiés au Comité en 93.

Danton parla presque tout le jour du 3. Et le compte rendu en donne en tout six petites pages. Coffinhal a sabré tout ce qui était faits et preuves ; il a laissé les bravades, les paroles de fierté, qui, sans doute perçant par éclairs dans une forte discussion, échappant comme cris du cœur et de la dignité blessée, ne sont nullement ridicules, mais qui le deviennent quand on les isole de tout ce qui les soutenait. Ce barbare mutilateur, biffant les paroles suprêmes d'un homme si près de la mort, n'a songé qu'à faire de Danton un burlesque et un grotesque, conformément au mot d'ordre donné le 2 par Robespierre : l'idole, et l'idole pourrie.

La foule immense qui entendit le 3 avril la justification de Danton, la trouva si concluante, que, sous les yeux mêmes du Comité de sûreté, devant ce tribunal de mort, elle applaudit avec enthousiasme.

Alors Herman à Danton : « Tu es fatigué, Danton, cède la parole à un autre; je te la redonnerai après quelque temps de repos. »

Admirez l'hypocrisie du rédacteur des notes envoyées aux journaux : « Sa voix etait altérée... *Cette position pénible fut sentie* de tous les juges, qui l'invitèrent à suspendre, pour reprendre ensuite avec plus de calme et de tranquillité. »

Herman, bien soulagé alors, voltigea tout à son aise de l'un à l'autre accusé, laissant dire un mot à chacun et sans laisser à aucun le temps d'achever.

Cela permettait à Herman, à Fouquier, de reprendre leurs esprits. Un accusé renouvelant la demande d'appeler en témoignage des membres de la Convention, ils trouvèrent cette réponse incroyable : « *La Convention étant votre accusateur*, aucun de ses membres ne peut témoigner pour vous. »

« Du reste, dit Fouquier, pressé sur cette raison ridicule, j'écris à la Convention ; sa décision sera suivie. »

Voilà tout ce qu'on sait de la séance du 3.

CHAPITRE VII

PROCÈS ET MORT DE DANTON, DESMOULINS, ETC. (4-5 AVRIL, 15-16 GERMINAL)

LE JURY EST DIVISÉ. — ON ORGANISE UNE MACHINE POUR ÉTOUFFER LE PROCÈS. — LUCILE ÉCRIT EN VAIN A ROBESPIERRE. — ON OBTIENT UN DÉCRET CONTRE LES ACCUSÉS. — LA NUIT DU 4 AU 5; LE JURY. — DERNIERS MOMENTS DES ACCUSÉS. — LEURS TITRES DEVANT LA POSTÉRITÉ. — DESMOULINS SUR LA CHARRETTE. — MORT DE DANTON ET DESMOULINS.

La lettre ne fut écrite que le lendemain 4 avril (15 germinal) au matin. Elle put ainsi être délibérée, discutée, toute la nuit. Les premiers mots : « Un orage terrible gronde depuis que la séance est commencée... Les accusés en forcenés... etc. » sont habilement combinés pour faire croire que l'accusateur écrivit pendant l'audience, vaincu par le bruit et les cris, aux abois, désespéré.

En réalité, l'affaire allait mal. Chose inattendue, la division était dans le jury. Le juré Naulin, homme de loi, avait dit, après l'audience : « Il est impossible de leur refuser leurs témoins. » Quatre ou cinq jurés, tacitement, étaient de l'avis de Naulin. Fouquier, inquiet, alla au Comité et voulut voir Robespierre, il s'était retiré chez lui. Billaud, Saint-Just, au premier mot de témoins qu'il prononça, lui fermèrent la bouche; ils le chassèrent avec menaces.

Fouquier et Herman, placés dans cette passe dangereuse de demander expressément la violation de la loi, crurent se couvrir en glissant dans la lettre ce mot : « Tracez-nous notre conduite, l'ordre judiciaire *ne nous fournissant aucun moyen de motiver ce refus.* »

Les jurés les plus *solides* avaient été chez Robespierre et n'en avaient rien tiré.

Il arriva ce qui arrive toutes les fois que les rois ont besoin d'un crime. Il se fait, même sans eux. Il y a toujours quelque part l'homme dévoué, l'homme fatal, pour les dispenser de prendre l'initiative.

Depuis vingt-quatre heures, les zélés avaient compassion de l'embarras du gouvernement et dressaient une machine. Les administrateurs de police, récemment renouvelés, entre autres le cordonnier Wiltcheritz, qui aida fort à organiser les grandes fournées de messidor, couraient les prisons, s'agitaient, s'informaient et chuchotaient. Grand effroi chez les prisonniers. « Voudrait-on un 2 septembre pour étouffer le procès? » Ces bruits circulaient au dehors. Danton avait vaincu le 3, c'était l'opinion générale; on ne pouvait l'assassiner que dans un pêle-mêle, un massacre confus de prisonniers. Chaumette avait des nouvelles du dehors deux fois par jour ; il les donna à ses compagnons du Luxembourg qui en furent glacés d'horreur. Mais la prison brise l'homme, aucun n'avait d'armes, et presque aucun de courage.

Une femme leur en donna. La jeune femme de Desmoulins errait, éperdue de douleur, autour de ce Luxembourg. Camille était là, collé aux barreaux, la suivant, lui écrivant les choses les plus navrantes qui jamais ont percé le cœur de l'homme. Elle aussi s'apercevait, à cet horrible moment, qu'elle aimait violemment son mari. Jeune et brillante, elle avait pu voir avec plaisir l'hommage des militaires, celui du général Dillon, celui de Fréron, qui, l'épée à la main, sur les redoutes emportées de Toulon, lui écrivait sa victoire. Fréron était à Paris, et n'osa rien faire pour eux. Dillon était au Luxembourg, buvant en vrai Irlandais et jouant aux cartes avec le premier venu. Un seul de ceux qui admiraient Lucile, l'adorait du fond du cœur ; c'était son mari. Lucile fut pour beaucoup dans l'audacieuse inspiration du fatal dernier numéro. Camille s'était perdu pour la France et pour Lucile.

Elle aussi se perdit pour lui.

Le premier jour, elle s'était adressée au cœur de Robespierre. On avait cru autrefois que Robespierre l'épouserait. Elle rappelait dans sa lettre qu'il avait été le témoin de leur mariage, qu'il était leur premier ami, que Camille n'avait rien fait que travailler à sa gloire, ajoutant ce mot d'une femme qui se sent jeune, charmante, regrettable, qui sent sa vie précieuse : « Tu vas nous tuer tous deux ; le frapper, c'est me tuer, moi. »

Nulle réponse. Elle écrivit à son admirateur Dillon : « On parle de refaire Septembre... Serait-il d'un homme de cœur de ne pas au moins défendre ses jours! »

Les prisonniers rougirent de cette leçon d'une femme, et se résolurent

d'agir. Il paraît toutefois qu'ils ne voulaient commencer qu'après Lucile, lorsque, d'abord, se jetant au milieu du peuple elle aurait ameuté la foule.

Dillon, brave, parleur, indiscret, tout d'abord en jouant aux cartes avec un certain La Flotte, entre deux vins, lui conta toute l'affaire. La Flotte l'écouta et le fit parler. La Flotte était républicain ; mais là, enfermé, sans issue, sans espoir, il fut horriblement tenté. Il ne dénonça pas le soir (3 avril), attendit toute la nuit, hésitant encore peut-être. Le matin, il livra son âme, en échange de sa vie, vendit son honneur, dit tout. Sa déposition fut sur l'heure portée à Saint-Just, qui, armé ainsi, n'hésita pas un moment à frapper le coup de Robespierre.

Toute assemblée, dans ces jours néfastes, est ordinairement peu nombreuse. Au 5 septembre, au 21 décembre, la Convention n'avait que deux cents membres présents. Au 4 avril, selon toute apparence, surtout aux heures du matin, elle n'était guère peuplée. Le découragement était profond chez les Montagnards. Ils avaient vu, surtout le jour de Héron, et le 31 mars encore, qu'au premier mot de Robespierre, la droite, le centre, les muets votaient comme un seul homme avec le petit groupe des Robespierristes. Cela se vit exactement de même le 4 avril.

La séance s'était ouverte d'une manière ridicule et sinistre. Legendre naïvement avait exprimé sa peur et la peur « de son épouse, » se mettant en quelque sorte sous l'aile de l'Assemblée. On souriait. Les figures s'allongèrent terriblement quand l'archange de la mort, Saint-Just, parut à la tribune avec l'écrit meurtrier. Il disait les accusés en pleine révolte, et de peur que ce mensonge n'agît pas assez, il hasarda un mot singulier d'intimidation : « *Marquez la distance* qui vous sépare des coupables. »

« Tout accusé qui résiste ou insulte, sera mis hors des débats. » Telle fut la formule de l'assassinat, immédiatement votée, comme l'était toute mesure pour décimer la Montagne.

Au moment du vote, la femme de Philippeaux était à la barre, en larmes. « Point de privilège ! » dit Robespierre, et il la fit repousser au nom de l'égalité.

Legendre, abîmé dans la peur, finit dignement la séance en demandant que Simon, un homme de son parti, compromis avec Dillon, fût envoyé au tribunal révolutionnaire.

Herman traînait pendant ce temps. Tantôt il interrogeait les comparses, les accusés secondaires, tantôt pour amuser Danton, Desmoulins, il répondait à leurs demandes que l'accusateur public, renonçant à faire entendre « *la foule des témoins* qu'il avait contre eux, » ils devaient aussi renoncer à leurs témoins à décharge. Pendant tout ce verbiage hypocrite, un mouvement se fait dans la salle. Fouquier est appelé et sort. Trois membres du Comité de sûreté arrivaient avec le décret. Voulland, en feu, le lui met dans la main. David dit : « Nous les tenons, et ils n'échapperont pas. »

Amar, livide comme un mort, s'efforçait d'être furieux. Deux hommes



Peuple! pauvre peuple! criait-il, on te trompe!... On tue tes amis!... (P. 1692.)

de Robespierre, son imprimeur Nicolas, et son voisin, le papetier Arthur, meneur de sa section et membre de la Commune, allaient, venaient, frétillaient, se frottaient les mains.

Amar, voulant faire le brave, avança avec Voulland son visage à la lucarne. Ils furent rencontrés, traversés d'un éclair des yeux de Danton : « Regarde, dit-il à Desmoulins, regarde ces lâches assassins ; ils nous suivent jusque dans la mort. »

Le décret fut lu (soir du 4), et alors tout semblait fini. On avait encore un reste de jour, assez pour les guillotiner. Mais les jurés arrêtaient. Ces fermes et *solides* jurés, contre toute attente, montraient de l'hésitation. La résistance de Naulin avait été contagieuse. Les paroles de Danton, vibrantes jusqu'au fond des âmes, leur avaient révélé (plus encore que toute sa gloire populaire) quel grand homme ils allaient tuer. Sauf trois peut-être, Renaudin, Trinchard, Topino-Lebrun, les autres ne savaient plus ce qu'ils allaient faire.

Le dernier a assuré que jamais il n'eût pu se décider, si Herman ne leur eût montré une lettre qu'il dit venue de l'étranger et adressée à Danton.

Souberbielle a assuré que le cœur lui manquait aussi, qu'il avait quitté la salle pour respirer un moment, et que rencontrant dans un couloir Topino-Lebrun, ce peintre, homme d'esprit et républicain, mais à la façon de Machiavel, lui aurait dit : « Ceci n'est pas un procès, c'est *une mesure*... Nous ne sommes plus des jurés, nous sommes des *hommes d'État*... Deux sont impossibles ; il faut qu'un périsse... Veux-tu tuer Robespierre? — Non. — Eh bien, par cela seul, tu viens de condamner Danton. »

Cette horrible discussion eut lieu la nuit du 4 au 5. Le matin, ils étaient tous ou hébétés de fatigue, ou vaincus et subjugués. Les portes s'ouvrent enfin (matin du 5, à 8 heures). Les jurés sortent, Trinchard en tête. Quelqu'un qui se trouva sur leur passage en resta saisi d'horreur. Ils allaient, non comme des hommes, mais comme les mannequins des Furies. Trinchard ne se connaissait plus; dans un mouvement singulier, faisant la roue de son bras, il se criait à lui-même : « Les scélérats vont périr ! »

« Les jurés étant satisfaits, les débats sont clos, dit Herman.

« — Clos? dit Danton; comment cela? Ils n'ont pas encore commencé! Vous n'avez point lu de pièces! point entendu de témoins ! »

Camille Desmoulins avait apporté écrite une véhémente réfutation des calomnies de Saint-Just. Dans sa rage et son désespoir, voyant que décidément il ne serait point entendu, il froissa, roula ce papier, mouillé de brûlantes larmes, il le lança aux bourreaux...

Il y a un Dieu. Ce pauvre papier qui devait tomber aux mains les plus intéressées à le détruire, il a miraculeusement échappé, il est revenu aux mains pieuses de la mère de Lucile. Il a pu arriver au jour.

Qui le croirait? ce geste même d'un accusé, mort sans être entendu, a été exploité par ses ennemis. Ils ont dit que ce geste, du 5, était cause du décret du 4, que c'étaient là ces révoltes, ces violences contre lesquelles il avait bien fallu protéger le tribunal en mettant hors des débats ces insolents furieux.

Cette allégation stupide, réfutée par les simples dates, l'est d'ailleurs expressément par le principal agent de leur mort. Herman, avant la sienne, a déclaré que ni Danton, ni Desmoulins, aucun des accusés, n'avait insulté le tribunal.

Ce qu'Herman avoue encore, c'est que jamais ils ne surent leur jugement Parmi leurs cris, leur fureur, leur désespoir, on les emporta. Le mot est vrai, à la lettre, pour Camille qui, des deux mains, s'accrocha à son banc. Et comme contre les lois, par la force seule, par un brigandage, on devait l'assassiner, il résista aux brigands. Il fallut, comme un taureau, l'abattre pour l'enchaîner.

Le jugement était imprimé dès le matin par Nicolas avant la condamnation.

Danton était redevenu tout à fait lui-même, fort calme, seulement inquiet de la France. A travers des mots cyniques, d'une apparente insouciance, il disait des choses très fortes, pleines de sens et de douleur :

« Ah! f.... bêtes! ils vont crier : Vive la République! quand ils me verront passer! »

« Voilà que tout va s'en aller dans un gâchis épouvantable... Encore, si je laissais mes jambes à Couthon et mes c.... à Robespierre, cela pourrait marcher encore quelque temps. »

Tous moururent très bien. Même Chabot se releva à la mort par un touchant remords de justice et d'amitié. Malade, demi-empoisonné (il ne put en venir à bout), il ne songea pas à lui-même, mais à Bazire qu'il entraînait : « Que je meure, à la bonne heure! disait-il; mais toi! pauvre Bazire! mais toi!... Pauvre Bazire! qu'as-tu fait? »

Bazire avait été véritablement héroïque. Son violent ennemi Hébert, qui travaillait à le perdre, lui fit dire au commencement que, « s'il se séparait de Chabot, on le tirerait d'affaire. » Quelque indigne que fût Chabot, Bazire resta fidèle à l'amitié, et refusa de perdre celui qui l'avait perdu.

« Pauvre Bazire! qu'as-tu fait? » Tout son crime fut d'avoir un cœur. Et qui prouve que son humanité lui ait fait trahir ses devoirs? Quand il eût écrit à Barnave : « Aucune pièce contre vous... »; quand il aurait renvoyé une dame étrangère contre qui on n'avait ni témoins, ni preuves, de tels actes suffisaient-ils pour le mener à la mort?

« Pauvre Philippeaux, qu'as-tu fait? » On pouvait bien aussi le dire. La même charrette emportait, avec la victime de l'humanité, celle de la justice héroïque. Philippeaux mourait pour n'avoir pas composé avec le crime, pour avoir refusé de fermer les yeux sur notre armée trahie, livrée; lui seul, dans l'indifférence publique, eut du cœur pour nos soldats; il fut juste, parce qu'il fut tendre, et juste jusqu'à la mort.

Combien il a raison, dans ses dernières lettres, de se recommander de Dieu! d'espérer dans l'immortalité de l'âme!... Camille même, souvent si léger, eut cette foi au dernier moment (ses lettres en témoignent aussi). Mourant pour l'humanité, ils sentaient profondément que Dieu était de leur parti. « Danton, dit un homme qui l'a bien connu, Danton regarda le ciel... Ah! qu'il en avait droit!... Il avait embrassé la pitié comme un autel où tout peut être expié... Il aurait sauvé Robespierre! »

Le grand rêve de Danton (ce fait singulier se trouve aux registres de la Commune), c'était une table immense où la France réconciliée se serait assise pour rompre, sans distinction de classes ni de partis, le pain de la fraternité.

Trois choses restent aux Dantonistes :

Ils ont renversé le trône et créé la République;

Ils ont voulu la sauver en organisant la seule chose qui fait vivre : la justice, une justice efficace, parce qu'elle eût été humaine.

Ils n'ont haï personne, et entre eux, ils s'aimèrent jusqu'à la mort. La belle incription grecque est la leur : « Inséparables dans la guerre et dans l'amitié. »

Que la République, qui était eux-mêmes, en vînt à ce renversement monstrueux de les tuer, ils ne le comprirent jamais. Danton averti avait dit : « On ne me touche pas... Je suis l'Arche. » Camille le croyait encore plus. Et pour rassurer Lucile, il lui disait (au 10 août et ailleurs) : « Qu'as-tu à craindre?... Je serai avec Danton. »

Sur la charrette, il disait : « Quoi qu'il arrive à Danton, je partagerai son sort. »

A peine admettait-il encore que Danton pût mourir. Des amis désespérés étaient dans la foule, épiaient un réveil de l'âme du peuple. Brune rôdait comme un lion. « Je périrai, avait-il dit, ou je les délivrerai. » Et Fréron, le frère chéri de Camille, l'admirateur enthousiaste de sa charmante Lucile, avait-il brisé l'épée de Toulon? Quelle plus belle occasion de mourir pour l'amour et l'amitié?

Mais c'était sur le peuple même que comptait le plus Desmoulins. L'auteur du *Vieux Cordelier* se sentait aimé, béni. Il avait la conscience d'avoir été la voix du peuple, et sa foi en lui était tout entière. Il donna, sur la charrette, le plus extraordinaire spectacle, s'agitant, s'obstinant à croire que la France ne pouvait l'abandonner : « Peuple ! pauvre peuple ! criait-il, on te trompe !... on tue tes amis !... Qui t'a appelé à la Bastille?... Qui te donna la cocarde? Je suis Camille Desmoulins ?... » Quoique lié, il s'agitait d'une manière si violente, que ses vêtements éclatèrent et laissèrent voir sa poitrine, ce pauvre corps si vivant que la terre allait couvrir, ce sein bondissant de vie, de fureur, d'amour encore... Personne n'endurait ce spectacle... Plusieurs s'enfuirent, croyant voir la Patrie s'arracher le cœur.

Quand on arriva rue Saint-Honoré, devant la maison de Robespierre, fermée, portes et fenêtres, muette comme le tombeau, le prétendu peuple qui suivait, redoubla ses cris frénétiques, clameur de lâche abdication, sinistre salut à César au nom de la guillotine. Desmoulins, calmé à l'instant, se rassit et dit froidement : « Cette maison disparaîtra... » En vain on la cherche aujourd'hui, enveloppée qu'elle est de murs immenses, recluse dans une ombre éternelle.

On assure que Robespierre, enfermé chez lui, pâlit à ces cris sauvages,

et sentit au cœur le mot de Danton : « J'entraîne Robespierre, Robespierre me suit! »

Hérault de Séchelles, Camille et Bazire, ce touchant faisceau d'amis, se tenaient de cœur ensemble et dans leur amour pour Danton. Il avait été, pour eux, l'énergie sublime, la vie de la Révolution, le cœur de la République, et elle mourait en lui. Ils ne la laissaient pas derrière eux ; ils l'emportaient dans la tombe. Grande consolation de mourir avec l'idéal qu'on eut ici-bas.

Hérault descendit le premier, et d'un mouvement aimable et tendre, se tourna pour embrasser Danton. Le bourreau les sépara : « Imbécile! dit Danton, tu n'empêcheras pas nos têtes de se baiser dans le panier. »

Camille regardait le couteau ruisselant de sang : « Digne récompense, dit-il, du premier apôtre de la liberté ! »

Il se sépara alors d'une boucle de cheveux qu'il tenait entre ses doigts, et pria le bourreau de rendre à la mère de Lucile ce gage suprême d'amour.

Danton mourut simplement, royalement. Il regarda en pitié le peuple à droite et à gauche, et parlant à l'exécuteur avec autorité, lui dit : « Tu montreras ma tête au peuple; elle en vaut la peine. »

L'exécuteur obéissant la releva en effet, la promena sur l'échafaud, la montra aux quatre côtés.

Il y eut un moment de silence... Chacun ne respirait plus... Puis, par-dessus la voix grêle de la petite bande payée, un cri énorme s'éleva, et profondément arraché...

Cris confus des royalistes soulagés et délivrés, simulant l'applaudissement : « Qu'ainsi vive la République ! »

Cri sincère et désespéré des patriotes atteints au cœur : « Ils ont décapité la France ! »



LIVRE XVIII

CHAPITRE PREMIER

ÉPUISEMENT ET PARALYSIE DE ROBESPIERRE. — L'ÊTRE SUPRÊME (6 AVRIL 94)

ATTITUDE DE LA CONVENTION. — IRRITATION DE ROBESPIERRE (5 AV.). — ANNONCE D'UNE FÊTE A L'ÊTRE SUPRÊME (6 AV.). — SOLITUDE DE ROBESPIERRE. — IL AVAIT BRISÉ LES FILS QUI DIRIGAIENT LES PARTIS.

Pendant l'exécution même, la Convention restant muette, les deux Comités remplirent la courte séance. Couthon, Vadier, se relayant, dirent, redirent à l'Assemblée, qu'elle avait bien heureusement échappé à un grand péril, que Danton infailliblement l'aurait égorgée. Aux Jacobins, c'était plus : Danton méditait un massacre universel de Paris.

Vadier, gracieux et bon, ajouta qu'on savait bien que l'Assemblée, en général, était intègre, que tout membre serait à même de prouver sa délicatesse, en rendant compte de sa fortune. C'était dire : « Assez de sang. La Convention n'a rien à craindre. Les représentants revenus de mission ne resteront plus sous le poids de vagues accusations. Ce compte rendu finira tout. »

La chose, appuyée de Couthon, fut décrétée à l'instant même. S'échauffant alors à froid, les deux acteurs protestèrent qu'on avait tort de parler de dictateurs et de décemvirs : « Nous, dictateurs ! » dit Couthon. Et alors, tous les deux levant leurs bras débiles, le vieillard et le podagre jurèrent que, si jamais il s'élevait un dictateur, il ne mourrait que de leur main.

Mais là, ils eurent infiniment plus de succès qu'ils ne le voulaient. La Convention, si morte jusqu'à ce moment, tout à coup vivante et ressuscitée, se leva comme un seul homme, jura, d'une voix de tonnerre, qu'en effet le dictateur serait poignardé.

Cette scène eut tout l'effet d'une répétition préalable du drame de Thermidor.

Robespierre visait-il à la dictature ? Vaine question désormais. Quelque

peu qu'il l'eût désirée jusque-là, elle lui devenait indispensable dans la terrible situation où il s'était mis. Elle était son seul asile, sa nécessité, sa fatalité. Il y était poussé et par son propre danger et par l'exigence de son parti.

En un mois ou six semaines, comme on le verra, il se trouva nanti de tout instrument de pouvoir. Mais cela n'était rien pour lui. Il voulait le pouvoir moral. Et ce violent cri de l'Assemblée, qui semblait venir à lui de l'échafaud de Danton, que voulait-il dire ? « Jamais! »

Il y répondit le soir, aux Jacobins, par un autre « Jamais! » non moins furieux. Ce que Vadier et Couthon avaient proposé et fait décréter, la reddition des comptes et l'exposé des fortunes, cette chose accordée, consentie, qu'on croyait généralement que Couthon disait au nom de Robespierre, il la combattit aigrement, soutenant que cette mesure favoriserait les fripons. C'était retenir sous le coup d'un procès pour une époque inconnue, pour l'époque qui plairait au pouvoir, une foule de représentants, spécialement les deux cents membres qui avaient rempli des missions.

Jamais il ne se montra plus amer, plus sauvage, et cela le soir du jour où il avait obtenu l'énorme concession d'un si horrible sacrifice! Que fallait-il donc pour l'apaiser? Que pouvait-on prévoir de l'avenir?... Et le surprenant objet sur qui l'orage tomba fut un Dufourny, homme fort secondaire, absolument indigne de toute cette colère royale.

L'espoir trompé, l'implacabilité visible d'un maître qui ne se contenait plus, ajoutèrent un degré cuisant de haine et d'envenimement à la douloureuse plaie que Danton laissait dans les cœurs.

Aussi, quand le 6 au matin, Couthon dit : « Nous préparons un rapport sur une fête à l'Éternel, » il y eut sur la Montagne comme un grincement de dents.

Quoique Couthon n'eût pas dit le complément de la chose, qu'on ne sut qu'un mois après (liberté des catholiques), tous odorèrent le catholicisme qui venait derrière, le retour à l'ancien régime, qu'on venait déjà de flatter si cruellement par la mort des pères de la République !

Quoi! le lendemain d'un tel jour! et la tombe ouverte encore! parler de fête et de Dieu!... Où la fera-t-on, cette fête? Sur la place où l'échafaud fume?... ou bien dans le parc maudit où la chaux dévore tout ce qu'adora la France, ces bons cœurs, ces nobles cœurs, amis de l'humanité?

Et ce ne fut pas la Montagne seule qui sentit cela. Même à la droite et au centre, les croyants pour qui on parlait, n'accueillirent point du tout ces avances à contre-temps. L'effet de cette parole fut sur eux celui d'une corde fausse qui déchire l'oreille. Ordonner la joie dans le deuil, une fête dans cette boucherie, parmi le printemps et les fleurs, faire chanter ceux qui pleuraient, qui mourraient demain peut-être, oser, entre deux guillotines, entonner des hymnes, était-ce là honorer... ou souffleter Dieu?

Tous taxèrent également Robespierre d'une impudente hypocrisie.

Ils se trompaient. Son appel à Dieu, tout étrange que fût le moment

était spontané, sincère. Quelque aigrie et faussée que fût sa nature, si dévasté que fût son cœur, fils de Rousseau, il en gardait toujours une certaine idéalité religieuse. Et il y avait recours dans l'effroi qu'il éprouvait de son grand isolement.

Il avait eu l'épouvantable succès de raser tout à la fois. Deux hommes restaient, sur le monde détruit, et nul avec eux. L'un blême, épuisé, ayant donné son fruit, un homme désormais ouvert, tout entier révélé et vide. L'autre, ce jeune génie, obscure et redoutable énigme de l'avenir, qui devait tuer Danton (lui seul et non pas Robespierre). Et maintenant il regardait son maître, attendait, exigeait son oracle. Robespierre sentait bien qu'il devait se renouveler, trouver, créer quelque chose, ou qu'il périrait. Mais peut-on créer sans Dieu?

Rappelons en peu de lignes sa destinée depuis le 31 mai. Deux spectres l'avaient poursuivi.

Le spectre de la guerre sociale, qu'il ne combattit qu'en subissant longtemps la misérable alliance d'Hébert, par qui il écrasa Jacques Roux, pour qui il ménagea Ronsin, s'engrenant dans une série d'étonnantes contradictions, à Lyon surtout, où les amis de Chalier furent tantôt combattus, tantôt défendus par lui.

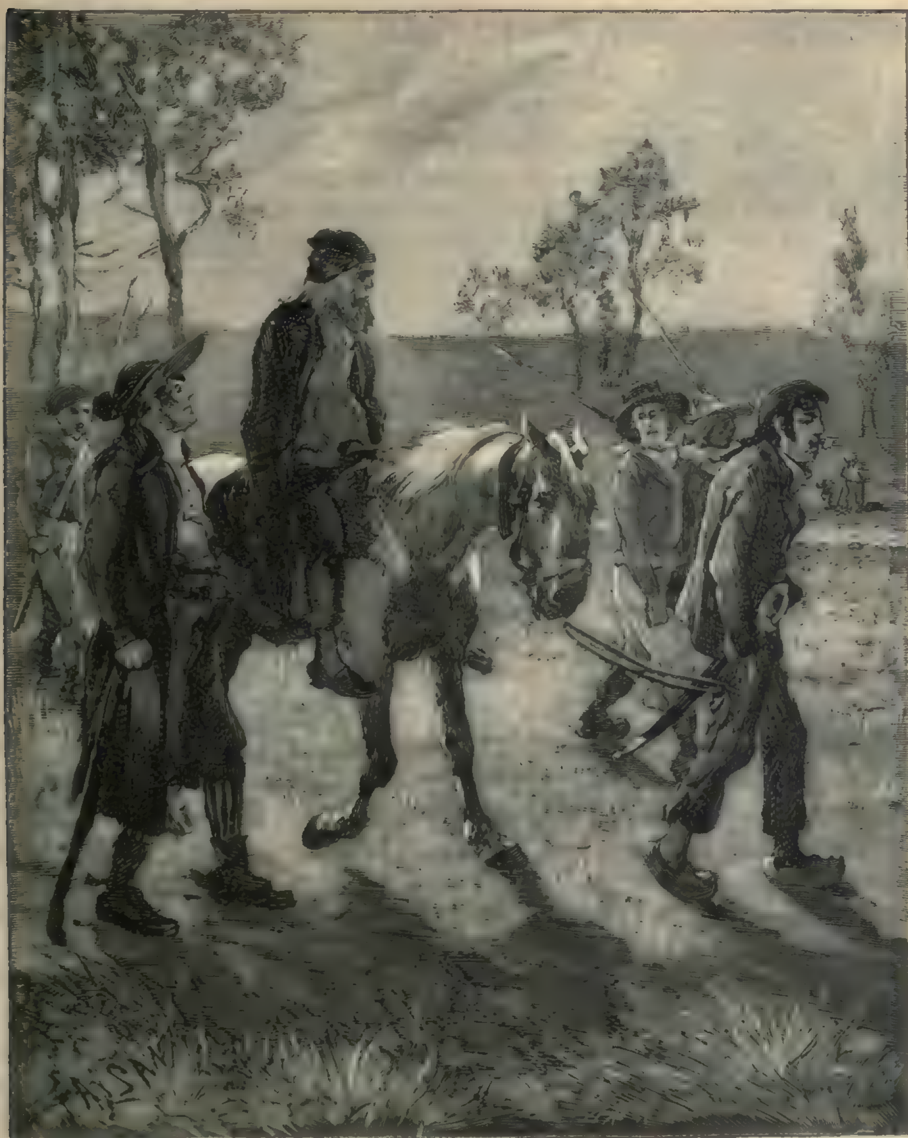
Un autre spectre le suivait, la corruption publique, mal naturel d'un peuple esclave lancé tout à coup dans la liberté. Robespierre vit partout la corruption et la poursuivit partout, spécialement chez ceux qui notaient ses contradictions. Crut-il vraiment que tous ses ennemis étaient des hommes vendus? Je le pense. Sa terrible imagination lui fit croire tout ce qu'il avait intérêt de croire. Ils disparurent. Mais après? Qui les remplaça? Personne. On a retrouvé les listes qu'il faisait et refaisait des hommes qui restaient possibles.

Ce sont toujours les mêmes noms, infiniment peu nombreux. Cette stérilité est tragique. Il cherche et ressasse toujours, il fouille les inconnus, il va descendant et ne trouve rien. Plus d'hommes! Quoi! la vie est tout épuisée? Non, sans doute, elle est ailleurs, mais décidément elle n'est plus dans les voies de Robespierre.

C'est dans cette horreur du vide qu'il se retourna violemment vers la source de la vie. Mais la retrouve-t-on comme on veut? L'idée de Dieu est féconde, quand elle jaillit du cœur, quand cette idée est sentie dans son essence vitale, qui est la Justice. Le mot Dieu n'est pas fécond; abstraction, verbalité, forme scolastique et grammaticale, si c'est là tout, n'espérez rien.

Comme Être suprême, c'est-à-dire comme neutralité politique entre la Révolution et le Christianisme, entre la Justice et la Grâce, c'était la stérilité même, l'aridité et le vide.

Ainsi, par horreur du vide, Robespierre tournait vers un vide pire encore, — car, sous forme vague et neutre, cette équivoque abstraction, nullement neutre en réalité, arrêtait la vie nouvelle, tandis que la mort, le passé, à la



Ce fut dans cet équipage que cet illustre représentant du dix-huitième siècle fut solennellement conduit à la prison de Bourg-la-Reine. (P. 1704.)

faveur de ce nuage, relèveraient les vieilles pierres où pouvait heurter la Révolution.

L'idée bizarre de Robespierre était que la France avait perdu Dieu, et qu'il allait le lui rendre. Dieu! mais où n'était-il donc pas? qui ne le voyait aux frontières, illuminant de ses éclairs la marche de nos armées? qui ne le voyait dans l'humble dévouement de nos soldats, dans cette vie de sacrifices obscurs dont le type connu fut Desaix? Qui ne vit Dieu dans la grande âme

de cette Église militante qui, par ses travaux anonymes, a fondé sans bruit les trente mille lois où la France inaugura l'égalité ? Dieu était-il invisible sur la place de la Révolution dans les yeux de tant de martyrs de la liberté, dans le dernier chant de Vergniaud, le dernier mot qu'écrivent Philippeaux et Desmoulins?... Disons plus : en des cœurs même, nullement irréprochables, en des cœurs que la mort lavait, en ce suprême regard que Danton jeta au ciel... quelque chose de Dieu fut encore...

L'infirmité du scolastique était de croire qu'il fallait chercher Dieu dans un livre, à telle page de Rousseau, comme dans un dictionnaire, de ne pas le reconnaître dans les formes infinies de la vie et de l'action nationale. Blasphème énorme de dire que la France était sans Dieu ! Toute fatiguée qu'elle était, cette nation, et brûlée à la surface, elle bruissait au dedans de cent fleuves inconnus. Et c'était un individu, faible et pâle bâtard de Rousseau, et lui-même tellement dévasté, qui se chargeait de la rajeunir ! A cette mer de fécondité qui verse les eaux à l'Europe, le désert disait : « Sois féconde ! »

Le point par où il se rencontrait bien plus directement avec l'instinct populaire, c'est par ce que j'appellerais la croyance au Diable.

Le peuple attribue tous les maux aux personnes plus qu'aux choses. Il personnifie le Mal. Qu'est-ce que le Mal au Moyen âge ? C'est une personne, le Diable. Qu'est-ce que le Mal en 93 ? C'est une personne, *le traître*. Explication vraie et fausse. La République fut souvent trahie par les choses autant que par les personnes ; elle le fut par le chaos, la désorganisation naturelle d'une telle crise. Robespierre n'admit jamais de coupables que les personnes; pour lui, comme pour le peuple, *le traître* fit tout. Comme tels, il désigna les grands meneurs des partis. Comme tels, en un coup de filet, il les fit tous disparaître. Mais, en ce même moment, il se suicida, s'ôtant ce dont il vivait, la matière et l'occasion de cette force accusatrice qui associait sa scolastique aux passions vivantes du peuple.

Jusque-là, on avait pu croire que ces meneurs, tant haïs, étaient les entraves, les obstacles de la Révolution. Eux morts, elle ne put plus avancer ni reculer. On fut à même de voir qu'ils en avaient été les organes nécessaires. En chacun d'eux se résumait la force active d'un parti ; par eux, ces partis étaient susceptibles d'être dirigés, ils en étaient les agents intermédiaires, les fils conducteurs. Robespierre, maître de la machine, ne s'en trouva pas moins impuissant à la mouvoir, pour une raison toute simple : il avait cassé les fils.

Comment, en 93, avait-il si habilement joué de ce vaste clavier ? En tirant ces fils, en frappant ces touches, en se servant de ces meneurs. Il avait tour à tour incliné vers l'un, vers l'autre, son influence centrale. Sans son alliance éphémère avec Collot, avec Hébert, dans plusieurs moments décisifs, un monde lui restait fermé, les six cent mille lecteurs pour qui tirait *le Père Duchesne* (par exemple au 4 octobre). Sans l'amitié de Danton et de Desmoulins, il ne pouvait en décembre liguer les quelques millions d'hommes qu'on

appelait indulgents, contre Chaumette et Clootz, qui devenaient indulgents.

Il y avait des bas-fonds, où Robespierre ne regardait qu'avec terreur. Nul moyen ne lui coûta pour tuer les êtres bizarres qui avaient surgi sur ce sol ultra-révolutionnaire, Jacques Roux, par exemple. Eh bien, ce furieux Jacques Roux fut plus mauvais mort que vivant. Les Gravilliers, qui avaient en lui leur tribun, auraient-ils, en Thermidor, combattu sous le parti mixte? Non sans doute, si Roux eût vécu ; il était incapable de tout compromis. De même, le faubourg Saint-Antoine, si on n'eût détruit, éloigné ou négligé ses meneurs, n'eût pas gardé, en cette journée, la neutralité terrible qui livra à la mort la Commune et Robespierre. Celui-ci se trouva avoir détruit les agents qui le gênaient et qui pourtant l'auraient sauvé

CHAPITRE II

MORT DE CONDORCET (9 AVRIL 94)

ON ESPÈRE UNE AMNISTIE. — L'AMOUR EN 94. — MADAME DE CONDORCET. — PÉRIL DE CONDORCET. — SON DERNIER LIVRE. — IL ÉCHAPPE DE PARIS. — SA MORT (9 AVRIL).

Le nom de Dieu, lancé ainsi de façon inattendue sur la tombe de Danton, parut à l'Europe, à la France, synonyme d'amnistie. Si la Convention menacée, si la Montagne décimée se sentaient toujours sous le glaive, il n'en était pas de même de ceux qui, loin de la scène, et ne voyant pas les acteurs, prenaient pour guide la logique qui nous trompe si souvent, ou la trop crédule espérance. Dans les prisons, dans les retraites où se cachaient les proscrits, on disait, on tâchait de croire que Robespierre allait inaugurer une politique nouvelle, qu'il n'avait immolé les *indulgents* que pour reprendre leurs idées, pour avoir le monopole de ce Comité de clémence qui devait fonder son pouvoir. N'était-ce pas assez de sang? La guillotine, trempée, retrempée et inondée, après l'affreuse orgie de mort qu'elle fit au 5 avril, devait être ivre et blasée. Que lui donner maintenant? Du sang de roi, du sang d'apôtre, et la fleur de tous les partis, elle avait eu toute chose.

Ces idées tombaient dans les cœurs, au moment charmant de l'année où la vie réveillée tout à coup donne espoir et sécurité aux plus inquiets. Comment mourir au temps béni où la création recommence? La nature, en son langage, en ses fleurs ressuscitées, et son soleil brillant, vainqueur, semble dire que la mort n'est plus.

Violentes furent ces pensées et ce bouillonnement d'espérance chez tant de proscrits, tant de fugitifs, qui, dans les caves ou les greniers, dans les bois et dans les cavernes, s'étaient arrangé des sépulcres pour essayer de vivre encore. Elles durent arriver aux grottes profondes de Saint-Émilion, retraite de la Gironde. Mais plus vives furent-elles peut-être pour les infortunés cachés dans les noirs murs de Paris, tel (comme Isnard) dans une étroite soupente du faubourg Saint-Antoine, tel (comme Julien) dans un dessous d'escalier, tel Louvet, dans cette armoire que sa tendre et courageuse Lodoïska lui fabriqua de ses mains.

« L'amour est fort comme la mort. » Et ce sont ces temps de mort, qui sont ses triomphes peut-être. Car la mort verse à l'amour je ne sais quoi d'âcre et de brûlant, d'amères et divines saveurs qui ne sont point d'ici-bas

En lisant l'audacieux voyage de Louvet à travers toute la France pour retrouver ce qu'il aimait, en assistant à ces moments où, réunis par le sort dans la cachette de Paris ou la caverne du Jura, ils tombent dans les bras l'un de l'autre, défaillants, anéantis, qui n'a dit cent fois : « O mort, si tu as cette puissance de centupler, transfigurer à ce point les joies de la vie, tu tiens vraiment les clefs du ciel ! »

L'amour a sauvé Louvet. Il avait perdu Desmoulins en le confirmant dans son héroïsme. Il n'a pas été étranger à la mort de Condorcet.

Le 6 avril, Louvet entrait dans Paris pour revoir Lodoïska ; Condorcet en sortait, pour diminuer les dangers de sa Sophie.

C'est du moins la seule explication qu'on puisse trouver à cette fuite du proscrit qui lui fit quitter son asile.

Dire, comme on l'a fait, que Condorcet sortit de Paris uniquement pour voir la campagne et séduit par le printemps, c'est une étrange explication, invraisemblable et peu sérieuse.

Pour comprendre, il faut voir la situation de cette famille.

Madame de Condorcet, belle, jeune et vertueuse, épouse de l'illustre proscrit, qui eût pu être son père, s'était trouvée, au moment de la proscription et du séquestre des biens, dans un complet dénûment. Ni l'un ni l'autre n'avait les moyens de fuir. Cabanis, leur ami, s'adressa à deux élèves en médecine, célèbres depuis, Pinel et Boyer. Condorcet fut mis par eux dans un lieu quasi public, chez une dame Vernet, près du Luxembourg, qui prenait quelques pensionnaires pour le logis et la table. Cette dame fut admirable. Un Montagnard qui demeurait dans la maison se montra bon et discret, rencontrant Condorcet tous les jours sans vouloir le reconnaître. Madame de Condorcet logeait à Auteuil, et chaque jour venait à Paris à pied. Chargée d'une sœur malade, de sa vieille gouvernante, embarrassée d'un jeune enfant, il lui fallait pourtant vivre, faire vivre les siens. Un jeune frère du secrétaire de Condorcet tenait pour elle, rue Saint-Honoré, n° 352 (à deux pas de Robespierre), une petite boutique de lingerie. Dans l'entresol au-dessus de la boutique, elle faisait des portraits. Plusieurs des puissants du moment venaient se faire



TALLIEN

peindre. Nulle industrie ne prospéra davantage sous la Terreur; on se hâtait de fixer sur la toile une ombre de cette vie si peu sûre. L'attrait singulier de pureté, de dignité, qui était en cette jeune femme, amenait là les violents, les ennemis de son mari. Que ne dut-elle pas entendre? quelles dures et cruelles paroles! Elle en est restée atteinte, languissante, maladive pour toujours. Le soir, parfois, quand elle osait, tremblante et le cœur brisé, elle se glissait dans l'ombre jusqu'à la rue Servandoni, sombre, humide ruelle, cachée sous les tours de Saint-Sulpice. Frémissant d'être rencontrée, elle montait d'un pas léger au pauvre réduit du grand homme; l'amour et l'amour filial donnaient à Condorcet quelques heures de joie, de bonheur. Inutile de dire ici combien elle cachait les épreuves du jour, les humiliations, les duretés, les légèretés barbares, ces supplices d'une âme blessée, au prix desquels elle soutenait son

mari, sa famille, diminuant les haines par sa patience, charmant les colères, peut-être retenant le fer suspendu. Mais Condorcet était trop pénétrant pour ne pas deviner toute chose ; il lisait tout, sous ce pâle sourire dont elle déguisait sa mort intérieure. Si mal caché, pouvant à tout moment se perdre et la perdre, comprenant parfaitement tout ce qu'elle souffrait et risquait pour lui, il ressentait le plus cuisant aiguillon de la Terreur. Peu expansif, il gardait tout, mais haïssait de plus en plus une vie qui compromettait ce qu'il aimait plus que la vie.

Qu'avait-il fait pour mériter ce supplice? Nulle des fautes des Girondins. Loin d'être fédéraliste, il avait, dans un livre ingénieux, défendu le droit de Paris, démontré l'avantage d'une telle capitale comme instrument de centralisation. Le nom de la République, le premier écrit manifeste républicain, avait été écrit chez lui et lancé par ses amis, quand Robespierre, Danton, Vergniaud, tous enfin, hésitaient encore. Il avait écrit, il est vrai, ce premier projet de constitution, impraticable, inapplicable, dont on n'eût jamais pu mettre la machine en mouvement, tant elle est chargée, surchargée, de garanties, de barrières, d'entraves pour le pouvoir, d'assurances pour l'individu. Le mot terrible de Chabot, que la constitution préférée, celle de 93, n'est qu'un piège, un moyen habile d'organiser la dictature, Condorcet ne l'avait pas dit ; mais il l'avait démontré dans une brochure violente. On a vu comment Chabot, effrayé de sa propre audace, crut se concilier Robespierre en faisant proscrire Condorcet.

Celui-ci, qui avait fait cette chose hardie le lendemain du 31 mai, savait bien qu'il jouait sa vie. Il s'était fait donner un poison sûr par Cabanis. Fort de cette arme et pouvant toujours disposer de lui, il voulait, de son asile, continuer la polémique, le duel de la logique contre le couteau, terrifier la Terreur des traits vainqueurs de la Raison. Telle était sa foi profonde dans ce Dieu du dix-huitième siècle, dans son infaillible victoire par le bon sens du genre humain.

Une douce puissance l'arrêta, invincible et souveraine, la voix de cette femme aimée, souffrante fleur, laissée là en otage aux violences du monde, tellement exposée par lui, qui pour lui vivait, mourait. Madame de Condorcet lui demanda le sacrifice le plus fort, celui de sa passion, de son combat engagé, c'est-à-dire celui de son cœur. Elle lui dit de laisser là ses ennemis d'un jour, tout ce monde de furieux qui allait passer, et de s'établir hors du temps, de prendre déjà possession de son immortalité, de réaliser l'idée qu'il avait nourrie d'écrire un *Tableau des progrès de l'esprit humain.*

Grand fut l'effort. Il y paraît à l'absence apparente de passion, à la froideur austère et triste que l'auteur s'est imposée. Bien des choses sont élevées, beaucoup sèchement indiquées. Le temps pressait. Comment savoir s'il y avait un lendemain? Le solitaire, sous son toit glacé, ne voyant de sa lucarne que le sommet dépouillé des arbres du Luxembourg, dans l'hiver de 93, précipitait l'âpre travail, les jours sur les jours, les nuits sur les nuits, heureux

de dire à chaque feuille, à chaque siècle de son histoire : « Encore un âge du monde soustrait à la mort. »

Il avait, à la fin de mars, revécu, sauvé, consacré tous les siècles et tous les âges ; la vitalité des sciences, leur puissance d'éternité, semblait dans son livre et dans lui. Qu'est-ce que l'histoire et la science ? La lutte contre la mort. La véhémente aspiration d'une grande âme immortelle pour communiquer l'immortalité emporta alors le sage jusqu'à élever son vœu à cette forme prophétique : « La science aura vaincu la mort. Et alors, on ne mourra plus. »

Défi sublime au règne de la mort, dont il était environné. Noble et touchante vengeance!... Ayant réfugié son âme dans le bonheur à venir du genre humain, dans ses espérances infinies, sauvé par le salut futur, Condorcet, le 6 avril, la dernière ligne achevée, enfonça son bonnet de laine, et dans sa veste d'ouvrier, franchit au matin le seuil de la bonne madame Vernet. Elle avait deviné son projet, et le surveillait ; il n'échappa que par ruse. Dans une poche, il avait son ami fidèle, son libérateur ; dans l'autre, le poète romain qui a écrit les hymnes funèbres de la liberté mourante.

Il erra tout le jour dans la campagne. Le soir, il entra dans le charmant village de Fontenay-aux-Roses, fort peuplé de gens de lettres, beau lieu où lui-même, secrétaire de l'Académie des sciences, associé pour ainsi dire à la royauté de Voltaire, il avait eu tant d'amis, et presque des courtisans. Tous en fuite ou écartés. Restait la maison du *Petit Ménage ;* on nommait ainsi M. et Mme Suard. Véritable miniature de taille et d'esprit. Suard, joli petit homme, madame, vive et gentille, étaient tous deux gens de lettres, sans faire de livres pourtant, seulement de courts articles, quelques travaux pour les ministres, des nouvelles sentimentales (en cela excellait madame). Jamais il n'y eut personne pour mieux arranger sa vie. Tous deux aimés, influents et considérés jusqu'au dernier jour. Suard est mort censeur royal.

Ils se tenaient tapis là, sous la terre, attendant que passât l'orage et se faisant tout petits. Quand ce proscrit fatigué, à mine hâve, à barbe sale, dans son triste déguisement, leur tomba à l'improviste, le joli petit ménage en fut cruellement dérangé. Que se passa-t-il? on l'ignore. Ce qui est sûr, c'est que Condorcet ressortit immédiatement par une porte du jardin. Il devait revenir, dit-on : la porte devait rester ouverte ; il la retrouva fermée. L'égoïsme connu des Suard ne me paraît pas suffisant pour autoriser cette tradition. Ils affirment, et je les crois, que Condorcet, qui quittait Paris pour ne compromettre personne, ne voulut point les compromettre ; il aurait demandé, reçu des aliments : voilà tout.

Il passa la nuit dans les bois, et le jour encore. Mais la marche l'épuisait. Un homme, assis depuis un an, tout à coup marchant sans repos, fût bientôt mort de fatigue. Force donc lui fut avec sa longue barbe, ses yeux égarés, d'entrer, pauvre famélique, dans un cabaret de Clamart. Il mangea avidement, et, en même temps, pour soutenir son cœur, il ouvrit le poète romain. Cet

air, ce livre, ces mains blanches, tout le dénonçait. Des paysans qui buvaient là (c'était le comité révolutionnaire de Clamart) virent bientôt tout de suite que c'était un ennemi de la République. Ils le traînèrent au district. La difficulté était qu'il ne pouvait plus faire un pas. Ses pieds étaient déchirés. On le hissa sur une misérable haridelle d'un vigneron qui passait. Ce fut dans cet équipage que cet illustre représentant du dix-huitième siècle fut solennellement conduit à la prison de Bourg-la-Reine. Il épargna à la République la honte du parricide, le crime de frapper le dernier des philosophes sans qui elle n'eût point existé.

Deux révolutions frappées, deux siècles en deux hommes, le dix-huitième en Condorcet, le dix-neuvième en Lavoisier.

Le premier avait fermé les temps polémiques; le second ouvrait les temps organiques, commençait l'âge nouveau par la création d'une science, celle qui non seulement ouvrit le sein de la nature, mais fit de l'homme un créateur et une seconde nature.

Nous en parlerons tout à l'heure; mais nous devons auparavant terminer un grand sacrifice, l'extermination de la Commune, l'extinction (en Chaumette) de cette force populaire qui, sous forme triviale, si l'on veut, n'en avait pas moins été, un an durant, la plus intense fécondité de la Révolution. Dans ses misères, dans ses bassesses, Paris engendrait pour le monde

CHAPITRE III

MORT DE CHAUMETTE ET DE LA COMMUNE (12 AVRIL 94)

PARIS CREUSET DE LA GRANDE CHIMIE. — RIEN NE REMPLAÇA LA COMMUNE DE CHAUMETTE. — CE QU'ÉTAIT CHAUMETTE. — CONSPIRATIONS DES MOUTONS. — COURAGE DE LUCILE DESMOULINS, SA MORT. — ZÈLE RELIGIEUX DE DUMAS ET FOUQUIER-TINVILLE. — MORT DE CHAUMETTE.

Ceux qui n'ont pas eu l'honneur de naître dans la sainte boue de la métropole du monde, qui n'ont pas vu et senti la puissance de cet étonnant creuset où les races et les idées vont se transformant et créant sans cesse, arrivent rarement à savoir ce que c'est que la grande chimie sociale. Qu'ils aient la science, l'intelligence et le génie même, ils sortent difficilement des classifications étroites; à grand'peine comprennent-ils la fluidité de la vie. Qu'ils humilient leur science, qu'ils viennent étudier, ces docteurs. A ce point central du globe où se rencontrent et se combinent tous les courants magnétiques, ils



...Et ne s'en allait pas sans emporter quelque bon sermon de Chaumette. (P. 1707.)

pénétreront à la longue le souverain mystère, invisible, intangible, des mélanges de l'Esprit.

Rien ne caractérise plus la rare originalité d'Anacharsis Clootz que le sentiment profond qu'il eût de Paris, sa déférence docile pour la Commune de Paris, en qui il reconnaissait le Précurseur du genre humain, l'ardent, l'aveugle messager, instinctif et inspiré, qui, sans savoir ce qu'il fait, court devant la Révolution, portant son flambeau.

Il vit là la Révolution, et non pas ailleurs, — là l'orthodoxie. Il ne fut point rebuté des accidents, des souillures qui accompagnent toute grande opération sociale. Il suivit naïf et docile, attentif (comme, après tout, on marchait en pleine nuit) à serrer de très près la voie, à ne point s'écarter d'un pas. De là sa dévotion un peu littérale. Il s'en excuse très bien dans sa réponse à Desmoulins : « Suivons toujours, et de près, la sainte sans-culotterie. »

Touchant spectacle de voir ce génie idéaliste écouter religieusement les triviales prédications, toutes basses et terre à terre, de l'apôtre des Filles-Dieu. L'Allemand, par un noble effort, sorti de tout panthéisme, libre de toute scolastique, apprenait, sous un gamin de Paris, à matérialiser suffisamment sa pensée, pour qu'elle s'assimilât la matière vivante et qu'elle en dégageât l'esprit.

L'apôtre Chaumette en lui-même était peu de chose, mais il était beaucoup comme fétiche de Paris. Cela ne se discute pas. Un fétiche comme saint Janvier pour les lazzaroni de Naples, est ou adoré ou battu; mais il ne se discute pas, il ne se remplace pas.

Robespierre remplaça Chaumette par un homme de grand mérite, plein d'esprit, de feu, le méridional Payan. Tout fut inutile. Le peuple ne mit plus les pieds à l'Hôtel de Ville. La nouvelle Commune eut beau payer les mendiants. Cela ne réussit pas mieux. La foule décidément avait pris un autre chemin.

Rien ne remplaça jamais l'ancienne Commune, Pache, Hébert, Chaumette. Hébert même était populaire, quoique muscadin (portant deux montres à sa culotte) ; Paris était habitué à entendre de bonne heure la gueule infernale de ses colporteurs : « Il est b..... en colère, ce matin, le *Père Duchesne !* » Le maire Pache était populaire par sa bonne représentation, son apparente honnêteté, sa calme et large face suisse. Chaumette était populaire par je ne sais quoi de bonhomme, par ses cheveux plats, luisants, exactement divisés, par ses trivialités et ses apopthegmes. Rarement, très rarement, il ceignait l'écharpe. Il était peuple dans le peuple. Ses textes ordinaires, la guerre aux jeux et aux filles, ses exhortations banales d'être bon époux, bon père, etc., tout était fort bien reçu. Il ne bougeait de la Commune, sauf pour prêcher aux Filles-Dieu. Il vivait là, infatigable, dans la grande salle Saint-Jean, au milieu d'une foule bruyante qui se renouvelait sans cesse, doux, poli, facile, ayant toujours la réponse, trouvant toujours sans se lasser les mots de la situation. Si la séance trop longue envahissait l'heure des repas, l'assistance avait le plaisir de voir Anaxagoras tirer un petit morceau de pain de sa poche et le manger sobrement, à sa grande édification. Le Parisien d'autrefois disait aux nouveaux débarqués : « Vous avez vu au Pont-Neuf la Samaritaine battre les heures au carillon? » et le Parisien de 93 disait de même : « Avez-vous vu Anaxagoras Chaumette? »

Nous entrons dans un temps sombre avec 94, tellement que je me surprends à croire qu'il y eut du soleil encore dans la nuit de 93. Le volcan, au moins,

y fit la lumière. On mourait, mais on vivait. Une page de Desmoulins ou Clootz, une boutade de Marat, faisaient tressaillir. Les carrefours avaient encore leurs orateurs, leurs assemblées; Varlet criait sur ses tréteaux. Vous auriez entendu dire : « N'est-ce pas là Danton qui passe?... » Ah! la coupe était encore pleine.

Tout cela, c'étaient des forces, — discordantes, — mais c'étaient des forces.

Où est-il celui qui disait : Irez-vous alors aux catacombes fouiller les ossements?... Direz-vous au peuple affamé : « Voici les cendres des morts... » Mange, peuple, « rassasie-toi... car nous n'avons rien de plus! »

Ce temps est venu. La vie, la force, la substance, ce qui nourrissait la Révolution, cela a déjà passé dans la terre.

D'autant plus vivante et terrible se réveille et se relève la contre-révolution. Elle va centupler ses efforts.

Et que ferait-on contre elle? peut-on centupler la Terreur?

Nous avons déjà caractérisé Chaumette. C'était un petit homme, d'une figure agréable et commune, avec des yeux noirs et vifs. Fils d'un cordonnier de Nevers, mousse à treize ans, un moment soldat, puis de nouveau pilotin, il imagina de se faire le pilote de l'esprit public, s'en vint écrire à Paris. Il s'intitulait alors étudiant en médecine, mais travaillait chez Prudhomme, sous l'excellente direction de Loustalot. Il était juste au niveau de la foule, ni au-dessus ni au-dessous. Sa carrière toute mêlée, très pratique, son habitude de vie collective, lui donna un bon sens et une bienveillance qu'Hébert n'eut jamais. Nous avons marqué ailleurs ses dissentiments avec Hébert. Hébert reprochait à Chaumette de trop attaquer les filles, soutenant qu'elles étaient nécessaires. Chaumette, en revanche, ne suivait pas Hébert dans sa cruelle persécution des orateurs en plein vent, dans sa ligue avec Robespierre contre Roux et autres. Enfin, loin de demander, comme Hébert, qu'on exterminât la Vendée, il voulait qu'on y envoyât une mission de prédicateurs révolutionnaires (voy. *Journal de la Mont.*, 3, 15 et 23 octobre).

Chaumette, nous l'avons dit, était d'un caractère très faible. Du reste, fort honnête et les mains très nettes, il ne fit pas ses affaires comme Hébert. Son fils a été laboureur; son petit-fils, bon pépiniériste à Nevers, ruiné par sa probité même, est maintenant jardinier.

Le peuple sentait d'instinct qu'il devait être honnête homme, et ne se lassait pas de l'écouter. Tout ouvrier sans ouvrage, au lieu de traîner à la Grève, entrait et ne s'en allait pas sans emporter quelque bon sermon de Chaumette. Sa figure banale était entrée dans les yeux et dans la pensée populaire.

Nous avons vu comment Chaumette, fort abattu depuis décembre par la trahison d'Hébert, très docile aux Comités, et nullement dangereux, fut enlevé de la Commune par un simple jeu de bascule, pour équilibrer par ce coup à gauche, le coup qu'on venait de frapper à droite. Jusqu'au bout, il ne

put pas croire qu'on l'associât à Hébert, ayant spécialement refusé de faire appuyer par la Commune le mouvement hébertiste. Encore moins imaginait-il qu'il pût jamais être frappé comme complice de Danton et de Camille Desmoulins. C'est pourtant ce qui arriva, et ce qu'on lit expressément dans le texte du jugement. Chaumette, à son grand étonnement, mourut avec la veuve Hébert et la veuve Desmoulins.

Cette affaire est la première de celles qu'on appelle *les grandes fournées*, et la première aussi des fameuses *conspirations des prisons*, meurtrières fictions que la Terreur agonisante inventa, multiplia, dans son horrible dernier mois, pour soûler la guillotine de plus en plus affamée, et qui, faute d'aliment, allait dévorer ses maîtres.

Là parut pour la première fois la race nouvelle des *moutons*, c'est-à-dire des bons prisonniers qui écoutaient et dénonçaient les autres. Cette race multiplia. Le *mouton* La Flotte qui, par sa délation du Luxembourg, avait fourni le moyen de tuer Danton, donna l'exemple aux *moutons* Benoît et Beausire, qui firent ici leurs premières armes, et s'illustrèrent en messidor.

Les accusés ne se connaissaient pas. A peine s'étaient-ils vus. Tout ce qui les rapprochait, c'était la crainte commune qu'ils avaient eue d'un 2 septembre. L'apôtre Chaumette vit pour la première fois le général des Girondins de Nantes, le joyeux Beysser, qui continuait de boire et faire des chansons. La jeune Lucile Desmoulins y rencontra madame Hébert, ex-religieuse, spirituelle, intrigante, qui avait tripoté avec les agioteurs, mais conspiré nullement. Le Dantoniste Simon, Grammont l'Hébertiste, Gobel, évêque de Paris, tous ensemble, sans savoir pourquoi. Le royaliste Dillon s'y trouva en compagnie d'un des grands exécuteurs des royalistes de Lyon, le commissaire Lapallus. Que faisait là celui-ci? C'était une pièce d'attente. Cet ingénieux procès, fils du grand procès (Hébert et Danton), engendrait, par Lapallus. un autre procès non moins grave, celui des affaires de Lyon, qu'on entama en guillotinant Marino, qu'on poursuivit en Fouché, et qui eût atteint Collot sans le 9 thermidor.

Le président n'était plus le louche et perfide Herman. C'était Dumas, violent, furieux Robespierriste, qui jugeait pistolets sur table. Il insultait les accusés, méprisait si outrageusement toute forme de justice, qu'il fit passer un juré (Renaudin) au rang des témoins ; puis, quand il eut témoigné, il revint au banc des jurés, se refaisant ainsi juge de son propre témoignage.

Le seul des accusés qui montra un grand courage, fut Lucile Desmoulins. Elle parut intrépide et digne de son glorieux nom. Elle déclara qu'elle avait dit à Dillon, aux prisonniers, que si l'on faisait un 2 septembre, « c'était pour eux un devoir de défendre leur vie ».

Il n'y eut pas un homme, de quelque opinion qu'il fût, qui n'eût le cœur arraché de cette mort. Ce n'était pas une femme politique, une Corday, une Roland ; c'était simplement une femme, une jeune fille, à la voir, une enfant pour l'apparence Hélas! qu'avait-elle fait? Voulu sauver un amant?...

Son mari, le bon Camille, l'avocat du genre humain. Elle mourait pour sa vertu, l'intrépide et charmante femme, pour l'accomplissement du plus saint devoir.

Sa mère, la belle, la bonne madame Duplessis, épouvantée de cette chose qu'elle n'eût jamais pu soupçonner, écrivit à Robespierre, qui ne put ou n'osa répondre. Il avait aimé Lucile, dit-on, voulu l'épouser. On eût cru, s'il eût répondu, qu'il l'aimait encore. Il aurait donné une prise qui l'eût fortement compromis.

Tout le monde exécra cette prudence. Le sens humain fut soulevée Chaque homme souffrit et pâtit. Une voix fut dans tout un peuple, sans distinction de partis (de ces voix qui portent malheur) : « Oh! ceci c'est trop! »

Qu'avait-on fait en infligeant cette torture à l'âme humaine? On avait suscité aux idées une cruelle guerre, éveillé contre elles une redoutable puissance, aveugle, bestiale et terrible, la sensibilité sauvage qui marche sur les principes, qui, pour venger le sang, en verse des fleuves, qui tuerait des nations pour sauver des hommes.

Sans preuves, pièces ni témoins (on ne peut nommer ainsi trois mouchards), ils furent tous *convaincus* d'avoir voulu égorger la Convention, rétablir la monarchie, usurper la souveraineté. etc., etc. Le peuple, quoique habitué, ne put voir sans étonnement, confondu sur les charrettes cet horrible *plum-pudding*, où l'on avait trouvé moyen de mêler toute nuance, toute opinion, tout parti.

L'évêque de Paris, placé là, était un grand enseignement pour les prêtres de ne plus se faire révolutionnaires. Avis à eux qu'ils seraient mis à mort par la République s'ils étaient républicains. Qui en rit? L'ancien clergé! Pour les gallicans, les assermentés, ils crurent que Robespierre décidément marchait avec eux, et conçurent beaucoup d'espoir.

Si Dumas, si Fouquier-Tinville eussent eu un peu plus d'esprit, un peu de l'adresse d'Herman, ils auraient évité de donner au procès la moindre apparence religieuse. Loin de là, maladroits flatteurs de Robespierre et du nouveau mouvement indiqué le 6 par Couthon, ils prirent le langage à la mode. Ils parlèrent souvent, fort et ferme, de divinité, d'athéisme, d'Etre suprême, etc. Ils reprochèrent expressément à Gobel d'avoir abjuré, à Lapallus d'avoir dépouillé les églises de Lyon, à Chaumette d'avoir fermé les églises de Paris, de s'être coalisé avec Clootz, « pour effacer toute idée de la Divinité. » Pour comble de maladresse, ce fut à cette occasion que le juré Renaudin, intime de Robespierre, changea tout à coup de rôle par une bizarre sortie, exprimant son indignation d'avoir entendu Gobel, Clootz et Fabre d'Églantine « se réjouir de ce que les églises étaient fermées ».

Le président fut prodigieusement ridicule contre Chaumette. Chaumette, dit-il, fermait les églises et mettait les filles en prison. Pourquoi? Afin que d'une part les libertins désespérés outrageassent les honnêtes femmes, et que

d'autre part les fanatiques se réunissent aux libertins pour renverser le gouvernement !

Chaumette pouvait les écraser. Mais il plaida à plat ventre, se montra ce qu'il était, un pauvre homme de lettres, craintif et tremblant, jusqu'à dire qu'il n'avait pas eu beaucoup de rapports avec Anacharsis Clootz. Il croyait que, s'il se lavait de l'amitié du grand hérétique, il trouverait grâce peut-être devant Robespierre.

L'hérétique au fond, l'impie, le martyr de la liberté, n'était pas tant Chaumette ou Clootz que Paris même. C'était lui qu'on frappait en eux, c'était l'audacieuse avant-garde de la pensée humaine, du libre génie de la terre, qui eut son Précurseur dans la grande Commune. Après ce coup de massue, Paris, un moment retardé (un demi-siècle est un moment), s'écarta des voies religieuses et de l'initiation philosophique, pour y retourner plus tard par le circuit du socialisme, qui l'y ramènera sans nul doute.

Chaumette, malgré sa faiblesse, a emporté un double titre. Jamais magistrat populaire ne se montra si inépuisablement fécond en idées bienveillantes, utiles.

D'autre part, grâce à la farouche intolérance de ses ennemis, il tient sa place dans la glorieuse série de ceux qui payèrent de leur sang pour la liberté religieuse. Les Bruno, les Morin (celui-ci brûlé sous Louis XIV, 1664 !) ont pour successeur légitime le pauvre Anaxagoras. Les six cent mille protestants émigrés sous le grand roi, les cinquante mille jansénistes mis à la Bastille, les martyrs bien plus nombreux de la liberté de pensée qu'une intolérance plus machiavélique fait depuis mourir de faim, ils doivent reconnaître un frère dans l'apôtre de la Raison, qui fut la voix de Paris.

CHAPITRE IV

CAMBON MENACÉ. — ASSIGNATS, BIENS NATIONAUX (16 AVRIL 94)

HAINE DE ROBESPIERRE ET DE SAINT-JUST POUR CAMBON. — ACCUSATIONS PUBLIQUES CONTRE LUI. — CE QU'IL EUT PU RÉPONDRE. — DIFFICULTÉ INSURMONTABLE DE LA SITUATION.

La dictature qui se faisait d'elle-même et fatalement pouvait-elle s'arrêter dans la proscription? Elle l'eût voulu en vain. Elle était menée, poussée par la force des choses à proscrire et les rois déchus, j'appelle ainsi les représentants revenus des missions de 93, et tôt ou tard les rois régnants, j'appelle ainsi le roi des finances, le roi de la guerre, Cambon et Carnot.

Celui-ci qui, par la suppression du ministère de la guerre, avait désormais endossé la responsabilité complète, allait être seul accusé en cas de revers. Robespierre se fit une loi de ne jamais signer une seule pièce de la guerre, tandis qu'à chaque instant ses actes, ceux de Saint-Just et Couthon, recevaient de Carnot la signature de complaisance qu'on ne se refusait pas entre collègues. Il se tint, par cette réserve, en état de pouvoir toujours l'accuser, pour toute mesure dont l'utilité serait contestable, ce qui eut lieu en Thermidor.

Quant à Cambon, c'est l'homme que Robespierre et Saint-Just ont haï le plus.

Plus que Danton, plus que Vergniaud. Ceux-ci furent des individualités, mais Cambon fut un système. Ils le haïrent, non d'une haine éphémère et personnelle, mais d'une haine intrinsèque, inhérente au fond même de leurs systèmes et de leurs idées.

Le premier discours de Saint-Just a été dirigé contre Cambon. Le dernier discours de Robespierre finira contre Cambon.

L'intelligent et perfide baron de Batz, habile agent royaliste, avait deviné la seule chance par où peut-être il eût pu entrer en rapport avec Robespierre (*Déposition de Chabot*). C'était de lui adresser des plans de finances propres à faire sauter Cambon.

L'antipathie des deux grands utopistes de la Révolution contre son grand homme d'affaires était tout à fait conforme au sentiment de leur parti et du peuple en général. La tyrannie de l'assignat, l'effrayante augmentation du papier, la disparition du numéraire, la déperdition si rapide des ressources de l'État, que sais-je, le maximum, la famine... tout cela s'appelait Cambon

« Qui seul a fait tout le mal de la Révolution? qui fut son mauvais genie, si ce n'est cet homme?.... Un homme? non, un gouffre où la France s'est abîmée!

« Qu'a-t-il fait de nos espérances? où est cette superbe dépouille des biens ecclésiastiques? quatre milliards!... Absorbés. Où est le domaine royal?... Et les biens des émigrés? Voilà qu'ils fondent, ils disparaissent... Demain, ils seront dévorés.

« Cette grande dot de la nation, ce patrimoine du pauvre, cette restitution naturelle des oisifs au peuple, le rêve de la Révolution, qu'est-ce que tout cela est devenu? Tout a péri entre les mains ineptes, perfides peut-être, de cet exterminateur de la fortune publique.

« Qu'a-t-il su et qu'a-t-il fait? quelle fut la recette de cet empirique? Une seule : la planche aux assignats. Cette planche, il s'y acharne, la roulant la nuit, le jour. A tout une seule parole, toujours la même réponse : « Encore un milliard! » Non content des gros assignats, il les a divisés menus, partout divisés en parcelles. Et voilà que l'agiotage s'est répandu jusque dans les moindres villages.

« Tout cela est-il innocent? la faculté d'acheter les biens nationaux par annuités, qui a-t-elle favorisé? L'homme d'argent, le spéculateur, qui, dès

qu'il a jeté son premier payement minime, son sou à la nation, revend à profit, embourse, et, de ce prix de revente, spécule, agiote et accapare, cache les denrées, organise la disette et regagne encore.

« N'avait-on pas dit à Cambon, l'autre hiver, que ses ventes précipitées des églises amenaient la guerre civile?... Qui fit la Vendée? C'est lui.

« Homme fatal!... Et le pis, les maux qu'il a faits dureront toujours. Tout a passé aux voleurs; nous restons la faim aux dents. La ruse triomphe à jamais. Décidément, l'ancien régime pourra se moquer de nous, et nous dire en ricanant la parole d'Évangile : « Vous aurez toujours des pauvres. »

« C'est fait de la Révolution. Elle a mangé un peu de miel, et voilà déjà qu'elle meurt. Elle avait cru mordre aux pommes du jardin des Hespérides, elle n'a trouvé sous la dent que fiel et que cendre. »

Telle était la douleur publique, les injustes accusations, qui rapportaient à un homme tout ce que la situation avait fatalement engendré de maux.

Ce qui défendait Cambon, c'est qu'en l'attaquant, on ébranlait les lois qu'il avait proposées; on portait un coup terrible au crédit, à la confiance.

Frapper Cambon! mais qu'était-ce? Frapper la fatalité de la France en 93. Cambon n'était pas autre chose.

Ce n'était pas lui qui avait agi, c'était la situation, le péril, la crise désespérée. Ce temps déjà trop oublié où la France désarmée vit le monde entier contre elle, cette misère du 12 mars où le Trésor n'eut plus que quelques mille francs, en papier, permettait-elle de choisir les moyens? laissait-elle les loisirs d'organiser des républiques de Lycurgue et de Numa?

Ce grand homme eût d'ailleurs pu faire une foudroyante réponse : « Voulez-vous savoir pourquoi il m'a fallu vous ruiner? pourquoi la guerre a dévoré les ressources de la France? Parce que vous n'avez pas voulu la guerre que je demandais. Ma guerre n'eût pas été la vôtre. Je la voulais offensive, et toute en pays ennemi. Vous l'avez prêchée défensive. Je l'ai voulu sociale; vous l'avez faite politique. Vous déclariez aux Jacobins que la République française ne se mêlait point des autres peuples. Moi, je lançais la croisade, attribuant à la guerre les biens nationaux des peuples affranchis. Enfin, je sonnais le tocsin, et vous y mettiez la sourdine... Les rois, aujourd'hui rassurés, vous font des avances; c'est bien. Ils voient que décidément vous n'avez pas remué en Europe la question capitale, celle des biens nationaux. La Révolution française restera chose isolée, et la France en payera les frais.

« Qu'ai-je fait, dans cette misère? Une grande chose : j'ai sauvé l'honneur. La République française, dans sa plus terrible crise, août 93, devant les banqueroutes des rois, a recueilli, accepté, consacré dans son *Grand-Livre* tous les engagements du passé. Si elle n'a pu payer le fonds, elle a garanti la rente, s'obligeant à payer toujours pour des fautes qui ne furent pas siennes, expiant l'injure du passé qu'elle pouvait repousser, et bâtissant l'avenir sur cette libre et généreuse expiation.

« Du reste, qu'ai-je pu, malheureux, en face des plus terribles exigences



Il se faisait prier, presser, sommer au nom de la Patrie. (P. 1715.)

dont l'histoire ait parlé jamais ? Impossible d'emprunter, impossible d'imposer. On feignait de croire que le but de la Révolution était de ne rien payer. Nous avions beau rappeler la suppression des dîmes, des aides, des corvées, des gabelles ; toutes choses déjà oubliées. Mais on soupirait toujours sur la contribution mobilière ; on pleurait sur le pauvre peuple. Les enfouisseurs se lamentaient. Les vieilles qui donnaient tout aux prêtres ne laissaient lever l'impôt chez elles que le sabre à la main. Donc, je ne pouvais que vendre,

vendre vite, vendre à tout prix. Plus on avançait, plus les ventes étaient difficiles. Le pauvre fut de suite à sec; au second des douze payements, arrivait le spéculateur. Et nous en étions bien heureux; nous proclamions patriotes ceux qui se portaient acquéreurs et voulaient bien faire fortune... La République, hélas! eut à faire sa cour aux riches. Sans argent, nous périssions. On les laissa acheter les biens communaux, ce patrimoine des pauvres. On les laissa acheter les biens ecclésiastiques, les plus faciles à revendre. On fit effort pour s'assurer qu'au moins les biens des émigrés seraient divisés en parcelles; on défendit d'en acheter pour plus de 500 francs, plus de quatre arpents. Eh bien, impossible de vendre. La spéculation s'éloignait. Il fallut bien fermer les yeux sur la violation des lois. »

Cambon, du reste, est justifié par un mot même de Saint-Just.

Dans ce discours du 16 avril, il dit que le mode d'acquisition par annuités permettait d'agioter, et un peu plus loin : Qu'il faut *tranquilliser les acquisitions*, *innover le moins possible dans le régime des annuités*. — Établissant ainsi : 1° que ce mode est détestable; 2° qu'il faut le maintenir.

Fatalité! infranchissable mur où venait heurter la Révolution.

Au fond même des lois révolutionnaires, l'ennemi s'est glissé, caché. L'insecte vit au fond du fruit; on ne l'en sortira pas. Les lois de l'égalité ont refait l'aristocratie.

Mais, dira-t-on, si les lois sont impuissantes, pourquoi l'homme ne suppléerait-il? Que sert d'avoir couvert la France d'autorités révolutionnaires, de sociétés populaires? L'œil ouvert parmi les nuages qu'on voit sur le drapeau de la société jacobine, est-ce un insigne mensonger? Tous attaquent les agioteurs, tous maudissent les accapareurs. Sont-ce là de vaines paroles? Cette réquisition immense, morale autant que politique, ne peut-elle observer de près les acquéreurs équivoques, les prête-noms, les hommes de paille, et saisir derrière la ruse du spéculateur le secret des coalitions?

La réponse à cette question, c'est la révélation d'un terrible mystère.

CHAPITRE V

LA BANDE NOIRE

LA BOURGEOISIE RENTRE DANS LES AFFAIRES. — LES COMITÉS DE SURVEILLANCE NE SURVEILLENT PAS. — LES SPÉCULATEURS S'ABRITENT DERRIÈRE LES AUTORITÉS. — LES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES MAITRES DES COMITÉS DES CAMPAGNES. — SPÉCULATIONS DE JOURDAN ET DE ROVÈRE. — NÉCESSITÉ D'UNE ÉPURATION. — LA BANDE NOIRE INSAISISSABLE.

L'*inquisition révolutionnaire*, sous ces deux formes, comme *sociétés jacobines* et comme *comités de surveillance* de sections, de villes ou villages,

ne pouvait rester pure et forte qu'autant qu'elle restait simplement inquisition. Si elle quittait son rôle de surveillance pour entrer dans les affaires, si le Jacobin surveillant était justement le même homme que le fonctionnaire public qu'il avait à surveiller, on pouvait prédire hardiment qu'il serait indulgent pour lui, que cette fantasmagorie terrible d'inquisition deviendrait illusoire, que si elle continuait son rôle, ce serait de manière à donner le change, à détourner l'attention, dirigeant ses sévérités ailleurs que sur elle-même, se corrompant de plus en plus, comme tout pouvoir sans contrôle.

Cela arriva par trois fois, aux Jacobins des Lameth, aux Jacobins de Brissot, aux Jacobins de Robespierre. Trois fois, la grande Société quitta son rôle de surveillante pour celui de fonctionnaire; les Jacobins entrèrent dans l'administration, dix mille en une seule fois (1792).

A chaque évacuation de ce genre, la Société purifiée, ce semble, recrutée dans une classe plus populaire, paraissait entrer d'un degré de plus dans la démocratie : 93 y fit le dernier effort, et se crut décidément tout près de l'égalité.

Erreur, profonde erreur ! En 93, comme auparavant, par des moyens plus détournés, la bourgeoisie domina.

J'entends ici, par bourgeoisie, la classe peu nombreuse alors, qui savait lire, écrire, compter, qui pouvait (peu ou beaucoup) verbaliser, paperasser, le bureaucrate, le commis, celui qui peut l'être, l'ex-procureur, l'ex-clerc. — le vrai roi moderne, *le scribe.*

Tel est le fruit savoureux que la société européenne recueille d'avoir eu douze cents ans le prêtre pour seul instituteur. La masse entière (moins un centième) est restée à l'état barbare, c'est-à-dire mineure, incapable; à la moindre affaire, la tête leur tourne; il leur faut se remettre à cette minorité minime qui seule sait compter, griffonner. Elle se trouva peu à peu, alors comme aujourd'hui, maîtresse des affaires.

Des dix ou douze membres d'un Comité de surveillance, des quarante, cinquante, cent membres d'une Société jacobine, presque tous alors étaient illettrés. Ces patriotes, généralement très embarrassés de leur royauté, ne manquaient pas d'aviser dans un coin l'homme modeste et discret qui pouvait tenir la plume. Il se faisait prier, presser, sommer au nom de la Patrie ; c'était ainsi, malgré lui, qu'il s'emparait des affaires. Les autres croyaient rester maîtres. Il ne les contrariait pas. Seulement à toute chose qui n'était pas dans ses vues, il les arrêtait par des textes : « Oui, si le décret de brumaire, oui, si la loi de ventôse, n'y étaient contraires, etc., etc. » A cela, ils ne savaient que dire, et suivaient comme des moutons.

La bourgeoisie, fort mêlée aux clubs en 89, effrayée en 91 et un moment éloignée, y revint timidement par peur en 93, y régna peu à peu ensuite, les exploita à son profit.

Était-ce la même bourgeoisie? Comme classe, non. Comme individus, c'était en partie la même, les procureurs d'autrefois, huissiers et autres gens

semblables, auxquels se mêlèrent ceux des marchands, artisans, qui pouvaient écrivailler, citer bien ou mal les décrets.

Les mêmes hommes furent les meneurs des sociétés populaires, et des comités révolutionnaires ou de surveillance.

Sociétés et comités, au fond, c'était la même chose. Les Jacobins ayant déclaré qu'ils ne reconnaîtraient comme sociétés populaires que celles dont ces comités, essentiellement jacobins, seraient le noyau (23 septembre 93), les autres sociétés fermèrent peu à peu.

Dans chaque localité, ce que les meneurs avaient préparé, proclamé, comme *société*, les mêmes hommes l'exécutaient ensuite comme *comité.* Tout s'étant trouvé ainsi réduit dans chaque endroit à douze ou quinze personnes, qui menait ces douze était maître.

L'homme d'affaires qui tenait la plume, ou le spéculateur caché qui se liguait avec lui, pouvait opérer à l'aise, couvert, défendu, enhardi par la Terreur elle-même, je veux dire par ce Comité de surveillance qui ne surveillait plus.

Le danger, on se le rappelle, avait fait cette tyrannie. Le gouvernement central l'avait augmentée en supprimant, énervant les pouvoirs intermédiaires qui gênaient ces comités, sans oser en prendre lui-même l'inspection. Il craignait de se dépopulariser, s'il partageait avec eux, en les surveillant, la responsabilité de l'action révolutionnaire.

Il résulta malheureusement de cette timidité des deux Comités gouvernants, que ces petits comités révolutionnaires, quelque patriotes qu'ils fussent, devinrent, souvent sans le savoir, l'instrument des spéculateurs.

L'araignée, en sûreté derrière une telle protection, travaillait à l'aise. Non seulement elle participait à l'inviolabilité de la société et du comité, à leur puissance de terreur, mais elle employait cette terreur au profit de ses affaires, terrifiait ses concurrents; il ne se trouvait aux enchères nul autre acquéreur patriote.

Et si on l'accusait plus haut, on ne pouvait frapper cet homme qu'à travers le Comité, à travers le bouclier trois fois saint, trois fois sacré, de la société populaire.

Quelques faits feront connaître l'intérieur des comités.

On a vu comment se fit l'arrestation de Prudhomme. Ce journaliste avisé, qui toujours avait tourné selon le soleil et le vent, se croyait en sûreté parce qu'il avait défendu contre la Gironde Marat et Hébert (avril-mai 93). Les Hébertistes, en juin, n'en crurent pas moins le moment favorable pour tuer son journal, *les Révolutions de Paris* et délivrer *le Père Duchesne* de ce concurrent.

Un Hébertiste qui menait la section des Quatre-Nations, dans laquelle demeurait Prudhomme, fit à lui seul toute l'affaire. 1° Il dénonça Prudhomme à l'assemblée générale de la section (ces assemblées, à cette époque, étaient à peu près désertes); 2° président de cette assemblée, il prononça lui-même la

prise en considération de la dénonciation, et fit décider que l'accusé irait au Comité révolutionnaire; 3° il présida le Comité et lui fit décider l'arrestation; 4° il la fit lui-même, à la tête de la force armée. Prudhomme, relâché bientôt, mais alarmé, découragé, cessa bientôt de paraître. C'est ce qu'on voulait. Il reparaît le 3 octobre, mais dompté, au profit d'Hébert et des Hébertistes, dont il porte les couleurs.

Autre affaire, plus étonnante. A Paris, sous les yeux mêmes du Comité de sûreté, un comité révolutionnaire, celui de la Croix-Rouge ou du faubourg Saint-Germain, imitant les spéculateurs qui créaient des maisons de santé pour recevoir les prisonniers qu'on favorisait, avait créé, rue de Sèvres, une prison confortable où l'on payait des prix énormes, de sorte que ceux dont il avait prononcé l'arrestation, il les recevait et les exploitait comme pensionnaires.

Ceux-ci, du reste, n'avaient garde de se plaindre. C'était un brevet de vie. Le Comité choyait, gardait, cachait son petit troupeau. On n'y toucha pas avant le 7 thermidor. Ce ne fut qu'alors enfin que la Terreur, qui ne respectait rien, troubla la spéculation du comité de la Croix-Rouge et guillotina quelques-uns de ses précieux pensionnaires.

Comment était composé ce comité?

Il y avait quatre artistes, un musicien et trois peintres, pauvres diables qui, vivant mal de leur art, avaient pris cette position. Il y avait quatre domestiques d'anciennes maisons qui pouvaient bien renseigner. Un homme d'exécution, ex-gendarme, et deux hommes forts, deux commissionnaires du coin de la rue. Trois marchands, et enfin un ancien notaire, qui probablement menait toute l'affaire et dressait le comité à la spéculation.

Tout cela se passait à Paris. En province, la surveillance était moindre encore.

Les registres du Comité de sûreté générale, mutilés aux derniers mois, mais entiers jusqu'en mai 94, ne donnent presque aucun acte relatif aux départements.

Si quelque chose transpirait des départements à Paris, c'était un miracle, un vrai coup du ciel. Je n'en connais qu'un exemple.

Le 24 pluviôse 94, on dénonça à la Convention un huissier (du district de la Souterraine, département de la Creuse), lequel, cumulant dans son village les fonctions de maire et de membre du comité de surveillance, exerçait sur les paysans une terreur lucrative, étonnamment audacieuse. Il les emprisonnait et les rançonnait à quatre, cinq, six cents livres par tête. Il leur vendait des exemptions de la Réquisition. Il les faisait travailler à son profit par corvée sur un bien national dont il s'était fait fermier. Il les fit contribuer pour acheter des blés, dans un moment de disette, puis, ces blés, les leur vendit trente sous plus cher par boisseau qu'ils ne lui avaient coûté. Ce tyran, à l'exemple des anciens seigneurs, mariait à sa volonté. Un homme qu'il mit en prison n'en sortit qu'en épousant une fille qu'il lui imposa. Le curé voulait

se marier, il ne le permit pas, et, pour plus de sûreté, il enferma la fiancée, puis la bannit de la commune.

Ce qui le rendait si hardi, c'est qu'à bon marché il s'était fait un renom de patriotisme en célébrant avec éclat l'abolition de la féodalité. Pour la fête, il avait levé une somme énorme de 2,400 livres, et coupé dans les forêts de l'État cent cordes de bois dont il fit un feu de joie sur une montagne voisine.

On se plaignit au district. Mais un des administrateurs était parent de l'huissier. Le district ne souffla mot.

Le tribunal criminel du département n'osait trop mettre en accusation ce grand patriote. Il demanda à la Convention s'il était compétent pour le faire. La Convention, indignée, décréta qu'on l'arrêterait sur-le-champ, lui et ses protecteurs, les administrateurs du district, et les envoya tous au Tribunal révolutionnaire.

Le 19 ventôse, aux Jacobins, le Dantoniste Thirion déclara à la Société que les comités de surveillance des petites communes étaient profondément corrompus, que les aristocrates, les intendants, économes, valets des anciens seigneurs, y étaient les maîtres; que c'étaient eux qui empêchaient les paysans d'apporter leurs denrées aux villes.

L'observation porta coup. Peu après, la Convention, sur la très sage proposition de Couthon, décida *qu'il n'y aurait plus de comité de surveillance qu'aux villes de district*, où sans doute le comité devait mieux marcher sous les yeux des Jacobins. Changement immense et trop peu remarqué! Ce n'est pas moins que le reflux révolutionnaire. La Révolution, par une défiance tardive, se retire des campagnes, se concentre dans les villes.

Eh quoi! les acquéreurs de biens nationaux ne lui constituent-ils pas dans les campagnes une phalange invincible contre l'aristocratie?... Mais, s'ils sont aristocrates?

Je crains que même au district la spéculation concentrée n'y soit pas moins cupide, pas moins contre-révolutionnaire. L'âge des principes s'en va, celui des intérêts commence. Là se fera, sans nulle peine, la monstrueuse alliance des partis. Faux patriotes, aristocrates, tous vont spéculer ensemble.

On se rappelle Jourdan, l'homme de la Glacière, chassé par les constitutionnels, ramené par Barbaroux en triomphe dans Avignon. Cet homme portait alors le drapeau des Girondins. En 94, il s'était rapproché des royalistes et spéculait avec eux. Du reste, grand patriote, bien reçu des Jacobins de Paris, le 11 nivôse il reçoit l'accolade de leur président; le 28, il est reçu membre. On n'eût osé l'entamer, si, par un excès d'audace et d'effronterie, il n'avait soulevé contre lui la colère de l'Assemblée.

Le représentant Maignet envoya à la Convention une lettre où Jourdan, colonel de gendarmerie, désignait comme suspect un représentant qui avait passé à Avignon *avec un congé de l'Assemblée*. Jourdan se portait pour plus patriote que la Convention même. Merlin (de Thionville) et Legendre

demandèrent que ce drôle fût envoyé au Comité de sûreté générale. D'autres appuyèrent. Jourdan fut arrêté, amené, épluché.

Et alors, on en vit plus qu'on n'en voulait voir. Dans ses spéculations, il était l'associé du représentant Rovère, du Comtat d'Avignon. Demi-Italien, ex-garde du corps du pape, riche, marquis de Fonvielle, changeant de figure tous les jours, tantôt des illustres Rovères d'Italie, tantôt petit-fils d'un boucher. Ce caméléon donna le plus surprenant spectacle. Avec Jourdan, il organisa dans le Midi la première de ces *bandes noires* qui achetaient à vil prix les biens nationaux. Les complices furent des royalistes, les agents des émigrés, les parents, amis de ceux que Jourdan avait massacrés. Cet intelligent Rovère leur fit aisément comprendre qu'ils pouvaient, en profitant de la simplicité révolutionnaire, sur les dépouilles des morts, de leurs propres morts, faire les plus beaux coups. La Révolution elle-même avait travaillé pour eux ; elle les faisait peu nombreux, et il ne tenait qu'à eux qu'elle ne les fît héritiers. Ils commencèrent à reconnaître que la Terreur avait du bon. Les marquises sympathisèrent fort avec M. de Fonvielle, que dis-je? avec *monsieur Jourdan*. « Hélas! disaient-elles en soupirant quand on lui fit son procès, on nous ôte *monsieur Jourdan* quand il revient aux bons principes. »

On guillotina Jourdan. Rovère resta à la Montagne, muet, tapi dans les rangs des Dantonistes qu'il déshonorait. Ce furent eux cependant, précisément les Dantonistes, qui firent, comme on vient de le voir, arrêter son associé.

Les faits qui précèdent indiquent combien rarement, difficilement venait la lumière.

Même chez les Robespierristes qui, d'après les vertus de leur maître, affectaient de grands dehors d'abstinence et d'austérité, on a vu la fortune subite du Jacobin Nicolas, ouvrier en 92, possesseur en 93 d'une vaste imprimerie, et qui, sur le tribunal seulement, avait déjà gagné cent mille francs.

Dubois-Crancé fit en avril une proposition hardie. De Rennes, où il était alors, il écrivit aux Jacobins que leur rôle de *surveillants et censeurs des fonctionnaires* ne leur permettait pas d'être *fonctionnaires* eux-mêmes, qu'il fallait opter.

La chose était-elle possible? le personnel révolutionnaire étant devenu si peu nombreux, les Jacobins n'étaient-ils pas obligés de cumuler ces choses peu conciliables? Les places délaissées par eux n'eussent-elles pas passé en des mains peu sûres? Quoi qu'il en soit, au seul énoncé de la proposition, la salle pensa s'écrouler. Les zélés se mettaient la main aux oreilles pour n'entendre un tel blasphème. Robespierre faillit en faire le point de départ d'une accusation de haute trahison.

Nul doute cependant que l'affaissement précoce du gouvernement révolutionnaire ne tînt à deux choses.

Premièrement, ce cumul du *surveillant fonctionnaire*, n'ayant de contrôle que lui-même.

Deuxièmement, *la tolérance* de plusieurs sociétés ou comités *pour la*

spéculation, et l'agiotage exercé souvent par leurs propres membres, acquéreurs, vendeurs, trafiquants de biens nationaux, brocantant et s'enrichissant « pour le salut de la Patrie ».

Ces deux fléaux minaient la République.

Elle triomphait de l'Europe, et elle dépérissait en dessous.

Il devait lui arriver, comme à un vaisseau superbe qui règne sur l'Océan, et qui porte dans son sein un monde de vers acharné à le dévorer.

Il est une ville de France, un port, dont plusieurs maisons, habitées par de nouveaux hôtes, peuvent s'écrouler un matin. Un vaisseau probablement les apporta des colonies. Depuis, maîtres absolus dans un quartier de la Rochelle, les *termites*, c'est leur nom, laborieux, silencieux, invisibles ouvriers, travaillent, sans que rien les arrête. Un pieu neuf planté dans la terre est dévoré en vingt-quatre heures. Solives, lambris, portes, châssis de fenêtres, marches et rampes d'escaliers, tout mangé sans qu'il y paraisse. La forme seule reste. Vous appuyez sur ce bois ferme en apparence, vernis, reluisant, et la main enfonce ; ce n'est que poussière. Les parquets cèdent sous les pieds ; on tâche de marcher doucement. Que sont les poutres en dessous? on n'ose y penser. On vit suspendu à l'abîme...

Tel fut le réveil étrange de la Révolution, lorsque, toute préoccupée d'idées, de principes, de disputes et de factions, elle vit que par-dessous on pensait à autre chose, qu'il s'agissait d'intérêts, d'agio, de coalition, que tous s'entendaient avec tous.

De ces *termites* de 94 et 95, le nom était : *Bande noire*. Mais comment les reconnaître ? L'insecte, plus dangereux que celui de la Rochelle, vivait, non dans la maison seulement et dans le bois, mais dans l'homme, la chair et le sang, et jusque dans les entrailles des sociétés créées pour lui faire la guerre, de sorte que trop souvent, là où l'on cherchait le moyen de détruire le monstre, on trouvait le monstre même.

CHAPITRE VI

LAVOISIER. — LA GRANDE CHIMIE. — LES MŒURS EN 94

POUVAIT-ON EN UN JOUR GUERIR UN MAL DE MILLE ANS ? — ENNUI, BLASEMENT, MÉPRIS DE LA VIE. — PUISSANCE, ACTIVITÉ DES FEMMES. — GALANTERIES FUNÈBRES. — RAPIDES TRANSFORMATIONS, AVÈNEMENT DE LA CHIMIE. — ON TUE L'INVENTEUR (8 MAI). — FÉROCITÉ LIBERTINE DE L'ANCIEN RÉGIME, CONTINUÉE SOUS LA RÉPUBLIQUE. — UN NOBLE PROFESSEUR DE CRIME.

Rapprochez les deux mots qui suivent :

Un Constituant disait ce mot amer et sceptique :

« Maintenant que nous avons fait des lois pour une nation, il ne nous reste plus qu'à faire une nation pour ces lois. »



Leur récréation favorite était la répétition préalable du drame suprême. (P. 1724.)

Et un Conventionnel, héroïquement : « Si nous décrétons l'Éducation, nous aurons assez vécu. »

Décréter l'Éducation était difficile pour une Révolution commencée qui n'apercevait elle-même qu'un côté de ses principes, et devait recevoir du temps sa complète révélation.

Et c'était peu de décréter l'éducation, la création d'un peuple nouveau ; il fallait changer l'ancien.

Mille ans d'une éducation antihumaine où l'on enseigna systématiquement la dégradation de l'homme, posant comme vertu parfaite la résignation au servage, c'est-à-dire l'acceptation de l'état de brute (pour l'homme l'éternité du fouet, pour la femme celle du viol, le servage n'est pas autre chose), — voilà l'œuvre longue et terrible que la Révolution était appelée à effacer en un jour.

Il lui fallait improviser un remède assez puissant pour guérir du premier coup ce chancre envieilli pendant tant de siècles.

Beaucoup avaient le sentiment triste, amer, qu'on ne guérit pas de telles choses.

Plusieurs se jetaient dans l'idée d'une épuration terrible, universelle, absolue.

Là, une difficulté restait. Cette épuration pouvait-elle être individuelle? En frappant tel individu et tel autre encore, était-on sûr d'épurer? Le mal se trouvant en tous, ne fallait-il pas épurer en chaque individu même? Pas un, non, pas un n'était pur. Tous avaient en eux de quoi condamner, trier et proscrire. Robespierre crut que, Danton mort, tout était fini. Erreur. En lui-même, il restait matière à proscription. Il y eut un prêtre en Robespierre, comme un tyran dans Saint-Just. Dans son âme ardente et malade, combattu de plusieurs âmes, il devait du Robespierre pur proscrire le Robespierre impur, tuer la haine en lui, la vengeance, guillotiner l'hypocrisie.

La plupart, sans se bien expliquer ceci, n'en ressentaient pas moins confusément, instinctivement, l'inutilité de ce qui se faisait. La Terreur généralement frappait à côté. Cet énorme sacrifice d'efforts et de sang était en pure perte. De là un grand découragement, une rapide et funeste démoralisation, une sorte de choléra moral.

Quand le nerf moral se brise, deux choses contraires en adviennent Les uns, décidés à vivre à tout prix, s'établissent en pleine boue. Les autres, d'ennui, de nausée, vont au-devant de la mort, ou du moins ne la fuient plus.

Cela avait commencé à Lyon; les exécutions trop fréquentes avaient blasé les spectateurs ; un d'eux disait en revenant : « Que ferai-je pour être guillotiné? » Un des condamnés qui lisait, quand on l'appela, continua jusqu'à l'échafaud ; au pied de la guillotine, il mit le signet. Cinq prisonniers à Paris échappent aux gendarmes ; ils avaient voulu seulement aller encore au Vaudeville. L'un revient au tribunal : « Je ne puis plus retrouver les autres. Pourriez-vous me dire où sont nos gendarmes? donnez-moi des renseignements. »

Le plus fort fut à l'Assemblée ; un homme qui voulait tuer Robespierre ou Collot-d'Herbois alla en attendant à la Convention ; Barère occupait le tapis en contant je ne sais quelle histoire de Madagascar ; l'homme s'endormit profondément.

De pareils signes indiquaient trop que décidément la Terreur s'usait. Cet effort contre nature ne pouvait plus se soutenir. La Nature, la toute-puissante, l'indomptable Nature, qui ne germe nulle part plus énergiquement que sur les tombeaux, reparaissait victorieuse, sous mille formes inattendues. La guerre, la terreur, la mort, tout ce qui semblait contre elle, lui donnaient de nouveaux triomphes. Les femmes ne furent jamais si fortes. Elles se multipliaient, remuaient tout. L'atrocité de la loi rendait quasi légitimes les faiblesses de la grâce. Elles disaient hardiment en consolant le prisonnier : « Si je ne suis bonne aujourd'hui, il sera trop tard demain. » Le matin, on rencontrait de jolis jeunes imberbes menant le cabriolet à bride abattue ; c'étaient des femmes humaines qui sollicitaient, couraient les puissants du jour. De là, aux prisons. La charité les menait loin. Consolatrices du dehors, ou prisonnières du dedans, aucune ne disputait. Être enceinte, pour ces dernières, c'était une chance de vivre.

Un mot était répété sans cesse, employé à tout : « *La nature!* suivre la nature! Livrez-vous à la nature, etc. » Le mot *vie*, succéda en 95 : « Coulons la vie!... Manquer sa vie, etc. »

On frémissait de la manquer, on la saisissait au passage, on en économisait les miettes. On en volait au destin tout ce qu'on pouvait dérober. De respect humain, aucun souvenir. La captivité était, en ce sens, un complet affranchissement. Des hommes graves, des femmes sérieuses, se livraient aux folles parades, aux dérisions de la mort. Leur récréation favorite était la répétition préalable du drame suprême, l'essai de la dernière toilette et les grâces de la guillotine. Ces lugubres parodies comportaient d'audacieuses exhibitions de la beauté ; on voulait faire regretter ce que la mort allait atteindre. Si l'on en croit un royaliste, de grandes dames humanisées, sur des chaises mal assurées, hasardaient cette gymnastique. Même à la sombre Conciergerie, où l'on ne venait guère que pour mourir, la grille tragique et sacrée, témoin des prédications viriles de madame Roland, vit souvent à certaines heures des scènes bien moins sérieuses ; la nuit et la mort gardaient le secret.

De même que, l'assignat n'inspirant aucune confiance, on hâtait les transactions, l'homme aussi n'étant pas plus sûr de durer que le papier, les liaisons se brusquaient, se rompaient, se reformaient avec une mobilité extraordinaire. L'existence, pour ainsi parler, était volatilisée Plus de solide, tout fluide, et bientôt gaz évanoui.

Lavoisier venait d'établir et démontrer la grande idée moderne : Solide, fluide et gazeux, trois formes d'une même substance.

Qu'est-ce que l'homme physique et la vie? Un gaz solidifié.

Le découvreur de cette idée, grande, terrible, féconde, qui, sur son chemin, supprimait l'immortalité des corps et le Jugement dernier, Lavoisier; était la Révolution elle-même contre l'esprit du Moyen âge.

C'était lui qui, sans s'arrêter aux superstitions locales, avait vidé le vieux Paris de ses morts, enlevé tous ses cimetières, pour les verser aux catacombes.

Quelle révolution plus grande que celle qui introduit au fond même de la composition des êtres l'homme jusque-là errant autour? Il les palpait, il les pénètre; le voilà dans leur essence, tête à tête avec le Créateur... Que dis-je? le voilà créateur et devenu lui-même le rival de la nature!

Cette science, à ce moment, faisait ses premiers miracles. Aussi féconde d'applications que sublime en son principe, elle enfantait, de moment en moment, des armes pour la Patrie. Elle lui mettait en main la foudre. Elle fouillait à fond la France, et elle en tirait de quoi terrifier l'Europe. Ce n'était pas seulement une science que Lavoisier avait faite, il avait engendré un peuple. Une immense tribu de chimistes, *les élèves du salpêtre*, comme on les appelait, remplissaient tout de leur activité. Partout les chaudières et les appareils où le salpêtre était fondu. Partout les députations qui portaient à l'Assemblée ces offrandes patriotiques. Une grande fête fut donnée à l'école, qu'on eût pu appeler la fête de la chimie. « Un siège, un trône, y était sans doute dressé pour ce créateur? » Oui, sur la fatale charrette, à la place de la Révolution.

Pas un mot de plus. Ceci parle assez. Avec la grandeur du mouvement, on voit sa brutalité, son aveuglement, son vertige.

Elle commence, la grande, la terrible opération, qui, par jugements, proscriptions, batailles, famines, hôpitaux, va, de 94 à 1815, pendant plus de vingt années, dissoudre, décomposer, rendre au repos de la nature, cette énorme masse vivante de tant de millions d'hommes.

Une émotion de plaisir, sauvage, homicide, est attachée, chez beaucoup d'hommes, à la destruction. Chose sombre et triste à dire: ils aiment à détruire autant qu'à créer. Dans les basses et stériles natures, c'est à détruire qu'on se sent Dieu.

Et plus la nature est stérile, pauvre et tarie de jouissances, plus elle demande ses joies à la mort, à la douleur. Les récréations d'un peuple serf, délaissé sans vie morale, sans idée, sans espoir d'amélioration, c'étaient la potence et la roue. Les récréations de ses maîtres, c'étaient l'outrage et les coups, c'étaient le fouet et le bâton. Ce que nous voyons en Russie, où, de relais en relais, le postillon est fouetté, de quelque façon qu'il aille, pour l'amusement du conducteur, offre une image affaiblie de ce joyeux Moyen âge. *Joyeuse France, joyeuse Angleterre*, c'est un mot proverbial, tout pays alors est joyeux.

Au dix-septième siècle encore, il y avait beaucoup de *joyeux* seigneurs. La guerre, la chasse, le duel, trois manières de verser le sang, et sans

préjudice de l'assassinat. Lisez aux Mémoires de Fléchier les plaisanteries un peu fortes de la noblesse d'Auvergne, un homme entre autres qu'on s'amuse à murer, pour le faire mourir de faim.

Le grand Condé avait dit à je ne sais quel carnage : « Bah ! ce n'est qu'une nuit de Paris ! » Les Condé, chasseurs sauvages, trop faits à la vue du sang dans ces immenses tueries qu'on appelait grandes chasses, vivaient volontiers dans les forêts, avec mille caprices étranges. Le fils du grand Condé se croyait souvent chien de chasse, et. comme tel, aboyait des heures. Son petit-fils (voy. Saint-Simon) fut un nain fantasque et féroce. Ces princes, éloignés des armées par la défiance des rois, étaient soufferts comme rois, dans la liberté sauvage de leurs plus damnables fantaisies. L'un d'eux, Charolais, pour se distraire, assassinait de temps à autre. La tyrannie illimitée de ces grandes maisons sur leurs domestiques et vassaux durait en plein dix-huitième siècle. « Ces gens-là vivent de nous, disaient-ils ; qu'importe, s'ils meurent par nous ? »

Ce 93 obscur des bons temps de la monarchie, très soigneusement obscurci par la connivence des rois, *qui sauvaient l'honneur des familles*, gêné par le progrès de l'ordre, était en revanche animé, irrité par les résistances croissantes de la dignité humaine. L'outrage était plus savoureux ne tombant plus sur des brutes, comme celles du Moyen âge. Le plaisir n'était plus de jouir, mais de briser. Misérables générations, lie dernière d'un monde fini, sans cœur, sans imagination et dépourvues de sens même, qui du plaisir ne savent plus rien que la douleur, et pour qui, dans leur vice impuissant, un enfer commence.

Dans les châteaux des Condé, d'une de leurs dames d'honneur, naquit le héros du genre. M. de Sade, de la noble famille d'Avignon, illustrée par la Laure de Pétrarque, était un aimable viveur ; seulement, ses gaietés de prince le brouillaient avec la justice. La première fois, une femme qu'il battait et torturait se jeta par la fenêtre. Pour cent louis, il én fut quitte. Une autre fois, il donne à dîner à des filles de Marseille, et, *pour rire*, les empoisonne. Le parlement d'Aix se fâche ; de Sade se sauve, et, sur la route, il enlève sa belle-sœur. Comme il recommençait toujours, le roi, las de le gracier, l'avait mis à la Bastille. Qu'un tel homme vécût encore, rien ne prouvait mieux la nécessité de détruire l'arbitraire hideux de l'ancienne monarchie. Il vivait, mais enfin, la justice rentrant en ce monde, le premier essai de la guillotine lui appartenait de droit.

Prisonnier de la Bastille, il se posa en victime. On accueillait crédulement toute menterie de ce genre. Il fut bien reçu, dit-on, de M. de Clermont-Tonnerre et des Constitutionnels ; bien reçu des hommes de 93, assez bien pour présider sa section, celle des Piques ou de la place Vendôme, la section de Robespierre.

Comment s'y était-il glissé? Dans le trouble du 2 septembre. Dans ce jour où tout le monde se tenait chez soi, il jugea, non sans raison,

qu'il y avait plus de sûreté pour un ci-devant au sein même de sa section. Il quitta sa rue (déserte alors), la rue Neuve-des-Mathurins, et vint le soir aux Capucines, près de la place Vendôme. Les amis de Robespierre n'y étaient pas, s'étant portés aux Jacobins. Il n'y avait pas grand monde, et personne qui sût bien écrire. De Sade n'était connu que comme un homme qui avait été en prison sous l'ancien régime. Il avait l'air doux et fin, était blond, un peu chauve et grisonnant. « Voulez-vous être secrétaire? — Volontiers. » Il prend la plume.

Notre homme calcula fort juste qu'il ne fallait pas, avec tous ses précédents, se mettre trop en avant. Il prit un rôle tout à la fois actif et paisible, le métier de philanthrope. Bonne âme qui employait tout son temps aux hôpitaux. Il fit des rapports là-dessus, forts goûtés de la section.

Quand on parla de créer l'armée révolutionnaire à quarante sols par jour, il saisit l'occasion, prit en main cette affaire populaire, et fut nommé d'enthousiasme président de la section.

Cela le mit trop en lumière.

Vers la fin de 93, la Commune essayant d'appuyer son nouveau culte sur une épuration morale, la guerre aux filles, aux libertins, aux livres obscènes, à la vermine de tout genre qui se cachait dans Paris, on commença à s'enquérir de cet hypocrite; on le déclara suspect, on l'arrêta. En prison, il fit le malade et obtint l'adoucissement d'une maison de santé, d'où le tira le 9 thermidor.

Agé alors de cinquante ans, professeur émérite de crime, il enseignait avec l'autorité de l'âge et dans les formes élégantes d'un homme de sa condition, que la nature, indifférente au bien, au mal, n'est qu'une succession de meurtres, qu'elle aime à tuer une existence pour en susciter des milliers, que le monde est un vaste crime.

Les sociétés finissent par ces choses monstrueuses, le Moyen âge par un Gilles de Retz, le célèbre tueur d'enfants; l'ancien régime par de Sade, l'apôtre des assassins.

Terrible situation d'une République naissante, qui, dans le chaos immense d'un monde écroulé, était surprise en dessous par ces reptiles effroyables. Les vipères et les scorpions erraient dans ses fondements.



LIVRE XIX

CHAPITRE PREMIER

DISSENTIMENTS DE ROBESPIERRE ET DE SAINT-JUST (16 AVRIL)

IDÉE D'ÉPURATION PAR LA DICTATURE. — SAINT-JUST VEUT POUSSER LA TERREUR. — ROBESPIERRE VOUDRAIT ENRAYER. — DÉCRET MIXTE DU 16 AVRIL. — SOLITUDE DE SAINT-JUST.

Cette terrible pourriture qu'on découvrait en dessous, ces souterrains fangeux, ces gouffres creusés sous la République, à mesure qu'on les voyait, ralliaient beaucoup d'honnêtes gens au vœu de Saint-Just : la création d'un grand épurateur, d'un censeur impitoyable, qui, armé de la dictature, passerait au creuset la Révolution.

Saint-Just croyait que Robespierre était l'homme nécessaire : il voyait en lui le seul homme qui eût vécu l'âge même de la Révolution, ses cinq siècles, en cinq années, celui qui semblait en être la conscience, la perpétuité vivante, et qui pesait dans son destin du poids de cette antiquité. Plus Saint-Just trouvait la France éloignée de son idéal de la République, plus il la jugeait incapable de se gouverner elle-même, plus il embrassait l'idée d'un dictateur moral. Un seul homme était capable de ce rôle, et cet homme était Robespierre.

Maintenant on va supposer qu'il y eut unité entre eux. Rien n'est moins exact.

Quoique Saint-Just appartînt à Robespierre et par le cœur et par l'idée, la force des choses tendait à l'en éloigner malgré lui.

Déjà, dans l'affaire de Danton, leur conduite avait été absolument contraire.

Saint-Just tua Danton, parce que seul il n'eut pas la moindre hésitation ni le moindre doute. Il crut d'après Robespierre; mais bien plus que lui, il eut la foi atroce de cet acte sauvage. Au moment où la Loi mourante vint encore réclamer aux Comités, qui fut à son poste? qui fit taire la Loi? qui fut à cette heure la Loi et la dictature?



Au milieu des généraux tremblants et courbés, il lui arrivait souvent de tirer un agenda qu'il portait toujours, et l'on croyait qu'il écrivait des ordres de mort. (P. 1733.)

Robespierre, au contraire, en s'engageant dans cette route, ne négligea rien pour faire voir qu'il y avait été poussé. Il proclama et répéta qu'un autre avait eu la première idée, dit le premier mot ; qu'à ce mot on avait essayé d'opposer le souvenir de l'ancienne relation, et qu'il avait résisté pour le salut public. Chacun fut tenté de croire qu'en ce cruel sacrifice d'un compagnon de tant d'années, Robespierre s'était sacrifié lui-même, avait immolé son propre cœur.

Donc c'était Saint-Just qui avait pris la responsabilité capitale de l'acte : il en savait la gravité. Plus d'une fois dans ses notes pleines de pensées funèbres, il paraît très bien sentir qu'après de telles choses, directe est la voie du tombeau.

Mais s'il avait fait cette chose énorme, fait passer la République sur le corps de son père, c'est que ce passé si cher, si sacré aux patriotes, lui apparaissait comme un obstacle sur la route de l'avenir où il avait hâte d'engager la Révolution.

Donc, bien plus que Robespierre, il avait besoin d'aller en avant. Son acte le lui commandait. S'il ne faisait les grandes choses dont Danton lui semblait l'obstacle, Saint-Just restait un assassin.

Il avait toujours volontiers consulté, dès son premier âge, les oracles de la mort. Nous avons dit les étrangetés de sa jeunesse, comment, au milieu d'une ville très corrompue de province, d'une école de droit dissolue, au milieu des séductions intérieures d'une imagination lubrique, il s'était fait un refuge, une chambre tendue de noir et de blanches têtes de morts, qu'il habitait seul à certaines heures avec les grands morts de l'antiquité. Là, sans doute, lui apparut ce mot qui a fait sa vie : « Le monde est vide depuis les Romains. »

Un passage saisissant de son discours du 16 avril, qui ne semble qu'un trait d'audace, une moralité cynique après un tel événement (Ambitieux, allez vous promener une heure au cimetière où dorment, etc.), ce passage nous porte à croire, nous qui connaissons bien l'homme, que lui-même effectivement il alla consulter les morts ; que, fort de sa sincérité, il demanda conseil à ceux qu'il avait tués, et que, de leur tombe même, il rapporta la pensée révolutionnaire.

Que lui disaient Monceaux et la Madeleine? que lui dit le Roi? « Qu'il n'y aurait jamais paix entre l'ancien et le nouveau monde. » Et les Girondins? et les Dantonistes? Ce qu'il a écrit lui-même : « Ceux qui font les révolutions à demi ne font que creuser leurs tombeaux. »

Voici son raisonnement, dont il n'a daigné donner que la conclusion.

Nous rétablissons les prémisses.

« Il faut exterminer l'ancien monde... Mais par un procédé plus définitif que la mort. La mort le réhabilite et le fait revivre. »

« Il faut l'exterminer par la honte. »

« Droit, morale et révolution, trois choses identiques. Le contre-révolutionnaire et l'homme immoral, qui sont le même homme, doivent, également flétris, traîner le boulet, casser les pierres sur les routes, former un peuple d'ilotes. Ils faisaient travailler le peuple par corvées. Eh bien, à leur tour!... Les privilégiés, nobles et prêtres, seront de droit galériens. »

Ce privilège d'avilissement contre les privilégiés, cette création d'un enfer social, d'une damnation visible des ennemis de l'Égalité, était une chose si terrible, qu'elle eût supprimé la Terreur, eût brisé la guillotine

comme un joujou inutile, propre seulement à glorifier les aristocrates, à déguiser en martyrs les fripons et les Dubarry.

La question était de savoir si l'opinion admettrait vraiment cette flétrissure, si des classes respectées naguère seraient avilies tout à coup, si la pitié sans cesse réveillée par ce spectacle ne plaiderait pas tout bas les circonstances atténuantes, si les opprimés d'hier ne prendraient pas parti pour leurs oppresseurs.

Quand le rêveur apporta son idée au Comité de salut public, avec la sécurité du somnambule qui marche les yeux fermés, il se heurta tout à coup. Pas une voix n'était pour lui.

Avait-il communiqué la chose à Robespierre? Je ne le crois pas. Leurs idées étaient déjà visiblement opposées, autant que leur point de départ. Saint-Just partait de Lycurgue, Robespierre de Jean-Jacques Rousseau. Saint-Just croyait que la Révolution périssait si elle ne procédait à son épuration radicale, à l'anéantissement de ses ennemis, anéantissement *moral*, qui est le seul vrai et complet. Robespierre, au contraire, s'imaginait diviser l'ennemi, en partie le rallier. Son disciple proscrivait les prêtres; lui, il voulait les rassurer, non seulement en général par sa fête de l'Être suprême, mais par des moyens plus directs dont nous parlerons tout à l'heure.

Autre différence. Saint-Just proscrivait les nobles, les anoblis, tout privilégié.

Robespierre, comme on va voir, demanda quelques exceptions.

Dévoilant timidement ses secrètes idées d'indulgence, il n'en prétendait pas moins garder une ligne immuable de sévérité. Il croyait pouvoir relever l'autel sans briser l'échafaud. Devant Billaud, devant Collot, à la Convention et aux Jacobins, il se flattait de raser, sans y tomber jamais, le marais du modérantisme où s'était engouffré Danton.

Chose infiniment difficile, où le sens moral n'était guère moins forcé que dans le projet de Saint-Just. L'homme, par la logique du cœur, croit invinciblement que le créateur de la vie en est le conservateur, et que Dieu signifie clémence.

Les Comités, quoiqu'ils devinassent bien que Robespierre ne pouvait se tenir sur cette pente, et que peut-être un matin il ferait sa paix avec l'opinion en les sacrifiant eux-mêmes, n'hésitèrent pas à préférer sa ligne et à combattre Saint-Just. Ils entrevoyaient en celui-ci quelque chose de plus terrible encore, une tyrannie fanatique, redoutable par la bonne foi et par l'intrépidité. Ils l'arrêtèrent au premier mot, forts de l'appui de Robespierre.

Tout d'abord, unanimement (sauf Billaud peut-être), ils effacèrent le mot *prêtres* du décret proposé. Les nobles seuls furent atteints.

Saint-Just aurait voulu le bannissement absolu des étrangers. On se borna à ceci : « Les nobles et les étrangers n'habiteront ni Paris ni les places frontières. »

Et encore, on ajouta cette restriction qui pouvait annuler tout : « Le

Comité est autorisé à mettre en réquisition (à faire rester à Paris) ceux qu'il croit utiles. »

Toute la nuit, on disputa, on tailla, rogna. Saint-Just perdit patience, laissa tout, et dit en partant : « Vous ménagez l'ennemi, à la bonne heure ! Eh bien, la contre-révolution vous emportera. »

Le lendemain, sans doute en son absence, sur ce décret tout changé, chacun broda un article. Le seul qui semble garder l'empreinte de Saint-Just est celui-ci : « On codifiera les lois; on rédigera un corps d'institutions qui gardent les mœurs et la liberté. »

Les auteurs des autres articles sont faciles à deviner. (Robespierre :) Les conspirateurs ne seront désormais jugés qu'à Paris. (Billaud :) Les oisifs qui se plaignent, déportés à la Guyane. (Lindet :) On encouragera par des récompenses et des indemnités l'industrie, le commerce, les mines; on protégera les transports, la circulation des rouliers, etc. On voit par ce dernier article tout le chemin qu'avait fait le décret, pas moins que l'histoire tout entière, toute la distance historique entre Dracon et Colbert. Saint-Just détestait le commerce, et le proscrivait spécialement, disant qu'il n'y a de bon peuple qu'un peuple agricole, que les mains de l'homme ne sont faites que pour la terre et les armes.

Ainsi ce décret fut un monstre, un accouplement bizarre des plus hostiles esprits. Une confusion si étrange, qu'on eût pu attribuer à la précipitation dans un moment moins paisible, avait toute la valeur d'un aveu d'inconciliables discordes. Elle mettait à nu le trouble intérieur du Comité, semblait une amère satire du gouvernement collectif, un titre pour qui eût réclamé le gouvernement d'un seul et la création de la dictature.

Elle poussait à la grandeur de Robespierre. Elle brisait les utopies draconiennes de Saint-Just.

L'un eût voulu avancer dans les mondes inconnus. L'autre eût voulu enrayer.

Et le décret résultant de ces tendances diverses montrait trop que désormais la Révolution ne pouvait avancer ni reculer.

Quelque découragé que fût Saint-Just et sans espoir sur l'avenir, il ne refusa pas de présenter cette production étrange à la Convention. Il était le rapporteur désigné et attendu ; il ne se fût abstenu qu'en dénonçant par son silence la discorde intérieure du Comité, et celle même du triumvirat, c'est-à-dire en portant le coup le plus grave à l'autorité du gouvernement. C'était l'entrée de la campagne ; d'énormes armées alliées apparaissaient à l'horizon. Saint-Just, avec une vraie grandeur, couvrit la situation. En tête de ce décret, il lut l'immense rapport qu'il avait préparé dans un tout autre esprit.

Quelque soin pourtant qu'il ait mis à effacer du rapport tout ce qui eût rappelé les dissentiments, on y trouve une chose bien grave et bien peu robespierriste, un éloge de Marat. Saint-Just n'ignorait nullement que Robespierre, très antipathique à ce souvenir, jaloux de ce dieu, en regardait tout

éloge comme un acte d'hostilité. Celui qu'en fit Fabre d'Églantine, avant son arrestation, contribua certainement à le lui rendre implacable.

Ceci était un léger signe, non d'hostilité, mais d'émancipation. Politiquement dévoué à Robespierre et le voulant pour dictateur, moralement Saint-Just était seul.

Seul à la Convention, il s'était vu non moins seul dans le Comité de salut public. Sa solitude intérieure, plus profonde encore, son état d'abstraction qui le tenait à mille ans au delà ou en deçà, lui rendaient chaque jour le présent de plus en plus intolérable. Sa chambre des morts le suivait idéalement. Il ne vivait volontiers qu'aux armées, sur les chemins ; et là encore, dans un grand isolement, tenant les généraux à distance dans le respect et la terreur, haïssant d'avance en eux l'avènement du pouvoir militaire, la brutalité du sabre, et croyant qu'on ne pouvait le tenir trop ferme, trop bas. Il avait chassé les filles de l'armée ; un soldat qui garda la sienne un jour de plus et s'en vanta, Saint-Just le fit fusiller.

A travers les embarras de ce rôle étrange de dictateur des armées, il ne laissait pas que d'écrire. Au milieu des généraux tremblants et courbés, il lui arrivait souvent de tirer un agenda qu'il portait toujours, et l'on croyait qu'il écrivait des ordres de mort. C'étaient des rêves généralement philanthropiques, des vœux, des idées pour la République de l'avenir, où il rejetait ses espérances, les lois d'une cité agricole où régneraient l'égalité et la vertu.

Chose étrange ! le proscripteur et le proscrit, Saint-Just et Condorcet, écrivaient en même temps, l'un dans sa cachette, l'autre à la tête des armées et tout-puissant ; et tous deux écrivaient des rêves, — bien divers, mais toujours empreints d'un amour profond de l'humanité.

Ces notes de Saint-Just, qu'une main systématique a prétendu ordonner pour former un livre, devaient être laissées dans leur succession accidentelle, quelque confuse qu'elle semblât, comme elles lui sont venues à Paris ou sur les chemins, telle aux armées et devant l'ennemi, telle dans les nuits laborieuses du Comité, telle en rêvant à Monceaux ou à la Madeleine.

Il y a des mots d'une telle solitude de cœur, d'un tel élan vers les âges futurs, qu'on est bien tenté de croire que le présent n'est plus pour lui. L'amitié vit-elle encore? Oui, mais sans doute affaiblie. D'autant plus embrasse-t-il l'humanité à naître avec une tendresse sublime : « L'homme, obligé de s'isoler du monde et de lui-même, jette son ancre dans l'avenir, et presse sur son cœur la postérité innocente des maux présents. »

C'est l'amour de l'avenir qui le rend terrible à son temps. Gardien austère de la Révolution dont il répond aux générations futures, il semble enfermé de plus en plus dans une île âpre, escarpée et sauvage, dans l'idéal impossible que le monde fuit de plus en plus.

Ce jeune Dracon, ce Lycurgue, c'est celui que tous trahissent.

L'esprit même du temps le trahit.

Le Comité le trahit. Barère donne six mille exemptions au décret contre

les nobles. Carnot les emploie quand il peut, pour l'avantage de la République.

Son maître même le trahit. Saint-Just parti pour l'armée, Robespierre fit excepter les anoblis du décret qui frappait les nobles.

Lebas, l'homme de Robespierre, en mission avec Saint-Just même et voyageant avec lui, le quittait souvent en route, se faisait donner les registres des Comités révolutionnaires et en arrachait les dénonciations contre les prêtres. Ces feuilles arrachées subsistent dans la famille Lebas.

Rappelé par Robespierre, presque à la veille de la fête de l'Être suprême, Saint-Just n'y assista point et repartit pour l'armée.

CHAPITRE II

LES ROBESPIERRISTES PRÉCIPITENT LEUR CHEF AU POUVOIR (AVRIL-MAI 94)

TOUS LES POUVOIRS DANS LA MAIN DE ROBESPIERRE. — OPPOSITION CONTRE LUI. — DISCOURS SUR LA FÊTE DE L'ÊTRE SUPRÊME, 7 MAI. — REFUS D'AIDER LA POLOGNE.

« Ce dictateur, ce censeur, ce grand juge que vous voulez élever au pouvoir le plus haut qu'un homme ait occupé jamais, sera-t-il libre d'en descendre?... Un parti va l'y porter, dans l'intérêt d'un parti... Ce parti, couvert récemment du sang le plus cher à la République, peut-on croire qu'il ménagera, qu'il respectera quelque chose? Maître une fois et régnant sous le philosophe utopiste qui le couvre de sa popularité, il l'enchaînera à la dictature, le forcera de rester roi, au nom du salut public. »

Telles étaient les pensées de la grande majorité des républicains, et non pas, comme on le croit, des hommes seuls qui avaient à craindre la justice de Robespierre, non pas seulement des Fouché, des Tallien, des Thermidoriens. — Non, les plus honnêtes gens de la Montagne, les Romme, les Soubrany, les Maure, les Ruhl, irréprochables citoyens qui, loin de céder à la réaction, l'ont combattue au prix de leur sang, n'appuyèrent nullement Robespierre, convaincus qu'ils étaient que son triomphe eût été celui d'un parti, moins que d'un parti, d'une coterie étroite de plus en plus, d'une toute petite Église.

Même parmi les Thermidoriens, plusieurs de ceux qu'une aveugle sensibilité mena très loin dans la réaction, qui se montrèrent violents, imprudents, inconséquents, Lecointre, par exemple, n'en furent pas moins honnêtes et

désintéressés dans leur haine de Robespierre : c'est la dictature imminente; c'est la royauté renaissante qu'ils haïrent en lui.

C'est une chose étrange à dire, mais vraie, l'homme qui se mit le plus en avant contre Robespierre, qui l'attaqua de meilleure heure, qui parla haut contre lui, rassura les braves, communiqua même aux faibles son audace ou sa folie, fut Lecointre, de Versailles. C'était un bon homme un peu fou, excessivement colérique, hardi par la chaleur du sang. Né grotesque, d'une physionomie saisissante par le ridicule, une de ces créatures privilégiées que la nature semble avoir faites pour faire rire. Gauche en tout, ne doutant de rien, il faisait burlesquement des choses très audacieuses. Depuis que Legendre gisait dans sa honte, aplati comme un bœuf saigné, Lecointre seul avait la puissance de dérider la Convention.

On se rappelle que Lecointre, marchand de toiles à Versailles, marchand de la cour, n'en avait pas moins travaillé contre la cour, aux dépens de son intérêt visible. Il était fort entreprenant, ardent philanthrope; à Sèvres, où il blanchissait ses toiles, il avait bâti pour les pauvres, les logeait, les occupait, leur faisait des avances. Le 6 octobre, il prit le commandement de la garde nationale, abandonnée de son chef, remplaça à lui seul la municipalité qui s'était enfuie. Nommé à la Législative, il dénonça Narbonne, Beaumarchais et d'autres. A la Convention, il demanda, au nom de l'humanité, que le prisonnier du Temple pût communiquer avec sa famille, et n'en vota pas moins la mort sans appel et sans sursis. On a vu la demande hardie de Lecointre pour que l'Assemblée imposât une surveillance à l'arbitraire illimité des Comités révolutionnaires. Mais ce qui étonna le plus, ce fut qu'au 30 août 93, Robespierre étant président, Lecointre crut apercevoir qu'il proclamait comme décrétée une chose non votée encore, et lui dit ces propres paroles : « *Monsieur*, je vous apprendrai à respecter les volontés de la Convention nationale. » Robespierre, en sortant, lui demanda tranquillement pourquoi, par cette apostrophe, il avait excité l'Assemblée contre lui. Et Lecointre répliqua : « Tu me connais, je n'ai point abattu un tyran pour en subir un autre. » On le crut devenu fou.

Ce sont ces sorties de Lecointre, celles de Bourdon (de l'Oise), celles de Ruamps et Bentabole (anciens Maratistes) qui ont préparé Thermidor. Les intrigues des fripons, des Fouché, des Tallien, n'auraient rien fait; pas un d'eux n'eût osé (comme on dit) attacher le grelot, si la chose n'eût été préparée. Ce qui fut le plus efficace, ce fut cette espèce de conspiration publique d'hommes étourdis et violents qui rassura la Convention et lui donna la force de se sauver elle-même.

Peu de jours après la mort de Danton, Lecointre invita à dîner chez lui deux hommes qui ne se connaissaient pas. L'un etait Fouquier-Tinville, cousin de Camille Desmoulins, placé par lui au tribunal, et qui venait d'être condamné à l'horrible tâche de le faire périr. Fouquier était en rapport intime avec le Comité de sûreté, dont il prenait l'ordre tous les soirs, et très

probablement confident de sa haine pour Robespierre, qui venait de créer une concurrence au Comité en démembrant la police. L'autre invité était Merlin (de Thionville), ami de tous les Dantonistes, très spécialement haï de Robespierre pour son influence aux armées; les députés militaires, Merlin, Dubois-Crancé et autres, étaient couchés sur ses livres en lettres sanglantes, et ils ne l'ignoraient pas.

Quelle fut la conversation? Il est bien facile de le deviner; sans nul doute, on nota avec effroi les pas rapides que Robespierre faisait vers le pouvoir. Chacun des grands jugements l'en avait approché d'un degré :

La mort d'Hébert et Chaumette, en mars et avril, lui livre la Commune, qu'il gouverne par Payan.

Le jour où le Comité de sûreté l'a délivré de Danton, il organise, contre le Comité, une police nouvelle qu'il dirige par Herman.

Le 6 avril, le lendemain, infatigable, insatiable, il se prépare une sorte de pontificat.

Voilà ce qui sautait aux yeux, voilà ce dont purent parler Lecointre, Fouquier, Merlin.

Mais depuis, les choses marchèrent bien plus vite :

Le 7 mai, on apprit que la proclamation de l'Être suprême et l'inauguration d'un culte philosophique seraient accompagnées d'un grave retour au passé : la liberté de l'ancien culte.

Le 8 mai, il concentra à Paris la justice révolutionnaire de toute la France, sous le président Dumas.

Le 26, la Commune robespierriste commence à solder le peuple, assignant aux indigents quinze sols par jour.

Le 28, Couthon obtient du Comité de salut public un sursis général pour le payement des taxes révolutionnaires qu'avaient imposées les représentants en mission Et, le même jour, il fait donner par l'Assemblée au Comité, c'est-à-dire à Robespierre, le droit de rappeler ces représentants ; tous ces dictateurs temporaires sont balayés rapidement, remplacés par des hommes sûrs, nommés sous une seule influence.

La Commune, gouvernée par un homme à lui, Payan, pouvait, à toute heure du jour, armer pour lui la garde nationale commandée par Henriot; celui-ci très dépendant, Robespierre l'ayant sauvé du procès d'Hébert, où on eût pu l'impliquer.

La garde nationale, triée, était convoquée, aux jours douteux, par billets à domicile adressés aux Robespierristes.

On ne s'y fiait pas encore. Le 1er juin, on créa une force armée spéciale, une école militaire de trois mille garçons d'environ seize ans, sous la direction de Lebas, l'agent le plus dévoué de Robespierre. Sans un hasard, elle eût fait ce que la garde mobile fit en juin 1848.

Il était impossible d'aller plus vite, plus droit à la dictature, ni d'une course plus rapide.



Le 25 mai, un homme tira sur Collot-d'Herbois. (P. 1741.)

Il y a de quoi étonner infiniment ceux qui connaissent le caractère de Robespierre. Et l'on n'y comprendrait rien, si l'on ne voyait, derrière, la terrible impatience du parti robespierriste, qui poussait avec fureur. Ils ne laissaient plus marcher leur chef ni toucher la terre. Ils le portaient, ils l'enlevaient. Par quoi? par l'ambition? Non, mais par la secrète terreur que lui laissait la mort de Danton, la disparition subite de tous les hommes connus, l'effroi du désert, l'idée que la dictature était maintenant son seul asile. Il

confondait sa sûreté avec celle de la France, avait hâte, pour elle et pour lui, de trouver un port ; mais ce port, où était-il, sinon au pouvoir du plus digne, qui n'accepterait la tyrannie que pour fonder la liberté? Ces pensées lui ôtaient toute résistance contre l'emportement des siens. Ému, inquiet d'aller si vite, il n'en avançait pas moins, il courait, il volait... avec la brûlante vitesse d'une étoile qui file au ciel, ou d'un boulet de canon ; la fatalité l'emportait.

Entre tant de mesures que prit si rapidement le parti robespierriste, les seules peut-être dont son chef eut la vraie initiative et qui portent l'empreinte de son caractère, ce fut sa création d'une police spéciale, et sa tentative religieuse.

La première, exécutée dans un moment si violent par un homme si puissant, ne s'en fit pas moins avec infiniment d'adresse et de ruse. Dans le démembrement du ministère de l'intérieur, on créa une administration des prisons, et comme simple appendice, un petit bureau de police, uniquement occupé des rapports du gouvernement avec la police des communes. Le chef de bureau fut Lanne, du pays de Robespierre, et le directeur Herman, d'Arras; la haute surveillance fut donnée à Saint-Just, toujours absent, qu'il fallut bien faire suppléer par Couthon et Robespierre. Ce petit bureau grossit, acquit très rapidement de nouvelles attributions, jusqu'à devenir en messidor le redoutable rival du Comité de sûreté, jusqu'à l'accuser de lenteur, jusqu'à se poser, à l'envi, comme pourvoyeur rapide de la guillotine.

L'affaire religieuse fut menée de même, avec prudence, en trois degrés.

Le 6 avril, la simple énonciation d'un rapport sur une fête à l'Éternel. Un mois après, le 7 mai, un grand et habile discours, pour Dieu et contre les prêtres, mais dans la conclusion accordant précisément ce que les prêtres demandaient : la liberté des cultes, la liberté des catholiques. Un mois après (8 juin), plus qu'un discours, l'acte décisif : Robespierre posé devant le peuple comme une sorte de pontife civil, unissant les deux pouvoirs.

Dans le célèbre discours du 7 mai, tout en disant force injures aux prêtres et aux fanatiques, Robespierre ne leur assurait pas moins la seule chose dont ils eussent besoin pour se relever. Que la loi ne s'expliquât pas, qu'elle ne posât pas la véritable garantie révolutionnaire, (*inconciliabilité du gouvernement de la liberté avec la religion de l'autorité*) c'était tout ce qu'il leur fallait.

Une éducation nouvelle ne s'organise pas en un jour. Jusque-là, l'éducation morale du grand peuple ignorant, barbare (femmes, enfants, paysans), restait en dessous au clergé. Grâce à la loi de Robespierre, la République laissait à ses mortels ennemis de quoi la détruire dans un temps donné.

L'Etre suprême ainsi que l'immortalité de l'âme proclamé, la religion placée dans la pratique du devoir, la création des fêtes morales, qui pouvaient relever les âmes, c'étaient de hautes et nobles idées. Seulement,

elles étaient souillées d'un triste mélange d'injures que ce rancuneux moraliste lançait à ses ennemis, s'acharnant sur la mémoire des victimes à peine immolées, trépignant sur la cendre encore tiède de Danton, tâchant de faire rire l'Assemblée aux dépens de Condorcet.

Ce discours, œuvre littéraire, académique, souvent éloquente, peu originale d'idées, commence par une prétention d'innovation : « Qu'y a-t-il de commun entre ce qui est et ce qui fut ?... Ne faut-il pas que vous fassiez précisément le contraire de ce qu'on a fait avant vous ? etc. » Cela dit, il ne donne guère que des *banalités* morales tirées du *Vicaire savoyard*.

Ce qui y choquera toujours les hommes vraiment religieux, c'est que la religion y est préconisée comme *utile*, recommandée pour *l'avantage* qu'y trouve la législation. Il ne faut pas croire qu'on fasse rien de sérieux par un tel *utilitarisme*. C'est ne rien faire ou mal faire, aller droit contre son but, que de donner ainsi Dieu comme un spécifique moral, salutaire aux maux dont la législation est la médecine.

Les catholiques, à qui la loi était si favorable (assurant leur liberté), n'en furent nullement contents. Ils espéraient mieux encore. Les Durand-Maillane, les Grégoire et autres, espéraient que Robespierre ferait un pas plus hardi ; ils furent blessés surtout de ce que les nouvelles fêtes étaient placées au décadi. Ils auraient voulu le dimanche. Cette affaire leur tenait au cœur plus que tous les principes. Robespierre essaya de leur complaire par les arrêtés que la Commune prit en leur faveur. Elle abolit (floréal) les réunions qui se faisaient au dernier décadi de chaque mois. Elle permit aux marchands *d'ouvrir leurs boutiques tout le décadi*, c'est-à-dire de regarder comme jour ordinaire le jour férié de la loi. C'était implicitement remettre au dimanche le jour du repos, revenir à l'ancien régime. On trouva cela bien fort. La Commune alors, qui sentit qu'elle allait trop vite, décida que, le décadi, on ouvrirait jusqu'à midi seulement (8 messidor). En réalité, les boutiques ne fermèrent que le dimanche. Les catholiques eurent cause gagnée.

Tout cela, chose étonnante, était plus remarqué, senti en Europe qu'à Paris même. Le discours du 7 mai fit considérer Robespierre de tous les gouvernements comme l'homme gouvernemental. Dès longtemps il leur plaisait comme partisan de la guerre défensive, ennemi de la propagande, adversaire des Girondins qui avaient rêvé la croisade universelle. La rapidité avec laquelle il se saisit, en six semaines, de tous les moyens du pouvoir, le désigna aux politiques comme l'homme d'ordre et de force avec qui on devait traiter. Ce fut l'objet positif d'un mémoire que le Prussien Hertzberg remit à son roi. Les trois gouvernements ligués pour le partage de la Pologne regardèrent l'organisation du pouvoir robespierriste en avril et en mai comme une heureuse compensation de l'insurrection de Pologne qui éclata le 17 avril sous Kosciuzko. L'envoyé polonais, Bars, arrivé en mai à Paris, y trouva un très froid accueil. On craignait de mécontenter la Prusse. On promit de faire,

un peu en dessous, trois millions en assignats et de donner quelques artilleurs, si l'on croit Niemcewicz. Mais Zayonzek affirme qu'on promit moins encore, « de faire ce qui serait possible. »

C'est par la même politique que Robespierre lui-même ne poussa pas activement les succès que son frère obtenait à l'armée d'Italie, par les talents de deux étrangers qu'il s'était acquis, l'un Piémontais, l'autre Corse, Masséna et Bonaparte. Pendant qu'on forçait les Alpes, Robespierre jeune les tournait; c'était déjà le plan de 96. Trente mille hommes étaient en pleine Italie. On pouvait voir le changement considérable qui s'était fait dans l'esprit de l'armée. Les soldats de Robespierre (on les nommait déjà ainsi), politiques, comme leur chef, passèrent comme autant de saints sur ce territoire italien, respectant images et chapelles, ne riant point des reliques. Robespierre jeune en fit sa cour à son frère, et lui écrivit cette sagesse.

On s'arrêta. L'invasion de l'Italie eût été directement contraire à la politique robespierriste. Celle de Belgique n'eut lieu que parce que Carnot et Lindet déclaraient n'avoir aucun moyen de nourrir de telles armées, si on ne les faisait passer sur le territoire ennemi.

CHAPITRE III

ON CONSPIRE CONTRE ROBESPIERRE (MAI 94)

POLICE MORALE. — CONSPIRATION CONTRE ROBESPIERRE (24). — ROBESPIERRE RAPPELLE SAINT-JUST. — ADRESSE DE BARÈRE CONTRE ROBESPIERRE.

L'intronisation du nouveau pouvoir fut marquée par une rigueur toute nouvelle de la police et de la censure.

La police arrêta sur les chaises des Tuileries des discoureurs imprudents qui causaient d'idées sociales, et qu'on accusa, à tort ou à droit, de prêcher la loi agraire.

L'administration des prisons, moraliste tout à coup, et préoccupée de l'âme des prisonniers (sinon de leur vie), leur ôta les livres dévots qui, disait-on, pouvaient exalter le mysticisme, et les livres indévots qui les auraient corrompus.

Le coup le plus significatif frappa le théâtre. Ce ne fut pas, comme en novembre, le Comité de salut public qui agit. Ce fut tout directement un homme de Robespierre, Jullien (de la Drôme), qui, le 9 mai, assistant à une grande répétition du *Timoléon* de Chénier, mit son *veto* à la pièce. Cette tragédie d'un frère immolant un frère tyran parut trop propre sans doute à

faire des Charlotte Corday. Jullien prit adroitement le moment où le tyran reçoit la couronne, et cria : « C'est abominable!... La pièce ne peut pas se jouer, etc., etc. » Père et fils, les deux Jullien, c'était Robespierre lui-même. Le fils, garçon de vingt ans que nous avons vu à Nantes, était alors à Bordeaux, et, sans titre, trônait hardiment dans les fêtes sur un siège égal à celui des représentants du peuple. Les amis de Chénier lui dirent qu'il était un homme perdu s'il ne sacrifiait sa pièce. Bon gré, mal gré, ils le menèrent au Comité de sûreté, et là, ce pauvre homme fit ce qu'avait refusé Desmoulins (disant : « Brûler n'est pas répondre »). Chénier ne répondit pas, mais il brûla et vécut.

Quelque docile et résignée que fût la Convention, elle montrait sa désapprobation en se donnant pour présidents les membres du Comité les moins agréables à Robespierre, la trinité des travailleurs, Lindet, Carnot et Prieur, opposés à la trinité des Robespierristes. Ils présidèrent six semaines, chose d'autant plus marquée que c'était l'entrée en campagne, époque d'un travail excessif pour ces travailleurs de la guerre. Ce fut justement le 7 mai, le soir du fameux discours religieux de Robespierre, que l'Assemblée, mécontente, porta Carnot à la présidence.

Robespierre, pour forcer la main à la Convention, fit appuyer sa loi par les deux voix menaçantes de Paris : les Jacobins et la Commune. Chose inattendue : même aux Jacobins, *chez lui*, il trouva obstacle. La faute en fut au zèle extrême du petit Jullien, qui, revenu de Bordeaux, s'était chargé de l'adresse.

Dans sa dévotion étroite, aveugle, pour Robespierre, il le compromit, ayant placé dans l'adresse ce mot (incroyable alors) : « Qu'on devait bannir de la République quiconque ne croirait pas à l'Être suprême. » C'était un mot de Rousseau, qui certainement ne l'écrivit que par occasion polémique contre la coterie d'Holbach. Par une autre maladresse, Jullien faisait dire à la Société qu'elle adoptait pour son *credo* le discours de Robespierre. C'était provoquer, défier la résistance, et elle eut lieu en effet. Royer dit courageusement qu'une telle adresse ne pouvait être adoptée, qu'elle aurait l'air de tomber d'en haut, imposée par l'autorité du Comité de salut public. Robespierre et Couthon, alarmés, vinrent et revinrent au secours. Robespierre fit effacer l'absurde intolérance de Jullien, disant qu'on pouvait laisser *cette vérité* dans les écrits de Rousseau. La Société, à ce prix, adopta et porta l'adresse à la Convention.

C'était la première fois, depuis le jour où les Jacobins refusèrent la radiation de Bourdon (de l'Oise), qu'ils hésitaient de suivre Robespierre. Une minorité était contre lui, laquelle pouvait par moment devenir majorité, comme il arriva bientôt quand la Société prit pour président Fouché!

Le 25 mai, un homme tira sur Collot-d'Herbois, le manqua, et déclara qu'il n'avait visé Collot qu'après avoir souvent et en vain guetté Robespierre.

Ce bruit répandu dans Paris, et remuant fort les esprits, produisit,

comme il arrive, un acte d'imitation. Une petite fille royaliste, Cécile Renaud, fille d'un papetier de la Cité, fut prise chez Robespierre, munie de deux petits couteaux.

Le même jour (24 mai, 5 prairial), des députés, déplorant sans doute que la fille n'eût pas réussi, commencèrent à se demander s'il n'y avait nul moyen d'atteindre le dictateur. C'étaient Lecointre, Laurent, Courtois, Barras et Fréron, Thirion, Garnier (de l'Aube), Guffroy, tous Dantonistes, unis dans leur haine et leur souvenir. Tallien et Rovère en étaient, par leur danger personnel, leur crainte des justices de Robespierre.

Voilà le germe de Thermidor, le premier commencement du complot contre le complot.

Robespierre fut-il averti ? eut-il la seconde vue d'un homme en péril? ou simplement l'impression de la petite fille Renaud? Le soir du 24 mai, il écrivit de sa main, au nom du Comité de salut public, à l'armée du Nord. Il écrivit qu'on craignait un complot des aristocrates *et des Hébertistes*. Il savait probablement l'union des *Dantonistes*, et voulait donner le change. Il fit signer la lettre par Prieur, Carnot, Billaud et Barère. Cette lettre priait Saint-Just de revenir pour quelques jours à Paris.

Le même soir, aux Jacobins, immense attendrissement. Chacun avait la larme à l'œil. Legendre et Rousselin demandèrent qu'en présence de tels dangers que couraient les membres du gouvernement, *on leur donnât une garde.*

Robespierre sentit le coup, le piège maladroit des Dantonistes. Il repoussa violemment, aigrement cette proposition insidieuse, la regardant comme un couteau plus aigu que ceux de Cécile Renaud.

La vraie garde eût été le peuple. Payan le sentit. Cet ardent Méridional, mis à la place de Chaumette à la Commune de Paris, s'empara habilement d'une loi de bienfaisance votée par la Convention. Il fit voter quinze sols par jour pour les mendiants. Au besoin, c'était une armée.

Saint-Just allait arriver, et Lebas, s'il le fallait, toutes les influences militaires. Ces rapides retours de Saint-Just avaient été souvent terribles. Barère qui, avec les autres, avait signé sa lettre de rappel, était parfaitement averti.

Si Robespierre n'eût craint le ridicule de paraître avoir peur, il eût écrit seul à Saint-Just. Et alors, Barère, ignorant sa démarche, n'eût pas devancé Saint-Just, en donnant à Robespierre le plus violent coup de Jarnac que sa main gasconne eût jamais porté.

Il était convenu au Comité de salut public qu'au moment où notre flotte s'ébranlait de Brest pour combattre la flotte anglaise, il fallait profiter des assassinats, rejeter le tout sur Londres, créer à notre marine la nécessité de vaincre, décréter qu'on ne ferait plus de prisonniers de ce peuple assassin. Mais ce qui n'était pas convenu, c'est que Barère, dans son rapport, insérerait tout au long les articles des journaux étrangers où l'on parlait de

Robespierre comme s'il eût été déjà roi : « *Robespierre a fait ordonner... Quatre cents soldats de Robespierre* ont été tués... *Les troupes de Robespierre* se sont emparées de telle place, etc., etc. »

Il ne s'attendait point du tout à cette lecture. Le noble et touchant discours qu'il avait préparé (sur ce texte : J'ai assez vécu) n'y avait aucun rapport. Jamais il ne s'éleva plus haut, jamais ne fut plus sincèrement applaudi, et de ses ennemis mêmes. Cependant il ne répondait point du tout aux dangereuses citations de Barère, ne repoussait point cette royauté que lui donnait l'ennemi. Loin de là, il avertissait la Convention des alternatives fâcheuses auxquelles le gouvernement parlementaire expose les nations : « Si la France était gouvernée quelques mois par une législature corrompue ou égarée, la liberté serait perdue... » Quelle conclusion à en tirer? Qu'un gouvernement individuel donne plus de garanties qu'un gouvernement républicain?

Ce grand discours de Barère, passionné pour Robespierre, et tout préoccupé de sa sûreté, énonçait et publiait les deux formules fatales que personne n'eût osé dire, et qui le poussaient à la mort.

« *Les soldats de Robespierre.* » — Ainsi, aux yeux de l'Europe, l'armée et la France lui appartenaient.

Et dans l'interrogatoire de la petite Renaud, que citait Barère, ce mot qui n'est guère d'un enfant : « Je n'ai été chez Robespierre que pour voir *comment était fait un tyran.* »

Ce mot, vrai trait de lumière, sortit la situation de l'hypocrisie. Maître de toutes les forces publiques, Robespierre n'apparaissait pas encore un tyran. Son austérité, sa simplicité de vie et d'habit, la mesquinerie même de sa personne, tout éloignait l'idée du pouvoir suprême. Mais la Renaud le nomma, et Barère le répéta, tous le dirent après Barère, tous regardèrent Robespierre, comparèrent la figure au nom, le trouvèrent juste, dirent : « Oui, c'est un tyran! »

Saint-Just arriva le 27, quand le coup était porté. Il répéta sa recette au Comité : « Nous périssons, c'est fait de nous, si nous n'avons un dictateur... Et le seul, c'est Robespierre. »

Le 25, on l'eût écouté. Le 27, la majorité du Comité tourna le dos, décidée à ne pas entendre. Le plus indulgent fut Barère, qui lui dit, tout en respectant ce délire de patriotisme, qu'une telle proposition devait faire longuement songer.

Il n'y avait rien à faire du côté du Comité. Saint-Just resta peu de jours, et ne voulut pas assister à la fête de l'Être suprême. Parfaitement isolé du parti robespierriste, il jugeait avec un sens profond que tout le monde allait voir dans cet acte un retour vers le passé.

Robespierre avait sa voie invariablement tracée vers l'abîme.

Il ne prévoyait qu'un danger, le moindre : l'assassinat. Toute puissance

était dans sa main. Toute place occupée par les siens. Des trois forces collectives que comptait la France, la jacobine était à lui, la militaire lui venait; la troisième, celle des prêtres, sourdement protégée par lui, se rallie toujours au pouvoir. La fête de l'Être suprême allait être un premier pas dans la voie du rapprochement.

Ces pensées satisfaisantes l'occupaient dans le jardin de ses promenades habituelles, le parc réservé de Monceaux. Avec Dumas, Renaudin, Payan, Coffinhal, ses fidèles, ses violents, il marchait deux heures au moins, d'un pas rapide, accéléré, au mouvement de ses rêves, se parlant haut, sortant là de sa roideur ordinaire. La mort était à deux pas... Le savait-il? songeait-il qu'à peine un méchant petit mur le séparait du lieu aride, du lit de chaux dévorante où il avait mis Danton, Desmoulins, et où dans cinquante jours il devait venir lui-même? Cette longue association de tribune avec Danton, cette camaraderie d'éloquence, ce bon, ce grand cœur de Camille, qui lui fut si dévoué, tout ce passé déchirant, était là tout près de lui dans la terre; ils l'attendaient, l'appelaient, non comme des ombres irritées, mais comme des amis magnanimes, dans la clémence et la nature.

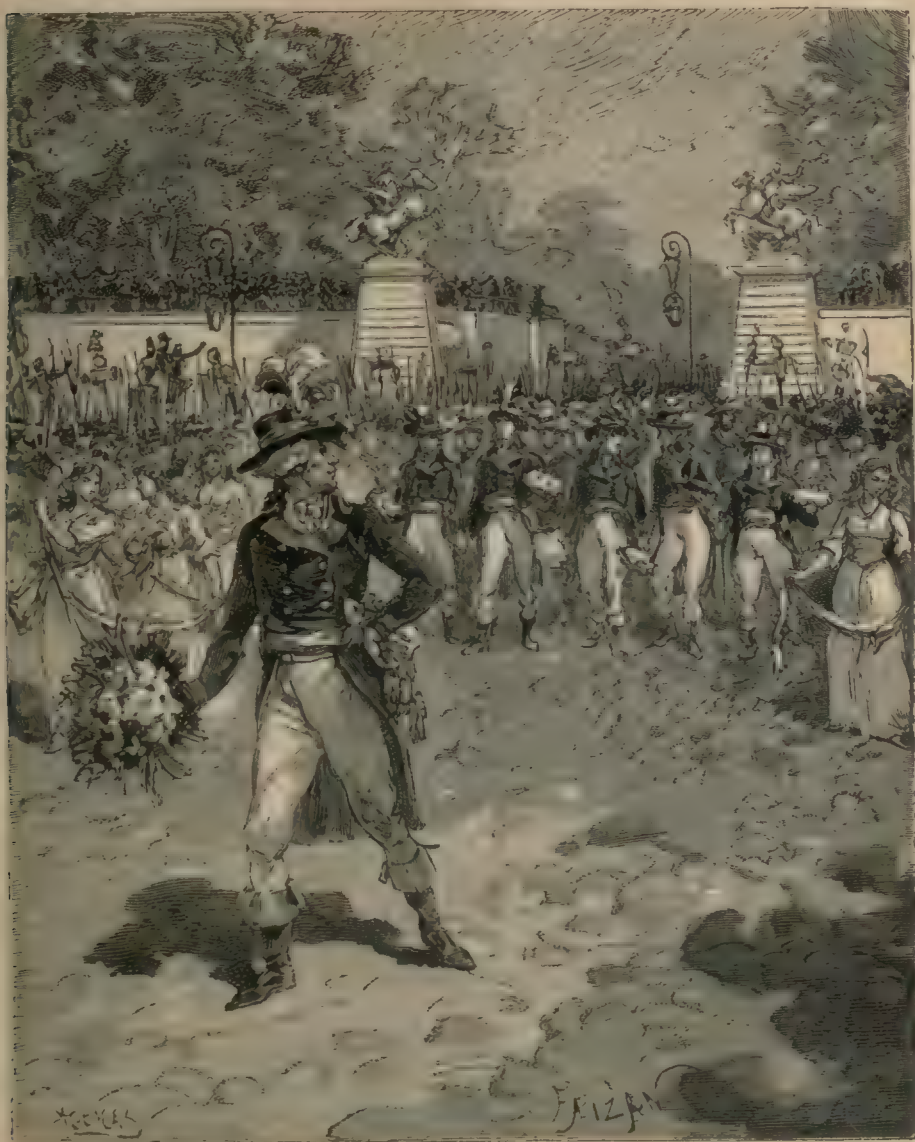
CHAPITRE IV

LA FÊTE DE L'ÊTRE SUPRÊME (10 JUIN 94)

CE QUE LE PEUPLE ESPÉRAIT. — ROBESPIERRE ATTEND LE TRIBUNAL, FAIT ATTENDRE L'ASSEMBLÉE. — IRRITATION, DÉSAPPOINTEMENT. — AU RETOUR, LA FUREUR ÉCLATE.

Nulle fête n'excita jamais une si douce attente, nulle ne fut jamais célébrée avec tant de joie. La guillotine disparut, le 19 prairial au soir. On crut que c'était pour toujours. Une mer de fleurs (à la lettre, le mot n'est pas exagéré) inonda Paris; les roses, de vingt lieues à la ronde, y furent apportées, et des fleurs de toutes sortes, ce qu'il fallait pour fleurir les maisons et les personnes d'une ville de sept cent mille âmes. Toute fenêtre devait avoir sa guirlande ou son drapeau. Toutes les mères portaient des roses, les filles des fleurs variées, les hommes des branches de chêne, les vieillards des pampres verts. Entre les deux files immenses, des hommes à droite, des femmes à gauche, marchait l'orgueil des mères, leurs fils, enfants de quinze ou seize ans, joyeux de porter un sabre ou des piques ornées de rameaux.

Ces fleuves vivants de peuple, ces rivières de fleurs, confluèrent comme une mer aux Tuileries. Jamais plus charmante Iris ne sourit sous un plus



De temps à autre, il se retournait et se voyait seul. (P. 1747.)

beau ciel. Devant le sombre palais, un long portique improvisé offrait des arcades en guirlandes (combien plus gaies et plus aimables que ces lampions fumeux dont on attriste nos fêtes!).

Au milieu, montant des parterres jusqu'au balcon sous l'Horloge, un vaste amphithéâtre attendait la Convention. Une tribune s'en détachait et planait sur les gradins. Grand sujet de discussion et de conjectures dans le peuple. Il était difficile de croire qu'une voix d'homme entreprît de discourir

dans un lieu tellement immense ; beaucoup supposaient plutôt que c'était un trône, ou que, si on parlait de là, c'était pour proclamer un mot : « Grâce pour tous! » par exemple. « La révolution est finie, etc. »

Quelle serait la mesure de l'audace de Robespierre? Hasarderait-il ce miracle ? ou bien resterait-il dans la fatalité du temps ?

Sans nul doute, pour en sortir, pour répondre à la pensée populaire, il fallait faire au terrorisme une hasardeuse surprise, dangereuse non pour lui seulement, mais pour la Révolution. Robespierre ne l'osa point.

Loin de là, préoccupé de rassurer les terroristes et de leur donner un gage, sous le prétexte de voir le peuple et les apprêts de la fête, il alla au pavillon de Flore déjeuner chez Vilatte, juré révolutionnaire qui y avait un logement. Le président Dumas avait le matin averti Vilatte qu'il y amènerait le tribunal. Robespierre craignait vraisemblablement que, dans ces vains bruits d'amnistie, le tribunal ne se tournât vers le Comité de sûreté générale et son homme Fouquier-Tinville.

Il en résulta une chose fâcheuse pour Robespierre ; c'est que le tribunal ne vint que très tard, et qu'en l'attendant en vain, il dépassa l'heure indiquée et fit lui-même attendre la Convention.

Elle prit fort mal ce retard, l'interprétant comme une insolence royale, une insulte volontaire. Son apparition fut reçue par un silence de mort, que rendirent plus hostile encore les acclamations aveugles du peuple. N'importe. Robespierre, dans le costume que la Convention portait à la fête, celui des représentants en mission (panache et ceinture tricolores, habit bleu à revers rouges), s'en distinguait quelque peu par une nuance de bleu un peu plus pâle, ou céleste. Tous un gros bouquet à la main, mais le sien était énorme, d'épis, de fleurs et de fruits. Plusieurs, comme Bourdon, de l'Oise, tournèrent visiblement le dos et n'écoutèrent que de travers. De son discours, absolument perdu dans un tel espace, rien n'arriva à la foule, sinon : « Périssent les tyrans!... Demain, nous combattrons encore, etc. » Rien enfin de ce qu'on attendait, ni grâce, ni dictature.

Il descendit des gradins avec la Convention, s'arrêta au premier bassin où s'élevait un groupe de monstres : l'Athéisme, l'Égoïsme, le Néant, etc. Il y mit le feu, et du groupe consumé surgit, libre de son voile, la statue de la Sagesse. Malheureusement elle parut, comme on pouvait s'y attendre, enfumée et noire, à la grande satisfaction des ennemis de Robespierre.

On s'achemina donc en longues files vers le Champ-de-Mars. Robespierre, alors président de la Convention, marchait naturellement en tête. Il paraissait rayonnant. C'est, je crois, d'après ce jour, que David l'a fait dans le portrait de la collection Saint-Albin. Nulle part, il n'est plus terrible. Ce sourire fait mal. La passion, qui visiblement a bu tout son sang et séché ses os, laisse subsister sa vie nerveuse, comme d'un chat noyé jadis et ressuscité par le galvanisme, ou peut-être d'un reptile qui se roidit et se dresse, avec un regard indicible, effroyablement gracieux.

L'impression toutefois, qu'on ne s'y trompe pas, n'est point de haine ; ce qu'on éprouve, c'est une pitié douloureuse, mêlée de terreur. On s'écrie, sans hésiter, que de tous les hommes qui vécurent ici-bas, celui-ci a le plus souffert.

Robespierre, habituellement, marchait vite, d'un air agité. La Convention n'allait nullement de ce pas. Les premiers qui étaient en tête, malicieusement peut-être et par un respect perfide, restaient fort en arrière de lui, le tenaient ainsi isolé. De temps à autre, il se retournait et se voyait seul.

Une montagne symbolique s'élevait au Champ-de-Mars, assez grande pour recevoir, outre la Convention et les musiciens, deux mille cinq cents personnes, envoyées des sections, mères et filles, pères et fils, en écharpes tricolores, qui devaient chanter l'hymne à l'Être suprême. Au plus haut, une colonne était chargée de trompettes, dont la voix perçante dirigeait, annonçait les mouvements dans l'espace immense. L'hymne chanté, le coup d'œil fut un moment ravissant. Les filles jetèrent des fleurs au ciel, les mères élevèrent leurs petits enfants, les jeunes gens tirèrent leurs sabres et reçurent la bénédiction de leurs pères. L'artillerie, qui tonna, associait ses voix profondes à l'émotion du peuple.

Robespierre, arrivé le premier avec le fauteuil où on portait Couthon, s'était trouvé par cela même au plus haut de la Montagne, et la Convention sous ses pieds. Cette circonstance, fortuite peut-être, décida l'explosion. Au retour, la crainte céda à la fureur de la haine. Bourdon *le rouge*, travaillé de rage intérieure, semblait un démon. Merlin de Thionville se retrouvait le Merlin des champs de bataille, parlait fort et haut. Ces mots, jetés dans les airs, de Brutus, ou de Tarquin, ou de roche Tarpéienne, s'entendaient trop bien du peuple. L'irritation de l'Assemblée gagnait les rudes sans-culottes qui se trouvaient dans la foule. L'un d'eux dit tout en un mot : « Le b..... ! il n'est pas content d'être maître ! il lui faut encore être Dieu ! »

Le plus violent coup de théâtre, c'est qu'un des représentants articula sans ambages, près de Robespierre, de manière à être entendu de lui, de l'Assemblée, de la foule, sa haine pour le tyran. Il dit ces propres paroles : « **Je le méprise et je le hais.** »

Cet homme hardi était Lecointre, un peu fou, ridicule, nous l'avons dit. Mais ici, personne ne rit. Être outragé ainsi en face, et outragé par Lecointre, c'était chose sinistre pour Robespierre.

Cette hardiesse avait déchaîné toutes les langues. Elles se lâchaient à mesure que l'on rentrait dans Paris. Le peuple, non sans étonnement, voyait la Convention comme une malédiction vivante suivre Robespierre en grondant. Il marchait vite, et les autres marchant vite aussi pour le suivre ; tout ce retour avait l'air non d'une pompe, mais d'une fuite. Le triomphateur semblait poursuivi.

Plus pâle encore qu'à l'ordinaire, et plus clignotant, il laissait, malgré lui, jouer d'une manière effrayante les muscles de sa bouche. Non moins

agités, bilieux, jaunes ou blancs, comme des morts, ceux qui le suivaient montraient une colère tremblante, sous les mots désespérés que la haine leur tirait du cœur. Ce cortège fantastique dans une immense poussière, quand il rentra au noir palais, apparut celui des Furies.

CHAPITRE V

LOI DU 22 PRAIRIAL (10 JUIN 94). — ÉCHEC DE ROBESPIERRE

ROBESPIERRE POUSSÉ FATALEMENT A LA DICTATURE JUDICIAIRE. — RÉACTION IMMINENTE DE L'OUEST ET DU MIDI. — TRIBUNAL D'ORANGE. — LOI DU 22 PRAIRIAL (10 JUIN 94). — IRRITATION DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC. — RÉSISTANCE DE LA CONVENTION.

La situation tout entière apparaît dans une circonstance peu remarquée de la fête. Robespierre ne fit attendre la Convention que parce que lui-même attendit le tribunal révolutionnaire.

Celui-ci, en réalité, était le premier pouvoir, ou plutôt le seul. Il représentait la Terreur, qui dominait également le gouvernement, l'Assemblée, le peuple.

L'autorité morale elle-même, je veux dire Robespierre, ce censeur, cet épurateur, ce sauveur, ce messie, qu'on appelait au secours de la société, il était plus que personne le serf de la Terreur. Il en paraissait le maître. L'horreur de son rôle double éclatait de plus en plus.

Le désappointement fut grand quand, au lieu de l'amnistie que la fête religieuse avait fait attendre, on apprit que les exécutions seraient seulement éloignées des quartiers du centre, qu'elles se feraient désormais au faubourg Saint-Antoine. On sentit parfaitement que ce n'était pas sans cause qu'on les écartait des regards. Tout changement de ce genre était une aggravation. Depuis que la guillotine cachait ses morts à Monceaux, elle consommait davantage. Elle devint plus avide encore du jour qu'elle fonctionnait à son aise dans ces quartiers reculés.

Quels que fussent les sentiments personnels de Robespierre, ses essais timides de modération, ses vues d'avenir, une terrible fatalité le poussait à la vraie dictature du temps, la dictature judiciaire.

Rappelons-nous le progrès de sa fortune. Évitant l'autorité et le maniement des intérêts, n'engageant sa responsabilité dans aucune affaire précise, il avait grandi surtout par l'accusation. Il avait représenté un côté très



CARNOT

légitime de la Révolution, mais resserré, négatif, celui de la défiance. Jusqu'au 25 septembre 93, il fut, pour dire son vrai nom, le grand accusateur de la République.

Depuis, maître de l'Assemblée et des Jacobins, du Comité de sûreté, du tribunal révolutionnaire, — c'est-à-dire pouvant accuser, arrêter, juger, — il eut, sans autre appareil, dans sa simplicité privée, la position redoutable de grand juge.

Mais lui-même, il sentait qu'il avait autre chose en lui. Ce rôle si éminent, cette royauté négative, ne contentait pas son cœur. Peu pitoyable, il n'était pourtant pas né cruel, et il était fils du dix-huitième siècle, du grand siècle d'humanité. La haute idéalité, l'amour du bien qu'il en avait reçu, il ne pouvait les satisfaire qu'en quittant cet âpre rôle d'implacable accusateur.

Là pourtant était sa force, et peut-être, en un tel moment, le salut de la Révolution.

De là des mouvements doubles et contradictoires qui donnèrent prise sur lui. Il osa parfois en ce sens, mais timidement, et fut humain en dessous. On l'y surprit en octobre, en décembre encore, et il se réfugia vite dans son rôle d'accusateur. C'était fait dès lors. Toute voie pacifique lui fut fermée pour l'avenir. Il fut violemment lancé vers le pouvoir politique, qui n'était alors rien autre que celui du glaive. De quelque part qu'il se tournât, la férocité du destin lui mit en main le couteau.

« Dictateur? Oui, si tu veux, mais dictateur de l'échafaud.

« Pontife? Oui, si tu veux, mais pontife de la guillotine. »

La sanglante loi de prairial, lancée le 10 à l'Assemblée, *en réponse* aux injures du 8, ne fut pas cependant, comme l'ont dit quelques-uns, un fait tout accidentel, un simple piège où il crut faire tomber ses ennemis. Elle était dans la voie rigide de sa fatalité; elle en était un pas nécessaire et logique.

Cette loi qu'on demandait à la Convention, avant d'être, elle agissait; elle régnait dans le Midi. Elle était déjà le code du tribunal que les Robespierristes avaient établi à Orange.

Suivons bien l'ordre des faits.

Quand Saint-Just, le 31 mars, demanda la mort de Danton, il dit nettement à l'Assemblée que ce sacrifice était le dernier, qu'après « elle serait tranquille. » Toute la France prit ce mot pour elle. Et elle le crut bien plus quand, le 15 avril, Saint-Just fit voter les commissions qui devaient purger les prisons, quand Couthon, le 7 mai, obtint que les tribunaux révolutionnaires de département seraient supprimés, et toute justice politique concentrée à Paris.

Une espérance effrénée surgit tout à coup; une immense réaction d'indulgence chez les patriotes, d'audace chez les royalistes, apparut à l'horizon dans l'Ouest et le Midi.

Les résultats déplorables du système d'extermination suivi l'hiver dans la Vendée avaient rejeté les esprits dans une voie tout à fait contraire. Les réclamations de Lequinio, vivement appuyées de Carnot, décidèrent le Comité à user de modération. En pratique, la modération devient faiblesse et relâchement. Bô et Bourbotte, successeurs de Carrier à Nantes, Hébertistes comme lui, n'en furent pas moins entraînés par cette invincible réaction. Ils arrivèrent au moment où l'on venait d'exécuter, aux applaudissements de la ville, Lamberty, l'agent de Carrier. Eux-mêmes firent condamner à mort les dénonciateurs d'un officier qui n'avaient pu donner de preuves (28 mai). Peu de semaines après, effrayés des meurtres nocturnes que commettaient les chouans et de l'audace des réactionnaires, ils eurent de nouveau recours aux mesures de terreur.

Dans le Midi, les royalistes se chargèrent de démontrer combien peu l'on pouvait s'en écarter. Ils commencèrent, dès mai 94, les assassinats de la

Terreur blanche dans les environs d'Avignon. Le centre de leurs complots, la petite ville de Bédouin, fut dénoncé par un militaire très peu terroriste, Suchet (depuis maréchal). Le Comité de salut public ordonna de la brûler. Le représentant Maignet, Robespierriste d'idée, sans rapport personnel avec Robespierre, réclama la création d'un tribunal spécial pour le Midi. Représentant du Puy-de-Dôme, collègue de Couthon, de Romme et de Soubrany, Maignet était un homme très honnête, incapable de composer avec le crime et la trahison. Il avait saisi Rovère et Jourdan dans leurs opérations honteuses. Rovère, par exemple, pour 80.000 francs (assignats), se faisant donner une terre qui en eût valu, en numéraire, plus de cinq cent mille. Royalistes et Girondins, gentilshommes et procureurs, usuriers et assassins, toute la lie des partis marchait d'ensemble à la conquête des biens nationaux. Ces coalitions ne pouvaient être poursuivies que sur la scène de leurs crimes. Le grand nombre des détenus, le nombre plus grand des témoins qu'il eût fallu faire voyager, ne permettait pas d'appliquer la loi qui concentrait à Paris la justice politique. Il fallait juger sur les lieux, mais par des juges étrangers au pays. C'est ce que demanda Maignet. Immédiatement, les Comités, sur cette demande, appuyée de Couthon et de Payan, créèrent un tribunal révolutionnaire à Orange.

Cette *création* était une chose hardie où les Comités avaient outre-passé leurs pouvoirs. La loi leur permettait de *conserver* un tribunal qu'ils jugeraient nécessaire, mais non pas d'en *créer* un. Encore moins leur permettait-elle d'organiser ce tribunal dans une forme toute nouvelle et de s'en faire législateurs.

Ils n'en adoptèrent pas moins celle que proposa Payan. *Plus d'instruction écrite. Plus de jurés.* Une forme toute sommaire.

Telle fut l'origine réelle et le premier essai de la loi de prairial, en vigueur dans la Provence dès le 3 juin, quoiqu'on ne l'ait demandée à la Convention que le 10.

Il y avait pourtant une différence notable. Le tribunal d'Orange, organisé dans un pays menacé par la *Terreur blanche* qui y commençait, avait l'excuse du péril. Commission temporaire, il agissait rapidement, militairement, en quelque sorte. Cette rapidité, qui frappa trois cents détenus sur douze mille, libérait une foule d'hommes qui, par les formes ordinaires, eussent été longtemps en prison.

Mais la loi de prairial demandée pour la France entière, pour le tribunal central où les accusés de tous les départements devaient comparaître, semblait l'établissement d'un droit de proscription universelle.

A qui donnait-on ce droit? A Robespierre seul. La loi conservait le jury (supprimé à Orange), mais un jury tout personnel, composé de ses dévoués, de ses fidèles, des plus aveugles fanatiques, prêts à frapper sans regarder.

Et cette loi pour Robespierre, qui la proposait? Robespierre (Couthon, c'était la même chose). Les Comités n'en savaient rien. Saint-Just étant alors

absent, la loi ne venait pas même du triumvirat; elle n'avait pas même la faible garantie des trois signatures. Elle n'en fut pas moins présentée « au nom du Comité de salut public ».

Cette loi, lancée sur l'Assemblée, au moment où celle-ci venait de trahir sa haine pour lui, tirait d'un pareil moment une signification terrible. Présentée quelques jours plus tard, elle eût paru sans doute menaçante pour la France, mais moins pour la Convention. Pourquoi Robespierre précipita-t-il la mesure, au point de la hasarder au jour le moins opportun? Ce fut dans l'idée (juste au fond) que la fête lui imprima : toutes ses forces restant entières, *la puissance lui échappait*, une vertu lui échappait, la terreur, ce phénomène mystérieux de fascination qui rend la victime immobile, ou l'attire, la fait d'elle-même venir au-devant de la mort. Il n'y avait pas un moment à perdre pour voir si cette puissance s'exercerait encore une fois.

L'homme en qui elle fut au plus haut degré, Saint-Just, était à l'armée. Robespierre employa Couthon, c'est-à-dire la ruse. Couthon, pauvre paralytique, doux de figure et de langage, touchant par le contraste de sa faiblesse physique et de sa grande volonté, était infiniment propre à ces grandes occasions de mensonge solennel. Très probe en toute affaire privée, il était prêt, pour le salut public, à faire litière, non seulement de sa vie, de son cœur, de son humanité, mais de l'honneur même.

Couthon présenta cette loi comme le simple accomplissement de ce que la Convention avait *ordonné* au Comité de salut public, comme un *perfectionnement* du tribunal révolutionnaire.

L'Assemblée trouva cette perfection effrayante.

Cinquante jurés, robespierristes.

Plus de défenseurs. « Défendre les traîtres, c'est conspirer. La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes; elle n'en accorde point aux conspirateurs. »

Plus d'interrogatoire préalable.

Plus de dépositions écrites.

Plus de témoins, s'il n'est absolument nécessaire.

La preuve morale suffit.

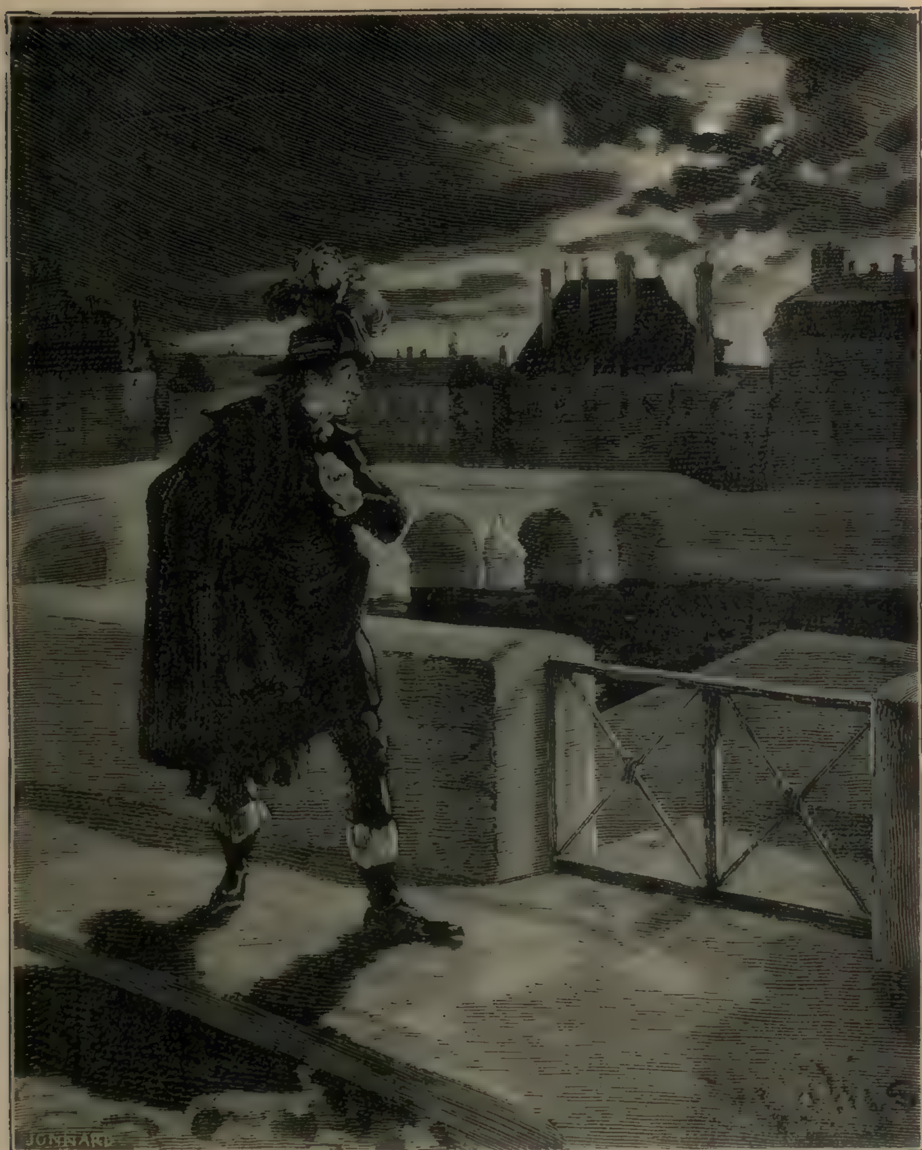
Sont condamnés, comme ennemis du peuple, *ceux qui parlent mal* des patriotes, ceux qui *dépravent les mœurs*, ceux qui *empêchent l'instruction*, etc., etc.

A cette loi, si terrible, sans nul doute préparée dès longtemps, la circonstance semblait avoir ajouté deux articles qui frappaient la Convention :

Nul n'est traduit au tribunal que par la Convention OU *les deux Comités.*

Donc, les Comités y envoyent tout droit, sans la Convention. Eh quoi! si les Comités s'avisaient d'y envoyer la Convention elle-même?

La Convention déroge à toutes lois précédentes. A toutes? même à la loi qui fait sa dernière barrière, son unique garantie de vie, à la loi par laquelle



Quand il revint (à minuit), toute la Seine lui semblait du sang. (P. 1757.

nul représentant n'est envoyé au tribunal que sur un vote d'accusation accordé par l'Assemblée?

Lorsque Couthon, de sa plus douce voix, eut lu ce décret perfide, il y eut encore un homme dans la Convention ; le Maratiste Ruamps s'écria : « S'il passe, je me brûle la cervelle. »

Lecointre et Bourdon demandèrent l'ajournement.

Robespierre, avec l'appui du lâche et double Barère, usa la séance à

réfuter ce que personne ne disait: Qu'il ne fallait point un nouveau jury. Il croyait, avec raison, qu'on n'oserait préciser la question, montrer dans sa main le lacs qu'il filait pour étrangler ses ennemis. Il s'adressa à sa droite, lui rappela qu'il l'avait défendue, lui dit qu'après tout la loi ne menaçait que les conspirateurs (c'est-à-dire tels Montagnards). Cette assurance réussit. Un article fut voté, puis deux, puis trois, enfin tous. Le tour était fait.

La Convention, stupéfiée, vota par-dessus (selon son usage, du reste) le renouvellement des pouvoirs du Comité.

Robespierre avait agi royalement dans l'affaire, sans consulter ses collègues. Le lendemain 11, au matin, il trouva le Comité exaspéré contre lui. Billaud lui demanda comment il avait osé présenter seul un décret. A quoi il dit, avec une froide insolence, que jusque-là *tout se faisant de confiance* au Comité, il avait pu agir seul avec Couthon. — « Dès ce moment, nous sommes donc sous la volonté d'un seul. » — Alors, il battit la campagne; pour faire taire la colère des autres, il feignit une grande colère, cria (les passants entendaient sur la terrasse du jardin, il fallut fermer les fenêtres) : « Je vois bien que je suis seul... Il y a un parti pour me perdre... — Je te connais, dit-il à Billaud avec fureur. — Et moi aussi je te connais... *Tu es un contre-révolutionnaire.* » Mot terrible qui, des deux côtés, précipita la guillotine, chacun voulant à tout prix se laver de ce reproche.

Robespierre alors, comme il lui arrivait souvent, s'attendrit sur lui-même, se mit à verser des larmes. Il consentit qu'on travaillât à modifier la loi.

Ce qui le rendait plus facile, c'est que, par deux ou trois fois, on vint avertir le Comité qu'une discussion, au moment même, s'engageait à l'Assemblée pour faire révoquer le vote de la veille. Que serait-il arrivé, si le Comité tout entier, laissant pleurer Robespierre, et marchant à la tribune, l'eût désavoué, se fût déclaré étranger à tout ce qui s'était fait?

Bourdon (de l'Oise) avait eu le courage de poser la vraie question: *L'Assemblée seule a le droit d'envoyer au tribunal un membre de l'Assemblée*. Il avait été appuyé par Bernard (de Saintes), ennemi personnel des deux Robespierre. Merlin (de Douai) demanda et obtint la déclaration que l'Assemblée *n'abandonnait pas son droit de décréter seule l'arrestation d'un de ses membres*, avec ce considérant : *Attendu que ce droit de l'Assemblée est inaliénable.*

Battus ainsi à l'Assemblée et battus au Comité, Robespierre et Couthon exécutèrent le lendemain une solennelle reculade. Couthon assura que c'était *une horrible calomnie* d'accuser le Comité *d'intentions si perfides*. Et Robespierre s'indigna de ce qu'au lieu d'accuser le Comité absent, on ne lui demandait pas des explications *fraternelles*. Il se jeta de côté, dans une diversion contre Tallien, qui avait pris à la gorge un espion des Comités, et enfin tomba sur Bourdon, échappant par la fureur à l'avilissement du mensonge.

Le secourable Barère avait en poche, tout à point, une belle carmagnole

anglaise sur un bal masqué de Londres, où l'on avait vu une Charlotte Corday poursuivant un Robespierre de son poignard ensanglanté.

Donc, on pouvait révoquer le considérant ajouté à l'article additionnel.

L'Assemblée ne réclama pas contre cette logique et révoqua de bonne grâce.

Menaçante pour la France, la loi n'atteignait plus du moins la représentation nationale ni l'existence même de la République.

Cependant pouvait-on croire qu'un tel homme, s'étant avancé si loin et s'étant vu condamné à ce mensonge évident, ne chercherait pas une autre arme?

La loi manquant, qui l'empêchait de recourir à la force, quand il tenait Paris par Henriot et Payan, quand l'agent même des Comités, le chef de la police armée, Héron prenait l'ordre de lui? Un nouveau 31 mai lui eût été trop facile.

Ses adversaires étaient morts, s'il savait vouloir un seul jour.

L'attaquer en ce moment, c'était d'une audace insensée. Tout le monde haussa les épaules, quand Lecointre, toujours absurde autant qu'intrépide, montra le 24 prairial à ses amis de la Montagne l'*acte d'accusation de Robespierre* tout dressé et prêt.

Lui-même le sut le lendemain et n'y fit nulle attention. Il connaissait sa forte base et ses profondes racines. Une attaque légale était impossible.

Pour l'attaquer en dessous et miner sa réputation, c'était chose dangereuse et longue.

Quel moyen de ruiner tout à coup ce que tant d'années avaient élevé, ce colosse de réputation? On savait trop ce qu'il en avait coûté à Desmoulins, à Fabre d'Églantine. On ne pouvait l'égratigner; il fallait d'un coup le détruire, sinon on était perdu. Comment le faire? En le convainquant de vouloir la dictature? Mais dans ce pays monarchique, dans cette extrême lassitude, dans le grand progrès de la paresse, du doute, beaucoup la désiraient.

La position de Robespierre, d'autre part, qui restait si forte matériellement, n'en était pas moins devenue moralement assez mauvaise. Chose dangereuse en France, il avait paru ridicule. Il pleurait, se désolait de ce que cette méchante, cette cruelle Convention s'obstinait dans le caprice de ne pas vouloir se guillotiner elle-même. Elle ne sentait nullement ce que c'était que la grandeur, oubliant l'enseignement qu'il lui donnait en février : « Quoi de plus beau qu'une Assemblée qui va se purgeant, s'épurant?... Qui a donné ce spectacle? Vous, représentants, vous seuls! »

Si cela n'eût été terrible, c'était chose du plus haut comique. Fabre d'Églantine, s'il l'a su là-bas, dut être bien fâché d'être mort.

Notez que le philanthrope ne voulait point appliquer lui-même à l'Assemblée ce fer salutaire; il voulait, exigeait qu'elle se l'enfonçât de sa propre main.

Lui, ainsi, fût resté pur, devant le monde et devant lui en sa propre conscience, pouvant se dire : « Telle est la loi!... Si je décime l'Assemblée, c'est qu'elle-même l'a voté ainsi. »

Ainsi, par un profond pharisaïsme intérieur, de lui pour lui-même, il eût trompé sa conscience, et trouvé le secret, en exterminant la loi, de la respecter.

Insoluble fut pour lui la difficulté. Il ne la surmonta pas. Il tourna le dos dès lors à la Convention et aux Comités, indigné contre ces malades qui repoussaient l'amputation et ne voulaient pas guérir.



LIVRE XX

CHAPITRE PREMIER

LUTTE DES DEUX POLICES. — LES SAINT-AMARANTHE CALOMNIE CONTRE ROBESPIERRE. — (13-14 JUIN 94)

EXÉCUTION DE LA LOI DE PRAIRIAL. — ROBESPIERRE S'ABSENTE DU COMITÉ (DU 3 PRAIRIAL AU 3 THERMIDOR). — IL PRÊCHE AUX JACOBINS CONTRE L'INDULGENCE. — LES COMITÉS CHERCHENT A L'ATTAQUER. — ROBESPIERRE JEUNE. — LA MAISON SAINT-AMARANTHE. — ROBESPIERRE SE DÉFEND PAR LA TERREUR. — TOUTE-PUISSANCE DE SON BUREAU DE POLICE. — LES COMITÉS LE DÉPOPULARISENT PAR LA GRANDE FOURNÉE DE SES ASSASSINS.

La loi votée, tels furent la terreur et le tremblement où tombèrent ses adversaires, que pas un n'osait plus coucher dans son lit. Plus de soixante députés n'eurent plus de domicile fixe jusqu'au 9 thermidor. A peine venaient-ils à la Convention, et ils ne s'asseyaient guère, croyant toujours que les portes allaient se fermer sur eux. Bourdon (de l'Oise) tomba malade, ayant comme reçu sa sentence, ressentant l'agonie et les affres de la mort.

Quelle fut la terreur aux prisons! on le devine aisément, quand on songe que celui même qui devait appliquer la loi, Fouquier-Tinville, en était lui-même terrifié. Il se voyait précipité dans une telle mer de sang, qu'il n'en surnagerait jamais. Nous avons dit ses liaisons secrètes avec les indulgents, son dîner chez Lecointre avec Merlin (de Thionville); on a vu que, suspecté, il lui fallut subir un adjoint, c'est-à-dire un surveillant, dans l'affaire de son parent Camille Desmoulins.

Quand il reçut sur la tête ce pavé de prairial, éperdu, il se confia au Comité de sûreté, dit à ses patrons qu'il ne savait comment faire. Ils convinrent que la loi était inexécutable, et lui enjoignirent de l'exécuter.

Quand il revint (à minuit), toute la Seine lui semblait du sang.

Les exécutions devaient se faire désormais au faubourg Saint-Antoine. Les charrettes n'avaient plus à traverser les passages étroits du pont Neuf,

des rues du Roule et Saint-Honoré. L'échafaud ne serait plus serré de la foule. C'était l'émancipation de la guillotine. Elle allait respirer d'un grand souffle exterminateur, hors du monde civilisé, n'ayant plus à rougir de rien.

Mais le tribunal était plus choquant que la guillotine. Ceux qui y virent fonctionner cette machine de prairial furent saisis d'horreur. Des juges de 93 qui vinrent comme observateurs n'en purent supporter la vue. On avait exclu des jurés tout ce qui avait encore quelque indépendance, Antonelle, Naulin, par exemple, et même on les fit arrêter. L'ancien tribunal, en 93, tout en prodiguant la mort, sérieux par le péril et la grandeur de la crise, motivait souvent ses jugements d'une manière digne et noble. Par l'organe du président, du chef du jury, il adressait parfois des paroles honorables aux condamnés. Les juges, hommes convaincus, même dans leurs adversaires qu'ils envoyaient à la mort, respectaient la conviction. Il suffit de citer les considérants d'Antonelle dans son verdict contre le Bordelais Ducournaud, l'un des brillants enfants de la Gironde; il reconnaît hautement et ses services, et son courage, son esprit étincelant. Cet hommage de la vérité par la bouche de la mort était beaucoup, entre Français. La plupart voulaient bien mourir avec leur principe vaincu, mais voulaient mourir honorés.

Le tribunal de prairial, exécrable par sa rapidité furieuse, le fut encore plus par l'insulte, les lâches et les basses risées. Dumas était ricaneur. Le premier des jurés, Vilatte, le seul du moins qui fût lettré, ex-prêtre et régent de collège, jeune, écervelé, libertin, imitant les élégantes légèretés de Barère et autres grands seigneurs du temps, jugeait la montre à la main, et dans ces fournées terribles de cinquante hommes à la fois, ne pardonnait pas aux mourants de le faire dîner trop tard.

Nul doute que l'idée adoptée alors et devenue fixe ne fût la proscription absolue de tous les suspects. Il fallait le dire. Il valait mieux imiter la franchise de Sylla. Mais ces comédies de juges, de jurés, cette dérision de justice, voilà qui était horrible.

La multiplicité des mains par qui la chose passait faisait précisément la nullité des garanties.

Qui devait alimenter le tribunal? Le Comité de sûreté. Qui l'alimentait lui-même? Une commission établie au Louvre qui choisissait dans les prisons, dressait les listes des morts, les envoyait au Comité. Le Comité les signait, les donnait le soir à Fouquier-Tinville.

La responsabilité se trouvait ainsi divisée. Elle était triple, elle était nulle.

La Commission disait : « Nous pouvons aller grand train; le Comité reverra, et après, le tribunal. »

Le Comité disait : « Nous pouvons signer toujours; la commission a examiné, et le tribunal jugera. »

Le tribunal à son tour : « Ceux que la commission et le Comité ensuite ont déjà jugés accusables sont très bons à condamner. »

Au total, la responsabilité majeure devant le public tombait sur le Comité

de sûreté. Et c'est ce qu'il sentait de plus machiavélique dans la loi de prairial.

Les listes lui arrivaient du Louvre. A lui de les envoyer promptement au tribunal. Il se trouvait lancé par la loi robespierriste dans une voie d'accélération qui devait en peu de temps l'écraser sous la haine publique, et le livrer aplati au couteau de Robespierre.

Lui cependant, que faisait-il? Il s'était retiré chez lui, le lendemain de la dispute (23 prairial), disant : « Je ne suis plus rien, » et se lavant les mains de tout ce qui s'allait faire.

La plus cruelle dénonciation eût été moins forte qu'une telle absence. Les Comités trahissaient donc, puisque l'*incorruptible* n'y pouvait plus mettre les pieds? Toute responsabilité tombait sur eux maintenant. Tout pouvoir lui restait à lui. Au fond, qui gouvernait? Sa loi. Il n'allait plus au Comité de salut public, mais gardait la signature, signait chez lui (nombre d'arrêtés existent signés de sa main). Couthon siégeait à sa place, et à l'autre Comité Lebas et David. Il tenait toujours la Commune, les prisons, les tribunaux, par Payan, Herman, Dumas. Chaque soir, il arrivait aux Jacobins redoutablement encadré entre Dumas, président, Renaudin et autres jurés du tribunal révolutionnaire. Qui ne sentait, en le voyant au milieu de tels acolytes, que cet homme *retiré*, ce rêveur, ce philosophe, ce moraliste inoffensif, qui ne se mêlait plus de rien, c'était lui qui tenait le glaive?

Était-ce une illusion? Non. Robespierre prenait soin d'établir par ses paroles qu'en effet la voie orthodoxe était dans l'accélération des jugements révolutionnaires. Chaque soir, ou lui ou Couthon faisait aux Jacobins un discours *contre l'indulgence*. Chose étrange après l'indulgence dont Couthon fit preuve à Lyon. Tout s'oublie si vite en France, l'audace des contradictions est si légèrement passée aux hommes de tribune par un public prévenu, que c'était précisément sur ce terrain de Lyon que Robespierre s'établissait hardiment, assurant que la *commission temporaire* avait été trop indulgente, qu'elle n'avait persécuté que les patriotes. L'indulgence de Marino! l'indulgence de Collot-d'Herbois! l'indulgence de Fouché! (Discours du 10 juin, 9, 11, 14 juillet).

Les Comités, poussés ainsi, acceptèrent l'horrible gageure. Seulement, comme ils savaient que l'abîme, dans cette voie, allait les dévorer bientôt, ils ne perdirent pas une heure pour fouiller, sous sa cuirasse, s'il n'y avait pas quelque jour pour lui plonger le poignard.

Robespierre, politiquement accepté et désiré, n'était pas aisément prenable.

Mais, moralement peut-être, s'il offrait la moindre prise, on pouvait espérer le perdre.

La grande joie de nos pères, l'éternel sujet des anciens noëls, des vieux fabliaux, c'est le prêtre convaincu d'être homme, le saint pris en flagrant délit.

Tartufe est le sujet chéri dont la France s'est toujours égayée, bien avant Molière.

Surprendre ce personnage blême en quelque chose d'humain, quelque chose qui ressemblât au bonheur, au plaisir, c'eût été un coup vainqueur! Il ne donnait pas grande prise. Épuisé de plus en plus, maigri, le sang altéré, il marchait deux heures par jour, d'un pas rapide et sauvage. Que fallait-il à un tel homme? Il était tellement attentif à ne pas toucher d'argent, que, la pension faite à sa sœur, le reste au linge, sans doute au vêtement, et des sols donnés aux petits Savoyards, il n'avait exactement rien. Il ne pouvait payer Duplay. Il lui devait quatre mille francs au 9 thermidor.

Où allait-il? A Monceaux, parfois aux Champs-Élysées, seulement pour les deux heures de marche qui lui étaient nécessaires. Où entrait-il? Parfois chez quelques artisans, pour se populariser, chez des menuisiers de préférence, en souvenir de l'*Émile*. On le voyait entrer parfois chez une marchande de tabac de la rue Saint-Honoré; c'était probablement une sainte de la petite église. Nul autre délassement. Un intérieur fermé et sombre.

On supposait, à tort peut-être, qu'il lui fallait une femme, et l'on attribuait ce rôle à Cornélia Duplay. D'autres disent que, se rendant justice, il n'eût associé personne à sa triste destinée, et qu'il voulait la marier à son frère. Ce qui est sûr, c'est qu'elle veillait inquiètement sur ses jours; instruite par la mort de Marat, elle ne laissa pas arriver à Robespierre la jeune Cécile Renaud.

Robespierre, peu attaquable en lui-même, pouvait l'être en sa famille, qui fut son fléau. Sa sœur, l'aigre et triste Charlotte, avait trouvé un amant. Et quel? Le mortel ennemi de Robespierre. Fouché, revenu à Paris, et logé dans un grenier de la rue Saint-Honoré, tout en lui creusant sous les pieds des mines chez les Jacobins, avait eu l'idée hardie de se glisser dans sa famille, de surprendre ses secrets. Ce grand homme de police, malgré sa figure atroce qui faisait frémir l'amour, avait imaginé de faire l'amoureux de la sœur de Robespierre. Séparée de lui dès longtemps, rien du présent ne pouvait être su par elle. Elle ne pouvait trahir que son passé, ses précédents. Très éloignée de son frère, n'ayant le moindre accès chez lui, si elle avait affronté la porte de la maison, elle eût été arrêtée net par un terrible cerbère, l'intrépide madame Duplay, et Cornélia Duplay se serait plutôt fait tuer sur le seuil.

Restait le frère de Robespierre. C'est par lui qu'on trouva prise.

Robespierre jeune, avocat, parleur facile et vulgaire, homme de société, de plaisir, ne sentait pas assez combien la haute et terrible réputation de son frère demandait de ménagements. Dans ses missions, où son nom lui donnait un rôle très grand et très difficile à jouer, il veillait trop peu sur lui. On le voyait mener partout, et dans les clubs mêmes, une femme très équivoque.

Il avait vivement embrassé, par jeunesse et par bon cœur, l'espoir que son frère pourrait adoucir la Révolution. Il ne cachait point cet espoir, ne



A Paris, Robespierre jeune fréquentait une maison infiniment suspecte du Palais-Royal. (P. 1763.)

tenant pas assez compte des obstacles, des délais qui ajournaient ce moment. En Provence, il montra de l'humanité, épargna des communes girondines. A Paris, il eut le courage de sauver plusieurs personnes, entre autres le directeur de l'économat du clergé (qui plus tard fut le beau-père de Geoffroy Saint-Hilaire).

Dans la précipitation de son zèle antiterroriste, il lui arriva parfois de faire taire et d'humilier de violents patriotes qui s'étaient avancés sans réserve pour la Révolution. Dans le Jura, par exemple, il imposa royalement silence au représentant Bernard (de Saintes). Cette scène, très saisissante, donna aux contre-révolutionnaires du Jura une confiance illimitée. Ils disaient légèrement (un des leurs, Nodier, le rapporte) : « Nous avons la protection de MM. de Robespierre. »

A Paris, Robespierre jeune fréquentait une maison infiniment suspecte du Palais-Royal, en face du perron même, au coin de la rue Vivienne, l'ancien hôtel Helvétius. Le perron était, comme on sait, le centre des agioteurs, tripoteurs de bourse, des marchands d'or et d'assignats, des marchands de femmes. De somptueuses maisons de jeu étaient tout autour, hantées des aristocrates. J'ai dit ailleurs comment tous les vieux partis, à mesure qu'ils se dissolvaient, venaient mourir là, entre les filles et la roulette. Là finirent les Constituants, les Talleyrand, les Chapelier. Là, traînèrent les Orléanistes. Plusieurs de la Gironde y vinrent. Robespierre jeune, gâté par ses missions princières, aimait aussi à retrouver là quelques restes de l'ancienne société.

La maison où il jouait était tenue par deux dames royalistes fort jolies, la fille de dix-sept ans, la mère n'en avait pas quarante. Celle-ci, madame de Saint-Amaranthe, veuve, à ce qu'elle disait, d'un garde du corps qui se fit tuer au 6 octobre, avait marié sa fille dans une famille d'un nom fameux de police, au jeune Sartines, fils du ministre de la Pompadour, que Latude a immortalisé.

Madame de Saint-Amaranthe, sans trop de mystère, laissait sous les yeux des joueurs les portraits du Roi et de la Reine. Cette enseigne de royalisme ne nuisait pas à la maison. Les riches restaient royalistes, mais ces dames avaient soin d'avoir de hauts protecteurs patriotes. La petite Saint-Amaranthe était fort aimée du Jacobin Desfieux, agent du Comité de sûreté (quand ce Comité était sous Chabot), ami intime de Proly et logeant dans la même chambre, ami de Junius Frey, ce fameux banquier patriote qui donna sa sœur à Chabot. Tout cela avait apparu au procès de Desfieux, noyé en mars, avec Proly, dans le procès des Hébertistes.

Robespierre était très parfaitement étranger à ce monde-là, tellement que sa bête noire était justement cet être à deux têtes, gasconne-autrichienne, Proly et ce Desfieux, qui intriguait contre lui. On se rappelle qu'en octobre, dans un moment où sa popularité était menacée, le Comité de sûreté lui rendit le service de mettre en prison Desfieux, qui fut à grand'peine délivré par Collot-d'Herbois. Desfieux ayant été exécuté avec Hébert le 24 mars,

Saint-Just transmit une note contre la maison qu'il fréquentait au Comité de sûreté, qui, le 31, fit arrêter les Saint-Amaranthe et Sartines. (*Comité de sûreté, registre* 642, 10 *germinal.)*

Mais Robespierre jeune, aussi bien que Desfieux, était ami de cette maison; c'est ce qui, sans doute, valut à ces dames de rester en prison assez longtemps sans jugement. Le Comité de sûreté, auquel il dut s'adresser pour leur obtenir des délais, était instruit de l'affaire. Il avait là une ressource, un glaive contre son ennemi. Admirable prise! La chose habilement arrangée, Robespierre pouvait apparaître comme patron des maisons de jeu!

Robespierre? lequel des deux?

On se garda de dire *le jeune*. La chose eût perdu tout son prix.

Il fut bientôt averti, sans doute par son frère même, qui fit sa confession. Il vit l'abîme et frémit.

Alla-t-il aux Comités? ou les Comités lui envoyèrent-ils? On ne sait. Ce qui est sûr, c'est que le soir du 25 prairial (14 juin), deux choses terribles se firent entre lui et eux.

Il réfléchit que l'affaire était irrémédiable, que l'effet en serait augmenté par sa résistance, qu'il fallait en tirer parti, obtenir des Comités, en retour de cette vaine joie de malignité, une arme réelle qui lui servirait peut-être à frapper les Comités, en tout cas, à faire un pas décisif dans sa voie de dictature judiciaire.

Lors donc que le vieux Vadier lui dit d'un air observateur : « Nous ferons demain le rapport sur l'affaire Saint-Amaranthe », il fit quelques objections, mollement, et moins qu'on ne croyait.

Et le même jour, il fit donner par le Comité de salut public à son bureau de police le droit nouveau de *traduire les détenus au tribunal révolutionnaire*.

Ainsi, ses deux hommes à lui (et tous deux d'Arras), le chef de division Herman, et le sous-chef Lanne, allaient se trouver investis d'un droit que, seul jusque-là, le souverain Comité de sûreté exerçait au nom de la Convention — droit qui différait infiniment peu de celui de vie et de mort.

L'expérience, faite en petit d'abord, *in anima vili*, sur les galériens de Bicêtre, était heureusement choisie pour effrayer peu. Le Comité de salut public, tout entier, signa l'autorisation. Il était fort effrayé de la retraite de Robespierre, et croyait peut-être le rappeler par cette concession.

Énorme concession. Et elle ne suffit pas. Cinq jours après, le Comité fut forcé de donner à Herman le droit d'interroger tous les citoyens dénoncés qui arriveraient à Paris. C'étaient (moins les accusés d'Arras et d'Orange) tous les accusés de la France qui devaient passer devant lui. Herman, par ce droit d'examen préalable, était constitué réellement une espèce de grand juge ou dictateur judiciaire.

L'extrait de l'arrêté du Comité qui autorisait Herman et Lanne à faire leur enquête à Bicêtre fut signé de Robespierre, qui fit signer avec lui Barère

et Lindet. Lanne devait procéder à Bicêtre avec l'accusateur public. Mais celui-ci, Fouquier-Tinville, étonné de la forme insolite d'un tel acte, ne voulait bouger qu'avec une nouvelle autorisation, celle du Comité de sûreté, qui n'osa la refuser.

Seize noms de galériens étaient écrits sur l'arrêté ; mais on y lisait de plus : « *Et tous autres* prévenus d'avoir pris part au complot. » Un blanc restait que Lanne et Fouquier pouvaient remplir comme ils l'entendaient.

Lanne, dans son premier appétit, ne voulait pas moins que trois cents têtes! Où trouver tant de galériens ? Ce fut Fouquier, si on l'en croit, qui, sagement, humainement, obligea Lanne d'abord de se contenter d'une trentaine, auxquels, peu de jours après, on en ajouta autant.

Pendant que Fouquier et Lanne instrumentaient à Bicêtre, le Comité de sûreté faisait son rapport à l'Assemblée sur les cinquante personnes qu'on présentait comme complices de l'assassinat de Robespierre et de Collot, et des tentatives corruptrices du baron de Batz. Avec Ladmiral et Cécile Renaud se trouvaient en tête les Saint-Amaranthe. — Violent, cruel coup de parti, de placer juste au milieu des assassins de Robespierre, ces femmes royalistes qu'on disait ses amies, pour que leur exécution l'assassinât moralement.

L'homme qui se mit en avant pour le Comité et parla fut Élie Lacoste, le même qui, le 5 thermidor, tint en face contre Robespierre et articula en sa présence les griefs du Comité.

Le rapport était un poème, où le petit banquier de Batz, élevé au rôle immense du Génie du mal, avec vingt millions en guinées, des manufactures d'assignats, etc., etc., travaillait de trois façons : meurtre, corruption, banqueroute. Ce poème, par voie d'épisodes, rattachait au fil principal des groupes accessoires d'accusés, des royalistes en renom, Montmorency, Rohan, Sombreuil, le municipal Michonis, soupçonné d'avoir essayé de faire échapper la Reine, etc., etc.

Il y en avait quarante-neuf. Tant de personnes en manteau rouge, cela paraissait suffire pour la pompe du spectacle. Le Comité de sûreté n'en attendait pas davantage.

Mais la veille, au soir, Fouquier, attentif à flatter ses maîtres, dit en entrant au Comité : « J'en envoie près de soixante! » On cria bravo. Et on le cria bien plus, quand on lut l'ingénieuse composition de la queue de liste. Fouquier y plaçait quatre ennemis personnels de Robespierre, les municipaux Marino, Soulès, Froidure et Dangé, de sorte que l'immense hécatombe, ouverte par ses assassins, se fermait par ses ennemis.

C'étaient des noms populaires. Soulès, ami de Chalier, est nommé dans son testament. Marino fut le vengeur de Chalier à Lyon. On reprochait à Marino d'avoir commis la faute grave d'arrêter un député; la Convention pouvait croire qu'on le punissait pour elle. Président de la commission temporaire de Lyon, ami de Fouché, Marino passait pour avoir faibli vers la fin. Robespierre ne perdait pas une occasion de dénoncer la *mollesse* de cette

commission temporaire, de sorte que Marino semblait périr comme *indulgent*. Chose inquiétante pour tous. Qui était sûr d'être *à la hauteur*, si l'on notait de ce crime un homme qui avait envoyé 1.700 personnes à la mort ?

Marino, peintre, artiste insouciant, loustic de profession, amusait beaucoup le peuple. Chose curieuse, il était assez aimé aux prisons. C'était lui qui, de bonne heure, en 93, y avait organisé une sorte de mutualité, de sorte qu'un prisonnier riche, placé dans une chambrée, améliorait le sort commun et traitait ses camarades. On regrettait fort en prairial ces bonnes prisons de Marino, la bonne chère, la fraternité que donnait cet arrangement. L'administration robespierriste avait craint que les riches ne prissent ascendant. Elle établit la stricte égalité, les tables communes, et tout aux frais de l'État. La nourriture fut détestable par la faute des entrepreneurs (non par celle de l'État, qui payait beaucoup), les prisonniers étaient au désespoir, et l'amphitryon des prisons, Marino, fut sans doute d'autant plus regretté.

L'immoler à Robespierre, le faire mourir sous l'habit rouge des ennemis de Robespierre, c'était d'une cruelle astuce contre celui-ci.

Les Robespierristes, certainement, n'avaient pas prévu ceci, mais ils le sentirent très bien. Dans le *Journal de la Montagne*, qui se faisait aux Jacobins, ils effacèrent de la liste les quatre noms des municipaux de Paris, restes de l'ancienne Commune qui avait laissé un tel souvenir.

CHAPITRE II

LA MÈRE DE DIEU. — ROBESPIERRE COMME MESSIE. — EXÉCUTION DE SAINT-AMARANTHE (15-16 JUIN 94)

CALOMNIES CONTRE ROBESPIERRE. — PAR OU IL ÉTAIT PRENABLE. — MYSTICISME DU TEMPS. — SES DÉVOTES. — ESSAIS DE COMÉDIE. — LA MÈRE DE DIEU. — RAPPORT D'UN FOUDROYANT COMIQUE. — ROBESPIERRE DÉFEND A LA JUSTICE DE POURSUIVRE LA MÈRE DE DIEU. — EFFET TERRIBLE DE L'EXÉCUTION DES CINQUANTE-QUATRE CHEMISES ROUGES. — COMBIEN IL EST DIFFICILE DE PUNIR LES FEMMES.

Le rapport d'Élie Lacoste, avec les commentaires qu'on fit à l'oreille, fut reçu de la Montagne et de la Convention comme les premières gouttes de pluie par la Judée expirante après les trois ans de sécheresse sous le roi Achab.

Il donnait donc prise, il était donc homme; il cherchait les plaisirs humains; il vivait, ce triste fantôme!... S'il vivait, il pouvait mourir...

Comme un homme, il avait du sang à répandre, un cœur qu'on pouvait percer!

L'invraisemblance du roman n'arrêta personne. Que cet homme sombrement austère, si cruellement agité, acharné à la poursuite de son tragique destin, s'en allât comme un Barère, un marquis de la Terreur, s'égayer en une telle maison, chez des dames ainsi notées, on trouva cela naturel !... La crédulité furieuse serrait sur ses yeux le bandeau.

Il était à craindre pourtant que l'équité et le bon sens ne retrouvassent un peu de jour, que quelques-uns ne s'avisassent de cette chose si simple : Il y a deux Robespierre.

On ne perdit pas un moment pour redoubler, enfoncer le coup, pour continuer par une attaque mieux fondée, plus sérieuse, la première impression.

Non, Robespierre n'était pas prenable du côté des mœurs; il l'était par un côté plus intérieur, plus profond.

Dans les luttes violentes, à mort, d'un combat pour les principes, il arrive souvent qu'à la longue, les principes chez les plus sincères ne sont plus qu'en seconde ligne. Le combat est tout, le péril est tout, la victoire est tout. La main du combattant empoigne, égarée et convulsive, toute arme, même hostile aux principes.

Telle était la seule corruption possible dans un homme comme celui-ci. Il pouvait être tenté, dans sa situation terrible, d'exploiter pour son salut, pour celui de la Révolution, un moyen contre-révolutionnaire.

Et Robespierre, pour rencontrer ce moyen, cette tentation, n'avait pas à chercher loin : il l'avait en lui.

D'où était-il parti? D'Arras, des plus tristes précédents. Né dans une ville de prêtres, élevé par la protection des prêtres, qui même, dès qu'il fut homme, le reprirent encore à eux et le firent juge d'Église.

Comme son maître Rousseau, il s'affranchit par la volonté, jeta l'argent, embrassa la faim et l'honneur. Puis 89 sonna, et son affranchissement fut celui de la France, qui dès lors le nourrit de son pain, et vécut de sa parole.

Philosophe et logicien, dépassant les Girondins comme logique révolutionnaire, dépassé cependant par eux dans la question de la guerre, dépassé par la Commune dans la question religieuse, il redevint l'homme d'Arras, et pencha d'instinct à droite. Il encouragea l'espérance des ennemis du dix-huitième siècle, attaqua le *philosophisme* (décembre).

Ces paroles firent soupçonner, non sans cause, que ce philosophe ennemi du *philosophisme*, tout en parlant mal des prêtres, ne leur voulait pas grand mal.

Soupçonner? La chose était claire.

Exiger la liberté et l'application des principes au profit du catholicisme, tandis qu'on les ajournait en toute chose politique, imposer la liberté des cultes, la liberté des catholiques, la liberté de l'ennemi, quand la liberté de la tribune, de la presse et du théâtre était étouffée dans le sang, qu'était-ce sinon délier la Contre-Révolution et lier la Révolution?

Les feuilles arrachées par Lebas, dont nous parlions tout à l'heure, montrent combien son maître, en dessous, était favorable aux prêtres.

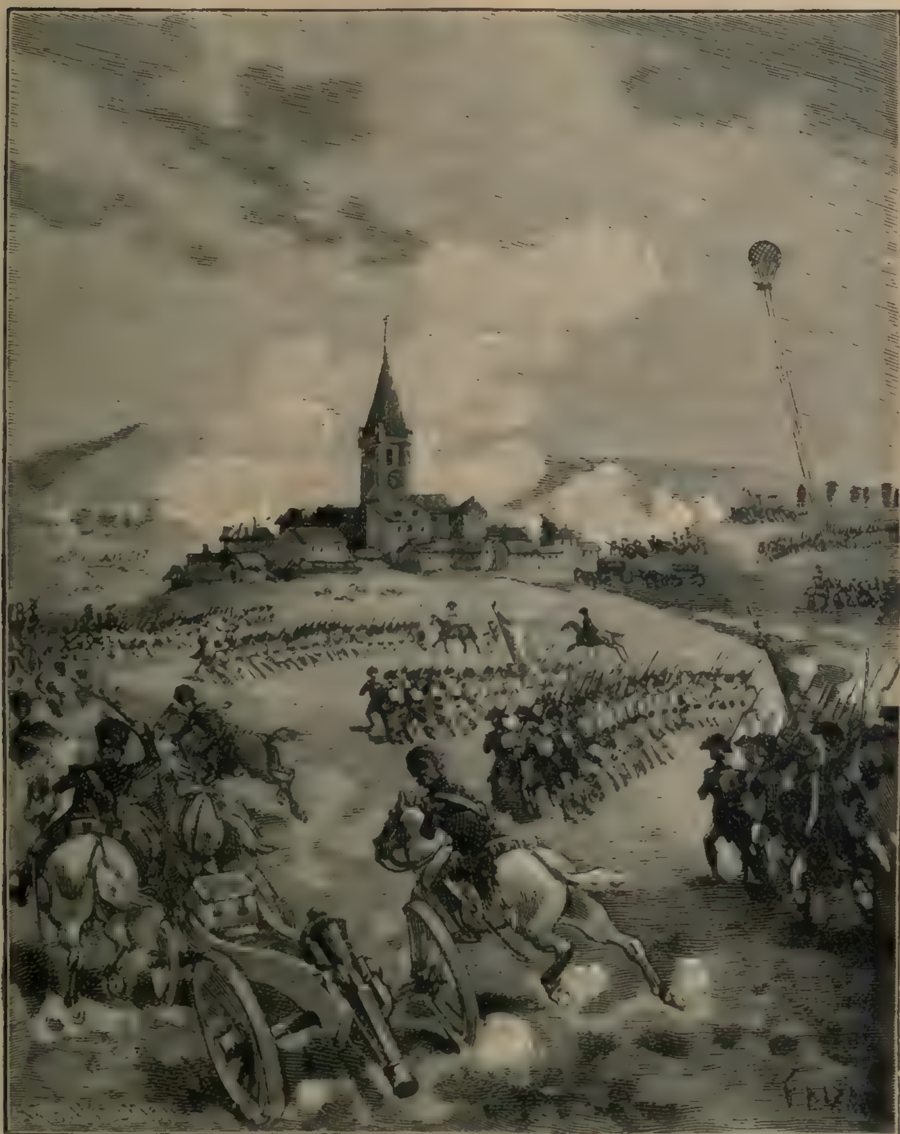
Cela parut mieux encore. Un Jacobin catholique pria Robespierre de tenir son enfant nouveau-né sur les fonts de baptême. Il accepta, fut parrain. Acte grave, parce qu'il était libre. Dans la famille, la mère, souveraine maîtresse d'un fruit sorti d'elle-même avec tant de douleur, force souvent le père philosophe de faire baptiser l'enfant. Mais ici, qui le forçait? Il fut parrain, et comme tel, fit la promesse qu'on fait : Que l'enfant sera catholique.

Toute la question était, pour un homme qui tenait si peu compte du *philosophisme*, de savoir quel mysticisme il allait favoriser, celui du passé ou celui du présent, celui du vieux parti catholique, celui des nouveaux adeptes de la religion jacobine. Protégerait-il la foi de Jésus, ou la foi de Robespierre?

Le temps était au fanatisme. L'excès des émotions avait brisé, humilié, découragé la raison. Sans parler de la Vendée, où l'on ne voyait que miracles, un Dieu (dès 91) avait apparu en Artois. Les morts y ressuscitaient en 94. Dans le Lyonnais, une prophétesse avait eu de grands succès ; cent mille âmes y prirent, dit-on, le bâton de voyage, s'en allant sans savoir où. En Allemagne, les sectes innombrables des illuminés s'étendaient non seulement dans le peuple, mais dans les plus hautes classes : le roi de Prusse en était. Mais nul homme de l'Europe n'excitait si vivement l'intérêt de ces mystiques que l'étonnant Maximilien. Sa vie, son élévation à la suprême puissance par le fait seul de la parole, n'était-elle pas un miracle, et le plus étonnant de tous? Plusieurs lettres lui venaient qui le déclaraient un Messie. Tels voyaient distinctement au ciel la *constellation Robespierre*. Le 2 août 93, le président des Jacobins désignait, sans le nommer, *le Sauveur qui allait revenir*. Une infinité de personnes avaient ses portraits appendus chez elles, comme image sainte. Des femmes, des généraux même, portaient un petit Robespierre dans leur sein, baisaient, priaient la miniature sacrée. Ce qui est plus étonnant, c'est que ceux qui le voyaient sans cesse et l'approchaient de plus près, *ses saintes femmes*, une baronne, une madame Chalabre (qui l'aidait dans sa police), ne le regardaient pas moins comme un être d'autre nature. Elles joignaient les mains, disaient : « Oui, Robespierre, tu es Dieu. »

Que de telles scènes se passassent chez les bonzes de l'Inde, aux pagodes du Thibet, rien de mieux ; mais à Paris, le lendemain de Voltaire, en plein *Contrat social!* et que ce fût le fils même de Rousseau et du rationalisme, le logicien de la Révolution, qui acceptât, encourageât de son silence, ces outrages à la raison, cela était honteux et triste. Là, certainement, était la laideur de Robespierre.

Car qu'était-ce, même sans parler de raison, à ne consulter que le cœur? Tolérer cette idolâtrie, n'était-ce pas abuser de l'affaiblissement où l'excès des maux, la Terreur, avaient mis ces pauvres âmes, tuant en elles ce qu'il y avait de liberté, de vraie vie, les abaissant de l'état d'homme à la sensibilité



Bataille de Fleurus, 26 juin 1794. (P. 1776.)

animale, a la tendresse servile du chien, à qui il faut un maître, qui veut être mené, battu, pauvre créature relative qui n'existe point en soi?

Nous parlions en 92 de la vieille idiote de la rue Montmartre, marmottant devant deux plâtres : « Dieu sauve Manuel et Pétion! Dieu sauve Manuel et Pétion! » Et cela, douze heures par jour. Nul doute qu'en 94, elle n'ait tout autant d'heures marmotté pour Robespierre.

L'amer Cévenol, Rabaut Saint-Étienne, avait très bien indiqué que ces

momeries ridicules, cet entourage de dévotes, cette patience de Robespierre à les supporter, c'était le point vulnérable, le talon d'Achille où l'on percerait le héros. Girey-Dupré, dans un noël piquant et facétieux, y frappa, mais en passant. N'était-ce pas le sujet de comédie de Fabre qu'on fit disparaître, et pour laquelle peut-être Fabre disparut? et celle que le Girondin Salles écrivait caché dans la terre, au puits de Saint-Émilion, je suis bien porté à croire que ce travail acharné fut l'œuvre de la vengeance, la proscription du proscripteur, le drame du nouveau Tartufe.

Sujet bien supérieur à l'autre. Tartufe, dans Molière, est un pauvre diable qui, par un jargon mystique, abusant du nom de Dieu, trompe un imbécile. Ici, Tartufe même est Dieu; l'idole, l'exploiteur de l'idole, sont même et unique chose. Idole de déraison sous le drapeau de la raison! trompant les uns et les autres!... Et l'imbécile est le monde.

Pour formuler l'accusation, il fallait pourtant un fait, une occasion qu'on pût saisir. Robespierre la donna lui-même.

Dans ses instincts de police, insatiablement curieux de faits contre ses ennemis, contre le Comité de sûreté qu'il voulait briser, il furetait volontiers dans les cartons de ce Comité. Il y trouva, prit, emporta des papiers relatifs à la duchesse de Bourbon, et refusa de les rendre. Cela rendit curieux. Le Comité s'en procura des doubles et vit que cette affaire, si chère à Robespierre, était une affaire d'illuminisme.

Quel secret motif avait-il de couvrir les *illuminés*, d'empêcher qu'on ne donnât suite à leur affaire?

Ces sectes n'ont jamais été indifférentes aux politiques. Le duc d'Orléans était fort mêlé aux Francs-Maçons et aux Templiers, dont il fut, dit-on, grand maître. Les jansénistes, devenus sous la persécution une société secrète, par l'habileté peu commune avec laquelle ils organisaient la publicité mystérieuse des *Nouvelles ecclésiastiques*, avaient mérité l'attention particulière des Jacobins. Le tableau ingénieux qui révélait ce mécanisme était le seul ornement de la bibliothèque des Jacobins, en 1790. Robespierre, de 89 à 91, demeura rue de Saintonge, au Marais, près la rue de Touraine, à la porte même du sanctuaire où ces énergumènes du jansénisme expirant firent leurs derniers miracles; le principal était de crucifier des femmes, qui, en descendant de la croix, n'en mangeaient que mieux. Une violente recrudescence du fanatisme, après la Terreur, était facile à prévoir. Mais qui en profiterait?

Au château de la duchesse prêchait un adepte, le chartreux dom Gerle, collègue de Robespierre à la Constituante, celui qui étonna l'Assemblée en demandant, comme chose simple, qu'elle déclarât le catholicisme religion d'État. Dom Gerle, à la même époque, voulait aussi que l'Assemblée proclamât la vérité des prophéties d'une folle, la jeune Suzanne Labrousse. Dom Gerle était toujours lié avec son ancien collègue; il allait souvent le voir, l'honorait comme son patron; et, sans doute pour lui plaire, demeurait aussi chez un menuisier. Il avait obtenu de lui un certificat de civisme.

Bon républicain, le chartreux n'en était pas moins un prophète. Dans un grenier du pays latin, l'esprit lui était soufflé par une vieille femme idiote, qu'on appelait la Mère de Dieu. Catherine Théot (c'était son nom) était assistée dans ses mystères de deux jeunes et charmantes femmes, brune et blonde, qu'on appelait la *Chanteuse* et la *Colombe*. Elles achalandaient le grenier. Des royalistes y allaient, des magnétiseurs, des simples, des fripons, des sots. Jusqu'à quel point un homme aussi grave que Robespierre pouvait-il être mêlé à ces momeries? On l'ignore. Seulement on savait que la vieille avait trois fauteuils, blanc, rouge et bleu; elle siégeait sur le premier, son fils dom Gerle sur le second, à gauche. Pour qui était l'autre, le fauteuil d'honneur, à la droite de la Mère de Dieu? n'était-ce pas pour un fils aîné, le *Sauveur qui devait venir?*

Quelque ridicule que la chose pût être en elle-même, et quelque intérêt qu'on ait eu à la montrer telle, il y a deux points qui y découvrent l'essai d'une association grossière entre l'illuminisme chrétien, le mysticisme révolutionnaire et l'inauguration d'un gouvernement des prophètes.

« Le premier sceau de l'Évangile fut l'annonce du Verbe; le second, la réparation des cultes; *le troisième, la Révolution; le quatrième, la mort des rois;* le cinquième, la réunion des peuples; le sixième, le combat de l'ange exterminateur; le septième, la résurrection des élus de la Mère de Dieu, et le bonheur général *surveillé par les prophètes.* »

« Au jour de la résurrection, où sera la Mère de Dieu? Sur son trône, *entre ses prophètes*, dans le Panthéon. »

L'espion Sénart, qui se fit initier pour les trahir et les arrêta, trouva, dit-il, chez la Mère, une lettre écrite en son nom à Robespierre, comme à son premier prophète, au fils de l'être suprême, au Rédempteur, au Messie.

Était-ce réellement la minute d'une lettre qui fut envoyée? ou bien faut-il croire que ceux qui, pour servir Robespierre, attribuèrent un faux à Fabre d'Églantine, ont pu, pour perdre Robespierre, faire aussi un faux? Les deux suppositions ont une telle égalité de vraisemblance qu'on ne peut, je crois, décider.

Les deux Gascons, Barère, Vadier, qui firent ensemble l'œuvre malicieuse du rapport que les Comités lançaient dans la Convention, y mirent (comme ingrédients dans la chaudière du Sabbat), des choses tout à fait étrangères; je ne sais quel portrait par exemple du petit Capet qu'on avait trouvé à Saint-Cloud. Cela donnait un prétexte de parler dans le rapport de royalisme, de restauration de la royauté. L'Assemblée, désorientée, ne savait d'abord que croire. Peu à peu elle comprit. Sous le débit morne et sombre de Vadier, elle sentit le puissant comique de la facétie. La plaisanterie, dans la bouche d'un homme qui tient son sérieux, emporte souvent le fou rire sans qu'on puisse résister. L'effet fut si violent que, sous le couteau de la guillotine, dans le feu, dans les supplices, l'Assemblée eût ri de même. On se tordait sur les bancs.

On décida, d'enthousiasme, que ce rapport serait envoyé aux quarante-quatre mille communes de la République, à toutes les administrations, aux armées. Tirage de cent mille peut-être!

Robespierre, percé d'outre en outre, n'en montra pas moins une décision assez vigoureuse. Il n'y avait pas de séance aux Jacobins, et il ne pouvait rien faire de ce côté. Il alla au Comité de salut public, intima d'arrêter tout. Le Comité s'obstinait à ne pas vouloir comprendre, à soutenir que l'affaire n'avait nul intérêt pour lui, à demander comment, la chose une fois lancée, on pouvait arrêter le cours de la justice. Sans s'arrêter à ces raisons, il donna ordre qu'on fît venir Fouquier-Tinville. Lui venu, et eux présents, il lui ordonna, en leur nom, exactement le contraire de ce qu'ils voulaient, et ils n'osèrent souffler mot.

Ce n'est pas tout. Il exigea que Fouquier lui remît les pièces, les prit, les emporta chez lui.

Fouquier, du Comité de salut public, alla au Comité de sûreté, et dit : « *Il* ne le veut pas. »

Le grand mot : « *Je veux* » était rétabli, et la monarchie existait.

Ce fut une grande consolation pour les Comités que la chose se posât ainsi solennellement.

Désormais, à toute occasion, ils avaient un mot terrible : « *Il* le veut, *il* ne le veut pas. »

Ce qui leur restait, c'était de battre le tambour, de bien faire retentir cette suppression de la justice. Le Comité de sûreté dit partout qu'il poursuivrait l'accusateur public pour avoir lâché de ses mains des pièces si importantes.

Vadier fit la chose hardie de poursuivre Robespierre de son rapport, même aux Jacobins. Il comptait là sur la masse des Jacobins opposants qui avaient porté Fouché à la présidence. Cependant il compta mal. Il lut, mais ne fit rire personne; il y eut un grand silence, des murmures, et de quelques-uns, des soupirs de deuil et d'indignation. Plusieurs, vraiment patriotes, trouvaient aussi, dans ces risées, la Révolution avilie par l'avilissement de Robespierre.

Vadier obtint l'impression, mais non l'impression en nombre pour les sociétés affiliées.

Le lendemain eut lieu à grand bruit, avec un appareil incroyable, le supplice solennel des *assassins de Robespierre*.

Le drame de l'exécution, monté avec un soin, un effet extraordinaire, offrit cinquante-quatre personnes, portant toutes le vêtement que la seule Charlotte Corday avait porté jusque-là, la sinistre chemise rouge des parricides et de ceux qui assassinaient les pères du peuple, les représentants. Le cortège mit trois heures pour aller de la Conciergerie à la place de la Révolution, et l'exécution employa une heure.

De sorte que, dans cette longue exhibition de quatre heures entières, le

peuple put regarder, compter, connaître, examiner *les assassins de Robespierre*, savoir toute leur histoire.

Les canons suivaient les charrettes, et tout un monde de troupes. Pompeux et redoutable appareil qu'on n'avait jamais vu depuis l'exécution de Louis XVI. « Quoi ! tout cela pour venger un homme ! Et que ferait-on de plus, *si Robespierre était roi ?* »

Il y avait cinq ou six femmes jolies, et trois toutes jeunes. C'était là surtout ce que le peuple regardait et ce qu'il ne digérait pas, — et autour de ces femmes charmantes, leurs familles tout entières : la Saint-Amaranthe avec tous les siens, la Renaud avec tous les siens; une tragédie complète sur chaque voiture, les pleurs et les regrets mutuels, des appels de l'un à l'autre à crever le cœur. Madame de Saint-Amaranthe, fière et résolue d'abord, défaillait à tout instant.

Une actrice des Italiens, mademoiselle Grandmaison, portait l'intérêt au comble. Maîtresse autrefois de Sartines, qui avait épousé la jeune Saint-Amaranthe, elle lui restait fidèle. Pour lui, elle s'était perdue. Elles étaient là ensemble, assises dans la même charrette, les deux infortunées, devenues sœurs dans la mort, et mourant dans un même amour.

Un bruit circulait dans la foule, horriblement calomnieux, que Saint-Just avait voulu avoir la jeune Saint-Amaranthe, et que c'était par jalousie, par rage, qu'il l'avait dénoncée.

Il y avait encore une fille de seize ans sur ces voitures, une ouvrière, misérable de mine et d'habits, la pauvre petite Nicole, qui, disait-on, n'avait rien fait que de porter à manger à mademoiselle Grandmaison. Le mouchard qui l'arrêta raconte que, quand il arriva jusqu'à son septième étage, où elle logeait sous le toit, sans meubles qu'une paillasse et un panier de guenilles, les larmes lui vinrent aux yeux. Il alla dire au Comité de sûreté qu'il était absolument impossible de faire périr cette enfant. Ils répondirent sèchement qu'à tout prix il fallait garantir la vie des représentants, des membres des Comités, qu'ils ne prenaient pas légèrement un attentat contre Robespierre.

Voulland, pétillant de bonheur, de vengeance et de joie, allait voir l'effet de la scène, si le peuple murmurait, si la calomnie prenait. Il se posta au point le plus serré de la foule, au coin des rues Richelieu et Saint-Honoré, et quand il vit venir de loin les cinquante chemises rouges, branlantes sur les charrettes, par-dessus les têtes innombrables de curieux, il dit aux siens : « Allons devant ; nous verrons au grand autel célébrer la messe rouge. »

L'effet désiré fut produit. Un déchirement de pitié, contenu, d'autant plus cruel, mille morts vouées à Robespierre, des cœurs étouffant de malédiction, ce cri avalé par la peur, mais rentrant dans les entrailles pour les déchirer : « Ah! maudits cet homme et ce jour! »

Ces morts de femmes étaient terribles.

Celle de Charlotte Corday, sublime, intrépide et calme, commença une religion.

Celle de la Du Barry, tout horripilée de peur, pauvre vieille fille de chair, qui d'avance sentait la mort dans la chair, reculait de toutes ses forces, criait et se faisait traîner, réveilla toutes les fibres de la pitié animale. Le couteau, disait-on, n'entrait pas dans son cou gras... Tous, au récit, frissonnèrent.

L'exécution encore de Lucile Desmoulins, la jeune, la courageuse, la charmante femme du bon Camille, fut un coup de pitié. Nulle ne laissa tant de regret, tant de fureur, ne fut plus âprement vengée.

L'impression allait croissant. La plus simple politique eût dû supprimer l'échafaud pour les femmes. Cela tuait la République.

Mais ici, justement, dans l'affaire des Saint-Amaranthe, on avait compté donner au public une cruelle émotion, dire en réponse de celui qui déplorait l'indulgence des juges de Lyon, l'indulgence du Comité de sûreté : « Il veut du sang, en voilà... Et le sang des royalistes qu'il a protégés. »

On m'a conté le fait suivant :

D'après l'âge indiqué, il s'applique à la Nicole ; d'après l'effet général que produisit sa mort (sur la police elle-même!), je ne fais aucun doute qu'il ne se rapporte à elle.

Un homme très dur et très fort, d'une constitution athlétique, de ces gens qui n'ont point de nerfs, qui n'ont que des muscles, gagea de supporter de près la vue de l'exécution. Était-il avec les bourreaux, ou autrement, je ne sais. Il endura tout sans broncher, vit répandre, de tête en tête, l'horrible fleuve de sang. Mais, quand cette petite fille vint, s'arrangea, se mit à la planche, dit d'une voix douce au bourreau : « Monsieur, suis-je bien comme ça? » tout lui tourna, il ne vit plus rien, sa force de taureau manqua, il tomba à la renverse ; un moment on le crut mort; il fallut le rapporter chez lui.

CHAPITRE III

LES CONSPIRATIONS DE FABRIQUE. — CELLE DE BICÊTRE. — MORT D'OSSELIN (24 JUIN-1er JUILLET

EFFETS TOUT-PUISSANTS DE LA CALOMNIE. — LES COLPORTEURS DE PARIS. — NÉCESSITÉ DE GAGNER UNE BATAILLE; FLEURUS (26 JUIN). — SAGE CONSEIL DE PAYAN A ROBESPIERRE — IL SEMBLA CROIRE PLUTOT HERMAN. — EUT-IL CONNAISSANCE DES MACHINATIONS D'HERMAN? — HERMAN PURGE LES PRISONS. BICÊTRE. — EXÉCUTION D'OSSELIN MOURANT.

Toutes les conditions de l'horreur et du ridicule s'étaient réunies. Le Comité de sûreté, dans son drame atroce, mêlé de vrai et de faux, avait dépassé à la fois la comédie, la tragédie, écrasé tous les grands maîtres.

La violence des contrastes, l'inattendu des surprises, avaient donné à la pièce des effets terribles, inouïs, et de déchirante pitié, et de rire, à rendre fou. L'immuable et l'irréprochable, surpris dans le pas secret d'une si leste gymnastique, montré nu entre deux masques, ce fut un aliment si cher à la malignité, qu'on crut tout, on avala tout, on n'en rabattit pas un mot. Philosophe chez le menuisier, messie des vieilles rue Saint-Jacques, au Palais-Royal souteneur de jeux! Faire marcher de front ces trois rôles, et sous ce blême visage de censeur impitoyable!... Shakespeare était humilié, Molière vaincu; Talma, Garrick, n'étaient plus rien à côté.

Mais quand, en même temps, on réfléchit au lâche égoïsme qui lançait en avant les siens et qui les abandonnait! à la prudence infinie de ce messie, de ce sauveur, qui ne sauvait que lui-même, laissant ses apôtres à Judas, avec Marie-Madeleine, pour être en croix à sa place!... oh! la fureur du mépris débordait de toutes les âmes!

Hier, dictateur, pape et Dieu... l'infortuné Robespierre aujourd'hui roulait au ruisseau.

Telle fut l'âcre, brûlante et rapide impression de la calomnie sur des âmes bien préparées. Il avait, toute sa vie, usé d'accusations vagues et trop souvent fausses. Il semblait que la calomnie, lancée si souvent par lui, lui revenait au dernier jour par ce noir flot de boue sanglante...

Les colporteurs, au matin, de clameurs épouvantables, hurlant *la sainte guillotine*, *les cinquante-quatre en manteaux rouges*, *les assassins de Robespierre*, aboyaient plus haut encore les *Mystères de la Mère de Dieu*. Une nuée de petits pamphlets, millions de mouches piquantes nées de l'heure d'orage, volaient sous ce titre. Ces colporteurs, Maratistes, Hébertistes, regrettant toujours leurs patrons, poussaient par des cris infernaux la publicité monstrueuse du rapport, déjà imprimé par décret à cinquante mille.

On ne les laissait pas tranquilles. Mais rien n'y faisait. Le combat des grandes puissances se combattait sur leur dos. La Commune de Robespierre hardiment les arrêtait. Mais le Comité de sûreté à l'instant les relâchait. Ils n'en étaient que plus sauvages, plus furieux à crier. De l'Assemblée aux Jacobins, et jusqu'à la maison Duplay, en face de l'Assomption, toute la rue Saint-Honoré vibrait de leurs cris ; les vitres tremblaient. *La grande colère du Père Duchesne* semblait revenue triomphante dans leurs mille gueules effrénées et dans leurs bouches tordues.

Que faire? Occuper bien vite l'attention d'autre chose, remonter par un coup de force, montrer qu'on savait frapper. Une victoire au dehors, au dedans une âpre énergie de police et de tribunaux, c'était tout ce que le parti voyait de plus efficace. Tous étant terrifiés, tous tâtant pour voir si leur tête tenait encore à leurs épaules, qui pourrait songer à rire?

Ces remèdes avaient déjà réussi. Dans son grand danger d'octobre, surpris en flagrant délit de modérantisme, il fut sauvé par Wattignies. En janvier, serré de près par Philippeaux et les autres pour son alliance

hébertiste, il avait fait taire la meute, en mordant qui le mordait, prenant et emportant Fabre.

On écrivit à Saint-Just : « Tu vaincras tel jour. » Il vainquit. Le bonheur de Robespierre lui donna encore cette grande et dernière faveur : une victoire sans Carnot, une victoire qui donnait moyen de faire le procès à Carnot, au Comité de salut public.

Carnot et le Comité agissaient en politiques (pas un des historiens militaires n'a compris ceci). Ils recevaient des ouvertures de paix, et croyaient avec raison que la Prusse n'agirait pas. Ils voyaient l'Autriche entrant en Pologne, très affaiblie à l'ouest par la haine des Pays-Bas. Ils croyaient n'avoir d'ennemi sérieux, acharné, que l'Angleterre. C'était le moment où la jeune marine révolutionnaire, formée par Jean-Bon Saint-André, nos vaisseaux lancés par lui, montés par leur créateur, avaient tenu trois jours devant la grande flotte anglaise, suppléant la science par l'enthousiasme, et quoique, avec des pertes graves, faisant entrer au port de Brest l'immense convoi américain qui venait nourrir la France. La suite de cette bataille pour le Comité, c'était l'occupation des ports qui regardent l'Angleterre : Ostende, Nieuport, Anvers. Il voulait isoler l'Anglais de ses alliés, et le menacer chez lui. La menace géographique, permanente, pour lui, c'est Anvers, cette position redoutable que Napoléon appelait « un pistolet visant au cœur de l'Angleterre ».

Le rêve du Comité, c'était la future descente, c'était la conquête des ports. Robespierre, en d'autres temps, ne différait point d'avis ; pour lui, l'Angleterre était tout. Mais, à ce moment, le lendemain du violent coup du 15 juin, froissé, avili, malade, il lui fallait une bataille, une victoire, et sur-le-champ, une victoire populaire qui ne fût qu'aux Robespierristes, qui fît oublier Wattignies gagné par Carnot.

Le 18 juin, Saint-Just, instruit de la séance du 15, montra à Jourdan devant lui la Sambre qu'il fallait passer et derrière, la guillotine. Pour la cinquième fois, Jourdan passa, et pour la troisième, se remit à bombarder Charleroi. L'incomparable pléiade des généraux de Sambre-et-Meuse, Jourdan, Kléber, Marceau, Lefebvre, Championnet, firent des miracles de bravoure acharnée, d'obstination. L'objet était Charleroi, et l'on se battait toujours qu'il était déjà rendu (26 juin, 8 messidor). Les Autrichiens, les premiers, cessèrent ce massacre inutile. Un ordre vint du Comité de salut public de ne pas pousser plus loin. Nouveau texte contre Carnot, nouvelle prise pour Robespierre.

Il put se féliciter alors de la prudence obstinée avec laquelle il avait toujours refusé de signer la moindre des choses de la guerre, laissant tout entière à ses collègues la responsabilité des actes, mêlée de tant de hasards. Carnot ici avait agi ; on pouvait le perdre ; Saint-Just avait de lui deux lettres, avec lesquelles un jour ou l'autre Carnot ne pouvait guère manquer de rejoindre Houchard et Custine.

Mais revenons à Paris. On ne savait pas encore si la bataille était gagnée.



Les autres furent cherchés dans les cavernes de Saint-Émilion et chassés avec des chiens. (P. 1782.)

Cette victoire commandée, si on la gagnait, c'était un topique extérieur, un ajournement au mal. Mais n'y avait-il pas un remède intérieur, une vraie médecine, qui agît profondément et changeât définitivement la situation?

La destinée, soigneuse, ce me semble, de sauver un homme en qui, après tout, étaient tant de grandes choses et avec qui peut être périssait la Révolution, la destinée, prodigue pour lui au dernier moment, ne se contenta pas de lui donner la victoire; elle lui offrit la sagesse.

Un de ses nouveaux apôtres, Payan, son homme à la Commune, qu'il avait mis là à la place de Chaumette, homme d'esprit, de sens et de tête, neuf aux affaires et les voyant d'autant mieux, d'une vue moins fatiguée, lui dit le mot de la situation et le vrai remède :

Le remède était la franchise, l'abandon des voies tortueuses.

N'osant dire ces choses en face, il écrivit, il lui representa le mal immense que lui faisait l'affaire de la Mère de Dieu, l'avertissant qu'il ne pouvait se taire, qu'il devait répondre, envelopper sa réponse dans une accusation générale qui frapperait en même temps toutes les factions, mais « *qu'il ne pouvait faire un tel acte, sans attaquer le fanatisme, sans donner vie aux principes philosophiques* de son rapport sur les fêtes, sans effacer les dénominations superstitieuses, ces *Pater*, ces *Ave*, ces épîtres prétendues républicaines, etc. » Il voulait dire que Robespierre devait cesser de nager entre les philosophes et les gallicans, laisser ceux-ci qui le compromettaient, et se placer franchement où il était fort : sur le terrain de la Révolution. Il ne pouvait tout à la fois invectiver contre les prêtres à la fête de l'Être suprême, et s'en aller par devant eux, comme parrain d'un enfant.

Le sens de la lettre, en réalité, était celui-ci : « On ne peut être à droite et à gauche ; décidez-vous, soyez net et planez sur les partis. »

Malheureusement Payan, homme très emporté du Midi, obscurcissait son propre conseil, si lumineux en lui-même, en imposant a son maître, non seulement de dominer les partis, mais de les *anéantir*.

On n'*anéantit* jamais tout. Mais, en mettant cette affiche, on peut donner aux ennemis l'audace du désespoir, unir contre soi les hommes les plus hostiles entre eux, et former de sa main même les coalitions invincibles auxquelles on succombera.

Robespierre, pour être franc, que devait-il faire ? Préciser nettement son procès et le limiter, nommer par leurs noms Tallien et cinq ou six voleurs, au plus, accuser hardiment, frapper. . Et rassurer tout le reste, couvrir la Convention et tout le passé de 93 d'une trop légitime amnistie.

Le salut pour lui n'était pas *à gauche;* encore moins était-il *à droite*. Mais il était *au-dessus*.

Ni dans l'atrocité, ni dans l'indulgence ; point dans la bassesse du juste milieu sans foi, point dans l'ignoble bascule. Non, plus haut que tout cela, dans une magnanimité sévère, par-dessus la tête de tous, qui ramenât la Révolution à elle-même, c'est-à-dire à l'héroisme, et la posât décidément dans une lumière supérieure.

Il semble n'avoir fait aucune attention à la lettre de Payan. Il inclina malheureusement du côté où l'entraînaient ses routines, se disant encore le mot qu'il disait au parti prêtre de la Convention avant juin 93, et qu'il pratiqua lui-même (décembre) en se rapprochant d'Hébert : « *La sûreté* est à gauche. » Mais la gauche par delà Hébert, la gauche par delà Fouché, qu'il accusait d'indulgence, où était-ce, sinon dans la fosse qui le reçut en thermidor?

L'homme qui, visiblement, influa sur lui à cette époque maudite, fut celui qui déjà lui avait rendu le mortel service de faire condamner Danton, son ami d'Arras, Herman. Ce doucereux philanthrope, à l'œil équivoque et louche, magistrat de l'ancien régime, formé en cours féodales, ecclésiastiques, dans l'esprit d'inquisition, paraît en avoir gardé les traditions de police, les vieilles machines politiques de fabriques de complots et d'agents provocateurs, d'espions de prisons, et le reste.

Plus je sonde l'expérience, l'histoire et la nature, plus j'interroge l'étude que je fais depuis plus de dix ans du caractère de Robespierre, plus je suis porté à croire qu'il ne sut les machinations de sa propre police que d'une manière très générale, qu'il n'en connut point le hideux détail. Une chose, par la lassitude et l'irritation, était comme un axiome pour lui et pour tous les chefs de la Révolution, c'est que la contre-révolution était incorrigible, et qu'il eût été à souhaiter que, par un cataclysme naturel, toutes les prisons de France s'abîmassent en une fois. Ce miracle ne se faisant pas, comment y suppléerait-on? Ce n'était pas l'affaire des rois de la France, mais celle de leur police. Ils se gardaient de s'informer du mode de l'exécution. Tous les rois ont fait de même. Qui d'entre eux pourraient dormir s'ils savaient ce qu'on fait pour eux ?

Cette ignorance, plus ou moins volontaire, est pour eux une grâce d'État. Si l'on excepte le bigot François II d'Autriche, qui lui-même et personnellement administrait le Spielberg, s'inquiétant de savoir si, pour le salut de leur âme, les prisonniers souffraient suffisamment, les souverains ignorent ces choses. Robespierre ne les aura sues qu'en gros et pour les résultats. Dès longtemps, il gouvernait en réalité, et déjà il avait pu acquérir une âme de roi.

Les Robespierristes, liés à sa destinée, devant régner avec lui, tomber avec lui, étaient trop intéressés à agir pour lui. Quel était son vrai danger, depuis l'affaire des Saint-Amaranthe et celle de la Mère de Dieu? Être accusé d'indulgence, de connivence secrète avec la contre-révolution. Ils entreprirent de le laver, en faisant par sa police une razzia dans les prisons, en lançant une masse d'accusés aux tribunaux, et renvoyant à la police du Comité de sûreté le reproche d'indulgence.

Le 3 messidor (24 juin), Herman adressa un rapport au Comité de salut public : Tous les complices des anciennes conspirations de prisons vivent encore ; il faut *purger les prisons.* Le 7, Robespierre signa, au nom du Comité, une autorisation de rechercher ces complices, et d'en faire rapport au Comité. Barère signa complaisamment, et fit signer Billaud-Varennes.

Il y avait, à Bicêtre, un peintre nommé Valagnos, qui avait été condamné à dix ans de fers. Le grand succès de La Flotte, le prisonnier du Luxembourg, qui dénonça ses camarades (comme voulant délivrer Danton), avait fortement excité l'émulation de Valagnos, qui, au moment même, en avril, dénonça les prisonniers de Bicêtre au Comité de sûreté. Cette dénonciation,

méprisée du Comité, fut de nouveau envoyée, mais au Comité de salut public. C'est là que la trouva Herman. Du 3 au 7, il envoya à Bicêtre son sous-chef Lanne, qui emmena avec lui Fouquier-Tinville. Tous deux, sur les renseignements de Valagnos, firent une liste de trente et un détenus.

Cette liste, autorisée par le Comité de salut public, fut néanmoins soumise par Fouquier-Tinville au Comité de sûreté générale, sans lequel il ne faisait rien. On examina. C'étaient trente galériens, quelques-uns très dangereux, de ces voleurs serruriers qui échappent de toute manière pour commettre de nouveaux crimes. On approuva. Et bientôt une seconde liste fut faite de condamnés moins dangereux. Y avait-il entre eux quelque projet d'évasion, comme on le disait? Cela est probable. La loi prononçait la mort contre ceux qui « oseraient *ouvrir* les prisons. » Mais cela s'entendait-il du prisonnier qui voudrait fuir? On leur appliqua cette loi.

Pour orner la liste, sans doute, on y ajouta quelques noms connus, un bâtard de Sillery, et le représentant Osselin.

Ce malheureux Osselin, qui avait marqué dans les premiers jours de la Convention, était, certes, bien éloigné d'être un contre-révolutionnaire. On se rappelle sa faute. Il voulut sauver une jeune femme, la cacha. Faute grave, il est vrai; il était à ce moment membre du Comité de sûreté, et plus que personne sans doute tenu de respecter les lois. Cette femme, Mme Charry, cachée par lui chez un parent, dans une maison isolée des bois de Versailles, fut surprise et emprisonnée, jugée et guillotinée. Osselin, ainsi frappé au cœur, le fut d'une autre manière, et plus que de mort, flétri d'une condamnation à dix ans de fers. Hélas! si l'on eût flétri tous ceux qui sauvèrent des hommes, qui ne l'eût été? Robespierre, nous l'avons vu, sauva un fermier général, force prêtres, par Lebas. Fouquier sauva nombre de personnes. Couthon, qui avait alors la direction du fatal bureau de police, Dumas même, le président du tribunal révolutionnaire, s'ils n'osaient sauver des hommes, ils conseillaient à ceux qui venaient solliciter de faire oublier leurs amis; cela dépendait d'un commis; le dossier de ces prisonniers qui arrivait à son tour, on le mettait sous les autres. Ajourner, c'était sauver.

Le nom d'Osselin réveillait une plaie vive, tout le groupe des Dantonistes, ses amis, ensemble égorgés. Sous les visages immobiles, et sous les yeux secs, coulaient au plus profond des cœurs des larmes de sang... « Ah! Camille!... ah! Philippeaux!... ah! pauvre Bazire! Pauvre Bazire, qu'as-tu fait? »

Si le monde les pleure encore, qu'était-ce donc en ce moment, près de la mort de Danton, quand ces places énormes étaient vides, quand les bancs déserts, la salle, les voûtes muettes, paraissaient frappées de deuil!

Osselin, abîmé de douleur, de honte et de désespoir, ne sortait point de sa chambre, ne voyait nul prisonnier. Il n'était pas facile de dire qu'il conspirait avec eux. Il n'en fut pas moins mis sur la liste de mort, et par une main inconnue. Celle d'Herman ou du Comité?

Cette dernière supposition me paraît la plus vraisemblable. Le Comité de sûreté, en donnant cet ornement à la liste robespierriste, la rendait cruellement odieuse à la Convention, lui montrait que l'affaire de Bicêtre, méprisée d'abord, comme affaire de galériens, n'était qu'une expérience qui allait monter plus haut. Un représentant du peuple! un membre des Comités! un Montagnard éminent! un malheureux patriote qui n'avait failli qu'une fois par faiblesse et par amour! un pauvre homme déjà condamné!... C'était un coup violent pour l'Assemblée elle-même. Elle devait y pressentir l'ouverture du grand procès, qui, de l'un à l'autre parti, des Hébertistes aux Dantonistes, menaçant deux cents représentants revenus de mission, pouvait gagner, comme un chancre, la Convention tout entière.

Fouquier, avec plus de malice qu'on ne lui eût supposé, rendit le procès ridicule autant qu'il était atroce. Il accusa ces prisonniers d'avoir voulu égorger les membres des Comités, *leur rôtir et manger le cœur.*

La terreur fut telle à Bicêtre, quand on fit l'enlèvement, qu'un homme de quatre-vingts ans, qui n'était pas sur la liste, jeta son argent aux latrines et s'ouvrit le ventre avec un rasoir. Les trente furent menés à Paris, et la nuit déposés au Plessis, où Osselin, faute d'autres armes, se perça le cœur d'un clou.

Malheureusement, il vivait quand on vint le prendre; on le traînait, et il ne pouvait mourir; les uns le tirant en arrière, disant : « Il est mort; » les autres en avant : « Il mourra. » Et ce corps, quasi expiré, présenté au tribunal, on l'interrogea. Il râlait... On précipita le départ, moyennant quoi il put être encore guillotiné vivant. Mais il n'y eut pas un homme qui, devant un tel spectacle, ne maudît son sort d'avoir vu cela, et ne gardât une haine profonde contre ceux qui en avaient souillé la lumière de Dieu!



CHAPITRE IV

SUITE. — CONSPIRATION DU LUXEMBOURG, ETC. — LES JACOBINS COMMENCENT A SUIVRE DIFFICILEMENT ROBESPIERRE (1er-16 JUILLET, 12-28 MESSIDOR)

INDIGNATION DES SANS-CULOTTES. — ROBESPIERRE S'INDIGNE DE L'INDIGNATION. — TERRORISTES PHILANTHROPES. — ON ORGANISE LA CONSPIRATION DU LUXEMBOURG. — ROBESPIERRE REPROCHE AUX JACOBINS LEUR ABATTEMEMT. — IL COMMENCE AUX JACOBINS LE PROCÈS DES REPRÉSENTANTS EN MISSION EN 93. — LES JACOBINS OBÉISSENT MALGRÉ EUX. — BANQUETS FRATERNELS, CENSURÉS PAR LA COMMUNE. — BILLAUD-VARENNES BLAME LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Un ordre du jour d'Henriot nous apprend que le soir du 9 messidor, quand Fouquier-Tinville vint à l'ordinaire prendre les ordres du Comité de sûreté générale, et traversa les sans-culottes qui montaient la garde à la porte, ils *se conduisirent très mal envers lui.*

C'est-à-dire que la mort d'Osselin avait marqué la limite de la patience publique, et que des cris de malédiction s'élevèrent contre le servile assassin.

On lit au même ordre du jour que *les fonctionnaires chargés de la surveillance de la société* (les mouchards du Comité) trouvaient dans la garde nationale, garde nationale sans-culotte, la seule qu'on employât alors, une franche et courageuse répulsion.

On s'était trop avancé pour reculer. Peu de jours avant, Couthon avait pris la défense des violences de Lebon contre les autorités révolutionnaires d'Arras, montrant par cette défense que Lebon ne dépassait pas la pensée robespierriste. De même, l'agent de Robespierre à Bordeaux, le jeune Jullien, que beaucoup croyaient modéré, se justifia parfaitement en faisant savoir la capture qu'il venait de faire des derniers Girondins. Deux se tuèrent. Les autres furent cherchés dans les cavernes de Saint-Émilion et chassés avec des chiens.

Le drapeau robespierriste se retrouva, à ce prix, le drapeau de la Terreur. Tout ce qu'on avait pu croire des secrètes intentions d'indulgence, de modération, qu'avait Robespierre, n'était que trop réfuté. Il se trouva innocenté, lavé dans le sang, remonté au pinacle de haine, dont, par le ridicule, on croyait le faire descendre.

Le 2 juillet (13 messidor), par son discours aux Jacobins, il prit possession de cette haute et horrible position.

Ce discours extraordinaire s'indignait de l'indignation qu'on avait montrée, de la sensibilité qu'on témoignait *pour les conspirateurs*, du système qui tendait à soustraire *l'aristocratie* à la justice. — Quels aristocrates? Du moins, dans les soixante-douze de Bicêtre, sauf Osselin, je ne vois que de pauvres misérables, presque tous condamnés aux fers, un maçon, un batteur de plâtre, un scieur de long, des ouvriers en boutons, etc., etc.

« La faction des indulgents, grossie de toutes les autres, devient plus hardie. On ose calomnier le tribunal révolutionnaire. On poursuit de calomnies tel patriote qui ne veut que venger la liberté... On dit à Paris, comme à Londres, qu'il a organisé le tribunal pour égorger la Convention, qu'il veut se faire dictateur. Isolé, il n'a pour lui que son courage et sa vertu. (Un citoyen des tribunes : Tu as pour toi les Français!). « La vérité est mon seul asile, toute ma défense est dans ma conscience. »

Ce ton plaintif effrayait fort. Il amenait, on en était sûr, de nouvelles accusations. Robespierre désignait clairement ces agents de calomnies; ils étaient *revêtus d'un caractère sacré*, c'est-à-dire représentants. Les calomnies étaient répétées *dans un lieu!... Vous frémiriez si je disais en quel lieu!...* Peut-être on viendrait à bout de *l'obliger à renoncer à une partie de ses fonctions*, autrement dit, le Comité l'amènerait par ses persécutions à donner sa démission.

Ceci annonçait une fixe résolution de suivre la guerre à mort, de reprendre le grand procès contre les représentants. La chose fut expressément demandée à la Convention par une foudroyante adresse qu'on fit venir d'Avignon. Elle répétait les propres paroles du discours de Robespierre sur la faction des indulgents, mais elle précisait les choses, demandant, imposant à l'Assemblée la mort *de ceux qui siégeaient à côté de Danton, de ceux qui ont craint l'institution des tribunaux de prairial.*

Cette pétition contenait une calomnie meurtrière. Elle disait que les Dantonistes s'étaient *déclarés les seconds de Jourdan*. Loin de là, c'était le Dantoniste Merlin (de Thionville) qui avait demandé qu'il fût amené à Paris, poursuivi, jugé.

Toutefois, avant de passer outre, d'exiger de l'Assemblée qu'elle se saignât encore, les Robespierristes crurent devoir serrer fortement dans leurs mains le drapeau de la Terreur. L'affaire de Bicêtre n'ayant guère frappé que des pauvres diables, ne les popularisait guère, s'ils ne la soutenaient par une proscription de véritables suspects.

Le philanthrope Herman, cette fois, ne s'en fia à personne. Il alla lui-même, avec Lanne, au Luxembourg, faire une battue de prisonniers (12 messidor, 1er juillet).

Philanthrope? On croit que je raille; non, ils étaient philanthropes. Couthon était philanthrope; on l'avait bien vu à Lyon. Herman l'était en

principe. Ses circulaires, dignes des Beccaria et des Dupaty, respirent une tendre humanité. Seulement, ils croyaient que le salut de la France tenait au seul Robespierre, que le salut de Robespierre tenait à ce qu'il prît le pas sur les terroristes, l'avant-garde de la Terreur. Donc, encore un peu de Terreur! pas beaucoup de sang!... Tout était fini. Les Comités guillotinés, la Convention épurée, Robespierre allait fonder une république de Berquin et de Florian, commencer ici l'âge d'or, inaugurer le paradis, où tout ne serait que douceur, tolérance et philosophie, où les loups, désapprenant leurs appétits sanguinaires, paîtraient l'herbe avec les moutons.

Pour préparer cet Eden, il fallait d'abord, il est vrai, quelques centaines de têtes. L'avocat général d'Arras, Herman, imposait ce sacrifice à la sensibilité de son cœur. Ce qui l'adoucissait pourtant, c'est qu'après tout, ces gens ne seraient que guillotinés. Les magistrats d'ancien régime, faits à brûler, rompre et pendre, regardaient la guillotine comme chose indifférente; c'était, dans leur opinion, comme si l'on mourait dans son lit, — un peu plus tôt, il est vrai, — mais enfin, il faut mourir.

Pour choisir les trois cents têtes qu'il fallait se procurer, ils s'adressaient à l'homme qui les avait servis dans l'affaire du 2 avril, à l'administrateur de police Wiltcheritz, attaché au Luxembourg. Wiltcheritz était un étranger, cordonnier de son état, qui avait été adopté par le parti robespierriste, et qui, à la chute d'Hébert, de Chaumette et de l'ancienne Commune, était entré dans la nouvelle, avec Payan, Fleuriot, comme administrateur de police municipale, spécialement attaché aux prisons.

Nous l'avons vu au 2 avril rendre au parti le service d'organiser, pour brusquer la mort de Danton, la première conspiration de prison. Il endoctrina ce La Flotte qui dénonça les prisonniers du Luxembourg.

Quand Herman et Lanne y vinrent, il y avait dans cette prison un homme de plaisir et d'argent, un viveur, nommé Boyenval, qui, je ne sais comment, avait pris des épaulettes et se croyait capitaine. Wiltcheritz l'indiqua et le fit venir. On lui montra une liste de 92 noms, en lui disant qu'il pouvait rendre un service à la patrie, s'immortaliser, qu'il fallait trouver deux cents autres noms; on en voulait trois cents en tout. Ce nombre lui parut grand. Il s'enferma avec un ami, Beausire, et un porte-clefs, Verney, et, à force d'y rêver, ils trouvèrent jusqu'à 150. Mais leur imaginative, toute leur bonne volonté ne purent aller au delà.

On sut bientôt dans la prison ce qui se faisait. Qu'on juge de la consternation. Un détenu entra dans un tel désespoir, qu'il se précipita du toit sur la balustrade de marbre, se brisa en pièces. Le concierge écrivait tous les matins à Herman, qu'il n'y avait aucun bruit, pas le moindre soupçon d'émeute, de conspiration. Où puiser des vraisemblances pour la dénonciation? L'époque approchant, Boyenval, qui devait la soutenir de son témoignage, quoique buvant, s'étourdissant, commençait à prendre peur. Pour remonter son courage, on imagina de lui amener deux hommes graves qui le virent à la



... Le menait partout, le montrait à la Convention, aux Jacobins, aux sections. (P. 1788.)

buvette et burent avec lui. Ce n'étaient pas moins, disait-on, que Robespierre et Carnot : « Capitaine Boyenval, lui dirent-ils, vous serez bientôt général. »

La liste des cent cinquante-quatre détenus que Fouquier-Tinville devait se faire amener du Luxembourg, porte en tête seulement : « *Le Comité de salut public* arrête que les nommés... seront traduits au tribunal révolutionnaire. » Pas un des membres n'a signé, pas même Couthon, surveillant du bureau d'Herman, qui dressait la liste. Elle venait hardiment, comme la loi

de prairial, au nom du Comité de salut public, sans avoir besoin d'une seule signature pour se faire croire.

Fouquier, recevant cette liste énorme, sous même chef et même titre, fit (sans doute de l'aveu de ses maîtres, du Comité de sûreté) venir des charpentiers et leur commanda de bâtir dans la salle du tribunal un échafaudage immense pour recevoir en une fois cette légion d'accusés. L'effroyable construction dut se faire en une nuit. Elle partait des tables mêmes, montait au plafond, et, par une exagération vraiment sauvage et satirique, on mit aux extrémités, comme pièces d'attente, des poutrelles qui permettaient des deux côtés un agrandissement facultatif. Les places auraient bientôt manqué pour le tribunal. Herman, selon toute apparence, fut averti de cette maligne ostentation. On fit venir Fouquier-Tinville au Comité de salut public, et verbalement *on* (quel est cet *on?*) lui intima de diviser les cent cinquante-quatre en trois fournées.

Il y avait dans la liste d'abord une masse imposante, tout le parlement de Toulouse, cinq ou six des grands noms de la monarchie, une douzaine de nobles ou de prêtres; le reste était des gens obscurs. Mais ni les uns ni les autres n'étaient des hommes d'action. Qu'ils eussent désiré se sauver, cela se peut, mais conspirer, nullement. L'anachronisme était choquant. En 92, à la bonne heure, ou même en 93; mais en 94, l'abattement, la prostration étaient absolus, les courages à néant... Les royalistes étaient brisés, et écemment encore, de la bataille de Fleurus. A Lazare, huit cents prisonniers, le croirat-on? avaient en tout... *un* geôlier! et il n'y eut de désordre que des plaintes sur la nourriture.

Le héros de l'audience fut naturellement Boyenval. Fortement lesté d'eau-de-vie, presque seul, il suffit à tout, témoigna sur tout et sur tous, *convainquit les accusés!* Magnifique d'assurance, il remonta au Luxembourg comme il eût fait au Capitole. Il rentra maître à la prison, et fit écrire sur sa porte : « *Commissaire national.* » Les prisonniers, devant lui, étaient frémissants, à genoux; mais il se montra bon prince. Il se contenta de la femme d'un homme qui, sur son témoignage, venait d'être guillotiné. Il promenait dans la cour la victime humiliée, la tenant au bras, la montrant dans une amoureuse insolence.

Une chose peu remarquée, mais facile à constater, c'est que, dans ces horribles jours, l'abattement des Jacobins fut extraordinaire. Le parti antirobespierriste prenait chez eux beaucoup de force. Il avait fait nommer Fouché président, puis Barère, et enfin Élie Lacoste, trois ennemis de Robespierre. Barère présidait encore, le soir de la seconde fournée (21 messidor, 10 juillet), quand Robespierre, y voyant les mines tellement allongées, saisit une occasion pour gourmander les Jacobins : « Si cette tribune est muette, ce n'est pas qu'il ne reste à dire; *ce silence des Jacobins est l'effet d'un sommeil léthargique qui ne leur permet pas d'ouvrir les yeux sur les dangers de la Patrie...* On veut revenir aux Danton, effrayer la Convention, la prévenir contre le tribunal

révolutionnaire... (Puis, pinçant le président Barère) : Quand on voit des hommes se borner aux tirades contre les tyrans, aux lieux communs contre Pitt et les ennemis du genre humain, toujours déclamer, et, derrière, s'opposer aux moyens utiles, se taire quand il faut parler, ne sacrifier les aristocrates que pour la forme... *il est temps* de les surveiller, de se mettre en garde contre leurs complots. »

Barère se reconnut à merveille, sentit qu'on venait à lui. Les trois fournées de suspects étaient un pas préalable pour passer aux représentants. Il était très effrayé, mais ne perdait pas la tête. Rentrant chez lui, avec Vilatte, un jeune juré bavard, il lui fit, comme par élans, par soupirs d'effusion, la liste effroyable des représentants que Robespierre allait frapper : « Encore s'il n'en voulait que tant... S'il ne voulait que ceux-ci! S'il ne voulait que ceux-là ! etc. » Confidences que Vilatte ne manqua pas de répandre et qui étendirent la terreur dans toute la Convention.

Les Jacobins chancelant fort, Robespierre ne perdit point de temps pour tirer d'eux ce qu'il voulait : la radiation d'abord de Dubois-Crancé, de Fouché, et le vote d'une adresse où la Société, se déclarant contre l'indulgence, endosserait la responsabilité de tout le sang qu'on versait.

Le lendemain de la troisième fournée du Luxembourg (qui eut lieu le 11 juillet, 22 messidor), il mit donc les fers au feu, répéta la dixième fois la calomnie tant répétée : « *Que Dubois-Crancé avait sauvé les Lyonnais.* » Les Jacobins le rayèrent.

Il allait passer à Fouché, mais la Société était si morne, elle paraissait si froide, que Robespierre jeune ne put s'empêcher de lui reprocher son *silence et sa torpeur*. Couthon arriva à temps pour réchauffer la séance, disant très habilement pour Robespierre ce qu'il n'avait dit nullement : « Qu'il ne savait comment faire ; que, *modéré pour les uns*, exagéré pour les autres, il réunissait sur lui les poignards , mais que lui, Couthon, demandait à partager tous ses dangers... » — Et moi ! et nous ! ce fut le cri universel de la salle ; car ils aimaient Robespierre, quelle que fût leur inquiétude sur la voie où il les précipitait.

La Société, il faut le dire, était surmenée par lui ; elle pliait sous le faix de ses exigences. Elle l'avait porté longtemps, comme son fidèle coursier, à travers la Révolution ; mais il la menait par de tels chemins, sur le bord de tels précipices, qu'elle n'allait plus si bien, et, sans regimber, hésitait.

Il voulait faire le tour de force de lui faire rayer, chasser son dernier président, Fouché ; il exigeait qu'elle se donnât cette humiliation et ce démenti. Il prit le 14 juillet, lorsque la Société, pleine du grand anniversaire, était prête aux idées morales. Ce fut après une attaque (qui parut accidentelle, mais qui préparait) sur l'immoralité de Rousselin, que Robespierre, au nom de la conscience, attaqua l'immoralité de Fouché, demanda qu'on le rayât. Pour faire faire à la Société ce sacrifice d'amour-propre, il s'adressa justement à son amour-propre, reprochant à Fouché de ne pas venir se iustifier devant la

respectable Société. La haine l'inspirant sur cet homme, en effet si haïssable, il fut vraiment éloquent : « Craint-il les oreilles du peuple? craint-il ses yeux?... Craint-il que sa *triste figure* ne présente visiblement le crime? que six mille regards fixés sur lui ne découvrent dans ses yeux son âme tout entière, et qu'en dépit de la nature, on n'y lise ses pensées ? »

La chose ainsi fut emportée, Fouché rayé. C'était la seconde fois (la première fut Clootz) qu'il leur rayait leur président.

Ils obéirent; mais le soir même, à la fin de la séance, ils témoignèrent leur chagrin en portant à la présidence un membre du Comité de sûreté, Élie Lacoste, rapporteur de l'affaire des Saint-Amaranthe, si nuisible à Robespierre.

Cela le 14 juillet. Le 19, la Convention, enhardie par ce choix antirobespierriste des Jacobins, fit comme eux; elle se donna pour président l'homme dont les poumons, l'entrain, la violente sensibilité, pouvaient le mieux lutter, au besoin, contre Robespierre, l'ami de Fouché, Collot-d'Herbois. Celui-ci en ce moment était fort populaire. Il jouait une bonne pièce. On a vu qu'il avait été quelque peu assassiné, sauvé par un serrurier qui fut blessé à sa place. Le serrurier étant guéri, Collot s'était fait son cornac, le menait partout, le montrait à la Convention, aux Jacobins, aux sections. Il l'embrassait sur les chemins, pleurait, racontait ses vertus; il s'était à peu près établi chez la serrurière, voulant éclipser Robespierre, qui logeait chez un menuisier. De là mille scènes pleureuses de fraternisations sans fin, humectées de plus en plus, et toujours plus attendries.

Tout au contraire, Robespierre, triste et buveur d'eau, venait de faire une chose qui assombrissait Paris.

Le 14 juillet, à la faveur de l'expansion de la fête et de la beauté de la saison, plusieurs personnes eurent l'idée, heureuse en soi, mais sans doute hasardée dans un tel moment, de dresser des tables dans les rues, d'essayer des repas civiques. C'était une idée de Danton. Elle fut reprise et proposée par la section peut-être la plus affamée de Paris, la pauvre section de la Cité. Riches et pauvres s'y assirent, et il y eut vraiment un moment de fraternité sincère.

Les riches, en un temps pareil, étaient trop heureux qu'on voulût bien d'eux. Ils savaient gré aux sans-culottes de leur cordialité; ceux-ci, simples et confiants, acceptaient de tout leur cœur les politesses des riches. S'ils les avaient vus égoïstes, ils ne s'en souvenaient plus. Le spectacle fut admirable, très attendrissant. Hélas! cela dura un jour. La situation réelle, qui n'en subsistait pas moins en dessous, rendait de tels rapprochements au moins bien précoces. La sévérité était nécessaire encore, la justice, et elle eût été difficile dans ces effusions fraternelles.

Ce fut cependant une chose fort impopulaire et triste, très mal vue des pauvres autant que des riches, quand le lendemain la Commune, par l'organe de Payan, flétrit ces repas, les découragea, les déclara suspects. Barère suivit

docilement cette impulsion, et répéta le discours de Payan, à l'Assemblée, ravi d'appuyer tout ce qui pouvait faire haïr les Robespierristes.

Ceux-ci s'enfonçaient eux-mêmes, entrant jusqu'au cou dans le sang. Le Luxembourg rendant peu, Herman cherchait à la Force, aux Carmes, à Lazare. Les listes, dressées par les *moutons* de ces prisons, de concert avec les administrateurs de police qui y résidaient, passaient au bureau d'Herman, qui les faisait signer au Comité de salut public.

Signer de qui? Apparemment des membres qui étaient là, des plus assidus, c'est-à-dire le plus souvent des travailleurs du Comité, de ceux mêmes qui, absorbés entièrement dans leurs fonctions, étaient le plus étrangers aux idées de proscription.

Étrange, injuste arrangement qui répartissait la responsabilité exactement en sens inverse de la raison et de la justice!

La spécialité était tellement établie au Comité, que personne n'eût discuté les choses étrangères à sa sphère. On signait les yeux fermés.

Qui eût dû signer? Évidemment les trois membres qui eurent successivement la surveillance du bureau de police d'Herman : Saint-Just, Robespierre, Couthon.

Robespierre restait chez lui. Saint-Just était à l'armée. Couthon était seul, et encore assez peu exact, par suite de ses infirmités. Les œuvres de leur Herman durent être constamment endossées par d'autres.

Cette situation étrange était-elle supportée patiemment? Non. Le seul qui osât se plaindre, c'était le seul qui fût sûr de n'être point accusé d'indulgence, Billaud-Varennes. Nous le savons d'un témoin qu'on ne peut guère récuser, de Saint-Just lui-même. Il dit dans son dernier discours : « Billaud assiste à toutes les séances sans parler, à moins que ce ne soit contre Paris, contre *le tribunal révolutionnaire.* »



LIVRE XXI

CHAPITRE PREMIER

DES CIMETIÈRES DE LA TERREUR. — DÉCLARATIONS DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE (SUITE DE JUILLET MESSIDOR).

VERTIGE ET BLASEMENT. — GRANDES CHALEURS ET CRAINTES D'ÉPIDÉMIE. — LA MADELEINE. — MONCEAUX. — EXÉCUTIONS A LA BARRIÈRE DU TRONE. — SAINTE-MARGUERITE. — PICPUS. — CRAINTES ET MÉCONTENTEMENT DU FAUBOURG. — ON CHERCHE UN AUTRE CIMETIÈRE. — PLAN D'UN MONUMENT POUR BRULER LES MORTS. — LES DÉNONCIATEURS S'EFFRAYENT ET RENONCENT.

La situation devenait épouvantablement tendue. On pouvait le reconnaître à l'abattement des Jacobins.

Le chiffre des prisonniers avait dépassé huit mille. On en avait entassé deux mille dans la seule enceinte, fort étroite, des Quatre-Nations (aujourd'hui l'Institut). Plusieurs de ces prisonniers étaient les noms les plus populaires de la France, Florian, Parny; les plus glorieux, Hoche et Kellermann; les plus patriotes, Antonelle. Qui pouvait se vanter d'être plus avancé que le chef du jury de 93?

De révolte, aucune apparence. Extrême était l'abattement. La guillotine roulait à son heure, faisait son repas. Les charrettes de cette boucherie venaient lui apporter sa viande; le tombereau retournait plein. C'était une sorte de routine, une mécanique arrangée. Chacun semblait habitué. Était-ce blasement, ou vertige? Ce qu'on peut dire, c'est que l'homme qui semblait tourner cette roue, Fouquier-Tinville, commençait à s'éblouir. On assure qu'il eut l'idée d'introniser la guillotine au tribunal même. Les Comités lui demandèrent s'il était devenu fou.

La terreur n'augmentait pas; soixante têtes, quarante ou trente, pour l'effet, c'était même chose. Mais l'horreur venait.

Je touche ici un triste sujet; l'histoire le veut Parvenu au plus haut de

la Terreur, j'y trouve, comme au sommet des grandes montagnes, une extrême aridité, un désert où la vie cesse. Tout ce que je vais écrire est tiré littéralement de la sécheresse administrative des actes de l'époque. La pitié était éteinte ou muette ; l'horreur parlait, le dégoût, l'inquiétude de la grande ville, qui craignait une épidémie. Les vivants s'alarmèrent, crurent être entraînés par les morts. Ce qu'on n'eût osé dire au nom de l'humanité, on le dit au nom de l'hygiène et de la salubrité.

Si l'on songe à l'immensité des massacres qui se firent sous la monarchie à diverses époques, sans que Paris ait eu les mêmes craintes, on s'étonnera que douze cents suppliciés en deux mois l'aient inquiété pour la santé publique.

Le faubourg Saint-Antoine, qui, depuis cent cinquante ans, enterrait et ses morts et ceux des quartiers voisins au cimetière Sainte-Marguerite (des milliers de morts par an), sans souffrir de ce voisinage, déclara ne pouvoir supporter le surcroît, minime en comparaison, des guillotinés.

La chaleur était très forte, et sans doute aggravait les choses. Cependant il faut remarquer que les plaintes avaient toujours été les mêmes, en tout quartier, en toute saison. C'était un trait général de l'imagination populaire. Les cimetières des suppliciés l'émouvaient, l'inquiétaient, lui faisaient toujours redouter des épidémies, même à l'époque où leur nombre très limité ajoutait un chiffre véritablement imperceptible au chiffre énorme des inhumations ordinaires de Paris.

Les plaintes avaient commencé dès le 7 février (19 pluviôse), en plein hiver, au quartier de la Madeleine, quartier bien moins peuplé alors, et parfaitement aéré. Mais le Roi, mais les Girondins étaient là ; l'imagination en était préoccupée. Les voisins se croyaient malades. La Commune (14 pluviôse et 14 ventôse), sur ces plaintes réitérées, décida que le cimetière serait fermé, qu'on enterrerait à Monceaux. Du 5 mars au 25 mars, les sections y enterrèrent. Mais les guillotinés étaient mis encore à la Madeleine. Hébert et Clootz furent les derniers qu'on y enterra le 24.

Le 25, comme on a vu, l'accusateur public avertit l'exécuteur que désormais les corps iraient à Monceaux.

Danton, Desmoulins, Lucile, Chaumette, ont inauguré ce cimetière.

L'autorité n'ignorait pas l'amour et le fanatisme qui s'attachaient à ces noms. Elle fit pendant quelque temps un mystère des inhumations de Monceaux. Les suppliciés étaient d'abord déposés à la Madeleine, et c'était quelques jours après qu'on les portait à Monceaux, sans doute pendant la nuit. Les voisins n'en savaient rien ; ils croyaient qu'on les enterrait au haut de la rue Pigalle (alors le cimetière Roch) ; ils s'en plaignaient même, et soutenaient que ces corps des suppliciés produiraient une épidémie.

Lorsqu'on sut positivement leur inhumation à Monceaux, ce furent d'autres plaintes. La naissante commune des Batignolles, si aérée, si clairsemée, au vent du nord, dans la plaine de Clichy, ne pouvait plus, disait-elle,

supporter l'odeur des cadavres. En réalité, ce petit angle, détaché du parc de Monceaux (19 toises en tout sur 29), se comblaitet regorgeait. Quatre immenses sections de Paris venaient y enterrer leurs morts (sept mille en moins de trois ans). Les guillottinés comptaient pour bien peu dans ces nombres énormes. Ils y vinrent pendant dix semaines (du 25 mars au 10 juin), et du jour qu'ils n'y vinrent plus, les plaintes cessèrent; les voisins ne s'aperçurent plus de la présence des morts.

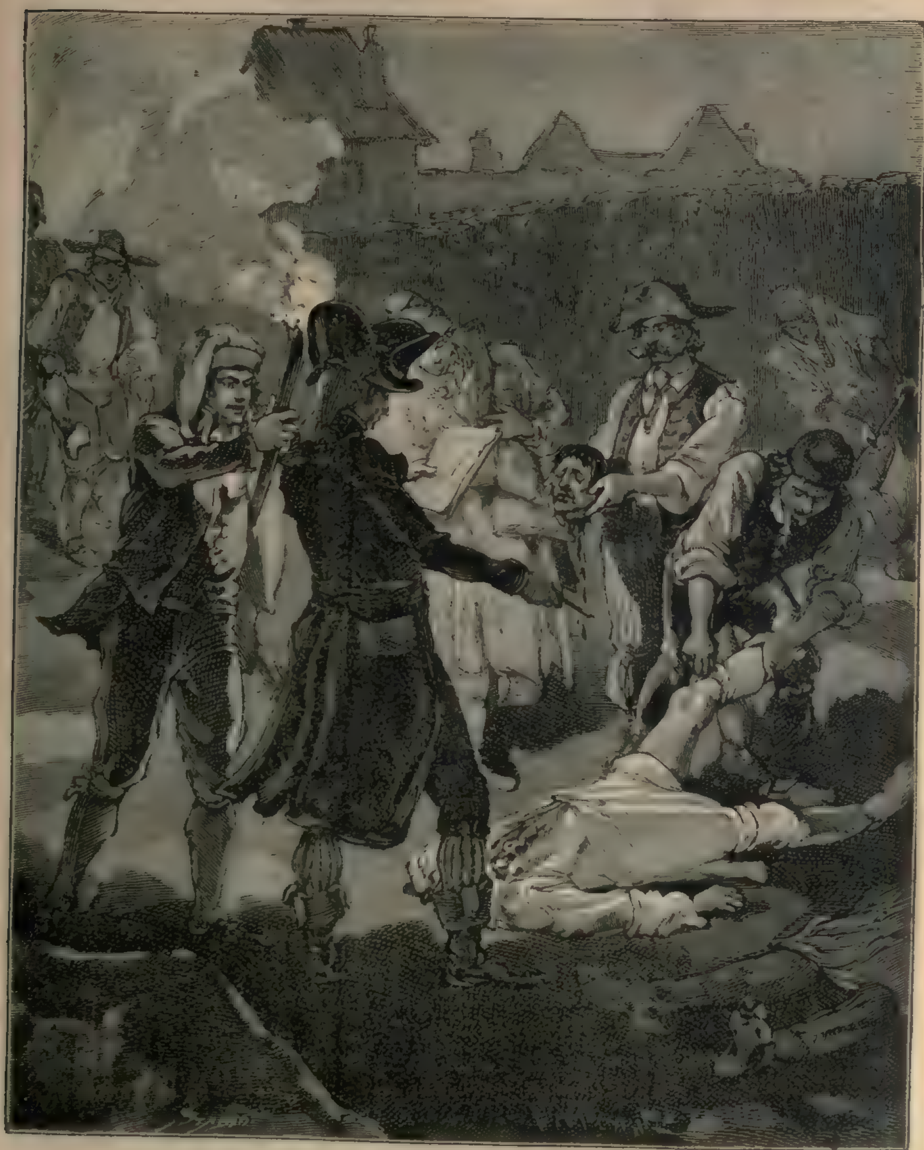
Le lendemain de la terrible loi de prairial, qui devait tellement accélérer la machine révolutionnaire, on décida que les exécutions n'auraient plus lieu à la place de la Révolution, qu'elles se feraient à la place Saint-Antoine (ou de la Bastille). Dès longtemps, la rue Saint-Honoré se plaignait du passage des fatales charrettes; ce quartier, le plus brillant alors, le plus commerçant de Paris, était inondé à ces heures d'un flot d'aboyeurs mercenaires et des furies de guillotine, affreux acteurs, toujours les mêmes, qui mettaient en fuite la population; même après, la rue en restait attristée et funestée.

Cette décision du 23 fut réformée le 24. La place de la Bastille est un lieu de grand passage où arrivent nos routes de l'Est. C'est un centre de commerce pour les deux grands arts du faubourg, le fer et le bois, pour l'ébénisterie surtout et la fabrication des meubles, qui emploie des milliers de personnes.

Cette place où fut la Bastille, où sur ses ruines on mit pour la fête du 10 août la Nature aux cent mamelles, où s'accomplit la scène la plus belle et la plus touchante de 93, la communion de l'eau sainte entre nos départements, c'était le lieu sacro-saint de la Révolution, bien plus que la place qui sépare les Tuileries des Champs-Élysées. La souiller du sang des aristocrates, c'était un sacrilège qui devait blesser fort la délicatesse patriotique du faubourg.

On recula devant son opinion, et l'on décida qu'à partir du lendemain (25 prairial, 13 juin), les exécutions se feraient à l'autre bout du faubourg, à la barrière du Trône.

La file lugubre des charrettes dès lors suivait tout entière la longue, l'interminable rue. Les drames variés qu'elles offraient aux yeux s'accomplissaient sous les yeux des rudes travailleurs, des pauvres, des populations souffrantes, partant les plus irritées. Là, la fibre était plus dure. Cependant, les accidents tragiques de famille et de parentés, la grande jeunesse des uns, ou la vieillesse des autres, toutes ces choses de nature, étaient peut-être plus senties dans le peuple des ouvriers que dans le monde du plaisir, plus facile aux larmes, mais au fond plus égoïste, plus prompt à détourner les yeux, à se renfoncer bien vite dans les jouissances et l'oubli. Au faubourg, au contraire, loin des distractions du plaisir, on restait sur ces impressions. Les femmes les sentaient fortement, les exprimaient franchement, souvent, au foyer du soir, les retrouvaient, les ressassaient. Sous des paroles dures, furieuses, les cœurs peu à peu s'ébranlaient. De là, leur immobilité au



On y dépouillait les corps, en plein air et sous le ciel... (P. 1794.)

9 thermidor. Ils ne firent rien pour soutenir le régime qui, quarante jours durant, les avait soûlés, dégoûtés de ce rebutant spectacle.

La jalousie peut-être aussi y fit quelque chose. On avait soulagé de tout cela les beaux quartiers de Paris, et on l'infligeait au pauvre faubourg. Belle récompense de son patriotisme. Il devenait l'abattoir, le cimetière de la Révolution. Les condamnés, menés vivants le long du faubourg, morts le traversaient de nouveau pour aller se faire enterrer au centre même du

quartier, au milieu de la section de Montreuil, au cimetière Sainte-Marguerite, cimetière comble et regorgeant. Dès germinal, les élèves du salpêtre qui travaillaient dans l'église ne supportaient pas, disaient-ils, la puanteur des fosses voisines. Le 26 prairial, les administrateurs de police écrivirent que le faubourg craignait une épidémie, si l'on ajoutait les guillotinés à ce foyer d'infection.

Cent et quelques suppliciés qu'on y enterra, jusqu'au 4 messidor, portèrent au comble l'inquiétude et l'irritation de la section. Les habitants déclarèrent qu'ils n'en supporteraient plus l'odeur.

Il y avait un remède. C'était de jeter force chaux, de hâter la destruction. A quoi se trouva un obstacle. Les suppliciés étaient mis pêle-mêle à Sainte-Marguerite avec les morts du faubourg ; on n'aurait brûlé les uns qu'en brûlant les autres. Et c'est à quoi s'opposait la sensibilité du peuple. Les sans-culottes voulaient que leurs morts pourrissent là à loisir et tranquillement.

Il y avait bien un autre cimetière dans le faubourg, non dans la section de Montreuil, mais dans celle des Quinze-Vingts. C'était celui de l'abbaye Saint-Antoine (aujourd'hui Hospice des Enfants). La section des Quinze-Vingts, désirant fort peu qu'on mît ce dépôt chez elle, montra que ce cimetière était de peu de ressources ; à dix pieds dessous on rencontrait l'eau. Il était à craindre qu'on ne gâtât les puits du voisinage. On n'avait jamais enterré là que les dames de l'abbaye, assez peu nombreuses. L'église était devenue un grenier à grains ; ces exhalaisons méphitiques ne les altéreraient-elles point ? On ne manqua pas de faire valoir encore cette considération.

La Commune, au reste, avait choisi un autre local, à la dernière extrémité du faubourg, à Picpus, près du mur d'enceinte de la barrière, où se faisaient les exécutions. C'était le jardin d'un couvent de chanoinesses. Ce bien national avait été loué à un spéculateur, qui en faisait une affaire, excellente alors, fort commune, que faisaient beaucoup de gens. C'était une maison de santé, qui, pour des prisonniers riches ou favorisés, servait de maison d'arrêt ; je dis prisonniers des deux sexes, messieurs d'autrefois, grandes dames. La liberté était extrême dans ces galantes prisons ; on s'y amusait beaucoup ; l'incertitude du sort rendait les cœurs tendres. La mort était une puissante et rapide entremetteuse.

Cette maison, jusque-là fort tranquille en ce désert, se trouva fort dérangée, très cruellement surprise, quand tout à coup la Commune, « pour cause d'utilité publique », prit la moitié du jardin, l'entoura de planches, se mit à creuser des fosses. Ces pauvres suspects eurent sous leurs yeux, un terrible *Memento mori*, quand chaque fois arrivait le tombereau comble. Les scènes les plus funèbres s'y passaient la nuit. On y dépouillait les corps, en plein air et sous le ciel, pour envoyer les habits à la rivière, de là aux hospices. Les employés qui verbalisaient demandent à la Commune (lettre du 21 messidor) qu'elle leur bâtisse au moins une petite échope en planches ; car

le vent éteint la lumière ; ils restent en pleines ténèbres avec leurs guillotinés, au préjudice réel de la chose publique ; les dépouilles, dans ce cas, peuvent disparaître dans l'ombre.

Du 4 au 21 messidor (23 juin, 12 juillet), une première fosse fut pleine. La Commune en fit creuser une seconde, une troisième. Le mécontentement du faubourg était extrême, et non sans cause. Le sang inondant la place, on n'avait su d'autre remède que de creuser un trou grand d'une toise en tous sens où il tombait. Le terrain, dur et argileux, n'absorbait rien : tout se décomposait là. Affreuses s'étendaient au loin les émanations. On couvrait ce trou de planches ; mais cela n'empêchait pas que tout ce qui se trouvait sous le vent, de quelque côté qu'il soufflât, ne sentît, à en vomir, cette odeur de pourriture.

« Que serait-ce, dit Poyet, l'architecte de la ville chargé d'examiner la chose, si ce foyer d'infection, s'étendant, se confondait avec celui qui se forme aux fosses mêmes qui en sont peu éloignées ? » Il proposait que le sang fût reçu dans une brouette doublée de plomb, et qui, chaque jour après l'exécution, serait emportée.

La situation du faubourg n'était pas rassurante en réalité. Il était entre trois cimetières, tous trois alarmants. Sainte-Marguerite regorgeant, il avait fallu enterrer à Saint-Antoine, et là chaque lit de corps n'avait pas quatre pouces de terre. Pour Picpus, où allaient les guillotinés, on n'en soutenait pas la vue. L'argile repoussait tout, refusait de rien cacher. Tout restait à la surface. La putréfaction liquide surnageait et bouillonnait, sous le soleil de juillet. La voirie, qui fit son rapport, n'osait répondre que la chaux absorbât cette odeur terrible. On couvrit les fosses de planches, et les corps étaient jetés par des trappes. On y jeta la chaux en masse, mais on versa maladroitement tant d'eau à la fois que l'état des choses empira encore.

Le 29 messidor, on songeait, qui le croirait? à quitter Picpus, à conduire les guillotinés à Saint-Antoine, jugé comble le 27.

L'architecte trouva (1er thermidor) un terrain hors des barrières, sur la route de Saint-Mandé. C'était une vieille carrière de sable abandonnée qu'on appelait Mont-au-Poivre. Seulement il fallait le temps de l'approprier à la chose. Il fallait au moins le fermer de planches, et creuser les fosses. En notant ces dispositions, il fait cette curieuse remarque : « Qu'elles permettront de conserver une belle vigne et des arbres dont il serait intéressant de récolter les fruits. »

Pour tout préparer, il fallait quelques jours, mais quelque promptitude qu'on y mît, la guillotine allait si vite que Picpus, comble et surchargé, fermentant de plus en plus, risquait de faire fuir tout le monde, de chasser ses fossoyeurs. La Commune, avertie le 8 thermidor, pensa qu'on pourrait bien attendre encore un jour ou deux, prescrivant seulement « de brûler sur les fosses du thym, de la sauge et du genièvre pendant les inhumations. »

Un architecte, sans nul doute inspiré de ces souvenirs, imagina un

monument pour la combustion des morts qui aurait tout simplifié. Son plan était vraiment propre à saisir l'imagination. Représentez-vous un vaste portique circulaire, à jour. D'un pilastre à l'autre, autant d'arcades, et sous chacune est une urne qui contient les cendres. Au centre, une grande pyramide, qui fume au sommet et aux quatre coins. Immense appareil chimique, qui, sans dégoût, sans horreur, abrégeant le procédé de la nature, eût pris une nation entière, au besoin, et de l'état maladif, orageux, souillé, qu'on appelle la vie, l'eût transmise, par la flamme pure, à l'état paisible du repos définitif.

Il eut cette idée après la Terreur et la proposa en l'an VII, par un pressentiment, sans doute, de l'accroissement immense qu'allait recevoir l'empire de la Mort. Qu'était-ce que les douze cents guillotinés de ces deux mois (de prairial en thermidor), en présence des destructions prodigieuses par lesquelles commence le dix-neuvième siècle ?

Revenons. Cette attitude du faubourg, ces réclamations, l'horreur, le dégoût qui gagnaient Paris, étaient bien capables d'enhardir les autorités qui voudraient enfin enrayer.

L'angoisse était telle aux prisons, la pâleur des prisonniers, la défaillance des femmes, que les faiseurs de listes mêmes ne tinrent pas à ce spectacle. Dans des lettres éperdues à Carnot, à Lindet, à Amar, ils déclarèrent qu'il leur était impossible de soutenir davantage leur horrible rôle, qu'ils défaillaient, qu'on eût pitié d'eux.

D'autre part, la commission du Louvre, jalouse du bureau d'Herman, déclara qu'un de ces *moutons* en qui il avait confiance était un aristocrate qui, le 10 août, tirait sur le peuple.

Le Comité de sûreté, fort de cette révélation, reprit quelque hardiesse. Amar, si faible jusque-là, se hasarda jusqu'à dire : « Qu'il était indigné des confidences dont les administrateurs de police se faisaient l'intermédiaire au Luxembourg. » Confidences de qui à qui? Il n'osait le dire encore. Mais tout le monde comprenait : « Confidences du *mouton* Boyenval, transmises par l'administrateur Wiltcheritz au bureau d'Herman et Lanne. »

On répétait une parole, échappée à Collot-d'Herbois, mot terrible, de l'histrion aux vertueux ! de l'homme des mitraillades au parti des philanthropes : « Que nous restera-t-il donc, lorsque vous aurez démoralisé le supplice? »



CHAPITRE II

MOUVEMENT DES DEUX PARTIS. — ROBESPIERRE AU COMITÉ (1-5 THERMIDOR, 19-23 JUILLET 94)

ATTITUDE MENAÇANTE DES ROBESPIERRISTES. — LES COMITÉS SUBORDONNENT LE BUREAU DE POLICE ROBESPIERRISTE. — ROBESPIERRE REVIENT AU COMITÉ, ACCUSE CARNOT. — ESSAI DE RAPPROCHEMENT. — QUELLES TÊTES DEMANDAIT ROBESPIERRE.

Robespierre avait perdu beaucoup de sa force morale. Ses forces matérielles étaient tout entières.

Ni lui ni ses adversaires ne voulaient agir. Ils s'en tenaient aux paroles. Aux dénonciations plus ou moins directes des Jacobins contre les Comités, répondaient dans la Convention les allusions de Barère.

Mais quelque éloignement qu'eût Robespierre pour en venir aux actes, le parti pouvait dépasser son chef. Ce parti était comme ivre de la bataille de Fleurus. La poudre lui montait à la tête. Si Saint-Just avait brisé l'épée de la coalition, comment Henriot et ses braves ne briseraient-ils pas à Paris la plume des Comités ?

Henriot était terrible. Dans Paris, hors de Paris, on le rencontrait partout, caracolant, sabre nu, avec ses gens en moustaches, sur la route, allant dîner à Charenton, à Alfort ; ils couraient quatre de front, renversant tout sur leur passage, jurant, sacrant, croyant sabrer les ennemis de Robespierre.

A la Commune, Payan, tête bien autrement saine, homme du Midi pourtant, tout nouveau dans le parti, et brûlant de fanatisme, n'était pas maître de son impatience. Il lui arriva (fin messidor) de convoquer à la Commune, sans motif bien déterminé, les quatre ou cinq cents membres des Comités révolutionnaires. Que voulait-il? Qu'aurait-il fait? Le Comité de salut public fut plus ferme qu'on ne l'aurait cru; il agit comme il avait fait (4 nov.) contre Chaumette, il annula la convocation.

Le Comité, pour affaiblir Henriot, avait fait partir de Paris une bonne moitié des canonniers des sections. Avec l'autre moitié pourtant, avec la gendarmerie, avec la facilité de tirer de la Commune l'ordre de battre le rappel, Henriot restait formidable.

Un autre élément militaire, infiniment combustible, était la création nouvelle de la plaine des Sablons, la jeune École de Mars. Trois mille enfants

de sans-culottes, garçons de seize à dix-huit ans, en costume demi-romain, y campaient et s'exerçaient, chauffés à blanc par David et par Lebas. C'était certainement pour prendre influence sur cette école que Lebas était resté à Paris, au lieu d'aller avec Saint-Just. Son caractère jeune et chaleureux devait lui donner action sur ces tout jeunes militaires ; il ne pouvait manquer de leur communiquer quelque chose de son fanatisme pour Robespierre, fanatisme ardent, sincère, d'autant plus contagieux. Il y avait à parier, en cas de collision, que la garde nationale se diviserait, mais que l'École de Mars mettrait du côté de Robespierre le poids de son enthousiasme et de ses trois mille baïonnettes. Étrange situation! la décision du grand coup qui allait trancher la chose pouvait, comme en juin 48, se trouver aux mains des enfants!

Les Comités, contre ces forces, n'étaient pas même sûrs de la police du Comité de sûreté, dont le chef Héron était entièrement aux ordres de Robespierre.

L'ordre légal et le pouvoir de présenter des décrets, c'est tout ce qu'ils avaient en main. Ils ne pouvaient comploter qu'à la tribune et dans l'opinion.

Ils firent quatre choses d'une décision vraiment vigoureuse, hardie :

1° Vadier proposa, l'Assemblée vota qu'avant deux mois *tout laboureur*, *tout artisan*, sortirait de prison, et de plus, *les détenus d'avant la loi de prairial*. Ce mot établissait bien que la loi robespierriste était le cachet de mort qui maintenant fermait les prisons, qu'elle seule y avait mis l'inscription : Plus d'espérance. La Terreur se trouvait nommée du nom même de Robespierre.

2° Ils déclarèrent supprimé, *réuni à la police du Comité de sûreté*, le bureau d'Herman, c'est-à-dire *la police robespierriste*. Coup d'audace, inexplicable jusqu'ici ; mais ce qu'on vient de dire de l'attitude de Paris aide à le comprendre. Robespierre y consentit-il? Cela n'est pas impossible.

3° Ces deux mesures les auraient perdus, comme *indulgents*, s'ils n'y avaient joint deux mesures terribles. Le 2 thermidor, les deux Comités réunis, ayant sous les yeux les noms de tous les détenus, prirent *cent trente-huit noms, les plus aristocratiques*. Ce sont les exécutés des 4, 5, 6 thermidor. Amar, Louis, Dubarran, Voulland, Ruhl, signèrent pour le Comité de sûreté ; Collot et Billaud pour le Comité de salut public, et Couthon encore. Ils envoyèrent cette liste à Robespierre, et le firent signer.

Avec cela ils étaient couverts. S'il les accusait d'indulgence, ils tiraient leur liste, disaient : « Votre police a glané, a pris quelques têtes nobles... Nous, d'une fauchée ou deux, nous avons fait voler la tête même de l'aristocratie... De quel côté est l'indulgence? »

4° Ils gardaient encore pour défense une proposition, violente en apparence, sage peut-être en réalité ; c'était de ne plus concentrer à Paris les jugements, les exécutions, de créer des *tribunaux ambulants*. Nul doute

que l'horreur n'eût été moins grande. Rien n'était plus choquant, plus funeste à la République, que de centraliser la mort au point le plus lumineux de la France, au centre du monde civilisé.

Des mesures si vigoureuses avertissaient fortement le parti robespierriste, le poussaient vers l'action. Qu'il la voulût, et prochaine, une chose le fit assez connaître : des poudres destinées à l'armée du Nord s'étant présentées pour sortir à la barrière de la Villette, un officier d'Henriot, commandant du poste, prit sur lui d'empêcher la sortie. Pourquoi retenir ces poudres, si l'on ne voulait s'en servir ?

D'où partirait l'étincelle ? Des plus jeunes peut-être, de l'École de Mars. Ce que le Comité craignait le plus, c'était qu'on ne persuadât aux élèves qu'il se défiait d'eux, et que, par là, on ne les poussât peu à peu à l'action.

Il fit une chose très habile. Les canons que laissaient à Paris les canonniers qui partaient, il les envoya à l'École, les remit aux élèves pour leurs exercices. On a vu déjà plusieurs fois le goût tout particulier de nos soldats pour l'artillerie. Pour des soldats de seize ans, c'était amour, c'était folie ; les canons, reçus aux Sablons, furent tendrement accueillis, amicalement hébergés, flattés, caressés, embrassés. La chose aussi était sensible à la vanité de l'École ; les élèves, décidément, étaient donc des hommes, des hommes sûrs et de confiance. Ils se regardèrent dès lors comme la garde constituée de la Convention.

Les plaintes que fit Couthon aux Jacobins et sur l'inutilité de l'École et sur ces canons confiés, indiquaient la mauvaise humeur des Robespierristes, mais n'étaient pas de nature à leur concilier les élèves.

Tout cela, le 6 thermidor. Ce même jour, le Comité dénonça à la Convention les poudres arrêtées, envoya les canons à l'École, et le soir, non sans étonnement, il vit arriver Robespierre.

Que voulait-il en revenant au milieu de ses ennemis, après cette longue absence ? les tromper ? gagner du temps, jusqu'au retour de Saint-Just, qui revenait de l'armée, et sans lequel il ne voulait point agir ?

Je ne le crois pas. Son caractère était autre ; il ne voulait point l'action. Ce qu'il voulait, c'était d'essayer encore une fois s'il exerçait sur eux cette fascination si puissante à laquelle ils cédaient toujours, et qu'ils avaient subie encore le soir du rapport sur la Mère de Dieu ; s'il tirerait d'eux, sans combat, par simple intimidation, le prix capital du combat, l'abandon de quelques-uns des Montagnards, et par suite la rupture de cette ligue des Comités et de la Montagne qui faisait la force de ses ennemis.

Il venait armé, ayant acquis une nouvelle prise sur eux. L'occasion qu'il attendait de pouvoir attaquer Carnot et le Comité, il l'avait en main. « Pourquoi avait-on affaibli l'armée de Fleurus, pourquoi n'avait-on pas suivi la victoire ? » Saint-Just s'en plaignait amèrement dans ses lettres. Il revenait les mains pleines d'ordres de Carnot qui pouvaient servir à lui faire son procès.

On avait, il est vrai, pris des places maritimes, Nieuport, et dans cette ville une forte garnison anglaise; mais c'était là justement ce qui accablait le Comité. Le représentant Choudieu, tout Hébertiste qu'il était, n'avait pas cru devoir suivre le décret qui défendait de prendre aucun Anglais vivant. Il avait sauvé cette garnison, et le Comité l'approuvait.

Le texte de Robespierre était trouvé: On ménage l'Angleterre... On mollit, on se relâche... On fait sa cour à l'ennemi, etc., etc. [Il se mit à rappeler les crimes de Pitt, la guerre que l'Angleterre faisait à la Révolution par toute la terre, demanda si les rois ménageaient les patriotes, s'attendrit sur leurs victimes... Les larmes lui vinrent!...

En d'autres temps, on eût pris ces larmes pour hypocrites; mais alors, chez les politiques mêmes, malgré le machiavélisme voulu et prémédité, il y avait un fond remarquable de candeur. Ces larmes, que le Comité n'avait pas prévues, le touchèrent lui-même; les plus ennemis de Robespierre, ceux qui désiraient sa perte, se souvinrent qu'en ce grand homme, tout dangereux qu'il était, subsistaient pourtant la garantie la plus sûre et le palladium de la Révolution.

Les uns et les autres, il faut le dire, et Robespierre et ses ennemis, portaient la France et la liberté dans le cœur.

Une vive intuition, trop vraie, leur traversa l'esprit : que par leur dispute acharnée ils perdaient la République; que, Robespierre leur manquant, les Comités entamés ne se défendraient pas longtemps; que les Comités brisés, la Montagne, en minorité, serait dévorée par la Plaine; que la Convention elle-même succomberait à la réaction.

Collot-d'Herbois, homme mobile, de sensibilité facile, se jeta presque aux genoux de Robespierre et le pria d'avoir pitié de la Patrie.

Robespierre était-il maître de les écouter? Cela est douteux. Il était un système autant qu'un homme vivant. Ce grand procès d'épuration où nous l'avons vu se lancer, sa fatalité était de le suivre. Quand ses haines lui auraient permis de revenir en arrière, il avait mis dans les cœurs une si incurable défiance qu'entre lui et bien des hommes, il n'y avait de traité que la mort. Les représentants des missions de 93 étaient revenus sur leurs bancs poursuivis par des millions d'accusateurs qui, derrière, poussaient Robespierre, lui constituaient bon gré mal gré une royauté judiciaire, lui dressaient un trône de fer pour juger la Convention.

Lui-même d'ailleurs, né monarchiste, comme la France de l'ancien régime, entraîné (mais assez tard) vers l'idéal républicain, l'état des mœurs, la corruption, la discorde, l'avaient déjà découragé. Il doutait, pour le moment, du gouvernement collectif; il le rejetait du moins dans l'avenir, ne croyait pas que le pays pût se guérir sans l'intervention spéciale d'un médecin unique qui lui appliquerait les sévères remèdes dont il avait besoin. Ses amis, aidés ainsi par les circonstances, avaient réussi enfin à le convertir à la dictature. Elle lui apparaissait comme un mal nécessaire. Pour l'asseoir, cette



Il était à la campagne (à Montmorency, dit-on), où il travaillait à son grand discours. (P. 1805.

dictature, il fallait d'abord renverser les dictateurs existants, je veux dire Carnot pour la guerre, et Cambon pour les finances, enfin les deux Comités.

Donc, nulle paix n'était possible. « Que demandez-vous? » disaient-ils. A cela, il ne voyait rien à répondre; il eût dit, s'il eût été franc : « Vos têtes d'abord. »

Il ne pouvait que leur nommer celles qui devaient tomber dans la Convention. Quelles étaient-elles? Si l'on en croyait la liste écrite par la Commune le 9 thermidor, on n'eût demandé (outre cinq membres des Comités) que les représentants Léonard Bourdon, Fréron, Tallien, Panis, Dubois-Crancé, Fouché, Javogues et Granet.

Cette liste visiblement n'indique que ceux qu'on croyait obtenir; les noms les plus forts y manquent. On n'y voit pas Billaud-Varennes, son vrai rival de terreur, Bourdon *le rouge*, son redoutable interrupteur, Lecointre, qui avait dressé son acte d'accusation (Robespierre le savait dès le 25 prairial), Merlin (de Thionville), dont il haïssait tant la popularité militaire. La longue queue des Dantonistes et des Hébertistes y aurait passé de droit. Celle des Maratistes aussi; Ruamps pour le cri décisif qui arrêta la loi de prairial; Bentabole, pour sa vive et audacieuse opposition en plusieurs moments graves; Sergent (qui l'assure dans ses notes), mais pour quel grief? Était-ce pour les comptes de la Commune, vraiment impossibles à rendre? Quand on voyait menacés des hommes aussi inoffensifs que Sergent et Panis, ces lointaines antiquités de 92, qui pouvait se croire en sûreté?

Si les Comités consentaient à entamer de nouveau la Montagne, s'ils livraient à Robespierre l'Assemblée qui venait de leur accorder des votes pour se garder de Robespierre, ils livraient leurs propres gardiens, ils se livraient eux-mêmes.

Ils montrèrent plus de fermeté qu'on n'eût attendu. Élie Lacoste articula simplement et fortement leur principal grief, cette absence dénonciatrice qui jetait sur les Comités la responsabilité de toutes les mesures révolutionnaires.

Robespierre promit que, pour cacher, du moins devant l'Europe, la division intérieure du gouvernement, Saint-Just concerterait avec les Comités un rapport général sur la situation.

Les uns et les autres, s'étant approchés et vus, avaient bien mieux senti qu'ils étaient inconciliables. Lesquels trouveraient les premiers le moment d'accabler les autres?

C'était l'unique question.

La seule nouvelle cependant que Robespierre était revenu au Comité, l'assurance que Barère donna à l'Assemblée que le gouvernement avait retrouvé la plus complète unité, terrifia la Montagne, spécialement les cinq ou six qui croyaient périr les premiers. Couthon, dans ses homélies aux Jacobins, disait toujours *cinq ou six*. Tallien, Fouché, Bourdon, Fréron, Lecointre, assiégeaient les Comités : « Nous livrerez-vous? disaient-ils. — Jamais. — Eh bien, attaquons. — Pas encore. »

Ils résolurent, voyant que les Comités ajournaient toujours, de faire leurs affaires eux-mêmes, et, s'ils ne pouvaient accuser, de poignarder le tyran.

CHAPITRE III

DISCOURS ACCUSATEUR DE ROBESPIERRE. — L'ASSEMBLÉE REFUSE L'IMPRESSION (8 THERMIDOR, 26 JUILLET 94)

ADRESSE DES JACOBINS. — BARÈRE ANNONCE QU'ON PARLE D'UN 31 MAI. — DERNIER DISCOURS DE ROBESPIERRE (8 THERMIDOR). — SON APOLOGIE. — SES ACCUSATIONS. — IL ACCUSE SPÉCIALEMENT CAMBON. — IL ACCUSE LES COMITÉS ET UNE COALITION. — L'ASSEMBLÉE VOTE L'IMPRESSION. — L'ASSEMBLÉE SE RÉTRACTE.

Robespierre, par une seconde vue de haine et de peur, assistait à leurs pensées. Contre ces poignards aiguisés, que préparait-il?

Il avait des forces très réelles, et n'en voulait point user :

La Commune et la force armée, l'administration peuplée des siens, les Jacobins, les tribunaux, la police municipale, celle même du Comité de sûreté !...

Mais ce n'était pas sur tout cela qu'il comptait. Caractère remarquable de cet âge! invincible respect de la loi !... Disposant de tant de moyens, il comptait sur un discours.

Il le préparait depuis un mois, ce discours, le forgeait et le reforgeait. Les nombreuses variantes témoignent assez et de son travail infatigable et de l'importance des résultats qu'il en attendait.

Cette baliste, cette catapulte, cette grande machine de guerre qu'il roulait contre l'ennemi, pour lui préparer le chemin, d'après la stratégie du temps, il fallait faire marcher devant une forte adresse jacobine.

Le 6 thermidor au soir, Couthon chauffa la chose. Il dénonça aux Jacobins le renvoi des canonniers, le don des canons à l'École de Mars, fit voter l'adresse qui, le 7, fut lue à la Convention.

Elle était violente, mais vague. Sauf le *mouvement des armées* (c'est-à-dire Carnot) attaqué assez clairement, le reste flottait. Elle accusait les *indulgents*. Mais il fallait véritablement être bien au courant de la polémique du temps pour reconnaître là ceux qu'on désignait, Fouché et Dubois-Crancé. C'étaient eux qu'en réalité les Jacobins venaient de rayer comme *indulgents*.

Dubois-Crancé répondit. Il réfuta pour la dixième fois la calomnie cent fois redite, et récemment par Robespierre, d'avoir laissé échapper les insurgés

lyonnais. La Convention lui accorda qu'un rapport fût fait sous trois jours, prenant visiblement à cœur cette cause, qui était celle de deux cents représentants revenus de mission.

Ce qui porterait à croire que, dans la Société jacobine, travaillée et partagée par l'intrigue de Fouché, cette influence avait été forte jusque dans l'adresse, c'est que cette pièce, destinée à fortifier Robespierre, rappelait, par une inconséquence voulue sans nul doute, les choses qu'en ce moment il cherchait à étouffer. Elle parlait sans nécessité d'une affaire déjà saisie par les tribunaux, d'une pétition bizarre pour appliquer *la peine de mort aux blasphémateurs!* « Pétition, disait-on, qui dégrade le décret contre l'athéisme, et désigne les représentants comme *prêtres et prophètes* d'une religion. »

Barère profita sur-le-champ de l'adresse des Jacobins. Il sortait du Comité, où Saint-Just, revenu de l'armée, avait repoussé les bases du rapport convenu *sur la situation*. La dernière espérance de conciliation s'était évanouie. Barère suppléa Saint-Just; il improvisa, plusieurs heures durant, une immense carmagnole sur les services du Comité. La finale, assaisonnée d'éloges pour Robespierre, posait pourtant la question. « *On parle d'un* 31 *mai*. La destinée d'un grand peuple ne tiendrait-elle donc qu'aux machinations de quelques contre-révolutionnaires, *cachés derrière les meilleurs citoyens?*... Déjà un représentant, qui jouit d'une réputation méritée, par cinq années de travaux et par ses principes imperturbables, a réfuté ces propos avec chaleur, prouvé qu'on devait arrêter ceux qui les tenaient. Il a dénoncé l'auteur de cette pétition qui ridiculise une fête célèbre, etc »

Ainsi, le mot était dit : *On parle d'un* 31 *mai*. Saint-Just chercha tout le jour Robespierre pour le décider à agir. Il était à la campagne (à Montmorency, dit-on), où il travaillait à son grand discours. La tradition robespierriste, très attentive à faire croire qu'il ne se mêlait plus de rien, assure qu'en ces derniers temps il faisait des excursions fréquentes dans les environs de Paris, portant sous le bras Gessner, Raynal, *Paul et Virginie*, et rêvant à la nature. Récits certainement romanesques. Robespierre travaillait toujours, et n'avait aucunement ces tendances à la rêverie. Il lisait beaucoup moins d'idylles que de rapports de police, dont sa défiance croissante l'environnait chaque jour; rapports misérables, à juger par les spécimens que l'on a donnés, propres moins à éclairer qu'à inquiéter, tirailler; rapports de mouchards qui se font valoir et croient amuser le maître aux dépens des mœurs de tels députés; rapports de commères bavardes qui dénoncent leurs voisines, etc., etc. : c'étaient là les aliments de l'infortuné Robespierre. Plus, le grand, le fameux discours, incessamment écrit, récrit. Il l'emportait à la campagne, s'enfermait dans un lieu sûr, s'absorbait dans le travail littéraire, effaçait et refaisait, polissait, améliorait et filait ses périodes.

Cette toile de Pénélope n'était pas près de finir, si la crise ne l'eût forcé de l'apporter telle quelle. Il l'eût amenée certainement à une forme plus concentrée, moins décousue.

Cette œuvre, comme il arrive aux choses trop travaillées, a le défaut

grave de se composer de *morceaux*, plusieurs au reste éloquents, mais qui s'adressent à l'avenir plus qu'à la Convention, et qui diminuent l'efficacité du discours comme chose politique et pratique.

Était-ce un testament de lui-même qu'il voulait laisser? il y fallait plus de grandeur, ne pas descendre à chaque instant des régions de l'immortalité à d'aigres et violentes paroles sur ses ennemis morts et vivants.

Était-ce un discours pour la crise? il ne fallait pas l'énerver par tant d'idées générales, de vagues sentimentalités.

La solitude de Montmorency a fait tort à ce discours, et l'imitation laborieuse du grand solitaire de Montmorency.

Le premier tort peut-être, c'était de parler un jour trop tard, d'attendre au 8, au jour où Barère, rayonnant dans la victoire, vint proclamer à la tribune le solennel événement de l'occupation d'Anvers. Anvers vaut la Belgique entière, et plus, dans une guerre si essentiellement anglaise. Prendre ce moment pour entamer l'accusation de Carnot, pour dire, comme fait Robespierre : « L'Angleterre, tant maltraitée par nos discours, est ménagée par nos armes », c'était paraître envieux et choquer le sentiment général. Le *ménagement* était-il de n'avoir pas égorgé les cinq mille Anglais de Nieuport? C'était placer la polémique sur un très mauvais terrain ; l'Assemblée était ravie qu'on eût violé son décret, purement comminatoire.

Ce discours est un volume. Nous insisterons seulement sur quelques points principaux.

Il commence comme apologie et continue comme accusation.

L'apologie est d'abord d'une humilité irritante. Il s'incline et prend pour juges ceux qu'il a tellement décimés, terrorisés. Rhétorique, ou dérision? Je crois le premier plutôt ; mais la Convention, j'en suis sûr, crut cette forme dérisoire.

« Les cris de l'innocence outragée n'importunent point votre oreille... » Et plus loin : « Vous n'avez rien de commun avec les tyrans qui m'oppriment; les cris de l'innocence opprimée ne sont point étrangers à vos cœurs, etc »

L'apologie, en ce qu'elle a de plus clair, porte sur trois points :

1° Abusant d'une analogie de mots et de sons, on attribue malignement au bureau de police *générale* les opérations qui sont faites en partie par le Comité de sûreté *générale*. Il écarte en partie du bureau robespierriste la responsabilité terrible de ce sanglant messidor.

2° On attribue toutes choses à Robespierre, tandis que, depuis six semaines, il n'est plus rien, ne fait plus rien, n'a aucune influence. Affirmation odieusement ridicule dans la bouche d'un homme qui, sans titre, n'en avait pas moins toute la force matérielle, qui signait toujours (il est vrai, chez lui), qui ne paraissait en rien, mais qui par ses hommes, par Payan, Herman, Dumas, par Henriot, par Lebas, avait agi en messidor avec une énergie terrible, ou préparé l'action.

3° Cette duplicité évidente ne donnait pas beaucoup de crédit aux protestations qui suivaient : « On fait circuler des listes de représentants proscrits. Nous, proscrire les patriotes!... N'est-ce pas nous qui avons défendu la Convention? Est-ce nous qui avons érigé en crimes ou des *préjugés* incurables ou des choses indifférentes? (Ceci rassurait les prêtres, les catholiques, la droite, mais point du tout la Montagne.) Les purs auraient tort de craindre. (Oui, mais quels étaient les purs?...) Il n'y a plus que deux partis, celui des bons, celui des méchants. » Oui, mais quels étaient les bons?

De telles paroles, si vagues, étaient propres à augmenter la terreur. « On veut effrayer l'Assemblée, » disait-il. Qui effrayait plus que lui, qui, constamment aux Jacobins, ayant à sa droite, à sa gauche, le président et les membres du terrible tribunal, pleurait chaque fois sur l'*indulgence* et la faiblesse du temps? Quand on cherchait ces *indulgents*, il comptait parmi eux Fouché, le nom, après Carrier, le plus sanglant de la France!

Voilà les trois points capitaux de l'apologie. Passons à l'accusation.

Elle semblait vague d'abord. « On se cache, donc on conspire. » On a peur, donc on conspire ; il imputait comme crime la terreur qu'il inspirait.

Et si on le priait du moins de limiter cette fureur, de préciser les coupables : « Ah! je n'ose pas les nommer! »

Il ne nommait point les représentants, les membres des Comités. Le glaive continuait de planer sur tous.

Un seul était désigné, Carnot, non pas nominativement. Le jour où la prise d'Anvers le relevait tant, il fallait ajourner encore.

Mais celui qui était nommé, celui sur qui le discours tombait d'aplomb avec roideur, ce n'était point un des ennemis positifs de Robespierre ; c'était l'homme qu'un hasard mettait en péril ce jour-là, qui se trouvait entamé, et dont on ne pouvait espérer emporter la perte que par une attaque résolue.

Il faut savoir qu'à ce moment Cambon était entouré d'un orage épouvantable, une insurrection de rentiers.

La Trésorerie était littéralement assiégée par d'énormes légions de vieillards, d'infirmes, pauvres diables d'invalides, toussants, souffreteux, cacochymes, plusieurs demi-paralytiques qui venaient se traîner là. Cambon les avait soumis à une opération sévère, mais enfin indispensable dans la détresse publique. Il conserva les rentes viagères modiques, en les proportionnant à l'âge. L'homme de quarante à cinquante ans conserverait entière une rente de quinze cents à deux mille francs ; de cinquante à soixante ans une rente de trois à quatre mille, et ainsi de suite. Pour ce qui dépassait ceci, la rente, de viagère, devenait perpétuelle, et par conséquent bien faible. Évidemment les intérêts des petits rentiers, des vieillards, avaient été sauvegardés, autant qu'on pouvait. Tous cependant devaient apporter leurs titres, les voir brûler, remplacer par une inscription du Grand-Livre. Cela les épouvantait.

En voyant passer dans les flammes ces sales et vieux papiers si chers, avec qui ils avaient vécu, ils croyaient mourir eux-mêmes.

Tous les hommes du Perron, les agioteurs, ne manquaient pas d'augmenter leurs frayeurs; ils leur disaient qu'effectivement ils étaient ruinés, qu'on ne les payerait jamais; ils montaient la tête à ces pauvres gens. La foule ne bougeait plus des portes, y séchait; la lenteur de l'immense opération confirmait ses craintes. En réalité, les agioteurs étaient furieux. Ils étaient les plus lésés. Cette nécessité de représenter les titres, de se faire reconnaître pour créanciers effectifs, de donner certificat de vie, tout cela paralysait dans leurs mains des titres innombrables d'émigrés qu'ils acquéraient à bon compte et par lesquels jusque-là ils tiraient des rentes, suçaient, épuisaient le Trésor.

Cambon s'était établi en personne à la Trésorerie. Il ouvrit des salles vastes, couvertes, où les rentiers, qui jusque-là étaient dans la cour sur leurs jambes, attendirent commodément assis. Par un travail excessif de jour et de nuit, il précipita l'affaire, convertit, brûla, refit cette masse énorme de titres, hâta les payements.

Cela allait encore lentement au 9 thermidor. Ces salles de la Trésorerie, plus bruyantes que les clubs, retentissaient de cris, de plaintes, de réclamations, des soupirs de l'inquiétude, des gémissements du désespoir.

Il était assez habile à Robespierre de se faire l'écho des rentiers.

Dans ce long, très long discours, il revient trois fois à la charge, trois fois très habilement.

D'abord, il touche la matière en général, en parle comme de chose ancienne, pour préparer les esprits : « Des projets de finances destructeurs *menaçaient toutes les fortunes modiques* et portaient le désespoir, etc. » « Des payements des créanciers de l'État *étaient suspendus.* »

Puis il en parle clairement, mais sous prétexte de se justifier lui-même : « On a proposé dans ces derniers temps des projets de finances qui m'ont paru calculés pour *désoler les citoyens peu fortunés* et multiplier les mécontents. J'avais appelé inutilement l'attention du Comité de salut public. Croira-t-on qu'on a répandu que ces plans étaient mon ouvrage ? »

Plus loin encore : « La trésorerie seconde parfaitement ces vues par le plan qu'elle a adopté (sous le prétexte d'un attachement scrupuleux aux formes) *de ne payer personne excepté les aristocrates, de vexer les citoyens mal aisés* par des refus, des retards, des provocations odieuses. »

« Quels sont les administrateurs suprêmes de nos finances? Les compagnons et successeurs de Chabot, de Fabre, des Brissotins, des Feuillants, des aristocrates *et des fripons* connus, *les Cambon*, les Mallarmé, les Ramel. »

Tout le monde se regarda. L'étonnement fut au comble. Dans un discours si général, si vague partout ailleurs, où il ne donnait aucun nom, lancer tout à coup le moins attaquable !... On n'était pas loin d'y voir une aliénation d'esprit.

Que voulait-il? Exaspérer une foule déjà irritée, confirmer, autoriser



... S'était jeté sur Saint-Just, l'avait secoué, fouillé... (P. 1815.)

les craintes, la fureur des rentiers? Non, sans doute. — Probablement ébranler, miner l'estime de l'Assemblée pour Cambon?

Non, il ne l'espérait pas.

Ce qu'il croyait, c'est que l'Assemblée, sans changer d'opinion, en partie intimidée, en partie tentée de faire une chose populaire, se laisserait aller à briser cet homme désagréable à tous, cet homme triste, amer et dur, que tout le monde trouvait dans son chemin, armé d'épines et de refus, cet homme

que la fatalité du danger public avait précipité dans tant de mesures odieuses, dont le nom maudit exprimait toutes les misères de la situation.

Les représentants revenus de missions n'étaient guère moins menacés. Il y avait dans le discours peu de mots sur eux, mais forts, qui encourageaient puissamment à les accuser. « Les coupables n'ont-ils pas établi cet affreux principe que de dénoncer un représentant infidèle, c'est conspirer contre la représentation nationale?... *Les départements* où ces crimes ont été commis, *les ignorent-ils, parce que nous les oublions?* »

De Lyon, de Nantes, de partout, en effet, arrivaient de violents accusateurs, sûrs de l'appui de Robespierre.

Conclusion générale du discours :

Il y a une conspiration.

Elle doit sa force à une *coalition* qui intrigue au sein de la Convention.

Elle domine au *Comité de sûreté générale*. On a opposé ce Comité au Comité de salut public, et constitué ainsi deux gouvernements.

Des membres du *Comité de salut public* entrent dans ce complot.

Il faut épurer, subordonner le premier, épurer même le second, rétablir l'unité du gouvernement sous la Convention, qui en est le centre et le juge.

Au moment où il se tut, Rovère disait à Lecointre : « C'est le moment, il faut lire ton acte d'accusation... — Non, dit-il, il attaque les Comités. Ils vont se détruire entre eux. »

Et tout haut : « Je demande l'impression. » — Bourdon : « Je m'y oppose... Renvoyons à l'examen des Comités. »

Barère appuie l'impression, et Couthon la veut à grand nombre, pour envoyer à toutes les communes. La chose est décrétée ainsi.

Vadier, sans se décourager, reprend pour son Comité, incidente sur la Mère de Dieu.

Mais Cambon s'est élancé : « Avant d'être déshonoré, je parlerai à la France! » Il explique le décret attaqué et finit par cette explosion : « J'ai dénoncé toutes les factions quand elles attaquaient la fortune publique... Toutes, elles m'ont trouvé sur leur route... C'est l'heure de dire la vérité . un homme paralyse la Convention, cet homme est Robespierre... Jugez. »

Robespierre : « Comment paralyserais-je la Convention *en matières de finances?*... Sans attaquer les intentions de Cambon... »

Manifeste reculade; il l'avait appelé fripon, et maintenant il déclarait ne point attaquer ses intentions.

Billaud : « Il faut arracher tous les masques... S'il est vrai que nous n'ayons pas la liberté d'opinion, j'aime mieux que mon cadavre serve de trône à un ambitieux que de devenir par mon silence le complice de ses forfaits. »

« Moi, dit naïvement Panis, qu'il me dise au moins s'il est vrai que mon nom est sur la liste... Qu'ai-je gagné à la Révolution? Pas de quoi donner un sabre à mon fils, une jupe à ma fille! »

Fréron, dont toute la vie fut une suite d'inconséquences et de maladresses, au lieu de serrer la phalange des ennemis de Robespierre, laissa échapper le mot le plus propre à dissoudre. Il s'attaqua à Billaud : « La liberté d'opinion, dit-il en reprenant ses paroles, comment l'aurions-nous, quand les Comités peuvent nous faire arrêter?... Il faut leur ôter ce droit. »

On le fit taire, et Robespierre, relevé et raffermi par cette gauche diversion : « Je ne rétracte rien... J'ai jeté mon bouclier, je me suis présenté découvert à mes ennemis... Je n'ai flatté personne, je ne crains personne, je n'ai calomnié personne. »

Les Maratistes Charlier, Bentabole, ne laissèrent pas la chose là : ils reprirent, enfoncèrent le coup.

Bentabole : « L'envoi du discours est dangereux... La Convention aurait l'air d'approuver... Elle serait responsable des mouvements d'un peuple égaré. »

Couthon : « Il faut que tout le peuple juge... Voilà pourquoi je demande l'envoi aux communes. »

Charlier : « Renvoyons aux Comités... »

Robespierre : « Quoi! à ceux que j'ai accusés?... »

Charlier : « Quand on se vante du courage de la vertu, il faut avoir celui de la vérité. Nommez qui vous accusez... »

Amar : « Qu'il nomme!... L'intérêt public ne comporte aucun ménagement. »

Robespierre : « Je persiste... Je ne prends aucune part à ce qu'on peut décider pour empêcher l'envoi de mon discours. »

Le Dantoniste Thirion : « Envoyer, c'est préjuger... Pourquoi un seul aurait-il plutôt raison que plusieurs?... Les présomptions sont pour les Comités. »

Bréard, membre du Comité de législation : « C'est un grand procès à juger... Révoquons l'impression. »

On révoqua.

Barère, qui, en votant l'envoi du discours, avait trahi les Comités au profit de Robespierre, passa lestement de l'autre côté : « J'avais voté l'impression, parce que dans un pays libre, je crois qu'on doit tout publier... Nous ne nous défendons pas contre Robespierre; à cette déclamation, nous répondrons par des victoires... S'il eût suivi nos opérations depuis quatre décades, il eût supprimé son discours... Du reste, que le mot d'*accusé* soit effacé de vos pensées. »

Maintenant, quel serait l'*accusé?* Les Comités ou Robespierre.

CHAPITRE IV

LA NUIT DU 8 AU 9 THERMIDOR. — LA DROITE TRAHIT ROBESPIERRE

ROBESPIÉRRE COMPTE SUR LE CENTRE, LA DROITE. — IL NE VEUT POINT D'INSURRECTION. — LA COMMUNE PRÉPARE L'INSURRECTION. — LES COMITÉS N'OSENT RIEN FAIRE. — LA MONTAGNE PRIE LA DROITE ET L'ENTRAINE CONTRE ROBESPIERRE.

Quand Robespierre rentra chez lui et que Duplay et les siens, les dames Duplay tremblantes, exprimaient leur anxiété, il dit sans difficulté le fond de la situation : « *Je n'attends plus rien de la Montagne.* Mais la majorité est pure... La masse de la Convention m'entendra. »

La masse, c'était *la droite et le centre,*

Il y avait loin de ce jour à celui où, parlant du sein de la Montagne au centre, il dit : « Les serpents du *Marais...* » (25 sept. 93). Il avait fait volte-face, changé évidemment d'appui, de moyen d'action.

Son discours du 8 thermidor contenait les plus forts appels à la droite. Non seulement il rappelait qu'il avait sauvé les 73, mais il allait jusqu'à dire qu'il s'était étonné de leur arrestation. Par deux fois, sans ménagement, il maniait, remaniait la plaie vive de la Montagne, la mort de Danton, ce coup cruel frappé sur elle, avec l'aide de la droite et du centre.

La droite et le centre, sans rapport direct avec Robespierre, se trouvaient liés avec lui d'un lien plus fort qu'aucun autre : la complicité. Qui avait tranché en novembre la question religieuse, c'est-à-dire arrêté court la Révolution? La droite avec Robespierre. Qui lui permit en janvier d'étouffer Fabre d'Églantine? d'enlever la Commune en mars? en avril, Desmoulins, Danton? Qui donna le vote terrible par lequel ce procès fut clos avant d'être commencé? La connivence de la droite. Pour elle, 94 avait été une vengeance permanente des violences de la Montagne en 93, et Robespierre, sans s'en douter, en avait été l'instrument. Par sa guerre aux Montagnards revenus de missions, il plongeait de plus en plus dans la droite. Ses phrases contre les indulgents étaient d'impuissants efforts pour échapper à cette fatalité.

Le mot violent qui lui fut dit à la Constituante, quand il parlait pour les prêtres : « Passez à droite! » ce mot prophétique, il allait se vérifiant.

La droite le tenait par la nécessité, et il croyait la tenir par la reconnaissance, par la sûreté qu'il lui donnait.

En réalité, la droite pensait (aussi bien que l'Europe) qu'après tout il était homme d'ordre, nullement ennemi des prêtres, donc, un homme de l'ancien régime. Les anciens constitutionnels, amis de la monarchie, n'étaient pas loin de se résigner à celle de leur ancien collègue. Non seulement ils l'acceptaient comme fait accompli, mais l'entouraient de respect, d'assentiments empressés, de flatteries mêmes. Un mois avant thermidor, Boissy d'Anglas l'appelait l'Orphée de la France.

En ce dernier vote pourtant, la droite, le centre, avaient flotté, jugeant pour Robespierre d'abord; puis, sans juger contre lui, sans renvoyer l'examen de son discours aux Comités, comme le voulaient ses ennemis, ils avaient *ajourné* le tout, *révoqué* l'envoi aux départements.

Grands signes d'indécision!

Contre ce sinistre augure, Robespierre se rassurait en songeant que si ses amis étaient froids et vacillants, ses ennemis étaient divisés, aussi près de s'attaquer entre eux que de l'attaquer lui-même. On l'a vu par l'intempestive sortie de Fréron, qui déjà, se détournant de Robespierre, faisait la guerre aux Comités. Il était facile à prévoir que les Comités, avertis ainsi que leur chute suivrait la sienne, agiraient bien peu contre lui. Et c'est ce qui arriva. Après l'avoir poussé si vivement les jours précédents, les Comités, comme on va voir, croisèrent les bras au 9 thermidor, tellement qu'on les accusa d'être d'accord avec lui.

Que la Convention, ce grand corps, hétérogène et discordant, agît davantage, il y avait peu d'apparence. La Montagne, comme à l'ordinaire, devait être paralysée par la droite, et, dans la Montagne elle-même, plusieurs hommes, les meilleurs, qui voyaient la République menacée par lui, mais pourtant mêlée à sa vie, compromise dans sa destinée, ces hommes devaient rester immobiles, dans la neutralité du scrupule et du désespoir.

Devait-on, par une action brusque et violente, troubler la neutralité de cette partie de la Montagne? inquiéter, ébranler la fidélité de la droite? Robespierre ne le croyait pas. Il connaissait l'Assemblée, comme un cavalier expérimenté connaît sa monture. Il croyait pouvoir en tirer tout service, pourvu qu'on changeât le moins possible ses allures habituelles. S'il eût demandé d'abord Tallien, Fouché et encore quelques-uns des plus salis, il les aurait eus sans difficulté. Saint-Just croyait comme lui qu'on ne devait frapper l'Assemblée que par l'Assemblée. Homme résolu et d'action, il ne voulait point agir; il partageait le sentiment du spéculatif Robespierre. Tous les deux respectaient la loi.

Mais il n'y avait plus moyen de retenir le parti; la Commune était lancée. Le volcanique Payan eût fait sauter les Comités; Coffinhal, le rude Auvergnat, homme de bras et d'échine, aurait jeté l'Assemblée par les fenêtres. Ils n'attendaient qu'un signal. Les Robespierristes étaient mûrs pour leur 18 brumaire. Robespierre ne l'était pas, ni, je crois, la France non plus. Ils agirent sans Robespierre, malgré lui, et le perdirent.

Le soir, pendant que Robespierre lisait son discours aux Jacobins, et les attendrissait de son péril, Henriot avait déjà l'autorisation de la Commune, et distribuait par ses officiers à sa garde nationale triée l'ordre de prendre les armes pour le matin à sept heures.

Robespierre, après sa lecture, dit : « C'est mon testament de mort... Je vous laisse ma mémoire, vous la défendrez... S'il me faut boire la ciguë, vous me verrez calme... — Je la boirai avec toi, s'écria David. — Tous! tous! » Ce cri partit de toute la salle, avec des larmes et des sanglots.

Payan, Coffinhal et les autres, étaient là brûlants, inquiets, ne sachant encore s'ils tireraient de la bouche de leur maître quelque parole qui semblât une approbation de leurs démarches imprudentes. Une tradition, propagée sans doute par les ennemis de Robespierre, veut qu'un mot lui soit échappé : « Eh bien, essayez encore. Délivrez la Convention, *comme vous le fîtes au* 2 *juin*. Séparez les méchants des faibles! » Telle eût été l'autorisation, certainement faible et indirecte, que le parti déjà lancé en eût tirée pour la révolte.

Collot, Billaud, étaient mêlés dans la foule; on les reconnut, on les conspua. Collot essaya en vain de se faire entendre, il arracha son gilet pour montrer la meurtrissure des coups de Ladmiral; d'ironiques huées l'accablèrent. Les couteaux se levaient sur eux. Ils s'enfuirent. La violence gagna les plus sages esprits. Couthon alla jusqu'à demander qu'on rayât les noms de tous les représentants qui avaient voté contre l'impression du discours de Robespierre. Les Jacobins s'y laissèrent entraîner, et se trouvèrent avoir proscrit la majorité de la Convention.

La question était de savoir si les hommes les plus en danger, comme Tallien, Fréron, Lecointre, pourraient mettre en mouvement les Comités refroidis par la sottise de Fréron.

Tallien avait double aiguillon. Du fond de la prison des Carmes, lui était venu un billet de sa Thérésa : « Je vais demain au tribunal révolutionnaire; je meurs avec le désespoir d'être à un lâche comme vous. » Tallien acheta un poignard, ou pour Robespierre, ou pour lui.

Dès neuf heures et demie du soir, Lecointre, toujours ridicule, même en un moment si grave, complètement armé en guerre, portant, sans parler d'autres armes, des pistolets à baïonnettes dont les pointes passaient ses poches, était à la porte du Comité de sûreté. Il n'y trouva que l'innocent et pacifique Lavicomterie. « On arme la garde nationale, dit Lecointre. Nous sommes tous perdus si vous n'arrêtez le maire, et Payan, et Henriot. « Le Comité était réuni au Comité de salut public, tous deux enfermés. Nul moyen d'entrer.

A une heure du matin, l'infatigable Lecointre heurtait de nouveau. Porte close; il écrivit. Fréron eut même aventure. Il trouva Cambon à la porte, il lui dit que, non seulement il fallait prendre Henriot, mais terrifier Robespierre, en frappant sa maison même, enlevant tous les Duplay. Cambon se chargea de le dire, força la consigne. Le spectacle qu'il vit au dedans

l'étonna. Saint-Just écrivait, et, tout en écrivant, de temps à autre, disputait avec Billaud. L'interminable dispute avait commencé dès onze heures par une scène violente de Collot-d'Herbois. Saint-Just s'était froidement établi au Comité pour en observer l'attitude. Collot, rentrant des Jacobins, furieux, renversant les portes, s'était jeté sur Saint-Just, l'avait secoué, fouillé, croyant trouver sur lui les preuves de sa perfidie. Carnot, Barère, Lindet, Billaud, protégèrent Saint-Just, qui leur dit qu'il demanderait seulement que Collot et Billaud ne fussent plus au Comité, qu'au reste il leur montrerait son rapport avant de le porter à la Convention.

Les choses en étaient donc là, déjà bien calmées, lorsque Cambon arriva.

Il vit qu'on restait ennemi, mais que des ennemis si paisibles n'étaient pas pour agir beaucoup. Dès lors, il sortit, sans mot dire, convaincu que Robespierre et Saint-Just reprendraient le lendemain tout leur ascendant.

Rien n'était plus vraisemblable. Les Comités en étaient déjà à s'excuser devant Saint-Just.

Comme il prétendait savoir qu'ils faisaient dresser par Fouché un acte d'accusation contre Robespierre, ils envoyèrent chercher Fouché et le firent interroger par le plus âgé, le bonhomme Ruhl. Fouché nia fort et ferme, et Saint Just fit semblant de le croire.

Cependant la lettre de Lecointre ayant enfin pénétré, *leur apprenait* que pendant qu'ils perdaient ainsi le temps, Henriot avait dès le soir fait appel aux armes.

Ils résolurent, non d'arrêter la Commune, ni Henriot, mais de les mander. Henriot ne daigna venir. Mais Payan vint hardiment, comme Pétion au 10 août; il se tira d'affaire plus facilement encore, près des rois de la Terreur, indécis comme Louis XVI.

Les Comités ne faisant rien, ayant laissé échapper un si précieux otage, révélé leur paralysie, Saint-Just plia son rapport, prit son chapeau et partit. Il était cinq heures du matin.

Barère voyait tout échapper; il commença à prendre peur. Il se refit Robespierriste, s'approcha amicalement de Couthon : « Si l'on t'attaque, dit-il, ne crains rien ; je te défendrai. »

La Montagne était perdue si elle ne se sauvait elle-même. Elle n'avait pas grand'chose à attendre des Comités.

Mais l'instinct de conservation, la ferme volonté de vivre, sont des passions trop clairvoyantes pour qu'on les aveugle aisément. Les plus menacés firent eux-mêmes la grande affaire du lendemain.

Dure besogne. Il leur fallait s'adresser, à qui? Aux restes de ceux qu'ils avaient proscrits, aux hommes que, sans Robespierre peut-être, ils auraient proscrits encore, qu'ils conspuaient, humiliaient, forçaient à l'hypocrisie. Ils vinrent à eux cependant, il le fallait bien, leur demander de perdre leur protecteur pour sauver leurs ennemis... Enfin, ils demandèrent de vivre.

Il y avait encore quelques Constituants dans la Convention. L'existence de ces ruines primitives d'un ancien monde, restées là à travers tant de cataclysmes, était, sans nul doute, un miracle, le miracle de leur prudence qui leur permettait de voter si longtemps contre leur parti, et le miracle aussi de la politique de Robespierre.

Les plus connus étaient Sieyès, un vieillard, le canoniste gallican Durand-Maillane, l'avocat Boissy d'Anglas.

On les attaqua par l'humanité : « Pouvez-vous voir, leur dit-on, rouler par jour soixante ou quatre-vingts têtes à la guillotine?... Arrêtons l'horrible charrette!... »

A quoi ils dirent froidement : « Mais qui l'a lancée? c'est vous. »

Une seconde ambassade faisait valoir la justice. « Une minorité minime opprime la République... Comptez les Robespierristes. Ce parti finit faute d'hommes. Son jugement, c'est le désert qui se fait autour de lui. » En réalité, dès avril on ne put renouveler la Commune qu'en descendant au plus bas, aux illettrés, aux inconnus. Quel embarras en prairial pour recruter le tribunal!

Au greffe de Fouquier-Tinville, il disait de ses greffiers : « Ils sont bons à guillotiner; mais, après, où en trouver d'autres? »

Tout cela faisait peu à la droite. Elle avait le temps pour elle, s'agrandissant chaque jour de la lassitude, de la défaillance, de la lâcheté publique.

Elle n'avait que faire d'agir.

Robespierre, après l'avoir délivrée de la Montagne, devait se fondre lui-même, et tarir comme parti.

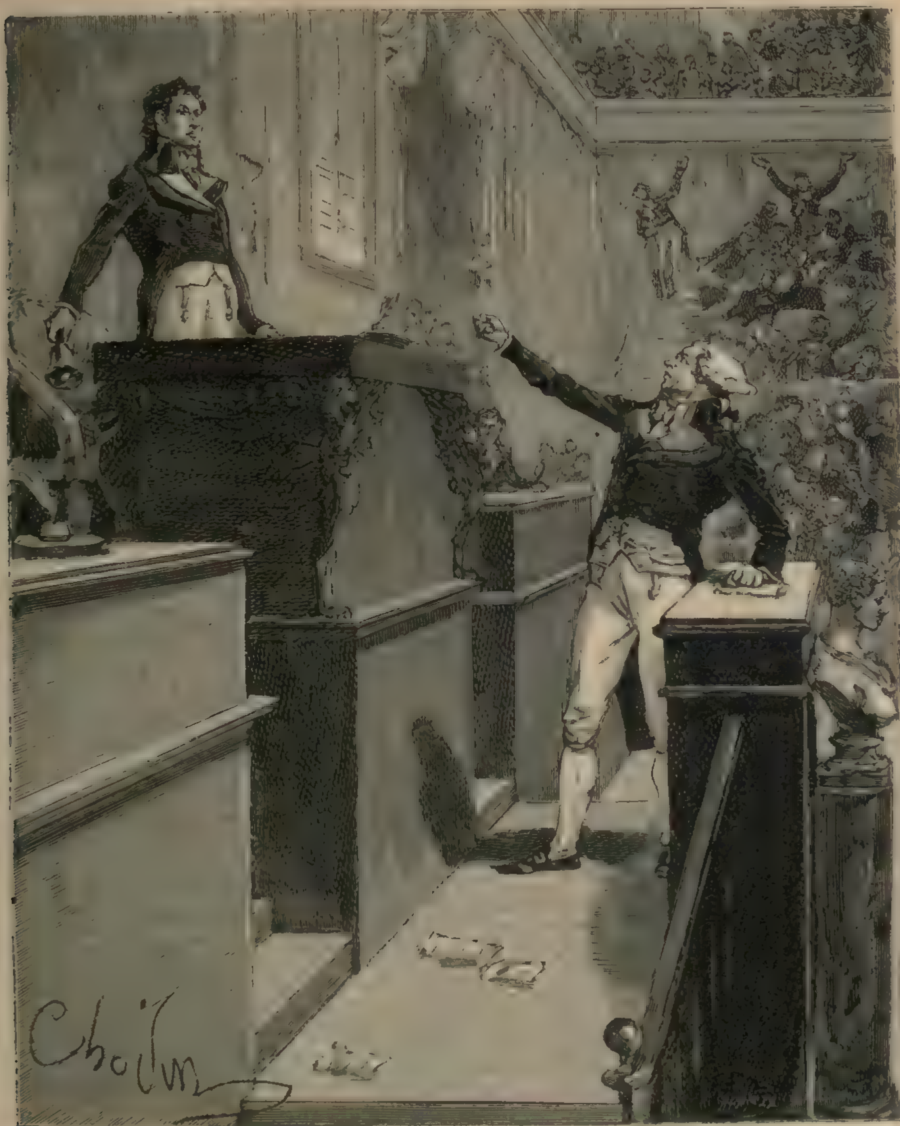
Renvoyés la seconde fois avec une froideur ironique, les thermidoriens, frémissant d'une rage désespérée de vivre, vinrent prier encore ; et, cette fois, ils trouvèrent des mots pour tenter leurs ennemis : « Vous êtes la majorité...

« Qui gouvernera, si ce n'est vous, après Robespierre? »

Il faut dire pourtant que les thermidoriens eux-mêmes (excepté Rovère, Tallien, quelques-uns des plus scélérats) ne soupçonnaient nullement que ces hommes de la droite fussent en grand nombre des royalistes cachés.

Ils ne savaient pas la transformation qui s'était faite, dans cette longue hypocrisie, chez des hommes habituellement avilis et provoqués. Le cœur ainsi comprimé s'était rejeté d'un présent si douloureux au passé, à la monarchie, à la haine de la République. De ceux qui s'adressèrent à eux et qui avec eux poussèrent dans la réaction, comme Legendre, Fréron même, la plupart étaient républicains (on le vit plus tard en 95) et ils croyaient républicains ces gens de la droite.

Ils leur demandaient secours, comme ils l'auraient fait à Vergniaud; s'ils avaient quelque scrupule, c'était de s'associer à ce qu'ils croyaient la Gironde.



Pour la dernière fois, président d'assassins, je te demande la parole!... (P. 1823.)

La droite finit par comprendre que, si elle aidait la Montagne à ruiner ce qui dans la Montagne était la pierre de l'angle, l'édifice croulerait. Chez une nation si peu changée, si anciennement idolâtre, écarter l'idole de la République, c'était infailliblement ramener l'idole de la Royauté.

Robespierre, pas plus que Legendre ou Merlin (de Thionville), ne devinait cette perversité de la droite.

Il la croyait girondine, mais enfin républicaine.

Il croyait avoir avec elle un pacte tacite, au moins de garantie mutuelle, et ne devinait pas qu'en son dernier jour, elle lui refuserait la vie qu'il lui avait conservée.

CHAPITRE V

LA JOURNÉE DU 9 THERMIDOR (28 JUILLET 94)

DISCOURS HABILE DE SAINT-JUST. — TALLIEN INTERROMPT SAINT-JUST. — MALADRESSE DES ACCUSATEURS. — ON ÉTOUFFE LA VOIX DE ROBESPIERRE. — BARERE ESSAIE DE SAUVER ROBESPIERRE. — NEUTRALITÉ DE LA MONTAGNE INDÉPENDANTE. — ROBESPIERRE S'ADRESSE A LA DROITE. — ON DEMANDE SON ARRESTATION. — IL EST ARRÊTÉ. — LE PEUPLE VEUT EMPÊCHER L'EXÉCUTION DU JOUR.

Robespierre, dans cette assurance, ayant conscience et de l'immense force morale qui restait encore en lui, et des forces matérielles dont il lui était si facile d'entourer la Convention, sentit pourtant le matin du 9 que ce jour était décisif. Il était habillé avec un soin remarquable, et portait l'habit bleu de ciel, si connu depuis la fête de l'Être suprême. Ses ennemis ont prétendu bassement (d'après eux-mêmes, d'après ce que sans doute ils auraient fait en ce cas), qu'il avait emporté des armes, de l'argent, beaucoup d'argent. Mais en avait-il chez lui? J'en doute. Il devait à son hôte sa pension de plusieurs années. Pour des armes, il en avait; quelles? Ses immenses services rendus à la République, l'énergie de sa parole, sa grande présence d'esprit, l'habile et parfait maniement qu'il avait de l'Assemblée. Il ne doutait nullement de la ramener.

Ignorait-il entièrement les préparatifs militaires? Non, sans doute. Mais il les regardait comme chose de précaution. Nulles troupes ne se montraient dans le voisinage. L'Assemblée paraissait libre; elle pouvait avec dignité accepter la conciliation qu'apportait Saint-Just.

Le discours écrit par lui, et certainement concerté avec Robespierre, était d'une adresse infinie. Si la lecture eût pu être poussée seulement à la vingtième ligne, la curiosité, habilement éveillée, eût fait désirer l'entendre, et la Convention, adoucie, reprenait le joug.

Ce discours met hors de doute que l'esprit le plus utopiste de la Convention aurait été en même temps son plus grand homme d'affaires, son plus délié politique. La raideur de Saint-Just n'était qu'extérieure. Autant ses notes (qu'on appelle à tort ses Institutions) sont reculées dans les nuages, autant ses discours à la Convention sont violemment oratoires et tyranniquement

loquents, autant dans cette œuvre dernière il montre d'adresse et de ruse. Un autre discours qui manque à ses œuvres, mais qui a été publié (*Revue rétrosp.*, IIe série, t. IV, p. 425), étonne par l'étendue des connaissances, la netteté, la précision, l'admirable sens pratique, le nerf du vrai homme d'État.

Le fond du discours écrit pour le 9 thermidor est une récrimination très habile qui écarte de Robespierre le reproche de dictature. C'est Carnot, c'est Billaud-Varennes et Collot qui ont profité de l'absence de Robespierre, de Saint-Just, de Saint-André et autres membres du Comité, pour prendre un pouvoir dictatorial.

C'est une chose incroyable combien ce violent génie a pu prendre sur lui pour changer de forme et de ton, mettre la sourdine à sa voix. Avec une connaissance merveilleuse de la nature, qu'on a rarement à cet âge, il calme la foule en faisant une part à la malignité, en se donnant à lui-même (si sérieux!) un léger ridicule, réduisant la grande question à une lutte d'amour-propre entre lui et Carnot, faisant le jeune homme irrité de ce qu'on lui disputait sa bataille de Fleurus : « On a parlé de la bataille; *d'autres* qui n'ont rien dit y étaient; on a parlé du siège; *d'autres* qui n'en ont rien dit étaient dans la tranchée. Ceux qui gagnent les batailles, ce sont ceux qui y sont. » De même sur Robespierre. Un tyran de l'opinion! un dictateur de l'éloquence! Eh! qui vous empêche, vous autres, d'essayer d'être éloquents?

Avec un sentiment étonnant de sa force et de sa grandeur (la dignité de celui qui sait qu'on ne repousse pas la main d'un héros qui l'offre), dans un combat si terrible, au milieu d'une lutte à mort, il attestait... *l'amitié!*

Que voulait-il? Que demandait-il? Ce que tout le monde demandait : *l'atténuation de l'arbitraire des Comités*, spécialement que tout acte portât la signature de six membres (c'était abdiquer le triumvirat). Il notait avec bon sens ce rôle de ministre, qui absorbait Lindet, Carnot, les confinait dans l'administration et les éloignait du gouvernement. Il blâmait Carnot, Collot et Billaud, mais avec modération, disant : « Les membres que j'accuse ont commis peu de fautes... Je ne conclus pas contre eux; je désire qu'ils se justifient et que nous devenions plus sages. »

Personne ne prévoyait un discours tellement modéré. Si Saint-Just eût tenu sa parole au Comité, s'il lui eût lu son rapport, le Comité, indécis, mollissant, entre deux dangers, se serait rapproché de lui, fût entré avec lui à la Convention, eût étonné l'Assemblée de ce rapprochement, et elle eût écouté Saint-Just.

Il vint seul (il était midi). Tallien, Bourdon et quelques autres, frémissant d'audace et de peur, étaient dans les corridors, arrêtant et caressant leurs alliés du côté droit. Au troisième alinéa que lisait Saint-Just, Tallien entra et lui coupa la parole : « Qui ne pleurerait sur la patrie? Hier un membre du gouvernement s'en est isolé; aujourd'hui un autre. Que le rideau soit déchiré! »

Billaud et les Comités entraient à l'instant, avertis à peine à midi par une lettre de Saint-Just, le trouvant à la tribune, furieux de son manquement de parole, qui leur fit croire qu'il voulait les pousser à mort. Impatients d'étouffer sa voix, se croyant perdus s'il parlait, Billaud interrompit Tallien : « Hier, des hommes aux Jacobins ont dit vouloir égorger la Convention nationale!... En voilà un sur la Montagne... Je le reconnais. »

« Arrêtez-le! arrêtez-le! » Ce cri part de tous les bancs. Quand une Assemblée, émue de son péril, est lancée ainsi habilement dans un élan de violence, elle peut aller très loin. La chasse aux hommes, une fois commencée, il est facile de la pousser. Ceci fut un coup décisif qui peut-être emporta tout.

« L'Assemblée jugerait mal, si elle se dissimulait qu'elle est entre deux égorgements. Elle périra si elle est faible... »

« Non, non! » s'écrient tous les membres en se levant à la fois et agitant leurs chapeaux.

Ces spectacles ne manquent guère leur effet Les tribunes se lèvent d'un même mouvement, et crient : « Vive la Convention! Vive le Comité de salut public. »

Lebas veut parler, s'agite... Il est rappelé à l'ordre. Plusieurs crient: « A l'Abbaye! »

Les accusateurs étaient trop émus, trop furieux pour être habiles. Billaud vomit pêle-mêle, parmi beaucoup de choses évidemment vraies, d'autres trop invraisemblables. Il dit que Robespierre, qui se disait opprimé, n'avait quitté le Comité qu'à cause de la résistance qu'y trouvait sa loi de prairial, qu'il avait organisé un infâme espionnage des représentants du peuple, que la veille, aux Jacobins, son Dumas avait fait chasser ceux qu'on voulait immoler. Tout cela était constant. Mais on haussa les épaules quand il dit que Robespierre favorisait les voleurs, persécutait les comités révolutionnaires, qu'il forçait le gouvernement de placer des nobles, etc. On ne vit dans Tallien qu'un comédien impudent lorsque tirant un poignard, dans une pose mélodramatique, contre *le nouveau Cromwell*, *le nouveau Catilina*, il dit (lui Tallien) que le tyran voulait régner avec des hommes « *crapuleux et perdus de débauche* ».

Plus absurde encore fut Billaud quand il dit maladroitement qu'Henriot était complice d'Hébert, et que c'était lui Billaud qui avait accusé Danton, *que Robespierre, au contraire, l'avait défendu...* Il oubliait qu'alors même les Montagnards étaient presque tous Hébertistes ou Dantonistes. Il blanchissait justement l'accusé qu'il voulait noircir.

Ce mot fut une avalanche de glace qui tomba sur la Montagne. Beaucoup, qui auraient parlé, s'abstinrent dès lors et parurent neutres. Merlin (de Thionville), Dubois-Crancé, Lecointre et bien d'autres, mortels ennemis de Robespierre, ne prononcèrent pas un mot contre lui. Loin de là, Lecointre disait qu'on devait l'écouter, qu'on ne pouvait empêcher sa défense.

Billaud et Tallien, Tallien et Billaud, se succédaient à la tribune, personne



ROBESPIERRE

autre n'y montait. Robespierre voulant répondre, la grande masse d'un même cri étouffait toujours sa parole : « A bas le tyran ! » Les coalisés étaient convenus de le faire périr ainsi. La mort sans phrases (le mot qu'on attribue à Sieyès) pouvait seule rallier une masse si hétérogène, si intéressée à cacher la diversité des mobiles qui la poussaient contre lui.

L'arrestation de Dumas, celle d'Henriot et de ses lieutenants, c'est tout ce qu'on osa d'abord. Cela laissait encore une belle porte ouverte pour Robespierre. On pouvait rejeter tout sur l'odieux président du tribunal révolutionnaire, sur l'ignoble chef de la force armée. Henriot seul aurait tout fait, seul appelé aux armes la garde nationale ; cette convocation furtive sans le rappel du tambour n'était-elle pas une erreur commise par Henriot dans un moment peu lucide ?

Barère, que toute l'Assemblée appelait à la tribune, s'efforça de contenir l'affaire dans ces étroites limites. Il n'attaqua absolument que l'autorité militaire, de sorte qu'Henriot sacrifié, le généralat supprimé, le commandement partagé entre les chefs de légion, tout était fini.

Il voulut même sauver le maire, la Commune robespierriste, qui, pourtant, avait autorisé l'acte d'Henriot. Il vanta leur fidélité.

Toute sa crainte, on le voyait, était qu'en frappant Robespierre, les maladroits, les furieux, les Fréron, n'abolissent les deux Comités. Il insista sur la nécessité de ne pas toucher « à ce sanctuaire du gouvernement », à cette unique garantie d'une action centrale et forte ; du reste, rejetant tout le mal, à l'ordinaire sur les trames de l'étranger, sur les royalistes, les aristocrates.

Ce rapport sauvait Robespierre. Il le délivrait d'Henriot, de l'ivrogne et du bravache qui entravait son parti. Il lui laissait sa Commune, où était sa grande force, et l'appel légal aux armes. Il divisait le commandement, au lieu de faire un général dévoué à l'Assemblée.

La séance languissait, l'affaire avortait. Un bavardage de vieillard que fit Vadier à la tribune sur la Mère de Dieu fit rire ; chose bien maladroite, et qui pouvait finir tout. Qui rit est presque désarmé. Robespierre, à la tribune, les bras croisés sur la poitrine, endurait cette risée, s'efforçait de sourire lui-même, de simuler le mépris. Plusieurs l'auraient tenu quitte pour ce supplice de la vanité. Mais ceux qui étaient en péril, qui mouraient s'il eût vécu, arrêtèrent le vieux Vadier. « Ramenons, dit Tallien, la discussion à son vrai point... » — Robespierre : « Je saurai bien l'y ramener ». — Cris et violents murmures. Le président, Collot-d'Herbois, donne la parole à Tallien.

Celui-ci, allant très droit, surtout voulant réparer la maladresse de Fréron, rallier les Comités, reprocha à Robespierre d'avoir calomnié ces Comités héroïques « qui avaient sauvé la Patrie ».

Robespierre frémit du péril, voyant se reformer la ligue, il nia, cria, s'agita... Ses regards désespérés firent un suprême appel à la Montagne... Un groupe de Montagnards, nous l'avons remarqué, étaient restés immobiles. Quelques-uns, par chevalerie, comme Merlin, et parce que Robespierre était leur ennemi personnel; quelques autres, de la nuance de Romme, Soubrany, Maure, Baudot, J.-B. Lacoste, la Montagne indépendante, parce qu'ils n'eussent sauvé Robespierre qu'en lui donnant la dictature. Ils ne pouvaient accabler ce grand citoyen poursuivi par de tels hommes; d'autre part, comment l'appuyer, quand une fatalité terrible le poussait dans la tyrannie?

Le cœur percé, plus qu'il ne le fut du poignard de prairial, ils s'enveloppèrent du devoir, se détachèrent des personnes, détournèrent leurs visages sombres du coupable, de l'infortuné, si cher et si dangereux à la liberté publique. Car la crise durait encore... Une main lui eût été tendue du sein de la Montagne, que la Plaine en eût pâli, que la Droite eût reculé; la déroute se fût mise parmi ses lâches ennemis.

Robespierre, sous ce jugement terrible, hélas! mérité, se retourna en fureur vers la droite : « Vous, hommes purs! c'est à vous que je m'adresse, et non aux brigands!... »

Il leur redemandait la vie, qu'ils lui devaient, qu'il leur avait sauvée... Il n'en tira rien qu'outrage, des cris, des risées, la mort.

Alors, hors de lui, et montrant le poing au président Collot-d'Herbois : « Pour la dernière fois, président d'assassins, je te demande la parole!... »

Qui lui répondit? La voix de Danton, je veux dire de Thuriot, qui avait pris le fauteuil à la place de Collot-d'Herbois.

On se souvient que Thuriot, depuis le procès de Danton, devenu tout à coup muet, « malade de la poitrine », avait paru aussi mort que les morts du 5 avril. Il recouvra en ce jour une voix terrible et tonnante, comme celle du Jugement dernier, et de ses poumons d'airain, du timbre furieusement agité d'une impitoyable sonnette, il exécuta Robespierre.

Il n'avait rien à espérer, étant tombé aux mains implacables des Dantonistes.

« Le sang de Danton l'étouffe! » dit Garnier, de l'Aube.

C'était un cri du sépulcre. Robespierre n'en fut pas atteint. Il se redressa, comme le serpent sur lequel on marche, et darda ce mot : « Ah! vous voulez venger Danton!... » Risée amère de la lâcheté de ceux qui le lui livrèrent...

Du fond même de la Montagne, deux voix qu'on n'avait entendues jamais :

« L'arrestation! »

« L'accusation! »

On se demandait les noms. C'étaient Louchet et Loiseau, gens obscurs, fermes Jacobins, nullement thermidoriens, et qui se montrèrent immuables contre la réaction.

Ils firent plus d'impression que les discours de Tallien. L'Assemblée tout entière appuie.

Robespierre jeune et Lebas veulent être arrêtés aussi. Accordé.

Robespierre crut voir ici une lueur. Il connaissait le cœur des foules. Il essaya de parler pour son frère. S'il eût attendri l'Assemblée, il était sauvé lui-même.

Mais un violent journaliste, supprimé par Robespierre, Charles Duval, s'écria : « Président, est-ce qu'un homme sera le maître de la Convention? »

Fréron : « Ah! qu'un tyran est dur à abattre! »

Billaud reprenait ici un bavardage très vague, au travers duquel peut-être Robespierre eût trouvé jour. Mais une masse de voix crièrent : « L'arrestation! l'arrestation! »

Thuriot la met aux voix. Décrétée à l'unanimité.

L'Assemblée tout entière se lève : « Vive la liberté! Vive la République! »

« La République, dit Robespierre, elle est perdue! Les brigands triomphent. »

Lebas : « Je ne partagerai pas l'opprobre de ce décret, je veux être arrêté aussi. »

« Oui, dit Fréron, Lebas, Couthon et Saint-Just. Couthon voulait, de nos cadavres, se faire des degrés pour monter au trône... »

« Moi, monter au trône! » dit le cul-de-jatte en montrant ses jambes impotentes.

Cependant, des deux côtés partaient des voix meurtrières.

De la droite, le royaliste Clausel : « Qu'on exécute le décret d'arrestation! »

Le président : « Je l'ai ordonné; les huissiers se sont présentés... Mais on refuse d'obéir. »

De la gauche, le Jacobin Louchet : « A la barre les accusés! Point de privilège! Quand des membres furent arrêtés, ils descendirent à la barre! »

Ils descendent en effet. Applaudissements frénétiques. L'Assemblée se croit libre enfin. Elle a vu passer son tyran au niveau de l'égalité.

Elle se leva bientôt, dans cette joie enfantine, sans rien faire pour son salut, sans se douter que la tyrannie restait tout entière, et elle s'ajourna au soir.

Il était trois ou quatre heures. Robespierre avait été conduit aux Comités, comme pour être interrogé. On a vu combien Barère l'avait encore ménagé. Sauf Billaud, Collot, Élie Lacoste, nul membre des Comités n'avait parlé contre lui. Qu'avait-il à craindre? De passer, comme Marat, au tribunal révolutionnaire? Là, son immense ascendant moral, l'intérêt, le zèle d'une armée de fonctionnaires, créés et placés par lui, les foudroyantes adresses des sociétés populaires arrivant de toute la France, lui ménageaient un triomphe tout autre que celui de Marat, bien près de l'apothéose. Sa personnalité multiple, qui remplissait toute chose, le rendait nécessaire et fatal, quoi qu'il arrivât. Il était devenu comme l'air dont la République vivait. Dans l'étouffement d'asphyxie qu'entraînerait son absence, la France allait venir à genoux dans cette prison lui demander de sortir. A lui d'exiger des juges, d'imposer à ses ennemis la nécessité du procès.

Cependant le bruit étonnant de l'arrestation de Robespierre se répandant dans Paris, le mot de tous fut celui-ci : « Alors l'échafaud est brisé! » Tellement il avait réussi, dans tout cet affreux messidor, à identifier son nom avec celui de la Terreur.

Ce jour même, un incident pathétique avait bouleversé les cœurs. Une accusée, s'asseyant sur les gradins où son jeune fils avait été condamné la veille, tomba en épilepsie. La foule cria violemment qu'on ne pouvait la juger.

Le peuple espérait que ce jour il n'y aurait pas d'exécution. Telle était l'opinion du bourreau lui-même; il croyait chômer. Donc, lorsque, selon l'ordinaire, le tribunal révolutionnaire eut préparé une fournée, lorsque les lourdes charrettes vinrent à l'heure marquée rouler dans la cour du Palais



Mais Henriot, averti, arriva au grand galop et dispersa la foule à coups de sabre. (P. 1827.)

de Justice, l'exécuteur demanda à Fouquier-Tinville : « S'il n'avait point d'ordre à donner? »

Fouquier se garda de comprendre cette demande d'un sens si clair, et dit : « Exécute la loi ».

On vit donc sortir encore de la noire arcade de la Conciergerie quarante-cinq condamnés, et le lugubre cortège traversa encore une fois les quais, la rue, le faubourg Saint-Antoine. Nulle chose ne fut plus douloureuse; la douleur nullement cachée. Plusieurs levaient les mains au ciel; beaucoup criaient grâce. Quelques-uns enfin, plus hardis, sautent à la bride des chevaux, et se mettent à vouloir faire rétrograder les charrettes. Mais Henriot, averti, arriva au grand galop et dispersa la foule à coups de sabre, assurant cette dernière malédiction à son parti, et faisant dire dans le peuple : « La nouvelle est fausse sans doute. Nous ne sommes pas encore quittes du régime de Robespierre. »

Le tribunal révolutionnaire n'en était pas moins tué.

Que Robespierre fût vainqueur ou vaincu, il finissait également. Le président Dumas en jugeait ainsi dès le 8 thermidor. Il croyait que les deux partis se rapprocheraient peut-être, en sacrifiant deux têtes, la sienne et celle d'Henriot. Dès lors, il était prêt à fuir : il voulait faire partir pour la Suisse sa femme et sa famille.

CHAPITRE VI

LA SOIRÉE DU 9 ET LA NUIT DU 9 AU 10. — IMMOBILITÉ DES JACOBINS

ROBESPIERRE VEUT RESTER PRISONNIER. — IL NE PEUT ENTRAINER NI LES TRIBUNAUX, NI LA SECTION DE LA CITÉ. — LE COMITÉ NE VEUT RIEN FAIRE. — ROBESPIERRE DÉLIVRÉ MALGRÉ LUI. — LE GENDARME MERDA. — LES JACOBINS SOUTIENNENT MOLLEMENT ROBESPIERRE.

La Commune, avertie de minute en minute des moindres incidents de la séance, avant même qu'elle finît, était en insurrection.

Se fiant peu à la garde nationale qu'elle avait appelée et qui arrivait lentement, dès deux heures de l'après-midi, elle fit venir du Luxembourg la gendarmerie à la Grève. On lui distribua des cartouches, et on lui dit de réprimer une révolte des prisonniers de la Force.

Au moment où la nouvelle de l'arrestation de Robespierre parvint à la Grève, Henriot, à la tête de cette gendarmerie, suivit les quais au grand galop, renversant, foulant les passants. Un jeune homme qui avait sa femme au bras, la quitta, criant à la foule : « Arrêtez-le ! arrêtez-le ! » et faillit être sabré. Dans la rue Saint-Honoré, la cavalerie fut retardée par un travail de paveurs. Henriot les harangua, leur parla de Robespierre, mais ne put les entraîner. Ils crièrent : « Vive la République ! » et se remirent à l'ouvrage.

A la porte des Tuileries, la garde croisait la baïonnette sur lui et sur ses hommes, lorsqu'un gros huissier de la Convention se jeta entre eux : « Gendarmes, cet homme-là n'est plus votre général... Voyez le décret ! » Les gendarmes reculèrent.

Henriot, qui venait d'arrêter Merlin (de Thionville) dans la rue Saint-Honoré, se trouva arrêté lui-même. Deux Dantonistes, Robin et Courtois, qui dînaient chez un restaurateur, le virent flottant sur son cheval, suivi de sa troupe déjà ébranlée. Ils crièrent de la fenêtre qu'on l'arrêtât. Ce que firent les gendarmes, et ils le menèrent au Comité de sûreté, d'où Robespierre sortait à peine pour aller au Luxembourg.

Il y était arrivé, escorté plutôt que gardé. Là, les administrateurs de police, Faro, Wiltcheritz, qui gouvernaient la prison (deux Robespierristes dévoués), lui dirent qu'ils avaient reçu de la Commune défense de le recevoir, qu'on l'attendait à la Commune. Une foule de ses partisans qui emplissaient la rue de Tournon criaient de toutes leurs forces : « A la Commune ! à la Commune !

Il était six heures du soir, et l'insurrection était complètement déclarée. La Commune avait fait arrêter les messagers de la Convention. Elle ne reconnaissait plus le Comité de salut public, et s'était créé à elle-même un comité d'insurrection (Payan, Coffinhal, Arthur, etc.). Elle battait partout le rappel, et déjà elle avait sur la Grève vingt pièces de canon en batterie.

Robespierre, qui trouvait ces mesures étrangement précipitées, fut d'autant plus éloigné d'aller à l'Hôtel de Ville. Il dit qu'il était prisonnier, arrêté par un décret, et que tel il voulait rester. Il ordonna à ses gardiens de le mener du Luxembourg à l'administration de police municipale, dont les bureaux occupaient, avec ceux de la Mairie, l'hôtel de la Préfecture de police actuelle, quai des Orfèvres.

Ses amis et ses ennemis ont blâmé ici son hésitation. Nous croyons que cette démarche était la sagesse même. Il connaissait infiniment mieux que les siens l'état moral de Paris et le cœur du peuple.

Robespierre captif, Robespierre victime, Robespierre martyr des méchants, des voleurs, des traîtres qu'il avait osé accuser, c'était un texte admirable du plus grand effet, qui pouvait lui donner Paris. Et Robespierre général, chef d'émeute, tirant le canon contre l'Assemblée nationale, était coupable et ridicule.

Si même il fallait en venir à l'insurrection, la position qu'il prenait n'était

pas sans avantage. On sait que cet hôtel du quai des Orfèvres communique par derrière avec le Palais de Justice et la Conciergerie. Le tout forme en réalité, dans toute la largeur de l'île, une grande et énorme forteresse, que commandent les tribunaux, avec tous leurs employés, leurs geôliers, leur garde nombreuse. Le véritable maître du lieu, qui y résidait et donnait les ordres, était l'accusateur public du tribunal révolutionnaire. Si Fouquier-Tinville, sans sortir de chez lui, eût, de son Palais de Justice, visité le prisonnier, celui-ci devenait bien fort. La calomnie du prétendu royalisme de Robespierre qu'on fit courir dans Paris eût-elle pu prendre racine? L'opinion du tribunal révolutionnaire eût d'avance couvert l'accusé. Les *exagérés* qui, comme on verra, furent très actifs contre lui, n'auraient pas osé être plus difficiles en patriotisme que Fouquier-Tinville.

On sentait si bien la nécessité d'avoir celui-ci pour soi, que, le même jour, 9 thermidor, Coffinhal avait voulu dîner avec Fouquier chez un ami commun derrière Notre-Dame (au pont Rouge, île Saint-Louis). Fouquier rentra au Palais à six heures du soir, presque au même moment où Robespierre entrait par l'autre quai à la Police qui y touche. Celui-ci y resta jusqu'à neuf, mais ni Fouquier, ni Dobsent, président du tribunal criminel, ne firent le moindre pas vers lui.

Robespierre, à la Police, n'était pas même gardé. Il s'adressa à la section, celle de la Cité, section fort importante par sa position centrale, par le Palais, par Notre-Dame, par la facilité qu'elle a de disposer du bourdon, la grosse cloche qui peut sonner le tocsin pour Paris, et qui le sonna effectivement au 31 mai.

La Cité était encore fortement influencée par les hommes du 31 mai, Dobsent, l'ancien président du club de l'Évêché, et d'autre part par un agitateur de bas étage, Vaneck, ami de Dobsent. L'un, devenu modéré, en haine des lois de prairial, l'autre devenu *exagéré*, sans doute pour les persécutions dont le parti robespierriste accabla les exagérés; ils étaient d'accord en un point : la haine de Robespierre.

Celui-ci ayant demandé cinquante hommes, la section les envoya. Mais quand les municipaux qui entouraient Robespierre expliquèrent qu'il s'agissait « de le prendre *sous leur sauvegarde* », le commandant répondit froidement qu'il ne le pouvait, Robespierre étant décrété d'arrestation. Ils lui dirent qu'il était un poltron, un aristocrate, lui dirent que lui-même était prisonnier, et le retinrent en effet.

D'autre part, tous leurs efforts pour emmener Robespierre étaient impuissants. Il ne voulait bouger, croyant, non sans apparence, que les Comités n'agiraient pas plus que lui.

Leur police n'étant pas à eux, que pouvaient-ils faire? Le chef Héron était à Robespierre, le Comité de sûreté ne disposait que d'un petit chef de brigade, agent inférieur, nommé d'Ossonville, lequel s'était attaché un homme d'exécution, un Dulac, ami de Tallien.

On ne leur donna nul ordre, nulle instruction précise; les circonstances, infiniment variables, devaient seules les diriger.

La seule chose qu'indiquait la situation, c'était sans doute. si l'on pouvait, de tuer moralement Robespierre, en faisant courir le bruit qu'il avait été arrêté pour un complot royaliste; c'est ce que prêcha d'Ossonville dans les sections. Pour Dulac, on peut soupçonner, sans risquer de faire trop de tort à ces honnêtes gens, que toutes ses instructions furent le poignard de Tallien.

La Convention, rentrée en séance à sept heures du soir, avait appris l'arrestation d'Henriot, mais elle était loin de soupçonner l'inaction des Comités. On avait mené le captif au Comité de sûreté; un seul membre s'y trouvait, Amar, et il s'esquiva. Il fallut mener Henriot au Comité de salut public. Barère, Billaud, d'autres y étaient. « Mais, dit Billaud à celui qui l'amenait, que veux-tu que nous en fassions?... — Il nous égorgera ce soir... — Que faire enfin? dit Barère; nommer une commission militaire qui juge prévôtalement?... — Ce serait un peu rigoureux, dit Billaud. — Ramenez-le, dit Barère, au Comité de sûreté; nous allons nous en occuper. »

Le Comité ne voulait pas pousser vivement les choses. Il connaissait Robespierre; il croyait qu'il voudrait toujours une solution légale, le jugement, le triomphe de Marat. Cela donnait du temps; on pouvait travailler l'opinion; l'avidité avec laquelle le public avait accueilli l'affaire Sainte-Amaranthe et celle de la Mère de Dieu montrait combien l'homme était mûr, combien facile à attaquer, combien prêt à recevoir le coup de la calomnie.

Tout se fût passé ainsi, si Robespierre eût été maître de son parti. Il ne l'était pas.

Un peu avant dix heures du soir, le Comité écoutant tristement le tocsin de la Commune, les portes étant tout ouvertes, quelqu'un entra précipitamment, un gendarme : « Robespierre est délivré! » Vers neuf heures effectivement, la Commune désespérant de le faire venir à elle, Coffinhal, l'hercule auvergnat, se chargea de l'apporter. Enveloppant Robespierre de sa voix assourdissante, de ses bras irrésistibles, de sa brutale amitié, il l'enleva de sa Mairie, l'entraîna à l'Hôtel de Ville, à l'insurrection, le fit insurgé malgré lui. Ce fut cette main coupable qui, dans la falsification du procès d'Hébert, prépara la mort de Danton, qui dans celui de Danton mutila ses dernières paroles, ce fut, dis-je, cette même main, par une fatalité de crimes, qui enleva Robespierre de l'asile de la Loi où il s'efforçait de rester, et le posa dans la Mort.

L'infortuné, sur la route, disait à cette bande étourdie et violente : « Vous me perdez! Vous vous perdez! Vous perdez la République! » Eux, ils ne voulaient rien comprendre. Ils répétaient leur mot ordinaire, que Maximilien était un homme de scrupule vraiment excessif, d'une moralité désolante; qu'il fallait bien que ses amis l'obligeassent d'être homme d'État.

Le Comité de salut public, atterré de la nouvelle, pensa que la Commune, maîtresse de Robespierre, lui ferait vouloir ce qu'elle voudrait, que tout était

remis aux armes. On se repentit un peu tard d'avoir divisé, annulé le commandement militaire. Il fallait maintenant demander un général à la Convention. Carnot regardait le gendarme qui apportait la nouvelle. Il était extrêmement jeune (dix-neuf ans), une blonde figure innocente, résolue pourtant, un soldat et rien de plus. Ce jeune homme, nommé Merda, enfant de Paris, fils d'un marchand, était entré à dix-sept ans dans la garde constitutionnelle du Roi. Comment un enfant de cet âge fut-il admis dans ce corps d'élite, recruté soigneusement parmi d'anciens militaires, des maîtres d'armes, des lames renommées de Paris? Sans doute pour sa dextérité peu commune dans les armes. Passé en 92 dans la gendarmerie *des hommes du* 14 *juillet*, il y était fort vexé, soit à l'occasion de son nom bizarre, soit comme *garde constitutionnel.* Son sobriquet était *Veto.* Ces disputes continuelles qui dans le corps obligent tous les jours de tirer l'épée, durent faire du jeune homme, naturellement pacifique, un homme d'exécution, une main vive et prompte à frapper. Du reste, pour achever son histoire, il n'était point ambitieux, ne fit point sa cour au pouvoir, avança très lentement et périt simple colonel à la bataille de la Moscowa.

Merda dit au Comité que c'était lui qui, de sa main, tout à l'heure, avait arrêté, lié Henriot; que, si l'on voulait, il allait ramasser quelques hommes, marcher sur la Commune. Et plein de zèle, il courut au Comité de sûreté pour trouver ses camarades. Là, il fut en grand danger. Coffinhal, avec une masse de canonniers des faubourgs, avait forcé le Comité et délivré Henriot. Ce n'étaient que cris, embrassades, du délivré et des libérateurs. Henriot reconnut Merda, qui se sauva à grand'peine au Comité de salut public : « Henriot est délivré... — *Quoi! tu ne lui as pas brûlé la cervelle?* dit Barère; on devrait te fusiller! » Merda se le tint pour dit.

L'anxiété était extrême dans la Convention. Elle n'avait aucune défense qui empêchât Coffinhal, Henriot, malgré leur petit nombre, de pénétrer dans la salle! Collot-d'Herbois prit bravement le fauteuil, et dit d'une voix sépulcrale : « Citoyens, voici le moment de mourir à votre poste... Le Comité de sûreté est envahi. »

« Courons-y » disent les tribunes. Sous ce prétexte, tous les assistants s'enfuirent si précipitamment, que la salle se remplit d'un gros nuage de poussière.

La Convention resta seule, calme et digne, s'arrangeant pour mourir avec gravité. L'obstacle, c'était Lecointre, grotesque en ce moment même, qui, de ses poches inépuisables où il avait un arsenal, distribuait à ses collègues des cartouches et des pistolets.

La peur fait souvent des miracles. Ce fut précisément Amar, le plus craintif des membres des Comités, qui sortit au Carrousel; Amar, qui s'était sauvé devant Henriot enchaîné pour ne pas le prendre en garde, alla au-devant d'Henriot délivré et sur la place, à la tête de ses canonniers. On savait au reste que ceux-ci étaient extrêmement indécis. Il n'y avait qu'une compagnie

bien décidée pour la Commune. Mais les autres n'étaient guère ardents pour la Convention. La grande majorité ne suivit ni Henriot ni Amar; ils pensèrent qu'il était tard, s'en allèrent coucher. La place redevint solitaire et ténébreuse.

La scène n'était pas beaucoup plus animée à la Commune. A ses invitations pressantes, peu disaient non, mais peu venaient. Le Département était nettement contre la Commune. Le Palais de Justice restait dans une neutralité suspecte. Le maire Fleuriot y alla pour décider Fouquier-Tinville, et ne gagna rien. Dobsent de même, président du tribunal criminel, ne s'ébranla que quand l'affaire fut éclaircie.

Dans cette froideur générale, Robespierre devait pourtant compter sur deux forces, qui n'en faisaient qu'une : les Jacobins *Société* et les Jacobins *comités*.

Je parle d'abord des quarante-huit comités révolutionnaires de sections, parfaitement Jacobins et Robespierristes, fonctionnaires salariés, vrais rois de Paris, ayant tout à perdre au changement. Depuis plus de six mois, ces comités ne se recrutaient plus par l'élection; les membres qui manquaient étaient nommés (contrairement à la loi) par le Comité de salut public, ou plutôt par le Triumvirat robespierriste. On comptait si bien sur eux que, vers la fin de messidor, à l'approche de la crise, Payan les avait convoqués à la Commune, redoutable convocation qui sentait son 31 mai. Le Comité de salut public hasarda d'interdire la réunion.

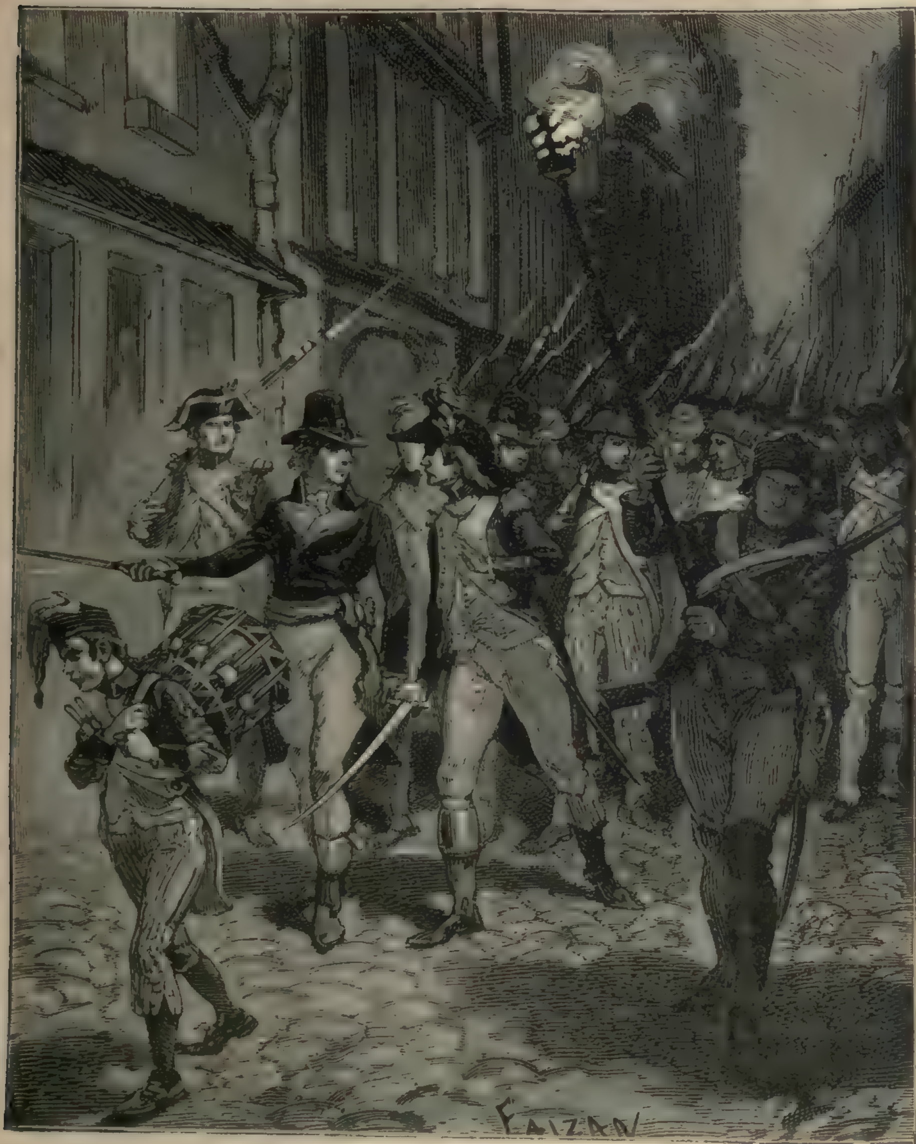
Quant à la grande Société jacobine, on a vu le soir du 8 la scène qui s'y passa, l'enthousiasme, les larmes, les protestations, les serments. Si tout cela est quelque chose en ce monde. Robespierre devait y compter.

Des comités révolutionnaires, très peu vinrent. Ils étaient fonctionnaires et craignaient sans doute de perdre leurs places.

La Société jacobine se ménagea plus qu'on n'eût cru. Elle essaya d'établir sa correspondance avec les sections, et n'y parvint pas. Elle envoya de deux heures en deux heures des députations à la Commune, mais n'y alla pas en corps. Cette démarche décisive, solennelle, qui eût entraîné peut-être les sections, fut attendue, désirée toute la nuit par la Commune.

Peut-être les Jacobins ne pouvaient faire mieux. Peu d'entre eux seraient venus. Un schisme se fût déclaré; les partisans de Fouché et autres représentants fussent restés rue Saint-Honoré, seuls maîtres du lieu sacré, d'où ils eussent excommunié la fraction qui eût passé à l'Hôtel de Ville. On a vu ces divisions : en votant pour Robespierre, la Société, presque toujours, prenait pour président un de ses ennemis, un Fouché, un Élie Lacoste, un Barère. Cette nuit, leur président, Vivier, était un Robespierriste. Un autre, Sijas, adjoint de la Guerre, les prêchait, les animait. Et pourtant, rien ne remuait. Une paralysie latente immobilisait la Société.

Le représentant Brival s'était chargé d'expliquer aux Jacobins l'arrestation de Robespierre. On lui demanda s'il l'avait votée : « Sans doute, dit-il; bien plus, je l'avais aussi provoquée, et, comme secrétaire, j'ai expédié, signé les



Léonard Bourdon et le commandant à la tête de cette colonne suivirent la rue dans toute sa longueur. (P. 1840.)

décrets. » Vifs murmures, huées ; on le raye, on lui enlève sa carte. Qui croirait qu'un moment après, Brival, rentré dans l'Assemblée, se voit rapporter sa carte par des commissaires jacobins? La Société a révoqué sa radiation, rétabli comme Jacobin un homme qui vient de se vanter d'avoir demandé, signé l'arrestation de Robespierre!

L'homme éminent des Jacobins, Couthon, ne paraissait pas à l'Hôtel de Ville. Infirme, se jugeant peu utile sur une telle scène d'action, il était resté

chez lui, près de sa femme et de son enfant. On pensa que sa présence entraînerait la Société à l'Hôtel de Ville. Robespierre et Saint-Just écrivirent ce mot : « Couthon, tous les patriotes sont proscrits ; le peuple entier s'est levé ; ce serait le trahir que de ne pas te rendre à la Commune, où nous sommes. »

Couthon vint à l'instant même. Mais les Jacobins ne vinrent pas, sinon par députations.

La dernière ligne du procès-verbal de la Commune, interrompu par l'événement qui brisa tout, indique qu'à ce moment suprême les Jacobins envoyaient chercher des nouvelles, et que la Commune agonisante les invitait à venir en corps.

CHAPITRE VII

LA NUIT. — NEUTRALITÉ DE PARIS EN GÉNÉRAL ET DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE. — LES « ENRAGÉS » SE RÉVEILLÈRENT-ILS?

CAUSES DE L'INACTION GÉNÉRALE. — RANCUNE DES ENRAGÉS ET DES HÉBERTISTES. — INITIATIVE DE « L'HOMME-ARMÉ », DE LA « CITÉ », DE LA RUE SAINT-MARTIN. — NEUTRALITÉ DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE. — CONFLITS DU FAUBOURG SAINT-MARCEAU. — FLUCTUATION DES SECTIONS.

Un phénomène singulier, qu'aucun des partis n'attendait, apparut dans cette nuit : la neutralité de Paris.

Ce qui se mit en mouvement, ou dans un sens ou dans l'autre, était une partie imperceptible de cette grande population.

On aurait pu le prévoir. Depuis cinq mois, la vie publique y était anéantie. Partout les élections avaient été supprimées. Les assemblées générales des sections étaient mortes, et tout le pouvoir avait passé à leurs comités révolutionnaires, qui eux-mêmes n'étant plus élus, mais de simples fonctionnaires nommés par l'autorité, n'avaient pas grande vie non plus.

Tranchons le mot : on avait assommé Paris, si vivant du temps de Chaumette. Il n'était pas aisé de croire que les uns ou les autres le ressusciteraient en une nuit.

Les chefs le sentaient. Ils semblaient n'avoir à offrir aux leurs que des encouragements à la patience.

A dix heures, Collot disait, dans le fauteuil de la Convention : « Sachons mourir à notre poste. »

Et plus tard, Robespierre disait à Couthon, arrivé à la Commune : « Sachons supporter notre sort. »

D'où venait cet isolement? De la lassitude sans doute, de l'ennui universel, de la cherté des vivres. La moisson était admirable, mais elle était encore sur pied. La Commune, large et généreuse pour les indigents, n'en avait pas moins mécontenté les masses, en déclarant que la question des subsistances ne la regardait plus, tandis que l'ancienne Commune en avait toujours fait sa principale affaire. Les nouvelles autorités avaient encore ce défaut : elles attristaient Paris. Elles venaient de défendre les petits jeux de place, les bateleurs, chanteurs, banquistes, etc. Elles avaient blâmé, empêché les repas publics, dans les rues, le mélange des riches et des pauvres. Enfin, et c'était le plus grand grief, le 5 thermidor, la Commune avait fait dans les 48 sections, par 48 de ses membres, la proclamation, peu agréable, du *maximum* qui limitait le salaire des ouvriers.

Quelle serait l'attitude des sections ? problème infiniment complexe. Là, l'intrigue pouvait moins. Un Fouché avait bien pu, en groupant les haines, faire un schisme dans les Jacobins, les neutraliser. Un Tallien, un Bourdon, de l'Oise, avaient pu, dans l'Assemblée, tenter la droite et la séduire, créer une majorité contre Robespierre. Mais sur le vaste théâtre des sections, il était bien plus difficile d'agir. Le plus probable était qu'elles ne bougeraient ni dans un sens ni dans l'autre. C'est ce qui arriva réellement pour la grande majorité. Si les choses se passaient ainsi, les Robespierristes avaient cause gagnée. Quoiqu'en minorité minime, ils faisaient un groupe fortement lié d'idées, d'intérêts ; ils avaient un drapeau vivant. Ils ne pouvaient manquer au jour de se reconnaître et de se serrer, d'agir ensemble et de vaincre. C'est ce que sans doute pensait Robespierre, et qui se fût vérifié, si un élément imprévu n'eût compliqué la question.

La Convention agit tard. A dix heures, au moment où Collot lui disait : « Sachons mourir, » sans rien proposer, un député inconnu, Beaupré, prit l'initiative, demanda et fit voter la création d'une commission de défense, laquelle n'agit pas elle-même, mais remua les Comités. Ceux-ci proposèrent de nommer un général, Barras, collègue de Fréron à Toulon, puis de mettre *hors la loi* ceux qui se seraient soustraits à l'arrestation. Voulland, seul et en son nom, exigea, obtint que Robespierre nominativement fût mis *hors la loi*.

Barras, général sans armée, ne donna aucun ordre, ne fit rien que quelques reconnaissances autour des Tuileries. Des représentants s'assurèrent de l'École de Mars, d'autres coururent les sections. Bien reçus, mais généralement n'y trouvant presque personne, ici un comité révolutionnaire, là un comité civil, ailleurs, une soi-disant assemblée générale, à peu près déserte. Les envoyés de la Commune n'avaient pas meilleure chance. Les députations et les torches allaient, venaient, se croisaient. Les Parisiens restaient dans leurs lits.

Ne restait-il donc rien du parti hébertiste, si terrible en 93, si nombreux

encore en mars, quand Robespierre l'étouffa? Les disciples de Chaumette et Clootz, l'Église de la Raison avait-elle disparu dans ces vastes et profonds quartiers de l'industrie parisienne qui, au jardin des Filles-Dieu, aimaient tant à écouter les sermons d'Anaxagoras? Ceux qu'on appelait enfin *enragés*, anarchistes, partisans des lois agraires, etc., etc., ceux qui en juin 93 semblaient tellement redoutables, qu'ils décidèrent Robespierre à s'aider contre eux d'Hébert; ceux qu'on poursuivait encore en prairial 94 au jardin des Tuileries, ne firent-ils rien en thermidor? On se rappelle les tréteaux de Varlet, les furies du Lyonnais Leclerc, amant de Rose Lacombe, les témérités de Jacques Roux contre la Montagne, comment Robespierre détruisit l'*Ombre de Marat*, que rédigeaient Roux et Leclerc. Ce dernier a disparu. Varlet, presque toujours en prison, y est sans doute encore. Pour Jacques Roux, on a vu sa mort tragique en janvier. Mais n'ont-ils laissé nul ami, nul disciple, nul vengeur?

Rappelons-nous les sections où ces hommes eurent influence. Nous verrons ensuite quel fut leur rôle dans la journée décisive.

Les *Gravilliers* (quartier de la haute rue Saint-Martin, la plus éloignée de la Seine) furent le théâtre de Jacques Roux. Ils furent aussi celui des prédications de Chaumette; son acolyte zélé, Léonard Bourdon, avait dans cette section, à Saint-Martin (aujourd'hui Conservatoire des arts et métiers), son École des enfants de la Patrie.

Les *Arcis* (basse rue Saint-Martin, près de la Seine) paraissent avoir adopté une idée communiste de Roux, celle des greniers communs; ils proposèrent à la Commune de mettre cette idée en pratique. Et c'est pour cela, sans nul doute, qu'on brisa arbitrairement et renouvela leur comité révolutionnaire.

La *Cité*, point central de Paris, d'où partit le 31 mai, section très nécessiteuse, était fortement dominée par la question des subsistances. C'est d'elle qu'était sortie l'idée des banquets fraternels, qu'étouffèrent les Robespierristes.

Elle suivait l'influence de Dobsent et de Vaneck, hommes du 31 mai.

Vaneck, homme secondaire avant thermidor, joue après un grand rôle populaire; c'est lui qui parle à la tête du peuple dans le mouvement de famine qui épouvanta la Convention en germinal an III.

La section *Montmartre* avait pour principal meneur un autre homme du 31 mai, le métallurgiste Hassenfratz, homme de fer, homme de forge, puissant sur les ouvriers. Depuis, professeur au Collège de France, il a été destitué en 1815.

Ces quatre sections néanmoins, dans leur opposition aux Robespierristes, furent précédées par celle de l'*Homme-Armé*. Et celle-ci entraîna sa voisine, la section de la *Maison-Commune*, où était la Grève même et l'Hôtel de Ville; de sorte que la Commune, à l'Hôtel de Ville, s'y trouva de bonne heure comme dans une île. Tout autour, les misérables rues de la

Mortellerie et autres, quartier de famine s'il en fut, étaient apparemment irritées par la cherté des vivres.

Tallien demeurait rue de la Perle, au Marais, précisément à la limite de la section de l'*Homme-Armé*. C'est lui très probablement qui, à huit ou neuf heures du soir, pendant que Robespierre était encore à l'hôtel de la Police et de la Mairie, fit savoir dans cette section : « Que la Convention était en grand danger, que la municipalité voulait se mettre au-dessus de l'Assemblée nationale, *qu'elle donnait asile aux individus décrétés d'arrestation.* » La section, convoquée bruyamment à son de caisse, décida que ses canons, qui ce jour-là étaient à la Trésorerie, seraient envoyés à l'Assemblée. Elle prit la première initiative contre la Commune, se chargea de courir de quartier en quartier et d'éclairer les quarante-sept autres sections de Paris.

La *Cité* fut moins active, mais son inaction, sa neutralité eurent des résultats plus décisifs encore. Robespierre, à la Police, ne put, comme on a vu plus haut, obtenir que le commandant de la section le prît sous sa sauvegarde. Et quand la Commune l'eut tiré de la Police et l'eut dans son sein, elle ne put obtenir que la *Cité* appelât Paris à son secours, qu'elle sonnât au bourdon de Notre-Dame le tocsin de l'insurrection. Il lui fallut se contenter du petit tocsin de clochette qui sonnait à l'Hôtel de Ville, attestant par ce faible son qu'on n'était pas maître des tours dont la voix grave avait tellement ébranlé les cœurs aux grandes journées populaires.

Les *Arcis*, si voisins de la Grève et littéralement à deux pas, avaient décidé d'abord qu'une députation les tiendrait en rapport avec la Commune. Cette députation revint dire : « Que la Commune lui semblait aller contre les principes. » Alors les *Arcis*, sans ménagement, non contents de fermer l'oreille aux officiers municipaux qui leur venaient de l'Hôtel de Ville, les firent arrêter, leur disant avec rudesse : « Comment restez-vous décorés de l'écharpe municipale, vous qui venez nous proposer de marcher contre la Loi ? »

Les *Arcis* ne s'en tinrent pas là. Non contents d'une première députation aux quarante-sept sections, ils leur en envoyèrent une seconde immédiatement pour les engager à arrêter de même les messagers de la Commune.

Les *Gravilliers* se prononcèrent plus énergiquement encore, et formèrent l'avant-garde contre la Commune.

Pour résumer, ces sections, qu'on avait appelées anarchistes (et qui réellement contenaient un premier levain de socialisme) se montrèrent précisément les plus zélées contre Robespierre. Ce qui s'explique aisément, quand on se rappelle la guerre qu'il fit à leurs chefs.

Une cause d'irritation dans ces sections et d'autres, dont les comités avaient été renouvelés par l'autorité supérieure et nommés sans élection, c'était l'opposition de ces comités imposés par le pouvoir et des anciens meneurs populaires, hébertistes ou enragés.

Plusieurs de ces comités allèrent joindre Robespierre, et justement pour cela leur section se déclara contre.

Au Luxembourg (*Mucius Scévola*), ancien centre d'Hébert et Vincent, les autorités envoyèrent à la Commune ; mais l'assemblée générale de la section, invitée à lever la séance, déclara qu'elle resterait réunie *pour attendre les ordres de la Convention.*

A voir à l'Hôtel de Ville tel comité du faubourg Saint-Antoine, on l'aurait cru décidément déclaré pour la Commune. C'était le contraire. Nous avons vu les causes diverses de son mécontentement.

De ses trois sections, deux, *Montreuil* et *Popincourt*, pendant que leurs comités allaient à la Commune, adhérèrent à l'adresse que promenait l'*Homme-Armé*, et déclarèrent qu'ils n'avaient de boussole que la Convention.

La troisième section du faubourg, celle des *Quinze-Vingts*, écrivit à l'Assemblée : « Qu'elle attendait, sous les armes, la connaissance des motifs qui causaient le rassemblement, protestant ne connaître personne que la République. » C'est-à-dire ne voulant combattre pour aucun individu.

Des deux sections du faubourg Saint-Marceau, celle du Jardin des Plantes (ou des *Sans-Culottes*) était celle d'Henriot. Elle se déclara pour lui, sans nul doute. Nous avons perdu ses procès-verbaux. Ses colonnes étaient en marche ; on les empêcha d'arriver à temps, en les amusant de la fable d'un complot royaliste de Robespierre.

L'autre section Saint-Marceau (celle des Gobelins, ou *du Finistère*) fut le théâtre du plus violent conflit qui peut-être eut lieu cette nuit. Le Comité révolutionnaire de la section s'étant déclaré pour la Convention, ainsi que le commandant de la garde nationale, un membre de la Commune les mit hardiment en arrestation. Mais l'assemblée générale, indignée, mit elle-même en arrestation ce membre de la Commune.

Pour résumer, le faubourg Saint-Marceau n'agit pas plus cette nuit que le faubourg Saint-Antoine.

Peu, très peu de sections prirent une forte initiative.

L'*Observatoire* fut fixe, invariable, pour Robespierre.

Le *Pont-Neuf*, au contraire, arrêta le général nommé par la Commune dans l'absence d'Henriot, et tint ses canons en batterie pour empêcher la communication des deux rives. La *place Vendôme* (les Piques), section de Robespierre, lui fut si hostile qu'elle brûla sans les lire les lettres de la Commune.

Quelques autres sections arrêtèrent les messagers qu'elle envoyait. Beaucoup flottèrent ou se partagèrent. Plusieurs changeaient d'heure en heure, selon les éléments nouveaux qui survenaient dans leur mobile assemblée.

CHAPITRE VIII

LA NUIT. — MOUVEMENT DU QUARTIER SAINT-MARTIN (GRAVILLIERS, ARCIS) CONTRE ROBESPIERRE. — IL REFUSE D'AUTORISER L'INSURRECTION

LA COMMUNE POUVAIT REPRENDRE FORCE AU MATIN. — LA RUE SAINT-MARTIN S'ÉBRANLE. — LÉONARD BOURDON, DULAC, MERDA. — SITUATION DE LA COMMUNE. — ROBESPIERRE REFUSE D'AUTORISER L'INSURRECTION

Les représentants, à force de courir les sections, parvinrent, dans toute la nuit, à ramasser et réunir à peu près dix-huit cents hommes dans le Carrousel. Peu à peu on les alignait sur le quai.

Pourquoi ne marchait-on pas ? Parce qu'on comptait sur le temps, sur l'effet de la mise *hors la loi*, parce qu'on craignait peut-être, si l'on commençait à tirer sur l'Hôtel de Ville, que le faubourg, ému par le bruit du canon et décidément réveillé, ne sortît de la neutralité, ne descendît pour Robespierre.

Quand on songe combien le faubourg, les Jacobins, les patriotes en général semblèrent Robespierristes plus tard, on est tenté de croire que beaucoup de ceux qui restèrent inactifs au 9 thermidor eussent fini par se décider, si le nœud n'eût été tranché brusquement.

Il était très vraisemblable qu'au matin, l'Hôtel de Ville se trouverait beaucoup moins faible qu'il ne l'était en pleine nuit. Je doute de ce qu'on raconte de son abandon définitif. Plusieurs de ses défenseurs s'étaient éloignés par ennui de ne point recevoir d'ordre, ou pour aller voir leurs familles, mais ils seraient revenus. Si l'on eût tiré le matin, comme allait le faire Barras, le bâtiment très massif eût résisté quelques heures. La canonnade retentissante eût peut-être éveillé Paris. Qui peut dire quelle eût été l'émotion des cœurs dévoués, quand, le tocsin se faisant entendre, la voix du canon leur eût marqué, coup par coup, les cruels progrès de l'assassinat, les pas que faisait vers la mort cet homme qu'ils adoraient et qui était là délaissé ?... N'était-il pas trop probable que libres des terreurs de la nuit, ne pouvant, devant le jour, endurer leur propre honte, ils viendraient désespérés prendre les assiégeants par derrière et les assiéger à leur tour ?

Le nœud fut tranché par un coup imprévu que ni les uns ni les autres n'avaient préparé.

L'Assemblée avait envoyé Léonard Bourdon, Legendre et un autre pour réveiller les sections.

Ils se rendirent d'abord aux marchés, à la Halle au Blé, d'où les deux derniers, suivant la rue Saint-Honoré, allèrent fermer les Jacobins ; Léonard Bourdon suivit la rue des Arcis et Saint-Martin, et alla jusque chez lui, à sa section des Gravilliers.

Ce quartier et celui des Arcis (haute et basse rue Saint-Martin), outre le petit commerçant, contient en nombre infini l'élément spécialement révolutionnaire et socialiste, le libre ouvrier, celui qui travaille chez lui, le petit fabricant en chambre. Le pouvoir, en y renouvelant et nommant d'autorité les comités révolutionnaires qui menaient ces sections, croyait les tenir. Il n'en avait pas arraché la mémoire de leur tribun, de leur apôtre. La rue Aumaire où vécut Roux, les Filles-Dieu où prêchait Chaumette étaient hantées de leurs ombres.

Les petites sociétés du quartier, proscrites par les Jacobins, subsistaient-elles en dessous?

Je le croirais. Le Comité de salut public y avait toujours l'œil, et redoutait ces bas-fonds d'où peut-être vint son salut et le mouvement décisif contre Robespierre.

Quinze jours avant le 9 thermidor, le Comité ordonne encore au maire d'arrêter le lieutenant d'une compagnie des Gravilliers (*Registres du Comité de salut public*, 23 *messidor*).

Il ne faut pas s'étonner si Léonard Bourdon, au milieu de la froideur générale, trouva là des éléments de vive et solide haine dont il sut tirer parti.

Lui-même, un pédant ridicule, il n'avait aucune action. Mais Robespierre le haïssait comme un débris de Chaumette. Et cela seul le rendait populaire aux Gravilliers.

Le Comité de cette section était allé à la Commune. Ce fut encore une raison pour qu'elle se déclarât contre la Commune. Elle fit marcher ses chefs, son commandant qui, se souciant peu de se compromettre, partit, il est vrai, mais eut soin de ne pas avoir de cartouches.

N'importe, ce mouvement des Gravilliers et des populeux affluents de la grande rue Saint-Martin devait avoir un effet décisif.

Léonard Bourdon et le commandant à la tête de cette colonne suivirent la rue dans toute sa longueur, jusqu'à la rivière, et hasardèrent d'approcher l'Hôtel de Ville.

Le jeune gendarme Merda, qui était avec eux, se donne ici, dans sa narration, le rôle principal; chose bien peu vraisemblable qu'un garçon de cet âge ait dirigé, combiné.

Pour frapper, à la bonne heure! On peut le croire sans difficulté sur ce dernier point.

Il était personnellement intéressé à la chose. Il avait failli périr pour



A ces mots, je prends de la main gauche un de mes pistolets, et, faisant un à droite, je le tire. (P. 1845.)

avoir arrêté Henriot. S'il réussissait encore à arrêter Robespierre, qu'arriverait-il?

Que Robespierre, prisonnier, jugé, plus fort que jamais, ferait fusiller Merda.

Donc, il fallait le tuer.

Tel dut être son raisonnement. Et s'il ne sut pas le faire, quelqu'un le lui fit.

Et qui? Ce Dulac, sans doute, ce mouchard, ami intime de Tallien, qui se trouva là à point.

Dulac n'a pas manqué de dire que c'était lui qui, à coups de hache, avait enfoncé les portes (qui étaient ouvertes), et qu'il avait tout fini. Je le crois, mais dans ce sens, il poussa le meurtrier.

L'heure était très bien choisie.

Les Parisiens, qui n'aiment pas à découcher, s'étaient dispersés la plupart pour prendre un moment de repos.

Plusieurs se lassaient d'attendre les ordres. Plusieurs étaient effrayés de la mise *hors la loi*.

La colonne des Gravilliers, arrivant devant Saint-Merry, rencontra des canonniers qui quittaient la Grève. Cette place restait solitaire et quasi abandonnée.

Il fut convenu que Léonard Bourdon et le centre de la colonne iraient jusqu'au pont Notre-Dame, que les hommes des Gravilliers, qui faisaient l'avant-garde, pousseraient jusqu'à la Grève, et que Merda, s'il pouvait, avec les gendarmes, monterait dans l'Hôtel de Ville.

On y était fort divisé.

Saint-Just, Couthon, Coffinhal, presque tous, voulaient agir.

Robespierre voulait attendre. Et, quoi qu'on ait dit, il avait quelques raisons de son côté.

Changer de rôle, commencer une guerre contre la Loi, n'était-ce pas en ce moment effacer toute sa vie, biffer de sa propre main l'idée dont il avait vécu, qui faisait toute sa force?...

D'autre part, avoir écrit à Couthon de venir, avoir entraîné tant d'amis en ce péril!...

« Nous n'avons donc plus qu'à mourir? » dit Couthon.

Cette parole sembla l'ébranler un moment.

Il prit une feuille au timbre de la Commune qui portait déjà tout écrit un appel à l'insurrection, et d'une lente écriture, à main posée, il écrivit trois lettres qu'on voit encore : Rob... Mais arrivé là, sa conscience réclama, il jeta la plume.

« Écris donc, lui disait-on. — *Mais au nom de qui?* »

C'est par ce mot qu'il assura sa perte. Mais son salut aussi dans l'histoire, dans l'avenir.

Il mourut en grand citoyen.

CHAPITRE IX

LE 10 THERMIDOR (29 JUILLET) ASSASSINAT DE ROBESPIERRE

MERDA BLESSE ROBESPIERRE. — ON RÉPAND LE BRUIT QUE ROBESPIERRE S'EST BLESSÉ. — ROBESPIERRE EXPOSÉ AUX TUILERIES.

L'assassin montait.

Il était deux heures et demie, ou quelque peu davantage.

Le conseil général siégeait devant les tribunes désertes. Il avait fait lui-même cette solitude. Payan n'avait pas hésité de lire la mise *hors la loi*, et il avait ajouté, pour irriter et enflammer les assistants, que le décret atteignait tous ceux *qui se trouvaient à la Commune*. Les tribunes se vidèrent.

Dans cet extrême danger, les meneurs les plus hardis (Saint-Just et Payan peut-être) venaient de prendre un moyen désespéré; c'était d'appeler aux armes *pour délivrer la Convention opprimée*. On eût réuni ainsi une masse crédule, et, dans cet imbroglio, une petite avant-garde déterminée de Robespierristes eût envahi l'Assemblée, frappé les deux Comités, frappé la coalition, et fait voter tout le reste. Au défaut de Robespierre, qui ne voulait rien signer, l'ordre était signé d'Henriot.

Il était trop tard. Avant que la ruse pût avoir quelque succès, le coup décisif fut frappé.

Quoique la foule se fût retirée de la Commune, les corridors cependant, les escaliers restaient garnis des meilleurs hommes de Robespierre, de ses fidèles, de ceux qui étaient venus pour mourir avec lui.

La plupart n'étaient pas armés ; fanatiques obstinés, ils se croyaient suffisamment couverts, défendus, de l'idée qu'ils avaient au cœur, d'être les amis de Maximilien.

Merda, avec trois ou quatre gendarmes, se hasarda dans l'escalier. Les autres montaient lentement, criant : « Vive Robespierre! « Lui, jeune et svelte, sans arme apparente qu'un sabre (il avait ses pistolets dans sa chemise) se fit jour plus aisément : « Qui es-tu? — Ordonnance secrète. » — Avec ce mot il avançait. Il passa la salle du conseil, entra dans un corridor, mais plein d'hommes qui refusaient le passage, l'assommaient de coups; il recevait et passait.

Dans son récit naïf et très croyable, une chose embarrasse seulement. Parmi cette confusion d'hommes, nullement bienveillants, et qui n'avaient garde de lui montrer le chemin, comment marcha-t-il si droit et sans s'égarer?

Quelqu'un plus habile, qui connaissait les lieux, l'homme de Tallien sans doute, d'en bas l'avait renseigné, le guidait et le poussait.

Il arriva juste à la porte du secrétariat, frappa plusieurs fois. Enfin on ouvrit.

Il se trouva dans une pièce où il y avait une cinquantaine d'hommes fort agités, sauf un, Robespierre, qui était au fond, assis dans un fauteuil, le coude gauche sur les genoux, et la tête appuyée sur la main gauche.

« Je saute sur lui, dit Merda, et, lui présentant la pointe de mon sabre au cœur, je lui dis : « Rends-toi, traître! » Il relève la tête et me dit : « C'est toi qui es un traître, et je vais te faire fusiller! » A ces mots, je prends de la main gauche un de mes pistolets, et, faisant un à droite, je le tire. Je croyais le frapper à la poitrine, mais la balle le prend au menton et lui casse la mâchoire gauche inférieure ; il tombe de son fauteuil. En ce moment, il se fait un bruit terrible autour de moi, je crie : « Vive la République! » Mes grenadiers m'entendent et me répondent ; alors la confusion est au comble parmi les conjurés, ils se dispersent de tous côtés, et je reste maître du champ de bataille.

« Robespierre gisant à mes pieds, on vient me dire qu'Henriot se sauve par un escalier dérobé ; il me restait encore un pistolet armé, je cours après lui. J'atteins un fuyard dans cet escalier ; c'était Couthon que l'on sauvait. Le vent ayant éteint ma lumière, je le tire au hasard, je le manque, mais je blesse à la jambe celui qui le portait. Je redescends, j'envoie chercher Couthon que l'on traîne par les pieds jusque dans la salle du conseil général, je fais chercher partout le malheureux que j'avais blessé, mais on l'avait enlevé sur-le-champ.

« Robespierre et Couthon sont étendus aux pieds de la tribune. Je fouille Robespierre, je lui prends son portefeuille et sa montre, que je remets à Léonard Bourdon, qui vient en ce moment me féliciter sur ma victoire et donner des ordres de police.

« Les grenadiers se jettent sur Robespierre et Couthon qu'ils croient morts, et les traînent par les pieds jusqu'au quai Pelletier. Là ils veulent les jeter à l'eau ; mais je m'y oppose et je les remets à la garde d'une compagnie des Gravilliers. »

Robespierre remis justement aux hommes des Gravilliers! Telle fut la vengeance de Roux et Chaumette, apôtres et martyrs des ouvriers de Paris, du tribun de la rue Aumaire, du prédicateur des Filles-Dieu!

La révolution classique, ennemie du socialisme et de la rénovation religieuse, succombe ici en Robespierre.

Robespierre tomba en avant sur l'appel à l'insurrection qu'il n'avait pa,

voulu signer, tacha de son sang la pièce capitale qui lave sa mémoire devant la postérité.

Sans doute il s'évanouit. Il n'était pas mort, mais blessé. Tué ou blessé, dans une telle position, c'est presque même chose. L'idolâtrie était tuée; il était convaincu d'être homme, de n'être pas vraiment Dieu.

Que serait-il arrivé pourtant si, le coup étant fait en plein jour, on eût vu qu'il vivait encore? Sa situation matérielle n'était pas désespérée.

Son frère en jugea ainsi. Il montra une remarquable présence d'esprit.

Le tumulte était extrême. Lebas se brûlait la cervelle, Coffinhal, hors de lui-même, accusant Henriot de tout, le jetait par la fenêtre. Robespierre jeune, ôta ses souliers, passa hors de la croisée, regarda froidement la place, marcha une ou deux minutes, tenant ses souliers à la main sur le cordon de pierre qui règne autour du monument. L'aspect désolé de la Grève, les canons qui se tournaient contre la Commune, lui firent croire que c'en était fait. Alors il se précipita, se brisa presque sur les marches, sans pourtant pouvoir se tuer.

Le meurtrier, si jeune et peu endurci, n'était pas trop rassuré sur ce qu'il venait de faire. Il s'adressa aux gardes nationaux des Gravilliers, comme pour leur expliquer qu'il n'était pas un assassin : « Je n'aime pas le sang, dit-il; j'aurais voulu verser celui des Autrichiens; je ne le regrette point, puisque j'ai versé celui des traîtres. »

Dans leurs récits officiels, Fréron et Barras voudraient faire croire qu'ils étaient là, et que ce fut leur approche qui décida tout. Tout a fui devant ces foudres de guerre.

Ils n'arrivèrent qu'à l'aube, entre trois et quatre heures, au moment où l'on regardait si Robespierre et Couthon existaient encore. Fréron vit Couthon gisant au parapet du quai, entouré d'hommes féroces qui le maltraitaient. Ils n'en tiraient pas une plainte. « Jetons cette charogne à la Seine, » dirent-ils. Alors pourtant une voix douce sortit de cette pauvre chose sans nom, inerte et sanglante : « Un instant, citoyens, je ne suis pas encore mort. »

Le jour vit cet affreux spectacle. On ramenait à la Convention le cadavre et les blessés. Derrière le corps de Lebas marchaient, au bout d'une corde, Dumas et Saint-Just, celui-ci noble, ferme et calme.

Les vainqueurs n'étaient pas d'accord sur la manière dont ils devaient présenter l'affaire. Plusieurs avaient eux-mêmes horreur de ce qui s'était fait. Léonard Bourdon présenta Merda à la Convention « comme ayant tué deux des conspirateurs. » Chose tout à fait inexacte. Et il ne dit pas les noms. Le gendarme reçut, ce premier jour, de grandes promesses. Mais quand il alla au Comité, Collot et Billaud le reçurent très mal. « Ils t'en veulent beaucoup, » dit Carnot.

La chose les blessait en deux sens. D'abord elle constatait que le nœud s'était tranché sans eux, et par un coup fortuit. Ou, s'ils revendiquaient le coup, s'ils en faisaient honneur à leur prévoyance, ils s'assuraient la haine

mortelle des Robespierristes, dont l'appui ne pouvait tarder à leur être si nécessaire. Ce n'était pas trop de l'union étroite de toutes les fractions républicaines contre la réaction à laquelle un tel événement ouvrait la carrière illimitée.

Ils convinrent de dire, et Barère dit : « Que Robespierre s'était tiré lui-même. » Suicide, et non assassinat. Un chirurgien eut la complaisance de parler en ce sens, et on le fit appuyer par un portier de l'Hôtel de Ville.

Du reste, pour empêcher tout mouvement populaire, on alimenta avec soin la calomnie répandue dans la nuit : que Robespierre voulait faire roi le petit Capet.

Chose horrible! au dire de Barère, on avait découvert chez lui un cachet à fleurs de lis. On lui trouva dans les poches des pistolets royalistes marqués de trois fleurs de lis. Notez que ces pistolets dont il s'était tiré n'étaient pas déchargés encore.

Le malheureux, exposé plusieurs heures aux outrages, dans une salle des Tuileries, couché sur une grande table, n'avait, pour étancher le sang qui lui coulait de la bouche, que cet étui fleurdelisé, industrieusement placé dans sa main comme pièce d'accusation.

« Robespierre a été apporté sur une planche au Comité de salut public, le 10 thermidor, par quelques canonniers et des citoyens armés. Il a été déposé sur la table de la salle d'audience qui précède le lieu des séances du Comité. Une boîte de sapin, qui contenait quelques échantillons de pain de munition, envoyés de l'armée du Nord, fut posée sous sa tête et lui servit en quelque façon d'oreiller. Il resta pendant près d'une heure dans un état d'immobilité qui faisait croire qu'il allait cesser d'être. Enfin, au bout d'une heure, il commença à ouvrir les yeux; le sang coulait avec abondance de la blessure qu'il avait à la mâchoire inférieure gauche : cette mâchoire était brisée et sa joue percée d'un coup de feu; sa chemise était ensanglantée. Il était sans chapeau et sans cravate; il avait un habit bleu-ciel, une culotte de nankin, des bas de coton blanc.

« On s'aperçut qu'il tenait dans ses mains un petit sac de peau blanche, sur lequel était écrit : *Au grand monarque*. Lecourt, *fourbisseur du roi et de ses troupes*, *rue Saint-Honoré*, *près celle des Poulies*, *à Paris*. Il se servait de ce sac pour retirer le sang caillé qui sortait de sa bouche. Les citoyens qui l'entouraient observaient tous ses mouvements; quelques-uns d'entre eux lui donnèrent même du papier blanc (faute de linge), qu'il employait au même usage, en se servant de la main droite seulement, et en s'appuyant sur le coude gauche. Robespierre, à deux ou trois reprises différentes, fut vivement maltraité de paroles par quelques citoyens, mais particulièrement par un canonnier de son pays, qui lui reprocha militairement sa perfidie et sa scélératesse. Vers six heures du matin, un chirurgien, qui se trouva dans la cour du Palais-National, fut appelé pour le panser. Il lui mit par précaution une clef dans la bouche; il trouva qu'il avait la mâchoire gauche fracassée; il lui

tira deux ou trois dents, lui banda sa blessure, et fit placer à côté de lui une cuvette remplie d'eau.

« Au moment où l'on y pensait le moins, il se mit sur son séant, releva ses bas, se glissa subitement en bas de la table et courut se placer dans un fauteuil. A peine assis, il demanda de l'eau et du linge blanc. Pendant tout le temps qu'il resta couché sur la table, lorsqu'il eut repris connaissance, il regarda fixement tous ceux qui l'environnaient, et principalement les employés du Comité de salut public qu'il reconnaissait; il levait souvent les yeux au plafond; mais, à quelques mouvements convulsifs près, on remarqua constamment en lui une grande impassibilité, même dans les instants du pansement de sa blessure, qui dut lui occasionner des douleurs très aiguës. Son teint, habituellement bilieux, avait la lividité de la mort. »

Ajoutons ici un détail de quelque intérêt. Un employé Hébertiste, et des bureaux de Carnot, voyant le blessé si souffrant, mais en pleine connaissance, s'aperçut que, par moments, il se baissait avec effort et portait ses mains au jarret. Il approcha et lui détacha les boucles de jarretière de sa culotte, et abattit quelque peu ses bas sur ses mollets. Robespierre, à ce service, fit un effort pour parler, et dit ces mots d'une voix douce : « Je vous remercie, *Monsieur*. »

Ce retour inattendu au langage du vieux passé fut-il instinctif chez l'homme qui en avait gardé les formes? ou bien crut-il la Révolution finie avec lui, la République en lui morte? Les cinq grandes années, comme un rêve, disparurent-elles de son esprit, biffées, vaines, évanouies? Par une prévision de mourant, on peut le croire encore, il eut comme un sens amer de la réaction qui venait, de l'éternel roc de Sisyphe que roule la France, et crut qu'à partir de ce jour, on ne pouvait dire : *Citoyen*.

CHAPITRE X

SUITE DU 10 THERMIDOR. — EXÉCUTION DE ROBESPIERRE. — LA RÉACTION ÉCLATE

JOIE AUX PRISONS. — ROBESPIERRE A L'HOTEL-DIEU, A LA CONCIERGERIE. — VRAIES ET FAUSSES FUREURS DE LA RÉACTION. — MORT DE ROBESPIERRE ET DE SAINT-JUST. — RÉACTION QUI SUIT LEUR MORT.

Robespierre ne se trompait guère, si telle était sa pensée. Une réaction violente, immense, dès son point de départ, avait commencé à l'heure même.

Et d'abord, dans les prisons.



Hoche reconnait Saint-Just... (P. 1850.)

Pendant que les faubourgs, mornes et troubles, flottaient indécis, des prisons s'élevaient des chants, des cris de délivrance. Au Luxembourg, au Plessis, à Saint-Lazare, à la Force, les prisonniers avaient craint toute la nuit d'être massacrés. Un d'eux disait à la Force : « A cette heure, nous avons cent ans... » Quand, vers six heures, éclata la nouvelle de l'arrestation de Robespierre, de sa blessure, de sa mort (les récits étaient confus), un cri furieux de joie éclata. Au Plessis surtout, prison qui alimentait directement

la Conciergerie et la guillotine. Le fameux marquis de Saint-Huruge, l'homme du 6 octobre, qui y était détenu, proclama la nouvelle d'une voix de Stentor, la cria par la fenêtre. Les toits du voisinage qui dominaient les cours de la prison se couvrirent d'hommes et de femmes qui saluèrent les prisonniers de vœux, de félicitations.

Le Plessis, éclairé tout à coup d'une telle aurore, parut comme transfiguré. Les hommes brisèrent leur clôture, passèrent dans le quartier des femmes. Tous s'embrassaient et pleuraient. Mais déjà on pouvait voir combien cette réaction de joie serait violente. Les prisonniers robespierristes que l'on amenait trouvèrent leur Terreur aux prisons. Le premier jour on les maudit; le second, on les outrageait. Les royalistes reprirent bientôt leur insolence duelliste, et dans le Midi suppléèrent bientôt le duel par l'assassinat.

La Conciergerie, mieux fermée, isolée des bruits du dehors, ne savait rien encore à neuf heures du matin. Le général Hoche, s'y promenait dans un corridor assez tristement. Un guichet s'ouvre, un jeune homme de haute taille baisse la tête pour passer, il la relève... Hoche reconnait Saint-Just... Cette apparition disait tout. Le héros se détourna, lui épargna une vue humiliante, un pénible souvenir, respecta le malheur de son illustre ennemi.

L'opinion de Paris s'était prononcée déjà avec une telle force, que les Comités décidément vainqueurs firent faire à Robespierre l'inutile et dure promenade d'aller à l'Hôtel-Dieu, où étaient déjà les autres blessés, sous prétexte d'un nouveau pansement. On le montra ainsi par les rues, au milieu des témoignages de la joie publique, avant de l'envoyer à la Conciergerie.

Qu'il fût jugé par ses propres juges et jurés de prairial, que leur président Dumas fût expédié le 10 de la main de Fouquier-Tinville avec qui il siégeait le 9, c'était chose monstrueuse qui choquait la pudeur, la morale publique. Fouquier, à neuf ou dix heures du matin, fit observer à la Convention que, pour exécuter son décret de *mise hors la loi*, il fallait reconnaître l'identité des personnes, ce qu'on ne pouvait faire qu'en présence des municipaux, mais eux-mêmes étaient hors la loi. Cette difficulté, ce retard, exaspéra Thuriot. Il dit : « Ils doivent mourir sur l'heure; il faut faire dresser l'échafaud... Purgeons le sol de ce monstre. » On renvoya le tribunal au Comité de sûreté, qui se moqua du scrupule et fit passer outre.

A trois heures, Fouquier et ses juges, ses *solides* jurés, non moins convaincus de la culpabilité de Robespierre qu'ils ne l'eussent été, s'il eût vaincu, de celle de ses ennemis, reconnurent l'identité des personnes et les envoyèrent à l'échafaud.

De cinq à six, eut lieu, dans la lugubre et lente promenade des charrettes, par l'étroite rue Saint-Denis, par la rue de la Ferronnerie, par toute la rue Saint-Honoré, la hideuse exhibition.

Hideuse dans plusieurs sens. C'étaient des morts et des mourants, de misérables corps sanglants, qu'on livrait aux joies de la foule. Pour les faire tenir debout, on avait attaché avec des cordes aux barreaux des charrettes,

leurs jambes, leurs bras, leurs troncs, leurs têtes branlantes. Les cahots du rude pavé de Paris devaient les briser à chaque pas.

Robespierre, la tête enveloppée d'un linge sale taché d'un sang noir, qui soutenait sa mâchoire détachée, dans cette horrible situation que nul vaincu n'eut jamais, portant l'effroyable poids de la malédiction d'un peuple, gardait sa raide attitude, son ferme maintien, son œil sec et fixe. Son intelligence était tout entière, planant sur sa situation et démêlant sans nul doute ce qu'il y avait de vrai et de faux dans les fureurs qui le poursuivaient.

Le flot de la réaction montait si vite et si fort, que les Comités crurent devoir tripler les postes des prisons. Sur tout le passage des condamnés se précipitaient de prétendus parents des victimes de la Terreur, pour aboyer à Robespierre, jouer dans cette triste pompe le chœur de la Vengeance antique. Cette fausse tragédie autour de la vraie, ce concert de cris calculés, de fureurs préméditées, fut la première scène de la Terreur blanche.

L'horrible, c'étaient les fenêtres, louées à tout prix. Des figures inconnues, qui depuis longtemps se cachaient, étaient sorties au soleil. Un monde de riches, de filles, paradait à ces balcons. A la faveur de cette réaction violente de sensibilité publique, leur fureur féroce osait se montrer. Les femmes surtout offraient un spectacle intolérable. Impudentes, demi-nues sous prétexte de juillet, la gorge chargée de fleurs, accoudées sur le velours, penchées à mi-corps sur la rue Saint-Honoré, avec les hommes derrière, elles criaient d'une voix aigre : « A mort! à la guillotine! » Elles reprirent ce jour-là hardiment les grandes toilettes, et le soir, elles *soupèrent*.

Personne ne se contraignait plus. De Sade sortit de prison le 10 thermidor.

Les gendarmes de l'échafaud qui, la veille, dans le faubourg, sous les ordres d'Henriot, dispersaient à coups de sabre ceux qui criaient : « Grâce ! » aujourd'hui faisaient leur cour à la nouvelle puissance, et de la pointe du sabre sous le menton des condamnés, les montraient aux curieux : « Le voilà ce fameux Couthon ! le voilà ce Robespierre ! »

Rien ne leur fut épargné. Arrivés à l'Assomption, devant la maison Duplay, les acteurs donnèrent une scène. Des furies dansaient en rond. Un enfant était là à point, avec un seau de sang de bœuf; d'un balai, il jeta des gouttes contre la maison. Robespierre ferma les yeux.

Le soir, ces mêmes bacchantes coururent à Sainte-Pélagie, où était la mère Duplay, criant qu'elles étaient les veuves des victimes de Robespierre. Elles se firent ouvrir les portes par les geôliers effrayés, étranglèrent la vieille femme et la pendirent à la tringle de ses rideaux.

Robespierre avait bu du fiel tout ce que contient le monde. Il toucha enfin le port, la place de la Révolution. Il monta d'un pas ferme les degrés de l'échafaud. Tous, de même, se montrèrent calmes, forts de leur intention, de leur ardent patriotisme et de leur sincérité. Saint-Just, dès longtemps avait embrassé la mort et l'avenir. Il mourut digne, grave et simple. La France ne se consolera jamais d'une telle espérance; celui-ci était grand

d'une grandeur qui lui était propre, ne devait rien à la fortune, et seul il eût été assez fort pour faire trembler l'épée devant la Loi.

Faut-il dire une chose infâme? Un valet de la guillotine (était-ce le même qui souffleta Charlotte Corday?), voyant dans la place cette fureur, cet emportement de vengeance contre Robespierre, lâche et misérable flatteur de la foule, arracha brutalement le bandeau qui soutenait sa pauvre mâchoire brisée... Il poussa un rugissement... On le vit un moment pâle, hideux, la bouche ouverte toute grande et ses dents brisées qui tombaient... Puis, il y eut un coup sourd... Ce grand homme n'était plus.

Vingt et un suppliciés, c'était peu pour la foule. Elle avait soif, il lui fallait du sang. Le lendemain, on la régala de tout le sang de la Commune; soixante-dix têtes en une fois! Et pour dessert du banquet, douze têtes le troisième jour.

Notons que, de ces cent personnes, il y en avait la moitié parfaitement étrangères à Robespierre, et qui n'avaient jamais figuré que de nom à la Commune.

Respirons, détournons les yeux. « A chaque jour suffit sa peine. » Nous n'avons pas ici à raconter ce qui suivit, l'aveugle réaction qui emporta l'Assemblée et dont elle ne se releva qu'à peine en Vendémiaire. L'horreur et le ridicule y luttent à force égale. La sottise des Lecointre, l'inepte fureur des Fréron, la perfidie mercenaire des Tallien, encourageant les plus lâches, une exécrable comédie commença, d'assassinats lucratifs au nom de l'humanité, la vengeance des *hommes sensibles* massacrant les patriotes et continuant leur œuvre, l'achat des biens nationaux. La *bande noire* pleurait à chaudes larmes les parents qu'elle n'eut jamais, égorgeait ses concurrents, et surprenait des décrets pour acheter à huis clos.

Paris redevint très gai. Il y eut famine, il est vrai, mais le Perron rayonnait, le Palais-Royal était plein, les spectacles combles. Puis, ouvrirent ces *bals des victimes*, où la luxure impudente roulait dans l'orgie son faux deuil.

Par cette voie, nous allâmes au grand tombeau où la France a enclos cinq millions d'hommes.

Peu de jours après Thermidor, un homme, qui vit encore et qui avait alors dix ans, fut mené par ses parents au théâtre, et à la sortie admira la longue file de voitures brillantes qui, pour la première fois, frappaient ses yeux. Des gens en veste, chapeau bas, disaient aux spectateurs sortants : « Faut-il une voiture, *mon maître*? » L'enfant ne comprit pas trop ces termes nouveaux. Il se les fit expliquer, et on lui dit seulement qu'il y avait eu un grand changement par la mort de Robespierre.

LIVRE XXII

CHAPITRE PREMIER

LA SORTIE DES PRISONS. — L'EXPLOSION DE LA PITIÉ

Les prisons ne savaient rien dans la nuit du 9 au 10 thermidor. Les communications avec le dehors, faciles en 93, furent impossibles en 94. Les geôliers terrifiés eux-mêmes n'avaient plus de complaisance. Chacun de ces grands bâtiments était une ville dans la ville, n'apprenant rien du monde des vivants. La saison faisait contraste. Les beaux mois de juin, juillet, marqués d'exécutions immenses, furent lugubres. Les prisons crurent à ce qu'affirme Babeuf, au *Système de dépeuplement*, d'extermination. Continuerait-on de juger? Un massacre semblait vraisemblable. Le Plessis, qu'on appelait l'antichambre de la guillotine, crut qu'on commencerait par lui, et il attendait le tocsin. Notre-Dame ne le sonna pas. Mais quand l'aigu petit tocsin de l'Hôtel de Ville s'entendit à neuf heures du soir, un prisonnier dit : « A cette heure, chacun de nous a cent ans. » La panique fut telle au Plessis qu'ils se firent des remparts de bancs, de chaises, préparèrent contre le massacre une défense désespérée.

Le premier qu'on délivra fut l'homme du faubourg Saint-Antoine. Peu après que Robespierre reçut le coup, on envoya à Port-Libre (Port-Royal), et on en tira Santerre. Il était trois heures, c'était l'aube.

Les détenus du Luxembourg qui sortaient à volonté de leurs chambres oute la nuit, venaient à la belle terrasse sur la rue de Tournon, et par-dessus voyaient Paris, ce semble, calme, paisible. A quatre heures, on vint leur prendre Antonelle, le grand patriote, qui crut aller à la mort. Mais, à cinq, on amena un robespierriste, le commandant du Champ de Mars. Cela dit tout, et Réal qui nous a fait ce récit courut dans toutes les chambres porter la bonne nouvelle.

Même surprise à la Conciergerie. Dans cette prison funèbre où l'on ne venait guère en dernier lieu que pour mourir, Hoche, se promenant le matin au préau, vit arriver, nous l'avons dit, un jeune homme. C'était son ennemi

Saint-Just. Il se contint, admira ce prodigieux revirement des choses humaines.

Au Plessis, ce fut un délire. L'un des prisonniers, Saint-Huruge, le célèbre agitateur, avait une mansarde sur la rue Saint-Jacques. A six heures, il vit les voisins, empressés, palpitants eux-mêmes, n'ignorant pas l'agonie où étaient les prisonniers ; ils étaient montés sur leurs toits, lui criaient par-dessus la rue : « C'est fini!... Robespierre est mort!... » Un coup de foudre est moins fort... Les hommes qui dans cette prison, étaient séparés des femmes se précipitèrent, rompirent les barrières, les trouvèrent blotties dans les coins, ces pauvres créatures, mortes de peur, anéanties. On s'embrassa, on pleura, on crut sortir du tombeau.

Le bon cœur du peuple éclata. Il courut aux portes des prisons voir sortir les prisonniers. La belle large rue de Tournon offrit le plus touchant spectacle. Les premiers qui franchirent le seuil du Luxembourg, on se précipita sur eux, on les serra dans les bras, sans s'informer de quel parti, de quelle classe ils pouvaient être. Étaient-ce des royalistes ? Peu, bien peu avaient survécu. La surprise ne fut pas petite de voir que ces prisonniers, en énorme majorité, étaient d'excellents patriotes.

La grande année 93, on peut le dire, avait été emprisonnée par sa fille, la barbare année 94.

Il y avait là les Nantais, cent vaillants défenseurs de Nantes qui repoussèrent la Vendée.

Il y avait ces Normands, obstinés républicains, que sauva Robert Lindet avec une heureuse adresse qui calma la guerre civile.

Il y avait Antonelle, le chef du redouté jury de 93, qui n'avait pas voulu souffrir l'avilissement de la justice, qui motivait ses jugements, voulait convaincre le public et les condamnés eux-mêmes de l'équité de ses arrêts.

Hoche à la Conciergerie ! Hoche ayant déjà un pied sur les marches de l'échafaud !... Monstrueuse récompense de la conquête du Rhin !... Sinistre augure de ce que Kléber et nos Mayençais avaient aussi à attendre du gouvernement jacobin !

On disait : « *C'est la République* qui sort aujourd'hui de prison ».

On pouvait dire : « *La Liberté* », quand on vit sortir Thomas Payne, ce grand citoyen des deux mondes, libérateur de l'Amérique, qui nous avait cependant préférés, qui s'était fait Français.

On pouvait dire : « *La France* même », en ses noms les plus aimés, artistes, écrivains, poètes, la plupart bien inoffensifs, ce Florian tant chanté, ce Parny dont tous les Français d'alors savaient les vers par cœur, Delille qu'avait sauvé Chaumette, le secrétaire de Turgot, Dupont de Nemours, Senancour, l'auteur d'*Obermann*, Barthélemy, le vieil auteur d'*Anacharsis*, Mercier, du *Tableau de Paris*.

On fut ravi de revoir (tout royalistes qu'ils pussent être), tant de chanteurs applaudis, tant d'acteurs chéris du public, le Figaro, la Suzanne adorée, de Beaumarchais. Doux souvenir de ces temps si voisins et si lointains, cette

aurore brillante et légère, qui, si gaiement précéda, annonça, la fin d'un monde.

Toute cette France du passé vivait-elle? On n'en savait rien. Quand on la vit reparaître, on eut une étrange joie. On ne se contenait pas. L'émotion bien près des larmes se mêlait d'incidents bouffons. Legendre arrivant au Plessis et trouvant le jeune Rousselin que par miracle on avait oublié de guillotiner, lui lance un coup de pied au c... « Qu'est-ce que tu fais là encore?... Va-t'en donc, f... polisson! »

Cette sortie avait l'air d'un véritable carnaval. Les sortants avaient usé leurs habits, allaient la plupart en costumes de fantaisie, misérables, pauvres diables, souvent les coudes percés. Cela amusait, touchait. Aristocrates ou non, ils étaient devenus peuple, avaient reçu visiblement le baptême de l'égalité.

Les femmes faisaient pitié. On lisait à leurs figures pâles quelle avait été leur terreur. Aux deux derniers mois surtout, n'ayant plus qu'une pensée, elles avaient oublié tout soin de leur personne. Celles du Plessis n'ayant plus que des caracos de toile, semblaient de misérables ouvrières. Ailleurs où elles avaient encore de belles jupes d'autrefois, dans quel état étaient-elles? fripées, tachées et flétries. Les prisons avaient été d'étranges capharnaüms. Ce monde à part, qui semblait déjà le monde des morts, en avait les libertés. La peur avait brisé tout nerf, tout souvenir de ce qu'ailleurs on observe. On avait vécu en simple histoire naturelle, avec cette unique idée : vivre. Or la seule chance de vivre, c'était de devenir enceinte. Cela ne sauvait pas toujours; douze femmes, aux derniers mois, malgré cette déclaration, s'en allèrent à l'échafaud. En thermidor, beaucoup sortaient enceintes et fort humiliées; mais qui n'eût pleuré de les voir, entre autres Mademoiselle de Croiseilles, à peine âgée de quatorze ans, enceinte de M. de B. (guillotiné le lendemain)?

Où allaient-elles en sortant? Plusieurs n'auraient su le dire. Elles n'avaient plus de famille, plus de domicile. Leurs maisons étaient fermées, démeublées, scellées, vendues. Elles étaient recueillies par quelque ancien domestique, par quelque bonne personne. On les accueillait volontiers. On se serrait, on se gênait. On partageait ce qu'on avait. Que de choses on leur apprenait! que de morts! Elles regrettaient l'ignorance de la prison. Le monde se rouvrait à elles, en ruine, vide, désert. Elles paraissaient brisées, dans le deuil, mais résignées. Qu'elles semblaient humbles alors, celles qui, peu de mois après, se montrèrent des agents terribles, furieux, de réaction!

Paris tout naturellement fut de cœur pour les prisonniers. « Parce qu'il était royaliste? » Point du tout à ce moment, mais parce que réellement il avait été prisonnier lui-même.

Jamais aucun gouvernement, que je sache, n'a aimé Paris. Les Girondins ne l'aimaient guère. Et le terrible homme d'Arras ne le comprit pas davantage. Il ne vécut nullement à Paris, mais aux Jacobins. L'ombre humide de sa rue lugubre d'Arras (que je vois d'ici), il la trouva chez les Duplay, ne

suivant jamais qu'une rue, des Jacobins à l'Assemblée. Si nerveux, il craignait les foules. Il n'eut aucun sens du grand cœur, si franc, du faubourg Saint-Antoine. Encore moins du profond Paris central, de ses mille métiers changeants, des cent mille hommes si adroits, qui sans cesse modifient leurs arts, libre Protée, antipathique à la morgue, à la discipline du sombre couvent jacobin.

Les jovialités de Paris lui étaient intolérables. Notre carnaval d'octobre, aux dépens de Notre-Dame, dans le moment des vendanges, dans le bruit des trois victoires, l'indigna, lui fut aussi déplaisant qu'à un pédant une vive échappée d'écoliers. Il nous mit en pénitence, et nous déclara mineurs, interdits, outrageusement nous ôta nos élections. Nos innocents banquets civiques où mangeaient tous, riches et pauvres, lui déplurent, furent supprimés. Il brisa notre Commune. Sans cause, raison, ni prétexte, il guillotina Paris dans son bonhomme Chaumette, l'humble apôtre des plus pauvres. Le chef de sa fausse Commune, *nommée* (et non plus élue) fut un jeune homme du Midi, du plus dur Midi cévenol, plus tranchant que la guillotine. Sous lui, dans les sections, quarante-huit petits comités, chacun de cinq ou six membres, *nommés*, payés par le pouvoir, qu'on n'osait pas même aborder. Tout seuls, d'autant plus furieux, ils arrêtaient au hasard, qui? N'importe, des hommes mortels, rapidement expédiés. Et nulle responsabilité; Paris était à la merci de trois cents commis jacobins.

Pendant qu'on guillotinait Robespierre et la Commune, les patriotes, dit Babeuf, sortis de leurs retraites, se réunirent à l'Évêché, dans la vaste salle où se firent les élections de 89, où l'Assemblée constituante siégea un moment. Là se tenait ce qu'on nommait le Club électoral. Là fut tramé contre la Gironde le coup du 31 mai. Ce n'était pas cette fois un coup d'État qu'on demandait. C'était tout au contraire la loi, le retour à la légalité.

Assemblée anti-jacobine, disposée à demander compte aux Comités-rois, qui, en tuant Robespierre, espéraient le continuer.

Le jour même, ils avaient osé faire une Commune de Paris!

Ce fut un hasard apparent. Pour guillotiner la Commune de Robespierre, il fallait en constater l'identité. Trois des municipaux avaient seuls été fidèles. Le Comité de sûreté leur adjoignit des hommes à lui. Mesure irrégulière, d'urgence, mais qu'on maintint définitive. De là la plainte légitime, l'indignation de Paris.

Ces soi-disant magistrats, de si peu d'autorité, furent à la queue du mouvement, ne purent que le suivre. En parcourant les prisons, à celle du Luxembourg, ils trouvèrent qu'on travaillait à la chose que les Comités redoutaient le plus. Les prisonniers avaient prié l'un d'eux, l'avocat Réal, d'écrire leurs accusations contre les mouchards, les *moutons*, qui avaient dressé les listes de mort. On ne les envoyait aux tribunaux qu'en les faisant passer par les Comités qui signaient, endossaient l'horrible responsabilité. Ces signatures, forcées ou non, faisaient les Comités complices de ces mouchards de



Dès seize ans, il est plongé dans les archives seigneuriales. (P. 1860

prison. Toucher à ces mouchards, c'était toucher aussi aux Comités. Amar, effrayé, courut au Luxembourg pour mettre la main sur Réal, le faire taire, le jeter au cachot. « Qui êtes-vous ? dit Réal. — Représentant. — Que m'importe? — On veut ces papiers. — *De quel droit ?* »

Ce seul mot contenait un second Thermidor contre les Comités.

Amar dut tirer de sa poche l'écrit qui l'autorisait. Donc la terreur durait, les Comités régnaient. Ils le croyaient si bien qu'une prison (rue de

Sèvres) fut encore plus resserrée. On acheta des dogues pour mieux la garder.

Les Comités ne pouvaient conserver le monstrueux pouvoir (insensé et impie, qu'arracha Robespierre à l'Assemblée), d'arrêter des représentants. Il n'y avait pas à perdre un moment pour leur ôter une telle arme, la briser, les renouveler. Le 12, un militaire, Dubois-Crancé, excellent citoyen, on l'a vu contre Bonaparte. proposa, l'Assemblée vota, ce que Merlin, Bourdon, Cambon, Lindet avaient en vain demandé en septembre 93 : *que les Comités fussent renouvelés*, mais seulement d'un quart par mois.

Leur royauté laissait une funeste tradition d'arbitraire et de tyrannie. Ceux qu'on leur adjoignit, ceux qui leur succédèrent, moins féroces, eurent même mépris pour la loi et la liberté. L'orgueil, la défiance étaient dans les murs des Tuileries, même dans l'air : on respirait Robespierre et Saint-Just.

Ce fut pour l'Assemblée comme une délivrance d'ôter de devant elle l'épouvantail bouffi de la Terreur, David, mouchard de Robespierre, son violent homme de police, ivre de colère et de sang. Il eût péri, sans son talent. Mais l'Assemblée elle-même gardait un esprit de police. Elle avait peur de tout, craignait les Jacobins, craignait Paris, dont les justes griefs avaient pris pour organe l'Évêché, club de Babeuf.

CHAPITRE II

LE GRAND CLUB DE BABEUF RÉCLAME POUR LES DROITS DE PARIS

L'Assemblée avait proclamé, le 10 thermidor, « que Paris avait bien mérité de la Patrie ».

Et le même jour ses Comités s'étaient chargés de fabriquer une Commune de Paris. Nomination provisoire qui devint définitive.

Ainsi le jour où l'on avait guillotiné le tyran, on l'imitait, on maintenait sa défiance sauvage à l'égard de la grande ville qui a fait la Révolution.

Paris avait un droit énorme. Était-ce une simple ville? Qui ne sait que les Parisiens la plupart sont de la province, sont une France? Clootz va plus loin ; il dit : « Paris est une Assemblée constituante. » — Aux grands jours (14 juillet, 10 août), il lui reconnaît la papauté du bon sens, et le proclame « le Vatican de la raison ».

Babeuf nous a fait connaître le prétexte qu'on donna dès 93 au premier coup sur la Commune, quand on lui emprisonna son bureau des subsistances,

quand on tua même le chef d'une commission d'enquête que Babeuf avait fait élire par toutes les sections. Les Comités, les Jacobins, reprirent contre la Commune précisément le langage qu'avaient tenu les Girondins : que Paris *n'était qu'une ville*, devait se subordonner à la France, etc., etc.

Pendant quatorze mois, d'abord à cause du grand danger, puis après le danger, sans cause, l'élection cessa partout. Qui la remplaça ? Simplement l'initiation Jacobine, *le choix des purs par les purs*.

Ce qui est à remarquer, c'est que dans les autres villes, on conserva quelques formes. A Paris, nul ménagement. L'autorité directement nomma les 48 petits comités révolutionnaires, et, comme je l'ai dit plus haut, toute vraie magistrature cessa ; ces employés salariés, sans responsabilité, accusèrent et arrêtèrent.

L'étroite église jacobine, à force d'épurations, devenue si peu nombreuse, gouvernait contre le nombre, occupait toutes les places. De quel droit? Sa pureté civique, son attachement aux principes. Robespierre, ayant dans la main cette église, eût dû s'attacher à lui garder ce caractère, à ne pas exiger d'elle les brusques revirements qui feraient tomber son masque hautain d'immutabilité. Mais, dans sa stratégie, il fut en certains moments si emporté, si furieux, qu'il oublia cet intérêt, brusqua, foula, viola la pudeur de sa propre église, exigea qu'elle se dédît, se déjugeât, se démentît, variât du matin au soir. On la vit, dans la grande affaire du culte de la Raison, on la vit pour ses présidents Clootz, Fouché, tourner tout à coup du Sud au Nord, du Nord au Sud. On vit que la Société, si terrible au nom des principes, avait au-dessus des principes une idolâtrie, un homme.

Les Jacobins, si flottants, pouvaient-ils à jamais suspendre à leur profit l'élection, ôter à Paris son droit, faire de Paris un grand *suspect*, qui, s'il ne restait lié, pourrait trahir, perdre tout ?

La these des Jacobins, soutenue encore aujourd'hui par les historiens robespierristes, repose sur un certain nombre de calomnies fort diverses et même contradictoires. « Que Paris était royaliste ; que Paris était Hébertiste ; que Paris était Babouviste, c'est-à-dire tout disposé à violer la propriété. »

Paris n'était point Hébertiste. Il avait fort applaudi à la mort du Père Duchesne.

Paris ne pensait nullement à vouloir des lois agraires. Les distributions des terres vacantes, que Chaumette, Momoro, Babeuf, promettent en 93 pour calmer un peuple affamé, n'étaient point une atteinte portée à la propriété.

Babeuf, sorti au 9 thermidor des prisons de la Terreur, avait la vie austère du plus rigide stoïcien. Lui, sa femme et son enfant, ils ne mangeaient que du pain. La femme et le fils travaillaient, aidaient le père. Ce fils (Émile, élevé d'après l'*Émile* de Rousseau) garda toujours la forte empreinte de cette haute austérité, du plus ardent patriotisme. Quand l'étranger entra en France, il monta sur la Colonne et il se précipita.

Babeuf était d'un pays que j'appelle le midi du Nord, la Picardie, race

inflammable, où abondent les cœurs généreux (citons Camille Desmoulins, qui commence la Révolution, et Grainville qui la finit par l'épopée du *Dernier homme*). Ce sont des populations très bonnes. Qui jamais en bonté, en charité, en pitié, surpassa les femmes picardes? Babeuf fut atteint du mal qui perdit Chalier, tant d'autres, la pitié violente, active, qui ne s'égare point en discours, mais veut, en acte et en fait, mettre ici-bas un régime d'humanité, de justice.

Il était de Saint-Quentin. Tout ce qu'on sait de sa famille, c'est que son père, au service de l'étranger, éleva le philanthrope Léopold, duc de Toscane. Ce serait donc d'un Babeuf que Léopold aurait reçu les idées philosophiques, économiques, de la France? Ce père était-il un disciple de Quesnay, de l'école économiste de la terre? je le croirais. Car je vois son fils, orphelin de bonne heure, qui se fait l'homme de la terre, arpenteur et géomètre, faiseur de terriers, comme on disait. Dès seize ans, il est plongé dans les archives seigneuriales, et prend à fond la connaissance du régime d'iniquité qui fait faire la Révolution.

Son fort bon portrait gravé (1790), de figure très résolue, d'œil ferme, de grand nez, décidé, indique assez l'homme d'action qui veut réaliser le droit, le rigoureux géomètre de justesse et de justice.

Il avait pris au sérieux les lois que faisait l'Assemblée. Il ne laissa pas dormir les fameux décrets du 4 août. Le pauvre paysan picard continuait de payer. Babeuf l'avertit de son droit. Il y eut alors sur la Somme ce qu'on nommait insurrection, et ce qui n'était après tout que l'exécution de la Loi. La suppression des gabelles fut de même, grâce à Babeuf, exécutée à la lettre; les préposés furent chassés. De là un procès terrible en 90. Il est jugé à Paris. Babeuf acquitté devient populaire. Il est nommé administrateur de la Somme (au 10 août 92).

Babeuf, anti-jacobin, mais qui tarde peu à juger aussi les thermidoriens avec grande sévérité, me semble à ce moment la vraie voix de Paris, du grand Paris de Chaumette, la résurrection légitime de ce qui fut le plus pur dans notre Commune de 93.

Il repousse l'injure de ceux qui le disent hébertiste (n° 3, 22 fructidor).

Il n'est nullement ennemi de la propriété. Babeuf (au n° 4), loue et félicite ceux qui en défendent les droits.

Même en janvier 95, lorsque la persécution l'a exaspéré, il ne demande encore (n° 29) que ce qui a été voté ou promis par l'Assemblée elle-même : des lois contre l'accaparement, des secours aux vieillards et aux infirmes, pour tous l'éducation et des moyens de travail; des terres enfin pour retraite aux défenseurs de la patrie.

On n'accabla le journal, Babeuf et le club de l'Évêché, qu'en employant la calomnie, en évoquant l'épouvantail de la loi agraire, en les flétrissant du nom d'exagérés, de furieux, tandis qu'au contraire, Babeuf ne prêche dans son journal qu'indulgence, même pour ses plus grands ennemis (v. le n° 19),



GRACCHUS BABEUF

et que, dans sa *Vie de Carrier*, il n'invoque que les indulgents, Phelippeaux, Desmoulins, Danton.

Il y a dans ce journal des choses très belles, d'un grand sens, et qui montrent que ce pauvre Gracchus Babeuf (avant d'être ensauvagé par l'excès des maux, des jeûnes, les prisons, etc.) eut, non seulement un cœur admirable, mais un ferme, un pénétrant esprit. Je vois au n° 2 l'observation la plus juste sur la langue révolutionnaire, la barbarie d'un jargon obscur et néologique, la confusion terrible qu'il met dans la tête du peuple : « Nous avons rétrogradé, dit-il. Réapprendre la liberté c'est plus difficile qu'apprendre. »

J'ai demandé bien souvent aux gens qui avaient vu ce temps : « Que

pensait-on? que voulait-on au mois d'août 94, après cette secousse immense? — *Vivre*, me répondaient-ils.

« Et quoi encore? — *Vivre*.

« Et qu'entendez-vous par là? — Se promener au soleil sur les quais, les boulevards, respirer, regarder le ciel, les Tuileries un peu jaunissantes, se tâter et se sentir la tête sur les épaules, se dire : « Mais je vis encore! »

On arrivait à la place de la Concorde. On admirait les loisirs de la guillotine. Depuis l'exécution de la prétendue Commune, elle était destituée, commençait un long chômage. Qu'allait devenir Sanson? On en fit une gravure où l'on voyait l'infortuné, qui, désolé de ne rien faire, se guillotinait lui-même.

« Il était temps, disait-on. Personne n'eût survécu. » David avait dit : « Vingt à peine resteront sur la Montagne. » Vadier trouvait que c'était trop. Il ne trouvait que quatre hommes qui fussent encore dignes de vivre.

Quel fut l'effet immédiat de ce changement subit? Robert Lindet le dit très bien dans son rapport du 20 septembre :

« Chacun se concentre dans sa famille, et calcule ses ressources. » Fort peu de passions politiques dans la grande majorité; le royalisme est très timide d'abord; le jacobinisme malade, menaçant à force de peur. Ces deux minorités minimes tirent une force relative de l'inertie générale des masses.

Un peu de société se refit. On se remit à dîner en ville, chez les plus proches parents : maigre dîner, de bouilli, de quelque poulet étique. Il n'y avait guère à la halle. La moisson n'était pas rentrée. Le pain n'était pas abondant. Chaque convive (me dit mon père) avait la discrétion d'arriver la poche garnie de son petit morceau de pain. On jasait, mais la parole n'était pas revenue encore tout à fait. D'août en novembre, quelque chose restait d'inquiet; les femmes tremblaient toujours, ne pouvaient se rassurer. Paris reprenait la vie, mais plus lentement qu'on n'a dit. Comme, depuis quinze mois au moins, on n'avait rien acheté (rien, ce qui s'appelle rien), bien des choses étaient usées. Le commerce allait reprendre forcément. La difficulté, c'est qu'on n'avait pas le sou. Les dames se raccommodaient, et pour laver la robe unique, il fallait rester en chemise.

Ce réveil de Paris, sortant comme de sa fosse profonde, semble une vraie exhumation, faible, lente, à petit bruit, quand on a gardé (comme moi) dans l'oreille, le bruit des grandes journées, 92, 93, le tonnerre de la voix du peuple.

L'année 94 est terrible de silence jusqu'au 9 thermidor. On entend voler une mouche. Quand les voix se réveillent, quand les paroles gelées au vent de la Terreur dégèlent brusquement, retentissent, cette Assemblée, si nerveuse, tressaille... Ce bruit inusité, cette réclamation de droits, ces demandes d'élections, tout lui paraît insupportable. Au lendemain de la tyrannie, elle ne redemande pas sans doute la tyrannie, mais elle arme ses comités du même arbitraire.

« Quoi ! dit Babeuf (n° 2), déjà un procès de presse au bout d'un mois ! La liberté naît à peine, n'est qu'un embryon... » C'est que 94 ne peut plus, ne veut plus entendre la voix de 92, la voix de 93. L'ombre du vrai peuple fait peur.

Babeuf demeurait au centre de la rue Saint-Honoré, section du Muséum. Cette section, sous son influence, décida (30 thermidor), qu'elle se porterait à la Convention, et y ferait le serment « de ne plus reconnaître que les Droits de l'homme », c'est-à-dire comme l'expliqua l'arrêté de la section, que rien n'empêcherait le peuple, autorité constituante, de s'assembler et d'élire ; que Paris ne pouvait rester sans magistrats élus par lui ; que le 9 thermidor devait faire trembler ceux qui proposeraient des lois sanguinaires, ceux qui usurperaient le droit d'élection ; que si, *dans la Convention*, il y avait des gens qui méconnussent ces principes, on l'aiderait à les terrasser.

Cette adresse menaçante de la rue Saint-Honoré fut reprise par le grand club, mêlée des 48 sections, et qui (dit Babeuf) exprimait au nom de Paris le sentiment de Lyon, de Nantes et de toutes les villes. Le club fit sa pétition, mais on retarda ce coup, et la pétition ne fut présentée à l'Assemblée que huit jours après, lorsque les thermidoriens affermis purent mettre durement à la porte les amis de Babeuf et la pétition de Paris.

CHAPITRE III

LA RÉSURRECTION DE DANTON

AOUT 94

L'Assemblée n'était nullement maîtresse d'elle-même. Elle sentait derrière elle une réaction immense. Après l'horrible tension, le ressort en sens inverse tout simplement se détendait. Il est ridicule d'y chercher des explications mesquines, celles des robespierristes : « C'est Tallien, la Cabarrus, etc., etc... qui faisaient la réaction. » Cherchez moins les petites causes, quand vous en voyez d'énormes, un fait plus gros que les montagnes. Quel ? L'explosion de la vie après le règne de la mort, la revanche de la nature après cette compression monstrueuse et dénaturée. Cela revint par l'orgie et par la fureur des sens, je le sais bien. Mais avant, le cœur eut son explosion dans un cri de douleur.

Ce qu'il y avait eu d'atroce en mai, juin, juillet, c'est qu'en un si terrible deuil, on ne pouvait pleurer. On les voyait toujours là, ces grandes victimes. Les morts ne rentrent pas en terre, tant qu'ils n'ont pas eu leurs larmes.

L'héroïque 93 qui avait sauvé la France, venait d'être guillotiné, la Montagne avec Danton, la Commune avec Chaumette. Ces gens-là ne s'en allaient pas, ne se tenaient pas pour morts. Aux quartiers les plus misérables, au noir centre de Paris, la nuit, errait encore Chaumette, l'apôtre, le consolateur, le prédicateur des pauvres. Aux Cordeliers et dans tout cet ardent foyer, près l'École de médecine, que d'échos ! Quelle vie brûlante ! et en un moment éteinte !

Le plus sombre était l'Assemblée. Quel veuvage !... Existait-il, dans la Droite même ou le Centre, quelqu'un qui ne pleurât ces cœurs chaleureux, sincères, l'infortuné Phelippeaux qui nous révéla la Vendée, le bon et généreux Bazire ? A chaque instant, en disant floréal ou thermidor, ces noms de mois si bien trouvés, le deuil revenait du brillant, du charmant Fabre d'Églantine. Mais Camille Desmoulins, mais sa touchante Lucile, mais le bon Anacharsis, si amoureux de la France !... on n'osait les nommer même. On n'eût pu se contenir. L'orage intérieur eût crevé. Le plus dur au souvenir eût étouffé de sanglots.

Il fallait bien prendre garde de trop voir sur la Montagne certaine place, un vide énorme... Un vide ? Aux heures mal éclairées de cette salle obscure, quelque chose de redoutable y apparaissait toujours. Malgré soi on y tournait, on y reportait le regard. De là que de fois la foudre, les éclairs étaient partis ! Et de là aussi pourtant combien d'idées généreuses, « le Comité de la Clémence », et l'universel banquet où tous les partis, la France et le monde se seraient assis... Danton était resté là dans sa majesté funèbre. En l'Assemblée si éteinte, le plus vivant était ce mort. Sa chaleur était entière dans le groupe torturé qui avait siégé près de lui, qui l'exprimait malgré soi par des mouvements convulsifs, des gestes démoniaques, parfois le regard des furies. La vue de ces possédés séchait, maigrissait Robespierre. Il languissait de voir Danton si vivant, indestructible ; se consumait sur le problème de le guillotiner deux fois, et de lui-même fût mort de ne pas le faire mourir.

Un muet tira de son cœur, d'un effort désespéré, ce cri qui trancha la cause, fit le 9 thermidor : « Le sang de Danton l'étouffe ». De tous côtés, on dit : « Ah !... » Enfin, on avait respiré.

Mais aussi on était lancé sur la pente la plus glissante. Où s'arrêter ? Ce Robespierre s'était tellement mêlé au fond de la Révolution, par le mal et par le bien, par l'idée, par la police, l'âcre virus pénétrant, qu'arrachant l'un on avait peine à ne pas arracher l'autre. Ceux qui avaient aidé le plus à détrôner le tyran se trouvaient dans les derniers actes qui l'ont perdu à jamais. Pour achever Robespierre, l'extirper, le fer devait passer à travers le cœur de ceux qui l'avaient renversé.

Que penser de la sortie précipitée des prisons, de ce mouvement aveugle qui jetait dans la liberté tant d'hommes de tous les partis ?

L'Assemblée fut très flottante ; un jour elle suivait son cœur, un autre la politique, l'intérêt de la patrie. Elle vota un matin que désormais « on



La Bayonnaise Cabarrus, fille d'un ministre d'Espagne), qu'il délivra à Bordeaux, l'attendrit par sa beauté. (P. 1867.)

imprimerait les noms des prisonniers élargis. » Le soir, un maladroit dit : « Il faut remettre en prison ceux qu'on a élargis à tort. » Horreur, les thermidoriens, Merlin, Legendre, Tallien s'indignent : « Eh bien ! imprimons aussi les noms des emprisonneurs ! « La Convention, qui venait de regretter sa pitié, se trouva indulgente, se repentit du repentir. « On n'imprimera aucun nom. » Ainsi, dans un discret silence, vont se vider les prisons ; tous, coupables ou non, n'importe, les prisonniers sortent tous.

Les Jacobins réclament en vain. En vain (19 août), Louchet, homme inconnu, qui demanda l'arrestation de Robespierre, veut le maintien de la Terreur, veut que les prisonniers rentrent. Renvoyé aux Comités, à l'oubli et au néant.

« C'est que l'Assemblée était sournoisement royaliste, nous disent les Jacobins. Les masses du centre, de la droite, qui généralement se taisaient, laissaient parler les Dantonistes, savaient bien ce qu'elles voulaient : une restauration de la royauté. »

Pour appuyer cela, ils montrent que tel et tel membre bientôt est devenu royaliste, impérialiste. Mais cela ne prouve rien. C'est spécieux, mais très faux. On ne voyait pas si loin.

Les royalistes eurent besoin de cinq mois pour s'éveiller. Ils étaient engourdis, évanouis de terreur. Leurs agences maladroites (les Brothier, etc.) sont encore dans des cachettes, des caves ou greniers, des armoires, sans oser montrer le nez.

Ceux qui n'ont pas en eux-mêmes le sens intérieur de la France, qui connaissent peu ce pays, où tout se fait par des coups d'électricité rapide, croiront, diront pesamment que tel était royaliste en juillet, parce qu'il le sera en décembre, ou plus tard en 95. Ceux-là voudront nous faire croire que nombre de gens, que la majorité de la Convention était hypocrite. Selon moi, tous ou presque tous, étaient sincères, mais changeants.

Quels étaient dans l'Assemblée les hommes de Thermidor ? Évidemment ceux d'abord qui vivaient par la mort de Robespierre, les soixante députés qui au dernier mois n'osaient plus coucher dans leur lit, qui étaient sous le couteau. Beaucoup ne marchaient plus qu'armés, et très ostensiblement, un peu ridiculement. Lecointre avait des poignards et des pistolets plein ses poches. Homme intrépide du reste qui avait bravé en face Robespierre plus d'une fois, qui, sans se cacher beaucoup, avait proposé à plusieurs de tuer le tyran. D'autres, par des interruptions hardies (comme Merlin, Ruamps, Bentabole, etc.), avaient lancé à Robespierre l'indignation de l'Assemblée; mots terribles! autant de pierres qui l'allaient frapper au front. L'honneur du grand coup pourtant ne fut pas à ces intrépides. Ce coup, au 9 thermidor, ce fut de faire taire Saint-Just, d'arrêter aux premières lignes le discours dont l'opération (comme celle de la torpille) allait engourdir encore l'Assemblée, où chacun se serait dit : « Ce n'est pas aujourd'hui mon tour. » L'habile arracheur de dents eût prouvé à ceux qui déjà se laissèrent arracher Danton, que l'arrachement de cinq ou six dantonistes n'eût pas fait beaucoup de mal. Saint-Just, revenant de Fleurus (où les sept immortels de Sambre-et-Meuse lui arrangèrent la victoire), Saint-Just sous ce laurier sanglant avait un peu du prestige du Corse après Marengo. Mais combien la Convention valait mieux que l'Assemblée de ces temps-là! combien l'idée républicaine, même au centre, même à la droite, était vivante encore! Il suffit d'un homme de peu, de Tallien, pour que Saint-Just, accroché après deux phrases, ne pût dire un

mot de plus, manquât son 18 Brumaire, et fût avec Robespierre écrasé, mis hors la loi.

Tallien ne fut jamais qu'un masque, un acteur, et le plus faux, mais d'autant plus retentissant qu'il était parfaitement vide. Le faux était sa nature à ce point qu'il n'eut nul besoin d'une hypocrisie calculée. C'était un clerc de procureur qui devint prote d'un journal, journaliste et aboyeur à la suite de Marat. Sa jolie tête, sa figure douce contrastait avec sa furie sanguine. Il s'injectait à volonté de cette ivresse et parvenait à devenir demi-fou. Il excellait dans la colère, avec des accès si bien joués de sensibilité qu'il y était trompé lui-même et alors se croyait bon.

Babeuf l'appelle *le Prince*. Et, en effet, il avait de nature ce qu'on n'a guère que dans les cours, par l'éducation des princes. Tous les vices, ailleurs séparés, s'arrangent dans ces âmes-là. Le diable y tient sa cour plénière. La férocité n'y exclut nullement certaine bonté. Dans sa royauté de Bordeaux, ce sensible guillotineur apparut un Henri IV doublé de Caligula.

La facilité qu'il eut là de saigner des négociants, l'accoutuma à l'argent, et il commença à croire que l'argent vaut mieux que le sang. Viveur, vraie fille de joie, il fut fêté par les partis, par l'Espagne; on jugea bien qu'il ne serait pas cruel à des offres raisonnables. La Bayonnaise Cabarrus (fille d'un ministre d'Espagne), qu'il délivra à Bordeaux, l'attendrit par sa beauté. Par les ducats espagnols, déjà espérés, flairés? J'en doute. Il ne se vendit, je crois, qu'après Thermidor.

Au grand jour, l'excès de la peur le fit brave, plus brave que tous. Dérision de la destinée!

Ce fut le pire peut-être qui prit l'initiative, qui dit le mot de la Parque, qui tua Robespierre et Saint-Just.

A voir cette scène de haut, ces deux pâles représentaient la mort. Tallien, dans l'emportement rouge, brutal, de l'ivresse, du sang et du désespoir, représenta pourtant la vie.

Tous voulaient vivre. C'était là le fond. La France, contre les Jacobins, voulut vivre : voilà Thermidor.

En ce sens, tous dans l'Assemblée, et tous dans la France même, à ce jour, furent *Thermidoriens.*

Ce mot désigne bien moins un parti qu'un tempérament. C'étaient les hommes sanguins, colères, de la colère rouge. Beaucoup étaient des viveurs, vaillants, brillants, généreux, comme Merlin de Thionville. Plusieurs étaient des emportés, des étourdis, comme Fréron, dont je parlerai plus loin, comme le boucher Legendre, toujours, dans l'orage du sang; un jour ivre de colère, et l'autre jour furieux de pitié; vrai grotesque; un bœuf aveugle que, dit-on, la rusée Contat, poussait, soufflait chaque matin. Il y avait des âmes troubles, violentes, en qui Robespierre était toujours présent, vivant, par la haine qu'ils avaient pour lui (Thuriot, Bourdon de l'Oise). Presque tous étaient de vrais, de solides républicains. Legendre déplora ses fautes, ses violences. mourut

de regret (1797). Le thermidorien Bentabole, aveugle dans la réaction, accusé de s'être enrichi, d'avoir épousé une femme riche, meurt pauvre en 98.

Mais la forte pierre de touche, c'est Fructidor, c'est Brumaire. Quels sont ceux qui, en Fructidor, cèdent à l'entraînement royaliste? Quels sont ceux qui, en Brumaire, s'arrangent avec Bonaparte?

Rewbell, fort thermidorien en 94, n'en fera pas moins Fructidor avec la Réveillère-Lépeaux, modéré et girondin, pour sauver la République. Dubois-Crancé, thermidorien emporté, n'en est pas moins un républicain très sûr, violent contre les émigrés, ferme, admirable en Brumaire, admirable contre Bonaparte.

Il faut aussi bien distinguer les hommes, et voir jusqu'où chaque homme ira dans la réaction et où il s'arrêtera. Thuriot de très bonne heure s'éveille et s'arrête ; Lecointre plus tard; plus tard Louvet, plus tard Legendre. La colère et la pitié les ont aveuglés d'abord. Puis ils voient qu'ils ne peuvent être humains, venger l'humanité, qu'en blessant l'humanité, en provoquant la vengeance, en frappant la Patrie, leur mère. Ils reculent, se rapprochent même de leurs ennemis Jacobins. C'est ce qui arrive à Babeuf, d'abord contraire aux Jacobins, puis coalisé avec eux. Il faut dater exactement, tenir compte des époques, ne pas brouiller, confondre tout, comme font les robespierristes; ne pas les guillotiner, dans l'histoire, pêle-mêle, par grandes fournées.

Une chose ulcérait l'Assemblée. Elle avait subi Robespierre. Mais était-ce par lâcheté? ou par la fatalité qu'imposaient les événements? Elle n'en savait rien elle-même. Elle doutait, et par moment ne pouvait se pardonner Tant d'hommes qui, aux armées et devant les factions, s'étaient moqués de la mort, gardaient un grand étonnement de cette paralysie qui, sur les bancs de l'Assemblée, les avait immobilisés, une colère très légitime, la haine des gens médiocres qui les avaient gouvernés.

Lecointre, homme de cœur, chaleureux, honnête, intrépide, mais, entre tous, maladroit, exprima la pensée de tous, la douleur de l'Assemblée, dans une accusation immense qui semblait faire le procès à toute la Révolution.

Il accuse avec David, le valet de Robespierre, avec Barère, le parleur, des hommes qui furent les ennemis capitaux de Robespierre : Billaud, Vadier, Vouland, Amar, hommes atroces qui le perdirent à force de le seconder.

Lecointre enfin, cet imbécile, accusait Collot-d'Herbois.

Mais c'était Collot justement qui, d'un mot, disons d'un glaive, avait à jamais séparé la Terreur et la Terreur, l'une barbarement vengeresse (celle de Collot, Fréron, Carrier, etc.), et l'autre horriblement perfide, qui a inventé des crimes à mesure pour les punir. Collot dit à Robespierre le mot qui reste à l'histoire, et qui se retrouvera le jour du Jugement dernier : « Qu'est-ce qui nous restera, *si vous démoralisez* l'échafaud? »

Il y a eu les bourreaux, il y a eu les assassins. Il faut bien les distinguer.

Lorsque Lyon prend pour général le royaliste Précy, quand Toulon se

livre aux Anglais, quand la Vendée les appelle, va les recevoir à Granville, ceux qui tirèrent de ces crimes, d'effroyables représailles n'eurent pas le moindre remords. Cruels bourreaux! furieux! qui ont fait haïr la France, ont navré l'humanité. Furent-ils des scélérats? Non.

Que le monde crie contre eux. Ce n'est pas à la République de punir l'amour féroce, éperdu, qu'ils eurent pour elle. Collot ne se reprochait rien. Il pouvait être accusé par les royalistes sans doute, non par les républicains.

L'exécrable mécanique était inconnue à ces hommes de 93. Elle joue en 94.

La guillotine elle-même (j'appelle ainsi Fouquier-Tinville) ne vit cela qu'avec horreur. Il proteste en germinal, il proteste en prairial contre cette horrible roue où on le mit comme un chien dans un tournebroche pour la faire rouler.

Quelle part revenait à chacun dans cet enroulement de terreurs? Quels étaient les vrais moteurs? et les simples instruments?

Herman, le juge de Danton, l'administrateur des prisons, Herman (d'Arras), l'ex-collègue de Robespierre à Arras, faisait faire par Lanne (d'Arras), dans les prisons, les listes noires de la mort. Les *moutons* (mouchards), payés, donnaient à Lanne les noms de prétendus conspirateurs. Ces listes devaient être signées par l'un ou l'autre Comité. On les portait aux Tuileries. — Qui trouvait-on? Peu importe, parfois les moins terroristes. Osera-t-on dire qu'ils pouvaient s'abstenir, ne pas signer? Ils avaient terreur l'un de l'autre. Ils étaient sous l'œil de David ou tel autre espion intérieur, donc, sous l'œil de Robespierre, « qui ne se mêlait de rien ». — Le soir, l'accusateur Fouquier prenait aux Tuileries les listes. Osera-t-on dire qu'il pouvait s'abstenir, ne pas accuser d'après ces listes toutes faites? Il était au tribunal sous l'œil de Coffinhal, de Dumas, l'œil de Robespierre. Tous les deux étaient chaque soir aux deux côtés de Robespierre, parfaitement informé, « mais ne se mêlant de rien ».

La roue tournait fatalement d'Herman à Dumas, c'est-à-dire de Robespierre à Robespierre.

Si l'on veut après Thermidor faire une justice sérieuse, il est évident qu'on doit frapper les moteurs, et non point les rouages intermédiaires.

Quatre membres des Comités, Billaud, Vadier, Amar, Vouland, avaient un crime personnel. Ils entrèrent horriblement dans le rôle qu'on leur imposait, eurent part à la mort de Danton. La méritaient-ils eux-mêmes, ces instruments trop zélés? Je n'ose le décider. Leur sort était trop lié à l'ensemble des Comités, au grand parti jacobin, qui, malgré ses torts réels, était, sous plus d'un rapport, une défense pour la République.

Les plus excellents citoyens en jugèrent ainsi, intervinrent pour ces odieux tyrans. Ils étouffèrent leurs souvenirs, réprimèrent, brisèrent leur cœur. C'est un spectacle très grand.

L'ennemi de Robespierre, peu ami des Jacobins, Cambon, dit qu'on ne

pouvait toucher à ces accusés coupables ou non, qu'en touchant à l'Assemblée elle-même.

Les montagnards héroïques qui revenaient des armées, qui avaient fait la victoire, qui avaient félicité l'Assemblée pour Thermidor, parlèrent par la voix de Goujon. Cet admirable jeune homme, la pureté même, dit que son cœur était navré, que des traîtres avaient mis en avant *un homme aveugle pour tuer la liberté, tuer l'Assemblée elle-même.* Et il ajouta ce soupir sorti du plus profond du cœur : *Comme si nous ne gémissions pas assez d'avoir été troublés, trompés !...*

Thuriot fit décider : « Que l'Assemblée indignée passait à l'ordre du jour. »

Tallien ayant réclamé deux jours après, tout le monde l'attaqua, disant que Lecointre n'avait parlé que d'après lui. Cambon fit déclarer « que l'accusation était *calomnieuse* ». Ce qui fut voté avec des applaudissements unanimes et violents (30 août, 13 fructidor).

L'Assemblée entière était, quoi qu'on ait dit, républicaine, se croyait telle sincèrement. Nous verrons comment la foi faiblit en beaucoup de ses membres. Nous sommes encore au 30 août.

Un événement fortuit, l'explosion meurtrière de la poudrière de Grenelle, fut imputé aux royalistes, aux prisonniers élargis, aux imprudents libérateurs, à Tallien. Il crut apaiser le bruit en se retirant du Comité de salut public, où il venait d'entrer. Mais cela n'eût pas suffi. On assure que la Cabarrus, son Égérie de vingt ans, qui l'avait inspiré déjà la veille du 9 thermidor, lui dit qu'il était perdu s'il ne perdait les Jacobins, et que, pour y parvenir il ferait bien de se tuer, de s'assassiner quelque peu en les accusant du crime. Ce qui est sûr, c'est que, passant la nuit dans une rue déserte, il reçut un coup de pistolet, très probablement de sa main. Ses amis eurent beau crier, accuser les Jacobins. On s'obstina à en rire ; et il en fut pour ses frais, une écorchure bientôt guérie.

CHAPITRE IV

L'ASSEMBLÉE, POUR SE MAINTENIR, FAVORISE LES JACOBINS CONTRE PARIS ET BABEUF

1-6 SEPTEMBRE 94.

Les Jacobins, défendus par leurs ennemis eux-mêmes, avaient eu un grand bonheur. Étaient-ils sortis du péril ? Non. Ils étaient des comptables qui ne pouvaient rendre compte.

Ils avaient eu plus d'un an de dictature illimitée : non seulement toutes les places, mais l'absolue disposition du capital de la France. Leurs comités faisant partout la réquisition en hommes, en chevaux, voitures, en blé, denrées de toute sorte, sans la moindre responsabilité, sans écritures régulières, avaient, dans chaque ville et village, marqué qui devait payer, et comment, combien payer.

La réquisition, la levée, l'emmagasinement, l'envoi de toute chose, ils avaient tout fait à leur gré. Sans profit? je le croirais. Sans partialité? j'en doute.

Une autre opération, beaucoup plus scabreuse encore, avait été celle des saisies chez les gens qu'ils arrêtaient. Là que de tentations! Entrant brusquement dans ces riches hôtels, ces demeures luxueuses, il leur fallait une vertu peu commune pour respecter tant de choses de valeur, d'autres d'un art séduisant. Il était bien nécessaire que des inventaires rigoureux missent parfaitement à jour la probité, l'exactitude, de ceux qui procédaient sans surveillance, et sûrs de n'être accusés de personne.

Mais, dans le cercle précis des actes les plus avouables, quand on vendait ces objets précieux, ou des immeubles, qui eût osé enchérir sur eux, se porter leur concurrent? Qu'ils le voulussent ou non, ils avaient tout à vil prix.

Cette faculté terrible d'arrêter qui ils voulaient, faisait croire (des plus purs mêmes) des choses ignobles, odieuses. En voyant la lâcheté, la docilité tremblante de ceux qu'ils n'arrêtaient pas, on supposait des pactes honteux. Ils furent rares, quoi qu'on ait dit, inexorablement punis par le gouvernement de la Terreur. N'importe, à ceux qui pouvaient tout, la haine et l'imagination sans nulle preuve imputaient tout.

Si leur royauté eût duré, ils se seraient corrompus davantage. Mais elle ne fut qu'une crise, un orage, et de ces orages qui tiennent l'homme au-dessus de lui-même. Ils étaient la plupart de très sincères fanatiques, sans calcul, sans précaution. Ils ont pu généralement répondre à leurs ennemis par une glorieuse pauvreté. Mais on ne voulait pas y croire. On imaginait toujours qu'ils avaient caché, enfoui, ou passé sous de faux noms. A leurs brutalités passées, à leur orgueil, à leurs fureurs, on répondit par l'outrage ; on leur dit : « Retournez vos poches ».

Cambon qui ne les aimait pas, qui ne mit jamais les pieds chez eux, avait ouvert en novembre 93 un avis qui les eût sauvés. Il voulait que, pour les valeurs qu'ils avaient en maniement, leurs comités fissent des écritures régulières, qui seraient vues, légalisées, par une commission de l'Assemblée. La justice le voulait ainsi. L'ordre le voulait ainsi, et le besoin de l'unité. Ce grand mouvement n'eût pas été inégal et désordonné. La France n'eût pas présenté (dans ses 50.000 gouvernements jacobins) l'aspect difforme d'une bête à mille pattes qui marche d'autant plus mal. « Mais cela était-il possible? » Oui, en novembre 93. Par nos trois victoires d'octobre (Wattignies, Lyon et

Granville), nous étions extrêmement forts, hors de la crise pressante qui avait tout légitimé.

Qui s'opposa à une chose si utile aux Jacobins? Robespierre qui les ménageait, voulait que le Jacobinisme restât une religion. Les Jacobins étaient *les purs.* Cambon les aurait sauvés, mais étrangement rabaissés. Ils restèrent irresponsables. On décida qu'ils n'auraient affaire qu'au mystérieux Conseil de sûreté générale, pouvoir occulte de police, sous la main de Robespierre, qui se garda de demander le moindre compte aux Jacobins.

Cette irresponsabilité, cette confiance extraordinaire qui les fit décidément rois en 94 eût dû augmenter leur nombre. Et le contraire arriva. Leurs sociétés fondirent. Le seul élément sûr qu'ils eussent, c'étaient les plus compromis, leurs 40 ou 50.000 comités révolutionnaires, chacun de cinq ou six personnes. Donc peut-être trois cent mille en janvier 94. Mais les comités de villages en mars 94, retournèrent aux travaux agricoles; ceux qui avaient acquis quelque parcelle de terre ne pouvaient la négliger.

Les comités ne subsistèrent que dans les villes de districts. Comptaient-ils cinquante mille membres? C'est ce tout petit nombre qui fit la compression horrible du printemps et de l'été. Ce qui indisposa peut-être encore plus la campagne, c'est que les comités des villes lui enlevèrent pour l'armée le cheval de labour, si cher et si précieux au moment où la culture reprit par toute la France. Le paysan eut la terre, mais comment la cultiver?

Les Jacobins avaient perdu la campagne. Dans les villes même ils étaient très isolés; à Paris, je l'ai dit, réduits à une affreuse solitude, quand vint le coup de Thermidor et l'heure de rendre des comptes.

Ils avaient eu tout en main. On les accusait de tout. Il pouvait leur arriver ce que les agents du fisc (tous juifs) ont eu en Espagne. Ils avaient pressuré le peuple au nom du roi pour la croisade; la croisade tourna contre eux, une persécution inouïe, avec une immortelle haine, que le fer, le feu, les tortures, les bûchers n'assouvirent jamais.

Les Jacobins avaient perdu leur tête dans Robespierre. Mais ne peut-on vivre sans tête? Ils le renièrent bien vite dans des adresses solennelles. S'il a conspiré, disaient-ils, qu'importe au grand corps jacobin? La Convention qui en tant de choses avait suivi Robespierre, devait, pour son honneur même, accepter cette apostasie. Les représentants, si nombreux, qui avaient eu des missions, qui de même avaient exercé une si violente dictature, dont ils n'auraient su rendre compte, n'avaient garde d'en demander de sévères aux Jacobins. Ceux d'entre eux qui sont journalistes, dans leurs furieux combats contre les Jacobins, ne les attaquent jamais sur cette question si grave du maniement des deniers. Ils gardent là-dessus un silence, une discrétion qui dut singulièrement enhardir leurs ennemis.

Rassurés sur le grand point, les Jacobins imaginèrent que la Terreur dont on les accusait, devait être leur refuge. Ils appelèrent des Marseillais, une petite bande bruyante qui les gardait, les appuyait, allait, venait, était



Mais des Jacobins armés le reprennent, le délivrent en route. (P. 1878.)

partout, provoquait imprudemment les grandes masses de Paris, battait les colporteurs du journal de Babeuf. Celui-ci, avec son club de l'Évêché, qui demandait des élections municipales (et peut-être générales) était la bête noire de tous ceux qui avaient à rendre des comptes, c'est-à-dire des Jacobins et de la Convention même.

« De l'audace! encore de l'audace! » Ce fut l'idée des Jacobins. A Babeuf et à Paris qui demandaient qu'on supprimât pour jamais toute Terreur,

ils opposèrent une adresse, qu'ils avaient fait faire à Dijon, pour doubler, tripler la Terreur. Tout comité révolutionnaire de la moindre petite ville aurait eu pouvoir pour la France entière ! Un mandat d'arrêt lancé de Pantin, eût frappé jusqu'aux Pyrénées, aux Alpes, atteint Lyon, Bordeaux ! La petite inquisition de chaque localité aurait eu la dictature plénière sur tout le territoire. C'était dépasser tout ce que les décentralisateurs les plus exagérés ont rêvé jamais. Les Girondins n'y pensèrent pas. Robespierre en aurait frémi.

Le 5 septembre, l'Assemblée écouta cette folie, l'accueillit honorablement, la renvoya à l'examen de son comité de législation.

Pourquoi ? C'est que cette adresse, qui flattait toutes les villes, permettait d'écraser Paris. C'est ce qu'on fit le lendemain.

Babeuf est étonné, dit-il, de ce que les thermidoriens, Tallien, Fréron, qui, comme lui, demandaient la cessation de la Terreur et la liberté de la presse, ne l'appuient point dans leurs journaux, évitent même de parler du sien. Cependant il avait la simplicité de croire que la pétition, très modérée, de son club, trouverait en eux quelque appui à la Convention. Leur homme, leur ami, un thermidorien violent, était au fauteuil ce jour-là. André Dumont présidait.

La pétition ne demandait que deux choses : la liberté de la presse, — et l'exercice du « droit qu'a le peuple *de nommer ses fonctionnaires* »

S'agissait-il de Paris, d'une Commune librement élue? Oui, ce semble. S'agissait-il de la France? Ce mot de fonctionnaires comprenait-il celui des mandataires du peuple? Devait-on croire qu'on demandait des élections générales, une nouvelle Convention?

Personne ne veut mourir. L'Assemblée crut, ce que croit toujours un gouvernement, que sa vie était le salut. Elle se demandait à qui elle laisserait la république. Elle n'avait pas vécu jusque-là, je veux dire, n'avait pu faire les grandes choses de la Révolution projetées sous la Terreur; elles restaient sur le papier (le Code, l'Instruction publique, etc., etc.).

Elle se défiait aussi excessivement de Paris, non d'un Paris royaliste qui ne paraissait nulle part, mais du Paris Cordelier, mais du Paris Hébertiste, du vieux fonds industriel de Chaumette, du fantôme des lois agraires. Fantôme à qui l'on donna un corps à force de le craindre. Il n'y en a pas un mot en 94 dans le journal de Babeuf. Il n'était pas Hébertiste, il le dit expressément, et, mieux encore, il le prouve en écrivant tout un livre contre les Hébertistes de Vendée (Carrier, Ronsin, etc.).

Si ce jour, le 6 septembre, la Convention avait eu le grand cœur de se suicider, l'élection eût été républicaine. Les royalistes étaient encore fort timides; ils ne reprirent l'audace qu'à la rentrée des émigrés. Pas un homme en France n'osait encore parler de royauté. Toute la presse était antiroyaliste. *Chouans*, *vendéens*, *brigands*, tous ces mots faisaient horreur. La trahison de Toulon, l'appel aux Anglais, Granville, l'entente des royalistes avec nos mortels ennemis, étaient des choses présentes. Les misères et les disettes

avaient entretenu la haine du peuple contre le royalisme. Quand Tallien, en épousant la fille d'un ministre d'Espagne, laissa deviner ses menées, il fut l'objet de la haine, du dégoût ; on le vomit. Il ne put jamais remonter, même par l'énorme massacre des royalistes à Quiberon. En septembre, les Montagnards non Jacobins auraient tous été réélus, même les Jacobins modérés. L'opinion Girondine, celle des grandes villes de commerce, eût été représentée. et en majorité peut-être. On savait, et Robert Lindet le disait sans difficulté, que jamais les Girondins n'ont voulu démembrer la France, comme on les en accusait. On savait que la plupart étaient d'ardents républicains. On le vit bien par Louvet et tant d'autres que la réaction royaliste, ou le 18 Brumaire, ont fait mourir de douleur.

Le président André Dumont foudroya la pétition. Fréron, Tallien se turent, ne dirent rien pour adoucir. Les pétitionnaires ne furent pas, comme c'était l'usage, invités à s'asseoir. On prononçait l'ordre du jour. Mais Billaud-Varennes trouva que c'était trop peu sévère. Il dit que l'Évêché avait toujours été un foyer de conspiration. Ainsi la droite (André Dumont), ainsi la gauche (Billaud) furent d'accord contre Babeuf. L'Assemblée renvoya au Comité de sûreté, ce qui sentait l'arrestation. Les pétitionnaires effrayés se sauvèrent, et celui qui avait lu fut effectivement arrêté (6 septembre 94).

CHAPITRE V

LES JACOBINS MENAÇANTS, MENACÉS. — ON FERME LE CLUB DE BABEUF

8-30 SEPTEMBRE 94.

L'incrédulité méprisante que témoigna l'Assemblée à l'égard de Tallien, son accueil sec et hostile de la pétition de Babeuf, l'accusation de Lecointre déclarée *calomnieuse* sur l'avis des plus honnêtes, des plus estimés patriotes, tout cela remontait fort, exaltait les Jacobins. L'Assemblée ne les aimait pas, mais elle avait besoin d'eux contre Babeuf, contre Paris, qui voulait l'élection. Eux seuls formaient un corps dans cette France divisée. Ils pouvaient craindre des vengeances individuelles. Le sang versé si récemment en juin, juillet, spécialement dans le Midi, était chaud encore en septembre. Quelques-uns furent arrêtés comme agents robespierristes, mais non comme Jacobins. Eux-mêmes, dans leurs adresses, reniaient hautement Robespierre. Ils restaient un corps redoutable, et, malgré leur petit nombre, imposaient encore.

Ce qui montre leur ascendant, c'est que personne n'osait les toucher à l'endroit sensible, l'emploi de l'argent et de tant d'autres valeurs qu'ils avaient

eues dans les mains. De là une sécurité, une confiance excessive. L'illustre Jean-Bon Saint-André, envoyé dans le Midi, vit avec étonnement les Jacobins de Marseille déclarer que ceux qui voudraient les éplucher là-dessus ne pouvaient être que des traîtres.

C'est un fait considérable. La France magnanimement ne demanda pas de comptes. Dans les injures aux Jacobins, on ne disait pas « fripons ». On disait « buveurs de sang ».

Leur attitude était fière. Ils tenaient le haut du pavé ici par leurs Marseillais. S'ils avaient eu Paris pour eux, ils n'auraient pas eu besoin de se faire garder, appuyer par cette bande du Midi, fort peu populaire. Mais le grand parti ouvrier de Chaumette et de Babeuf n'était nullement jacobin ; il restait au quartier du centre ; ne venait point les appuyer. Les jeunes gens du commerce qui commencent à remuer, huaient parfois, clabaudaient, sans agir, sans approcher. Les Jacobins avaient comme eux des bâtons, parfois des sabres. Tant que le parti duelliste, l'émigré ne rentra pas, avec l'épée et l'escrime, les luttes ne furent guère sanglantes. En septembre, les Jacobins avaient encore l'avantage. Babeuf s'en plaint amèrement (n° 12).

Ils devinrent très agressifs, jugèrent mal la situation. Ils provoquèrent l'Assemblée qui venait de les soutenir. Ils provoquèrent le grand Paris, imaginant n'avoir affaire qu'à ces centaines de commis qui aboyaient après eux. Mais les masses ouvrières qui restaient inertes et sombres, ces masses à qui Robespierre avait ôté l'élection, pouvaient-ils les croire pour eux ? Elles étaient plus favorables certainement à ceux qui, comme Babeuf, redemandaient l'élection, une Commune occupée des pauvres, ce bureau des subsistances, ce gouvernement paternel qui, dans les temps les plus durs, avait consolé l'ouvrier, du moins souffert avec lui.

Massacrer la réaction, c'était tout ce que voulaient, disaient du moins, les Jacobins. Une adresse de Marseille le demandait expressément. Le meneur des Jacobins de cette ville avait écrit qu'il comptait faire disparaître tout ce qu'elle avait d'impur. Dangereuses provocations qui allaient retomber sur eux. Ils se grisaient sur leur nombre, si petit, devant les masses qu'ils défiaient follement. Leurs Marseillais de Paris, dans leur ridicule hyperbole, disaient qu'on verrait se lever *un million* de Scévolas, avec un million de poignards...

Contre qui? Un étourdi, le représentant Duhem, dit aux Jacobins ce mot : « Tant mieux, s'ils osent lever la tête, les *crapauds du Marais !* Elle n'en sera que mieux coupée ! » Il répéta, il soutint ce propos dans la Convention même, devant ce Marais, ce centre, qui, tout girondin qu'il était, avait contre Robespierre aidé la Montagne, qui, la veille, contre Babeuf et l'accusation de Lecointre, avait couvert les Jacobins.

Cela fit réfléchir le centre, la droite. Durand-Maillane demanda froidement si une association qui couvrait la France n'offrait pas quelque danger pour la liberté. Mais le groupe thermidorien n'était pas fort arrêté sur ce que l'on pouvait faire Tandis que Merlin criait, invoquait le canon, la foudre,

jouait les fureurs d'Achille, le premier des thermidoriens, Barras, fut pour les Jacobins. Il proposa, fit déclarer par l'Assemblée « qu'elle n'entendait nullement toucher aux sociétés populaires. »

L'audace des Jacobins, l'ivresse des Jacobines fut au comble. Elles étaient bien plus furieuses et plus imprudentes qu'eux. C'était un monde terrible, exalté, un pêle-mêle de tricoteuses et de dames, de femmes même de représentants. Elles envahissaient parfois les tribunes de l'Assemblée, injuriaient les dames de la réaction qui se trouvaient là aussi. Parfois elles interrompaient les discours de risées hardies, montraient celui-ci, celui-là : « Vois-tu ce visage pâle ? Vois-tu cette mine de traître ? » Bref, elles faisaient ce qu'il fallait pour irriter l'Assemblée, servir la réaction.

Le parti jacobin piaffait, sans voir sur sa tête une épée.

Quelle? Une de ces choses imprévues qui ne se voient qu'en France, un phénomène électrique que jamais les réacteurs n'auraient eu l'art de faire jouer, qui gagna en un moment, devint immense et terrible comme un volcan, une trombe.

Ce fut une explosion de pitié, d'humanité, de sensibilité, qui par contre devint fureur, foudroya les Jacobins.

L'éclair partit des tribunaux, d'un petit procès tout simple, et, comme j'ai dit, d'humanité, non d'accusation d'abord. Il s'agissait uniquement d'élargir cent trente-deux Nantais qui étaient ici en prison, sans savoir pourquoi. Ni preuves, ni pièces, ni témoins. Ils étaient plus qu'innocents. C'étaient d'excellents patriotes qui avaient défendu Nantes, et repoussé la Vendée. Lui-même, Fouquier-Tinville, avait été si étonné d'une telle méprise qu'il voulut les faire oublier, les mit dans plusieurs prisons. La sensibilité publique s'émut au plus haut point pour eux. Leur acquittement fut une fête. Paris, un peu apathique, s'émut. On se demanda quel était donc ce Comité jacobin de Nantes qui les avait envoyés à la mort.

« C'est le Comité des noyades ! » La légende, fort confuse, s'éveille, la curiosité, l'imagination frappée, effrayée, avide. Voici un second procès, mais terrible celui-ci, contre le Comité de Nantes.

Les accusés crient : « C'est Carrier ! Nous ne sommes que des instruments. » Carrier ! Le mouvement alors, énormément agrandi, croît de force et de vitesse. Carrier ! Des millions de voix s'élèvent de tous côtés, avec un strident terrible. Il semble qu'aient retenti toutes les trompettes du Jugement

Carrier soutint que s'il n'eût exécuté à la lettre les décrets d'extermination, il eût été guillotiné. « Par qui ? — Mais par Robespierre. » C'est un *troisième procès* où, à travers la personne subalterne de Fouquier-Tinville, on pénétra, on éventra l'affreux et profond mystère, la machine robespierriste qui tourna depuis prairial d'une si horrible vitesse, le secret abominable des conspirations fabriquées.

Ce fut un immense poème dantesque qui, de cercle en cercle, fit redescendre la France dans ces enfers, encore mal connus de ceux-là même qui

les avaient traversés. On revit, on parcourut ces lugubres régions, ce grand désert de terreur, un monde de ruines, de spectres. Des masses que n'intéressaient nullement les débats politiques, furent de feu pour ces procès. Les hommes, les femmes et les enfants, tous du plus haut au plus bas, eurent le rêve des noyades, virent la nuit la brumeuse Loire, ses abîmes, entendirent les cris de ceux qui sombraient lentement. Rien d'arrangé dans tout cela. Les journaux que j'ai sous les yeux, ceux mêmes de Fréron, de Babeuf, en parlent assez platement. Ce ne sont pas eux à coup sûr, qui ébranlèrent à ce point l'imagination populaire. Tout le peuple se portait, se précipitait à ces jugements, éclatait dans l'auditoire par des pleurs, par des sanglots.

Cela dura une année. C'est la masse, c'est le public qui entraîna l'Assemblée. Celle-ci avait la douleur de s'accuser elle-même. Dans le péril effroyable de 93, la France étant en danger de trois côtés (Wattignies, Lyon et Vendée), l'Assemblée avait voté, les yeux fermés, les décrets d'extermination, les emphases et les hyperboles, la rhétorique de Barère, sans penser que l'on pût jamais faire ces choses à la lettre. Carrier ne craignait qu'une chose, c'était d'avoir trop peu tué, d'être resté trop au-dessous de ces terribles décrets. Ils étaient imprimés. Avec eux ne pouvait-on pas l'accuser comme modéré?

C'est seulement le 13 octobre que l'Assemblée autorisa le jugement du Comité jacobin de Nantes, seulement le 10 novembre qu'elle permit le procès de Carrier.

Mais dès septembre, l'élan était donné. La foule, dans sa violente impatience, regardait le but, Carrier ; — on ne criait que Carrier ! — Les Jacobins le soutenaient. Toute la furie publique tourna contre les Jacobins.

La vitesse d'une masse de plomb qui tombe lourdement dans un puits, donne à peine une faible idée de la chute des Jacobins. Ils sont précipités si vite que l'Assemblée qui, le 8, avait enduré leurs outrages, avant le 30 agit contre eux avec un mépris outrageant.

Eux-mêmes, ils aidèrent à leur chute. Leur grand meneur de Marseille, qui parlait d'un 2 Septembre, avait été arrêté ; on l'envoyait à Paris. Mais des Jacobins armés le reprennent, le délivrent en route. L'Assemblée est indignée, et Thuriot, jusque-là défenseur des Jacobins, propose et fait décréter que ce meneur est *hors la loi*. Les Comités gouvernants s'enhardissent, chassent de Paris certains étrangers suspects, c'est-à-dire les Marseillais, appelés par les Jacobins.

C'étaient leurs gardes du corps qu'on leur ôtait. Mais un coup plus grave était de leur ôter plusieurs de leurs membres même, Jacobins, très Jacobins, fort compromis, fort inquiets. Le Comité de sûreté en fit venir aux Tuileries trois cents environ qui avaient composé les terribles 48 comités de sections. Il les avait déjà couverts contre toute accusation. Il leur dit qu'on les maintenait, mais réduits à 36 membres (en 12 comités seulement), qu'eux-mêmes ils éliraient entre eux les 36. Merveilleuse transformation : ces 36 furent tout

à coup si zélés pour le nouveau gouvernement qu'ils arrêtèrent un Jacobin, qui avait signé pour la Société une adresse, modérée du reste, où l'on disait que l'unique point de ralliement était la Convention.

Les sages voyaient avec tristesse la chute des Jacobins, qui allait précipiter violemment la réaction. Lindet, qui n'y allait jamais et leur était très étranger, dans un admirable rapport sur la situation (20 septembre), fit un appel à la concorde, à l'oubli, « sauf certains forfaits ». C'était abandonner Carrier, un seul homme, pour sauver le reste. Il dit aussi noblement : « Ne nous reprochons ni nos malheurs, ni nos fautes. Que nous est-il arrivé, qui n'arrive à tous les hommes jetés à une distance infinie du cours ordinaire de la vie ? L'architecte, en achevant un monument, ne brise pas ses instruments, ses ouvriers, etc. »

Comment pacifier les âmes? On essaya de grandes fêtes. C'était une tradition très certaine que Marat était haï de Robespierre. Il était fort peu Jacobin. On croyait, et sa sœur l'a dit, que jamais il n'aurait consenti à la mort de Danton, qu'il l'eût défendu, eût sauvé l'équilibre de la République. A travers ses déclamations furieuses, il était souvent humain pour les individus. Tous les partis opposés, Jacobins, Thermidoriens, Évêché, tous se réclamèrent de lui. Il fut résolu de le porter au Panthéon (3 vendémiaire, 24 septembre). Peu après, on y mit Rousseau.

Le soir de ces fêtes, on vit aux théâtres un touchant spectacle qui pouvait le plus adoucir. On avait tout simplement mis en scène les jeunes élèves de Léonard Bourdon, les travaux de forge et d'armes qu'ils faisaient au Conservatoire actuel des arts et métiers. Leurs chants, que la réaction voulait tourner en ridicule, et qui vraiment étaient très beaux, m'ont été chantés par mon père, et me sont restés encore dans l'oreille et dans le cœur.

Vains essais de rapprochement. Les Thermidoriens, voyant que les Jacobins enfonçaient si vite, loin de reconnaître l'appui que Babeuf et l'Évêché, que la rue Saint-Honoré (section du Muséum) avaient donné à l'Assemblée contre les Jacobins, les Thermidoriens, dis-je, étouffèrent brutalement l'Évêché, la voix de Paris.

Paris allait, par ce club, porter à la Convention une réclamation raisonnable, modérée, et qui avait une portée très vaste d'avenir. On y protestait que le peuple voulait défendre toujours la Convention, lui servir de rempart; mais qu'il demandait qu'on élût librement une Commune de Paris, que l'on rétablît les assemblées régulières de sections. Il demandait, au nom du commerce, qu'on en supprimât les entraves. Le régime des réquisitions qui enlevaient les denrées avait pu être nécessaire pour la défense nationale ; mais à ce moment, la France devenait envahissante. L'Europe avait à se défendre. Devait-on, pour une guerre offensive, maintenir dans sa dureté le régime des réquisitions, et la cherté des vivres qui en résultait (n° 22 de Babeuf)?

L'Assemblée avertie n'attendit pas cette adresse. Irritée, elle décréta que le club n'aurait plus la jouissance de la salle de l'Évêché. Réclamation

(7 vendémiaire, 28 septembre), renvoyée aux Comités pour faire un rapport *dans trois jours.*

Ceux-ci n'attendent pas trois jours. Le 8 vendémiaire, au matin, un architecte arrive, à l'Évêché, avec deux cents ouvriers qui arrachent, saccagent les meubles. On emporte les débris le soir. On ferme la porte, on y met un cadenas.

L'Assemblée eût dû s'étonner de ce qu'on n'avait tenu nul compte du délai qu'elle avait voté. Les Comités gouvernants, pour lui faire avaler la chose, lui présentèrent le 8 même, étrange indélicatesse, un projet flatteur qui semblait la payer de sa complaisance. Dans le décret proposé (que rédigea Cambacérès, un rédacteur ordinaire pour la Gironde, Robespierre, ou Bonaparte, n'importe), l'Assemblée se décernait, se donnait à elle-même la nomination de tous les fonctionnaires! (Voy. *Babeuf*, n° 24.) Donc *plus d'élus.* Des commis *nommés.* Et nommés par qui? Nommés par les Comités. Ceux ci se perpétuaient la monarchie de Robespierre.

CHAPITRE VI

LES JACOBINS EN PÉRIL. — BABEUF ARRÊTÉ. — FRÉRON.

OCTOBRE 94

Reporter la guerre au dehors, réaliser au dedans les grandes et belles choses sociales que l'on avait projetées, engourdir la violence, la turbulence politique, c'était l'idéal du centre, de la droite, et peu à peu de toute l'Assemblée fatiguée.

Elle avait vécu un siècle. Ses membres étaient des centenaires, des vieillards chagrins, qui la plupart sentaient peu qu'en tuant les partis, ils risquaient d'aller bien loin, d'étouffer les forces vives.

Le parti de l'élection, Paris, l'Évêché, Babeuf, ils l'étouffent en octobre. Et le parti Jacobin, qui ne veut pas d'élection, ils l'étouffent en novembre

C'est ce qui fait que bientôt rentrera la masse émigrée. Le royalisme triomphe? Non. L'Assemblée, si peu puissante pour faire, est forte encore pour défaire. Quiberon et Vendémiaire montrent que le Royalisme est faible, autant que les deux partis qu'on vient déjà d'étouffer.

Si ces trois partis sont faibles, étouffés ou ajournés, que restera-t-il? La guerre.

C'est l'avenir sombre, lugubre, que je vois à l'horizon, vers lequel je vais cheminer à travers le flux, le reflux, le violent cahotement, les secousses opposées.



En réalité, il fit un massacre affreux de saints, de châsses, de statues, de reliques. (P. 1886.)

Le 9 octobre, au nom des Comités, le grand faiseur Cambacérès lut une adresse, adoptée, envoyée par toute la France. Elle frappait les Jacobins et l'ennemi des Jacobins, Babeuf, le club de l'Évêché.

Elle désignait les premiers, « ces patriotes outrés qui parlent tant d'échafauds ». Elle rappelait adroitement qu'ils avaient eu tout dans les mains, que beaucoup étaient *acquéreurs*, qu'on eût pu demander compte « aux patriotes enrichis ».

Mais, d'autre part, on rassurait les acquéreurs, quels qu'ils fussent : « La propriété est sacrée. Loin de nous ces systèmes d'*immoralité*, de *paresse*, qui diminuent l'horreur du vol, qui l'érigent en doctrine. »

Calomnieuse insinuation qui voulait frapper Babeuf. Mais le journal de Babeuf, jusqu'en octobre (en janvier même), n'a pas un mot de communisme, de lois agraires, etc. Il défend tout au contraire le droit de propriété. Les ouvriers de Paris auxquels surtout il s'adresse, ne demandaient point de terres, ils n'auraient su qu'en faire. Ils voulaient du travail, du pain. Ils voulaient que les denrées ne fussent plus enchéries par les réquisitions d'une guerre désormais offensive, interminable, éternelle.

Le mot *paresse* était singulièrement dur, injuste. Babeuf avait eu pour lui les travailleurs de Paris, les sections laborieuses

Et le mot *immoralité*, qu'il était peu mérité! Quel intérieur laborieux, austère, que celui de Babeuf! Lui seul a toute la peine et l'imprimeur tout le gain. Sa femme et son fils de neuf ans travaillent jour et nuit à plier et distribuer le journal. Point de temps même pour manger. La maison est abandonnée. Deux pauvres petits enfants, dont l'un de trois ans, restent seuls, enfermés tout le jour. L'imprimeur un matin refuse d'imprimer, chasse la femme, dénonce lui-même Babeuf au Comité de sûreté. On l'arrête le 25 octobre. Ses faux amis, thermidoriens, l'accablent, poursuivent son club, prennent les papiers, emprisonnent le président, les secrétaires. Ainsi, plus d'*élections*. Voilà l'Assemblée tranquille. La Commune ne renaîtra pas; l'ombre importune de Chaumette est rentrée dans le tombeau.

Coup grave pour Paris, pour sa moralité même. C'était par là que Paris reprenait à la vie civique, aux principes et aux idées. En détruisant l'Évêché, et bientôt les Jacobins, on détourna fortement les esprits vers un autre monde de passions, de sentiments, de plaisirs, de jouissances. L'Assemblée, par ce double coup, croira avoir calmé les masses. Au contraire, une explosion de fureurs en divers sens va éclater, et au procès de Carrier, et à la chasse brutale que l'on donne aux Jacobins, à la guerre d'outrages impudiques que l'on fait aux Jacobines.

C'est un changement à vue. Qui parlait avec Babeuf, et qui réclama pour lui? Les sections du travail (Saint-Martin, Saint-Denis, du Temple), faubourgs du Nord et Saint-Antoine.

Et qui parle, après Babeuf? qui prend le haut du pavé? Le Paris de la Banque.

C'est la section Lepelletier ou des Filles-Saint-Thomas. Section d'abord girondine, et peu à peu royaliste, l'ennemie de la Révolution.

Le lendemain du jour où ceux-ci virent l'Évêché fermé, la voix du vrai Paris éteinte, ils se trouvèrent tout à coup avoir du courage, se mirent à relancer les Jacobins. Cette section de la Banque, dans son brûlant patriotisme, vint le 2 octobre à la barre crier contre Robespierre et la queue de Robespierre. Elle demande qu'on arrête un Jacobin qui s'est vanté d'avoir été, dans la nuit du 9 thermidor, contre la Convention.

Belle prise pour les réacteurs. Ils obtiennent une inquisition. On demandera désormais à tout fonctionnaire : « Cette nuit-là, où étais-tu? »

Là-dessus Legendre prend feu : « Oui, il faut que chacun dise : *Si j'ai failli, prenez ma tête*... Jusque dans la Convention, je revois toujours Robespierre, Billaud, Collot, Barère... » La défense des accusés était très froidement reçue. Mais Carnot, Lindet, Prieur, invoqués par eux, voulurent bien dire qu'ils les avaient vus toujours *dans les bons principes*, et qu'eux-mêmes avaient participé à toute mesure des Comités.

Le péril des Jacobins était si visible que plusieurs d'entre eux, qui étaient membres de la Convention, croyant les sauver en les purgeant, demandèrent et firent décréter « que l'Assemblée *épurât* les Jacobins de Paris ». (4 octobre.)

Le 13, une bombe éclata sur les Jacobins de Nantes. Merlin lut une dénonciation contre tel *qui a fait noyer*...

A ce mot l'Assemblée frémit. La voilà tout étonnée de ces choses connues de tous, qu'elle sait très bien depuis un an... Mais 93 est si loin, si reculé dans le passé !

Un patriote de Vendée, Goupilleau, crie : « Hors la loi ! » André Dumont fait décréter que le Comité de Nantes sera mis en jugement.

Énorme coup de théâtre. Toute la France, à ce moment, ne regarde plus l'Assemblée. Elle regarde le tribunal où ce comité arrive accablé, jugé d'avance, se rejetant sur Carrier. Mais son plus terrible regard se pose sur les Jacobins, sur les défenseurs de Carrier.

Leurs amis à l'Assemblée, leur propre président Delmas, imaginèrent qu'on pouvait les sauver en les désarmant, les montrant inoffensifs. Ils demandèrent, on décréta ce qui pouvait faire épargner ceux de Paris, mais ce qui les tuait en France comme grande institution : *Plus de correspondances entre les sociétés*. Plus de pétitions collectives. Le président ou écrivain qui les signe sera arrêté. (16 octobre, 25 vendémiaire.)

Ce décès du Jacobinisme, un si énorme événement, fut à peine remarqué. Le procès des Jacobins de Nantes qui se faisait ici avait saisi le public. On écoutait avidement, on haletait, on respirait à peine. Ce comité était perdu, n'avait qu'une chance pour lui, celle qui parfois réussit au lièvre, au cerf poursuivis. C'est de donner le change à la meute, de faire lever une autre bête après qui courront les chiens.

Déjà le public était très occupé de Carrier. Le Comité se rejeta entièrement sur lui, cachant les rapports intimes qu'il avait avec Robespierre. Cela flattait la passion, la soif que l'on avait du sang de Carrier, l'attente d'un procès inouï, horriblement sale et sanglant.

La Convention elle-même fut entraînée. Les Comités (29 octobre, 8 brumaire) firent décréter que vingt et un représentants examineraient si Carrier devait être mis en jugement.

Billaud-Varennes sentait que l'incendie venait à lui : la maison voisine brûlait. Il fit la faute d'aller aux Jacobins, et d'y faire un discours menaçant, qui, dans la Convention, fut présenté comme un appel à la révolte. Legendre eut contre Billaud un violent accès de fureur, d'éloquence apoplectique, mais terrible et près du sublime. En regardant sa face jaune, sournoise, et de chat pris au piège, il lança ce cri : « Ils disent que je demande leur tête... Eh bien, peuple, sois témoin !... Tout au contraire je voudrais que Dieu les condamnât à ne jamais mourir ! » (5 nov., 15 brumaire.)

Legendre contre Carrier eut un autre mouvement superbe. Pour témoins, il appela à comparaître la Loire et l'Océan épouvantés de recevoir tant de sang, si souillé que le baptême de la ligne ne s'y faisait plus !... Hyperbole prodigieuse, qui n'eut pas moins son effet sur une Assemblée émue.

Le mouvement de Mirabeau sur la fenêtre du Louvre, le mouvement de Vergniaud : « La Terreur sortit souvent du palais de la royauté; qu'elle y rentre au nom de la loi... » ces commotions profondes se reproduisirent. On crut voir la Loire, livide, sanglante, entrer dans la Convention.

Laissons les sots dire, écrire, que ces mouvements étaient joués, que Legendre, que Fréron n'étaient que des hypocrites... « Mais eux-mêmes, dira-t-on, n'avaient-ils pas versé du sang? » Eh! mes pauvres ignorants du cœur, de la nature humaine, c'est justement pour cela qu'ils étaient si furieux. Avez-vous vu le tableau capital de ces temps-là, le grand tableau d'Hennequin (qu'on cache si sottement au Louvre), *Oreste aux mains des furies?* Voilà l'idée vraie de l'époque. Beaucoup étaient torturés, désespérés d'avoir été cruels par peur, s'accusaient les uns les autres, se déchiraient, se mordaient.

Un livre fit grande impression. Un juré révolutionnaire, le petit Vilatte, pour se sauver, dénonçait, livrait ses maîtres. Avec esprit et malice, il ouvrait leur intérieur. Il prétendait dévoiler leur idée, leur mystère profond, l'idée de sauver la France à force de la décimer : *le système de dépeuplement.*

Babeuf prit ce titre même pour attaquer Carrier, Robespierre, Billaud, etc., sans demander toutefois de sanglantes représailles. Mais un autre s'en empara comme d'une arme de guerre, contre le parti jacobin. Ce fut l'ami de Desmoulins, de Danton, des indulgents, l'emporté Fréron. Son journal aveugle, barbare, comme une brute, un taureau, se jette sur l'un, sur l'autre, confond, mêle et brouille tout. Il accuse ceux qui firent les crimes et ceux qui s'y opposèrent.

Comme un homme ivre (et ceci n'est pas une simple figure), parfois il tombe dans des trous, je veux dire des absurdités, trop absurdes et ridicules. Par exemple, si, dans le Midi, il s'est fait tels assassinats, on les a payés de l'argent du Trésor. Et qui les paye? Cambon (I, 295).

C'était une marionnette dont Tallien, madame Tallien, jouaient souvent pour leurs affaires. Quant à l'argent, Fréron fut net. Il avait, dès 89, sacrifié la fortune que la protection de la cour lui assurait. Il fut toujours aux armées, étranger aux mauvais jours de la Révolution. Quand on l'envoya à Toulon, il avait reçu un million, et il le remit au Trésor.

Ce n'était pas un Carrier. Il expliqua parfaitement cette affaire de Toulon. Il y était avec Barras, Salicetti, Robespierre jeune. Quand on s'empara de la ville (de ceux qui l'avaient livrée, qui avaient pendu beaucoup de patriotes), l'armée frémissait de fureur. Les Comités gouvernants exigeaient l'exécution du décret exterminateur, écrivaient des lettres terribles que nous donne ici Fréron. « Ne sachant, dit-il, comment distinguer les innocents des coupables, nous fîmes un jury patriote qui désigna, condamna 250 hommes pris les armes à la main. J'écrivis aux Comités qu'on en avait tué 800, et je fus réprimandé pour cet excès d'humanité. La ville devait être rasée. J'affichai et j'écrivis que j'allais mettre 12.000 maçons en réquisition. Cela plut. Je ne fis rien, ne touchai pas une maison. » (Voy. ses Nos 74, 81, 82, 83.)

Révélation que je crois véridique et instructive. Nombre de lettres effrayantes des représentants en mission ont pour but d'exagérer leurs rigueurs, de tromper les Comités, de fournir des phrases à Barère pour les terribles gasconnades qui faisaient frémir l'Assemblée. Chez plusieurs, la férocité des paroles était juste en rapport inverse de la réalité des actes. Dans ses lettres d'Amiens, André Dumont eût fait croire qu'il ne buvait que du sang, se régalait de cadavres. En réalité, il fit un massacre affreux de saints, de châsses, de statues, de reliques. Il était impitoyable sur la rigide observance des fêtes de la Raison. Dans le temple de la Raison (la cathédrale d'Amiens), il faisait danser ensemble les dames et les cuisinières, « faire la chaîne de l'égalité ». On dansait même aux prisons. Qui n'eût dansé était suspect. Il fallait que l'on fût gai. Là-dessus, il ne plaisantait pas.

Une des meilleures scènes en ce genre est celle que le Montagnard Taillefer exécuta à Cahors. Au moment le plus tragique de toute la Révolution, après la grande razzia de septembre 93, qui combla toutes les prisons, il fallait être terrible. Entre les Comités si sévères et l'exaltation locale des violents patriotes, comment faire de la terreur au meilleur marché possible? Taillefer dépassa l'attente des plus furieux eux-mêmes. Il entra sur un cheval rouge à Cahors, avec trente-deux voitures pleines d'un monde de prisonniers qu'il avait ramassés en route. Sans débotter, il commanda qu'on lui dressât sur la place une superbe guillotine.

En face, sur un échafaudage, il fit faire deux trônes, régala le peuple ravi d'un grand jugement des rois. Il prit entre les prisonniers, il nomma un

roi, une reine, des princes et des courtisans. Le roi et la reine, dûment couronnés en grande pompe, avec tous les prisonniers amenés, et ceux de Cahors, durent (par couple, un homme, une femme) prendre une torche à la main, monter à la guillotine et lui présenter leurs hommages, puis réunis, faire en bas une immense farandole. Quelques zélés pendant ce temps accommodaient l'instrument. Mais le peuple était charmé; cette belle amende honorable lui semblait bien suffisante. Il ne souffrit pas qu'on fît monter aucun des danseurs.

Taillefer à l'exécution substitua un dîner dont un citoyen fit les frais, un bal où dansa tout le peuple. Sa vigueur fut admirée, et il garda de ce jour une réputation superbe de terrible terroriste et de vrai buveur de sang.

CHAPITRE VII

TERRIBLE ASCENDANT DES FEMMES. — CE QU'ÉTAIENT LES JACOBINES.

La défaillance du temps paraît surtout en une chose, l'ascendant subit des femmes. Je les vois partout en novembre, au premier rang de l'action. L'homme semble devenu secondaire. Les femmes reprennent tout à coup leur règne de l'ancien régime, mais avec des passions, des puissances inouïes.

Les thermidoriens d'abord, les royalistes tout à l'heure, servent les fureurs des femmes. Tout le combat de novembre se fait entre elles. Elles sont les véritables acteurs ; d'une part les jacobines, d'autre part les femmes sorties de prison en thermidor, les dames de l'agiotage ou de la réaction.

Celle qui fut madame Tallien était alors à la mode. On l'appelait sottement Notre-Dame de Thermidor, lui rapportant le courage que Tallien, au grand moment, puisa dans le désespoir, dans l'excès de la peur même. Elle était belle, brillante, mais de bien petit esprit. Ce qui le prouve, c'est qu'elle n'eut pas l'adresse d'économiser Tallien, de le faire durer dans ce rôle de la réaction qu'il avait si peu mérité. Elle le précipita et l'avilit tout d'abord dans une affaire trop visible d'argent et d'agiotage.

Les portraits de Tallien disent son rapide abaissement. Dans celui de 90, c'est un beau jeune homme aux yeux brillants, expansif, de peu de cervelle. Celui de 94 (simple trait, mais excellent) est un profil, abêti, pointu, est-ce de sanglier ou simplement de chien vulgaire, que cette fée mène en laisse? Au moment de leur mariage, voulant de l'argent sans doute, elle le jette dans un faux pas, dangereux et ridicule. Elle lui fait prendre en main la cause des agioteurs, celle de son père Cabarrus pour faire lever le séquestre mis sur les fonds espagnols. Cambon empêchait la levée. Tallien (le 8 novembre)

attaque Cambon qui le perce à jour. Il est démasqué. L'Assemblée en eut la nausée, voyant la malpropre main qui le poussait par derrière.

Un hasard vint à son secours. D'autres femmes, en sens inverse, troublèrent à point l'Assemblée, lui firent oublier Tallien. C'étaient les dames jacobines qui, croyant que ce jour-là on parlerait de Carrier, étaient venues le défendre, avaient envahi les tribunes, interrompaient les orateurs, menaçaient, criaient, huaient, faisaient tout ce qu'il fallait pour aider la réaction. L'Assemblée fut indignée. Ce fut la mort des Jacobins. On ne les défendit plus contre le terrible flot de haine et de fureur publique que leur défense de Carrier faisait monter chaque jour, et qui, retombant, les engloutit pour jamais.

Qu'étaient-ce que les jacobines? La tradition, sur ce point, reste trop confuse. On croirait trop que ce n'étaient que les furies de guillotine, les tricoteuses, etc. En grande majorité, elles étaient tout autre chose. Robespierre, en fermant les clubs des femmes révolutionnaires, des bacchantes échevelées, s'était attaché de très près des femmes de meilleure tenue, non seulement ses dévotes, dames riches dont je parle ailleurs, mais d'autres, serrées, sérieuses. Le tempérament janséniste, sobre, avec des éclats aigres, se trouvait volontiers chez elles, et beaucoup d'honnêteté, comme chez les dames Duplay (la maison de Robespierre). Cornélia Duplay, qui, dit-on, eut l'honneur d'un si terrible amour, était, on le comprend bien, contractée comme la mort. Sa jeune sœur, que Lebas laissa à dix-sept ans veuve déjà et enceinte, était de nature moins sombre, très vive, un peu emportée. Son idéal était Saint-Just. Je la vis peu avant sa mort, et la trouvai charmante encore de vivacité, de chaleur de cœur. Elle donnait la meilleure idée de cette moyenne respectable des dames jacobines.

L'église des Jacobins devenait chaque jour plus grande, plus vide. Beaucoup s'en éloignaient. Non les femmes. Tout au contraire, elles étaient plus exactes, assidues tout le jour. Les hommes bougeaient. Elles non.

Elles soutenaient les parleurs, les encouragaient de cris, quelquefois de doux murmures. Mais rarement, bien rarement, on arrivait à leur hauteur. Elles avaient pitié des hommes, déploraient leur modérantisme. Le reniement de Robespierre que faisaient les Jacobins indignait leur loyauté. Elles n'avaient peur de rien ; elles n'accordaient rien au temps.

Elles mettaient leur orgueil à rester immuables dans la tension excessive de la crise de 93. Elles défendaient violemment les choses les plus odieuses que la nécessité d'alors, le péril, l'emportement du combat avaient fait faire, et jusqu'au mystère affreux, exécrable de juin-juillet 94, qu'elles ne connaissaient nullement.

Pour être juste, il faut dire que, pour beaucoup, cette ivresse terroriste remontait plus haut, bien plus haut que 93. Plusieurs avaient leurs raisons pour haïr l'ancien régime d'une haine inexpiable. Cinq ans n'avaient pas effacé le trop cuisant souvenir des outrages, des dérisions, des férocités libertines.



« Dieu me garde de ne pas honorer, comme je dois, le champ de la liberté! » (P. 1890.)

De Sade est un imbécile quand il dit avoir peint cela. Toutes ses monstruosités sottes ne donnent nulle idée des aiguilles dont on piquait un jeune cœur, de ce que la créature dépendante pouvait souffrir, des terribles jeux de chatte où la grande dame surtout s'amusait à avilir une fille fière et jolie. Plusieurs sortaient enragées, et n'en guérissaient jamais. Devenues dames à leur tour, parfois reines de théâtre, admirées et adorées, elles ne détendaient pas leur cœur. Courtisanes austères, tragiques, elles faisaient de la guillotine

un culte, une sorte de dogme et de religion de la mort. La thèse de M. de Maistre sur le caractère sacré, providentiel, des grandes purgations sociales les eût ravies, et déjà elles semblaient l'avoir dans le cœur.

Elles avaient une ferveur sincère pour « la messe rouge », sacrement national, et elles la manifestaient avec une intrépidité cynique, défiant les vengeances, toutes les chances de l'avenir. Un de mes amis m'a conté que la belle, l'éblouissante Julie T..., quand elle passait en voiture sur la place de la Révolution, voyant l'échafaud, descendait, ôtait ses souliers, disait : « Dieu me garde de ne pas honorer, comme je dois, le champ de la Liberté ! »

On comprend que ce culte étrange, ce dogme de sang, était rare. La grande masse des jacobines étaient des femmes honnêtes, violentes, souvent dominées par des intérêts de famille, la destinée de leurs maris engagée dans l'action. Beaucoup avaient paru cruelles, et plus que les hommes peut-être, spécialement contre les femmes qui venaient prier, pleurer. Elles gardaient leurs maris contre certains entraînements. Ceux-ci, souvent embarrassés devant ces prières, ces larmes, avaient besoin, pour résister, de s'armer de grandes colères, de brutalités d'injures. La suppliante s'obstinait, souvent chassée à midi, trouvait le soir quelque entrée, et quelquefois de guerre lasse eût fini par réussir. Mais Madame était prudente, inquiète pour la maison. Elle tremblait que cette pleureuse ne compromît *le bonhomme*. Elle disait comme l'épicière de Varennes, madame Sauce, dit à la reine : « Ma foi, madame, chaque femme pour son mari. »

CHAPITRE VIII

LES DAMES DE LA RÉACTION

On a vu qu'en thermidor, à la sortie de prison, les dames étaient des agneaux. On les aurait crues brisées à un point dont toute autre femme, une Allemande, une Anglaise, ne se fût relevée jamais. La personnalité française est bien forte. Plus elle est pliée, plus vivement elle remonte ; c'est comme un ressort d'acier. Dès septembre, elles se remirent. Elles semblaient avoir oublié. Dès novembre, elles se souvinrent, redevinrent fières et terribles, violentes contre les Jacobines.

Elles parlaient de leurs pertes, des deuils, des prisons, des misères, des choses qui s'effacent à la longue. Elles ne parlaient pas de ce qui fut pour la plupart la blessure la plus sensible, la moins oubliée de toutes. C'est que la Révolution, dans sa rudesse égalitaire, dans la haine qu'elle avait pour

l'ancienne société, pour les dames qui y étaient reines, les avait outrageusement précipitées de ce trône, avait ravalé ces idoles, leur avait ôté l'auréole, les avait brusquement placées dans les conditions dures de la simple humanité, disons plus, dans les misères de l'animalité commune. Jetée tout à coup à la Force, à Saint-Lazare, dans tel vieux bâtiment noir, où rien n'existait pour la propreté, la décence, dans une petite chambre nue où rien ne se dérobait de ce qui humilie le plus, la prisonnière s'abandonnait, pleurait, perdait le nerf moral. Quoiqu'on ait dans les Mémoires bien arrangé tout cela, les aveux judiciaires des pauvres créatures mêmes disent jusqu'où elles descendaient.

Plus tard, elles s'en voulaient, moins de ce qu'elles avaient subi, que des conditions, des lieux passablement prosaïques, où tout cela se passait. Mais on s'en souvenait trop bien. Des miniatures indécentes (selon la mode d'alors) restaient pour en témoigner. Exemple, celle que garda le dernier et le meilleur amant de Marie-Antoinette.

Elles croyaient bien à tort que ces misères de prison, où l'humanité physique est si tristement révélée, étaient la mort de l'amour. C'était plutôt le contraire. La pauvre nature, réduite à son humble réalité, n'éloigne pas, attendrit.

Pour la première fois, la dame se voyait dans la vérité. Plus d'arrangement, plus d'art, plus de coquetterie suspecte. Une créature si bonne, si douce, si désolée de ce qui pourrait déplaire! Sa pudeur la faisait jeune. Dans cette jupe de prison, elle semblait une demoiselle, une petite fille du peuple. Les larmes venaient aux yeux. Quelle tentation violente de la sauver à tout prix! J'ai conté l'histoire tragique du bon et généreux Bazire, celle d'Osselin, qui se perdit pour avoir caché dans les bois de Versailles une jeune dame émigrée.

L'histoire la plus forte en ce genre est celle de Lamberty. Fait spécial, mais terrible, qui éclaire un monde de choses.

L'affreuse affaire de Vendée, comme j'ai dit, avait été faite surtout par les Vendéennes, fières, colères, audacieuses, qui voulaient garder leurs prêtres, et entraînèrent leurs maris, ces imbéciles héroïques.

A la défaite, voilà tout ce monde qui est un peuple (nobles, paysans, prêtres, femmes, religieuses, etc.), voilà l'étrange pêle-mêle, vrai carnaval de la mort, qui vient s'engouffrer dans Nantes. Prodigieux entassement. Et tout ce monde était malade d'une diarrhée contagieuse qui s'empara de la ville. Les décrets étaient précis : Tuer tout. On les fusillait. Mais les morts tuaient les vivants. La contagion augmentait; deux mille Nantais meurent en un mois. L'irritation était grande à Nantes et sur toute la Loire. A Angers et à Saumur, on noyait des prisonniers. Les Vendéens avaient brûlé plusieurs des nôtres (vivants!). On contait que les Vendéennes avaient, de leurs longues aiguilles, piqué les yeux des mourants! Le petit peuple de Nantes criait qu'il fallait jeter toute cette Vendée à la Loire. Les deux autorités de Nantes, le

représentant Carrier, et le Comité révolutionnaire, en vive rivalité, s'observant, prêts à s'accuser si l'un ou l'autre donnait le moindre signe d'indulgence, suivirent la fureur populaire, substituèrent (sans souci des lois) la noyade à la fusillade.

Carrier n'en fut que plus aimé du petit peuple, pour qui il maintenait par la terreur les vivres à très bas prix. Les poissonnières lui firent des fêtes et le couronnèrent de fleurs.

Malgré la grande victoire, Nantes n'était pas hors de danger, ayant Charette à sa porte sur l'autre quai de la Loire. Deux hommes dirigeaient tout, non Carrier, un demi-fou, mais le meneur du Comité, le créole Goulin, et le factotum de Carrier, le carrossier Lamberty. — Goulin, planteur de Saint-Domingue, joli homme, qu'on croyait noble, plein d'esprit, de feu, de ruse, avait été secrétaire de l'indulgent Phelippeaux qui périt avec Danton. Il s'était réfugié dans le parti opposé, et il tâchait de se laver à force de férocité. — Son rival contre lequel il travaillait sourdement était Lamberty, le plus vaillant homme de Nantes, de ceux qui la sauvèrent en juin et qui brisèrent la Vendée dans son plus terrible effort. « Je l'ai vu, disait Carrier, arrêter seul deux cents hommes » (sans doute aux *longs ponts*, si étroits). Il commandait l'artillerie, et il était devenu général de brigade, mais il ne s'épargnait pas pour les choses les plus dangereuses. Parfois il se déguisait, et, la nuit, passait la Loire, entrait au camp ennemi, l'observait intrépidement jusque sous le nez de Charette.

Comment perdre Lamberty, comment rejeter sur lui seul et sur Carrier ce qui s'était fait en commun? c'était la question pour Goulin et le Comité.

Lamberty ne donnait nulle prise pour l'argent, pour l'intérêt. Ses hommes semblaient nets en ce sens. Ils fusillèrent un des leurs qui, en décembre, presque nu, grelottant, avait pris la culotte d'un homme tué.

Mais il avait un plus grand crime. Lui et son second, Fouquet, ils avaient sauvé des femmes.

L'occasion en fut étrange. La grande masse des malades, des mourants et des morts même (le temps manquait pour les ôter), était à l'Entrepôt de Nantes. Un de mes amis, alors enfant, au bout de quarante années, m'en parlait avec terreur. Cet entrepôt, comble d'ordures, ses émanations mortelles étaient l'effroi de la ville. On n'osait en approcher. C'est là que, vers le 20 décembre, Lamberty vit gisantes deux ombres de femmes, une dame de vingt-cinq ans, sa fille de chambre de dix-sept.

La dame n'était que trop connue. C'était une Vendéenne, qui appartenait à la reine, qui ne parlait que de la reine, si bien que les patriotes l'appelaient Marie-Antoinette. Quoique son mari eût eu un poste à Versailles, ils étaient tranquilles à la Flèche sous l'abri d'une permission du Comité de salut public. Mais, au procès de la reine, elle délira, voulut qu'on joignît l'armée vendéenne; elle suivait dans sa voiture. A la déroute, ils essayèrent de se cacher dans Nantes, furent trouvés, pris, reconnus. Le mari fut fusillé.

Pour elle, était-elle vivante, ou déja ensevelie? Dans ce putride tombeau, muette, livide, échevelée, elle eût pu faire reculer un homme moins intrépide. Mais elle était, disait-on, « la plus mauvaise des brigandes », la plus impossible à sauver. Cela piqua Lamberty. Elle n'était pas, celle-ci, des libertines Clorindes qui suivaient Charette à cheval. C'était une vraie dame, altière dans son loyal fanatisme, qui n'aurait rien demandé, n'eût voulu être sauvée. Cela le mordit au cœur. Elle était dans tous les sens terriblement dangereuse. C'est ce qui le décida. Il n'avait jamais rien gagné dans ses deux ans de combats. Il s'adjugea celle-ci; il prit pour lui ce cadavre, en bravant la mort et la loi.

Elle avait encore la force de se lever. Elle suivit. Chancelante et égarée, sans doute elle était comme en rêve. Le monde n'existait plus. Plus de roi et plus d'église! Plus de Vendée! Tout fini!... Quelle était cette voix, cet homme, ce sauveur? Le savait-elle? Le sauveur avait trente-sept ans, la flamme de l'homme d'action, visiblement un grand courage, puisqu'il osait la sauver.

Il la mena droit chez lui. Personne n'aurait été assez imprudent pour la recevoir. On ne pouvait pas cacher une personne si bien désignée. Quelle prise pour ses ennemis, pour le Comité de Nantes, qui l'observait, l'épiait! Et que diraient ses amis, les furieux patriotes, de voir assise à son foyer cette morte, cette pâle figure?... Qui? la Vendée elle-même!... Eût-il pu leur faire comprendre ce mystère d'amour, d'orgueil, de fureur? Après l'avoir tant combattue cette Vendée, la tenir chez lui conquise, c'était la victoire complete et la plus définitive. Jusqu'à l'âme il l'avait conquise, jusque dans la volonté. Car, enfin, elle n'avait pas refusé, cette fière personne, de le suivre, de vivre par lui. Apportant la mort en dot, elle acceptait son dévouement, voulut bien qu'il mourût pour elle.

Il mourut pour elle seule. On ne lui reprocha qu'elle. On n'aurait jamais osé lui reprocher autre chose, rien de ce qu'il avait fait avec Goulin, le Comité, et par ordre de Carrier.

Il eut ce bonheur funèbre de l'avoir quarante jours. La mort approcha par degrés. Si elle rentrait aux prisons, il était sauvé encore. Si elle restait chez lui, il périssait certainement. L'arrivée d'un envoyé de Robespierre et le courage subit qu'il donna au Comité, avertissaient fort Lamberty.

Le Comité va à Paris, second avertissement. Ses amis furent si effrayés qu'ils auraient voulu, disaient-ils, poignarder les femmes qu'on avait sauvées, faire ainsi tout disparaître.

Le troisième avertissement fut le rappel de Carrier, obtenu par le Comité. Lamberty, sûr de périr cette fois, attendit le coup. Elle et lui ne pouvaient manquer de mourir en même temps.

L'infortunée était enceinte. Elle fut enlevée de chez lui le 11 février, jugée, condamnée à mort. Elle déclara sa grossesse qui remontait à trente-cinq jours (aux premiers jours de janvier). Elle eut un sursis de trois mois.

On n'arrêta Lamberty qu'après le départ de Carrier, le 16, et pour ce seul crime, — nullement comme *exagéré*, mais comme *indulgent*. Qui n'avait été *indulgent?* qui n'avait quelque péché secret en ce genre? Le pur des purs, Robespierre même, avait sauvé un fermier général du jugement qui frappa à la fois tous ses collègues.

Lamberty n'avait pas agi furtivement, avec mystère. Il n'avait nullement caché celle qu'il tirait du foyer de la contagion, et que le fléau aurait dérobée à la loi. Elle n'avait été mise que chez un homme public, dans une maison ouverte à tous et qui était le centre même de l'action militaire. Elle était là sous la garde d'un patriote très sûr.

Défense assez spécieuse. Mais à ce moment où l'on tuait à Paris Hébert et Danton, l'indulgent et l'exagéré, il était naturel qu'à Nantes on fît périr Lamberty.

Sa dame, brisée du combat de tant d'émotions contraires, y succomba. Elle mourut le 9 avril. Lui, il périt le 14.

Ne laissant rien derrière lui, il prit la mort à merveille, comme le suprême présent de la République, le meilleur, qui le dispensait des comptes que la réaction prochaine, que l'humanité elle-même aurait pu lui demander.

Un des soldats qui le menèrent a raconté à mon ami, M. Dugast-Matifeux, qu'il alla d'un pas leste et ferme, criant : « Vive la République ! » Il le cria sur la place, le cria sur la plate-forme, cria sous le couteau : « Ré... ! » Le couteau coupa sa voix.

Il était mort bien à point. Celle pour qui il se perdit lui eût-elle pardonné jamais? Ne lui eût-elle pas reproché ce don cruel de la vie? Cette dame, « haute comme les monts », replacée dans son parti, dans l'atmosphère royaliste, n'aurait-elle pas été implacable pour son sauveur? Eût-il péri? Je le crois. Elle ne l'eût pas fait poignarder, comme on faisait dans le Midi. Mais il n'en était besoin. Que de gens dans le parti lui en auraient fait leur cour! Il y avait d'excellentes lames chez Charette, chez les émigrés. On l'eût tué dans les règles sur le pré, en duel loyal, comme on fit au héros de Nantes, le fameux ferblantier Meuris.

Ceux qui aimèrent les Vendéennes, généralement s'en trouvèrent mal. Savary le dit pour les demoiselles sauvées après l'affaire du Mans, que des patriotes épousèrent, même en les refaisant riches, rachetant, restituant leurs biens.

On sait l'histoire de celle que Marceau sauva lui-même. « Aucune femme plus jolie, » dit Kléber qui la vit aussi. Mais elle était effrayante de fierté, d'audace et de haine. Elle voulait être fusillée. Ils ne purent pas la sauver, car elle ne tut pas son nom, et elle dénonça ses libérateurs. Un procès fut commencé contre eux, que le représentant Bourbotte fort heureusement arrêta. Si elle eût vécu, Marceau eût eu le cœur pris sans doute, l'eût épousée, et il eût eu cruellement à s'en repentir.

Babeuf dit aux thermidoriens qui raffolaient de dames nobles : « Lâches

plébéiens! que faites-vous? Elles vous embrassent aujourd'hui, demain vous étoufferont. » (I, 276, 19 nivôse.)

L'exemple le plus frappant en ce genre sera celui de Tallien. Sa Tallien (née Cabarrus, femme du marquis de Fontenay), sauvée par lui à Bordeaux, sauvée encore à Paris, un moment reine de France, l'avilit, comme on a vu. Dès qu'il est bien dans la boue, elle l'y laisse et convole ailleurs. D'amant en amant, de mari en mari, vieille, elle se fait princesse. Quel est ce coquin qui mendie à sa porte? C'est Tallien.

CHAPITRE IX

LA CLOTURE DES JACOBINS

10 NOVEMBRE 1794

Les princesses de l'époque, dans ce temps intermédiaire, sont les dames de l'agiotage, les maîtresses des thermidoriens, qui trônent aux salons de jeu. Ceux-ci ne furent jamais fermés; les Sainte-Amaranthe, on l'a vu, les tenaient en pleine Terreur. Maintenant, le jeu, agrandi par l'agio du papier, l'intrigue de l'élargissement successif des prisonniers, les plaisirs et les soupers, tout le mouvement du jour a pour reine cette Tallien. Autour d'elle, une pléiade de dames aimables et peu sévères, comme la pâle, la gracieuse et déjà fanée Joséphine.

Elles étaient fort étourdies, n'avaient pas même le sens des convenances politiques qu'aurait imposées l'intérêt. Par exemple, pour porter le dernier coup aux Jacobins, on aurait dû prendre un jour où le grand flot populaire de lui-même irait contre eux, ce jour que le procès terrible contre leur ami Carrier ne pouvait manquer d'amener. Mais on prend maladroitement le jour d'une affaire d'argent, le jour où la Tallien échoue pour ses fonds espagnols. Plus maladroitement encore, le mouvement qui aurait paru celui de la moralité contre « les buveurs de sang », fut souillé d'espiègleries indignes contre les jacobines.

On calcula seulement que ces furieuses jacobines ayant étourdiment (le 8) hué la Convention, on pouvait, le 9, hardiment les insulter. On crut que l'Assemblée même serait froide à les protéger, ne serait pas fâchée de voir ces orgueilleuses humiliées, que l'abandon, le petit nombre des Jacobins serait constaté, qu'ils resteraient impuissants et ridicules, avilis.

Le principal exécuteur paraît avoir été un homme bien connu et actif aux

premiers jours de la révolution, un furieux *girondin* (les Jacobins le désignent ainsi). C'était un homme de main, fort et grossier, Saint-Huruge, prisonnier de la Terreur, sorti au 9 thermidor. Ils disent qu'il avait avec lui une douzaine d'*émigrés* ou de *chouans*. C'est le nom que les Jacobins donnent toujours à leurs ennemis. Mot très faux pour cette époque. On le voit par le discours que Saint-Huruge adressa à son bataillon de jeunes gens au Palais-Royal. Il n'eut garde de leur dire le moindre mot de royalisme. Tous l'auraient abandonné. Il parla comme girondin, au nom de la révolution. Il dit : « Puisqu'ils veulent sauver Carrier, ils sont contre-révolutionnaires. Tombons sur eux. »

Qu'était-ce que ces jeunes gens? La rue Vivienne, le Perron, le Palais-Royal, les commis des banquiers, courtiers, des changeurs et marchands d'or, qu'on nommait *Jeunesse dorée*. Le soir, ils piaffaient aux *galeries de bois* entre les modistes et les filles, jouant les marquis, en attendant que les vrais marquis revinssent.

A l'appui venait le flot du commerce. Les marchands des rues Saint-Martin, Saint-Denis, des Lombards, du Temple, trouvaient bon qu'après souper la foule de leurs commis s'en allât polissonner dans la rue Saint-Honoré, aboyer aux Jacobins.

Un trait spécial de cette époque qu'aucun écrivain ne marque, c'est que ces jeunes gens, fort différents des nôtres, étaient de beaux joueurs de paume, grands coureurs au champ de Mars. Ils se vantaient, bien à tort, d'une prodigieuse force physique. Au reste, c'était alors la prétention de tout le monde, girondins et jacobins, celle des gens de lettres même. Marie-Joseph Chénier était moins fier de son talent (m'a raconté M. Daunou) que de sa vigueur, disait-il, intarissable, inépuisable.

Ces gaillards, une trentaine d'abord pour commencer et n'effaroucher personne, se mirent rue Saint-Honoré, à la porte des Jacobins, insultant les femmes, une à une, qui entraient : « Coquine, va à ton ménage », etc., etc.

Plusieurs se glissèrent dans la salle, et s'assirent parmi les femmes. Là, ils entendirent ce que Saint-Huruge leur avait dit des Jacobins. Ceux-ci accueillaient mal les discours contre Carrier et soutenaient cette thèse, que toucher à Carrier, c'était toucher aux Jacobins. Cela commença la noise. Le tumulte était effroyable. On criait, on se colletait. Les femmes étaient si exaltées que, dans ce danger évident, une d'elles remplaça l'orateur et essaya de parler. — Celles qui étaient dans les tribunes criaient contre les intrus : « A bas les aristocrates! » — Alors, grande confusion et des cris : « A l'assassin! » — Brutalement on les avait empoignées, on les fouettait.

Qui croirait que, dans un moment si cruel, au lieu d'agir, certains groupes disputaient? On entendait une voix claire : « Oui, les Jacobins sont dans les principes! » Cependant, d'autres plus actifs parvinrent à mettre à la porte les insulteurs, peu nombreux. Ils fermèrent la porte en dedans Mais la foule du dehors frappait, voulait enfoncer.



Enfin, ils fermèrent la porte des Jacobins, y mirent les scellés. (P. 1899.)

Enfin, la troupe arrive, rétablit la circulation. Douze hommes portent un jeune homme blessé, crient : « En voilà un que les Jacobins ont assassiné. Ils veulent sauver Carrier. Ils assassinent le peuple », etc.

Arrivent des représentants à cheval, membres du Comité. On crie : « Vive la Convention! » Mais une scène émouvante, sans doute arrangée, a lieu. Un homme vêtu en charbonnier approche des représentants, leur dit : « Ils ont tué mon frère, égorgé cent mille Français. »

L'ordre se rétablissant, on put emmener les femmes, chacune étant au bras d'un homme. — On disait pour les garantir : « Prenez garde! elles sont enceintes! » — Une seule qui brava le danger, traversa la foule, fut traitée très indignement, moins maltraitée qu'outragée.

Le petit nombre des Jacobins qui étaient restés dans la salle écoutaient un long discours de Léonard Bourdon, maladroit et dangereux, pour Carrier, où il disait que, si le peuple était contre, les Jacobins sauveraient le peuple malgré lui. Plusieurs ne goûtèrent pas cela, et profitèrent de ce mot pour s'en aller, ne revenir jamais.

Le lendemain (10 novembre, 20 brumaire), les indignités de la veille furent dénoncées à l'Assemblée, mais par qui? Par ce Duhem qui avait le plus gâté les affaires des Jacobins — en parlant de couper la tête « aux crapauds du Marais ». Les tribunes s'en mêlèrent.

Un quidam appuyait Duhem, parlait haut, gesticulait, menaçait. « Arrêtez-le! arrêtez-le! » Ce fut le cri de l'Assemblée.

Elle était bien mal disposée quand un excellent patriote, Duroy, nullement jacobin et qui avait toujours été aux armées, accusa l'autorité d'être intervenue si tard, de n'avoir pas suffisamment protégé les Jacobins. Il demandait qu'on renouvelât le Comité de sûreté.

L'inaction avait été volontaire. Le président des Comités, Rewbell (fort républicain, on l'a vu en fructidor, mais ennemi des Jacobins), fut dur pour eux, les acheva. Il dit : « Ils ont ce qu'ils méritent. Ils ont fait tous nos malheurs. Il faut que cette Société soit provisoirement suspendue. »

Les Jacobins évidemment ne connaissaient guère la nature humaine, ni la France ni Paris, la légèreté avec laquelle on y prend certaines choses. Celles de la veille, odieuses et certainement regrettables, ils les rendirent ridicules par leurs exagérations, disant que « leurs sœurs avaient été violées et prostituées ». Rien de tel n'avait eu lieu.

Les Jacobins (11 novembre) n'arrivèrent que lentement vers sept heures. Mais dès six heures, les Jacobines y étaient, surtout à leurs places ordinaires, aux tribunes qu'on appelait celles de Robespierre et de Couthon. Dans ce jour qui fut le dernier, dans cette église, déjà abandonnée, et qui paraissait immense, elles n'en étaient que plus ardentes, déploraient l'hésitation, la modération des hommes. Les journaux du temps nous peignent cette scène étrange. Des amies se retrouvaient. C'était comme Oreste et Pylade; elles se donnaient le baiser fraternel; s'embrassaient comme martyres de la liberté : « Chère amie, je te revois donc! Je te retrouve encore! O ciel! »

Si les Jacobins restaient dans la cour, n'entrant pas encore, c'est qu'ils attendaient en grande inquiétude les nouvelles de l'Assemblée. La commission nommée pour décider si l'on accuserait Carrier faisait ce soir-là le rapport; son président était Romme, un montagnard si estimé. Si le rapport concluait à l'accusation, on pouvait croire que Carrier serait abandonné par la Montagne même, qui se séparerait décidément des Jacobins.

Cela se réalisa. On vota l'arrestation.

Ce vote sonnait la dernière heure des Jacobins. Il était sept heures du soir. Ils entrèrent, enfin, dans leur salle, et, comme les Hébreux en péril, ils dévoilèrent les tables de la Loi, lurent la *Déclaration des Droits de l'homme*.

« Mais c'est l'œuvre de Robespierre! » disaient les uns, « Peu importe! Peu importe, répondait-on. L'or peut se trouver dans la boue. »

Quelques-uns, à la lecture, criaient : « Chapeau bas! tête nue! » — D'autres voulaient qu'on se couvrît. Vaine dispute, et qui prit du temps.

A ce moment, les Jacobins avaient parmi eux l'ennemi. Ils se sentaient menacés. Plusieurs chantaient *la Marseillaise* pour s'encourager au combat. Mais d'autres, pour les faire taire, chantaient le *Réveil du peuple*, un chant de réaction.

A sept heures un quart, la cour pleine d'une foule ennemie criait : « A bas les Jacobins! » Les femmes furent épouvantées, et disaient : « Mon Dieu! mon Dieu! » Quelques-uns veulent se défendre. La plupart veulent sortir. On se heurte. On se blesse. On tombe... Par bonheur, la troupe était déjà arrivée et contenait les jeunes gens. Les Jacobins s'enfermèrent, emmenant deux prisonniers. Ils ne leur firent aucun mal, leur mirent seulement le bonnet rouge pour les protéger.

Ayant repris la séance, à ce moment décisif, ils attendaient le résultat d'une tentative dernière qu'ils firent pour appeler Paris. Ils avaient envoyé des leurs aux sections, au centre, au faubourg Saint-Antoine. Les grands quartiers ouvriers se mettraient-ils en mouvement? C'était toute la question. Ils ne bougèrent. Les Jacobins avaient, contre Babeuf, de concert avec l'Assemblée, empêché l'élection, empêché la résurrection de la Commune de Paris. Leur défense opiniâtre de Carrier, du Comité des noyades, glaçait les masses parisiennes, généralement humaines, et alors uniquement attentives au grand procès. Ainsi nul secours ne vint. Paris fut pour les Jacobins ce qu'il fut pour Robespierre même.

Suprême condamnation. Cette illustre Société, qui avait fait tant pour nous, contre nous aussi plus tard, qui, croyant garder le pouvoir, avait éreinté Babeuf, le parti de l'élection, sortit de son étroite église. Elle est sortie dans l'histoire et dans l'immortalité.

Les Jacobins, un à un, partirent, donnant le bras aux femmes, pour les reconduire chez elles. Les troupes faisant la haie, les représentants étant là, la foule était furieuse de ne pouvoir rien faire que maudire et regarder.

Les rues restèrent pleines, agitées jusqu'à trois heures du matin. Les représentants allaient et venaient, tâchaient de calmer les esprits. Enfin, ils fermèrent la porte des Jacobins, y mirent les scellés (10 novembre 1794, 20 brumaire an III).

LIVRE XXIII

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE REPREND LE MOUVEMENT. — LA GRANDE CRÉATION DES ÉCOLES. — RÉACTION DE LA NATURE.

Les Jacobins, avant un an, pourront redevenir utiles, seront regrettés des plus sages. Mais il n'en est pas moins vrai qu'en novembre 94, ils étaient l'obstacle à tout.

Qui croirait qu'une Société réduite à cinq ou six cents personnes qui criaient dans le désert, pût paralyser Paris? Eh bien, tant qu'on l'entendait, on restait comme suspendu; on ne faisait rien, on n'achetait rien. On se disait: « Il faut voir... Si la Terreur revient demain? » Ni les poches ni les cœurs ne pouvaient se dilater.

Cette voix qui disait toujours: « Terreur! échafaud! guillotine! » était comme un glas sinistre, sonnant même note: « La mort! » Elle rappelait la clochette aiguë de l'Hôtel de Ville qui, dans la nuit de Thermidor, glaça tellement les esprits.

Elle se tait. A l'instant, le mouvement recommence. Les murs sont bariolés d'affiches de cent couleurs. Bals, restaurateurs, diligences nouvelles, s'annoncent à grand bruit.

Un homme de ce temps me disait: « Les Jacobins avaient tant parlé, reparlé de mort, qu'à leur clôture il sembla que la mort était supprimée, que jamais on ne mourrait plus. — Nous nous crûmes nés de ce jour-là, jeunes et devant rester jeunes, ne pouvant vieillir jamais. On ne se souciait plus guère de ses années antérieures. Tout ce passé s'obscurcit. Ceux d'aujourd'hui sont fous de croire que nous étions rétrogrades. Non, nous étions au présent. Il y avait eu sans doute un certain ancien régime. Il y avait eu hier la crise de la Terreur. Mais, Terreur et Royauté, nous jetions tout de grand cœur au profond puits de l'oubli.

« Personne n'a compris ni décrit ce moment où nous n'avions plus les assommants Jacobins, et nous n'avions pas encore la turbulente rentrée des

Émigrés, aigres et fats, rancuneux, impertinents. Les disputes, les duels, ne revinrent qu'avec eux, en 95. Nul orgueil aristocratique en novembre 94. Toute classe assez mêlée. Les partis, sauf bien peu d'hommes, se rapprochaient. A l'Assemblée, bon nombre des plus violents avaient traversé la salle, et étaient allés s'asseoir à droite parmi leurs ennemis. Ils semblaient bien plus que le centre, émus de douleur, de pitié, pour tout ce qui avait souffert.

« Que de souffrances duraient! que d'ouvriers sans travail! que de boutiques encore fermées! Sous la Terreur comme on forçait de vendre à perte, « c'était à qui ne vendrait pas ». Le commerce reprit un peu.

« On s'aperçut de l'état sordide où l'on était depuis deux ans. Les hommes, à la carmagnole substituèrent les habits. Mais aucune toilette encore. Les folles modes du Directoire ne viennent que bien plus tard. Les femmes, sauf un ruban peut-être, n'achetaient encore rien du tout. Elles étaient fort malheureuses. Il était grand temps que la vie ordinaire, le train du monde reprît. Elles mouraient de faim. Telle comtesse cousait des chemises. Telle marquise était ravaudeuse. D'autres allaient humblement offrir des leçons de clavecin, ou vous forçaient de laisser faire votre portrait. Mais souvent leurs petits talents d'agrément, jadis tant loués, aujourd'hui mis à des épreuves sérieuses, leur valaient de durs compliments. Après cent courses dans la boue, mal accueillies, mal payées, elles remontaient en pleurant manger leur pain sec au grenier.

« Elles étaient fort touchantes, de leurs dangers, de leurs malheurs. Jamais elles n'eurent moins d'art, de manège, jamais plus de sincérité. Elles voulaient être aimées, et ne le cachaient point du tout. Elles venaient en nos bals en novembre et en décembre, dans leur petite robe blanche, robe unique de toute saison, et qui ne défendait guère. Beaucoup venaient seules, sans parents ni amies, sans protection. Mais justement cette époque eut la fièvre du mariage. On n'y mettait nullement les calculs d'aujourd'hui. On s'informait moins des fortunes. On voyait, aimait, épousait. Et celle qui arrivait là seule, sans appui, avait plus de chance qu'aucune de trouver un mari.

« Mercier, peu d'années après, s'étonne de voir aux promenades tant de jeunes mères qui allaitent, tant d'enfants de deux ou trois ans dans de petits chariots; enfin, dit-il, plus d'enfants qu'il n'y a de grandes personnes. C'est le fruit des mariages innombrables qui eurent lieu en 94, après la Terreur. Il remarque encore une chose, la douceur toute nouvelle, la tendresse, les ménagements avec lesquels sont traités les enfants.

« Il n'y avait plus de salons, plus de sociétés. C'est aux bals, tout bonnement, que se préparaient, se faisaient les mariages. On a parlé sottement, ridiculement, de tout cela. Ce qui, plus tard, devint cynique, alors ne l'était point du tout. Rien n'était plus sérieux que cette folie apparente. Les dix-huit cents bals de Paris eurent lieu partout et tout à coup. Rien n'était disposé encore. On s'établit où l'on put, dans les locaux les plus grands, nombre

d'églises ruinées. On a remarqué, comme un acte de légèreté impie, que l'on dansait sur les caveaux où nos pères étaient enterrés. Nos pères eux-mêmes, s'ils avaient ressuscité, auraient été heureux, je crois, de voir cette renaissance d'une société si éprouvée, de voir leurs filles trouver, après tant de malheurs, la consolation de l'amour, la sécurité du mariage et du foyer.

« Un lien tout naturel, très fort, existait d'avance entre ceux que l'échafaud avait faits veufs ou veuves, orphelins. Il ne faut pas imaginer que cela fût rare. L'énorme majorité des guillotinés (comme le témoignent les tables qu'on en fit) étaient des classes populaires. Les survivants étaient un monde, une tribu à part. Elle eut ses bals qu'on nommait *bals des victimes*. On en a ri. Et rien n'était plus touchant. Entre tant de personnes en deuil, sympathiques les unes aux autres par l'analogie de malheurs, on avait quelquefois le rêve de rencontrer quelque chose de ce qu'on avait perdu. Les situations obligent souvent, non pas d'oublier, mais de sacrifier aux nécessités nouvelles. La famille, privée de ses appuis naturels, retrouvait parfois un honnête et loyal consolateur. Cela est dit à merveille dans une petite gravure, vraiment admirable, du temps. On y voit danser deux personnes, une ravissante jeune femme et un homme plus âgé de beaucoup et sérieux. Il l'a prise, et leur mouvement gracieusement unanime fait dire : « Ce sera pour toujours. » Elle suit, et d'élan et de cœur, se rattache sincèrement à sa destinée nouvelle. Mais ses beaux yeux disent au ciel : « Pourtant je n'oublierai jamais. »

« Mercier observe très bien que, dans tous les bals du temps, les femmes dansent *en silence* (Mercier, III, 137). « Entre deux cents femmes nul bruit », elles « semblent se recueillir ». Mais il ne sait pas pourquoi ; il suppose que c'est « pour mieux préciser le mouvement ». Explication superficielle, mauvaise certainement pour 94.

« Les mœurs n'étaient point du tout encore celles du Directoire. S'il y avait, comme toujours, de la corruption au centre, autour du Palais-Royal, beaucoup de quartiers « avaient l'air d'être d'autant plus épurés ». Jamais la sociabilité aimable de Paris ne parut davantage. On parlait même aux inconnus. La femme avait des mots charmants pour rapprocher tout le monde. Entre son frère et son mari, son amant, celui que peut-être elle allait épouser demain, assise entre le Girondin et le Montagnard (chez Méot, ou tel autre *restaurateur*), elle disait avec une grâce souriante qui désarmait : « Mon Dieu ! si j'avais péri, qui eût perdu ? C'est vous. »

« C'était un plaisir de voir comme elles mangeaient de bon cœur, n'ayant plus la contraction nerveuse de la Terreur ; heureuses de ces mariages si faciles, elles étaient gaies. Les nouveaux ménages, modestes et peu établis encore, sans cuisine, se pressaient aux nombreuses petites tables des *restaurateurs*. Mot nouveau qui remplace alors le *traiteur* de l'ancien régime. Il va mieux au grand mouvement.

« Le promeneur qui circule, deux amis qui se retrouvent, le voyageur qui débarque, tout cela se précipite, s'assoit chez le *restaurateur*. Oh ! que

chacun en a besoin! A quel dessèchement étique le Français était arrivé! Pauvre France! sa poitrine, hélas! tenait à son dos. »

Quelqu'un qui, dans un ballon, eût regardé alors la France, aurait éte stupéfait d'une chose. C'est qu'elle paraissait peuplée. Hier, elle semblait déserte. chacun se renfermant chez soi. Personne n'osait voyager. On pouvait, à chaque village, chaque ville, être arrêté comme un *suspect* échappé. La sécurité se retrouve. On ne prévoit pas encore la réaction cruelle. On est gai, on s'agite, on part. On cause dans les voitures publiques. Mais comme on les trouve lentes! comme elles sont loin encore de pouvoir se mettre au pas impatient de l'époque, au mouvement si rapide qu'ont pris les battements du cœur! Mon père, en 92, avait fait trente lieues en trois jours, venant de Laon à Paris; on couchait deux fois en route. En 93, la voiture où Charlotte Corday vient de Caen va d'une traite, ne couche plus. En 94, Saint-Simon, prévoyant et plein du sens lucide et vrai de l'époque, a créé des accélérées au point central, rue du Bouloi, les *Diligences Saint-Simon*, qui vont brûler le pavé.

Quels sont tous ces voyageurs de novembre 94? Un peuple des plus variés. Mille espoirs nouveaux les amènent, mille intérêts, mille idées. Ce sont des spéculateurs, ce sont des solliciteurs. Mais, en grande majorité, c'est une jeunesse nombreuse, la joyeuse conscription d'une foule d'hommes de plus de vingt ans, appelés aux hautes écoles par la République. Vraie mère qui nourrit ses enfants. L'étudiant aujourd'hui paye; alors il était payé. Les douze cents jeunes maîtres qui vinrent à la grande École normale pour apprendre à enseigner, les quatre cents élèves de l'École des travaux publics (École polytechnique), les étudiants si nombreux de l'École de médecine, reçoivent par an 1.200 francs.

Appel des provinces à Paris, appel universel à tous, aux pauvres pour les hautes études. Ce fut une ascension admirable des forces vives. Si le riche est un travailleur, c'est un saint; je le révère. L'étudiant bourgeois d'aujourd'hui est trop souvent paresseux. De là nos mortes écoles. Mais ces pauvres qui arrivent, la plupart sont des furieux, des enragés de travail, des Bichat et des Biot, des Cuvier, bientôt Dupuytren. — Dans les arts, il en est de même. Les deux hommes qui ont senti le peuple, la grâce souffrante et le sourire de douleur, Greuze, Prud'hon, ont été les fils inspirés de la pauvreté.

Octobre 94 est une éruption de lumière, telle qu'on en baisse les yeux. Le beau livre de Despois *(Vandalisme révolutionnaire)* nous saisit d'étonnement. C'est comme aux premiers jours du monde, c'est une Genèse qu'on lit, la Semaine de création.

Des *écoles du salpêtre*, du volcan de Lavoisier, de la révolution chimique, — et des écoles du Génie, de l'enseignement de Monge (jusque-là caché dans Mézières), — éclate la glorieuse École des travaux publics (28 septembre), avec son curieux complément, le Musée des machines au Conservatoire des Arts et Métiers (10 octobre).

Le 30, l'École normale appelle de toute la France tout ce qui enseigne déjà ou enseignera demain.

Douze chaires à l'École normale, douze au Muséum d'histoire naturelle sont ouvertes. Le 4 décembre, les trois Écoles de médecine. Enfin, les Écoles centrales (ou lycées) le 25 février 95.

Énormes créations, saisissantes par la grandeur, mais bien plus par l'esprit de vie, le cœur qu'on y sent partout.

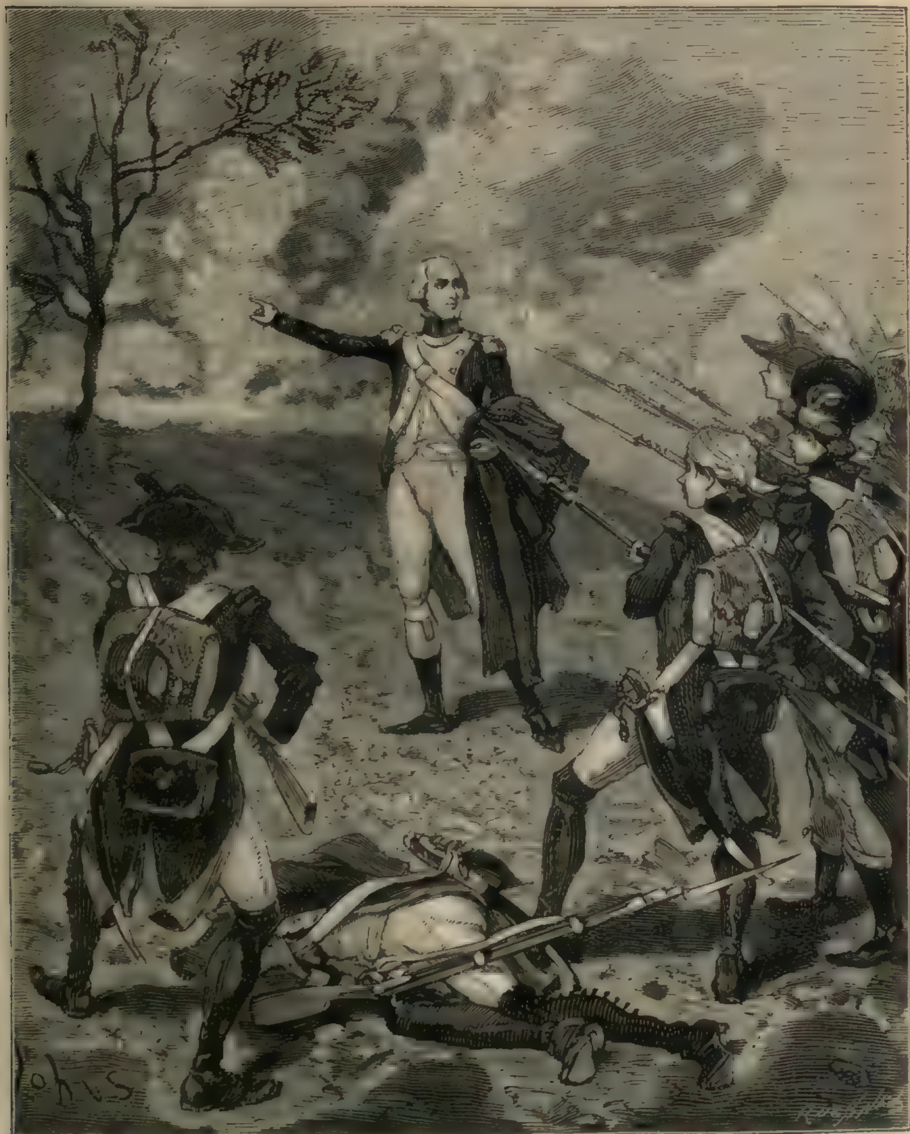
Quel spectacle nouveau offrirent nos trois Écoles de médecine (Paris, Montpellier, Strasbourg) ! Pour la première fois, au lieu d'un enseignement en l'air, pédantesque et doctrinal, l'Assemblée a institué la médecine sur le vif, *au lit des malades*. On met sous les yeux de l'élève, non la maladie possible, mais l'homme même, l'homme malade, le patient, la douleur. De là l'armée intrépide des médecins qui suivront la guerre en allégeant tant de maux. De là les impressions vives, profondes, de Bichat, du grand livre de la Vie et de la Mort, qui ouvre la physiologie, vraie voie de la médecine.

L'enseignement, jusque-là dédaigné, apparaît dans sa vérité, comme une magistrature. On voit la Convention appeler tous les génies du temps à ses écoles. On voit à l'École normale les Lagrange, les Laplace, enseigner l'arithmétique. Les Bernardin de Saint-Pierre, les Volney, etc., furent appelés aux enseignements moraux, littéraires, historiques.

Tout était vie et mouvement, les leçons improvisées. Des conférences publiques entre élèves et élèves, entre professeurs même, intéressaient tout le monde. Les femmes y assistaient et y ajoutaient le charme de leur curiosité émue, de leur facile enthousiasme, parfois de l'attendrissement maternel. Quand elles virent l'enseignement des sourds et muets, des aveugles, ces arts ingénieux de la charité, elles ne retenaient pas leurs larmes. Le bon vieux professeur dit à Massieu, son meilleur élève : « Essuie-toi bien proprement, et embrasse une des citoyennes. » Mot de bonhomie touchante, dit fort bien M. Despois, qui eût enchanté Franklin.

L'Assemblée voyait dans l'art le plus haut enseignement. Devineriez-vous jamais la somme qu'elle consacra aux prix du concours des tableaux, dans ce temps de si grande pauvreté publique? Vous ne le trouveriez pas. Un demi-million (en numéraire) ! Le jury, de cinquante membres, fut sagement composé, non seulement de peintres, presque toujours envieux, mais d'hommes de toutes les classes, d'écrivains : Le Brun, La Harpe ; — de savants : le géomètre Monge, le naturaliste Vicq d'Azyr ; — d'acteurs : Laïs et Talma. Il y avait un médecin, un laboureur, un artisan. Pourquoi pas? rien de plus sage. L'instinct de l'illettré, du simple, souvent peut redresser les doctes, les raffinés, les subtils.

Ce jeune peuple des provinces, qui arrivait palpitant, trouva prête à le recevoir l'immense création nouvelle des Musées, des Bibliothèques. Pour celles-ci, Paris est bien la capitale du monde. Les autres (comme Londres, Rome ou Vienne) ont leurs Bibliothèques importantes et précieuses. Mais nous,



« Allons d'abord jusqu'à cet arbre. S'ils sont plus forts, nous reviendrons. » (P. 1912.)

outre la grande, la centrale, nous avons dix bibliothèques (Arsenal, Ville, Sainte-Geneviève, Louvre, Jardin des plantes, École de médecine, Corps législatif, etc.), qui sont toutes remarquables par des collections différentes, des spécialités singulières.

Le rayonnant Musée du Louvre, ouvert dès 93, reçoit en 94 (1er octobre) un hôte immense : c'est Rubens, le triomphe de la couleur. A côté vient bientôt Rembrandt, les lueurs, les mystères du profond magicien. Ils viennent,

ces puissants maîtres, réjouir, consoler la France, après ses grandes épreuves. De ses ruines, de l'aridité impitoyable de David, ils l'évoquent, ils lui disent : « Tiens ! voilà la vie ! »

Le maladroit des maladroits, Louis XVI, en 85, avait très sottement tiré la galerie Médicis du Luxembourg, pour qui Rubens la fit. Elle revient de Versailles chez elle, en 94. Noble jardin, si beau alors ! Au parterre solennel, on venait d'ajouter un lieu de rêverie, le paisible enclos des Chartreux. Les suaves tableaux de Lesueur donnaient au vieux couvent un charme unique, de même que l'ampleur de Rubens, ses formes riches et pleines, s'encadraient à plaisir dans la grasse et robuste architecture toscane. Harmonie si heureuse ! aimable accord des arts qu'on a détruit barbarement !

Ce temps a un sens organique. L'admirable Musée des monuments français, qui va s'ouvrir en 95, se place aux Petits-Augustins, qui semblaient faits d'avance pour recevoir ces tombeaux, ces statues. Les figures d'art gothique ou de la Renaissance se trouvèrent là chez elles, s'y plurent, s'y établirent. Quand on les en ôta cruellement en 1815, ce fut un déchirement. Voyez les Jean Goujon, sa Diane au grand cerf, devenue si maussade sous les basses voûtes grises du Louvre. Dans le jardin des Augustins, elle était libre, fière, sauvage. Et c'était un enchantement.

J'ai vu cela encore. Ces musées, ces jardins, dans leur belle harmonie, furent notre éducation, à nous autres enfants de Paris. Quand des sombres quartiers des rues noires, le dimanche, on allait là rêver devant tant de belles énigmes, que de choses on sentait par l'instinct, par le cœur! Comprenait-on? pas tout. Mais d'autant plus, dans le clair obscur de ces choses, très imparfaitement devinées, on prenait un sens fort, pénétrant de la vie. J'en revenais tout plein de songes.

A cette époque, on sortait de Paris beaucoup moins qu'aujourd'hui. Pour le Paris central, la grande promenade lointaine était celle du Jardin des plantes et de son Muséum. Promenade si populaire que le Comité de salut public voulait la tripler d'étendue en lui donnant les deux quartiers voisins. Vers novembre 94, la bibliothèque et l'amphithéâtre sont prêts, le muséum transfiguré par l'arrivée des grandes collections de Hollande. La riche Asie (de Java, Bornéo) apporte sa vie flamboyante. Ces îles aux cent volcans peignent tout, oiseaux, papillons, fleurs, coquilles, d'indicibles flammes. Le vieux Daubenton ranimé fit, à quatre-vingts ans, l'immense et rapide travail de classer et d'exposer tout.

En décembre 94, l'Assemblée assura la subsistance de la Ménagerie, formée depuis un an. Elle vota la pension du roi des animaux, « du lion et de son ami, le chien ». Toutefois avec cette réserve républicaine qu'exprima Daubenton : « Nul roi dans la nature. »

Ce que 93 avait rêvé, voulu et fait sur le papier, devint réalité vers décembre 94 : le Muséum fut une grande république des sciences, se gouvernant elle-même.

Elle fut créée par Lamarck, qui en fonda les douze chaires, y mit le souffle de son puissant esprit.

Ce n'est pas un petit mérite pour Lakanal, Fourcroy (le comité d'instruction publique, en juin 93) d'avoir osé s'adresser à Lamarck, ex-ami de Buffon, un noble et un suspect. Ce génie encyclopédique, novateur intrépide, héros en toute science, avait pris dans la botanique, dans les transformations des plantes, le mystère profond de la Nature, son secret de métamorphose. Discutées soixante ans, puis acceptées du monde, ses méthodes ont vaincu. Il a eu sa couronne par les Geoffroy, les Gœthe, les Lyell, les Darwin, ce maitre et créateur des hautes écoles de la vie.

Le moment était solennel. La grande révolution chimique régnait, et Lavoisier. Par Lamarck, naît la science des forces organiques.

Combien le monde est solidaire! la science mêlée à l'action, au grand mouvement social! Voyons ces deux rivales en face, la chimie, l'histoire naturelle.

La chimie n'était pas une science seulement, mais une langue, qui fut sur-le-champ populaire, s'infiltra, se mêla à tout. On en sent l'influence même dans la langue politique. Tous nos grands terroristes en ont l'écho, la vive impression. Trop parfois. Ils semblent y puiser l'indifférence hautaine aux tragédies du temps. « Rien ne périt. Tout change. La vie, la mort, qu'importe? Ce ne sont que des phases alternées du cercle éternel, les opérations de l'universelle chimie. »

Ce fut, au contraire, du moment où la vie eut sa réaction, où l'on se ressouvint du grand prix de la vie, que jaillit l'Histoire naturelle, l'étude sympathique de tous les organismes (1794). Les moindres animaux et les plus dédaignés, ceux que le roi Buffon, de si haut, n'eût pu voir, devinrent considérables. Le peuple de l'abîme, la démocratie basse des êtres encore flottants aux confins des trois règnes, eut son 89. Il apporta son titre modeste, mais touchant, son droit à l'intérêt : *la vie.*

Quand Lamarck eut créé, donné ses douze chaires à Geoffroy, à Jussieu, partagé la nature, on lui dit: « Vous vous êtes oublié? que gardez-vous pour vous? » — « Moi? Le monde sans nom. » — Vaste empire, inconnu, ténébreux, des êtres par qui tout commence. Ce puissant révolutionnaire s'en empara, fut leur législateur, les nomma, les classa, leur assigna leurs places dans la Cité universelle. Il en a fait la crypte du Musée, la base quasi souterraine où ce premier degré de l'animalité porte la grande église. De là la vie s'élance, s'organisant et s'affinant, mais parente toujours de ces vies primitives.

La parenté du monde, l'unité d'existence, voilà le nouveau dogme. Mais, pour sentir cela, deux choses étaient nécessaires, — l'attendrissement progressif de ce siècle, finalement touché au cœur par la nature, — puis une simplicité extrême, un abandon surprenant de l'orgueil, qui fit que, sans difficulté, on reconnut les moindres pour parents.

Les génies de ce temps ont tous été des simples, disons-le en passant. Daubenton et Lamarck, pendant plus de trente ans, s'immolèrent à Buffon. Lagrange, si haut placé lui-même, eut le culte de Lavoisier. Haüy était un bon homme, comme Geoffroy, Ampère, tous inaptes aux choses du monde.

Geoffroy fut un enfant, un simple, un saint. Sa grosse tête disproportionnée qui semblait indiquer un arrêt de développement, resta enfantine jusqu'au dernier âge. Il était fils et petit-fils des célèbres apothicaires dont l'un, dans une thèse sur la génération, posa « du ver à l'homme » la parenté du monde. Grande vue prophétique qui semble avoir passé dans le sang à son petit-fils.

Quand je vis celui-ci, je fus illuminé. Sur sa face débonnaire et un peu prosaïque, des yeux charmants, de candeur adorable, rayonnaient. C'était l'expression souriante d'un enfant qui aurait en lui la vision d'un spectacle merveilleux et attendrissant. Le grand jeu de la vie, de ses métamorphoses, ses amours et ses parentés, — bref, Dieu même, — était dans ses yeux, avec un cœur de femme, de mère et de nourrice, pour aimer, observer, couver les moindres êtres.

L'amour universel fut sa seconde vue. Il en tira les dons les plus contraires à sa nature fougueuse, la finesse, la patience. On a l'œil perçant quand on aime. Le premier, et mieux qu'aucun homme mortel, il vit en toute organisation le point où cessent les contrastes apparents, où les analogies s'engendrent, où l'unité se fait de l'une à l'autre. Tous ainsi, vus de près, se trouvent être frères. Adieu l'orgueil. Les moindres animaux sont cousins ou aïeux de l'homme.

Ce que la république humaine, dans sa crise, ses douloureux enfantements, cherchait, manquait et essayait encore, son idéal, son but poursuivi, *la fraternité,* c'est le simple fond de Nature. C'est son beau secret maternel. Grande et nouvelle religion!... Salut, fraternité des êtres!

CHAPITRE II

LA FRANCE DÉBORDE AU DEHORS. — GRANDEUR ET VERTU DES ARMÉES. — LA MAGNANIMITÉ DE HOCHE

Nous avons esquissé cet émouvant contraste : jamais tant de ruines, et jamais tant de vie. L'éruption d'une force inouïe, d'action, de création. La France, encore en deuil et dans les embarras d'un changement subit, voyait

moins sa force elle-même. Mais l'Europe la voyait très bien, la regardait avec terreur.

« La situation, quoique pénible, compliquée, n'en était pas moins admirable », disent Cambon et Lindet (j'ai sous les yeux les notes de Lindet). La France *movit lacertos*, montra un bras terrible pour le travail et le combat.

Bien loin que Thermidor arrête nos armées, elles débordent sur toutes les frontières. Nos jeunes et vaillants représentants marchent en tête des armées rajeunies du Rhin et de Moselle. Pendant que Kléber prend Maëstricht, la porte de Hollande, Moreaux (non pas Moreau), Marceau, Desaix s'emparent de Trèves, et bientôt de Coblentz, des plus riches pays du monde, et la France s'assoit sur le Rhin.

Dans le Midi, les Pyrénées forcées, Fontarabie, Saint-Sébastien, ouvrent la Péninsule. L'alliance de l'Espagne, la conquête de la Hollande, vont rattacher ces deux marines et ces deux flottes à la jeune marine française qu'improvisa 93.

Victorieuse partout, la France pouvait être clémente. Elle tendit la main à la Vendée. Elle lui envoya le magnanime Hoche, humain, loyal, persécuté lui-même, sorti à peine des prisons de la Terreur.

Cet homme de vingt-cinq ans, si impétueux sur le Rhin, ce général rapide, en qui ses officiers, Desaix, Championnet, Lefebvre, Ney, voyaient distinctement le génie de la France, l'étoile de la Victoire, étonna dans l'ouest par une longanimité étrange et inouie. Dans ces pays sauvages, dans la guerre d'incendies, de vols, d'assassinats, il apporta une chose nouvelle, le respect de la vie humaine. Les premiers mots qu'il dit, empreints de son grand cœur, étaient touchants : « Français, rentrez au sein de la patrie! Ne croyez pas que l'on veut votre perte! Je viens vous consoler... Et moi aussi, j'ai été malheureux... » (Septembre 94.)

C'était si imprévu, si surprenant, que personne n'y crut. Et quand, par sa conduite, on le vit vraiment bon, humain, on le jugea faible et crédule. Il était soutenu par une haute pensée, la plus grande, la plus raisonnable du temps, qu'il avait exprimée dès le 1er octobre 93, et qui le frappait encore plus en octobre 94 : « L'ennemi, ce n'est point la Vendée. L'ennemi, ce n'est point l'Allemagne. Repousser l'Allemagne, rallier la Vendée, et la lancer en Angleterre! *L'Anglais est le seul ennemi.* »

Le projet qui devint ridicule en 1804, ne l'était point du tout en 94. L'Angleterre n'avait pas les énormes défenses, la ceinture de fer et de feu qu'elle se fit en dix ans. Elle n'avait pas son Nelson, ni l'énergique armée navale qu'elle forma avec tant de soin. L'Irlande subsistait tout entière et appelait la France. Celle-ci allait se rallier les flottes d'Espagne et de Hollande. L'incroyable création de Jean-Bon Saint-André, qui refit la marine en six mois de 93, la lança, soutint avec elle une bataille de trois jours, disait assez ce qu'on peut faire au pays de Duguay-Trouin. L'émigration complète de nos officiers *blancs* avait ouvert le champ à nos officiers *bleus*, la jeune

marine roturière, la fille de la Révolution qui ne fût jamais née sans elle, et brûlait de lui faire honneur. Qui peut dire ce qu'elle aurait fait sans les dégoûts, les découragements, disons les désespoirs, dont Bonaparte l'abreuva?

Avec un grand bon sens, Hoche jugeait que toutes nos guerres, nos victoires d'Italie, d'Allemagne, ne serviraient à rien, tant qu'on ne toucherait pas le foyer, l'atelier où se forgent les armes du monde. L'Angleterre, d'autant plus guerrière et colérique qu'elle n'a jamais vu la guerre, l'Angleterre enrichie de toutes les manières à la fois (les Indes, le coton, la vapeur), ce monstre de richesse ne pouvait pas manquer de trouver éternellement en terre ferme des hommes à acheter, des barbares, Hongrois, Russes, etc. Et la France aurait beau tuer, elle perdrait du sang, rien qu'en dix ans deux millions d'hommes, d'après le chiffre officiel. Duel stupide, qui en réalité fut entre la vie et l'argent, entre l'*homme réel* de France et l'*homme fer-vapeur*, cette force de quatre cents millions d'hommes que forgea aux Anglais la fabrique de Watt et Bolton.

Le Français, l'enfant de Paris, Hoche avait dit le mot positif, le mot de la situation.

Bonaparte, l'Italien, effréné poète, romancier insensé, avec ses beaux calculs, nous lança au hasard dans cette guerre interminable, cette longue aventure qui ne finit qu'à Waterloo.

Une chose frappe en ce moment (septembre-décembre 94), la solitude de l'Angleterre.

Quelque soin, quelque ardeur de haine qu'on eût mis à tout unir contre la France, la coalition, hypocrite, avide, était très divisée. Elle voulait surtout se garnir les mains, voler, prendre sur l'ennemi, l'ami, n'importe. Voler des places, des provinces, à son petit protégé le roi de France, cela lui allait fort. Mais, d'autre part, le beau gros morceau de Pologne la tentait extrêmement. Après les grands coups qui montrèrent la France inexpugnable, après la catastrophe qui livrait la Pologne (4 octobre), ces voleurs regardèrent surtout vers cette proie facile. Ils auraient traité avec nous. Si la Prusse y mettait quelque pudeur encore, c'est parce qu'elle craignait que l'Allemagne ne se rejetât vers l'Autriche. L'Allemagne n'en avait nulle envie. Elle ne rêvait que la paix, et en décembre la vota à Francfort. Un prince autrichien, le grand-duc de Toscane, nous avait reconnus. Et les Bourbons d'Espagne nous caressaient, dans l'idée (si morale) de supplanter ici le petit Bourbon, l'orphelin. Même moralité chez l'Autrichien et le Prussien; ces deux protecteurs de l'Empire nous demandent en secret permission de voler l'Empire. L'un voudrait la Bavière, l'autre les petits États du Rhin.

L'Angleterre ainsi reste seule, bien justement punie de sa mesquine politique. Que dire de M. Pitt, tant vanté, tant surfait? Quel bourgeois, quel prosaïque fils de marchand! On sent l'homme d'affaires, mais borné par une idée fixe. Idée sortie du fond de haine et de colère qui fut l'âme des deux Pitt. C'était de mettre des menottes à la France, des fers aux mains, aux

pieds. Calais fut cela deux cents ans. Eh bien, Pitt voulait se refaire deux Calais : Toulon et Dunkerque.

Il ne sort pas de là, il ne voit rien. Il manque l'un et l'autre. Il manque l'occasion unique, merveilleuse, de la Vendée, ne sait rien, ne veut rien savoir... « Avant tout, un port! une place! » Enfin cette Vendée désespérée s'élance à lui, veut à Granville se jeter dans ses bras. Il manque encore cela. Et cependant la coalition lui échappe. La Prusse se refroidit, s'en va, laissant le bras libre à la France...

Qu'arrive-t-il en 94? C'est qu'un matin, Pitt, de ses dunes, voit quelque chose en face, sur Anvers et sur Amsterdam... Ma foi, c'est le drapeau français... Il flotte sur les ports de Hollande, il flotte sur les ports d'Espagne!... Désespoir...

Dans ces moments-là, le diable ne manque guère d'arriver et d'offrir un pacte. La guerre au coin d'un bois, l'amitié du chouan, l'assassinat nocturne? Ressource insuffisante. Mais le diable y ajoute une arme ingénieuse pour poignarder la France, la fabrique des faux assignats.

Le petit-fils du général Moreaux (celui qui prit Coblentz) a bien voulu copier pour moi au Dépôt de la guerre les dépêches, rapports, etc., de nos armées de Moselle et du Rhin, pour les temps même obscurs où il n'y eut pas d'action brillante, où ces pauvres armées, affaiblies et réduites au profit des armées qui frappaient les grands coups, ne purent guère que souffrir. Eh bien, rien de plus beau.

Tels moururent de froid ou de faim. Mais nul murmure, nul excès, un respect surprenant des propriétés. Un soldat pilla une fois, fut fusillé. Ce fut un grand événement. A combien de siècles, grand Dieu! ces armées de 93 et 94 sont-elles de l'armée qui, en 96, sous Bonaparte, pilla si horriblement l'Italie!

Il y a un endroit admirable. C'est lorsque cette armée famélique est en marche vers Trèves, la riche ville où vont finir tant de privations. Grasse ville ecclésiastique de cour électorale, de chapitre opulent, de couvents qui thésaurisaient. C'était le nid de nos principaux émigrés. Il y avait leur précieux mobilier, leurs greniers pleins, leurs caves pleines. Je copie le rapport de nos représentants, Goujon, Bourbotte. Ils estiment que de l'électorat on pourrait tirer un milliard! (Rapport du 9 août 94, 23 thermidor.) Eh bien, le croirait-on? Ils arrêtent aux portes de Trèves cette armée, la font bivouaquer dehors sur les hauteurs. Et ces admirables soldats trouvent cela naturel, restent sans murmurer à la porte de la terre promise. On leur confie des magasins tout pleins, à ces pauvres diables affamés, et ils ne touchent rien, ne songent qu'à garder fidèlement le bien de la République.

Étonnantes armées! Quelle grande vie morale les soutenait? On l'a vu dès 90. Elles sortirent des Fédérations fraternelles. Elles étaient parties de l'autel où l'on jura la liberté du monde. Chacune d'elles, en 92, formée dans la même province et non mêlée, garda ce caractère de fraternité primitive.

Chacune fut une personne. L'austère, de Sambre et Meuse, tellement républicaine et soumise à la loi ; la forte, la modeste armée du Rhin, de glorieuse patience, eurent toute la gravité du Nord. Elles nous parlent encore, nous enseignent l'immolation au devoir.

Si l'histoire générale ne m'eût dévoré jour par jour, j'avais un beau projet, d'écrire *la Légende d'or*, celle des saints de la Révolution, les héros de la guerre, les héros de la paix.

Je dis *des saints*. Qui, dans l'histoire, mérita jamais mieux ce titre que Desaix, que la Tour d'Auvergne, Kosciusko?

Une chose bien remarquable, c'est que ce sont surtout les très grands militaires qui semblent les plus pacifiques. Hommes admirables à qui la guerre apprit surtout la haine de la guerre. Quand on lit les notes touchantes que Kléber écrivait le soir au milieu des horreurs de la Vendée; quand on lit les lettres *humaines*, profondément humaines, qu'écrivent Hoche, Desaix et Marceau, on pense aux notes de Vauban, même à celles que Marc-Aurèle écrit dans les forêts de Pannonie, pendant la guerre des Barbares.

En rêvant ces belles légendes, j'avais autour de moi de touchantes images, celles surtout des fils légitimes de la République, de ses grands défenseurs, qui nés d'elle, moururent avec elle, Hoche, Marceau, Kléber et Desaix.

Médiocres portraits, mais ressemblants; naïves, imparfaites images, dessinées à la hâte par des amis ardents qui tremblaient de les perdre, et d'avance volaient à la mort une ombre de ces hommes adorés.

Le soir, lorsque le jour avait baissé sans disparaître encore, je posais la plume et marchais en long, en large, au milieu d'eux. Leurs images pâlies me disaient bien des choses. Leurs traits se marquaient moins, mais d'autant plus en eux, dans ces ombres imposantes, je sentais le vrai fond, l'âme commune des masses qu'ils ont représentées. Ils ne furent pas des hommes seulement, mais en réalité des armées tout entières.

Ils en eurent la grande âme. Ils en furent à la fois et les pères et les fils. Ils ne les menaient pas seulement au combat, mais chose plus difficile, les instruisaient avec une ferme et patiente douceur. En cela, le bon Breton, la Tour d'Auvergne, dépassait tous les saints. C'est pour être instructeur plus utile, plus efficace, qu'à cinquante ans il restait capitaine. Il avait un moyen admirable, vraiment paternel, d'aguerrir ses jeunes soldats. Les voyant incertains, il marchait devant eux tête nue, le manteau sur le bras, disait : « Allons d'abord jusqu'à cet arbre. S'ils sont plus forts, nous reviendrons. » Il recevait, paisible, une grêle de balles, n'était jamais touché, et se retournait en souriant... Mais déjà tous s'étaient élancés et couraient; c'était à qui le rejoindrait plus tôt.

L'excellent Auvergnat, Desaix, vaut le Breton. Quelle honnête, modeste, parfaite nature! Deux mots pour le peindre suffisent. Son général Kléber, fortifiant son camp, négligeait un côté, disait : « C'est celui de Desaix. » Les



Le paysan fut bien surpris de voir le général fournir de la semence à ceux qui en manquaient, donner des vivres aux plus nécessiteux. (P. 1915.)

pauvres paysans, fuyant devant l'armée, disaient : « Pour aujourd'hui, nous n'avons rien à craindre. C'est le corps de M. Desaix. »

Il fallut quatre fois un homme pour mourir, et l'on choisit Desaix. Non seulement il fut mis en tête, au passage du Rhin, mais par deux fois dans une place (Manheim, Kehl), avec injonction de s'y faire écraser et d'arrêter là l'Allemagne. La mort le respecta, et elle attendit Marengo.

« Que la mort est amère! » me disaient des vieillards. Qui nous

consolera de la mort du général Hoche? Elle nous parut celle de la République elle-même. »

Lui seul inspirait confiance. Il avait dit ce mot : « Je vaincrai la contre-révolution, et alors je briserai mon épée. » Il écrivait à un général qui vexait l'autorité civile : « Fils aîné de la Révolution, nous abhorrons nous-même le gouvernement militaire. » Il destitua le général. Dans les vastes contrées du Rhin et de Moselle, lui-même il établit l'autorité civile, inamovible, indépendante de lui.

Nul homme ne fut plus aimé et nul n'eut plus d'ennemis. Les royalistes d'abord qui voyaient en lui l'épée de la République. Les fournisseurs ensuite, agioteurs, voleurs, corbeaux suivant l'armée!

Faut-il dire enfin? Des militaires, une classe nouvelle, des militaires avides auxquels il fallait un autre homme, *un bon maître* qui laissât piller.

On ne vit guère avec tant d'ennemis. Il meurt à vingt-neuf ans, et l'on ne sait comment.

Qu'aurait-il fait plus tard? « N'était-il pas ambitieux? » Oui, certes, de haute ambition, plus haute que le trône, et que la victoire même. En tout paraissait sa grandeur. Il défendait son rival Bonaparte.

J'ai dit ailleurs sa naissance à Versailles et l'éducation qu'il se donna lui même. Orphelin, soutenu par sa tante, une fruitière, et de bonne heure garde-française, il eut Paris, le grand Paris d'alors, pour véritable éducateur.

Sa lucidité étonnante sur la question de la guerre apparut à Carnot dans un mémoire envoyé de Dunkerque. Robespierre dit : « Le dangereux jeune homme! » Carnot le protégea et l'éleva fort vite. Mais les hautes préférences du Comité furent toujours pour deux hommes médiocres, Jourdan, et le servile, le froid, le dangereux Pichegru.

Le cœur bon, chaleureux, de Carnot est incontestable, autant que son travail immense, autant que son éclair sublime, à Wattignies, où il fut tellement au-dessus de lui-même. Mais Carnot était bien moins libre, même en sa spécialité, qu'on ne croirait. Il était, comme on sait, officier du génie, mais simple capitaine, et il avait sous lui, dans ses bureaux, ses anciens chefs et maîtres, les Montalembert, les d'Arçon, illustres en Europe, plusieurs hommes importants de ce corps orgueilleux, les Marescot et autres. Ces hommes de calcul, avec leur art de fortifications, de sièges et de guerre immobile, pèsent fort, gênent fort les hommes de mouvement. La lenteur, l'inertie de Pichegru, leur paraissait sagesse. Ajoutez que Pichegru avait dans le cabinet de Carnot un compatriote, un Franc-Comtois, d'Arçon, haute autorité de ce temps. Les Comtois se tiennent fort. Il y paraît dans l'éloge insensé que le Comtois Nodier fait de Pichegru.

Ce cabinet d'ingénieurs avait-il bien le sentiment des forces vives et l'appréciation des hommes? Il disait, comme tout le monde le disait depuis Frédéric : « Il faut agir par masses ». Mais en pratique suivait-on ce principe quand on parlait toujours dans les instructions de la guerre « d'envelopper,

de cerner l'ennemi »? Pour cela, il fallait faire de longues ailes divisées. Contre les vieux soldats aguerris de l'Autriche, les nôtres, si jeunes et si nouveaux, étaient incapables d'exécuter de telles manœuvres. Ils pouvaient, bien massés et serrés, d'un élan frapper un coup vif. C'est ce que sentit Hoche et ce qui réussit.

Carnot, si dévoué, voulait aller lui-même au Rhin. Mais Robespierre fit envoyer Saint-Just, absolument étranger à la guerre. Carnot n'osa pas même donner d'instructions. Il fit écrire à Hoche et à Pichegru qu'ils se *concerteraient*, qu'on leur laissait *le choix des moyens.*

Pichegru ne bougea pas. Saint-Just, loin de se concerter avec Hoche, avec Soubrany, le représentant de Moselle, alla royalement visiter leur armée, sans leur parler et sans les voir (20 frim., 10 déc. 93). Les successeurs de Soubrany, Baudot, Lacoste, jeunes gens héroïques, n'ayant nouvelle ni de Carnot, ni de Saint-Just, de Pichegru, de l'armée du Rhin, cassèrent les vitres, avancèrent, forcèrent les triples batteries du grand passage de Wœrth avec Hoche, Desaix, Championnet, Lefebvre, Saint-Cyr, Molitor, Vincent, Ney. Sur le champ de bataille, ils firent Hoche général de l'armée du Rhin, et lui subordonnèrent Pichegru.

Cela permit à Hoche de frapper le coup décisif qui débloqua Landau, effraya l'ennemi, le fit bien vite fuir au Rhin. Hoche le passa lui-même. (25 déc. 93, 4 nivôse, *dépêches du dépôt de la guerre.)*

Coup superbe, mais qui le perdit. Il n'avait pas désobéi, puisqu'il n'avait nul ordre. N'importe, Saint-Just le mit aux Carmes par une décision signée de tout le Comité.

Enfoui quatre mois dans un petit cachot, il y laissa sa santé pour toujours. Thermidor, la mort de Saint-Just, ne lui ramenèrent pas la faveur des bureaux. On donna à Pichegru la grosse armée et l'affaire éclatante de Hollande. A Hoche l'inaction de la triste Vendée, une guerre impossible où il s'usa, et où la victoire même était un deuil.

La Vendée s'éteignait, la Bretagne s'allumait et la guerre de l'assassinat. A Rennes, où il arrive d'abord, il trouve la contre-révolution frémissante, déjà insolente. Qui le croirait? personne à aucun prix ne voulut lui donner de logement.

Les villes souffraient fort du soldat, qui lui-même s'y énervait, devenait indiscipliné. Hoche prit la mesure utile, mais sévère, à l'entrée de l'hiver, de le tirer des villes, des villages, de le faire camper dans une suite de petits camps qui surveillaient tout le pays, l'enveloppaient comme d'un réseau.

La loi autorisait l'armée à lever en nature le cinquième de la moisson. Le paysan fut bien surpris de voir le général fournir de la semence à ceux qui en manquaient, donner des vivres aux plus nécessiteux, se faire le père commun du peuple et du soldat.

La campagne eut de lui un bien inattendu, capital pour le paysan. Dans la Vendée, on forçait à couper, à détruire les haies, qui sont nécessaires pour

parquer le bétail, lui donner du feuillage, et pour les mille usages qu'on tire du petit bois. Hoche, avec une magnanime confiance, permit les haies, montrant qu'il redoutait peu l'embuscade, craignait peu d'être assassiné. Il le fut quatre fois. A la première, il envoya vingt-cinq louis à la veuve de l'assassin ; une autre fois, se chargea de nourrir les enfants de son meurtrier.

CHAPITRE III

AVEUGLE RÉACTION DE LA PITIÉ. — LES CHOUANS ENHARDIS. — MEURTRES ET FAUX ASSIGNATS

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 94.

Le 23 novembre, la Convention, à l'unanimité, vota le procès de Carrier. Elle crut par cette mesure d'expiation se rallier l'Ouest, pacifier la Vendée.

Le 8 décembre, par un acte pénible, mais de grande justice, elle rappela, elle reçut dans son sein les soixante-treize députés qui avaient protesté contre la proscription de la Gironde et pour l'inviolabilité de la représentation nationale. Mesure obligée, honorable, qui n'en eut pas moins l'effet de donner une force fatale aux cruels ferments de discorde qui agitaient l'Assemblée, d'y ramener des spectres de vengeance (comme le tragique Isnard), plusieurs hommes démoralisés, en prison et très dangereux. Étaient-ce des actes de faiblesse ? La Convention, victorieuse de tous côtés, plantait le drapeau de la France sur Coblentz et sur Amsterdam. Les rois venaient à elle, demandaient à traiter. Mais cette grandeur même était une tentation de clémence. La France rassurée voulait réunir ses enfants. De là les avances excessives, imprudentes, mais certainement généreuses, que l'Assemblée, que Hoche faisaient à nos ennemis.

Les publications successives des manuscrits de l'infortuné Phelippeaux, du livre de Lequinio, etc., les récits qu'on faisait des barbaries récentes de Turreau, continuées après le danger, et jusqu'en Thermidor, avaient navré les cœurs, les avaient, par la pitié, désarmés de toute prudence, détrempés et comme énervés. C'est un état pathologique, aussi bien que moral, qui n'a jamais été décrit. Cette Assemblée, après de tels accès et de fureur et de douleur, brisée et rebrisée, ayant passé, repassé par la mort, en gardait un terrible ébranlement nerveux. Tant d'ombres, tant de revenants ! Ce n'étaient pas seulement tel homme, tel individu, mais des villes, des populations entières, des masses de vrais républicains qui revenaient comme à la file. En

décembre 94, où l'émigré n'est pas rentré encore, où le royalisme se cache, le monde apparaît Girondin.

C'était étrange de garder sous clef les soixante-treize députés qui réellement représentaient l'immense majorité du pays; de retenir prisonniers ceux qui, seuls, au 31 mai, avaient protesté pour lui et pour sa liberté?

Si le nombre fait le droit, il était de leur côté. Voilà ce que la Convention commençait à se dire. Le sien lui paraissait douteux. De qui le tenait-elle? *Du peuple.* Au nom du peuple seul, elle avait pris cette prodigieuse autorité. Mais comment? *En vainquant le peuple.* Minorité minime, elle l'avait sauvé malgré lui.

Une fiction fit le 31 mai, le prétendu crime de la Gironde, son projet supposé de démembrer la France. Énorme calomnie. Dans les notes inédites de Lindet, que j'ai sous les yeux, je lis qu'après Thermidor, en septembre 94, il fit, dans le secret des Comités, ce lamentable aveu : *Jamais les Girondins n'ont pensé à démembrer la France.* Les Comités frémirent, le prièrent de se taire.

Tous eurent le cœur percé. Chacun dit : « J'ai menti. J'ai versé le sang innocent. » Quel coup, pour ceux surtout qui, comme Legendre, — humains au fond, — s'étaient couverts, par peur, de fureurs sanguinaires, de meurtrières déclamations!

Cependant si tant d'autres, sans peur et très loyaux, acceptèrent ce mensonge, c'est que la Gironde, innocente sous ce rapport, avait un autre tort, réel, celui d'entraver tout. Son implacable opposition aux plus sérieux montagnards, aux hommes d'action : Danton, Cambon, Lindet, rendait tout impossible, paralysait la France. Elle perdit trois mois en disputes. Les administrations de départements, fort suspectes, s'autorisaient de ces querelles pour ne pas vendre les biens nationaux, ne pas organiser la ressource suprême que Cambon avait fait décréter, la réquisition.

Lindet se tut, mais la situation parlait. Elle disait deux choses :

1° On ne peut pas les garder en prison ;

2° Et du jour qu'on les lâche, on lâche aussi toutes les furies de la discorde, des voix de tempête éternelle.

En les recevant, l'Assemblée va avouer sa servitude dans ce fatal 31 mai, et par là infirmer ses actes, tant de grandes œuvres si utiles, tant de choses fécondes pour l'avenir. Elle va reprendre dans son sein des hommes aigris et désorientés, étrangers et hostiles à tout. Les meilleurs, les Louvet, les Mercier, etc., esprits généreux, cœurs humains, en rentrant, ne peuvent manquer de précipiter l'Assemblée sur une pente déjà trop rapide, l'excès de l'indulgence, la partialité même, la confiance pour l'ennemi!

Sur 500 membres présents à la Convention, 498 votent pour qu'on fasse le procès à Carrier. Donc, la Montagne, tout entière, se prononce contre lui.

Les 21 chargés d'examiner s'accordèrent pour l'accusation, quoique Romme, leur président, qui la demandait en leur nom, observât qu'il n'y

avait nulle preuve écrite, et qu'il était regrettable de rentrer dans la voie funeste du passé, de juger un représentant.

Antonelle, le célèbre chef du Jury de 93, patriote inflexible, — contraire à Robespierre, contraire à Bonaparte, — refusa de parler pour un homme dont les folles fureurs avaient tellement nui à la République, n'accepta pas la défense de Carrier.

L'accusé, même avant de pouvoir dire un mot, était jugé, tué et condamné d'avance, par la voix des 200 témoins déjà entendus sur le comité de Nantes, tué par ce comité, par l'adroit, l'éloquent Goulin, qui rejetait tout sur lui.

Carrier faisait horreur. Mais pourquoi pas Fouché, aussi souillé, plus hypocrite, à coup sûr, bien plus corrompu? Carrier avait d'abord sa figure contre lui. C'était un Auvergnat baroque, d'aspect bizarre, fantastique, improbable. Il était long, n'était que bras et jambes, comme un télégraphe furieux. Des tics étranges, des signes vraisemblables d'épilepsie. Dans les soixante jours qu'il fut à Nantes, il déploya d'abord une grande activité qui aida fort à la victoire. Puis malade, alité souvent, effaré, hors de lui, livrant tout aux plus sanguinaires, il s'échappait sans cesse en paroles épouvantables. Nous avons vu que Charette était en face, le typhus dans la ville, une panique, un délire général. Il y avait des hommes atroces dans Nantes, les patriotes des environs qui avaient tout perdu. « Si j'avais fait de l'indulgence, disait Carrier, ils m'auraient fait guillotiner par Robespierre. » Du reste, les décrets terribles de la Convention l'autorisaient, le couvraient tout à fait.

Pour les comprendre, il faut se rappeler la crise de septembre-octobre 93, quand la France se vit serrée, enveloppée de trois dangers, et qu'ayant à la gorge l'épée de l'Europe, elle sentit aux reins le poignard de Vendée. Ce ne furent pas alors les enragés, ce furent les *indulgents*, les Merlin, les Hérault qui firent voter *que l'on fît un désert* où il n'y eût plus un homme, une bête. On accusait Carrier, mais, après lui, Turreau détruisait exactement tout.

Rien n'exaspéra plus contre Carrier que la folle défense qu'en firent les Jacobins, ne se contentant pas de le laver, mais l'exaltant et le glorifiant, en faisant un héros. Ils le perdirent et se perdirent.

Par le jugement du 15 décembre, 26 frimaire, Carrier fut condamné à mort, et avec lui seulement deux de ceux qui l'avaient servi. Goulin, le Comité, les autres aussi coupables, échappèrent, au grand étonnement de tous. L'Assemblée indignée brisa le tribunal.

Le résultat fut grave. Il confirma la fable répandue dans l'Ouest que la République, vaincue partout, faisait amende honorable en Carrier, que le Bourbon d'Espagne venait de faire son entrée à Paris. En décembre, Marseille commence à s'entendre avec la Bretagne. Le 15 décembre, le jour même où périt Carrier, les chouans, hardiment, se montrent au théâtre de Nantes, dans leur costume. L'officier est en habit vert. Tous ont des colliers,

verts et noirs, de belles écharpes blanches, chargées de brillants pistolets.

Ces pauvres sabotiers ont évidemment fait fortune. Un miracle a eu lieu. Mais lequel? On avait cru que ces bonnes gens étaient de pieux imbéciles qui se faisaient tuer pour leur foi. Les fraudes des prêtres en 94 n'avaient pas eu encore grande action. Il est vrai qu'en Bretagne, une lettre de Jésus tombe du ciel. Sur le Rhône, la Vierge apparaît; cela ne suffit pas. Il y fallait un autre miracle, un miracle du diable, celui que l'on va raconter.

Le diable agit, sous figure d'un chouan, un M. de Puisaye, personnage équivoque, fort louche, qui passa de Bretagne à Londres avec les pouvoirs douteux de quelques chefs de bande. Il évita de voir les émigrés agents des princes. Pitt en avait assez; il ne voulait plus même les entendre nommer. Mais, chose surprenante, dès qu'il vit Puisaye (2 octobre), tout à coup, cet homme si difficile, si colère, s'adoucit, l'accepta au point qu'il le logea au plus près de chez lui. Cet homme était donc un trésor.

Pour ceux qui savent la démonologie, le pacte diabolique ne se fait bien qu'entre gens désespérés qui vendent, qui jettent leur âme.

Pitt était au plus bas. La Prusse, l'Allemagne, lui échappaient, et il n'avait plus prise en France. La Vendée expirait. Il n'en savait presque plus rien. Son seul agent qui allait et venait, l'informait mal, était un certain Prigent, fruitier de Saint-Malo.

Puisaye était aussi au point où l'on fait tout, même des crimes. Tous les chefs vendéens, bretons, étant *in extremis*, voyant finir le fanatisme, ne retenaient leurs gens qu'avec une grosse solde qu'ils payaient en faux assignats de leur fabrique. Immonde concurrence. Puisaye, qui n'avait pas le sou, offrait aux siens un avantage énorme. Stofflet donnait dix sous par jour. Puisaye en promettait cinquante. Mais comment les payer? C'était la question.

Il alla droit au cœur de Pitt par une chose. C'est que ce ministre n'avait jamais vu un si mauvais Français, si bien fait pour vendre la France. Nos émigrés, absurdes, inconséquents, légers, faisaient des réserves, parfois se souvenaient de la patrie. Puisaye, du premier coup, dit *qu'il était Anglais* (en effet, il avait quelques parents anglais). Il surprit M. Pitt en lui disant que la Bretagne ne voulait plus des émigrés, étourdis et brouillons, *qu'elle voulait des Anglais.* — Des Anglais déguisés? — Non pas; des Anglais avoués, en uniforme, *en habit rouge*, — qu'en toute place conquise avec le drapeau blanc, l'anglais fût arboré. — Pour un moment? Non pas. Pour y rester. On désire *que les Anglais restent* et qu'ils ne s'en aillent point.

Il n'y a pas de dogue si féroce qu'avec certaine drogue, certain magnétisme, on ne puisse lui faire rentrer les dents, le charmer, l'hébéter. Quand Puisaye eut ainsi magnétisé son Pitt, il dit de quoi il s'agissait. Pitt avait cru, comme la Convention, que nos gens de l'Ouest étaient des fanatiques. Puisaye révéla le mystère de la nouvelle hostie, l'hostie du diable, l'assignat contrefait. Ces misérables, chacun avec leur bande, en vivaient, en mouraient aussi. Leurs assignats grossiers menaient droit à la guillotine. Mais la chose

bien faite et en grand pouvait être une arme terrible, filant partout, invisible poignard dans le cœur de la République. Les éminents graveurs de la Hollande allaient faire une merveille d'art, d'indiscernables assignats que Cambon même eût acceptés. On en faisait d'abord trois milliards à la fois! de quoi acheter la Bretagne; qui sait? les républicains même? Ce moyen était sûr. La France était perdue.

M. Pitt, né honnête, était fils de ce furieux Pitt, lord Chatham, l'orgueil incarné; petit-fils de celui qui fit connaître cette famille obscure par la vente surfaite d'un célèbre diamant. Ce petit-fils était l'idéal même du bon sujet : âpre, laborieux, correct absolument, sans vice, moins un! un seul, la *haine*. En celle-ci il s'était absorbé, avait passé tout, âme et corps. Résumons sa vie : Il *hait*.

En ces hommes d'affaires, l'honnêteté est relative. Il réfléchit. La France étant le *mal*, le mal idéal, absolu, ce qui détruit le *mal* est *bien*. Les jurisconsultes anglais, dans les procès venus plus tard à ce sujet, trouvèrent un très bon texte dans Wolf : « Que la guerre permet tout, même les flèches empoisonnées. » M. Pitt, si lettré, dut savoir le texte de Wolf.

Il enferma Puisaye, l'isola de l'émigration, tant qu'il put. En effet, ce projet avait en dessous une chose qu'elle aurait exécrée. C'est que tous ces milliards d'assignats qu'on faisait, seraient finalement payés en biens nationaux, biens d'Église, biens d'émigrés. Chose piquante, le projet qui allait combler les chouans avait pour base et garantie la ruine de l'émigration. Si l'on en venait là, quel champ superbe de disputes, que de procès, que de combats entre les royalistes même, quel magnifique espoir d'éternelle guerre civile! M. Pitt remercia Dieu, et comme en toute bonne affaire, il faut aussi faire quelques bonnes œuvres, il fit à Monsieur, à d'Artois, pour les faire taire, la charité de quelques mille livres sterling.

Puisaye, regorgeant d'assignats, en soûla les chouans. Il payait même d'avance. Il donna à plusieurs jusqu'à deux ans de solde. Mais la merveille, c'est que ses assignats, étant si parfaits, ne pouvant être refusés de personne, il les changeait en or à volonté. Un fleuve d'or coula tout à coup Chaque prêtre qui partait de Londres avait dix mille livres en louis.

Vous vouliez des miracles, bonnes gens? En voilà. Et palpables ceux-ci. Non de vaines paroles. C'est bien la Présence réelle!

Que pouvait contre tout cela le génie de Hoche, sa générosité? Il avait à lutter contre une force immense, invisible. Il ne pouvait même combattre l'insaisissable ennemi.

Énorme force populaire. Une sauvage hilarité avait saisi tout le pays Terrible orgie du sang. Le chouan, la poche garnie, n'avait plus de travail que de se promener en égorgeant, pillant les patriotes. Ceux-ci fuient dans les villes. Tous les maires de villages sont assassinés, les acquéreurs de biens nationaux sont égorgés, les prêtres constitutionnels martyrisés. Défense de porter du grain aux villes; les femmes qui l'essayent sont tuées. Autour de



Elles apparaissent légères et vaporeuses, comme des ombres souriantes,
dans un nuage de linon. (P. 1927.)

Nantes seulement, les chouans reconnurent l'amnistie de la République en tuant six cents patriotes, douze fonctionnaires.

La tactique des *honnêtes gens* qui obsédaient le général et les représentants, était de leur persuader que ces assassinats n'étaient pas politiques, étaient de simples actes de voleurs, de brigands. Le député Boursault fut si crédule qu'il voulait payer les chouans, les constituer *gardes territoriales*, gardiens le jour, brigands la nuit !

Hoche, dans son beau rêve de rallier la Vendée, la Bretagne, pour les lancer sur l'Angleterre, se refusait les moyens irritants de police, les visites domiciliaires dont on avait tant abusé. La bonne société, les belles dames caressantes l'aveuglaient, invoquaient sa générosité en faveur « des pauvres chouans ».

Ceux-ci avaient leurs tigres et leurs renards : le tigre Cadoudal, le renard Cormatin. Ce dernier regardait vers Londres, rusé et patient, mystifiait les républicains, se moquait d'eux, les rendait méprisables.

Ainsi le général Humbert, brave, mais incapable, pour finir les assassinats, se laissa entraîner à la démarche honteuse d'obtenir entrevue d'un petit brigand, Boishardy, un chef de deux cents assassins.

Hoche, lui-même, dans son désir d'arrêter l'effusion du sang, ne refusa pas de voir Cormatin, qui menait toute l'intrigue. Ce chef lui parut doux et sage, tout à fait ami de la paix. Hoche, suivant son grand cœur, parla comme un homme sincère, rappela ses propres malheurs et s'étendit sur le besoin de sauver le pauvre peuple. Il répéta ce qu'il avait dit dans une lettre : « Qu'ils viennent, disait-il, qu'ils viennent. Je suis prêt à les embrasser ! »

« Je suis Français, dit Cormatin, et, comme tel, je me réjouis de vos victoires du Rhin, des Pyrénées. Je sais bien, hélas ! que mon parti, formé par le désespoir, *n'a rien à attendre du dehors.* » Hoche, charmé de le voir dans ces bonnes pensées, lui rappela la conduite de l'Angleterre pour la Vendée, et crut l'avoir convaincu que les Vendéens et les émigrés avaient été joués par la coalition.

Cet excellent Cormatin ne demandait qu'une chose : qu'on lui permît de travailler à la paix, qu'on le laissât librement « pacifier le pays », qu'on lui donnât Humbert comme témoin de ses démarches ; il ferait cesser les assassinats, rien n'était mieux imaginé.

Dans l'intérêt d'Humbert et pour lui sauver quelques balles, Cormatin lui conseillait même d'endosser l'habit des chouans. Humbert l'eût fait, si Hoche ne s'en fût indigné, et ne lui eût commandé de garder l'habit de général, la dignité républicaine.

L'amitié des chouans pour nous était devenue une moquerie, une dérision. Quand ils rencontraient nos soldats en petit nombre, ils leur enlevaient leurs armes, *au nom de la fraternité*. Un jour, Hoche traversant un bois avec Cormatin, celui-ci, averti par un de ses hommes, dit d'un air mystérieux : « Il y a là *des gens*... je vais leur parler. » Il voulait avoir l'air de protéger le

général. « Je ne veux rien de vous, monsieur, dit Hoche; je passerai bien sans vous. Restez et tenez-vous derrière. » — Cormatin, en grommelant, obéit, se mit derrière, puis il piqua des deux, disparut dans le bois.

CHAPITRE IV

LA PANIQUE DE L'ASSIGNAT. LES SPÉCULATEURS. LES UTOPISTES. — SAINT-SIMON. — BABEUF.

94-95.

Il était ridicule d'user le premier général de la République dans cette diplomatie honteuse avec des bandes de voleurs. L'assemblée, pendant quatre mois, était libre de les écraser.

La guerre n'est plus européenne. La Prusse, l'Espagne se retirent. Donc, on peut fortifier Hoche, agir avec vigueur. La France a devant elle quatre mois admirables où ses deux bras sont libres. De l'un, elle prend la Hollande ; de l'autre, elle pourrait étouffer les chouans. Sa longanimité pour eux a cet effet d'enhardir, de relever le royalisme à Lyon, de préparer les pâques meurtrières de 95 et les massacres du Midi.

Ici, les historiens brouillent les dates, parlent, dès 94, des faits de 95, ne voient pas l'entr'acte réel qu'on eut pour les grands événements en décembre, janvier, février, mars. Ils sont, comme était l'Assemblée, assourdis du tapage de la rue, du bruit de Paris et de Lyon. A Lyon, plusieurs assassinats de terroristes avaient eu lieu. Mais la grande terreur royaliste ne commença, comme on va voir, qu'à Pâques.

La douceur des mœurs de Paris est fort sensible ici. Pendant ces quatre mois, on crie tous les soirs, on se pousse. On chante *le Réveil du peuple*. On donne quelques coups de bâtons. Les muscadins, la troupe de Fréron, les jeunes gens, — les Laya, Lacretelle, que nous avons connus, — huent ou chassent les Jacobins. Ceux-ci, à leur tour, baignent les muscadins dans les bassins des Tuileries. Et, dans ces voies de fait, aucun accident grave, point de sang répandu. Il n'y a pas, je crois, de blessé; nul autre que Marat, dont on casse les bustes de plâtre, pour lui substituer J.-J. Rousseau (31 janvier 95). Des enfants traînent un de ces Marats, la corde au cou, jusqu'à l'égout Montmartre. Fréron gémit et gronde. Il se sent dépassé. Cependant, le 2 mars, les muscadins soutiennent qu'ils ne sont nullement royalistes. Et cela était vrai pour la grande majorité.



BOISSY-D'ANGLAS

L'Assemblée perd le temps en stériles et fâcheux procès que les Girondins revenus font aux membres de l'ancien Comité : Collot, Billaud, Vadier, Barère. Carnot et Lindet les défendent. Plusieurs disaient très bien : « L'Assemblée tout entière, qui consacra leurs actes, peut être mise en cause. — Un membre obscur ajoute : « Votons l'oubli!... Pour moi, je m'en voudrai toujours de n'avoir su mourir ! »

Le seul embarras grave de la situation était que le travail se relevait bien peu à Paris, que les vivres étaient chers, que l'assignat baissait.

Pourquoi cette baisse? Pure panique, inexplicable inquiétude.

Notez que les faux assignats apparaissent à peine et ne sont pas connus.

Sans doute on en a trop fait, et trop vite ; il le fallait bien pour la guerre. Mais ce papier n'en restait pas moins bon. Un papier qui vous sert à payer

vos impôts, un papier qui vous donne des terres à volonté, un papier qui pour gage a six milliards de biens, est tout aussi solide qu'aucune monnaie métallique.

Des douze milliards de biens nationaux, six seulement étaient vendus. Donc, six restaient à vendre. Avec l'assignat, vous pouviez chaque jour avoir des terres, des prés, des bois, des maisons magnifiques, les plus beaux domaines à vil prix.

Pourquoi donc la panique ? Elle était fort artificielle, poussée et augmentée par tous les ennemis de la Révolution. Mais elle l'était aussi par ses amis, les paysans, qui, vendant très cher leurs denrées, et, s'ils pouvaient, en argent avilissaient, abaissaient l'assignat.

On parlait beaucoup d'*affameurs*, d'accapareurs. Que quelques-uns spéculassent sur le blé, cela n'est pas douteux. Mais le grand affameur, c'était la liberté nouvelle, c'était le paysan libre de vendre quand et comme il voulait.

Il y était tellement décidé et déterminé que, même sous Robespierre, il éludait obstinément le maximum, au risque de sa vie. Il aimait mieux mourir que de vendre à bas prix. C'est sur lui et sur le marchand que frappa tant la guillotine. Le marchand eût fermé, s'il eût pu, mais n'osait. Il n'avait rien ou presque rien d'ostensible dans sa boutique, mais dans l'arrière-boutique, des réserves pour ses pratiques, les gens qui ne marchandaient pas.

Thermidor finit les mystères, ouvre tout, lâche tout. Le paysan, au fond, est roi de France, car il rançonne le marchand qui rançonne l'ouvrier. Il observe les prix, vend tard et à son jour, vend peu, vend cher, obtient tout ce qu'il veut. Comme tout le monde il parle d'affameurs, d'accapareurs et de famine. Mais c'est lui surtout qui la fait.

Il est fort curieux de voir recommencer un monde. Notons les premiers signes de la résurrection de l'industrie.

Son grand événement en 94 est celui-ci : *la France a cassé ses sabots*, prend des souliers tant qu'elle peut. On a senti le prix du mouvement rapide.

On a fait des souliers pour nos douze cent mille soldats. Le paysan en achète, au moins pour le dimanche.

Le Vendéen, fidèle à ses sabots, nommait les *bleus*, mal chaussés, les patauds. Mais ces patauds marchaient plus vite.

En 95, l'habit se renouvellera dans les villes. Les grandes masses bourgeoises qui ont les municipalités nouvelles, se rassurent, craignent moins de montrer leur aisance. Habit carré, grosse cravate, fines bottines ou petits souliers.

Les arts du meuble, par lesquels Paris sous Louis XV s'imposa à l'Europe, ne peuvent se relever. Partout le bric-à-brac, des meubles charmants à vil prix. Chacun a chez soi quelque pièce, très exquise souvent, en contraste choquant avec le reste, un ménage dénué et pauvre.

Aux dix-huit cents bals de Paris, aux innombrables mariages, les femmes en robe blanche semblent autant de vestales. La Terreur et la mort ont tout renouvelé. Elles apparaissent légères et vaporeuses, comme des ombres souriantes, dans un nuage de linon. Belle industrie. La fabrique du blanc semble l'à-propos de l'époque. L'ingénieux et ardent Saint-Simon le crut ainsi, l'essaya dans la Somme et donna du travail à des populations très pauvres (Hubbard, 26-27). Mais la grande question de l'industrie du blanc était de savoir si elle en resterait aux choses de mode, ou si elle s'étendrait à la grande consommation, linge de corps et de table, draps, rideaux, etc Saint-Simon, qui voyait très bien, mais au delà du temps, par l'instinct du désir et l'amour du progrès, sans doute, espérait qu'en l'état de complet abandon où l'on était resté, la propreté serait le premier besoin d'intérieur. Cela vint, mais fort tard, peu, très peu sous l'Empire, mais seulement après les guerres, vers 1818. En 1795, le paysan achète de la terre, achète de l'argenterie même, qu'on peut toujours revendre, mais ne se fait pas de chemises.

Toute spéculation est-elle coupable? On le croirait à lire les déclamations de l'époque.

Mais en 93, le fameux Comité, tout en invectivant contre le *négociantisme*, se servait de négociants et de spéculateurs. Lindet avoue que, sans eux, malgré les ressources énormes de la réquisition, on n'aurait pu répondre aux besoins subits de la crise. Ces maisons sont en réalité des réservoirs qui concentrent, amassent comme les grands bassins de Versailles, et qui peuvent, à tel jour, lâcher une grande masse, à telle heure donner un jet fort.

Énumérons les genres différents des spéculateurs :

1° Le *fournisseur*, grand *manufacturier*. Tel fut Armand Séguin, ami de Fourcroy et chimiste, qui prétendit pouvoir tanner les cuirs en quelques jours, et chaussa nos armées subitement. Chaussures, il est vrai, détestables, mais commodes, légères au soldat. Il marchait dans l'eau, mais marchait.

2° L'*accapareur*, presque toujours funeste, qui ne fabrique pas, au contraire entrave la production.

Exemple : un garçon de vingt ans, Ouvrard, de Nantes, voit en 89 commencer l'immense mouvement des journaux, de l'imprimerie. Il court à Angoulême, où étaient la plupart de nos fabriques de papier. Il achète d'avance tout ce qu'on en fera en deux ans, et le revend très cher. Il y gagne cent mille écus, rançonne, entrave l'imprimerie.

3° Encore pire, l'*agioteur* sur l'assignat. Genre fatal de spéculation, qui, donnant des gains énormes à qui ne produit rien, écarte les capitaux de toute création réelle. On y prit l'horreur du travail. Bien plus, les cascades ruineuses qu'on opérait sur la valeur de l'assignat tombaient surtout d'aplomb sur les classes secondaires et pauvres, sur le petit marchand, sur le misérable ouvrier. Cette industrie cruelle était la guerre à l'industrie.

Mercier, Boilly, Charles Vernet, ont fait des portraits admirables du

Perron, du Palais-Royal d'alors, honteusement immondes, mêlés de loups-cerviers, de filles, de bouges souterrains, d'allées mal odorantes où l'ordure de tout genre triomphait, s'étalait. Il serait cependant insensé de généraliser cela, comme on a fait, de dire : « Tel fut Paris ». Quand je vois au contraire comment vivait la jeunesse des écoles, si sobre et si laborieuse, je sens combien le Paris d'alors était mélangé. Ces écoles ont donné des hommes éminents. J'en ai connu plusieurs. Ils vivaient serrés dans certaines petites pensions bourgeoises à bas prix. Vie spartiate, abstinente à l'excès, que n'accepterait aucun étudiant d'aujourd'hui.

J'ai regret que ce mot, ce beau nom de spéculateur ait été tellement détourné de son sens. Celui qui le mérite, c'est celui qui, d'un point élevé, regarde au loin, prévoit, calcule les voies de l'avenir, et d'un esprit fécond crée les hommes et les choses.

Que Saint-Simon ait réussi ou non, je l'appelle pourtant un grand spéculateur, fort digne de ce nom. Ce fils de la science du XVIII[e] siècle porta dans les spéculations un vrai caractère de grandeur, une haute logique.

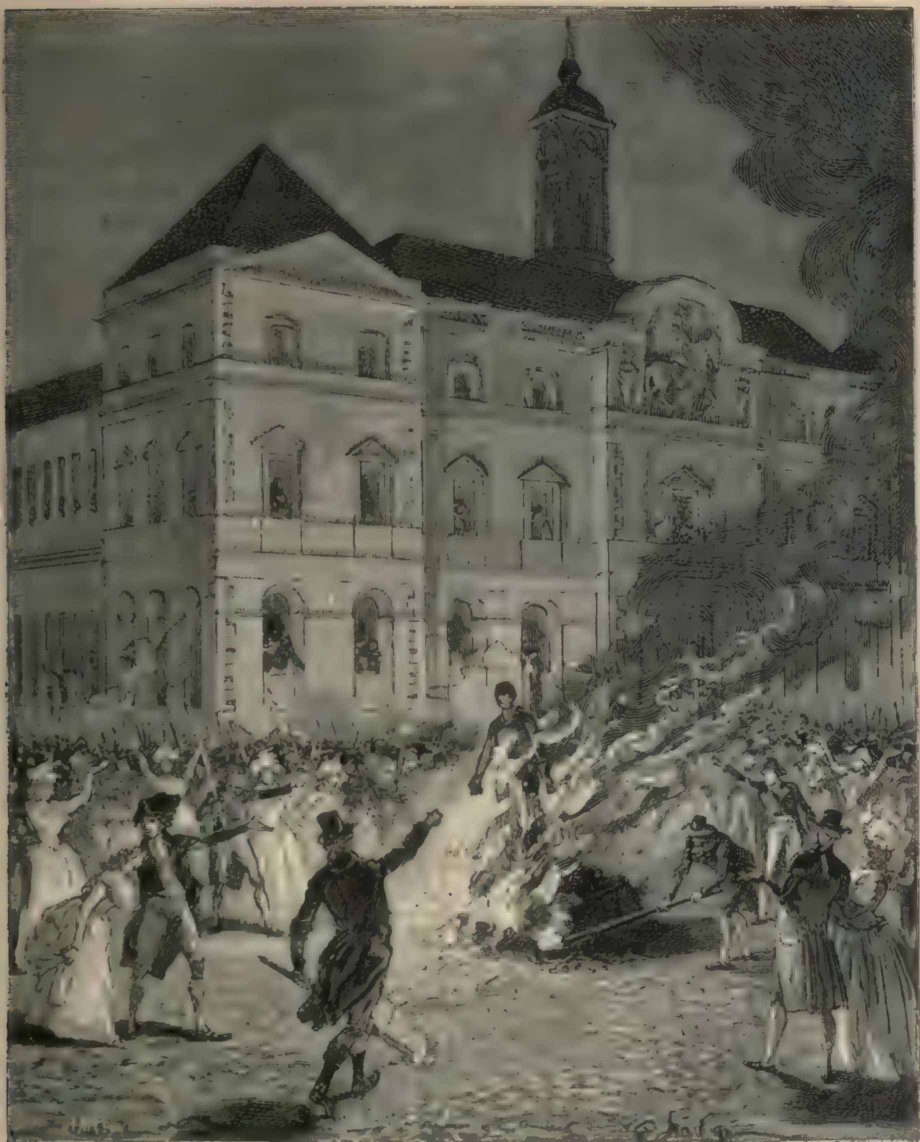
Les Saint-Simon s'imaginaient descendre de Charlemagne et descendaient à coup sûr d'un petit favori de Louis XIII. Leurs établissements étaient principalement dans le Nord, et le tempérament picard fut celui de la famille. — Ce tempérament est double. D'un côté la violence, la colère jaune, bilieuse, à la Calvin, à la Babeuf; ce fut le tempérament du grand écrivain Saint-Simon. — Mais il y a aussi les sanguins, comme Camille Desmoulins, bienveillants et de mœurs légères. Tel fut le célèbre utopiste, cousin du premier Saint-Simon.

Il tint peu de son père, dur et violent, mais probablement de sa mère (qui était aussi une Saint-Simon). Il fut aimable et bon, de plus, avec une grandeur romanesque, intrépide, désintéressé. Nul scrupule, peu de convenances, une vive audace d'esprit.

Mon ami, M. de Fourcy qui, alors enfant, le vit, et qui plus tard, jeune officier, l'admirait, le suivait tant qu'il pouvait, l'avait gardé dans les yeux vivement photographié. C'était un bel homme, très gai, de figure ouverte et riante, avec des yeux admirables, un beau nez long, donquichottique. Il vivait au Palais-Royal et autour, dans une liberté cynique de grand seigneur sans-culotte. Sa toilette était dans le genre d'Anaxagoras Chaumette. Point de cravate, ou très bas, tombant comme elle pouvait. La bonne houppelande du temps. Entre les femmes et les affaires, ce qui primait dans cette tête cependant, c'était l'idée. Et même les affaires et les femmes, c'était visiblement pour lui matière à l'observation, aux expériences hardies. Il était étonnamment, prodigieusement curieux, cherchant toujours, apprenant, prodiguant ce qu'il apprenait et le transmettant aux autres. On ne pouvait s'en détacher.

Marquons le progrès triple de ses utopies.

Nous le rencontrons d'abord comme acquéreur de biens nationaux. La



Ces furieux marchands brûlèrent un Châlier de carton. (P. 1933.)

terre, d'abord, la terre au paysan. Il l'achète pour la diviser, la donner à vil prix.

Mais cette terre, comment la cultiver, quand la réquisition a fait razzia des chevaux? Saint-Simon en achète pour les vendre à crédit ou même les donner aux gens de sa commune.

Enrichi par la terre, le paysan achètera? *l'industrie va se relever?* Saint-Simon y a foi, et il crée des fabriques.

Fabriquer au meilleur marché, c'est maintenant le but. Il nous faut des machines et des directeurs d'ateliers. Saint-Simon crée chez lui *une école de jeunes savants*, — non la Polytechnique, qui enseigne ce que l'on sait, — mais celle du *Perfectionnement*, qui cherche et améliore, veut savoir davantage, diriger, hâter le progrès.

Pour créer des hommes surtout, ce qu'il fait est chose étonnante. Ceux en qui il croyait entrevoir l'étincelle, il leur ouvrait son cœur, sa bourse, sa maison. Foi sans doute excessive, aveugle et imprudente, mais bien digne d'admiration.

Pour revenir à la situation, quel en était le grand, le réel embarras?

Nullement mystérieux. C'était la détente subite après la constriction de la Terreur. Le retour à la liberté, aux habitudes naturelles, eut l'effet d'une convulsion, d'un spasme violent.

Il est bien enfantin de dire qu'aucune autorité eût pu rien à cela. L'autorité! elle n'existait pas. L'Assemblée et ses comités de gouvernement avaient, comme la France elle-même, subi le grand fait général, l'affaiblissement qui suit tout effort au delà de la nature.

La Convention, sortie de la fausse unité de la Terreur, reparaissait variée d'esprit, de nuances politiques, ne pouvait plus donner une impulsion déterminée.

Que fallait-il? « Reprendre Robespierre, après l'avoir tué? Soutenir par la terreur le maximum et l'assignat? » Donc, relever la guillotine?

Ceux qui disent ces paroles vaines oublient d'ailleurs un point essentiel. C'est que, même sous Robespierre, avec la mort présente et un torrent de sang, on ne parvint jamais à établir vraiment ce fameux maximum. Il élevait très haut les salaires d'ouvriers; *mais il n'y eut plus ni salaires*, ni ouvriers, puisqu'on ne fabriquait rien. Il abaissait très bas la valeur des denrées, des vivres. *Mais les vivres ne venaient plus* que par la violence et les menaces des agents redoutés qui couraient le pays.

La doctrine de liberté illimitée, qui fut celle de Turgot, des grands économistes, avait été celle des Girondins; elle dominait dans la majorité de la Convention, chez ses nouveaux meneurs. Quelque bonne qu'elle pût être en elle-même, et en temps ordinaire, — comme ceux où Turgot l'appliqua, — elle demandait certainement quelque tempérament dans la situation étrange, si exceptionnelle, de 94. Il eût fallu aider Paris à franchir ce moment de crise, c'est-à-dire prendre des mesures pour y tenir l'hiver le pain à certain prix. Paris le méritait pour plus d'une raison : 1° il souffrait beaucoup plus que tout le reste de la France, étant une ville d'art et de haute industrie; 2° Paris, à ses dépens, en suspendant tous ses arts lucratifs, avait fait la Révolution, qui le ruinait. Il avait enfanté, créé la République.

Ceux qui prirent ou reprirent autorité, maintinrent l'odieuse exception qu'on fit contre Paris : les quarante-quatre mille communes eurent toutes leurs municipalités, leurs magistrats élus... moins une, celle de Paris!

Si Paris avait eu une Commune en 95, un organe régulier, une administration spéciale des subsistances, on n'eût pas eu l'affreux chaos de Germinal et Prairial, et leurs échos sanglants dans les massacres du Midi.

Babeuf, très honorablement, soutenait cette thèse. Dans son numéro du 29 nivôse (19 janvier 95), il attaque, il dénonce ses faux amis thermidoriens, spécialement Tallien, la Cabarrus : « Infortunés Français! nous retrouvons la Pompadour! » Il annonce les maux que va produire la fatale indulgence de Fréron, l'amnistie proposée pour *les émigrés de la peur*. Comment les distinguer des autres?

Babeuf eût voulu réunir les plus sincères amis de la Révolution, et généreusement il avait défendu ses ennemis, les Jacobins, qui avaient agi contre lui et son club. Sa *Vie de Carrier* fut écrite pour défendre et sauver les Jacobins de Nantes, le comité nantais, que l'on voulait poursuivre après le jugement de Carrier. Opposé jusque-là aux Jacobins par son humanité et son horreur du terrorisme, il se rapprochait d'eux par son austérité. Leur rêve, à ce moment, que partagea Babeuf, eût été de sortir de tout régime d'exception, d'appliquer, d'établir la *Constitution de* 93, idéal ajourné par Robespierre lui-même, pôle lointain de la démocratie, où le peuple n'élit pas seulement la législature, mais *lui-même vote sur les lois!*

Hélas! hélas! quelle haute culture exigerait une telle chose! Soixante-quinze ans après, on vient de voir, en mai 1870, ce peuple infortuné voter dans les ténèbres, et par sept millions de votes se poignarder lui-même!

Babeuf, les Jacobins, en appelaient à la France, et ne savaient ce que c'était. A peine connaissaient-ils Paris, rien des départements, rien du grand changement qui s'était fait en huit mois depuis Thermidor.

Donnons des dates très précises.

La fin de 94 (août, septembre, octobre, novembre, décembre) fut absolument girondine. « Le discrédit du royalisme était extrême », dit Thibaudeau. Et Montgaillard avoue même à Pâques (95) que sa situation est encore pitoyable. A Paris, ce qu'on nomme la jeunesse dorée s'indigne d'être appelée royaliste. C'est seulement en mars que quelques jeunes gens acceptent ce nom détesté.

A Lyon, personne, exactement personne, ne s'avoue royaliste, avant l'anniversaire du 21 janvier.

Cependant, souterrainement un changement s'est fait vers la fin de 94. Tout l'hiver, le midi est travaillé par les prêtres. Au printemps, il commence à l'être par les émigrés, par la puissante agence que Pitt créa à Berne, avec des masses d'or, la fontaine des faux assignats à son premier jet de trois milliards! La machine de la *Terreur blanche* est préparée partout. L'innocence de nos patriotes eût été bien surprise de voir leur Constitution de 93 envoyant en masse à l'Assemblée des ennemis de la Révolution.

CHAPITRE V

COMMENT LA TERREUR BLANCHE SE PRÉPARA L'HIVER

« Est-ce que l'on ne saura jamais rien de la Terreur blanche? — Non. — Pourquoi? — C'est qu'elle subsiste. »

Remarquable réponse que faisait à mes questions un homme très versé dans les histoires locales de l'Ouest et du Midi, qui aurait pu écrire beaucoup et ne l'a fait jamais.

« Peut-on même en parler? Ce n'est pas toujours sûr. Ce sont choses qui touchent d'honorables familles, et qui sont comme couvertes par l'accord des *honnêtes gens.* »

Parlez, si vous voulez, de la Terreur républicaine. De toutes celles qui se sont succédé dans le Midi depuis des siècles, c'est la seule qui ait vaillamment affiché ses actes, les autres sont muettes, et, le plus curieux, elles ont obtenu de leurs victimes même la complicité du silence.

On a, dans les archives du Midi, et partout, détruit, tant qu'on a pu, les pièces accusatrices des trois Terreurs récentes que les conservateurs, — un parti identique sous des noms différents, — firent en 95, en 1815 et en 1852. Il est très difficile d'éclaircir la première. Chose bizarre, c'est à Nantes, par un bonheur insigne, que j'ai trouvé des traces de ce qu'on a si bien effacé sur le Rhône. Les notes d'un représentant qui y fut envoyé m'ont appris maint secret de ce qu'on crut cacher, même aux vallées profondes de l'Ardèche, aux sauvages contrées de la Lozère. (*Papiers de Goupilleau*, communiqués par M. Dugast-Matifeux.)

Ainsi des tombes et des ruines sortent des voix que l'on n'attendait point. Elles viennent peu à peu démentir et les mensonges calculés des partis, et les fictions décevantes, souvent plus dangereuses encore, des fantaisistes, des artistes étourdis, du roman historique, le plus grand ennemi de l'histoire. Une littérature tout entière est venue de nos jours ajouter ses mirages aux obstacles, aux difficultés que l'histoire rencontrait déjà. Nodier, le plus brillant, a ouvert cette voie. Il a restauré Robespierre, et de ce paradoxe, avidement saisi, il est sorti toute une école. De même il a paré, dans son indifférence, la Terreur royaliste, et fait des gentlemen de nos assassins du

Midi. Il ne tient pas à lui que Fouché ne soit galant homme, et Pichegru loyal. Par bonheur, les amis de celui-ci ont démenti Nodier.

Un mot fera juger comme il fausse l'histoire. Les assassins de Lyon et du Midi, eux-mêmes, s'appelaient *compagnons de Jésus.* Aimé Guillon, ce furieux, qui est un prêtre, dit *Jésus.* Et, en effet, c'est bien dans l'ombre de l'église, autour des neuf églises rouvertes à Lyon, qu'apparaît pour la première fois cette mystérieuse compagnie. Mais c'est trop simple pour Nodier. Il met compagnons de *Jéhu.* Il suppose que ces vengeurs allèrent chercher le nom d'un vengeur d'Israël, un nom biblique qu'auraient pris sans doute volontiers les Puritains, mais parfaitement inconnu en pays catholique, où la Bible se lit si peu.

Nous allons tout à l'heure expliquer la machine qui, de septembre en mars, travailla sourdement pour amener la sanguinaire réaction; instrument double, d'intrigue fanatique, et de corruption, d'or anglais, de faux assignats.

Mais, avant tout, il faut remarquer une chose, c'est qu'en cet orageux Midi, l'action va s'engager sur un terrain imprégné de haines envieillies, que vingt révolutions en sens inverse avaient cruellement travaillé.

Ne craignons pas de remonter très haut. Ce pays, qu'on croirait d'esprits légers, est prodigieusement tenace. Rien ne s'oublie. Quand MM. de Lévis vinrent, en 1815, redemander leurs biens, on leur dit qu'ils avaient reçu ces biens, en 1200, des mains maudites de Simon de Montfort. En 1300, l'insulteur du pape, Nogaret, est un fils d'albigeois, qui lui rend le soufflet reçu en 1200. Nombre de protestants de 1600 sont aussi de sang albigeois. Tels de nos violents terroristes, comme Payan, Fauvety, étaient de furieux Cévenols.

Avec ce Fauvety, au tribunal d'Orange, siégea Fernex, un canut de Lyon, le représentant trop fidèle des longs âges qui avaient produit cette race misérable et chétive. 93 n'eût pas suffi pour des hommes si sauvages. Les siècles y avaient travaillé. Nulle part l'humanité n'avait été si outragée. L'oligarchie marchande, qui avait tellement endetté la cité, avait terriblement exploité et souillé le peuple. La révolution fut violente contre cette violence. Le vengeur fut Châlier, barbarement frappé lui-même des Girondins, guillotiné trois fois! Le vengeur du vengeur fut Collot, fut Fernex. Ainsi roula, par coups et contre-coups, la fureur alternée des sanglantes réactions.

En Thermidor, la masse girondine rentra à Lyon sur les ruines, rouvrit ses boutiques misérables et sans acheteurs. Les royalistes ne rentrèrent qu'un à un, et quelques mois plus tard. Ces furieux marchands brûlèrent un Châlier de carton, arrêtèrent son ami Bertrand, redevenu maire. Ils se constituèrent contre les Jacobins, garde nationale. Les députés thermidoriens qui venaient, leur donnaient des armes. Aux femmes ils ouvrirent neuf églises, et le clergé se retrouva centre de Lyon. Les *bons ouvriers* sans ouvrage, tant de gens qui mouraient de faim et se disaient soldats du siège, tout doucement formèrent un corps : *Compagnons de Jésus.* Point de chef royaliste encore, mais un thermidorien, un ami de Legendre, un aboyeur connu,

terroriste d'hier. C'est seulement au 21 janvier 95 que le royalisme se montre; d'abord par les prêtres et les femmes, une tourbe confuse qui s'entasse [aux églises.

Pendant que les autorités font la fête légale de la mort du tyran, il est canonisé en chaire. On fait son service funèbre. On lit son testament. Les cœurs sont attendris; les femmes pleurent, étouffent. On peut dire : « Le sang va couler ».

L'occasion, c'est le jugement même, le châtiment des terroristes. Des juges, il n'en faut pas. Les douces créatures, les plus charmantes dames, veulent, exigent des meurtres, de viriles exécutions. Elles ont honte de leurs mignards amants. On les trouve muettes, sombres. « Mais qu'avez-vous? — J'ai que vous êtes des lâches! que vous ne savez pas tuer! »

Les voilà donc, les énervés, les jolis hommes-femmes, mis en demeure de prouver qu'ils sont hommes. Les voilà, eux aussi, *compagnons de Jésus*, qui s'en vont *travailler* — belle égalité républicaine, — dans la bande sanglante des voleurs et des assassins. Le soir, fier et modeste, on revient au salon, ayant soin que la main blanche ait un peu de sang. Vrai ou faux, ce sang-là fait bien. Le tendre cœur frémit, mais saura le payer.

L'emportement des Lyonnaises parut au jugement de Fernex. Ce barbare alléguait qu'il avait tué en conscience, en scrupuleux juré, en vertu de la loi. Sa lettre à Robespierre, où on voit ses scrupules, certain regret d'humanité, reste pour jeter une lueur quelque peu favorable sur sa triste mémoire. Il fut absous. Mais une masse furieuse rugissait à la porte. A la sortie, il fut déchiré, mis en pièces. On vit pis que la scène horrible de Châlier. Chaque femme se fit un mérite, un devoir, de lui enfoncer ses ciseaux. Et cependant il ne pouvait mourir. On le jeta encore vivant au Rhône.

Cela lâcha la mort. La fureur des assassinats n'eut point de bornes. Mais qui tuer? On imprima un manuel du meurtre, une liste de ceux qui avaient dénoncé, disait-on, et la liste de leurs victimes. Et on tuait aussi par fantaisie, sans règle. Avait-elle dénoncé, la marchande de modes à qui on brûla la cervelle? Avait-elle dénoncé, la jeune Richard de dix-sept ans, qu'on prit et qu'on égorgea, ne trouvant pas son père? Notez que ces fils de Jésus ne tuaient pas gratis, souvent ils volaient aussi, se garnissaient les mains. Pour ces hommes endurcis, c'était peu que la vie humaine. Dans leur argot sauvage, l'homme tué n'était qu'un *mathevon*. Mot du patois de l'Est, pour dire un méchant petit arbre qui, la tête coupée, ne montera plus (voy. Montfalcon).

Plus le saint temps de Pâques approche, plus la Terreur, d'abord presque enfermée dans Lyon, va se répandre au loin. On avait essayé, dès septembre 94, de soulever le fanatisme ; tout près d'Orange, du fameux tribunal, la Vierge avait apparu, d'abord sans grand succès, ce semble. Les départements écartés, Ardèche et Lozère, qui avaient peu souffert de la Terreur, mais qui ne savaient rien, presque rien du mouvement central, furent tout l'hiver

travaillés par les prêtres. Les royalistes, légers, voltairiens jusque-là, se rallièrent aux prêtres, s'y confessèrent (*Mss. Goupilleau*).

Les magistrats nouveaux, inoffensifs et girondins, fort indulgents, ne furent point tolérés. Leurs domestiques les quittèrent; leurs pieuses servantes n'osaient plus les servir. On ne leur déclara plus rien des morts, naissances et mariages.

Enfin arrive Pâques, et tout éclate. Le printemps est terrible dans le Midi. On dirait une éruption volcanique. Si, en 92, dans l'humide Vendée, les femmes à ce moment de l'année lancèrent la guerre civile, combien plus, en 95, sur leur sol enflammé, les folles Provençales devaient délirer, s'aveugler, ne voir plus que du rouge, comme les petits taureaux de la Camargue dans leurs accès subits, imprévus, de férocité!

Après l'église, le foyer des massacres fut l'auberge, le cabaret. On va voir qu'à Marseille le chef des massacreurs est un maître d'auberge. Toutes étaient pleines. Des hommes généreux étaient là pour payer, régalaient à portes ouvertes. Dans ce temps de grande misère, cela semblait bien doux. Les meurt-de-faim partout trouvaient solde et pâture dans les *Compagnies du Soleil* (depuis Louis XIV, *Soleil* veut dire le Roi). Un argent abondant coulait, on ne savait d'où, dans le pauvre pays.

Les assignats de Londres, dès janvier, apparurent à Lyon. Vers février et mars, tout près de Lyon, en Suisse, vient résider le grand machinateur anglais, Wickam, avec des masses d'or, de faux assignats. Deux courants s'établissent et vont traverser le Midi. De Bâle à Besançon, à Lyon, s'organise régulièrement la petite poste anglo-royaliste, déjà depuis deux ans établie sur le Rhin, surtout par le moyen des pâtés de Strasbourg, dans lesquels on passait les lettres.

Le grand cœur de Wickam, sa passion, sa générosité, ne sait point calculer. « L'Anglais, dit Montgaillard, ne craignait qu'une chose : de dépenser trop peu. »

Ce furieux caissier, Wickam, aux plus fortes demandes, n'avait qu'une réponse : « Non, ce n'est pas assez. » (Fauche-Borel.)



CHAPITRE VI

LES JOURNÉES DE GERMINAL (1er AVRIL). MASSACRES DE LYON (5 MAI 95)

L'Assemblée se rendait peu compte de ces grandes puissances souterraines qui travaillaient la France. Elle ne regardait que Paris.

La paix prochaine avec la Prusse, la belle campagne de Hollande conquise en plein hiver égayaient bien peu son regard. Elle ne voyait que Paris.

Le grand moment d'expansion de novembre, à la clôture des Jacobins, la création magnifique de toutes nos grandes écoles, était déjà loin. La difficulté croissante de l'arrivage des vivres, la panique de l'assignat, l'interminable dispute que sa valeur variable mettait aux moindres affaires, tout avait terriblement assombri la situation. Elle alla s'embrumant, s'enténébrant, et les longs jours aigres, froids, nécessiteux du printemps, étaient loin de l'éclaircir. Au contraire, par l'excès des maux ils amenèrent de telles crises que l'Assemblée, ballottée au vent des peurs et des colères, fut tout au combat de Paris, et perdit de vue le reste, laissa la France, le monde, devenir ce qu'ils voudraient.

Ce qui me frappe le plus dans cette salle si obscure de la Convention et dans ce noir Paris d'hiver, c'est la prodigieuse dépense d'imagination qu'on y fait, de fureurs non jouées, sincères, de vaines accusations, surtout d'illusions, de songes. L'historien des anciens âges y croirait revoir quelque chose du Paris fou de Charles VI, de la fantastique fumée de ces époques étranges où tout paraît plein du démon.

Si crédules après Voltaire! Après un siècle raisonneur, si peu de raisonnement! un déchaînement si fort, si aveugle, de la fantaisie!... On le croit à peine.

Il est certain que deux légendes dominaient la situation, — absurdes au total, quoiqu'il s'y mêlât un peu de réalité.

D'un côté, les masses ouvrières, le peuple en général disait : « On veut que nous mourions de faim. »

De l'autre, les classes marchandes, l'innombrable petit rentier disait, croyait : « Un complot se fait entre les Jacobins pour recommencer la Terreur massacrer la Convention, et la moitié de Paris. »



Aux Champs-Élysées seulement, un groupe essaya d'arrêter les voitures où étaient les déportés qui n'en allèrent pas moins à Ham. (P. 1942.)

Des noms propres aidaient la légende. La haine de l'assignat s'en prenait surtout à Cambon. La rareté, la cherté des vivres venait de celui qui passait pour s'occuper des subsistances, du député Boissy d'Anglas. On l'appelait *Boissy-famine*.

C'était un protestant de l'Ardèche, un avocat d'Annonay, qui s'était procuré le titre d'une charge de cour (maître d'hôtel de Monsieur), académicien de province, d'une politesse empesée et qui paraissait servile. Il

avait l'air, dit Mercier, « d'avoir toujours sous le bras sa serviette de maître d'hôtel. »

La terrible tradition du Pacte de famine, sous forme différente, revient dans les esprits. Écoutez dans la longue queue qui se fait la nuit pour le pain. Vous entendez ceci : « Il y a trop de monde en France. Le gouvernement y met ordre. Il faut qu'on meure, qu'on meure... » C'est ce qui, dans Vilatte, Babeuf, etc., prend la formule atroce du *Système de dépeuplement*. Tous en parlent, et le pis, c'est qu'ils y sont crédules. Tous les partis se lancent, se relancent cette pierre à la tête.

Qu'il y ait eu, comme toujours, de gros spéculateurs en blé, cela ne fait pas doute. Mais c'était cependant le moindre côté de la question. La grande cause générale et terrible de la disette de Paris, c'est que personne ne voulait y venir. C'est que tous les fermiers fuyaient et redoutaient le marché parisien.

Forcés sous la Terreur d'y apporter, d'y vendre aux plus mauvaises conditions, ils s'en dédommageaient maintenant en n'y venant plus. Le blé s'en allait à Rouen, Évreux, Reims, Orléans. On aurait dit qu'après la contraction, une force centrifuge énorme, irrésistible, emportait les denrées au loin.

On eût voulu que, dans un rayon de vingt lieues à peu près, la campagne nourrît Paris. Mais ceux de Vernon, par exemple, qui étaient juste à vingt lieues, refusaient, se battaient plutôt que d'y venir.

Le marché de Paris, sur un terrain si bouillonnant, dans ces grandes foules inflammables, effrayait le vendeur. Il n'était pas à l'aise, entouré et pressé des masses faméliques, défiantes, prêtes aux aigres disputes. Disputes sur les prix, sur la valeur de l'assignat. Fureurs contre ceux qui achètent à bon marché en numéraire. Injures fort dangereuses, lancées légèrement, les noms d'*accapareurs*, d'*affameurs*, d'assassins du peuple. Et, si l'on ripostait, le fermier, sa charrette, pouvaient être mis en fourrière, traînés à la section, interrogés de fort mauvaise humeur, non sans danger à la sortie.

Comment remédier à cela ? L'autorité nouvelle, — quoi qu'on ait dit, — n'y fut pas négligente, elle y fit des efforts incroyables, autant et plus de sacrifices qu'on n'avait faits dans la Terreur. Comparons deux chiffres certains.

L'homme de l'ancien Comité de salut public, Lindet, nous dit qu'en douze mois il fit venir deux millions et demi de quintaux de grains, donc *deux cent mille par mois*, pour *la France entière*.

Boissy d'Anglas affirme que le nouveau Comité fit venir huit cent cinquante mille quintanx en quatre mois, donc plus de *deux cent mille par mois* pour *la seule ville de Paris*.

Grand effort, mais très vain. Nulle action gouvernementale ne supplée le commerce, l'action de l'industrie privée.

De ces réalités cruelles sortaient des accusations violentes, un dialogue atroce :

« D'où viennent la misère et la faim, la cherté, le chômage, l'absence de travail, de commerce? »

Des affameurs. disaient les uns, des spéculateurs, de leurs compères les députés.

Et les autres : Du complot jacobin, de la queue de Robespierre. Tant qu'ils brouillent, on ne peut rien faire. Avec eux il faut en finir.

Dans un tel état des esprits, le moindre bruit frappait et effrayait. Sur un cri des tribunes, sur un mot emporté de Ruamps, de Duhem, l'Assemblée s'émouvait. Les Girondins montraient le poing à la Montagne, criaient : « Voyez-vous le complot? »

Dans Paris, le cours de Laharpe avait un effet incroyable. Ce bavard, converti par une noble dame en prison, prêchait maintenant contre lui-même, donnait au public ce spectacle d'un terroriste accusant la Terreur. Un certain groupe autour de lui se formait, une société violente de réaction. De son Lycée, la jeunesse élégante s'élançait au théâtre, y chantait *le Réveil du peuple* et faisait taire *la Marseillaise.* Mais elle se heurta à des masses hostiles, la plupart étaient des élèves de l'École normale. Si loin dans l'insolence allèrent les muscadins que l'Assemblée finit par s'indigner. On cerna un théâtre, on en enleva deux cents qui furent conduits aux Gravilliers et durement tancés par cette section patriote.

En revanche, on fit faire par l'enragé Fréron l'accusation en règle des Jacobins (9 février, 21 pluviôse). Ramassant leurs propos furieux, insensés, leur prêtant un accord qu'ils n'avaient nullement, il combina tels mots du faubourg Saint-Antoine, et tels de Saint-Marceau. Dans la réalité, Babeuf s'était rapproché d'eux. Mais cette coalition des deux clubs, rivaux naguère, n'était menée par nul homme d'action. Celui qui l'eût conduite, rendue redoutable peut-être, Lazouski, l'homme du 10 août, venait justement de mourir.

Fréron affirmait, soutenait *qu'on tuerait cent représentants*, girondins ou thermidoriens.

Accusation sans preuve, mais dont l'effet certain était d'exaspérer les haines et les frayeurs. On arrêta Babeuf le 21 février. Et, le 2 mars, le déclamateur Saladin, dans un rapport contre Collot, Billaud, Vadier, Barère, entama réellement un procès contre la Montagne. Il n'allait pas à moins qu'à frapper tour à tour *une centaine de représentants* qui en 93 avaient été en mission.

Un député de la Seine-Inférieure, Faure, disait sagement que le procès des quatre devait être remis à un an. Mais on n'écouta rien. Legendre fit voter qu'ils seraient à l'instant mis en arrestation.

Fatal commencement, qui, de nouveau, allait ouvrir la voie à une opération barbare de l'Assemblée sur elle-même. Un homme le sentit, de peu de

portée, mais honnête, qui suivait toujours son cœur ; il fut en août l'organe du mouvement alors si général contre le Terrorisme. Lecointre, le 19 mars, retourné violemment, étonna tout le monde, en demandant *la Constitution* de 93.

Les plus sages de la Montagne, Romme, Goujon, etc., applaudirent et avec raison. Quelque jugement qu'on porte sur cette machine impossible, elle pouvait utilement servir à enrayer sur la pente où l'on glissait, retarder la réaction.

Dès le 17, avait eu lieu, au faubourg Saint-Martin, un rassemblement d'affamés. Le 21 (1er germinal), une masse du faubourg Saint-Antoine vint demander à l'Assemblée la Constitution de 93 et la fin des disputes, c'est-à-dire, prier l'Assemblée de ne pas se tuer elle-même.

Pétition fort mal reçue des modérés. Ils firent faire par Sieyès une loi de police, menaçante et de peu d'effet :

« Qui viole l'Assemblée est déporté, qui insulte un député est mis à mort. En cas de trouble, on siégera à Châlons, et, — chose infiniment dangereuse, imprudente, — on appellera de chaque armée une force qui protège la Convention. »

La faim n'a peur de rien. Le 7 germinal (27 mars) on ne put distribuer le matin qu'une demi-livre de pain ; autant devait en venir le soir. Mais on n'attendit pas. Au centre de Paris, les femmes se soulevèrent, marchèrent sur la Convention.

Boissy expliqua parfaitement la situation. Paris consommait beaucoup plus, ayant une foule de mangeurs étrangers, au moins 50,000; — plus, 8,000 militaires destitués, fort embarrassants. Les convois de farine arrivaient lentement, étant trop souvent retenus, arrêtés en chemin par des populations qui criaient qu'on les affamait. A Paris, quoi qu'on fît, plusieurs prenaient trop, s'approvisionnaient pour plusieurs jours. La banlieue trouvait cent moyens d'emporter du pain de Paris.

Des représentants en personne allaient presser les arrivages. On ne les écoutait pas. On les menaçait même. Plusieurs furent en danger. Emploieraient-ils la force? Faudrait-il revenir aux moyens de terreur?

L'hésitation où l'on était, et la difficulté d'organiser cette force qui fît venir les fermiers malgré eux, prolongèrent la situation. Les souffrances étaient visibles, incontestables. Mais l'Assemblée croyait qu'un complot jacobin les exploitait et soulevait le peuple. Alarmée de l'éclat du 7, elle semblait vouloir profiter de la loi nouvelle, s'établir à Châlons, laisser Paris à la misère au désespoir.

Elle suivait avec passion son procès contre la Terreur. Passion fort aveugle, qui, les yeux fermés, confondait les deux fractions opposées du précédent gouvernement, poursuivait à la fois les instruments de Robespierre : Herman, Fouquier, et les ennemis de Robespierre : Collot, Billaud, Vadier, etc.

Le 8, s'ouvre à grand bruit le procès de Fouquier-Tinville, d'Herman, etc.

Le 12, comme on va voir, on déporte Collot, Billaud..... les furieux de 93.

Nulle preuve que ces deux terrorismes, qu'on poursuivait, eussent fait un complot. Ce fut tout simplement une distribution de pain retardée qui (le 12 germinal, 1er avril) porta un flot de femmes à la Convention. Elles menaient leurs enfants avec elles. Cette grande masse, poussée par derrière, força la garde, tomba dans l'Assemblée. Elles criaient : « Du pain ! du pain ! » Carnot dit dans ses notes (voy. Mém.) que ce rassemblement n'était nullement menaçant.

Même les pétitions que les hommes apportèrent ensuite, quelque diverses qu'elles fussent, démagogiques ou non, s'accordaient en ceci : « qu'elles priaient la Convention *de rester à son poste* », donc lui accordaient confiance.

Avant l'entrée de cette foule, l'excellent Lanthenas, le girondin, et l'ami des Roland, avait supplié les représentants de prendre une mesure d'équité pacificatrice : « de rassurer les patriotes, qui, égarés dans la Terreur, avaient nui sans intention ».

Mais quelques fous de la Montagne, Ruamps le maratiste, et un certain Bourgeois, exaspérèrent l'Assemblée par des mots d'une calomnieuse fureur : « Que les comités, par exemple, soldaient les muscadins, *qu'ils organisaient la famine* ». Ce mot, dans un tel jour, pouvait avoir une portée terrible. La Convention se contint, mais le soir, mais la nuit, frappa cruellement.

Tout cela se passait à travers un fort long rapport de Boissy, souvent interrompu, mais qui finalement proposait de céder à la voix de Paris, de revenir aux moyens de contrainte pour l'approvisionner par réquisition. Pour réussir on devait, dans chacune des sections, élire et armer cinquante hommes.

Mais que feraient ces hommes ? On n'osait dire encore qu'ils obligeraient les fermiers d'apporter. On disait seulement « que, commandés par des représentants, ils protégeraient les arrivages ».

Vaine et molle rédaction. Legendre dit : « Cela ne sert à rien sans une loi *qui force le fermier* à vendre à un prix raisonnable. »

Et Goujon ajouta : « Cela ne sert à rien, si les réquisitions pour Paris se font dans des lieux où achètent des districts plus éloignés », si Vernon, par exemple, fournit Rouen plus que Paris.

Les moyens vigoureux vers lesquels l'Assemblée aurait penché peut-être, furent singulièrement énervés par un article doucereux que Sergent fit joindre au décret, à savoir « que les Parisiens armés qu'on envoyait, s'aideraient au besoin de la garde nationale de la localité ». C'est-à-dire que, pour faire ces réquisitions, ils s'appuieraient de ceux qui, de tout leur pouvoir, les empêchaient.

Cependant les prières, les instances de la Montagne décident la foule à partir. On étouffait. L'Assemblée, rendue à elle-même, restait très indignée, et non pas seulement les rétrogrades, mais des républicains sincères, comme Chénier. Le président, André Dumont, en profita pour que l'on fît une chose

odieuse, ce fut de décréter *non pas l'accusation* des quatre : Collot, Billaud, etc., mais *leur déportation* sans jugement. Sauvage précipitation qu'on n'avait pas montrée pour Carrier même, quatre ou cinq mois auparavant.

La nuit était venue, et des bruits s'étaient répandus très irritants. On disait qu'Auguis et Pénières, deux représentants, avaient été tués ou blessés. Auguis, ancien dragon, fort colérique et provocant, s'était jeté au travers des quartiers les plus émus, Saint-Jacques, etc., on lui avait arraché son écharpe, il avait reçu une égratignure. Pénières, venu à son secours, fut prisonnier, et l'on tira sur lui, heureusement sans l'atteindre. Ces deux victimes, ramenées en grand appareil théâtral, mirent l'Assemblée hors d'elle-même. On venait de souper, tout le monde parlait et jetait des cris de vengeance. Jusqu'au matin du 13, on proscrivit, sans ordre et au hasard, celui-ci, celui-là, Ruamps, Duhem, Choudieu, Amar, Moïse Bayle, Rossignol, etc. Cela allait si vite, que l'un des plus violents proscripteurs, Bourdon de l'Oise lui-même, arrêta, dit : « Assez ».

Le furieux Fréron exagérant toujours, jurait que la révolte était dans Notre-Dame, s'y fortifiait. On donna le commandement au général Pichegru, à Barras, et Merlin de Thionville, qui se promenèrent dans Paris, ne trouvèrent rien. Aux Champs-Élysées seulement, un groupe essaya d'arrêter les voitures où étaient les déportés qui n'en allèrent pas moins à Ham.

L'Assemblée obéie, maîtresse de Paris, aurait dû se calmer, et elle ne le pouvait. Elle allait furieuse et sans trop savoir où. Ses défiances étaient telles, que les Girondins mêmes en venaient à s'accuser entre eux. Louvet, Daunou leur semblaient terroristes. Un des collègues de Daunou, son très intime ami, qui avait été en prison avec lui et avec les 73, lui disait avec larmes, le serrant dans ses bras : « Par tout ce qui est sacré, je t'en prie, dis-le-moi. Embrassé-je un ami ou bien un assassin? » (Voy. Taillandier.)

Ainsi se faisaient les ténèbres. On se frappait, à vrai dire, dans la nuit. En déportant Collot, Billaud, on arrête Lecointre, justement l'homme qui les a dénoncés !

On hurla quatre jours : « Faites arrêter Cambon ! » La Convention le vota !... Démence!

C'était précisément revenir au 9 thermidor. Ce jour, on s'en souvient, fut décidé par l'attaque imprudente de Robespierre contre Cambon. L'émeute des rentiers contre lui fit croire à Robespierre qu'il pouvait faire sauter le grand chef des finances. Mais en s'aidant ainsi de l'irritation des rentiers, on risquait d'alarmer une autre classe, immense, tous ceux qui sous cette administration avaient traité avec l'État, les acquéreurs surtout de biens nationaux. Ce nom, qui fut celui de la probité inflexible, couvrait, garantissait la fortune publique. Cambon de moins, c'était la banqueroute. L'arrêter, c'était d'un seul coup tarir la vente, éreinter l'assignat.

Les royalistes se tenaient jusque-là avec quelque pudeur. Ils prenaient d'autres noms. Ils ne se gênèrent plus en voyant l'Assemblée se proscrire

elle-même. A Rouen, on attaqua l'Hôtel de ville aux cris de « Vive le Roi ! » (15 avril). Le 20 (le 1er floréal), l'intrigant Cormatin se fait à Rennes une entrée triomphale. M. de Précy est dans Lyon, refait la garde nationale, et il n'admet comme officiers que ceux qui ont porté les armes contre la Convention.

Par la frontière de Suisse, rentraient en foule les émigrés avec de faux passeports. C'est un flot de fureur, de haine et de vengeance qui s'engouffre au volcan de Lyon.

L'Assemblée eût frémi si elle eût deviné l'effet que ses emportements allaient avoir au loin. Tout ce qui, dans Paris, s'était passé en cris, en injures, en arrestations, la plupart passagères, à Lyon et au Midi se reproduisit bientôt en sanglantes exécutions.

L'innocent Germinal de Paris devient là-bas un 2 septembre.

Pour en arriver là et frapper un grand coup, on faisait circuler des bruits ridicules, insensés : « que les Jacobins relevés allaient opérer désormais avec un instrument nouveau, une guillotine à sept tranchants. » Les représentants Boisset et Cadroy voyaient monter le flot, ne s'opposaient à rien. Le 16 floréal au soir (5 mai 95), on se réunit aux spectacles et de là, les 300 compagnons de Jésus, en trois bandes, se portent aux prisons. Dans l'une, les détenus se défendent en désespérés. Mais on emploie le feu, on les brûle vivants. Du plus haut, une femme, son enfant dans les bras, se lança dans les flammes. Cent personnes à peu près périrent.

Cadroy écrit à la Convention, mais en faveur des massacreurs, pauvres gens, qui n'ont fait que venger leurs parents. On les juge pour la forme, ils sont acquittés à Roanne. A leur rentrée dans Lyon, les pieuses dames, les bons royalistes, s'en vont les recevoir, et couvrent leur chemin de fleurs. Ils paradent au théâtre. La sensibilité publique les entoure, les accueille, et leur met sur le front la couronne de l'assassinat.

CHAPITRE VII

JOURNÉE DE PRAIRIAL (20 MAI 95). — ENVAHISSEMENT DE L'ASSEMBLÉE

Un point se débattait entre les royalistes : « A qui fera-t-on grâce ? » — Et beaucoup disaient : « A personne. »

Le plus intime conseiller de Monsieur, Antraigues, se contentait de 400,000 têtes, et disait : « Je veux être le Marat de la royauté. »

A Lyon, on disait sans détour qu'il fallait massacrer la Convention tout entière, sans épargner les modérés, les Boissy, les Lanjuinais.

Cela avait un peu éveillé l'Assemblée, absorbée par les mouvements de Paris. Le 30 avril, sur un rapport de Chénier, on décréta que, conformément à la loi, les émigrés seraient jugés et condamnés. C était Précy et son état-major de Lyon. Les trois cents coquins de *Jésus* firent au décret une réponse atroce, par le massacre du 5 mai.

L'Assemblée envoya un girondin très ferme, Poulain-Grandpré, qui remit un peu d'ordre. Les trois cents s'en allèrent de Lyon, et se mirent sur les routes à faire la guerre aux diligences. En juin, la Convention prit une grande mesure générale, désarma la ville de Lyon, et envoya ses dix mille fusils à l'armée d'Italie.

Les royalistes, à Paris, étaient fort divisés, fort nuancés. Beaucoup étaient simplement des marchands qui regrettaient l'ancien train des affaires, mais qui, d'opinion, étaient tout autant girondins. Beaucoup étaient des constitutionnels, comme Dupont de Nemours, l'ex-secrétaire de Turgot. Plusieurs étaient des jeunes gens de lettres qui aspiraient aux places, d'opinion flottante, modérée, un peu niaise (tel était Lacretelle). Tout cela remua en vendémiaire; au fond, c'était peu violent.

Cette grande majorité de modérés énervait, détrempait la minorité violente, l'empêchait d'imiter les exploits des trois cents de Lyon. Dans ces violents, il y avait quelques furieux qui provoquaient un mauvais coup. Tel était le journaliste Poncelin, ex-prêtre, auteur du pamphlet *Tuez-les!* Tel encore un petit Figaro (de Cadix), l'impudent Martainville, dangereux polisson. D'autres étaient des gentilshommes de tripot, souteneurs de filles, féroces et adroits duellistes. Boilly nous a gardé cette figure, l'a souvent reproduite dans ses admirables estampes. Gens usés; peu de dents; la mâchoire fort rentrée; la tête en casse-noisette; on dirait celle de la Mort.

Sauf l'escrime et l'épée, ils étaient peu de chose. Pour les grands remuements des masses, où il faut des reins, des épaules, ils embauchaient des assommeurs. Mercier assure que, dans certain cabaret borgne, au théâtre italien, ils louaient de ceux qu'on appelait les tape-dur de Robespierre, de ces gens qui boivent fort, n'y voient goutte, frappent et tuent.

M. Boissy d'Anglas, qui devint si bon royaliste, a pourtant dit souvent à son intime amie, madame Montgolfier, de qui je le tiens : « Qu'au 1er prairial, le mouvement populaire se compliquait en dessous d'un complot royaliste très sinistre et très dangereux. »

Mais la grande masse girondine et royaliste modérée, sans montrer d'énergie, et seulement en remplissant le jardin d'une garde nationale inactive, imposa aux individus qui auraient volontiers brisé (massacré?) la Convention.

A Paris, cependant, le grand épouvantail, c'était le parti terroriste. La peur grossit les choses. L'Assemblée se l'exagérait, lui attribuait les grands



Il crut que c'était la tête de l'officier à qui il avait donné les ordres de répression, et vaillamment la salua. (P. 1950.)

mouvements de la famine. Elle avait cru prévenir un nouveau Germinal en enlevant les piques, et créant une garde nationale, armée de fusils.

Elle s'imaginait encore tenir la balance en désarmant les royalistes à Lyon, et les terroristes à Paris.

Beaucoup de ceux-ci étaient enfermés au Plessis, aux Quatre-Nations. Elle y avait jeté les restes des clubs rivaux, l'Évêché, les Jacobins, Babeuf et

les Duplay. Les deux écoles opposées, jacobine et socialiste, se trouvèrent ainsi rapprochées par la communauté des misères, des périls, et se coalisèrent bientôt.

Ces prisonniers avaient été fort justement effrayés et par le massacre des prisons de Lyon qui avait eu lieu le 5 mai, et par l'exécution de Fouquier-Tinville, du tribunal révolutionnaire, qui se fit le 6.

Fouquier avait cependant parfaitement établi qu'il n'avait agi que contraint, forcé, sous des menaces de mort. En thermidor, il avait été fidèle à la Convention, contraire à Robespierre, et devait périr à coup sûr, si Robespierre eût vaincu. Quand cette fidélité était récompensée ainsi, qui n'avait à craindre? Après Carrier, après Fouquier, après les Montagnards proscrits, il était bien vraisemblable que la réaction atteindrait dans leurs prisons les Jacobins.

Ceux-ci étaient fort éveillés, attentifs au premier coup qui frapperait l'Assemblée et les délivrerait sans doute. De même les violents royalistes, comprimés par elle à Lyon, croyaient retrouver des chances dans un mouvement populaire où elle serait brisée, décimée, égorgée peut-être. Les Jacobins supposaient que Paris allait revenir à eux ; les royalistes au Roi. Même au faubourg, on entendait des femmes désespérées crier : « Un roi !... Mais du pain ! »

Le grand complot général n'était autre que la faim. Il est certain que le 20 mai (1er prairial), le pain manqua tout à fait. Le représentant Bourbotte assure qu'à sept heures du soir, il n'avait pas déjeuné. Soubrany, cherchant le matin un café pour déjeuner, trouvait partout le chocolat, mais le pain nulle part. Où en étaient les classes pauvres, les mères, leurs enfants affamés? On distribuait du riz, mais la plupart n'avaient pas de charbon pour le faire cuire. Les femmes, qui avaient fait queue aux boulangeries toute la nuit, devinrent furieuses et entraînèrent celles qui voulaient attendre encore. On empêcha les travaux de la journée de commencer. Tous, sans s'être entendus, voulaient marcher contre l'Assemblée et lui demander du pain.

Il était cinq heures du matin. Les patriotes essayèrent de profiter du mouvement, de lui donner dans leur sens une sorte de direction. Ils rédigèrent une adresse violente (sans doute au Plessis). Cette adresse insiste sur *le massacre des prisonniers de Lyon*. Elle réclame ce que Babeuf avait tant demandé dans ses journaux : « *l'abolition du gouvernement révolutionnaire* dont chaque faction abuse à son tour. » Elle veut une nouvelle Assemblée, exige l'arrestation des Comités gouvernants, qui affament le peuple. Elle prescrit ridiculement, ce qui se faisait de reste : que les citoyens et les citoyennes partent *dans un désordre fraternel*, en écrivant au chapeau : Du pain! et la constitution de 93! « Qui n'y écrit pas cela, est un affameur du peuple. »

Cette adresse, lue à la Convention, la trompa absolument sur le caractere du mouvement, la confirma dans l'idée fausse qu'il y avait un grand

complot, que les chefs étaient les députés expulsés, d'autres présents, que le complot était dans l'Assemblée même. Quelques cris partis des tribunes, augmentèrent l'irritation. Les réactionnaires Auguis, Rovère, Bourdon l'aggravèrent. L'un d'eux, Clauzel, homme violent (du Midi), mit l'agitation au comble par une scène de fureur. Il arracha son habit de sa poitrine et la montrant au bruyant public des tribunes, il cria : « Ceux qui nous remplaceront en marchant sur nos cadavres, n'auront pas plus de zèle pour le salut du peuple... Songez-y! Les chefs du mouvement vont être punis! Le soleil ne se couchera pas sur leurs forfaits. »

On mit *ces chefs* hors la loi, et l'on ajouta : « Sont réputés *chefs* le vingt qui marchent les premiers. »

Article peu réfléchi. Tout à coup on les voit, *ces chefs*, ceux qui marchent les premiers. Ce sont des femmes affamées qui envahissent les tribunes en criant : « Du pain! du pain! »

On leur dit que l'on s'occupe de presser les arrivages. Elles ne veulent rien entendre. « Du pain! du pain!.. Et tout de suite! »

Les unes menacent, montrent le poing. D'autres rient de la stupeur où est la Convention. Louvet, plusieurs députés, s'indignent de ces outrages. Le président, André Dumont, charge un général de brigade qui était là, de chasser les femmes, de leur faire vider les tribunes, ce qui fut fait avec des fouets de poste. Frapper brutalement ces pauvres affamées, cela ne pouvait qu'irriter. En effet, on sort en criant : « Voilà qu'on égorge les femmes! » Un moment après un flot plus violent, d'hommes surtout, arrive poussé par derrière. Une porte vole en éclats. La masse se trouve lancée dans la Convention. Masse bizarre, bigarrée de haillons, de carmagnoles, armée de maillets, de piques, de vieux mousquets, etc. Les députés se réfugient dans les banquettes supérieures.

Les gardes nationaux, appelés par les Comités au secours de l'Assemblée, n'arrivent que fort lentement. Le représentant Auguis, l'ancien dragon, le sabre en main, en amène quelques-uns dans la salle. On prend un des insurgés et on lui trouve du pain. « Vous voyez bien que la faim n'est pas réelle. C'est un complot. » On confie la force armée de Paris au représentant Delmas, qui avait été un des derniers présidents des Jacobins.

Cependant le flot montait toujours. Des hommes armés arrivent, et ceux-ci plus irrités. Les représentants eux-mêmes, agissant et menaçant, arrêtant des insurgés, parfois de leur propre main, n'apprenaient que trop au peuple à ne pas les respecter. Des coups de fusils furent tirés des deux parts pour garder ou prendre la porte brisée. Dans ce tumulte effroyable on admira la fermeté du corps diplomatique qui ne bougea de sa tribune, voulut observer jusqu'au bout.

« Dissoudrait-on l'Assemblée? » Grande question en effet pour l'Europe et le monde, pour ces ministres de Prusse, de Suisse, d'Amérique, etc., qui se trouvaient là.

Fort différent de Germinal, le mouvement n'avait rien de favorable à la Montagne. Tels de ses membres étaient menacés. Le jeune montagnard Goujon dit très bien la situation : « Si la Convention est brisée, nous sommes perdus. »

C'était la pensée commune de la gauche et de la droite. L'Assemblée entière était menacée, et elle résista tout entière, sans distinction de partis. Boissy d'Anglas, de la droite, présida obstinément, malgré l'extrême danger. Le soir, Romme, Goujon, de la gauche, se ralliant le vrai peuple, éludèrent la tentative anarchiste ou royaliste. Et la Convention subsista.

Le jeune député Féraud montra un cœur admirable. C'était un Gascon, plein d'élan et très aimé. Il avait failli périr en défendant la Gironde. Depuis il était aux armées. Pour défendre l'Assemblée, il se coucha sur le seuil, dit : « Vous passerez sur mon corps. » Mais cela n'arrêta pas. Alors, voyant des fusils tournés vers le président, il veut le défendre, il monte. On l'empêche, on le tire en bas. Un officier frappe celui qui le tire, et l'insurgé en voulant tuer l'officier, atteint et blesse Féraud. Il tombe. Une folle, la Migelli, marche sur lui. Un marchand de vin entendant dire : « Coupez-lui le cou, » le coupe, jette la tête à la foule.

Fut-ce une chose toute fortuite? C'est probable. La tête, mise au bout d'une pique, fut portée par un serrurier, par un perruquier, par un bouvier, etc. Ceux qu'on forçait de la porter avaient sur-le-champ le vertige, et souvent firent d'horribles farces. Cependant l'usage qu'on fit deux heures après de cette tête semble avoir été calculé.

André Dumont, le président, qui, vers midi, avait fait décréter *la mise hors la loi* des chefs, s'était éclipsé, avait laissé la présidence à celui qu'on accusait le plus dans cette disette, à Boissy. Il y montra pendant je ne sais combien d'heures un sang-froid admirable, un impassible courage qu'on n'eût pas attendu de lui. Il était homme d'ordre avant tout, et fut d'abord pour la Gironde. Il avait protesté pour elle, puis effacé son nom de la protestation. Il fut de ceux qui espéraient dans Robespierre pour finir la révolution, et il eut la maladresse, bien peu avant Thermidor, de l'appeler « l'Orphée de la France ». Conservateur avant tout, il était dans la masse girondine qui devait glisser au royalisme constitutionnel. Tendance également haïe et des fermes patriotes, et des royalistes violents.

Dans cette journée de prairial où sa tête tenait à un fil, il fut très courageux, signa les ordres de répression : « Repousser la force par la force. »

Les trois Comités gouvernants ne donnaient nul signe de vie. Ils avaient envoyé des courriers à vingt lieues de Paris, chercher la troupe de ligne qui protégeait les arrivages. Il y fallut deux ou trois jours. On appela la garde nationale, et elle vint fort nombreuse, mais se souciant peu d'agir contre ce grand peuple affamé. Sauf le premier moment, voyant des flots toujours nouveaux se succéder, elle s'abstint, se promena aux Tuileries. Une fois appelée, priée, elle apparut aux portes. Mais le peuple ayant crié : « A bas les armes! »



FÉRAUD.

elle partit. Les gendarmes de l'Assemblée, ses gardiens naturels, s'étant montrés aussi, on cria : « A bas ! » Ils sortirent.

La crise se prolongeait et n'aboutissait à rien. Le peuple, maître de la place, ne savait qu'en faire. Des inconnus, soit d'en bas, soit en haut dans les tribunes, se mirent à parler. L'un crie : « Qu'avez-vous fait de notre argent, de nos libertés ? » — Un autre : « Allez-vous-en ! Nous ferons bien nous-mêmes une Convention ! » — Un autre : « Faisons voter sur notre adresse. Nous verrons quels sont les coquins. » — Un autre : « Tous sont coquins. Il faut les arrêter tous ! »

Arrêter, c'était impossible, mais un fanatique anarchiste pouvait, d'un coup de fusil, tuer le président, mettre le désordre au comble, l'Assemblée en fuite.

On tâchait d'ébranler, de fasciner Boissy. Dans tous les sens il était menacé. Il avait à l'oreille un vrai Méphistophélès, un prétendu savetier à mains blanches, qui disait avec ironie : « La voilà, ta république! » comptant le désespérer, et lui faire quitter la place.

Une autre épreuve, terrible, ce fut, vers six heures du soir, de faire revenir cette tête tant promenée, livide, hideuse, de la lui mettre sous le nez. Il crut que c'était la tête de l'officier à qui il avait donné les ordres de répression, et vaillamment la salua. Il resta ferme à son siège, ne bougea. Il est vrai, dit-on, que bouger lui eût été difficile, entouré et encastré qu'il était d'un mur vivant. La porte qu'on a percée depuis à cette place, n'existait pas alors. Il ne pouvait se retirer qu'en descendant à travers la foule. Il fallait trouver un moment. C'est ce qu'il fit peu après, ayant, en quatre heures de lutte, épuisé toute force humaine, ne pouvant, n'espérant plus rien.

La droite avait tellement désespéré d'elle-même que, même avant le départ de Boissy, elle avait prié la gauche d'intervenir. Un Montagnard vénérable, Rulh, monta sur son banc, parla et fut applaudi de quelques femmes, mais point entendu des autres. Nul respect pour la Montagne. Plusieurs la provoquaient même. Bourbotte avait près de lui un insurgé (peut-être ivre), qui de temps en temps lui donnait un coup de poing sur la tête. Bourbotte, ami de Kléber et aussi vaillant, gardait une douceur admirable, s'éloignait en souriant. Il se disait : « Ce gaillard cherche un prétexte de massacre. »

Il suffisait qu'un premier coup fût porté pour que beaucoup de gens frappassent sans trop savoir ce qu'ils faisaient. Beaucoup avaient bu sans manger. L'un disait : « J'ai dans le ventre un hareng-saur et deux litres. » D'autres étaient des sauvages qui ne comprenaient rien, et d'autant plus étaient pleins de vertige et de fureur. Il y avait par exemple un bouvier avec un chien de berger. Le matin, amenant ses bœufs à Paris, il apprit qu'on allait à la Convention; il suivit. « Vous voyez mon chien, disait-il, il n'a pas mangé de trois jours. » Il fut un de ceux par qui on fit promener la tête. Cela les mit dans une ivresse terrible; une étrange soif de sang.

Carnot dit : « C'est le seul jour où le peuple m'ait paru féroce. »

Les députés intrépides qui revenaient des armées, des plus sanglantes batailles, virent ici le danger plus grand, se crurent en face de la mort, et, comme il arrive aux braves en pareil cas, devinrent gais. Bourbotte souriait. Duquesnoy rit aux éclats voyant que les journalistes s'étaient enfuis de leurs tribunes.

Ce qui restait de la droite ne cachait nullement sa peur. Ils s'adressaient aux Montagnards. Le Girondin royaliste Delahaye demandait à Romme s'il laisserait égorger la Convention.

Romme était resté tout le jour dans un silence absolu, balançant en lui sans doute les côtés divers de la question. Il avait autour de lui de pauvres femmes affamées qui n'avaient mangé de trente heures et ne pouvaient plus sortir. Une malheureuse ouvrière souffrait beaucoup et disait : « Si au moins

je n'étais pas enceinte! » Cet homme, qu'on croyait d'acier, fut touché. A quarante-cinq ans, il venait de se marier, sa femme était aussi enceinte. Il eut un accès de pitié pour ces femmes, pour le pauvre peuple.

L'Assemblée, visiblement, était dans un grand danger. Les Comités gouvernants, qui s'étaient engagés à faire un rapport d'heure en heure, continuaient à faire les morts. De la droite et de la gauche, chacun conseillait d'agir. De la droite, le vieux girondin Vernier se mit à présider. De la gauche Carnot approuvait (*Mémoires*, I, 381). Il dit même à Lanjuinais qui s'emportait, s'indignait : « Il faut se féliciter de voir la direction du mouvement passer à des hommes honorables qui l'empêcheront d'aboutir à une lutte sanglante. » — « En effet, ajoute-t-il, sans leur heureuse intervention, l'attentat probablement eût été porté aux dernières limites. »

Le président Vernier, pour mettre un peu d'ordre dans le désordre, fit placer en bas des banquettes où s'assirent les députés. Le peuple occupait les gradins supérieurs.

Les propositions de Romme ne furent nullement excentriques, — nullement « des propositions de meurtre, de pillage », comme a dit Thibaudeau, — au contraire, d'humanité. Il demanda l'élargissement des patriotes détenus, — chose de haut à propos, au moment où l'on apprenait le massacre des prisons de Lyon.

Bourbotte, toujours généreux, réclama « l'abolition de la peine de mort ».

On rendait au peuple ses piques, la nomination de ses comités.

Pour les subsistances, ce qu'on décréta, ce fut précisément ce que l'Assemblée entière prescrivit le lendemain : une seule qualité de pain, plus de pain de luxe ; un recensement des farines fait de maison en maison.

On fit général de Paris un homme estimé, aimé de tous les partis, Soubrany, dont le royaliste Beaulieu fait lui-même l'éloge.

Mais qui écrira tout cela? qui se fera secrétaire? Goujon ne recule pas devant cette périlleuse responsabilité. Il monte pour écrire au bureau, disant : « Marchons à la mort. » Plusieurs députés l'arrêtaient, conseillaient de ne pas écrire. Ils ne voulaient qu'un simulacre de décisions qui calmât le peuple.

Les Comités gouvernants, qui depuis tant d'heures ne faisaient rien pour l'Assemblée, méritaient bien d'être cassés. Goujon, Duroy, demandèrent qu'ils vinssent rendre compte, et qu'on les remplaçât. Duquesnoy le demanda surtout pour le Comité de sûreté. On vota que Duquesnoy, Prieur, Bourbotte, Duroy, iraient le suspendre et s'empareraient de ses papiers.

A ce moment, il arrive ce Comité de sûreté, du moins Legendre et un autre. Après ce long abandon, ils viennent ridiculement inviter la Convention à rester ferme à son poste, inviter la foule à sortir. On les hue, on les repousse. Duquesnoy demande que ce Comité soit arrêté.

Il était minuit et la foule s'écoulait d'elle-même. La faim et le mauvais temps ramenaient ces gens chez eux. Il ne restait qu'un petit nombre des plus

acharnés. Les quatre nommés pour aller au Comité de sûreté, en sortant, heurtent des gardes nationaux qu'amenaient Legendre, Auguis, Kervélégan, Chénier et un autre. Boissy avait repris la présidence. Il ordonna au peuple de sortir, et le commandant des Filles Saint-Thomas, Raffet, baïonnettes en avant, fait évacuer la salle. On résiste. Mais bientôt arrive une nombreuse garde nationale. Les insurgés se précipitent, s'échappent, plusieurs par les fenêtres.

Qu'étaient-ce que ces Comités qui n'avaient rien, rien fait, qui arrivaient quand la nuit, la faim, la lassitude avaient à peu près tout fini? Ils comptaient quelques patriotes, comme Chénier et Rewbell, mais généralement ils suivaient l'influence de Sieyès, qui était l'inertie même, l'influence de Tallien. Qu'avaient-ils imaginé? une chose fort dangereuse : *de créer une assemblée*, de réunir les députés épars dans un local qu'offrait une des sections. Mais n'était-ce pas un piège que tendaient les royalistes, pour mettre l'Assemblée chez eux? on risquait ainsi de faire deux Conventions opposées. Tallien s'excusait, disant : « Nous vous aurions proposé en secret de vous y rendre. » Mais rien ne fut proposé réellement. L'Assemblée abandonnée ne sut rien, n'espéra rien, dut pourvoir à elle-même.

Plus d'un s'était tenu à part. Thibaudeau qui en Germinal était prudemment resté au jardin, en Prairial semble de même s'être éclipsé tout le jour. A minuit, l'affaire passée, il arrive foudroyant, impitoyable pour ceux qu'on a laissés dans le danger, demandant leur arrestation, leur reprochant les décrets *de carnage et de pillage*.

Un imbécile, un Pierret, muet jusque-là, se met à répéter les vieilles fables royalistes : « Les montagnards sont si féroces qu'ils ne mangent pas une poule qu'ils ne l'aient guillotinée. » Et comme quelqu'un doutait : « On a, dit-il, leurs petites guillotines. »

Dans un tel moment, ces sottises avaient un effet meurtrier. Bourdon, qui avait causé tout le jour avec les accusés, tout à coup rougit, s'emporte, crie : « Il faut qu'ils passent à la barre. » On dit même qu'il proposait qu'on les fusillât sur-le-champ dans le salon d'à côté.

Ce fut un honteux spectacle de voir tout à coup tourner contre eux ceux qui craignaient pour eux-mêmes. Le royaliste Delahaye, qui le premier avait engagé Romme à parler, se fit leur accusateur. Vernier, qui avait présidé, se lave aux dépens de la Montagne. Delacroix, qui avait félicité Bourbotte, lui avait dit : « Vous sauvez la Convention », devint son accusateur.

Donc on arrêta Goujon, Romme, Prieur, Duroy, Duquesnoy, Bourbotte. Soubrany était sorti déjà. On lui dit de fuir, mais il revint fièrement, se fit arrêter aussi. On en ajouta plusieurs autres, et l'emportement allait jusqu'à vouloir arrêter un absent, Robert Lindet !

Le plus étrange, c'est que, comptant les mettre en jugement, on anéantit les pièces sur lesquelles on eût jugé. On brûla la minute des décrets qu'ils avaient votés.



Il voit un enfant vendéen qui va périr, il l'enlève, le met en croupe. (P. 1959.)

La longue et tragique séance finit vers quatre heures du matin par des propositions assez ridicules. Legendre proposa que les députés fussent armés. André Dumont, que les femmes fussent désormais exclues des tribunes. Enfin il fut décrété que les sections désarmeraient, arrêteraient les buveurs de sang, les brigands.

Décret vague et sot qui devait, selon les quartiers, être compris de façon toute contraire.

CHAPITRE VIII

PROCÈS DE PRAIRIAL. — LA MORT DE LA MONTAGNE

21 MAI-17 JUIN 95

La nuit et le matin du 2 (21 mai), des bruits absurdes circulèrent, et furent accueillis par la plus surprenante, la plus folle crédulité.

On dit, on répéta dans le faubourg qu'à la Convention « on avait *massacré* des femmes ! » Monstrueuse exagération de la façon brutale dont elles furent chassées des tribunes.

On dit, on crut dans l'Assemblée que l'horrible Commune, brisée en Thermidor, venait de se refaire et siégeait à l'Hôtel de Ville. Quel est son Robespierre? Le devineriez-vous ? Cambon !

Qui peut inventer, affirmer une chose si grotesquement ridicule? Très probablement Tallien, rancuneux pour les fonds espagnols de son beau-père, que Cambon, ce dogue féroce de la Trésorerie, ne voulait pas lâcher.

« Le voilà donc connu ! ce secret plein d'horreur ! » s'écrie Bourdon de l'Oise. Et Tallien : « Rassurez-vous. On marche sur l'infâme Commune. Il faut qu'elle soit fusillée. »

Cambon devenu Robespierre ! Cet excès d'impudence dans le mensonge n'est point hué, sifflé. Étonnante Assemblée qui semble n'avoir plus souvenir des personnes, des caractères. Elle est visiblement dominée aujourd'hui par les cent prisonniers qui pendant dix-huit mois sont restés hors du monde, n'ont rien su de leur temps. Ces myopes étranges, remis au grand jour, ne voient pas plus clair qu'entre les noires murailles de Port-Royal ou du Plessis.

On va à la Grève. Personne. La Commune est évanouie.

Ce qui est plus réel, c'est le grand mouvement du faubourg Saint-Antoine qui marche sur la Convention. A la faim, aux misères, s'ajoutait une chose, les insultes reçues la veille. Ceux que la garde nationale avait peu poliment poussés dehors par la porte ou par la fenêtre étaient très irrités. Les fouets de poste employés pour chasser les dames du faubourg, le choquaient fort (et assez justement). Il y eut bien peu de politique dans cette grande levée du 2, mais une vive colère parisienne et l'indignation de l'honneur.

Les six canons du grand faubourg roulèrent par tous les quais aux Tuileries dans leur majesté, avec une masse confuse. Ni plan, ni chef. En

tête, c'était le plus grand, le plus fort, un nègre gigantesque, un forgeron qui commandait les canonniers, et commandait fort mal : il était bègue.

Les sections fidèles à l'Assemblée remplissaient le jardin, les rues aboutissantes au Carrousel ; quand le faubourg y parut, il se trouva avoir la garde nationale et devant et derrière. Canons contre canons. Il eût suffi qu'il y eût quelques canonniers ivres pour faire de grands malheurs. Sur quoi, pour quoi tirer ? Nul ne l'eût su. Personne n'en avait grande envie. Les gendarmes de l'Assemblée s'étaient mis avec le faubourg. Les sections fidèles s'y mêlèrent elles-mêmes. Ce mouvement, heureux réellement, et qui neutralisait la malveillance s'il y en avait, ne fut pas bien compris des représentants. Legendre, toujours ridicule, dit : « Soyons calmes ! La nature nous a tous condamnés à la mort. Plus tôt, plus tard, n'importe ! »

Héroïsme très vain et trop facile. Un des députés qui par hasard était tombé dans cette masse, loin d'être mal reçu, venait d'être honorablement reconduit à la Convention.

Dix de ses membres, envoyés à la foule, en furent bien accueillis. On prit cela comme satisfaction des brutalités de la veille. On fraternise chaudement. On s'embrasse à s'étouffer. Un des députés, en rentrant, disait à l'Assemblée : « Comment vous rendre l'effusion de cœur, les serrements de main, la tendresse brûlante, que nous avons trouvés ! »

Les quelques politiques qui se trouvaient dans cette foule virent que tout avortait, et se mirent en avant, se dirent chargés des réclamations du peuple. « Du pain, et la Constitution ; punition des agioteurs. » C'étaient les demandes ordinaires. Il était naturel d'y joindre celle de délivrer les montagnards arrêtés à minuit. Mais on n'en parla pas. On dit en général « la liberté des patriotes *arrêtés depuis Thermidor* ». Ce qui me porte à croire que l'orateur était moins montagnard que jacobin.

La Convention se contente de lire à ces délégués un décret qu'elle vient de faire : 1° pour rassurer quant aux subsistances ; 2° pour promettre que les lois organiques seraient présentées le 26. L'Assemblée resta ferme sur le dernier article. Elle ne promit *pas d'élargissement de prisonniers*. On n'y insista point. Les délégués reçurent du président l'accolade fraternelle. Il était déjà tard, près de onze heures du soir. Le peuple regagna le faubourg.

Le 3, on décréta peine de mort pour qui battrait la générale. On chargea Delmas, Aubry, Gillet, de diriger la force armée. Cette force n'existait guère. Les troupes mandées n'arrivaient pas. A peine on eut quelque cavalerie, qu'on mit sous les arbres des Tuileries. Le capitaine était ce trop fameux Gascon, Murat, garde du roi en 90, qui, en 93, se fit nommer Marat ; du reste un cavalier brillant pour enlever les troupes.

Le 3, Paris est calme. Mais on arrête, on juge certain serrurier du faubourg, un de ceux qu'on appelle assassins de Féraud, parce qu'ils ont porté la tête. La foule s'en émeut, et à huit heures du soir, quand la charrette approche de la Grève, on l'entoure, on l'empêche de passer. Des femmes

lestement sautent sur la charrette, des hommes en habits de femmes, ils délient, sauvent le condamné. Acte hardi qui fait croire à un nouveau mouvement.

On veut le prévenir. Les Comités, le soir, donnent des armes à qui en demande. Officiers en congé, jeunes gens des bonnes sections, on arme tout. On forme une colonne de douze cents hommes pour fouiller le faubourg, trouver les assassins, surtout trouver Cambon et Thuriot, la prétendue Commune. Des douze cents, deux cents étaient soldats ; le reste, des messieurs, muscadins, journalistes. Peu de force vraiment à lancer dans ce grand guêpier des 60,000 ouvriers. Était-ce étourderie? Ou doit-on croire que les Thermidoriens, en employant ces jeunes gens dont plusieurs étaient royalistes, n'étaient pas fâchés de les voir humiliés? Jeu assez dangereux. Quoi qu'il en soit, cette petite troupe, ayant eu l'imprudence de vouloir prendre les canons du faubourg, fut elle-même prise entre deux barricades, forcée de restituer, et trop heureuse de sortir en passant par un petit trou.

Dans la journée beaucoup de troupes arrivèrent. L'Assemblée lança un décret de menaces contre le faubourg. Il livrera les assassins. Il livrera ses armes et ses canons. Sinon, rebelle. Il n'aura plus part aux distributions de subsistances. Armés de ce décret, à quatre heures Barras et Delmas, avec Fréron, accompagnés des troupes, des canons que conduisait le général Menou, vont signifier le décret. On parle de brûler le faubourg. Ce mot agit. Propriétaires, fabricants, s'entremettent, prêchent les ouvriers. La détente est subite. La foule livre canons et canonniers, son nègre, l'Hercule bègue de Popincourt, qui fut jugé le lendemain.

Ce désarmement, son grand effet moral sur Paris tout entier, devait rassurer, finir tout. Plusieurs le crurent et dirent : « La République, cette fois, est fondée. » Mais le bouillonnement de l'Assemblée ne pouvait se calmer. De séance en séance, accusations nouvelles, nouvelles arrestations. On arrêta plus de vingt députés, ceux même que couvraient leurs services, Lindet et Jean-Bon Saint-André ! Deux hommes des plus graves, des plus respectés, Ruhl et Maure, se tuèrent. Enfin le 8 prairial, le crescendo sanglant de la réaction alla jusqu'à voter que Romme et ses amis, alors emprisonnés dans un fort de Bretagne, seraient ramenés, jugés par la commission militaire qu'on avait créée pour l'émeute; autrement dit, seraient tués.

Contraste très choquant. On venait d'abolir la justice militaire pour les Chouans. Tel tout couvert de sang qui avait fait cent meurtres, jouissait de la justice civile, était jugé par les juges ordinaires, ou plutôt n'était pas jugé. Et pour le mouvement de Paris, pour les représentants qui après tout avaient calmé la foule, et sauvé l'Assemblée peut-être, on les livrait aux militaires, aux hommes de consigne, juges automates, qui jugent et qui condamnent, comme ils font l'exercice.

Qui fit voter cela ? Un furieux fou du Midi, Clauzel, du Roussillon. La discorde des races, la discorde des vents, leur duel éternel de la mer aux

montagnes, font de ces esprits troubles. Clauzel, en agissant contre la République, était pourtant républicain. Il se lança bientôt contre les royalistes, leur disant avec rage : « N'importe! Vous avez beau faire. La République vous avalera. »

Il était de nature, non pas d'hypocrisie, pantomime, histrion. En ce moment son accès colérique contre les six de Prairial exprimait, aggravait ce que l'outrage de ce jour avait laissé d'aigreur dans l'Assemblée. La colère pâle des hommes du Midi est encore plus contagieuse que la rouge colère du Nord, des Legendre, des Bourdon de l'Oise. Elle gagne, et elle obscurcit tout. En vain les meilleurs Girondins : Louvet, Kervélégan, réclament, ne veulent pas qu'on décapite la Montagne. En vain Fréron lui-même, averti un peu plus tard, par les massacres royalistes, s'oppose à ce décret fatal. C'était le 28 mai (8 prairial). Dès le 23, en Bretagne, on avait surpris le mystère des chouans, leur perfidie. Et c'est à ce moment du 18 (8 prairial) que l'Assemblée, dans un brutal transport, se frappe en ses meilleurs représentants par ce vote insensé : « A la Commission militaire! »

Regardons ces victimes avant de les voir frapper.

Ce groupe, rare et singulier, des six amis, était précisément la fleur de la Montagne, étant resté pur en deux sens, hors de l'inquisition, de la police jacobine, hors du trouble esprit dantonique. Tous antijacobins. Mais devant la réaction ils défendirent les Jacobins. En Thermidor, ils furent très nets. Goujon et Bourbotte écrivent des armées, à la Convention, leurs félicitations pour la chute de Robespierre. Soubrany, dans ses lettres, repousse violemment l'injure d'être robespierriste; il rappelle que Robespierre haïssait surtout la Montagne, qui seule osa crier contre sa sanglante loi de Prairial.

Ces crieurs intrépides furent-ils haïs de lui plus que les taciturnes? Qui le saura? Dans le stoïcien Romme, qui fit l'autel nouveau, l'autel de la Raison, il dut haïr bien plus qu'un politique, l'opposition d'un dogme contraire à ses visées, à ses secrets desseins.

Le noyau granitique de cette crête de la montagne est dans ces deux fermes Auvergnats, le philosophe Romme, le vaillant Soubrany. On peut dire que c'étaient deux frères; les deux mères, madame Romme, tout occupée d'agriculture, et la marquise Soubrany, les élevèrent ensemble dans les mêmes pensées, Soubrany, militaire, tient beaucoup de Desaix, qui est comme lui de Riom. Simple, modeste, adoré des soldats, vivant et mangeant avec eux, le premier aux assauts de Collioure, Saint-Elme, ce héros est un homme doux.

Tout autrement dur, opiniâtre, Romme, « ce fier mulet d'Auvergne, » eut pourtant dans l'esprit une fort remarquable étendue. Géomètre d'abord comme son frère de l'Académie des sciences, il n'embrasse pas moins, avec la passion de sa mère, les études agricoles, les sciences de la nature. Deux monuments nationaux, adoptés de l'Assemblée, restent de lui. D'une part, avec Lamarck, Daubenton, Parmentier, il écrit, il publie l'*Annuaire du*

cultivateur. D'autre part, avec Lagrange, Laplace, il dresse le *Calendrier républicain*, le premier, le seul raisonnable. L'humanité y reviendra.

Il était né granit. Ce qui le fit d'acier, ce fut d'avoir vu la Russie, bien plus que d'avoir vu! — d'avoir subi l'horreur de ce monde terrible, d'un 93 éternel. Il fut précepteur d'un seigneur. Il en revint armé d'inflexible rigueur, d'une âpreté sauvage, que son admirateur, son ami Soubrany lui-même, parfois lui reprochait.

L'infortuné Bazire, son collègue sur la Montagne, perdu pour sa faiblesse, le trouva sans pitié. Mais quand il s'agissait de ses ennemis, sa rigidité même le rendait magnanime, lui faisait chercher et trouver ce qui plaidait pour eux. Ennemi des Girondins et arrêté par eux au Calvados, il dit avec une haute équité qui étonna et qui était alors de grand courage : « Ils n'ont pas tort. Leurs droits ont été violés. »

On apprit à sa mort qu'il était charitable; malgré sa pauvreté, il écrit à sa femme : « Surtout n'interromps pas les distributions de secours que nous faisons le décadi. »

L'âpre géomètre auvergnat, si peu attirant de lui-même, fut pour plusieurs, et des plus purs, la *linea recta* de la Révolution, comme l'immuable pôle, l'étoile invariable où, dans l'orage obscur, ils regardaient, s'orientaient. Sans charme, sans éclat, ce fondateur du culte mathématique, astronomique, garde sur eux l'autorité tacite de la Raison elle-même. Plusieurs de ses amis qui pouvaient échapper, aimèrent mieux mourir avec Romme, étant sûrs de très bien mourir.

Dans ce groupe des six de Prairial, la haute poésie, c'est Goujon, admirable jeune homme qui meurt à vingt-neuf ans. Né à Bourg, il eut tout le charme de la Bresse et de la Savoie, le cœur tendre, exalté dans l'amour et le culte de la foi nouvelle. Il était extrêmement grand, dominait tout le monde de la tête. Tête superbe, blonde, à cheveux bouclés, avec une fine petite bouche qu'on eût dit d'une pieuse fille de Bresse. Dès le premier regard, on le jugeait un saint, un apôtre, un martyr, de ces gens qui sont nés justement pour mourir d'une belle mort, pour faire légende, et faire pleurer tout l'avenir.

A dix-huit ans, il fut touché, — pour dire comme la Bible, — du charbon de feu. Un trait lui traversa le cœur, la vue de Saint-Domingue, le spectacle effroyable de l'esclavage des noirs. Par ce cruel caustique se grava, s'enfonça chez lui au plus profond le dogme de la liberté.

Il fut à la Convention suppléant d'Hérault de Séchelles. Et quoique le gouvernement de 93 voulût lui donner un ministère à la mort d'Hérault, de Danton, il trouva la place non tenable. Il passa aux armées du Rhin et de la Moselle. En thermidor, anti-robespierriste, il ne resta pas moins anti-thermidorien, défendit sagement les Jacobins qu'il n'aimait pas, et non moins sagement, seul dans l'Assemblée! il prévit les tempêtes que les Girondins allaient ramener, et vota contre leur retour.

Goujon s'était trouvé aux armées du Rhin associé à l'aimable, au vaillant Bourbotte, un ardent Bourguignon qui avait dans le sang le chaud, souvent trop fort, des vins de son pays. Il était du même âge à peu près (trente-deux ans). Lui aussi il eut le supplice de voir l'horreur de Saint-Domingue. Il en revint fou de fureur, combattit à mort la Vendée; frappant, frappé. Une fois un Chouan l'assomma à moitié, non pas impunément; Bourbotte le tua, mais il garda la tête toujours ébranlée de ce coup. Ce terrible soldat était très bon; il défendit Kléber, Marceau, qu'on accusait d'avoir sauvé des femmes. Il agissait comme eux. A Savenay, dans l'horrible déroute de la Vendée, il voit un enfant vendéen qui va périr, il l'enlève, le met en croupe. Bref il le garde, l'appelle *Savenay*, l'élève avec son fils le petit Scévola.

Bourbotte avait un prudent conseiller dans son camarade Davout, qui lui enseignait à merveille à se bien gouverner, à se démentir à propos; il lui citait, lui donnait pour modèle à suivre, Tallien. Mais Bourbotte ne l'écoutait guère; il demandait plutôt conseil à une autre influence, celle d'une bonne bouteille de Bourgogne, et celle d'un poignard excellent d'Orient qu'il tenait toujours prêt et qui lui répondait de lui garder sa liberté.

Un type non moins curieux du montagnard en mission, marchant devant l'armée et lui soufflant la flamme, était le violent, le fanatique Duquesnoy Ex-moine, il hurlait la croisade. C'était un Pierre l'Ermite de la révolution. Carnot aimait cet homme, bon ami, excellent mari, devenu un très tendre père de famille. L'excès de la fatigue qui le rendit malade, l'adoucissait aussi, et sans nul doute l'amitié de Duroy, avec qui il vivait et dînait tous les jours. Non moins chaleureux, celui-ci était beaucoup plus sage. Il avait amené Duquesnoy à vouloir l'union de la France, la réconciliation des partis.

Duroy était un homme fort et sanguin, mais légiste normand, du pays de Sapience. Il avait un goût admirable de la justice, de l'ordre et de la loi. Son courage parut aux armées, mais beaucoup plus encore lorsqu'en pleine terreur et devant Robespierre, il dit qu'il entendait garder son droit de représentant du Souverain, « pour juger ce que ferait le Comité de salut public ». Rare exemple qui ne fut imité de personne. Pas une voix ne s'éleva pour appuyer le légiste intrépide.

Le voilà au complet ce beau groupe des six immortels.

Plus j'y songe, plus je suis porté à croire qu'en eux, spécialement en Romme et Soubrany, en Goujon, en Duroy, fut au plus haut degré la pure orthodoxie. Les orateurs illustres sont plus mêlés, ce semble, j'entends Vergniaud, Danton, etc. Les grands hommes d'affaires, Cambon, Lindet, Carnot, ont bien certaines ombres.

Rappelés à Paris, et comprenant leur sort, les six amis délibérèrent, et arrangèrent leur liberté future, le coup indépendant qui les affranchirait du sort. Goujon rima l'hymne funèbre et la protestation pour l'avenir. Comme les naufragés, il mit ce papier dans une bouteille, le confia à la mer qui nous l'a sauvé.

Sans nul doute, ils auraient pu fuir. Bourbotte, par l'instinct des vaillants, avait gagné le cœur des soldats qui les conduisaient. Ces hommes rudes l'aimaient; ils avaient senti que Goujon était un être à part, un saint de la Révolution, et ils le priaient d'échapper. Il dit : « Je ne quitte point Romme. » Pour Soubrany, on a vu que, loin de fuir, lui-même il se fit arrêter. Duroy, nouvellement marié, en traversant sa Normandie, vit tous ses parents, ses amis qui accouraient; sa jeune femme en pleurs le retenait, le suppliait de vivre. Il s'arracha et alla à la mort.

La défense aisément eût pu être une accusation. Comment les Comités de gouvernement, qui devaient rendre compte d'heure en heure, laissèrent-ils l'Assemblée sans nouvelle pendant huit heures? Comment l'Assemblée elle-même sortit-elle en majorité, laissant à une minorité le poids et le danger de la situation? N'étaient-ce pas ces prudents, ces absents qu'on devait accuser plutôt que ceux qui restèrent à leur poste? Comment des hommes de la droite (le royaliste Delahaye) prièrent-ils Romme de se mettre en avant, ou, comme Delacroix, le louèrent-ils de l'avoir fait? Comment le girondin Vernier se fit-il président de l'Assemblée en ce moment, donna-t-il la parole et recueillit-il les suffrages?

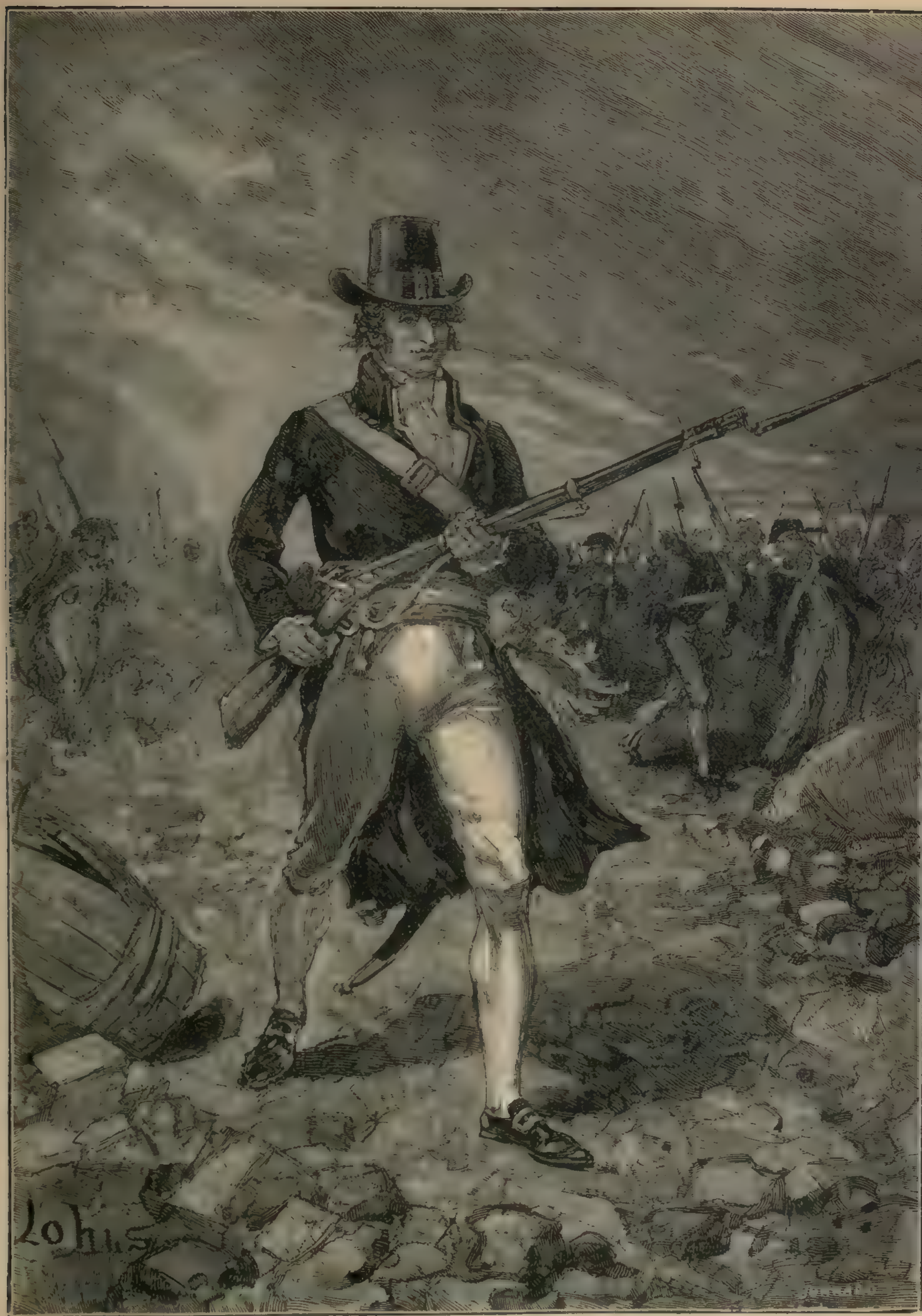
Romme, dans sa défense, dit tout cela, mais sans aigreur de récrimination. « Tout au reste, dit-il, fut illégal en ce jour-là. Boissy lui-même fit-il une chose légale quand il *nomma* un officier qui par hasard se trouvait là, général de la résistance?

Romme déclara qu'il avait craint pour l'Assemblée contre laquelle les malveillants commençaient à lancer de sinistres propositions. Mais en même temps il avoua que les malheureuses femmes affamées et enceintes, qui ne pouvaient sortir, lui avaient fait pitié, et qu'il avait voulu en finir à tout prix.

Le flot de l'opinion, de ce qu'on appelle le monde, était si violent contre eux, la foule qui assistait au jugement était si emportée, que bien peu de témoins osèrent les décharger. Ils avaient appelé à témoigner, non pas Carnot, mais son *alter ego*, Prieur, de la Côte-d'Or. S'il fût venu, il lui eût fallu dire que Carnot avait approuvé, qu'il avait même dit à Lanjuinais qu'on ne pouvait faire autrement. Prieur ne parut pas.

Lanjuinais vint, mais pour dire qu'il ne se rappelait rien. Cruel oubli, du dévot girondin, plein d'aigreur et de haine contre la Montagne. Il ne le cachait guère. Un jour qu'un modéré dit : « Vous auriez donc fait guillotiner Camille Desmoulins? — A coup sûr, » dit le janséniste.

Mais si Lanjuinais ne dit rien, Martainville en revanche parla, en dit autant et plus qu'on ne voulait. Il avait vu, entendu tout, même au moment où l'on n'eût pas entendu Dieu tonner. Son impudente langue fut un mortel stylet. Plus dangereux encore, Jourdan, le rédacteur du pesant *Moniteur*, donna toute la séance comme la réaction le voulait. Jamais l'autorité de ce journal, interprète docile de tout pouvoir, ne pesa tellement. Son récit



En vendémiaire contre les royalistes, on crut le voir marcher avec l'écharpe et le fusil. (P. 1964.)

arrangé, plein de choses douteuses, d'omissions, d'erreurs, fut pris comme pièce juridique, et, c'est le *Moniteur* à la main, que l'on porta l'arrêt de mort.

Il est prodigieux que les Comités gouvernants, débordés par le royalisme en ce moment de manière effrayante, n'aient pas demandé à la Convention une commutation de peine ou un sursis. L'arrêt fut prononcé le 17 juin (20 prairial) au moment où l'on apprenait l'horrible massacre de Marseille que les royalistes firent le 6. Leur audace dans la Vendée, leur furie meurtrière, leurs risées de la République étaient au comble, et l'on savait que Pitt mettait en mer pour eux une grande flotte, chargée d'émigrés. Ils arrivèrent à Quiberon le 26 juin. Ils furent pris, fusillés, comme on verra. Si les six patriotes avaient eu un sursis de quelques jours, jamais après Quiberon on n'eût pu les exécuter.

Mais eux-mêmes étaient en mesure de se soustraire à l'échafaud. Bourbotte avait son poignard. D'autres avaient caché des poinçons dans leurs souliers. De surcroît, la mère et la femme de Goujon, son beau-frère, apportèrent un canif, des ciseaux, du poison. Mais il avait déjà un grand couteau sous ses habits.

L'horrible arrêt, entre autres choses fausses, contient cette calomnie énorme : qu'ils avaient provoqué contre les mandataires fidèles une liste de proscription!

Comme ils descendaient du tribunal, entrant dans leur prison au rez-de-chaussée, Bourbotte se frappa le premier. Goujon de son couteau se tua raide. Romme l'arrache, se fait plusieurs mortelles blessures, le passe à Duquesnoy qui ne se manque pas. Ces trois derniers ne bougèrent plus.

De ce même couteau, Duroy, Soubrany, se frappèrent, mais sans pouvoir mourir. Soubrany râlait. Duroy se tordait. Bourbotte, qui vivait aussi, tout sanglant, souriait et disait à Duroy : « Tu souffres, pauvre Duroy! Console-toi! C'est pour la République! »

Donc, on en n'eut que trois à tuer. Bourbotte fut exécuté le dernier, gardant jusqu'à la fin son indifférence superbe et son enjouement héroïque, dominant d'un sourire la place de la Révolution.

Ils furent enterrés à Mousseaux, où Danton, Desmoulins les attendaient, Robespierre et Saint-Just.

Ils moururent dans un abandon extraordinaire. On a vu que le 2, le peuple au Carrousel n'avait rien dit pour eux. Au tribunal, nul signe sympathique dans l'auditoire. Et à l'exécution, la place était presque déserte!

Leurs défenses écrites n'avaient pas été lues. Leurs lettres à leurs femmes et parents, chose barbare, ne furent point remises. Tout cela a dormi près de quatre-vingts ans dans les dossiers jaunissants des Archives, avec les deux couteaux rouillés de leur sang. C'est seulement en 69 que Claretie, un chaleureux jeune homme, fort digne de toucher le premier ces reliques, les exhuma, et dans sa noble histoire leur a dressé un monument expiatoire, payé notre dette ajournée.

Long délai! oubli apparent que tant de misères, de soucis, d'événements tragiques, excusent mal. En dessous, à l'état latent, subsistait vivace et tenace, une ombre d'eux, un confus souvenir. Romme était comme indestructible. Il avait revécu, disaient plusieurs. Il vivait dans le Nord. En vendémiaire contre les royalistes, on crut le voir marcher avec l'écharpe et le fusil. En fructidor, il reparut. Au 18 brumaire, il aurait agité le faubourg Saint-Antoine, parlé de marcher sur Saint-Cloud.

Mais là son sentiment de dégoût, de colère, fut sans doute trop fort. Car, depuis, on ne le revit plus jamais.

CHAPITRE IX

IGNORANCE ET DES RÉPUBLICAINS ET DES ROYALISTES. MASSACRES DU MIDI

MAI-JUIN 95

A ce moment critique des journées de prairial et des premiers massacres du Midi, quel fut le Comité de salut public, si peu actif, si peu habile, et si aisément entraîné au flot de la réaction?

Du 15 floréal au 15 prairial (4 mai-3 juin), sa haute autorité est l'abstrait, le muet Sieyès, sombre sphinx que les simples croyaient profond, et qui, mis à l'épreuve, ne montra que le vide. Au-dessous, trois légistes, non moins impropres à l'action, Treilhard, Cambacérès et Merlin (de Douai); Rewbell, moins incapable, mais rustre et maladroit; de faibles Girondins, Vernier, Doulcet, Rabaut-Pommier; le chimiste Fourcroy, Aubry, grand réacteur, qui épura fort mal l'armée. C'étaient les principaux. Ajoutez l'aboyeur Tallien, dont les fausses fureurs ne trompaient plus personne, qui avait fort baissé et qui, par ses rapports visibles avec l'Espagne, devait tomber bientôt au dernier discrédit.

Le Comité de sûreté se partageait entre deux influences contraires qui l'annulaient; d'une part les Auguis, les Courtois, violemment rétrogrades; d'autre part, des républicains sincères, de peu d'autorité, tels que Chénier. Chénier, un vrai poète, était nerveux et variable; il ne défendit pas les six martyrs de prairial, mais il parla très bien pour le désarmement de Lyon, qu'il fit voter. Ce comité, qui eût dû être l'œil du gouvernement, sans argent, sans police, était mal informé, ne voyait rien, ne savait rien. Il n'eut aucune

prévoyance des massacres du Midi, connut très peu, très mal les assassinats de l'Ouest, fut dans une parfaite ignorance des deux dangers énormes qui menaçaient la France, — la trahison du Rhin, l'entente de Condé et Pichegru, — et l'arrivée prochaine de l'armada anglaise, d'une grande flotte chargée d'émigrés et d'un matériel immense que tout le monde voyait préparer depuis huit mois dans les magasins, les fabriques de l'Angleterre.

Étonnante ignorance! Mais elle n'était pas plus grande que celle des royalistes. En janvier 95, leur agence de Paris ne savait pas encore le nom de Stofflet! Cette armée singulière d'Anjou, de Stofflet, de Bernier, gouvernée par quarante-deux prêtres, après deux ans de combats si terribles, leur était inconnue. Ils se figuraient que Charette avait soixante mille hommes, la plus belle cavalerie du monde, une administration, des commis, des bureaux. Polignac lui écrit bêtement de Vienne que le gouvernement autrichien serait bien charmé « si M. de Charette avait la complaisance *de faire faire dans ses bureaux le bulletin des opérations*, etc. ». *Les bureaux* de Charette, sans doute au coin des bois!

Les intrigants qui entouraient à Vérone le podagre Louis XVIII, avaient réussi à chasser les gens d'esprit et de talent qui eussent pu l'éclairer un peu : Calonne, Maury, Cazalès. La place était restée à l'*ami du roi*, d'Avaray, à Antraigues et La Vauguyon, qui jouaient assez bien le fanatisme et ne croyaient à rien. En novembre 94, Antraigues avait créé à Paris ce qu'on nomma l'agence royaliste, fort mal choisie, de gens légers, peu sûrs. L'un, l'avocat Lemaître, un bavard étourdi, avait plu par certains pamphlets qu'il avait faits contre la reine. L'autre, l'abbé Brottier, précepteur des neveux de Maury et des La Bourdonnaye, préparait pour le roi, pour sa rentrée prochaine, un travail érudit sur les cérémonies du sacre. Il y avait encore certain officier, Despomelles, qui voulait de Paris diriger la Vendée ; un la Ville-Heurnois, infatigable scribe et menteur effronté, au point d'écrire qu'il a gagné une foule d'hommes importants ! cinquante mille hommes ! On envoie et l'on trouve, en tout, une vieille, effrayée.

C'étaient, au reste, des têtes si chaudes, si vaines, si imaginatives, que, tout ce qu'ils avaient dit, ils le croyaient eux-mêmes. Leur maxime était qu'une erreur, crue de tous, n'est plus une erreur, et qu'à force de fictions, propagées et persuadées, on créera du réel.

La partialité de Monsieur pour ces imbéciles tenait à ce qu'ils flattaient sa passion de ne pas pardonner, de ne donner à la France aucune réforme. Ils répétaient le fameux axiome : « Le roi fera grâce, mais le Parlement fera justice. » En haine du parti anglais, qui eût voulu quelque forme constitutionnelle, et dont Louis XVIII, alors, avait horreur, il s'obstinait à croire que le salut viendrait de l'Espagne. Notez que, depuis trois ans, l'Espagne n'avait daigné écrire une ligne ; qu'elle n'avait pas dit un mot pour sauver Louis XVI ; enfin que dans l'affaire de Toulon elle avait rejeté les plans des royalistes, avait montré parfaitement qu'elle travaillait pour elle-même.

Le seul homme vraiment remarquable du parti royaliste était un petit monstre, Roques de Montgaillard, bossu, étincelant d'esprit, d'audace. Il avait l'air du Diable boiteux, ou d'un juif portugais. Il était du Languedoc, avait fait six ans la guerre d'Amérique, et avait pris là un grand horizon. Plus grand encore il le prit en restant ici en 93, agioteur, observateur, puis chargé par Barère d'aller *observer* l'Angleterre. Il voyait juste et fin. Soit pour Barère, soit pour les royalistes, il écrivit à Londres une page terrible dont l'Europe fut illuminée : *Mort prochaine de Robespierre.* C'était chose énorme, inattendue, de dire que l'idole d'airain allait mourir ! Dire ces choses, c'est les préparer.

Cet homme, suspect à tous, ne trouvant plus sa voie ni en Angleterre, ni en France, ni à Vérone où l'on ne voulait que des idiots, se poste à Bâle, non loin des restes misérables de l'armée de Condé. Ce Condé, brave et sot, famélique, croit tout, à force de misère. Montgaillard le réchauffe, le leurre d'espoir, et en mai lui donne un conseil... ma foi ! héroïque et sublime : *périr ou gagner la partie !* rejeter l'appui honteux de l'Autrichien qui veut l'Alsace, la Lorraine ! se jeter en France dans les bras de Pichegru, avec ses émigrés, fraterniser avec l'armée, et s'en aller droit à Paris.

Un coup de tête à la Henri IV, ou à la Condé ! Mais le Condé d'alors n'était pas de cette taille. Il dit *oui*, mais avec l'Autriche et son armée ; *oui*, avec l'Angleterre et ses guinées ; *oui*, si Pichegru lui livre des places-fortes.

Pichegru était né royaliste, il l'était de tempérament ; serf de l'autorité. Jadis il avait plu à Condé, plus tard à Saint-Just, toujours aux bureaux de la guerre et aux officiers du génie qui en étaient les maîtres, et qui aimaient fort les serviles. Ils lui firent sa fortune en lui donnant la belle et facile affaire de Hollande. Ces savants, si forts sur les choses, et si ignorants des personnes, ne devinèrent jamais qu'il fût dangereux. Hoche l'avait jugé tel, et un animal à sang froid.

Condé et l'Autrichien lui demandaient de commencer par ce qui l'eût perdu auprès de son armée et l'aurait rendu inutile : de leur livrer Strasbourg, l'Alsace !

C'est exactement la sottise, que l'on va voir, de Pitt avec les Vendéens. Il veut des places : Belle-Isle, Lorient, Saint-Malo. Bref, il n'a rien, fait tout manquer.

Le parti royaliste est sans tête, sans système et sans unité; mais sa force, très grande, est toute locale. Il exploite aisément au midi, à l'ouest, la revanche de la Terreur, l'aveugle furie, là bourgeoise, ici populacière, la liberté charmante de piller, casser tout Aux massacreurs du Rhône, aux Chouans assassins, il est évidemment le parti de la liberté.

Reprenons donc un peu les affaires du Midi.

La trahison des royalistes, celle surtout d'Imbert que lui-même a contée en 1814, avait livré Toulon aux Anglais-Espagnols ; mais ceux-ci ne firent rien pour fortifier les royalistes. On perdit plusieurs mois à tuer et à torturer

des patriotes. La reprise fut facile, quoi qu'on ait dit. La seule vue des localités montre aux plus ignorants que le jeune Bonaparte n'eut guère de peine à trouver le vrai point d'où l'on pouvait agir.

Les patriotes, maîtres à leur tour, tuèrent deux cent cinquante royalistes, et non huit cents ; mais une grande partie de la population, l'arsenal entier, avaient fui. Les représentants appelèrent de tous côtés des ouvriers qui furent une petite colonie patriote, isolée, fort mal entourée, mais très encouragée par les Jacobins de Marseille.

Ceux-ci, très peu nombreux, étaient très violents. C'est de là que Maignet, pour suppléer au nombre par l'excès de terreur, organisa son tribunal d'Orange qui, en deux mois, jugea douze mille accusés, en fit périr trois cents.

Même après thermidor, les Jacobins de Marseille, fort imprudemment, menacèrent, provoquèrent cette grosse ville toute girondine ou royaliste, parlant de refaire la Terreur. Ils crièrent tant, que Jean-Bon Saint-André lui-même appela sur eux la sévérité de l'Assemblée. Marseille alors s'éveille contre cette poignée d'hommes, et les voilà tous en prison.

Le massacre de Lyon, fait le 6 mai, su bientôt à Marseille, donne une horrible émulation. Le 10, trente prisonniers de Marseille, amenés à Aix pour être jugés, sont tués en présence de la troupe ! et un peu plus tard quarante-deux !

Il était évident qu'on allait tuer le reste, une centaine qui étaient enfermés au fort Saint-Jean. Les ouvriers patriotes de Toulon prirent hardiment leur défense, osèrent dire qu'ils mettraient Marseille à la raison. La grande ville s'indigne et bouillonne. Les représentants Chambon, Cadroy, Isnard, pris du même vertige, lancent contre Toulon de sanglantes proclamations. Isnard, l'homme fatal qui, plus que personne, avait perdu la Gironde, eut ici encore un accès de cette funèbre éloquence qui fit toujours de grands malheurs. Du balcon de l'hôtel de ville, il dit aux Marseillais : « Si vous n'avez pas d'armes, prenez les ossements de vos pères égorgés. »

Les représentants, sur la route de Toulon, surent, le 9, le premier effet, effroyable, de leurs paroles meurtrières. Le 27 mai (7 prairial), une toute petite ville, Tarascon, prend feu. On monte, on force le château, on frappe, on blesse, on tue; blessés, morts ou mourants, n'importe, on jette tous ces corps du plus haut de la tour. Brisés sur les rochers, en morceaux, ils plongent au Rhône.

Les représentants, indignés, mandent la municipalité de Tarascon. Mais, sous leurs yeux, les Marseillais faisaient une chose plus sanglante. La masse ouvrière de Toulon, mal armée, en guenilles, avançait contre la superbe colonne marseillaise. Elle lui envoie comme parlementaire un chirurgien. On le fusille, et l'on fond sur les Toulonnais. La cavalerie de Marseille en tue beaucoup, en prend, en ramène en triomphe une centaine pour les faire juger ou pour les tuer sans jugement.

Sur le massacre de Marseille, nous avons force pièces. Nous avons le récit d'un témoin, prisonnier lui-même, un des fils d'Orléans, M. de Montpensier. Les morts, sauf un juge de Paris, sont tous des artisans de divers pays. Les tueurs étaient des jeunes gens « assez bien habillés, » et ce semble, de petite bourgeoisie. Un de leurs chefs, Robin, est fils de la dame d'une auberge ou hôtel. Mais ils attendirent plusieurs jours, ne voulant rien faire sans les Lyonnais, sans la compagnie de Jésus, qu'amenait un Dutheil, de Lyon.

La chaleur était excessive, et l'on se gorgeait d'eau-de-vie. Pour tuer plus commodément, on tenait les prisonniers à jeun depuis plusieurs jours. A cinq heures du soir, on court au massacre. Montpensier put bien voir, étant en parfaite sûreté, honoré même des jeunes royalistes, qui mirent chez lui le commandant du fort et son adjudant désarmés.

Il y avait à Marseille un bataillon de Loir-et-Cher. Le capitaine, indigné, court chez Cadroy, le représentant, qui, loin d'aller au secours, lui défend de battre la générale. Il la bat malgré lui, ramasse à grand'peine une cinquantaine de grenadiers. Enfin, c'est au bout de quatre heures, c'est seulement entre huit et neuf heures du soir, que Cadroy et Isnard se mettent en mouvement, se décident à aller à la prison du fort Saint-Jean. L'exécrable besogne était bien avancée. Ils avaient tout tué dans un cachot de vingt-cinq personnes. Ils en assiégeaient un de trente prisonniers, tiraient même le canon contre la porte ; enfin, avec de la paille, ils y mirent le feu. Les représentants crient, veulent les désarmer. — « Mais c'est vous, disent-ils, qui nous avez poussés à la vengeance! — A nous grenadiers! arrêtez ces furieux! » Le capitaine en arrêta quatorze; mais, lui-même, Cadroy, renvoie ceux qu'on a arrêtés! (Voy. la déposition, Frér., 132.)

Un grenadier du même bataillon prétend que Cadroy aurait dit : « Pas de canons! ça fait trop de bruit. Vous allez avertir la ville... Allons, allons, enfants! Je suis à votre tête... Vous avez eu le temps. En voilà bien assez. »

Ce qui est sûr, c'est qu'Isnard et Cadroy montèrent chez Montpensier, où était le commandant, et demandèrent à boire. On donna du vin. « C'est du sang! » dit Isnard, en le repoussant. Il accepta de l'anisette. Cinq ou six massacreurs sanglants osèrent se présenter, demandèrent d'achever. Ils en tuèrent jusqu'à quatre-vingts. « Misérables, dirent les représentants, vous nous faites horreur... Qu'on les arrête! » Ils restèrent deux jours en prison. Telle était la faiblesse et la peur des représentants, que, six jours après, ces tueurs étant venus demander cent sabres, Chambon signa l'ordre de les donner.

Marseille, c'est la loi du Midi, l'exemple, la haute impulsion. Sa tuerie fut répétée partout par des assassinats si nombreux qu'en certaines localités, comme Lisle, où on tua cinquante personnes, ce fut un vrai massacre. Tout cela très notoire; mais nul procès possible. Si l'on essaye d'en faire, nul témoin n'ose déposer.

Ce que l'on a ignoré jusqu'ici, et ce que les papiers inédits de Goupilleau



Croit-on, disaient-ils, que nous allons *chouanner* avec ça?... (P. 1973.)

m'apprennent, c'est le terrible crescendo, la furie de tuer, toujours plus enragée, qui éclata comme une maladie. Notons-en les progrès :

1° On tue des modérés. L'administrateur de Vaucluse, anti-jacobin, un Tissot, ayant avoué qu'à Mondragon les honnêtes gens avaient tué vingt-trois patriotes, fut sur-le-champ mis en morceaux.

2° On tue même des réacteurs. Un ami de Rovère, Raphet, est traîné par la foule, qui le constitue juge pour faire périr les juges d'Orange. Sans

droit et sans pouvoir, il les condamne à mort, sauf l'huissier de ce tribunal, qu'il essaye de sauver. On tue l'huissier, et l'on jette des pierres à Raphet. Son effroyable complaisance ne lui donne pas la sûreté. Il supplie qu'on l'appelle à Paris, ou il est perdu.

3° Voici qui est encore plus fort. En formant à Paris le jury qui condamna Fouquier-Tinville, on avait fait venir de Vaucluse un certain Rhédon, un aubergiste réacteur. Fouquier tué, Rhédon retourne à Lisle, où il est tué comme modéré!

CHAPITRE X

QUIBERON

25 JUIN-22 JUILLET 95

Ce cruel mois de mai, qui fut l'éruption des grands massacres du Midi, arracha dans l'Ouest le voile de la fausse paix, hypocrite et sanglante, et montra les abîmes qui se cachaient dessous.

Les représentants s'obstinaient à croire à cette paix, à dire, redire à la Convention qu'elle avait tout fini, tandis que de toutes parts continuaient les assassinats des patriotes, les attaques sur les routes, l'affamement des villes, où les chouans empêchaient d'apporter les vivres. État plus cruel que la guerre. A la moindre répression, c'était Hoche que l'on accusait. « Il violait la paix. Il se plaisait à réveiller la guerre, à se refaire une Vendée. » Par deux fois, on faillit lui ôter le commandement.

Tout au contraire, c'était l'indulgence qui perdait tout. La débonnaireté de Carnot qui dirige la guerre jusqu'en mars, la magnanimité, souvent très inconsidérée, de Hoche, émoussaient l'action. Quelle risée les chouans purent faire de sa lettre héroïque, imprudente, au coquin Boishardy! Il lui ouvre les bras, lui écrit comme un frère, tend sa glorieuse main à cette main sanglante. Nouveaux assassinats. A mort les modérés! à mort le paysan qui porte son grain à la ville! à mort les voyageurs les plus inoffensifs! Ils tuèrent neuf enfants qui s'en allaient à une école de marine.

Quelle administration, quel tribunal eût eu la force de sévir, quand la Convention elle-même mollit, fléchit? quand les royalistes introduits dans ses Comités gouvernants, par exemple Henri Larivière, écrivent: « *Ce sont les terroristes qu'il nous faut désarmer* » (terroristes, lisez patriotes), autrement dit: désarmons les victimes, facilitons l'assassinat.

Ces Comités crédules, ayant de tels meneurs, n'entendent pas les avis de Hoche. Ils entendent les contes, les fables, les mensonges du rusé Cormatin. Ce fourbe, neveu d'un chirurgien et, de son vrai nom, Désoteux, s'était fait en Bretagne grand chef de parti, général, une puissance. On pousse à ce point l'atrocité de la sottise jusqu'à charger ce chouan d'arrêter ceux qu'on appelle jacobins. Il écrivait impudemment aux Comités : « Vous craignez les Anglais. N'ayez peur. Un seul mot de moi les renverra. » Cormatin protégeait la France!

Tout périssait. Le soldat affamé mangeait souvent de l'herbe. Des généraux, Canclaux, dans la Vendée, était malade; Hoche, en Bretagne, le devenait. Dans une lettre, il avoue son chagrin, « sa misanthropie ».

Enfin, le 23 mai, un hasard livre à nos représentants des lettres secrètes de Cormatin. Il écrit à un chef « qu'il faut dissimuler encore, endormir les républicains, n'agir que de concert avec tous les royalistes de France ». Et surtout, ce qu'il n'ose écrire, attendre la grande flotte anglaise que Puisaye, l'autre fourbe, a obtenue de Pitt, et qui va ramener une armée d'émigrés.

Dès avril, Charette avait dit qu'il n'acceptait la paix que pour gagner du temps. Cormatin est arrêté le 25 mai. La guerre éclate le 26. Tout l'intérieur remue et la côte menace. Double embarras pour Hoche. Il faut qu'il se divise pour faire face aux chouans, pour protéger les villes, garder les routes. Et, d'autre part, il faudrait, au contraire, qu'il pût se concentrer pour repousser le débarquement imminent. Où, et quand, et comment doit-il se faire? On ne peut le prévoir. Hoche ignore tout. Il est en pleine nuit. Tout est si sûr pour l'ennemi et si discret pour les chouans que, pour enlever de la poudre, ils font à son insu une course de trente lieues!

Dans cette grande attente d'un mois (du 26 mai au 26 juin), jetons sur la contrée un regard qui fera mieux comprendre le drame de juillet.

L'homme de ruse et de calcul qui avait obtenu de Pitt l'expédition, Puisaye, lui avait dit qu'il enlèverait la Bretagne, entraînerait la Vendée. Il leurrait les Anglais de ce hardi mensonge : « Que Stofflet, que Charette l'assuraient qu'ils feraient des diversions. » (Mss. de Puisaye, Louis Blanc, XII, 385.)

Entraîner le pays d'un même élan était fort difficile. Tout s'y était localisé, figé. La longueur de la guerre avait fait de chaque armée, de chaque chef, comme une puissance féodale, et toutes ces puissances dissonantes au plus haut degré. L'armée d'Anjou, du centre, sous le prêtre Bernier, et Stofflet le garde-chasse, gouvernée par les prêtres, était clérico-paysanne. A sa gauche, Charette et ses bandes à cheval, allant, venant, virant par les routes embrouillées du Marais vendéen, avec ses amazones galantes et très cruelles. Sa dame Montsorbier est l'ennemie des prêtres, aime peu l'émigré. A droite de la Loire, et jusqu'à la Vilaine, au château de Bourmont, Scépeaux a dans sa bande force nobles, plusieurs émigrés, peu sympathiques aux prêtres. Puisaye, qui tout à l'heure quittera l'Angleterre, est fort vers Fougères et vers

Rennes. En Normandie, Frotté. Au Morbihan commence la féroce démocratie du meunier Georges Cadoudal.

Tous ennemis de tous. Stofflet, Bernier, fusillèrent Marigny. Charette condamne à mort Stofflet. Puisaye, trop fin, suspect, pour la plupart semble le traître. Enfin, à part de tous, Georges fait dans les chouans une chouannerie plus sauvage, qui proscrira les autres, surtout les émigrés.

Comment se maintient-il, ce pays discordant? Le fanatisme est déjà attiédi. Sa force tient à trois choses :

1° A l'encouragement quotidien. Chaque jour, sur la côte, même la plus difficile, tombent des embarcations anglaises, chargées de toutes sortes de biens, armes, poudre, habits, souliers, rhum, faux assignats, or même. Ceux qui jadis se jetaient si souvent sur les épaves des naufrages, ici pour recueillir cette manne de la mer, et l'eau-de-vie surtout, se rueront à coups de fusils.

2° Quelle joyeuse vie d'aventures, courir librement le pays, trouver en toute ferme le grenier plein, la cave pleine, réservés « pour le bon chouan! » moissonner sans avoir semé; bref, se trouver maître de tout.

3° La terre est au chouan. Et deux terres différentes, celle de son maître l'émigré, celle du patriote absent qui s'est sauvé en France. Malheur au patriote qui reviendrait, réclamerait son bien! Et quant à l'émigré, son fermier, le chouan, désire-t-il son retour? Non. Stofflet, je suppose, est peu impatient de revoir son cher maître, M. de Maulevrier.

L'émigré, le chouan, ce sont deux intérêts contraires. C'est ce que comprenait Puisaye. Les remettre en présence, c'est glacer le chouan, lui faire tomber les armes. Ramener l'émigré, en Vendée, en Bretagne, ce sera la mort du parti.

La côte semblait fort bien gardée au Morbihan par notre flotte, très forte; mais l'indiscipline de nos marins novices la fit battre (23 juin). Elle fut bloquée à Lorient. Et l'énorme convoi que protégeait la flotte anglaise put mouiller à son aise près de Carnac, à la large presqu'île de Quiberon qui ne tient à la terre que par une langue étroite. Elle est très mal défendue par des petits ports, presque vides, sans vivres; ils se rendirent bientôt. Derrière, jusqu'à Auray et Vannes, la sombre contrée, fort boisée, de petits chênes, bouillonnait de chouannerie (26 juin 95).

Nul obstacle. Quand Hoche arriva, il trouva que son ordre pour réunir des troupes n'avait pas été obéi. Il n'y avait que quatre cents hommes! Les historiens royalistes montrent très bien son grand danger. Il était réellement assis sur un volcan. Et, le pis, un volcan obscur qu'on ne pouvait calculer! Même les villes ne tenaient à rien. D'Auray tout fuit vers Lorient. D'autres vers Rennes. Vannes est tout royaliste. Ce fut comme une traînée de poudre. A Caen, Rouen, on crie : « Vive le roi! » La Loire éclate. La grande Nantes est bloquée! Saint-Malo, miné en dessous, attendait une flotte anglaise déjà près de Cherbourg, flotte chargée d'officiers qui, descendus, auraient agi en

cadence avec ceux de Carnac, et tous ensemble auraient entraîné les chouans vers Rennes, vers la Loire, et, qui sait? vers Paris.

Un temps chaud et superbe illuminait Carnac. Ce lieu austère, avec ses vieilles pierres druidiques, sa grève presque toujours déserte, offre tout à coup un grand peuple. Tout sort des bois, des rocs. Trente mille âmes sur la grève, hommes, femmes, enfants, vieillards, qui pleurent de joie et remercient Dieu! Ils apportent tout ce qu'ils ont de vivres, ne veulent pas d'argent, ils sont trop heureux de servir. Tous, les femmes, et même les enfants, s'attellent « aux canons du Roi, » il les tirent dans le sable. Et les hommes se mettent à la nage pour aider à sortir les caisses des bateaux (Puisaye, VI, 144).

Mais que devint cette foule exaltée quand elle vit descendre des vaisseaux, en costume pontifical, descendre, ô bonheur! un évêque! L'intelligent Puisaye avait chargée la flotte de prêtres, avec dix milliards d'assignats. Les femmes, hors d'elles-mêmes, rouvrent les chapelles, s'y étouffent, les lavent de larmes.

Pauvre peuple! mais très redoutable, ayant bien mieux gardé que tous l'étincelle fanatique. Cette grande scène tourbillonnante était pleine d'effroi. Hoche fut ici superbe de hauteur intrépide et de lucidité. « Du calme! du secret! » écrit-il aux généraux. Et à Paris, aux Comités : « Soyez tranquilles! »

Sa crainte était pour Brest tout autant que pour lui. Il dit à l'officier solide qu'il y met : « Tiens-y jusqu'à la mort! » En ce moment, il ramasse des troupes, en emprunte aux généraux voisins. De Paris, rien qu'une promesse de douze cents hommes, avec des troupes qui viendront tôt ou tard ou du Nord ou des Pyrénées.

Le 5 juillet, il eut treize mille hommes. Point de canons encore, point de cavalerie qu'il demandait depuis trois mois. L'ennemi, au contraire, avait là sous la main tout un peuple pour lui, quinze mille chouans, braves et armés, avec lesquels il occupa Auray. Et, s'il eût avancé, il en eût eu bien d'autres, tous dévoués jusqu'au dernier homme. Les officiers qu'on donna aux chouans, Tinténiac, Vauban, eurent un assez grand avantage.

Puisaye, avec beaucoup de sens, avait choisi le Morbihan, préféré cette côte. La chouannerie y était toute neuve, et dans la plus rude Bretagne, tenace et violente, à têtes rondes, étroites, ce qui n'exclut nullement les ruses du sauvage. De plus, chose assez rare, il y avait *un homme*. Le féroce Georges Cadoudal fut l'homme vrai de la contrée. Ce n'est pas ici un Charette méridional par sa mère. Georges était le Morbihan même, aussi identique au pays que les cailloux, les chênes trapus, biscornus, de la lande, que les cairns sinistres des grèves désolées de Carnac.

Lorsque nos brillants émigrés, dans leurs beaux habits rouges, virent les amis, les alliés qu'on leur avait promis, ils n'en revenaient pas. Ils croyaient voir des bêtes. Ces sauvages tannés, en guenilles, d'étrange langue sans un mot de français, les firent rire. « Croit-on, disaient-ils, que nous allons *chouanner* avec ça?... Est-ce qu'on croit aussi nous coucher dans la rue?

etc. » Ils se cherchèrent des logements dans les cahutes de pêcheurs qui formaient treize petits hameaux dans la presqu'île.

Les chouans, d'autre part, ne furent pas moins surpris. Ils portaient la croix blanche, les émigrés la noire (anglaise). Ils observèrent avec tristesse que sur les forts deux drapeaux flottaient, le blanc du roi, et le rouge d'Angleterre. Voyant des caisses d'armes, ils se jetaient dessus, mais ces caisses étaient pour d'autres, dit le commandant d'Hervilly. Leur homme, Puisaye, qui leur écrivait tant de Londres, n'était pas non plus le vrai commandant.

Expliquons bien Puisaye. On a vu en octobre 94 comment il prit le cœur de Pitt par l'amorce des faux assignats. Puisaye avait deux faces. Né Normand, mais Breton de rôle, c'était un vrai Janus. Il avait été élevé à Saint-Sulpice, et sa figure douceâtre de bon séminariste, était d'un homme liant, prêt à tout. Par son côté normand il était constitutionnel, comme à la Constituante, où il avait été, et, du côté breton, il était tout chouan, obligé d'être violent, de dire par exemple : « Vainqueurs, nous balayerons les immondices constitutionnelles. » Mais les princes n'étaient pas dupes de ce mot. Les deux cours opposées de Louis XVIII et d'Artois le détestaient également. D'Artois disait, quand on nommait Puisaye : « Ah! je crois voir la tête de Robespierre! » Ce qui est sûr, c'est que ce grand calculateur n'avait pas un parti très fixe. A Rouen, on croyait qu'il ferait roi un prince anglais, York. Lui-même étonna fort un loyal émigré, Vauban, en lui disant : « Si Orléans revient, que faire? »

Son plan, pour Quiberon, était grand et hardi. Il eût voulu avoir avec lui, bien à lui, quelque peu de troupes anglaises, point d'émigrés, qui devaient gâter tout. Les chouans, appuyés à cette petite base, et se lançant à fond de train avec leur furieux Georges, allaient emporter Rennes, remettre la Vendée debout, et l'entraîner. Ce tourbillon, rasant la Loire, enlevait Nantes, enlevait tout.

Les chouans iraient-ils si loin? On pouvait en douter. Puisaye n'en doutait pas. Il déroula ce plan épique et démontra qu'en huit jours il serait suivi de cent mille hommes! Pitt n'en demandait pas tant. Il voulait seulement une diversion et se nantir d'une place qu'il garderait contre la France, Belle-Isle? Lorient? Saint-Malo? Il admira, se tut, se dit : « C'est un homme bien dangereux. »

Puisaye sentit la défiance. Pour rassurer, il accepta qu'on fît un commandant spécial des troupes, et finement il proposa comme tel un homme qui ne pouvait le diminuer en Bretagne, car les Bretons le détestaient. C'était un Le Cat (d'Hervilly), brave et sot, qui, sous Louis XVI, les avait fort brutalisés à Rennes. Il était de ces fiers-à-bras dont en 91 on composa la garde qui fit haïr le roi à mort. C'était un homme désagréable à tous. Et son régiment personnel l'était aussi, étant formé de nos insolents de Marine, des douze cents traîtres de Toulon.

Il est bien entendu que ces fiers officiers faisaient peu de cas de Puisaye, et n'auraient jamais obéi à cette figure ecclésiastique. Son évêque, ses

cinquante prêtres, bien calculés pour les chouans, aux yeux des émigrés n'étaient que ridicules.

Puisaye était parti sous d'étranges auspices.

Comment autorisé ? Par un pouvoir très vague que d'Artois lui donna, malgré lui, par pure obéissance aux ministres anglais.

Il était d'autre part si peu accrédité du roi, de l'agence royale, que celle-ci disait : « On devrait, dès qu'il débarquera, le fusiller. » — Et encore : « Si Puisaye faisait roi le comte d'Artois ! »

Au moins était-il sûr des Anglais? Il fut bien étonné lorsque déjà en mer, ouvrant les instructions que les ministres lui avaient données cachetées, il y vit tous les signes d'une extraordinaire défiance. En le lançant, on le bridait.

Il devait régler sa conduite sur les ordres *qu'il recevrait de temps en temps*, chose inepte, impossible, à travers les variations de la mer, et tant de hasards imprévus d'une telle guerre ! Il n'avait de secours à attendre des Anglais qu'autant qu'il leur donnerait un port, une place forte. Enfin, commandait-il en chef? Là, celui qu'il croyait son subordonné, d'Hervilly, lui montra les instructions supérieures qu'il avait, et qui, *pour tous les cas*, le rendaient maître des troupes et de ce grand matériel.

En réalité, Pitt, Windham, assourdis des dénonciations des émigrés contre Puisaye, inquiets pour cette grosse affaire où ils avaient mis 28 millions, regrettaient de la confier à un homme si douteux, et avaient trouvé bon d'y constituer un solide garde-magasin, honnête à coup sûr, d'Hervilly, qui répondrait de tout. Les régiments d'émigrés constituaient aussi une propriété britannique d'importance, régiments coûteux, si bien soldés, vêtus, où les soldats étaient presque tous d'anciens officiers de terre, de mer, des chevaliers de Saint-Louis, etc. M. d'Hervilly fut chargé de ne pas gaspiller une telle élite aux folles aventures chouanesques, d'en être le gardien économe, même de l'augmenter, s'il pouvait.

Il gardait tout si bien qu'il n'eût rien fait du tout. Mais l'amiral anglais, Waren, se mit du parti de Puisaye. En voyant ce grand peuple, il trouva qu'il était indigne de ne pas lui donner des secours préparés pour lui. D'Hervilly fut ainsi forcé de débarquer.

Il y fit mille chicanes, et disputa sept jours. D'abord : « Je ne veux pas descendre sans faire une bonne reconnaissance dans les règles. » Elle est faite. Il ne descend pas. — Puisaye insiste. « Eh bien, dit-il, je descendrai si vous me garantissez par écrit qu'il n'y aura pas d'opposition. » On rit.

C'est le 4 juillet seulement, quand les forts furent rendus, et les chouans postés à deux lieues en avant, qu'il se résigna à déballer sur le rivage. Immense opération. Il y avait quatre-vingt mille fusils, des habits, des souliers pour soixante mille hommes, quatre-vingts canons, des masses immenses de poudre, beaucoup d'argent, trois régiments anglais d'émigrés, soldés comme Anglais, six cents artilleurs et des chevaux d'artillerie, dix-huit

ingénieurs, une administration, des chirurgiens, cinquante prêtres. Bref, c'était un monde complet.

Mais pour ses régiments, d'Hervilly ne lâche pas prise. S'il débarque quelques hommes, c'est pour les reprendre à l'instant. Admirable prudence, qui glaçait les chouans! Ils n'auraient demandé que quatre cents soldats pour la grande entreprise de s'emparer de Vannes. Refus absolu de d'Hervilly. Il ne s'expliquait pas. Il restait une énigme, de plus en plus étrange. Il défendait aux siens de crier: Vive le Roi. « Cela fait trop de bruit. » Enfin, lorsqu'on fit à Carnac, dans ce grand lieu, si solennel, la cérémonie populaire de bénir les drapeaux, quand l'évêque de Dol proclama le roi au milieu de ce peuple en larmes, d'Hervilly s'en alla dans un coin, lui et ses officiers, croquer une messe basse.

Était-il fou? Vauban le ferait croire. Mais Puisaye dit parfaitement ce qui lui brouillait la cervelle.

C'est en réalité que, quand il eut débarqué le grand matériel, il lui revint de tous côtés que cette expédition royaliste se faisait *malgré le roi*, contre le roi peut-être.

Il lui revenait de Rennes que l'agence de Paris y avait envoyé Talhouët de Bonamour pour dire au nom du roi « qu'on ne fît rien ». Et elle avait semé de faux billets, signés Puisaye, qui conseillaient partout « de ne rien faire ».

Les grands chefs vendéens en voulaient à Puisaye, aux Anglais. Ils ne refusaient pas tout à fait, mais disaient qu'ils n'agiraient que quand Scépeaux, l'un d'eux, reviendrait de Paris où il négociait. Charette renouvela son traité avec la république le 29 juin, au moment même du débarquement de Quiberon. Il y fut poussé par l'agence royaliste, poussé par l'évêque de Léon, ennemi personnel de l'évêque de Dol, que Puisaye venait d'amener.

Le coup le plus direct, et au Morbihan même, fut que la sainte ville royaliste de Vannes reçut des saints d'Anjou, du grand curé Bernier, le mot d'ordre : « Ne bougez pas. »

Enfin, directement, le nouveau roi et ses gens, d'Avaray, Antraigues, etc., donnent ordre à d'Hervilly « de ne rien faire », de détourner l'expédition de cette côte armée et frémissante vers la côte déserte du Marais vendéen, vers Charette. Ordre insensé, stupide. L'accès, de ce côté, est difficile. Et où trouver Charette et sa petite bande ? En novembre, on n'y parvint pas.

Pour un message si grave, où tout le sort du parti était en jeu, le roi, qui se piquait de belle littérature, avait envoyé un auteur, Demoustiers, qui a écrit les *Lettres à Émilie sur la Mythologie*. Homme du reste agréable, tout fait pour plaire aux émigrés, vieux enfants qui n'aimaient que *Faublas* et Parny, et leur fade rinçure en galants madrigaux.

On ne peut s'étonner que le soldat affamé, fouillant les maisons de la côte, et n'ayant à manger que ce qu'il enlevait à la pointe de la baïonnette, commît de grands excès, qui désespéraient Hoche. Et à travers cela, des



... Reconnurent cette haute figure, fine et délicate, héroïque, qui se détachait fièrement dans un dernier rayon de soleil. (P. 1982.)

éclairs de bonté ; pour retrancher leur camp, n'ayant pas de terre sur cette côte qui n'était que sable, ils évitèrent pourtant de toucher au cimetière des chouans. Ils furent, on le verra, admirables pour les prisonniers.

Ce qui les enrageait le plus, c'est qu'ils ne trouvaient rien dans les maisons. Le chouan trouvait tout. Les femmes lui réservaient les vivres, et les refusaient opiniâtrément au soldat. Dans leur obstination dévote, elles aimaient mieux tout martyre. Ces saintes étaient terribles. Pour faire tuer les nôtres,

la nuit elles couraient les bois. On prit certain Victor (qui était une femme) avec des messages de mort. (Savary. V. 250.)

Dans cet état d'irritation extrême, de terreur sur la côte, tout un peuple avait fui vers la presqu'île, sans y entrer encore, car le fort, le camp la fermaient. D'Hervilly, au lieu de placer les chouans armés, sous Vauban et Georges, dans un poste qui couvrît ce peuple, les avait mis très loin, hors de la presqu'île, à Carnac. Georges, voyant au loin les républicains qui venaient prendre Sainte-Barbe, l'entrée, la clef de la presqu'île, et qui allaient trouver là cette malheureuse foule, avertit Vauban ; ils envoyèrent en vain pour avoir du secours. Vauban, désespéré, proposait de ne pas attendre, d'attaquer. Mais les chouans étaient abattus. Les chefs obtinrent d'eux seulement qu'ils se retireraient pas à pas, et qu'en retardant l'ennemi, ils sauveraient tout ce monde. Les chouans tinrent trois heures, et la malheureuse foule put au moins se jeter pêle-mêle par-dessus la palissade, se mettre à l'abri de l'autre côté.

Alors enfin, alors, au bout de ces trois heures, on vit arriver d'Hervilly, un de ses régiments, dont il garnit les forts. Chose incroyable ! jusque-là ils étaient sans défense. Leur feu écarta les républicains. Mais s'ils ne prirent les forts, ils occupèrent le grand poste essentiel, Sainte-Barbe. Hoche crut dès lors avoir enfermé les chouans (7 juillet).

Cela fit tout à coup trente mille âmes dans la presqu'île, trente mille bouches à nourrir ! D'Hervilly déclara ne devoir la ration qu'aux siens, aux troupes soldées de S. M. Britannique. Les femmes et les enfants n'eurent que quatre onces de riz. Et ces vaillants chouans de Georges, qui venaient de sauver les forts, n'eurent chacun qu'une demi-ration de soldat. Puisaye, Vauban crièrent. Et alors d'Hervilly dit la chose la plus étonnante : qu'il leur donnerait la ration et la solde, s'ils prenaient l'habit rouge et se faisaient Anglais. Tonnerre d'indignation. Les chouans affamés lui rejetèrent son pain.

Puisaye rend une haute justice à l'énergie des républicains, à leur activité, et s'accorde parfaitement avec le récit de M. Moreau de Jonnès, un grenadier de Hoche. « Le dénûment de toutes choses où ils étaient leur donnait de nouvelles forces, un redoublement d'impétuosité et d'audace... Je les voyais de loin. Les officiers travaillaient comme les soldats en manches de chemise... Nous eûmes mille difficultés pour armer le fort Penthièvre de pièces pesantes. Mais les républicains s'attelaient eux-mêmes à leurs canons, » etc. (Puisaye, VI, 168, 288.)

Il y avait là une jeunesse admirable, celle de Nantes, si éprouvée, mais si ardemment patriote. Il y avait Rouget de Lisle, l'auteur de *la Marseillaise* que Tallien avait délivré des prisons de la Terreur. Il y avait ce jeune Moreau de Jonnès, si aimable, toujours souriant, et qui nous a donné son excellent récit. Une alacrité héroïque, semblable à celle de Hoche, était en tout ce monde, malgré la pénurie des vivres. La chaleur était excessive. Ils n'avaient presque que du vinaigre et de l'eau-de-vie.

Contre cet héroïsme, Puisaye croyait à l'héroïsme. Il avait foi à la

Bretagne, à sa chouannerie, à l'énergie sauvage de Georges Cadoudal, qui n'était pas encore le chef titré de la contrée, mais y avait déjà un grand ascendant populaire. Ce Georges semblait taillé sur le patron des Juges d'Israël, d'Aod, « qui frappait des deux mains, » ou du vaillant et sanguinaire Jéhu. Le tirer de la presqu'île, le relancer au Morbihan, le jeter sur le dos de Hoche comme un tigre ou un jaguar, c'était une idée simple. Dans la réalité, le général républicain, avec ses treize mille hommes, n'avait dans la contrée que le petit espace qu'il couvrait de son camp. Il tenait au bord du pays comme un corps étranger, extérieur, sans racines. Malgré sa superbe attitude, il avait fort à craindre si, attaqué de front par les troupes régulières de d'Hervilly, il était pris derrière par les chouans.

On en avait dix mille armés dans la presqu'île. Huit mille, sous Georges et M. de Tinténiac, furent embarqués, et remis à la côte. Deux mille cinq cents, sous un autre chef de bande, furent envoyés du côté de Quimper. Il suffisait que, même sans agir, ils courussent le pays, pour que Hoche manquât de vivres. Mais, le 16, ils devaient d'ensemble tomber sur les républicains, qui se trouveraient ainsi entre deux feux.

« Attendez le comte d'Artois. Voilà qu'il est en mer. »

Puisaye avait reçu le 10 cette fausse nouvelle d'Harcourt, vieux radoteur qui résidait à Londres avec le titre d'ambassadeur du Roi, et qui, sans s'en douter, servait les intrigues des deux petites cours pour paralyser tout. Puisaye n'en tint nul compte, et convint avec d'Hervilly, avec Georges, que la double attaque se ferait sans faute le 16.

Le 14, on apprend qu'un secours arrive d'Angleterre. Ce n'est pas le comte d'Artois; il promettait toujours et jamais n'était prêt. Ce n'était pas ce que Puisaye avait instamment demandé, les officiers émigrés de Jersey. L'agence l'en priva, les fit envoyer vers Saint-Malo. C'étaient seulement mille hommes, un petit corps formé de débris d'anciens régiments. Le tout mené par un jeune homme, le très jeune colonel Sombreuil, cher à l'émigration pour sa valeur fougueuse, et bien plus encore pour sa sœur, pour la fameuse légende, vraie ou fausse, du 2 septembre où elle sauva son père.

Cette brillante figure allait éclipser tout. On ne manquerait pas de lui attribuer tout succès qu'on aurait. Sombreuil ne pouvait arriver que le soir du 15, débarquer que le 16. Le 15, après midi, d'Hervilly, sans l'attendre, donna ses ordres pour l'attaque convenue du lendemain. En vain, Puisaye, Waren, le suppliaient d'attendre, de profiter du renfort de Sombreuil. En vain Puisaye lui demandait la chose indispensable, de s'assurer si Georges, Tinténiac, étaient prêts à agir sur les derrières de Hoche. Il n'entend rien, n'écoute rien. Ce qui est dit est dit.

« Comment Puisaye ne l'arrête-t-il pas d'autorité? dit ici Louis Blanc. Il reçoit à l'heure même de Londres son titre de général en chef qui subordonne d'Hervilly. » — Mais tous les émigrés l'auraient taxé de lâcheté. Ils l'auraient laissé seul, et suivi d'Hervilly. — Enfin, que fût-il arrivé si Georges se fût

trouvé exact au rendez-vous, et si Puisaye se fût obstiné à y faire manquer d'Hervilly? De quels reproches amers, de quel mépris l'aurait-on accablé!

Puisaye, quoiqu'il jugeât insensé de combattre sans s'assurer de Georges et de Tinténiac, ne put empêcher rien. Le plan de d'Hervilly était de partir de nuit, de surprendre Hoche à Sainte-Barbe, pendant que Vauban surprendrait le poste de Carnac. Ni l'un ni l'autre n'arriva avant le jour. Nulle surprise. Quelques coups de feu, tirés au loin, firent croire un moment à Puisaye que ses chouans étaient venus. Point de chouans. Mais Hoche, bien éveillé, en force, avec beaucoup d'artillerie.

D'Hervilly, le voyant de front si imposant, ordonna un mouvement oblique qui présentait son flanc, le faisait défiler tout entier sous le feu de Hoche. Contre ce feu, les canons royalistes, fort bien placés, tonnaient, et déjà démontaient des pièces. D'Hervilly les déplace, les porte en bas dans le sable, où ils s'engagent, ne servent plus à rien. Alors il fait retraite avec son régiment. Mais les autres n'étant pas avertis, on battait d'un côté la charge, et la retraite de l'autre. Le désordre fut au comble, la perte énorme, d'Hervilly blessé mortellement. Tout eût péri si Waren, de ses chaloupes canonnières, n'eût fait un feu très vif qui enfilait toute la plage et qui arrêta les vainqueurs.

Qu'était-il arrivé? Et comment les chouans, le 16, ont-ils manqué au rendez-vous?

D'abord ces chouans n'étaient pas gens à mener comme on voulait. C'étaient eux qui menaient leurs chefs. Ceux qui s'en allaient vers Quimper, voyant là de belles moissons, et personne pour les couper, se firent moissonneurs, oublièrent. Et les huit mille de Georges étant si forts, ne trouvant rien qui résistât, s'emportèrent au loin, s'attardèrent à des attaques de bourgades, de villages « bons à piller ». Des deux officiers qui avaient le titre du commandement, Tinténiac, brave et léger, se laissa entraîner de bataille en bataille. Son second, Pontbellangé, homme peu net, selon Puisaye, et qui pilla les caisses, l'attira vers le nord, comme voulait l'agence, au plus loin de Quiberon. Dans ces forêts, peuplées de fées mauvaises, il suivit un mirage. « Des dames, lui disait un billet, vous attendent au château de Coëtlogon avec des lettres du roi. » Qu'étaient ces dames? ces lettres? L'étourdi fut tenté, oublia Quiberon, alla à ce château. Il y fut attaqué par les républicains. Un grenadier qu'il poursuivait, se retourna et le tua (18 juillet).

Les dépêches de Hoche montrent bien que l'histoire ne s'est pas trompée, et que c'était un vrai héros. Un grand peuple de femmes, de vieillards et d'enfants restait encore dans la presqu'île, Hoche seul en a pitié. Il écrit aux représentants, et par voie indirecte il expose au Comité de salut public ce qui peut excuser ces malheureux « entraînés par la terreur ou le prestige. Il serait cruel, impolitique de les détruire. Qu'ils désarment, aillent moissonner. » (Savary. V, 251, 258.)

Ces sentiments étaient ceux de beaucoup des nôtres, spécialement du général Humbert. C'était un fort brave homme, qui avait beaucoup de cœur,

s'était montré crédule aux royalistes et un peu ridicule par son imprudente bonté. Le 18, il voit sur la plage Vauban et un autre. Il approche avec confiance; leur demande combien ils ont perdu, le 16, d'anciens officiers de marine. — Cinquante-trois. — Quelle perte pour la France! — Il leur toucha la main : « Pourquoi se battre? arrangeons-nous... Écrivez donc à Tallien qui arrive! » — Puis il leur dit que Tinténiac allait bien.

Ici, Vauban se trompe, accuse à tort Humbert de mensonge et de perfidie. « Tinténiac, dit-il, était tué. » Il le fut le 18, fort loin de là Humbert, qui parle le 18, certainement n'en savait rien.

Humbert, sans le vouloir, par ces paroles généreuses, étourdies, n'agit que trop. Cela fut répété. Beaucoup en prirent l'espoir d'une capitulation facile. Ils mollirent, se détrempèrent fort. Ils n'avaient réellement aucun chef sérieux. Puisaye, le général en chef, que d'Hervilly avait fait loger fort loin du fort, ne donnait aucun ordre. Personne ne l'aurait écouté. Le second qu'on nomma pour remplacer d'Hervilly, aurait été Vauban, qui refusa. L'amiral qui avait pouvoir pour choisir, prit le plus agréable aux émigrés, leur jeune Sombreuil.

Des témoins qui ont vu et conté la catastrophe de Quiberon, Puisaye, Vauban, Tallien, Rouget de Lisle et Moreau de Jonnès, ce dernier est le seul qui ait tout vu, du commencement à la fin. Il était alors grenadier de Hoche, esprit fort modéré, nullement hostile aux vaincus.

Son récit est le plus complet et le plus raisonnable. Ni Vauban, ni Puisaye n'ont vu le commencement. Tous deux, couchés chez eux, et loin du fort, furent éveillés par le canon. Tallien, Rouget de Lisle, ne virent guère que la fin. Les récits de ceux-ci sont fort déclamatoires, douteux en certains points. Ceux de Vauban, Puisaye, hardiment romanesques en ce qui peut diminuer la victoire des républicains.

Deux points très capitaux, constatés, avoués par les vaincus eux-mêmes :

C'étaient toujours les nobles étourdis de Rosbach et autres surprises, se piquant de n'avoir pas peur, de ne prendre nulle précaution. La double confiance qu'ils eurent, en arrivant, au canon anglais sous lequel ils étaient, et au grand peuple de la côte, fit qu'ils se dispersèrent le long de la presqu'île aux lieux les plus commodes, comme abris. Chacun s'était arrangé de son mieux, et il n'y avait pas à penser de les tirer de là. Puisaye, on l'a vu, avait été logé fort loin. Sombreuil, encore plus loin des forts. Ce nouveau commandant, si jeune, et simple colonel, avait bien peu d'autorité sur tant d'hommes gradés, d'officiers de terre et de mer, de chevaliers de Saint-Louis à cheveux blancs. Il n'essaya de rien changer, ne fit rien et ne prévit rien.

L'autre point grave dont leur légèreté, leur sécheresse militaire ne tenait aucun compte, c'est qu'ils avaient sous eux, au milieu d'eux, des malheureux qui étaient là de force et très impatients de s'affranchir. On connaît la dureté effroyable des pontons anglais, où les prisonniers manquaient de tout, même d'air. Eh bien, les ministres anglais, faits aux violences de la *Presse*, et

d'Hervilly, dur et brutal, avaient imaginé de recruter là-dedans, et ils y avaient pris des misérables pour les affubler d'habits rouges et les mener contre la France. Ces gens étaient furieux, enragés d'être avec les ennemis de leur pays. C'est par là que ceux-ci méritaient de périr.

Le plus simple bon sens disait qu'il ne fallait pas mettre ces hommes au grand poste de confiance, au fort Penthièvre. Mais ce fort, presque entouré de la mer, et très escarpé d'un côté, permettait peu l'évasion. Un certain David, l'un d'eux, hasarda tout, il se laissa couler par ses pentes rapides, et reconnut fort bien que ce n'était pas un abîme, mais des assises en gradins, chacun de cinq, six pieds de haut, et que le petit bord, de gradin en gradin, faisait une sorte de sentier large à peu près d'un pied et demi. Son succès enhardit. Et trente autres, la nuit suivante, usèrent du même chemin.

Hoche, à qui l'on mena David et qui apprit que l'on pouvait monter, craignait un piège et hésitait à risquer ses meilleurs hommes dans un tel casse-cou. On dit que ce fut Tallien, qui saisit avidement ce moyen d'abréger. Il était fort pressé. Compromis par les Espagnols, les royalistes, et près d'être accusé, il avait fait du zèle et avait obtenu d'être envoyé par la Convention, avec Blad, un solide patriote. Mais d'un moment à l'autre l'accusation pouvait s'élever dans l'Assemblée. Il avait peur de Paris, plus que de Quiberon. Un bon coup sur les émigrés pouvait seul le tirer d'affaire.

Comment serait la nuit, claire ou obscure? C'était la question. La soirée n'était que trop belle. Hoche monta sur un pic assez élevé qu'on appelle la Roche-aux-Fées, et observa. Les troupes répandues tout autour le virent là, reconnurent cette haute figure, fine et délicate, héroïque, qui se détachait fièrement dans un dernier rayon de soleil. Un cri immense s'éleva, une chaleureuse acclamation. (20 juillet, 2 thermidor.)

Tout alla bien. La soirée devint sombre. Vauban alla au fort, inquiet. Il trouva qu'on se gardait mal. Sombreuil y alla tard, crut que tout était bien. En retournant chez lui il le dit à Puisaye, puis s'en fut coucher à deux lieues. Tous s'endorment avec confiance.

Hoche ne s'endormait pas. Il forme une colonne de grenadiers d'élite sous l'adjudant Ménage, un homme sûr, qui ira par la droite, montera conduit par David, fera l'exécution. Une autre colonne de front doit attaquer, tandis que, sur la gauche, Humbert tournera le fort le long de la mer.

Ménage et sa colonne devaient marcher une lieue et demie dans les ténèbres, ayant sur eux l'artillerie des forts, de plus, sur les deux flancs, celle des bâtiments anglais, qui eût tiré de droite et de gauche si elle les avait découverts. Le temps, qu'on désirait mauvais, le fut bien plus qu'on ne voulait. Ce fut un froid orage, qui, venant avec la marée, poussait la vague contre le chemin qu'on suivait, la lançait au visage. On marchait en pleine eau et jusqu'à la ceinture. Les fusils se mouillaient, et l'on ne pouvait plus compter que sur les baïonnettes. Le chemin devint si étroit, qu'on ne marchait plus qu'à la file, le long de cette mer terrible.

Une ombre suivait, allait, venait, reconnaissait les chefs, les nommait. les encourageait. Il était là, le bien-aimé et l'intrépide, les réchauffait de son grand cœur

Mais la montée commence. On n'y voit goutte. On suit David. Ces gradins de cinq ou six pieds, qu'il faut souvent escalader, ce fin petit chemin de dix-huit pouces qui en fait le rebord, tout cela étonne un peu nos jeunes soldats sans parler de l'abîme noir qu'on a dessous, l'aboiement de la folle mer. Plusieurs, à ce moment, Moreau de Jonnès l'avoue, se ressouvinrent de leur enfance et se mirent à dire leurs prières.

Au haut, sur la plate-forme, la garde s'abritait de la tempête, du vent furieux. Le petit mur est sauté au cri de : « Vive la République ! » Tout est tué. On se précipite en bas, dans le retranchement où étaient les batteries. Il était temps. Elles tonnaient déjà. A la première lueur de l'aube, on avait distingué une longue ligne noire, la colonne d'Humbert qui s'avançait. On tirait, quand les canonniers furent pris, assommés sur leurs pièces. Cependant, avertie par le bruit, une chaloupe canonnière des Anglais fit feu sur cette colonne, qui fut un moment ébranlée. Rouget de Lisle, qui y était, dit l'effet surprenant qu'eut, pour la rallier, la vue du drapeau tricolore qu'on leur montra flottant sur le fort et vainqueur. Ils reviennent, se précipitent, s'emparent des batteries, tuent les premiers qui venaient au secours. D'autres viennent, mais des déserteurs, qui crient : « Vive la République ! »

Tout avait réussi. — Hoche, ravi du fait d'armes de Ménage et de ses jeunes grenadiers, les récompense à l'instant même. Il savait comment pour ces choses veulent être payés des Français. Il dit simplement : « Mes enfants ! j'ai été bien inquiet de vous ! » et quelque autre parole de chaleur paternelle. Les voilà tous qui ont la larme à l'œil, dit Moreau de Jonnès.

Du reste, aucun avancement. Hoche établit par là qu'un service si grand ne pouvait se payer.

La presqu'île n'offrait nulle position vraiment militaire, et le pis, nul lieu d'où l'on pût commodément se rembarquer. Le poste principal, à une lieue du fort, n'avait qu'un mauvais mur en pierres sèches. De là, il y avait encore une lieue vers Saint-Julien. Puisaye, éveillé brusquement, avait fui vers Sombreuil qui l'occupait. Celui-ci, tout troublé, prit les armes et s'avança. Il n'était pas sans forces.

Mais ce qui eut un fâcheux effet sur les siens, ce fut l'arrivée des fuyards, des centaines d'hommes effarés et sanglants. Nombre de femmes qui étaient encore dans la presqu'île, voyant ces défigurés, poussant de lamentables cris, fuient en emportant leurs enfants. Leurs maris, aux premiers républicains qu'ils voient, prennent la panique, fuient avec elles, jetant le maudit habit rouge, jetant même leurs fusils.

Sombreuil faisait retraite vers le port Aliguen, inquiet, étonné de ne pas voir les chaloupes anglaises pour défendre ou pour rembarquer. La mer était mauvaise, le vent violent. Quelque ordre que donnât Waren, par des

signaux, les siens hésitaient et traînaient. Puisaye assure que Sombreuil, voyant les messages inutiles, le pria d'y aller lui-même. Il n'y était que trop disposé, pensant qu'en lui, en ses papiers, était tout le salut de la Bretagne royaliste, qu'il devait à tout prix se réserver, ne pas tomber vivant aux mains de ceux qui l'auraient fait parler, lui eussent arraché ses secrets. Il sauva tout, ne perdit que l'honneur.

D'Aliguen, Sombreuil recula toujours, gagna le fort Saint-Pierre sur un rocher. Au delà l'Océan. Il ne pouvait plus reculer. On croit qu'il avait trois mille hommes.

Hoche, le poursuivant en personne, quand il arriva là, n'avait que sept cents grenadiers. Ajoutez que le feu des canonnières anglaises tonnait sur lui. Il dit à Tallien et Blad, qui marchaient avec lui, de s'abriter derrière un tertre. — Pour sommer l'ennemi, il envoya Ménage, le vaillant de la nuit. Ce brave homme, la tête enveloppée d'un mouchoir blanc, alla à eux, et dit aux effrayés qui couraient à la mer, un mot selon son cœur, qui semblait leur ouvrir une voie de salut : « Quoi ! est-ce qu'il n'y a plus de Français ? Est-ce que vous êtes tous *émigrés ?* » C'était donner l'espoir qu'en déclinant ce nom d'*émigrés*, ils seraient sauvés. Plusieurs revinrent, se mirent autour de lui.

Beaucoup des nôtres, par bon cœur, criaient : « Venez ! vous serez bien traités. » — Pourtant, un émigré, Chalus, avoue qu'un officier républicain les avertit, leur dit : « Sauvez-vous !... Si vous vous rendez, vous serez fusillés. » (Papiers Puisaye.)

Se sauver était difficile. Les barques ne pouvaient approcher. Les Anglais tiraient à la fois sur les uns et les autres. Selon Rouget de l'Isle, Hoche dit qu'il tuerait tout, si Sombreuil n'empêchait les Anglais de tirer. Pas un mot de cela dans Moreau de Jonnès. Et Tallien dit, dans son rapport, que deux pièces de canon qui suivaient Hoche écartèrent les Anglais en tirant sur eux à mitraille.

Les émigrés prétendent qu'Humbert promit une capitulation. « Mais, dit Hoche, ce ne fut pas Humbert qui les prit. Ce fut moi-même, à la tête de sept cents grenadiers. (Lettre du 3 août 1795.) Aucun soldat ne cria qu'ils seraient traités comme prisonniers de guerre, ce que j'aurais démenti. »

M. Moreau de Jonnès, qui était un des sept cents, dit que pas un n'osa promettre rien de tel.

Vauban prétend que Sombreuil n'avait pas de cartouches.

Hoche dit : « Ils en manquaient si peu que nos grenadiers jetèrent les leurs avariées, pour prendre celles que les émigrés avaient, et qu'ils jetaient sur le rocher, au pied duquel six ou sept cents se noyèrent. »

Il n'y eut jamais scène plus terrible de désespoir. Plusieurs officiers se jetèrent sur la pointe de leurs épées. Dix-huit cents personnes environ, officiers, femmes, soldats, paysans étaient entrés dans la mer jusqu'aux épaules. Mais la marée, le vent repoussaient les embarcations. Celles qu'on atteignait-



Tallien revint effaré, et dit à sa femme dans ce salon plein de royalistes : « Tout est fini. » (P. 1987.)

étaient chargées outre mesure. Et, pour ne pas sombrer, ceux qui y étaient déjà repoussaient même à coups de sabre les survenants qui voulaient y monter.

Nos soldats furent très bien pour cette masse lamentable qu'ils ramenaient. On les croyait féroces, d'après leurs violences dans les campagnes. Ils furent, devant ce grand désastre, saisis, touchés d'humanité. Les femmes et les enfants furent délivrés d'abord. Puis, quand ils mirent la main sur

cette élite militaire, toute d'hommes mûrs et de vieillards, dit Moreau de Jonnès, sur tant d'officiers du génie, de l'artillerie, de la marine, ils témoignèrent certain respect. Rouget de l'Isle les vit soutenir de vieux chevaliers de Saint-Louis, les aider à marcher, couvrir de leurs shakos ces têtes chauves, exposées aux injures de l'air.

La difficulté était grande entre Hoche et Tallien. Hoche prétendait qu'on ne pouvait punir que les chefs. Tallien, si compromis et craignant les accusations, disait que la terrible loi contre les émigrés les frappait tous. On imagina de les garder le plus mal que l'on put, de leur donner une trop faible escorte, six cents soldats pour trois mille prisonniers. Pour mener ce monde à Auray, on traversait de petites chênaies, une route bordée de haies et de fossés. La seconde colonne n'arrivant à Auray que vers neuf heures du soir, chemina quelque temps nuit close. Les soldats étaient décidés à ne rien voir. Même quelques-uns dirent : « Sauvez-vous! » — Certaines choses arrachaient le cœur. Plusieurs avaient leurs femmes, qui s'étaient obstinées à les suivre. Moreau de Jonnès, qui était de l'escorte, prit sur ses bras et porta un enfant. « Mais, dans cette situation terrible, dit-il, leur infatuation était la même. Ils se sentaient tout le pays pour eux, et s'obstinaient à croire qu'à Auray ou à Vannes ils seraient délivrés. »

Les royalistes ont fort travaillé la légende de Sombreuil, pour faire suite à celle de sa sœur. Ils la chargent de maint ornement mélodramatique. Et les nôtres copient tout cela, sans voir combien légères, même suspectes, sont les sources où ils puisent. Tel détail n'est donné que *par la copie* d'une lettre, qu'écrit une femme dont on ne sait pas même le nom ; on dit une certaine Sophie.

Il paraît assez sûr que Hoche voulut sauver Sombreuil, dont la jeunesse l'intéressait. Mais celui-ci se fût déshonoré s'il eût échappé seul. Il n'était nullement innocent de la catastrophe, ayant par légèreté fermé les yeux sur ce que vit Vauban, que le fort se gardait si mal dans la fameuse nuit; ayant désespéré trop vite et s'étant laissé prendre avec trois mille hommes par sept cents grenadiers. Voilà ce qui sans doute lui resta très amer, et lui fit écrire une lettre furieuse et folle contre celui dont personne n'avait voulu suivre les avis ou les ordres, contre Puisaye. Si celui-ci eut tort de s'en aller trop vite, de ne pas se faire tuer, il faut avouer aussi qu'en restant, il n'eût sauvé rien. Le chef réel était Sombreuil.

Ce qui forçait Tallien et la Convention à une sévérité extrême, c'est que Puisaye et autres royalistes se vantaient d'avoir pour eux certains représentants, d'avoir des royalistes jusque dans la Convention. Ceux-ci Delahaye, Larivière, etc., furent foudroyés par ce grand coup de Quiberon. Ils se gardèrent de souffler mot. Il y eut une surprenante unanimité pour l'application de la loi.

Hoche, n'y pouvant rien faire, était parti pour Saint-Malo et Rennes, qu'il voulait raffermir. Mais il écrivit fortement pour cinq mille chouans

prisonniers qui risquaient de périr avec les émigrés. Le Comité, en tête le très fin légiste Merlin, trouva un distinguo, une fiction heureuse : « qu'ils avaient été engagés *malgré eux.* » Ainsi on éluda la loi. Mais elle était précise contre les émigrés, bien jeunes, qui ayant eu 16 ans en 89, en avaient vingt et un en 95. — On eut beau faire, on ne put les sauver.

Il ne faut pas oublier la terrible situation où l'on était. Le Midi nageait dans le sang. Comme on a vu, les royalistes y tuaient même les modérés. Dans le Morbihan, les chouans étaient si peu abattus, si opiniâtres, qu'autour de Vannes ils continuaient de fusiller les paysans qui portaient leurs denrées au marché. (Sav., VI, 355.)

A Auray, l'entrée aux flambeaux que firent les prisonniers, toutes les femmes étant aux fenêtres et en larmes, fut une grande scène royaliste. Nos officiers obsédés, circonvenus, et sur lesquels les dames et les notables agissaient, ne pouvaient se décider à former les commissions militaires. Elles furent d'abord molles et lentes. Si le général Lemoine ne les eût recréées, on aurait eu le temps de délivrer les prisonniers. Les royalistes eussent fait et non manqué leur Vendémiaire. Les assassinats, les massacres, eussent redoublé dans le Midi.

Ce fut à Vannes même, dans la grande ville centrale, qu'on fusilla Sombreuil, l'évêque de Dol et cent quatre-vingt-sept des plus importants. Huit cents autres le furent à Auray.

CHAPITRE XI

RENTRÉE DES ROYALISTES. — LEURS MASQUES DIVERS

Tallien revint effaré, et dit à sa femme dans ce salon plein de royalistes : « Tout est fini. » Elle fondit en larmes. Cela finissait leur royauté de Thermidor.

Plus d'équivoque dès lors. On se réveilla du songe où la société, le monde, la facilité des mœurs, l'amabilité des dames semblaient avoir rapproché, mêlé presque les partis. A cette vive lueur sanglante, les deux camps se reconnurent, se virent dans leur vérité.

L'Assemblée se ressouvint qu'elle était *la Convention*, et que les royalistes, si aimables à Paris, n'en étaient pas moins les amis des assassins de l'Ouest et des massacreurs du Midi.

Les royalistes avaient cru d'après quelques vaines paroles avoir pour eux bien des membres, surtout dans les Comités du gouvernement. Et personne dans l'Assemblée, personne dans les Comités n'avait osé parler pour les prisonniers de Quiberon. La loi était précise ; elle les condamnait à mort. Les Boissy, les Larivière, déjà suspects pour n'avoir dit un seul mot des massacres royalistes de Tarascon, de Marseille, craignirent, s'ils parlaient ici, que la cocarde blanche, qu'ils avaient déjà au cœur, ne leur apparût au front.

Ils se vengèrent de leur silence en exigeant qu'on arrêtât dix montagnards, accusés déjà depuis Prairial, entre autres Lequinio, Fouché. Par une misérable bascule, les Thermidoriens, qui alors s'éloignaient du côté droit, lui firent cette concession (8-9 août).

Mais la grande majorité, malgré cela, ouvrait les yeux. Elle savait que l'Assemblée était condamnée toute entière. Les fureurs des royalistes l'éclairaient. Quand Richer de Sérizy, dans son journal *l'Accusateur public*, disait que le centre même, le Marais, le muet Sieyès « avait du sang jusqu'au genou, » qui pouvait se rassurer? Les girondins? les non votants pour la mort de Louis XVI? Non. Ils avaient renversé le trône et amené le 10 août. La Gironde avait appelé les bataillons marseillais qui prirent le palais, le roi. En remontant, point d'innocents dans toute la révolution. Antraigues réimprimait sa folle brochure où il juge pêle-mêle avec Carrier les Constituants, guillotine Mirabeau, Bailly, avec Robespierre. Tout cela écrit à Vérone, à côté du nouveau roi.

Le 10 août (23 thermidor), l'Assemblée fêta, fit fêter dans toutes les communes de France et dans toutes les armées, le renversement de la royauté et la prise des Tuileries. Les représentants royalistes, les administrations douteuses prirent part à cette fête et firent acte d'hypocrisie.

Le 4 août, Louvet, le 20 août, Legendre, se posèrent fort nettement du côté de la Montagne, loin des Girondins trop muets. Ils dirent que, si les émigrés, qui rentraient en foule, ne trouvaient leur tombeau en France, elle deviendrait elle-même le tombeau de la république. Toute l'Assemblée les applaudit et se leva en criant : « Elle sera le tombeau des émigrés ! »

La Convention réfléchissait, et sentait que, contre ces furieux revenants, elle n'avait d'appui, de refuge, que la Révolution même, les montagnards si maltraités en prairial, et même les Jacobins, les patriotes de toute nuance. Ceux qu'on avait incarcérés, dans leur immuable foi révolutionnaire, pouvaient oublier, devenir pour l'Assemblée une réserve énergique.

En un mois, la Convention prit sous ce rapport une couleur plus nette. Le 29 juillet, une section royaliste étant venue insolemment l'accuser à ce sujet, et les Comités se taisant, Legendre éclata, demanda si ces Comités étaient *une baie de Quiberon*, pleine d'ennemis de l'Assemblée. Dubois-Crancé, avec une violence militaire, foudroya les pétitionnaires de tout le poids de la victoire de Quiberon, qu'on apprenait à l'heure même, et les appela : « Brigands! »

Le 29 août (12 fructidor), l'Assemblée accorde aux patriotes incarcérés un décret qui les dispense d'être jugés par leurs voisins, c'est-à-dire par leurs ennemis. Ils peuvent, s'ils le préfèrent, être jugés par le tribunal d'un des départements limitrophes.

Disposition humaine et juste. Mais la même humanité empêchait la Convention d'agir dans son intérêt contre le flot menaçant de la rentrée des émigrés. Ils se moquent du décret qui, leur interdisant Paris, croyait les tenir à dix lieues. Même ce violent Legendre, souvent faible et mou au fond, veut qu'on ne les raye de la liste qu'*après la constitution établie*. Ainsi ils rentreront bientôt. La porte n'est plus fermée. Ils vont passer tous sans attendre.

Ces vieux enfants, qu'on eût cru sensibles et qui, en effet, furent souvent faciles aux larmes, n'en étaient pas moins cruels. Jugeons-en par leurs tentatives pour tuer Puisaye, l'homme le plus intelligent de leur parti, et pour assassiner Hoche. Leur rage alla contre lui jusqu'à crever les yeux de ses chevaux dans ses écuries. Leurs règlements de Vendée sont étrangement sanguinaires. *La mort! la mort!* Rien de plus.

Quelle discorde, quel esprit de haine et de vengeance nous rapporte l'émigré!

Quelles disputes! que de duels! Il ne prendra pas sa ruine comme expiation de son pacte avec l'ennemi. Ainsi voilà donc en France, voilà deux nations en lutte, l'acquéreur et l'émigré.

Quiberon, loin d'enrayer la rentrée la précipita. La plupart espérèrent moins le retour en conquérants, mais dès lors profitèrent en foule des moyens humbles et sûrs que leur offrait la simplicité peu défiante de la République, la mollesse, la connivence des municipalités girondines, établies depuis Thermidor. En août-septembre 95, l'émigré ne rentrerait pas encore sous son vrai costume, l'habit vert du chouan-*émigré*. Il ne l'est pas. On lui donne certificat qu'il n'est jamais sorti de France. Ou bien, s'il en est sorti, c'est comme victime girondine du 31 mai ; ou bien il est un de ces ouvriers que les Anglo-Espagnols ont malgré eux enlevés de Toulon : faux ouvrier à mains blanches ; on n'y regarde pas de près.

Il rentre. La sympathie l'accueille. Toute maison est ouverte à un homme de bonnes manières qui a eu tant de malheurs. Sa femme fort aisément lui donnera des relations, les amis qu'en l'attendant elle a pu lui faire déjà dans les gens riches, influents.

Réal, dans son récit de *Vendémiaire*, nous donne un mot remarquable, qui date bien 95, et montre combien on est loin déjà de 94. Après Thermidor, on l'a vu, on s'était marié en foule. En 95, au contraire, nous voyons nombre de divorces. La société ancienne qui rentre, change les idées. Plus d'une se repent d'avoir fait, sous l'aveugle inspiration de la nécessité, de la passion, un mariage inférieur, et maintenant vise plus haut. Elle épousa un menuisier, et elle vise un agioteur.

Souvent aussi, le mari, noble ruiné, trouve fort avantageux de laisser convoler sa femme à un mariage d'argent. Elle le protégera. La mobilité libertine demande un nouveau mariage, et, dans le désordre même, on veut l'intérieur, le foyer. Mœurs nouvelles, fort différentes de celles d'avant 89.

Réal, en deux mots, nous fait un tableau frappant de Paris : « Jamais il n'y a eu tant d'étrangers. Les hôtels garnis sont remplis jusqu'aux combles. Et le faubourg Saint-Germain, *si désert il y a six mois*, ces vastes hôtels solitaires se sont trouvés pleins tout à coup. » On obtenait sans peine de loger provisoirement dans ces hôtels non vendus. Ils se trouvèrent « pleins d'étrangers, de chouans, d'émigrés, de prêtres, de riches jeunes gens qui s'engageaient dans les charrois, et de femmes divorcées. » (Réal, p. 7.)

Tout ce monde pouvait agir d'autant plus efficacement, que la gamme du royalisme, infiniment variée, favorisait l'équivoque. La plupart niaient hardiment qu'ils fussent royalistes. Longtemps encore après, l'un d'eux disait à Carnot : « Celui qui songerait à rétablir la royauté mériterait les petites-maisons. » A l'abri de telles paroles, on s'avançait à couvert. Tous parlaient comme Girondins, comme bons républicains, zélés pour la liberté, la souveraineté du peuple. Le procédé de Cormatin, ce chouan qui ne parlait que *du peuple souverain*, fut suivi ici en grand, devint général. Des Girondins détrempés aux royalistes constitutionnels, Lacretelle, Bertin, aux royalistes violents comme Richer de Sérizy, aux agents idiots de Vérone, les Brottier, etc., aux plus féroces chouans, le langage devenait le même : « Attester la liberté, la souveraineté du peuple, au besoin la République, afin de mieux l'étouffer. »

La Convention leur fournit un prétexte magnifique, quand elle décida, sur la proposition de Baudin, des Ardennes, qu'*un tiers seulement des représentants sortirait*, et que les assemblées primaires rééliraient les deux tiers de la Convention (13 fructidor, 30 août). »

Quelle occasion de l'accuser, de dire qu'elle voulait s'éterniser, qu'elle dépassait son droit ! Eh bien, disons-le, la situation commandait ; on ne pouvait faire autre chose.

Est-ce au nom de la politique que nous la justifions ? C'est au nom de l'humanité, c'est au nom du sang humain.

S'il coulait dans le Midi, dans l'Ouest, malgré la Convention, que serait-il arrivé, si sa disparition totale, si la réaction subite d'une nouvelle Assemblée, novice, molle, rétrograde, eût ôté les dernières barrières, et pour un moment supprimé l'autorité publique ! La Convention, telle quelle, *in extremis*, provoqua une réaction favorable qui arrêta ce flot de sang. D'une part, Fréron, envoyé au Midi, comprima les assassins. Et, d'autre part, à l'Ouest, la mort de Stofflet, de Charette, le désarmement des communes, rétablirent un peu de sécurité.

On ne comprend pas comment les écrivains et les journalistes de Paris, qui réellement étaient en tête du mouvement contre la Convention, pouvaient ne pas voir que sa disparition totale eût, dans l'Ouest et le Midi, doublé les

forces des brigands, eût fait des Saint-Barthélemy, renouvelé les faits horribles de Lyon, Marseille et Tarascon. Lacretelle dit, et je le crois, qu'il avait « horreur des Compagnons de Jésus ». Ses amis, les gens de lettres, les Salverte, les Dupont de Nemours, les Morellet, les Fiévée, les Cadet-Gassicourt, les Dureau-Delamalle, les Quatremère de Quincy n'étaient pas des hommes inhumains. Par quelle étrange aberration avaient-ils hâte de détruire l'Assemblée, qui pouvait seule arrêter, briser les poignards de leurs alliés étranges, dont ils disent avoir horreur?

Madame de Staël les avertit avec beaucoup de force : « Craignez de vaincre. Vous ne pourrez contenir votre minorité royaliste. Vous avez été victimes des terroristes, vous le seriez maintenant de vos sanguinaires amis. » (Lacret., *Dix ans*, 253.)

Ce parti inconséquent, grisé de son parlage de salons, de dîners, où l'on croyait conspirer, n'en alla pas moins à l'aveugle. Lacretelle, qui perdait peu d'occasions de montrer sa belle tête, solennelle et un peu vide, lut à la Convention une pétition arrogante contre la question des donations et la formation d'un camp à Paris. Chénier lui répondit de haut. Mais un membre girondin qui tournait au royaliste, Saladin, se déclara hardiment contre l'Assemblée, et répandit dans toute la France un appel au peuple qui devint le manifeste de tout ennemi du peuple.

La question était de savoir si ce parti des grands parleurs, de la jeune littérature, du journalisme, de la banque, enfin de l'éternel Paris qui parade et se promène au boulevard des Italiens, s'allierait décidément aux royalistes d'action, aux hommes noirs qui voulaient les actes. Plusieurs de ceux-ci se mêlaient à la masse joyeuse et légère des sections Lepelletier et de la Butte-des-Moulins. Mais ils les connaissaient si bien, que jamais ils n'osaient dire que la moitié de leur pensée. S'ils l'avaient dite, en un moment, ils auraient été tout seuls. La banque et le haut commerce, liés aux intérêts nouveaux, étaient à cent lieues des rêves d'absolu retour au passé où s'égaraient les demi-fous de l'Agence royaliste et de l'émigration. Ceux-ci voulaient des vengeances, des supplices, la cassation des ventes des biens nationaux. Ils se gardaient bien de dire ce mot, qui leur aurait mis à dos tous les nouveaux riches.

Aussi, quoique les papiers de l'Agence royaliste, qu'on surprit, indiquassent qu'elle comptait profiter du mouvement, la masse des deux sections qui le faisaient était très loin d'elle, ne la connaissait même pas. (Beaulieu.) Même lorsque les sections en vinrent à l'idée d'un combat contre l'Assemblée, elles ne profitèrent pas des offres que les chefs des Chouans leur firent de les commander. Elles repoussèrent ces mains sanglantes et le drapeau royaliste qui eût sur-le-champ révélé la dissonance intérieure du parti.

Le violent royaliste Richer de Sérizy, et Lacretelle, qui eût gardé la Constitution républicaine, deux conseils et le directoire, s'en expliquèrent et se dirent : « Nous ne marcherons ensemble que quatre ou cinq jours

encore. » Mais Richer marqua très bien la niaiserie de l'autre nuance : « Alors, pourquoi combattre, voulant au fond ne rien changer? »

Que désirait réellement la grande majorité de ceux qui armèrent alors? « Des places, » dit madame de Staël. C'est vrai pour les journalistes ; mais tous les autres, en agissant, représentaient un sentiment plus général, fort général à Paris. C'est qu'on voulait en finir avec la Convention, qui avait duré trois ans, trois siècles! On était las, excédé de cette tragique Assemblée, si orageuse, liée à tant de funèbres souvenirs. Le monde voulait du nouveau.

Mais, tout odieuse qu'elle fût, cette Assemblée, sa victoire du 13 vendémiaire était, en ce moment, le salut de la France dans le Midi, dans l'Ouest Au Midi, elle arrêta les torrents de sang qui coulaient ; à l'Ouest, l'avortement de l'expédition anglaise du comte d'Artois aux côtes de la Vendée, amena la fin des brigandages, prépara la ruine, la mort de Stofflet et de Charette.

Par malheur, cet événement, qui semblait briser l'épée des royalistes, ne les désarmait pas du vote. Avant le 13 vendémiaire, avaient eu lieu les assemblées primaires pour nommer les électeurs, conformément à la Constitution nouvelle. Ces assemblées s'étaient senties, surtout dans le Midi, sous la pression meurtrière des Compagnons de Jésus. « Nul patriote n'osait voter. » (Mss Goupilleau, *Coll Dugast*, v, XIII.) La tourbe effarée des campagnes fit électeurs qui l'on voulut, et ces élections détestables portèrent à l'Assemblée nouvelle les chefs, ou les complices, les compères des assassins.

La férocité de ceux-ci avait été toujours croissant jusqu'au 13 vendémiaire. Ils tuèrent d'abord des Jacobins, puis tuèrent des Thermidoriens. Enfin, ce besoin croissant de tuer les avait conduits à faire périr les Girondins ; on guillotinait à Marseille les amis de Barbaroux !

Les jugements étaient une farce. A Aix, les patriotes étaient jugés par les émigrés, par nos traîtres de Toulon devenus officiers anglais ; mais on ne prenait pas la peine, le plus souvent, de juger : on assassinait en plein jour, avec des circonstances atroces. A Valéas, madame Mauriquet « fut crevée à coups de pieds ». A Marseille, l'assassin Beausset disait au détenu Fassi : « Veux-tu voir dans cette boîte une oreille de ta femme ? Je m'en vais te la montrer. » Sept ou huit femmes, mises nues, par une cruauté exécrable, eurent le bas-ventre flambé.

Au moment de Vendémiaire même, les manifestes de Charette circulaient dans le Midi. Précy, le Charette de Lyon, était venu près d'Avignon. Après les assassinats commençait la guerre civile, en grand, une vraie Vendée. A Avignon, l'on sonnait le tocsin pour livrer bataille aux troupes. Le représentant Boursault, avili par sa patience, fut obligé d'appeler ceux de Nîmes à son secours. Le 8, enfin, il eut des forces et trois pièces de canon. Le 12 vendémiaire seulement, il rentra à Avignon et put désarmer la ville. Mais *les honnêtes gens* avaient fait évader les assassins.

A Montélimart, Job Aimé, leur chef, avait quelque temps fasciné,



Dès Tarascon, les victimes se précipitèrent à lui, une foule de veuves en larmes. (P. 1994.)

trompé le représentant Jean Debry. Et, pendant ce temps, il organisait des bandes pour marcher contre la Convention (vers le 13 vendémiaire). La nouvelle de Paris vint, comme une masse de plomb, tomber sur ces mouches atroces, affamées, altérées de sang. Elles étaient si acharnées que, même après, on assassinait encore.

Cependant, les royalistes, ayant fait avant Vendémiaire des assemblées primaires à eux, et faisant après Vendémiaire des élections à eux, jusqu'à

nommer Job Aimé! illustre comme homme de sang! les royalistes, dis-je, avaient moins besoin de tuer. Le représentant Goupilleau entra presque seul à Saint-Paul-Trois-Châteaux, centre de leur rassemblement, et fit sans contradiction désarmer la ville (4 brumaire). Un commissaire général fut envoyé dans le Midi pour la Provence et pour le Gard. Ce fut Fréron, mais un Fréron converti. Ce violent étourdi, qui avait si aveuglément lancé la réaction, regrettait amèrement d'avoir si bien réussi. Il montra un grand courage en acceptant cette dictature, se jetant, pour ainsi dire, à la nage dans ces mares de sang. La veille de son arrivée à Marseille (9 brumaire), on avait encore tué deux hommes en plein jour. Son entrée dans le Midi fut un coup de théâtre. Dès Tarascon, les victimes se précipitèrent à lui, une foule de veuves en larmes. Sous ses yeux, les assassins hurlaient contre ces pauvres femmes, et telle, dit-on, fut frappée. L'indignation anima son courage : en entrant à Arles, ce centre de l'association royaliste, il organisa contre elle des bataillons de bonnets rouges. Il entra en force à Marseille, et posa la question sur un terrain alarmant pour les royalistes. La plupart de ceux qui se disaient tels et infestaient les campagnes étaient, non pas des fanatiques, mais de jeunes paresseux qui aimaient mieux brigander que de répondre à la réquisition et d'aller à l'armée d'Italie. Fréron se mit en rapport avec ses chefs, Schérer, Masséna. On voulait la réduire à rien, cette armée. Les prêtres surtout prêchaient la désertion. Fréron se fit demander par l'armée d'enlever tous ces lâches. Elle-même menaçait de venir les chercher. Cela troubla les royalistes. Les émigrés se cachèrent. La garde nationale fut réorganisée dans les six départements de la Provence et dans le Gard. Fréron contint assez bien les violents patriotes les empêcha de se venger. Il ne fit mourir personne, pas même le chef de bande Lestang, qu'il prit et voulait faire juger. Mais lui-même fut rappelé, après huit mois de dictature qui avaient été un repos relatif pour ces contrées.

J'ai anticipé un peu pour caractériser le 13 vendémiaire par ses effets dans le Midi. J'en ferai autant pour l'Ouest, où il amena réellement la dissolution de la Vendée.

Elle avait dans son sein deux espèces d'hommes en opposition parfaite : l'*émigré* et le *chouan*. Cela éclate à chaque instant, nulle part mieux que dans le récit que Vauban a fait de l'expédition où Pitt essaya enfin son comte d'Artois. Celui-ci, vrai tardigrade, dans cet immortel récit est peint au vif avec sa petite cour de vieux émigrés, avançant d'un pas, reculant de deux. Ils lui donnaient les conseils de la parfaite prudence : « Pourquoi risquer ce cher prince dans cette guerre de sauvages, au fond des bois ? Ne valait-il pas mieux attendre les mouvements de Paris, une restauration si facile, qui déjà était au cœur des Français et allait se faire d'elle-même ? » Ils sauvèrent ainsi à leur prince l'aventure de Quiberon, en juillet. Ils lui firent manquer aussi celle de Noirmoutiers et l'Ile-Dieu, en octobre-novembre, et attendre que la mer mauvaise rendît la côte intenable. On ne put pas trouver Charette ; on

ne put se joindre à lui. D'autre part, cette cour du prince attisait les haines entre Rennes (Puisaye) et le Morbihan (Cadoudal). Elle parvint à rendre suspect, inutile, l'homme intelligent, Puisaye, qui tenait les fils de toute la Chouannerie. Homme, il est vrai, terriblement antipathique aux émigrés. Il immolait leurs intérêts aux Chouans, donnait à ses assignats, puis à son emprunt anglais, *pour gage et pour garantie les propriétés d'émigrés.* (Sav., VI, 163, 29 janvier 96.)

Telle est donc la grandeur de la Convention qui finit :

Elle comprime le Midi par la mission de Fréron.

Elle dissout la Vendée par l'adresse, le génie pacificateur de Hoche.

Elle ajoute (le 1er octobre) *neuf départements à la République*, annexant à la France la Belgique.

Sans annexer la Hollande, elle en dispose désormais, l'entraîne dans le mouvement de la France.

Elle avait traité avec la Prusse, avec l'Espagne détachée de la coalition. En septembre, elle ordonna à Jourdan de passer le Rhin, d'attaquer l'armée de l'Autriche. Le succès était certain, sans l'inaction calculée, perfide de Pichegru.

Jamais, depuis Louis XIV, la France ne fut plus haut. Mais entre le grand Roi et la Convention il y avait cette différence que la Convention, forçant les rois à traiter avec la République, imposait, faisait accepter à l'Europe le principe nouveau.

Ce principe que l'Europe était forcée de reconnaître, il était attesté en France par les ennemis mêmes de la Convention. Dans Paris, les royalistes, aussi bien que les girondins et les constitutionnels, ne parlaient que de République, ils n'attestaient que le Peuple, *le Souverain*, comme on disait; ils ne citaient que le *Contrat social*. Et ceux qui prétendaient contre la Convention, que, devant le peuple assemblé pour les élections, toute autorité doit cesser, les apôtres de ce dogme révolutionnaire, c'étaient des hommes connus pour leurs précédents royalistes, le garde du corps Lafond, le jeune imprimeur Lenormand, le violent rédacteur de l'*Accusateur public*, le pâle Richer de Sérizy. Quand cet homme blême, aux yeux caves, qu'on eût dit le juge des morts, présidait la section mondaine du boulevard Italien, on devinait trop ce qui se cachait sous ces vains appels à la liberté.

Tout en parlant si haut, et toujours, du *Souverain*, ils crurent devoir l'épurer. Armés de courts bâtons noueux, ils coururent les sections pour en chasser violemment leurs nombreux contradicteurs.

Des royalistes de Chartres et de Dreux étant venus tâter Paris, on les promena, on fraternisa avec divers quartiers, spécialement celui des Halles, où il y avait toujours eu un fonds royaliste. On les encouragea si bien que ceux-ci, revenus chez eux, prêchèrent, répandirent dans le peuple que la cherté, la disette, venaient de la Convention; qu'un représentant, Letellier, qu'on y envoya, était un accapareur. Une horrible émeute de femmes se

fit; on força Letellier de taxer le pain, de le mettre à bas prix. Il le fait, le sang eût coulé, mais il dit : « Il n'y aura de sang répandu que le mien. » Et il se brûla la cervelle.

Dans maints autres lieux voisins, il y eut de graves désordres. On coupa les arbres de la Liberté. On cria « Vive le Roi ! » On traîna la statue de la Liberté dans la boue. Des patriotes furent assassinés en plein jour. Bourdon, de l'Oise, fut envoyé avec des forces pour étouffer le mouvement. A Nonancourt, où il trouva les royalistes en défense, le soldat frappa vivement et la répression fut sanglante.

Ainsi les deux sections: Lepelletier, Butte-des-Moulins, se trouvèrent comme convaincues d'être amies des royalistes, et fort compromises devant le peuple de Paris, qu'elles auraient voulu entraîner. Ayant, au Palais-Royal, tiré sur des grenadiers de la Convention, elles allèrent criant aux faubourgs qu'on avait tiré sur elles. Mais le faubourg Saint-Antoine en rit, et dit : « Si l'on a tiré, sans doute, c'est sur les royalistes, et nous allons en faire autant. »

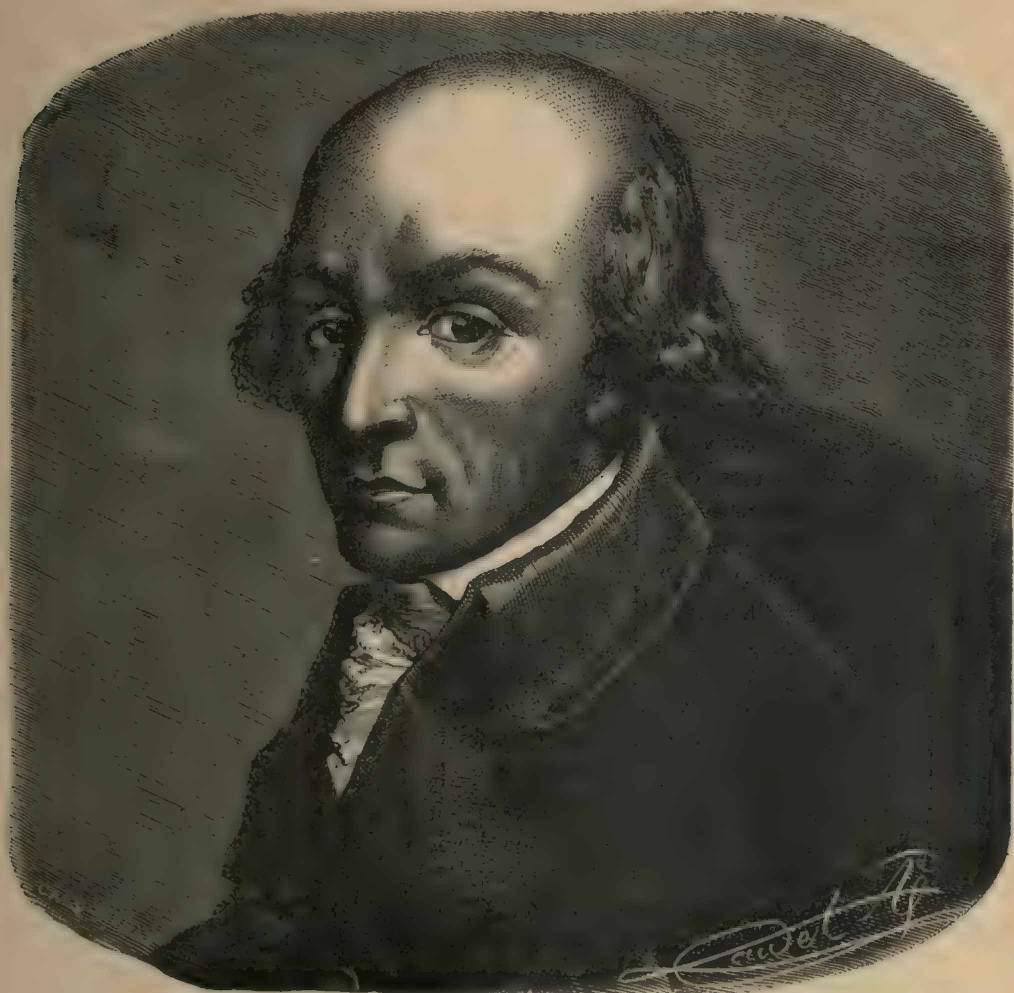
Le parti de la révolte, ne pouvant entraîner les faubourgs, projetait de former dans les quarante-huit sections, — dominées ou épurées, — un comité central qui figurerait Paris. Ainsi ils auraient posé Assemblée contre Assemblée, une Convention au petit pied. Ils comptaient sur la mollesse, l'indécision de la majorité. Les 73 se taisaient, et les laissaient avancer. Mais il y avait de fermes et honnêtes girondins, comme Daunou, comme Louvet, qui se rattachèrent aux Thermidoriens, aux restes de la Montagne, et qui mirent la masse indécise en demeure de marcher droit, lui posèrent le *oui* et le *non*, l'obligèrent de s'éveiller ou de se déshonorer. Daunou parla avec vigueur contre le prétendu Comité central, accusa et fit condamner « cet acte d'anarchie ». Louvet allait jusqu'à proposer de refaire les Jacobins, de les armer, voulant sauver la République à tout prix, même en relevant ceux qui l'avaient proscrit lui-même.

Enfin, la voix de la France vint au secours de l'Assemblée. En réalité, quel que fût le sentiment de Paris, la Convention avait une haute légitimité dans l'appui d'un très grand peuple des départements. Sa Constitution de l'an III eut pour elle près d'un *million d'hommes* (900,000 votants) et n'eut contre elle que 40,000. Le décret qui la perpétuait en partie, fut accepté de 167,000 voix, repoussé de 95,002 (1er vend. — 23 septembre).

La liberté, l'égalité républicaines étaient-elles assez respectées dans la Constitution que l'Assemblée laissait à la France en se retirant ? C'est ce que l'on peut discuter.

La commission qui la fit, comptait dans son sein d'honnêtes et solides républicains : Daunou, Louvet, la Réveillère-Lepeaux ; mais plusieurs hommes douteux, plusieurs notoirement rétrogrades. Cependant, cette Constitution est, au total, bien supérieure à toutes celles qui ont suivi.

La Constitution de 93 avait donné une Déclaration des droits. Celle de 95 donna aussi une *Déclaration des devoirs*. Elle écartait ainsi l'idée absurde,



LOUVET

trop souvent reproduite, que le Souverain, le peuple, est au-dessus de tout, sans responsabilité, *a des droits, point de devoirs.*

Un membre avait fort sagement proposé de ne donner le droit de voter qu'à ceux qui savaient lire et écrire. C'était écarter des élections les Chouans, les Vendéens, les tourbes aveugles qu'à ce moment les factions poussaient, dans tout le Midi, au désordre, à la guerre civile.

Dans presque toute la France, le patronage des gros propriétaires subsistait, et si le suffrage universel ouvrait ses urnes à leurs gens, comme dans la Constitution de 93, on allait voir, aux grandes fermes, par exemple, de la Manche, de la basse Normandie, etc., des centaines de valets, garçons de charrue ou meneurs de bêtes, aller au scrutin sous *mon maître*, comme

ils disent, et voter comme un seul homme. C'est le dégoûtant spectacle qu'on a vu en mai 1870.

Que faire, pour éliminer ces troupeaux, ces masses moutonnières? On exigeait du citoyen qui voterait aux assemblées primaires qu'il payât une bien faible contribution. On exigeait de l'électeur qu'il fût propriétaire ou LOCATAIRE.

Par ce dernier mot, *locataire*, on était sûr d'avoir pour électeurs tous les ouvriers des villes, population bien plus révolutionnaire que les paysans.

La propriété ou la *location* devait avoir la valeur de cent journées de travail dans les petites localités, de deux cents dans les grandes villes. Dans celles-ci, certainement, il n'est point de locataire qui ne pût être électeur pour un si petit loyer.

En pratique, tout ouvrier, tout paysan quelque peu indépendant, pouvait devenir électeur. La Constitution de l'an III appelait aux urnes *le peuple*, ne repoussait guère que la masse des classes les plus dépendantes, les plus dociles à l'aristocratie.

CHAPITRE XII

VENDÉMIAIRE. — BONAPARTE

Grand coup! Se voyant réduits à une telle minorité, les royalistes soutinrent des choses contraires. Les uns dirent que le chiffre était faux, et *la majorité fausse*. D'autres dirent qu'il n'importait qu'elle fût vraie, *que la majorité ne devait pas faire la loi;* qu'il n'y avait de loi « *que la conscience* ».

Les députations insultantes qu'on faisait à l'Assemblée la trouvaient d'une douceur, d'une patience qui encourageait l'outrage. On alla jusqu'à lui dire de se décimer, de se mutiler, d'arrêter tel membre de ses Comités. On proposait d'arrêter la Convention tout entière. A tant de paroles emportées elle répondait par des actes. Elle réfuta le reproche qu'on lui faisait de vouloir s'éterniser en avançant de dix jours l'ouverture du prochain Corps législatif.

Le même jour, sans en tenir compte, la section Lepelletier accusa encore follement la Convention de traîner, d'affamer le peuple pour l'exaspérer. Maîtresse dans les sections qu'elle avait épurées et rendues presque désertes, la section Lepelletier y fit passer que, le soir, on s'assemblerait au Théâtre-Français (Odéon).

Cette assemblée, fort peu nombreuse, montra bien que Paris n'avait pas répondu à son appel et n'était pas avec elle.

Ce même soir, la Convention vit, au contraire, un peuple nouveau affluer dans ses tribunes. Les patriotes qu'on disait de 89, mais qui étaient réellement de toute nuance, vinrent se grouper autour d'elle. Pour unifier l'action, les Comités la remirent toute à cinq membres : Barras, Daunou, Colombel, Letourneur, Merlin de Douai. Sur la terrasse des Feuillants, on distribua des armes au bataillon des patriotes de 89. Remarquable revue de tous les âges de la Révolution, les vainqueurs de la Bastille avec les vainqueurs du 10 août, des officiers à la réforme de Jemmapes et de Fleurus. « Ce moment où ils reçurent les fusils, dit Réal, ne sortira jamais de ma mémoire. J'ai toujours devant les yeux un vieillard qui, prenant le sien, le pressa contre ses lèvres. Et il pleurait, disant : « Je suis libre encore ! »

La section Lepelletier en poussa d'horribles cris, dit : « On va tout égorger, livrer Paris au pillage. » L'Assemblée pourtant, avant tout, avait fait jurer aux patriotes de 89 le respect des personnes et des propriétés. Elle ne répondait à l'insurrection, à l'appel aux armes que par une proclamation paternelle (4 octobre — 12 vendémiaire).

Des deux côtés, il y avait une indécision remarquable. Les Cinq, dès le matin du 12, avaient ordonné d'arrêter le président et le secrétaire de la section Lepelletier. Mais personne n'exécuta l'ordre. Personne ne voulait se compromettre pour une Assemblée, contre un parti qui peut-être se trouverait maître demain.

Le général qui reçut l'ordre allégua qu'il avait la fièvre et se mit au lit. Menou, qu'on nomma ensuite, eut une conduite déplorable, timide devant la révolte, insolent pour la Convention.

Parti à huit heures du soir des Tuileries, il n'arrive qu'à dix heures à la section Lepelletier (place actuelle de la Bourse). Avançant sur trois colonnes, il pouvait sans difficulté envelopper les sept ou huit cents hommes qu'avait la section. Il se met à parlementer. Un petit garçon de vingt ans, Delalot, de la section, avance et pérore à merveille. Les grenadiers de Menou sont indignés. Il les fait taire, les menace de leur passer son épée au travers du corps, « s'ils insultent *ces messieurs* ».

Il est convenu que des deux côtés on va se retirer. Menou, en effet, se retire. La section rit du traité. Elle reste maîtresse du terrain. Et l'on pourra dire dans Paris : « La section a résisté, la Convention a reculé. »

Menou fit alors une chose pour laquelle il eût pu être fusillé. Il se fit le parlementaire de l'ennemi. Il crut intimider les Cinq (Barras, Colombel, Daunou, Letourneur, Merlin) en leur disant arrogamment : « Je ne veux pas sous moi des bandits de 89. » On lui répondit : « Ils ne seront pas sous vous, mais sous un général républicain. » La question était d'obtenir ce choix de la Convention. Qui croirait qu'il fallut cinq heures de disputes, de onze heures du soir à quatre heures et demie du matin, pour en venir là ? Ce ne fut qu'à

la longue que Chénier, Poultier, Bentabole firent nommer Barras commandant de la force armée.

Qui commanderait la section Lepelletier? se déclarerait-elle royaliste en acceptant les offres des chefs vendéens? C'était pour cette section l'heure de la suprême tentation. Elle n'était nullement ennemie des royalistes, en général; quelqu'un, le 10 ou le 11, y avait proposé d'appeler au commandement un officier de l'ancien régime, qui refusa. Le 12, la section, exaspérée, semblait bien près d'écarter tout scrupule, d'accepter les Vendéens. Il y avait justement ici Colbert de Maulevrier, d'autant plus haut dans le parti, que Stofflet, le fameux chef, avait été son garde-chasse. Il y avait, disait-on, quarante chefs chouans à Paris. Ces hommes, de valeur éprouvée, c'était, selon toute apparence, la victoire pour le lendemain. Seulement, la majorité immense des sections, même les plus aristocratiques, eût eu horreur de l'habit vert, autant que du drapeau blanc. Après les crimes de l'Ouest et du Midi, ces couleurs odieuses semblaient celles de l'assassinat. Les modérés auraient certainement désarmé. Les violents se seraient trouvés dans une étrange solitude. Eux-mêmes calculèrent sans nul doute qu'il ne fallait pas sortir de la favorable équivoque qui leur permettait d'avancer en dessous, avec ce mensonge hardi : *Il n'y a pas de royalistes.*

Dans la nuit du 12 au 13, c'est à la Convention une aigre et longue dispute avant de nommer Barras. A la section Lepelletier, c'est le refus qu'on fait des Chouans, c'est l'effort pour réveiller et armer Paris. Des tambours sont envoyés pour battre la générale. Grand émoi. On se rhabille. On ne se décide à rien. Les femmes retiennent leurs maris : « Tu n'iras pas. Le temps est affreux. Il pleut. »

Ainsi, au moment du combat, les deux partis se trouvaient faibles. La Convention n'avait que cinq mille hommes, mais la plupart vrais militaires, anciens soldats. Les deux sections aristocratiques pouvaient avoir vingt mille hommes, mais fort hétérogènes, et la plupart simples gardes nationaux, des jeunes gens, fort peu aguerris.

Ce parti employa la nuit mieux que la Convention. Il prit l'argent, s'empara de la Trésorerie, intercepta des envois d'armes et de subsistances. Il mit hors la loi les Comités gouvernants de l'Assemblée. Il poussa la prévoyance jusqu'à créer une commission militaire pour juger les prisonniers après la victoire. Comment n'essaya-t-il pas de s'emparer de l'artillerie, qui était au camp des Sablons? On le devine. Les jeunes soldats de ce camp étaient d'ardents patriotes. La tentative qu'on eût faite près d'eux eût probablement mal réussi, et cet échec eût tout perdu.

Quel serait le général du parti de la Convention? Hoche s'était offert, et la seule présence du vainqueur de Quiberon eût garanti la défaite des royalistes. Mais on avait peur de lui. On craignait que cette victoire ne le fît trop grand. Il y avait à Paris deux militaires moins éclatants, mais de grand mérite : l'intrépide Loison et Brune, l'ami de Danton.



Le canon de la rue du Dauphin tirait dans la rue Saint-Roch
et la rue Saint-Honoré. (P. 2004.)

On ne prit ni l'un ni l'autre. Du bureau topographique, qui était dans les entresols des Tuileries, surgit un homme inconnu. Hoche était, comme on l'a vu, *la bête noire* de ces bureaux. Carnot ne les dirigeait plus, mais y avait certainement la principale influence. Parmi ces officiers qu'il y avait placés, le bureau topographique venait de s'enrichir d'un nouvel employé, le jeune Corse Bonaparte. Barras, sous qui il dirigea l'artillerie au siège de Toulon en 93, l'avait fait nommer général de brigade. En 94, sous le Corse Salicetti et sous Robespierre jeune, il avait fait une campagne à la guerre d'Italie. Puis, ayant refusé d'aller en Vendée, il fut destitué et resta à Paris dans une grande misère. Sous le prétexte d'une mission qu'il demandait pour la Turquie, il s'insinua au bureau topographique. C'était un homme très fin, mais outrecuidant sans mesure, au point qu'il écrit à son frère Joseph *qu'il tient dans ce bureau la place de Carnot !* (Voy. *Corresp.*, 20 août.)

Bonaparte dit dans ses Mémoires militaires qu'on lui donna par hasard cette grande mission de confiance de défendre la Convention ; qu'il était au théâtre Feydeau quand il apprit le danger, la perplexité de l'Assemblée. Mais, dans sa Correspondance (29 fruct. — 15 septembre), il avoue avec quelle dextérité il s'était désigné d'avance au choix de la Convention. Les insolents étourdis de la jeunesse dorée assiégaient avec leurs gourdins la porte de l'Assemblée, hurlant telle ou telle injure, lorsque tel député entrait. Un jour, ils entourèrent Cambon, l'homme le plus respecté de la Convention. Il raconta la chose en y entrant, avec l'exagération colérique qui était dans son caractère. « Nous étions, dit-il, dans ces imminents dangers, lorsque le vertueux et brave général d'artillerie Buonaparte nous ouvrit le passage en se mettant à la tête de cinquante grenadiers » (*de la garde de l'Assemblée*).

Puissante recommandation, qui fit connaître à la Convention le nom de cet étranger.

A cette époque soupçonneuse, son air mesquin, sa piètre et triste mine, le recommandaient aussi ; on était sûr que cette modeste figure avec son jargon italien n'abuserait pas de la victoire et resterait soumise à ses chefs. Les modérés des Comités gouvernants, qui suivaient volontiers Cambon, se rappelèrent ses éloges, et nommèrent Bonaparte général sous Barras.

Les sectionnaires, si divisés, avaient hésité deux jours sur le choix d'un général. Les modérés l'emportèrent et firent choisir un homme peu prononcé, fort suspect aux royalistes, qui, même un moment, le crurent traître. « Cet officier, Danican, était un très mauvais sujet, — dit Hoche, — qui avait fait du girondinisme et du royalisme à Rouen. Enfin, il avait servi en Vendée dans l'armée républicaine. Là, il avait vu les Vendéens à l'œuvre, appris d'eux-mêmes, disait-il, le secret de leurs victoires : « Quoi de plus simple ! Entre deux décharges vous courez aux canons, les prenez... Cela finit tout »

En réalité, il comptait sur la mollesse de la Convention, sur la répugnance qu'elle aurait à livrer bataille.

Elle se tenait sur la défensive. Rien de moins agressif que le plan de ses

défenseurs. On avait mis d'abord une batterie au Pont-Neuf, dans la supposition que Fréron y amènerait l'armée du faubourg Saint-Antoine, qu'il était allé chercher, mais qui ne vint pas. Cette batterie, exposée de trois côtés, et prise un moment par Danican, fut lâchée par lui, dans la crainte, disait-il, d'humilier trop les soldats et d'empêcher de parlementer.

Dès lors la situation était toute simple. La Convention, aux Tuileries, avait à se défendre et par le pont Royal, et par la petite rue Saint-Roch. On y mit deux batteries. Mais le canon, devant Saint-Roch, fut un moment abandonné de ses canonniers, et eût pu être fort aisément enlevé, comme on va voir

Ni l'un, ni l'autre parti n'avait voulu commencer. Danican d'un côté et de l'autre côté les Comités de l'Assemblée, disaient : « Ne tirez pas! » Une lettre de Danican, apportée dans l'Assemblée, l'invitait fraternellement à désarmer, à renvoyer le bataillon des patriotes de 89. Boissy d'Anglas et d'autres y auraient consenti, et donnaient le triste conseil d'accorder une entrevue au général de la révolte. Par bonheur, une fusillade s'entendit. Puis le canon.

Qui fit tirer? Bonaparte, disent les uns. Mais jamais, sans l'aveu des représentants, ce courtisan de la fortune n'aurait pris une telle initiative. D'autres disent que les Girondins, Louvet, Chénier, firent tirer, ce qui n'est pas plus vraisemblable. La version de Lacretelle semble la meilleure. Il dit que Dubois-Crancé, militaire, et violent patriote, perdit patience, vit que l'on mollissait, et, par les fenêtres du restaurateur Venua, fit tirer un coup de fusil.

Lacretelle rectifie aussi le récit de Bonaparte et des autres, qui prétendent que le combat de Saint-Roch et l'attaque par les quais furent simultanés, que la Convention fut menacée des deux côtés à la fois. Il établit que les deux attaques ne furent que successives.

Le canon de la rue du Dauphin tirait dans la rue Saint-Roch et la rue Saint-Honoré; mais la plupart des sectionnaires s'étaient logés aux fenêtres et dans l'église, dont les boulets n'atteignaient que le coin. Dans l'intervalle des décharges, — on tirait alors si lentement, — ils sortaient du portail, descendaient sur les marches, tiraient, tuaient à leur aise. Cavaignac, Rouget de l'Isle, le vieux général Berruyer conduisaient les Conventionnels. Les deux derniers furent blessés. Trois fois le canon fut seul et abandonné, ce qui ne fait pas honneur à la prévoyance de Bonaparte. Mais il fut reconquis par les patriotes de 89. On voit que le jeune général n'avait pas pris la plus simple précaution militaire, *celle de s'emparer des fenêtres* d'où l'on dominait et le portail, et les rues Saint-Roch et Saint-Honoré.

Les canons repris tiraient avec plus de bruit que d'effet. Cependant ce bruit redoublé fit croire que le danger approchait. L'Assemblée voulut s'armer elle-même, et on lui apporta sept cents fusils, des cartouches. Spectacle bizarre et lamentable! cette redoutable Convention, l'effroi de l'Europe, dont les armées passaient le Rhin, cette Assemblée, légitimée encore récemment

par le vote de la France, et qui pouvait l'opposer à ces vingt-cinq mille bourgeois, elle sembla seule à cette heure. On eût cru qu'il ne lui restait qu'à dire comme la Médée de Corneille :

Que me reste-t-il? Moi.

Les sectionnaires, par trois fois, avaient pu sans danger traverser la rue, prendre les canons Ils ne le firent pas. Enfin, on s'avisa contre eux de ce qu'on eût dû faire d'abord, de ce que les hommes les moins militaires eussent imaginé sans peine : on s'empara des fenêtres, et de là on put tirer sur les tirailleurs de Saint-Roch.

Avant que l'affaire de Saint-Roch finît, Lacretelle dit que plusieurs, lui entre autres, allèrent demander à la section ce qu'il fallait faire, et qu'alors on s'avisa d'employer les colonnes de sectionnaires qu'on laissait inactives au Pont-Neuf, aux Quatre-Nations, et de les mener, par le quai Voltaire, à l'attaque du Pont-Royal, où était une batterie de la Convention.

Marcher droit à cette batterie par ce quai tout ouvert, c'était chose hardie. Les sectionnaires ne refusèrent plus l'assistance des Chouans. Aux premiers rangs de ceux-ci on voyait Colbert de Maulevrier, qui essaya même de se mettre en avant *pour fraterniser*, c'est-à-dire désarmer les républicains. « Danican, dit Lacretelle, avec son état-major, s'était mis à couvert dans la rue de Beaune, qui aboutit au quai. Nous nous demandâmes, dit-il, si c'était là la méthode qu'il recommandait, celle des Bonchamp, des la Rochejaquelein, qui, ce semble, en telle aventure, ne se laissaient précéder de personne. Quand nous sommes à cinquante pas, le canon tonne... C'est bien là le moment de nous élancer... Mais où est le général?... Nous tenons ferme (?) ; nous faisons deux décharges... Derrière nous, le quai est désert. L'avant-garde reste à peine; notre armée a disparu. Nous faisons comme elle, et, sans être poursuivis, nous passons par la rue de Beaune. »

Voilà le 13 vendémiaire, petite bataille où il n'y eut que 200 morts, mais qui fut remarquable par l'inhabileté que montrèrent les deux partis. Barras fit un rapport emphatique à la Convention, où il faisait valoir les talents de son protégé.

Je dis *son*, non sans raison. Il fit sur-le-champ sa fortune, lui accordant ce que les plus illustres auraient ambitionné, demandant et obtenant pour lui ce titre : *Général de Paris* en second ; et bientôt il lui laissa la place entière.

Quel est donc cet étranger? se demandait-on dans Paris. Quel nom singulier, bizarre, *Buonaparté!*

— Madame, dites *Bonaparte*. Car, sachez-le, la Corse fait maintenant partie de la France.

Voilà quelles étaient les conversations le lendemain de Vendémiaire. Personne ne parlait de l'intrépide Brune, qui avait eu un cheval tué sous lui ;

personne du pauvre vieux général Berruyer, qui avait montré beaucoup de courage, et avait été blessé. Hoche était absent, et l'on ne savait pas que, depuis plusieurs jours, il avait offert de venir à Paris.

« Ce jeune Buonaparté est donc un bien grand jacobin? — Au contraire. Il a été élevé avec une pension du roi, à Brienne et à l'École militaire. — Il faut donc qu'il soit gentilhomme. — Aussi, des jeunes gens comme il faut ne font pas difficulté de servir sous lui. Le petit Muiron, par exemple, le fils d'une famille émigrée, a résisté aux instances de ses camarades, est resté avec Bonaparte et ne s'est pas réuni à ceux de la Butte-des-Moulins. »

Remarquez ici la sagesse de Barras et des Comités En choisissant celui-ci, un noble, Barras, qui est noble lui-même, a montré qu'il était hors des partis, et que cette fois on n'a pas de grandes vengeances à craindre. Les chefs de sections, même les contumaces, comme Castellane, rôdent partout dans Paris, se montrent partout, au théâtre même. Le gouvernement a peur de ce procès. Le malheur, c'est ce garde du corps endiablé, Lafond, qui veut être condamné à mort. Les juges ont beau faire ; ils seront obligés de lui faire ce plaisir, malgré la Convention.

« Mais qu'il est noir, ce Bonaparte! » — C'est lui qui faisait si bien, chez madame Tallien, le petit sorcier. — Il est noir, mais quelles dents blanches!...

Mon père a connu une dame qui disait avoir été éprise, après Marengo, de cette noire et jaune figure, uniquement à cause de ses dents.

Sous une négligence apparente, il avait extrêmement soin de ses dents et de ses cheveux. Il les avait châtains; mais, comme depuis que la poudre avait cessé, on s'inondait de pommade, ses cheveux tellement lustrés, paraissaient noirs, et donnaient ainsi plus d'effet à son pâle visage, qui semblait fantasmagorique. Il était assez bien à cheval, mal à pied, ayant l'échine longue, les cuisses courtes. Le voilà tel que le vit le public curieux de Paris après le 13 vendémiaire.

Mon père, d'abord employé à l'imprimerie des Sourds-et-Muets, était devenu imprimeur lui-même après Thermidor. Il commençait à publier des journaux et il était bien placé pour écouter, apprécier l'opinion de Paris. Je tiens de lui tout ce que je viens de raconter. Il assista bientôt à l'étonnant crescendo d'un certain bruit qui était dans l'air, bruit très faible d'abord, mais tout à coup retentissant, éclatant, foudroyant, plus que le tonnerre. Phénomène singulier, qui renversa bien des esprits. Ce nom, ignoré tout à l'heure, se trouva dans toutes les bouches. Tout le monde alors le connaissait, chacun se disait ami du général de Paris. Les spéculateurs de l'époque, les Ouvrard, Séguin et autres qui, en 94, l'avaient aidé dans sa misère, ne voulurent pas se souvenir des petits écus que souvent il leur empruntait pour dîner, et pensèrent qu'avec un tel homme, qui se ménageait ainsi entre les partis, n'étant *ni chair, ni poisson*, on avait chance de faire prochainement de grandes affaires. L'histoire, ici, semble tombée dans un gouffre. Des grands

sujets généraux, collectifs, des idées, des masses populaires, elle tombe à l'individu, à la pure biographie.

Sous Robespierre, sous la Montagne, la Gironde, la Convention, et en remontant, sous la Constituante, enfin sous le règne des philosophes, et en général au dix-huitième siècle, — *l'idée* primait tout, et si *l'individu* arrivait, c'était à l'occasion de l'idée. Il avait souvent grande place, mais à proportion de l'idée qu'il semblait représenter. C'est pour cela que Hegel, avec autant de profondeur que de vérité, appelle ce grand siècle *le règne* de l'idée ou de l'*esprit* (Geist reich).

Ici, cette belle glace d'idée et d'abstraction, abaissée tout à coup, s'affaisse, comme dans un abîme immense de matérialité. L'esprit humain semble avoir désappris toute notion, toute théorie, toute langue. Un seul mot a remplacé tout dans les pauvres cervelles, un seul mot qu'on estropie, et qui n'est pas même français : *Buonaparté.*

Dans l'année qui va venir, 1796, ce mot tout à coup est tout et répond à tout. Un bouleversement singulier existe dans les esprits. Cela tient à plusieurs choses, à une surtout, qui seule suffirait à rendre fou.

Kant a très bien dit que certaines notions, *l'espace* et *le temps*, sont mêlées a toutes nos idées et en sont le *substratum.* Si la notion de l'espace nous échappait, par exemple, nous serions aliénés. Nous sommes obligés, pour tout être, tout acte et tout mouvement, de supposer que tout cela existe ou se passe *en un lieu.* Quant au *temps*, il en est de même. Eh bien, supposez qu'on nous dise le lendemain de la Terreur, et quand nous en sommes encore abasourdis : « Savez-vous ? le *temps* est mort ! il a péri ! »

En voulez-vous une preuve? Voyez comme maintenant les événements, étant affranchis de cette loi, vont et se précipitent ! le train des choses humaines a pris les allures de la foudre... Et comment s'appelle cette foudre ! La réponse ne sera pas longue. Il n'y a plus qu'un mot dans la langue, qui suffit à tout : *Bonaparte.* Il a remplacé toute idée, toute science même. Si Lagrange parle de mathématiques, ou Geoffroy Saint-Hilaire d'histoire naturelle, on ne lui répond qu'un mot : *Bonaparte.*

De même après l'ère chrétienne, quand les philosophes grecs ou les juristes romains osaient encore ouvrir la bouche, on haussait les épaules, l'on répondait : *Jésus !*

Le grand peintre de l'époque Gros, l'un de ceux qui peignirent les miracles de cette nouvelle église de la mort et des batailles, a fort bien compris ces analogies, quand il a peint son nouveau Christ qui guérit la peste, rien qu'en la touchant.

Mais, s'il est curieux de voir la chute d'intelligence où tomba le monde, il ne l'est pas moins d'observer comment le grand thaumaturge, l'habile prestidigitateur qui fit ces miracles d'illusion et d'aveuglement, fut préparé à son étonnante carrière. — Adieu, science, idées, nation, adieu, Patrie !... tout cela est ajourné. Je vais m'occuper... d'un homme.

LIVRE XXIV

ORIGINE ET COMMENCEMENT DE BONAPARTE

CHAPITRE PREMIER

MADAME LÆTITIA. — LA CORSE. — PAOLI

Je ne connais que deux portraits fidèles de Napoléon. L'un est le petit buste d'Houdon (1800), sauvage, obscur et ténébreux, qui semble une sinistre énigme. L'autre est un tableau qui le représente en pied dans son cabinet (1810?). C'est une œuvre de David qui, dit-on, y mit deux ans, et s'y montra consciencieux, courageux, sans souci de plaire, ne songeant qu'à la vérité, Tellement que le graveur Grignon n'a pas osé le suivre en certains détails, où la vérité contrariait la tradition. David l'a fait comme il fut toujours, sans cils, ni sourcils ; peu de cheveux, d'un châtain douteux qui, dans sa jeunesse, paraissaient noirs, à force de pommade. Les yeux gris, comme une vitre de verre où l'on ne voit rien. Enfin une impersonnalité complète, obscure, et qui semble fantasmagorique

Il est gras, et cependant on distingue le trait qu'il eut en naissant, et qu'il tenait de sa mère, les pommettes des joues très saillantes, comme ont les Corses et les Sardes. Il dit lui-même qu'en tout il lui ressemblait, et tenait tout d'elle. Dans sa jeunesse, il en était l'image amoindrie, rétrécie. Si l'on met celle de sa mère à côté, il en semble une contrefaçon desséchée, comme si la maladie héréditaire de la famille, le cancer de l'estomac, l'eût déjà rongé en dedans.

Au contraire, madame Lætitia, dans ses portraits italiens, comme celui que j'ai sous les yeux, est une beauté grandiose. Elle est d'un tragique mystérieux, indéfinissable. On n'en peut détacher ses yeux. La bouche est dédaigneuse, haineuse, toute pleine du miel amer que l'on ne trouve qu'en



Il fit la grimace au portrait de Choiseul qu'il aperçut. (P. 2016.)

Corse. Les yeux noirs et fixes, tout grands ouverts, n'en sont pas moins énigmatiques.

S'ils regardent, c'est en dedans, leur rêve ou leur passion.

Cela lui donne l'air bizarre d'une diseuse de bonne aventure, ou d'une sibylle mauresque, descendue des Carthaginois ou Sarrasins, dont les tombes se trouvent près d'Ajaccio, et dont la postérité existe dans le Niolo. Elle a l'air sombre d'une prophétesse de malheurs ou de ces *voceratrices* qui

suivent les enterrements, non pas avec des pleurs, mais plutôt avec des accès de vengeance.

La *vendetta* est la religion du pays, sa grande pensée. C'est chose originale, unique, qu'il existe un peuple qui ait mis là son âme, qui n'ait d'autre poésie que la mort. Dans les recueils de Fée et de Tomaseo, on peut voir ces chants de pleureuses, moins lugubres que menaçants, et qui, le plus souvent dénoncent la vengeance, vengeance implacable, éternelle. Les femmes sont les gardiennes fidèles de cette pensée qu'on cultive comme un trésor de famille. Elles serrent les vêtements sanglants de l'assassiné. Souvent l'homme s'en va, fuit au désert, couche sous une pierre, pour saisir l'occasion. L'attrait de cette chasse à l'homme, d'une vie de surprises et d'embûches, est tel que la Corse ne peut s'en guérir. (V. Mérimée, Fée, 1845, etc.)

Du reste, si les Corses sont insociables, la faute en est surtout à la nature, aux gorges profondes qui divisent leurs montagnes neigeuses sans communication pendant une partie de l'année. Elevez-vous au centre, au Monte-Rotundo, vous voyez un théâtre immense où les autres montagnes forment autour des chaînes circulaires, unies entre elles par des branches transversales qui constituent un réseau continu (v. Miot, Fée, etc.). Les cours d'eau sont ailleurs des communications, et ici des obstacles, roulant, en été même, par la fonte des neiges, de sauvages torrents. Ce n'est pas l'eau qui manque, mais la terre qu'ils ont souvent emportée. Beaucoup de montagnes sont absolument chauves. Ajoutez à cela des vents terribles, qui, comme sur le Rhône, troublent souvent l'esprit.

Le Corse cultive peu. Retiré aux hauteurs, sous ses châtaigniers, il vit solitaire, et, s'il pouvait, vivrait caché. La campagne, le jour, semble déserte. Le soir, les hauteurs s'illuminent, et l'on voit les villages peu accessibles qui surplombent. Vie furtive d'oiseaux de nuit. Des incendies fortuits mettent le feu à leurs bois résineux. Ainsi alternent les ravages de la flamme et des torrents sur cette terre souvent dévastée.

Le Corse est un être nocturne. Les voyageurs sont souvent frappés, comme M. Fée et autres, de voir leurs guides s'éveiller, se lever à minuit.

Toute l'histoire du pays est une nuit entremêlée d'éclairs, d'assassinats et de faits héroïques. Les peuples mercantiles, Cathaginois, Génois, qui l'ont cruellement torturé, arrachant ses vignes, ses oliviers, lui défendant le commerce, l'ont maintenu à un état qui fait et horreur et admiration. Cette barbarie, loin de diminuer, augmenta dans les temps modernes, lorsque la grande Gênes n'eut plus son empire maritime d'Orient, fut refoulée sur elle-même et sur la nudité de ses montagnes chauves. Sa maigreur retomba sur la Corse plus maigre. Ce fut l'histoire d'Ugolin, l'infernal supplice où ce damné use ses dents sur un crâne. La Corse ne donnait rien, sauf un fruit atroce, la vengeance et l'assassinat. Les juges étiques et ruinés qu'on envoyait en Corse apprirent à exploiter ce fruit, vendant l'impunité, autorisant le crime.

Ainsi quand toute l'Europe s'adoucissait, la Corse, aigrie, reculait dans

les âges et se faisait barbare. Ses maîtres, les Génois, habitués aux guerres turques, l'obligèrent par le désespoir d'égaler l'héroïsme des Klephtes, ou même, remontant plus haut, de nous représenter l'histoire terrible des juges d'Israel, des vengeurs du peuple de Dieu. Rien n'y ressemble plus que l'histoire de Sampieri et d'autres défenseurs de la liberté corse.

Une chose remarquable, c'est que la Corse, africaine comme Malte, n'appela jamais à son secours les Italiens, mais toujours la France : sous Charles VI, Henri II, Louis XV. La France eut sa garde corse, et souvent éleva certains Corses très haut, mais ne fit rien pour le peuple lui-même, qui toujours criait. Je ne connais en aucune langue rien de plus touchant que l'appel de ses magistrats républicains à l'égoïste Louis XV, et rien de plus sèchement prêtre, indifférent et froidement atroce que les réponses du cardinal Fleury.

Délaissés par nous, ils imaginèrent de se donner un sauveur français. Ils nommèrent roi un certain Théodore, par sa mère Liégeois, donc Français ; il avait été page de la duchesse d'Orléans. Il échoua, et, poursuivi, réfugié à Londres, il vendit aux Anglais sa couronne idéale.

Alors, ce peuple infortuné, remontant toujours aux âges lointains, eut l'idée religieuse, mythologique, d'avoir, de son sein, un messie. De ses deux magistrats, le brave Giafferi, le doux et éloquent Hippolyte Paoli — le second avait deux enfants : l'aîné, vaillant, sauvage, illuminé. De bonne heure, cet aîné dit à son père, à tous : « L'élu sera mon frère Pascal. C'est un ange de Dieu ! »

Le père bénit l'enfant. Dans les vicissitudes de sa vie orageuse, il le tenait à Naples et le faisait étudier. Dans cette grande Grèce d'autrefois, il y avait alors une jeunesse admirable, éprise de la France, de lumière et de liberté. Plusieurs vécurent assez pour être des martyrs de 99. Mais ce qui soutenait encore plus cet enfant, ce qui le maintint haut, c'étaient sans doute les lettres de son père, les sanglantes nouvelles qu'il recevait de la Corse, tant de malheurs que le futur libérateur apprenait, voyait presque du rivage italien. A l'âge de trente ans, il fut appelé par son frère, élu, proclamé le premier magistrat de l'île (1755). Mais comment ces Barbares verraient-ils cet homme de paix ? Ce qui montre combien ce peuple valait mieux que ses actes même, c'est qu'il sentit ce doux génie. Et il n'y eut pas besoin pour cela de l'appareil des machines religieuses. Paoli, ému d'un si grand rôle, Paoli eut parfois des songes et rêva l'avenir. Mais jamais il ne parla à ses croyants d'autre langage que celui de la raison. Il était plein de bon sens, et ne proposait rien que des choses possibles. Il n'essaya pas de supprimer la *vendetta*, mais l'adoucit, la limita. Sa conduite avec le clergé fut un miracle d'habileté, et les Corses eurent la sagesse de lui obéir en tout. Il se servit de Rome pour chasser les évêques, Génois de cœur. Puis se brouilla avec Rome en voulant soumettre à la loi les justices ecclésiastiques. Le peuple le soutint contre l'excommunication même.

C'est vers ce temps que Rousseau eut connaissance de Paoli, et dit, au *Contrat social :* « Il est encore en Europe un peuple capable de législation, l'île de Corse. J'ai quelque pressentiment qu'un jour cette petite île étonnera l'Europe. »

Prophétie qui saisit les imaginations, les cœurs. Mais, peu après, Louis XV l'acheta des Génois, trahit un peuple confiant qui l'avait cru son protecteur et espérait en lui.

Paoli osa résister ; il eut quelque succès, mais ne fut pas aidé, comme il le croyait, des Anglais. Le singulier, c'est que l'armée française, ses officiers étaient eux-mêmes pour la Corse. Marbeuf, Dumouriez, Mirabeau, l'aimaient, admiraient Paoli ; Dumouriez fit un plan pour délivrer l'île.

Cependant Paoli, réfugié à Londres, semblait déchu de son grand rôle de rédempteur. Qui oserait le prendre ? La prophétie restait et devait s'accomplir.

Les Bonaparte semblent l'avoir placée sur l'avenir d'un enfant conçu et né justement à l'époque où la Corse parut pour toujours soumise à la France.

CHAPITRE II

LES BONAPARTE. — LEUR POSITION DOUBLE. — L'ENFANT DE LA PROPHÉTIE

La passion italienne, en tous les temps, c'est l'inconnu du sort, la loterie, les chances de la Bonne Aventure (*Bonus Eventus*). Tout l'Olympe romain peut se réduire à cette divinité, qui eut des milliers de temples : *Sors*, *Fors*, *Fortuna*. Il en fut de même au moyen âge, lorsque la ruine du parti impérial ou gibelin remit tout au hasard, et qu'enfin pour deux siècles dominèrent partout les soldats de louage, ces bandes de *condottieri* où l'on pouvait s'engager pour un mois seulement, et qui pourtant parvinrent à d'étranges fortunes, plus que royales, comme celles des Sforza. Ces noms de *sforza*, *braccio*, *forte braccio*, caractérisent l'époque. Mais les variétés du sort firent souvent préférer le nom même de la réussite et du sort triomphant (Bonus Eventus), du gros lot, de la Bonne Part, *Buona-Parte*.

Ce nom du joueur heureux, de l'*enfant gâté de la fortune*, est souvent donné d'avance à celui qui naît, comme augure d'avenir, bonne chance qui

l'accompagnera dans la vie. La mère qui le lui donne y ajoute souvent des sobriquets flatteurs : bonaparte, *de bon sembiante*, d'heureuse figure. Ou de grand espoir, *Boni sperio ;* ou de bon partage, *Boni spartio*. Ce sera le favori de la fortune. Qu'il le mérite ou non, il aura le gros lot.

Les sobriquets sont communs en Italie, et remplacent les noms de famille. Ce qui augmentait souvent la confusion, c'est que, si on avait épousé une fille d'une famille riche, illustre, on donnait souvent à l'enfant le nom de sa mère, dans l'espoir qu'un jour il pourrait hériter de quelque parent maternel.

A ces confusions ajoutez celles que permettaient l'orthographe et l'écriture italiennes d'alors. L'auteur anonyme de la généalogie de San Miniato avoue qu'au XIIIe, XIVe siècle, on confond un inconnu Jérôme Bonaparte avec un homme qui marqua fort, Giovanni Bonapace, qui vers 1300, fut garant de la paix entre les guelfes et les gibelins.

On voit que, dans cette écriture *parte* et *pace* s'échangeaient l'un pour l'autre. On disait indifféremment *bona pace* et *bona parte*.

Ces confusions diminuèrent au XVIe siècle, lorsque le chaos des condottieri passa, et que le monde se fixa. *Bonaparte*, nom alors plus rare, *devient le nom propre* de quelques familles obscures.

Mais cette obscurité n'embarrasse pas les généalogistes. Leurs Bonapartes étaient modestes, disent-ils, s'éloignaient de la guerre, et préféraient les professions de scribes prêtres, notaires, petits juges ou podestats. Professions où l'on peut s'enrichir, ayant la connaissance des affaires, des familles et des fortunes. Ils allèrent à Gênes, et en Corse, où ils n'occupèrent que des charges fort secondaires. Mais dans cette île sauvage, personne ne pouvait les contredire, s'ils disaient qu'ils étaient parents de tant d'autres Bonapartes, plus distingués, de l'Italie, de Sarzana, Trévise ou Florence.

Le père de Napoléon, venu de Corse pour étudier le droit à l'université de Pise, odorait ces Bonapartes pour s'en faire honneur ou profit. Il apprit qu'à San Miniato, près de Florence, il y en avait un, assez riche, un vieux chanoine, crédule, et fort pieux.

Ce bonhomme avait la marotte de se croire petit-neveu d'un saint. Et il l'était réellement d'un capucin, mort en 1600. Mais il s'efforçait de confondre ce capucin avec un saint du moyen âge, un moine célèbre de Bologne mort en 1300. Le jeune Corse n'avait point de papiers, ils avaient tous péri dans les incendies de l'île. Mais, avec une mémoire heureuse, il pouvait les refaire. Et il trouva, en effet, que sa famille, apparentée à une foule de Bonapartes du moyen âge, l'était aussi du saint Bolonais, et que par conséquent il était cousin du vieux chanoine. Celui-ci fut ravi de ces nouvelles preuves qui lui venaient à l'appui de son système.

Il goûta si bien le bon jeune homme qui les lui apportait, qu'il le fit reconnaître comme parent à un avocat de sa ville, qui s'appelait aussi Buona Parte, et qui n'avait pas d'héritier Le chanoine vécut longtemps, et ne donna

rien aux Bonaparte que des certificats qui les firent nobles et originaires de Florence.

Charles Bonaparte végéta toute sa vie. Fils, petit-fils de notaires et petits employés de Gênes, très variables de partis, il avait une belle maison et du goût pour le faste. Nulle fortune. Il écrivait volontiers, comme font tant d'avocats sans cause en Italie. Tous les Bonaparte ont été d'infatigables scribes. Ce qui probablement l'aidait à vivre, c'est qu'il avait des oncles, assez bien dotés dans l'Église. Tout cela éblouit la belle des belles. Lætitia Ramolino, originaire de la pauvre ville de Sartène, fut sans doute charmée de s'établir dans la grande ville d'Ajaccio, qui avait alors déjà 4.000 âmes. Elle était ambitieuse. Sa mère, très belle aussi, avait eu l'adresse de se faire épouser en secondes noces par un Suisse, Fesch, banquier de Bâle, le frère du cardinal, de sorte que, des deux côtés, le jeune ménage avait des oncles prêtres, était apparenté, patronné dans l'Église.

Ajaccio était le Versailles de la Corse. Il y avait là une espèce de cour, celle du commandant français, fort aimable, M. de Marbeuf. M. de Choiseul, voulant amadouer les Corses, les éloigner de Paoli, avait nommé commandant cet homme agréable, ce gentilhomme qui, comme franc Breton, inspirait confiance. Il était fort poli, et d'une politesse affectueuse, nous dit Boswell, qu'il reçut à merveille et qu'il soigna malade. Il était philanthrope, et comme tel, s'occupait de la nourriture des pauvres. On commençait à propager la pomme de terre, alors fort à la mode, ainsi que les livres de Rousseau, qui parurent tous à ce moment. Il arriva à M. de Marbeuf ce que plusieurs de nos officiers français avaient éprouvé : c'est qu'oubliant son rôle, il fut pris à son propre piège, devint Corse lui-même, amoureux du peuple et de l'île.

Il n'était pas marié, mais fort sensible aux femmes, galant, à plus de cinquante ans. Il accueillait à merveille la belle société de la ville dans ses jolis jardins, dont la création l'occupait fort. C'était une mode anglaise. Et plus tard, il fit à Paris un jardin qui est resté célèbre, et qui portait son nom, dans les Champs-Élysées. La perle de cette société était Lætitia, madame Bonaparte. Marbeuf était devenu l'ami, le protecteur de son mari. En cela il s'était souvenu de M. de Maillebois, le premier conquérant de l'île. Maillebois avait dû aux femmes une partie de son succès. Il s'était logé à Ajaccio, chez une dame dont la famille était à Sartène, et par elle il savait tout ce qui se passait dans les cantons les plus sauvages. Or il se trouvait justement que madame Bonaparte venait des Ramolino de Sartène. Marbeuf imita Maillebois, fut assidu chez elle. Il est certain que les femmes corses, sérieuses autant qu'ambitieuses et vindicatives, sont les vraies reines du pays. Celle-ci accepta volontiers un courtisan si mûr qui eût pu être le père de son mari.

Les choses allaient ainsi, lorsqu'un matin Marbeuf et tous apprennent la grande trahison : *la Corse achetée par Versailles*, la fourberie par laquelle jusqu'à ce jour Choiseul a tranquillisé Paoli.

Coup accablant. Et cependant les liens étaient si forts que nos soldats et

les Corses s'avertissaient avant de s'attaquer. Les Corses, au lieu de tirer, souvent se contentaient d'incendier les maquis.

Les Bonaparte, si bien avec Marbeuf, n'avaient nulle raison de s'enfuir. Au contraire, quand il eut, dit-on, une légère blessure, il se fit soigner dans leur maison.

Mais lorsqu'un moment Paoli eut le dessus sur les nôtres, et que les patriotes corses partaient pour aller le rejoindre, les Bonaparte ne voulurent pas rester seuls et se désigner aux *vendette* comme amis de la France. Ils partirent. Madame Bonaparte, outre son petit Joseph, qu'elle traînait, était enceinte depuis le mois d'octobre 68, et devait accoucher au milieu d'août 69 de Napoléon. Que de cruelles alternatives ! En neuf mois, la fortune changea trois fois ! Ajoutez de romanesques accidents. Traversant à cheval un torrent, elle faillit se noyer. De là sans doute l'agitation convulsive de l'enfant si différent de tous ses frères.

Beaucoup de gens en Corse, zélés bonapartistes, veulent le faire Français et fils de M. de Marbeuf. Mais rien en lui, ni le caractère, ni la figure n'autorise à le croire. Il fut tout de sa mère, qui l'éleva et semble avoir en lui incarné tous ses songes.

Il naquit dans des circonstances cruelles, et violemment contradictoires, dans les orages de sa mère. M. de Marbeuf, cet hôte et cet ami, était obligé de poursuivre et de fusiller les amis de son père, les meilleurs patriotes. Et il était difficile aux Bonaparte de rompre avec Marbeuf; car lui-même était malheureux, une des victimes de Versailles. A soixante ans, après tant de services, on lui refusait la place de gouverneur de l'île, et on le laissait simple commandant militaire. Mais comme commandant, le ministre le trouvait peut-être trop débonnaire et trop lié avec les Corses. Il allait souvent à Versailles, n'y trouvait que refus. Il était mieux à Ajaccio, où il avait des consolations dans la maison Bonaparte. Il traîna ainsi sa vieillesse sans récompense, ni fortune, jusqu'à ce que le roi lui constituât en Corse un marquisat.

Son chagrin, en attendant, était probablement de voir ses amis pauvres. Il parvint à la longue à obtenir une pension pour Charles Bonaparte, comme partisan de la France, pension réversible à l'enfant né à point, comme pour sceller l'union de la Corse au royaume. Napoléon avait encore cette pension en 1791 (Libri). Comment madame Lætitia, si fière, reçut-elle ce don du roi, qui faisait mourir leurs amis? Cet argent ignominieux lui fit sans doute horreur comme maculé de leur sang. Plus tard, elle devint avare; mais alors, jeune et fière, elle en dut haïr son mari ! De là peut-être l'expression de sauvage dédain que montrent ses portraits.

Marbeuf, qui, plus tard, dans son extrême vieillesse, fut le constant protecteur de l'enfant, alors vers soixante ans, restait-il étranger à son éducation? Je ne puis le croire. C'était le seul moyen qu'il eût d'apaiser quelque peu la mère. Elle avait mille rêves sur cet enfant, rêves bizarres et

romanesques. Elle avait voulu accoucher sur une tapisserie de l'Iliade. On donna à ce futur Achille une éducation singulière pour le fils d'un procureur. Pour jouet on lui fit présent d'un petit canon. Avec les enfants de la ville, il donnait des batailles à ceux de la campagne. Mais sans se servir du canon. Marbeuf y avait l'œil sans doute. En même temps, par l'habitude qu'il garda assez tard, on peut croire que sa mère le rendait assidu aux exercices religieux.

Comment un enfant si *précoce*, qui ne quitta la maison qu'à dix ans, put-il ne pas s'apercevoir du profond désaccord qui régnait entre les caractères opposés de son père et de sa mère? Lui, vain, futile; elle sombre, tragique, amère, hautaine. Dans une situation assez fausse, nullement humiliée, mais orgueilleuse et chimérique. Des visées par-dessus les monts. Reine par sa parenté avec les Ornano, quasi rois dans l'occident de l'île, elle semblait tenir de cet Ornano, gouverneur de Gaston, qui, en assassinant Richelieu, Louis XIII, fut au moment de se faire roi de France.

En voyant l'effigie de la mère et du fils enfant, on est consterné de ce que le monde devait attendre de ces désespérés.

CHAPITRE III

BONAPARTE SÉMINARISTE

A l'avènement de Louis XVI, Marbeuf, accusé par ses ennemis, attesta le parti français et fit venir en France son fidèle Charles Bonaparte, qui le justifia d'indulgence pour les paolistes. Il ne parvint pas à se faire nommer gouverneur de l'île. Mais on ne put lui refuser la grâce qu'il demandait pour son zélé défenseur, de faire élever ses enfants aux dépens du Roi.

Donc, le petit Napoléon, comme son aîné Joseph, amené au séminaire d'Autun, puis à la maison royale de Brienne (1779) tenue également par des prêtres, reçut d'eux l'éducation qu'on donnait aux jeunes nobles dans les écoles militaires.

Depuis l'expulsion des jésuites, elles étaient dirigées par des prêtres et religieux de tout ordre. L'enfant en arrivant là, et connaissant la règle pour la première fois, se montra tel qu'il était, avec la sauvage royauté qu'il avait dans la famille. Il fit la grimace au portrait de Choiseul qu'il aperçut, et grava sur un cœur de plomb qu'il avait : « Gênes ni la France n'y entreront



Il leur offre le cabinet de Louis. (P. 2020.)

jamais. » Il fallut qu'on lui apprît ce que c'était qu'un boursier, mis là par le bienfait du Roi.

Ces prêtres appliquèrent au nouveau venu la seule méthode d'éducation qu'ils connaissent, qu'on appelle jésuitique, et que pratique toute l'Église. C'est celle qui brise le mieux les âmes, fait des hommes souples et faux. Elle consiste en deux mots : *châtier* et dompter d'abord, puis *flatter*, amadouer. C'est cette méthode que Bonaparte lui-même dit employer dès sa

campagne d'Italie, et que, devenu tout-puissant, dans les échappées mêmes de ses colères, il garda, comme secret de l'art des tyrans.

Les premières punitions qu'on appliqua à cet enfant si fier lui parurent si humiliantes, que ce fut l'effet d'un fer rouge. Il eut des convulsions et parut épileptique, accident qui se renouvela quelquefois dans sa vie. Il était à craindre qu'il ne haït ses maîtres pour toujours. Il se rapprocha d'eux, au contraire, devint l'élève favori. On s'aperçut alors qu'il était inutile de le châtier. Il l'était par ses camarades qui n'aimaient pas cette petite figure noire, muette; il ne parlait que l'Italien. On singeait son attitude bizarre, son air rêveur, où il semblait voir quelque chose d'étrange. Par un détestable calembour, au lieu de *Napoléoné*, on l'appelait *Paille au nez*, c'est-à dire visionnaire.

Il suivait à l'italienne ses pratiques religieuses, ce qui semblait hypocrisie à ces petits philosophes. Cela achevait de le faire pour tous *la bête noire*, mais en revanche, le mit si bien avec ses maîtres, qu'il faisait tout ce qu'il voulait. Le sous-principal, un minime, l'abbé Dupuy, l'avait pris en affection et ne craignit pas d'ouvrir la bibliothèque à un si sage écolier. Là, le petit solitaire put faire, tout son saoûl, des lectures brouillées, indigestes. Ces vastes lavages d'esprit seraient bien propres à faire des fous. Mais, généralement, même en tirant des notes et en quelque sorte des extraits, comme faisait celui-ci, ils passent par un crible, laissant subsister seulement le fonds des traditions d'enfance. On peut lire les philosophes : on reste superstitieux. Il pouvait extraire Rousseau dont il réfuta un ouvrage, Mably, Raynal, etc. Il n'en resta pas moins un Corse, catholique et fataliste, l'image de sa mère, et eut toujours pour fonds du fonds, madame Lætitia.

Ce qui montre assez le bon sens qu'il portait dans tout cela, c'est qu'en faisant des extraits de l'*Histoire de la Chine* et de l'*Histoire de l'Église gallicane*, il en fit un de l'Arioste.

Chose plus remarquable : il écrivait tout, non seulement ses lectures, mais ses petits événements, tout ce qui lui arrivait, jugeant d'après l'adoration de sa famille et la haute faveur de ses maîtres, que rien de lui ne serait indifférent à la postérité.

Augmentait-il réellement ses connaissances positives? On peut en douter. Ces professeurs religieux, et le minime Dupuy, ne pouvaient le mener loin. « Dans la science qu'il affectait le plus, en mathématiques, dit M. Libri, le point le plus élevé qu'il atteignit est relatif à la cycloïde. » En géographie, il resta dans une étonnante ignorance, croyant à trente ans que l'Égypte était tout près des Indes. Cependant, comme on le destinait à la marine, on lui avait fait lire de bonne heure une Histoire de l'Inde, théâtre des exploits tout récents de Suffren; de plus, dans Diodore, la description des merveilles de l'Égypte.

Au reste, ce qu'il apprit le mieux de ces Pères, ce fut leur grand art de conduite : dissimuler, patienter, et refouler son cœur. Il n'avait d'autre

protecteur que M. de Marbeuf, tant accusé des Corses, comme le traître dont l'amitié fallacieuse avait surpris et livré leur pays. Il avait pu voir de bonne heure chez son père et sa mère le double jeu qui leur faisait si bien accueillir le tyran.

A quatorze ans, selon l'usage, il passa de Brienne à Paris, à l'École militaire. Mais en restant toujours fidèle au père Dupuy. Ce fut peut-être par ses sages conseils qu'il laissa là les brillantes perspectives de la marine et se rabattit sur l'artillerie. La marine était alors le roman de tous. Non seulement on parlait des fortunes incroyables des Clive et des Hastings, mais on savait qu'en France un officier de marine, l'ami de la Polignac, gouvernait la reine et le roi, les assujetissant à ses caprices colériques. Ce favori était l'idéal de nos officiers de marine, et de ceux qui prétendaient l'être. Plusieurs étaient de vrai mérite, comme ce Phélippeaux qui arrêta Bonaparte à Saint-Jean-d'Acre, et lui fit manquer et l'Égypte et tous ses rêves d'Orient.

Au milieu de ces jeunes nobles, altiers et insolents, l'élève du minime, avec sa douteuse noblesse italienne, dut avoir beaucoup à souffrir. N'importe! tout en dissimulant, il les admirait malgré lui, et en garda quelque chose d'aigre et de cassant, de sauvage, qu'il porta aux armées, et qui, avant lui, y était ignoré.

Pour revenir, sa plus grande souffrance à l'École militaire, c'était qu'il était pauvre au milieu de camarades riches. Il empruntait, ne pouvant rendre. M. de Marbeuf, qui ne venait jamais en France sans le voir, l'aidait un peu sans doute. Cette situation le rendit fin, habile à capter la bienveillance de son protecteur. Un jour, un camarade lui annonce une visite : M Marbeuf monte l'escalier. Au lieu d'aller à sa rencontre, Bonaparte reste à sa table, collé sur sa géométrie, ne voit rien, n'entend rien. Marbeuf entre, charmé de le voir si studieux, et bien près d'en pleurer de joie.

Il n'était pas toujours aussi sage. Se souvenant qu'à Brienne, il avait réussi par son opposition à ses camarades, il fit un coup d'audace imprudent, dangereux. En les voyant se plaindre, selon l'usage des collèges, d'être mal nourris, mal soignés, il hasarde un mémoire où il dit que l'on est trop bien. Ce jeune Caton écrit et offre aux directeurs un plan de réforme pour réduire le luxe et ramener l'établissement à de sages habitudes, plus convenables à la future vie militaire. C'était un tour à se faire étrangler ou bien jeter à l'eau, comme firent plus tard ses camarades officiers, bons nageurs, qui le repêchèrent, mais évanoui dans une convulsion.

L'imprudence du dangereux mémoire le servit toutefois. Ses maîtres, qui l'aimaient comme bon élève, voulurent éviter les querelles et le chassèrent honorablement en l'envoyant, avant l'âge, à l'école d'artillerie et au régiment de la Fere.

Ses biographes ici ne disent rien. Mais, par le peu qu'on sait, on voit qu'il restait bon sujet. C'est sans doute à Auxonne, à la mort de son père, qu'il hérita de sa pension, jusqu'en 1791, jusqu'à la chute de la monarchie.

Pour alléger sa mère, il avait pris son jeune frère Louis et le logeait dans un petit cabinet. Un jour, il apprend que les prêtres effrayés veulent cacher leurs ornements d'église. Il leur offre le cabinet de Louis. Quelqu'un dit en riant : « Vous direz donc la messe ? — Pourquoi pas? Je puis vous la dire tout entière. »

Il resta toute sa vie attaché au catholicisme, comme religion de l'autorité. Il y avait du goût. Il disait à Erfurt que, jeune officier, il avait étudié l'*Histoire de l'Eglise gallicane*, y puisant les principes de tyrannie royale qui soumettaient au trône l'autel même, et qui firent enfermer le pape par cet excellent catholique.

En même temps, comme tous les jeunes gens d'alors, il lisait fort Rousseau. Étrange pêle-mêle, propre à mettre le chaos dans cet esprit désordonné. De là une torture morale, tant qu'il était sincère et voulait s'accorder avec lui-même. A quinze ans, il avait eu l'idée de se tuer, comme Rousseau « pour fuir ce monde méchant, pervers », qui n'était digne de lui.

CHAPITRE IV

DE ROYALISTE IL DEVIENT MARATISTE.

Les biographes de Napoléon, les compilateurs de ses lettres, nous le cachent soigneusement de seize ans à vingt-quatre. On parle un peu de son enfance, mais point de son adolescence. Cet âge, le plus libre et le plus franc de l'homme, où l'élan des passions empêche le plus dissimulé de tromper et de se cacher, on croit prudent de le laisser dans l'ombre. Le peu que nous en savons, c'est par voie indirecte, et d'ailleurs tellement scindé, que ces faits isolés par cela même restent obscurs. Eh bien, moi, dans cette divination, je crois voir que ce jeune homme, orageux, volcanique d'apparence, fut au total ce qu'on appelle *un excellent sujet*, c'est-à-dire de bonne heure nullement obstiné dans les principes, mais sagement mobile, élastique, déterminé à monter à tout prix. Jamais homme de son âge n'eut, en si peu d'années, de tels changements, si subits et à vue, qui étonnent. Cette mobilité de mouvement ajoute à l'obscurité. A l'œil qui le suit de près, il va, vient sous la terre, il reparaît glissant et déroute l'observateur.

Cela est d'autant plus facile que, de 89 à 91, les nuances les plus générales, celles des constitutionnels, Feuillants, Fayettistes, étaient assez

indécises pour que l'on pût éluder et ruser, et se faire tour à tour de différents partis. La pension qu'il tenait du roi, l'accueil de la société noble de Valence, où il était en garnison, ne l'empêchèrent pas de se faire du club des *Amis de la Constitution*, plus tard les Jacobins. Cependant la cour, qui le favorisait comme *bon Corse* et loyal sujet, l'avait nommé capitaine en second. Il ne l'apprit qu'en Corse, où il était allé voir sa famille. A ce moment, comme partout, on y créait des *gardes constitutionnelles*, que la cour recrutait, de Vendéens, comme la Rochejaquelein, ou de *bravi*, comme Murat, etc. Pour s'assurer la place de commandant qui vaquait, il eut l'audace d'enlever et de mettre chez lui le commissaire envoyé par l'Assemblée pour surveiller l'élection. Par cette place, il sacrifiait son grade en France, mais se désignait fortement aux faveurs de la cour. Louis XVI, en effet, fut si content de lui que, non seulement il lui rendit son grade (voy. Libri), mais il le nomma un an d'avance capitaine d'artillerie, pour le mois d'août 93 que le roi ne devait pas voir, puisqu'il périt le 21 janvier. Nul doute qu'alors il ne fût un chaud royaliste, car se trouvant à Paris chez son camarade Bourrienne et regardant par la fenêtre le peuple qui se portait chez le roi, Bonaparte fut ému de la Passion de Louis XVI, et dit à peu près comme Clovis pour la Passion de Jésus : « Oh ! si j'étais là avec les miens pour mettre en fuite cette canaille! »

C'était en juin 92. On n'était pas loin du 10 août. Bonaparte, malgré ses démonstrations royalistes, sagement retourna à Valence attendre les événements. S'il revint à Paris, ce ne fut qu'en hiver pour voir la nouvelle Assemblée, qui comptait parmi ses membres le Corse Salicetti, bon jacobin.

Pendant ce temps, ses biographes nous le montrent à Valence étudiant l'histoire des conciles, ou faisant avec la fille d'une dame noble une plate idylle qui rappelle les *Confessions* et la jolie scène du cerisier. Par bonheur, nous avons d'autres documents ; nous allons aider leur mémoire.

Revenu à Paris, quel changement! Il se retourna vers Salicetti, lui rappela que lui aussi était jacobin. Mais, peut-être, par malheur, au 10 août, on avait trouvé aux Tuileries la fatale nomination par laquelle le roi, qui lui payait pension, l'avait nommé d'avance capitaine. Il était en danger : on allait voir son rôle double. Donc, il s'accrocha fortement à Salicetti et à sa femme, qui dut être touchée de sa situation. Salicetti, qui, plus tard, fut jaloux, ne l'était pas alors. Il comprit que ce jeune homme, qui avait de l'esprit, du feu, serait une admirable recrue pour Robespierre. Il se mit en avant, le rassura. Le 9 janvier, il lui écrivit ce qu'on préparait, la mort de Louis XVI pour le 21, en ajoutant : « Vous pouvez ici compter entièrement sur moi ; et peut-être ne vous serai-je pas entièrement inutile. » (Voy. Libri, *Revue des Deux Mondes.*)

Cela était affreux pour un homme tellement favorisé du roi qui l'avait élevé lui et les siens, pensionné lui-même, et qui, dans ses derniers actes, l'avait gradé encore. Il fallait tout d'un coup s'endurcir cruellement le cœur.

Peut-être la passion fit ce miracle, et l'influence de madame Salicetti. Sans doute aussi le danger et la peur. Salicetti fut admirable pour lui. Non seulement on lui conserva le bienfait de Louis XVI, le grade de capitaine, mais on le mit en activité. L'homme de Robespierre, Couthon, allait faire le siège de Lyon, avec des foules populaires. On avait peu de militaires, surtout pour l'artillerie. On envoya le nouveau capitaine, qui, pour son coup d'essai, dut tirer sur les royalistes, avec qui il était la veille.

Jamais les bonapartistes, dans leurs innombrables livres, n'ont parlé de cela. Et c'est lui, c'est Bonaparte qui, dans ses Mémoires militaires, dit : « J'étais au siège de Lyon. »

Ce siège commencé par Couthon, c'est-à-dire par Robespierre même, lui fut ôté par l'Assemblée, et confié à Collot d'Herbois. Robespierre y gardait Salicetti, son homme, qui, suspecté, à son tour, se fit envoyer avec Bonaparte au siège de Toulon.

Bonaparte avait eu l'avantage de voir au siège de Lyon les deux partis, robespierriste et maratiste. Il sut que les deux députés principaux qui étaient à Toulon, Fréron, Barras, étaient, comme l'Assemblée même, peu favorables à Robespierre. Ils s'intitulaient maratistes, nom sous lequel se cachaient alors les amis de Danton. Cela le décida. Sans se souvenir des robespierristes, qui l'avaient sauvé, il s'intitula maratiste, et s'arrêta en route pour faire une brochure qui lui conciliât ses nouveaux protecteurs, Barras, Fréron. Comme leur saint était Marat, dans la brochure, Marat est l'homme raisonnable, l'homme sensible. Cela le présenta très bien à Barras, qui dit dans ses Mémoires l'effet favorable qu'eut sur lui cette petite figure jaune et convulsive. Il crut voir Marat même. « Comment, dit-il, n'aurais-je pas aimé Bonaparte? Il ressemblait tant à Marat, que j'avais adoré. »

Dans les Mémoires militaires, et dans les lettres, la plupart suspectes, que l'on trouve en tête du recueil officiel de sa Correspondance, beaucoup d'événements du siège sont omis ou défigurés. Il y prend par inadvertance un ton absolu, impératif, qu'un si petit garçon ne pouvait avoir alors. Il tait parfaitement la grande part qu'y eut Masséna. Il se moque des représentants, ses patrons et protecteurs. Il fait dire au vieux Dugommier, le vieillard héroïque, ce mot ridicule : « Je suis perdu! » Enfin il cache la vraie cause du succès. On manquait de canons à longue portée. Lui qui venait du siège de Lyon, dit qu'on en avait laissé devant cette ville qui pouvaient descendre le Rhône. De là le succès.

Après Toulon, on l'envoya avec Salicetti en Corse, contre son maître Paoli et les Anglais. Mais il n'y put rien faire et se réfugia à l'armée d'Italie. Les maratistes ou dantonistes, Fréron, Barras, n'y étaient plus. Elle était sous Robespierre jeune. Bonaparte, sans hésiter, se fit robespierriste et jacobin.

L'homme principal de l'armée était l'illustre Masséna. Ce grand soldat, le premier du monde pour cette guerre des montagnes où il était né, n'avait

pourtant pas les arts de ruse que voulait la situation. La difficulté qui arrêtait était la neutralité de Gênes et la crainte de la violer en passant sur son territoire pour joindre l'armée ennemie. Ni les représentants ni le comité de salut public ne savaient comment s'y prendre. Le banquier Haller, qui devint un ami de Bonaparte et plus tard son homme en Italie pour la spoliation de Rome en 99, donna un expédient : ce fut de proposer la fourniture des vivres de l'armée aux négociants mêmes de Gênes : cette spéculation lucrative tenta les Génois et leur fit fermer les yeux sur la violation de leur territoire. Bonaparte, ainsi piloté par Haller et Salicetti, plut à Robespierre jeune autant qu'il avait plu l'année précédente à Barras.

Il ne travaillait qu'avec lui, et le jeune homme se trouvait, en réalité, général en chef. L'idée fort simple qui venait à tout le monde, c'était de quitter ces montagnes pelées de Gênes, d'entrer dans la riche Italie et de s'y faire nourrir. Mais pour cela, il eût fallu réunir deux armées. Robespierre s'en faisait scrupule, et, loin de là, il affaiblit encore l'armée d'Italie de dix mille hommes, qu'il envoya au Rhin. Donc, on dut se borner. On attaqua Oneille sur la côte, entreprise facile dont on chargea le favori Bonaparte, tandis que, à travers les neiges, au 10 mars, on envoyait Massena aux montagnes.

Masséna échoua, n'étant pas appuyé par ses colonnes latérales, qui ne purent le rejoindre. Bonaparte, au contraire, en plaine eut un succès facile qu'on fit beaucoup valoir. Ainsi tout allait bien pour lui, et il était dans une telle faveur, que le frère de Robespierre lui proposait, dit-on, la place du commandant de Paris, Henriot, qu'on pouvait appeler général de la guillotine.

Cette si grande faveur l'affranchissait du patronage de son ami Salicetti, qui s'avisait aussi, dit-on, d'être enfin jaloux des bontés de sa femme pour Bonaparte. Il appuya un moment une dénonciation de Marseille contre lui, mais n'insista pas pour qu'il fût envoyé à Paris. Bonaparte resta à l'armée, et dans le bon renom d'être un excellent Jacobin.

Titre fort dangereux dans le cataclysme du 9 thermidor. Mais de même qu'il s'était lavé en 93 de la protection du roi, il renia fort et ferme en 94 ses protecteurs, les Robespierre, s'excusa de cette amitié.



CHAPITRE V

MISÈRES. — INTRIGUES AVANT ET APRÈS VENDÉMIAIRE

Il revint à Paris, mais aux premiers six mois, il dut faire la taupe, se laisser oublier, ne pas trop montrer un protégé des Robespierre. Alors il ne voyait que des artistes bienveillants, bienfaisants, comme Talma, qui l'aidaient quelque peu. Il jetait un œil d'envie sur l'heureuse situation de son frère Joseph, bien marié et qu'il voulut attirer à Paris avec ses capitaux. Souvent il lui propose de lui acheter une terre, ou bien de spéculer ensemble, comme beaucoup faisaient, au moins comme principaux locataires pour sous-louer des hôtels, des maisons.

A cette époque, ne pouvant jouer un rôle public, il commençait à se faufiler chez certains financiers, aimables et charitables, qui ont été plus tard les principaux instruments de sa fortune.

En 95, plus hardi, il commença d'assiéger les bureaux. M. de Reinhard m'a conté qu'étant alors chef de bureau au comité du salut public, il vit parmi la foule des solliciteurs cette figure fantasmagorique. Il y fit d'abord peu d'attention, mais elle lui revint, et lui resta trois jours devant les yeux.

La guerre était alors aux mains du girondin Aubry, qui se défiait, non sans raison, de l'ami des Robespierre; il lui offrit de le placer en Vendée sous la main du général Hoche, qui eût pu contenir un si dangereux intrigant. (Voir Savary, t. V, p. 227, août 95.)

Il refusa, ne voulant pas faire la guerre aux royalistes, qui peu à peu revenaient sur l'eau.

La manière cynique dont il entra chez madame Tallien indique assez l'effronterie et l'adresse italiennes du personnage. Il se présenta comme un officier destitué, déguenillé, qui même, disait-il, n'avait pas de culotte. La loi avait accordé du drap pour en faire, mais seulement aux officiers en activité, et nullement aux officiers réformés comme Bonaparte. Madame Tallien rit, appuya la demande.

Bonaparte, ayant des culottes, se faufila dans les salons, surtout chez madame Tallien, salon mixte, où peu à peu dominaient les aristocrates. L'ex-jacobin s'y faisait souffrir par certaines bouffonneries auxquelles son air



Il dit en lui regardant les mains : « Pour vous, général, vous mourrez dans votre lit. » (P. 2026.)

lugubre, avec son baragouinage italien, donnait un effet irrésistible. Cela lui permettait de jouer encore un double jeu. Dans telle lettre, il est patriote et parle de *la belle victoire de Quiberon*. Mais chez madame Tallien il joue un autre personnage. Un jour qu'il y faisait le sorcier et disait à chacun sa bonne aventure sur l'inspection des mains, il voit entrer le vainqueur même de Quiberon, Hoche, qui ne savait pas combien ce salon était changé, et qui, à l'étourdie, se trouva fourvoyé parmi ces royalistes. Le sorcier vit la situation

et le succès qu'il pouvait avoir s'il usait de son rôle pour insulter Hoche sans qu'il pût se fâcher. Il dit en lui regardant les mains : « Pour vous, général, vous mourrez dans votre lit. » Parole à deux tranchants : *insultante* pour le militaire, mais à qui la ténébreuse figure du bouffon donnait un sens *sinistre*. Les royalistes rirent, espérant dans la prophétie ; on sait que quatre fois ils tentèrent de l'assassiner.

Le succès fut complet. Le Jacobin fut réhabilité. Et, dès lors, comme homme modéré, ou plutôt incolore, il rentra dans le monde des *honnêtes gens*, put parvenir à tout.

Il s'était déjà glissé « à quatre pattes » au bureau topographique du comité de salut public, dans la section des plans, où le mit un officier girondin, Doulcet de Pontécoulant. Il s'y introduisit par un roman qui n'inquiétait personne : il offrait de s'éloigner, d'aller à Constantinople pour former l'artillerie des Turcs. Une fois au bureau, il ne parla plus des Turcs, mais de l'Italie ; apporta coup sur coup des plans de campagne merveilleux. Il y parle comme d'une chose simple, non seulement de prendre le Piémont, le Milanais, mais toute l'Italie, y compris Rome et Naples, et plus que l'Italie, de passer les Alpes, d'aller à Vienne. Ces romans plurent fort à Carnot, qui, comme on sait, était poète, crédule, et, sous forme mathématique, homme d'imagination. Bonaparte qui, comme on verra, dans sa campagne de 95, n'alla ni à Rome ni à Vienne, le leurra avec ces grands mots. Il en abuse par des menteries grotesques jusqu'à parler d'un équipage de ponts qu'il aurait commandé en 94, dans sa petite campagne de Gênes, pour passer le Pô, le Mincio, etc. Mais il allait si vite dans sa pétulante ambition, qu'écrivant à son frère, au lieu de dire qu'il est protégé de Carnot, il dit : « Ils ne veulent plus me laisser aller en Turquie. Je suis attaché à ce bureau, *à la place de Carnot.* » (Voir sa corresp. 4 fructidor an III, et les Mémoires de Pontécoulant.)

Sorcier, prophète, visionnaire, nullement pris encore au sérieux, il agissait, sans qu'on s'en défiât, par certaines adresses sur le terrain des intérêts présents.

La Convention finissait. Les cinq Directeurs qui arrivaient étaient gens de mérite, mais la plupart étrangers aux affaires. On les a cruellement maltraités dans l'histoire, quoique (dit madame de Staël), dans la première année, ils relevèrent fort la France. Et dans la dernière, ils eurent le succès de repousser de l'Europe Suwarow, les armées du Danube et de la Russie, la Russie fanatique d'alors, cruellement ensauvagée par les massacres récents de Pologne et de Turquie. Si la France n'eût été occupée de la vaine expédition d'Égypte, elle aurait vu que, par cette victoire de Zurich qui ferma l'Occident aux Barbares, Masséna fit autant peut-être que Thémistocle à Salamine.

N'importe, le Directoire était né pour la mort, étant sorti de la défunte Convention. Il naissait désarmé, n'ayant ni le fer ni l'argent. Le glaive était

usé, la justice impossible. On n'osa fusiller, même le traître Pichegru.

Le vide du Trésor imposait cette chose effroyable de renvoyer d'un coup 300.000 soldats et 23.000 officiers (Mém. de Carnot) avec une demi-solde qu'on ne pouvait payer.

Le gouvernement révolutionnaire avait supprimé les impôts les plus productifs, ceux de consommation, qui seuls atteignent le grand nombre. Et l'on ne pouvait les rétablir sans affronter d'immenses révoltes qu'on n'eût su réprimer.

A nos vingt milliards d'assignats, la contrefaçon anglaise, au rapport de Puisaye qui la dirigeait, ajouta vingt autres milliards. Donc, le Directoire marchait à une immense banqueroute dont il n'était nullement coupable. Il est ridicule de compter parmi les causes sérieuses de ruine les prodigalités du gouvernement, le moins coûteux qui fut jamais. Quatre des cinq Directeurs vivaient comme des anachorètes, comme les saints de la Thébaïde. Pour Barras, dont on parle tant, son luxe aurait été la plus mesquine simplicité de ce temps-ci. Ce qui est seulement probable, c'est que ses maîtresses recevaient des pots-de-vin, des épingles, de certains fournisseurs.

Le vrai mal, la grande cause de l'indigence publique, non seulement ici, mais partout, c'était l'effroyable appétit de ce grand monstre : *la guerre*. Si l'Angleterre, reine des mers, reine des Indes, et d'une industrie qui allait centupler ses richesses, se plaignait tant et recourait à ce misérable expédient de la fausse monnaie, qu'était-ce donc de la France? A tout cela qu'opposait-elle? Une seule chose : la propagande républicaine, les promesses de la liberté et de l'égalité civile. C'était son seul trésor, son espoir d'avenir. Tout esprit judicieux le sentait. Les vrais politiques, comme Hoche en Allemagne, dans leurs plus pressants besoins, forcés de lever des contributions, les levaient par des magistrats du pays, les faisant ainsi juges eux-mêmes et de la nécessité, et de la juste mesure où ces contributions de guerre remplaçaient les anciens impôts, en laissant un grand bienfait, la justice égale, la suppression des privilèges. Ainsi firent Kléber, Marceau, Desaix, cette grande armée du Rhin, l'honneur éternel de la France. Privée de tout en 93, l'hiver, et mourant de faim, on a vu qu'elle fusilla un soldat qui avait pillé. (*Papiers du général Moreaux.*)

Cet esprit d'abstinence et de ménagement pour les peuples avait souvent fait adorer les nôtres. Exemples, Marceau, Desaix, Championnet, libérateur de Naples.

Excepté Pichegru en Hollande, tous furent fidèles à cet esprit, surtout par zèle de la propagande républicaine, considérant la guerre comme un apostolat de la liberté. Dugommier dans l'aride dénûment des Pyrénées, Masséna, et Schérer, dans les Apennins décharnés de Gênes, subirent d'affreuses privations pour ne pas changer de système, pour ne pas décourager l'éveil de la pensée républicaine qui se faisait en Italie. Ils ne demandaient qu'à la France. Schérer, par ses sollicitations incessantes, était l'horreur des bureaux. Il

donna sa démission, et l'on chercha un général au rabais qui s'engageât à vivre sur l'Italie.

Quand on songe que le Directoire ne put trouver deux cent mille francs qu'il fallait pour passer le Rhin, on conçoit son embarras pour l'Italie. Où trouver des spéculateurs assez hardis pour s'engager à nourrir dans les commencements du moins, nos armées, même celle des Pyrénées que la paix avec l'Espagne permettait d'y joindre? En ce moment l'Angleterre faisait un effort immense d'argent pour nous lancer l'invasion de deux cent mille Autrichiens. Rien n'était plus propre à affaiblir, détourner ce torrent que d'inquiéter l'Autriche pour son Milanais, pour son allié le Piémont. C'était œuvre patriotique que d'opérer cette diversion.

Je dirai tout à l'heure les noms des banquiers audacieux qui ne craignirent pas de faire de telles avances à un gouvernement insolvable. J'ai connu un de ces héros, et la Correspondance officielle de Napoléon nous donne les noms de tous, qu'on verra tout à l'heure.

Pour la plupart, cela paraissait téméraire; c'était un pont de Lodi en finances. Mais les banquiers de ce temps étaient hommes d'imagination, vrais poètes en affaires; et ils aimaient les grandes choses.

Ils réfléchirent que l'Italie était une mine non exploitée, plus intacte que l'Allemagne. Outre ses richesses agricoles et de tout genre, elle avait de grandes réserves métalliques dans les Trésors de ses églises, dans ses vieux monts-de-piété, de plus, des galeries sans prix et d'inestimables tableaux, d'anciens et curieux bijoux dont l'art charmant décuplait la valeur.

Le moment leur semblait venu de mettre la main là-dessus. La guerre d'Espagne finie, on pouvait renforcer l'armée des Alpes par celle des Pyrénées. Avec cette adjonction, la victoire était certaine. Ces Pyrénéens qui venaient, et qui la plupart avaient été formés dans les 8.000 grenadiers de Latour d'Auvergne, comme le colonel Rampon, le chef de bataillon Lannes, etc., étaient les hommes les plus militaires qui furent et seront jamais.

La difficulté était celle-ci. Ces héros n'étaient point administrateurs. Sauraient-ils recueillir, exploiter les fruits de la victoire? sauraient-ils continuer cette grande spoliation? Il y fallait une bonne tête, et un militaire financier.

Les banquiers songèrent à leur ami, le général de Paris. Il était visiblement l'homme qu'il leur fallait. Sa correspondance le montre, en ces sortes d'affaires, aussi entendu qu'il était ambitieux. Si ce maigre visage corse fuyait l'argent et refusait de se faire part, c'est qu'il aimait mieux prendre tout.

Ce qui le favorisait fort, surtout auprès du simple et honnête Carnot, c'était la modération qui l'éloignait des Jacobins. Carnot, qui les avait tant servis, en avait maintenant horreur, et voyait partout le visage de Robespierre. Les Jacobins ressuscités, rouvraient alors leur club et parlaient d'impôt progressif qui eût atteint les riches. Plusieurs d'entre eux se rapprochaient de leur ancien ennemi Babeuf. Les théories de celui-ci, son partage égal des terres

effrayaient tout le monde, et cela bien à tort, dans un temps et dans un pays qui avait tellement étendu la propriété, tellement multiplié ses défenseurs. Au milieu de cette panique, on sut gré au général de Paris de fermer le nouveau club des Jacobins.

Dès lors, toute la réaction vint assiéger Carnot pour que cette épée tutélaire, ce sauveur de la société, eût l'armée d'Italie. Carnot dut hésiter. On avait fait en Espagne un passe-droit étrange à la mort de Dugommier, en lui donnant pour successeur, non Augereau, brave et bouillant jacobin, mais le sage et froid Pérignon. Augereau ne réclama pas; il passa sans murmurer à l'armée d'Italie sous le grand Masséna, et ils gagnèrent ensemble la belle bataille de Loano. Masséna était l'homme et du pays et de l'armée, et le premier de tous pour la guerre des montagnes. En revanche, très patriote. On le dit jacobin. Cela détermina Carnot. Il crut Barras et préféra ce bon jeune homme qui n'avait de fait d'armes que Vendémiaire, mais qui avait fermé les Jacobins. Bonaparte lui sembla son élève et son fils, le fils de la famille. Dans ses lettres, nous le verrons se recommander à madame Carnot.

CHAPITRE VI

JOSÉPHINE. — ORGANISATION DE LA PUBLICITÉ POUR LA CAMPAGNE D'ITALIE

Carnot était très fin, et comme tel, il s'était toujours défié du général Hoche et de son air royal. Mais il se fiait parfaitement à ce jeune et simple Bonaparte. Barras, le véritable auteur et créateur de celui-ci, crut volontiers Carnot, lui et tout son public, ses amis, un monde de femmes. Ce monde fut travaillé dès la naissance du Directoire, car il fallait du temps pour faire de tels préparatifs, les fournitures immenses de cette armée par laquelle les banquiers allaient conquérir l'Italie.

Quelle femme régnait alors? Toujours madame Tallien, qui paraît, depuis Quiberon, avoir disgracié son mari. Celui-ci, redevenu, comme Fréron, ardent républicain, était déplacé, odieux dans le salon de sa femme qui, plus belle que jamais, à vingt-cinq ans, était entourée de royalistes, et continuait son rôle d'*ange sauveur* auprès de Barras.

Le second ange sauveur, l'intime amie de madame Tallien, et l'ex-amie

de Barras, était Joséphine Beauharnais, âgée de trente-trois ans, bonne et douce, et un peu fanée. Elle logeait à la Chaussée d'Antin, près de la jolie maison que Bonaparte venait d'acheter. Elle vivait fort simplement, m'a souvent dit Lemercier le tragique, et par des moyens fortuits. Elle s'entretenait surtout des trocs que faisaient les femmes pour changer leurs châles et leurs bijoux. L'industrieuse Joséphine passait pour arbitre du goût. Cela l'aidait un peu à vivre, et la mêlait constamment aux deux sociétés d'alors, celle des agioteurs et celle des émigrés, elle vivait un peu du Perron, un peu de Coblentz.

Son cœur était aux émigrés. Mais pour rester bien avec les puissances révolutionnaires, elle élevait son fils à la Rousseau, l'avait mis chez un menuisier. Elle envoya cet enfant, Eugène Beauharnais, chez son voisin Bonaparte, « pour qu'on lui rendît l'épée de son père ».

Malgré cette démarche, de peur de mécontenter ses amis royalistes, elle faisait la difficile, et disait à Lemercier : « Croiriez-vous bien, mon ami, qu'ils veulent me faire épouser... *Vendémiaire !* »

Lui, de son côté, on le voit par ses lettres, n'aurait voulu faire qu'un riche mariage. Mais il voyait aussi très bien qu'une personne si répandue et si agréable à tous pourrait lui être bien utile. Elle était en relation avec les femmes et maîtresses de ses banquiers et de tous les gens influents. Elle était aimée des femmes pour son obligeance, et elle avait près des hommes un attrait qui n'est pas moins réel : c'est qu'elle donnait l'idée d'une personne si bonne, si bonne, que personne ne l'égalerait dans la complaisance. La Terreur l'avait pliée, ce semble, brisée en tout, rendue capable de descendre à des choses incroyables (voir l'histoire d'Hortense). Sa délicate santé et sa faiblesse d'estomac, qui se trahissait un peu par son haleine, dit-on, lui donnaient en revanche des grâces attendrissantes. Ses yeux de créole, doux et comme suppliants sous des sourcils surbaissés, la rendaient intéressante et presque irrésistible en tout ce qu'elle voulait auprès de ses nombreux amis.

Elle n'était pas sans mérite. Elle sentit l'une des premières le charmant génie du grand peintre du temps, Prudhon, ce qui était rare sous le règne de David. Elle avait des amitiés, d'aimables relations dans l'art et la littérature, dans la presse et les journaux.

Depuis le 9 Thermidor, la presse avait recouvré la voix, et peu à peu devenue moins violente, en apparence moins partiale, elle était plus influente que jamais. Elle seule avait hérité des clubs défunts; on lisait beaucoup plus. Les journaux, qui d'abord, en 94, par Babeuf, Fréron, Richer de Sérisy avaient porté haut le drapeau d'une faction, en 95, baissèrent de ton, et n'en furent que plus écoutés, se donnant pour la plupart comme de simples organes de l'opinion publique. Leur prétendue modération faisait leur autorité. Soit qu'ils parlassent, soit qu'ils gardassent sur ceci et cela un silence prudent, ils influaient. Un sujet sur lequel la presse, en général, était discrète

et muette, était sûr d'être oublié. On n'a pas remarqué assez cette action de la presse; elle que l'on croit à tort être simplement l'instrument du bruit, n'est pas moins bonne en certains cas pour organiser le silence, étouffer une chose, un homme.

Il faut pour cela un accord, une conspiration tacite, facile alors, les journaux étant moins nombreux. Les banquiers, patrons de Bonaparte, ses amis, ses frères s'en occupaient activement. Il fallait obtenir surtout qu'on ne parlât plus de la victoire de Masséna, qu'on laissât sans organe la voix des armées. Les frères de Bonaparte s'y montrèrent très actifs, Joseph était considéré; Louis, jeune et innocent, plein de zèle pour son frère; Lucien, vif et remuant, mais imprudent, retentissant. L'aimable et douce Joséphine était mieux écoutée quand elle disait à tel journaliste : « Mon ami, je vous en prie, laissez le Directoire parfaitement libre. Ne lui imposez pas le choix d'un homme dangereux, d'un jacobin, comme ce Masséna. Si la presse laisse libre le Directoire, il choisira le général que veulent les honnêtes gens. »

Une femme qui travaillait si ingénieusement la publicité etait inappréciable pour Bonaparte, au moment de la guerre d'Italie; il était aussi, disait-on, sensible à l'horoscope de Joséphine. Une négresse lui avait prédit « qu'elle serait plus que reine. » Et on a vu que lui-même se croyait prédestiné dès sa naissance. Pour présent de noces, il lui donna une bague noire qui portait dessus : « Au Destin »!

Il l'épousa le 9 mars, et s'en alla fort brusquement. Son mariage ne lui prit que trois jours. La guerre le pressait, disait-il. Il s'arrêta pourtant à Marseille, où il voulait voir sa famille, et aussi sans doute les Jacobins de cette ville, qui jadis l'avaient accusé et pouvaient l'accuser encore. A Gênes, sur sa route, était Salicetti, son ancien protecteur, puis son accusateur, soit comme mari jaloux, soit comme patriote qui devinait son dangereux génie. Bonaparte le craignait fort, et, avant Vendémiaire, il lui avait écrit des lettres amicales, quasi suppliantes. Le Directoire, les sachant ennemis, avait nommé Salicetti commissaire à l'armée, pour y surveiller Bonaparte. Celui-ci le capta, le ramena par la confiance. Il lui dit qu'au moment d'entrer dans la riche Italie, avec des employés peu sûrs. et des fournisseurs qui, au moins pour se payer, mettraient la main à tout, il avait besoin d'un ami intègre et patriote pour surveiller, garder, régler ces choses, auxquelles lui Bonaparte s'entendait peu.

Cette dictature financière tenta Salicetti, et il retrouva pour Bonaparte son vieux fond d'amitié. Il le suivit dès lors comme un témoin intéressé à sa gloire qui, à chaque affaire, enverrait au Directoire, au *Moniteur*, surtout aux Jacobins, des louanges de Bonaparte. Si bien que ces derniers ne pourraient dire grand'chose à l'encontre de si excellents certificats. Cela alla très bien pour les commencements. Nous verrons qu'en trois mois de succès, Bonaparte, n'ayant plus peur de rien, mit également à la porte ses créateurs, les fournisseurs et son ami Salicetti.

Voilà comment, avant de commencer la campagne, il avait supérieurement préparé sa publicité. Pour travailler les journalistes, il avait et ses frères et les amis de ses banquiers, les hommes d'argent intéressés à l'entreprise. Auprès des femmes, de leurs entreteneurs et des salons, il avait Joséphine. De plus, il avait emmené pour rédiger ses bulletins des trompettes ronflantes comme Champagny, etc. Mais le meilleur de sa publicité était Salicetti, un témoin jacobin pour écraser, faire taire les accusations jacobines.

CHAPITRE VII

VICTOIRE SUR LE PIÉMONT. — BONAPARTE TRAITE AVEC LE ROI, SANS DIRE UN MOT POUR L'ITALIE

Les fournisseurs hardis qui rendirent cette guerre possible, et qui ouvrirent eux-mêmes la campagne d'Italie, méritent bien de figurer ici. Il en restait plusieurs dans ma jeunesse, et j'ai pu les connaître. M. Thiers aurait dû aussi, en 1826, se renseigner près d'eux. Mais sa jeune imagination a fait un chant de *l'Iliade.* Au reste, maintenant que la *Correspondance officielle* est imprimée, nous voyons défiler les acteurs un à un.

Dès le 4 avril, ils distribuèrent en un jour cinq cent mille rations d'eau-de-vie. Et peu après, autre distribution d'eau-de-vie et de paires de souliers, chose fort agréable dans ce pays de cailloux.

Nos affamés de l'armée d'Italie et de la maigre armée d'Espagne virent leur nouveau général entouré de ceux qui semblaient figurer l'abondance. Derrière M. Collaud, grasse, aimable figure, marchaient de grands troupeaux. Collaud était l'entrepreneur des *Vivres-viandes.* Il resta attaché à la fortune de Bonaparte et fit les grandes distributions d'argent qui opérèrent le 18 brumaire. Je l'ai vu fort bel homme encore, sous la Restauration, où il s'était fait nommer directeur de la Monnaie.

La grande entreprise des *Vivres-pain* était dans les mains de Flachat, qui venait escorté d'une armée de chariots de farines. Il fut l'exemple de l'ingrate inconstance de Bonaparte qui, après avoir loué d'abord sa loyauté, l'injurie ensuite cruellement dans sa Correspondance, puis se repent, varie sans cesse jusqu'à ce qu'il ait expulsé cet homme utile qui d'abord l'avait tant servi.

Les autres fournitures furent faites par différents banquiers qui, peu à



Il se fit apporter devant l'armée de grandes balances, fit peser les bottes de foin qu'on donnait à la cavalerie. (P. 2034.)

peu, paraissent dans la Correspondance : le juif alsacien Cerfbeer, le Suisse Haller qui, comme Collaud, resta attaché à Bonaparte, et qui, en 99, fit pour son expédition d'Égypte le grand encan des richesses de Rome (voy. Gouvion Saint-Cyr), dont les bonapartistes accusèrent Masséna.

Le jeune général donnait beaucoup, promettait encore plus. Dans un ordre du jour, dicté, ce semble, par M. Collaud même, il dit : « Bientôt vous aurez de la viande fraîche tous les jours. Et en attendant, on alternera entre

la viande fraîche et la viande salée. » Quel cœur n'eût pas été sensible à une telle éloquence?

Cependant la première proclamation de six lignes allait bien au delà. Sans dire un mot de gloire ou de patrie, elle semblait permettre tout excès, déchaînait la fureur des passions brutales :

« Vous allez entrer dans un riche pays, *où vous aurez tout pouvoir.* »

En effet, dès Oneille, et, avant la campagne, on imposa des contributions qui, avec tant de fournitures, devaient mettre l'armée fort à l'aise et de bonne humeur.

Chose curieuse, elle était sombre, La figure étrangère et mesquine de ce général inconnu ne plut pas fort. Pour ceux qui revenaient d'Espagne, ce visage mauresque ne rappelait que l'ennemi. Nos Pyrénéens revenus sous Augereau obéissaient fort bien à Masséna, qui venait de gagner la belle victoire de Loano. Mais Bonaparte, favori de Barras, et connu seulement par le petit combat de Vendémiaire, imposait peu. Il y eut même un bataillon qui, sans se révolter, faisait le sourd aux ordres, ne voulait pas marcher. On ferma les yeux, et, sans oser le punir, on le dispersa.

Bonaparte savait d'instinct cette vérité : que la haine est un grand élément d'amour. Pour se concilier le soldat, il organisa un terrorisme habile sur des gens détestés du soldat, les employés des vivres, les *riz-pain-sel*, comme on les appelait. Il se fit apporter devant l'armée de grandes balances, fit peser les bottes de foin qu'on donnait à la cavalerie, vit qu'elles étaient légères, ne pesaient pas le poids. Il fit des enquêtes sévères, et parla de fusiller des employés. En tout cela il se montra plus adroit que Masséna, qui était négligent, ne s'occupait pas assez de ces choses.

On voit, dans ses Mémoires, que Bonaparte lui dit son plan, fort simple, et qui différait peu des essais qu'on avait faits en 93 et 94 avec la petite armée d'alors. C'était de passer les montagnes au plus bas, et d'entrer par les jours que laissaient entre eux l'Autrichien et le Piémontais, entre Beaulieu, Colli. En réalité, l'Autrichien Beaulieu était tiraillé par son lieutenant Argenteau, un favori dont il se plaint très fort, et d'autre part par les Anglais qui, fournissant l'argent, le menaient, comme ils firent pour ses successeurs Wurmser et Alvinzi. Ces Anglais ne disaient qu'un mot : « Sauvez Gènes! approchez-vous de la mer, où Nelson vous attend. » Ainsi on le menait à l'occident, à droite, et on l'éloignait de Colli et des Piémontais. Bonaparte voulait passer entre, et se jeter sur la route d'Alexandrie et de Milan. Manœuvre audacieuse, excellente après la victoire, mais imprudente avant. Masséna lui en fit remarquer les dangers, dit que d'abord il fallait être sûr du Piémont. Bonaparte comprit et suivit cela à la lettre, mais n'en répondit pas moins arrogamment des choses vagues que Masséna a conservées : « Tous moyens sont bons à la guerre. Surveillance et jactance! c'est le cas. » (Mém. de Masséna.)

Cette jactance réussit fort mal. Il avait mis imprudemment dans une

vieille redoute, sur l'Apennin, un simple bataillon de grenadiers sans vivres, ni presque de munitions. Les voilà assiégés par douze mille hommes. Ces grenadiers et leur colonel Rampon venaient d'Espagne, où ils avaient fait la guerre sous Dugommier. Ils sentirent l'importance de cette première action qui eût pu avoir des suites décisives.

Ils jurèrent dans la main de Rampon qu'ils mourraient plutôt là, et s'y défendirent tout le jour. La nuit, le chef des assaillants suspendit un moment le combat. Et Rampon trouva moyen d'avertir Masséna, qui monta avec deux pièces de canon. Derrière venait le général Laharpe, parti de Savone à deux heures avec Bonaparte. Masséna était déjà arrivé et suivait silencieux, sans tirer, la crête de l'Apennin. Tout à coup il détache, lance dans la vallée (Montenotte-inférieur) une colonne qui enlève tout : quatre mille morts, deux mille cinq cents prisonniers.

Si la nouvelle arrivait à Paris dans sa simplicité, il était à craindre qu'on ne vît l'imprudence d'avoir mis là Rampon, mille hommes contre douze mille et presque sans munitions, imprudence réparée par l'arrivée de Masséna, qui battit l'ennemi. Mais tout fut heureusement arrangé pour *le Moniteur* par Salicetti ; il mit en dernier lieu Masséna et embrouilla tout, confirmant par là le rapport de Bonaparte qui veut faire croire que Masséna arriva assez tard, n'étant parti qu'avec lui Bonaparte.

Après Montenotte éclatèrent les inconvénients du nouveau système qui lâchait le soldat.

A Dego, les nôtres, éparpillés dans un désordre affreux, laissèrent un moment l'avantage aux Autrichiens. Masséna les raffermit, finit cette panique. Bonaparte et Victor survinrent, arrêtèrent l'ennemi, sur lequel Masséna poussant à la baïonnette fit cinq mille prisonniers, pendant qu'Augereau emportait les hauteurs.

Bonaparte écrit à Paris que le général en chef Beaulieu y était en personne. Chose fausse. Ces petits combats de Montenotte, Millesimo, enfin Dego, emporté par Masséna, Laharpe, ont eu lieu pendant son absence. Ne voulant pas perdre ses grands magasins, Beaulieu en plusieurs jours se retira à Acqui, puis à Alexandrie, tandis que l'armée piémontaise, avec Colli, évacuait le camp de Ceva.

C'est ici que tous les historiens placent, et que Bonaparte lui-même a répété dans ses Mémoires militaires, la belle déclamation sur l'armée qui pour la première fois découvre au loin l'Italie, Champagny, bon élève du collège Louis-le-Grand, lui faisait ces discours de rhétorique. M. de Talleyrand l'a assuré à M. Villemain, qui me l'a redit.

Les nôtres, en effet, furent charmés et descendirent. Les Piémontais s'étaient retirés à Mondovi, qui capitula, fit aux Français l'accueil le plus fraternel, et dressa le premier arbre de liberté qu'ait vu l'Italie. On trouva là de très beaux magasins en viande, vin (huit mille bouteilles). Et on n'en leva pas moins une contribution énorme.

Bonaparte, effrayé des pillages du soldat, intima à son ordonnateur d'*utiliser les ressources du pays*. Le général Laharpe, très honnête, faisait sans doute des représentations, car je vois Bonaparte, au 16 avril, l'autoriser à lever une contribution *sous forme d'emprunt*. Mais ces formes hypocrites ne convenaient pas à la situation.

Elle mettait en concurrence le soldat et les fournisseurs. Comment ceux-ci pourraient-ils se rembourser de leurs avances, si le pillage du soldat prenait tout? Bonaparte s'émut, fit le sévère, dit qu'on fusillerait les pillards. Puis, cela n'effrayant personne, il accorda des primes à ceux qui se contenteraient d'un pillage régulier. On donnera un louis à celui qui prendra un cheval (Corresp., p. 174). Mais cela ne suffit pas. Je vois huit jours après : « Les chevaux de troupes à cheval appartiennent à qui les prendra. Les chevaux tenant aux pièces ou équipages sont à la brigade qui prendra cette artillerie; et elle en aura deux cents livres qui lui seront réparties (24 avril). » Le voilà donc commencé ce marchandage de l'armée qui alla toujours augmentant.

Dans une proclamation, il promet au soldat la conquête, aux Italiens la liberté, et dit à ceux-ci : « Nous venons pour rompre vos chaînes; venez avec confiance au-devant de nous. » Et en même temps il promet au soldat qu'une seule province donnera un million.

Il se trouvait près de Turin, et la monarchie de Savoie, encore intacte, assise sur tant de places fortes, inexpugnables, qui avaient si souvent arrêté nos aïeux, cette monarchie prenait peur. De quoi? Surtout des siens, de la propagande française, du souffle de liberté qui en dessous agitait l'Italie.

L'arbre planté à Mondovi par des mains italiennes révélait clairement la pensée qui couvait dans toutes les villes. Le roi de Piémont sous ses pieds sentait cette agitation, cette sourde tempête, et il en était effrayé. L'armée qui arrivait n'avait point d'artillerie de siège. Mais si Turin se livrait elle-même? Le seul espoir du roi contre l'armée française était le général, le petit Corse, qui se disait issu d'une famille de Florence. Dans ses proclamations pas un mot révolutionnaire. Qu'avait-il répondu au salut solennel de l'Italie, quand elle planta à Mondovi son premier arbre de liberté? Que cette ville et sa banlieue payeraient un million de contributions. Le roi jugea fort bien qu'un tel apôtre de la république, qui punissait ainsi les patriotes italiens, ne serait nullement insensible à ses avances. Il lui envoya d'abord son ministre, homme très délié, puis, comble d'honneur! son propre fils, l'héritier de sa couronne, et qui devait bientôt lui succéder.

Ceux qui, dans Bonaparte, ne veulent voir que le politique, l'homme de fer et d'airain, l'admirent ici comme homme pratique. Mais ceux qui, comme nous, le jugent sur tout l'ensemble de sa vie, sur l'inquiétude qu'il montra plus tard de l'opinion du faubourg Saint-Germain, jugent qu'il fut très flatté de la soumission de cette cour, le centre de l'émigration, de cet accueil flatteur qui le lavait de Vendémiaire, et le réconciliait « avec les honnêtes gens » Il

fit ce qu'on voulut, flatta qui le flattait, signa un armistice, reçut trois grandes places avec leurs magasins, leur artillerie, de plus le chemin libre par le Piémont entre la France et l'Italie. Il fit entendre qu'il n'était ennemi que des Autrichiens, et sans doute insinua qu'en conquérant la Lombardie, la France ferait part au Piémont.

Quoi ! pas un mot pour l'Italie? rien pour ces populations qui se montraient amies enthousiastes de la France? Une seule parole qui eût imposé au roi des garanties pour ses sujets, aurait eu un effet incalculable, et bien au delà du Piémont. Toute l'Italie alors frémissait d'espérance. Toutes les villes, de la Sicile aux Alpes, écoutaient et croyaient l'entendre venir. Si ce grand peuple avait parlé, il aurait dit justement le contraire de la proclamation tant admirée où, des sommets des Alpes, il avait montré à l'armée toute l'Italie comme une proie. Milan, Bologne, toutes les villes, d'un même cœur lui auraient dit : « Venez! depuis 89, nous appelions la France! Nous n'attendions que vous pour lui ouvrir nos portes, nous précipiter dans ses bras ! »

Chose curieuse ! ce fut l'armée qui, malgré ses désordres, avait gardé le sens de la Révolution, et qui avait au cœur en lettres de feu son beau titre : « Libérateur du monde ! » Ce fut l'armée qui réclama, qui ne voulut point de repos, point de traité. M. Thiers, si fanatique de Bonaparte, ne peut cacher cela. Il dit qu'en Augereau, le soldat jacobin, l'enfant du faubourg Saint-Marceau, le vaillant de Millesimo, fut l'âme, la voix de l'armée. Ce loustic soldat qui, sous formes vulgaires, pouvait tout, osa lui remontrer probablement ce que disait le bon sens même : « Ah! je comprends, vous voulez repousser l'Italie ! fermer les portes de Milan qui s'ouvraient d'elles-mêmes, et celles de tant d'autres villes qui nous appelaient. Écoutez-moi, j'ai servi en Italie avant 89, et je la connais bien. Si par votre traité vous l'éteignez, vous manquez le moment. »

Pendant ce temps, Bonaparte écrivait intrépidement au Directoire : « J'ai consulté tout le monde, et tous étaient de mon avis. Si je n'avais rempli vos désirs, ce serait le plus grand malheur qui pût m'arriver... Si j'ai pris quelque chose sur moi, c'est avec la plus grande répugnance et persuadé que vous le vouliez. » (27 avril-6 mai.)

Mensonge hardi. Pour le faire croire, il envoya les drapeaux par Murat, un vrai acteur de Franconi, duelliste connu de la garde de Louis XVI, un vaurien adoré des femmes, qui imitait très bien la franchise militaire, avait l'air *bon enfant*, tel qu'il fallait enfin pour tromper le public. On en pleura de joie. Carnot fit instituer la fête de la Victoire.

CHAPITRE VIII

LODI (12 MAI 95)

Bonaparte avait écrit au Directoire : « Je serre de près Beaulieu. Je ne le lâche pas. »

Chose fausse. Il le lâcha quinze jours (27 avril-12 mai) malgré l'armée impatiente. Ce retard eut des conséquences incalculables.

L'armée croyait passer le Pô à Valence. Bonaparte, tout exprès, avait compris Valence dans les places qu'il demandait. Beaulieu croyait à ce passage. Il avait fait des travaux, des redoutes, sur la rive gauche et en préparait la défense. Il fut bien étonné quand Bonaparte, ce foudre de rapidité, prit la rive droite et la descendit à loisir, lui donnant tout le temps de remplir les ordres de Vienne, d'armer le château de Milan et de ravitailler Mantoue, c'est-à-dire de nous préparer un an de guerre terrible.

Valence était un but marqué d'avance, et comme un rendez-vous d'honneur. Les historiens sont admirables ici. Ils supposent que ce grand détour et ce retard absurde et désastreux furent une ruse de Bonaparte. Belle ruse ! laisser à Beaulieu le temps qui lui était nécessaire pour remplir ses instructions!

« Mais Bonaparte dit n'avoir que trente et un mille hommes. » En effet, il voulait faire croire qu'il n'avait que la petite armée de Schérer et de Masséna. Il ne compte jamais tout ce qu'y ajoutait l'armée des Pyrénées, un personnel d'officiers admirables. Dans la grande réforme que notre épuisement financier nous forçait de faire, on conserva soigneusement ces officiers. Voilà pourquoi, dans l'unique moment où l'on me permit d'ouvrir le manuscrit des *Mémoires* de Barras j'ai lu ceci : « Nous laissâmes Bonaparte maître de prendre des officiers dans toutes les armées de la République. » Je m'explique. Il eut d'abord, avec ceux d'Italie, ceux de l'armée des Pyrénées. Plus tard, ceux de l'armée des Alpes. Enfin, Moreau, avec une abnégation admirable, lui choisit dix-huit mille hommes d'élite dans la grande armée du Rhin. De plus, il eut des Pyrénées Augereau, Lannes, Rampon, Victor, etc. ; des Alpes, la perle de l'armée, Joubert et le solide bataillon helvétique. Enfin Bernadotte lui amena du Rhin les glorieux amis de Desaix et de Marceau, le colonel mulâtre Alexandre Dumas, qui renouvela le trait d'Horatius Coclès,

et l'audacieux Delmas, qui, de sa main, prit souvent des drapeaux dans les rangs ennemis.

Augereau certainement exprima la pensée de nos Pyrénéens, et celle de Massena, de l'armée d'Italie, quand il dit qu'il ne fallait pas s'arrêter à Chérasco, mais fondre sur Beaulieu. « Il s'était retranché. » Qu'importe? Avec une telle élite on eût toujours passé. Je suis persuadé que ce rude soldat lui dit en souriant, comme la veille de Castiglione : « Je suis soigneux de votre gloire. Marchons tout droit à l'ennemi ! »

L'armée ne demandait aucun repos. Elle s'était refaite en Piémont. Bonaparte écrivait : « Ce que nous avons pris à l'ennemi est incalculable. » Et on levait partout de fortes contributions. Au 3 mai encore, Bonaparte paraît avoir en vue le passage de Valence et l'assaut des retranchements de Beaulieu. Il dit à Masséna, Laharpe, Sérurier de faire un bataillon de trois mille six cents hommes d'élite, tiré des grenadiers et des carabiniers.

Les jours suivants, tout change ; il monte à cheval, descend par la rive droite du Pô jusqu'à Plaisance, pour imposer aux ducs de Parme et de Modène un lourd traité d'argent. Ces petits princes avaient paisiblement amassé des trésors. Il leur extorque *vingt millions!* En même temps, il dit qu'on peut en exiger quinze de Gênes. Il écrit à Carnot : « Je vais vous envoyer dix millions. Cela ne vous fera pas de mal pour l'armée du Rhin. »

Ceci pour Carnot, l'honnête homme. Mais pour le grand public, pour les femmes et les mondains, les amateurs qui entouraient Barras, il promet des tableaux du Corrège, et plus tard des bijoux, etc. Dès le lendemain de Chérasco, 27 avril, il avait écrit à Faypoult, notre envoyé à Gênes : « Ecrivez-moi ce que peuvent fournir de précieux Parme, Plaisance, Modène, Milan et Bologne. Donnez-moi la note des tableaux, statues, enfin des curiosités, galeries, cabinets, etc. »

Il était averti probablement par Joséphine qui, par la Tallien, pouvait savoir les secrets de Barras que Barras, la Réveillère et autres directeurs, moins aveugles que Carnot sur Bonaparte, n'avaient pas digéré son traité de Chérasco ni tous ses plans contraires à leurs instructions. Il ne s'arrêtaient pas a ses vanteries d'aller à Vienne. Ne pouvant destituer un général victorieux, ils l'envoyaient à Naples, à Rome, faire contre le pape la croisade républicaine. Pendant ce temps, Kellermann passait de l'armée des Alpes à celle d'Italie, prenait Milan, faisait la grande guerre de Lombardie.

Ce plan, sans doute, était poussé par les capitalistes qui avaient lancé Bonaparte, et qui maintenant le voyaient mettre la main sur tout et ne vouloir plus que ses employés militaires. On odorait déjà la royauté financière qu'il s'adjugeait sur l'Italie.

Bonaparte avait hâte de déjouer ce plan, en gorgeant de dépouilles un gouvernement famélique. De plus, de conquérir l'opinion de Paris, de se rendre pour ainsi dire présent par ces trophées, ces miracles des arts. On voit en tout ceci qu'il s'inquiétait peu d'aigrir, irriter l'Italie, qu'il faisait

justement le contraire de la propagande républicaine qu'on lui avait recommandée.

Il arriva vers le 4 à Plaisance, y resta jusqu'au 11 mai, ce qui fit en tout quinze jours de retard avec le temps passé à Chérasco. Voyez au *Moniteur* le rapport de Salicetti. Plaisance, dit-il, assez naïvement, lui parut la plus agréable ville de l'Italie. C'est la première, en effet, où il jouit de cette dictature financière qui est le pouvoir même. Car, avec l'argent, on a tout.

Beaulieu employa bien ces quinze jours qu'on lui laissait. Ce général octogénaire presque, montra une grande activité, ravitailla Mantoue, et par là nous créa pour un an de guerre. Pendant ce temps, Bonaparte. le héros, remuait des caisses et des sacs.

L'armée autrichienne était loin. Contre ses détachements qu'on rencontra, il suffit de deux petits combats. Lannes, sans grand obstacle, s'élança et passa le Pô.

J'admire ici la précision des informations que Bonaparte recevait de Paris. Il sut que la quasi-destitution qui l'envoyait à Rome devait partir le 10 mai. Il la reçut le 14. Mais le 12 il l'avait prévenue et rendue impuissante en remportant l'éclatant succès de Lodi, qui porta l'enthousiasme au comble, paralysa le Directoire, éteignit dans sa main la foudre qu'il lançait.

Le tout à bon marché. Car il organisa la belle scène du pont de Lodi, mais lui-même n'y passa pas.

Pour répondre à ce qu'il craignait, il fallait cette affaire d'éclat.

Une chose remarquable dans une telle carrière militaire, c'est que Bonaparte ne fut jamais blessé, excepté une fois au pied, à Ratisbonne. Les gens de Sainte-Hélène prétendent l'avoir vu après sa mort tout couvert de blessures. Et pendant sa vie, on disait : « Quand il est blessé, il le cache, croyant que ces choses d'humanité commune lui feraient tort, et l'empêcheraient de *passer* dieu. »

Dans la réalité, cette unique blessure à la jambe n'a d'autre garantie qu'une gravure où on le voit qui, pour monter à cheval, s'échappe des mains des chirurgiens.

A Paris, on croyait qu'un général si audacieux qu'on supposait toujours en tête de l'armée, serait un jour ou l'autre blessé ou tué. Et on le craignait fort. Mon père m'a dit que les journaux, pour réveiller souvent l'intérêt du public, n'avaient qu'un sûr moyen : de faire faire une chute au héros, de lui casser un bras, une jambe. Ceux qui, depuis qu'il avait fermé les Jacobins, espéraient en lui le futur sauveur de la société, les femmes sensibles surtout, disaient : « Hélas! il s'expose trop... Il nous sera enlevé quelque jour! »

Mais l'armée ne s'y trompait pas. Tout en le croyant brave, comme il était, elle s'étonnait de voir que, dans sa courte campagne du Piémont, il avait peu cherché les occasions. Personne ne lui eût demandé les qualités des officiers inférieurs, ni la furie guerrière de Lannes, ni l'impatience



Joséphine, aimée des artistes, bonne pour eux dans ce temps de pauvreté... (P. 2045.)

héroïque du jeune Joubert, mais on eût aimé à lui voir l'attitude des deux grandes figures de l'armée, de Masséna, qui s'illuminait sous le feu, ou d'Augereau, souriant aux boulets. « Vous êtes trop nerveux », lui disait Augereau avant Castiglione. Tous révéraient en lui la grandeur des vues, et lui supposaient un génie profond de calcul, mais s'étonnaient qu'il dédaignât un peu les détails de l'exécution.

Le retard, le répit si long qu'il donna à Beaulieu, en restant à Plaisance, pouvait exciter la malice des impatients de l'armée. Il était temps d'être un héros.

Il fit partir en pleine nuit la fameuse colonne d'élite sous Masséna, qui fit dix lieues d'une traite (rapport de Bonaparte), et arriva le 12 mai à la ville de Lodi, qu'elle emporta sans peine. Beaulieu avait ce qu'il voulait, ayant eu le temps de garnir Milan, surtout Mantoue. Il était avec son armée un peu en arrière des rives de l'Adda et du pont de Lodi. Au pont, il avait laissé vingt pièces de canon et son avant-garde. Bonaparte dit à tort que Beaulieu, en personne, était là avec *son armée*, que *son ordre de bataille* fut rompu, etc Déjà Salicetti, son homme et son flatteur, ne peut aller si loin dans le mensonge, il dit seulement *dix mille* hommes. En réalité, Beaulieu était embarrassé. Comme l'Adda a une foule de gués assez faciles, quoi qu'en dise Bonaparte, qui prétend que sa cavalerie passa difficilement un peu plus haut, Beaulieu ne pouvait supposer qu'on choisirait juste le point le plus dangereux, en face de sa batterie. Au reste, beaucoup de soldats traversèrent l'Adda, en se moquant du pont, dont le passage n'avait de but que la réclame et son bon effet dans Paris.

Ce pont était fort long, par conséquent plus difficile à passer que ne fut plus tard le petit pont d'Arcole. Mais il faut considérer que l'artillerie d'alors était fort lente, surtout dans les mains autrichiennes. Bonaparte d'abord avait, en face, posé aussi sa batterie.

Masséna, qui marchait en tête de la colonne d'attaque, prit avec lui Cervoni, voulant sans doute que ce premier fait de la conquête d'Italie fût conduit par deux Italiens. Ils avaient avec eux le Français Dallemagne, et l'impétueux Lannes, qui s'invita et vint comme volontaire à cette fête. Derrière, avant tout autre corps, venaient les Savoyards, qui ont mauvaise tête, et qui voulurent passer d'abord avec les deux généraux italiens.

Après eux, Rusca, Augereau et nos Pyrénéens, avertis un peu tard.

J'ai sous les yeux un rapport d'un Suisse, nommé Bovel, qui était avec les Savoyards dans le bataillon dit helvétique. Blessé et précipité presque, il s'accrocha au pont, vit tout.

Il y eut, dit-il, d'abord quelque indécision. Masséna força le passage. Mais si l'on en croyait Salicetti et Bonaparte, *ce fut Berthier*... qui se jeta là la tête, emporta tout, soutenu par Masséna. Version maladroite, qu'on croirait épigrammatique. Quoi! ce fut Berthier, le chef d'état-major, l'homme des cartes et plans, ce géographe militaire, qui sortant de son rôle, se mêla

dans cette bagarre, entraîna Masséna! Bonaparte n'y étant pas, crut peut-être utile d'y envoyer Berthier, son homme, qui ne le quittait guère. Le soldat, en voyant Berthier, croyait voir Bonaparte même.

Celui-ci n'avait paru, dit mon témoin, qu'avant l'affaire pour établir sur le pont la batterie qui empêchait les Autrichiens de le couper, et cela, dit Salicetti, « sous une grêle de mitraille ». Heureusement le lit du fleuve, comme tous ces grands torrents des Alpes, est une plaine de cailloux, fort large à cet endroit. M. Thiers montre Bonaparte parcourant les bords de l'Adda, et *rentrant* dans la ville, après avoir arrêté son plan! » Quoi! il est venu là sans avoir un plan arrêté! « Il communique aux siens un courage extraordinaire. » C'est la scène de Louis XIV au passage du Rhin, où le *roi se plaint de sa grandeur qui l'attache au rivage.*

Il y eut dans cette petite affaire douze cents hommes de tués, dit Salicetti même. On se garda bien de poursuivre. Les soldats étaient *fatigués*, dit Bonaparte. Ajoutez que Beaulieu était à deux pas avec ses quarante ou cinquante mille hommes, non entamés. Bonaparte est superbe ici d'effronterie. Il ose dire que « *l'armée ennemie* qui n'y était pas, fut éparpillée. » Ce qui est sûr, c'est qu'elle se retira lentement, ayant parfaitement rempli l'ordre de Vienne : « Garnir Milan, ravitailler Mantoue. »

L'effet de l'affaire fut immense. Comme à ce moment on apprenait que nos armées du Rhin entraient en campagne, Beaulieu se réserva, et remonta vers le Tyrol. Bonaparte écrivit à Carnot : « Cette bataille nous *donne toute la Lombardie.* J'assiégerai Milan et Mantoue. Et si les armées du Rhin avancent, je remonte l'Adige, j'envahis le Tyrol, et leur donne la main. »

Le 14 mai, arriva la dépêche des Directeurs pour diviser l'armée d'Italie, appeler Kellermann. Mais tout était changé. Bonaparte, affermi et fier sur son pont de Lodi, ne les écoute pas, et leur lave plutôt la tête. Il parle royalement : « Il ne faut qu'un seul homme, et *que rien ne le gêne.* »

Dans ce moment de force où l'on n'osera lui rien disputer, il jette par-dessus la muraille son surveillant, pourtant si complaisant, Salicetti. Il n'en a plus besoin auprès des Jacobins, après ce succès. Pour le récompenser de ce dernier bulletin, si partial, il dit brutalement : « S'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du gouvernement, n'attendez plus rien de bon. » (14 mai, Corr., I, 334.)

Le Directoire ne souffla mot.

Dès ce moment, Bonaparte s'adresse au public, et se fait une publicité merveilleuse. Pour que ce grand coup de trompette remuât toute la France, il *envoya à chaque département* les noms de ses grenadiers qui avaient passé le pont de Lodi, de sorte que chaque localité eût intérêt à célébrer la chose.

Elle fut extraordinairement retentissante. Toutes les guerres de l'Empire ne l'ont point éclipsée. Dans mon enfance, et jusqu'en 1814, j'ai vu le long des boulevards et des quais, toujours, toujours le pont de Lodi. Et sur le

pont, un drapeau à la main, *Bonaparte*, qui n'y était pas. Il n'avait pas eu jusque-là occasion de payer beaucoup de sa personne, et ne fut pas fâché de l'erreur populaire qui le mêlait à ce combat célèbre. Quel fut l'auteur de cette erreur? Il faut le dire : *lui-même*. Un jeune graveur de Gênes lui avait offert des estampes qui représentaient nos faits d'armes. Bonaparte lui envoie vingt-cinq louis, et la recommandation : « Qu'il grave le pont de Lodi. » Le jeune homme reconnaissant ne pouvait manquer d'y représenter Bonaparte, dont l'image reste désormais sur ce pont pour l'immortalité.

C'est à partir de cet exploit et de cette tradition fausse, que tous les arts ont menti pour la gloire de Bonaparte. Joséphine, aimée des artistes, bonne pour eux dans ce temps de pauvreté, obtenait ou par des dons, ou par de tendres flatteries qu'ils étendissent le nom, la popularité de son héros. A la Bibliothèque, les cartons Hénin en sont pleins. J'y vois, entre autres, une belle gravure qui le représente en Italie, près du tombeau, du laurier de Virgile. On commence dès lors à adopter pour lui le faux type qui a prévalu, dans lequel on dissimulait qu'il n'avait ni cil, ni sourcil. On déguisait sa figure toute mauresque, et on lui donnait une grandiose figure italienne qui peu à peu devint César.

En l'idéalisant, ces gravures sont quelquefois combinées pour faire tort à ses rivaux, et surtout pour enterrer Hoche. Le Cabinet des Estampes en possède une bien cruelle. Les cinq grands généraux du temps y sont, tenant à la main les cartes des pays qu'ils ont conquis. On voit Pichegru, long et plat, avec la Hollande; Moreau, médiocre et vulgaire, avec les rives du Rhin. Mais le vrai but de l'estampe, c'est d'opposer Hoche et Bonaparte. Bonaparte, grand, fier, héroïque, par un geste dominateur, montre la carte de la belle Italie. Hoche, petit, fort trapu, ce qu'il n'était pas, mais triste, j'allais dire, humble et repentant, montre honteusement la Vendée, le terrain de la guerre civile, la plage inexpiable de Quiberon, et visiblement demande pardon à l'avenir.

CHAPITRE IX

BONAPARTE NE COMPRIT RIEN A L'ITALIE

Les historiens, copistes trop fidèles du lyrisme insensé des journaux de l'époque, parlent toujours de la *foudroyante* campagne d'Italie. Et ils ne s'aperçoivent pas qu'elle eut de longs intervalles de repos, trois mois d'abord

de Lodi à la levée du siège de Mantoue (10 mai-31 juillet), puis deux ou trois mois, entre les défaites de Wurmser et celles d'Alvinzi (septembre-décembre).

Interruptions très favorables à Bonaparte ; elles lui permettaient de s'organiser librement, et de voir quel parti il pouvait tirer de l'Italie, et pour la guerre, et pour l'Italie elle-même.

Un peuple de tant de millions d'âmes était pourtant une ressource et une arme pour la guerre prochaine qu'on ne pouvait pas négliger. Quand on voit que l'Autriche, pendant ce temps, fit un appel désespéré aux diverses populations de son empire, aux Allemands, Croates, Tyroliens, Hongrois, et, leur remettant son salut, amena une à une ces grandes tribus sur le champ de bataille, on se demande pourquoi Bonaparte ne fit pas un appel sérieux à l'Italie, qui, au moins dans toutes les villes, était pour nous.

Après Lodi, sauf un petit combat, il ne fit plus rien contre Beaulieu. Celui-ci, ayant accompli ses instructions : ravitailler Mantoue, s'en alla tranquillement. Bonaparte ne le poursuivit pas, comme il l'avait promis au Directoire : il se rendit droit à Milan, et trôna dans cette grande ville dont le château tenait encore. Là (17 mai) il pose cette question au Directoire : « Si le peuple de Milan demande à s'organiser en république, faut-il le lui accorder? » Par le peuple il entend les riches, les seigneurs libéraux et un club de huit cents des principaux négociants. Voilà les républiques, tout aristocratiques, qu'il va permettre à l'Italie. En se bornant ainsi à une élite des classes les plus riches, quelle faible et pauvre base on donnait à la renaissance italienne ! On ne peuvait sans doute se fier aux campagnes, mais dans les villes d'Italie, il y avait déjà une classe moyenne, de bourgeois, de commerçants, d'étudiants fort patriotes, auxquels on devait s'adresser. Pourquoi ne le faisait-il pas, profitait-il si peu de leur enthousiasme? C'est qu'en parlant de liberté, il n'était ni sérieux ni sincère. Rendrait-on à l'Autriche la Lombardie pour le Rhin? la Belgique? ou céderait-on la Lombardie au Piémont? ou ferait-on des échanges des pauvres républiques Cispadane, Transpadane, avec telle partie des possessions Vénitiennes ? Toutes ces questions flottaient dans son esprit. Il ne donnait rien à l'Italie; pas une parole franche, ni même affirmative. « Mais, dira-t-on, il n'était pas maître, et ne voulait pas dire tel mot que le Directoire lui eût fait révoquer? » Voilà ce qu'on a dit. Et on a fort loué cette sagesse, cette prudence diplomatique. Cependant, à voir l'ascendant qu'il avait pris sur le Directoire, on sent bien qu'il eût emporté ses résolutions, s'il eût, suivant l'avis d'Augereau et de bien d'autres, pris au sérieux la révolution italienne, et vraiment entrepris de relever ce peuple. Il en était bien loin, et ne voulait certainement traiter qu'avec les rois, les gouvernements établis. Il semblait poursuivi par l'image des foules qui, allant aux Tuileries en juin 92, ne lui inspirèrent que de l'horreur. Les deux ans où il avait joué ses pantalonnades jacobines étaient sortis de son esprit. Et il était redevenu le gentilhomme de Brienne, le pensionnaire de Louis XVI.

Il méprisait le peuple en général, et surtout le peuple italien. Il n'a jamais perdu une occasion pour dire de sanglantes injures à l'Italie, qu'il connaissait fort mal. Il ne savait pas que ces anciens conquérants du monde ont encore, ont toujours dans les Piémontais, Milanais, Romagnols, chez ceux de Brescia et autres, de très vaillants soldats. « Sans doute. Mais alors bien peu aguerris. » On ne sait pas combien ces populations électriques sont susceptibles d'héroïsme, de mouvements subits qui les mettent au-dessus d'elles-mêmes.

Il eût fallu surtout ne pas se défier de leur enthousiasme, ne pas les traiter comme des amis qui peut-être demain seront des ennemis. Il leur donna justement pour instructeurs des hommes de race antipathique et propres à les décourager. Pourquoi pas Murat, ou tel de nos brillants officiers du Midi? pourquoi pas nos Pyrénéens, qui, ayant fait la guerre d'Espagne, se seraient tout autrement entendus avec les Italiens, les eussent compris mieux que les instructeurs venus du Nord?

Ajoutez que souvent, même aux derniers moments où il en sentait enfin le besoin, et eût voulu sérieusement les armer, il leur envoyait des agents suspects, comme tel dans les provinces Vénitiennes qui y joua double rôle, et que plus tard il désavoua.

Voilà comme en tout genre il découragea l'Italie, au moment où elle venait à nous, pleine d'amour et d'enthousiasme. Il dit lui-même qu'à Bologne et dans les légions pontificales, nous étions incroyablement aimés, qu'on payait avec empressement les contributions énormes qu'il y avait mises. On peut juger de quel étonnement était frappé, glacé, ce peuple sympathique, quand on lui enlevait sans pitié ses tableaux, ses statues, ses chefs-d'œuvre au milieu desquels chacun avait vécu, grandi, et qu'il contemplait avec amour depuis des siècles! Ces odieux enlèvements, et ce déménagement barbare, avaient encore ce sens qu'en Italie rien n'était sûr, que ces villes qui nous recevaient si bien seraient demain rendues à leurs tyrans, que la liberté, la république, y étaient choses provisoires.

Son gouvernement militaire, d'où il parvint à chasser tous les agents civils, eut son fruit naturel, la révolte. Les paysans ruinés, maltraités, de Pavie, se soulèvent autour, et font prisonniers nos soldats.

Cette ville d'université, de savants, à qui Bonaparte venait de donner les plus flatteuses assurances, fut au moment d'être brûlée. Pourtant les paysans, fort doux, n'avaient fait subir à leurs détenus aucun mauvais traitement. Bonaparte retrouva tous ses soldats. Il n'en fit pas moins fusiller les chefs des paysans et brûler le village de Binasco. « Spectacle horrible! » dit-il, lui-même, dans une lettre qu'il adresse à Paris, le 1er juin. Et, pour montrer sa bonté, il écrit, en même temps l'histoire lamentable d'une jeune religieuse que l'on tenait, dit-il, aux fers, et que les Français ont délivrée (8 juin). Ayant ainsi prouvé la sensibilité de son cœur, il gronde un de ses lieutenants qui n'a pas encore fait fusiller la municipalité de Pavie (10 juin). Et il ajoute cette

parole sinistre : « Que, dans cinq jours, il n'y ait dans le Milanais aucun prisonnier pour conspiration. »

Cette extrême rudesse, peut-être nécessaire contre les brigands de Novi, et des routes de Gênes, fut étendue à certaines populations des Romagnes, en exceptant pourtant Faenza, qu'il dit ménager comme ville papale. Ces gens qui croyaient, d'après tant d'exemples, être fusillés, l'adorèrent, et, renvoyés par lui, allèrent vanter partout son respect pour la sainte Église. Le légat qui avait provoqué l'insurrection, en fut quitte pour dire humblement : *Peccavi*. Son respect affecté pour les prêtres tyrans de l'Italie fut peut-être ce qui indigna le plus les villes, et ce qui, sous cette brillante enveloppe de succès militaires, sous cette peau de lion, fit mieux entrevoir le renard. Il dit par exemple qu'en causant avec tels cardinaux, il s'est cru remonter « aux siècles de la primitive Église. » Et en même temps, pour plaire aux philosophes du Directoire et autres, il parle avec mépris « de cette prêtraille ».

Avec les prêtres, la classe qu'il courtisait aussi, c'étaient les savants, les académiciens, classe respectée en Italie. Pendant qu'il faisait fusiller les magistrats innocents de Pavie, il honorait ses professeurs, entre autres l'illustre astronome Oriani. Il se piquait fort de mathématiques quoiqu'il en sût très peu, d'après Libri. Ainsi il s'amusa à étonner Lagrange, le Piémontais célèbre, en lui parlant d'un théorème tout nouveau, et qu'il avait exprès étudié le matin même.

S'il avait eu en général plus de culture, il aurait davantage respecté l'Italie.

Il aurait su combien, au dix-huitième siècle même, elle avait été inventive, non seulement dans les sciences naturelles (Volta, Morgagni), non seulement par des arts charmants (Canova, Cimarosa, et bientôt Rossini), mais dans la morale et l'histoire, par des choses d'originalité profonde, inconnues au moyen âge et à l'antiquité.

Vico, pénétrant le génie italique et étrusque, venait de fonder la philosophie de l'histoire, l'*Umanità*, la science de ses résurrections. De là, dans les arts même, de tragiques éclairs, qui percent à une profondeur que n'eut jamais la Renaissance. Les génies du seizième siècle n'ont rien fait de plus mâle ni de si émouvant que les eaux-fortes de Piranesi, ses tombeaux et ses monuments, ses funèbres *Prisons*, où l'on sent tout ce qu'il y avait de douleur étouffée dans l'âme italienne remontée du sépulcre par un sublime jet.

CHAPITRE X

BONAPARTE ROI D'ITALIE

« C'est depuis Lodi, dit-il lui-même, que j'entrai en malice contre le Directoire. »



.. Et culbuta par-dessus le parapet deux canons sur l'ennemi. (P. 2035.)

La Correspondance officielle, mutilée ici, comme partout, montre pourtant très bien, dans le peu de faits qu'elle donne, ce que fit Bonaparte dans ses mois de repos.

A Paris et ailleurs, on disait en riant : « Qui sait? Il se fera duc de Milan. » Cela arriva, et bien plus, il fut roi d'Italie, dominant l'Italie centrale, de l'une à l'autre mer, à Bologne, Ancône et Livourne, épargnant

soigneusement Rome, malgré le Directoire. Quant à Naples, il disait lui-même que, pour y aller, six mille grenadiers suffisaient.

Dans ces trois mois, *mai-juin-juillet*, avant Castiglione, et les trois mois qui suivent, il dévoile hardiment toute sa politique. Il chasse tous les agents civils et reste seul avec l'armée. Il chasse :

1° Les fournisseurs qui l'avaient amené en Italie, et qui pouvaient tenir les comptes, une balance, dans la recette et la dépense;

2° Il chasse outrageusement les surveillants directs, les commissaires du Directoire, les appelant d'abord jacobins, puis voleurs, leur faisant entre autres reproches, celui d'indemniser les Italiens pour les vivres qu'ils fournissaient;

3° Malgré le Directoire, il évite d'aller à Rome, en exige seulement de l'argent, mais respecte et fait respecter les terres, les biens immeubles de l'Église, s'assurant ainsi du clergé pour ses grands projets d'avenir;

4° En cela, il était l'adversaire déclaré des vrais patriotes italiens, qui ne croyaient fonder leur révolution que sur la vente des biens d'Église. Aussi, ce zélé défenseur du clergé contre l'Italie n'arma-t-il jamais celle-ci sérieusement, ne confiant les armes qu'à des gardes nationaux triés et de simple police, jamais aux étudiants, aux ardents patriotes, qu'il flétrissait du nom de jacobins.

Par une confusion étrange, les jacobins, en France, quoique devenus acquéreurs de propriétés nationales, passaient pour ennemis de la propriété. Les relations de quelques-uns d'entre eux avec Babeuf faisaient sottement croire que tous voulaient le partage des terres. De là un étrange vertige, dont Carnot n'était pas exempt. De là une grande facilité pour Bonaparte d'amuser les simples. Pour les aveugler, les effarer contre quelqu'un, il lui suffisait de faire comme on fait aux taureaux, de leur secouer aux yeux cette loque rouge. C'est par là qu'il neutralisait et ses propres surveillants français et les patriotes italiens.

Le plus facile pour lui fut de chasser les fournisseurs qui avaient intérêt à regarder de trop près. Le 8 juin, en envoyant dix millions à Paris et promettant dix autres millions, il dit au ministre : « Je pense que vous avez cessé de donner aux fournisseurs. Ils ne fournissent rien. Nous sommes obligés de leur fournir tout. » Dès ce moment, il les poursuit d'injures, surtout Flachat, qui tenait bon, se mêlait encore des affaires, voulait apparemment se rembourser de ses avances.

Dès son arrivée, il frappa sur Milan et le Milanais une contribution énorme d'objets divers : « On fournira dans huit jours 100.000 chemises, 20.000 chapeaux, du drap pour 15.000 habits, 50.000 vestes et culottes, enfin 2.000 chevaux de trait (21 mai). L'ordonnateur en chef se concertant avec les agents MILITAIRES, ceux-ci prescriront soit *à leurs subordonnés*, soit aux communes, les moyens d'exécution. »

Tout se passait entre ces communes tremblantes et ignorantes qui ne

savaient écrire, et leurs tyrans, les agents militaires, sous un voile très épais que les commissaires du Directoire pouvaient vouloir percer pour en tirer contre lui quelque accusation jacobine. Il chercha dès lors occasion de noircir et de renvoyer ces commissaires, même son trop facile ami et complaisant Salicetti.

Les grands pillages de Toscane en furent l'occasion. Notre allié, le grand-duc, espérait être ménagé. On lui chercha querelle pour les vaisseaux anglais qu'un prince si faible ne pouvait repousser de ses ports. Bonaparte lui écrit, et il écrit au Directoire qu'il va par la Toscane à Rome. Il convient même avec le grand-duc qu'il mènera ses troupes non par Florence, mais par Sienne. A moitié chemin, tout à coup, Murat, qui les conduit, tourne à l'ouest et les mène à Livourne.

Pendant ce temps, Bonaparte, allant seul à Florence, acceptait le dîner et les politesses du grand-duc, aimable, complimenteur, et « charmé, disait-il, de voir un héros! » Dans ce voyage, en même temps, pour faire sa cour aux prêtres, il alla revoir le bonhomme de chanoine dont il disait être parent, et comme lui, descendu d'un saint du moyen âge. Cela pouvait avoir un bon effet en Italie, en France, dans tout le parti rétrograde.

Contre le vœu du Directoire, au lieu de se rendre à Rome, il s'était contenté de 20 millions que lui donnait le pape (23 juin). C'était peu, en comparaison des trésors qu'on espérait tirer de Livourne, ce grand port plein de marchandises anglaises. Mais au moment où Bonaparte, ayant rejoint Murat, y entrait avec lui, il voit un grand spectacle en mer; c'était une frégate anglaise, qui emmenait du port deux bâtiments français et quarante et un navires anglais.

Le chasseur, resté au rivage et voyant échapper la proie, pouvait encore se consoler. Livourne était plein de richesses appartenant à toute nation. Et, ce qui valait mieux, le désordre de ce grand pillage allait lui fournir quelque prétexte d'accusation pour perdre et écarter définitivement ses surveillants, Gareau, Salicetti. Dès le 21 mai, il avait préparé leur perte, en faisant passer par leurs mains une matière fort délicate, des contributions en bijoux, trésor incomparable du vieil art italien, matière scabreuse, difficile à apprécier.

Un mois juste après (21 juin), sentant que Paris écoute, dresse les oreilles, il se plaint du désordre, mais d'une manière générale (Corresp., I, 518) : « La partie administrative ne va pas. On ne tire profit de rien. Ni ordre, ni activité. *L'argent des contributions se distribue je ne sais comment.* Les contributions ne vont plus. On change et l'on rechange le mode de perception. Les grandes opérations financières, faites et à faire, les grandes moissons que nous avons à cueillir, exigent de la vivacité dans les mouvements. Il faut unité de pensée diplomatique et financière. »

Le Directoire et ses commissaires lui rappelaient la grande affaire révolutionnaire, une courte expédition à Rome, qui n'allait pas à sa politique, et

qu'il voulait éluder à tout prix. Il dit que les chaleurs vont venir, et que peut-être les affaires le rappelleront au nord.

Dans cette guerre atroce, pour expulser ses surveillants, il en vient aux dernières injures, faisant entendre que les commissaires Salicetti, Gareau, sont des voleurs. « On a substitué à un seul responsable, Belleville, agent de Bonaparte, des commissions où tout le monde *dilapide* en accusant son voisin (20 juillet). » Voulant tout faire passer par les mains des agents à lui, il écrit violemment au commissaire Gareau, ancien conventionnel : « Je sais que vous répétez que je ferai comme Dumouriez. Il est clair qu'un général qui commande l'armée et donne des ordres sans un arrêté des commissaires ne peut être qu'un conspirateur. » (20 juillet.)

Cela n'agissant pas suffisamment, il employa le dernier moyen, une accusation furieuse contre Salicetti, cet ami d'autrefois, qu'il eût dû ménager encore pour plus d'une raison. Il l'accusa de lui avoir *offert cinq millions* pour sa part dans le pillage de Livourne. Chose bien invraisemblable, que cet homme très fin n'ait pas craint par cette imprudence de se mettre à la discrétion de Bonaparte. Celui-ci, au reste, croyait lui-même si peu à sa propre accusation, que plus tard il fit Salicetti son homme de confiance dans le royaume de Naples, en lui remettant, les fonctions scabreuses de ministre de police.

Depuis cette calomnie, les commissaires sont tués. On n'en entend plus parler. Belleville, c'est-à-dire Bonaparte, règle tout souverainement!... Que penser du Directoire?... Bonaparte ne craint pas de lui faire les propositions les plus contre-révolutionnaires, que n'aurait pas osé faire un émigré. Par exemple, il propose de *recréer les Suisses de Louis XVI*, un corps de Suisses pensionnés pour leur service en France, « qui pourraient être utiles dans une guerre de montagnes. » Nous voilà bien loin du 10 août!

Quelle était donc l'étourderie de Barras, la simplicité de Carnot, qui, en toute occasion, se portait pour répondant de Bonaparte, affirmait son patriotisme, etc. ! Ce gouvernement eût mérité les Petites Maisons, sans son excuse, la faim. Il attendait, la bouche ouverte, que le dispensateur des trésors de l'Italie daignât lui jeter quelque chose. Bonaparte est compatissant ; il fait des aumônes à la France.

Plus tard, il envoie directement aux armées du Rhin, des Alpes, cet or corrupteur, qui semble sa propriété. Il habitue les soldats à le bénir, à tourner les yeux vers lui, vers le bienfaiteur des soldats. Ce n'est pas tout : il envoie des millions à des ministres même, au ministre de la marine!

Il y avait un lieu où tout cela inspirait sans doute défiance. C'était notre armée de Vendée, le quartier général de Hoche. Aussi, Bonaparte recommande qu'en lui envoyant des renforts, on ne les prenne jamais dans cette armée trop clairvoyante, trop défiante, qui gâterait la simplicité de l'armée d'Italie.

Cette position misérable du Directoire, poussé chaque jour par des

besoins terribles, semble lui avoir ôté le sens. Il voit tranquillement Bonaparte se faire le maître de l'administration, et rendre l'Italie hostile à la France. Lorsque ses commissaires essayent de ménager les Italiens, de leur donner quelque adoucissement, par exemple, trois cent mille francs sur une dette de trois millions, le Directoire, gourmandé par Bonaparte, renie ses commissaires, et le laisse régler tout par ses agents propres, en 1795, Belleville ; en 99, Haller. Enfin il le laisse être roi.

Tout ceci m'a rappelé l'histoire de Carmagnola, moins légitimement suspect, et combien les Vénitiens furent sages de lui couper le cou. On a dit : « Quelle défiance!... Il fallait le laisser aller, ce héros, ce dieu des soldats! » Oui! et une fois lancé, et la République perdue, comment eût-on pu l'arrêter ?

Pendant plusieurs mois, Bonaparte eut cette royauté des finances. Masséna, lui, faisait les choses de la guerre. De Vérone, il voyait au nord les deux orages qui venaient: les Allemands sous Wurmser, les Slaves-Hongrois sous Alvinzi. Bonaparte, dans son comptoir, *in telonio*, à Livourne, Bologne, etc., recevait les tributs toscans, pontificaux, italiens, et dans ce moment sacré du réveil de l'Italie, il la laissait gémir et accuser la France, perdre toute illusion!

Être plongé dans les froides eaux du Styx, dans la glace des intérêts, à cette heure sublime d'enthousiasme et d'amour! quelle opération dangereuse et capable d'éteindre à jamais un peuple !

Pour lui, il est douteux qu'une goutte du chaleureux sang d'Italie ait jamais coulé dans ses veines. Le grand caractère italien, l'aspiration vers l'idéal lui manquait absolument. Décidément je croirais bien plutôt que sa jaune figure appartenait aux races barbaresque, sarrasine ou carthaginoise qui jadis ont peuplé la Corse.

En présence du buste admirable d'Houdon, si âpre et si serré, j'ai pensé quelquefois ce que fait croire aussi sa correspondance de 95, où il ne parle que d'argent. Sorti d'une famille d'orgueilleuse indigence, et fort séché par une éducation de prêtres, il arriva en Italie, avec la soif d'un torrent altéré de Corse, ou des rivières de Gênes : l'Aride et la Poudrouse, il fondit d'abord sur la caisse. Les millions de Plaisance l'écartèrent de Beaulieu, lui firent manquer Mantoue. Mais il était trop fin pour se garnir les mains. Dans ce temps de soupçons, le moyen de monter, c'était de s'écrier : Au voleur! d'injurier sans cesse fournisseurs, commissaires du Directoire et le Directoire même, de déshonorer le héros auquel il devait tant, Masséna, enfin de se donner pour le seul pur, le seul à qui on pût confier le Trésor et l'État. Il fut probe par intérêt, pour avoir tout en confiance. Mais il ne put empêcher Joséphine de faire de petites affaires en attendant que les banquiers qui l'avaient lancé en 95, le relançassent encore au 18 brumaire, où cet homme abstinent ne prit rien que la France.

Il est curieux de suivre dans les *Mémoires* de Ney, de Gouvion Saint-Cyr,

dans le général Foy et autres, les curieux progrès de la corruption de l'armée. Elle y résista très longtemps. Nos officiers d'infanterie, dit encore Foy, reluisaient de pureté, d'honneur. A Austerlitz, les vieux grenadiers restés de nos armées républicaines s'indignèrent contre les jeunes qui, en venant, avaient pillé l'Allemagne, et leur dirent durement : « Avant de combattre en nos rangs, videz vos sacs d'abord. »

Ailleurs, j'ai dit, d'après un témoin honorable qui fut mon ami, la nausée de nos officiers quand, après Eylau, invités à la table de l'Empereur, chacun d'eux trouva dans sa serviette un billet de banque.

La grande armée, démembrée pour l'Espagne, et surtout altérée par les conscrits de Wagram, conserva, malgré son corrupteur, longtemps ce fier esprit. Il essaya toujours d'éveiller l'avarice. Il créa, vers la fin, une caisse, un *Trésor de l'armée*. Lui-même, à Sainte-Hélène, il se donne un certificat de désintéressement. « Si l'on me donnait un tableau, je le donnais au Muséum ».

D'accord. Mais les millions déposés chez Laffitte, les trésors de Madame Mère et d'une famille qui s'en servit activement pour préparer sa funeste restauration!

CHAPITRE XI

DÉFAILLANCE DE BONAPARTE. — 2 AOUT. — AUGEREAU LE RELÈVE. — CASTIGLIONE. — 4 AOUT 95.

Bonaparte, occupé dans ses mois de repos, de sa royauté financière, ne sut tirer aucun parti de l'Italie, du grand cœur et du dévouement que, dans nos revers, les Milanais, les Bolonais, etc., montrèrent pour la France et la liberté. Ils demandèrent des armes. Et le retour des Autrichiens, qui alors paraissait probable, ne les effraya pas. Même dans les populations vénitiennes, Brescia, si connue pour sa vaillance, et bien d'autres villes, auraient fourni d'admirables recrues. Bonaparte y envoya plus tard un agent, mais avec défiance, avec des paroles équivoques qui ne rassuraient point les patriotes. Aussi dans les grandes chaleurs, lorsqu'il se trouva avoir quinze mille malades à la fois, son armée fort réduite et ne réparant point ses pertes, tomba dans un extrême découragement.

Les rôles étaient changés. C'était l'empire d'Autriche, en ce moment,

qui avait pour lui l'élan populaire. Derrière les Allemands de Wurmser, les Slaves et les Hongrois d'Alvinzi apparurent. L'armée française eut affaire à des foules de grande épaisseur qui remplaçaient fort aisément leurs pertes. Elle avait beau tuer; il en revenait davantage. Derrière nos sanglantes batailles et les récits pompeux de Bonaparte, on voit toujours à l'horizon des foules de combattants, qui, malgré lui, ravitaillèrent trois fois Mantoue.

Il ne soupçonnait pas ce grand phénomène populaire, la levée en masse de tous ces peuples. Il restait au centre de l'Italie. Et de Livourne, Bologne où il était, il ne voyait rien qu'au midi la grande et faible armée de Naples, au nord vingt mille soldats seulement que l'Autriche avait tirés de son armée du Rhin. Le nouveau chef Wurmser, un vieux général, était, malgré l'âge, bouillant et indomptable. Alsacien comme Kléber, il avait comme lui le courage sanguin, colérique, celui des héros des *Nibelungen*. Il était éminemment propre à guider ce grand mouvement populaire. Mais le cabinet de Vienne, croyant cet homme de soixante-dix ans trop jeune et trop bouillant, l'avait sagement bridé et muselé, comme un coursier trop généreux, avec un mors d'acier, une gourmette de fer. J'appelle ainsi un pédantesque conseil d'état-major qui ne le quittait pas, lui faisait suivre la ligne tracée, lui disant à chaque pas hardi : « Vous allez vous casser le cou. » Si ce malheureux s'obstinait dans son aventureux courage, il avait une autre Minerve pour le rappeler à la sagesse. C'était un commissaire anglais, qui fournissant les subsides, parlait de haut et disait : « Doucement ! cette armée coûte cher à Sa Majesté Britannique. Il faut la ménager et songer à la peine qu'on a pour tirer de tels subsides du Parlement. » De sorte que si cet ardent Wurmser eût échappé à ses tuteurs d'état-major, il aurait été remis dans la ligne précise par l'habit rouge, ce commissaire anglais qui, maintes fois, en pleine bataille, lorsque Wurmser voulait insister et recommencer, disait : « Assez pour aujourd'hui. Cela nous coûte trop. Ce sera pour un autre jour. »

Masséna était sur ses gardes à Vérone. Il avait fait placer une batterie à Rivoli sur un point élevé qui commande tout. Il s'était assuré de trois passages sur l'Adige, et croyait prendre l'offensive dans la montagne, à l'entrée du Tyrol. Ce fut tout le contraire. Le déluge descendit de lui-même, fondit irrésistible. Le meilleur des lieutenants, Joubert, ce jeune homme héroïque qui, comme Bonaparte, électrisait tout du regard, à la Corona et à Rivoli, eut un accident unique et terrible : il fut abandonné ! Ses canonniers quittèrent leur poste. Il fut si indigné que, seul avec deux hommes, il rentra dans la batterie, et culbuta par-dessus le parapet deux canons sur l'ennemi, puis, à travers les balles, il parvint à rejoindre Masséna. « Qu'y faire? » dit celui-ci immuable, intrépide. Pendant que leurs soldats se débandaient devant Davidowich dans la montagne, Masséna et Joubert parvinrent à ramener l'artillerie.

Cependant les Croates avaient entouré et bloqué le général Guieu. L'allemand Klénau et l'émigré de Vins avaient pris Brescia et sa garnison

française (30 juillet). Grand désastre! Dans cette place se trouvaient trois généraux, six chefs de brigade, mille soldats, quinze cents malades, beaucoup d'employés, nos magasins, etc.

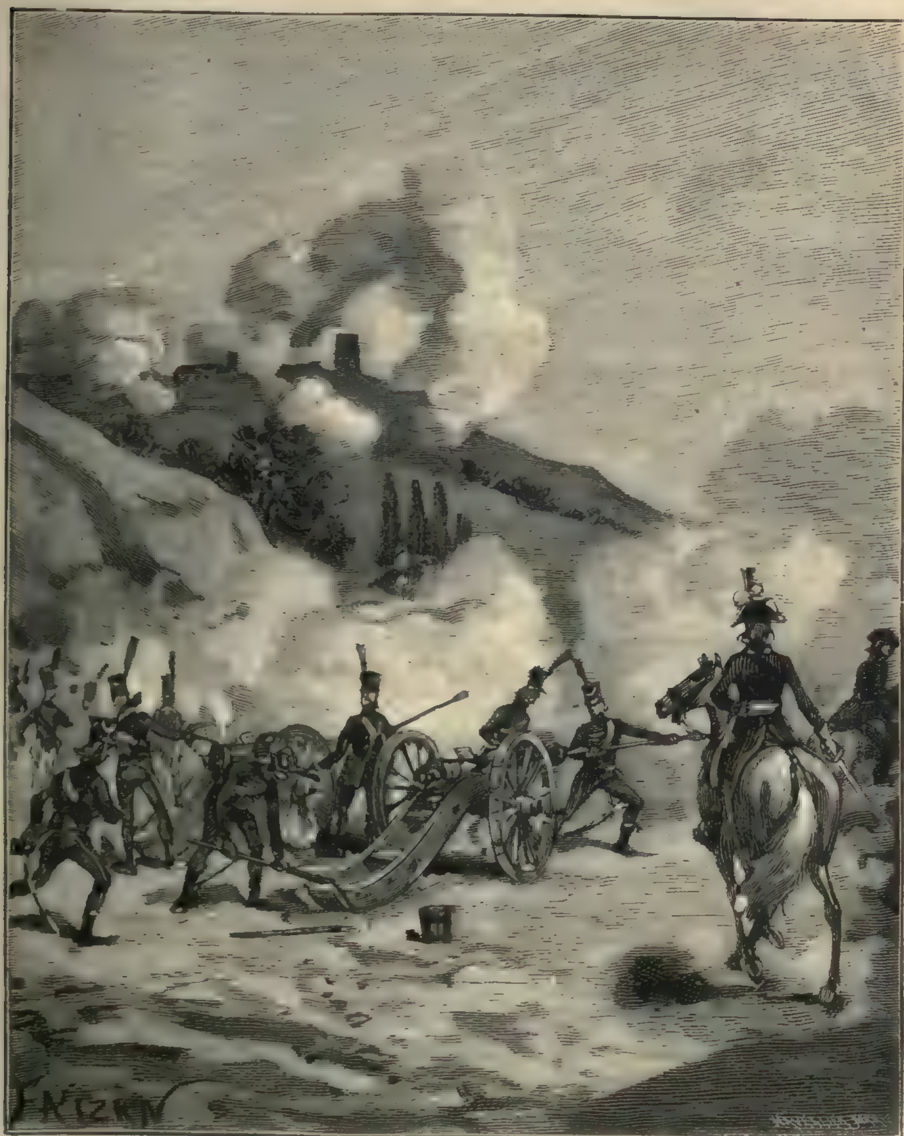
Augereau vaillamment dirigeait lui-même la retraite vers Roverbello, à la tête de 800 grenadiers. Bonaparte, qui avait appris nos malheurs à Milan, arrive près d'Augereau, fort troublé, à neuf heures du soir, et lui parle de se retirer derrière le Pô. Augereau dit froidement: « Je pars pour Brescia. J'en chasserai l'ennemi, vous rendrai les chemins entre Milan et Vérone. » Bonaparte, absorbé, se tourna vers Berthier, qui était un autre lui-même, et dit désespéré: « S'il en est ainsi, il nous faut donc lever le siège de Mantoue! » Résolution terrible, d'un bon sens héroïque, qu'Augereau combattit en vain. Pour deviner ce qu'elle coûtait à Bonaparte, il faut savoir que, n'ayant point de matériel de siège, il avait tout l'été ramassé tout ce qu'on trouvait en Italie, de grosses pièces et mille autres objets. Notre camp était une ville près de la ville de Mantoue. Sacrifier tout cela, c'était un tel effort que personne, parmi l'ennemi, ne put le croire. La nuit du 31 juillet au 1er août, tout disparut. Notre énergique Sérurier fit enclouer nos canons, brûla les équipages et tout ce qui pouvait servir. Il se coupa en deux, renforça de ses deux moitiés ceux que j'appellerai les deux bras de l'armée, Augereau, Masséna.

Cependant, Augereau avait fait comme il avait dit, il avait repris Brescia. D'autre part on avait délivré Guieu et Rusca, enveloppés par l'ennemi. Mais tout cela ne remontait pas Bonaparte. Il restait inconsolable de son camp de Mantoue. Dans le conseil des généraux, il parlait encore de se retirer derrière le Pô: « Vous ne le ferez pas, dit Augereau. Si nous repassions ce fleuve, votre retraite deviendrait une déroute qui nous mènerait jusqu'à Gênes. »

Bonaparte, fort perplexe, vers deux heures du matin, rappelle Augereau: « Je crois comme vous qu'il faut marcher à l'ennemi. »

Ce même jour, 2 août, à quatre heures du soir, Augereau étant à Montechiaro, voit arriver tous les généraux et Bonaparte qui les assemble dans une grange. Et là, il pleut encore de mauvaises nouvelles; le général Valette a évacué Castiglione, malgré ses soldats. Le messager, homme très fin, montrait comme excuse je ne sais quel ordre, Bonaparte, furieux: « J'avais dis qu'on se défendît à outrance: vous deviez y périr. Je devrais vous faire fusiller. » Puis, s'adressant aux généraux, il dit: « Retranchons-nous ici pour quelques jours. Sérurier va venir nous joindre; nous irons établir notre ligne sur l'Adda. »

Augereau se mit à rire, et dit: « Oui, sur l'Adda si guéable, qu'on peut passer partout!... les Autrichiens sont à deux pas; 20.000 Autrichiens! » Puis s'adressant fermement à Bonaparte, il dit, avec une liberté amicale, héroïque: « Je suis l'ami de votre gloire; je voudrais vous voir plus tranquille. Il faut combattre ici, et je réponds de la victoire. Au reste, dit-il, avec son malin sourire, si nous avons le dessous, c'est que je serai mort. » Cela



Puis, au bon moment, démasquant ses canons, il fait feu. (P. 2059.)

fit rire les assistants, mais ne dérida pas Bonaparte, qui dit : « Moi j'aime mieux m'en aller vers Lodi »

Mais il fut seul de son avis Tous ses généraux opinèrent dans le sens d'Augereau, dirent qu'il fallait combattre. Sur cela, il fit un geste d'impatience et dit : « Je ne m'en mêle plus. Je m'en vais. »

Alors Augereau : « Qui commandera, si vous partez? » — « Vous! » dit Bonaparte. Et il partit pour Lonato, où était Masséna.

Le général parti, Augereau dit avec bonhomie à ses anciens : « Le commandement ne m'appartient ni par ancienneté, ni par mérite. Ce n'est pas moi qu'il fallait nommer. N'est-ce pas Kilmaine? » — Celui-ci, vaillant Irlandais, mais qui avait plutôt le flegme britannique, répondit froidement : « Eh bien, commandez, Augereau. » — « Vous m'aiderez donc? » — « Oui, allez toujours. »

Et sans se faire prier davantage, Augereau accepta la responsabilité.

Cette scène admirable ne nous a été connue que longtemps après Jomini, Thiers, et les autres historiens de Bonaparte. Je l'ai copiée dans les Mémoires de Masséna, compilés par le général Koch. J'ai connu ce savant historien militaire. J'ai pu apprécier son caractère et sa véracité. D'ailleurs ici, il ne plaide pas pour son héros Masséna. Tout est à la gloire d'Augereau

M. Thiers affirme hardiment et sans la moindre preuve que c'étaient les généraux de Bonaparte qui voulaient se retirer : « Tous opinèrent vers la retraite, dit-il. Il n'en était aucun (sauf Augereau) qui crût prudent de tenir. »

Pour moi, ce qui me porte à croire tout le contraire, c'est une lettre de Bonaparte lui-même que je lis dans sa *Correspondance* (t. I, 3 août); il ordonne à Kilmaine d'envoyer cent grenadiers et cinquante chevaux au pont de Cassano pour assurer le passage « contre des houlans, dit-il, ou des gens du pays. » Ce pont célèbre, si connu par le passage des armées, était, en effet, la voie la plus sûre pour repasser le fleuve en cas de retraite.

Ceci prouve combien il jugeait lui-même invraisemblable que Wurmser fût battu par la même tactique qui avait fait battre Beaulieu. A la guerre, comme en tout autre art, il y a inconvénient à se répéter ainsi. Il avait eu l'avantage sur Beaulieu, parce qu'il l'avait séparé de Colli, isolant ainsi les Autrichiens des Piémontais. Comment supposer cette fois que Wurmser, seul général, se laissât isoler de ses lieutenants Quasdanowich et Bayalowich, qui descendaient les rives du lac Garda? Si l'avantage fut à Bonaparte, qui se tenait entre eux à la pointe méridionale du lac, c'est que l'état-major, qui menait Wurmser, l'obligea de partir, de laisser seuls ses lieutenants. On lui montra sans doute un ordre péremptoire de la cour, qui disait encore ce qu'elle avait dit invariablement : « Avant tout, allez à Mantoue, ravitaillez Mantoue. »

Wurmser dut obéir, ce qui permit à Masséna de gagner la bataille de Lonato, et quand Wurmser lui-même vint au secours le 4 août, ce ne fut que pour recevoir d'Augereau la défaite de Castiglione.

Tout cela, dans M. Thiers, est arrangé systématiquement, rattaché à « *un grand plan* » conçu d'avance. Mais pour que ce grand plan fût bon, il fallait ou que le vieux Wurmser agît comme un jeune étourdi, ou bien que les tuteurs de Wurmser lui forçassent la main et le fissent agir comme s'ils avaient été les instruments de Bonaparte même.

Je crois qu'il y eut plus de hasard dans tout cela. Je crois comme les

généraux Koch et Beauvais qu'après avoir levé le siège de Mantoue, voyant le grand poste de Castiglione abandonné, Bonaparte eut réellement l'idée de la retraite. Et même à Lonato, il ne savait pas encore si Masséna aurait à combattre Wurmser ou son lieutenant Quasdanowich.

L'historien véridique et désintéressé de Masséna laisse toute la gloire de Castiglione à Augereau. Il ne suppose pas, comme M Thiers, que cette division Masséna, qui eut tant de peine et fut en partie décimée à Lonato, fut, le lendemain, en état d'aider beaucoup Augereau à Castiglione.

Koch le montre attendant de pied ferme l'armée principale de l'Autriche, et Wurmser revenu de Mantoue. Il le tourna à droite et occupa les hauteurs de Solférino. Lui-même au centre força Castiglione, dont il passa en personne le pont-levis, pendant que ses grenadiers escaladaient les murs de la petite ville. Cependant une mer d'Autrichiens arrivait. Augereau cache son artillerie dans un torrent, simule une retraite. Puis, au bon moment, démasquant ses canons, il fait feu, et insiste par une charge à la baïonnette. Wurmser, ce semble, se défendit héroïquement. Tous nos généraux furent mis hors de combat. Augereau seul fit d'abord face aux Autrichiens, Kilmaine, arrivant sur leur flanc les tourna. Il y eut six mille morts. Quinze mille prisonniers tombèrent dans les mains d'Augereau. Nulle bataille plus décisive.

Bonaparte allait et venait entre les deux armées. Il creva cinq chevaux. Il semble avoir été présent à Lonato, mais non à Castiglione. Car il fut très surpris quand il vit le champ de bataille, et les grandes pertes de l'ennemi. Dans son transport, il embrassa Augereau. Ce bon mouvement de nature fut court. Il ne l'aima pas davantage. Dans la patente où il le nomme duc de Castiglione, il ne rappelle pas le grand service qu'Augereau rendit ce jour-là à la France, à lui-même. Dans ses Mémoires militaires, si tard et si près de la mort, il n'a pas plus de cœur, et ne dit que ce mot glacial : « Ce jour-là, il se conduisit bien. » Cette mauvaise grâce me fait croire au beau récit de Koch, et montre que Bonaparte garda jusqu'au bout rancune à celui qui, dans ce jour de grand péril, le vit faible et le raffermit.

Jomini trouve aussi (t. IX. p. 332) qu'il ne recueillit point de cette journée les résultats qu'on était en droit d'attendre, qu'il ne montra pas la vigueur qu'il avait déployée au début de la campagne. Wurmser put rassembler ses colonnes éparses, se retirer sans engager d'affaire sérieuse, et mettre quinze mille hommes de troupes fraîches dans Mantoue. Cette facilité vient d'une chose que Jomini n'apprécie jamais. C'est que Wurmser, quelles que fussent ses pertes, avait en ce moment une immense force populaire dans les vaillantes milices slaves ou tyroliennes, qui venaient derrière lui. En retombant sur elles, il se retrouvait fort et jeune, comme le géant Antée quand il touchait la terre. Un grand changement, s'était fait pour nous. Notre brillante armée d'Italie, étrangère à l'Italie même, c'était désormais *le soldat.* Et les gens de Wurmser : Allemands, Tyroliens, Hongrois, Croates, tous ces barbares, c'était *le peuple.*

Le moment où la République eut la plus belle chance contre Bonaparte, et pouvait l'écraser encore, ce fut le 1er août, où, sans ordre, il avait levé le siège de Mantoue. Il n'aurait pu alors rendre compte de sa royauté financière dont il avait écarté tous les surveillants légitimes. A ce moment, Augereau, Masséna eussent suffi pour le premier péril. Et on eût, de surcroît, fait venir l'armée des Alpes et Kellermann, qu'il avait si orgueilleusement repoussé. Son inquiétude principale était la prise immense que la levée du siège donnait à ses clairvoyants ennemis, les patriotes de Paris. Aussi, il regretta beaucoup d'avoir outragé leur homme, Salicetti. C'est à lui qu'il écrit sa première lettre, qu'il date de Brescia, 2 *août*. Il lui envoie son frère Louis, et le prie de croire ce que Louis dira. Cette lettre ne témoigne que trop du désordre de son esprit. Il lui parle d'abord de la bataille de Lonato comme gagnée; elle ne le fut que le lendemain 3 août. Puis il ajoute : « Battu, je me retirerai sur l'Adda. Battant, je ne m'arrêterai pas aux marais de Mantoue. » Parole singulière, puisqu'il a laissé Mantoue deux jours auparavant.

Ce même 2 août, il écrit vaguement au Directoire : « Nous avons eu des revers; puis des victoires. » Enfin, le 4, après Castiglione, qui le rassure, il fait le malade, le bon citoyen amoureux de la retraite (9 août). Il bénit Carnot, qui fut sans doute touché, et, comme toujours, répondit de lui.

Déjà après la victoire de Lonato et sans attendre celle de Castiglione, il avait envoyé un aide de camp à Paris. Le 9, dans sa lettre à Carnot, il paraît souhaiter ce qu'il craignait le plus, c'est-à-dire d'être appelé à Paris et de rendre des comptes. Certainement, il avait été instruit par son secrétaire, officier de marine, des grands procès anglais qui occupaient l'Europe. Le long procès d'Hastings finissait juste au moment où, sans Castiglione, Bonaparte, appelé à Paris, eût eu à craindre un procès semblable, qui l'aurait arrêté dans sa voie téméraire (1795).

ANGLETERRE

CHAPITRE PREMIER

LE PREMIER PITT. — LA GUERRE ET LES EMPRUNTS. — LA SAINTE BANQUE. — L'ÉGLISE. — LE JEUNE PITT.

Deux victoires à la fois, Lonato et Castiglione, Paris crut que c'était la fin de la guerre. Mais non l'Europe, puisque en octobre, l'envoyé anglais Malmesbury dit à Paris que « la France ne pouvait espérer de paix, à moins de rendre tout : l'Italie, les Pays-Bas, le Rhin »



AUGEREAU

Donc ces grandes victoires de Bonaparte ont eu peu d'effet. Tout lui reste à recommencer. Le déluge barbare qui sans cesse fond sur lui des Alpes ne peut être arrêté. A peine il vient à bout des Allemands de Wurmser, qu'il a sur les bras le torrent des Slaves et Hongrois d'Alvinzi. Ces brillants coups n'expliquent rien, si l'on ne se rend pas bien compte de la force lointaine qui, par des canaux peu connus, leur opposait sans cesse la vaillante barbarie du Danube.

Cette roue épouvantable avait son grand moteur à Londres, où Pitt, assis sur la masse docile des créanciers de l'État, professait, faisait croire l'axiome de Price : « Plus on emprunte, plus on est riche. »

Obscur et poétique mystère de richesse insondable !

L'or qu'on y puisait sans mesure allait fasciner ce monde héroïque et

sauvage. Et tout n'arrivait pas : beaucoup restait à Bâle, chez un agent anglais qui, de là à Strasbourg, à Lyon, et surtout à Paris, soldait les traîtres et les espions, des Fauche et des Pichegru, etc.

Mais Pitt avait deux poches. De la seconde, étrange abîme, nous avons vu sortir à flots le torrent des faux assignats, chefs-d'œuvre de gravure, que Puisaye fabriquait, et qui, le jour, la nuit, lancés en France sur des barques légères, animaient, ravivaient incessamment l'incendie vendéen. En vain éteint par Hoche, il gagnait sous la terre. A Paris, à Lyon, et dans tout le Midi.

Combien de temps durerait ce grand mensonge en deux parties : l'emprunt illimité sans base, et le faux assignat? C'est ce qu'il fallait voir. Etait-ce au loin, par des succès en Italie, qu'on pourrait espérer d'arrêter la machine? C'était l'idée de Bonaparte. Ou, par un coup hardi, traversant le détroit et secondant les Irlandais? Ce fut l'idée de Hoche, sa tentative audacieuse.

Voilà le fait très simple et nu qui se passait à la fin de 96.

Mais on comprendrait peu, on serait même injuste sous tel rapport, si l'on ne remontait plus haut dans le dix-huitième siècle, si l'on n'expliquait bien ce que l'Angleterre, dans sa lutte contre la France et la Révolution, apportait de spécieux, et même de solide, à ce combat.

Sa haute légitimité remonte à 1688, où, pour l'avantage commun de l'Europe et du genre humain, elle combattit Louis XIV, la proscription des protestants, la révocation de l'édit de Nantes. Lutte si inégale qui réussit par la Hollande et par nos réfugiés. Les Anglais, fatigués, mêlés d'éléments étrangers, n'osèrent revenir à leur glorieuse république de 1649. Ils refirent une royauté, mais au minimum, et prise dans de petits princes étrangers, une race de basse Allemagne.

L'Angleterre, avec Georges Ier, Georges II, avec Walpole, tomba fort bas, sous le rapport moral. En 1750, elle croyait que, même au point de vue matériel, elle avait baissé. C'était l'opinion, après Walpole. En 1750, son successeur, le duc de Newcastle, adresse cette question à un médecin, le docteur Russel : « Pourquoi le sang anglais est-il si pâle et appauvri? Quel remède? » Russel, dans un beau livre que j'ai cité ailleurs, indiqua le remède : « La mer et l'action. »

L'action n'avait jamais cessé. Sous l'apparente paix, un être inquiet avait toujours agi, erré, coureur de mers. Je l'appellerai Robinson, nom d'un livre immortel, 1719. Ce Robinson, vers le pôle Nord, pour son commerce d'huile, faisait l'immense massacre des cétacés qui, pendant tout ce siècle, a rougi la mer de sang. Au midi, à la faveur du traité de l'Assiento, il fournissait de nègres les Espagnols, et chez eux, malgré eux, le pistolet au poing, il commerçait, hardi contrebandier. En 1738, les Espagnols excédés mutilèrent un de ces drôles. De là une scène dramatique au Parlement, et une fureur d'autant plus grande que la vengeance promettait de beaux bénéfices;

J'ai déjà parlé de l'homme qui plaida cette cause avec un talent admirable et une vraie fureur, le premier des deux Pitt (lord Chatham). Après Walpole, le grand acheteur de consciences, l'Angleterre ouvrit fort les yeux en voyant tout à coup ce magique et sublime acteur, sincère et désintéressé, d'une passion réelle, comme l'acteur d'Athènes qui, jouant Électre, apporta sur la scène, non pas l'urne d'Oreste, mais l'urne de son propre fils. Ce grand Chatham, si naturellement furieux, avait l'élan colérique des Gallois, dont venait sa famille. De plus, il était né malade, toute sa vie, il eut un bourreau, la goutte. A chaque accès, ses cris étaient des accès d'éloquence.

Une vieille dame, Sarah Marlborough, qui haïssait la France, fut charmée d'un jeune homme qui paraissait si enragé. Elle crut y reconnaître son fils et elle le fit son héritier.

Mais il n'avait qu'une passion, la colère. Et, de haut, méprisait l'argent. Quel spectacle pour les Anglais après Walpole! Ils ont des moments de grandeur. Ils trouvèrent cela beau, furent charmés de lui voir rendre une grosse place qu'on lui avait donnée, charmés de l'entendre parler contre ceux qui toujours prêchaient pour le Hanovre, le patrimoine du Roi. En cela il semblait tourner le dos au ministère. C'est ce qui l'y porta. A reculons, il n'y alla pas moins. Les Anglais étaient furieux de quelques succès de la France. Il fallut par deux fois que le roi, malgré lui, nommât et renommât ministre celui qui représentait le mieux la colère nationale.

L'ennemi de Pitt, Fox Holland, le fit lui-même rappeler. En 1757, il fut premier ministre, malgré le roi et l'aristocratie. L'engouement des Anglais pour leur grand avocat fut tel, que l'insuccès qu'il eut d'abord, loin de les décourager, les piqua, les attacha à lui. Il est vrai que ce furieux avait de très nobles éclairs qui lui illuminaient l'esprit. Il en eut un très beau, de haute et ferme raison, quand, mettant sous ses pieds la vieille antipathie des Anglais pour les Écossais, il dit magnanimement que ces belliqueux montagnards n'étaient point des ennemis. Ils ne voulaient que guerre; eh bien! il fallait leur donner des armes, les employer en Amérique. Dès ce moment, en effet, ils changent, et combattent pour l'Angleterre, même contre leurs anciens amis les Français.

Il dit ensuite une chose qui réussit : « Il faut conquérir l'Amérique en Allemagne. » A force d'argent, soutenir Frédéric, ce petit roi qui, à travers sa meute d'ennemis, pourrait peut-être l'emporter sur la France de la Pompadour.

Hasardeuse pensée que l'événement justifia. Seulement ce fut la porte par où l'Angleterre se lança dans la voie des guerres par subsides, dans la voie des emprunts, chargeant toujours la dette, et d'avance écrasant la génération à venir. Plusieurs ne croyaient pas au succès. « Le crédit, disaient-ils, ne pourra pas se soutenir sans des succès constants et des victoires sans fin. A cela quelle solution? Faire banqueroute, ou conquérir le monde! »

C'est ce qui arriva. La France, en 1763, par le traité de Paris, laissa d'une part les *Indes*, de l'autre l'*Amérique*.

C'étaient deux mondes. Et pourtant Pitt n'était pas encore content d'un tel traité. Quand il apprit le Pacte de famille, notre traité avec l'Espagne, il voulut recommencer la guerre, la faire aux Espagnols.

Cette fureur d'aller de guerre en guerre en employant l'épée des autres, et s'obérant de plus en plus, fut punie lorsque l'Amérique refusa de s'épuiser en fournissant toujours. L'avis de Pitt était qu'on la calmât à tout prix. Mais ses conseils ne purent empêcher la séparation.

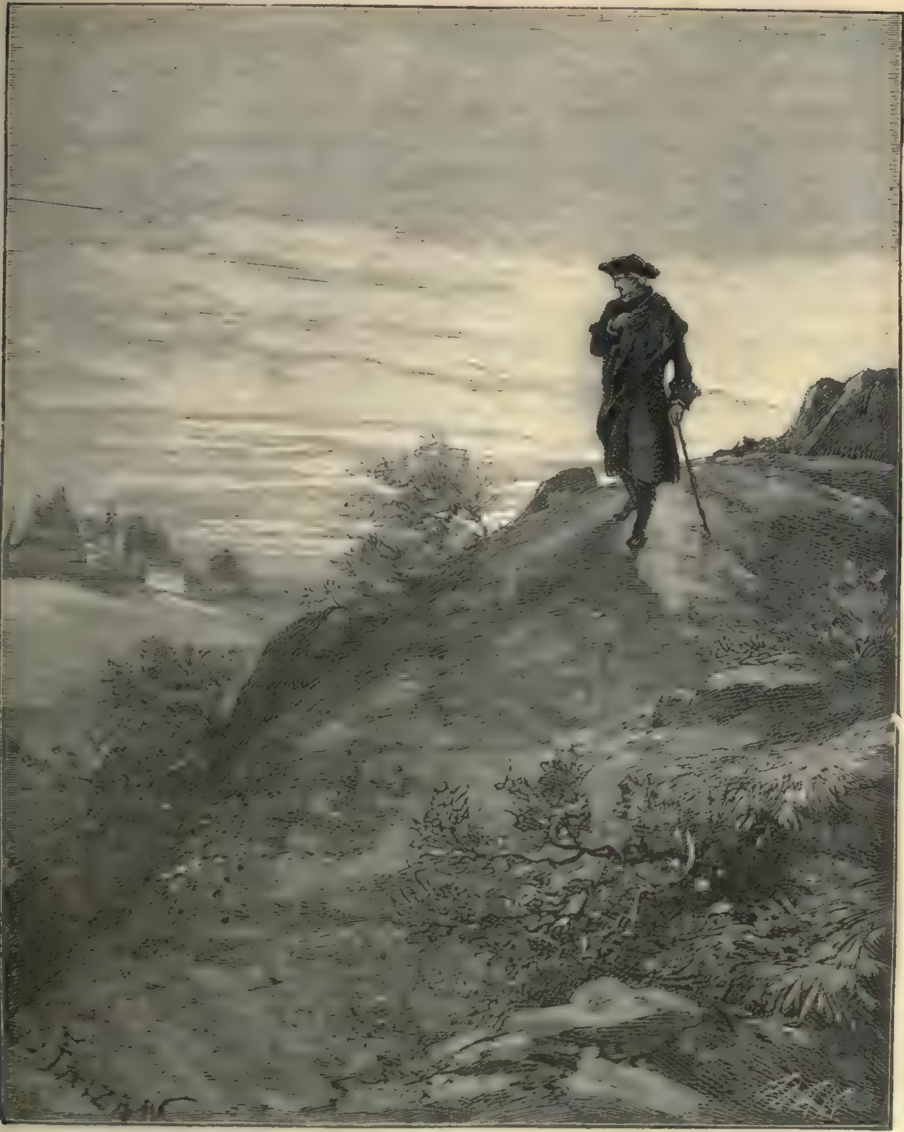
Il la vit s'accomplir, ce qui l'acheva Depuis deux ans, il était maniaque, et il avait cent caprices bizarres. Il s'était laissé faire pair et comte de Chatham, ce qui lui ôta, suprême douleur, le cœur du public, confondit dès lors ce grand citoyen avec un groupe fort peu populaire, ceux qu'on appelait ironiquement les *amis du roi*. Parti intéressé qui avilissait l'Angleterre, ne connaissait ni communes, ni Pairs, ni Whigs, ni Tories, mais uniquement le roi.

Tout à coup, à la fin, Chatham remonta. Ce grand acteur, d'autant meilleur acteur qu'il était à la fois calculé et sincère, s'arrangea pour avoir devant le parlement une scène de colère héroïque, où peut-être il espérait mourir en défendant l'honneur national, et détournant l'Angleterre de reconnaître l'indépendance américaine. La mise en scène fut superbe. Il s'avança, la mort sur le visage, soutenu par son second fils de dix-neuf ans (William Pitt), s'emporta, parla longuement, retomba dans les bras de son fils. Ce fut la fortune de celui-ci, plein de mérite au reste. Si différent qu'il fût du grand Chatham, il fut consacré par cette scène, et on le vit toujours dans l'ombre du héros.

La bienveillance fut extrême pour lui. Ses futurs adversaires, Fox, Burke, l'accueillirent, le vantèrent, l'exaltèrent. Il était fort précoce, et, sous de tels auspices, il put impunément montrer une fierté où l'on crut reconnaître la grande âme de son père. A vingt-deux ans, il déclarait qu'il n'accepterait de place que dans le ministère, et déjà, à vingt-cinq, il fait autorité dans le parlement.

Il fallut bien du temps pour voir que, sous plusieurs rapports, il différait fort de Chatham; souvent il fut son contraire. Cela ne choqua pas, et parut naturel. L'Angleterre avait changé elle-même; une autre génération avait succédé.

En face de la grande propriété territoriale, s'était élevé, sous Guillaume le Hollandais, le parti de l'argent, de la bourse, la banque, qui de plus en plus pesa dans les affaires, et, dans sa rivalité avec les lords, les grands évêques, eût bien voulu aussi arriver aux places de l'Église et à son budget monstrueux. Les puritains s'étaient tenus écartés de cette mine d'or, en refusant la condition qu'on leur faisait de jurer les 39 articles de l'Église Anglicane. Les fils des puritains furent moins sévères. Vers 1733, commença la



Il s'en éloignait lentement, quand parvenu à une colline, il se retourna, et vit, les yeux humides, la maison... (P. 2072.)

prédication de ce saint plus avisé, le célèbre Wesley. Il réfléchit au tort que ce scrupule faisait à l'Église, qu'il fermait aux plus dignes, aux hommes de Dieu. Lui-même fort désintéressé, il permit aux siens les affaires, les richesses, qui pouvaient tellement augmenter l'influence du bon parti. Il ne leur fit pas reproche de jurer les 39 articles, et par là d'avoir place au grand banquet de l'Église établie. La Bible nous dit elle-même que les patriarches se faisaient peu de scrupules d'emprunter et de prendre aux impies leurs idoles d'or, qu'ils

savaient faire servir à un meilleur usage. Ainsi le monde des affaires, de l'argent, de la banque, eut de plus un accès aux richesses de la grande Église. Mais pour montrer que c'était malgré eux et pour Dieu seul qu'ils franchissaient ce pas, ils suivirent autant que possible les habitudes sévères de leurs familles en tout le reste, firent hautement la grimace à l'argent, montrant que, quoique riche, on pouvait être pauvre d'intention, tenir l'argent au coffre, mais éloigné de l'âme.

L'argent venait à flots. Les saints banquiers inspiraient confiance. L'Europe effrayée par les guerres, attirée par les emprunts de Chatham, et charmée de placer son or dans la sûreté de la grande île, l'entassait dans les mains respectables de la pieuse banque, obligeait celle-ci de recevoir et d'encoffrer. Ce qui montre le bon sens de l'Angleterre et la raison parfaite qu'elle gardait, c'est qu'avec ces tendances et ces apparences spirituelles, elle fit une réforme qui paraissait contraire, fort matérielle, en ses habitudes. Un peuple, alors de dix ou douze millions d'âmes, à qui Dieu mettait tout à coup le monde sur les bras, et l'Amérique, et l'Inde et l'immensité de la mer, sentit vivement le besoin d'être fort pour recevoir cette manne énorme qui lui venait.

C'est pour répondre à ce besoin que Backwel, vers 1750, inventa la viande. Jusque-là les bestiaux étaient élevés surtout pour le laitage. Le régime de la viande obtient faveur, remplace le lait fade dont les pâles Pamélas s'alimentaient au détriment de leur enfant. Ce fût une révolution rapide. Toute la jeunesse nourrie de viande désormais, par une éducation nouvelle est lancée dans la vie. L'écolier peu captif des écoles, qu'il quitte à quatorze ans, moins les nobles enfants d'Oxford, entre de bonne heure dans l'action, par le commerce, la mer, les Indes.

Voilà donc, au milieu du siècle, deux changements à la fois dans les mœurs et les habitudes. La Bible domine tout. Mais la situation commande. Pour y suffire, pour recueillir tant de bienfaits de Dieu, il faut à tout prix que l'Angleterre se fortifie.

Que fera l'Église établie? Ses évêques grands seigneurs, jusque-là si bouffis, en présence des bénéficiers inférieurs d'une apparence si pieuse, ne purent rester, comme ils étaient, de purs lords; ils prirent, à contre-cœur, des formes plus ecclésiastiques. De là cet étonnant mélange de vertus fausses et vraies, de sainteté doublée de mondanité et d'orgueil, de douceur irritée, amère. Mélange singulier, d'autant plus équivoque que le bien est tellement incorporé au mal qu'on ne peut jamais dire que tout soit faux.

En 1755, quand Chatham eut son second fils, le célèbre Pitt, il était au plus haut, bien loin encore de l'état d'enfance maladive où il tomba dans ses deux dernières années, et où il devint l'homme du roi. Mais déjà pour ce fils, où il mettait ses espérances plus qu'en l'aîné, il voulut qu'il fût élevé par l'Église établie, solide et plus royale que la royauté même. Il confia l'enfant à un prêtre, le docteur Tomline, que plus tard il fit évêque de Winchester.

Ce révérend a écrit la vie de M. Pitt, que j'ai constamment sous les yeux. Il fut son précepteur, son secrétaire et son exécuteur testamentaire. Il ne quitta point son élève et put témoigner de tout son mérite. Point de légende plus sûre et plus suivie de la naissance à la mort.

Certaines vertus coûtèrent peu à Pitt sans doute; fils d'un malade, et malade souvent lui-même. Il ne résistait aux affaires, aux nuits si fatigantes du parlement qu'en buvant un peu, sans excès. Du reste, admirablement pur, il a passé toute sa vie entre son précepteur l'évêque Tomline, et vers la fin, une demoiselle, sa nièce Esther Stanhope, qui lui servait de secrétaire.

Dans le beau portrait de Lawrence, dont le musée de Versailles a une copie excellente, il a quarante ans, c'est-à-dire qu'il est assez près de sa mort. Il est rouge, et, pour l'ennoblir, le peintre habile lui a mis un fort bel habit mordoré. Il est un peu commun; on dirait de race marchande, et l'on se souvient involontairement que son bisaïeul, le premier Pitt connu, ne l'est que pour avoir vendu un diamant au roi de France. Il y a dans l'ensemble de cette figure je ne sais quelle fausse enfance. Enfance colérique et bouffie. On l'appelait volontiers *angry boy*.

Gallois par ses aïeux paternels, il était par sa mère fin Anglais, et parent des Temple. Il eut l'éducation classique, pesante, des docteurs anglicans. Beaucoup de grec. Et les historiens écossais. Mais point Gibbon, qui sans doute ne plaisait pas à son évêque.

On voit que, de bonne heure, son éducation ecclésiastique porta ses fruits; il sut parfaitement le manège des prêtres et pratiqua leurs adresses politiques. Il se garda d'entrer dans l'opposition, mais il glissa parfois des propositions populaires, modérées, innocentes, qui ne pouvaient déplaire au roi. Il parlait vaguement de réforme parlementaire, sans pousser dans ce sens contre l'aristocratie. D'autre part, il refusa de s'allier à lord North et aux *Amis du Roi*, ce qui lui eût ôté pour l'avenir toute popularité; il avait vu son père baisser dans l'opinion dès qu'il inclina dans ce sens. Toujours un peu raide d'attitude, mais habile pour sauver tels mouvements obliques dans un ingénieux balancement qui trompe l'œil, il semble incliner vers la gauche sans quitter la droite, et reste souple en paraissant raide, ne singe point les caricatures doctrinaires imitées de la cravate de Saint-Just, du col empesé de Calvin.

En M. Pitt l'homme politique avait mille mérites de détails, et l'homme privé toutes les vertus. Je ne suis pas de l'avis de Joseph de Maistre qui dans ses Lettres le juge médiocre. Mais, comme l'indique le portrait de Lawrence, il avait un masque de tartufe rose et bigarré.

CHAPITRE II

LE BILL DE L'INDE, 1783. — PITT RÈGNE MALGRÉ LE PARLEMENT. — PROCÈS D'HASTINGS, 1785-94.

M. Pitt resta dans un douteux nuage jusqu'à la fin de la guerre d'Amérique, brillant au parlement d'un doux éclat, comme un jeune homme sage et de grande espérance, dans une position non tranchée qui le laissait disponible pour tout. On pouvait croire encore qu'il suivrait la voie de son père, la grande voie populaire. Mais alors des circonstances violentes, imprévues, déchirent le voile et percent le nuage. Pitt paraît ce qu'il est, le contraire de Chatham. Il est resté tel, sans retour.

C'était le moment décisif où le roi, dont l'obstination avait retardé si longtemps la paix d'Amérique, se vit abandonné de tous, même de son ami et ministre, lord North qu'il avait si longtemps traîné malgré lui dans la voie de la guerre. North, en péril, quitta le roi et se réfugia près de Fox dans l'opposition. C'était la victoire des Communes, la défaite de la Couronne, si, par un coup hardi, le roi ne mettait la constitution au grenier avec les vieux meubles. Un homme sensé ne l'eût pas fait. Il eût respecté la religion politique de l'Angleterre, n'eût pas sorti la royauté du nuage protecteur dont jusque-là tous les partis étaient d'accord pour la couvrir. Fox ne devinait pas que ce sacrilège le roi même le ferait contre le roi. Fox, faisant la paix, voyait toute la chambre pour lui, et crut que le pays tout entier était derrière, tout prêt à soutenir la chambre et la constitution.

Cela parut douteux au petit Pitt, qui jugea l'Angleterre au vrai, comme elle était, beaucoup plus royaliste qu'elle ne le savait elle-même. Quand Fox lui offrit une place dans ce ministère odieux à la Couronne, il se garda bien d'accepter. Il eut raison. Ce ministère dura neuf mois à peine (1783, 2 avril-12 décembre). Fox se coula lui-même par une tentative hardie et honorable.

La conquête de l'Inde fut un mal pour l'Angleterre autant qu'un bien. Ce pays magnifique, une vraie partie du monde, vaste comme l'Europe, était riche en art, en or et en diamants, en luxe délicat, mais aussi, il faut le dire, en maladies contagieuses. Et c'était peu de chose, comparé à l'infect chaos d'une administration livrée au désordre, aux hasards confus d'une grande

Compagnie de marchands. La barbarie carthaginoise, celle des Gênois en Corse, etc., était sans doute fort éloignée du caractère anglais; mais on a souvent remarqué que les Anglais, gênés chez eux et se respectant fort, sont d'autant plus sujets à s'abandonner en voyage et sans doute bien autrement dans un pays si lointain, si peu surveillé. Le vaillant Clive qui le gouvernait déjà, avait eu un procès monstrueux, où l'Angleterre, entre l'honneur et le profit, entre ses mœurs et sa conquête, s'était vue au moment de pendre le héros qui lui donnait un monde. Clive satisfit à l'honneur. A la fin de son long procès, objet de l'universelle réprobation publique, qui lui attribuait les crimes de tous, il fut absous, mais se jugea lui-même, mourut, en quelque sorte se tua (1763).

Malgré l'absolution, ce procès fit honneur à l'Angleterre, qui, n'osant se montrer juste, fut sensible du moins, et embarrassée de la chose. Mais, ensuite, la peste morale redoubla étrangement. Ce fut comme aux Indes dans les années où le déluge des moussons n'a pas balayé le pays, les jongles immenses, qui reçoivent tous les tributs infects des torrents, surtout le bas Gange, une mer, comble d'ordures et de cadavres, tout cela exhale le choléra, avec une terrible odeur de mort. Il en fut ainsi vers 1784, lorsque Warren Hastings, le premier gouverneur royal, revint des Indes. Malgré son adresse et ses mérites administratifs, la Compagnie elle-même, sans parler des pauvres Indiens, le poursuivait d'accusations terribles, d'avoir, sans autorisation, fait la guerre, exterminé un peuple, et de plus, par un affreux procès qui ne fut qu'un assassinat, rendu les Anglais exécrables à ce monde de cent millions d'hommes.

Cette odieuse odeur de mort qui venait des Indes émut terriblement.

Fox, avec l'intrépidité d'une âme chevaleresque, osa, au moment de son triomphe, entreprendre ce grand balayage, et crut être suivi. A la tête d'une majorité énorme, il entreprit de soumettre ce chaos de l'Inde à la loi. Il avait avec lui Francis, l'auteur des *Lettres de Junius*. Cet ancien pamphlétaire revenait de l'Inde, malade d'indignation. Fox, d'après son avis, proposa un bill qui aurait jeté du jour dans ces étables d'Augias, jusque-là si obscures. Le parlement s'y serait ouvert une fenêtre pour y mettre l'air et la lumière. Il y eût mis sept curateurs pour surveiller la Compagnie; curateurs que le roi n aurait pu révoquer que sur une adresse du parlement.

On aurait tranquillisé l'Inde, en renonçant à s'agrandir, c'est-à-dire à spolier les princes indiens

Fox, ministre de la Couronne, propose cela. Mais, spectacle inattendu! c'est la Couronne, le roi qui travaille contre, se déclare contre son ministre. Le roi écrit aux pairs, sans détours ni ambages, que quiconque votera pour son ministre est son ennemi personnel. Les pairs rejettent le bill.

Ainsi ce voile religieux qui mettait le roi derrière un nuage, le rendait invisible, impeccable, n'agissant que par son ministère, c'est le roi même qui le déchire, et brutalement, comme un fou, s'expose en chemise.

Tout est permis aux fous. Celui-ci se moque de la chambre, ne s'informe pas de la majorité qui est pour Fox et pour la loi. Et il risque cela dans l'affaire la moins excusable, la plus scabreuse de profit et d'argent, qui lui ouvre une foule de places à donner, de sorte que désormais la Couronne apparaît cyniquement appuyée sur ces deux corruptions électorales : le grand budget des places de l'Église et celui des places de l'Inde.

Audace qui épouvante au moment où la Couronne, vaincue par la chambre, paraissait au plus bas !

Trouvera-t-on un homme assez désespéré pour suivre ce fou qui marche sur les toits? Il y faut quelqu'un de leste. La jeunesse intrépide en est seule capable sans doute, si la prudence, les scrupules ne l'arrêtent pas. M. Pitt, si jeune, avec son teint de rose, d'enfant, de vierge, suit le roi par ce chemin cynique et dangereux, dont plus qu'un autre il aurait dû, ce semble, avoir horreur. C'est justement la voie contraire à celle de son père. Où est-elle la belle séance, si glorieuse pour lui, la grande scène patriotique où il le soutint mourant dans ses bras, où l'on augura tant du jeune homme? Démentir à ce point Chatham et toute sa tradition de famille, cela rappelle l'ambitieuse Tullie qui, pour aller au trône, n'arrêta pas son char, le fit passer sur le corps de son père.

Il faut croire que le maître de Pitt, Tomline, avait bien cuirassé son cœur. L'évêque conte la chose simplement, sans être embarrassé : « Ce fut, dit-il, le seul événement qui, à ma connaissance, ait jamais troublé le repos de M. Pitt, bien qu'il fût en bonne santé. »

« En effet, dit M. Lewis, il se croyait noyé, enfermé par les eaux d'une inondation », quand, devenu ministre, sa réélection à la chambre fut proposée et qu'il y eut un immense et unanime éclat de rire.

Tout autre se fût découragé, eût reculé devant la majesté simple de la Constitution. A toutes ces voix ironiques qui lui disaient : « Retirez-vous! » il répondit : « Je reste, pour défendre le privilège du roi, qui seul peut nommer les ministres. »

Quoi! gouverner sans les Communes et sans la nation!... C'était enfiler le chemin des précipices, celui de Charles Iᵉʳ, de Jacques II.

Voilà ce que tout le monde eût dit, ce qu'il ne se dit pas. Chose incroyable! comment cet homme si jeune avait-il déjà ce secret honteux, savait-il la profonde corruption du cœur de l'homme, ses étranges et soudains retours?

Georges, tout fou qu'il était, fut fort effrayé; il songeait à se retirer en Hanovre, disait peut-être comme son aïeul Georges Iᵉʳ. « J'en serai quitte pour mes ministres, dont ils couperont la tête. »

Pitt, bien plus corrompu, jugea qu'on s'arrangerait, qu'une nouvelle élection amènerait des hommes plus souples, — un peu fâchés d'abord, mais réconciliables. — Cette question de l'Inde qui semblait un péril, il jugea froidement que c'était un appât.

Ce fait bizarre et singulier d'un roi, vaincu en Amérique, vaincu dans le parlement, qui se moquait du parlement, le renvoyait chez lui, et semblait mettre à néant la fameuse Constitution, était une témérité pire que toutes celles des Stuarts. L'Europe crut au naufrage, à la submersion de ce pays paisible, lorsqu'elle le vit mettre l'Inde aux pieds du roi, et celui-ci nommer pour vice-roi son aide de camp Cornwallis.

Personne alors ne savait que l'Angleterre est un vaisseau vivant qui, en cas de besoin, se dirige et échappe. Une foule d'intérêts privés sont là pour venir au secours, pour sauver du moins les apparences et faire que le vaisseau, avec telle avarie, n'enfonce pas et même marche fièrement.

C'est ce qui arriva. Dès le moment qu'on vit la Couronne péricliter et le grand mât du navire menacer, une foule d'hommes intelligents vinrent à la rescousse, et, dans leur propre intérêt, aidèrent à la manœuvre. Là, les Anglo-Indiens, les nababs, comme on disait, furent admirables, travaillèrent vigoureusement pour M. Pitt et pour le roi. La Cité s'émut fort, et tous les gros capitalistes. De sorte que Pitt put dire à Fox qui avait le parlement, la loi et la Constitution : « Moi, j'ai la tête de la nation, la plus respectable Angleterre, la Cité, le Roi et les Lords. »

La nomination de Cornwallis étonnait d'autant plus qu'à ce moment venait de débarquer à Londres la preuve vivante du danger qu'il y avait à constituer aux Indes cette espèce de roi. Le dernier gouverneur, Warren Hastings, débarquait tout chargé des accusations de la Compagnie et de celle des cent nations de l'Inde. De sorte qu'on proposait d'épaissir les ténèbres au moment où l'on apercevait les maux, les ulcères effroyables qu'elles n'avaient pu cacher tout à fait.

On croyait que sous Georges l'honnête roi, sous la morale dynastie de Hanovre, Hastings, mettant le pied en Angleterre, pourrait fort bien être arrêté. Il le fut, mais seulement, par un charmant accueil du roi qui, ravi de voir un homme si fin, dit : « Ce drôle est bien adroit! que de gens me parlent pour lui! Si je le faisais ministre? »

Ce n'était pas l'avis de M. Pitt. Cette turpitude royale le fit rougir. Et alors, chose inattendue, il joua supérieurement le menuet parlementaire dont j'ai parlé, se rapprocha de Fox, de ceux qui accusaient Hastings, mais fort modérément, voulant bien qu'il fût accusé, écarté des affaires, mais qu'il le fût faiblement et que le procès avortât.

Avortement peu vraisemblable. Hastings, arrivait remorqué, et on peut dire, traîné, happé, par ce terrible dogue Francis, qui ne lâchait pas prise, le tenant par mille preuves. Fox, précipité du pouvoir, trouvait dans ce procès une revanche, et, de plus, un triomphe d'humanité. Son grand cœur avait entendu les soupirs et les pleurs du pauvre monde indien, et le voyait venir, les mains jointes devant l'Angleterre.

Le jeune Pitt aimait l'ordre, et, sans son intérêt électoral et son rôle obligé de serviteur du roi, il eût suivi la voie de son illustre père qui, sur

cette question, se décida magnanimement contre ses intérêts. Quand le conquérant Clive vint voir Chatham à Londres et proposa que la Couronne et les ministres prissent le gouvernement de la conquête, Chatham répondit, non en ministre, mais en grand citoyen : « Si la Couronne avait un revenu si considérable, cet agrandissement du pouvoir royal serait contraire aux libertés publiques. »

M. Pitt, tout au rebours de son père, accepta cet agrandissement et le pouvoir immense qu'eut dès lors la Couronne de donner les emplois dans l'Inde. Il devait, par pudeur, se détourner d'Hastings ; mais il ne pouvait que favoriser en dessous un homme si utile qui avait fait dans l'Inde la révolution la plus avantageuse aux natifs anglais contre les indigènes, en donnant toutes les places aux premiers et ouvrant cette riche mine à la corruption électorale.

Avant Hastings, l'Inde était déjà une ressource pour les familles, pour les cadets qu'on y envoyait de bonne heure. L'enfant, parti tout jeune, pouvait, sous l'abri de la Compagnie, faire un peu de commerce, en s'associant un homme du pays, un adroit Banian. Mais cela ne menait pas loin. Au contraire, Hastings réservant aux Anglais toute place lucrative dans l'administration, dans l'armée et la judicature, donnait des postes fixes et une assiette aux jeunes émigrants. Le cadet bien placé, n'avait qu'un tour à faire en Angleterre pour se marier convenablement dans une bonne famille, qui l'épaulait et le portait plus haut. Toute maison qui avait des cadets et des filles se sentait fortement liée par le patronage d'Hastings qui rendait possible leur établissement.

L'historien Macaulay, un homme très fin, ne justifie pas Hastings, mais il montre combien de personnes aimables et respectables faisaient des vœux pour lui. Il montre la foule de dames vertueuses et charmantes, qui, s'intéressant à cette cause, vinrent à l'ouverture du procès, et même pour ce jour mirent leurs plus beaux diamants. L'accusé, visiblement homme d'esprit et distingué, par son extérieur favorable réfutait, même sans parler, tant d'accusations monstrueuses. Mais l'impression devint tout à fait bonne quand il raconta l'histoire, si bien imaginée, vraisemblable après tout, de son premier point de départ : « Fils d'une famille ruinée, il avait vu le modeste château de ses pères passer par adjudication à l'étranger. Il s'en éloignait lentement, quand parvenu à une colline, il se retourna, et vit, les yeux humides, la maison et son *pleasure ground* dans les teintes suaves, le sourire du couchant ; il fut touché au cœur, et il se jura à lui-même de revenir et de racheter à tout prix le manoir paternel. »

Que de beaux yeux pleurèrent en entendant cela ! Et combien d'hommes mêmes cachaient leur émotion ! Il avait touché la vraie fibre anglaise. Et l'on comprit très bien qu'il avait dû faire l'impossible pour atteindre ce but. Plus d'un, dans cette grande foule, put se dire : « Moi, je ne vaux pas mieux. Et pour cela, qui sait ? j'aurais pu faire autant, et pis ! »



Dupleix épousa une dame de l'Inde... (P. 2074.)

On se souvient du mot de Henri de Lancastre (Henri IV), quand de l'exil il revint en Angleterre. — A Richard II qui dit : « Que voulez-vous avec tant d'hommes d'armes ? — Moi, rien, répond Lancastre, sinon reprendre le manoir et la terre de mes pères. » Ce mot frappe tout le monde, toute l'Angleterre suit Lancastre, et il est forcé d'être roi.

De même Hastings, en appelant ainsi aux sentiments les plus forts des

Anglais : la propriété, le manoir, les souvenirs de famille, eut tous les cœurs pour lui. Les cent millions d'Indiens furent oubliés.

Au reste la chambre des Communes, en renvoyant l'accusation aux Pairs, avait eu soin d'en retirer une chose trop odieuse, terrible, un grand crime individuel. C'est le seul acte, je l'avoue, qui aujourd'hui encore rende implacable pour cet homme, et c'est aussi surtout cet acte que les biographes ont soin d'atténuer.

Hastings était arrivé au pouvoir avec un système tout différent de ses prédécesseurs. Notre Dupleix avait vu deux choses que n'aperçurent pas les Anglais : que les femmes de l'Inde peuvent y prendre un grand ascendant. Il y parut bientôt quand une femme gouverna vingt années les tribus belliqueuses des Mahrattas; il vit aussi que les Européens pourraient, par des mariages, tourner cet ascendant à leur profit. Dupleix épousa une dame de l'Inde qui en savait tous les dialectes et qui correspondait pour lui avec tous les rajahs. Les Anglais comprirent peu cette habileté. Clive, un simple commis marchand qui s'éleva uniquement par sa vaillance et son audace, était un homme rude. Mais à travers cette babel de langues et de mœurs inconnues, tout un monde d'affaires difficiles, il eut le bon sens d'employer les musulmans de l'Inde, énergiques et intelligents, plus graves que les Indiens proprement dits. Hastings espéra davantage; il crut qu'en se faisant un peu instruire par les gens du pays, il pourrait bientôt s'en passer, écarter à la fois les musulmans et la grande masse des natifs. Guidé par ceux-ci, tout d'abord, il emprisonna les ministres musulmans qui avaient gouverné jusque-là. Mais, en se servant contre eux des Indiens, il ne les traitait pas mieux. Ceux-ci, c'était un monde immense, civilisé et doux, qui savait les hommes et les choses du pays, sans lequel on ne pouvait rien Hastings eut l'idée saugrenue de les remplacer tous par des Anglais élevés à la hâte et discordants d'ailleurs avec les mœurs de la contrée. Enfin de faire une Angleterre dans l'Inde. De là mille vexations pour éloigner les indigènes, les repousser des places que jusque-là ils occupaient.

La Compagnie, ses directeurs, n'étaient guère plus contents que les Indiens, voyant le gouverneur agir en roi, faire sans eux la paix et la guerre, conquérir des peuples indiens ou les exterminer. Ils virent avec plaisir venir à eux l'homme de combat, Francis qui montra les dents au tyran. Mais le tyran très fin disait lui-même qu'il ne voulait rien que justice. Il provoqua à Calcutta l'érection d'une haute cour, indépendante de la Compagnie.

Cette cour, nommée à la sollicitation du gouverneur et lui devant ses grosses places et ses énormes traitements, allait dépendre de lui seul, et le servir envers et contre tous.

Hastings n'eut pas de peine à y mettre des gens qui, placés là par lui, devaient juger pour lui et dans son intérêt.

Cependant les directeurs continuaient de l'accuser, trouvant ses comptes peu réguliers. En cela ils étaient aidés par Francis qui eût voulu de plus une

réforme générale pour protéger un peu les malheureux Indiens. Les défenseurs d'Hastings disaient qu'il avait mis dans le pays une meilleure police. Il y avait moins de voleurs. Oui, mais une chose frappe, c'est qu'en ce système tout anglais, les domestiques, clients et agents des Anglais, n'ayant point la justice à craindre, étaient, à petit bruit, d'affreux tyrans. La grande plaie de l'Inde, les enlèvements et les ventes d'enfants avaient augmenté.

Le dernier des ministres indiens, le brave Nuncomar, avait été d'abord employé par Hastings qui s'en servait contre les musulmans. Il le destitua, l'accusa, et Nuncomar, sans doute enhardi par Francis, osa accuser Hastings à son tour. Là on s'aperçut un peu tard que celui-ci était terriblement armé.

Ce tribunal qu'il avait constitué montra alors, comme une épée, une patente royale qui le rendait indépendant des directeurs et de la Compagnie. Bel hommage, au principe qui veut que la justice soit libre des pouvoirs administratifs. Ainsi, ces administrateurs qui avaient fait, en réalité, ce grand empire, trouvèrent que la Couronne les soumettait à de petits procureurs venus hier de Londres. Ces légistes, fort plats en Angleterre, fort rogues à Calcutta, avec leur patente royale et les troupes d'Hastings, purent se moquer parfaitement des créateurs de l'empire indien et de Francis, le grand réformateur. Intrépides de leur ignorance, ne sachant pas les langues du pays, il leur fallait pour tout des interprètes, ils procédèrent d'autant plus hardiment; on accusa l'accusateur indien. On l'arrêta comme coupable d'un faux qu'il aurait commis autrefois; de plus, chose inouïe, plaisanterie dans un pays polygamique, on l'accusa du crime d'avoir plus d'une femme. Faute grave contre la loi chrétienne, contre la loi anglaise. Mais cette loi anglaise, les juges la violèrent cruellement, car, sans forme, délai, ni sursis, Nuncomar fut le même jour jugé, pendu et étranglé.

Et cela, devant une foule immense, désolée et en pleurs, qui n'osa essayer la moindre résistance, mais sentit dans le supplice du brame, de l'homme principal du pays, la mort de l'Inde, crut mourir ce jour-là.

Avec raison ; dès lors ce fut fini. Ce rapport entre les deux races que Dupleix, et même Clive, avait su respecter et qui par mariage, se serait augmenté, fut rompu, et les Anglais tentèrent cette chose, impossible, de faire tout, remplir tout, et profiter de tout, d'administrer et juger sans comprendre.

Le procès fut donc réduit aux moindres griefs, concussions et cruelles extorsions. Mais Hastings ferma la bouche, disant qu'il ne les commettait que pour des nécessités publiques, les besoins absolus de la Compagnie. On glissa sur les guerres qu'il avait faites sans autorisation. Ainsi réduit, le procès ennuyait. Dans les sept ou huit ans qu'il dura, le public se refroidit fort, et l'impatience se tourna contre les accusateurs. Les défenseurs d'Hastings, bien sûrs de leur affaire et se tenant à cheval sur les formes techniques de la procédure, s'arrêtaient peu à discuter. Chaque fois que l'accusateur Burke

se plaignait qu'on éternisât le procès en s'attachant aux règles des tribunaux ordinaires, le chancelier répondait que ces règles, — sécurité du pauvre accusé, — ne pouvaient être trop suivies. Alors on appela douze jurisconsultes et on les consulta. On n'en tira que des éloges enthousiastes des formes légales: « Heureuse! trop heureuse Angleterre! où l'accusé est ainsi garanti! »

La Compagnie elle-même avait beau dire que les comptes d'Hastings étaient brouillés, obscurs et inintelligibles, la masse des gens de loi répondait par de nouveaux hymnes sur la bonne justice anglaise où l'innocence est si bien à l'abri!

Ces retards servaient fort Hastings. Tous ceux qui arrivaient de l'Inde, gras des places qu'il avait données, ne manquaient pas de chanter ses louanges. La comédie d'un tel concert était si fade qu'Hastings s'en ennuyait lui-même, se plaignait des lenteurs qu'on faisait dans son intérêt.

On avait refusé d'entendre l'homme qui savait le mieux les choses, les eût trop éclaircies, Francis. Et en même temps on refusait à Burke les pièces qui lui étaient nécessaires. De sorte que, le tenant désarmé de preuves, on lui reprochait de ne pas prouver. Les choses en vinrent au point que les accusateurs peu à peu se trouvèrent accusés. L'indignation mettant Burke en fureur le rendait odieux, insupportable à la grande assemblée. Son éloquence irlandaise qui aurait agi aux Communes, était odieuse aux Pairs, si bien que l'archevêque d'York lui reprocha d'avoir soif de sang, et l'appela *Marat*.

Il trouvait qu'en traînant le procès sept années seulement, on avait imité la promptitude meurtrière de nos Terroristes.

Le 6 mai 94, les débats furent clos, et Hastings reluisit dans toute sa pureté d'innocence

CHAPITRE III

GUERRE AVEC LA FRANCE
LA MER. — L'IRLANDE. — HOCHE

La situation était belle pour Pitt. Pour se rendre populaire, il lui suffisait de quelques réformes financières, de se donner pour un disciple d'Adam Smith et, par moments, de flatter Wilberforce, le crédule apôtre de l'affranchissement des noirs.

Pitt semblait de plus en plus avoir oublié les haines de son père et sa tradition colérique. Il se rapprocha de la France pour lui imposer le traité de

commerce qui fit entrer chez nous les marchandises anglaises et révolutionna nos grandes masses ouvrières du Nord. A ce moment, l'Angleterre s'étonna de trouver Pitt si pacifique, si ami de la France. Reproche qu'il repoussa par cette parole charmante : « Peut-on haïr toujours? »

Cependant le travail cessait ; l'industrie du meuble qui avait créé, sous Louis XV, le faubourg Saint-Antoine, s'était, sous Louis XVI, arrêtée partout. Ce nouveau Paris inoccupé fit la grande insurrection du 14 juillet, prit la Bastille. L'Angleterre applaudit et toute l'Europe, depuis Londres jusqu'à Pétersbourg. Fox dit : « C'est le plus grand événement du monde. » Nos fédérations de 90, ce mouvement désintéressé, cet appel aux libertés du genre humain, remplirent d'ivresse tous les cœurs et tous les yeux de larmes.

Les Anglais avaient cru d'abord que nous faisions, sur leur exemple, une révolution anglaise. Puis, quand ils virent qu'elle serait française, beaucoup persévérèrent dans leur admiration, et déclarèrent que la Constitution de 91 était le chef-d'œuvre de l'esprit humain. Le beau livre de Payne, *les Droits de l'Homme*, fut porté jusqu'au ciel, mais, il faut le dire, par une minorité généreuse en rapport avec l'admirable génération qui avait surgi en Europe depuis Rousseau et la guerre d'Amérique, génération crédule, imaginative, impatiente dans ses vœux pour le genre humain. C'est partout le même homme, qui ferait croire qu'il n'y a plus qu'une nation. Partout, c'est La Fayette, Fitz Gérald et Kosciusko. Cette veine de feu gagne la Belgique, l'Italie et en partie le Rhin.

De tous côtés scintille l'horizon, mais par moments différents, sans accord et de place en place.

C'est un fort beau spectacle, et que j'aurais volontiers recommandé au pinceau de Reynolds, de Lawrence, de voir Pitt, naviguant, sur son insubmersible barque, dans ce cercle d'orages dont l'Europe est illuminée. A son âge de plus de trente ans, c'est toujours l'enfant rose, un peu bouffi, sérieux et colère, qu'on a vu à vingt ans, mais paisible pourtant. Qu'a-t-il à craindre? Il navigue réellement sur un ferme véhicule. Comme le fameux éléphant de l'Inde, composé de personnes vivantes, d'être animés, une masse le soutient, la masse solide des créanciers de l'état, rentiers, banquiers, etc., intéressés à son salut, et qui à chaque instant le remonte d'élan, d'enthousiasme, lui donne un coup d'épaule.

Au 6 octobre 89, il a souri en voyant Louis XVI captif et l'Angleterre vengée. La France lui apparaît errant à l'aventure, comme un vaisseau perdu, augmentant par ses embarras la sécurité de l'Angleterre.

L'Irlande seule peut inquiéter. Mais c'est justement un Irlandais, Burke, qui prononce l'anathème contre la France, contre la révolution, alliée naturelle de son pays. L'opposition anglaise, si faible, se trouve coupée en deux, réduite presque à rien. Fox est abandonné, et Pitt monte au plus haut. On dresse des autels à l'ange de la Bourse qui a trouvé le 3 pour 100 à cinquante et l'a fait monter jusqu'à cent. Le fanatisme ne connaît plus de bornes,

quand ce dieu des rentiers, par l'amortissement, donne à la dette un gage de solidité éternelle. Ses garanties vont s'étendre partout. « Si la guerre vient, tant mieux! Nous prendrons le Cap, Saint-Domingue et Java! La dette sera une montagne dont les racines immuables embrasseront la terre! »

Ces rentiers imaginatifs, autour de Pitt, lui font autant de janissaires, des dévoués à mort, comme ceux du Vieux de la Montagne. Au moment où il se forme de grands clubs, avec des noms illustres, pour la réforme électorale et le suffrage universel, Pitt est si bien assis qu'il offre un ministère à Fox. Quel trait de magnanimité! Mais Fox n'y est pas pris. Général sans soldats, seul dans le parlement, il trouverait dans ce ministère une captivité, une vraie souricière. Il échappe, se réserve, attend.

On a douté si Pitt voulait la guerre avec la France. Mais il était visible que la guerre doublerait sa dictature, probable qu'elle la prolongerait pour lui et son parti. Et, en effet, elle la prolonge vingt-deux ans, jusqu'en 1815, et même plus loin, puisque à peine en 1830 on a osé parler de réforme parlementaire.

La France était tellement dans l'illusion et dans le rêve, qu'en faisant la guerre à l'Autriche, elle comptait sur l'amitié de l'Angleterre, son aînée dans la liberté. Elle y envoya un homme sûr, le patriote Talleyrand, et crut avidement ce qu'assurait son agent Maret (Bassano): Que Pitt voulait la paix. Au reste, on croyait que l'Angleterre nous appelait. Monge, ministre de la marine, disait: « Allons délivrer l'Angleterre! »

Elle était, tout au contraire, dans un accès de royalisme, au point qu'on put faire des pamphlets qui rappelaient ceux du temps de Jacques II. On s'y moquait des trois pouvoirs; on disait que la Constitution n'est pas triple, mais une, et qu'elle se réduit au roi seul.

L'art ingénieux de M. de Bismarck fut celui de Pitt en 93: il ne déclara pas la guerre, mais il se la fit déclarer.

Les encouragements donnés aux émigrés, la guerre à nos amis, aux neutres qui nous apportaient du blé dans la famine, aigrirent la France, lui firent franchir le pas. L'Angleterre condamna à mort ceux qui porteraient du blé en France. Et la Convention, par représailles, déclara L'Angleterre ennemie du genre humain.

Le genre humain? il semblait contre nous. L'Angleterre paye et arme des Allemands, des Piémontais, fait des traités avec la Russie, l'Autriche et la Toscane, avec Naples, l'Espagne, le Portugal.

Avouons que, dans un tel moment, il fallut à notre ami Fox un grand courage pour défendre la France abandonnée et oser proposer la paix! On en rit. Pitt, seul sérieux, répondit que, pour la paix, il fallait avant tout la destruction d'un monstre d'anarchie qui avait contre lui l'universalité du monde.

Mais voilà que ce monstre, la Révolution, loin d'avoir peur du monde, le menace elle-même. Les rêveurs girondins lancent la croisade révolutionnaire.

La Montagne succède et lève un million de soldats, bat la Prusse et l'Autriche, prend Nice, la Savoie, le Rhin. — Wattignies et Fleurus, la retraite de Cobourg, l'inertie de la Prusse, qui empoche l'argent anglais et ne fait rien, tout cela montre au sage Pitt que ce fou de Burke avait raison quand il disait: « On ne viendra à bout de la France que par la France même, en offrant aux Français royalistes l'appât d'une Restauration. »

Pitt converti prend un ton doucereux. Il ne fait pas la guerre à la France, mais pour la France, la bonne France royaliste.

Seulement, dans l'affaire de Toulon perce la vérité. L'Angleterre veut Toulon, mais pour elle. L'idée de conquète et de démembrement lui est venue. Brest et Toulon lui suffiraient et les côtes de la Vendée. J'ai conté l'accueil admirable que Pitt fit à Puisaye, le grand machinateur breton et Vendéen, l'ingénieux magicien qui évoqua la source meurtrière de la fausse monnaie de papier. C'est le vrai sens des expéditions de Quiberon, Granville et l'île Dieu, qui furent proprement l'inondation de cette peste des faux assignats.

Cependant l'Angleterre, tout en nous blessant, se blessait. La cité de Londres elle-même, la Banque si fidèle à Pitt, gémissait, haletait; elle était indignée de voir la Prusse empocher les subsides et se moquer de Pitt. On *pressa* pour la mer jusqu'à cent mille matelots. Opération meurtrière qui jeta l'Angleterre hors d'elle-même et de sagesse. On tira sur le roi et l'on mit sa voiture en pièces.

Pitt sentit le besoin de satisfaire un peu l'opinion, il appela à lui quelques noms populaires, des seigneurs de l'ancien partit wigh. D'autre part, en faisant passer à l'Autriche de l'argent pour soutenir la guerre, on envoya à Paris un lord pour traiter de la paix, un homme conciliant, Malmesbury. Cet agent parti après notre malheur du 31 juillet, la prise de Brescia et la levée du siège de Mantoue, nous trouva déjà relevés par la double victoire de Castiglione. L'Angleterre ne voulait traiter qu'autant que la France rendrait *toutes ses conquètes*, l'Italie, la Hollande, les Pays-Bas, le Rhin. On nous aurait permis pour toute indemnité de prendre quelque colonies de nos alliés, la Hollande et l'Espagne, c'est-à-dire de nous brouiller à jamais avec ces deux puissances maritimes, au moment où leur amitié nous devenait si précieuse.

Un piège si grossier, si peu ingénieux, ne pouvait qu'indigner. On fit dire à l'Anglais de quitter Paris dans les vingt-quatre heures.

Ni Londres ni Paris ne pouvaient s'y tromper. Pitt ne voulait pas la paix et faisait tristement la guerre, toujours par le même moyen qui échouait toujours, une profusion aveugle d'argent. Il en avait versé des torrents pour la Prusse, des torrents en Vendée, pour Quiberon, etc. Et maintenant des torrents en Autriche pour fournir constamment de la chair fraîche à Bonaparte, à cette épée terrible et altérée de sang.

Cette inégalité dans le duel du siècle entre la France et l'Angleterre, au

moment de 95, étonne peu, quand on songe aux circonstances opposées que l'une et l'autre venaient de traverser.

L'Angleterre, si paisible depuis sa lutte d'Amérique, dans son prosaïque bonheur, n'avait guère eu de préocupation, d'intérêt en ce monde, que le mouvement de son commerce, de sa bourse, que de voir sa rente monter.

La bouillante France, depuis sa sublime aurore de 89 jusqu'au sombre et non moins sublime 93, avait traversé tous les cercles décrits par Dante, et elle n'arrivait en 95 à la république paisible, au gouvernement régulier, qu'à travers les terribles émotions qui l'avaient funébrée, grandie. Dans sa pâleur mortelle on distinguait une blanche lueur qui effrayait le monde, et semblait un reflet d'acier.

La très grande habitude qu'elle avait de mourir, ce pacte avec la mort qu'elle avait fait, c'est le mot de Danton, avait rendu tous les dangers indifférents, et simples les plus grandes choses. Passer les Alpes en plein hiver, passer la mer à travers les flottes ennemies, cela paraissait naturel.

Pendant que Bonaparte et Masséna franchissaient les neiges, Hoche passa l'Océan (15 décembre), et si la tempête garda l'Angleterre en 96, le passage n'en fut pas moins accompli en 97.

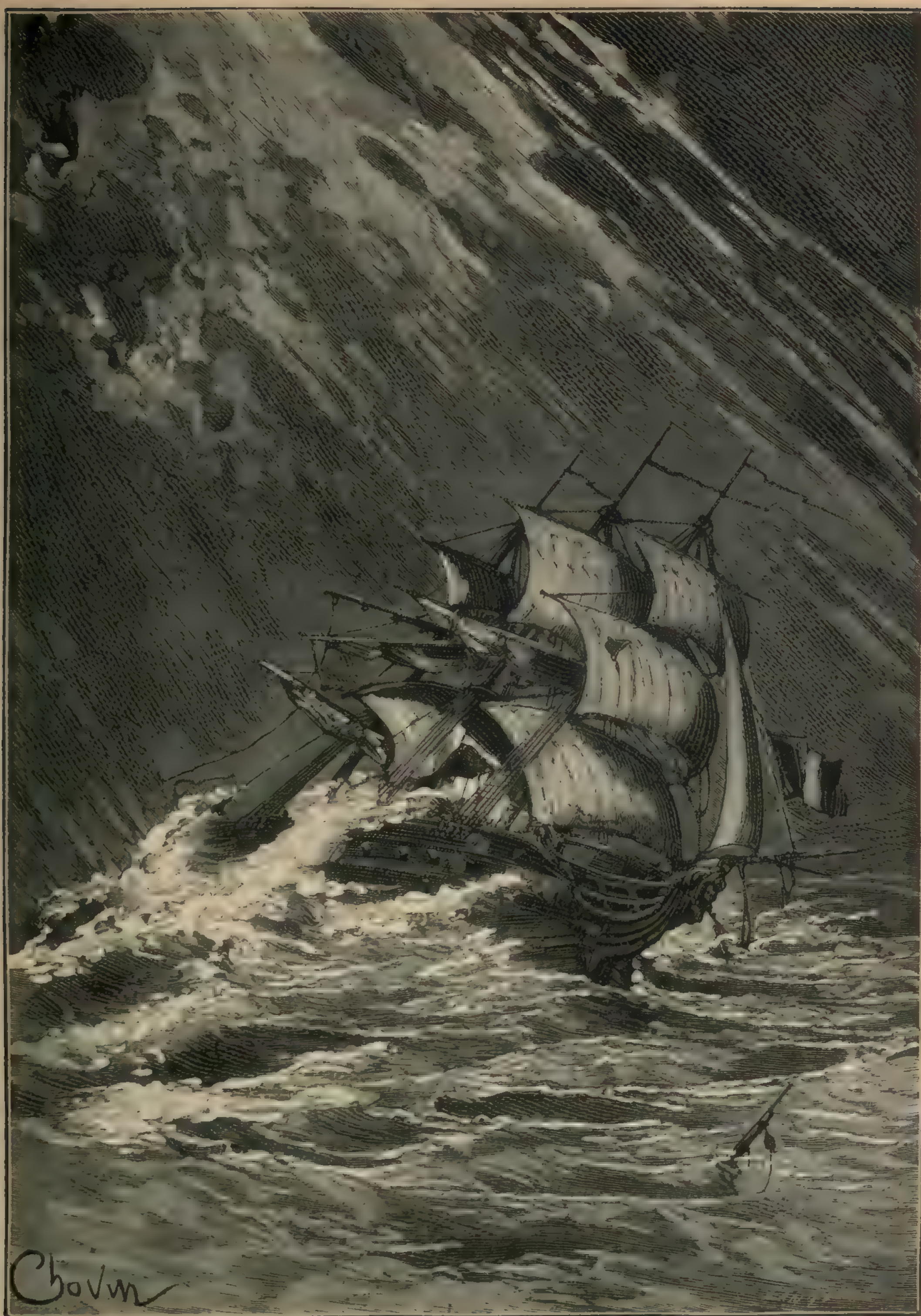
Le seul moyen d'avertir l'Angleterre, de l'arrêter dans cette guerre d'argent que, tranquille elle-même, elle faisait au monde, ce n'était pas, comme le croyait Bonaparte, de la frapper aux Alpes ou en Égypte, mais plutôt de la secouer fortement et de près en la menaçant par l'Irlande.

Il ne s'agissait pas même de vaincre, mais d'alarmer sans cesse et d'effrayer le commerce, la banque, la bourse, d'intimider l'ennemi et d'enhardir les nôtres. Tels étaient les projets de Hoche et de son ami l'amiral Truguet.

Projets hardis, d'un désintéressement héroïque, et qui même n'avaient pas besoin de la victoire.

Même vaincue, notre jeune marine révolutionnaire s'était formée. Tel était l'esprit singulier de ces temps qu'elle n'avait pas besoin de succès pour s'encourager. A peine née, elle soutint en juin 93 une grande et horrible bataille de trois jours contre la vieille marine anglaise. Après la prise de Toulon et l'incendie du port, avec ses vaisseaux noirs, demi-brûlés, une grande flotte sortit audacieusement, qui portait une armée. La Corse fut reprise, et la Méditerranée, désertée pour trois ans par l'ennemi, sembla nous appartenir.

Enfin, la France maritime commençait à respirer Je ne crois pas qu'aucun autre pays présente des tribus si variées de génies et d'instincts pour tous les besoins de la mer. Nos marins de Normandie, si sages et si tacticiens, tellement analogues aux Anglais, conquirent, comme on sait, l'Angleterre, les deux Siciles au moyen âge. L'audacieuse marine des Basques allait à Terre-Neuve et découvrit l'Amérique, avant Colomb. Enfin, nos Provençaux, le bailli de Suffren, trouvèrent et enseignèrent ce qui a fait



... Le même vaisseau, lequel fut écarté par les tempêtes de décembre. (P. 2084.)

plus tard les victoires de Nelson, de combattre au plus près et de se joindre à portée de pistolet.

Tout ce grand peuple de marins sur ses sables, ses dunes, ses côtes de l'ouest, regardait tristement la mer. Malgré nos victoires des Alpes, la France était comme captive, tant que sa marine était paralysée. L'émigration de tous nos officiers, leur catastrophe à Quiberon, nous laissait un grand vide. Qui se présentait pour les remplacer? De simples pilotes, peu instruits, d'un cœur intrépide, comme on le vit par *le Vengeur*. Dans leur fanatisme admirable, ils n'avaient pas besoin d'espérer la victoire; il leur suffisait du combat, de l'honneur du drapeau, d'une sublime défaite qui étonnât; c'était tout leur calcul. Ils comptaient mourir pour la France, et parfois la victoire inespérée leur arrivait. Notre ennemi furieux, Nelson, dit plus tard qu'entre ces Français, qu'il hait tous, il préfère pourtant à notre marine noble, cette jeune marine jacobine, déguenillée, héroïque.

Quel ferment pour l'enthousiasme de cette France haletante de savoir qu'il y a sur l'autre rivage une autre France à demi barbare, mais émue, dans l'impatience et le transport de cette grande joie fraternelle! Les nôtres, frères de ceux qui firent les Fédérations de 90, qui continuèrent sur le Rhin les Fédérations militaires des armées, s'imaginaient commencer par l'Irlande les Fédérations maritimes et toutes celles du genre humain.

Hoche, en isolant l'Irlande, eût coupé le bras droit de l'Angleterre et d'avance tué Wellington.

Le passage en Irlande n'était pas impossible, comme le prouva en 97 l'expédition d'Humbert. La marine anglaise, en 95, était dans une période de torpeur et d'hésitation. Nelson n'avait pas encore donné son grand élan. Il était simple capitaine, et encore si méconnu, qu'à trente-deux ans on l'employait aux tristes fonctions de curer les ports sur un bateau dragueur.

L'entreprise de Hoche était incertaine, mais d'un danger superbe, de ceux auxquels un héros aimerait à donner sa vie. C'était bien plus qu'une affaire de guerre et de destruction. C'était surtout l'évocation, la résurrection d'un peuple frère que la France eût tiré du tombeau.

Le mouvement avait commencé en Irlande par un très grand spectacle d'amitié, de fraternité, tel qu'on en voit rarement sur la terre. Les Irlandais protestants à Belfast réparaient la longue injustice qu'avaient soufferte leurs frères catholiques, au point que les catholiques qui portaient dans Dublin la pétition de Liberté furent traînés en triomphe par les protestants. La liberté effaçait tout, et la fraternité semblait rester comme la religion de la terre.

Belfast avait célébré l'anniversaire de la Révolution française, en arborant quatre pavillons : *France*, *Irlande*, *Amérique* et *Pologne*.

Le pavillon anglais manquait; à tort. Car l'Angleterre s'agitait elle-même. Le drapeau irlandais du 1[er] *bataillon national* était toujours la *harpe*,

mais désormais elle était surmontée non plus de la couronne, mais du bonnet de la liberté.

Cependant Pitt avait sacrifié vingt millions pour acheter le parlement d'Irlande. Et ce qui valait mieux pour lui, le sang versé en France, et en Irlande la crainte des propriétaires, agissaient, et le danger de donner l'élection aux catholiques, si ignorants, barbares. Pitt s'était procuré l'alliance secrète du pape contre la France. Pie VI lui écrivit cyniquement : « Nous n'avons plus que vous! » Les prêtres catholiques, craignant par-dessus tout la France, excommunièrent quiconque se joindrait aux Français.

Hoche avait été un peu retardé; il se défiait de son amiral Villaret-Joyeuse, en demanda un autre, et, pour le surveiller, monta sur le même vaisseau, lequel fut écarté par les tempêtes de décembre et ne put aborder. Grouchy, son lieutenant, arriva seul avec 1.800 hommes. Ce général, très brave, mais très malencontreux, eut déjà là son Waterloo : il craignit une si grande responsabilité, ne voulut pas agir sans Hoche; Bouvet aussi, son amiral, refusait d'aborder. En décembre 96, nos officiers de marine ne voulaient pas réussir. Hoche s'était mis sur une frégate, comme jadis Suffren faisait en pareil cas, pour se porter partout avec plus de rapidité. Malgré le mauvais temps, ils le promenèrent un mois en mer et se refusèrent aux prières de Grouchy, qui voulait débarquer et combattre à tout prix. Il y avait, dit-on, plusieurs centaines de mille hommes en armes, mais fort désordonnés. Un Judas avait organisé une machine perfide de police. On s'était arrangé pour que des dragonnades, des cruautés de soldats fissent éclater l'insurrection trop tôt. Belfast et tout le Nord s'en retirèrent.

Hoche repoussé par la tempête, manquant à sa fortune, quand cent mille Irlandais en armes l'attendaient, ces deux événements portèrent au comble la joie des royalistes, leurs parricides espérances (août-décembre 96).

Par quatre fois, ils avaient assassiné Hoche. En vain. Mais cette fois ils tâchèrent de le tuer dans l'opinion en le déclarant pour toujours un héros *malheureux*, haï de la fortune. Pouvait-on pourtant dire que son entreprise avait avorté? L'Irlande était toujours en armes et la panique dans Londres, la banque, le crédit en déroute. Pour rassurer dans cet effroi, Pitt avait dû faire la presse de cent mille matelots. Ces enlèvements portèrent (en 97) le pays à la catastrophe qui put sembler le jugement dernier : *la grande révolte des trois flottes* qui seules défendaient l'Angleterre.

ITALIE

LES SIX VICTOIRES DE MASSÉNA. — SEPTEMBRE 96. — ENVIE DE BONAPARTE. — COMBATS D'ARCOLE (16-17 nov. 96).

Avant que la victoire de Castiglione fût connue, célébrée à Paris, beaucoup de gens soutenaient qu'il fallait rappeler Bonaparte, le remplacer. Les royalistes le croyaient jacobin, l'appelaient toujours *Vendémiaire*, ne lui tenaient nulle compte de ses ménagements pour Rome et le clergé, ni des entraves qu'il mettait à la Révolution italienne en empêchant la vente des biens d'Église.

D'autre part, les patriotes reprochaient amèrement au Directoire de soutenir en Bonaparte, non pas un général, mais un vrai tyran d'Italie qui, sans compter avec la République, agissait de sa tête, soutenait les despotes, le Piémont, le pape, etc. Ils demandaient aussi qu'il fût rappelé, arrêté. Mais par qui arrêté, à la tête des troupes, de l'enthousiaste armée d'Italie? Par qui? Par le général Hoche.

Ce fut Hoche qui le sauva. Il était à la veille de sa grande entreprise, dans l'état magnanime d'un homme qui va risquer tout et sacrifier sa vie, même au besoin sa gloire, dans ce hasard, dans cette immolation. Bonaparte semblait son ennemi et avait toujours eu de mauvais procédés pour lui. Cela tenta le cœur de Hoche. Indigné du bruit qu'on faisait courir et, par une sublime étourderie, il se déclara son garant, et se fit sa caution. Dans une belle lettre où, parlant aux royalistes seuls, il impose réellement silence aux jacobins, il répond en termes magnifiques du patriotisme de Bonaparte : « Ah! brave jeune homme, quel est le militaire républicain qui ne brûle de t'imiter? Conduis à Naples, à Vienne, nos armées victorieuses. Réponds à tes ennemis personnels en humiliant les rois, en donnant à nos armes un lustre nouveau, et laisse-nous le soin de ta gloire! »

Au 4 août, Masséna, Augereau, lui gagnant deux batailles en deux jours, le rendirent aussi indestituable et au-dessus des jugements de l'opinion. Ces innombrables prisonniers, ces drapeaux arrachés, que l'on envoyait à Paris, c'était un beau spectacle!... tant de drapeaux, tant de canons! Seize mille prisonniers qui par l'Italie et la France firent un long défilé, une exhibition interminable d'uniformes étrangers!

Après ce triomphe, qui doutait que Wurmser, battu par Masséna, éreinté par Augereau, ne fût extrêmement malade ? Tout ce qu'avait pu le pauvre vieillard, c'était de gagner Mantoue, de s'y réfugier. On ne fut pas peu surpris de voir que, dans ce même mois, il se remontrait au soleil, que par lui, par ses lieutenants, il osait chevaucher aux défilés des Alpes sur la route du Tyrol; de sorte que, si Bonaparte forçait les défilés pour se mettre sur la route d'Insprück, où il invitait Moreau à venir le joindre, ce ne serait qu'en poursuivant et écrasant Wurmser.

L'étonnement redoubla quand on sut que Wurmser n'était pas poursuivi, que c'était lui, ce vieux diable incarné qui, avec quarante mille hommes, cherchait Bonaparte, s'était mis à ses trousses. Quelle insolence exorbitante! quinze jours après Castiglione! C'était comme le lion poursuivant son chasseur, faisant la chasse à l'homme. Dans ces basses racines des Alpes, les défilés forment le long du fleuve des pièges naturels. Partout des chaussées les resserrent contre les rochers. Augereau, nos tirailleurs pyrénéens, grimpaient, dominaient tout. Et on forçait les passages d'en bas. On culbute Davidowich à Roveredo. Mais Wurmser, qu'on croyait au nord, était au sud, et derrière Bonaparte, comptant bien l'enfermer. Projet qui eût pu réussir, si la grande insurrection du Tyrol eût commencé en septembre.

Ce peuple agricole attendit la fin de ses travaux pour entrer en mouvement. Bonaparte n'en était pas moins déjà resserré, engagé au filet que forme la Brenta dans son lit de rochers et que Bassano ferme au sud. Bassano, sur la rive gauche, communique par un pont avec la rive droite. Là s'établit Wurmser. Nos Français n'avaient contre lui que trente mille hommes. Mais Augereau tenait la rive gauche, le côté où est Bassano. Masséna était à la droite où sont le fleuve et le pont. C'était encore comme le pont de Lodi. Masséna le passa de même, se réunit à Augereau; ils fondirent dans la ville, malgré les canonniers de Wurmser, qui se firent tuer sur leurs pièces. Cela se fit si vite que Wurmser lui-même, pressé entre deux colonnes, eut à peine le temps de monter à cheval. Avec son admirable cavalerie, il s'ouvrit un passage au sud; tous les autres s'écoulèrent au nord vers le Frioul. Ainsi la grande armée qui croyait nous tenir est rompue en deux parts, et Bonaparte est tiré du filet.

Wurmser trouve moyen, avec ses cavaliers, de traverser l'Adige et d'échapper à Masséna; il passe sur le corps à Murat, et se jette dans Mantoue (13 septembre). Ainsi, par son revers, il obtint une fois de plus le résultat recommandé par Vienne : d'assurer avant tout la grande place forte, la gardienne de l'Italie.

Ce qui terrifia Wurmser et nous surprend encore, ce fut la prodigieuse marche de l'infanterie de Masséna pendant quatre jours et quatre nuits, tandis que Wurmser, avec ses chevaux, ne put aller si vite, s'arrêta une nuit. Il vit avec stupeur ce miracle, que les mêmes hommes ayant battu sa droite à Trente, son centre et toute son armée à Bassano (8 septembre), lui barraient

la route, voulaient couper sa retraite vers Mantoue. S'ils n'y parvinrent, ce fut la faute d'un guide qui égara Masséna et lui fit prendre le plus long.

L'opiniâtre Wurmser, loin de rester à l'abri, à l'instant offrit la bataille. Elle fut très acharnée, et la cavalerie hongroise, montée sans selle, eut un moment l'avantage. Masséna rallia les nôtres et fut soutenu par Rampon et la 32e demi-brigade qui, formée en carré, brisa les charges de cette cavalerie héroïque. Wurmser ne put se contenir, avança, occupa le faubourg. Mais Masséna l'isola de plusieurs de ses corps, et, avec la 32e, le poussa furieux dans Mantoue.

Masséna, en un mois, dans un petit espace, avait fait des centaines de lieues et gagné six batailles sans compter les terribles petits combats livrés le long des fleuves, des précipices. Dans le long filet du Tyrol, où Bonaparte s'était mis, il lui ouvrit l'issue à Trente et à Roveredo. A Bassano, où Wurmser l'attendait, Masséna fut le *matador* qui jeta bas le taureau. Enfin, quand Wurmser livra sans autre espoir le combat de Saint-Georges, ce fut encore Masséna qui lui enfonça le couteau.

Dès lors. l'heureux Bonaparte, pendant trois mois, put aller et venir au centre de l'Italie. Qui lui avait donné ces trois mois? Incontestablement, les grands succès de Masséna.

On le sentait bien à Paris, dans l'armée. En admirant le génie de Bonaparte et lisant ses belles proclamations, on tenait compte aussi du muet héroïque qui, sans parler, faisait tant de sa main! A Paris, à l'armée, on chantait à tue-tête le couplet si connu : « Enfant chéri de la victoire!... »

Il faut que ce moment ait été bien amer à Bonaparte, car il sortit de ses calculs habituels, de sa profonde astuce, et laissa voir sans ménagements les sentiments qu'il eut toujours pour Masséna. Dans son dernier rapport, il loue ses favoris, Marmont, Leclerc, qui arrivèrent trop tard à la bataille, il oublie ceux qui agirent. Que dis-je? il oublie Masséna! sachant qu'il ne se plaindrait pas, n'écrivait jamais, parlait peu. Et, en effet, sans le général Koch, qui a retrouvé ce chiffon, nous ignorerions que cet homme insouciant, négligent, taciturne, parla et écrivit cette fois et par un terrible billet. Nous devons à ce hasard d'avoir un jour profond, une étrange percée dans le cœur ténébreux de Bonaparte, généralement habile à cacher ses replis. Masséna dit dans ce billet avec sa simplicité héroïque : « La victoire de Saint-Georges est due à mes dispositions, à mon activité, à mon sang-froid à tout prévoir... Sans l'ordre que je donnai à l'intrépide Rampon, ma division était tournée et c'était fait de la bataille. » Puis, il demande avancement pour Rampon, mais n'obtient rien.

Le mauvais cœur s'enfonça dans l'ingratitude. On rougit en le voyant abuser ignoblement de son pouvoir arbitraire de général, envoyer Masséna, un homme si utile à la France et qui plus tard la sauva à Zurich, en garnison dans un lieu malsain (en septembre) où il pouvait périr. Sur ses réclamations, il le met à Vérone, mais, par une persécution obstinée, ignoble, sans

logement, presque sans vivres, lorsque d'autres étaient bien nourris, affamant ce corps héroïque, le premier de l'armée.

Les grandes trahisons de Bonaparte, celle d'Espagne, si bien contée par M. Lanfrey, le font bien moins connaître que la conduite double, infiniment habile qu'il eut toute sa vie pour Masséna. Le problème était de le ruiner dans l'opinion, sans laisser soupçonner qu'entre tous il le jugait le premier, mais avait la faiblesse d'en être jaloux. A Sainte-Hélène encore, voulant le rabaisser, il dit ridiculement sur ce grand homme d'action, « qu'il était sans culture et *sans conversation* ». Il le représente comme un soldat « dont la pensée confuse s'éclaircissait tout à coup sous le feu ».

Grand éloge qui lui échappe tard et si près de la mort. Mais, dans toute sa vie, il ne laissa passer nulle occasion de vilipender Masséna; et cela avec une adresse remarquable, le faisant accuser, noircir par d'autres, lui créant peu à peu la réputation d'un joueur, d'un dilapidateur. En 1801, où Bonaparte avoue que la défense de Gênes par Masséna lui a fait Marengo, sa diabolique ingratitude diffame son sauveur. C'est là qu'on reconnaît surtout l'élève des prêtres, et combien l'éducation cléricale affine en mal et déprave les cœurs.

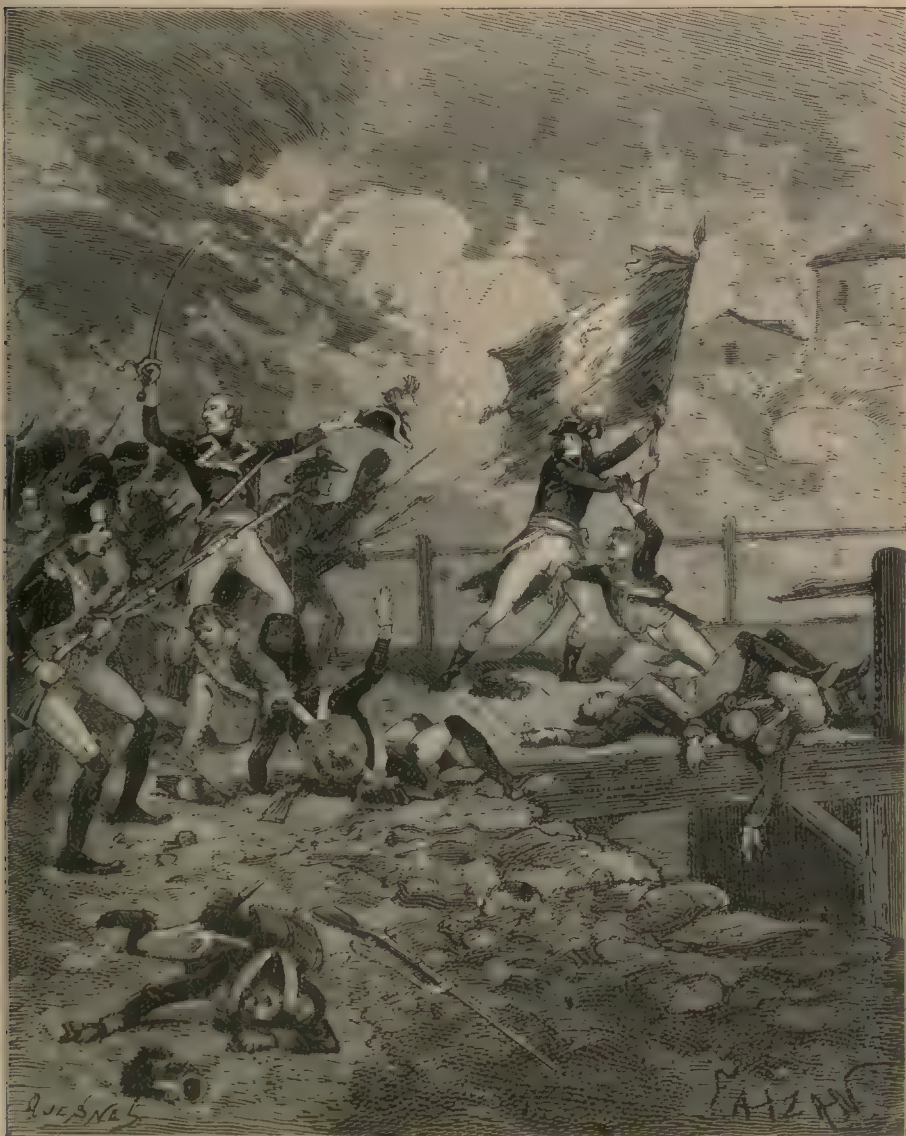
Devant tant de noirceurs on est embarrassé de résoudre cette question: Comment le fourbe de Bonaparte, ayant joué tant de tours à Masséna, le trouvait-il toujours? L'insouciance de celui-ci, son aveuglement à servir ce calomniateur, ne s'expliquent pas suffisamment par l'avarice ou l'ambition. Non, il y avait autre chose; un mystère de nature.

Son grand instinct de guerre tenait de la fatalité aveugle qui domine certains animaux. Que ferait le chien de chasse hors de la chasse? Il avait besoin du péril plus que de richesse et de gloire. Bonne chance pour son ennemi. Il l'enterrait dans l'or et sous de prétendus honneurs qui l'abaissaient. Le malicieux Bonaparte les énumère à Sainte-Hélène et lui porte ce coup final: « Enfin, maréchal de l'empire. » Dernière pelletée de terre qui cache le héros. Et il y en a pour jamais!

A la fin de juillet 96, Bonaparte s'attendait peu à ce déluge allemand de Wurmser. Il avait seulement nouvelle de vingt mille hommes que l'Autriche retranchait de son armée du Rhin pour l'Italie. De là les embarras dont il ne fut tiré que par la vaillance de Masséna.

Eh bien, de septembre en novembre, pendant trois mois, il ne prévoit pas davantage, et quand il voit descendre une armée toute nouvelle, deux grands bans de Barbares: d'une part la tourbe du Tyrol, de l'autre les grosses masses croates, hongroises, d'Alvinzi, il semble, encore non pas surpris, il fait face, mais il a l'air d'être éveillé en sursaut, comme un homme qui, pendant ces trois mois, a pensé à toute autre chose qu'à ce nouveau déluge, si facile à prévoir.

On est frappé de voir que cet homme, si positif, semble absent quelquefois, moins occupé des actes que de l'impression qu'il produit, des rêves,



Pont d'Arcole et pont de Lodi, furent confondus et mêlés pour la gloire de Bonaparte. (P. 2095.)

(P. 2095.)

apparences ou espoirs, qu'il donne aujourd'hui et qu'il escomptera demain.

De sorte qu'à suivre les bulletins, les articles qu'il inspirait et faisait faire, ses lettres au Directoire, et même à Joséphine, on s'aperçoit que, derrière sa vie d'action, il en avait une autre d'imagination, de vastes et vives espérances qu'il avait ou donnait aux autres. On peut dire que chaque jour il se peignait lui-même dans un cadre nouveau et sous une nouvelle auréole. D'abord, on l'avait vu dans sa proclamation au haut des Alpes du

Piémont, montrant à son armée l'Italie, et lui promettant Rome, parlant de réveiller la cendre de Brutus. Mais son armée républicaine prenait cela au sérieux bien plus que ne voulait sa politique, si favorable au pape. Dès lors il ne parle plus de Rome, il se tourne vers la pensée classique en général, les tableaux d'Italie envoyés à Paris, et même les souvenirs littéraires.

Dans la longueur du siège de Mantoue, un peu malade en juillet, il raconte à Joséphine, dans une lettre sentimentale et calculée sur le goût de l'époque, qu'en pensant à elle, rêveur mélancolique, il a été, au *clair de lune*, voir sur le lac le village de Virgile. Là sans doute il prit l'idée de la fête du grand poète, qu'il fit plus tard, et qui le recommanda fort à la société lettrée, élevée dans ce culte classique. Joséphine ne perd pas de temps. On parle de cette visite, on fait des gravures, fort belles, préparées évidemment longtemps d'avance; on n'avait pas alors nos fades et expéditives lithographies. Et, dans ces gravures, on voit le héros d'Italie, auprès du tombeau de Virgile, et ombragé de son laurier.

Tout avait été arrangé en prévision de Mantoue dont Bonaparte espérait se faire une auréole. Et ce siège fut un revers. Castiglione et Bassano l'en relevèrent. Mais les grands coups d'épée, et les prodiges de septembre que Masséna enfin s'avisa de revendiquer, paraissent avoir un peu détourné Bonaparte de l'Italie. Il semble dire déjà ce qu'il écrit un an après: « Qu'est-ce que l'Italie? Peu de chose. » La pensée est visiblement tournée vers l'Orient. Déjà il avait dit aux nôtres quand ils vinrent à Ancône, « qu'ils étaient en face de l'Épire, royaume d'Alexandre le Grand ». Au 6 septembre, après le grand succès de Bassano: « Quel effet ce sera pour la Hongrie et pour *Constantinople!* » L'année suivante, il fait alliance avec Ali-Pacha et le prince des Maïnotes. Déjà il parle de l'Égypte. Son cœur n'est plus en Italie.

Mais il y avait en France une grande masse de patriotes qui s'y intéressaient, et espéraient la révolution italienne. Seulement, les amis de la paix, très pressés de la faire, comme Carnot et Letourneur au Directoire, craignaient que Bonaparte ne donnât à l'Italie des gages qui empêcheraient de s'entendre avec l'Autriche. C'était le point de vue de Bonaparte. Mais il se serait trop démasqué, il eût trop déplu à la majorité du Directoire s'il n'eût rien fait pour l'Italie. Aussi quoiqu'il eût un arrangement avec le duc de Modène, dès que les Modénois voulurent se mettre en république, il demanda avis au Directoire, mais n'attendit pas sa réponse, et déclara que Modène et Reggio étaient sous la protection de la France et pouvaient se constituer librement. Puis il s'excusa aux directeurs, disant n'avoir pas reçu à temps leurs conseils. Tout en s'excusant, il continuait dans la même voie, unissant à Modène, Bologne et Ferrare pour en faire ce qu'on appela la République cispadane.

Acte audacieux qu'il faisait de son chef, certain cette fois d'être avoué du parti patriote. Mais, en même temps il tâchait de plaire aux amis de la

paix, aux modérés, et même aux rétrogrades, en ajournant toujours la grande affaire que voulait l'Italie et que craignait le pape : *la vente des biens ecclésiastiques.* Il n'en vendit que peu, et tard, l'année suivante, demandant l'aveu du pape qu'il croyait séduire en lui faisant sa part.

La légion lombarde que fit Bonaparte ne se composait que de trois mille jeunes gens de bonne famille, bien triés. Il craignait fort les embarras d'une révolution italienne avec qui il eût fallu compter, négocier, haranguer, faire l'homme, et non plus le soldat; descendre des hauteurs du commandement militaire, et se laisser toucher de près.

Bonaparte ne comprenait pas trop le genre de guerre des barbares qu'il avait à combattre. Il se moqua de leur maladresse à marcher en corps séparés. Mais les localités et la difficulté des vivres dans ces montagnes stériles exigeaient ces séparations. Et lui-même bientôt en remontant les Alpes fut contraint de marcher ainsi. Ajoutez une autre raison, c'est que ces tribus, de langue, de race différente, étaient des forces vives dont on ne pouvait tirer parti qu'en tenant compte de leur différence, et profitant du mouvement qui était propre à chacune.

Il y avait d'ailleurs des antipathies de peuples et de races qu'il eût été insensé de forcer. Comment eût-on fait marcher ensemble, et du même pas, les Valaques des régiments-frontières, quoique très bons soldats, avec les orgueilleux et superbes honveds hongrois? Comment les gais et fantasques Tyroliens, au chapeau pointu, à la plume verte, se seraient-ils battus volontiers à côté des masses croates, de leur gros manteaux rouges ensanglantés des guerres des Turcs? Les Autrichiens, et leur ancien général, le prince Eugène, avaient conservé fort utilement ces grandes divisions, et, dans l'ordre mécanique de la guerre, ils avaient eu certains égards pour le *génie* national et respecté sa liberté.

Cette tempête qui pendait des Alpes, tous ces torrents humains qui en descendaient de partout, semblent avoir étonné les nôtres. Heureusement tout cela ne fondit pas du même jet. Tandis que les Tyroliens étaient encore avec Davidowich, plus près de leurs montagnes, les Hongrois, Croates, d'Alvinzi étaient déjà en avant sur la route de Vérone. Devant eux Masséna se retira, non sans désordre. Le général Vaubois, opposé à Davidowich et chargé de défendre contre lui les postes de la Corona et de Rivoli, risquait d'être forcé par l'impétuosité de l'élan tyrolien. Il y résista d'abord, puis eut une panique, crut qu'il était coupé, que ces hardis chasseurs avaient passé devant et l'avaient devancé aux grandes positions de Rivoli.

Bonaparte n'avait que Vérone. Et il y était serré de près par la grosse armée d'Alvinzi, qui, avec son artillerie, dominait dans la haute position de Caldiero. Bonaparte vint inutilement contre cet ours avec ses dogues : Masséna, Augereau, pour le forcer dans la montagne. Masséna, gravit un endroit négligé. Mais la nature se mit de la partie. Une froide grêle se mêlant aux boulets souffletait les nôtres au visage, et, dans la boue, on ne pouvait

faire avancer les canons. Cela se passait le 12 novembre. Le 14, Bonaparte écrit au Directoire une lettre désespérée, où il dit que tous ses héros sont morts ou blessés : « Nous sommes abandonnés au fond de l'Italie. Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna est près de sonner. Alors, que deviendront tous ces braves gens ? »

Qui le sauva ? Alvinzi. On se défiait de sa fougue ; comme on avait fait pour son prédécesseur, on lui avait donné un sage chef d'état-major, Weirother. Et sans doute le commissaire anglais qui avait suivi partout Wurmser ne manquait pas à Alvinzi, et fortifiait le Mentor autrichien. Le mot invariable des Anglais, on l'a vu à Toulon, à Gênes, c'était toujours : « *Des places : assurons-nous des places !* » Alvinzi, leur obéissant, ne visait que Vérone ; il cherchait des échelles pour en escalader les murs. Il croyait que, dans la lutte, le pugilat d'un tel assaut, la vigueur hongroise l'emporterait.

Bonaparte aussi crut à la force, à la vaillance individuelle, et voulut, cette fois encore, répéter l'affaire de Lodi. Par une sublime imprudence, il laissa Vérone avec quinze cents hommes seulement. Et avec tout le reste, il alla prendre les marais, les chaussés de l'Adige et de l'Alpon. Il calculait que, par ce chemin étrange, arrivé à Ronco, il se trouvait sur les flancs de l'ennemi, et presque derrière lui. Les marais étaient traversés par deux chaussées, l'une à gauche qui rejoignait Vérone; l'autre à droite sur l'Alpon passait par le village d'Arcole.

Par la digue gauche il pouvait tomber sur Alvinzi, si celui-ci tentait d'escalader Vérone. C'était là le grand poste. Il y mit Masséna. Celui-ci, plein de sang-froid, vit bientôt approcher un corps qu'Alvinzi, averti par le bruit, avait envoyé. Il le laisse avancer sur la chaussée étroite, puis fond sur lui, le refoule et le noie. De son côté, Augereau, suivait l'autre digue jusqu'au pont qui mène au village d'Arcole.

Bonaparte s'était mis avec Augereau. Il voyait les dispositions sombres, nullement enthousiastes de l'armée. Il crut que c'était le moment de s'exposer lui-même. Il n'en avait pas encore trouvé ni cherché l'occasion. Je l'ai dit, il ne les a jamais cherchées dans sa longue vie militaire, pensant peut-être avec raison que dans l'intérêt de l'armée il faut réserver le général.

Ici, à Arcole, il devait de sa personne affronter le péril. Il s'était avancé, d'après des renseignements inexacts, ne sachant pas que les Croates avaient fortifié le village et garni le passage d'une nombreuse artillerie. Il avait bien envoyé une brigade et le général Guieu pour tourner ce pont et passer l'Alpon au-dessous d'Arcole. Mais il fallait attendre, et le héros se trouvait arrêté dans une position que les braves de Lodi eussent pu trouver ridicule. Il voulait, a dit Thiers, arriver à temps sur les derrières d'Alvinzi, et obtenir un triomphe complet. Mais cette grande armée d'Alvinzi, encore entière, et qui reprit bientôt l'offensive, n'était nullement là sur cette digue étroite. Et à Arcole, il n'y avait qu'un petit détachement de Croates, que grossissent les narrateurs bonapartistes pour grossir aussi la victoire.

Bonaparte, arrivé près du pont, et mis en présence du péril, ne pouvait ni se retirer ni hésiter sans perdre son prestige. Augereau saisit un drapeau et resta plusieurs minutes sous la mitraille. Bonaparte en avait pris un. Mais cela n'avait pas d'action et n'entraînait personne. Heureusement, son cheval prit peur, et le jeta hors de la tempête de mitraille sur la rive boueuse, où il eut de l'eau jusqu'à mi-corps. Selon un récit plus vraisemblable, il était à pied, déjà descendu de cheval. Dans ce cas-là, on pourrait croire sans lui faire tort, que son frère Louis qui le suivait, ou bien que ses amis, Bessières, à qui il avait confié sa garde personnelle, voulurent réserver une vie si précieuse, l'entraînèrent, et le firent descendre. Mais, au moment où il était dans ce marais, les Croates, qui voyaient l'accident et tout ce pêle-mêle d'officiers, accouraient pour les prendre. Là, son frère et Bessières furent admirables, ils l'en tirèrent et le firent remonter. Tout cela a été bien arrangé. D'abord dans les journaux, les gravures, etc., on se garda bien de le montrer dans ce marais qui le protégea si utilement contre la mitraille sous laquelle Augereau s'obstina à rester. On se garda bien aussi de dire que son frère s'exposa pour lui sauver la vie. On a voulu ainsi faire oublier l'ingratitude dont plus tard il le paya.

Dans les récits qu'il en a faits lui-même pour le Directoire et pour le public, il met en grande lumière l'attachement des soldats pour lui. Mais justement, s'il s'exposa, c'est parce qu'il vit l'armée immobile et muette, dont le silence semblait lui reprocher ce massacre étourdi, qu'on eût pu éviter. En réalité, à Arcole, le soldat était si mal disposé, que les chefs durent payer de leur personne et furent presque tous tués ou blessés. Lannes fut blessé trois fois et persévéra à combattre.

Les pertes n'étaient pas égales. Alvinzi, en perdant ses barbares, si nombreux, pouvait tout réparer le lendemain. Bonaparte exposait la fleur irréparable de l'armée, de la France.

« Mais sans cela, dit M. Thiers, le Hongrois aurait fui. » Qui le prouve? il avait l'avantage du nombre, et l'égalité de valeur.

« Ou bien Vérone eût été exposée? » Non, puisque Masséna était sur la digue gauche, et y était vainqueur. Or cette digue gauche étant voisine de Vérone, Alvinzi eût bien regardé avant de marcher vers la ville, avec Masséna dans le dos.

Jomini dit ici que probablement Bonaparte n'avait pas une connaissance suffisante des lieux. Et moi, je dis de plus que s'il eût fait explorer cette digue droite, il eût su que le village d'Arcole était fortifié, et ne se fût pas trouvé devant la batterie avec son drapeau inutile, pour faire tuer tant de braves gens, et lui-même tomber bien à point dans la boue.

La nuit se passa à attendre si Vaubois tenait encore et avait besoin d'être secouru. « Bonaparte, dit M. Thiers, eût secouru Vaubois. » Comment l'aurait-il pu, étant déjà si inférieur en nombre à Alvinzi? Au moindre mouvement qu'il eût fait, il risquait d'exposer Vérone.

Pour la journée du 16, vaste silence dans les récits bonapartistes. Ils évitent de dire que l'ennemi avait si peu souffert la veille que, repassant l'Adige, il prit l'offensive. Mais Masséna occupait toujours en vainqueur sa digue gauche. Il met son chapeau à la pointe de son épée, enfile la chaussée à la baïonnette, jette aux marais ce qu'il rencontre, prend six canons et, huit cents hommes. Bonaparte ne fit que tirailler pendant ce jour du 16.

Le grand mystère qu'on n'a pas expliqué, c'est pourquoi Davidowich ne venait pas se joindre à Alvinzi. Pourquoi? C'est que n'ayant pas détruit le lieutenant de Bonaparte, Vaubois, les Tyroliens hésitaient à se mettre en mouvement, suivis par lui, pour secourir le Hongrois qui d'ailleurs pouvait s'en passer.

Ce qui le prouve, c'est que le lendemain, 17 novembre, Alvinzi reprend une furieuse offensive. Sur la rive de droite, le général Robert est tué, les siens repoussés. Et Bonaparte a besoin encore de toutes les ressources de son astucieux génie; pour faire face, il a recours à la fameuse 32e demi-brigade, la cache derrière un bois de saules, d'où, sortant à propos, elle prend ou tue trois mille Croates. Alors, Bonaparte, ramenant Masséna à lui, se porte avec toute son armée devant Alvinzi. Seulement, avant d'attaquer avec Masséna et Augereau, il inquiète les Hongrois, en faisant circuler derrière eux, un petit corps, et, pour mettre le comble à leur inquiétude, il lance à travers les roseaux vingt-cinq cavaliers, de ses guides, qui arrivent avec des fanfares, un bruit éclatant de trompettes. Les barbares effarés, comme un taureau qui se laisse détourner souvent par un enfant, et qui s'en va les cornes basses sans regarder qui le suit, les Hongrois, dis-je, ahuris, épuisés par soixante-douze heures de combat, s'en vont, mais s'en vont lentement se reposer vers la Brenta.

Ils n'y trouvent plus les Tyroliens, qui, avec leur mobilité, contents de leur succès sur Vaubois, avaient regagné leurs montagnes.

Bonaparte avait fait à Arcole une découverte, c'est que cette armée, naguère fanatique de lui, y voyait déjà clair pourtant, qu'elle avait remarqué son imprévoyance étourdie, réparée à force d'hommes, et combien il ménageait peu, non seulement le soldat, mais les plus précieux, les plus irréparables de ses officiers. Il fit un peu oublier cette prodigalité des vies humaines par une de ces anecdotes qui venaient toujours à propos, et comme le *Mémorial* en donne tant sur la bonté de Bonaparte. C'est la sentinelle endormie, dont il prend le fusil et dont il achève la faction.

Il ne manqua pas d'écrire à Paris, de représenter cette affaire, qui, se passant sur des chaussées, ne put avoir de grandes mêlées, comme une bataille générale où les deux armées auraient donné. Il prétend qu'Alvinzi eut huit ou dix mille morts ! Qui le contredira? comment retrouver, compter tous ces morts au fond des marais ?

La manière dont le hasard, ou son cheval, ou ses amis, le mirent hors de la mitraille, cette circonstance fâcheuse est dans la lettre écrite au

Directoire; mais pour la publicité, elle est déguisée, touchée avec une adresse singulière.

Pont d'Arcole et pont de Lodi, furent confondus et mêlés pour la gloire de Bonaparte. Et la dernière affaire le porta jusqu'au ciel.

CHAPITRE IV

VICTOIRE DÉCISIVE DE RIVOLI. — (13 JANVIER 97). — BONAPARTE SAUVE LE PAPE A TOLENTINO. — CAMPAGNE DU TYROL. — TRAITÉ DE LÉOBEN.

Venons à Rivoli. Le secret de la croisade fut admirablement gardé, et Bonaparte, n'ayant point éclairé les routes, ne sut rien et ne prévit rien. Un de ses historiens dit ridiculement : « Il arrivait de Bologne à Vérone et il ne vit que deux mille Autrichiens, mais devina. » Je le crois bien. Les cinquante mille hommes d'Alvinzi, cette masse qui faisait trembler la terre, ne passaient pas comme une mouche. Enfin Joubert, qui était déjà aux prises sur le plateau de Rivoli, avertit son imprévoyant général; il était temps. Avec son petit corps de dix mille hommes il était déjà entouré, serré, il étouffait. Bonaparte avait à Vérone son épée de chevet, Masséna, cette division si mal traitée par lui, après les cinq victoires d'octobre. C'étaient quatre régiments invincibles, entre autres la 32ᵉ demi-brigade avec son chef Rampon. Il les fait partir dans la nuit du 24 au 25 janvier, et marcher toute la nuit. Lui-même, à cheval, les précède, arrive à Rivoli à deux heures du matin. La lune se levait tout exprès par un ciel froid et pur pour lui donner un grand spectacle. C'était un monde, tout le monde barbare en ses tribus diverses, fort distinct par ses feux qui entouraient le petit corps de Joubert. Une grosse colonne de toute arme montait la grande route et le Monte-Baldo, et par une sorte d'escalier tournant allait s'emparer du plateau pour l'accabler. Trois autres corps, tous d'infanterie, avaient gravi les hauteurs supérieures et allaient en descendre, comme par les gradins d'un amphithéâtre. Un quatrième corps, sous Lusignan, circulait sur le côté et devait se placer derrière Joubert, lui fermer sa retraite vers Vérone. Enfin, pour compléter le cadre de ce spectacle de terreur, on voyait sur l'autre côté de l'Adige un autre corps, dont les boulets venant par intervalles semblaient dire à Joubert : « Tu n'échapperas pas. »

Une chose cependant était claire, c'est que l'immense infanterie qui descendait des hauteurs sur le plateau n'avait point d'artillerie, et que l'énorme armée qui montait vers Joubert par cette sorte d'escalier tournant et qui faisait monter ses canons avec peine, était elle-même sous le feu de nos canons, de la vive et rapide artillerie française. Cela rassurait Bonaparte. Mais voilà que ces intrépides barbares tuent les chevaux qui traînaient nos canons, arrivent sur les pièces et les enlèvent. Cinquante grenadiers de la 14e demi-brigade s'élancent, s'attèlent aux canons et les ramènent à nous.

Masséna arrivait (il était temps) et ses quatre brigades. Avec Bonaparte, il prend la 32e, rallie ceux qui avaient plié, renverse l'ennemi et vient se placer à côté de la 14e entamée, qui résistait valeureusement. Mais, à ce moment, les grenadiers de l'ennemi étaient parvenus à hisser leur artillerie sur le plateau. De l'autre côté, Lusignan avec sa colonne, apparaissait derrière Joubert, déjà battait des mains et croyait l'avoir pris. Bonaparte défend qu'on s'en occupe et dit résolument : « Ceux-ci sont à nous. »

Sa gauche était couverte par Masséna et la 32e. Une batterie est dirigée vers l'ennemi, qui n'avait pas encore eu le temps de mettre ses canons en place.

Nos cavaliers impétueux, Leclerc et Lassalle les chargent ; Joubert, qui charge aussi, a son cheval tué, continue de combattre un fusil à la main. Tous les ennemis qui ont monté, grenadiers, cavaliers avec leur artillerie sont précipités pêle-mêle dans l'escalier tournant. D'autre part, l'infanterie autrichienne, venue d'en haut et descendue déjà sur le plateau, perd tout espoir, et fuit en désordre aux montagnes. Restait le corps de Lusignan qui, derrière lui rencontra nos réserves par les routes de Vérone, mit bas les armes, nous donna quatre mille prisonniers.

Bonaparte laisse Joubert poursuivre la déroute et, avec la division Masséna, qui depuis vingt-quatre heures marchait ou combattait, il se met encore en route pour marcher toute la nuit, voulant poursuivre Provera, lieutenant d'Alvinzi, en faisant quatorze lieues jusqu'à Mantoue. Exploit peu difficile pour Bonaparte qui était à cheval, mais cruel, exterminateur pour ces braves gens qui allaient à pied sans repos. C'étaient nos Pyrénéens, nos Gascons, Provençaux, dont cette division était composée, qui avaient déjà fait cela après Bassano, marchant cent heures sans s'arrêter, puis combattant et gagnant des victoires, non par le bras seulement, mais avec leurs jambes d'acier et leur infatigable cœur.

Hélas ! qu'est-elle devenue cette élite admirable ? Il en a épuisé les restes en deux folies célèbres : l'Égypte, où il les délaissa, et Saint-Domingue, où il les exposa à une mort certaine, sous ce climat dévorant, pour les faire échouer dans un crime, la vaine tentative de refaire l'esclavage.

La bataille de Rivoli fut une grande et terrible bataille qui nous donna treize mille prisonniers et non pas comme Arcole, une série de petits combats. C'est la lutte définitive entre nous et les tribus du Nord, qui montrèrent un



A Léoben, il traita seul avec Bellegarde, envoyé de l'Empereur... (P. 2102.)

courage égal, ayant contre elles cette pente escarpée et luttant sans pouvoir se servir de leur artillerie.

Elle eut pour complément la ruine des dix mille hommes que Provera menait à Mantoue. Provera, traqué comme un gibier sauvage, cerné de tous côtés, est forcé de se rendre. Dès lors tout est fini. Le grand projet manqué. Wurmser essaya vainement d'échapper pour se rendre à Rome, à Naples, essayer la croisade catholique. Il disait qu'il avait encore pour un an de vivres.

Bonaparte ne s'y trompait pas. Il le savait aux abois, et que Mantoue était plein de cadavres; trente mille hommes y étaient morts. Sa lettre, qu'il écrivit au moment même au Directoire, ne fait nulle mention des circonstances romanesques, des générosités héroïques qu'il ajouta plus tard dans une autre relation. Loin de là, il se montra assez rude, dédaigneux, pour ce vieux et héroïque Wurmser, comme s'il lui gardait rancune de l'avoir arrêté si longtemps. Wurmser, à la sortie, avait demandé à le saluer. Mais Bonaparte était déjà parti et n'avait laissé à sa place qu'un de ses lieutenants.

On pouvait dire que Rome avait succombé dans Mantoue. Mais cette cour était si haineuse que, faisant sonner partout le tocsin, lançant dans les campagnes ses moines avec le crucifix, elle essaya deux fois par des hordes de paysans d'arrêter les vainqueurs de Wurmser, d'Alvinzi. Les Romagnes, disait le cardinal Busca, seront une Vendée. Au contraire, Bonaparte venait fort modéré et dans une disposition toute politique. A Faenza, il dit qu'il ménageait cette ville par respect pour le pape. Il parla en Italien aux prisonniers et les renvoya libres, en jurant qu'il n'était pas venu pour détruire la religion, mais au contraire *pour la religion* et le peuple. Les prêtres, loin de perdre à son arrivée, y gagnèrent. Il fit nourrir dans les couvents ceux d'entre eux qui étaient sans ressources, et tous ceux qui rentrèrent en France devinrent de chauds prédicateurs de Bonaparte et ses panégyristes enthousiastes.

Il ne voulait que faire un peu peur au saint-siège, le sauver et, en cela, il était en accord admirable avec la violente réaction qui en France portait au Corps législatif un monde de royalistes fanatiques, des assassins du Midi, tel chef de bande qu'on eût dû fusiller aussi bien que Charette. Tout ce monde lui écrivait de France et de Paris : « Osez ! » Il hésitait pourtant, craignant de trop se démasquer. Pour gagner du temps, il eut une idée saugrenue ; c'était que le Directoire donnât à l'Espagne la ville de Rome, en laissant tout le reste au pape avec son pouvoir spirituel. Et, en même temps, pour amuser les philosophes, il leur envoyait un joujou, la noire Madone de Lorette, qu'on mit à la Bibliothèque.

A trois marches de Rome, à Tolentino, il s'arrête, contre les promesses qu'il avait faites tant de fois à l'armée de la mener à Rome. Il bâcle son traité avec celle-ci en vingt-quatre heures, sans consulter le Directoire, qui avait dit, — il est vrai, vaguement, — qu'il s'en rapportait à lui. Il se garde d'attendre l'intercession des puissances catholiques, voulant que le pape ne sût gré du traité qu'à lui. Le pape en fut quitte pour promettre encore quelques millions, quelques tableaux ; et ces millions devaient être acquittés partie en pierreries, en vieux bijoux, sorte de bric-à-brac de valeur incertaine. Nulle mention des belles conditions auxquelles tenait le Directoire : 1° que le pape permît au clergé de faire le *serment civique*, c'est-à-dire de jurer qu'il sera bon citoyen ; 2° suppression de l'*inquisition romaine* et fermeture des fours ou caves où les condamnés étaient brûlés vifs. C'est ainsi

qu'autrefois Gélon imposa aux Carthaginois vaincus de ne plus brûler de victimes humaines.

Le traité de Tolentino finissait assez tristement la campagne d'Italie. Pour un argent promis, on avait oublié la question de principe; tant de promesses faites d'abolir sinon la papauté, au moins l'inquisition.

Pour compenser l'effet de ce triste traité, on envoya et l'on fit circuler en France vingt mille prisonniers; on chargea Augereau de porter les drapeaux à Paris. La figure populaire du héros de Castiglione, cette figure d'un enfant loustic du faubourg Saint-Marceau, devait rassurer les patriotes sur les intentions réelles de Bonaparte, et répondre de sa sincérité républicaine. Mais pourrait-il tenir ce qu'il avait promis depuis un an, de passer les Alpes et d'aller à Vienne? Il en avait une excuse bien légitime dans la saison. Comment se risquer, lorsque l'hiver durait encore, un hiver assez rigoureux?

Ses partisans, et les journaux, stylés par ses frères et par Joséphine, n'en parlaient qu'avec terreur. Les journalistes sans nouvelles, pour réveiller, exciter l'intérêt, — je dis ceci d'après mon père qui alors imprimait des journaux — avaient un sûr moyen : c'était un accident, une blessure supposée de Bonaparte, ou une chute de cheval, etc. Il devenait l'unique, l'irréparable Bonaparte. Tant d'hommes héroïques, et déjà célèbres, disparaissaient. Lui seul restait en scène.

Cependant, on avait bien vu, dans la seule armée d'Italie, que s'il lui arrivait un malheur, il ne manquerait pas d'hommes qui pussent au besoin succéder. Lui-même, dans ce long entr'acte de plusieurs mois qu'il passa en été au centre de l'Italie, quel lieutenant s'était-il donné? Masséna. — Augereau, s'il avait le même courage, n'avait ni la tête, ni la solidité de Masséna. Mais il avait eu ce grand moment, cette belle fortune, de relever Bonaparte défaillant, avant Castiglione.

Enfin il y avait un jeune homme qui lui inspirait la plus grande confiance. C'était Joubert, esprit cultivé, tête sereine dans les plus grands périls, général et soldat. C'était un homme grand, délicat, qui n'avait pas la base carrée de Masséna. Mais il s'était lui-même fortifié. Vrai héros de la volonté. Plus tard, on le considéra comme le successeur éventuel de Bonaparte. Lui-même l'estimait tellement, qu'en lui confiant, pour le passage des Alpes, sa droite, qui devait traverser le Tyrol insurgé, il lui écrit : « Si notre division du Tyrol est battue, refoulée sur le Mincio, même jusqu'à Mantoue, Joubert commandera Mantoue, la Lombardie, et tout ce qui est entre l'Oglio et l'Adige. » C'était se remettre à lui pour la retraite possible, la ressource dernière en cas de malheur.

Il croyait à ce jeune héros plus encore qu'au froid et ferme Kilmaine, qu'il avait laissé au poste de Vérone, pour lui surveiller l'Italie.

Bonaparte suivait, par la nécessité des lieux, la méthode tant reprochée par lui aux Autrichiens, de marcher divisé sur trois routes à la fois. Il avait à sa droite Joubert et dix-neuf mille hommes; — à sa gauche Masséna et sa

division : dix à douze mille hommes. Lui au centre, ayant quarante mille hommes, il marchait avec Bernadotte et les renforts qui lui venaient du Rhin.

Joubert n'eut pas de bonheur. Avançant rapidement par Botzen et Brixen, il battit plusieurs fois les généraux autrichiens, mais il n'en fut pas moins entouré par l'océan tumultuaire et fanatique de l'insurrection du Tyrol. Difficile épreuve de se trouver dans la tempête étourdissante d'un grand peuple, véritable élément qu'on peut repousser, mais qu'on ne voit par moment céder sur un point que pour le retrouver à côté comme une vague partout présente, partout furieuse, aboyante. Par bonheur, Joubert avait d'admirables généraux de cavalerie : Dumas, l'hercule nègre, qui répéta sur un pont le trait d'Horatius Coclès, et l'intrépide Delmas, grand soldat et grand caractère, le seul qui fût ferme au sacre, et qui osa tenir tête en face à Bonaparte et, par un mot terrible, flétrir sa lâcheté pour Rome.

Il était naturel que le nouveau général autrichien, l'archiduc Charles, vînt se jeter dans l'insurrection tyrolienne, qui eût ajouté à son armée une grande force populaire. Mais on ne le lui permit pas. Il eut l'ordre de disputer le centre, le passage du fleuve, puis de défendre à l'est la route de Carinthie, celle de Trieste et de Vienne. Même avant d'avoir reçu ses renforts, il se présenta devant la grande armée de Bonaparte pour l'empêcher de passer le Tagliamento. Il y fut indécis, il fit trop ou trop peu. Il opposa une faible résistance, combattit juste assez pour éprouver une petite défaite et perdre cinq cents hommes. Il n'empêcha point le passage.

Masséna, pour son compte, avait passé à un autre endroit. Il avait pris alors la droite de Bonaparte qui marchait par les vallées centrales intermédiaires, entre Joubert et Masséna. Ce dernier courait dans les neiges par la route la plus élevée vers Tarwis, point stratégique, important, décisif, recommandé à l'archiduc. Masséna y courait si vite, qu'il y était depuis deux jours quand Bonaparte lui donna l'ordre d'y aller. Bonaparte lui-même, étant au centre, avec ses quarante mille hommes, était hors du péril, ayant sur les hauteurs un tel homme à sa droite.

Pour employer une image grossière, mais expressive, qu'on se figure un chasseur d'ours qui d'abord avait eu un compagnon à gauche, mais il a perdu en chemin ce compagnon (Joubert). Heureusement il a à droite, aux crêtes des montagnes, un autre compagnon, un chien colossal et terrible des Alpes, qui cherche l'ours et qui va l'étrangler.

Ce chien des Alpes est Masséna qui, après sa course foudroyante, était déjà assis à Tarwis, attendait. L'archiduc arriva, montra un grand courage, et s'exposa en vain. Ses soldats de recrues, mêlés, contre l'usage autrichien, de toute nation et de toute langue, n'avaient pas la cohésion ordinaire de leurs armées qui marchent par tribus. Ils furent battus, et le pis, c'est qu'un commandant autrichien Baïolich, qui n'en sut rien, se précipita là, suivi et poursuivi par la division Augereau. Il la fuit, et, dans une gorge affreuse, il se

trouve nez à nez avec Masséna En tête, en queue, c'est l'ennemi. Il est pressé, serré des deux côtés. Infanterie, cavalerie, artillerie, et bagages, tout est amoncelé, et monte l'un sur l'autre. L'archiduc vit en vain en échapper les restes.

Ce qui en sauva un assez grand nombre, c'est que beaucoup étaient des gens du pays, des montagnards fort lestes à se dérober par les précipices. On n'en prit ou tua que trois mille! N'importe! la campagne était réellement terminée.

« Léger combat », dit Bonaparte, avec une envie visible d'atténuer ce succès décisif. De même ailleurs, il fait cette remarque malveillante : « Que la division Masséna, — si vaillante et qui lui gagna tant de batailles, — *commence à se servir* de la baïonnette. » Il veut ridiculement faire croire que, jusque-là, elle aimait mieux tirer et *combattait de loin.*

Cependant sa jalousie, qui voudrait amoindrir les succès de Masséna, ne s'accorde pas avec le besoin qu'il a de faire valoir à Paris cette campagne pour son avantage personnel et pour émerveiller par l'audace de sa tentative de passer les Alpes en cette saison : « Le combat de Tarwis s'est livré au-dessus des nuages sur une sommité qui domine l'Allemagne et la Dalmatie. Il y avait trois pieds de neige. »

Cette guerre que Bonaparte faisait à travers une saison si rude sur ces hautes montagnes, cette guerre exposée ainsi et habilement exagérée en poétiques images, faisait grelotter Paris, le remplissait d'étonnement, d'admiration, de craintes pour lui. Bonaparte risquait peu. Car aux divisions victorieuses de Masséna et Augereau, il put réunir celle de Sérurier. Celle de Joubert manquait seule, interceptée, assiégée par les Tyroliens. Bonaparte ne savait pas même où il était. Car il écrit le 5 avril à Dombrowski : « Qu'il ait, s'il est possible, des nouvelles de Joubert, et marche à sa rencontre. » Cè qui est singulier, c'est qu'en ce même jour (5 avril), où il dit n'avoir pas de nouvelles de Joubert, il en donne à Paris et raconte les avantages qu'il a remportés.

Le 1er avril, Masséna, vainqueur à Klagenfurth, y faisait entrer Bonaparte. Et le 5, battait à Newmarkt l'archiduc en personne. Ce prince avait choisi une position superbe, l'avait hérissée de canons. Il avait autour de lui son élite, ses huit bataillons de grenadiers. Avec cela, il fut obligé de faire retraite devant la seule division de Masséna.

Au 22 mars, Bernadotte, envoyé à Trieste et aux fameuses mines d'Idria, y trouva du minéral pour plusieurs millions, qui, avec les contributions qu'il levait, permirent à Bonaparte d'envoyer de l'argent aux armées du Rhin. Elles allaient enfin s'ébranler, ces armées nécessiteuses, et si longtemps paralysées. Leurs retards portaient au comble les espérances de Bonaparte et le mettaient dans une véritable fureur d'ambition. Il écrit le 5 mars une lettre hardie, terriblement compromettante, où il se dévoile cyniquement.

L'ancien gouvernement de Venise, qui, pour bien moins, exécuta Carmagnola, eût regardé cette lettre comme indice d'une prochaine

usurpation, et se fût défait à coup sûr d'un homme qui désormais, sans masque, courait droit à la tyrannie.

Il écrit audacieusement : « Si le prince Charles commande les deux armées du Rhin et d'Italie, il faut nécessairement qu'il y ait chez nous *unité de commandement.* » C'est-à-dire que Bonaparte, à la tête de toutes nos armées, commande Moreau et le général Hoche! A qui ose-t-il écrire cette lettre? A quelqu'un qui, à coup sûr, ne la montra pas au Directoire, au bon Carnot qui, ayant répondu tant de fois du désintéressement patriotique de Bonaparte, dut rougir de se voir démentir par une telle lettre et sans doute la mit dans sa poche.

Cependant ce qu'il craignait allait se faire, et on allait le précéder en Allemagne. Le gouvernement, par un suprême effort, avait mis les deux grandes armées du Rhin en état de le passer au 18 avril. C'était une élite superbe, héroïque, et, pour la discipline, bien supérieure à l'armée d'Italie. C'était Kléber, Desaix, Championnet, trois noms aimés du peuple autant que du soldat; c'étaient aussi les braves, le grenadier Lefebvre, le hardi cavalier Richepanse, le jeune et vaillant Ney, qui devait tant grandir.

Bonaparte frémissait de les mettre en partage de la gloire qu'il poursuivait et touchait presque. Celle de porter à l'Autriche le dernier coup et d'assurer la paix. Il écrit le 16 avril une lettre enragée; oubliant sa dissimulation habituelle, il en vient aux basses injures avec ces grandes armées et ces grands hommes. Il leur reproche de ne pas avoir fait ce qu'il craignait le plus, ce qu'il voudrait bien croire désormais impossible. Voilà cette lettre insultante (16 avril, p. 637): « Je me suis précipité en Allemagne pour dégager les armées du Rhin. J'ai passé les Alpes, par trois pieds de neige, où personne n'avait passé. Il faut que ces armées n'aient point de sang dans les veines. Je m'en retournerai en Italie. Elles seront accablées. »

Masséna, parti de Léoben le 18 avril au matin, avait pris la route de Vienne. Bonaparte espérait terrifier la cour de l'Empereur, et prévenir le Directoire pour la conclusion de la paix. Peu auparavant il avait écrit à l'archiduc une lettre philanthropique sur les malheurs de la guerre, où il disait: « Si j'avais le bonheur de sauver la vie à un seul homme, j'en serais, plus fier que de toute la vaine gloire des batailles. » Cette lettre, si singulière pour un tel *prodigueur* d'hommes, était assez bien combinée pour faire pleurer le public à Paris.

A Léoben, il traita seul avec Bellegarde, envoyé de l'Empereur; et il écrit au Directoire: « J'ai signé. Que voulez-vous? Je n'ai plus que vingt mille hommes. Voilà la Hongrie qui se lève. J'ai appelé votre envoyé Clarke, qui n'est point venu pendant dix jours. » Et il ajoute: « Vous m'aviez donné pleins pouvoirs sur les opérations diplomatiques, et, dans la situation, les préliminaires de paix étaient une opération militaire. » Que signifie cet audacieux galimatias?

Il était sûr qu'en présence de la joie publique, devant Paris enivré de la

paix, on n'oserait pas le démentir. Cependant cette chose énorme, qu'un général se fût substitué au Directoire et eût stipulé pour la République, comment serait-elle reçue?

Bonaparte était inquiet. Il imagina une chose qui dérouta tout le monde et montre admirablement la profondeur de son astuce. Il envoya le traité par Masséna!

Quoi! celui pour qui ses bulletins sont si avares de louanges, il lui accorde ce triomphe!

Il en avait besoin. Voulant présenter son traité, ainsi qu'il avait fait pour celui du Piémont, comme l'œuvre commune des généraux, de l'armée, il plaçait cet acte scabreux sous la protection du chef le plus illustre de l'armée, le plus renommé à Paris.

En voyant la simplicité héroïque de Masséna, « l'enfant de la victoire », on n'oserait pas soupçonner sous la candeur de l'enfant l'astucieuse ambition de Bonaparte.

Il était si impatient qu'au lieu d'écrire d'abord au Directoire, à Paris, qu'il venait de signer la paix, contre toute convenance, il l'écrivit d'abord à Hoche qui entrait à Francfort, afin de l'arrêter et de lui fermer la campagne. Pour excuser un peu cette précipitation inconcevable il prétend dans sa lettre aux Directeurs qu'on l'avait averti seulement du mouvement de Hoche, *et non de celui de Moreau:* « J'ai cru la campagne perdue, que nous serions battus les uns après les autres, et j'ai conclu la paix. »

Étrange assertion, injurieuse pour Hoche, comme si ce grand nom faisait présager des défaites!

Injurieuse pour la partie militaire du Directoire, qui, impatiente de tout brusquer et de tout remettre à Bonaparte, lui aurait caché qu'avec l'armée de Hoche partait celle de Moreau.

Tout cela paraissait louche. Et mille bruits circulaient, on le voit par ses lettres mêmes: « On avait dit d'abord qu'il était battu au Tyrol. » Et, en effet, son lieutenant Joubert y avait été assiégé, sans pouvoir donner de ses nouvelles. Au 18 mai, il écrit encore à Bernadotte: « Il n'est pas question que je quitte l'armée; c'est un conte sans fondement, etc. » C'est qu'en effet le Directoire s'apercevait de sa conduite double. Il se mettait tellement à l'aise avec le gouvernement, qu'il ne lui donna même pas avis de sa convention (19 mai 97) avec le Piémont, et pour calmer Barras, la Réveillère-Lepeaux. Rewbell, il dit: « Ce roi est peu de chose, et ce royaume ne pourra continuer. »

Mais avec tout cela, comment destituer Bonaparte, avec une telle campagne?

Ses frères, fort actifs, et tous leurs journalistes, s'extasiaient, ossianisaient sur cette merveille inouïe des Alpes franchies en plein hiver, malgré la grande insurrection, les carabines tyroliennes. « Hélas! on le tuera, disait-on, et c'est pour cela qu'on l'a envoyé dans cette expédition terrible. » Joséphine

en pleurait, et le public se prenait fort à cette donnée romanesque, rebattue, d'un héros exposé par les traîtres aux plus grands dangers. Plus tard, ce fut l'Égypte, où l'on crut que le Directoire voulait le faire périr. Moi-même, j'ai entendu ce conte, qu'on répétait toujours dans ma première enfance.

En mars, on passe très bien les Alpes. Et, sauf les hauts plateaux de l'Engadine, les Alpes orientales ont de la neige alors plutôt que de la glace.

Bonaparte, qui se plaignait toujours d'être abandonné, avait reçu un renfort admirable de quinze mille hommes choisis dans les armées du Rhin. Venise armait, il est vrai, ses paysans, ses Esclavons. Ces barbares, en tuant cent Français dans Vérone, effrayèrent au contraire les Italiens et les firent incliner vers le parti français. Bonaparte tenait une conduite double : d'une part, recommandant à son lieutenant Kilmaine de ne donner ni conseils ni secours aux patriotes italiens ; et, d'autre part, leur envoyant un de ses officiers pour les pousser à la révolte, l'intelligent et rusé Landrieux, que lui-même désavoua bientôt. Au reste, il ne savait, ni lui, ni la partie pacifique du Directoire, ce qu'on ferait. Au 1er février, il proposait encore, pour garder Mantoue, de rendre plutôt Milan aux Autrichiens ! Milan ! la cité la plus républicaine peut-être de toute l'Italie !

Plus tard, à Léoben, lorsque l'Autriche, si affaiblie, ayant perdu en un an cinq armées, recevait du prince Charles le conseil de traiter ; quand Masséna laissé à lui-même, voyait presque Vienne déjà, ne demandait qu'à avancer ; à ce moment, Bonaparte signe, et, par une précipitation singulière, rend à l'Autriche les cinq provinces qu'il lui a déjà prises.

Que lui donne l'Autriche, en échange ? Rien. Elle traînera, ajournera les ratifications.

Comment ! lui qui faisait si grand mépris des Italiens et surtout de Venise, il est si impressionné de leur insurrection qu'il se décide à céder tout, à rendre cinq provinces des Alpes ! S'il s'agissait d'un homme moins hasardeux, on dirait que la tête lui a tourné, qu'en voyant l'agitation de ces grandes foules derrière lui, il s'est cru enfermé, perdu dans les montagnes, et qu'il a lâché tout brusquement et sans garantie.

Qu'il ait été si crédule, si facile à tromper, cela semble étonnant, impossible. Je crois bien que son impatience et le désir d'arrêter Hoche qui allait entrer vainqueur en pleine Allemagne purent l'aveugler ; mais je crois aussi que la grande élection royaliste qui se faisait alors, et qui semblait donner la France à ce parti, dut faire impression sur lui. Ce qui est sûr, c'est que les modérés durent lui écrire le mot qu'on attribuait au pacifique Carnot : « Voulez-vous donc opprimer l'Empereur ? » Joséphine, directement liée avec les royalistes, alors triomphants par l'élection, dut aussi lui écrire que « s'il s'obstinait à prendre Vienne, il se fermerait Paris même et se brouillerait pour jamais avec tous les honnêtes gens. »

A ce moment douteux, chacun regardait l'avenir.

Moreau, entrant en Allemagne, prit un fourgon autrichien qui contenait



Au moment, il s'élance, tel quel, saute à cheval, et le sabre à la main, les poursuit, fait tirer sur eux. (P. 2112.)

les lettres et les avis que le traître Pichegru donnait à l'ennemi. Il les fit déchiffrer, mais si lentement qu'ils ne servirent à rien.

Bonaparte avait presque les mêmes ménagements. Ainsi, il arrête (au 1er juin) Entraigues, un agent confidentiel des émigrés, que, d'après les lois d'alors, il pouvait fusiller. Il ne l'envoie point à Paris ; il le garde. Il le traite fort bien, tellement que cet agent, dont le parti triomphait alors au Corps législatif, fait l'insolent. Bonaparte ne le pressait guère pour en tirer quelque

chose, et lui demande d'abord le moins important, certain mémoire qu'il a fait sur la Prusse. Ce n'est qu'au mois de juillet que, mécontent des royalistes, il presse un peu plus Entraigues, l'accuse, livre une lettre qu'il a écrite à un des chefs royalistes de Paris, Barbé-Marbois. Enfin, ce n'est qu'en octobre qu'il remet au Directoire vainqueur tous les papiers d'Entraigues, c'est-à-dire après la révolution de Fructidor, où le Directoire eût pu si utilement employer ces papiers. Lenteur extraordinaire, si étrangement calculée, qu'elle ressemble à la trahison.

Il se croyait très fort, s'imaginant tromper les deux partis. Mais très visiblement il inclinait à droite et pour le parti du passé.

Il fut bien étonné, lorsqu'en gardant tant de ménagements pour tout le parti rétrograde, en tenant à Milan près de lui le dangereux Entraigues qui avait leur secret, il voit ce parti même l'attaquer aux Cinq Cents, au sujet de Venise, par le député Dumolard. Il s'étonne, s'indigne, s'aperçoit que les rétrogrades (royalistes, Autrichiens) se sont joués de lui, ne lui savent aucun gré de sa modération pour le pape et l'Empereur. Et sa fureur l'emporte jusqu'à cet aveu ridicule. Il dit précisément ce que nous disons : « Qu'à Léoben, il a sauvé Vienne et l'existence de la maison d'Autriche. »

CHAPITRE V

DE LA SECONDE RÉACTION QUI MÈNE EN FRUCTIDOR. — LE JARDIN GENEVIÈVE. — LA THÉORIE DES ÉGAUX.

C'est au traité de Léoben que les dissentiments du Directoire, jusque-là assez bien cachés, apparaissent enfin et commencent la période de lutte qui ne finit qu'en Fructidor.

A Léoben, nous voyons la minorité du Directoire, Carnot et Letourneur, se ranger du côté de Bonaparte et de la paix avec l'Autriche; d'autre part, la majorité, Barras, Rewbell, la Réveillère, lutter, puis céder à regret, ayant contre eux les amis de la paix, c'est-à-dire tout le monde. Le parti royaliste, ayant déjà ce traité, prit son élan vainqueur pour les élections qui suivirent.

Pendant quatre-vingts ans, les royalistes ont constamment plaidé contre la république. Constamment les bonapartistes, même les indifférents et gens d'affaires, ont jugé que les traités de Chérasco, de Léoben, étaient deux très

bonnes opérations, c'est-à-dire ont adopté l'avis de Bonaparte et de Carnot contre la majorité du Directoire.

Celle-ci, si violemment attaquée, ne s'est point défendue.

Rewbell n'a rien écrit, que je sache.

Barras n'avait écrit que des pièces détachées, qu'il avait confiées à son ami Rousselin de Saint-Albin, et dont celui-ci a fait les *Mémoires de Barras*. Ces Mémoires, qui peut-être seraient sa justification pour bien des faits, existent encore, et attendent leur publication.

Enfin, grâce à Dieu, au bout de près d'un siècle, nous pouvons lire les Mémoires, excellents et visiblement véridiques, de la Réveillère-Lepeaux, le meilleur et le plus ferme républicain de ces temps-là.

Il a écrit ces Mémoires fort tard, vers la fin de sa vie, avec une fermeté de justice admirable. Il ne conteste en rien les grandes qualités de Carnot. Il dit qu'aux premiers temps, Carnot plaça de très fermes républicains. Il ne lui fait pas d'autre reproche que l'entraînement aveugle pour le parti qui faillit l'emporter en 97 et qui semblait alors avoir pour lui la majorité de la France.

Pour moi, toujours nourri dans une haute et affectueuse estime de ces deux illustres familles, Carnot, la Réveillère-Lepeaux; de plus, ayant longuement étudié pour ma *Révolution* les mémoires successifs que les Carnot ont publiés, je ne me doutais guère de ce qu'était au fond ce grand procès. Des lueurs indirectes mais très vives, m'en vinrent dès la publication officielle de la *Correspondance* de Bonaparte. Dans ces lettres, on voit très bien ce que Carnot ne cache pas, que Bonaparte eut pour auteur de sa fortune et protecteur bien moins Barras que Carnot. C'est-à-dire que dans ces traités célèbres où Bonaparte fit grâce au Piémont, à l'Autriche (96-97), il eut pour appui au Directoire Carnot, vrai dictateur aux affaires militaires et par suite dans celles de la diplomatie. En cela, et en tout, soit générosité, soit entraînement d'amitié et de société, Carnot protégea le parti du passé, ceux qu'il croyait les faibles, et que lui-même, au Comité du salut public, il regrettait d'avoir persécutés.

Par exemple, nos lois contre les émigrés étaient toujours sévères. Et quoique toute la France fût déjà pleine d'émigrés rentrés, quelques-uns furent encore l'objet de la rigueur des lois. Beaucoup d'entre eux, jadis réfugiés à Coblentz, l'avaient quitté, et occupaient Turin, le Piémont, ce royaume qui, par mariage, se trouvait uni aux Bourbons. Les tantes de Louis XVI y étaient encore. Quand Bonaparte vainqueur approcha de Turin, grande panique. L'héritier du royaume alla le supplier. Et nul doute aussi qu'à Paris, la société la plus distinguée ne suppliât Carnot de ne pas enlever cruellement aux émigrés leur dernier asile.

Pourquoi enlever avec Turin le dernier asile aux émigrés? Le traité d'ailleurs était excellent, il livrait tant de places et permettait de lever l'argent dont on avait besoin. En bonne guerre aussi, il y avait grand avantage à se débarrasser d'un de ses ennemis, le Piémont, avant d'attaquer

le grand ennemi, l'Autriche. Le traité fut approuvé de la société et du grand public à Paris, du parti rétrograde, des femmes pieuses, des femmes sensibles.

Ainsi d'avril 96, du traité avec le Piémont partit une seconde réaction dont on ne parle guère. La réaction thermidorienne avait fini à proprement parler en Vendémiaire, une autre succéda.

On gardait avec horreur, le souvenir des jacqueries de Prairial, et fort peu celui de l'insurrection de Messieurs, royalistes et boursiers, de Vendémiaire. Cette prise d'armes de jeunes bourgeois et de gens bien vêtus n'avait pas produit grand effroi. Et les vaincus excitèrent plutôt l'intérêt. L'affaire de Quiberon, et nos officiers de marine, amenés là par les Anglais, fusillés par les nôtres, avaient laissé trop de regrets. Les insurgés de Vendémiaire en profitèrent. On dit : « Assez de morts! » On rechercha très peu. Les coutumaces, se promenaient partout dans les rues, aux théâtres, aux églises.

Le parti royaliste, vaincu en Vendée et ailleurs, réussit, s'étendit, surtout par les larmes et l'attendrissement.

C'était le secret de ce parti pleureur. Même en ses plus grandes violences, il voulait être plaint et prétendait exciter la pitié.

En 93, il pleurait sur Louis XVI et Marie-Antoinette. De Londres, il inondait l'Europe de gravures pathétiques qui retraçaient l'événement. Puis ce fut Quiberon et tous ses émigrés. Après ce fut Charette, dont on vendait partout le portrait, les reliques.

Une chose à remarquer dans ce grand déluge de pleurs qu'on versait sur l'ancien régime, c'est que ces larmes étaient fort indistinctes. On ne se souvenait plus que ce monde, qu'on pleurait d'ensemble, tant qu'il avait vécu, était étrangement divisé, composé d'éléments hostiles entre eux. On ne se souvenait plus des haines de la noblesse de province pour la noblesse de cour, ni de celle-ci pour les parlementaires. Ces mêmes officiers de marine, aujourd'hui regrettés, c'étaient eux qui par leur arrogance de favoris, à Versailles et près de la Reine, avaient plus que personne provoqué la Révolution.

Chose curieuse! le présent révolutionnaire apparaissait hétérogène, comme un monde de ruines. Et l'ancien régime, déjà un peu reculé dans le passé, ne montrait plus au souvenir ses contrastes, ses incohérences; tout cela avait pâli en six ans, et l'on n'y voyait qu'un monde d'harmonies. Tel est l'effet du temps : il se plaît à parer ce qui n'existe plus.

Ajoutez la pitié et ses émotions pour des misères réelles. Tant de gens errant par l'Europe, même en France, et non sans danger, rapportant leurs misères, mendiant, en guenilles, à la porte de leurs châteaux. Cela touchait, bien naturellement. La France, victorieuse, avait presque oublié que ces mêmes hommes avaient été chercher les armées étrangères, les avaient amenées, aidées, et furieusement combattu contre nous.

N'importe! si eux-mêmes étaient coupables, leurs familles ne l'étaient pas. Les femmes, les enfants d'émigrés intéressaient tout le monde. Les

belles du nouveau régime, les charmantes maîtresses des nouveaux enrichis avaient bon cœur, se faisaient une fête de recevoir, de traiter ces familles, modestes et douces alors, qui paraissaient avoir tout oublié. Elles ne gardaient de l'ancien régime que leurs bonnes manières, leur fine langue, toujours exempte des néologismes grossiers de l'époque, leurs façons distinguées sans orgueil, et flatteuses sans servilité. L'esprit de ce monde-là peu étendu, avait la grâce qui manquait tout à fait à la société nouvelle et reposait du chaos qui avait précédé. Le théâtre du temps, ses petits opéras, ses pièces souvent larmoyantes, s'associaient parfaitement à cette disposition.

Ajoutez un théâtre qui à peine se rouvrait à moitié, l'église, et qui n'en avait que plus d'attrait mystérieux. A ceux qui se figurent que Bonaparte a rouvert les églises, Grégoire a fort bien dit et montré par les chiffres qu'en 1800 il y en avait quarante mille de rendues au culte. La Révolution, sauf le grave moment de novembre 93, ne les ferma jamais entièrement. Et après ce novembre et les fêtes de la Raison, Robespierre, qui venait de guillotiner la Commune et les apôtres du nouveau culte, sans restaurer l'ancien, lui donna en quelque sorte une protection tacite. Vers sa fête de l'Être Suprême, les églises catholiques se rouvrirent à petit bruit, et même *non pas à petit bruit :* à Saint-André-des-Arts et à Saint-Jacques, on chantait l'office tout haut, si haut, que M. Daunou, alors prisonnier, entendait et pouvait suivre la messe de sa prison, assez lointaine, Port-Libre ou Port-Royal, aujourd'hui la Maternité.

Une atmosphère d'ancien régime enveloppa le Directoire. Les classes distinguées d'autrefois, avec leurs sentiments, leurs idées religieuses, s'y montraient sous un jour aimable de nature et d'humanité.

J'ai vu beaucoup de gens regretter le Directoire, moins encore pour ses plaisirs, qui sont de bien d'autres époques, que pour une chose qui fut tout à fait propre à celle-ci : une vive sensibilité en bien, en mal, un singulier charme de vie, vibrant de mille émotions, toutes excitées du fond du fonds, et d'étranges abîmes que nul âge n'avait sondés.

Cela n'arrivait pas toujours à la forme littéraire, mais d'autant plus stimulait l'agitation passionnée et l'électricité du temps.

De grands artistes, des peintres ont du moins, par des traits touchants, marqué le passage d'un siècle à l'autre; Greuze et Prudhon ont noté en traits admirables et la défaillance nerveuse du siècle qui finit, et le sourire délicat du nouveau, mais si vite éteint dans les larmes.

Greuze, martyr toute sa vie de la pauvreté et d'une société fausse, a peint, non en grands tableaux, mais surtout en ébauches, en portraits fort attendrissants, des enfants, des filles du peuple. Il nous donne l'état trop souvent faible, maladif, où les victimes de la faim ou des fatalités du vice arrivaient de bonne heure, avec je ne sais quel charme de ces bouquets, trop tôt fanés qui offrent souvent une étrange féerie de mort prochaine que la vie n'eût jamais atteinte.

Greuze était si évidemment une victime de l'ancien régime, qu'il traversa respecté les temps de la Terreur. Il était octogénaire, mais vécut assez pour voir le charmant génie qui inaugura l'âge nouveau.

Prudhon, du même pays que Greuze, fils de la gracieuse Saône et élève de Lyon, toujours misérable comme Greuze, refusa d'être Italien et de faire fortune à Rome sous l'abri de Canova. Il s'y fût amolli, fondu. A tout prix, il fut Français, et trouva son génie, la beauté dans le mouvement. Revenu, et mourant de faim, il eut, par Bernardin de Saint-Pierre et les Didot, à faire les délicieuses gravures de *l'Art d'aimer*, et celle de *Daphnis* et *Chloé*. Enfin une gravure populaire de haute importance.

Dans le calendrier de l'an III, Minerve, la raison éternelle, occupe le fond dans une grande majesté, et sous son puissant regard s'unissent trois personnes ou trois principes : *Liberté*, *Égalité*, *Fraternité*.

La Liberté, forte et sombre, cuirassée, occupe le centre. A sa gauche, une jeune femme, charmante, mère visiblement, aux belles mamelles émues, c'est la Fraternité, féconde d'amour et de tout bien.

A droite, c'est le coup de génie, l'Égalité se présente timidement, pauvre petite fille du peuple, pas bien nourrie, un peu maigre. Si fine est-elle, et si touchante, qu'à la voir, tout s'attendrit. Elle approche. Que veut-elle si naïvement ? Visiblement c'est d'être accueillie, adoptée. Grand Dieu, qui ne le fera pas? qui n'ouvrira ses bras, son cœur à l'orpheline? L'égoïsme est impossible devant elle. Il n'y a plus ni riche, ni pauvre. Tous sont prêts à partager.

Elle voudrait monter aussi. Mais tous désirent qu'elle monte. Divin rayon d'amour, de bonté à la fois! on sent l'étroit rapport de l'amour et de la pitié.

Prudhon a reproduit cent fois ce motif charmant sous différents noms, avec la même expression, le même sens. Sans l'expliquer, ni même sans s'en rendre bien compte à lui-même, il indique le nom, qu'on peut donner au siècle en sa plus générale tendance : *Le désir*, *la recherche de l'Egalité*.

Ce violent soupir pour le peuple, pour que le peuple travailleur puisse enfin boire et manger, n'est pas une chose nouvelle; il semble, au quatorzième siècle, bien exprimé chez les hussites par ce mot : « La coupe au peuple! » Il a inspiré les fantaisies humanitaires, bizarrement exagérées, de Rabelais, de Fourier, leur gloutonnerie gigantesque pour la multitude affamée. Les économistes, dans leur religion de la terre et du travail de la terre, n'eurent pas autre chose en vue. Et M. Turgot même, dans sa fameuse parole sur le *travail*, *première propriété et la plus sacrée de toutes*, n'est pas bien loin de Thomas Payne.

Ce mysticisme égalitaire, rêvé vers 95, aux prisons, où les plus riches se plaisaient à partager, fut comme un soleil dans la nuit.

Cet élan d'humanité prit une nouvelle force quand les prisons s'ouvrirent et que les patriotes de toutes nuances, dont on avait fermé les clubs, entre

autres celui du Panthéon, s'assemblèrent au printemps de 96, dans un jardin abandonné et qui semblait mystérieux.

C'est celui de l'abbaye Sainte-Geneviève, sous les murs de Philippe Auguste, bâtis en 1200, près de la tour Clovis, où se voit encore la place de la chaire d'Abailard.

Dans ce lieu singulier, qui, je ne sais pourquoi, fut ainsi le berceau des plus grandes révolutions, les disciples de Robespierre, ceux de Chaumette et de la Commune, — disons mieux, Babeuf et Duplay, — jusque-là divisés, se rapprochèrent et se donnèrent la main.

Un jour, un militaire, nommé Grisel, annonce qu'il a à révéler un grand secret. La révélation était celle-ci : que le club du Panthéon, qu'on venait de fermer, s'assemblait maintenant au jardin Geneviève, avec ses deux nuances : robespierriste et chaumettiste. Duplay avec Babeuf, Bertrand, maire de Lyon, etc. Cette révélation aurait paru peu importante, si Grisel ne l'avait ornée des noms de patriotes qui, dans leurs journaux, faisaient la guerre au Directoire, les grands noms d'Antonelle et de Robert Lindet.

Avec cette addition, cela prit fort. Les Directeurs y virent l'occasion de se débarrasser une bonne fois de ces noms respectés de gens qui auraient pu être leurs successeurs, ils crurent au grand complot, monstrueux, qui mettait ensemble les nuances les plus diverses. C'était tout un poème. Le 10 mai, on en prend plusieurs et leurs papiers. Mais ces papiers n'apprennent rien. Rien que des rêves vagues des révolutions en projet. Quel dommage ! voilà le grand poème par terre.

Paris, dans ce moment, subissait une grande *crise financière.* Aux assignats, discrédités au dernier point, on substitua les mandats. Opération mal faite qui ne profita qu'aux agioteurs. Le gouvernement fut ravi de voir l'attention violemment détournée vers Babeuf et par l'épouvantail terrible de ce partage universel dont on parlait sans cesse, et dont on frémissait. Le corps législatif s'était montré si crédule à ces bruits terribles, que dès le premier jour et sans information, il chassa de Paris une masse de gens, nullement compromis, mais qui, par leur situation malheureuse, pouvaient être tentés de se compromettre : les fonctionnaires destitués, les militaires hors de service, et les ex-conventionnels.

Cette mesure était extrêmement favorable aux royalistes, dont on chassait les ennemis. Si le procès durait, si l'ombre fantastique du partage universel et de l'abolition de la propriété occupait quelques mois la France, et l'obcurcissait de ténèbres en quelque sorte, on pouvait croire que l'élection prochaine d'un tiers de l'Assemblée serait toute pour les royalistes et pour les prétendus amis de l'ordre. Sous prétexte qu'un député, Drouet, se trouvait dans les accusés, on chargea du procès un tribunal exceptionnel, une haute cour, hors de Paris, à Vendôme, et qui mit une année pour instruire le procès de Babeuf, c'est-à-dire le fit traîner jusqu'aux élections.

Pendant que Babeuf enfermé ne bougeait, restait là comme un épouvantail utile, beaucoup de jacobins, de Babouvistes étaient libres, impatients d'agir, et prêts, par leurs étourderies, à se perdre, à servir merveilleusement les projets de la police.

On sut que les impatients des faubourgs espéraient l'assistance des quelques soldats mécontents du camp de Grenelle. Et la police y prépara visiblement ce qu'on appelle *une souricière.*

La colonne insurgée, voyant le Luxembourg bien gardé et en armes, passa devant, se dirigea vers Grenelle. Les soldats ne bougèrent. Alors quelques insurgés des plus crédules, fort mal armés, se laissèrent conduire à la tente d'un officier qui, disait-on, était des leurs, le colonel Malo. Celui-ci, pour faire croire que tout cela n'était pas préparé, attendait armé jusqu'aux dents, mais en chemise, comme un homme surpris qui n'a pas le temps de s'habiller. Au moment, il s'élance, tel quel, saute à cheval, et le sabre à la main, les poursuit, fait tirer sur eux. On en couche par terre un grand nombre ; plusieurs se jettent dans la Seine et se noient. Le reste est fait prisonnier (28-29 août 96).

Dans ce coup de filet on prit ce qu'on trouvait. Ils étaient cent trente-deux de toute nuance. Plusieurs, disait-on, étaient royalistes. Et pour augmenter la confusion, on prétendait qu'un directeur, Barras, les avait lui-même encouragés.

Ce qu'on avait prévu arriva ; c'est qu'en cette nuit de contradictions, Paris reçut à la tête un violent coup électrique de peur et de fureur ; cette population, plus douce que celle de bien des grandes villes, est sujette à ces accès nerveux. Les uns sont des ouvriers qui tremblent que le travail n'arrête ; les autres des marchands inquiets de leurs billets et de la fin du mois ; les autres des propriétaires craintifs, et moins encore peut-être pour la vie que pour la chère propriété.

Le Directoire, généralement humain, fut poussé certainement par la panique, par ce tourbillon de colère. La peur est impatiente, elle lui enjoignait de sévir sur-le-champ. Et alors il fit une chose insensée et inexplicable. Les gens pris à Grenelle furent jugés sur-le-champ par une commission militaire, tandis que Babeuf et ceux qu'on disait être les chefs du mouvement restèrent presque un an à Vendôme, devant la haute cour, attendant leur jugement.

On était si pressé, qu'à ces cent trente-deux accusés on ne voulait donner qu'un défenseur. Camus, au Corps législatif, empêcha cette barbarie.

La commission qui siégeait au Temple, sur quarante-deux, en adjugea d'abord treize à la mort, qui furent fusillés à Grenelle. Puis en septembre, octobre, il y eut encore trois exécutions, de quatre, de neuf, de six. Dans les neuf il y avait trois anciens députés de la Montagne, il y avait ce riche et généreux Bertrand, de Lyon, qui fut peut-être le principal apôtre du grand partage universel.



... Pour recevoir les drapeaux d'Arcole qu'envoyait Bonaparte. (P. 2117.)

Ainsi, de mai en octobre, les exécutions continuèrent, sans que l'on s'avisât que la confrontation de ces accusés de Paris avec ceux de Vendôme était indispensable pour l'un et pour l'autre procès.

On les gardait comme un épouvantail, utile avant l'élection. Dans le jeune Darthé, obstiné au silence, on avait la menace du terrorisme sanguinaire. Babeuf parlait, prouvait qu'il n'avait fait qu'écrire, mais orgueilleusement menaçait d'un peuple immense, qui, disait-il, le suivait, était avec lui.

CHAPITRE VI

INDULGENCE POUR LE GRAND COMPLOT ROYALISTE, 1797. — CARNOT. — LES DRAPEAUX D'ARCOLE.

Il ne faudrait pas croire que ces sévérités excessives de la justice militaire fussent un acte du gouvernement, le fait du Directoire. Les Directeurs étaient fort modérés, la plupart philanthropes. Ce fut plutôt le fait sauvage de l'étourdissement, de la panique générale.

L'air du temps n'était nullement à la cruauté. Plus d'opinion tranchée et violemment fanatique. Il n'y avait réellement que deux grands partis fort excités l'un contre l'autre, les acquéreurs de biens nationaux qui étaient ou qui se croyaient patriotes, et les royalistes rentrés qui réclamaient avec fureur pour des biens que beaucoup d'entre eux n'avaient eus jamais. J'ai connu un de ces furieux aristocrates, hardi, très capable de tout pour le triomphe de la noblesse : c'était un garçon serrurier.

Ce qui dominait réellement dans l'immense majorité, c'étaient les indécis, les neutres, souvent de très bonne foi.

Plusieurs, même des jeunes, alors avaient soixante-dix ans. Après 93, et surtout, après l'horrible émotion de Prairial, beaucoup restèrent nerveux et indécis. Même des natures honnêtes et élevées gardèrent des impressions qui les faussaient et les faisaient varier. Boissy d'Anglas garda toujours la vision du jour épouvantable où le monstre hurlant à mille têtes, le pâle spectre de la faim, approcha de ses yeux la tête sanglante de Féraud. Ces souvenirs, sans le rendre traître à la république, lui faisaient malgré lui descendre certaine pente vers la monarchie.

Cet homme honnête et justement considéré pour sa loyauté, était fort prudent, hésitant comme on l'était dans les familles protestantes. Membre de la Convention, il se montra fort variable lors du procès de Louis XVI, se cacha, et revint siéger en 94 dans le centre. Il loua Robespierre, qui alors rassurait le centre contre la Montagne. Sous le Directoire, président des Cinq-Cents, et au premier rang dans la considération publique, ses souvenirs de Prairial le faisaient quelquefois faiblir. Ainsi, en 96, lorsque les républicains de la Drôme essayaient de résister aux royalistes, d'arrêter leurs progrès sur le Rhône, une malheureuse idée d'équilibre égara Boissy, et il

obtint que le général Willot fût appelé de Marseille en Ardèche. Ce Willot était depuis longtemps accusé par l'armée d'Italie comme un traître et un royaliste, ami et protecteur des assassins du Midi.

Cette bévue de Boissy d'Anglas, si funeste, et ses tendances instinctives pour le royalisme modéré, tel que, jeune, il l'avait exposé dans son Éloge de Malesherbes, ne peuvent le faire confondre avec les traîtres que contenait l'Assemblée, un Dandré, par exemple, distributeur connu de l'or anglais, que Wickam envoyait de Bâle. Mais il est très probable que Boissy, comme une infinité de députés, et, en général, les Français fatigués par la Révolution, croyait que la république et la monarchie tempérée se valaient et pouvaient être des gouvernements également libres. On revenait à Montesquieu, et aux idées si fausses qu'il a données sur la constitution anglaise.

Dans cet état flottant, on pouvait présumer que beaucoup d'hommes, jusque-là partisans assez sincères de la Constitution républicaine de l'an III, qui faisait électeur tout propriétaire, *et même tout locataire* d'un fort petit loyer, n'étaient pas loin de penser à la monarchie constitutionnelle ou à une république monarchique. Le modéré Thibaudeau, qu'on appelait *la barre de fer* pour sa fixité à défendre cette Constitution de l'an III, n'en fut pas moins des premiers à mollir pour le consulat, ainsi que Doulcet de Pontécoulant, l'ancien protecteur de Bonaparte, et avec lui une infinité d'autres.

L'indécision existait au Directoire même. Barras, occupé de plaisirs, avait des relations de parti avec les jacobins des faubourgs, des relations de plaisirs avec les royalistes, les agioteurs, toute sorte de gens. Rewbell, excellent directeur, entrait dans beaucoup de détails, faisait beaucoup d'affaires et bien. La Réveillère, longtemps caché sous la Terreur, avait pris des habitudes de solitude et d'étude scientifique qui allaient peu avec le gouvernement.

Carnot et Letourneur, les deux ingénieurs, s'occupaient seuls de la guerre, et par occasion de la diplomatie. Honnêtes gens, mais trop liés à l'esprit de l'ancien régime par le corps du génie auquel ils appartenaient, et encore plus par leur éducation aristocratique et monarchique, qui se réveillait en eux avec une force d'autant plus grande qu'elle avait été durement comprimée, cachée sous la Terreur.

Les Carnot, comme les Bonaparte, étaient d'une famille de notaires établis depuis plusieurs générations à Nolay, près Autun, dans cette partie sévère de la Bourgogne qui ressemble si peu à l'autre. Là, beaucoup de dévotion, de pèlerinages, d'ermitages. La sœur aînée de Carnot, supérieure d'un hôpital, semble avoir été une sainte.

Carnot reçut son éducation des prêtres à Autun, où passa aussi Bonaparte avant Brienne. Carnot resta plus longtemps que Bonaparte sous la discipline ecclésiastique, ne la quitta qu'à dix-sept ans, pour être envoyé à Paris.

Une chose assez curieuse, c'est que de même que les Bonaparte mettaient leur orgueil à être petits-neveux d'un saint du moyen âge, d'un

capucin célèbre, les Carnot étaient parents, si le mot ne trompe pas, du père Hilarion Carnot, historien de l'ordre de Saint-François et auteur de plusieurs livres mystiques.

Le père de Carnot eut dix-huit enfants. Fort estimé, il était juge de la plupart des seigneuries des environs. Cela devait lui donner une grande autorité dans le pays, mais aussi devait le tenir fort dépendant de tous ces personnages. Il faut une grande force de caractère pour se garder soi-même dans cette position.

Telle était la situation d'une bonne partie des députés de nos assemblées. Beaucoup étaient clients et gens d'affaires des seigneurs, du clergé. Cela créait des habitudes invariablement liées aux souvenirs de l'ancien régime, dont ces légistes exerçaient seuls en toute chose le pouvoir réel, l'action.

Carnot, envoyé à Paris pour étudier, ne tomba pas dans le dévergondage d'esprit et de lecture où nous avons vu Bonaparte.

Il n'avait pas un Marbeuf pour le protéger. Son protecteur naturel aurait été le duc d'Aumont, seigneur de son village et qui, sous Louis XV, était premier gentilhomme de la chambre du roi. Cette grande maison, riche de tant de seigneuries, avait à Paris, pour administrateur et principal agent, une dame fort entendue et sage, madame Delorme. Tout naturellement elle s'intéressa au jeune Carnot, laissé seul sur le pavé d'une telle ville, dans une pension qui préparait aux examens de jeunes officiers. Rien ne fut plus heureux que ce patronage pour le jeune Bourguignon, fort sensible, qui eût pu tomber dans mille écarts. Ce jeune mathématicien était poète, même auteur érotique; on lui attribue, non sans vraisemblance, neuf volumes imprimés de correspondance amoureuse.

Carnot avait bon cœur. Loin de cacher ou d'oublier le rapport de clientèle où sa famille était à l'égard du duc d'Aumont, il saisit plus tard l'occasion de rendre à cette famille un service signalé.

Mais sa vive reconnaissance était pour sa Minerve, cette dame prudente qui, à Paris, l'avait si bien gardé. Il l'invitait souvent à sa table au Luxembourg. Et peut-être était-ce pour elle et quelques autres amis de même opinion, qu'il avait, dans ces dîners, l'attention d'avoir, certains jours, des plats maigres pour ne pas les contrarier.

La maternité adoptive, ce lien délicat qu'on n'a jamais encore suffisamment décrit, analysé, n'en a pas moins une grande force. Et madame Delorme, alors âgée, prudente et expérimentée, put agir indirectement pour son parti plus qu'on ne supposait. Elle avait pour auxiliaire le sentiment de Carnot même, qui croyait que les royalistes seraient patients, éviteraient toute violence, comptant sur les élections.

C'était bien leur vrai jeu. Et ils l'auraient joué, si l'Angleterre pressée, ne les avait peut-être forcés d'agir trop tôt, sans attendre.

Ils s'adressèrent à ce pantin Malo qui, en chemise, avait sabré les Babouvistes. Malo saisit aussi cette chance d'avancement, fit bonne mine aux

royalistes, les attira, et les fit arrêter chez lui. Un certain épicier Dunan, qui réellement s'appelait Duverne de Presle, eut peur, avoua tout, donna au Directoire l'idée complète de l'affaire, expliqua sans détour le plan concerté avec les Anglais. On avait décidé depuis deux ans qu'on ne ferait plus d'entreprises partielles, plus de tentatives de détail toujours avortées, mais un complot d'ensemble, suivi sur le même plan. La déroute des chefs vendéens y servait plutôt que d'y nuire. Ces forces indisciplinables jusque-là, devaient désormais se plier à l'unité de vues, d'efforts.

Ce plan répondait parfaitement à la parole de Burke, longtemps incomprise de Pitt : « On ne viendra jamais à bout de la France que par la France. »

Dunan disait : « C'est par la Constitution même que nous trouverons les moyens de ruiner la constitution. Pour cela il faut s'emparer des élections, forcer les royalistes d'aller aux assemblées primaires en se concertant dans leur choix, et faisant voter dans le même sens les indifférents qui veulent moins tel gouvernement que l'ordre et le respect de la propriété.

« Si l'on publie mon rapport, ajoute Dunan, les royalistes vont rentrer en terre, mais d'autres proposeront, à Londres, d'appuyer les jacobins qui, ramenant la Terreur, feront d'autant plus désirer le roi. »

Cette dernière menace, un peu vaine, mais habile, semble avoir pétrifié le Directoire. Babeuf et Darthé vivaient encore à Vendôme, heureusement pour les royalistes, à la date des élections, pour paralyser le gouvernement. Les conspirateurs royalistes condamnés à mort, furent graciés pour ainsi dire, n'eurent que des peines d'une douceur étrange ; au même moment l'on innocentait les contumaces de Vendémiaire qui, depuis plus de dix-huit mois, se promenaient, se montraient, piaffaient dans Paris.

Au 30 décembre, le Directoire, dans sa situation flottante, ne se montra pas moins à l'Europe dans une scène vraiment triomphale, pour recevoir les drapeaux d'Arcole qu'envoyait Bonaparte. Les ambassadeurs d'Espagne et des États-Unis, ceux de Sardaigne et de Tunis assistaient à cette scène. Le président était Barras. Mais le vrai roi, en quelque sorte, était Carnot, ce protecteur constant, zélé de Bonaparte, qui en tout l'avait assisté, qui, à ce moment même, détachait de l'armée du Rhin vingt mille hommes d'élite pour l'aider dans l'expédition du Tyrol. Carnot et Bonaparte étaient en ce moment l'unique objet de l'attention. Le premier, dirigeant une guerre heureuse, et si doux au dedans, indulgent pour les royalistes, était au comble de la faveur publique.

On regardait les Alpes neigeuses, on calculait les chances de cette expédition romanesque improbable.

CHAPITRE VII

CRISE SUPRÊME DE L'ANGLETERRE. — RÉVOLTE DE LA FLOTTE, MAI 97. — FAUSSE ÉLECTION DE 97. — LOUVET.

L'indécision du Directoire tint la France désarmée au moment où un événement unique ouvrait l'Angleterre à ses ennemis.

Je ne suis pas l'ennemi de ce grand peuple, et j'ai souvent remercié le ciel de ce que cette ruche immense de travail, d'industrie, n'avait pas été bouleversée par la barbare expédition que préparait notre tyran en 1805. Cependant, en voyant la guerre d'argent que Pitt, croisant les bras et sans bouger, nous faisait par nos traîtres en 97, on ne peut s'empêcher de regretter que cette honte alors n'ait pas fini.

Un événement terrible eut lieu en mai 97 qui semblait la fin de la fin, et comme le jugement dernier pour la nouvelle Carthage. On eut, une nuit, sur la côte et jusque dans la Tamise, un spectacle terrible, et bien plus effrayant que toutes les visions apocalyptiques d'Ézéchiel. Les trois immenses flottes qui gardaient l'Angleterre, celle de Portsmouth, Plymouth, et une autre encore dans le Nord, ces citadelles flottantes de la Grande-Bretagne, obscures la nuit, muettes comme des corps de naufragés, tout à coup prennent voix, s'illuminent bizarrement par des torches mouvantes... Qu'est-ce ceci? C'est une éruption, et bien autre que celles de l'Etna... La Flotte est révoltée. Ce qui faisait jusqu'ici la défense, la sécurité, c'est maintenant le péril. Quel péril ? un enfer déchaîné. Et un enfer bizarre et tout artificiel.

La nature n'aurait jamais fait cette tourbe, cette écume épouvantable, un peuple de maudits. L'homme seul pouvait faire un tel monstre. L'Angleterre, en déclamant fort contre la Terreur française, avait fait sur la mer un 93 permanent. Malgré toutes les phrases qu'on a dites sur la *presse* des matelots, il est sûr que les habitudes effroyables de la traite des nègres, surtout depuis cent ans, avaient créé, même pour les blancs, une férocité indicible. A peine les côtes de Guinée purent-elles jamais offrir de scènes plus barbares et plus démoniaques que ce qu'on voyait chaque nuit dans les ruelles qui mènent à la Tamise. Des hommes, à moitié ivres, qu'on prenait n'importe comment, au filet, au *lazzo*, et qu'on traînait presque étranglés jusqu'à la barque fatale, où meurtris et sanglants sous les gourdins, on les

précipitait, ne bougeant plus et comme morts. De là, avec d'autres sévices, traînés au vaisseau noir, où on les précipitait à fond de cale, sans air et sans lumière, dans un tartare immonde. Quelques vieux romans de ce temps ont peint cela, mais non jusqu'au bout, grâce à Dieu. Au reste, les figures de damnés qu'on a encore, même de grands marins anglais, font un parfait contraste avec les figures grossières, mais calmes, empreintes de bonhomie, de ceux de la Hollande. Comparez Nelson et Ruyter.

Ce n'était pas une petite affaire que de tenir ces enfers bien fermés, et ces foules furieuses qui, si elles n'étaient enchaînées, restaient toujours sous l'effroi de terribles supplices, ne travaillant, ne manœuvrant que sous la gueule des pistolets. Horrible effort d'entasser dans ces cales tant de désespoirs, de blasphèmes, la fureur de tant de damnés.

Ce chaos de victimes, d'hommes inexpérimentés, était certainement moins utile que n'auraient pu l'être des équipages formés et résolus. Mais dans l'éblouissement où était Pitt, et sans doute aussi dans son indifférence hautaine pour la nature humaine, tout cela lui resta fermé. Il empila avec fureur des hommes, de la matière vivante, dans ces cachots flottants. Cachots, parfois sépulcres. Vivants ou morts, on ne distinguait guère. De cette chambre, élue on sait comment, il obtint tout d'abord soixante, quatre-vingt mille matelots! On s'effraya. Alors, il exigea cent mille. Puis, sans précautions, d'une main froide et au hasard, sans s'inquiéter si son enfer pourrait contenir tout cela, il en engouffra cent dix mille.

Alors, les ténèbres flambèrent. La mer s'illumina. Un formidable cri s'éleva, et tout d'abord s'inscrivit sur les pavillons : *La république flottante*. Hélas! ce mot de république, tant oublié depuis Cromwell, et dans tous les temps plats de la maison de Hanovre, qui peut alors bien savoir ce que c'est? Chose rare et singulière, fort peu anglaise : *Ils perdirent le respect*, ils mirent leurs officiers aux fers. Maintenant qu'allaient-ils faire? Remonter la Tamise? On le croyait, on construisait des batteries pour les arrêter au passage. Et s'ils passaient, qu'auraient-ils fait, ces diables égarés, demi-fous? Ils auraient fort bien pu brûler Londres, comme au temps du Complot papiste. La Banque défaillit de frayeur, et la Bourse tomba à cinquante pour cent. C'est justement l'excès d'effroi qui soutint Pitt. Ses adversaires votèrent pour lui et lui accordèrent tout. La Banque fut dispensée de payer, sinon en billets. Les créanciers de l'État furent très braves à force de peur, firent tout ce qu'on voulait, agirent comme un seul homme. On attrapa, on désarma la foule, lui accordant toutes ses demandes, comme paye et comme nourriture. Force pardons surtout. Puis on pendit les chefs et tout rentra dans le devoir (juin 97).

Dans cette terrible aventure qui, il est vrai, dura peu, Pitt eut ce grand bonheur que le gouvernement français n'existait pas, pour ainsi dire, était paralytique. Cette leçon ne fut pas perdue. Par des moyens désespérés, et surtout par un déluge immense, épouvantable, d'or, d'argent, on prépara, on

hâta, à Paris, en France, la grande trahison royaliste. Pendant que, de l'Est, du Midi, Pichegru venait avec les Francs-Comtois et les Lyonnais; de la Vendée, de la Bretagne, qui paraissaient dormir, vinrent les brigands, les amis de Charette, avec leurs ceintures pleines d'or.

Les Autrichiens eussent aimé mieux peut-être que le mouvement n'eût lieu que quand la mauvaise saison allait rendre la guerre impossible. Mais les Anglais étaient pressés, après cette grande panique; ils voulaient se remettre le cœur par le naufrage de la France.

Elle y aida elle-même.

L'indulgence excessive des procès royalistes, les fusillades atroces des procès jacobins, montrèrent suffisamment au parti monarchique qu'il pouvait tout oser, et que, quoi qu'il osât, on ne punirait que ses adversaires.

Cela commença par des farces, des amusements de jeunes gens, qui, la nuit, abattaient les arbres de liberté. Puis ils trouvèrent plus gai d'en prévenir l'autorité insolemment. Alors, on osa davantage; on s'amusa, la nuit, à arrêter les diligences. Histoire de rire. Mais quand elles étaient chargées de l'argent des impositions, on le prenait. Histoire de rire. D'ailleurs, n'était-ce pas l'argent du roi? Des fonctionnaires mal appris qui réprouvaient ces choses furent poignardés. On s'amusait aussi à tirer des coups de fusil aux acquéreurs de biens nationaux. Ceux qui tirent sont pris, jugés, absous. Les tribunaux ont peur, et les acquéreurs patriotes sont traités comme des bêtes fauves.

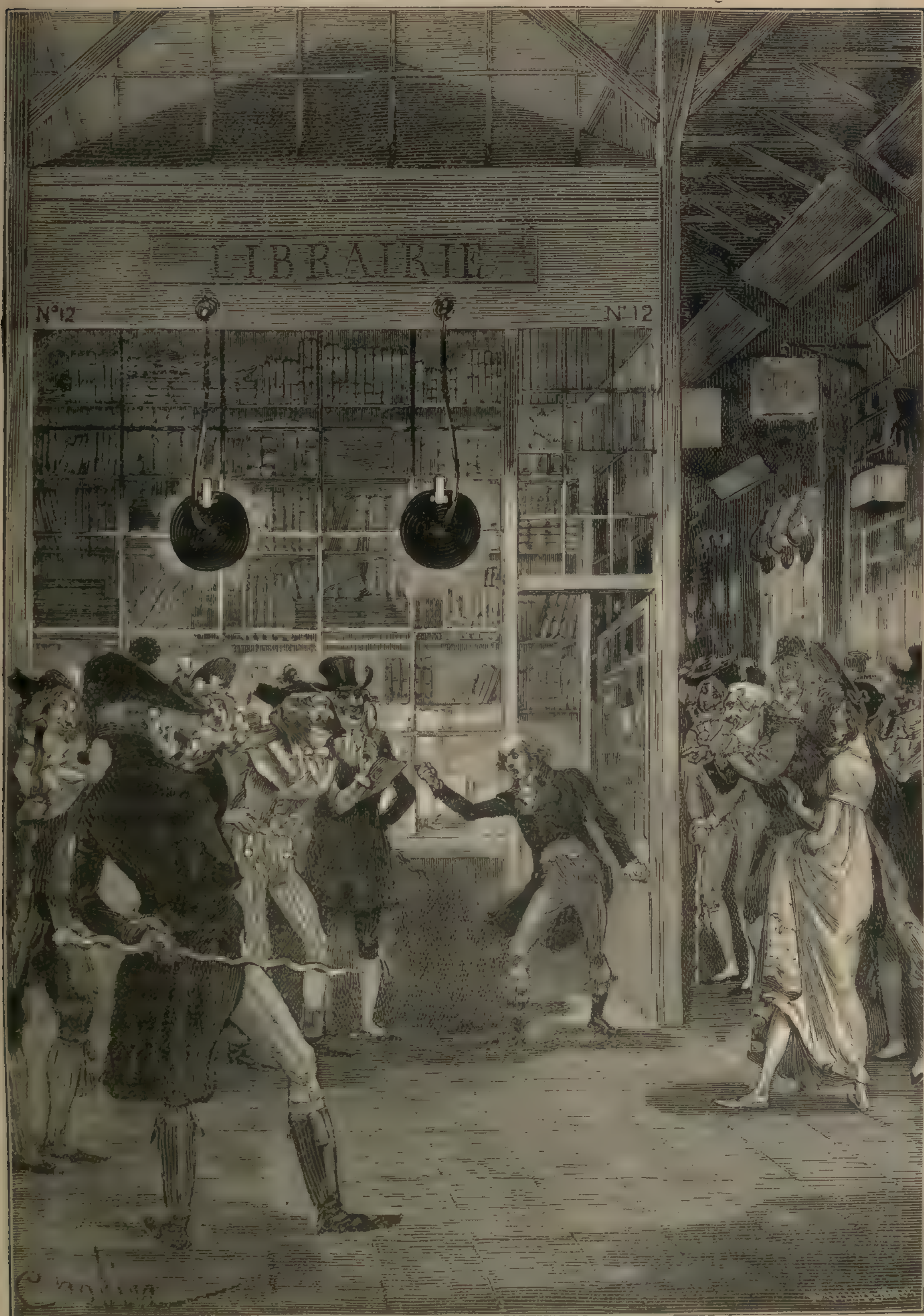
Un courageux juge de paix osait commencer des poursuites contre les royalistes. Mais c'est lui que l'on met en jugement.

Partout les prêtres réfractaires prêchent le meurtre, les vengeances. Ils organisent deux petites Vendées, au Vivarais et aux Alpes-Maritimes, et guident les bandes sauvages des barbets.

Que faisait donc le Directoire? A toute tentative pour remettre un peu d'ordre, on lui criait : « Laissez agir la liberté! c'est la lance d'Achille. Elle guérit les maux qu'elle fait. » De sorte que la Réveillère et la majorité républicaine du Directoire étant paralysés par les journaux, le grand public, muets comme de simples comparses, pouvaient tout au plus dire des choses purement théoriques : « Les principes *permettent*..., ou : *ne permettent pas.* »

Vive la liberté! disaient les royalistes, et ils poussaient à l'élection les masses de leurs paysans d'hier, bêtes brutes, qui avaient hâte de retomber à quatre pattes. Ailleurs, si les patriotes quelque part étaient forts, les royalistes prenaient les poignards et les pistolets. A Mortagne, deux républicains sont tués, et beaucoup sont blessés. Dans vingt-six départements, les assassinats furent si nombreux, qu'un agent des royalistes et des Autrichiens, qui faisait leur correspondance à Strasbourg, la baronne de Reich, s'en alarma, trouvant qu'il était absurde de jeter le masque si tôt.

Quoi! dira-t-on, la masse ne s'opposait à rien. Elle était donc bien



Alors Louvet, un petit blondin pâle, et, pour comble, myope, sortait parmi la foule, montrait le poing, défiait... (P. 2124.)

refroidie ! La France est donc bien versatile? — Non, la grande majorité était toujours pour la Révolution, mais peu à peu s'était mise à l'écart, reculée sur le second plan. Tel avait été jacobin et craignait des vengeances. Tel avait acheté des biens nationaux; dans l'inquiet souci de sa propriété nouvelle, ne voulait rien autre que, s'il pouvait, être oublié. Tout au contraire, les royalistes apportaient aux élections des passions furieuses, la haine et la vengeance, l'âpreté du chasseur et sa férocité. Les compagnons de Jésus avaient partout reparu, à Lyon, dans le Midi. Les tribunaux n'osaient rien ; les gendarmes avaient peur et ne voulaient rien voir. Aussi, les royalistes, agents électoraux le jour, la nuit changeaient de rôle, et souvent forçaient les maisons, étendaient la terreur par d'horribles sévices de chauffeurs qu'on racontait partout et qui, longtemps après, dans mon enfance, terrifiaient encore les campagnes. Voilà sous quelle pression se fit l'élection du nouveau tiers.

Pendant l'élection, que disaient, à Paris, les sages et gens d'affaires, les gens paisibles, etc. ? « On a signé à Léoben; voici enfin la paix. Mais les préliminaires ne sont pas encore complétés tout à fait. Ne troublons rien, et laissons aller doucement l'élection. Nous pourrions gâter la grande affaire. Carnot et Bonaparte ne sont pas maladroits. Qui le croirait. Ce Bonaparte est l'ange de la paix ; il est si passionné pour elle, qu'il a rendu inq provinces des Alpes à l'Empereur. — Et Venise? — Qu'importe? Ne soufflons mot, nous empêcherions tout. »

Dans cette joie publique, il y avait bien encore un certain trouble-fête, du côté de Vendôme. Babeuf, Darthé vivaient. Partout aux familles timides, aux femmes, on rappelait que Darthé, c'était Lebon même, une terreur plus sauvage que celle de Robespierre. Et, aux inquiétudes de la propriété, on présentait Babeuf, l'abîme immense du grand partage qui ruinerait tout, anciens, nouveaux propriétaires, et les mettrait tous en chemise.

Vaines alarmes qui, au premier moment, avaient pu avoir leur vraisemblance, comme tentation de pillage, comme une dangereuse étincelle, un incendie peut-être dans les classes nécessiteuses; mais en 97, après l'horreur générale qui avait accueilli Babeuf, elles apparaissaient dans leur réalité : rien qu'un fort bon secours pour l'élection royaliste.

Enfin ils ont vaincu, ces royalistes, les voilà installés. Pourquoi un sacrifice humain? On n'avait rien trouvé contre Babeuf que ses rêves, de vaines paperasses, qu'il avait, il est vrai, rendues plus sérieuses par son orgueil, des menaces insensées.

N'importe, on fit pour ces faux députés, ce tiers si mal élu qui arrivait et venait à peine de s'asseoir, une chose agréable, et agréable aussi à beaucoup de propriétaires, agioteurs et autres dont les titres ne valaient guère, de leur ôter ce poids de la poitrine, de leur dire : « Respirez... L'avenir est maintenant paisible et sans nuage. Ne craignez rien, Babeuf est tué. »

Il avait été condamné à mort avec Darthé. Ils firent comme ceux de

Prairial. Ils se poignardèrent, mais ne purent que se blesser horriblement et furent guillotinés le lendemain (26 mai 97).

« Paris est gai, Paris s'amuse! » disait-on. A quoi bon s'attrister? Et, en effet, le soir, que de bruit au Palais-Royal!

Chaque soir, une scène infâme s'y passait, sous les yeux de la police indifférente.

Quelle scène? Une scène de chasse, un cruel hallali! Même dans la rue Saint-Honoré, et dans les deux rues sales qui entourent le Palais-Royal, on entendait des cris sauvages. « Qu'est-ce? — Rien du tout. » Et les cris, les risées redoublaient. « Ce n'est rien. C'est Louvet, sa Lodoïska, qu'on siffle. »

Louvet était haï, et non sans cause. Son journal, *la Sentinelle*, est le seul vrai tableau du temps, le seul témoin fidèle de la terreur qu'exerçait alors l'insolence royaliste.

On a trop oublié cet homme, si hardi et si généreux, et si sincère républicain, qui défendit en Prairial les Montagnards, ses proscripteurs. On ne sait pas bien même tout ce qu'il a produit. Outre *Faublas*, trop fidèle peinture des mœurs d'avant 89, il a fait un roman très beau, quoique oublié, sur *le Divorce* et sa nécessité. Les aventures de sa proscription, ce récit si touchant, eussent dû lui ramener les partis. Ce fut tout le contraire. Il avait découvert la place vulnérable où l'on pouvait lui lanciner le cœur. Sans fortune, il vivait, avec sa femme, d'une librairie qu'il tenait aux Galeries de bois. On s'acharna sur elle, hélas! alors une ruine après tant de malheurs! tous les soirs, on l'accablait de huées; on lui jetait à la face les scabreux épisodes des romans de Louvet. On disputait, on ouvrait des gageures : « Elle a rougi! elle a pâli! » Et si l'infortunée fuyait, on triomphait : « Je vous dis qu'elle se trouve mal.. Va donc, Louvet, elle se meurt! » Alors Louvet, un petit blondin pâle, et, pour comble, myope, sortait parmi la foule, montrait le poing, défiait... De là un colossal éclat de rire.

Dans ces Galeries de bois alors, et de cuivre aujourd'hui, nul moyen d'échapper aux regards. Chaque boutique a deux façades, et, par derrière, on voyait tout, la femme demi-morte, et le désespoir du mari; ses pleurs surtout! ses pleurs! quel régal pour la meute des *incroyables*, qui se roulaient de rire : « Pleure! pleure! Louvet!... Et tu as bien raison. Comme elle est pâle! elle en mourra! »

Son journal nous a donné ces scènes abominables d'une femme honnie et déchirée à mort : le tourniquet du pilori antique et l'outrage de l'exposition s'y retrouvaient avec les sifflets, et, pour ainsi parler, les crachats au visage, enfin l'aveu, friand aux insulteurs, que l'outrage a mordu, et la honte de la défaillance sous ses regards féroces et impudiques. Louvet en fut poignardé à la lettre. Il prédit dans sa *Sentinelle* le coup que le parti montait contre le Directoire. Il prédit, et mourut huit jours avant l'événement.

Prenez à la Bibliothèque la collection Hennin et autres, vous verrez là, dans les gravures du temps, des types tels que ni Dante, ni Michel-Ange, dans

leur Enfer, leurs Jugements derniers, n'ont jamais pu atteindre. Le chat furieux, désespéré, les a donnés peut-être dans ces réjouissances atroces où, dans un sac de fer, à la Saint-Jean, on suspendait une douzaine de chats hurlants, miaulant sur un brasier. Grimaces épouvantables que purent représenter les chouans, duellistes enragés, ou chauffeurs de 97, dans leurs épouvantables rires.

CHAPITRE VIII

FRUCTIDOR. — LA RÉPUBLIQUE ÉCLATE PARTOUT. — CAMPO-FORMIO. — OCTOBRE 97.

Les royalistes vainqueurs, ayant eu tant de temps pour faire leur apologie, ont eux-mêmes pris soin de prouver qu'ils étaient injustifiables.

1° Ils ont très bien montré que les phrases révolutionnaires qu'on taxait de fictions jacobines : *l'or de Pitt*, *les agents de Pitt*, etc., n'avaient rien d'inexact ni d'exagéré. La corruption fut pratiquée sur la plus grande échelle où on l'ait employée jamais. On n'avait jamais vu, par exemple, ces tentatives monstrueuses d'acheter des armées entières par des cadeaux de valeur, des montres, etc., distribuées aux officiers et presque à chaque soldat. Système de prodigalité folle où Pitt se précipita et où il ne fut sauvé à la fin que par trois miracles improbables, le miracle des faux assignats, la foi surhumaine des creanciers de l'État, enfin une surprise merveilleuse qui surgit à point pour faire une sagesse de cette furieuse folie : l'éruption des *Indes noires* qui sont dessous l'Angleterre et le torrent des richesses industrielles qu'elles donnèrent, dès qu'elles furent touchées par la baguette de Watt.

2° Les royalistes ont montré que, dans le guet-apens qu'ils organisaient contre le Directoire, ils employaient, non seulement l'émigration et les bandes du Midi, les verdets de Job Aimé, mais les chouans, ce qui restait des brigands de Charette, gens ulcérés, envenimés par leurs récentes défaites. Que serait-il arrivé s'ils eussent désorganisé le corps de la gendarmerie, livré la France aux assassins? Mais c'est ce qui n'eut pas lieu. Carnot, quoique mou pour eux, s'effraya de cette proposition et la fit, heureusement, rejeter par les Anciens.

3° Ces gens, si peu scrupuleux, se montrèrent peu habiles, de vrais

étourdis. Les forces ne leur manquaient pas. Ils avaient la première de toutes, la loi, les apparences de la loi. Ils avaient, par leur parlage hautain, assujetti l'Assemblée qui, quoique hostile (il y parut) leur obéissait. Ils avaient la force dans Paris, beaucoup de commis, et du commerce et des administrations, toutes pleines de royalistes. Ils avaient de vaillants hommes, des hommes d'exécution, endurcis à tout faire, et qui depuis plusieurs années vivaient, sur les routes, de pillage et de dépouilles, du poignard et du pistolet.

Eh bien, ces gens peu scrupuleux, ayant tant d'argent, de force, de brigands à commandement, furent dupes de leurs manœuvres.

Certainement, au coin d'un bois, les Jean Chouan, les Cadoudal, avec leur très fine oreille, auraient entendu et compris. Mais ce qui les fit traîner, manquer le moment, c'est qu'ils ne marchaient pas seuls. Il leur fallait respecter des émigrés qui arrivaient d'auprès du roi, qui parlaient en son nom, — et, d'autre part, ménager la grosse masse bourgeoise, où ils étaient comme perdus, le peuple des battus de Vendémiaire que menait un personnage hésitant et indécis, le long et flasque Pichegru.

On se piqua d'être fin. On rusa. On attendit.

Et pendant qu'on acceptait le secours de tant de brigands, de gens condamnés par la loi, on disait cauteleusement : « Laissons le Directoire se compromettre. Gardons la loi pour nous! »

A force d'hésitation et d'hypocrisies maladroites, ils furent surpris. Et le pis, surpris par l'homme du monde qu'on aurait pu en juger le moins capable, un philosophe, homme d'étude, qu'on aurait cru peu agile et peu agissant d'esprit et de corps. Ce fut un vrai phénomène, un miracle, comme si la lente, l'inoffensive tortue prenait un tigre au piège.

Ce philosophe, la Réveillère, petit, lent et contrefait, allait chaque soir invariablement du Luxembourg au Jardin des Plantes, chez Thouin, le célèbre jardinier, s'informer des plantes nouvelles. On pouvait, sur le chemin, l'assassiner, l'insulter ; c'est ce que fit notre Malo, le sabreur ridicule ; il alla avec son sabre chez la Réveillère qui, froidement, s'en moqua, le mit à la porte.

Ce fut un homme d'une apparence tellement pacifique, qui, dans le trio, se montra le plus solide, même le plus audacieux. Rewbell fût parti volontiers, et Barras, selon la vieille pratique, ne voulait agir qu'avec le faubourg Saint-Antoine, ce qui aurait laissé beaucoup de choses au hasard, et des chances à une grande effusion de sang.

Ce moyen fut rejeté. Seulement, pour avertir au moins les patriotes, on inséra au *Moniteur* que le prétendant faisait ses malles, préparait ses équipages, allait revenir. Le vieux maréchal de Broglie, l'Achille de l'émigration, l'avait annoncé sans détour à notre ministre à la Haye. Cette nouvelle échauffa les faubourgs, et même dans l'assemblée, plusieurs se mirent avec le Directoire, furent *dans son secret*, c'est-à-dire impatients de voir sauter le dernier tiers.

Hoche sans revenir à Paris agissait. Dans la sombre fête tragique qu'on faisait chaque année pour les morts du 10 août, il reçut de ses généraux beaucoup d'adresses menaçantes, et, lui-même, il souffla l'orage, disant : « Ne les quittez pas encore, ces armes terribles ! » Beaucoup d'officiers, eurent des permissions pour aller à Paris, entre autres, Chérin, l'ami de Hoche, chef de son état-major, et le vaillant Lemoine, l'un des vainqueurs de Quiberon.

Que faisait, pendant ce temps, le patriote Bonaparte? Il envoyait aussi les adresses jacobines de son armée. Mais il écrivait à Carnot, le modéré des modérés : « Je suis avec vous. » De plus, il dépêcha son aide de camp, Lavalette, pour tenir le même langage.

Il laissait à Paris Augereau, dont il désirait peu le retour et craignait la langue indiscrète. Cet homme du pont d'Arcole faisait ici légende, et, de plus, né aux faubourgs, dont il avait le ton, il devait les charmer. Le Directoire donna à Augereau le commandement de la division militaire et celui de sa garde personnelle à Chérin, l'homme de Hoche. Dès lors les royalistes, jugeant qu'il n'y avait plus de temps à perdre, chargèrent le fougueux Vaublanc, contumace de Vendémiaire, de faire enfin le rapport sur la garde nationale.

Œuvre bien difficile. Il s'agissait de concilier les trois nuances royalistes, les furieux, émigrés, Vendéens, avec les hypocrites de Pichegru. Ajoutez les disputes sur les rangs et les places. En huit jours, on n'y parvint pas.

Sans doute, on tenait en arrière les Vendéens, qui eussent trop effrayé Paris. On ne montrait que des gens plus habiles, Pichegru et Willot. Ces habiles furent des niais. Indécis, ne résolvant rien, ils firent de plus la faute de se tenir comme à la disposition de la police. Elle les trouva dans la même chambre, de sorte qu'on put les arrêter ensemble et, en même temps, les empêcher de donner aucun ordre.

Pendant ce temps, Augereau, avec deux mille hommes, saisissait le Carrousel, et deux ou trois autres mille prenaient le jardin. La garde de l'Assemblée fraternisa avec eux. Tous les murs de Paris étaient tapissés de la trahison de Pichegru, de ses rapports avec Entraigues et les gens du prétendant. Les députés qui avaient nommé Pichegru président, et qui allaient lui donner la garde nationale, n'avaient, certes, pas à attendre que le peuple se mît pour eux.

Ils essayèrent de rentrer dans leur salle. En vain. La grande majorité des deux conseils alla à l'Odéon et à l'École de médecine, où l'appelait le Directoire, et le remercia d'avoir sauvé la chose publique.

La minorité qui, généralement, était ce nouveau tiers si mal élu, et qui, on pouvait le dire, avait criminellement usurpé la représentation nationale, fut d'abord enfermée au Temple dans la tour de Louis XVI, en attendant son jugement.

Nulle enquête sur ces émigrés, ces Vendéens, qui, rompant leur ban,

les traités auxquels ils devaient la vie, étaient venus ici pour recommencer la guerre civile.

Le Directoire avait une crainte singulière, celle de vaincre trop, ce qui aurait pu créer un dictateur.

Il suspectait Barras, l'attention avec laquelle il avait toujours cultivé les faubourgs. On ne permit à ceux-ci d'approcher que deux jours après le succès, où quelques hommes en vinrent, conduits par l'ex-général Rossignol et furent sur-le-champ renvoyés.

D'autre part, si la brillante cavalerie de Sambre-et-Meuse, qui était à deux pas, fût arrivée, elle aurait fort bien pu proclamer dictateur le général Hoche.

La Réveillère, par excès de prudence, voulut n'opérer qu'avec peu de forces, n'avoir qu'une petite victoire, dont les ambitieux ne sauraient profiter. Augereau eut en tout cinq mille hommes, chiffre minime pour s'emparer de Paris. Aussi, quand les royalistes virent le petit nombre des vainqueurs, ils allèrent s'offrir à Carnot réfugié chez un ami, lui dirent qu'avec lui, ils étaient prêts à tomber sur Augereau et le Directoire. Carnot fut sage. Ces furieux qui, certes, n'avaient rien oublié, lui parurent plus dangereux pour lui que le Directoire même, et il aima mieux échapper.

Mais cette hésitation du Directoire, cette crainte de frapper trop, cette gaucherie d'allure qui, tout à la fois avançait, retirait la main, fut très fatale à l'acte même et lui ôta son grand effet à Paris.

Les deux conseils, ravis d'être débarrassés de leur tyran, le nouveau tiers, et d'autant plus irrités qu'ils avaient par faiblesse subi honteusement son ascendant, se montrèrent aussi sévères et plus que le Directoire. Ils ordonnèrent une mesure inouïe : Que quarante-sept départements referaient leurs élections, et que de nouveaux tribunaux arrêtant, punissant la Terreur royaliste, garantiraient pour tous la liberté.

La confiance de l'Assemblée pour les Directeurs était telle qu'on eût voulu les maintenir à leur poste dix ans. Ils répondirent par un Non magnanime, jurant qu'il ne resteraient pas une heure en place au delà du terme fixé par la Constitution.

Que ferait-on de ce coupable tiers qui avait la souveraineté nationale? Sur les deux cent cinquante, on décida que cinquante seraient déportés, peine d'autant plus naturelle que les royalistes eux-mêmes venaient de l'infliger aux membres du Comité de salut public, qui, quels que fussent leurs actes, ont sauvé la France après tout. Quinze députés furent réellement déportés, et un seul journaliste.

Les jacobins, dont naguère on avait fusillé cinquante dans la plaine de Grenelle, avaient bien droit de s'étonner, de s'indigner que cette abolition philanthropique de la peine de mort commençât par les royalistes.

Barras disait fort lestement : « Il faut au moins la tête de Pichegru. » Les députés connus qui avaient pris la charge infâme de distribuer l'or



Barras, la Réveillère, Rewbell en furent révoltés. (P. 2133.)

anglais, en remplissant d'abord leur poche, n'avaient guère moins de droit que le grand traître à une mort honteuse, à une exécution en Grève.

Cette philanthropie déplorable, qui crevait tellement les yeux à la justice et mettait de niveau avec des fautes légères les plus épouvantables crimes, eut son fruit naturel, la multiplication des traîtres. C'est surtout de ce jour que les frères Bonaparte, voyant la France indifférente, dégoûtée du bien et du mal, travaillèrent sans pudeur ni crainte à nous creuser l'abîme de

Brumaire, la fosse qui contenait pour l'Europe et pour nous quinze ans de guerre atroce et la mort de trois millions d'hommes.

La plus belle surprise, je crois, que la France offre en son histoire, c'est celle qui eut lieu le lendemain de Fructidor.

Les plus grandes victoires du monde n'eurent jamais un tel effet.

L'attente de nos ennemis était immense en présence de l'élection de mai 97, où l'on put croire que la France avait voté contre elle-même, s'était reniée.

Le brillant héros de la guerre, d'accord avec la partie dominante du Directoire, avait accordé la paix aux rois, Piémont, pape, Autriche, et réellement fait la guerre aux peuples, en empêchant la vente des biens d'Église, qui seule pouvait assurer la révolution d'Italie.

Les habiles, le traître Pichegru, et l'indifférent Moreau, tournaient leurs regards ailleurs, abandonnaient la république, qui s'abandonnait elle-même, ou bien la trahissaient.

Wickam à Bâle, Dandré à Paris, distribuaient les guinées à bureau ouvert. Sous ce honteux allèchement, les Vendéens étaient venus, croyant tenir la tête de la France moribonde, pendant qu'on la saignerait.

Tout cela au 17 fructidor. Au 18, tout est changé.

Les royalistes en une nuit ont été vaincus en France, en Europe et partout.

C'est là véritablement le beau de l'événement. Si peu d'efforts, si peu de force, et des résultats immenses. La grandeur morale a tout fait.

La Réveillère a dit et écrit (avec l'autorité de son caractère) : « Comme président du Directoire, *j'ai signé seul tous les actes de cette nuit* Et, sans moi, le 18 Fructidor n'eût pas été fait. » Les royalistes avouent que la Réveillère n'eut d'hésitation que pour son collègue Barthélemy, dont la trahison ne fut connue qu'en 1818 par l'aveu de Barbé-Marbois

Donc ce fut ce philosophe valétudinaire, qu'on croyait tout occupé de botanique et de théophilanthropie, qui prit la responsabilité, mena tout, sans verser le sang, et, fortement appuyé sur sa foi dans la république, signa, fit tout, découvrant pour ainsi dire sa poitrine aux poignards, lorsque vingt mille assassins peut-être, de l'Ouest et du Midi, étaient à Paris.

Ce fut comme dans une forêt où des malfaiteurs voient un homme endormi à terre. Profond sommeil. Ils approchent. Mais voilà que cet homme, éveillé, armé tout à coup, met flamberge au vent, fait luire et reluire comme un cercle de lueurs d'acier. Il n'a pas besoin de frapper. Avec respect on recule, et il est fort à l'aise dans ce cercle d'éclairs.

Quel cercle? Oh! c'est le plus sublime. Le moment sanglant de 93 avait étonné, fixé tous les regards à la terre. Ici, spectacle bizarre, c'est un philosophe, un philanthrope obstiné, obstiné jusqu'à la sottise d'épargner Pichegru lui-même, qui, contre Barras, Augereau et tous, exige impérieusement que le sang soit épargné. Et malgré cette clémence, admirablement

imprudente, toute la terre se réveille et salue la républiqne, autrement dit le Droit et la Raison.

Ce que nous prenions tout à l'heure pour les éclairs d'une épée, ce sont des âmes de peuples ressuscités au soleil de Fructidor, qui s'éveillent, scintillent de l'Etna au Zuiderzée. Tout le Rhin vinicole, contraire en tant de choses à l'Allemagne, est pour nous, se met avec nous. La Hollande, si longtemps trahie par les Orange qui l'étouffent sous l'Angleterre, se lance vaillamment à la mer, son natif élément. Enfin l'Italie, retardée par l'astuce de Bonaparte, prend l'essor. La vieille Rome (ayant vomi sa vieillesse, la papauté) entraîne dans la farandole des républiques italiennes la grande Naples, le vaillant Piémont. Qui dira quelle fut la jeunesse, l'élan naïf de l'Italie, quand sous les loyales mains de Championnet, de Joubert, elle se retrouva elle-même si unie de cœur à la France!

Qui fut consterné? L'Angleterre. Après tant de dépenses inutiles, elle se crut ruinée, désespéra.

Pitt commença la descente mélancolique qui le conduisit à sa chute de 1801. Fox, croyant voir, dit-on, la fin de sa patrie, lisait l'essai de Hume *sur l'Art de bien mourir*.

Cette gloire du Directoire qui éblouit l'Europe, qui força la voix même de nos plus furieux ennemis, n'empêchait pas les difficultés de la situation.

Jusque-là, la grande affaire qui absorbait tout était la guerre, et le reste ne venait qu'après. Il fallut regarder enfin la république, hors des bulletins des armées. La rentrée de nos ennemis, prêtres et nobles, facilitée par la mollesse de toutes les administrations, remplissait la France malade comme d'insectes mortels qui, en toutes choses, la troublaient. Même après Fructidor, ils firent, sur plusieurs points, divers essais de guerre civile. Et, ce qui était peut-être pis, c'est que souvent, paisibles en apparence, s'infiltrant d'autant mieux à l'action général pour la rendre fiévreuse, on les trouvait partout sans les reconnaître. Sieyès fit la proposition hardie et chimérique de chasser tout noble de France. Boulay (de la Meurthe) et Chénier firent décider qu'au moins on leur ôterait les droits civiques.

D'autre part, Sotin, le ministre zélé de Fructidor, entreprit de poursuivre et de déposer les prêtres qui refusaient le serment d'obéir aux lois. De là grande clameur! « Pauvres prêtres! dit-on; cruelle proscription! » A vrai dire, ce n'était que déporter la guerre civile.

Mille autres plaies restaient. On regarda en face un grand fléau du temps. Dans beaucoup de contrées, de vastes terres restaient désertes, stériles, sans que l'autorité locale s'imformât si elles étaient (ou non) terres d'émigrés. La Réveillère-Lepeaux voulait que cette enquête, cette détermination précise fût remise à des députés commissaires moins craintifs que les autorités locales. On ne fit rien. Et cette proie immense fut réservée à la corruption arbitraire du consulat et de l'empire

A la suite de la dépréciation des assignats et des mandats, une part

énorme de la rente était aux mains de ceux qui l'avaient acquise à vil prix. On prit une mesure hardie: c'était de ne payer *en argent* que le tiers, et d'acquitter les deux autres tiers *en terres*, en biens nationaux. Quoi de plus juste qu'une telle opération? Mais les bureaux, qui à ce moment faisaient manquer l'expédition d'Irlande par des retards habilement calculés, firent de même manquer cette grande opération financière. Elle devint en apparence une banqueroute. Les commis de la Trésorerie, excellents royalistes, agirent en cela mieux que n'aurait jamais fait Pichegru. L'avortement d'une si vaste combinaison mit dans mille autres choses un décousu, une vacillation, une paralysie extraordinaires. Partout la gêne. Des renvois infinis, de bureau en bureau. Partout des commis ventrus, luisants, hautains, pour dire: « Voilà la république! voilà le Directoire! Il mange tout... Allez donc demander des restes aux grands festins du Luxembourg!... »

Le rentier revenait à sec et furieux. « Robespierre valait mieux, se disait-il. Car alors il n'y avait pas d'octroi. Ceux qui ne mouraient pas mangaient. Le pain venait ici à prix réduit. »

A ces éléments troubles un autre élément plus trouble encore s'ajouta. La grande armée du Rhin, avec son général douteux et ses communications allemandes de foie gras et de montres suisses, etc., inspirait des craintes, trop fondées: on le voit maintenant par Fauche-Borel et les aveux de l'ennemi.

Augereau, à qui on donna cette armée, était, dit-on, conduit par un officier intrigant, ex-moine, grand brouillon, et peu sûr. On ôta à Augereau l'armée du Rhin, et l'on se décida bientôt à la dissoudre.

Qu'allait devenir cette foule d'excellents militaires, de moralité vacillante? Même le héros Desaix, sensible et d'un trop faible cœur, n'avait, dit-on, point censuré Moreau pour sa fidélité à un ami coupable. Lui-même, ayant besoin d'aimer et d'admirer, il court en Italie, se livre à Bonaparte. Kléber, sans l'imiter, reste à Paris, frondeur et ennuyé, tout prêt à la folie d'Égypte, où Bonaparte l'entraînera... La voilà dispersée, la grande armée du Rhin.

Ainsi partout le Directoire, vainqueur des royalistes, rayonnant de gloire sur l'Europe, avait pendant ce temps des pièges sous lui, je ne sais combien d'insectes, de fourmis (les bonapartistes, les semi-babouvistes) qui creusaient des souterrains tortueux sous ses pieds, lui effondraient de tous côtés le sol.

Mais le plus efficace à nuire fut le glorieux traître de Campo-Formio. Bonaparte, ici, fut bien plus que Cobentzel, le ministre dévoué de l'Autriche. Celle-ci, terrifiée par Fructidor et le désastre de ses amis les royalistes, reprit courage quand elle vit en Bonaparte un homme double et conquis d'avance au parti rétrograde.

La France venait de renvoyer fièrement l'embassadeur anglais Malmesbury et sa proposition perfide de faire la paix aux dépens de nos alliés. Mais l'Autriche n'avait pas à craindre une telle rebuffade, ayant Bonaparte pour



BONAPARTE

elle. Il arrangeait toutes choses par deux crimes; il voulait que la France prît pour elle la république de Gênes, et livrât à l'Autriche la république de Venise, récemment élevée par nous, encouragée par nous, et qui venait de nous donner ses îles en retour de notre protection. Proposition infâme qui ne pouvait même être défendue par une apparence d'utilité. Barras, la Réveillère, Rewbell en furent révoltés. Par ce beau traité de Campo-Formio nous laissions à l'Autriche tous les points de défense et d'attaque, la grande ligne militaire, la vraie porte de l'Italie pour y rentrer quand elle voudrait!

Cela était si fort que Cobentzel, voyant le traître et cette âme pourrie, crut en obtenir davantage, en tirer encore le centre de l'Italie. Si l'Autriche ne l'eut, du moins, par les articles secrets de ce traité, elle se faisait donner de grands avantages tout près d'elle, par exemple une partie de la Baviere

entre Salzburg et le Tyrol; plus le vaste archevêché de Salzburg, cet intéressant petit peuple, qui a produit Mozart. L'Istrie, la Dalmatie, ces sujets de Venise, si belliqueux, par le traité sont donnés à l'Autriche.

Bonaparte se sentait bien secondé par le monde, la société de Paris, les belles dames, qui chaque soir affluaient au Directoire, les yeux moites, et disaient avec attendrissement : Ah! de grâce donnez-nous la paix! »

Le héros y aidait de son mieux, énumérant les ressources de tout genre qu'il eût fallu pour faire la guerre. Puis l'hiver approchait. On ne pouvait que prévoir des désastres.

Tout cela à grand bruit. De sorte que, non seulement le Directoire, mais le Corps législatif, effrayé, reculait, et, si l'on eût persisté, eût refusé l'argent et les ressources nécessaires. Ajoutez que Bonaparte eût donné sa démission et préparé les défaites de son successeur.

La Réveillère dit la chose à merveille, et montre que si le Directoire eût refusé de signer, il était perdu.

Voyant que par la coalition de tous les traîtres son traité allait réussir, Bonaparte, ce grand acteur, employa une machine qui lui réussissait toujours, une scène théâtrale. Il répandit la nouvelle que c'était lui qui, par un accès de colère, où il cassa à Cobentzel de précieuses porcelaines, l'aurait effrayé et forcé d'accepter enfin ce traité si désirable pour l'Autriche!

Son courtisan Berthier et son ours Monge, rude et plat, muselé, furent chargés de remettre le traité au Directoire. Et cette œuvre de nuit, ils l'apportèrent la nuit, bien tard, au sévère la Réveillère, qui dépeint sans pitié la grâce flatteuse de Berthier et la servilité grossière de l'ours, maladroitement courbé de sa rude échine jusqu'à terre.

Dans la lettre d'excuses que Bonaparte adresse au Directoire, il y a une parole qui jure horriblement. C'est l'hommage qu'il rend à Hoche, qui venait de mourir. Cette mort est une des causes qui lui ont fait, dit-il, signer la paix. Toute sa vie, ce favori du sort, par son intrigue et son habileté avait soufflé la chance au vrai héros. Hoche ne fut pas heureux. Il eut, il est vrai, la sinistre palme de la Vendée, mais manqua Vendémiaire et manqua Fructidor. On hésitait toujours à employer un homme si fier. Les bureaux de la guerre, cet ennemi immuable et terrible, furent toujours contre lui, ainsi que tous les traîtres, la belle société depuis Quiberon.

Cet homme de vingt-huit ans dut regretter la vie. Il avait des projets immenses, non de guerre, mais plutôt de paix : la résurrection de deux peuples, les Irlandais et les Wallons. Pour ceux-ci, il eût fondé la république de Meuse, eût réveillé ce génie méconnu, le génie de la Meuse, de la Moselle et du Rhin vinicole, si différent de l'Allemagne.

Les guerres de la Révolution n'excluaient nullement la vraie fraternité humaine. Hoche, Marceau, furent aimés sur les deux rives. Leur tombe, toujours en Allemagne, y reste pour rappeler que, même dans la guerre, ils portèrent un esprit de paix.

CHAPITRE IX

L'ANGLETERRE DANS L'INDE

L'Angleterre, en 97, chassée de toute l'Europe, ayant perdu son unique alliée l'Autriche, étant vaincue comme faction par son échec de Fructidor, où elle avait jeté des torrents d'or, d'argent, etc., l'Angleterre, dis-je, malgré quelques succès sur mer, paraissaît au plus bas.

L'Angleterre? Oui, mais non pas les Anglais. Sauf la révolte de la flotte, alarme d'un instant, sauf la baisse de la rente, qui remonta bientôt, les événements de ce monde n'avaient aucune prise sur les Anglais et leur bien-être. Leurs nombreuses familles n'en dévoraient pas moins en pleine quiétude les monstrueux moutons, les bœufs, que Bakwell venait de créer. Les enfants innombrables que le père ne connaissait presque que par le millésime de leur naissance, n'inquiétaient guère. Le remède était tout trouvé. Du jour que ces babies avaient pris figure d'hommes, dès quinze ans, sans autre hésitation, on les jetait à la mer, non pas comme autrefois, aux hasards de la mer, mais pour des offices de terre, pour la bureaucratie de l'Inde, où ils allaient s'essayer, griffonner.

Toute mère, aux prières du matin, pensait au grand Hastings; qui avait fait cet ordre admirable, mais beaucoup plus à la couronne, au bon roi Georges et à l'*ami du roi*, Cornwallis, qui venait de créer dans sa vice-royauté cette immense administration où tous trouvaient à s'employer. Administration si nombreuse qu'on calculait alors que l'empire de Russie, la septième partie de la terre habitable, avait moins de places à donner.

Georges III, l'un des meilleurs de ces Hanovriens, n'était pas un grand politique. Mais il avait compris, mieux qu'on n'eût attendu de sa tête fêlée, par son petit sens prosaïque de basse Allemagne, ce que d'autres plus fiers auraient moins deviné : « Que si cette proie de l'Inde engraissait les Anglais, homme à homme, l'Angleterre tiendrait la couronne quitte du reste, et qu'il ne verrait plus son carrosse mis en pièces, et lui-même tout prêt de s'embarquer pour le Hanovre. »

Après Hastings, — le scélérat homme d'esprit qui avait trouvé la grande

méthode de spoliation, — il fallait pour l'appliquer un homme médiocre, qui suivrait pas à pas la chose avec bon sens. Cornwallis fut cet homme. Doux, honnête, plein de mérite, mais d'un mérite malheureux, aide de camp du roi, il n'était connu que par un grand revers. Comme il avait fait un voyage en Prusse chez Frédéric, on l'avait cru guerrier, et on lui avait donné contre les Américains et la Fayette, une armée de neuf mille hommes avec laquelle il capitula (1780). Cela ne refroidit point le roi, et pour braver l'opposition, il récompensa Cornwallis, le fit lord lieutenant de l'Inde, au moment où la nouvelle administration faisait un roi du vice-roi. Il y resta longtemps, et justifia parfaitement le choix du roi par cette médiocrité que Georges estimait plus que toute chose.

Il y manqua pourtant une fois : il lui advint un succès militaire. En 1789-90, il faisait la guerre à Tippoo, le grand chef musulman, très valeureux, de courage tigresque. Tippoo, par trois fois, affamant les Anglais, refusait de traiter, et les eût pris peut-être par la faim devant Seringapatam qu'ils assiégeaient, si Cornwallis n'eût appelé à son secours les Mahrattes rivaux de Tippoo. Ils vinrent au nombre de trente mille et apportèrent des vivres. Puis, les Mahrattes partant, Cornwallis appela à son aide des tribus sauvages qui, en une fois amenèrent quarante mille bœufs. Tippoo, abandonné, ayant mille cavaliers seulement, ne put défendre sa capitale Seringapatam. Il dut livrer la moitié du royaume et pour otages ses jeunes fils. Ils furent fort bien reçus, avec un accueil paternel, par lord Cornwallis. S'il eût ruiné entièrement Tippoo, il eût rendu trop forts les Mahrattes. Mais, en même temps, on prit certain terrain qui plus tard permettait aux Anglais de s'étendre indéfiniment. Cette conquête, faite à si bon marché, et surtout par la politique, fit plus de bruit en Europe que notre victoire de Jemmapes, qui eut lieu en même temps. Les Anglais furent habiles à faire ressortir et répandre leurs succès. Des gravures, pas trop chères et demi-coloriées, que l'on rencontre encore, montrèrent partout la vaillante résistance de Tippoo, la scène infiniment touchante des petits princes indiens amenés au vainqueur, enfin le noble accueil qu'on fit à leur malheur, et la mansuétude du parfait gentleman Cornwallis.

Il eut encore, quand la guerre de la révolution éclata, le succès de prendre aux Français Pondichéry, ce qui semblait fermer l'Inde à jamais aux ennemis de l'Angleterre.

Il avait parfaitement justifié le choix et les vues de la cour. Appliqué, sérieux, médiocre en tout, mais solide, il avait fait la guerre malgré lui, mais heureusement. Sa grande ambition était autre; il se proposait bien plutôt d'être un sage administrateur, de porter enfin l'ordre dans ce monde indien, si troublé par l'intrusion d'éléments étrangers.

L'ordre que concevait Cornwallis, comme instrument fidèle de la couronne et du ministère, était un ordre tout anglais. L'attache prodigieuse de l'Angleterre à ses institutions fait qu'elle veut les retrouver partout et que partout elle en rapproche mille choses qui n'y ressemblent guère, mais dont elle



Tout le monde a redit l'accueil que le Directoire lui fit... (P. 2141.)

ne veut pas voir la différence. Ainsi elle a assimilé l'Écosse à elle-même, la loi des clans à la loi féodale anglaise. Les lairds, juges militaires des clans, ont été assimilés aux lords, seigneurs propriétaires des fiefs. Ce qui n'était que fonction est devenu un héritage que les filles ont transporté comme dot aux grandes familles anglaises. Ainsi s'est consommée la ruine des clans au profit de la grande propriété féodale et de l'usurpation anglaise. Détruire partout la petite propriété au profit de la grande, telle fut la tendance de l'Angleterre

chez elle-même. Combien plus à la fin du dix-huitième siècle où d'habiles gens montrèrent combien l'agriculture conduite en grand, rapporte plus, a moins de non-valeurs qu'elle n'en a dans les petites propriétés! Pitt poussa d'autant plus en ce sens, qu'il jugea que les petits, ne pouvant acheter ces grandes terres, mettraient leur argent dans la rente, c'est-à-dire dans ses mains. Il alla résolument dans ce système, non seulement par des impôts énormes sur les consommations qui atteignent surtout le grand nombre, mais même par des lois hardiment tyranniques, comme celle de 92, qui alloue les terres communales aux plus riches de la commune.

Cornwallis fit de même, dans l'Inde, une réforme qui semblait tout aristocratique. Il déclara que *toute terre appartenait aux gros propriétaires*, ou zémindars, et non aux paysans (ryots) qui la cultivaient depuis un temps immémorial. Ces zémindars, sous le gouvernement précédent du Mogol, étaient agents fiscaux, levaient l'impôt. Ils cumulaient tous les pouvoirs, étaient juges en même temps, de sorte que, s'ils avaient débat avec le paysan, ils jugeaient ce litige, étaient juges et parties. Cela était exorbitant. Ils pouvaient condamner, exproprier le paysan, faire cultiver la terre par un autre. L'État n'y perdait rien. Le zémindar, seul responsable, acquittait l'impôt tout de même.

Cependant le droit réclamait. Il y avait des Anglais, — comme Francis, l'accusateur d'Hastings, — qui soutenaient que la terre était primitivement, et de droit, au paysan qui depuis si longtemps la cultivait. Cornwallis crut prendre un moyen terme en maintenant que *la propriété était vraiment à l'aristocratie*, aux zémindars, mais que *ceux-ci ne seraient plus juges*, et que les différends entre eux et le cultivateur seraient jugés par des tribunaux de l'État, des juges qui viendraient d'Angleterre, et qui partant seraient impartiaux.

Là éclata, sous forme bizarre, le génie opposé des deux races, des deux sociétés, si différentes. Les formes de la procédure anglaise, si lentes et si verbeuses, compliquaient les moindres affaires, désespéraient les indigènes, exigeaient l'intervention constante des interprètes. Même avec eux, le juge et les parties ne se comprenaient pas. De là des retards incroyables et un encombrement immense. En deux années, et dans un seul district, le nombre des procès arriérés ne s'élevait pas à moins de trente mille.

N'espérant plus s'en tirer jamais, on prit un grand parti, ce fut de fermer en quelque sorte les tribunaux par des frais si énormes qu'on hésitait à s'en approcher. Le pauvre n'y venait pas, en étant empêché par les frais préalables. Et si le zémindar y venait, il était ruiné. Jadis, il était juge, et, par simple sentence, il expropriait, pouvait chasser son paysan. Maintenant, il fallait de coûteuses formalités.

Sous le Mogol, il y avait de grands désordres. Pourtant le pays prospérait. C'est alors que l'on fit ces monuments d'utilité publique, ces immenses bassins d'eau pluviale pour les irrigations. L'Inde restait féconde; elle restait

Sita la charmante, si bien chantée dans le Ramayana. Malgré l'exactitude, la probité de Cornwallis, déjà sous lui tout dépérit, et l'Inde, dès lors, s'achemina vers cet état de vétusté qu'elle présente aujourd'hui.

Cette misère s'explique surtout par l'administration la plus coûteuse qui fut jamais. Le système qu'on créa à Londres et que Cornwallis dut appliquer, fut de défendre le commerce aux employés, mais de les en dédommager par d'énormes traitements. On crut finir tous les abus, en appliquant cette maxime bizarre et méthodiste : « Plus on gagne, moins on désire. Donc les richesses moralisent. » D'après cela, pour faire une administration vertueuse, il fallait la gorger par des traitements monstrueux.

Ainsi le *chief-justice*, nommé pour douze années, eut par an quinze cent mille de nos francs. Les autres emplois à proportion, dans l'administration, la justice, l'armée, l'Église. Par ce grossissement prodigieux des traitements, l'Inde, devenue un champ magnifique pour la corruption électorale, donna à la couronne, au ministère, une grande force autant que l'Église établie, l'autre colonne de la royauté. Son administration se recruta dès lors dans des classes tout autres, moins et plus délicates que celles qui fondèrent cet empire. Classes plus honorables et décentes, se respectant davantage, mais infiniment moins laborieuses, cédant plus au climat, amoureuses de longs loisirs. Classes enfin méthodistes, partant, plus éloignées de leurs sujets indiens que n'avaient été jadis les compagnons de Clive. De là un bigotisme croissant qui eut son résultat en 1857.

Toutes ces fautes, qui sans doute furent prescrites et imposées de Londres, ne peuvent empêcher de reconnaître les efforts méritants de Cornwallis.

Même malgré tous les reproches que l'on peut faire à l'administration anglaise, je doute qu'aucun peuple européen se fût mieux tiré d'une tâche si difficile. Les Italiens et les Français peut-être auraient par mariages pu créer une race qui, à la longue, aurait relevé l'Inde et se serait posée médiatrice et interprète entre l'Orient et l'Europe.

Les Anglais recrutés sans cesse, se succédant très vite, y forment un peuple de malades, sans avenir, qui ne produira rien que l'abâtardissement de leur belle race, jadis si forte.

Je crois, comme M. le docteur Bertillon (*Dict. de médecine*, article *Acclimatement*) que les conquêtes et colonies en pays tropicaux sont éphémères et vaines, de vrais cimetières pour l'Europe, et rien de plus.

Tous les peuples, l'un après l'autre, iront dans l'Hindostan, et y mourront. L'Inde n'appartient qu'à l'Inde même.

J'avais soutenu toute ma vie, contre tous, que l'Italie aurait sa résurrection, sa renaissance. Cela s'est vérifié, et se vérifiera de même pour l'Inde. Elle existe en dessous, plus industrieuse et moins morte que ne fut l'Italie au dix-septième siècle. Entre les prétendants qui se disputeront l'héritage des Anglais, les indigènes interviendront, et grandiront dans le combat, enterreront tous les étrangers, et resteront seuls maîtres. Il y aura là une Europe.

CHAPITRE X

BONAPARTE PRÉPARE L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE, 1797-98

Ceux qui, à cette époque, de France ou d'Italie, regardaient tourbillonner cette étoile indécise qui ravagea le monde, Bonaparte, auraient été embarrassés de dire comment elle prendrait sa course. Cependant, à vrai dire, ses variations sont moindres qu'il ne semble. Dans les petites choses il tourne à gauche, mais dans les grandes à droite. Ainsi il approuve modérément le coup d'État et se montre durement ingrat envers son protecteur Carnot. Petites choses où il veut amuser le parti jacobin. Mais, en même temps, que de choses importantes, solides, il donne au parti rétrogade? Non seulement son traité de Campo-Formio, favorable à l'Empereur d'Autriche ; mais, même avant, au 20 Fructidor, il éreinte, tant qu'il peut, la révolution d'Italie, dans les États vénitiens, où il était alors maître absolu. Et ce coup adressé à la jeune Venise que nous venions de fonder, frappa de même ailleurs, à Bologne, à Milan, partout, comme empêchement à la vente des biens ecclésiastiques. Voici cet ordre inique que le gouvernement vainqueur en Fructidor eût dû punir : « Que tous les couvents et églises jouissent de leurs biens et revenus, quand même les gouvernements provisoires les auraient supprimés ou en auraient disposé autrement. »

Deux mois après, quand le Directoire lui écrit : « Révolutionnez l'Italie ! » il fait le niais, et ne veut pas comprendre : « Comment faut-il entendre cela ? » dit-il. On ne lui répond pas. Il était évident que le général n'était pas celui de la République, mais son ennemi, Barras était trop incertain, Rewbell, la Réveillère, trop humains, pour lui donner la vraie réponse : celle que l'ancienne Venise trouva si à propos, pour en finir avec Carmagnola.

Le Directoire, par sa loi financière, où il offrait deux tiers en terre aux créanciers de l'Etat, et se faisait (très faussement) accuser de banqueroute, s'était tué dans l'opinion, et, au milieu, de sa victoire, semblait avoir la faiblesse, l'impuissance d'un vaincu. C'est ce moment que Bonaparte prit pour retourner avec son traité et la paix. Cependant les contemporains disent qu'il fut reçu avec plus de curiosité que d'enthousiasme. Les Italiens étaient furieux contre lui ; et beaucoup de Français entrevoyaient le personnage. Les carrosses

à huit chevaux dont il s'était servi là-bas leur plaisaient peu. Le général qui après Vendémiaire était parti dans son habit râpé, qu'il avait fidèlement repris pour entrer à Paris, n'en avait pas été moins roi d'Italie, et plus que roi, par la facilité du Directoire.

Tout le monde a redit l'accueil que le Directoire lui fit, malgré lui, la scène qui se passa dans la cour du Luxembourg, son discours bref, où il finissait par une chose agréable aux deux partis (royalistes et jacobins) : « Que d'autres institutions pourraient être nécessaires à la France ». Mais ce fut une vraie parade, quand l'histrion boiteux, Talleyrand, passant toutes les bornes, par ses hâbleries, montra le général n'aimant que la paix et l'étude, n'aspirant qu'au repos. Il faisait ses délices d'Ossian, etc.

Bonaparte, dans cette première période de sa vie, apparaît plus qu'un individu, c'est un groupe, un faisceau, et il faut dire *les Bonapartes*. Joséphine d'un côté, et les militaires bureaucrates de Carnot, les Prieur, les Clarke, et les Mathieu Dumas, l'avaient fort bien servi, tant que les royalistes et semi-royalistes n'étaient pas trop démasqués. A gauche, il avait eu d'abord son prôneur Salicetti; mais celui-ci redevient hostile et plaide contre lui la cause des pauvres Italiens. Alors Bonaparte essaya de nouveau de ses frères comme instruments d'intrigues. On n'aurait pu, pour ce but, trouver une machine mieux composée que cette famille Bonaparte, où la nature avait fort bien distribué les rôles. Un avantage réel qu'ils eurent, c'est qu'ils se ressemblaient peu et pouvaient jouer parfaitement divers personnages. Ils avaient des parleurs, ils avaient des muets; même des gens paisibles, dont l'air tranquille et respectable éloignait toute idée d'intrigues.

L'aîné, Joseph, élevé dans la somnolente Toscane, bien posé par un mariage riche avec les Clary, de Marseille, avait cet air tranquille, médiocre, qui donne confiance, qui dit qu'on ne hasarde rien, l'air d'un presque honnête homme. Louis, le quatrième des frères, fort jeune, et de figure mélancolique, pouvait aussi inspirer confiance. On a vu qu'à Arcole il avait aidé à sauver Napoléon, qui le récompensa en tyrannie, en honneur et en déshonneur de toute sorte. Louis, d'un esprit bizarre, lent et rêveur, ce qu'expliquait sa mauvaise santé, était né fort tard, et quand Lætitia, ayant passé ses grands orages, déjà inclinait au retour.

Mais à l'époque passionnée, au second, au troisième enfant, elle avait eu deux rêves en sens divers : l'une, Napoléon, son rêve d'ambition titanique ; l'autre Lucien, créature discordante, où tout tourbillonnait. Il naquit de l'envie et d'une situation fausse, de l'idée saugrenue qu'il serait le vrai héros des Corses.

Napoléon, élevé en France, y était déjà avancé, général de brigade, lorsque le vieux Paoli, revenu d'Angleterre à Ajaccio, vit Lucien, et dans cet enfant précoce salua un jeune *philosophe poète*, lui fit croire qu'il serait le vrai Bonaparte, remplirait le destin que l'autre, devenu Français, avait manqué.

Ce rêve avorta. Lucien chassé bientôt de Corse avec sa mere, vécut à Marseille d'une petite pension que la Convention accordait aux Corses réfugiés. Simple commis d'abord et garde-magasin, il avait épousé la fille d'un aubergiste, puis s'était élevé à la place de commissaire des guerres. Tel il se rappela à son illustre frère, au moment le plus mal choisi, au moment où Napoléon ayant levé le siège de Mantoue, se trouvait sauvé par Castiglione et par Bassano. Napoléon, furieux de cette parenté et de cette audace, écrit à son ami Carnot qu'on éloigne au plus vite l'insolent de Marseille, qu'on le place à l'armée du Rhin. C'était le perdre, ou à peu près. Mais Lucien para ce coup. Il n'alla pas au Rhin, il se rendit en Corse, et là, par le nom de son frère, il se fit nommer député. Il fallait vingt-cinq ans, il n'en avait que vingt-quatre. N'importe. On passa là-dessus.

Napoléon, élevé par les prêtres, avait d'après lui-même conçu une singulière idée, trop juste, de la nature humaine : que plus on houspille un homme, plus on l'outrage, plus il devient ami, s'il y voit intérêt. Il avait agi ainsi avec Salicetti et d'autres, et ne s'était jamais trompé. Il comprit que Lucien, ayant senti le talon de sa botte, rentrerait dans son bon sens, et trouverait plus sûr, ne pouvant être son rival, d'être son docile instrument, Il ne se trompa pas Il rencontra dans Lucien un grand bavard, improvisateur solennel, qui semblait un peu fou, une machine commode qu'on croyait une girouette sincère, et qui, comme tel, pouvait soutenir tour à tour mille choses contradictoires. D'ailleurs, pour antidote à Lucien, n'avait-il pas Joseph, doux et calme, bien assis comme riche, et qu'on n'accusait pas d'appuyer d'imprudents avis? Ces deux frères permettaient un jeu très variable. Quand Bonaparte voulut, malgré le Directoire, que l'on autorisât la messe et qu'on laissât tomber le décadi, cette proposition rétrogade, il la fit faire, non par son frère Joseph, aristocrate, mais par Lucien, son jacobin.

Généralement c'était Lucien qui avait l'honneur des propositions patriotiques.

C'est lui qui réclama pour la liberté illimitée de la presse, c'est-à-dire pour les pamphlets contre le Directoire. Après Fructidor, Lucien, plein de zèle pour la constitution de l'an III, veut que l'on jure de lui être fidèle. Puis, arrivent des propositions philanthropiques contre les impôts du sel et denrées de première nécessité que la nouvelle guerre allait faire établir ; et enfin, des propositions difficiles à réaliser pour doter, pensionner les familles des soldats.

Ce qui favorisa singulièrement les intrigues diverses des frères de Bonaparte, ce furent les fluctuations qui agitèrent la France dans l'hiver qui suivit Fructidor. Ce coup qui stupéfia au loin l'Europe, eut, de près, peu d'action, les douze déportés auxquels le coup d'État s'était borné parurent si peu de chose, que les royalistes étourdis frétillèrent toujours, comme ces mouches hardies, importunes, qui vont autour de vous bourdonnant et piquant jusqu'à ce qu'on s'éveille et les écrase. A Paris, dans certains cafés, les *incroyables*,

avec leurs costumes excentriques, avec leurs gros bâtons, paradaient, prétendaient dicter les arrêts de la mode. Cela peu sérieux, mais quand on songe que quelques jours plus tôt la Vendée était avec eux, on comprend bien l'émotion du Directoire. Les soldats d'Augereau étaient là, voulaient qu'on leur permît d'agir sur ces vaincus si insolents. Certain soir, ils fondent sur eux et sur leur café principal, se prétendent insultés, en blessent plusieurs. Chose odieuse, mais d'utile retentissement, et qui n'aida pas peu à arrêter les rassemblements royalistes dans les départements.

Par bonheur, la paix récente permettait de nombreux congés; beaucoup de soldats qui rentraient dans leurs familles changèrent les choses de face. Ils auraient pris sur les royalistes de vastes représailles, si le Directoire, en maints départements, n'eût organisé des commissions militaires dont les arrêts sévères ramenèrent les vaincus à la modestie.

En réalité, l'imprudente douceur de Fructidor n'ayant en rien brisé l'insolence des royalistes, ceux-ci ne furent réellement réprimés que par l'intervention de ces revenants redoutables, par la terreur des soldats jacobins.

Mais on devait s'attendre à ce que ceux-ci, ayant rendu un tel service, deviendraient exigeants, et, à l époque prochaine des élections, s'en rendraient hardiment les maîtres.

Ici, nous sommes obligé de caractériser au vrai les masses militaires qui rentraient, et qui, ayant vaincu l'Autrichien au dehors et les royalistes au dedans, rapportaient certes un vrai patriotisme et l'amour de la république. Mais, parmi ces bons éléments s'en présentaient d'autres aussi que la guerre et ses habitudes, ses désordres, n'y avaient que trop mêlés.

Lorsque Augereau, l'enfant du faubourg Saint-Marceau, vint à Paris, et fut reçu du Directoire, il ne se montra pas entouré uniquement de l'auréole d'Arcole et de Castiglione, mais grotesquement couvert de montres et de bijoux, si bien que le sévère Rewbell dit tout bas à la Réveillère : « Quelle figure de brigand ! » Augereau avait cru que ce bizarre accoutrement, qui ne plut pas au Directoire, paraîtrait en revanche à la foule, aux soldats, le vrai costume des héros d'Italie, que beaucoup se représentaient chargés et surchargés de ces futilités brillantes.

On ne songeait pas encore à se nantir de trésors plus solides. Il fallut quelque temps, et l'adresse surtout des meneurs, pour rappeler qu'en 93, la république avait promis des terres à tous ses défenseurs. Ces idées d'avoir de la terre durent les prendre surtout lorsque tout le monde parla de Babeuf et de son utopie. Très peu acceptaient l'idée d'un partage universel, mais beaucoup l'idée de favoriser les soldats en récompense des services rendus dans la guerre. Cet espoir de lois agraires et de distributions de terre du moins aux élus, à l'élite guerrière, se répandit au moment même où le Directoire prétendait leur assigner un autre emploi, *les donner comme gage de la rente*, des deux tiers qu'on ne payait pas, mais qu'on voulait consolider sur

la terre non vendue. *D'autre part*, ce qui resterait de biens nationaux semblait bien nécessaire comme *réserve de la guerre* prochaine que l'Angleterre, l'Autriche, allaient nous faire en appelant les Russes.

Mais qui pourrait donner cette fortune? quel, si ce n'est *le grand Bonaparté?* On prononçait ainsi pour que le nom fût plus retentissant. Et, dans les poèmes insipides que Lucien faisait ou faisait faire là-dessus, ce nourrisseur du peuple qui lui distribuera des terres, *le grand Bonaparté*, rime toujours avec *Liberté*, dont il doit être en même temps le sauveur.

Si quelqu'un, curieux, demandait plus d'explication au soldat revenu, voulait savoir où Bonaparte prendrait tant de trésors, on lui riait au nez, on disait : « Quelles sottes demandes! » On les faisait aussi quand il partit pour l'Italie. Eh bien, il a trouvé de quoi nourrir le Directoire, l'armée du Rhin, etc. — Et l'Italie, qu'est-ce? Peu de chose ; il a dit : « Qu'on ne m'en parle plus, qu'on la donne à l'Autriche! Je ne m'occupe que de l'Orient! »

Mais l'Orient, qu'est-ce? — « *Les îles*. Et de là vient tout l'or du monde, des Indes et de l'Égypte, de Saint-Domingue, etc. Est-il possible d'ignorer cela, à votre âge? »

Il faut le dire, un grand vent semblait pousser l'humanité vers l'Orient.

La lassitude de l'Europe était extrême. L'Angleterre depuis 1760 avait conquis le monde, ajourné toute idée, s'était appesantie sur l'Inde. La France, à travers ses tragédies intérieures et son épopée militaire, s'usait à l'œuvre de l'affranchissement universel. C'est à ce moment de fatigue que le grand enchanteur lui montra l'inconnu, l'Asie, l'Égypte et le réveil d'un monde.

Ce n'était pas une conquête ordinaire, ouverte à la cupidité, mais l'espoir fantastique, sublime, d'une résurrection.

Ce ne fut pas à la chaussée d'Antin, dans la petite maison de Joséphine, rue Chantereine, aujourd'hui rue de la Victoire, que cette grande entreprise se prépara, mais dans le Paris de la rive gauche, bien moins distrait, plus imaginatif.

Ce Paris de la rive gauche offrait en descendant vers l'ouest tous nos établissements militaires : Invalides, ministère de la guerre, et son école, l'École polytechnique, ardent foyer d'enthousiasme alors, comme étaient, en remontant vers l'Est, l'École de médecine, et celle du Muséum d'histoire naturelle Ces écoles allaient fournir aux grandes guerres un peuple de médecins, d'ingénieurs, de savants en tout genre.

Au centre, siégeait l'Institut, jeune alors; il se glorifiait de compter parmi ses membres l'habile prestidigitateur qui faisait mouvoir ces ressorts. Bonaparte s'était fait recevoir de l'Institut, section des sciences.

A mi-côte de la montagne, dans la belle rue Taranne, étaient établis les bureaux où toute l'expédition se préparait. Là venaient les militaires et les savants. La rue Taranne, limitée d'un côté par la rue des Saint-Pères, offre a



... Le coup d'œil de Bonaparte, la fermeté et le sang-froid des nôtres dans ces grandes scènes méritent l'admiration qu'on leur a prodiguée. (P. 2148.)

l'autre bout, au coin de la rue Saint-Benoît, la glorieuse maison où l'Europe tout entière écouta Diderot, son oracle encyclopédique.

En tête de cette réunion, pour inspirer confiance, il y avait, chose rare! *un homme de cœur* et qui en donnait à tout le monde, Caffarelli. Il avait perdu une jambe dans les campagnes du Rhin, et il semblait le plus actif de tous, le plus infatigable. L'armée, dans les batailles et les déserts brûlants, voyait toujours marcher en tête l'héroïque jambe de bois.

Les autres, au nombre de plus de cent, étaient pour la plupart de fort jeunes gens. Fourier, l'illustre auteur du livre de *la Chaleur*, l'élève favori de Lagrange, était l'homme complet, dont les aptitudes diverses répondaient à tous les besoins. Savant et érudit, administrateur, écrivain à la fois sévère et éloquent, à lui, comme au plus digne, revint la première place, celle de *secrétaire perpétuel de l'Institut d'Égypte.* C'est à lui que Kléber donna l'idée du grand ouvrage qui résume l'expédition.

Il y avait, en outre, une foule d'hommes laborieux, comme Jomard, qui épousa l'Égypte, et qui, non seulement sous Bonaparte, mais tout autant sous Méhémet-Ali, couva l'Afrique avec une ardeur persévérante, prêta son appui aux enfants qu'elle envoyait et ses soins aux travaux dont elle était l'objet. Il fut pour beaucoup dans les voyages si instructifs des Caillaud, des Caillé...

A ces savants ajoutez la foule des médecins, chirurgiens, ingénieurs, administrateurs attachés à l'armée. Bref, la colonie était une ville, la fleur de Paris, de la France. Et cette France avait deux pôles qu'on trouve ensemble rarement. L'imagination inventive, Geoffroy Saint-Hilaire, et le jugement fécond autant que ferme dans Fourier. Bref, le dix-huitième siècle au complet, et l'Europe elle-même merveilleusement représentée.

Une telle création, c'est un être qui a en soi toute condition de s'achever, d'agir, et qui fatalement agit de manière ou d'autre.

Aussi, malgré le grand obstacle d'une guerre européenne qui approchait, l'expédition fut lancée.

La Réveillère s'y opposait, il offrit à Bonaparte sa démission. En vain.

Lui-même avait créé une telle puissance qu'elle l'entraînait. Après avoir reculé pour l'Angleterre, aurait-il pu reculer pour l'Égypte?

CHAPITRE XI

CONQUÊTE DE L'ÉGYPTE. — DÉSASTRE DE LA FLOTTE. — EFFORTS DES FRANÇAIS POUR RÉVEILLER L'ÉGYPTE PRIMITIVE. — RÉVOLTE DU CAIRE.

Bonaparte, en 96, avait dit de l'Italie : « Il faut y faire la guerre de bonne heure, non point en été. »

Et, en 97, il allait engager l'armée par la chaude saison dans ce terrible four, l'Égypte !

Quelle armée! non pas seulement l'armée d'Italie, un peu faite sans doute à la chaleur, mais une armée composée en partie des divisions du Rhin, comme celles de Kléber et de Desaix, divisions nullement acclimatées et qui venaient du Nord.

Ni les Anglais, ni les Français sensés ne pouvaient croire qu'en cette saison, il pensât à l'Égypte, d'autant plus que l'inondation qui allait venir rendait impossibles pendant quelque temps les mouvements militaires.

Kléber était convaincu que l'armée allait en Angleterre. Et c'est pour cela qu'il consentait à suivre Bonaparte ; il lui dit : « Si vous voulez jeter un brûlot dans la Tamise, mettez-y Kléber. Vous verrez ce qu'il sait faire. »

De même, les Anglais songeaient si peu à l'Égypte que, sauf le blocus de Cadix qu'ils faisaient, ils laissèrent toutes leurs grandes forces dans la Manche. Pour observer, pourtant, Nelson et trois vaisseaux furent mis entre la Provence et l'Espagne, où la tempête les avaria fort. De sorte que la mer, absolument déserte, donna libre carrière au départ de l'expédition.

Trente-six mille soldats, six mille matelots étaient sous les armes sans rien savoir de leur destination, sinon qu'ils étaient « l'aile gauche de l'armée d'Angleterre ».

L'expédition avait été décidée le 5 mars. Six semaines suffirent pour réunir les éléments de cette grande entreprise. Chose qui semblerait incroyable si les hommes qui devaient en faire partie n'eussent été pour la plupart organisés d'avance.

On partit le 20 mai 98 (1er prairial).

On suivit lentement la Sardaigne pour attendre Desaix, que les affaires de Rome avaient mis un peu en retard. Il avait fallu prendre, réaliser tout ce qu'on put dans Rome. C'était là, comme je l'ai dit, la faiblesse de cette armée. Elle était toujours dans la fièvre des espérances exagérées que donnait Bonaparte. Comme au début de la guerre d'Italie, il s'adressait cyniquement à la cupidité.

Dans sa proclamation, il leur rappelle la misère où il les reçut, il y a deux ans, et tout ce qu'avec lui, ils ont trouvé en Italie. Dans la guerre actuelle, ils trouveront mieux, et « chaque soldat, au retour, *aura de quoi acheter six arpents de terre* ».

Ces rêves, ces promesses ne répondaient que trop à la fermentation que les désordres d'Italie avaient laissée en eux. Beaucoup trompaient par le jeu l'ennui, l'oisiveté de la mer. Plusieurs jouaient la comédie, des proverbes qu'ils faisaient eux-mêmes sur leurs prochaines aventures, conquêtes, enlèvements de femmes, délivrances de captives, etc.

Le Directoire croyait que l'armée allait droit en Égypte, ce qu'elle aurait dû faire pour prévenir un peu l'été, l'inondation. En passant devant Malte, Poussielgue et des agents français qui y avaient été, firent valoir les avantages très grands, et évidents d'une telle conquête, si près de l'Italie et sur la route d'Égypte. Bonaparte y employa un mois, cet unique mois de faveur que la

fortune lui laissait. Il eût pu y trouver sa perte. Dans l'encombrement prodigieux de tant de bâtiments de transport, d'embarcations telles quelles qu'on avait ramassées, ce qu'on avait de navires de guerre n'eût pas sufli à protéger l'expédition d'une attaque. Elle eût péri en pleine mer.

Quelque admirable qu'ait été cette prise de Malte, ce fut une faute. Nelson, nous côtoyant et même une fois se trouvant à six lieues de nous, aurait pu nous atteindre. Heureusement il alla à Naples, à Alexandrie, en Chypre, partout, sans avoir l'adresse de nous joindre. S'il l'avait fait pendant notre débarquement à Alexandrie, qui fut long et pénible, troublé par un vent fort, il nous mettait au fond de l'eau.

Bonaparte, ce joueur si heureux et si hasardeux, eut alors, dit-il lui-même, un moment d'angoisse, et dit à la Fortune : « M'abandonneras-tu ? »

Elle ne le fit pas. Mais sa fatale imprévoyance n'en fut pas moins punie d'autre manière. Arrivant si tard dans la saison, et retardé, en outre, par l'occupation d'Alexandrie, il partit de cette ville et s'engagea dans le pays avant d'avoir fait le sondage du port. On crut qu'on ne pouvait y abriter la flotte, et on la conduisit au mouillage d'Aboukir, où elle fut brûlée par Nelson. Ce mois, que Malte avait employé, lui eût été bien utile en Égypte, où il lui eût donné le temps de prendre ce renseignement indispensable pour la préservation de la flotte, et assurer le retour. Jomard avoue lui-même que ce fut après le désastre qu'on eut les plans, les cartes des sondages qui l'eussent évité.

Nos brillants exploits sont connus. On voit, par le chiffre des morts, le petit nombre des nôtres en comparaison de ceux que perdirent ces fameux cavaliers, les Mamelucks, combien ces batailles effrayantes par leur *fantasia* étaient différentes des batailles d'Italie. Mais, d'autre part, comment les comparer aux faciles campagnes où les Anglais de Clive, etc, ont défait des troupeaux indiens? Au total, le coup d'œil de Bonaparte, la fermeté et le sang-froid des nôtres dans ces grandes scènes méritent l'admiration qu'on leur a prodiguée.

Cela est raconté partout. Je ne m'y arrête pas. Seulement, je demande comment les malheureux Égyptiens, tellement maltraités par leurs maîtres, ne s'attachèrent pas mieux aux nôtres plus doux. Bonaparte leur fit des avances uniques pour un vainqueur. Il leur rappela la tyrannie des Mameluks, qu'ils connaissaient trop bien. Il rendit à la liberté les esclaves que retenaient les chevaliers de Malte. Il leur apprit que les Français avaient chassé le pape de Rome. Cela ne les toucha point.

Une chose, à mon sens, plus curieuse que tous les combats pittoresques qu'on a tant racontés, c'est notre entrée au Caire, le premier regard où les vainqueurs et les habitants de cette ville immense s'observèrent, se jugèrent.

Après ce grand effroi, et cette entrée si douce, l'étonnement aurait dû être grand, et la reconnaissance. Les vainqueurs traversèrent en souriant

cette foule, et ne se montrèrent ennemis qu'aux Mameluks, dont ils pillèrent les palais. En quoi le petit peuple de la ville les aida de grand cœur.

Nos Français, peu nombreux, étaient comme perdus au milieu d'une ville de deux à trois cent mille âmes. Les rues étroites et sombres, tortueuses, se fermaient la nuit par de solides portes de bois; plusieurs même, coupées de bazars ténébreux, pouvaient, dans une échauffourée, être de véritables pièges. La plus simple prudence avertissait de s'en garder. Voilà donc que le général Dupuy, nommé gouverneur de la ville, procède sévèrement à l'enlèvement de ces portes séculaires, au grand chagrin de ceux qui y étaient habitués. De plus, chaque propriétaire doit allumer à sa porte une lanterne la nuit. Grand changement, peu agréable à une ville d'Orient. Plus de ténèbres. Les rues, dès lors ouvertes aux chars retentissants, aux lourds canons de bronze, ont perdu leur silence, ainsi que leurs mystères.

Les mesures sanitaires, si sages, semblaient une persécution. L'éloignement d'un cimetière, chose si nécessaire après les ravages terribles que la peste, en ce siècle, venait de faire, produisit une émeute de femmes qui, avec le grand bruit, les tragédies de la douleur orientale, vinrent, sous les fenêtres du général, étaler leur grand nombre et leur deuil menaçant.

Les costumes équivoques de femmes toujours voilées étaient un vrai danger, dans une ville si peu amie. On interdit les voiles. De là grandes clameurs. Cependant ce qui montre l'utilité des précautions, c'est que chez une dame, dénoncée par son intendant, on trouva des armes, de la poudre et force habits de Mameluks. Cette dame en fut quitte pour trois jours de prison et une amende.

Après un traitement si humain, et tant de marques de bonté, la joie des musulmans pour notre désastre naval d'Aboukir semble une chose monstrueuse, à faire douter de la nature humaine. Il n'y virent qu'une sentence de Dieu qui manifestement condamnait leurs vainqueurs.

Si pourtant, comme Bourrienne et autres l'ont dit, la principale cause du malheur fût le dénûment de la flotte, qui n'avait point de vivres et n'en recevait pas dans l'interruption des communications, on doit en accuser l'indulgence de l'administration française, qui d'abord n'organisa pas de moyens rigoureux pour assurer les routes et faciliter les approvisionnements. Bonaparte a essayé en vain de rejeter le désastre sur l'amiral. Tous deux furent indécis. Mais l'amiral le fut en partie à cause de la répugnance honorable qu'il avait de quitter l'Égypte, d'abandonner l'armée et d'éloigner la flotte.

Le salut de l'armée, autant que la bonne police du pays, demandaient un ordre sévère et régulier. On voulut exiger que les propriétaires de biens fonds, de maisons, montrassent leurs titres, expliquassent s'ils possédaient par achat ou par héritage. Chose fort difficile en pays musulman, et fort embarrassante pour les grands, les héritiers des maîtres du pays, qui ne

possédaient que par violence, usurpation. On créa, pour cet examen, un divan de six musulmans et six cophtes, auquel pour chaque titre on payerait deux pour cent de la valeur.

Depuis les temps les plus antiques, les maisons des villes, et même les boutiques, ne payaient rien. Jusque-là tout retombait sur les campagnes, sur les pauvres fellahs, sur les laboureurs seuls, sur le travail et sur la terre. L'impôt des campagnes, des paysans égyptiens, se levait par des cophtes, Égyptiens eux-mêmes, à qui les Mameluks en donnaient la commission. Mais nos Français, chose nouvelle, ordonnèrent que les maisons des musulmans et autres habitants des villes payassent tribut comme les champs des fellahs. La perception se fit de même par les percepteurs cophtes ou égyptiens. Ceux-ci, méprisés jusque-là comme une race inférieure, vinrent, dans chaque maison, s'informer et enregistrer, ce qui semblait une mortelle injure aux races jusque-là souveraines.

Les cophtes, et mêmes les juifs, se sentant protégés, se relevèrent un peu, ne montèrent plus des ânes, comme auparavant, mais des chevaux, et portèrent des armes. Chose bien naturelle, contre les maraudeurs, mais qui blessa fort les Arabes, les musulmans en général ; il ne supportèrent pas cette odieuse égalité. Encore moins, se résignèrent-ils quand ils virent ces cophtes, comme agents de l'autorité, exercer sur eux-mêmes, sur tous, la contrainte, les sévérités qu'ils n'osaient jusque-là appliquer qu'aux fellahs seuls, emprisonnant ceux qui ne payaient pas.

L'orgueil musulman se cabra, s'autorisant de prétextes religieux ; par exemple, de la vente du vin, contraire à l'islamisme, mais qu'on ne pouvait défendre à nos soldats. Quoi qu'on ait pu dire là-dessus, quand je vois les musulmans plus tolérants ailleurs, je ne puis m'empêcher de croire que l'impôt et la faveur accordée aux cophtes qui levaient l'impôt n'aient été la principale cause du mécontentement public.

Tout cela n'allait pas à moins qu'à la restauration du vieil élément égyptien contre les étrangers, — Arabes, Turcs, Mameluks, etc, — élément malheureusement déprimé depuis longtemps, mais qui se serait relevé avec l'aide de la France.

On reprochait, du reste, à nos Français de servir la cause des opprimés en général, de vouloir, par exemple, contre le Coran, que les filles eussent une part de l'héritage paternel.

Si la renaissance orientale devait arriver, ce serait moins sans doute par l'association des Européens avec les races guerrières, que par leurs encouragements aux natifs du pays, bien autrement dociles que les Turcs et les Arabes.

Un ingénieur, chargé par le pacha de restaurer beaucoup de vieilles machines abandonnées, n'avait point d'ouvriers. Il prit, dit-il lui-même à un de mes amis, il prit de ces fellahs, qui, en moins d'un mois, se trouvèrent capables de l'aider et de travailler sous ses ordres.

Cette race rouge a été jadis l'élément civilisateur de la contrée, élément alors fort énergique, puisqu'elle domina les races qui l'entouraient, les races jaune, blanche et noire.

Les efforts des Français pour obtenir une justice égale semblaient le commencement d'une rénovation, non de l'Égypte seulement, mais des races laborieuses d'Asie. En général, les maîtres, Anglais ou autres, nous ont trop habitués à douter de la renaissance possible de l'Orient.

Si le Bonaparte d'Égypte eût été celui d'Italie, c'est-à-dire d'une prévoyance inquiète et sévère, il eût senti que le désastre d'Aboukir ferait perdre la tête aux Musulmans, leur rendrait un orgueil insensé, et qu'ils méconnaîtraient la vraie situation. Elle n'était pas mauvaise en elle-même, malgré la perte de notre flotte. Bonaparte ne pensait pas à retourner de sitôt, il avait dit qu'il voulait se fixer en Égypte. C'était un fort bon pays, et qui, par les travaux que l'on faisait, pouvait nourrir le double, le triple d'habitants. Qui le pressait d'ailleurs, et qu'avait-il à craindre? Ni les Anglais ni les Turcs, à coup sûr, avec une telle armée. Il devait souhaiter plutôt que les Anglais eussent la témérité de débarquer.

Quant aux Égyptiens, on les craignait si peu, que, même au Caire, où leur nombre les rendait dangereux, on leur avait laissé leurs armes. Ce qu'on avait à craindre, c'était leur ignorance et l'orgueil musulman qui pouvait leur faire faire à leurs dépens une inepte équipée.

Comment Bonaparte, défiant toujours, même cruel en Italie, ne vit-il pas cela?

Il voulait à tout prix gagner les Égyptiens, et de l'Égypte se faire un point d'appui pour ses entreprises ultérieures. Cette politique intéressée était d'accord avec les dispositions de nos Français pour ces peuples enfants à qui ils croyaient plaire en se montrant hôtes aimables et bons camarades. Dans le narrateur musulman, Gabarti, quoique si peu ami, on voit parfaitement la facilité des nôtres, leur empressement bienveillant. Certain capitaine, dit-il, voulait que ses soldats marchassent par la ville sans armes. Il avait pris pour femme une Égyptienne du Caire. Son drogman avait été esclave à Malte et délivré par nous. Ce drogman tenait un café où l'on chantait à la française. Le capitaine y venait lui-même avec sa femme, et ce fut lui qui engagea les musulmans à faire les illuminations et les réjouissances accoutumées pour leur fête populaire d'Hussein.

Les chefs de l'expédition donnaient l'exemple de la confiance. Le génie militaire ne se pressait nullement d'élever autour du Caire les citadelles qu'on avait projetées. Et le génie civil, occupé des travaux du Nil et de tant d'autres d'utilité publique qui auraient donné au pays une face nouvelle, avait besoin que, sur cela surtout, on consultât les hommes du pays. Cette nécessité dut conduire Bonaparte à appeler autour de lui une sorte de représentation de l'Égypte entière. Au 1er octobre 98, on réunit les envoyés des quatorze provinces, et pour la première fois, l'Égypte fut, si l'on peut dire,

évoquée, consultée sur ses intérêts. Dans cette détermination, on reconnaît la supériorité de ceux qui entouraient, conseillaient Bonaparte, cette admirable élite où figuraient les Berthollet, les Monge, et celui que Bonaparte, plus tard, a nommé au premier rang parmi les fondateurs et législateurs de l'Égypte nouvelle, Caffarelli.

Ce grand homme, déjà illustre dans la guerre et dans la science, général du génie, et membre de l'Institut de France, quoique mutilé, continuait sa carrière militaire. C'était un officier de Kléber, dont il avait l'esprit héroïque, pacifique à la fois. Par son amour du bien, et ses vues de réforme universelle, Caffarelli ressemblait à Vauban. Rien ne lui était étranger. Larrey et Desgenettes nous disent qu'à sa mort il était occupé des améliorations de la chirurgie militaire.

Cependant, en dessous un mauvais esprit circulait. La confiance uniquement accordée aux anciens Égyptiens, nous valait la haine des autres races. Ce fut cette ancienne Égypte qui, par un cophte, président du tribunal civil, eut l'honneur de parler, et d'ouvrir l'assemblée.

Bonaparte croyait se concilier la population des Égyptiens turcs ou arabes, en les invitant à nos fêtes. A celle de la République, on vit exposés aux regards le Coran et les Droits de l'Homme. Mais les musulmans ne se laissaient point séduire. Ils virent avec déplaisir les Français assister à leurs fêtes. Ils en ajournaient certaines, sans doute les plus solennelles, ne voulant les célébrer *qu'après notre départ*. Mais dit l'historien oriental, Bonaparte en fut averti *par un traître*, et il fit lui-même avec pompe les fêtes nationales du Nil et du Prophète; il s'y rendit, y assista jusqu'à la fin.

Cette marque de respect pour les croyances musulmanes, fit dire aux Anglais et aux Mameluks que les Français sentaient leur faiblesse et bientôt quitteraient l'Égypte. L'Angleterre avait réussi à former contre nous une coalition nouvelle, elle y entraîna la Russie, puis la Porte.

On fit bientôt circuler un prétendu manifeste du sultan. Lui à qui les Mameluks ne payaient rien qu'un hommage stérile, lui qui n'osait envoyer en Égypte qu'un pacha nominal, qu'il changeait chaque année, on le faisait parler en maître de l'Égypte. La proclamation, du reste habile, désignait la France comme ennemie de toute religion. Elle faisait parler le Directoire, prêtait à nos Directeurs des conseils perfides, astucieux, et, par une insigne calomnie, elle leur imputait le projet de détruire les villes saintes, la Mecque, Médine, Jérusalem. Elle finissait par la promesse d'une armée turque, et par l'appel aux armes.

L'ignorance où la plupart des nôtres étaient des langues orientales permit à la proclamation de circuler. Même sans dissimuler, du haut des minarets, les appels à la prière devenaient des appels à la révolte. Mais rien ne fut plus décisif que l'enquête faite par le gouvernement pour établir un cadastre régulier de toutes les propriétés, seul moyen pourtant de mettre quelque justice dans la répartition de l'impôt. On voit dans la Bible combien



... Il fit une longue visite à l'hôpital, et même souleva le corps mort d'un pestiféré. (P. 2159.)

ces opérations, même les plus simples, les dénombrements, sont maudits du peuple, et réprouvés de Dieu.

Les grands propriétaires, quoique les plus atteints, ne se mirent pas en avant, mais réussirent à animer, soulever les petits, c'est-à-dire justement ceux à qui l'égalité, l'équité de la répartition auraient profité.

Dans la nuit du 29-30 vendémiaire, an VII (20-21 oct. 98), les dévoués se concertèrent. Il y avait les chefs naturels du peuple, trente cheiks, mais

de plus les émissaires des Mameluks; enfin nombre de fanatiques, de cette populace qui partout vit des églises. Il fut convenu qu'au matin on empêcherait l'ouverture des boutiques pour qu'une foule allât protester contre l'enregistrement.

On se porta chez le cadi, homme fort respectable, pour lui faire appuyer la réclamation. Sur son refus, on assomma ses gens, on pilla sa maison. On essaya aussi de piller le couvent grec, qui heureusement se défendit. On poignarda sans pitié une malheureuse caravane de vingt malades ou blessés dont l'escorte avait été en route attaquée par des Arabes. Même avant, on avait massacré tout ce qui était dans la maison du général du génie Caffarelli. Il n'y était pas. Mais on trouva là tous les précieux instruments des sciences, appareils de chimie et de physique, télescopes, etc., mille choses précieuses, impossibles à remplacer, la mer se trouvant fermée, impossibles à suppléer, sinon par des efforts incroyables d'invention. Le fanatisme avait trouvé là son véritable ennemi, la science, et il ne l'épargna pas, sentant d'instinct tout ce qu'il a à craindre d'elle et de la vérité.

Le général Dupuy commandant de la place, haï pour sa sévérité, s'étant dès le commencement engagé dans la foule, avait été tué par une lance improvisée, faite d'un couteau, qui lui coupa une artère.

Le Trésor, qu'on attaqua ensuite, était heureusement gardé par un corps invincible, les grenadiers de la fameuse 32e demi-brigade.

L'Institut d'Égypte, sans garde militaire, et dans un lieu fort exposé, se défendit vaillamment lui-même; ces savants, jeunes la plupart, se préparaient à une lutte désespérée, lorsque la foule, d'elle-même, prit une autre direction.

Bonaparte était absent, mais à peu de distance. Quand il rentra, il trouva déjà trois portes fermées et inaccessibles. Que serait-il arrivé, si les Arabes du voisinage, dont plusieurs étaient, dit-on, envoyés par Mourad-Bey, s'étaient mis de la partie? Le pillage eût commencé d'être l'affaire principale. Le quartier des juifs, des grecs, des cophtes, pendant une heure fut dévasté. L'argent, les bijoux, les femmes, tout était de bonne prise pour ces prétendus fanatiques. Le vaillant général Bon, heureusement, prit le commandement, balaya à coups de fusils les rues principales, refoula la masse dans un seul quartier. Quinze mille, et les plus exaltés, se jetèrent dans la grande mosquée, jurèrent de s'y défendre. Bonaparte, qui arrivait, mit du canon à l'entrée des rues principales, de manière que le centre fût environné, assiégé.

Cependant, vers le soir, les rebelles ne bougèrent plus, attendant probablement les secours qu'on leur avait promis, et que leurs émissaires allaient chercher. De son côté, Bonaparte, ne pouvant enfiler par le boulet les rues tortueuses, étroites, avait à minuit monté une batterie sur une hauteur qui dominait tout et qui n'était qu'à cinquante toises de la grande mosquée.

A l'aube, les quinze mille qui s'y étaient concentrés et voyaient entrer en ville une foule de pillards arabes, se croyaient forts, sans apercevoir qu'ils avaient la mort sur leur tête. Ils ne s'en doutèrent que quand ils virent un

obus tomber dans la mosquée, et d'autre part les grenadiers en fermer toutes les issues, de sorte qu'il n'échappât personne. Sous les obus, la mosquée fut bientôt percée à jour, et tout le quartier environnant ne fut plus que ruines.

Bonaparte avait reçu avec une bonté sévère le divan des cheiks, qui demandaient grâce pour la ville. Quoique fort irrité par la mort d'un de ses aides de camp, un Polonais plein de mérite, il donna ordre aux batteries d'en haut de cesser le feu, et même consentit que les cheiks allassent demander aux désespérés de la mosquée s'ils voulaient se rendre. Ils ne répondirent qu'à coups de fusil.

L'arrivée de Kléber, venu d'Alexandrie au Caire pendant l'action, prouva aux habitants que les côtes étaient toujours au pouvoir des Français. D'autre part, les Mameluks de Mourad, contenus par Desaix, n'avaient pas pu descendre du midi, ce qui avertissait la ville que, ni d'en haut, ni d'en bas, elle n'avait à attendre de secours. Cela n'empêcha pas qu'au faubourg des bouchers, ces gens qui sont souvent sous l'ivresse du sang, s'acharnèrent à combattre à l'aveugle. De plus, à la grande mosquée, plusieurs, étant montés sur les balustrades intérieures qui tournent autour de l'édifice, continuaient de tirer, de tuer.

Jamais en pays musulman, on n'avait vu, après un traitement si doux et si humain, une révolte si acharnée, sans cause. Aussi, d'une part, nos soldats qui avaient perdu beaucoup des leurs; d'autre part, les cophtes et les juifs, dont les musulmans avaient pillé les maisons, outragé les familles, demandaient une forte répression. En vain. Le général fut inflexible. Il accorda très peu aux vengeances les plus légitimes. On ne vit point les grandes mitraillades de Lyon en 93, ni celles des villes indiennes en 1857.

Le parti méthodiste qui dirigea celles-ci, et à qui les Anglais eux-mêmes reprochent d'avoir mis huit cents hommes par jour à la bouche du canon, ce parti fanatique, que l'orgueil exaspérait d'ailleurs, ne pouvait pas trouver de supplices suffisants. Au contraire, Bonaparte, qui, dans la guerre ménageait si peu l'homme, fut ici modéré autant qu'on pouvait l'être en ce pays. Dans les lettres qu'il écrivait au loin, au général Reynier, par exemple, qui était sur la côte, il croit utile d'exagérer sa sévérité. Il lui dit que l'on coupe trente têtes par jour. Son secrétaire Bourrienne, qui écrivait les ordres, dit douze seulement.

Le consul anglais, M. Paton, est admirable ici. Il prétend qu'au second jour de la révolte, les musulmans, entrant dans la grande mosquée pour y faire leurs prières, *furent étonnés* de la voir occupée, profanée par nos soldats qui y campaient. Et qui donc l'avait profanée plus que ceux qui avaient pris ce lieu pour champ de bataille, pour fort de la révolte, et qui l'avaient si abondamment trempé de sang humain?

Je ne crois pas qu'il n'ait péri que trois cents Français. Ce ne fut pas comme aux Pyramides et autres grandes batailles où l'ordre et la discipline sont une protection. Ici, dans cette guerre de rues et dans les embuscades de

ruelles, passages, etc., l'avantage est aux foules. Nakoula, le Syrien, prétend que nous perdîmes deux mille hommes, — et quels hommes! tous précieux, si loin de la patrie, — et plusieurs éminents par le courage, la science, irréparables!

Nos savants s'exposèrent beaucoup. Dans la grande mosquée, un lieu si dangereux, où les feux d'en haut et d'en bas se croisaient, on vit l'orientaliste Marcel, chef de notre imprimerie orientale, se hasarder, risquer mille fois la mort, pour atteindre et sauver un précieux manuscrit.

Ceux qui pourraient douter de la modération de la répression n'ont qu'à lire dans notre ennemi Gabarti l'étonnement que le pardon causa. « Les habitants se complimentèrent, et personne ne pouvait croire que cela pût se terminer ainsi. »

Les temps qui suivirent furent fort calmes, et le Caire reprit même un grand aspect d'activité. Les forteresses qu'on avait projetées s'élevèrent autour de la ville sous la direction active de Caffarelli. Des exécutions méritées sur des Arabes du voisinage, la destruction complète d'un de leurs villages, rendirent les routes plus sûres et firent l'effroi de ces pillards si dangereux dans la banlieue d'une telle ville.

En même temps, Bonaparte rendit au Caire, et à l'Égypte le grand et le petit divan, qui constituaient pour eux une sorte de représentation nationale, et qui, en effet, dans mille choses locales, pouvaient seuls bien guider l'administration des Français. Ce fut, dit-on, chez les gens du pays, une joie universelle et très vive; plusieurs se félicitaient, s'embrassaient dans les rues. Chose assez naturelle. Car, sans exagérer la puissance réelle de cette magistrature, elle pouvait du moins porter de la lumière dans les affaires, empêcher bien des malentendus.

Ceux qui n'estiment les choses que par l'argent, riront, non sans mépris de la simplicité française, quand ils liront dans une note authentique de Bonaparte, écrite par lui-même et recopiée par Bourrienne, qu'en douze mois l'Égypte entière, en y comprenant même l'exaction sur les Mameluks, nous rapporta seulement douze millions et cent mille francs!

CHAPITRE XII

BONAPARTE ÉCHOUE A SAINT-JEAN-D'ACRE, MAI 99.

Pendant six mois au moins, Bonaparte, tenant l'Égypte par ses admirables lieutenants, Kléber au nord et Desaix au midi, au centre avec Caffarelli et l'institut d'Égypte, étonnant tous par sa sagesse, paraissait aux Égyptiens un

pharaon, aux musulmans un autre Salomon, ou un descendant du Prophète. Tous s'inclinaient, et n'étaient pas loin de le croire quand il disait : « Ne savez-vous pas que je vois les plus secrètes pensées ? »

Qui eût cru que ce sublime acteur fût le même Bonaparte, si intrigant en France, si double en Italie? N'importe, nous l'admirons dans cette année d'Égypte. Les très grands comédiens sont tels parce que tout n'est pas feint dans leur jeu. Je crois en outre que sa vive nature, électrique par moments, put s'assimiler, s'harmoniser à la société où il vivait, société de tant d'hommes éminents, bienveillants, pleins d'une sympathie admirable pour le pays qu'ils espéraient régénérer.

Toutefois, il était trop mobile pour aller ainsi jusqu'au bout. Pour que ce grand respect des natifs fût durable, pour que la haine qui s'y mêlait au cœur des Musulmans se tût, il eût fallu une suite, une conséquence qui n'étaient pas dans sa nature. Même lorsque son intérêt, sa politique lui conseillaient le plus d'être harmonique, il discordait, il détonnait.

Les musulmans, si graves, et, malgré leur barbarie, si fins pour certaines nuances, le sentirent parfaitement. Et plusieurs, ce qui nous semble sévère, le jugèrent, sur ces dissonances, faux et menteur en toute chose. Cela n'était pas. Il avait un penchant réel pour les mœurs, les idées d'Orient.

Il eut même un instant l'idée de s'habiller à la turque. Mais il était petit; cela lui allait mal; il y renonça.

Plusieurs soldats et officiers avaient pris femme en Égypte. Le général Menou alla plus loin, et, pour faire un mariage d'amour, abjura, se fit musulman. A ce sujet, Bonaparte dans ses lettres, parlant de Mahomet, écrivait à Menou : « Notre Prophète. » Il avait promis de bâtir une grande mosquée, et donnait même aux musulmans des espérances pour la conversion des Français.

On crut qu'il aurait un sérail. Il n'avait pas de bonnes nouvelles de Joséphine, fort légère à Paris. Si bien qu'on lui présenta plusieurs femmes musulmanes. Il les trouva trop grasses, dit-il, ou plutôt craignit les plaisanteries. Il les renvoya, mais pour donner un pire scandale. Il prit ostensiblement pour maîtresse une jeune Française, femme d'un de ses officiers, dont il éloigna le mari de l'Égypte. On la voyait avec lui cavalcader, caracoler sur les promenades du Caire. Scandale impolitique, qui devait choquer la gravité musulmane, et montrer par un côté de légèreté étourdie le héros, le demi-prophète.

Vers la fin de 98, la fatigue, l'ennui l'avait pris, dit Bourrienne. Il alla voir Suez, où il diminua les droits de douane, échangea une correspondance avec le chérif de la Mecque pour rétablir l'ancien commerce. Il reconnut le canal de Néchao qui unissait le Nil à la mer Rouge; il méditait de le rétablir. Mais à ces vues si sages se mêlaient beaucoup de vains songes, de velléités imaginatives. Il passa, à la mer basse, en Arabie, pour voir à trois lieues de là, ce qu'on appelait les sources de Moïse. Il écrivit aux Indes, à Tippoo-Saheb, une lettre qui ne parvint pas, pour qu'il pût s'entendre avec lui. Et en

même temps, comme s'il eût voulu se rendre aux Indes par terre, il demandait au shah de Perse la permission de faire sur la route des dépôts d'armes et d'habits.

C'était aller bien loin pour chercher les Anglais qui arrivaient d'eux-mêmes. Leur flotte bloquait Alexandrie. La Porte, leur instrument, avait envoyé sur les confins de l'Égypte et de la Syrie, à El-Arish, le célèbre pacha d'Acre, le cruel Djezzar.

En vain Bonaparte espérait gagner celui-ci. Il tua notre envoyé, nous défia, se voyant d'une part aidé par la flotte anglaise, et de l'autre par les pachas d'Alep et de Damas. Bonaparte espérait que les Syriens, ennemis de Djezzar, se joindraient à lui, et, non seulement les chrétiens, mais aussi les Druses, une vaillante et robuste population. Il ne pouvait tirer de l'armée d'Égypte que douze mille soldats, — il est vrai les premiers du monde. Eh bien, avec ce petit corps, il résolut d'aller à la rencontre des Anglais, des Turcs, même des Russes, dont les flottes parurent bientôt dans l'Archipel.

Son imagination semblait excitée par le péril même : il comptait, s'il pouvait réunir les Syriens, et trouver de quoi en armer trente mille, il comptait, disait-il, *prendre l'Europe à revers*, — c'était son expression, — prendre Constantinople et Vienne, et fonder un grand empire dans l'Orient.

Rien ne put se réaliser. Les Syriens restèrent divisés, firent bien des vœux pour nous, mais ne nous aidèrent que fort peu. Au contraire, les musulmans, par fanatisme ou par contrainte, se réunirent et eurent pour eux la mer, et les secours inépuisables des Anglais.

La petite armée prit d'abord sur la frontière El-Arish, sans trop de peine. La garnison fut traitée avec douceur, ainsi que dix-huit Mameluks, qui, menés au Caire, furent rendus à la liberté par Poussielgue, l'intendant. Cette garnison, composée d'Arnautes ou Albanais, en partie, prit service chez nous, et en partie promit de s'en aller à Bagdad. Mais ils s'arrêtèrent en route et aidèrent ceux de Djezzar à défendre contre nous Jaffa.

Cette ville nous fut disputée avec une sorte de fureur. Un parlementaire que les Français envoyèrent pour la sommer de se rendre fut mis à mort. Puis, quelques soldats des nôtres s'étant introduits par un passage souterrain, en sortirent au milieu des ennemis, ne furent pas pris, mais égorgés. Ce qui n'irrita pas moins les Français, c'est que les Barbares, se croyant déjà vainqueurs, sortaient avec ces couffes où ils emportent des têtes coupées, et où ils croyaient bientôt rapporter celles des nôtres.

Nos généraux Lannes et Bon, donnèrent l'assaut des deux côtés, et, pénétrant dans la ville, pressèrent entre eux la garnison, qui continua de se défendre de maison en maison. Deux ou trois mille Arnautes se réfugièrent dans un caravansérail où on allait certainement les brûler, lorsque des aides de camp de Bonaparte, entre autres Eugène Beauharnais, son beau-fils, leur promirent étourdiment la vie, ce que Bonaparte ne ratifia nullement.

La situation était très mauvaise. On venait de s'apercevoir qu'on avait

rapporté la peste d'Égypte. Et ces braves, qui ne s'attendaient nullement à ce nouvel ennemi, étaient, il faut le dire, très effrayés. Des deux grands médecins qui ont suivi et raconté l'expédition, l'un, déjà célèbre, Larrey, croyait la peste contagieuse ; l'autre, Desgenettes, trouvait utile de supprimer même le nom effrayant de peste, et de dire que l'épidémie n'était qu'une espèce de fièvre, de soutenir ainsi le moral de l'armée. Mensonge dangereux, dit Larrey; mais devant l'ennemi, il fallait tenir le cœur haut. Bonaparte crut sage d'être de l'avis de Desgenettes, il fit une longue visite à l'hôpital, et même souleva le corps mort d'un pestiféré. On fit courir le bruit que Desgenettes lui-même s'était inoculé la peste sans danger.

Qu'eût-ce été si, dans cette situation, déjà si triste, l'armée avait eu connaissance des nouvelles qui venaient d'Égypte, de Syrie, de la mer? Trois dangers à la fois l'environnaient. Non seulement les Anglais, les Russes étaient en mer, mais par devant, nos amis de Syrie ne se déclaraient pas. Derrière, l'Égypte croyait que Bonaparte était mort, et elle ne payait plus. En outre, les pèlerins de la Mecque, en Égypte et en Barbarie, paraissaient animés de ces souffles de fanatisme qui s'élèvent parfois pour des causes inexplicables, comme les trombes du désert. Déjà, avec l'aide des Mameluks, qui, en partie, quittaient la haute Égypte pour venir en Syrie, ils avaient massacré un convoi de Français et d'autres massacres avaient lieu dans plusieurs villes musulmanes. Ce qui rendait la chose dangereuse, c'est que les Barbaresques étaient conduits par un ange qui prétendait les rendre invulnérables; beaucoup de peuples le suivaient.

Dans cette situation si hasardeuse, il eût été absurde de ratifier la grâce donnée par Beauharnais aux trois mille brigands albanais. Aussi Bonaparte ne le fit-il pas. Seulement il avait eu le tort de ne pas prendre un parti sur-le-champ et de leur laisser croire qu'on les graciait. L'armée, irritée par la résistance meurtrière qu'on lui avait faite de maison en maison, et sentant justement qu'à peine délivrés, ils n'iraient nullement à Bagdad, mais se joindraient sur-le-champ à Djezzar, était loin de l'indulgence. Cependant Bonaparte ne voulut pas se contenter d'un jugement tumultuaire. Il assembla les généraux. Les noms si respectés de Kléber, de Caffarelli, étaient à eux seuls une garantie de justice et nous font dire encore que la chose fut examinée mûrement.

Ils prononcèrent comme l'armée, ne reconnurent pas la folle grâce accordée par Eugène, et sentirent que la vie donnée aux Albanais serait la mort pour bien des nôtres.

Donc on se dirigea vers Saint-Jean-d'Acre, par les grandes pluies d'hiver et les chemins gâtés qui ne permettaient pas d'amener l'artillerie de siège. L'armée venait d'un côté, l'artillerie de l'autre, par mer. Il était bien probable qu'on ne se rejoindrait pas et que les Anglais, maîtres de la Méditerranée, prendraient notre artillerie et s'en serviraient contre nous. Que pouvait-on opposer à la probabilité d'une chance si simple? La fortune de

Bonaparte, qui l'avait favorisé et avait pris soin jusque-là de justifier ses plus téméraires imprudences.

Notez que, de Constantinople, on avait envoyé à Saint-Jean-d'Acre un corps d'artillerie turc, formé par nous quand le sultan était notre allié. Ainsi c'étaient les élèves des Français qui allaient tirer sur nous avec des pièces françaises. Si cela ne suffisait pas, les Anglais, pour défendre une place que la mer entoure presque, étaient maîtres d'y introduire à volonté des troupes et d'en renouveler la garnison par des Européens, Anglais, et bientôt Russes.

L'amiral Sidney Smith, notre prisonnier naguère, et échappé du Temple, avait ramené avec lui à Acre un de nos traîtres, l'émigré Phélippeaux, qui, par les lois d'alors, aurait dû être fusillé à Paris. C'était un ancien camarade de Bonaparte, son envieux, son ennemi dès le collège. Il n'avait pas craint de prendre l'uniforme et le gros traitement de colonel du génie anglais. En défendant habilement et fortifiant Saint-Jean-d'Acre, il n'avait d'autre vue que de nuire à Bonaparte et à la France. Qui se doutait alors qu'entraver Bonaparte, et notre colonie d'Égypte et de Syrie, c'était murer l'Asie, enterrer tant de peuples dont le système anglais a confirmé la mort?

Le retard de notre artillerie donna à Phélippeaux le temps de faire de grands travaux autour d'une place si petite. Il ne se borna pas aux ouvrages extérieurs. Connaissant l'impétuosité des nôtres, craignant que, malgré tout, ils ne trouvassent quelque jour, il avait pris la précaution insolite de lier entre elles par des murs, les maisons de la ville, de sorte que, forcée dans ses retranchements, elle pût résister tout de même.

Qu'on en vînt là, c'était bien peu probable, avec cette facilité que donnait la mer et la flotte d'introduire dans la ville des forces nouvelles. Bonaparte s'obstina comme un furieux dans cette entreprise impossible. Il ne voulut pas voir que ses munitions tarissaient, si bien qu'il était obligé de recueillir les boulets de l'ennemi pour les lui renvoyer ; on les payait aux soldats qui les ramassaient. En soixante jours, on s'obstina à faire quatorze assauts, inutiles et sanglants, ruineux pour notre petit nombre. L'ennemi fit vingt sorties, s'inquiétant peu de ses pertes, qu'il réparait aussitôt.

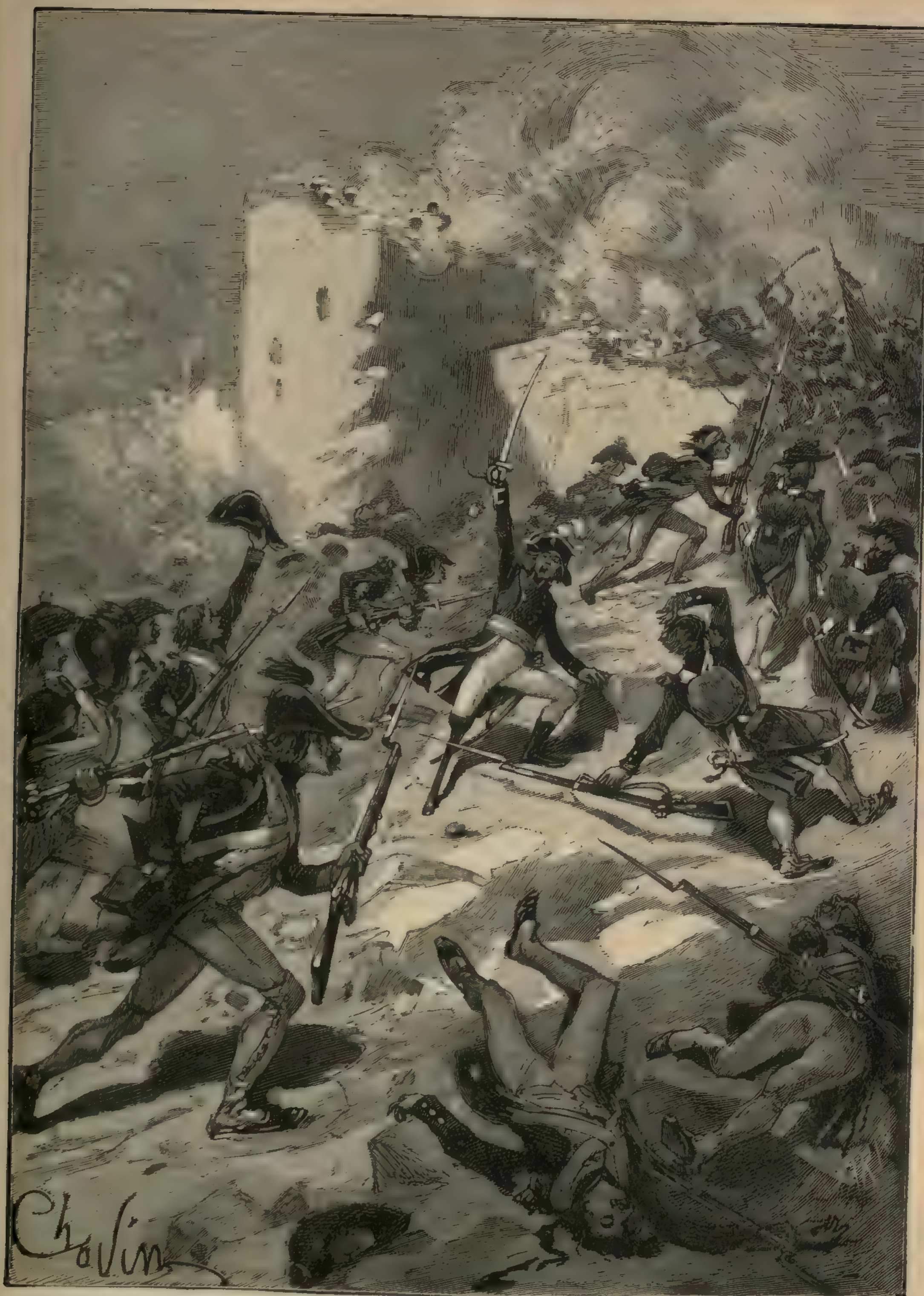
L'obstination de Bonaparte était inexprimable : c'était comme une dispute entre lui et la Fortune, infidèle pour la première fois. C'était plutôt une inepte gageure avec l'impossibilité même.

Représentez-vous l'image ridicule d'un buveur opiniâtre qui s'efforce de boire, de vider par en bas un tonneau qui sans cesse se remplit par en haut.

Le peu qu'il tuait d'hommes à la tranchée du côté de la terre, était à l'instant suppléé du côté de la mer; la flotte pouvait en fournir en quantité illimitée.

Sa rage aveugle était si grande, qu'il mina d'abord, puis voulut emporter à tout prix une tour avancée qui semblait tenir à la ville, mais qui en était réellement séparée et n'y donnait nulle ouverture.

Nos soldats, devant la folie du héros, n'objectaient rien; on se faisait



... Pendant près d'un mois, il leur fit attaquer cette tour qui était devant la ville... (P. 2164.)

tuer. Kléber seul disait avec une sévérité ironique : « Nous attaquons à la turque une ville défendue par des moyens européens. »

Beaucoup de Syriens, qui haïssaient Djezzar, venaient au camp, faisaient des vœux pour nous. Mais nous voyant limités là sur un étroit espace, ils se gardaient de se déclarer. L'ennemi était trop heureux de nous voir aheurtés à des murs, nous cassant le nez sur des pierres, tandis qu'un beau et riche pays, la Galilée, était là tout près de nous. Il était trop évident qu'il devait craindre les batailles, et nous, les désirer. A lui la mer, à nous la terre. Kléber sut un gré infini au pacha de Damas, qui, voyant Bonaparte obstiné sur la côte, prit la route du Mont-Thabor, et vint sur nous avec vingt-cinq mille hommes. Bonaparte, s'il eût attendu, se serait trouvé assiégé lui-même, ayant Acre devant lui, et ceux de Damas derrière. Il ne put s'empêcher d'envoyer Kléber à la rencontre, mais avec si peu de munitions qu'après un seul combat, Kléber en manqua tout à fait et fut dans le plus grand danger.

Sans doute, Bonaparte n'en avait guère, mais on peut croire aussi, quand on connaît son génie astucieux, que, pour ces batailles livrées au Mont-Thabor, près Nazareth, en des lieux si célèbres, il craignait fort qu'on ne vainquît sans lui, et tenait à signer lui-même un bulletin de Nazareth. Il vint donc, à la course, avec Bon, Rampon, la 32e et huit pièces d'artillerie. Ceux de Kléber, rassurés par l'approche du secours, avaient déjà rétabli la bataille et repris l'offensive. Ceux de Bonaparte sabrèrent un camp de Mameluks qui se tenait à part. Et l'armée de Damas, voyant partout les nôtres, toute nombreuse qu'elle était, prit peur, et se crut entourée. Il y eut un vertige immense, une débandade générale. Les uns se précipitèrent derrière le Mont-Thabor, d'autres se jetèrent dans les eaux du Jourdain (26 germinal, 15 avril). Le lendemain matin, Murat entra dans Tibériade, déserte, sans garnison, et y trouva des magasins immenses. On vit là ce qu'on eût gagné à profiter de l'avantage et à poursuivre vers la riche Damas. Ce qui souvent a garanti cette ville, c'est que dans les plaines on craignait la cavalerie. Mais les batailles des Pyramides, de Nazareth, montraient combien ces craintes étaient exagérées. La prise de Damas eût été un coup de tonnerre qui eût effrayé nos ennemis, rassuré nos amis, et leur eût fait prendre les armes. Bonaparte se fût trouvé à la tête d'un grand peuple, et les Anglais, si redoutables dans Saint-Jean-d'Acre, se seraient-ils hasardés jusqu'à quitter la mer et venir nous offrir une bataille rangée ?

On ne pouvait pas prendre une ville, mais bien la Syrie tout entière, et faire de notre petite armée le noyau de tout un peuple belliqueux.

Je me figure que c'étaient les vues du vrai bon sens, celles de Kléber et de son ami Caffarelli.

Bonaparte avait d'autres vues. Il regardait la France. Pour elle, il lui fallait d'abord ne pas se retirer de Saint-Jean-d'Acre, et de plus dater son bulletin de Nazareth.

De même qu'il avait fait le pèlerinage des sources de Moïse, écrit son

nom au registre du couvent, il s'arrêta au couvent de Nazareth, y coucha, et vit dans l'église le miracle du lieu. Près de l'autel une chapelle est, dit-on, la chambre de la Vierge même. Une colonne de marbre noir engagée au plafond y paraît suspendue, parce que l'ange, au moment de l'Annonciation, frappa du talon la base de la colonne, la brisa. Cette légende, telle quelle, toucha quelques-uns de nos blessés qui, se mourant, faiblirent, demandèrent l'extrême-onction.

Voilà comment un intrigant, peu digne d'une telle armée et de si grandes circonstances, faisait platement sa cour à la réaction de Paris.

Dans cette armée pleine de gens d'esprit et d'expérience, il n'y avait personne qui ne jugeât que Bonaparte s'obstinait dans une vaine entreprise où son orgueil eût immolé le monde. C'était une chose touchante de voir ces hommes aussi dociles que vaillants qui, tous les jours envoyés à la mort, affrontaient sans murmurer des entreprises impossibles. Ainsi, pendant près d'un mois, il leur fit attaquer cette tour qui était devant la ville, mais n'y donnait nul accès. Avec cela, peu de murmures, sauf à la perte des amis, où tel pleurait, poussait des cris ; un d'eux qui de douleur, de regret devint fou, dit alors des choses très sages, et reprocha en face à Bonaparte sa sauvage obstination.

De tant de pertes, aucune ne fut plus sensible à l'armée que celle de Caffarelli. C'était, comme j'ai dit, cet homme unique qui, plus que personne, avait lancé l'expédition, réglé l'Égypte avec sagesse. Son solide héroïsme était un soutien pour tout le monde. Il avait perdu une jambe au Rhin ; il perdit un bras à Saint-Jean-d'Acre, et pour ne pas ralentir son activité, voulut que sur-le-champ on lui fît l'opération. Habitué à se dominer, il la subit sans laisser échapper la douleur par aucun signe. Larrey dit que ce stoïcisme aggrava le mal et fut en partie cause de sa mort. Il se reprochait d'avoir entraîné dans l'expédition tous ses jeunes amis, qui mouraient chaque jour, entre autres Horace Say, jeune homme de grande espérance et frère de l'économiste.

Bonaparte venait voir Caffarelli deux fois par jour, voulant le calmer peut-être, adoucir son jugement qui, certainement, était celui de Kléber, c'est-à-dire très contraire au siège. Peu de jours avant sa mort, une vive dispute s'éleva entre eux, et sans doute Caffarelli lui dit son opinion sans ménagement.

Caffarelli, avait été pour beaucoup dans les grandes vues qui ont fait la gloire de l'expédition. Vraiment, elle finit par lui. Après lui, le siège ne fut plus possible. Bonaparte lui-même vit une grande flotte de trente voiles qui venait aux assiégés, une flotte de trente vaisseaux turcs. Non seulement nos nouveaux assauts ne réussirent pas, mais c'est nous qui peu à peu allions nous trouver assiégés. Ceux du dedans, habilement conduits par Phélippeaux, s'étaient introduits entre nos lignes d'approche, et, de droite et de gauche, prenaient à revers nos tranchées.

Phélippeaux mourut frappé d'un coup de soleil, inutilement pour nous; nous déclinions chaque jour, et Bonaparte devenait la dérision des Anglais. Sidney Smith répandit, signa, garantit une proclamation turque, où, pour débaucher nos soldats, on leur répétait les bruits de Paris : « Que le Directoire n'avait rien voulu dans l'expédition qu'éloigner l'armée, dont il se défiait. » Cela ne produisit rien que de furieuses injures de Bonaparte à Smith, et un très vain cartel de Smith à Bonaparte.

Pendant ces sottes paroles de gens qui ne se connaissaient plus, quelqu'un, d'un langage muet, se faisait mieux entendre, finissait tout, la peste. La malignité du climat se liguait encore avec elle d'une autre manière. En quelques jours, des vers naissaient dans les blessures et les compliquaient.

Les nouvelles étaient effroyables. Indépendamment des fanatiques du monde barbaresque dont j'ai parlé, les Anglais, maîtres dans la Méditerranée, se montraient dans la mer Rouge, et nous ne voyions plus autour de nous qu'un cercle noir d'ennemis.

Donc il fallut revenir, et, pour comble de misère, partir nuitamment et si subitement que, quelque soin que l'on prît d'emporter nos blessés, plusieurs, un peu écartés, se croyant abandonnés, et cherchant leur chemin, se lancèrent dans les précipices.

On aurait pu prévoir ce qu'on avait à attendre d'un tel homme, de sa surdité aux conseils. On pouvait dire déjà ce que quelqu'un dit plus tard, quand il répéta en Russie, sur six cent mille hommes, ce qu'il avait fait sur dix mille en Syrie : « Où pourra-t-on trouver les gardes-fous de son génie? »

Bonaparte avait levé le siège de Saint-Jean-d'Acre le 1er prairial (20 mai 99), à neuf heures du soir.

Notre allié, dans les Indes, Tippoo, qui depuis si longtemps regardait vers la France, délaissé, sans secours, était mort en héros (avril 1799).

CHAPITRE XIII

FIN DE L'INDE MUSULMANE. — MORT DE TIPPOO, 1799. — LE DÉSESPOIR. — CULTE DE LA MORT.

La chute de Tippoo, la ruine de l'empire de Mysore étaient un malheur pour la France, bien plus qu'on n'aurait cru dans ce grand éloignement. Mysore et Seringapatam restaient, depuis la perte de Pondichéry, le centre

unique de notre commerce dans l'Inde. Tippoo et son père Hyder-Ali avaient été, malgré tous nos malheurs, nos immuables alliés. C'était un grand État qui avait des possessions sur les deux mers. De plus, Tippoo était, par ses qualités héroïques, le centre de l'Inde musulmane, peu nombreuse, si on la compare à l'Inde brahmanique, ne comptant guère que quinze, vingt millions d'hommes, mais tout autrement belliqueux, et, l'on peut dire le nerf de l'Inde même. Moins fins, moins délicats que les Indiens proprement dits, ces musulmans leur étaient supérieurs en qualités viriles, en dignité morale, en probité, fidélité.

Je suis ici, dans ce triste chapitre, comme le voyageur qui, dans l'Inde d'aujourd'hui, se trouve en face des grands tombeaux, fiers et majestueux comme l'immense monument d'Acbar, ou tout au moins la gracieuse tombe de la fille d'Aureng Zeb. Je ne passerai pas sans les avoir salués, sans avoir dit le caractère viril de l'Inde musulmane. Plusieurs écrivains, même anglais, ont raconté combien la sévérité simple de leur culte imposait. Moi, je voudrais ici insister de préférence sur le sentiment de l'honneur et l'exaltation de la probité.

Je ne puiserai pas dans les livres, mais dans les récits graves et sûrs que me faisait parfois mon ami, le très fin, le très savant Eugène Burnouf.

Il était en rapport avec beaucoup d'Anglais, non seulement pour sa science, mais pour la confiance que son caractère inspirait. L'un d'eux, un colonel, homme de grand mérite, qu'il voyait souvent triste et sombre, lui fit l'aveu suivant.

Il avait eu pour économe un musulman. Cet homme passait pour fort honnête, et il avait une gravité qui imposait. L'Anglais, insoucieux, faisait rarement ses comptes. Un jour, après dîner, il se met à les faire. A cette heure un peu trouble, il a beau calculer, il trouve toujours un déficit, quelque chose de moins que ne comptait son musulman. Il se fâche, et recompte encore; toujours même différence. L'autre, imperturbablement, soutient qu'il n'y a pas erreur, qu'il a très bien compté, que le maître se trompe. Alors l'Anglais exaspéré, l'appelle fourbe, menteur, voleur, etc. Enfin, n'en tirant aucune parole, il le frappe au visage. L'autre recule, tire le poignard qu'ils portent tous, et dit : « Je ne vous tuerai pas; car, j'ai mangé votre pain. » Il se frappe lui-même, et d'une main si sûre qu'il en meurt à l'instant. D'après les croyances indiennes, celui qui a causé un pareil accident, et qui se trouve ainsi maudit par un mourant, n'a plus de repos en ce monde. Le pis, c'est que le mort avait raison. Il était innocent. Le malheureux Anglais, redevenu à froid tout à coup, se met à refaire le calcul, et voit que c'est lui qui a tort. Dès lors, plus de repos : la chose le poursuit et ne le lâche plus; il la traîne jusqu'à la mort.

Cette race si fière et plus guerrière que propre aux arts, ne leur est pourtant pas hostile comme les Turcs. Borné par le Coran qui défend toute représentation figurée, leur génie s'est tourné vers l'ornementation et le

décor en plusieurs genres. Tippoo dessinait ses jardins et en faisait le plan; il a fait celui de Bangalore. La plupart de ces monuments musulmans, grandioses, charmants, sont de magnifiques mosquées avec de sublimes minarets à plusieurs étages, des galeries où l'on crie la prière, de belles et charitables fontaines, si précieuses dans ce climat, enfin d'admirables tombeaux, dont plusieurs tellement spacieux que leurs compartiments innombrables peuvent servir de logement.

La supériorité de l'Inde musulmane pour la gravité des mœurs et pour la guerre la rendait dédaigneuse pour l'Inde brahmanique, ce fut la faute de Tippoo dont le fier caractère, les tendances sévères, héroïques, exagérèrent la discorde des deux Indes qu'une meilleure politique aurait tâché de rapprocher.

Chose curieuse, à l'autre bout du monde, le dix-huitième siècle est le même, singulièrement actif et agité. Tippoo pour la curiosité, l'inquiétude d'esprit, l'amour des nouveautés, nous fait penser à Joseph II. Mais, d'autre part, sa fixité dans le travail, et le nerf indomptable qu'il montra dans un climat si dissolvant, sont d'un véritable héros, d'un Frédéric barbare. Il était cruel, mais très juste, d'une justice impartiale. Nul privilège de naissance. Nulle place ne s'accordait qu'après des épreuves et une sorte d'apprentissage. Les commerçants français de Seringapatam avaient formé sous lui un club, et dans l'égalité d'une société musulmane, réalisaient à leur manière quelque chose de l'égalité jacobine.

Il n'y avait pas dans l'Inde un ryot (laboureur) qui se mît au travail avant Tippoo. La journée ne suffisait pas à son activité. Il voulait savoir tout.

Les arts, les découvertes, l'agriculture l'intéressaient aussi bien que la guerre.

De grand matin, il recevait d'abord les rapports, donnait les premiers ordres.

A neuf heures, il se rendait près des secrétaires d'État, dictait un grand nombre de lettres.

Puis, il se mettait au balcon pour voir ses éléphants, ses tigres dressés pour la chasse, que l'on promenait avec leurs manteaux d'or.

Après déjeuner, assis sur un sopha, il recevait ceux qui désiraient audience. Un officier lisait des requêtes, auxquelles il répondait sur-le-champ. Pendant cette audience, trente ou quarante secrétaires écrivaient assis le long du mur. Des courriers arrivaient, déposaient les dépêches aux mains d'un secrétaire qui les lisait, et Tippoo dictait les réponses, les signait, les scellait. Les grands vassaux avaient leurs ministres près de lui.

De trois à cinq heures, il se retirait, restait dans ses appartements.

A cinq heures, au balcon, il voyait défiler ses troupes, et des secrétaires écrivaient des notes relatives à la guerre.

A six heures et demie, c'était le repos, l'apparition de la cour, les bayadères, même certaines comédies.

Dans cette vie si active, une seule chose manque, celle qui tient tant de place et de temps chez les Anglais, je parle du repas, avec ses continuations de boisson et d'ivresse, prolongée dans la nuit.

Tippoo n'eut qu'un défaut, l'orgueil, la haine et le mépris des idolâtres, chrétiens et indiens brahmaniques. Il renversait les temples de ceux-ci. Et quant aux musulmans, il les mécontenta, les alarma eux-mêmes. A l'époque où le Mogol était prisonnier d'un rebelle, Tippoo prit le titre de padishaw (empereur). Aussi lorsqu'en 97 il s'adressa au sultan musulman de Caboul, celui-ci ne se joignit pas à lui et resta à part.

Il est intéressant de voir comme, au contraire, dans l'Inde brahmanique, le principal chef des Mahrattes, Sindiah, s'éleva par l'humilité. Chez ces tribus où tous les guerriers étaient en concurrence pour le pouvoir, on choisissait souvent un chef étranger à leur classe. C'est ce qui, pendant trente années, les avait fait obéir à une femme, une sainte de leur religion. Sindiah de même réussit, comme personne pacifique qui ne pouvait porter ombre aux guerriers. Il était de la caste des Vaisya (marchands), dont l'industrie a, dans les contrées voisines de Cachemire, une grande influence. Il se faisait gloire de descendre d'un serviteur bien humble de la cour, dont la charge était de garder les pantoufles du Peishwaw, chef de religion des Mahrattes. Aux grandes audiences de ce chef, Sindiah se présentait toujours avec la paire de pantoufles, et insistait pour s'asseoir au-dessous de tous les chefs militaires. Cela lui réussit. Peu à peu tout l'ascendant fut à cet homme si humble qu'on jugeait le plus pacifique. Les guerriers se groupant autour de celui qui semblait n'avoir nulle vue ambitieuse, il devint fort, et se trouva en face des Anglais, de Tippoo.

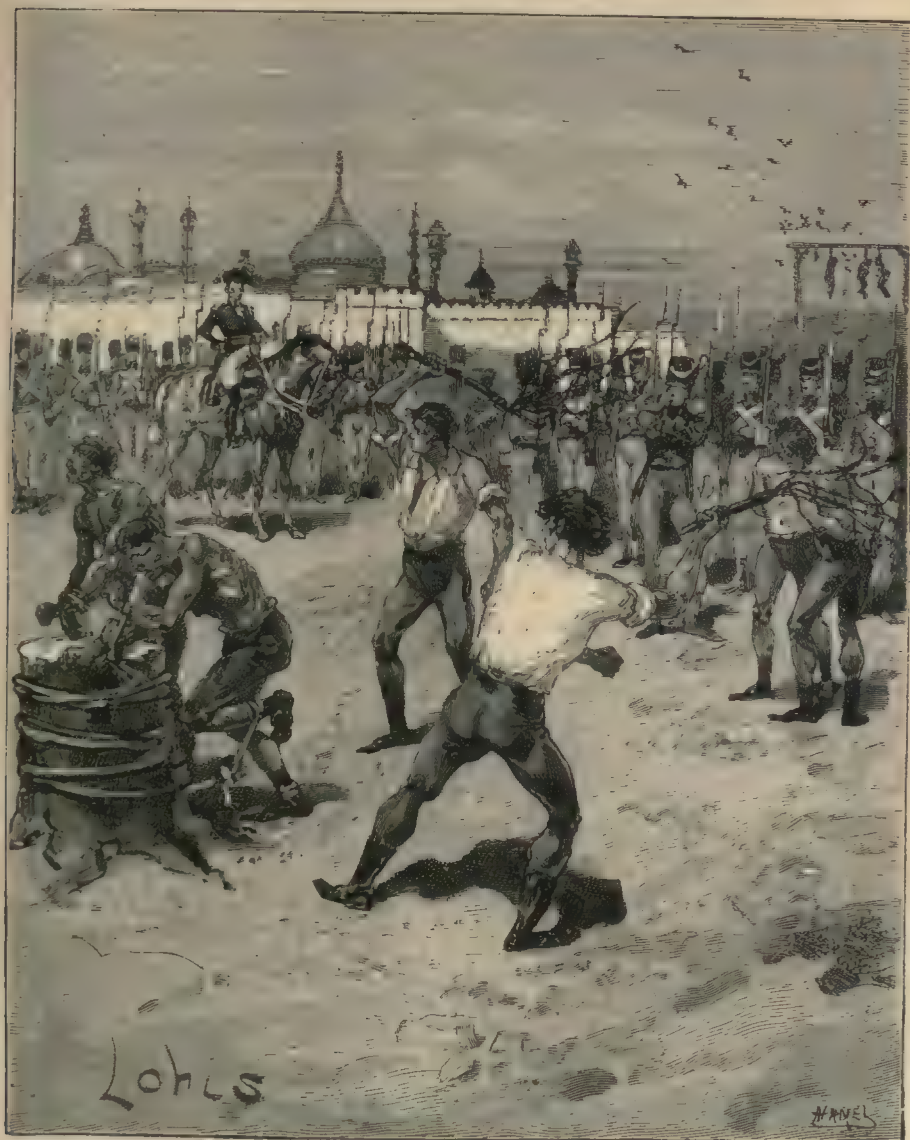
La Compagnie anglaise, aux premiers temps, s'était présentée comme Sindiah d'abord, toute pacifique et mercantile. Et même dans sa grandeur, ses patentes ne portaient pas un autre titre que celui de *marchands anglais.* Beaucoup de dames étaient parmi ses actionnaires, et comme la puissance et la valeur des votes étaient proportionnées à la mise, ces dames pouvaient avoir très grande part au gouvernement. Aussi la Compagnie, *la bonne dame*, comme l'appelaient les Indiens, faisait la guerre, mais toujours malgré elle, disait-on.

Entre *la bonne dame* de Calcutta, et *le fils de marchands* Sindiah, entre ces deux hypocrisies s'agitait la puissance franchement militaire, Tippoo, qu'on appelait le tigre.

Tigre mutilé, qui regardait de tous côtés où trouver un jour pour s'élancer.

Les choses en étaient là lorsque Cornwallis fut appelé en Irlande, et qu'à la place de cet esprit modéré, pacifique, le parti de la guerre obtint pour vice-roi le violent Wellesley, avec son jeune frère, le morne et sévère Wellington.

Ces deux frères, de race irlandaise, et primitivement espagnole, avaient



... Elle avait des intermèdes atroces, la potence et le fouet sanglant. (P. 2172.)

été élevés, comme Pitt, par un évêque, haut dignitaire de l'église anglicane, l'archevêque Cornwallis, frère du vice-roi des Indes. Un des frères Wellesley fut évêque aussi, et chapelain du roi.

Les Anglais-Irlandais, comme ceux-ci, sont plus aigres que les Anglais réels, avec quelque chose souvent de la violence du Midi.

Wellesley charma Pitt, dit-on, par un discours acerbe contre la France et la Révolution.

Donc, Pitt accorda Wellesley comme vice-roi, au parti qui voulait la guerre et la conquête de l'Inde.

C'était une nouvelle Angleterre qui venait tard et d'autant plus avide Alléchés par les gros traitements qu'avait institués Cornwallis, elle avait hâte d'étendre ce système à de nouveaux pays, d'exploiter ce Pactole immense qu'allaient offrir des emplois de toute sorte, militaire, judiciaire, ecclésiastique. L'église indienne qui relève de Cantorbéry est la plus riche du monde.

Wellesley, porté au pouvoir par le parti de la guerre, n'était pas cependant impatient de la faire. La Compagnie ne la voulait pas, prévoyant qu'avec le système actuel de luxe et de dépense, l'armée serait terrible à nourrir. Mais le 18 juin 98, le comité secret des directeurs est averti par Suez, Bombay, du passage de Bonaparte en Égypte.

Et quoique, peu après, la destruction de la flotte française à Aboukir pût le tranquilliser, les démarches inquiètes de Tippoo font persister Wellesley pour la guerre. Non seulement Tippoo tramait une ligue avec la France, la Perse, Constantinople, mais ce qui était bien plus grave et plus immédiat, il avait établi une correspondance avec Raymond, un Français qui avait formé un corps discipliné de seize mille Européens, chez le Nizam, prince indien, allié des Anglais. Raymond avait planté un *arbre de liberté* devant le palais du Nizam. Peut-être il aurait joint Tippoo et lui eût donné cette armée française. Tout à coup Raymond meurt. Cette mort fut sans doute un miracle accordé aux prières du parti anglais. De plus le vieux Nizam qui refusait encore de licencier son corps européen, devient malade, et voit son fils impatient de succéder qui se fait Anglais. Le père, de désespoir en fait autant, licencie ses Français que les Anglais accueillent gracieusement et reportent en Europe.

C'était un coup terrible pour Tippoo qui l'écrivit à M. Magnalon, notre consul d'Égypte.

En même temps, d'après le conseil d'un horloger français, son favori, Tippoo envoyait demander secours aux Français de l'île Bourbon; il n'eut que deux cents hommes.

Là on place la scène du club jacobin dont les Anglais ont tant parlé. Elle avait eu lieu plus tôt, le 5 mai 97. Un Rigaud, un corsaire français, avait assemblé le club, planté l'arbre de liberté et le drapeau français que Tippoo salua en bon hôte, ami de la France.

Tippoo, non secouru par nous, n'en eut pas moins d'abord un avantage sur le jeune colonel Wellington. Mais la diplomatie vint encore au secours de guerre. Les Anglais avaient une autre armée de huit mille hommes sur la la côte de Malabar; il fallait l'appeler, lui faire passer la chaîne des Gattes. Le passage était gardé par un petit sultan que Tippoo croyait sûr. Les Anglais lui persuadèrent de ne pas se perdre avec Tippoo; il livra le passage, les deux armées anglaises réunies eurent dès lors la victoire assurée.

Ce fut le signal de la ruine. Tippoo, presque abandonné, se tourna vers

les serviteurs qui lui restaient : « Nous voici à nos derniers retranchements... Que voulez-vous faire? » Tous répondirent : « Mourir avec vous. »

On dit qu'à ce dernier moment, voyant dejà une trouée dans les murs de sa ville, il but, selon l'usage indien, dans une coupe de marbre noir, et invoqua les dieux de l'Inde, en même temps que Mahomet. En combattant, ses anciennes blessures se rouvrirent, et son cheval frappé tomba sur lui. Tous les siens lui firent un rempart de leur corps, le placèrent sur un palanquin. Il avait quatre grandes blessures et une à la tempe, mortelle. Il n'en blessa pas moins encore ceux qui furent assez hardis pour vouloir le prendre.

Il était temps pour les Anglais. Car ils n'avaient plus de vivres.

Wellesley, habilement magnanime, donna aux officiers de Tippoo plus qu'ils ne recevaient de lui. Il rendit Mysore, devenu un petit État, à un enfant issu de l'ancienne dynastie indoue. L'enfant avait trois ans. Par une bizarre hypocrisie, on lui donna un sérail, pour faire croire qu'on voulait que cette dynastie se perpétuât.

Une chose étonne dans ce qui précède : comment l'armée anglaise, peu nombreuse en 92 sous Cornwallis, en 99 sous Wellesley, arrive-t-elle tout d'abord au bout de ses vivres? Cornwallis eût péri sans l'assistance des Mahrattes, et Wellesley fut obligé de brusquer l'attaque, n'ayant de vivres que pour huit jours.

C'est que nulle prévoyance ne suffisait pour nourrir des armées si mangeuses, où dix mille soldats traînaient avec eux cent mille bouches inutiles; on le voit parfaitement dans la campagne de Lake, en 1803.

Toute l'administration, civile et militaire, s'était depuis vingt ans montée de plus en plus sur un pied monstrueux. Et, de leur côté, plusieurs puissances indiennes, les Mahrattes, le Nizam, etc., payaient fort largement des troupes européennes. Les Indiens de l'armée anglaise, même les Irlandais, auraient pu chercher une discipline moins sévère, un commandement plus doux, s'ils n'eussent été retenus par une nourriture supérieure, une grande facilité d'amener beaucoup de serviteurs.

Une telle armée était un centre d'attraction si séduisant, que souvent elle pouvait rendre la guerre inutile. Tippoo lutta jusqu'à la mort avec quelques serviteurs dévoués, mais fut abandonné du reste de ses troupes. Perron, général des Mahrattes, avait aussi cela à craindre. Ceux-ci, en effet, dès leurs défaites, passèrent joyeusement aux Anglais. Lorsqu'une armée, si bien nourrie, vêtue, servie; lorsque cette image de bien-être et de luxe, de dissolution même, apparaissait, certes l'armée opposée avait besoin d'une grande vertu pour résister et demeurer fidèle. C'est ce que comprirent Boignes, Perron. Voilà pourquoi ils quittèrent la partie.

On n'avait pas besoin d'exciter la désertion. Elle se faisait d'elle-même, et fut trop forte à la fin. En 1805, on ne savait plus que faire de tant de volontaires. L'armée anglaise était devenue un piège, un filet trop tentant, où tous eussent voulu être pris.

La grande difficulté était que, sans diminuer ce luxe séducteur, cet attrait de corruption, il fallait y mettre de l'ordre, établir dans cette vie de jouissances une forte discipline militaire, tenir très ferme ce soldat corrompu. Notez que la plupart étaient des Irlandais, une race avec laquelle on est plus tenté de mollir.

L'inflexibilité nécessaire et plus qu'anglaise se trouva dans le jeune Wellington, né en Irlande, mais, dit-on, d'origine espagnole, sec comme ces hommes du Midi, vrais cailloux plus durs que le fer.

Il débuta par une défaite, ce qui l'encouragea; telle était sa nature. Et avec cette résistance, chose contradictoire, il avait un instinct prompt pour la guerre, la chasse à l'homme. Dans ses premières lettres, on voit que, sans savoir encore les langues de l'Inde, il jugeait à merveille les choses du pays. Il fut de bonne heure le grand oiseau de proie, la funèbre et redoutable caricature que nous avons vue en 1815.

Si sévère de nature, il dut lui coûter fort de respecter ce système honteux qui était une séduction, un embauchage tacite par l'attrait de la corruption même. Mais aux moindres infractions à la discipline, son caractère se trouvait inflexible et inexorable. Si cette armée était comme une fête, une bacchanale, elle avait des intermèdes atroces, la potence et le fouet sanglant.

Cette corruption sévère, cette rigueur avec une telle connivence aux vices du soldat, exigeaient d'énormes dépenses. Et l'administration n'était guère moins dévorante que l'armée. La Compagnie mangeait, mais, pour se conserver son privilège, il fallait qu'elle fît manger aussi ses actionnaires de Londres de qui elle dépendait.

Ces trois bouches : compagnie, administration, armée, qui séchaient l'Inde à mort, avaient des faims terribles qui ne souffraient point le retard. Wellesley fut obligé de sortir des ménagements, des lenteurs de Cornwallis, il abrégea les formes, autorisa les zémindars, qui levaient l'impôt sur le paysan, à l'exproprier au moindre retard.

Pouvoir cruel. Ce paysan, ou ryot, que beaucoup d'Anglais raisonnables jugeaient le vrai propriétaire, Cornewallis, nous l'avons vu, l'avait fait simple fermier, et Wellesley le mettait à la porte.

Jusque-là, tout avait pu changer, les empires et les dynasties, tout excepté ce ryot, plus mêlé à la terre que l'antique bananier qui ombrageait sa cabane, mêlé par la vie, l'âme, les habitudes. Si même dans notre mobile Occident, l'expropriation est un fait terrible, souvent mortel, qu'était-ce dans l'Inde où l'existence est tissue de tant de pratiques locales!

Le zémindar, si favorisé des Anglais, pouvait donc chasser le paysan natif, appeler un étranger qui aurait tout à apprendre. La terre produirait-elle autant, et selon l'impatience de ce gouvernement terrible? Le zémindar qui était jusque-là une sorte de seigneur féodal, j'en vois un, parent de Tippoo, ne tardait pas à s'ennuyer de cette terre chagrine qui devenait avare. Il eût voulu la vendre et s'en aller jouir à Calcutta, Delhi Un spéculateur se

présente, lui offre de le débarrasser de ce fief qui n'est plus qu'une place d'exacteur, toujours insufisant pour le fisc affamé.

Comment le nouveau zémindar, hier commerçant, banquier de Calcutta, de Londres, pouvait-il, mieux que l'ancien, vrai fils de la contrée, savoir ce que le paysan peut supporter sans succomber? Dans la province de Madras, Thomas Munroë, un Anglais honnête et judicieux, dit qu'il fallait revenir à l'ancien système du pays, faire avec le paysan une estime de la moisson sur pied, estime que l'on jugerait par les registres antérieurs du village. Mais, pour faire tout cela, il fallait, que le collecteur sût davantage et les langues et les circonstances locales.

On n'y parvint pas; l'on revint au malheureux système de la taxation par village, par zémindarie. Avec cette différence que le zémindar actuel, étranger au pays, souvent vivant à Calcutta, n'exploitait sa zémindarie que par des intermédiaires et sous-intermédiaires, une foule de vampires subalternes, et dans une complication difficile à surveiller.

Le paysan fuyait. Mais où? Dans l'Inde antique, même sous le Mogol, le malheureux, sans terre, dépossédé, ce qui n'arrivait guère, avait une ressource, celle de se mêler aux foules que chaque prince ou rajah traînait avec lui. Un homme de plus dans ces foules ne comptait pas; personne ne songeait à le repousser du banquet. Voir au *Râmâyana* les foules innombrables qui suivent le roi, le bon père de Rama.

La ruine de chaque prince indien, c'est une table commune de moins pour le pays. Jusque-là on n'a pas compté. Mais avec les conditions ruineuses que l'alliance et la tutelle anglaise imposent aux princes, il leur faut bien compter.

Et pour la première fois ils se voient nécessiteux, misérables.

Déjà la Compagnie, sous Hastings et Cornwallis, faisait avec les princes ces traités qu'on peut dire d'épuisement, où, leur imposant telle charge énorme qui les ruinait, on les obligeait d'emprunter à des taux usuraires; enfin, pour s'acquitter, ils cédaient leurs plus riches provinces à la Compagnie. Le prince indien livrait la moitié, les trois quarts de son domaine. Mais demeurait-il au moins maître du reste? Nullement.

Ce long martyr commencé en 1801 par Wellesley sur le roi d'Aoude, dura un demi-siècle, jusqu'en janvier 1856, où le dernier souverain qui venait toujours réclamer à Londres, céda au désespoir, mourut. Il mourut à Paris. Je vois encore au lieu le plus gai, au boulevard Italien, défiler sous la pluie, dans la boue, son convoi, ses serviteurs en larmes. Rien de plus lamentable. Ce luxe indien, ces couleurs rose et jaune, mêlées d'or et d'argent indignement souillées par notre hiver impitoyable, avaient l'effet d'une cruelle mascarade qui crevait le cœur.

Et combien plus funèbre encore de voir dans toute l'Inde ces tombeaux aériens où chaque pic élevé des montagnes garde un mort tout vivant, un rajah prisonnier dont l'héritage a été usurpé! Spectacle douloureux pour ce

peuple qui, dans chacune de ces victimes royales, sent sa mort et la mort de l'Inde.

De bonne heure, au commencement du siècle, des masses de désespérés, des paysans expropriés, des serviteurs innombrables, que les rajahs dépossédés licenciaient malgré eux, ne savaient que faire. Plusieurs se mirent à la suite des armées, pillant le pays pour elles, et plus souvent à leur profit, et, formant à la longue des bandes, des armées de pillards.

A mesure que ceux-ci furent poursuivis, le pillage, la dernière ressource manquant, dans ces foules sans moyen de vivre, une contagion se déclara, un choléra moral, *l'amour de la mort*, et la charitable idée de faciliter la mort à tous. N'était-ce pas leur rendre service que de les aider à franchir ce passage, d'en supprimer l'angoisse des préparatifs et de le rendre aisé.

« Quelle mort préférez-vous ? » disait-on à un ancien. « La plus prompte. »

C'est justement le bienfait que les apôtres de la mort se proposaient de répandre. D'ailleurs avec la métempsycose toute mort est provisoire.

Ce fut en 1810, peu après la vice-royauté des Wellesley et leur retour en Angleterre que l'on s'aperçut de l'existence des Thugs ou Phansigar, de ces étrangleurs aimables qui se chargeaient d'abréger le grand passage.

A la rencontre de plusieurs routes où se trouvait une fontaine, dans un beau bosquet comme ceux de Mundsoor, où se fit la première découverte des thugs, un doux compagnon de route, et souvent un pieux fakir accueillait le voyageur, s'intéressait à son voyage, à ses affaires, parlait des misères qui rendent la vie insupportable, et puis, peu à peu s'approchant, lui lançait au cou un *lazzo* comme ceux qui, en d'autres contrées, aident à prendre un cheval sauvage. Puis, avec une contraction, ramenait le *lazzo* à lui, serrait bien... Et c'était fini.

Chez cette race faible, peu nourrie, la vie n'a pas grande résistance. Et plus d'un, s'il avait ressuscité, eût remercié peut-être l'adroit médecin qui, avec si peu de façon, l'avait guéri de tant de maux.

Comme le médecin a droit à un honoraire du malade qu'il a guéri, le thug croyait avoir le droit de se porter héritier du mort. Mais souvent il lui laissait tout ce qu'il portait, se contentant du mérite d'avoir fait une bonne action.

Action hautement agréable aux divinités de la mort, Khali, Bowanie, etc.

« Dieux antiques », disent les Anglais. Je le veux bien, mais jusque-là ils avaient marqué si peu qu'on n'en entendait point parler.

Wellesley quitta l'Inde en 1805, et Wellington, qui se maria, en 1806. Cornwallis revint dans l'Inde, mais malade, et il mourut. Les thugs tuèrent à leur aise jusqu'en 1830, où les réformes de Bentinck donnèrent quelque espérance. Plusieurs thugs avouèrent, épouvantèrent le pays de leurs révélations.

CHAPITRE XIV

GRANDEUR EXTÉRIEURE DE LA FRANCE SOUS LE DIRECTOIRE. — RÉVOLUTIONS DIVERSES, SUISSE, HOLLANDE, ETC., 1797-1798. — LE DIRECTOIRE DÉCIMÉ. — 1799.

« Comment la France, au lieu de courir où ses intérêts l'appelaient, d'aller aux Indes, comme le conseillait Villaret-Joyeuse, et comme on le pouvait très bien en juin 98, s'amusa-t-elle à tant de guerres pour ces républiques nouvelles qui s'élevèrent partout, le lendemain de Fructidor? »

Pourquoi? C'est qu'elles nous appelaient, criaient à nous, imploraient nos secours! Vous qui me demandez ceci, gens de courte mémoire, avez-vous donc tellement oublié le rôle immense que vous aviez alors? La France, depuis 89, et surtout depuis l'innocente, la non sanglante révolution de Fructidor, était partout l'oracle et le législateur commun, le pontife de la liberté. Partout les opprimés la sommaient de faire des miracles pour eux, de leur donner ses lois, et l'abri de sa grande épée.

J'en trouve un exemple touchant, lorsque, dans la guerre d'Italie, les Grecs s'adressèrent à Bonaparte. Les descendants de Sparte, les Maïnotes, voisins, souvent victimes du tigre Ali pacha, viennent un jour trouver le général français. Ils ne savaient pas notre langue, ni lui la leur. N'importe! Par une inspiration touchante, ils tirèrent de leur sein un livre, l'Odyssée, et le mirent sur la table entre eux et lui. Nul besoin de discours. La Bible de l'Europe, Homère, suffit à rappeler ce que la Grèce fut pour nous, la nourrice, la mère de notre civilisation, et le juste retour que nous devons à ses bienfaits.

Le tout petit palais du Luxembourg, et ceux qui gouvernaient avec si peu de faste, eurent à ce moment une vraie grandeur. Le monde entier venait au Directoire, priait la France et lui tendait les bras.

La république de Mulhouse se présenta la première, apportant son drapeau sur les gigantesques épaules de Z... le plus bel homme du Rhin, voulant être française à notre frontière même, acceptant les dangers d'être notre avant-garde.

Genève vint ensuite, la vraie Genève, quitte de ses aristocrates et de ses faux Anglais, l'hospitalière Genève à qui nous devons tant, et qui, tout dernièrement sans les torts de Versailles, eût été pour nous, ce que la nature l'avait faite, une valvule du cœur de la France, où parfois a battu sa plus chaude pensée.

Genève avec son lac et le pays de Vaud, l'abri de la France protestante contre Louis XIV, de la philosophie, de Voltaire et Rousseau contre Louis XV, est pour nous autant que la patrie. Qui n'y a, en tout temps, fortement respiré, et repris là son cœur des agitations de la France?

Que je les ai gagnés, ces courts repos, ces rajeunissements que nous puisons aux Alpes, moi qui ai si souvent répété, célébré ce qu'on doit à la Suisse! L'époque de la Réformation, celle de la Révocation, m'en fournissaient l'occasion, mais non moins le changement si grave qui s'est fait en Europe par Rousseau et Pestalozzi. La Suisse, bien avant l'Allemagne, a ouvert la carrière au plus fécond des arts, l'art de former, d'élever l'homme.

Et pour combien la Suisse fut-elle dans la Révolution française, qui le dira? Moins encore par les livres, que par les hommes et par leurs dévouements. J'ai montré au 14 juillet 1789 la ferme assiette de nos régiments suisses, de la Suisse française, qui, malgré Besenval, nous assistèrent de leur abstention, ne bougèrent des Champs-Élysées, nous laissèrent prendre la Bastille.

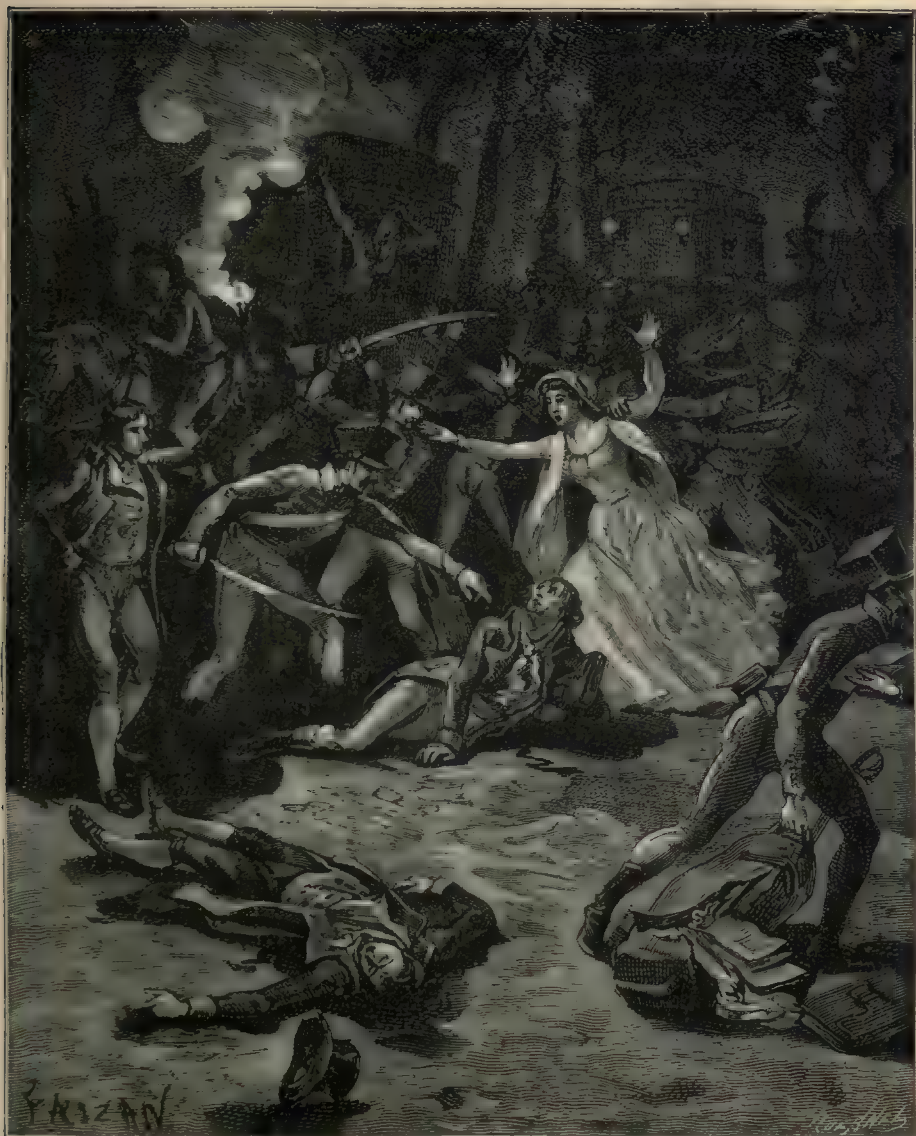
Mais le point où j'ai le plus insisté, c'est l'affaire du régiment de Châteauvieux. J'y ai mis bien des pages, un temps considérable, sans me lasser, et j'ai, à la longue, éclairci ce fait terrible, enténébré par tous les historiens.

Un dernier mot de souvenir.

C'était le moment où M. de la Fayette, dupe alors, comme toujours, entouré de femmes sensibles, et voulant relever le roi Louis XVI qui déjà pactisait avec l'ennemi, c'est l'époque, dis-je, où la Fayette, par une entente aveugle avec Bouillé le traître, permit qu'on *frappât un grand coup* pour relever le trône. Ce coup tomba sur Nancy. Les soldats de ce régiment, Vaudois, Neufchâtelois, reprochaient à leurs officiers, seigneurs peu scrupuleux, fort légers, et fort durs, de ne pas bien compter, de faire toujours des erreurs sur leur solde, puis de lancer des maîtres d'armes qui les défiaient, les blessaient à coup sûr. Là-dessus, on les arrête; les officiers sont juges; les soldats la plupart pendus, écartelés, fournissent encore quarante galériens qui rameront au bagne de Brest. Cette sentence atroce, appuyée par le roi, ne l'est nullement de la France.

Sur le passage de ces pauvres gens, la France se lève; il n'y a pas de plus grande scène, ni plus touchante.

Oh! quel cœur nous avions alors!... ici les larmes viennent. Dieu! que nous sommes froids maintenant! Une période glaciaire semble avoir commencé.



... Arriva la nouvelle de l'assassinat de nos envoyés, tués par les Autrichiens à Rastadt. (P. 2180.)

Qui aujourd'hui montrerait ces sentiments si jeunes? Hélas, France, qu'es-tu devenue?

On ne peut les garder à Brest. La ville, le port, ont senti une commotion électrique. On les ramène, on leur ôte la casaque rouge. Et sur toute la route, spectacle surprenant, chacun quitte sa veste, son habit pour les revêtir. Les voici qui arrivent en triomphe à Paris; la Liberté précède sur un char en proue de galère. Les chaînes brisées sont portées par nos femmes et nos

filles, en blanche robe, qui sans hésitation, touchent le fer rouillé des galères, purifié par leurs mains.

Grands souvenirs que tant de menteurs ont tâché de défigurer. Moi seul, par un examen sérieux, je les ai renouvelés, éclaircis. Et c'est comme une pierre d'alliance qui restera toujours entre les deux pays.

L'ensemble, si varié, et si discordant de la Suisse, avec tant d'injustices séculaires, explique parfaitement la passion des Suisses pour l'émigration et même pour les hontes du service étranger. Mais cette triste existence de mercenaires, qui, de Naples ou Versailles, les renvoyait chez eux si corrompus, brouillait à jamais en eux les vrais éléments indigènes. Les Besenval, tristes copistes, dans leur fausse légèreté, ne trouvaient pas la grâce. Par ces mélanges d'éléments discordants, plusieurs devenaient idiots, comme un capitaine revenu de Naples, que je vis en 1858 à Seeburg près Lucerne.

La diversité si confuse des cantons pouvait-elle être ramenée à l'harmonie sans détruire en même temps beaucoup de choses vitales en ce pays? Je ne le pense pas. Mais l'esprit du temps, essentiellement unificateur et centralisateur, disposait à le croire. Sauf quelques hommes vraiment originaux, comme Lavater et Pestalozzi, tous, pour ce grand changement, cherchaient leurs modèles à l'étranger. Les Genevois, justement irrités contre la France de Louis XV et Louis XVI, admiraient d'autant plus l'Angleterre, — tels furent tous les amis, disciples, secrétaires de Mirabeau, — sans voir combien les institutions anglaises sont spéciales. D'autres, comme les frères vaudois Laharpe, ne voyaient que la France, enviaient sa majestueuse unité, ne sentaient pas assez que cette unité, naturelle chez nous et qui date de loin, ne pouvait être brusquement imposée à la grande diversité suisse. Le Directoire pencha trop exclusivement pour ceux-ci. La haute faveur surtout que Berne, Bâle, Genève, montraient à nos ennemis, Anglais et émigrés, l'indisposait. Sauf la Réveillère, ex-girondin, toujours fédéraliste, les directeurs furent pour le gouvernement unitaire de la Suisse, et en même temps mirent la main sur Genève dont on fit un département.

Acte injustifiable, certes, si à ce moment même on n'eût vu venir une nouvelle coalition qui pour premier poste aurait pris Genève. Par le grand débouché du Rhône sur notre frontière, Genève semble une porte de la France.

Nous ne raconterons pas ces événements ni l'enlèvement du petit trésor de Berne, que Bonaparte prit pour l'Égypte. En revanche, le Directoire montra sa confiance à la nouvelle Berne, régénérée, en lui rendant son magnifique parc d'artillerie. Ce gouvernement des Laharpe, des Stapfer, unificateurs de la Suisse, ne fut pas populaire, et on lui a gardé rancune, même de ses bienfaits. On a trop oublié qu'il aida à repousser de la Suisse, de l'Europe, l'invasion des Russes, alors si rudes et si barbares avec leur barbare Suwarow. On a trop oublié aussi que ce gouvernement fut le protecteur, le premier promoteur, à Stanz, à Berne, des écoles de Pestalozzi, qui plus tard, d'Yverdon, débordèrent, fécondèrent le monde de leur vivant esprit.

La Hollande, non moins diverse de races et d'éléments que la Suisse, provoquait les mêmes questions. La majorité était-elle pour l'incohérence et la diversité antique, ou pour l'unification moderne qui se produisit alors sous la forme de la république batave? C'était un grand problème et nullement de ceux où le nombre seul fait le droit.

Dans tous les temps, ce pays mixte a offert les deux partis, de la mer, de la terre, peut-être également nombreux. Mais il y a cette grande différence : le premier a fait la gloire du pays, c'est celui de la république, alors maîtresse des mers; le second parti, celui du stathouder, est celui de la décadence, et c'est par lui que la Hollande ne va plus qu'à la remorque de l'Angleterre, comme une chaloupe derrière un vaisseau.

Moi, je décide ici, comme dans le procès des deux mères devant Salomon. Il faut d'abord que l'enfant vive. Or ce n'était pas vivre pour la Hollande, que d'être une province anglaise, labourant, sillonnant la terre, au lieu de sillonner la mer, son élément.

Dans un admirable tableau de Van der Helst qui est à Amsterdam, on voit merveilleusement la question. C'est un repas municipal où figurent les deux partis. Rien de plus saisissant. Ceux qui donnent le repas, les bons gros marins, à cheveux noirs, figures réjouies, et fortes mains calleuses, offrent avec bonhommie cette franche main aux cavaliers, hommes plus fins, à cheveux blonds, qui viennent sous la jaune livrée de la maison d'Orange. Ceux-ci osent à peine s'asseoir, se sentant là trop déplacés. On a envie de crier à ces noirs, à ces figures ouvertes et franches de marins : « Défiez-vous de ces fins cavaliers et de ces blanches mains!... Ils ne montrent que leurs rapières. Mais qui sait si, dessous, ils n'ont pas de stylet? »

En effet, ces beaux gentilshommes, la veille de notre révolution, trahissaient deux fois la Hollande, en appelant l'Anglais d'un côté, la Prusse de l'autre.

Nulle époque dans l'histoire n'est plus obscure, je veux dire plus savamment obscurcie, que 1800, la fin du Directoire.

Des révélations inattendues, une seule paraît enfin, cette année 1872 : les Mémoires de la Réveillère-Lepeaux. Mais ce grand citoyen, admirable narrateur pour Fructidor, est moins clair et fort bref pour les temps qui suivent; il mentionne trop sommairement ce qu'il appelle « les intrigues des frères Bonaparte, » etc.

Nous attendions aussi les Mémoires de Barras (par Saint-Albin), qui, je crois, a été trop sévèrement jugé.

Nous attendions les Mémoires de Réal, qui furent présentés sur une épreuve unique au roi Louis-Philippe, si curieux d'histoire contemporaine.

. . . .

Mais, indépendamment des causes latentes qui peu à peu se révèlent, d'autres causes visibles menaient le Directoire à sa perte.

On prévoyait la guerre. La Réveillère lui-même, devant la coalition qui

se formait, grandie de l'alliance russe, avait dit : « La guerre est nécessaire. »

Pour en payer les frais, on eut recours à une ressource fort dangereuse : on rétablit l'octroi, avec les grotesques forteresses des fameuses barrières de Paris, dont plusieurs subsistent encore.

Au milieu de l'irritation causée par cette mesure, arriva la nouvelle de l'assassinat de nos envoyés, tués par les Autrichiens à Rastadt.

Déjà des traitements barbares, infligés aux prisonniers français en Angleterre, indiquaient qu'aux yeux de nos ennemis, un Français n'était plus un homme. Cette inhumanité nous fut très profitable. Elle remonta, tendit le nerf national. Nous retrouvâmes l'élan de 92. Une nouvelle génération, surgit, non moins brave, et bien plus diciplinée. A cette époque, le culte de la république était si fort encore, qu'on l'opposait comme une autre religion aux barbares et fanatiques soldats de Suvarow.

La loi de la conscription (réquisition perpétuelle) fut proposée par Jourdan, votée avec enthousiasme. L'élan fut tel que le gouvernement se trouva fort embarrassé de suivre un mouvement si rapide.

Au milieu de cet élan guerrier, éclata le désastre d'Aboukir.

Le Directoire, apprenant ce malheur, causé surtout par la négligence de Bonaparte, qui n'approvisionnait pas la flotte, ne l'accusa pas en séance publique, mais assembla le Corps législatif dans la Bibliothèque. Là eut lieu une contestation entre les frères de Bonaparte et ses adversaires, certainement la Réveillère-Lepeaux.

Les frères virent désormais dans celui-ci leur principal obstacle, et commencèrent contre lui une guerre singulière. Ils se plaignaient des dépenses du Directoire, ils accusaient surtout le plus économe, le plus sévère des Directeurs, celui qui ne dépensait rien.

Avec deux mots, *déficit* et *octroi*, plus d'impôt sur les choses nécessaires à la vie du pauvre, — on commença une guerre terrible contre les Directeurs, surtout contre la Réveillère, la vraie colonne, la *pierre de l'angle* du Directoire. Lui tombé, on le savait bien, tout était abattu.

Sa figure magnifique (voy. au *Cabinet des Estampes*) en donne une grande idée. Et ses épaules un peu voûtées ne font qu'exagérer l'impression d'indomptable résistance qu'exprime cette figure. — Lui seul était la Loi.

La Réveillère n'avait qu'un tort, d'exiger qu'un moment si trouble fût conduit par l'ordre rigoureux de la paix, et de vouloir soumettre les généraux aux commissaires civils. — On destitue Championnet, le conquérant de Naples, aimé de l'Italie, malgré les contributions qu'il était obligé de demander aux Italiens.

La situation ne permettait guère cette rigoureuse austérité. — Nos généraux, dans de telles circonstances, devaient avoir quelque latitude, ne pas être gênés par les agents civils.

Derrière cette idée fort juste, beaucoup d'intrigues se cachaient. Les

bonapartistes hardiment, sous le masque patriotique, étaient prêts à se porter à de grandes violences. Barras flottait, et, trop heureux de rester au pouvoir, s'était mis du côté des violents.

Ici s'ouvrit une scène mémorable. Cet étourdi Barras, oubliant le ferme courage de celui à qui il parlait, osa dire à la Réveillère : « Eh bien, c'est fait! les sabres sont tirés! » et par là s'attira cette foudroyante réponse : « Misérable ! que parles-tu de sabres ? Il n'y a ici que des couteaux, et ils sont dirigés contre des hommes irréprochables que vous voulez égorger! »

Il résista tout le jour, ne céda que le soir, réfléchissant sans doute qu'un massacre dans Paris encouragerait nos ennemis, refroidirait l'élan des nôtres. Donc il céda au parti militaire, quoiqu'il vît bien l'intrigue qui s'y mêlait, et qui en profiterait. — Il dit : « Je cède. Mais la république est perdue! »

Il se retira, nu et pauvre, en refusant les sommes qu'en cas de retraite, on devait donner aux Directeurs.

Des nouveaux directeurs, un seul, Roger-Ducos, était dans les intrigues des frères de Bonaparte et fut l'un des principaux machinateurs de l'usurpation.

Les autres, Gohier, Moulins, étaient des hommes nuls, mais assez estimés, et qui avaient un bon renom de patriotes. Au reste, la faction, dans l'absence de Bonaparte, et loin encore de pouvoir réaliser rien, devait à tout prix garder une apparence double, et devant les armées, devant cette conscription qui s'élançait, se montrer révolutionnaire.

Ce fut une grande surprise, et qui charma les exaltés, qu'on fît ministre de l'intérieur un des membres de l'ancien Comité de salut public, le sage Lindet. Plus administrateur que politique, il ne pouvait gêner les secrètes machinations. Le ministère de la guerre fut donné fort utilement à Bernadotte, qui le réforma à merveille. Les jacobins croyaient Bernadotte pour eux, quoiqu'il eût épousé une Clary et se trouvât ainsi beau-frère de Joseph Bonaparte. Ce grand chasseur de la fortune la poursuivait par deux voies à la fois, parent, ami, et souvent ennemi de Napoléon, qui a fait sa grandeur tout en le haïssant, par moments lui tendant des pièges.

Ce qui trompa le mieux, donna le change, c'est que, dans la grande affaire où était le salut pour tous, le nouveau Directoire ne prit pas le mot d'ordre de la belle société, des salons rétrogrades, mais choisit l'homme qu'ils repoussaient le plus.

L'enthousiasme des aristocrates exaltait le Russe Suvarow, vainqueur des Polonais, des Turcs et de nos armées d'Italie, et on ne portait à Paris que les bottes à la Suvarow, qu'avait mises à la mode le hardi bottier Sakouski. Contre ces fanatiques Russes, si braves et si barbares, nos conscrits de vingt ans pourraient-ils bien tenir? La chose était douteuse. Le Directoire, quel qu'il fût, ici était obligé de marcher droit, de prendre le général qui, plus

que personne, avait fait les prodigieux succès de Bonaparte, de prendre Masséna.

Ce choix extrêmement odieux à la haute société, qui avait fait nommer Bonaparte en 96, était d'autant plus surprenant en 99, que le même gouvernement venait, par le coup d'État de Prairial, de chasser l'intime ami de Masséna, la Réveillère-Lepeaux, qui resta son ami jusqu'à la mort.

CHAPITRE XV

LE SALON DE MADAME DE STAEL. — JOSÉPHINE DANS SA PETITE MAISON DE LA RUE CHANTEREINE. — COMMENT BONAPARTE SORTIT D'ÉGYPTE.

Il eût été à désirer que madame de Staël, dans ses *Considérations*, au lieu de parler de la Suisse, qu'elle connaît peu, eût essayé de fixer par quelques coups de crayon le brillant pêle-mêle qui s'agitait chez elle dans son hôtel, fréquenté de tous les partis. On en sait les traits généraux et les figures marquantes. Je ne dirai pas les meneurs. L'homme brillant, en 90, avait été l'aimable M. de Narbonne, grand seigneur patriote. En 99, madame de Staël, plus mûre, avait un ami plus jeune, le caustique Benjamin Constant, républicain sincère, dont elle aimait la fine langue, les principes, et les cheveux blonds.

Mais la porte n'était pas fermée. On recevait des hommes de toute autre couleur. De jeunes émigrés alors peu connus, Chateaubriand entre autres, y étaient accueillis avec bonté. — Même des personnages suspects, le grand propriétaire vendéen que nous avons vu à Paris en Fructidor. Comment fermer sa porte à un homme tellement titré?

Ce qui m'étonne davantage, c'est d'y voir à côté l'homme qui comprima Fructidor, le héros jacobin Augereau. De cet enfant du faubourg Saint-Marceau on cite une jolie réponse, si fine, que personne ne la comprit, mais qui est remarquable comme condescendance flatteuse du jacobin à la société aristocratique. Madame de Staël demandait : « Bonaparte se fera-t-il roi? » Augereau dit : « Madame, c'est un jeune homme trop bien élevé pour cela. » C'est-à-dire : pour prendre la place du roi son maître et ancien bienfaiteur?

Dans cette foule, il n'y avait pas combat d'opinions. La brillante et candide maîtresse de maison, quoique sincèrement patriote, justement à ce titre, exaltait Bonaparte.

Dans l'incertitude où l'on était encore des succès de Masséna, tout le public attendait, appelait l'heureux retour du héros de Syrie. Le gouvernement publiait, et tout le monde croyait ses bulletins quels qu'ils fussent. Quoiqu'on pût s'informer par les petites barques grecques qui, en tout temps, traversent la mer, on aimait bien mieux croire aux flatteuses nouvelles; on célébrait *la destruction de Saint-Jean-d'Acre*, on changeait la petite bataille d'Aboukir, la dernière qu'il livra avant de rentrer en France (25 juillet 99), en une grande défaite des armées anglo-turques.

Qui n'y croyait était suspect, et sans doute mauvais citoyen.

On faisait mille romans, mille vaines conjectures sur l'avenir possible du héros. La grande majorité croyait, d'après les vraisemblances, et les idées si bien indiquées par M. de Maistre, qu'il restaurerait le roi, et que comme connétable ou autrement, il tâcherait de régner, comme un arbitre armé, nécessaire entre les partis.

Et pour lequel pencherait-il dans la question essentielle, dans la question souveraine dont les intéressés parlaient d'autant moins qu'ils y pensaient le plus : *la question des biens nationaux?* Là, le pêle-mêle apparent du monde était tranché, et chacun au dedans jugeait des projets de Bonaparte, selon des intérêts divers. On regardait ses frères, et on en tirait quelque augure. A juger par Lucien et d'après la jeunesse jacobine de Bonaparte lui-même, on augurait qu'il favoriserait le parti révolutionnaire, les acquéreurs de biens nationaux. Mais sa sage conduite en Italie, où il avait si fermement empêché le partage des propriétés de l'Église, faisait croire qu'il aurait plutôt l'esprit de Joseph, et qu'il pourrait ménager un traité, peut-être une restitution partielle aux émigrés, anciens propriétaires.

Bref, tout le monde espérait en lui.

A l'autre bout de Paris, chez Joséphine, dans un petit salon de la rue Chantereine, aux dernières heures de la soirée, on laissait partir les dissidents, surtout les frères de Bonaparte bavards, peu bienveillants pour la maîtresse de la maison qu'ils jalousaient. Vers minuit, il ne restait guère que les gens les plus sûrs, surtout des royalistes émigrés de Londres, à qui on pouvait tout dire. Je crois entendre parler la créole expansive à cette heure. Ses sentiments étaient ceux de la réaction depuis l'échec de Fructidor. L'espoir des royalistes commençait à se porter sur Bonaparte qui ne manquait aucune occasion de leur donner des assurances secrètes. En son absence, Joséphine et ses plus intimes faisaient mesurer la distance où l'on était de l'année précédente, du moment où Bonaparte avait quitté la France, et l'énorme pas que, par la guerre, avait fait le parti jacobin. Un million d'hommes allait se lever, ne sentait-on pas la terre trembler? Par sa nouvelle loi de conscription, la France devenait un terrible foyer de guerre.

Il fallait, non pas le roi seulement, mais sous lui une main ferme qui, assistée des amis, des Anglais, permît au roi de contenir tous ces éléments dangereux.

« Ah! pourquoi Bonaparte n'est-il pas ici? soupirait Joséphine. C'est à lui seul que je me fierais, contre l'Europe et surtout contre ces généraux jacobins qui, bien loin de contenir l'incendie, vont le répandre. Augereau m'effraye par ses liaisons avec les faubourgs. Et ce rusé Bernadotte, quoique parent et ami, n'en est pas moins disposé à jouer à Bonaparte le plus mauvais tour. Bernadotte est peut-être le plus dangereux.

« Le Directoire craint que Bonaparte ne soit trop fort. Moi je crains qu'il ne soit trop faible, une fois tombé dans ce guêpier de généraux. Qui sait si on ne lui prépare pas son rival heureux, Masséna, dans le cas où Masséna serait vainqueur des Russes? Mais Bonaparte reviendra-t-il jamais? Si j'étais le roi d'Angleterre, je n'écouterais pas ce fou de Nelson qui veut empêcher son retour. Revenu ici, il prêterait au roi et aux Anglais son épée victorieuse. Lui seul est capable d'écarter, de subordonner ces dangereux rivaux, opposer des digues à cet océan de feu qu'on appelle la Révolution. »

C'est en 1839 seulement que le mystère du retour de Bonaparte a été révélé à l'Europe par un livre arabe que peu de gens ont lu, quoique traduit par M. Desgranges, professeur au Collège de France.

Jusque-là, ni les Français ni les Anglais n'ont voulu ébruiter ce secret, les premiers par amour-propre national, les seconds de peur qu'on ne prît pour une trahison de leurs ministres et de leurs amiraux, ce qui ne fut qu'une combinaison politique, astucieuse, mais malheureuse en résultat pour l'Angleterre et pour la France.

Le narrateur mérite la plus grande confiance. C'est un homme simple, honnête, qui avait le plus grand intérêt à savoir et être bien informé, de plus, partisan de Bonaparte et des Français, près desquels il résida trois années. Il s'appelait Nakoula; c'était un Syrien que le chef des Druses tenait près de nos généraux pour être informé de tous les actes de ceux dont il espérait la délivrance de son pays. Le départ de Bonaparte fut un événement terrible pour les Syriens, et celui de tous dont ils tinrent certainement à savoir le détail.

Bonaparte, d'abord, craignant de ne pouvoir sortir d'Égypte, avait fait au Caire, devant les Ulémas, un discours violent contre le christianisme, disant « qu'après avoir renié et détruit cette religion, il était bien loin d'embrasser de nouveau la foi chrétienne ».

Mais peu après, Bonaparte, sans doute averti des événements de la France par les petites barques grecques qui en tout temps parcourent la Méditerranée, conçut un autre plan, espéra son retour.

« A peine arrivé à Alexandrie, il se disposa à partir; on prépara trois bâtiments sur lesquels il fit porter, pendant la nuit, des coffres remplis de pierres précieuses, d'armes magnifiques, de marchandises, d'étoffes et d'objets



... Masséna, qui, depuis un mois, avait gagné la grande bataille de Zurich... (P. 2186.)

qu'il avait gagnés dans la guerre. Il avait aussi avec lui de jeunes mameluks attachés à son service, et qu'il avait richement habillés.

« Ces préparatifs terminés, il donna un grand dîner au général Smith, général en chef des Anglais. Ce dernier, à l'époque où les Français avaient levé le siège de Saint-Jean-d'Acre, était venu avec des vaisseaux devant Alexandrie. Il est d'usage parmi les Européens, lorsqu'ils ne sont point en position de se livrer des combats, de se voir réciproquement, quoique d'ailleurs ils

soient en guerre. Bonaparte témoigna donc au général Smith toutes sortes de prévenances, et lui fit des cadeaux de prix. Il lui demanda ensuite, et obtint la permission d'expédier trois petits bâtiments en France. Le général Smith étant retourné la nuit même sur ses vaisseaux, Bonaparte s'embarqua avec sa suite et sortit du canal par un vent violent. Deux jours après, le général Smith apprit son départ. Cette nouvelle lui fit une grande impression ; il mit sur-le-champ à la voile pour le poursuivre ; mais il ne put en apprendre aucune nouvelle. Bonaparte saisissant l'occasion s'était envolé, comme un oiseau de sa cage. »

Selon un auteur anglais, Sydney Smith, pour s'éloigner et ne point garder Bonaparte, prit le prétexte d'aller chercher en Chypre son approvisionnement d'eau douce.

Il était généreux, et un peu romanesque. Justement parce qu'il avait à se plaindre de Bonaparte, qui naguère avait, avec insulte, dédaigné son défi, il put avoir la tentation d'être magnanime. Cependant, il est difficile de croire qu'il eût fait un tel acte qui pouvait être accusé de trahison, sans être approuvé de son gouvernement.

Il est certain que les Anglais étaient fort indécis et divisés. Tandis que les uns croyaient, comme Nelson, qu'il fallait le prendre, le garder à tout prix, d'autres croyaient, d'après les royalistes de France, qu'il ne pouvait revenir que pour rétablir les Bourbons. Mais ce qui domina certainement, ce fut la crainte que Malte et l'Égypte ne restassent à la France.

Bonaparte mit quarante-cinq jours pour faire cette petite traversée, et dit, pour expliquer ce retard, qu'il avait pris le plus long, par les côtes d'Afrique. Mais on peut croire aussi qu'il attendit le laisser-passer. Si les Anglais l'accordèrent à la longue, c'est qu'ils y avaient intérêt pour empêcher nos républicains de prévaloir décidément sur les royalistes. Le général du parti révolutionnaire, Masséna, qui, depuis un mois, avait gagné la grande bataille de Zurich, vaincu les Russes, n'avait qu'à revenir, même seul, pour donner l'ascendant à son parti. Et dès lors toute la France était jacobine, et Jourdan, Augereau, même Bernadotte eussent été avec lui. — C'étaient eux probablement qui, abusant de la simplicité héroïque de Masséna, l'avaient détourné de venir sur-le-champ, et de paraître à Paris avec l'éclat de sa victoire.

Dans cette situation menaçante pour les Anglais et la Coalition vaincue, ils pouvaient croire habile d'accorder le retour à ce favori de l'opinion, Bonaparte, qui, écartant Masséna et tous les généraux, donnerait dans Paris et en France la victoire au parti des *honnêtes gens* et des royalistes. Il est assez probable que Joséphine, si bonne royaliste, ainsi que je l'ai dit, l'avait fait espérer.

Après avoir relâché à Ajaccio, enfin il aborda à Fréjus (8 octobre 99). En France, il trouva la partie plus belle qu'il ne l'avait espéré lui-même. Cette surprise subite, l'adresse ou la magie qui l'avaient fait passer invisible à

travers les flottes anglaises, sa conquête d'Égypte, sa victoire supposée de Syrie, qu'il affirmait dans ses bulletins; tout cela porta l'enthousiasme jusqu'au délire.

Ce peuple, sauvé par la défaite des Russes, appelait, implorait Bonaparte comme sauveur, et ne voulait devoir son salut qu'à lui. C'est le grand thaumaturge qui va guérir d'un mot les plaies de la patrie.

Bonaparte, en se retirant précipitamment de Saint-Jean-d'Acre, avait adressé à sa petite armée, mutilée et malade, une fort belle proclamation qui la releva :

« Nous avons attaqué en vain l'Orient, nous partons pour défendre la France contre l'Occident, etc. »

Ce noble discours, qui ravit les soldats, était celui de la situation. Le nouveau Directoire semblait arrivé au dernier degré d'impuissance. Personne ne soupçonnait les résultats grandioses et terribles de la conscription. Des armées, non payées, peu nourries, composées en partie de jeunes soldats, frappèrent deux coups épouvantables sur deux armées très aguerries. D'une part, Brune, sur les Anglais et le duc d'York, sur ces troupes si bien armées et si fermes, qu'on citait pour modèles, avait reconquis la Hollande, tant convoitée par eux, qu'ils estimaient déjà comme leur plus précieuse province, comme Kent ou Essex. Ce n'est pas tout, il les réduisit à cette extrémité de ne pouvoir échapper que par une capitulation. Terrible mortification, et la plus forte qu'aient eue les Anglais depuis un siècle.

D'autre part, Masséna, profitant à Zurich de ce que l'Autriche avait séparé ses troupes, et porté l'archiduc au nord, plus à la portée des Anglais, Masséna, dis je, avait pris, divisé encore les Autrichiens, les Russes, et en avait fait un grand massacre. Ces barbares fanatiques, très braves et qui avaient vaincu les nôtres en Italie, il les réduisit à chercher des passages inaccessibles, *à passer par un trou d'aiguille*, je veux dire par un défilé si étroit, qu'un homme seul pouvait y passer à la fois. Les canons, la cavalerie, restèrent là, et presque toute l'infanterie, pour combler de cadavres les profondes vallées des Alpes.

Ces prodigieux événements qui eurent lieu en septembre, ne pouvaient être prévus le 20 mars, jour où Bonaparte, levant le siège d'Acre, fit sa belle proclamation, où il promettait aux soldats de les mener aux guerres de France.

Mais ce qu'il savait, c'est que la mer et les flottes qui avaient si bien gardé Acre, empêcheraient le retour de l'armée. Donc il trompait celle-ci. Il ne trompait pas moins Paris, à qui il annonçait qu'il n'avait quitté Acre qu'après n'y avoir pas laissé pierre sur pierre.

L'Angleterre avait besoin de la paix. Le roi Georges dominé par sa rancune contre l'Amérique et la France, partagea très longtemps l'entrain haineux de Pitt dans la grande lutte, voyant, malgré tant de dépenses, le crédit qui montait et le monde empressé à prêter son argent à l'Angleterre.

Mais l'essor des manufactures, puis les revers de 97, changèrent fort ce courant d'argent et refroidirent le roi. Georges crut de plus en plus ses serviteurs intimes, surtout son médecin, et quelques évêques, l'archevêque de Cantorbéry, fort ennemi des projets de Pitt.

Ce médecin, Addington, avait été camarade, ami d'enfance de Pitt, qui, pour flatter le roi, l'avait fait président de la Chambre des Communes.

L'influence de cet homme doux, qui ne tourmentait jamais le roi d'affaires publiques, dut augmenter, surtout dans les jours de terreur, lorsque le peuple en fureur mit en pièces le carrosse royal, ou bien dans cette nuit terrible où la flotte se révolta et où la Tamise parut en feu. Bref, le roi, voyant Pitt malheureux à la guerre et maudit par la foule, se tourna entièrement vers son cher conseiller Addington.

Ceci en 97-98. En 99, l'humiliation de la Hollande, la capitulation du duc d'York et de son armée, poussa au comble le mécontentement du roi contre Pitt, qui lui parut aussi inhabile qu'odieux.

Mais Georges aurait-il le courage de s'affranchir. Ce n'était pas probable, et son timide médecin n'y eût suffi. Il y fallait Dieu même! et les craintes du roi pour l'*Église établie*. L'archevêque de Cantorbéry vint lui dévoiler le plan de Pitt, qui voulait mettre d'abord les catholiques d'Irlande dans le Parlement d'Angleterre pour leur ouvrir ensuite *tous les emplois*.

Le fait est que Pitt employait dans les affaires de l'Angleterre, de l'Inde, force Irlandais, des Castlereagh, des Canning, des Wellesley, etc. Lui, un parfait Anglais, il n'en jugeait pas moins avec sagacité que le bon sens de sa race gagnerait fort en certains cas à être aidé du brillant génie de l'Irlande. Ainsi lord Chatham avait appelé, armé, à grand profit, les Écossais, qui, plus tard, étaient devenus, par Watt et autres inventeurs, comme le *bras industriel* de l'Angleterre. Son *bras militaire* maintenant, on le voyait dans l'Inde, c'était surtout les Irlandais.

Ces grandes vues étaient trop au-dessus du roi; elles ne firent qu'exalter son bigotisme protestant.

D'autre part l'impôt sur le revenu faisait saigner le cœur des riches, et la grande industrie, qui naissait, appelait à elle, à tout prix, les capitaux.

Ainsi l'Angleterre haletait après la paix qui s'imposait d'elle-même. Ce qui pouvait retarder les meneurs, c'est que, le roi étant un bigot protestant, ennemi des catholiques, on ne pouvait lui laisser voir les relations qu'on avait sous mains avec les émigrés et autres catholiques français.

Donc on travaillait contre Pitt, mais tout doucement. N'importe. Ce grand ministre de la guerre était perdu. En Fructidor, et plus tard en Brumaire, l'Angleterre espéra la paix d'une entente secrète avec nos royalistes. Mais on ne pouvait la faire, disait-on, qu'autant que la France aurait un gouvernement régulier, une main ferme qui répondît d'elle. Voilà pourquoi plusieurs Anglais croyaient, comme Sidney Smith, qu'en laissant revenir Bonaparte, et l'opposant aux jacobins, Masséna, Brune, Augereau, on



L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE

ménageait la paix, la chute de Pitt et l'élévation du pacifique médecin Addington qui, devenu ministre, guérirait les plaies du pays.

Bonaparte profita de ce jeu politique, revint, et trompa tout le monde, l'Angleterre comme la France. Mais cela n'y fit rien.

En 1801, le peuple de Londres détela les chevaux de l'envoyé de Bonaparte et traîna sa voiture.

En France la conspiration commencée de bonne heure et menée très lentement, tout à coup éclata, réussit par la connivence des généraux qui se trouvaient alors à Paris.

On a trop négligé de remarquer que, d'après les aveux même de Bonaparte, ses plans, ses premières vues remontaient à quatre années.

Il dit que, depuis la journée de Lodi (12 mai 96), il commença à penser « qu'on pourrait jouer quelque tour au Directoire ».

Pourquoi? C'est qu'en ce même jour la police découvrit l'association récente des terroristes et des babouvistes, et que ces vagues théories, si impossibles à réaliser, ramenèrent le public à sa grande panique de Germinal et Prairial; qu'enfin cette peur força le Directoire d'être impitoyable pour les utopistes. Il n'y avait au Directoire qu'un militaire, Carnot. Tout le monde se réfugia de ce côté. Bonaparte comprit qu'il n'y avait que ce moyen de parvenir, suivre cette route : *rassurer la propriété*, et peu à peu *gagner les rétrogrades* de toutes nuances. Comment oser cela sans se démasquer, devant une armée républicaine? C'est pourtant ce qu'il fit, avec succès, à Tolentino et à Léoben, où de son propre aveu il sauva l'Autriche, comme il avait sauvé le pape et le Piémont.

Les royalistes furent terriblement ingrats pour ses avances, et ne vinrent à lui qu'après que Fructidor leur eut fait perdre toute espérance de se tirer seuls d'affaire. Lui, cependant, ne s'arrêta jamais dans ses plans rétrogrades. Au moment où il laisse l'armée faire des adresses républicaines pour Fructidor, il expose ses vrais sentiments dans une lettre à Talleyrand et à Sieyès. Il réfute la théorie des trois pouvoirs de Montesquieu, et ajoute : « Il ne faut que deux pouvoirs, *l'un qui agisse*, l'autre qui surveille. »

C'était en réalité réduire les pouvoirs à un seul. Celui qui est armé de tous les moyens d'action tardera peu à absorber l'autre.

Il aime Sieyès, dit-il, et voudrait l'appeler en Italie. Pour appât, il propose au vain théoricien deux constitutions à faire, entre autres, celle de Gênes. Dans ce siècle abstracteur qui souvent se payait de mots, il pensait à Sieyès, excellent instrument, et le premier pour rendre le vide sonore. Pourquoi? Il était le plus creux.

Lorsque plus tard Bonaparte eut fait son grand crime par Sieyès et Barras, il les accabla tous les deux par des imputations invraisemblables, mais que crut tout le monde. Il répondait que Barras appelait les *Bourbons*, offrait le trône au prétendant. Celui-ci était donc bien sot, bien ignorant de la situation! Comme régicide, Barras eût dû se souvenir à quel point Carnot, régicide aussi, avait cru impossible de se fier aux royalistes en Fructidor. Il eût dû craindre les *Marat de la royauté*, comme Entraigues s'appelait lui-même, et se souvenir du mot menaçant de de Maistre : « Le roi pardonnera, mais les parlements feront justice. »

Pour Sieyès, la fable fut encore plus absurde. Bonaparte assura que Sieyès aurait, dans son ambassade à Berlin, offert le trône (dont il disposait sans doute), offert le trône de France, à qui? A l'homme le plus haï des Français, au duc de Brunswick, l'auteur du fameux manifeste qui mit toute la France en armes!

Ce qui est sûr, c'est qu'après le mouvement du parti militaire déjà bonapartiste, qui chassa la Réveillère, Sieyès proposa la constitution muette qu'il

avait dans l'esprit. C'était, d'une part, un tribunat qui ne discutait pas, mais proposait des lois; d'autre part, un sénat qui, sans discussion, jugeait des atteintes portées à la constitution. Deux corps muets, deux ombres. Les bonapartistes s'en moquèrent et se chargèrent de leur donner un corps.

Après Brumaire, Bonaparte, voyant Sieyès dans le ruisseau, et conspué de tous, des royalistes comme prêtre philosophe, des révolutionnaires comme traître et lâche machinateur, Bonaparte monte sur ses épaules, pour ainsi dire, l'enfonce de son mieux dans la boue. Il suppose que cet homme si prudent, si timide, ne craignit pas de faire devant lui un acte avilissant, de fourrer ses mains dans une commode pour remplir ses poches d'or, pendant que Bonaparte faisait semblant de ne rien voir et tournait le dos. Il fit répandre la chose par le hâbleur Murat.

Bonaparte, en Égypte, n'en était que plus présent à Paris. Ses conseillers, savants et philanthropes, lui donnaient le renom d'être un grand administrateur. D'autre part, ses pélerinages aux sources de Moïse, à l'église de Nazareth, faisaient impression sur un certain parti, tandis que ses avances aux musulmans, qu'on prenait pour purs badinages, témoignaient de l'impartialité du politique.

Les nouvelles officielles étaient rares, mais tous ces bruits étaient exploités chaque jour, commentés par ses frères aux républicains, par Joséphine aux royalistes. Ses mensonges sur la conquête de Syrie, la prétendue destruction de Saint-Jean-d'Acre, l'exagération de sa petite victoire d'Aboukir, tout cela fut cru et pris avidement, répandu comme officiel.

A son retour il trouva tous les généraux inquiets et jaloux du grand succès de Masséna, qui pouvait ramener au pouvoir les vrais républicains et ajourner indéfiniment les espérances ambitieuses.

Barras et Sieyès se défiaient de Bonaparte; il eut de la peine à les regagner. Jourdan était, je crois, encore malade. Bernadotte, quoique beau-frère de Joseph, aima mieux rester neutre. Mais il eut tous les autres. Augereau, n'osant pas refuser, conseillait au moins d'ajourner; Bonaparte dit: « le vin est tiré; il faut le boire. »

L'indécis Moreau baissa tellement, qu'il se chargea du rôle le plus bas, d'être geôlier des directeurs patriotes Gohier, Moulins. Pour Barras, il s'enfuit chez lui à la campagne.

Cependant, on tapissait les murs de proclamations ridicules où l'on montrait Paris sous l'imminent danger d'un grand complot des jacobins. S'il en était ainsi, on devait se hâter. Ce fut tout le contraire. Il n'y eut jamais de révolution traînée si longuement.

Le meilleur récit du 18 Brumaire est celui du directeur Gohier, que le banquier Collaud, quoique bonapartiste, continue sans le contredire.

A l'arrivée de Bonaparte, la banque se divisa. Ouvrard et sa Tallien, que lui avait cédée Barras, restèrent du côté de Barras. M. Collaud, que j'ai connu, l'ancien fournisseur de l'armée d'Italie et fort ami de Joséphine, la défendit

comme il put près de son mari, qui voulait la répudier, se rapprocha de Bonaparte, dont il s'était éloigné, et, jusqu'au coup de Brumaire, habita, pour ainsi dire, rue Chantereine. Il prêta les sommes nécessaires, vit tout, et sans doute observa de près ce qu'on faisait de son argent.

Son récit est excellent. Bourrienne, à qui il conta tout, ainsi qu'à d'autres personnes, l'a inséré, bizarrement, après la bataille de Marengo. Il n'y eut pas grande finesse, mais une plate corruption. L'argent de Collaud servit d'abord à gagner un colonel corse, Sébastiani, qui se trouvait à Paris, avec son régiment de dragons. Puis, on corrompit Jubé, commandant de la garde du Directoire. De sorte que les cinq Directeurs d'avance, sans s'en apercevoir, étaient prisonniers. Tout était parfaitement prévu, au point que Bonaparte dit à Collaud, le 15 brumaire, d'acheter une maison de plaisance à Saint-Cloud, où il voulait souper avec lui le 19 brumaire, le soir de l'événement, pour célébrer la victoire.

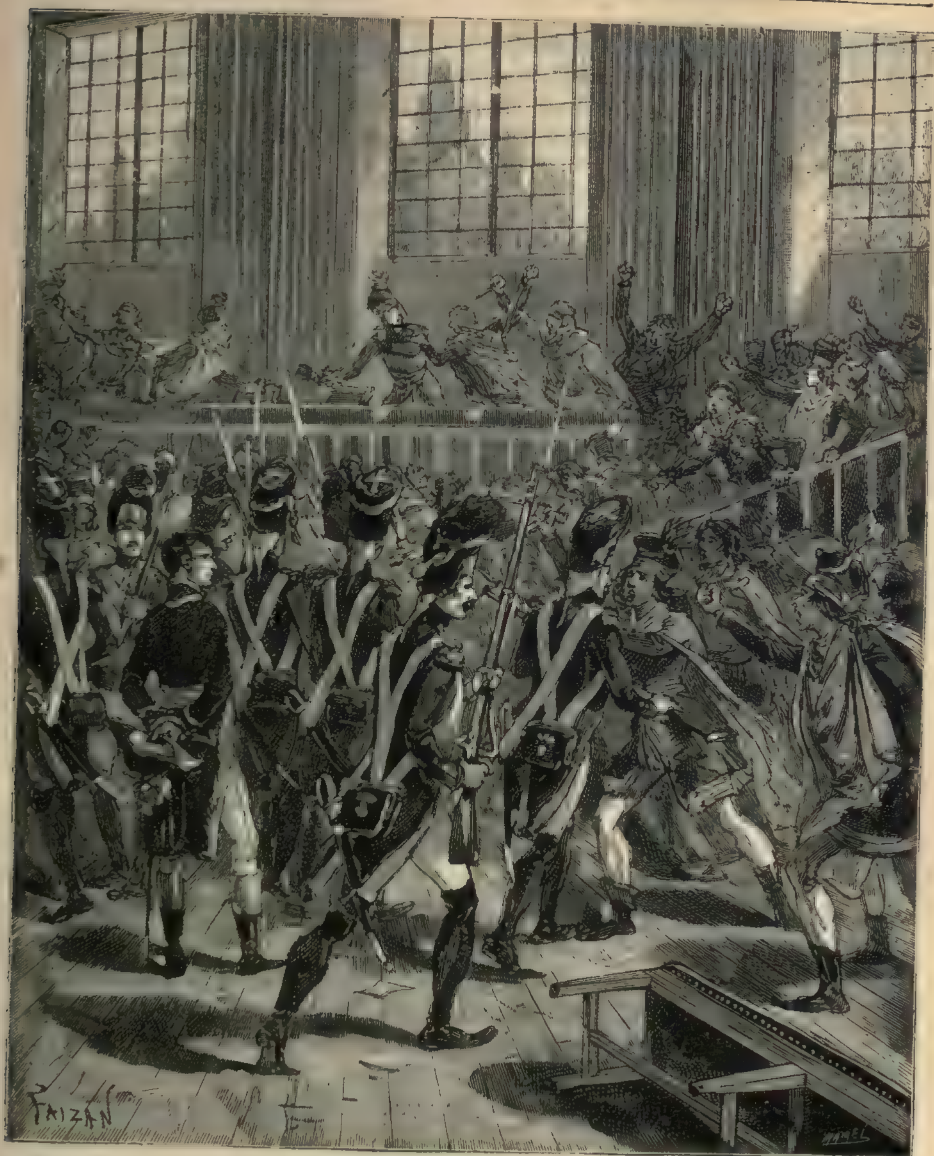
On craignait fort la figure que Bonaparte, peu habitué aux assemblées, ferait devant les deux conseils. Son frère Lucien, inspecteur de la salle, puis président des Cinq Cents, avait fait imprimer des billets en blanc pour convoquer qui l'on voudrait, en excluant tous les autres. C'était l'avis du ministre de la police Fouché. Mais Bonaparte craignit qu'on ne dît qu'il avait eu peur de ces assemblées d'avocats.

Le conseil des Anciens était en partie gagné. Ils le nommèrent général des forces de Paris, et, pour prévenir les complots dont on parlait, décidèrent que, le lendemain 19, les deux conseils se transporteraient à Saint-Cloud.

Ce qui décida tout, ce fut une lettre qui tomba comme une bombe. Le secrétaire du Directoire y disait aux conseils qu'il n'y avait plus de Directoire, que quatre directeurs sur cinq avaient donné leur démission (Gohier, I, 277). Bonaparte lui-même confirma ce mensonge, et l'appuya de menaces inutiles et parfaitement ridicules, disant que si on l'accusait, il en appellerait à ses braves camarades. « Songez, dit-il, que je marche accompagné du dieu de la Fortune et du dieu de la Guerre. » Et il montrait dans la cour les bonnets à poil de ses grenadiers, qu'on voyait de la fenêtre.

Il aurait dû garder cette belle éloquence pour le conseil des Cinq Cents, où était la vraie bataille. On lui avait représenté les choses comme si faciles qu'il croyait que ceux-ci céderaient à la seule vue des troupes. Il se présenta à eux suivi de ses grenadiers, qui marchaient sur trois de front dit toujours M. Collaud. La saison était déjà froide (10 novembre), et on avait allumé les poêles dans la grande salle (l'Orangerie) ; on avait mis devant la porte pour servir de vestibule un tambour en tapisseries. Les curieux qui y étaient se pressèrent pour laisser passer Bonaparte; mais ses soldats ne purent le suivre. Quand il vit qu'il n'était accompagné que de deux ou trois de ses grenadiers, il recula, sortit.

« Si un seul représentant, ajoute M. Collaud, avait saisi Bonaparte, son parti n'était pas assez fort pour le sauver. Et si, l'instant d'après, on avait



On profita d'une poussée où plusieurs représentants descendaient des gradins... (P. 2194.)

présenté sa tête sanglante au balcon, en le nommant traître à la patrie, les soldats n'en auraient demandé, ni tiré vengeance. Mais on perdit une demi-heure en clameurs, en injures. »

Deux hommes bien sincères, Daunou et Dupont (de l'Eure), m'ont dit qu'on ne vit jamais un homme si pâle, si troublé, balbutiant, ne pouvant parler. Interrogé sur le complot qu'on avait annoncé et placardé à grand bruit, il ne sut que dire, sinon que Barras et Moulins lui avaient fait des

propositions de renverser le gouvernement. Rien n'avançait. On profita d'une poussée où plusieurs représentants descendaient des gradins, l'accablaient de reproches et où ses grenadiers vinrent l'entourer, pour leur faire croire qu'on avait voulu le poignarder. L'un d'eux, comme son sauveur, fut récompensé le lendemain.

Lucien se montra grand acteur. Il déposa sa toge, sortit échevelé devant les grenadièrs, dit à ces braves gens : « Croiriez-vous bien qu'ils veulent que je tue mon frère, que je le déclare *hors la loi?* » Cela parut monstrueux à ces hommes simples...

Pour terminer enfin une comédie ridicule qui menaçait de mal tourner, Lucien entraîna son frère, et tous deux montèrent à cheval. Cependant Bonaparte ne se rassurait pas et ne résolvait rien, craignant sans doute d'être mal obéi de ses soldats. Il avisa la voiture de Sieyès, qui n'était pas dans la bagarre, était resté dehors : « Que faut-il faire? » — Sieyès bravement répondit : « Ils vous mettent *hors la loi*, mettez-les-y vous-même. »

Alors on se hasarda de donner l'ordre à Murat et aux grenadiers de mettre l'Assemblée hors la salle. Lucien aurait dit à ses soldats : « Expulsez les représentants du poignard. » Ils fondirent dans la salle; elle est au rez-de-chaussée : les députés sortirent par les fenêtres.

M. Collaud nous donne seul la fin de ce triste récit :

« Il était bien difficile de refaire une autre assemblée. On réunit environ quatre-vingts députés en tout, de l'un et de l'autre conseil. Je me rappelle l'anxiété de Bonaparte pendant ce temps ; il avait grand besoin de la présence de M. de Talleyrand, qui ne cessait de l'encourager. C'est à dix heures qu'il voulut qu'on ouvrît la séance. J'y étais ; et quel spectacle que cette séance nocturne dans la salle même qui venait d'être polluée!... Tant que je vivrai, j'aurai devant les yeux l'aspect de l'Orangerie pendant cette scène lugubre. Qu'elle était silencieuse ! combien mornes et attristés ceux qui venaient s'y asseoir !... Figurez-vous une longue et large grange, remplie de banquettes bouleversées, une chaire adossée au milieu contre un mur nu ; sous la chaire, un peu en avant, une table et deux chaises. Sur cette table, deux chandelles, autant sur la chaire. Point de lustres, point de lampes. Nulle autre clarté sous les voûtes de cette longue enceinte.

« Voyez-vous, dans la chaire, la pâle figure de Lucien, lisant la nouvelle constitution, et devant la table deux députés verbalisant ? Vis-à-vis, dans un espace étroit et rapproché, gisait un groupe de représentants indifférents à tout ce qu'on leur débitait ; la plupart étaient couchés sur trois banquettes, l'un servant de siège, l'autre de marche-pied, la troisième d'oreiller. Parmi eux, dans la même attitude et pêle-mêle, de simples particuliers. Non loin derrière on apercevait quelques laquais qui, poussés par le froid, étaient venus chercher un abri, et dormaient en attendant leurs maîtres.

« Tel fut l'étrange aréopage qui donna à la France un nouveau gouvernement. »

DE BRUMAIRE A WATERLOO

CHAPITRE PREMIER

CAMPAGNE DE MAI 1800. — FAMINE DE GÊNES. — MARENGO. — LE TYRAN. — LA PROSCRIPTION 1800..

Bonaparte, déjà maître de nos destinées, pensait, et avec assez de vraisemblance, qu'un gouvernement enlevé par surprise ne pouvait être gardé que par des surprises continuelles. Il fallait tenir la France dans cet état de demi-rêve où, voyant des choses naturelles, sans en bien saisir les causes, on se dit : « Je ne comprends pas. »

Ce faiseur de miracles, issu de la superstition d'une Corse, pleine de foi en la bonne aventure, en resta là toute sa vie, fidèle à son génie de grand faiseurs de tours, et terrible à tous ceux qui y regardaient de trop près.

Il y parut après brumaire, où Frotté paya de sa vie d'avoir osé s'amuser du héros, de l'instant de faiblesse qui faillit le rendre ridicule.

Il était nécessaire que Bonaparte se relevât par une guerre, une bataille heureuse et solennelle qui pour longtemps saisît tous les esprits. Il avait dit : « Il faut risquer le tout pour le tout. »

L'occasion ne s'en présentait que trop. Les Anglais, à qui nos royalistes avaient donné tant de fausses espérances sur Bonaparte, se voyant trompés, avaient fait un grand effort d'argent, et couvraient la mer de vaisseaux, croyant déjà tenir Gênes, Toulon, Marseille. D'autre part, le monde du Danube, le monde austro-hongrois, extravasé en Italie, serrait Gênes et déjà le Var. Si Gènes était lâchée par nous, la Provence et le Rhône bientôt seraient envahis. La panique était grande dans tout notre Midi parmi les patriotes, les acquéreurs de biens nationaux, pour qui l'invasion eût été le signal d'un massacre. Ils regardaient vers Gênes, où Masséna, avec dix-huit mille hommes, tenait de sa main héroïque, obstinée, l'ancre du salut de la France. S'il lâchait, tout était fini...

On le connaissait bien, du reste, et, quoi que Bonaparte eût fait pour le déshonorer en 98, et l'eût joué misérablement en brumaire (99), on pensait qu'il tiendrait à Gênes tant qu'il pourrait donner au soldat un morceau de pain.

Ainsi le grand espoir de celui qui venait de tuer la république était dans

le héros républicain, et en deux hommes qui avaient aussi à se plaindre de lui : Moreau, Carnot.

Moreau, qu'il avait avili, le constituant en brumaire geôlier du Directoire.

Carnot, son protecteur, envers qui il se montra si ingrat en fructidor, Carnot se laissa faire ministre de la guerre. Et il fit plus : il alla trouver Moreau à l'armée d'Allemagne, obtint de lui que, au milieu de ses succès, il risquât de les interrompre en prêtant dix-huit mille hommes à l'armée d'Italie. Ainsi Carnot, ainsi Moreau, assez faibles républicains, aimaient tellement la France, qu'ils étaient prêts à lui faire les plus grands sacrifices.

Sans ces dix-huit mille hommes et celui qui les conduisait, Lecourbe, le principal héros du Saint-Gothard en 99, le plan audacieux de Bonaparte eût été impossible. Ce n'était pas moins que de passer tous les cols des Alpes, surtout le Saint-Bernard, *en un instant*, et de fondre sur la droite des Autrichiens, surpris, tout occupés de Gênes et de l'invasion projetée de la France.

De telles surprises, qu'on peut espérer avec de fort petits nombres, étaient-elles possibles avec les soixante mille hommes que Carnot forma en vingt jours, et qui se trouvèrent à Dijon, à Lausanne, sous le nom fallacieux d'*armée de réserve*, piège grossier qui pourtant trompa les Autrichiens, tant la passion nous rend sourds et aveugles?

Bonaparte, de son côté, rêvait la conquête de l'Italie. Il se souvenait de l'effet merveilleux qu'avait eu à Paris la campagne du Tyrol en 96, où il traversa les Alpes orientales et où le rapide succès de Masséna le mit presque aux portes de Vienne. Cette fois, il se proposait un plan plus hasardeux : traverser les grandes Alpes de l'occident, *sans que l'ennemi s'en doutât*, tomber sur lui, pendant qu'il regardait Gênes et la Provence.

Ce plan supposait dans le général autrichien Mélas une obstination prodigieuse et une obéissance illimitée aux Anglais, qui, payant la guerre et voulant Gênes à tout prix, le tiendraient là, et, à tout bruit entendu du côté des Alpes, lui diraient toujours : « Ce n'est rien ».

Le plan de Bonaparte, vraiment beau, poétique, supposait des chances compliquées, improbables.

Une surtout : que cette armée, jeune en grande partie, se trouverait au niveau de celle d'Italie et d'Égypte pour faire des miracles d'activité guerrière et de dextérité en chose si nouvelle, et contre un ennemi nouveau, formidable : les Alpes !

Eh bien, cela se fit. L'autre miracle, la prudence du général à tout prévoir ne se trouva pas au même degré.

Lorsque l'armée commençait à passer, et que Bonaparte, encore en Suisse, à Martigny, en attendait des nouvelles, on lui dit qu'on ne passait pas. Sur le versant italien, un fort défendait le passage. Il en est ainsi sur toutes les routes du Piémont. Elles sont toutes célèbres par les efforts qu'ont faits jadis nos armées pour les prendre. Ce fort, celui de Bard, avait été mal reconnu. Bonaparte finit par y aller lui-même, mit une batterie sur une

hauteur qui était en face, ce qui avança peu, car le fort tint encore plusieurs jours. On passa donc sous son feu, mais rapidement, en garnissant de paille les roues des caissons et des lourdes voitures.

On se trouva en Piémont, et sur la route pour aller secourir Masséna. Il avait promis de tenir dans Gênes jusqu'au 24 mai. Il tint dix jours de plus, sans vivres, dans une horrible détresse, et, par sa persistance, sauva Bonaparte en retenant les Autrichiens, qui, auraient été sans cela libres à temps pour recevoir nos Français divisés, les sabrer, corps par corps, à chaque débouché des Alpes. Car les uns arrivaient par le Simplon, d'autres par le Saint-Gothard, etc.

Bonaparte, ayant couché à Ivrée, dut aviser s'il tournerait à droite ou à gauche. L'humanité, la reconnaissance, le patriotisme, lui conseillaient la droite pour sauver Masséna et Gênes, la France peut-être. Car qu'eût-il fait si Mélas, déjà maître du Var, eût suivi nos émigrés qui l'introduisaient en Provence? Mélas eût été fort aisément à Marseille et à Lyon.

Quelle était la position de Masséna? Horrible. On avait mangé tout, chevaux, chiens, chats et rats. Les soldats, se voyant abandonnés de la France, désespéraient; affaiblis par le jeûne, ne pouvant plus se tenir debout, ils avaient obtenu de s'asseoir par terre pour faire leur faction. Pauvres Français! ils mouraient en silence.

Il n'en était pas de même des Génois. Ce peuple criard, nerveux, convulsif, presque épileptique, ne mourait qu'avec un bruyant désespoir. Il fallait pour y résister un homme du pays, un homme de caillou tel que Masséna.

Une si grande ville n'est pas, comme un fort, une garnison qu'on peut comprimer. Des scènes terribles avaient lieu. Ces Italiens avaient des morts théâtrales et tragiques sur le passage et sous les pieds de Masséna. Ils arrivaient parfois en processions de cinquante mille âmes. Il y en eut une, effroyable par la quantité des affamés qui se traînaient, et des quasi-squelettes qui arrivaient, effrayants de maigreur, faisaient claquer leurs os. A leur tête s'avançait un gros capucin criant: « Seigneur général, ayez pitié de la *povera gente!* »

Masséna vit très bien que le père était Autrichien. D'abord il le regarda de l'air qu'ont les torrents de Gênes, gris, mornes, impitoyables...

Puis, le regardant mieux, il lui dit du ton caverneux d'un estomac profond et profondément vide: « Mon père, vous êtes gras! » Le capucin frémit et se troubla.

Puis, redoublant avec cet air sauvage que son profil de loup à dents blanches rendait expressif: « Mon père, dit-il encore, mon père, vous êtes gras! » Le capucin, tremblant, pâlit et recula, puis s'enfuit à toutes jambes en trébuchant sur l'escalier de marbre, et tout le peuple le suivit.

L'effet désiré fut produit. On sut à Paris par de triomphants bulletins que Bonaparte était entré à Milan. Et l'on ne douta pas qu'il ne fût déjà vainqueur. La parole du 18 brumaire semblait être exacte. On crut le voir

descendant les Alpes avec ses dieux, la *Guerre* et la *Fortune*, et en un instant traversant, domptant l'Italie.

Dans la réalité, il n'en avait que la place qu'occupait son armée, pas même Milan entièrement, car le château tenait encore. Ni Mantoue, ni aucune des grandes forteresses n'étaient sorties de la main de l'Autriche. La nécessité d'attendre Moncey, qui lentement débouchait des Alpes, obligea Bonaparte de rester huit jours à Milan, au milieu de la joie, des transports d'un peuple qui se croyait sauvé.

Il y resta dans les fêtes, du 2 au 9 juin, pendant qu'on mourait à Gênes. Le 4, Masséna eut la douleur de se rendre, après avoir tellement prolongé la résistance. Les Autrichiens lui accordèrent les plus belles conditions. Mais les Anglais tirèrent sur lui, lorsqu'en barque il sortait du port, prétendant que les Autrichiens, qui dépendaient de l'amiral Keith, n'avaient pas le droit d'accorder cette capitulation ni de prendre Gênes.

Bonaparte, après le triomphe, devait enfin penser à la victoire, à son ennemi fortifié. Si la cour d'Autriche, selon sa méthode, n'avait obligé Mélas d'éparpiller ses forces, de garnir tant de places, il aurait eu sur Bonaparte une écrasante supériorité. Cent mille hommes contre cinquante mille. Mélas, réduit par ce système, ne se trouva pas plus fort que Bonaparte. Murat ayant pris Plaisance, Lannes Montebello, après un sanglant combat que Lannes lui-même trouva effroyable d'acharnement, Bonaparte, arriva dans la plaine de Marengo sur la Bormida, en face de l'armée de Mélas. La voyant ramassée dans ce bassin, il disait l'avoir enfermée. Mais cette armée, qui en partie était l'élite de la Hongrie, eût bien pu lui en dire tout autant.

Desaix, arrivé fort à propos d'Égypte et de Provence, fut mandé en hâte par Bonaparte, qui craignait qu'une nouvelle armée amenée pendant la bataille ne vînt de Gênes et ne tombât sur lui. Il envoya Desaix observer la route vers Novi. Mais, dès midi ou une heure, voyant ses trois lignes enfoncées, sauf la seconde, qui, sous Lannes, tenait encore, il le rappela, montra à Desaix le champ de bataille, demanda ce qu'il en pensait. Desaix regarda sa montre, dit : « C'est une bataille perdue, mais il est de bonne heure : nous en gagnerons une autre. »

Mélas avait vraiment vaincu. Cet homme de quatre-vingts ans, qui depuis quinze heures était à cheval et avait eu deux chevaux tués sous lui, tombait de fatigue ; il rentra dans Alexandrie pour prendre quelque repos, et fit mander partout qu'il avait gagné la bataille.

La reine de Naples, qui allait à Vienne, apprit en route la bonne nouvelle, crut la France vaincue à jamais, et se livra à d'indécents transports qui devaient bientôt se changer en pleurs.

Même à Paris, les impressions étaient diverses. Un conciliabule s'était formé pour savoir qui succéderait à Bonaparte s'il périssait. On hésitait entre la Fayette, Moreau, Brune et Carnot. Et l'on eût choisi le dernier, comme un nom plus conciliant entre les partis. Fort tard on apprit la victoire.

Elle tint en partie au hasard. Le vaillant Zach, à qui Mélas laissait le commandement, était myope. Il crut que Masséna arrivait, et il prit Desaix pour l'un des siens, le rencontra et se fit prendre.

Desaix, avec des dons supérieurs et toutes les vertus de l'homme et du soldat, était un sensible et fidèle Auvergnat qui avait besoin de s'attacher, d'aimer et d'obéir; il prit pour son idéal celui qu'il connaissait bien mal, Bonaparte. Et dans cette occasion où il s'exposait pour la France, on peut croire aussi qu'il était heureux de se dévouer pour son héros. Il chargeait à fond perdu, lorsqu'il fut frappé d'une balle en pleine poitrine. Napoléon lui a prêté de vaines paroles qu'il ne dit pas. Son seul sentiment fut de craindre pour l'armée et la bataille. Il prononça un seul mot : « N'en dites rien. »

On le retrouva, reconnaissable à son épaisse et noire chevelure. Il vainquit après sa mort. Car le jeune Kellermann et ses cuirassiers, que Desaix avait amenés, arrivèrent comme la tempête, divisèrent et firent prisonnier un corps de cinq mille grenadiers hongrois. Dernier acte de la bataille; aussi Kellermann dit un mot que Bonaparte ne lui pardonna jamais : « Avec cette charge, je vous ai mis la couronne sur la tête. »

En effet les deux ailes de Mélas étaient victorieuses et n'avaient plus d'ennemis. Si elles s'étaient rabattues sur les Français, elles auraient pu les écraser. Mais elles manquaient de chefs; leurs sept généraux étaient hors de combat. Elles repassèrent paisiblement la Bormida, en gardant les têtes du pont, et même un poste en avant, près de Marengo.

Mélas y était dans une position inattaquable. Il attendait un corps considérable de renfort; il avait derrière lui je ne sais combien de places fortes. Et Bonaparte aucune.

Chose inexplicable, malgré son armée frémissante, Mélas désespéra, capitula (15 juin). Pour se retirer vers Mantoue, il céda Alexandrie, Milan, Turin, Gênes, avec l'artillerie et tout ce qui s'y trouvait. On peut croire que ce vaillant homme était devenu fou.

Le favori de la fortune, Bonaparte, malgré la perte de Desaix, qu'il fit enterrer loin de Paris, au Saint-Bernard, alla triompher à Milan, où il fut reçu plus qu'en roi, — en dieu même.

Pour Paris, il fut plus modeste. Il écrivit ce mot qui est encore d'un citoyen : « J'espère que le peuple français sera content de son armée. »

La rapidité de cette campagne, son étonnante finale qu'une seule bataille avait produite, la surprise de Mélas, sa surdité au passage d'une si grande armée par les Alpes, tout cela amusa fort Paris et lui fit oublier les souffrances de Gênes, la longue indécision de la victoire de Marengo, achetée par une perte énorme, et la mort de Desaix.

Le public avait été servi à son goût par une surprise de théâtre, un dénouement subit et grand, par delà l'espérance.

Il en resta quelque plaisanterie, un ragoût à la mode, *les poulets à la*

Marengo, taillés, cuits, servis tout de suite. Et le vainqueur fut plus que jamais dans la bouche du peuple : *ce farceur de Bonaparte.*

Mais, selon la coutume des grands acteurs, qui ne rient jamais de leurs tours les mieux réussis, il revint imposant et sombre, montrant le front chargé du profond calculateur, du puissant magicien dont les conjurations ont vaincu la nature, dompté même les Alpes.

C'était un autre Bonaparte. La surprise de ce prodigieux succès n'avait pas ébloui les autres seulement, mais lui-même ; — il savait pourtant mieux que personne combien il avait été près de l'échec.

Dans cette position, le triomphateur, désormais trop haut, trop au-dessus des hommes pour s'en soucier, délaissa tout à coup les habitudes un peu bourgeoises qu'il affectait depuis brumaire. Joséphine, sans être quittée, et toujours couchant avec lui, fut un peu mise de côté et vit arriver à Paris, mandée par Bonaparte, la belle Italienne Grassini, qui avait chanté à Milan le triomphe, et qu'on pouvait appeler la voix de l'Italie.

La Grassini, que lui-même traitait assez brutalement, fut-elle un simple jeu ou comme un paravent derrière lequel on ne distinguait pas les licences bien autres que prenait le nouveau souverain?

En ce moment, les sœurs de Bonaparte, toujours en lutte avec Joséphine, avaient décidément vaincu, et elles furent prédominantes, jusqu'à ce que la fille de Joséphine, Hortense, belle-fille de Bonaparte, les dépossédât à son tour.

Les satiriques ont voulu voir l'inceste en tout cela. Tradition douteuse. Seulement on pourrait croire que cet imitateur des rois en tant de choses eût voulu aussi, selon le mot de madame Henriette, selon l'exemple de Louis XV et de tant d'autres, prendre ce privilège d'une morale toute royale.

Bientôt il fallut que toutes ces femmes fussent reines : Caroline le fut de Naples, Pauline de Saint-Domingue, enfin Hortense de Hollande.

Ceux qui ne voyaient que les actes extérieurs de Bonaparte, sa prodigieuse activité, ne soupçonnaient pas que sa famille l'occupât plus que la France et l'Europe. L'ambition de ces femmes, qui voulaient des trônes, celle de ses frères, qui, le voyant sans enfants, rêvaient sa succession et l'hérédité, lui créaient mille tiraillements. De Marengo à la paix d'Amiens et au départ de Pauline pour Saint-Domingue, il couva une maladie qui éclata quand Pauline partit.

Son teint cadavéreux, jaunâtre, non pas du beau bistre italien, déjà le marquait, ainsi que de vives souffrances, qui obligeaient parfois son secrétaire de le soutenir, même pour traverser un corridor. Était-ce le cancer à l'estomac qu'il tenait de son père et qui lui-même l'emporta? était-ce la maladie de peau si commune au pays de sa famille maternelle (Sartène), maladie qu'en cette année, plus occupé de femmes, il aurait refoulée par des médicaments?

En 1800, après Marengo, il n'était pas malade encore, mais violemment



Leur affaire n'était pas terminée lorsqu'éclata (24 décembre 1800) *la machine infernale*. (P. 2203.)

surexcité par tant de passions, tant de projets. Arbitre de l'Europe, il se montra tout autre, un nouveau Bonaparte, atroce et furieux. Une bête cruelle sembla rugir en lui. Le tyran apparut.

Il quitta ses habitudes dissimulées et montra tout à coup ce qu'était le nouveau gouvernement, sans loi, sans garantie. Chacun vit la chaîne de fer.

D'abord il s'était proposé d'être l'arbitre des partis. On sait le mot : « Qu'il n'y ait plus ni jacobins, ni modérés, ni royalistes, mais partout des Français. » En réalité, né royaliste, il restait royaliste. Après avoir frappé dans ce parti Frotté, un ennemi qui l'avait insulté, il n'exécuta guère ses menaces sur la Vendée. Les royalistes n'avaient pas à se plaindre. Il leur avait donné, non le roi, mais la royauté, le gouvernement monarchique qu'ils désiraient, et peu à peu leur rendait les biens non vendus.

Sa vraie querelle n'était qu'avec la république et les républicains. Il les avait trouvés victorieux en Hollande et en Suisse, faisant reculer l'Europe, et par un lâche tour il avait fait l'escamotage de brumaire.

Voilà ce qu'il savait, et il se rendait cette justice que, de ce côté, un bon coup de poignard lui était dû.

Un Italien, le sculpteur Ceracchi, qui avait fait pour le Directoire un beau buste de Bonaparte, était revenu de son enthousiasme pour lui comme en revinrent aussi le grand musicien Beethoven et bien d'autres. Ceracchi et ses amis, prévoyant peut-être le sort réservé à leur patrie, parlaient fort de la nécessité de tuer le tyran. Un nommé Harel avertit le secrétaire intime Bourrienne de ces propos. Et Bonaparte fit donner aux conjurés de l'argent, des armes, au lieu de tout arrêter. Il voulut les enfoncer dans leur complot et dans leur ruine.

Leur affaire n'était pas terminée lorsqu'éclata (24 décembre 1800) *la machine infernale*.

Bonaparte se rendait au théâtre. Il échappa, entra dans sa loge, se contint, parut calme. Mais dès qu'il fut rentré chez lui, il laissa partir sa fureur, désigna les coupables par les noms de jacobins, de septembriseurs. Fouché et d'autres lui remontrèrent en vain qu'il fallait d'abord connaître les coupables avant de les nommer... Les dispositions qu'il avait à l'épilepsie le rendaient terrible en ces moments ; ses yeux de plomb, qui ordinairement étaient ternes, semblaient une vitre, s'illuminaient alors de lueurs sinistres. Et il répétait d'une voix stridente : « Septembriseurs et massacreurs. »

Fouché n'était pas rassuré. Les souvenirs de Lyon et de Nantes pouvaient faire croire qu'en défendant les jacobins, il plaidait pour lui-même. Il avouait à Bourrienne qu'il croyait le consul dans l'erreur, mais ne pouvait rien prouver. Alors, par peur, il se soumit lâchement, et dans un rapport accusa aussi les jacobins, disant : « Tous n'ont pas pris le poignard, mais tous en sont capables. »

Voilà Bonaparte content. Hypocritement il dit aux douze maires de Paris : « Tant qu'ils n'ont attaqué que moi, je m'en suis remis aux lois.

« Maintenant ils ont mis en danger Paris même, il faut les frapper. »

Ainsi plus de garantie et plus de lois. Un simple arrêté du consul, confirmé par le Sénat, déporte cent trente personnes. Tous embarqués.

Leur déportation fut au fond de l'Océan. Car presque tous périrent dans une tempête.

Les deux seuls qui montèrent sur l'échafaud, avec Ceracchi et ses complices, ne les connaissaient pas.

Bonaparte, enfin, averti, éclairé sur les véritables auteurs du complot, les royalistes, n'arrêta rien et dit : « N'importe! j'en suis débarrassé. »

L'insolente férocité qu'il montra dans cette affaire, et qu'il n'étala jamais au même degré, préférant à l'ordinaire des formes plus adroites et plus astucieuses, s'explique par un paroxysme d'orgueil qui lui était venu.

CHAPITRE II

LE TRIOMPHE DE L'ENNUI. — GRAINVILLE.

De Marengo à Austerlitz la France s'ennuya prodigieusement, qu'on le sache bien. Aujourd'hui on se figure, d'après les historiens de Bonaparte, que ses prétendues créations, sa friperie de vieux costumes, exhumés de l'empire romain, produisaient beaucoup d'effet. Erreur ! A tous ces changements d'habits, de titres (consulat de dix ans, à vie, empire), on disait toujours : « Connu ! connu ! » On savait où il marchait depuis brumaire On lisait peu ses lois et ses constitutions.

La grande force, inéluctable, d'unanimité qu'on lui supposait (à tort) dans l'armée, donnait à ce gouvernement l'aspect imposant du destin. Il avançait comme infaillible, sans qu'on lui contestât rien, pas plus qu'à une masse de fer ou de plomb qui suit sa loi de gravité. Plusieurs jugeaient, comme Sieyès, que son progrès le mènerait à l'abîme. Ce fut aussi l'opinion des Rothschild, qui, vingt-cinq ans durant, jouèrent sur une carte : Waterloo.

Mais cette finale était loin encore ; elle dépendait des coups de dés qu'il hasarda, de 1805 à 1812, d'Austerlitz à Moscou.

Ici je ne parle que de 1800 à 1805, des cinq années insipides où il ne fit rien, absolument rien, — que des décrets qui, enfouis au *Moniteur*, changeaient peu la face des choses.

Il eût été moins ennuyeux s'il ne s'était pas intitulé, en brumaire,

l'homme de Mars et de la Fortune. Mais, après avoir affiché si haut la prétention de l'action, n'agir point, sauf de vaines cérémonies qui souvent n'amusaient pas même les acteurs, c'était prodigieusement fastidieux et assommant.

Madame de Rémusat a dit souvent dans ses Mémoires que rien n'était monotone comme la vie d'alors. Même les intéressés de la cour bâillaient d'ennui.

L'ennui est tellement le maître de l'époque, que Chateaubriand, qui tout à l'heure se chargeait de nous consoler par l'attrait des vieux souvenirs, avoue lui-même que sa religion, évoquée dans le *Génie du christianisme*, ne l'a point calmé ni consolé. De là *René*, cet aveu de mélancolie désespérée. — Singulier épisode qu'on est étonné de trouver au milieu de cette encyclopédie chrétienne.

Enfin, après tant de parlage, tant de soupirs et de faux appels à la mort, la mort vient et dit : Me voici!

Grainville écrit, se tue. Voilà qui est net, franc, — qui doit faire taire tous les parleurs.

Le Dernier homme, fort supérieur pour la conception à toute œuvre moderne, mais pâle d'exécution, en cela même encore, porte un grand trait de vérité, étant visiblement conçu du désespoir (1798-1804).

Dans cet hiver de 1804, le dur hiver du sacre, on pouvait voir à Amiens une maison misérable dont personne n'approchait. Elle était interdite en quelque sorte, frappée de réprobation et sous l'excommunication publique. — On la montrait de loin. — L'herbe poussait librement dans l'humide ruelle où elle se trouvait, et devant la porte presque toujours close. Sans le clapotement des eaux sales du canal qui passe derrière et qui apporte les légumes des jardiniers des environs, nul bruit n'eût averti que cette solitude maudite se trouvait au milieu d'une grande et populeuse ville.

Les hôtes de cette maison de malheur étaient un homme, une femme, du même âge, d'à peu près soixante ans. L'un ou l'autre sortait le matin, et l'on pouvait les voir: ils allaient chercher près de là du pain; un peu de tourbe, triste chauffage du pauvre; puis rentraient vite, comme des ombres qui craignent le jour et le soleil.

Rien pourtant, à les voir, n'expliquait l'anathème sous lequel ils passaient leur vie. La figure douce de la femme inspirait plutôt l'intérêt; celle de l'homme, singulièrement noble, dans son extrême misère, étonnait par un caractère habituel de distraction et de rêverie.

Quelle malédiction pesait donc sur cet homme? Pourquoi le fuyait-on? Avait-il les mains souillées de crimes? Était-il marqué du signe du meurtre? Ou bien encore était-ce un de ces violents patriotes qui firent à la liberté de sanglantes hécatombes, et que la réaction poursuivit si cruellement à son tour? Non, c'était au contraire une victime de la Terreur.

Prêtre avant la révolution, Grainville, c'était son nom, avait cherché sa

sûreté dans le mariage. Il épousa une parente pauvre, mais d'un esprit cultivé, d'un caractère résigné et doux; union austère, formée sous les auspices de la nécessité, et qui n'eut pas de fruit.

Grainville avait eu quinze cents livres de rente et les avait perdues. Il ouvrit une petite pension qui, dans la destruction de tous les anciens établissements, réussit d'abord à le faire vivre. Bientôt, revinrent tous les ennemis de la révolution, amnistiés par elle, implacables pour elle. Les prêtres reprirent leur ascendant. Un nouveau terrorisme en sens inverse, s'exerça sur tous ceux qu'on croyait révolutionnaires. — On ne guillotinait pas, on affamait. Les femmes furent en ceci les violents auxiliaires des prêtres, les instruments impitoyables de la persécution. La grande dame dit qu'elle n'enverrait plus aux boutiques des gens sans religion. La bourgeoisie suivit; elle n'eût pas fait mettre une planche, une vitre, un clou, par des ouvriers mal pensants. Qu'on juge de la guerre qu'on fit au prêtre marié! Son école devint un désert; les élèves partirent un à un, le maître resta seul.

Seul, littéralement seul, et sans voir un visage humain. Amis et connaissances, mal notés à cause de lui et participant au même interdit, s'éloignèrent peu à peu; à regret, mais ils ne pouvaient se faire absoudre et rentrer dans le monde qu'en fuyant l'homme condamné. Sa solitude fut profonde, celle du captif au cachot. Supplice étrange d'un homme libre en apparence, et en réalité tenu au secret, à qui la société dit: « Tu peux aller, venir, d'accord; toujours tu seras seul, tu ne trouveras personne qui échange un mot avec toi... Tu ne parleras plus et tu n'entendras plus. » Grainville, dans ses douloureux écrits, a célébré comme la première des félicités *le bonheur de voir des hommes et d'entendre la parole humaine*.

Celui qui avait au cœur un si tendre sentiment de l'humanité, on l'a fait mourir solitaire et comme une bête sauvage!

Quand on sait ce qu'étaient alors les villes de province, et la plupart n'ont pas beaucoup changé, on comprend sans peine les effets d'une telle conspiration. Pour Amiens, quelques changements extérieurs qu'ait pu y faire le mouvement industriel, il est resté le même. C'est toujours l'antique Amiens, pesamment assis sur la Somme, avec sa forte cathédrale qui plane et domine tout. Maisons, jardinages et tourbières, tout le reste est au-dessous, dans les eaux et le brouillard. Peu, très peu de mouvement. Ce qu'il y a de librairie est ecclésiastique. Dans une courte promenade, j'y trouvai trois imprimeurs, le premier celui de l'évêque, le second celui de la *Gazette du clergé*, la boutique du troisième n'étalait que des Sacrés-Cœurs.

Il n'y a guère de populations plus misérables au monde que celle du bas Amiens. Les femmes qui cousent les sacs travaillent seize heures pour dix sols et encore elles fournissent le fil et la lumière. Tout cela est entassé dans des ruelles misérables, d'étroites habitations, dont chacune est divisée entre plusieurs ménages. Des canaux dormants, le long des ruelles, s'élève une brume éternelle, qui, dans la mauvaise saison, doit moisir, transir ces tristes

demeures, monotones autant que malsaines. Ces brumes semblent l'ennui même palpable et visible. Je me disais en passant : « Si le dégoût de la vie doit venir aisément à l'homme, c'est ici... » Qui soutient ces populations? L'eau-de-vie, tout en les abrutissant. Elle leur donne des moments d'oubli, et cette mort passagère leur fait attendre en patience le bienfait désiré d'une mort définitive.

Grainville résista longtemps à cette attraction de la mort. Il lutta par le travail, s'obstina à l'espérance, se dit, se redit qu'une âme où couvait une grande pensée ne pouvait mourir. Il lutta par la tendresse et le cœur, se reprochant de laisser sans ressource cette femme, cette sœur, cette personne innocente et résignée, qui ne se plaignit jamais, n'accusa jamais, ne versa jamais que des larmes muettes. La situation d'un homme forcé de vivre uniquement parce qu'il aime, rivé par le cœur à la vie devenue intolérable, est précisément ce qui influa sur le génie de Grainville; s'il n'en tira pas la force de résister au suicide, il lui dut l'inspiration du poème qui l'immortalisa.

Le sujet de son poème, c'est *le Dernier homme*, ou si l'on veut, la mort du monde; c'est le récit de la lutte suprême du génie de la Terre, parvenu à la fin des temps, épuisé, condamné, qui, contre sa sentence, s'obstine à vivre, et s'efforce pour vivre, de continuer l'amour entre les hommes, de faire qu'on aime encore; car, dit le sublime poète, tant qu'il reste un couple ici-bas pour aimer, la terre ne peut finir.

Granville avait couvé toute sa vie ce poème de la mort.

Né au Havre, comme Bernardin de Saint-Pierre (qui avait épousé sa sœur), il eut de bonne heure l'Océan sous les yeux; son action destructrice sur les côtes, la démolition, la décomposition successive qu'il fait de nos falaises. Tristes ruines où l'on croit voir les os de la terre arrachés et tirés au jour par l'éternelle morsure de l'élément sauvage. Il n'avait pas seize ans que déjà, frappé de cette fin future, infaillible, du monde, il dit à la terre : « Tu mourras. »

Né noble, Grainville appartenait à l'ancienne société, qui allait périr; il était de la classe qui en représentait la triste caducité. La noblesse de France, c'est M. de Maistre qui en fait la remarque, était une classe physiquement dégénérée, dégradée, amoindrie.

Noble, mais pauvre, Grainville fut fait d'église, affublé d'une robe, condamné à l'hypocrisie. Jeune homme ardent, passionné, il avait trop visiblement une tout autre vocation. Pour briser la nature, la faire taire et la démentir, il eût fallu la foi, une foi fixe et forte. Grainville ne trouva dans l'Église qu'une école d'incrédulité. Son camarade au séminaire de Saint-Sulpice était le moins croyant des hommes, un calculateur politique, le muet, le sournois Sieyès. Ce personnage étrange, qui devait formuler la révolution comme victoire du nombre, vit dans les hommes des chiffres ou des atomes, voulant toujours de ces atomes édifier géométriquement les froids sépulcres qu'il appelait des constitutions. Vrai politique de la mort.

Voilà Grainville prêtre, prédicateur, déclamant à grand bruit ce qu'il tâche de croire, parlant haut, criant fort, pour se persuader lui-même. Le voilà, comme les autres, aboyant contre les philosophes, et niant la raison. Il répond en ce sens à une question posée par une académie; il imite tristement Rousseau.

Un matin, cette vie fausse et ce rôle convenu lui deviennent insupportables. Sa franchise naturelle l'emporte. Il se lasse d'être une robe, au lieu d'être un homme. Il déchire cette robe, laisse la chaire, ses petits succès, les coteries de corps et de pays, abandonne Amiens, court à Paris et fait un drame. C'était à la veille de 89.

Étrange destinée de cet homme! A peine il frappe aux portes de cette société, à peine il y entre, elle s'écroule; ce n'est plus que poussière.

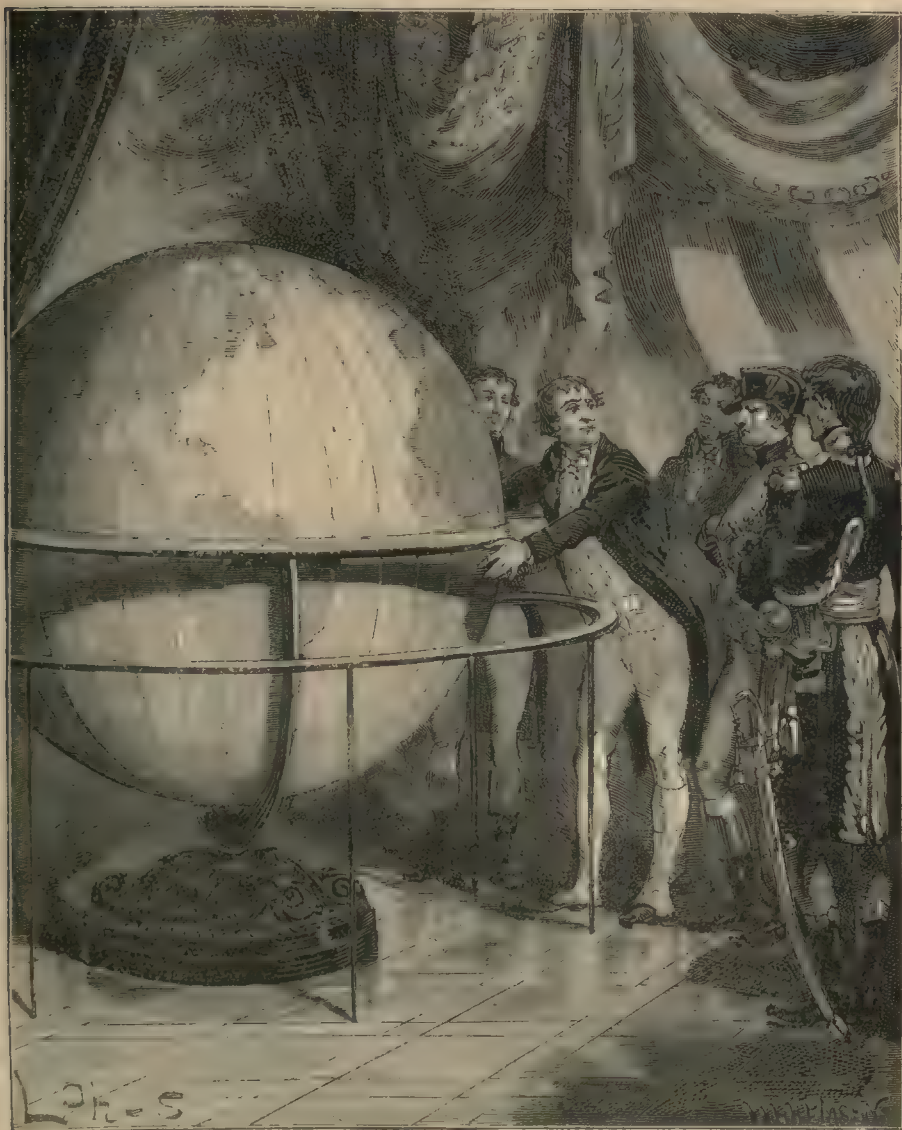
Et le jeune géant qui sort de ses ruines, la Révolution, dans son inexpérience enfantine, croit qu'en brisant le trône on pourra conserver l'autel. Elle rétablit les élections des premiers siècles de l'Église, elle abaisse le prélat et relève le prêtre; les meilleurs prêtres, elle les appelle, leur fait prêcher l'égalité en Dieu. Grainville retourne à l'Église purifiée, il entre dans la chaire, il y parle... La chaire fuit sous lui; l'église lui tombe sur la tête... La Révolution elle-même la brise, la démolit, elle la met en poudre. Il lui faudra tout autre chose, quelque chose de fort, de profond, une réforme intime, non dans la discipline, mais dans l'esprit et dans la foi.

Tout cela pour l'avenir. Et 93 éclate sur la tête de Grainville. La Terreur le retrouve prêtre et elle met sur lui sa main pesante.

Il y avait à Amiens un proconsul violent, mais habile; cruel d'aspect, terrible, implacable en paroles; il usait de cette terreur pour se dispenser de verser le sang. Il fait venir Grainville; « J'ai promis, lui dit-il, la tête de soixante-quatre prêtres; tu en es, et tout des premiers. Tu as des talents que j'honore; mais si j'épargne ta tête, je payerai de la mienne. Sauve-nous, marie-toi: sois patriote et citoyen. »

Ce mariage, acte innocent en soi, légitime, honorable, l'était-il, lorsqu'on l'imposait au nom de la nécessité? Le vœu du célibat, ce vœu impie, contre nature, maudit cent fois par Grainville, comme la tyrannie du vieux monde, il lui redevint respectable lorsqu'il fut contraint de le violer par la tyrannie du nouveau. C'était au plus intime de l'homme qu'on s'attaquait ici, à ce qui lui restait seul, dans l'affaiblissement de ses croyances, je veux dire à la volonté. Il n'y consentit pas. Il réserva sa volonté entière, n'accorda à la force qu'une obéissance extérieure, épousa une parente d'âge mûr, et crut pouvoir continuer le célibat dans le mariage; il espéra qu'un tel hymen, semblable à ceux que les chrétiens contractaient dans les temps de l'Église primitive, ne serait autre chose qu'un lien fraternel.

Etat bizarre! plein de souffrances, de combats, de luttes secrètes. Plus de paix au foyer, le lieu même où tout homme cherche le repos et l'oubli est le centre de l'agitation et le champ de la guerre.



Bonaparte admira cette fière réponse. (P. 2216.)

Beaucoup d'hommes qui vivent encore peuvent, en recueillant les souvenirs de leur jeunesse, se rappeler sans peine la tristesse infinie de ce temps. L'immensité des ruines, la perte de tant d'illusions, le deuil de tant de victimes, le deuil des principes même, immolés et trahis, l'immense Saint-Barthélemy législative des meilleures institutions de la Révolution, la République elle-même jetée par les fenêtres de Saint-Cloud; tout cela mettait dans les âmes qui conservaient quelque valeur un abîme de tristesse... Qu'était-elle

devenue, cette lumière de 89, devant laquelle le monde tomba un moment à genoux? Où était-il l'autel de la Fraternité, où nos Fédérations amenèrent en un jour tant de milliers d'hommes, l'autel où tout un peuple mit son cœur, et qu'il trempa de larmes?... Tout cela, disparu!... Un éclair dans le ciel!... Et le ciel s'était refermé!...

La gloire ne manquait pas, la gloire infatigable, meurtrière et terrible. Le temps des grandes destructions d'hommes avait commencé; l'on ne devinait pas comment il finirait. De victoire en victoire, de carnage en carnage, le monde s'acheminait sur la pente du néant. Plus d'un y avait goût, érigeait la mort en doctrine. De Maistre nous enseignait que l'extermination est le procédé favori de Dieu. Senancour écrivait sur la pierre d'une tombe son livre désolant de l'*Amour*.

C'est le moment où Grainville prit la plume. Son livre fut pour lui un ajournement du suicide. La première pensée de sa jeunesse, pensée amère et sombre, lui revint cette fois. Ici, ce n'était plus la mer et ses destructions qui lui dictaient la fin du monde; c'était cette mer d'hommes, écoulée sous ses yeux. Et combien les générations passaient-elles devant lui plus orageuses et plus rapides que les vagues aux falaises du Havre!

Lui-même, flot vivant, écoulé tout à l'heure, que pouvait-il contre la destruction? une seule chose, mais grande, qui est la vengeance de l'homme et sa victoire sur elle: La dominer et la décrire; lui dire: « Tu m'emportes, c'est bien... Quoi que tu puisses faire, tu es si peu victorieuse que c'est de toi-même que je tirerai l'inspiration, l'âme nouvelle et la vie d'avenir... »

Si l'on en croyait l'ingénieux éditeur du poème, Nodier, qui n'en a nullement senti l'immense portée morale, mais qui a su très bien, et de la première source, les détails de la vie de l'auteur, ce poème, conçu de bonne heure, mais négligé longtemps, aurait à la fin jailli tout entier dans une des dernières heures de désespoir. Sa femme, dit-il, m'a souvent raconté la soirée où le dernier élève de Grainville s'éloigna de sa maison. Les deux vieillards étaient assis au coin du foyer, et de temps en temps arrêtaient l'un sur l'autre un regard abattu. Les yeux de la femme roulèrent enfin quelques larmes qu'elle ne pouvait plus dissimuler. Grainville s'empara de sa main, et frappant son front comme pour fixer une illumination soudaine: « Rassure-toi, lui dit-il. Donne-moi ce papier inutile, cette encre, dont ils ne se serviront plus... Je te réponds de l'avenir! » Son poème était dès lors dans son esprit; il écrivit d'un trait, et sans rature.

L'ouvrage de Grainville, tel que nous l'avons, n'est qu'un plan étendu, un simple canevas du grand poème qu'il rêvait.

Ceux, pourtant, qui ont un cœur, sauront, nous en sommes convaincu, sous la faiblesse de ce canevas, reconnaître et retrouver des idées fortes et grandes, des situations d'un pathétique sublime, telles conceptions éloquentes par elles-mêmes, de quelques mots qu'on les exprime.

La force du cœur est tout dans cette œuvre. Elle ne doit rien aux machines toutes faites du merveilleux convenu. Grainville n'emprunte rien au paganisme classique, rien au merveilleux chrétien. Le premier homme, le jugement, n'appartiennent pas au christianisme; ce sont des idées communes à une foule de religions.

Grainville, pour se faire imprimer, s'était adressé à Bernardin de Saint-Pierre, et il lui avait envoyé son livre. L'auteur de *Paul et Virginie* le lut probablement, car il se mit en quête, il recommanda le livre. Il trouva un libraire, mais non pas un public. A peine quatre ou cinq exemplaires sortirent du magasin.

Grainville échappa entièrement à l'attention de la critique. Personne ne blâma, ne loua. Tous négligèrent également le seul livre du temps dont la composition fût originale.

Cet oubli, ce silence, furent pour l'auteur le coup de grâce. Il se tint condamné sans appel par le sort. Son poème, son espoir et sa consolation dans ses sombres et dernières années, ce fidèle compagnon, ce noble ami, qui l'avait souvent relevé, dont la flamme le réchauffait encore à son foyer glacé, son poème, dis-je, l'avait quitté; il était parti, hélas! pour faire naufrage!... Il faut avoir produit soi-même pour savoir la tristesse de l'écrivain qui, son livre achevé, s'en sépare pour toujours et reste solitaire, privé du fils de sa pensée.

Toutes les réalités odieuses de sa situation le ressaisirent alors. Il recommença à sentir la faim, le froid. Il se retrouva vieux, dénué, misérable, seul. Que dis-je? non, pas seul. La chétive habitation que la pension, l'école avait remplie, n'était plus occupée par le seul Grainville. Elle était divisée, comme la plupart des maisons du bas Amiens, entre plusieurs ménages d'une population indigente, bruyante, sale, presque toujours ivre. Grainville, relégué dans un rez-de-chaussée humide et sombre, à travers les faibles cloisons, avait tous les bruits, les échos, les contre-coups de cet enfer, cris des enfants, querelles de parents, commérages des femmes. Si différent de ses voisins, il devenait un objet de risée. On se moquait du vieux. On le singeait, on l'épiait. Il le croyait du moins. Il supposait que ses voisins rapportaient à ses ennemis tout ce qu'il pouvait dire ou faire, en amusaient la ville. Au coin même de son foyer, il ne se croyait pas en sûreté; il disait à sa femme : « Parle bas, on écoute. »

Dans cette vie intolérable, qu'il eût quittée cent fois, sa femme le retenait encore. Peu à peu, cependant, autant qu'on peut conjecturer, il se dit qu'après tout, seule, peut-être, elle serait moins malheureuse, qu'elle échapperait mieux à la dure malédiction qui avait pesé sur lui. Prévision très juste. Madame de Grainville, aimable et cultivée, trouva, après la mort de son mari, de faciles moyens d'existence.

Grainville, depuis longtemps, avait la fièvre et ne dormait plus : « Le 1er février 1805, à deux heures du matin, pendant une froide nuit, sous un

vent glacé de tempête, il se leva pour rafraîchir sa tête ardente aux intempéries de la saison. Il traversa le misérable jardinet abandonné, ouvrit doucement la porte : la referma doucement et en mit la clé dans la poche de son seul vêtement. Des jeunes gens attardés qui passaient de l'autre côté du canal, revenant d'une des folles soirées du carnaval, virent alors un spectre assez étrange qui se glissait sur le revers opposé, et, un instant après, ils entendirent un bruit pareil à celui d'un corps qui tombe. Le lendemain, quand les bateliers arrivèrent à leurs travaux, ils remarquèrent quelque chose qui flottait entre les glaces brisées, et ils le ramenèrent du harpon qui arme leurs longs pieux. C'était Grainville. »

Le mort fut, sans cérémonie, mené au cimetière.

On en parla le jour. Le soir, dans les salons, les dames s'accordèrent à dire que l'événement était triste, mais qu'enfin c'était là une juste punition de Dieu. Ce fut toute l'oraison funèbre.

Peu après, un étranger, un antiquaire anglais, chercheur infatigable des curiosités littéraires, le chevalier Krofft, vint résider à Amiens. Il connaissait *le Dernier homme*. Il demanda avidement à voir l'original et puissant créateur du poème qu'il considérait comme la seule épopée moderne. Hélas ! il n'était plus !... Krofft pleura amèrement : « Ah ! dit-il, je l'aurais sauvé ! »

Sort cruel ! on quitte la vie la veille du jour peut-être qui l'aurait rendue chère !

Aujourd'hui bien connu, Krofft vivra par cette larme que seul il versa sur Grainville, lorsque personne en France ne s'était intéressé encore à l'homme ni au poème. Dans ses notes sur Horace, l'Anglais enthousiaste, s'élevant au-dessus de tout amour-propre national, a dit ce mot sur le poème français : « Il ira jusqu'au dernier homme, jusqu'à la fin du monde, plus sûrement que celui de Milton. »

CHAPITRE III

WATT ET LA MACHINE. — LUTTE D'HORTENSE ET DE JOSÉPHINE CONTRE LES FRÈRES DE BONAPARTE. — RUPTURE DE LA PAIX.

La machine de Papin, l'idée simple de la force de l'eau bouillante qui soulève par moments un couvercle et par là crée un mouvement, était déjà connue. Watt partit de cette invention première et peu à peu la perfectionna.

Ce qui m'attire le plus en tout ceci, c'est moins la machine que l'homme, sa grande originalité.

Il n'était pas plus machiniste que propre à tout art, à toute science.

Nous avons heureusement la connaissance de ses parents pendant un siècle. On voit avec étonnement que cet enfant maladif et précoce, de très bonne heure semblait savoir toute chose et d'avance résumait, en quelque sorte, la vie, les aptitudes de tous ses aïeux.

Cette singulière faculté n'a encore été ni notée, ni observée sérieusement.

Watt naquit dans le comté d'Aberdeen, peu pittoresque, agricole, et, quoique si près de la mer, étranger à la marine. Il n'eut nulle envie de voyager, resta tout entier à la réflexion.

Son bisaïeul, un cultivateur, en combattant pour les Stuarts sous Montrose, fut tué et ses biens confisqués. L'enfant semblait être de ces temps-là ; il savait toutes ces batailles, toutes ces aventures, et les racontait avec un charme si grand, qu'on passait les nuits à l'écouter. S'il n'eût été Watt, il aurait été Walter Scott. Le célèbre romancier dit lui-même combien il fut impressionné de ses récits.

Son *grand-père*, recueilli par des parents éloignés, fut mathématicien, enseigna les mathématiques pour la navigation. Notre Watt tint de lui, et. dès six ans, cherchait ses amusements dans la géométrie.

Les *fils de ce grand-père* suivirent sa profession. L'un d'eux fabriquait des instruments pour la marine. C'est ce qu'essaya de bonne heure son fils, James Watt, le grand inventeur, qui, sans cesse, montait, démontait ses jouets ; l'un n'était pas moins qu'une petite machine électrique qu'il avait construite.

Ainsi, la vie, les aptitudes de tous ses parents antérieurs revenaient dans cet enfant singulier, et il avait pour tout des germes, des commencements, comme une espèce de seconde vue qui le dispensait presque d'apprendre.

Comme malade, il aimait, dévorait les livres de médecine, et même en cachette fit de l'anatomie. Sur les rives du lac Lomond, il devint minéralogiste. Puis il analysa les minéraux, se fit chimiste, il fut frappé de voir à quel point l'air chaud et élastique, s'étendant, devient une force puissante : il était sur la voie de sa découverte.

Mais, avant tout, il voulut avoir un métier. Il alla à Londres. On n'y voyait pas bien les Écossais, depuis le ministère de lord Bute. Il n'y resta qu'un an, retourna à Glascow ; mais là, autre difficulté. Les ingénieurs de cette ville le regardaient, le traitaient comme Anglais, refusaient de le recevoir. Il fallut que l'Académie, alors si glorieuse par Adam Smith et autres inventeurs, l'établît dans un local à elle, une petite boutique où il construisait et vendait des instruments de mathématiques. Le soir, on s'y rassemblait volontiers pour l'entendre. Et l'échoppe devint célèbre. Ceci rappelle que Christophe Colomb, à Gênes, eut d'abord aussi une boutique de livres et de cartes de géographie.

Sa découverte date de 1769. Mais n'ayant pas réussi dans la première association qu'il fit pour l'exploiter, il eut la patience, l'incroyable courage d'attendre dix années, de changer de carrière, et comme ingénieur, de creuser un canal (au lac Lomond) rival du canal Calédonien, puis un autre canal pour porter la houille à Glascow. Enfin, en 1774, il revint à sa découverte, s'associa avec un exploiteur de grande intelligence, Bolton ; et d'abord la machine servit à l'épuisement des eaux dans les mines de Cornouailles, qui donnaient en retour le tiers du charbon économisé. Enfin Watt transforma sa machine en un moteur universel.

Mais là encore il eut plusieurs difficultés. Dans la chambre des Communes, plusieurs faisaient obstacle pour la continuation de son brevet, entre autres le célèbre Burke. Il eut sept années de procès où tantôt on lui disputait son invention, tantôt on prétendait qu'elle était préjudiciable aux ouvriers. Ces procès l'irritaient, le détournaient et l'avaient obligé de devenir légiste. Parmi ces contrariétés sa femme mourut, et le plus aimé de ses fils. Il en resta inconsolable, et se retira en 1798, cédant son brevet à l'un de ses fils, qui, avec l'associé de son père, créa la célèbre manufacture Watt et Bolton.

Une partie, peut-être la plus curieuse de cette grande ère, nous est cachée : comment cet homme ingénieux et patient, aussi fort au point de vue moral que dans les choses mécaniques, se créa-t-il le monde d'auxiliaires qui, sous lui, purent réaliser ses conceptions ? Origine féconde de ce grand peuple d'ouvriers laborieux, consciencieux, qui, surtout pendant trente années, ont fait la supériorité de l'Angleterre, sa royauté industrielle sur le monde.

En 1798, ce grand résultat n'était pas visible encore, et Malthus, qui alors publiait son livre désolant, crut que la nouvelle invention, diminuant le travail, ôterait le pain à l'ouvrier et ne serait qu'une augmentation de misères. Les salaires crûrent sans doute pour ceux qu'on employait. Mais l'établissement des usines, qui travaillaient avec ces grandes machines, supprima peu à peu la petite industrie des tisserands, le travail de famille, si regrettable.

A Leeds, par exemple, il y avait quatre mille petits ateliers qui durent disparaître.

Quoi qu'il en soit, on ne peut comparer ces inconvénients passagers avec le bien universel qui résulta du système nouveau.

La machine qui promettait une si grande économie de la main-d'œuvre paraissait renvoyer l'ouvrier. Mais elle augmenta tellement la fabrication par le bon marché tout nouveau qu'elle mettait en chaque industrie, que des masses d'ouvriers y trouvèrent leur compte, eurent des salaires élevés (comme ouvriers du fer, mécaniciens, etc.), même les ouvriers primitifs, tisserands, filateurs, que la machine semblait surtout déposséder, furent employés aussi dans le nouveau système, où la fabrication exigeait encore, en mille choses secondaires, l'assistance de la main humaine.

Ces avantages tournèrent au profit de la famille. Beaucoup se marièrent,

qui dans l'ancien système ne l'auraient pu, seraient restés compagnons et célibataires.

Le prix du vêtement et des outils en tout genre baissa tellement que les peuplades les plus pauvres purent se vêtir, avoir des instruments pour commencer quelque industrie. L'Angleterre, ce grand atelier, donna lieu à la création de milliers d'ateliers sur la terre.

La paix d'Amiens négociée depuis mars 1802 et conclue en octobre; d'autre part, la paix de Lunéville ou d'Allemagne, en dispensant l'Angleterre de soudoyer l'Autriche, lui permit d'employer son argent dans les manufactures. De là ce miracle de production.

Le globe entier en fut pour ainsi dire renouvelé.

L'Angleterre, depuis bien des siècles, avait réclamé la gloire de fabriquer et de répandre ce grand bienfait (le premier dans le Nord) : le vêtement qui nous réchauffe et nous permet l'activité.

Dès 1300, le vieux chroniqueur disait :

« O Angleterre ! qui pourrait se comparer à toi?... Tes vaisseaux, tes travaux vont sans cesse d'une extrémité à l'autre du monde. Les flancs des nations te bénissent réchauffés des toisons de tes brebis. »

Ni Bonaparte, ni personne n'avait prévu la grande révolution industrielle de l'Angleterre. Il l'envisageait comme une puissance commerciale, et ne soupçonnait pas ce que démontrèrent les amis de Pitt, que la guerre faisant la mer déserte, et la livrant toute aux Anglais, leur serait plus lucrative que la paix elle-même.

Dans l'intérêt de l'industrie française qu'avec Chaptal et Berthollet Bonaparte croyait rétablir, il ajourna, c'est-à-dire refusa le traité de commerce que l'Angleterre marchande espérait obtenir de la France, traité semblable à celui qu'accorda Louis XVI, qui lui rouvrirait un débouché immense et nous inonderait de ses produits, mis à si bon marché par la machine. Cela n'arriva pas, et ce refus contribua plus que toute chose à rendre impopulaire en Angleterre une paix saluée d'abord avec un enthousiasme délirant.

Le mépris militaire de Bonaparte pour le mercantilisme lui avait fait croire que la torpeur de l'Angleterre, augmentée par les bénéfices de la paix, durerait plus longtemps. Il recevait à Paris les Anglais curieux de revoir cette ville après tant d'années, et fort surpris, en traversant la France, qu'on leur peignait toute en ruines, de la trouver si bien cultivée. Ils pouvaient se convaincre de la fausseté du tableau que leur faisaient les émigrés et l'Anglo-Genevois, sir Francis d'Ivernois. Tous les ambassadeurs de l'Europe étaient à Paris, qui ne fut jamais si brillant.

Fox y vint voir aussi ce prodige du jour. Quoique ébloui d'abord de la faconde de Bonaparte, il lui parut que ce beau parleur en disait trop, et souvent plus qu'il ne convient à un homme d'État.

Fox, au contraire, quoique ami de la France et fort humanitaire, se maintint dans l'attitude et les discours d'un très parfait Anglais. Qu'on en juge

par une anecdote. Un jour qu'au Louvre, pendant l'Exposition de l'industrie, on regardait un fort beau globe de la terre, un des traîneurs de sabre qui suivaient le Consul s'avisa de dire: « Oh! que l'Angleterre est petite! — Oui, oui, répliqua Fox; mais elle contient les Anglais, qui veulent y vivre et y mourir. » Et étendant les bras sur les deux océans et les deux Indes, il ajouta: « Ils remplissent le globe tout entier et l'embrassent de leur puissance. » Bonaparte admira cette fière réponse.

Il était de bonne humeur et faisait jouer des comédies à la Malmaison par Bourrienne, le peintre Isabey et autres de ses familiers. Il voulait être aimable. Et, repoussant le chef-d'œuvre d'Houdon, il faisait faire son buste par le gracieux Canova, un peu fade, qu'il appelait tout exprès d'Italie. Mais son artiste favori était le gentil Isabey, l'homme d'Hortense et de Joséphine.

Il l'a représenté deux fois dans ces portraits célèbres et si souvent gravés, se promenant dans le parc de la Malmaison, et, aussi, passant la revue au Carrousel. Dans ce dernier portrait, le Consul est à cheval, ce qui lui va mieux, car les Bonaparte ayant les cuisses et les jambes courtes, ne font bien qu'à cheval.

Là il est dans sa gloire, entouré de son auréole, de ses invincibles généraux sur leurs fougueux coursiers et l'épée nue.

Dans ces occasions, la triste Joséphine était en seconde ligne. La reine du jour était sa fille Hortense, qui venait d'épouser Louis, bientôt roi de Hollande. Joséphine l'avait voulu ainsi pour diviser la ligue des frères contre elle, qui lui faisait craindre un divorce. Cette situation singulière de la famille du Consul et la faveur d'Hortense si visible était malignement dénoncée aux journaux anglais, qui prétendaient que la nouvelle mariée était déjà accouchée.

A part l'infamie, le scandale, il y avait une contradiction bizarre dans la situation. Ce restaurateur des autels, qui, à ce moment même, chassait de Notre-Dame le clergé républicain pour y mettre le clergé du pape, l'homme que les nouveaux curés nommaient: *Christ de la Providence* — celui-là, selon le bruit public, — déshonorait son frère et sa belle-fille.

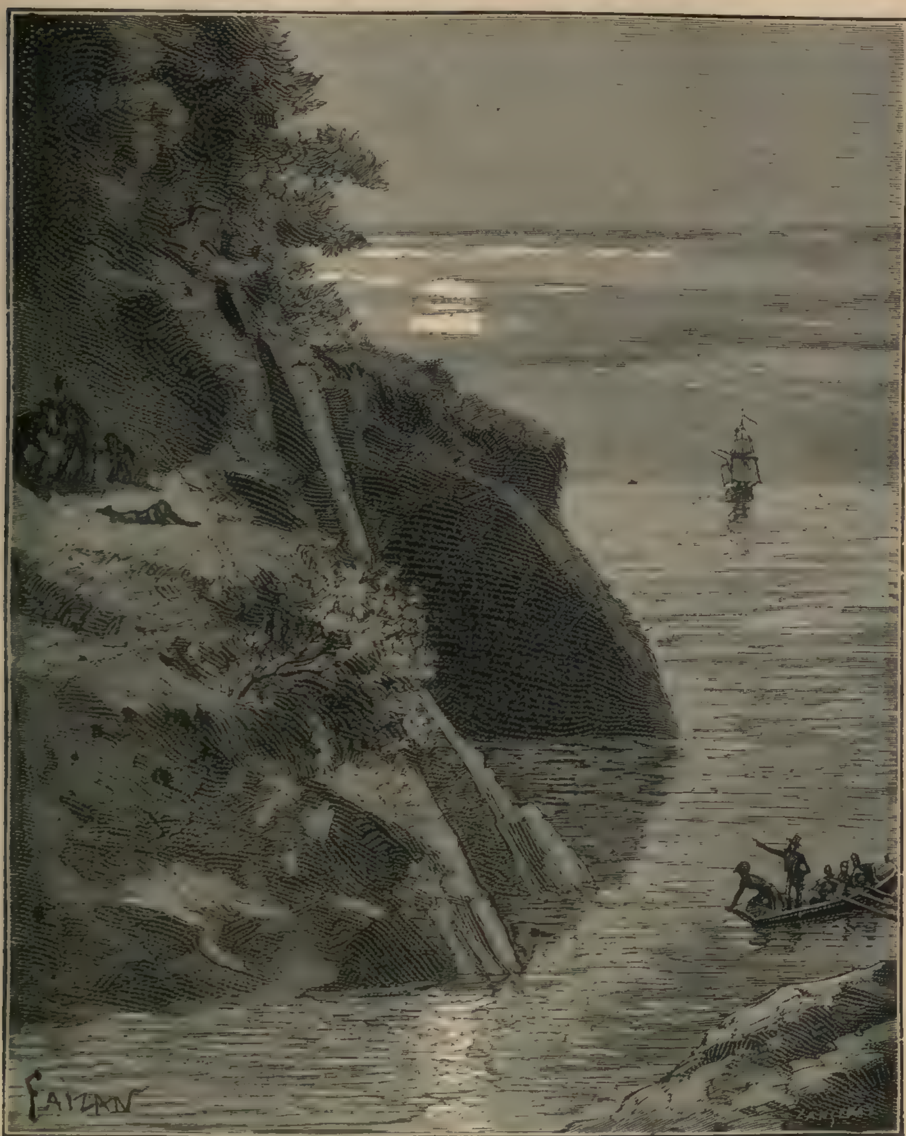
La chose est incertaine, mais ce qui la fit croire, ce fut la longue dispute qu'il soutint contre toute sa famille, pour faire son héritier cet enfant qu'on disait de lui.

Ces scandaleux caprices, renouvelés des tyrans de l'antiquité, étaient partout affirmés, répandus par ses ennemis, pour montrer qu'en morale comme en politique, cet esprit tyrannique s'affranchissait de toute loi.

« Je ne suis pas un homme comme un autre, disait-il dans les querelles qui naissaient de la jalousie de sa femme, et les lois de morale ou de convenance ne peuvent être faites pour moi. »

En janvier 1803, faisant venir à Lyon la consulte italienne, il avait réuni presque toute la Lombardie sous le nom de *république d'Italie*. Il s'en était fait président.

Et quand on s'en plaignit à Amiens, il répondit fièrement que sans cela



... Il vit qu'on l'attendait et n'osa débarquer. (P. 2222.)

les républiques italiennes, trop faibles devant l'Autriche, ne pourraient qu'être réunies à la France, comme le Piémont le fut bientôt.

Le Piémont d'un côté, et de l'autre la Suisse, qu'il dominait sous le titre de médiateur, le constituaient maître des Alpes.

Mais sa médiation s'exerçait contre la liberté. En Piémont, il ne vit qu'un vaste recrutement chez un peuple très brave. En Suisse, il ne fit guère que comprimer la révolution et l'égalité unitaire. Il releva partout les aristocraties.

En France, il avait fait rentrer les émigrés, et, autant qu'il pouvait, il leur rendait leurs biens.

Tous les ministères furent en réalité réunis pour les choses graves en un seul, sous Maret-Bassano, ministre d'État. Le tribunat et le conseil d'État furent réduits à quelques membres. Enfin, un sénatus-consulte (4 août 1802) lui décerna le consulat à vie.

Bourrienne assure qu'au moment où l'Angleterre, en mai 1803, rappela son ambassadeur, Bonaparte en fut surpris ; il n'avait pas prévu une rupture si prochaine. En effet, il avait accordé aux militaires d'innombrables congés.

Il savait bien que la paix d'Amiens n'était qu'une trêve; mais ils comptait que l'intérêt mercantile, et la prépondérance de la classe industrielle, qui gouvernait sous Addington, feraient durer la paix. Cependant les amis de Pitt reprenaient en dessous. On démontrait sans peine que, Bonaparte refusant d'ouvrir la France aux marchandises anglaises, étendant son influence sur le continent, la paix était plutôt un obstacle pour l'Angleterre, — un obstacle, — un danger peut-être. Nombre d'agents mystérieux parcouraient l'Angleterre, et l'on surprit une lettre de Talleyrand qui ordonnait à un de ces agents, frère du secrétaire de Bonaparte, de sonder le port de Dublin et de dire s'il permettait l'abordage de vaisseaux chargés de canons.

Cette mission secrète rappelait les surprises de Bonaparte et son procédé favori qui lui avait réussi tant de fois.

Bonaparte, chassé d'Égypte, semblait s'en rouvrir le chemin en s'étendant aux limites de l'Italie méridionale, obligeant la reine de Naples de recevoir une armée française dans la péninsule d'Otrante, qui regarde de si près les îles de Grèce et permet d'y passer d'un saut.

Quand on embrasse ce tableau, en y ajoutant les remuements de l'Allemagne, on s'étonne sans doute de l'activité de Bonaparte, mais surtout on est frappé de son imprudence à commencer tant de choses à la fois qui se nuisaient entre elles. On le voit s'agiter comme une brillante comète qui se fait obstacle à elle-même par la multitude de ses rayons. Par exemple, ses idées maritimes de Saint-Domingue et de Tarente en face de la Grèce, de l'Égypte, irritaient les Anglais sans le fortifier. La grande affaire pour lui eût été de n'agir que sur le continent, et, par une somnolence apparente, de favoriser à Londres le ministère d'Addington, au lieu que, par ces lancinations imprudentes, il excitait et fortifiait Pitt, les amis de la guerre que lui-même attisait. En ceci, Bonaparte, trop visiblement, fut étourdi, imprudent, téméraire.

Sa seule excuse serait que les garnisons anglaises qui s'étaient retirées de plusieurs postes maritimes pouvaient, à volonté, les reprendre le lendemain.

Ce n'est pas tout, Bonaparte, par sa réunion du Piémont à la France, puis, par son immixtion dans les affaires d'Allemagne, bravait toute l'Europe, et surtout la Russie, protectrice déclarée du Piémont.

Donc l'Angleterre gardait Malte, se refusant à tout arrangement.

D'autre part, par ses journaux et les pamphlets atroces des émigrés, elle appelait sur Bonaparte la haine et le mépris du monde. Lui, qui avait présente la tragique fin du czar Paul, préparée par la calomnie, pensait, que ces diffamations étaient des préludes d'assassinat. Déjà la machine infernale avait prouvé que le parti des émigrés était capable de tout. Fouché n'étant plus ministre de la police, depuis l'explosion de la machine infernale, Bonaparte voulait y suppléer lui-même par d'ineptes petites polices militaires, qui ne lui donnaient aucune sécurité. Sa propre famille l'inquiétait ; il voyait Lucien si trouble et si violent, si pressé de faire déclarer l'hérédité du pouvoir souverain, qu'il dit à Joseph lui-même, moins impatient, plus somnolent, qu'il ne serait pas surpris si Lucien conspirait sa mort. Il l'exila d'abord en Espagne, puis il le vit partir avec plaisir pour l'Italie.

D'où provenaient ces horribles soupçons? De la lutte intestine qui travaillait la famille Bonaparte. Ses frères et ses sœurs avaient toujours fait la guerre à Joséphine, et en brumaire il était prêt à la répudier.

Ses supplications éplorées firent croire à Bonaparte que, châtiée ainsi, pardonnée, elle serait la plus souple, la plus docile à tous ses caprices violents. Elle s'humilia tellement qu'elle garda le lit conjugal, c'est-à-dire l'occasion et la liberté des colloques de nuit.

Ainsi tout ce que les frères et les sœurs disaient de jour contre elle, la nuit et sans témoin, elle le réfutait, le supposait peut-être. Elle assurait, par exemple, que Lucien lui avait conseillé de prendre un amant, d'en avoir un enfant. Les nouvellistes anglais répandaient plutôt un autre bruit : que Joséphine, toujours tremblante de peur d'être renvoyée, avait eu l'infamie d'offrir sa fille à Bonaparte, qui aurait accepté, l'aurait rendue enceinte.

Hortense, alors florissante de ses vingt ans, était une personne cultivée, habile, ambitieuse. Fille d'une mère si intrigante, elle avait été formée de plus par la femme de chambre de Marie-Antoinette, la fameuse madame Campan. Hortense, outre l'intrigue, avait une chose plus rare, la fixité dans son ambition. Personne plus qu'elle n'a entretenu avec persévérance, toute sa vie, la légende des Bonaparte.

Paris, tout aussi bien que Londres, croyait à ces bruits. Aussi l'aide de camp Duroc, le préféré d'Hortense, apprenant qu'on allait la donner à un autre, témoigna, de manière grivoise et soldatesque, sa joie d'être débarrassée d'un mariage qui pourtant eût fait sa fortune.

Les attaques des journaux anglais méritent peu d'attention. Ce qui a pu les motiver, c'est la conduite des Bonaparte eux-mêmes. Le premier consul exigea que son jeune frère Louis épousât Hortense malgré la répugnance mutuelle que tous deux manifestaient l'un pour l'autre. On peut voir dans Miot les scènes violentes qui eurent lieu à ce sujet entre Napoléon et son frère.

L'ouvrage capital sur la grande et trouble année 1804 est le second volume de ces Mémoires de Miot. L'auteur, confident de Joseph, et par lui au

courant de tous les secrets de famille, nous a montré sans voile l'oppression où Bonaparte tenait ses frères. Le plus modéré, et celui qui se plaignait le moins, dit franchement « qu'il désirait sa mort ».

Cette époque est celle où Joséphine, ayant remonté par Hortense, parle aux frères en impératrice, se fait sacrer, et au sacre emploie leurs femmes humiliées à porter son manteau.

Miot donne ces détails, non seulement dans la vérité, mais dans l'enchevêtrement bizarre où ils arrivent coup sur coup. Il ne met pas d'un côté l'histoire intérieure et de famille, de l'autre l'histoire politique, il mêle les fêtes qui célèbrent le nouvel empire et où triomphent les deux femmes, Hortense et Joséphine, aux morts tragiques d'Enghien et de Pichegru, au procès de Moreau et des dix royalistes guillotinés.

Ce mélange barbare d'exécutions, de fêtes, nous rappelle, en 1804, les vies des Césars de Suétone, ou mieux, les drames indigestes où Shakespeare accumule la vie, la mort, les noces et les enterrements.

Le 18 février 1803, Bonaparte, se livrant devant l'ambassadeur d'Angleterre à ces vaines improvisations qui par moments échappaient à sa verve méridionale, regretta que l'Angleterre n'eût pas fait avec lui le partage de la domination du monde. A cette maîtresse des mers il eût donné un traité de commerce, « même une part dans les indemnités et dans l'influence sur le continent ».

Les Anglais, peu crédules à ces belles paroles, en croyaient plutôt un rapport de Sébastiani, inséré dans *le Moniteur*, qui étourdiment expliquait les vues de Bonaparte sur l'Égypte et sur l'Orient.

D'autant plus que les Anglais tenaient fortement Malte, le rocher qui, avec Gibraltar, surveille la Méditerranée. Ce fut une des causes de la rupture de la paix.

Que voulait réellement cet esprit trouble et plus influencé par les siens qu'on ne l'a dit ? Hortense et Joséphine certainement goûtaient fort la paix. Lui-même avait voulu rappeler l'ambassadeur anglais qui n'en continua pas moins son chemin. Et en même temps, il faisait la vaine démarche d'offrir à Louis XVIII une grosse pension. Ces démonstrations pacifiques étaient, je crois, sincères à ce moment. Il avait accordé beaucoup de congés. Les troupes si nombreuses qu'il avait sur la côte, selon Miot et Bourrienne, étaient là beaucoup moins pour l'entreprise improbable de la descente en Angleterre que pour imposer à la France, à Paris. Il disait brutalement à son conseil : « Si l'on veut que la chose soit faite par le civil, il faut se dépêcher ; car je sais que l'armée est prête à me proclamer empereur. »

Mensonge ; l'armée n'y songeait pas. L'esprit républicain n'était pas encore amorti.

CHAPITRE IV

EXÉCUTION DU DUC D'ENGHIEN. — LE FILS AINÉ D'HORTENSE DÉCLARÉ HÉRITIER — LE SACRE.

Les royalistes continuaient à intriguer contre Bonaparte qui avait toujours montré une faveur singulière à leur parti. Il leur rouvrait la France, leur rendait leurs biens, tant qu'il pouvait.

Hortense et Joséphine, entourées, conseillées par de vieilles dames du faubourg Saint-Germain, en tous sens travaillaient pour eux. Que pouvait de plus Bonaparte sinon de rappeler le roi, ce qui, inquiétant les acquéreurs de biens nationaux, eût fort bien pu produire une révolution sanglante ?

Mais ce trône, où il semblait poussé par la nécessité, à qui le destinait-il ? Au fils d'Hortense qui, élevé par elle et Joséphine, par leurs dames royalistes, fût devenu un parfait gentilhomme, un parfait émigré. Ainsi par ce honteux circuit, l'empire et la grandeur de Bonaparte devaient fatalement revenir au parti royaliste.

La machine infernale avait montré assez l'ingratitude de ce parti et son peu de scrupule. Il était vraisemblable qu'avant l'empire il tenterait un coup. Pitt, arrivant au ministère, avait demandé, obtenu soixante millions de fonds secrets.

L'irritation naturelle des Anglais, que Bonaparte alarmait sans cesse par sa fantasmagorie de Boulogne, ses simulacres d'embarquement, leur faisait désirer la mort d'un homme si entreprenant, si audacieux. Le *Morning Chronicle* l'annonçait comme prochaine.

Les Anglais, depuis Cromwell, passaient sur le continent pour imbus des doctrines de l'assassinat politique : *Oportet unum mori pro populo*. Ils réimprimaient à Londres le fameux pamphlet : *Killing no murder :* Tuer n'est pas assassiner. Ils semblaient vouloir ainsi avertir, effrayer Bonaparte. Leurs journaux appelaient son consulat un gouvernement *viager*. Par une maladresse qui peut-être n'en était pas une, leur ambassadeur à Paris était ce même lord Witworth, qui l'avait été en Russie lors de la mort de Paul. Grand seigneur, doux, poli, mais dont la fâcheuse figure rappelait sans cesse au consul que, par un simple coup de bistouri, on lui avait enlevé le czar son allié, la conquête de l'Orient, et rendu pour jamais aux Anglais la royauté des mers.

Le premier consul, comme homme, était plus important que Paul, et sa mort plus désirable à l'Angleterre qui n'avait pas besoin de s'en mêler. D'enragés royalistes brûlaient de s'en charger.

Le héros de ceux-ci, le meunier Cadoudal, vaillant homme très fort et très féroce, faisait de cette grande aventure le rêve, le roman de sa vie. Il avait eu jadis une audience de Bonaparte, qui aurait voulu le gagner, l'acquérir. Cadoudal ne se consolait point de n'avoir pas profité de ce moment pour l'étrangler. Mais il se faisait une fête de l'attaquer plutôt au Carrousel au milieu de sa garde, de le tuer dans un sanglant combat. Il n'en faisait pas mystère, et disait ce projet à qui voulait l'entendre.

Le pacifique ministère Addington le gardait comme un bouledogue de combat. Et par une singulière franchise, il disait à Bonaparte que, si Malte lui était rendue, il éloignerait cet instrument de mort, et le ferait passer en Amérique.

A la rupture, le premier consul fit arrêter les Anglais qui voyageaient en France en même temps qu'il occupait le Hanovre, le bien propre du roi d'Angleterre. Point grave et très sensible, qui plus qu'aucune chose peut-être avait décidé la mort de Paul, et pouvait décider celle de Bonaparte.

A l'heure même où il avait réussi en tout et arrivait au but, il apercevait son danger. Le sénat lui offrait l'*empire*. Bien plus, l'*hérédité*, ce qui convenait aux frères, à la furieuse impatience de Lucien, mais nullement aux femmes. Elles désiraient l'*adoption* pour le fils d'Hortense. Aussi quand le sénat parla d'hérédité, Bonaparte fit cette réponse bizarre : « Dans dix ans, j'y songerai », c'est-à-dire quand l'enfant aura quatorze ans, c'est la majorité des rois.

C'est en de tels moments où l'on tient à la vie que la mort, qui est si maligne, aime à s'offrir, se présenter avec son *rictus* ironique, qui semble dire : « Et moi, vous m'oubliez !... Serai-je de la fête ? »

Nullement rassuré par ses petites polices, Bonaparte croyait voir, du Rhin et d'Angleterre, venir des armées d'assassins. Fouché, l'ancien ministre qui avait gardé son monde, continuait à surveiller, l'avertissait et augmentait ses craintes, lui écrivait : « L'air est plein de poignards. »

Mais un limier si bon et si connu avait cet inconvénient d'éloigner trop bien l'ennemi. Les Anglais avaient envoyé le jeune Berry à la falaise de Triville ; il vit qu'on l'attendait et n'osa débarquer. Savary, que Bonaparte y plaça, resta là un mois à attendre.

Du côté du Rhin, les Anglais avaient force émigrés, leurs pensionnaires, entre autres le jeune Condé, duc d'Enghien. Les royalistes prétendent que, depuis deux ans, il restait là près de la Forêt-Noire, retenu par la chasse, la passion des Condé, et aussi par l'amour. Il ne pouvait choisir une position plus irritante pour Bonaparte. Strasbourg était plein d'agents royalistes, de dames et de curés qui, depuis Pichegru, faisaient la correspondance avec l'émigration. Le prince, jeune et audacieux, passait, dit-on, le Rhin, pour

aller s'amuser dans la grande ville. Au portrait de Versailles, sa figure, jeune et fine, n'en est pas moins très sèche et d'un enfant capable de tragiques résolutions.

L'homme principal de la conspiration, Pichegru, déjà venu de Londres, était à Paris. Mais assez inutile, fort méprisé. Le temps l'avait trop démasqué. En 97, sa correspondance autrichienne ; en 98, ses bons avis à Suwarow pour nous faire battre, étaient trop bien connus. Les Anglais avaient en lui un triste auxiliaire, qui n'eût pas ébranlé l'armée.

Aussi, comme disent avec raison les bonapartistes, Pichegru ne pouvait rien s'il ne réussissait à corrompre Moreau, qui avait gardé plus de prestige. Moreau, se sentant nécessaire, ne voulait pas travailler uniquement pour les royalistes, mais d'abord pour lui-même, disant avec assez de vraisemblance que l'armée n'était point du tout royaliste, et que, pour arriver au roi, il fallait d'abord la transition d'un dictateur.

L'entrevue des deux traîtres au boulevard de la Madeleine, qu'on dit avoir été supposée, est hautement vraisemblable. Pourquoi ? C'est qu'on avait absolument besoin de Moreau, que son nom seul donnait quelque chance à l'entreprise. Sans lui, un assassinat de Bonaparte, un coup frappé avec succès par Cadoudal et autres royalistes, eût bien pu tourner contre eux et servir aux républicains.

Georges était à Paris, et on prétendait l'avoir vu rendre des devoirs à un personnage mystérieux. Ce n'était pas Berry, puisqu'il n'avait pu débarquer. Donc, c'était Enghien, qui, disait-on, avait avec lui pour mentor Dumouriez, homme capable et si dangereux. Ces bruits troublèrent fort Bonaparte, et quoiqu'on lui eût dit que le jeune Condé était encore près de Bade, il voulut à tout prix sortir d'inquiétude.

Le margrave de Bade, récemment agrandi par lui, était son obligé, et voulait l'être davantage. Il espérait s'introduire dans la famille impériale de Russie ; il eût été ainsi parent des deux grandes puissances du monde. Dans de telles circonstances, Talleyrand même crut qu'on pouvait sans détour demander diplomatiquement l'extradition d'un prince qui, si près de la France, ourdissait, disait-on, contre elle des complots. On envoya au margrave un homme insinuant, Caulaincourt. « Et le prince allemand consentit. »

Il aurait pu avertir Condé. Mais, en même temps, l'arrestation s'était faite : un régiment de gendarmes l'avait enlevé, amené à Strasbourg, à Paris. Bonaparte ne l'attendait pas si tôt, n'avait pas donné d'ordre, de sorte qu'il y eut presque un jour entre son arrivée à Paris et sa translation à Vincennes. Bonaparte ne consulta personne ; sa femme seule put intercéder ; il fut inflexible. Il écrivit ce jour-là plusieurs lettres, s'enferma jusqu'à ce que tout fût fini, irrévocable, irréparable.

Certes, on ne pouvait dire qu'on eût pris Enghien en flagrant délit. Il était hors de France, dans la situation de tant d'émigrés qu'on laissait rentrer tous les jours. D'ailleurs s'il était coupable, en relation avec Cadoudal,

Pichegru, on devait s'en éclaircir, au lieu d'user contre lui seul d'une précipitation sauvage.

Mais l'instinct du Corse s'éveilla dès qu'il vit la proie dans ses mains. Il lui donna des juges militaires, des colonels de la garnison de Paris. Ces officiers, habitués à voir fusiller des Chouans et des émigrés, n'y firent nulle différence. L'un d'eux était Hullin, l'un des vainqueurs de la Bastille, et commandant de Paris, homme pourtant fort humain, puisqu'il exposa sa vie en voulant sauver le gouverneur de Launay, et, par un grand courage, lui mettant son chapeau.

Le prince n'écrivit pas, mais dit qu'il voulait parler au premier consul. On avertit Réal qui avait alors la police. Il dormait, fatigué et avait donné ordre qu'on ne le réveillât pas. L'exécution eut lieu au petit jour, selon la loi, à six heures du matin, sous les yeux de Savary (Rovigo), envoyé tout exprès.

Cette précipitation barbare était inepte. Bonaparte, en l'ordonnant, avait travaillé contre lui. C'était un de ces accès de férocité dont il n'était pas maître, comme celui qu'il avait eu en apprenant la noyade des cent jacobins condamnés à tort pour la machine infernale. Il s'écria : « N'importe, j'en suis débarrassé. »

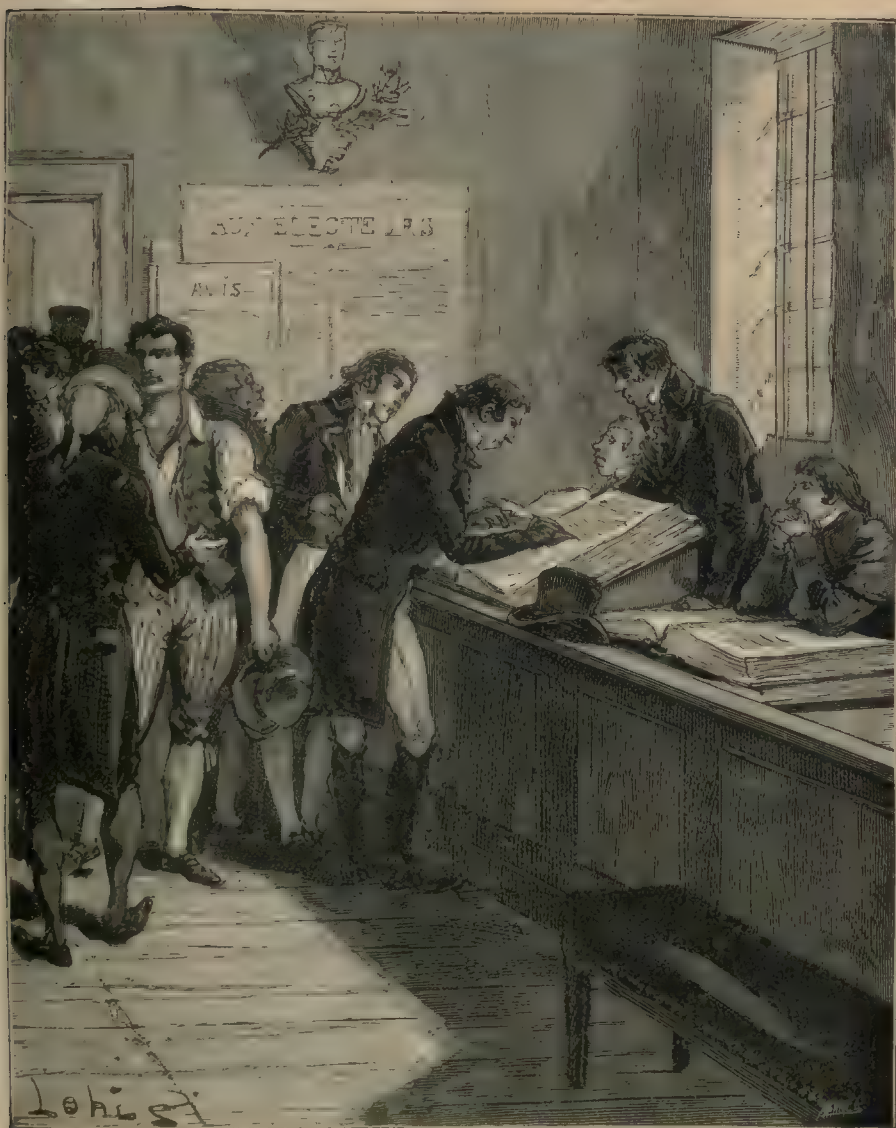
Il avait tout à gagner à ce qu'on dévoilât par ordre, depuis l'assassinat du czar, la persistance des ténébreux complots anglais, l'envoi de Cadoudal. l'homme d'exécution, et le débarquement tenté, manqué du duc de Berry. On pouvait croire sans trop de peine que le duc d'Enghien serait arrivé en cadence.

L'homme qui avait le plus à craindre la lumière dans ce procès et qui risquait d'être submergé dans la boue était certainement Pichegru; tant de fois convaincu de trahison contre sa propre armée, et déjà gracié en fructidor pour sa trahison autrichienne, il n'était revenu que pour mieux mériter la mort par sa trahison russe. Chaque année l'avait enfoncé, enterré au dixième cercle de l'enfer et de la honte. Il n'avait qu'un moyen de fuir son jugement, c'était de s'étrangler. C'est ce qu'il fit (16 avril 1804) dans l'espoir qu'on imputerait sa mort à Bonaparte.

La mort du duc d'Enghien fit grand bruit dans les cours européennes, créa au premier consul beaucoup d'ennemis parmi les princes, indifférents aux catastrophes des peuples, mais fort sensibles dès qu'on les touche eux-mêmes. Le seul qui cria fort et prit le deuil fut justement l'empereur Alexandre, qui aurait pu se taire, entouré qu'il était des meurtriers de Paul, mais qui servit d'organe aux émigrés.

On a dit, répété, sous la Restauration, que Paris fut ému. Rien de plus faux. Talleyrand donna un bal trois jours après, peut-être par ordre. Longchamps, l'exposition des modes du printemps, fut magnifique, inaugura les toilettes de l'empire, propres aux femmes grasses, comme l'était alors Hortense.

Paris, dans la réalité, plaignait peu cette émigration remuante qui



On ouvrit des registres où, sous les yeux des fonctionnaires, chacun était tenu d'exprimer son vœu pour le nouvel empire. (P. 2228.)

s'agitait sans cesse et nuisait aux affaires. « Napoléon, disait-on, va répudier Joséphine, et pourra épouser une princesse de la maison de Bade. Le margrave, qui vient de se montrer si bon sergent de Bonaparte, lui donnera pour femme une princesse de sa famille; ce qui fera le citoyen Bonaparte beau-frère de l'empereur Alexandre. » Un beau gage pour la paix du monde!

La légende de Joséphine, comme on voit, n'avait pas commencé.

Ce qu'il y a de vraiment merveilleux dans cette vie, c'est l'adresse avec

laquelle cette femme, en quatre ans, se releva de l'extrême avilissement à la suprême grandeur, et, bien plus, à cet incroyable succès de maîtriser, comme on va voir, un homme qui se croyait si absolu et si maître des autres.

Elle l'aimait fort peu, et le prouva bien en Italie, où, au bout de huit jours, partageant ses triomphes, elle bâillait, avait hâte d'aller retrouver à Paris son monde intrigant d'agioteurs et de marchandes à la toilette. Elle tenait peu à l'homme, beaucoup à la position. En 98, au retour d'Égypte, Bonaparte, la trouvant si salie, si connue, voulait la renvoyer. Il craignit de nuire à l'opération de brumaire, de déplaire aux banquiers qui fournissaient les fonds. De plus, elle s'aplatit tellement sous le châtiment et la honte, qu'il désespéra d'en trouver jamais une plus patiente, et plus habile aussi à ramener le faubourg Saint-Germain.

La maladresse surtout des frères de Bonaparte, leur furie d'ambition, aidait fort à la relever; le caractère doux et pliant d'Eugène, les grâces d'Hortense, et la peur même qu'elle avait ou simulait de lui dans les commencements, tout ce manège lui plut fort.

Au printemps de 1804, Joséphine avait remonté tout à fait. Le goût singulier de Bonaparte pour l'enfant d'Hortense, ses grands projets pour ce nourrisson, mettaient sa grand'mère au plus haut.

Mais bien loin que sa passion lui adoucît le cœur, il croyait par la mort des Bourbons qu'il disait vouloir tous tuer, s'il se pouvait, assurer, préparer avec certitude l'élévation de l'héritier de son choix.

Dans l'exécution sanglante de douze royalistes qu'on préparait, Joséphine et Hortense ne purent obtenir que deux grâces : celles de MM. de Polignac et de Rivière, deux jeunes gens pour qui priait tout le faubourg Saint-Germain.

Madame Bonaparte fut plus puissante pour servir les intérêts de son petit-fils. Poussée par la passion, elle se démasqua, démentit tout ce qu'on croyait de sa douceur timide. Elle obtint de Napoléon qu'il ferait une visite solennelle à Louis, où Napoléon lui déclarerait tous ses projets pour la grandeur de l'enfant qui lui était cher. Chose délicate, mais Bonaparte, qui avait presque élevé Louis, semblait ne pouvoir être fort embarrassé devant lui. Il l'était cependant; et, pour se rassurer, ou pour étourdir cette homme faible et maladif, il imagina une chose ridicule : ce fut d'arriver chez lui à l'improviste, comme dans un tourbillon, avec une escorte de trente cavaliers qui suivaient sa voiture au galop, sabre nu.

Sa meilleure escorte était Joséphine, qui, le voyant hésiter, montra plus de courage et dit nettement à Louis qu'une loi sur l'hérédité était faite, qu'il fallait obéir aux lois; qu'il s'agissait d'être homme dans ces grandes circonstances, où d'ailleurs il trouverait son avantage.

Puis elle en vint à lui dire que, d'après la loi qu'on venait de faire, le droit de succession ne serait conféré qu'aux membres de la famille qui auraient seize ans de moins que le premier consul, et que son fils était le seul qui remplît cette condition; qu'il serait l'héritier.

Louis fut indigné, ainsi que Joseph, qui, dès qu'il sut la chose, s'emporta violemment, maudit l'ambition de Napoléon, et souhaita lui aussi sa mort comme un bonheur pour sa famille et pour la France.

Bonaparte avait dit à Volney, lors du Concordat : « Ce sera la vaccine de la religion ; dans vingt ans on n'en parlera plus. »

Ce mot et celui de l'Égypte où parlant de Mahomet il écrit à Menou : « notre prophète », ne doivent pas faire illusion. Par sa patrie, sa mère et sa première éducation. Bonaparte fut un gentilhomme italien catholique.

L'impression des cloches de Rueil, qui, disait-il, réveillait en lui ses souvenirs d'enfance, n'était pas un mensonge. Ces dispositions augmentèrent à mesure qu'il s'entoura, lui et sa femme, des gens de l'ancienne cour ; qu'il tint à s'attacher les vieux noms historiques du faubourg Saint-Germain ; qu'il prit pour idéal, d'après madame de Genlis, la cour de Louis XIV. Ce qui lui plaisait fort dans cette époque, c'est que le catholicisme de Bossuet y fut un excellent *instrumentum regni*. Il comprenait fort bien que cette religion de l'obéissance est devenue, par la puissance croissante de la confession, une police très efficace. C'est ce que disait effrontément Fouché à un évêque : « Monseigneur, votre métier ressemble bien plus qu'on ne croit au mien. »

Après le Concordat, Joséphine, pendant deux ans, fit tout pour fortifier en Bonaparte les dispositions religieuses, espérant par là obtenir le comble de ses vœux : le *mariage religieux*, qui lui manquait et qui eût été sa complète réhabilitation dans son monde du faubourg Saint-Germain. Hortense ne put lui obtenir ce qui eût paru une rupture avec la révolution même.

Mais à la mort du duc d'Enghien, il accorda une chose qui ne pouvait manquer d'amener l'effet désiré : il invita le pape à venir à Paris pour jouir du triomphe de la religion et sacrer celui qui l'avait restaurée Le pape, s'il venait et sacrait l'empereur, allait sans doute sacrer la bienfaitrice de l'Église, et préalablement exiger le *mariage religieux*.

Cela voulait du temps. Il fallait qu'on fût un peu loin de la tragédie de Vincennes et de l'exécution des dix royalistes que l'on condamnait à mort. Ce grand massacre juridique se fit au dernier jour de mai, deux mois juste après la mort d'Enghien. Comment convier le pape à venir sitôt dans ce Paris sanglant? Mais telle fut l'impatience de Bonaparte que dès le 10 mai, avant que le sénat l'eût déclaré empereur (18 mai), sans en parler à Talleyrand, il chargea le légat Caprara d'inviter le pape à venir le sacrer. Le sang d'Enghien le brûlait apparemment. Il avait hâte de masquer cette tache rouge en mettant par-dessus l'huile du sacre.

Le 10 juin, nouvelle insistance, cette fois par une lettre du cardinal Fesch, oncle de l'empereur, qui bénit son mariage avec Joséphine, mais en secret, devant deux aides de camp. Deux fois, le cardinal ministre Consalvi fait consulter une assemblée de cardinaux, sous le sceau du secret. Dans cette consultation, que nous avons, on parle des droits de l'Église sur ses terres d'Italie et sur la question des évêques constitutionnels. Mais nullement sur la

question d'honneur, d'humanité, la honte qu'il y aurait à tourner le dos aux Bourbons malheureux, dont l'un vient d'être assassiné, pour suivre la fortune, consacrer l'usurpation, oindre le meurtrier.

Cette glace de prêtre fait frémir.

Pie VII, dans la froide note où il consent avec toute espèce de formes modestes, n'insista pas moins sur les conditions les plus altières du cérémonial, celles qui mettent le prince au plus bas devant le prêtre: *le baisement des pieds.*

Il est évident que le pape avait des espérances qu'il n'osait avouer, sous peine d'être accusé de simonie. Par de vagues paroles qui n'engageaient à rien, on lui faisait croire que Bologne, les Légations, Avignon, lui seraient rendus. Tout au contraire, Bonaparte, l'hiver même et pendant le sacre, se préparait à changer ces pays qu'espérait le pontife en un royaume d'Italie, à se sacrer lui-même à Milan de la couronne de fer des rois lombards.

Il ne se fiait pas tellement au sacre qu'en même temps il n'ait voulu un meilleur titre, plus décisif: une approbation, au moins simulée, de la France. Partout, dans les départements, on ouvrit des registres où, sous les yeux des fonctionnaires, chacun était tenu d'exprimer son vœu pour le nouvel empire.

Et en même temps, pour dons de joyeux avènement, il créa les droits réunis, donna le code criminel et la grande loi sur la police générale.

Cependant le pape différait son voyage. Pour le décider, il fallut la menace. Bonaparte lui signifia que, si dans cinq jours, il ne tenait pas parole, on abolirait le Concordat, c'est-à-dire qu'on soustrairait la France à l'obéissance de Rome.

En attendant, Bonaparte semblait absorbé par ses mesquines disputes de famille. Fort charmé d'avoir vu Lucien partir pour l'Italie, il voulut apaiser Louis, le créa général et conseiller d'État. Il fit Joseph colonel en attendant qu'il le nommât colonel général des Suisses. Il donna même à celui-ci le vain titre de grand électeur avec un logement au Luxembourg.

En même temps, il lui reprochait de voir les républicains, entre autres le général Jourdan. En réalité, ce qui les brouillait surtout, c'était le triomphe prochain de Joséphine.

Événement singulier en effet pour tous ceux qui la connaissaient, et sa carrière si longue dans la galanterie. A seize ans, rejetée par son premier époux Beauharnais, que de campagnes en ce genre elle avait faites! Tous la connaissaient à Paris et ailleurs. Et il fallait un grand courage au pape pour venir la marier, la sacrer. Une personne plus réfléchie qu'elle eût triomphé modestement, et se serait fait pardonner. Mais non: elle voulait humilier les frères de l'empereur.

Revenons au pape. Les variations singulières de Napoléon dans sa réception n'indiquent ni ignorance, ni grossièreté soldatesque, mais la dualité de deux esprits qui s'agitaient en lui. Certain défaut d'égards qu'il marquait pour

le pontife était vu volontiers par sa cour militaire. Ses généraux disaient avec plaisir: « Il ne dépendra plus des prêtres. »

Il alla au-devant, près de Fontainebleau, mais en habit de chasse. Il monta le premier, c'est la politesse italienne qui permet de donner la droite à celui qui monte le second. Son escorte, composée de mameluks, ne dut pas plaire au pape, qui se voyait, pour entrer à Paris, entouré de ces mécréants.

Le jour de la cérémonie, il fit attendre le pape une grande heure. Arrivé à l'église, il se mit à genoux, mais sans se soumettre à l'humiliante cérémonie stipulée par le pape: le baisement des pieds. Au grand étonnement de tous, il se couronna lui-même et couronna l'impératrice, — ce qui rendait le pape fort inutile, simple témoin, figurant immobile. Cependant, à la fin du sacre, le pape récita l'oraison qui demande que le souverain détruise l'infidélité, et celle qui se montre, et celle qui se cache; c'est la base de l'inquisition.

Napoléon paraissait fatigué, ne faisait que bâiller, dit de Pradt, maître des cérémonies du clergé. Le soleil, longtemps obscurci, finit par se montrer un peu dans cette froide journée. C'est tout ce que remarque *le Moniteur* du 3 décembre. Il se garde de dire l'accueil bruyant que firent les troupes en ligne aux officiers du pape, qui, montés sur des mules, en costume grotesque, le précédaient. Ce fut un tonnerre de risées dont retentirent les Tuileries. Bonaparte avait eu soin de les envoyer à Notre-Dame à l'avance.

Le 4 décembre et les jours suivants, rien, rien au *Moniteur*, qu'une distribution des aigles, et un article sur l'iman de Moka, prince absolu, religieux, militaire à la fois.

Le pape se sentit joué, resta encore un peu à Paris, où sa douceur finit par faire bonne impression, mais il refusa de voir à Milan le sacre italien de Napoléon.

Celui de Paris s'était passé tranquillement, sauf un cri d'un jeune inconnu, qui s'écria : « Point d'empereur ! » Napoléon surpris qu'il n'y eût pas d'autres désordres, dit: « C'est une bataille gagnée! »

Moi, qui étais sur le boulevard, j'avais six ans, je ne remarquai rien, dans cette journée glaciale, qu'un morne et lugubre silence.

Il n'y avait eu de bataille que dans la famille de l'empereur. Joseph, plutôt que de mettre sa femme à la queue de Joséphine, avait voulu se démettre de tout, se retirer en Allemagne. Ce qui l'adoucit un peu, c'est qu'il fut convenu que, dans le procès-verbal, on ne mettrait pas: *porter le manteau*, mais *soutenir le manteau*.

Il obéit, et Napoléon en fut si charmé, qu'il lui déclara avec effusion que, depuis leur dispute, il n'avait eu de repos. « Non pas que je croie que vous seriez capable comme Lucien d'acheter la grandeur par un crime, quelque avantage que vous trouviez à ma mort. »

La soumission de Joseph avait été amenée par des menaces brutales, des

mots de capitan : « Je suis appelé à changer la face du monde... Vous êtes mon ennemi si vous refusez de venir au sacre... Où sont vos moyens d'attaque? votre armée contre moi?... Tout vous manque. Je vous anéantirai ! »

Cette comédie ridicule n'était jouée que pour obéir aux deux femmes, Hortense et Joséphine, qui voulaient terrifier les frères et leur faire accepter leur éloignement de la France, pour laisser le trône à l'enfant. Ils furent inébranlables. Joseph refusa la royauté de Lombardie. Sur son refus, on l'offrit à Louis; mais il fut trop choqué de l'idée de Joséphine, qui, sans pudeur, comme pour confirmer les bruits qui couraient, voulait garder ici l'enfant près de Napoléon. Il déclara que, s'il allait en Italie, ce serait à condition d'emmener l'enfant et la mère.

Cette condition mit Napoléon dans une étrange fureur. Hors de lui, il saisit Louis par le milieu du corps, et violemment le jeta hors de l'appartement. . . . .

CHAPITRE V

TRIOMPHE D'ULM. — DÉSASTRE DE TRAFALGAR, OCTOBRE 1805. — AUSTERLITZ, 2 DÉCEMBRE 1805. — L'AME DE LA GRANDE ARMÉE.

Ce qui frappe dans Bonaparte, c'est l'identité de ses procédés : des effets de surprise, qui, toujours répétés, toujours les mêmes, semblaient ne pouvoir tromper personne.

Et chez ses adversaires on eût dit toujours la même complaisance à attendre, arriver trop tard en tout, à se laisser surprendre.

Ces succès immenses et faciles eurent le très grave inconvénient que Napoléon et les siens se méconnurent en quelque sorte, crurent n'avoir plus besoin des moyens de persuasion, de propagande, qui avaient fait la force des armées révolutionnaires, leur ferme foi. Les Français de 92, après Valmy, donnèrent aux Prussiens en retraite, affamés, non seulement des vivres, mais des journaux républicains. En 97, on a vu, après fructidor, combien de républiques germèrent tout à coup de la terre. Effets magiques, d'une électricité subite, et comme d'une épée flamboyante, que l'épée d'Austerlitz, l'épée d'acier, quoique victorieuse, ne remplaçait nullement. Il y a ici une terrible différence, c'est que celle-ci n'agit point à distance, comme faisait l'épée de la Révolution.

Autre malheur. Napoléon, par des succès souvent faciles, peu achetés, créa dans son armée une méprise profonde sur les vrais caractères de l'esprit allemand, une ignorance mutuelle des deux nations. L'armée française, cette rouge armée, gonflée de sang, crut trop facilement à la débonnaireté allemande, surtout après le singulier événement d'Ulm, où trente mille hommes se rendirent prisonniers.

Le procédé de Napoléon, pour produire ce miracle, avait été fort simple et peu mystérieux. Il avait son armée toute prête à Boulogne, et déjà il avait acheté vingt mille chevaux. Dans l'espace d'un mois, tout fut transporté sur le Rhin. Quantité de voitures, mises en réquisition, furent chargées de soldats. Il resta à Strasbourg jusqu'au dernier moment, et en même temps pour amuser les Autrichiens que Mack et un des archiducs avaient groupés en Souabe, à Ulm, il faisait apparaître sa cavalerie aux divers débouchés de la Forêt-Noire.

Que faisaient les Autrichiens de la leur, l'une des premières du monde? Personne alors, pas même Napoléon, n'avait l'idée bien nette de l'usage qu'on peut faire de cette arme pour éclairer, observer tout autour. Les Américains les premiers, et, après eux, les Prussiens, l'ont bien compris, aux temps les plus récents.

Le malheureux Mack, que l'injustice de l'histoire a rendu ridicule, n'était pas le vrai chef de son armée. Officier de naissance obscure et de rang inférieur, il avait pour supérieurs réels les princes et hauts seigneurs qui se trouvaient dans cette armée. Ils le dirigeaient, lui inspiraient leur folle confiance. On lui montrait au Tyrol et aux Alpes de grandes forces Autrichiennes. Au nord, il y avait des Français; mais la Prusse était là pour les tenir et les empêcher de passer. A l'est, les Bavarois n'étaient pas trop sûrs, il est vrai. Mais ils étaient entre Mack et l'Autriche, qui pouvaient leur tomber dessus, s'ils faisaient un faux mouvement. Enfin, à l'horizon, au loin, on croyait voir les masses russes, qui avaient promis d'arriver vers le 1er octobre. Quoi de plus rassurant que ce tableau? Au moindre mot, ces fiers seigneurs lui auraient rappelé ses malheurs d'Italie, qui lui laissaient sans doute un excès de timidité.

Un matin, il est investi, les Français occupent tout autour les hauteurs. L'empereur lui envoie M. de Ségur. Tout est conté parfaitement dans les Mémoires de Rapp, et avec une bonhomie alsacienne que Ségur n'y aurait pas mise. Le pauvre Mack ignorait tout, et, à chaque révélation, s'exclamait, s'écriait. Il avait vécu là comme Robinson dans son île et ne savait rien du reste du monde.

Il croyait sa gauche gardée par la Prusse, qui sans doute empêcherait l'armée française du Hanovre de passer, l'obligerait de faire un grand détour, on lui apprit que cette armée, sous Bernadotte, sans tenir compte des Prussiens, avait passé, soi-disant pour rentrer en France, mais que, tournant à l'est, elle avait été à Munich, que les Bavarois lui livraient. Ce corps et

quelques autres, réunis, faisaient cent mille hommes que Mack avait à l'est, entre lui et l'Autriche, tandis que l'armée de Boulogne, venant de l'ouest, l'enfermait, le serrait de près.

Désespéré, il s'en prenait aux Russes, qui, dit-il, arrivaient. On lui prouva que les Russes étaient loin. Il croyait avoir des vivres pour huit jours, mais cela était faux. Sa perte était certaine : il se rendit.

Spectacle étonnant et nouveau : une armée prisonnière sans avoir pu combattre. Trente mille hommes rendus d'un coup.

Événement lamentable pour l'Autriche, mais, selon nous, funeste au bon sens de notre armée, qui se fit une idée très fausse du grand pays où elle entrait.

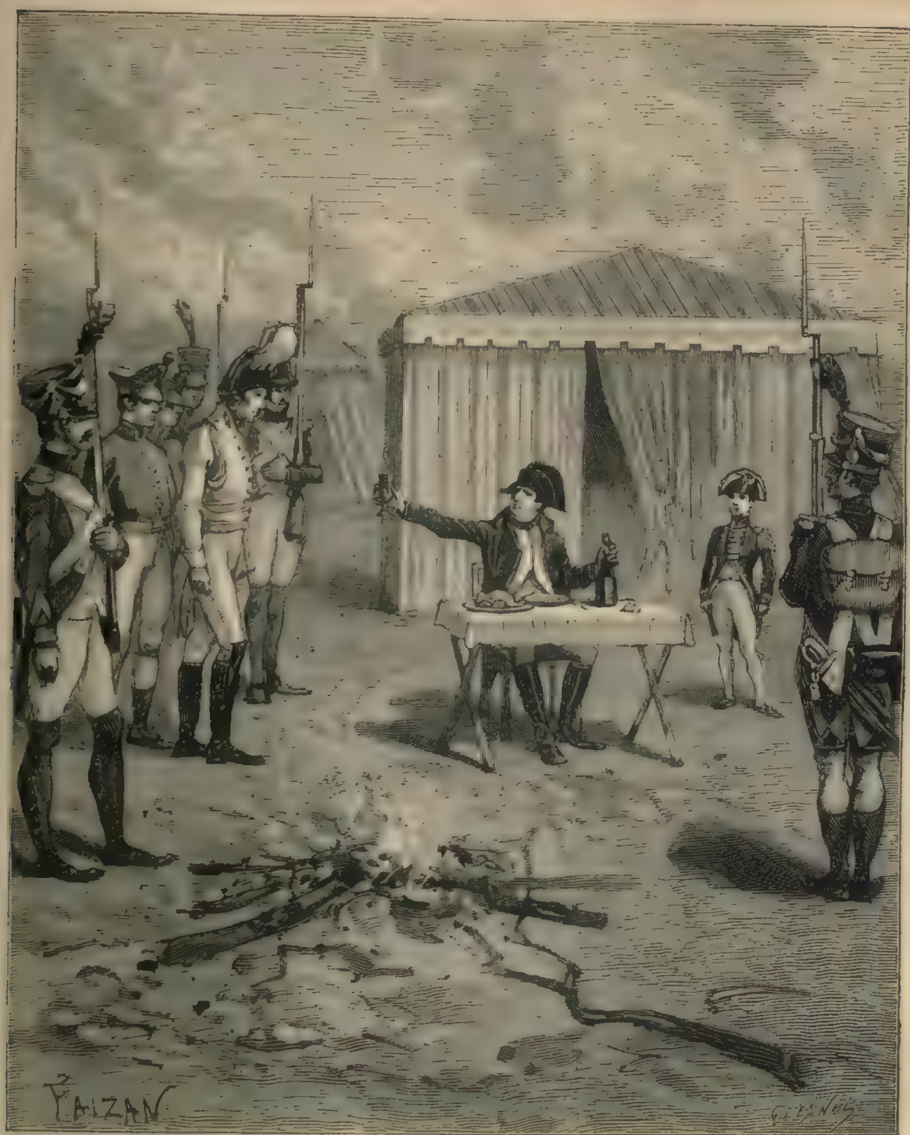
Ce prodigieux succès porta terriblement à la tête de l'empereur, qui, en ce moment, perdit terre, se crut vainqueur, non seulement de l'Allemagne, mais de l'Angleterre même.

Il semblait moins en Allemagne qu'en mer : il y avait envoyé ses flottes, pour frapper un grand coup sur l'Angleterre, pendant qu'il envahirait l'Allemagne.

Afin de détourner l'attention des Anglais, l'amiral Villeneuve, en rade à Toulon, avait ordre de cingler vers les Antilles. Nelson, qui avait mission de garder la Méditerranée, ne manquerait pas de le poursuivre. Le coup du génie, c'était de se dérober à temps, de se porter sur Brest et de se rendre maître de la Manche. Bonaparte gourmandait rudement Villeneuve, accusait sa lenteur. Il écrivait incessamment à Decrès, ministre de la marine, des choses violentes, furieuses.

Napoléon, destiné d'abord à la marine, le corps le plus en faveur à Versailles, et dont un membre gouverna longtemps la reine, avait conservé une grande partialité pour ce qui restait en France de ce corps aristocratique. Son principal secrétaire, Champagny, était un officier de marine. Quelques officiers *bleus*, c'est-à-dire roturiers, s'étaient peu à peu élevés, mais avec une lenteur qui n'allait pas à l'impatience de Napoléon. L'armée de terre, si rapide dans ses succès, lui voilait la situation, lui faisait oublier les difficultés techniques de la guerre de mer. Qui croirait même que, lui, officier d'artillerie, il entassait au hasard des masses inexpérimentées sur ses vaisseaux, sans les exercer au tir maritime, c'est-à-dire les dépêchait, on peut dire désarmées, à une mort certaine ?

On parle toujours de la Terreur de 93, mais fort peu de cette Terreur maritime de Napoléon, si cruelle, si sauvage, et qui n'enveloppait pas seulement les riverains de la mer. Dans plus d'un département éloigné de la mer, les préfets, aiguillonnés par des ordres impériaux, lançaient de tous côtés une active gendarmerie qui ramassait les jeunes paysans et les traînait par les routes, vers les ports, où, sans exercice préalable, on les entassait aux vaisseaux. La *presse* anglaise, si dure, avait pour consolation des succès certains, l'attente de la victoire. La *presse* française était d'autant plus désespérante



« Buvez, monsieur le comte. Cela remet toujours le cœur ! » (P. 2238.)

que tous ceux qu'elle enchaînait, traînait, savaient parfaitement que, par ces chemins de misère, on ne les menait qu'à la mort.

Notre défaite de Trafalgar en est la preuve lamentable. Villeneuve, poursuivi par Nelson jusqu'au Mexique, lui échappa, mais pour venir se heurter à la pointe du Finistère, contre l'escadre de l'amiral Calder. Ce combat, s'il ne fut pas pour nous une déroute, avaria tellement notre flotte, que Villeneuve dut se rendre à Cadix pour la réparer. C'est là que vint le rejoindre Nelson.

Nous avons plusieurs récits de l'horrible catastrophe, mais peu de détails sur ces rigueurs, cette chasse aux hommes qui avaient précédé. M. Forgues, dans son bel abrégé de la vie de Nelson, nous donne ses bravades, ses fières et colériques paroles. M. Thiers excuse de son mieux Bonaparte. M. Lanfrey, dans son récit, excellent du reste, s'occupe fort de l'amiral Villeneuve, le plaint comme une victime de la fatalité, des exigences tyranniques de l'empereur.

Villeneuve, d'une noblesse de Provence, et qui sans doute par là plaisait à Napoléon, au parti rétrograde, si puissant par Hortense et Joséphine, avait du courage, de l'instruction. De quinze ans à quarante et un, il avait rapidement parcouru toute la carrière maritime jusqu'aux plus hauts grades. Parmi mainte action d'éclat, il avait eu un malheur, celui d'être arrivé tard au désastre d'Aboukir, et celui de partir tôt, croyant, non sans vraisemblance, qu'il ne remédierait à rien, ne ferait qu'augmenter le malheur, au lieu qu'il le diminua en emmenant et en sauvant quatre vaisseaux.

Ce souvenir d'Aboukir eût pu arrêter un esprit crédule aux présages comme était Napoléon. Mais Villeneuve était ami du ministre Decrès, alors aimé de l'empereur, parce qu'il faisait sur la marine certaines économies au profit des troupes de terre.

C'est là qu'on peut admirer l'*homo duplex*. L'empereur, si passionné pour les succès de sa flotte, dans le détail trouvait très bon qu'on économisât sur elle pour l'armée, dont en lui-même il jugeait les victoires beaucoup plus certaines. De sa main droite il volait sa main gauche.

L'aimable caractère de Villeneuve devait le pousser aussi. Il était brave, mais doux, un peu hésitant. Quand Napoléon entraîna l'Espagne dans son alliance et se vit à la tête de deux nombreuses marines, son impatience ne connut plus de bornes. Les lenteurs de Villeneuve le désespérèrent; il l'accusa de pusillanimité; il lui nomma un successeur, l'amiral Rosily, qui devait le renvoyer en France. Plutôt que d'attendre cet affront, le malheureux sortit de Cadix, se battit, perdit tout.

Tous les officiers français et espagnols furent consultés et dirent qu'on était mal armé, mal équipé, qu'on périrait. On envoya cet avis à Decrès, qui le garda pour lui.

Des matelots paysans qui ne savaient point manœuvrer, point tirer, et que, selon l'ancienne méthode, on faisait viser au mât, au lieu de tirer en plein bois dans la coque des vaisseaux, comme faisaient les Anglais; — ces malheureux furent amenés en présence du furieux Nelson, certain de sa victoire. Le capitaine Lucas et autres de nos Français montrèrent un grand courage. En vain.

Nelson avait dit : « La pairie ou Westminster! »

Il fut tué. Mais sa mort n'affaiblit en rien cet affreux désastre. Nos vaisseaux étaient si lents, qu'ils ne se sauvèrent pas, attendirent leur destin.

Uu peuple fut noyé.

L'empereur écrivait toujours des choses furibondes à cette flotte qui n'existait plus.

Il était d'autant plus irrité et cruel qu'il devait en dessous trop bien sentir : *Tout était de sa faute*, et sans remède. — Réparable ? jamais !

Villeneuve, épouvanté, se réfugia dans la mort. Il se coupa la gorge (20 octobre 1805).

CHAPITRE VI

AUSTERLITZ. — 2 DÉCEMBRE 1805

Ce grand revers avait pourtant ceci d'heureux qu'il empêchait définitivement Bonaparte de pousser plus loin la folie de mettre une armée en mer avec le risque d'un échec vingt fois plus grand que celui de Trafalgar.

Les Anglais, calculant d'après les habitudes de publicité de leur gouvernement, croyaient la France fort abattue. Elle savait à peine l'événement. Le *Moniteur* n'en dit rien, encore moins les journaux. Il courut à peine un bruit vague de certains revers maritimes.

La nouvelle, au contraire, éclata chez nos ennemis. A la joie des Anglais, les Russes, les Autrichiens, crurent, au moins, que l'armée française était découragée, démoralisée. L'armée ignorait tout. Elle en était encore à son triomphe d'Ulm, et n'avait rien dans l'esprit que ce spectacle inouï d'une grande armée prisonnière ; elle croyait marcher à la victoire.

Bonaparte savait seul qu'il était dans un grand péril. Plusieurs armées, encore à distance, approchaient, pouvaient le cerner. C'est longtemps après, en 1809, à Wagram, qu'il a dit le vrai motif de l'extraordinaire confiance qu'il témoigna alors. On disait après Wagram : « Vous auriez eu plus de succès si vous aviez laissé l'ennemi vous entourer. — Oh ! mais, dit-il, cette armée de Wagram, ce n'est plus l'armée d'Austerlitz ! »

La route de Vienne étant libre et la ville abandonnée, il y entra avec le plus grand calme. Non seulement il recommanda de bien traiter les habitants, du reste, nullement hostiles, mais, usurpant gracieusement le rôle affable et bienveillant du véritable souverain, il recommandait aux siens de ménager et protéger tout ce qui tenait aux lettres et aux arts.

Parole toute pacifique et prudente, au milieu des périls dont l'ennemi le voyait entouré. On le croyait déjà perdu. Les Russes, sous Koutousoff, évidemment ne reculaient que pour attendre les renforts qui leur arrivaient

et de derrière et de côté ; ils reculaient, mais en livrant des combats souvent heureux. D'autres Russes venaient en Silésie. La Prusse, malgré ses tergiversations, accomplissant la promesse faite à Alexandre, venait aussi, il est vrai, lentement.

Voilà pour le nord. Au midi, l'archiduc Charles avançait. Masséna, avec une armée trop faible, n'avait pu le retenir. L'archiduc l'avait devancé de plusieurs journées et déjà était passé d'Italie en Moravie.

L'empereur était ainsi au centre d'un cercle d'ennemis qui peu à peu l'enserraient. Toutefois il se voyait si fort avec son armée invincible, qu'il ne rougit pas de négocier, et ne désespéra pas de détourner le torrent russe dans un lit nouveau, la conquête de l'empire ottoman.

On a cru que cette négociation de Napoléon était une ruse de guerre, un moyen de gagner du temps. J'en doute. Comme il ne jugeait jamais que sur les intérêts, il croyait, non sans apparence, qu'Alexandre avait plus à gagner en se jetant dans la Turquie que dans cette stérile campagne d'Allemagne.

Il écrivit à Alexandre dans des termes plus que polis, flatteurs et un peu ridicules.

A quoi le jeune czar, lui-même doux et poli, mais dont les émigrés conduisaient la main, répondit par une lettre altière, inconvenante, où il l'appelait *monsieur* et l'assurait de *sa parfaite considération*.

Napoléon avala le déboire, et pendant qu'il proposait un armistice, il fut violemment attaqué par les Russes.

N'importe, il n'en demanda pas moins une entrevue à Alexandre, qui ne daigna y aller, lui envoya seulement son aide de camp, le jeune Dolgorouki. Sur la proposition de Bonaparte de faire des conquêtes ailleurs, il dit fièrement : « La Russie est assez grande. »

C'était le 13 novembre. Les Français, encore dispersés, n'ayant pas l'armée de Bernadotte, n'avaient que cinquant-huit mille hommes; les Russes en avaient déjà quatre-vingt-deux mille. C'était pour eux le moment d'attaquer. Le 20 novembre, les deux armées furent à peu près en équilibre; Napoléon eut cent mille hommes.

Mais les Russes-Autrichiens attendaient d'autres troupes, faisaient venir des vivres qui leur manquaient, ils allaient être bientôt de beaucoup les plus forts.

Pourquoi furent-ils si pressés de combattre? On ne le sait pas, disent plusieurs historiens.

C'est parce que leurs jeunes chefs, qui, dès le commencement, avaient intrigué contre le prince Charles, et croyaient qu'il resterait en Italie, le voyaient avec peine revenir, et voulaient vaincre avant son arrivée.

Autre motif très vraisemblable, dont on doit tenir compte. Alexandre, chevalier de la reine de Prusse, espérait par sa victoire délivrer seul la belle princesse de l'ogre Bonaparte, et n'en aurait pas eu l'honneur si, pour le

faire, il eût attendu l'assistance des Prussiens, l'arrivée du bouillant prince Louis et de tant d'autres, voués au culte de la reine.

Voilà qui est bien romanesque, dira-t-on. Mais le serment au tombeau de Frédéric, qu'imposa la reine à Alexandre, le constituait gardien et défenseur de la Prusse. Chose plus forte, les conditions que le czar mit d'abord, le 3 novembre, aux secours russes, conditions dont, en décembre, il dispense le roi de Prusse, indiquent assez qu'entre eux il y avait plus qu'un lien politique, mais un lien bien autrement fort, une amitié resserrée par leur admiration commune pour la beauté héroïque qui prêchait la guerre et la gloire.

Les historiens militaires, et, d'après eux, MM. Thiers et Lanfrey, ont marqué lumineusement, autant que le permettait un si immense tableau, la position des deux armées, et celle même des corps différents qui combattirent à Austerlitz. Nous ne reproduirons pas ce détail, si difficile à comprendre pour qui n'a pas la carte sous les yeux.

Nous remarquerons seulement ce que déjà nous avons observé pour d'autres affaires non moins importantes, c'est que plusieurs des dispositions du grand capitaine, dispositions justifiées par un succès si magnifique, étaient scabreuses en elles-mêmes. Il fallait qu'il eût dans ses mains, comme il l'a dit lui-même, un instrument infaillible; je veux dire une armée telle qu'avec elle on pouvait tout risquer.

Par exemple, l'abandon des hauteurs de Pratzen, laissées à l'ennemi, la concentration de l'armée française sur un terrain bas et étroit, et comme dans une espèce d'entonnoir, observant un grand silence, et regardant comme une proie le cercle d'ennemis qui l'environnait, n'était habile qu'avec une armée exceptionnelle qui ne s'étonnait de rien. Avec d'autres soldats, rien n'eût été plus chanceux.

A une heure de l'après-midi, Bonaparte était maître de Pratzen, le centre des alliés était anéanti; leurs deux ailes combattaient encore, mais sans communication, sans moyen de se rejoindre. La garde russe s'avança pour reprendre le plateau de Pratzen, et mit un instant en désordre un de nos bataillons. La garde française s'élance alors, et Rapp fait prisonnier Repnine à la tête des chevaliers gardes.

Une action plus décisive se passait aux étangs, si nombreux dans cette plaine humide. L'artillerie russe, en passant sur un des ponts qui les traversent, s'enfonça, et les troupes qui l'accompagnaient furent rejetées sur un autre étang alors gelé. Napoléon, qui vit ce désastre, fit tirer dessus les canons qu'il avait sur les hauteurs. Toute la glace s'effondra. Des milliers d'hommes disparurent, mais plusieurs ne purent se noyer dans ces eaux peu profondes; ils luttèrent, et le lendemain, on entendait encore les cris, les gémissements de ceux qui ne pouvaient mourir.

On dit que les alliés couvrirent de vingt-sept mille morts cette vaste plaine d'Austerlitz; huit mille Français avaient aussi péri.

Cette scène affreuse m'a été contée dans les moindres détails par un

témoin, alors bien jeune, et qui, avec la vive et forte mémoire qu'ont les enfants, n'en avait perdu aucune circonstance.

Cet enfant, l'un des fils du général ministre Pétiet, était alors page de l'empereur, et se tenait derrière lui, lorsqu'il vit l'ennemi aller d'abord aux marais, puis sombrer tout à coup, s'engouffrer dans les glaces. C'est ce que Bonaparte avait prévu. Et, comme il arrive au chasseur qui voit le gibier lui venir, il eut un accès de sauvage hilarité. Dans ces moments, Napoléon avait un *tic* désagréable : il chantonnait. Cette fois, il lui revint certain air d'opéra-comique, où un sot tombe de lui-même au piège préparé ; les acteurs lui chantent : « *Ah! comme il y viendra ! larira.* » Le désaccord si choquant de cette chanson vulgaire, chantée par une voix fausse, à cette heure suprême, frappa l'enfant de manière à ne l'oublier jamais.

Voyant le succès établi dans toute la plaine, Bonaparte avisa qu'il était tard, l'heure de dîner. Selon ses habitudes sobres, on lui donna sur une petite table son poulet et du chambertin.

Le jeune Pétiet versait à boire. On amena des prisonniers, et l'enfant, derrière l'empereur, put observer à l'aise l'accueil qu'il leur faisait.

Repnine, l'un des premiers, était sans doute le fils de ce cruel ambassadeur qui fut l'horreur de Varsovie, et dont Rulhières nous a laissé un si terrible portrait. Napoléon, sans souci des Polonais, toujours nombreux dans nos armées, lui fit un accueil aimable et ne le retint pas.

Puis s'avança une figure dont Pétiet fut bien frappé, un émigré devenu général russe, qui croyait toucher à sa dernière heure. L'enfant tremblait pour lui.

Il fut bien surpris de voir l'empereur verser un coup dans son propre verre d'argent, et dire : « Buvez, monsieur le comte. Cela remet toujours le cœur! »

Il y parut. Le prisonnier, jusque-là fort pâle, reprit couleur à l'instant.

Instructive anecdote qui montre que, d'Austerlitz, le vainqueur voyait Paris, le faubourg Saint-Germain.

Avec ces dispositions si tendres au parti rétrograde, cette communion avec l'émigré, il était bien disposé à recevoir le conseil que lui apportait Talleyrand : « Ménagez l'Autriche. »

Le boiteux ne disait rien au maître qu'il n'eût dans l'esprit, ou qu'il n'eût fait déjà à Léoben, à Campo Formio.

Il exigea de l'Autriche de l'argent, mais ne toucha en rien à ses provinces intérieures et vitales. Le Tyrol, qu'il lui prit pour le donner à la Bavière, était un beau champ pour l'insurrection, mais il contribuait pour peu dans les armées régulières. Venise, aussi qu'il lui retira, le Frioul, la Dalmatie, étaient d'un faible secours militaire. L'Autriche resta ce qu'elle était, prête à se rétablir peu à peu et à nous faire la guerre de 1809.

Austerlitz fort admiré renouvela pour l'Europe l'effet tout fantastique de Marengo. Cependant les Mémoires de Ney, qui partout révèlent la main habile

de Jomini, montrent combien le plan de cette campagne était peu arrêté et changea sur la route.

La rapidité, tant vantée, de la marche de Bonaparte faillit lui être fatale, puisque par les maladies et la dissémination de ses forces, il fut un moment réduit à cinquante mille hommes. « Nous ne fûmes sauvés, dit Ney, que par l'ignorance de l'ennemi. »

La grande armée dura de 1805 à 1808. Bonaparte, pour la dénaturer et en abaisser le niveau, eut besoin de la démembrer. Il lui ôta son âme.

Entre Boulogne et Austerlitz, candide encore et soulevée d'un grand cœur, elle gardait en majorité cette foi, cette illusion : « Qu'il avait fallu un génie, un invincible capitaine pour mettre à la raison l'Europe, et que sous lui la grande armée était le bras de la Révolution. »

L'affaire d'Ulm lui avait donné un injuste mépris pour l'Allemagne, mais toutefois avec cette croyance bienveillante : « Elle se délivrera par nous. »

C'étaient là de grandes pensées. On put juger la hauteur où se tenait le moral des Français, lorsque après cette marche meurtrière de cinq cents lieues en trois mois, nos soldats, si loin de la France et n'en recevant rien, l'armée s'enfonçant en Allemagne, et traversant une grande forêt, par un mouvement de gaieté héroïque, se para de branches de chênes.

Elle savait bien pourtant que trois armées, autrichienne, prussienne et russe, s'avançaient pour l'envelopper.

Elle avait vu sur le Rhin, elle voyait sur le Danube, ces monuments de servitude, ces lourdes ruines féodales, sous lesquelles ces grands fleuves, l'âme même de la contrée, passent esclaves humiliés.

Le pire de cet esclavage était dans la foule des seigneurs qui prétendaient ne relever que de l'Empire, et qui pesaient sur l'Allemagne par leurs justices capricieuses, vexatoires, vénales. Mille tragédies énigmatiques se passaient dans ces antres de la féodalité. L'histoire, si connue, de Gaspar Haüser, l'enfant élevé dans la nuit, puis assassiné, montre assez que, dans un tel ordre de choses, il n'y avait pas plus à attendre de sûreté, que d'ordre et de justice.

Les Allemands, dans mille écrits, avaient déploré cet état confus, tyrannique, quand Napoléon, en 1804, parcourut les bords du Rhin, la chaussée dont il devait faire la plus belle route du monde. Dalberg et autres lui montrèrent, et dans les îles et au plus haut des corniches des monts, ces châteaux, faits pour le peintre, et maudits du voyageur, du marchand, qu'ils regardent passer d'un œil louche. Bonaparte, jugeant par Richelieu, Cromwell, ces grands destructeurs de châteaux, crut qu'en nettoyant l'Allemagne de ces seigneurs immédiats, il remplissait le vœu de la grande majorité du peuple allemand lui-même.

C'était une opération délicate et compliquée que l'étranger ne pouvait accomplir que très mal, en faisant des exceptions ou des justices aveugles et brutales. Ce qui pourtant justifie la mesure en masse, c'est qu'en 1815, bien

loin de revenir sur elle, ceux qui s'en plaignaient le plus la continuèrent, la complétèrent, en médiatisant encore plusieurs petits princes.

Il faut dire aussi que les nôtres, hier soldats jacobins, et maintenant devenus les soldats du grand empire, d'après ce double préjugé, traitaient souvent peu révérencieusement ces petites souverainetés, vénérables aux Allemands par l'antiquité. Une anecdote que je tiens de première source me fera comprendre. Un jeune chirurgien français, nommé Mouton, étant en logement chez la vieille princesse de***, trouva que la dame et ses gens manquaient d'égards pour sa qualité de Français, de membre de la grande armée. Alors l'insolent étourdi écrit une lettre violente, injurieuse, à son hôtesse; la lettre commençait ainsi: « Princilione de... » Le reste en style de Vadé. La grande dame fit une chose terrible: elle envoya la lettre à Napoléon. Celui-ci, un jour de grande revue, debout sur un tertre qui dominait tout, fait une scène dramatique: « Où est-il, ce misérable ? Qu'on l'amène! qu'on le fusille! Je n'ai pas gagné la victoire pour outrager les vaincus! » On l'amène, on le soutient, pâle, chancelant, et plus mort que vif.

Chacun frémit. L'empereur regarde d'un autre côté, n'y pense plus.

Ces hommes étourdis, souvent violents, comme ce jeune chirurgien, étaient enfants de caractère et se gouvernaient eux-mêmes fort mal dans leurs continuelles alternatives entre les privations et les excès. Les officiers étaient plus misérables encore que le soldat, parce qu'ils s'interdisaient le pillage des vivres.

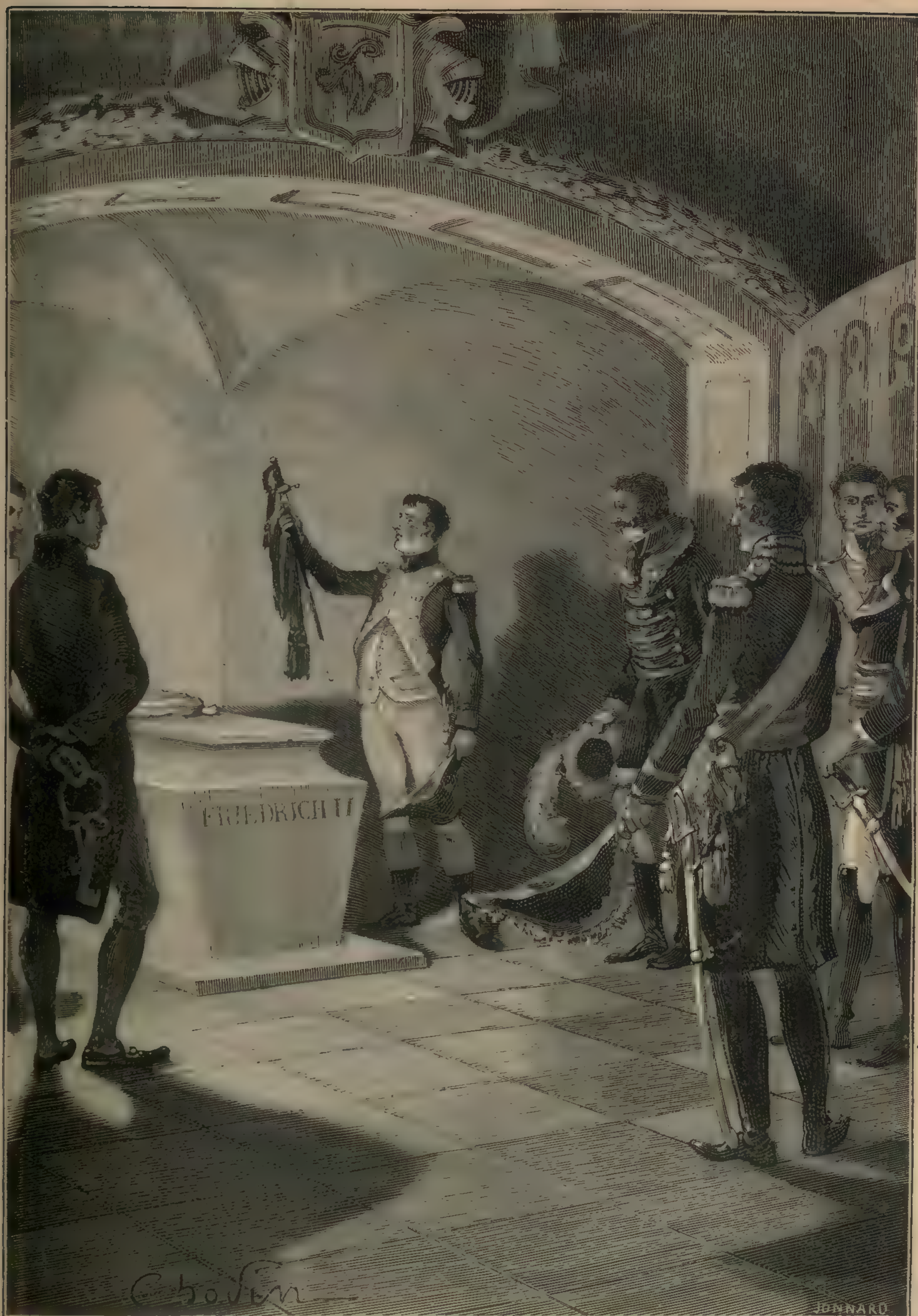
Même après Napoléon, les générations qui avaient tant souffert sous lui, et dont le sang, par les alternatives du jeûne, du chaud et du froid, s'était allumé, eurent recours à l'eau comme le plus puissant des calmants. L'hydrothérapie devint la panacée universelle. De là la vogue de Priessnitz, — créateur du traitement, — vers 1825. La foule des malades reconnaissants qu'il avait guéris lui élevèrent un arc de triomphe.

L'armée était assez lettrée si j'en juge par plusieurs militaires que j'ai connus et qui auraient mérité une grande notoriété, mais qui sont morts dans le silence.

Foy, avec ses quatorze blessures, et son refus aux adresses et au vote de l'empire, fut fort retardé, laissé de côté jusqu'à Waterloo. Mais d'autant plus dans le repos que lui laissait son artillerie à cheval, il lisait insatiablement Virgile et Tacite.

On peut en dire autant de Courier, si absorbé dans l'étude qu'il ne s'était pas aperçu de l'insurrection de Rome et faillit y périr. En Calabre, dépouillé de tout par les brigands, ayant perdu ses chevaux et son argent, il n'eut regret qu'à son Homère.

Outre ces noms si connus, j'en pourrais citer d'autres qui le furent à peine, et dont l'esprit ne montrait pas moins combien le vrai caractère français brillait dans la grande armée. J'ai déjà parlé de M. de Fourcy, esprit aimable, un peu changeant, qui se prêtait à beaucoup de choses. A l'âge de



Il la prit, dit: « Ceci est à moi. » (P. 2248.)

trente ans, capitaine dans l'artillerie de la garde, il employait volontiers ses loisirs en essais poétiques dont plusieurs furent de très beaux vers. Ce qui l'attristait le plus, c'était ce singulier métier de tuer par un boulet, à distance, des inconnus dont plus rapproché, peut-être on aurait été l'ami. L'habitude et la routine, l'ignorance d'une autre carrière, le fixèrent dans celle-ci qu'il détestait, jusqu'à Wagram, 1809.

Dans cette cruelle bataille, gagnée comme on sait, par l'artillerie, deux choses le révoltèrent. D'une part, l'état d'ivresse où la jeune armée se plongea après la victoire. Mais, pendant la bataille même, un spectacle affreux l'avertit.

Les Français et les Hongrois, qui s'étaient vus dans tant d'affaires, n'en avaient les uns pour les autres que plus d'admiration et de sympathie.

Dans le champ brûlé du soleil, presque en feu, où nos batteries volantes étaient arrivées, un grenadier hongrois, homme magnifique, se mourait.

L'officier français avait disposé des manteaux sur des fusils pour lui faire un peu d'ombre.

Le mourant, dans son délire, implorant en vain la mort, se souleva, et d'une main frénétique il cherchait un pistolet pour tirer sur ses bienfaiteurs.

Cette scène sauvage frappa le Français au cœur. Il refusa les grades, les récompenses auxquels il avait droit, et quitta son triste métier.

J'ai connu aussi des soldats, des hommes sans aucune culture, qui pour la douceur des mœurs, la bonté, les qualités morales, valaient peut-être autant que les hommes supérieurs.

Michel, soldat des charrois, aujourd'hui aux Invalides, fut un véritable saint.

Je n'ai jamais vu une douceur si inaltérable. Son seul défaut était la crédulité, qui le rendait martyr de sa charité infinie. Retiré après la guerre dans une petite boutique, il donnait tout ce qu'il gagnait. Les intrigants affluaient, n'étaient jamais refusés. C'était un faux Polonais.

C'était un faux général.

Michel donnait toujours.

Dans la vie prodigieusement agitée, variable, que menait la grande armée, le mal, c'était surtout l'impossibilité pour toute nature, même d'élite, de se créer les habitudes qui mènent au perfectionnement.

Si Bonaparte avait laissé au soldat, au défaut de toute vertu, au moins *une grande passion*, nul doute qu'il n'y eût entretenu une flamme profitable à ses succès mêmes.

Si, en quittant Austerlitz, il eût conduit l'armée victorieuse dans la Pologne autrichienne, certainement l'incendie qui aurait gagné les Pologne russe et prussienne eût paralysé pour longtemps les puissances du Nord, mais surtout créé dans l'armée un immense *Sursum corda!*

CHAPITRE VII

IÉNA — (1806) — NAPOLÉON DEVANT LA POLOGNE. — EYLAU (FÉVRIER 1807). — FRIEDLAND (JUIN 1807).

Napoléon, suivant d'abord la politique de Sieyès et du Directoire, avait cru la Prusse une alliée sûre, l'avait agrandie, enrichie étourdiment des dépouilles de l'Allemagne. Il avait cru que cet État, si peu aimé des Allemands, les contiendrait, lui répondrait de ceux du Nord.

Puis, quand il vit la Prusse tergiverser, il l'accusa de perfidie. A tort. Si, en réalité, elle était double, elle l'était bien moins de politique que d'incertitude entre les deux partis du roi, et de la reine, qui la faisaient agir en des sens différents.

La Prusse n'est pas simple, mais très variée d'origines. Son petit noyau slave, mêlé d'Allemands, a été de bonne heure un asile contre deux tyrans, l'Autriche et Louis XIV, qui, par leurs ineptes persécutions, ont doté ce pays stérile de populations patientes, résignées, énergiques, courageuses à supporter tout. Ces populations abjurèrent la France, mais n'acquirent pas les qualités allemandes, la douceur imaginative, rêveuse et poétique, qui nous touche dans l'Allemagne.

Frédéric le Grand, élevé par nos réfugiés qui lui donnèrent une trempe extraordinaire, aidé par les subsides anglais et attirant par son génie les éléments les plus militaires de l'Europe, mordit les Slaves, et prit d'abord la Silésie, puis proposa le partage de la Pologne

La Prusse, composée ainsi d'éléments hétérogènes, s'unit par la pression d'une éducation dure, qui, commencée de bonne heure, continuée imperturbablement, et sans souci des diverses natures, pliant Cologne, et écrasant Posen, fait des êtres qui semblent analogues Mais, Dieu! si vous ouvrez le cœur, quelle étrange diversité!

Cette opération contre nature laisse-t-elle à ces races leur fécondité intérieure? J'en doute. On peut acquérir du dehors de grands savants, même un grand général, un machiniste éminent de la guerre. Tout cela ne vient pas du sol. Ce sont de pures importations.

Quant à la force totale, la solidité de cohésion, toutes les fois qu'elle existe dans une création quelconque, cette belle qualité se montre par la grâce dont cette création est douée. L'assimilation des provinces de France a

bien ce caractère. Et même aux îles Britanniques, la basse Écosse s'est très bien assimilée à l'Angleterre, que ses grands Écossais (Watt, Adam Smith, Walter Scott, etc.) ont tant glorifiée.

En Prusse, les éléments sont réfractaires et s'assimilent moins. Tout y semble de fer. Mais est-ce en solide fer forgé, ou en fer creux de fonte, qui est si casuel?

Pour revenir, Napoléon à Austerlitz avait été ému d'orgueil et de colère contre ses ennemis. L'Autriche et la Russie, jusqu'à la veille de la guerre, avaient cherché à l'amuser. La Prusse avait reçu et abrité tout ce qui avait pu se sauver d'Ulm. Son armée s'avançait : était-ce contre ou pour Napoléon? Les Français en doutaient, étaient fort indignés de cette incertitude.

Pour lui, blessé de Trafalgar, il ne pensait qu'à la mer, à l'Angleterre. Voilà pourquoi il fit trois choses. Il voulut s'assurer de Naples, de la Hollande, ces deux grands postes maritimes; il les confia à ses frères Joseph et Louis, fort incapables. De plus, il obligea la Prusse de prendre aux Anglais leur possession continentale du Hanovre. Acte très tyrannique qui faisait grand peur aux Prussiens et non moins aux Hanovriens, qui ne les ont jamais aimés.

La Prusse n'eut pas une heure pour se décider. Elle signa après Austerlitz. Elle était jusque-là divisée entre deux partis.

Celui du roi, qui avec son ministre Haugwitz, avait longtemps suivi la France, et docilement avait subi ses dons, son amitié dominatrice.

L'autre parti était celui de la reine, de la jeune cour. Parti encouragé par la Russie et l'Angleterre. La reine, belle et audacieuse, entreprenante, rêvait d'être un grand homme, une Marie-Thérèse, une Catherine de Russie, ou comme la mère d'Alexandre si puissante sous son fils. Les Allemandes, en ce siècle, affectaient les rôles virils, montaient à cheval, passaient la revue des troupes. Et celle-ci posait, adorée comme la blonde *Germania*, l'idéal de la patrie allemande.

L'originalité de la situation, c'est que ce parti, qui devint à la longue le parti patriote, ne soutenait alors que les vieilles idées.

Au contraire, le ministre tant détesté, Haugwitz, avec le roi, très honnête homme, penchait pour les idées nouvelles contre les rétrogrades Allemands. La sécularisation des évêchés du Rhin, la suppression de tant de justices féodales, se firent sous lui. La bonté du roi s'étendit jusqu'aux Polonais. Il élargit leurs prisonniers, et même leur témoigna sa bienveillance en prenant l'uniforme polonais pour recevoir Dombrowski, le célèbre général, et surtout en permettant le mariage d'une princesse de son sang avec le prince Radziwill, réfugié à Berlin.

Sous ces rapports, le roi et son ministre Haugwitz représentaient le parti libéral. La guerre de la France à l'Autriche, l'abaissement de celle-ci parut à bien des gens la mort du moyen âge.

Telle fut l'opinion du célèbre Jean de Müller, le grand historien suisse.

La bataille d'Austerlitz dut lui apparaître comme la glorieuse continuation des anciennes victoires de son pays sur les Autrichiens. Si savant dans le moyen âge, dont il connaissait tant les mœurs, il s'applaudit, disait-il, « de voir que tout ce qui était vieux, rouillé, insoutenable, pérît, et pérît par la France ».

Jean de Müller n'était pas traître, comme disaient les Allemands. Et d'abord il n'était pas Allemand, mais Suisse. Et, comme le roi de Prusse, il clignotait, ne voyait pas bien clair dans un temps si obscur.

Le roi eût voulu pouvoir fermer l'Allemagne aux deux partis. Mais la reine comptant toujours sur Alexandre et son serment, poussa son mari en avant et le mit en danger, sans réfléchir que peut-être Alexandre arriverait trop tard.

Le roi était perdu s'il n'eût cédé à Bonaparte. Il lui fallut, sous peine de guerre immédiate, accepter le Hanovre, au risque d'irriter les Anglais.

On croit que le ministre prussien à qui Napoléon ingérait cette médecine se flattait sourdement d'en avaler une autre, plus agréable. Il espérait Hambourg, les villes hanséatiques, cette belle fenêtre sur les fleuves et la mer, que le tyran le forcerait d'accepter.

Vain leurre. Napoléon n'en était plus à se fier à la Prusse. Non seulement il avait mis un de ses frères en Hollande, mais entre les Pays-Bas et l'Allemagne, il avait posté Murat et son duché de Berg, un petit État militaire qui semblait une avant-garde de la grande armée, et qui, en effet, sur le territoire allemand, s'assura de maintes places fortes.

Ce n'est pas tout. La Prusse avait aussi espéré que, s'il démembrait l'empire, en séparant l'Allemagne occidentale, il la mettrait sous le patronage de la Prusse. Pour le démembrement, il eut lieu en effet, mais non à son profit. La Confédération du Rhin qui, outre le Wurtemberg, Hesse, Nassau, Berg, etc., comprenait de plus le grand royaume méridional, la Bavière, ne pouvait guère être mise sous la direction d'une puissance si contraire aux Bavarois. Napoléon lui-même se fit chef de la Confédération (juillet 1806), et se montra peu favorable à une fédération des États du Nord, que la Prusse essayait de former à part. Ses variations lui faisaient toujours douter si elle serait amie ou ennemie.

Napoléon, à cette époque, se félicitait à tort d'un événement. Pitt venait de mourir. Austerlitz et le chagrin, dit-on, l'enlevèrent à quarante-neuf ans. Bonaparte, qui connaissait mal l'Angleterre, ne savait pas qu'en elle il y avait un Pitt éternel.

Elle dépensait beaucoup d'argent, peu d'hommes. De sorte que la guerre, toute ruineuse et irritante qu'elle fût, la lassait peu, l'effrayait peu. A la mort de Pitt, on essaya de le remplacer en créant un ministère mixte qui eut en tête le grand orateur Fox, nom glorieux, faible direction. Fox malade était près de sa fin.

Bonaparte imaginait, d'après les bons rapports qu'ils avaient eus à Paris, que Fox faiblirait pour lui. Mais à tout ce qu'il proposait, offrait, le ministre

faisait même réponse : « L'Angleterre ne peut traiter que de concert avec la Russie. »

Bonaparte, trop finement, imagina que, sous cette obstination, il y avait une chose que l'on ne disait pas : « l'affaire du Hanovre, donné à la Prusse ». Il crut que Fox, en traitant, craignait de mécontenter le roi, toujours épris de son duché. — « Qu'à cela ne tienne, dit-il, nous l'ôterons à la Prusse, le rendrons au roi d'Angleterre. »

Cela dit tout bas ; mais dans un pays de publicité, tout transpire, tout est su. Au parlement, le parti contraire à la paix ne manqua de révéler la chose et de la répandre à grand bruit.

Ce fut un tonnerre dans l'Europe. Bonaparte voulait pourtant si, pour la paix du monde, il ôtait le Hanovre à la Prusse, l'indemniser ailleurs. Mais ce don, naguère tant refusé, et infligé de force, maintenant était cher à la Prusse, et elle y attachait l'orgueil national.

Elle fit ressortir la sauvage autocratie que Bonaparte s'arrogeait sur l'Europe, prenant dans ses combinaisons nouvelles les indemnités nécessaires chez des puissances amies.

Rien n'aboutit. L'Angleterre refusa le Hanovre, heureuse d'avoir créé à la France, dans la Prusse, un ennemi éternel. Et la Prusse, qui n'avait d'abord pris le Hanovre que malgré elle, n'en fut pas moins trahie, délaissée des Anglais.

Alexandre, de même, se conduisit mal avec elle. Peut-être que ses parents, petits princes d'Allemagne, qui aimaient peu la Prusse et la reine, ralentirent son zèle. L'armée russe n'arriva pas. « La Russie, dit-on, est si loin ! » — Loin par terre, mais fort près par mer. La mer était libre et facile. On eût pu envoyer au secours l'élite de l'armée.

Quoi qu'il en soit, la guerre devenait inévitable. L'irritation nationale était montée à un degré étonnant de violence, et la jeune noblesse prussienne se précipitait à l'aveugle.

Bonaparte, y contribuait de son mieux, provoquant, par sa tyrannie, ses violences, une lutte si inégale. Il était, comme on a vu, infiniment sensible aux piqûres des journaux, brochures, pamphlets de toute sorte. La ville de Nuremberg, occupée par la Prusse, était le guêpier de ces mouches irritantes. Elle s'était fort compromise elle-même avec Bonaparte, ayant servi de refuge à tout ce qui parvint à s'échapper d'Ulm. La cavalerie de Murat, ardente et rapide, ne le fut pas assez. Elle les atteignit presque ; parvenue aux portes de la ville, elle les vit avec fureur s'ouvrir aux fuyards Autrichiens, se fermer au nez des Français.

Les pamphlétaires qui écrivaient ailleurs, à Berlin, à Vienne, comme Gentz, dans sa véhémente brochure : l'*Asservissement de l'Allemagne*, — s'imprimaient, se vendaient à Nuremberg, qui les expédiait partout. Le libraire Palm et quelques autres faisaient ce dangereux commerce. Napoléon, furieux, imita Louis XIV, qui, pour des attaques bien moindres, avait fait

enlever des gazetiers sur les places d'Amsterdam. Le roi de Bavière intercéda pour un de ces libraires, le sauva. Mais Palm fut condamné, jugé par une commission, fusillé.

Cet acte d'une tyrannie féroce mit le feu aux poudres. Et plus encore les articles injurieux du *Moniteur* contre la reine de Prusse. Le prince Louis, cousin du roi, jeune homme ardent, fougueux, plein de qualités héroïques, dit, hors de lui : « Cela, c'est la mort même. » Et il courut se faire tuer dans un des combats qui se livrèrent avant la bataille d'Iéna.

Il le fut un des premiers. A la tête de l'armée, dont les officiers inexpérimentés étaient la plupart fort jeunes, on avait mis un septuagénaire, le duc de Brunswick, homme éminent, qui avait pourtant contre lui et le fameux manifeste qui irrita tant la France, et la retraite de Valmy. Envoyé près d'Alexandre, il en avait obtenu la promesse d'un secours de soixante-dix mille hommes qui n'arrivèrent pas.

La Prusse, réduite à elle-même, livra la bataille à l'armée infiniment plus forte et plus aguerrie de Napoléon. Le duc de Brunswick, tout d'abord blessé à la tête, perdit les yeux, mourut bientôt avec d'atroces douleurs Il y eut proprement deux batailles. L'une gagnée à Auerstaedt par Davout, quoique mal secondé du jaloux Bernadotte. L'autre bataille, celle proprement d'Iéna, fut gagnée par l'empereur même.

Ce qui est moins connu, mais certain, confirmé par le témoignage du Prussien Hardenberg, c'est que la grande majorité de l'armée vaincue, composée de bourgeois, s'en prit à ses officiers mêmes, accusant ces jeunes nobles de lâcheté, quoiqu'ils ne fussent réellement coupables que d'inexpérience et de forfanterie. Ils avaient dit qu'ils dédaignaient les attaques partielles, qu'ils ne voulaient que de grandes batailles rangées. Ce qui fit dire à Bonaparte : « Je les servirai à souhait. »

Il voulut faire une *entrée* en règle à Berlin, ce qu'il n'avait pas fait à Vienne.

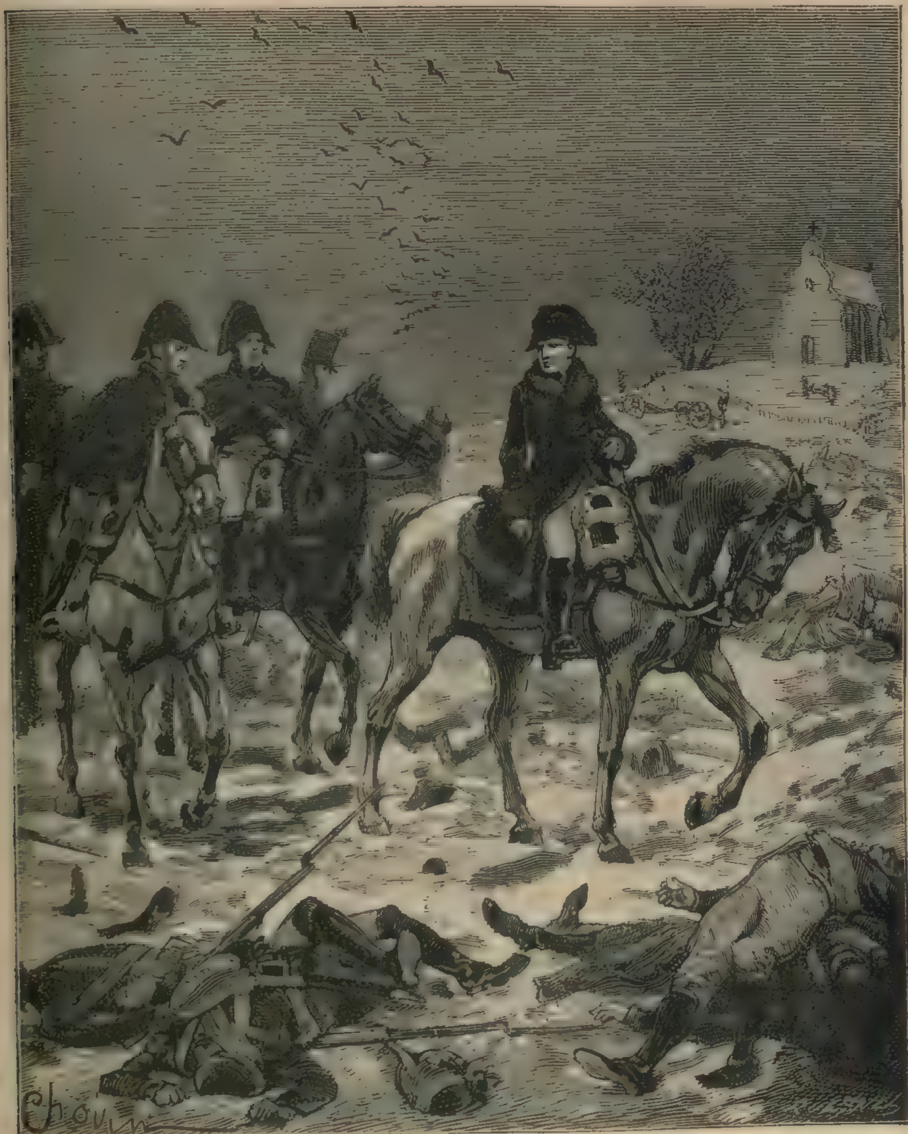
A Potsdam, il visita avec respect l'appartement du grand Frédéric, et vit qu'en sa dernière lecture, il s'était arrêté sur le livre de Montesquieu : *Grandeur et décadence des Romains.*

Ce qui le frappa fort et dut l'irriter, ce fut de voir que la reine de Prusse, au moment d'Iéna, lisait les Mémoires de Dumouriez, ses plans d'invasion de la France.

Il descendit au caveau de Frédéric. Sur le tombeau était toujours son épée. Il la prit, dit : « Ceci est à moi. »

Ainsi, des deux côtés, la haine fut mêlée à la guerre, et la victoire avait l'air d'une vengeance. Toutefois, l'armée victorieuse ne fut point logée dans Berlin. La garde impériale eut seule cet honneur, et peut-être même seulement les officiers de la garde.

Un d'eux se trouva par hasard adressé à une maison française de nos anciens réfugiés. Il eut l'agréable surprise d'y être reçu par deux demoiselles



Et Napoléon même, voyant les siens fort sombres, s'associa à leur émotion, disant: « Quel fléau que la guerre! » (P. 2254.)

parlant très bien le français, mais peut-être trop bien, dans une sévère correction. Il crut plaire et obtenir grâce en disant qu'il remerciait le sort qui justement l'avait conduit dans une famille française. « Française? non, dirent-elles sèchement, mais prussienne... Nous sommes, nous restons Prussiennes. »

Cet officier lui-même m'a conté le fait, avec douceur, et sans rancune.

Deux choses poursuivaient Napoléon, malgré toutes ses victoires :

Sa folie, que je viens de caractériser, c'était de se constituer le geôlier de toute la terre, de contrarier toutes les nations en ce qui change le moins, les habitudes de chaque jour;

Son péché, qui devait le mener à Sainte-Hélène, c'était d'avoir été *le grand traître*, non seulement en brumaire, mais antérieurement à Léoben, à Campo-Formio. Toujours il ménagea le despotisme, et l'Autriche, qui en était comme la forteresse en Europe; à Léoben, à Austerlitz, où elle était par terre, il la releva. A son grand coup de foudre, Austerlitz, lorsque l'Europe reculait de stupeur, lorsque le czar ému prenait les routes de traverse, disparaissait à l'horizon, le grand moment était venu de tirer l'Aigle blanc de son tombeau, de le déployer derrière l'Europe pâlissante, de montrer à la Prusse, à l'Autriche et à la Russie, que leurs armées avaient pour arrière-garde un spectre.

« Même moment après Iéna? » Pas tout à fait le même. Victoire moins éclatante. Puis, l'imprudence insigne d'enfermer le monde, l'orgueil insensé de croire pouvoir enserrer dans ses bras le globe tout entier, pour mieux en exclure les Anglais.

Il était tout à l'idée fixe qui lui cachait la route, et il ne vit pas même la Pologne soulevée par lui. Et non seulement la Pologne prussienne, qu'il traversait, mais la plus lointaine Pologne. Il vint de la Lithuanie, de Wilna, malgré la distance et les obstacles de tous genres, l'horreur des boues profondes, si terribles en automne, il vint douze mille hommes qui voulaient combattre sous Napoléon.

Et cela ne s'arrêta pas. Ce fut le commencement d'une religion. J'en ai vu avec émotion la sublime et dernière extase dans Towianski, le prophète, dans Mickiewicz, le grand poète. Mais il faut reprendre de haut.

Jamais cœurs d'hommes ne battirent autant pour la France.

Ils prirent ses qualités, ses vertus, ses défauts; Versailles et le grand roi leur firent un mal immense. Mais dans leur naufrage même, l'espoir d'être secourus par nous les soutenait toujours, surtout lorsque le Directoire, La Réveillère-Lepeaux, offrit héroïquement alliance à tous les peuples qui s'émanciperaient (1796).

Alors à Paris même, deux Polonais, Trémo, Laroche, eurent l'idée de créer une Pologne errante, associée aux armées de la France, qui les suivrait, combattrait avec elles. On n'avait pu démembrer que le sol. Mais l'âme de la Pologne, l'Aigle blanc, allait voler, mobile et affranchi.

La belle idée, si vraie, du Polonais Copernic, qui lança la terre dans l'espace, pour y rouler à jamais, fut imitée ici.

L'idée plut à Kléber, à Jourdan, à Championnet. Le politique Bonaparte n'admit pas d'abord les Polonais dans l'armée française, mais dans les troupes italiennes.

Ils le servirent fort en Égypte. Puis, ce qui restait d'eux, il eut la barbarie de l'envoyer à Saint-Domingue, qui les dévora.

D'autres se présentaient, mais il les fondait dans ses troupes, les laissait rarement combattre à part, pour ne pas voir leurs services, se dispenser d'être reconnaissant.

Tout cela devait bien refroidir la Pologne?... Nullement. Notre arrivée à Posen eut tout l'effet d'un appel à la nation. Non seulement la population se précipite, mais s'aligne pour marcher avec nous. En sortant de Posen, ce sont quatre régiments de plus.

Bonaparte avait annoncé que Kosciuszko allait venir de France. Mais ce héros, qui le jugeait parfaitement, non seulement ne bougea pas, il démentit expressément le mensonge officiel.

N'importe. L'élan était donné. Le crédule Dombrowski était en avant. Bonaparte ne craignait qu'une chose, l'enthousiasme qui le forcerait de se prononcer. Il arrive à Varsovie, comme un coupable, dans l'ombre d'une soirée d'octobre. Vu aux flambeaux, il était, non plus le Bonaparte jauni et travaillé de flammes, des grandes batailles d'Italie, mais blême et qui déjà tournait à la graisse pâle.

Tous pleuraient. Lui, il passe, sombre, silencieux. Descendu à l'hôtel de ville, pour réponse aux harangues émues, il parle du climat: « Qu'il y a de la boue dans ce pays! » Puis brusquement : « Messieurs, il me faut pour demain tant de blé, tant de riz. »

A quoi il ajouta une parole terrible, qu'on a rapportée diversement, mais qui serra le cœur : « Point d'excuses. Sinon je vous laisse au bâton russe. Je mets le feu, et je m'en vais! »

D'autres assurent qu'il a dit ce mot sauvage : « Il me faut votre sang! » On frémit, et il répéta : « Ce qu'il me faut, c'est votre sang. »

Mot digne des barbares idoles du Mexique ou de Carthage. Alors une belle Polonaise, épouvantée pour la Pologne, crut adoucir son cœur, se donna au vampire.

Elle revint encore en 1814 à Fontainebleau quand il s'empoisonnait. Il lui ferma sa porte. Et même à Sainte-Hélène, il a fermé son cœur aux Polonais, ne reconnaît pas leurs services.

Mais que pensait l'armée?... Les boues et l'aspect du pauvre pays lui déplaisaient.

Et cependant plusieurs parlaient pour la Pologne. Non seulement Murat, toujours à l'affût d'une royauté. Mais Davout, tête froide, esprit pratique, voyait ce qu'on pourrait tirer d'un tel enthousiasme en présence de l'armée russe qui s'avançait. Bonaparte alléguait qu'il ne fallait pas s'attirer l'Autriche sur les bras en encourageant la Pologne.

Dans la réalité, ce qu'il craignait, c'était, en secouant la flamme, de laisser tomber une étincelle sur l'armée française elle-même.

Il croyait, comme le czar, que la Pologne était un foyer révolutionnaire, mais ne négligeait rien pour persuader aux Français que c'était un pays tout aristocratique : une noblesse, des serfs, point de peuple.

Chose fausse, ou fortement exagérée. D'abord, il y avait un peuple industriel dans les villes. Nous avons les Mémoires de Kilinski, le héros cordonnier de Varsovie. Et de nos jours, madame de Choiseul a peint l'effervescence patriotique des ouvriers de Wilna.

Pour la noblesse, c'était moins une caste qu'un grand peuple. Dans les guerres turques, la masse des innombrables cavaliers polonais, tout ce qui portait la lance avec sa petite flamme, était noble, sans difficulté. Aujourd'hui la noblesse se trouve même aux moindres conditions. Un de mes amis qui fit ce voyage il y a dix ans, demanda combien il y avait de nobles dans la province. Il y en avait douze cent mille. Le valet d'écurie qui lui tirait les bottes était un noble.

Les gens mêmes qui ont un peu de terre, sont souvent très pauvres, n'ont qu'un seul paysan, et s'ils l'affranchissaient, mourraient de faim. Il faut donc qu'il reste dépendant ; mais si bien traité !

Les grands seigneurs ont toujours été fort généreux pour les affranchissements. J'ai lu un beau livre in-4° avec de belles gravures, imprimé en Italie, à la gloire d'un Czartoryski du dernier siècle qui avait affranchi 500.000 serfs.

D'autres, moins riches, ont voulu quelquefois suivre ce bel exemple. Mais les nouveaux maîtres de la Pologne ne le permettaient pas, prétendaient qu'ils s'adressaient aux masses pour les soulever. Voilà ce qui a retardé l'affranchissement chez la plus généreuse nation du monde.

Il ne faut pas être dupe des mots. La Pologne, avec des millions de nobles, était une démocratie. C'est ce que montre à merveille l'antipathie de Bonaparte pour elle. Il y sentait la liberté.

Napoléon dit une chose très juste qui explique les difficultés de cette campagne : « On ne compte que quatre éléments; ces contrées m'en ont fait connaître un de plus, *la boue*. » Il est certain que la Russie et toutes les contrées voisines vers l'ouest sont, aux saisons intermédiaires, printemps, automne, presque impossibles à traverser.

C'est là ce qui arrêta le plus la grande armée. Ajoutez-y le siège important de Dantzig, où il employait trente mille hommes. Ajoutez-y les propositions fallacieuses de l'Autriche, que le Corse Pozzo poussait fort à la guerre, mais qu'une insurrection des Polonais de Galicie eût bien embarrassée.

L'armée russe, se retirant toujours jusqu'au 7 février, se trouva le 8 devant les nôtres, entre Kœnigsberg et Eylau, fut forcée de combattre. Bénigsen, l'assassin du czar Paul III, la commandait. Il avait détaché ce qu'il avait de Prussiens sous le général Lestocq pour couvrir une petite place. Ce qui étonne, c'est que Napoléon, pour la première fois infidèle aux principes qu'il avait jusque-là si magnifiquement démontrés, au lieu de se concentrer et de faire des masses, se divisa, détacha Ney pour courir après Lestocq et le petit corps



LE PRINCE EUGÈNE

prussien. Cela faillit lui être fatal. Car les Russes, avec un élan et une persistance admirables, ayant pris, repris plusieurs fois le village d'Eylau, anéantirent le centre de Bonaparte. De la division Augereau qui le formait, il resta à peine mille hommes. Les Russes, d'une ardeur héroïque, arrivèrent même au pied de l'éminence (le cimetière d'Eylau) ou se tenait l'Empereur. Il en fut étonné, s'écria : « Quelle audace! »

Il avait avec lui l'artillerie de la garde, qui vomit tous ses feux. Et comme Bénigsen avait placé ses Russes en longues colonnes, chaque coup en emportait des files. Napoléon dut regretter alors d'avoir éloigné Ney.

Ici se place le curieux récit de M. de Fézenzac, tout jeune aide de camp, à qui Napoléon confia la mission si urgente d'aller chercher au plus tôt Ney.

Cet enfant seul pour messager dans une nécessité pareille! Le soir sur

cette plaine neigeuse, et pleine de verglas, ne sachant le chemin, il n'ose dire à l'empereur, si redouté et toujours en colère, son embarras. Heureusement il a vingt-cinq louis; il achète un cheval pour remplacer le sien, qui est fourbu. Heureusement il rencontre un officier qui sait la route. Heureusement il ne rencontre point de Cosaques.

Voilà la prévoyance de l'empereur, qui veut que *la Fortune* le serve, sans qu'il y soit pour rien.

C'est déjà l'histoire de Waterloo, son peu de soin pour avertir Grouchy.

Mais Ney fut plus heureux. Le messager, à la longue arrive, le trouve et l'avertit. Il était temps. Déjà les Prussiens de Lestocq étaient arrivés au champ de bataille, en ligne avec Bénigsen, depuis quatre heures du soir.

La cavalerie française avait tourné la gauche russe. Ney, avec son élan ordinaire, décida la retraite de Bénigsen, qui, en bon ordre, se dirigea vers Kœnigsberg.

Grande leçon pour Bonaparte. Pendant qu'il attendait Ney, il ne fut sauvé que par les décharges rapides de l'artillerie de la garde, qui démolissait l'armée russe.

Il n'y eut jamais un plus funèbre champ de bataille. Tant de sang sur la neige! Ney haussa les épaules, dit : « Tout cela pour rien! »

Et Napoléon même, voyant les siens fort sombres, s'associa à leur émotion, disant : « Quel fléau que la guerre! »

On pourrait dire que tous étaient hors de combat, de froid, d'horreur, incapables de bouger. Lepic, grenadier à cheval, homme de fer et gigantesque, cherchant encore le lendemain des ennemis à combattre, ne trouva guère que des Cosaques attardés.

Donc on se déclara vainqueur, on resta maître de ce champ de cadavres.

Le soir, Napoléon invita à sa table les officiers de l'artillerie, qui l'avaient sauvé. « Quel lugubre repas! m'a dit l'un des convives. Pour aller souper chez l'empereur, nous passions entre deux montagnes de corps, de membres mis en pièces, des bras, des têtes, hélas! celles de nos amis. Personne n'avait faim, comme on peut croire. Mais ce qui dégoûta encore plus et mit le comble à la nausée, c'est que chacun, en ouvrant sa serviette, y trouva un billet de banque. »

« Telle était la délicatesse de l'empereur. Il nous payait comptant la mort de nos amis. On répandait que pour la prise de Dantzig, Lefebvre aurait eu un paquet de vingt-cinq millions. Et le soldat disait en voyant ces petits rouleaux : « C'est du chocolat de Dantzig. »

Les Russes ayant perdu cette ville, Bénigsen, au défaut de places fortifiées, s'était fait un camp retranché, très fort, à Heilsberg; mais n'avait pu le garnir suffisamment de vivres. Alors, cet homme si prudent, adoptant une méthode tout opposée, fit un coup à la Suvarow, mit les Russes à même de montrer de l'audace

Les deux armées suivaient en face les bords de deux rivières. Et Napoléon, contre son usage, et sans doute se conformant aux localités difficiles, faisait défiler les différents corps d'armée à d'assez grandes distances. Les Russes en voient défiler un, à peu près seul. Cela leur donne envie; ils croient le prendre, se précipitent. C'était celui de Ney. Cet homme, si bouillant. montra un sang-froid extraordinaire, reçut fermement l'avalanche, fut secouru bientôt. Les Français à leur tour suivirent les Russes, mais furent repoussés avec perte du camp retranché d'Heilsberg.

Le lendemain, c'est Lannes que les Russes entreprennent d'enlever, assez étourdiment, ayant séparé leur armée, dont une moitié avait la rivière dans le dos. L'empereur ne pouvait croire à une telle témérité, nulle retraite que par les ponts de Friedland. Ney est lancé, et quoique la garde russe résiste et l'ébranle un moment, Ney et Dupont s'emparent de Friedland en flammes. Là un *sauve qui peut* général, un affreux pêle-mêle où nos ennemis s'écrasent en fuyant vers l'unique issue.

En tout vingt mille Russes hors de combat, avec dix mille Français.

Grand revers. Mais je crois qu'Alexandre s'en exagéra la portée. Il fit border maladroitement la rive de son Niemen par ses Tartares, ce qui aurait fait croire que la grande Russie était désarmée, puisqu'on avait recours aux faibles armes, arcs et flèches, de ces barbares.

Il avait montré à Austerlitz la même promptitude à se décourager. Ici, il était plus atteint. Les Anglais refusaient l'argent, et les six cent mille hommes de la milice russe n'avaient pu se lever.

Tous ces malheurs lui venaient de la source indiquée par Czartoryski. Appelé par la Prusse et invoqué par elle comme défenseur et comme arbitre de l'Europe, il s'était laissé entraîner par une influence personnelle, mais toujours avec peu d'efficacité. A Austerlitz, il était venu tard, et avait combattu avant d'être au complet. De même à Iéna, il n'était arrivé au secours de son alliée que fort tard, quand tout était perdu. Et ses deux grandes batailles d'Eylau et de Friedland n'avaient rien réparé; au contraire, elles ouvraient la Pologne.

Irrité contre lui-même et de sa maladresse, il en voulait aussi à l'Angleterre, et même quelque peu à la Prusse, dont les malheurs avaient causé les siens. Enfin, il en était à cet état bizarre où l'on rejette violemment tout ce qui plut jadis, et où l'on aime moins ses amis que ses ennemis.



CHAPITRE VIII

TILSITT — LE PARTAGE DU MONDE EUROPÉEN (1807). — OCCUPATION DE ROME (MARS 1808). — LA TRAHISON. — GUERRE D'ESPAGNE (MAI 1808).

Les triumvirs de Rome, assemblés dans une île, firent, dit-on, le partage du monde romain. Ce fut chose insensée. Cependant, elle avait ceci de spécieux qu'au moins ils partageaient un monde très connu, fort lumineux alors, qu'ils avaient sous la main.

Au partage de Tilsitt, ce fut tout autre chose : Bonaparte partageait un monde qu'il ne connaissait pas.

Il ne connaissait guère les grosses masses de Russie contre lesquelles bientôt il alla se heurter.

Fort peu la Pologne dont il aurait pu se servir.

Pas davantage la grande Allemagne qu'il écrasait, pressait, jusqu'à la revanche de Leipsick.

Ce qu'il connaissait moins encore, quoi qu'on ait dit, c'était la France même. Il y avait en elle une forte dualité. Pendant qu'une certaine France, tout active, qu'il précipitait aux armées, le suivait avec une furie qu'on pouvait croire encore enthousiaste, la grande majorité, la France du travail, le regardait faisant ses grands tours d'acrobate, croyait à chaque année le voir tomber de la corde tendue, et chaque fois disait lassée : « Quoi ! ce n'est pas encore fini ? »

Que voulait-il au juste ? Toute sa vie son rêve avait été la conquête de l'Orient. Il semblait croire que, maître de la Turquie, par la Perse, on arrivait tout droit à l'Inde anglaise. Il ne tenait pas compte de ces espaces énormes. Cependant, à Tilsitt, appréciant mieux la puissance russe, il en fit moins abstraction et proposa un partage de la Turquie. Mais quand il vit le czar y consentir sans peine, il comprit qu'il ferait un marché de dupe, et que le partage ne se ferait qu'en apparence, lui si loin et la Russie si près, elle prendrait tout.

Alors, il tourna tout à coup, et avec la facilité de sa grande imagination, il prit l'Espagne en rêve, avec le Portugal, l'Amérique espagnole, les mines du Potose, comme Napoléon III a pris le Mexique



Il ne s'y hasarda que sur un radeau parfaitement découvert, au milieu du fleuve, entre les deux armées. (P. 2258.)

Alexandre avait demandé un armistice. Napoléon négocia une entrevue.

Il espérait capter le czar, l'amener à tout prix au grand but qui faisait son rêve, sa passion : *l'abandon de l'alliance anglaise*, la fermeture du monde russe au commerce anglais.

Il comptait, à la lettre, envelopper, fasciner Alexandre, exercer sur lui ce prestige qui ne lui avait jamais manqué.

Il avait plusieurs choses qui eussent dû lui faire tort. Il était peu

harmonique, dissonant, intempérant en gestes et en paroles, souvent emphatique, souvent trivial, comme l'a dit l'auteur de son meilleur portrait, M. De Pradt qui l'appelle : *Jupiter Scapin*.

Et en effet, celui qui eût eu le sang-froid de l'examiner bien, sans penser à sa renommée, eût surpris par moments des tons faux, criards et vulgaires, qu'on ne trouve que dans les piètres comédiens.

Néanmoins, il avait conservé encore en 1807 ce caractère, ce don qui avait tant fait pour sa fortune, le *mordant* méridional.

Mais cette faculté lui était-elle propre plus qu'à d'autres Méridionaux ?

Masséna, son égal pour les dons militaires, s'était de bonne heure assimilé à la France jacobine, et paraissait un rustre. Le Béarnais Bernadotte était et paraissait trop un homme fin. Bonaparte eut une chose qui d'abord l'embarrassa fort ; il parlait au plus mal le français, même l'italien. C'est ce qui fit croire d'abord à Barras, à Carnot, qu'il ne pourrait aller bien loin, et engagea à le favoriser. Il garda très longtemps ce bégayage.

En 1807 il avait conservé peu de signes de son origine italienne. Guéri de la maladie de peau qu'il avait eue longtemps, il devenait gras, un peu blanc, prenait un visage plus français. Mais il avait déjà perdu sa flamme primitive, « *l'âcreté du sang* qui, disait-il, fait gagner les batailles ». Il commençait, à vrai dire, « sa descente ».

A juger ses batailles d'Eylau et de Friedland, quoique la dernière fût une grande victoire, on peut dire qu'il baissait.

Soit négligence, soit orgueil, il n'y montra pas beaucoup de prévoyance. Et, s'il finit par vaincre, ce fut en se corrigeant, et après coup.

Il le disait lui-même : « Je suis âgé. Alexandre qui est plus jeune profitera. »

Ce qui restait très fort en lui malheureusement, ce n'était plus son positif admirable, l'attention sérieuse à tout détail, dont il avait fait preuve dans ses guerres d'Italie. C'était une imagination de plus en plus exagérée et fausse, qui devait à la fin l'entraîner, le précipiter.

Cette imagination lui fit prendre pour l'entrevue des précautions qu'on trouva excessives. Il ne s'y hasarda que sur un radeau parfaitement découvert, au milieu du fleuve, entre les deux armées.

Il n'osa pas manger chez Alexandre ; une fois, il demanda du thé seulement, mais n'en but pas. Alexandre ne se fâcha point de cette prudence, et mangea plusieurs fois chez Napoléon.

Celui-ci se souvenait de la mort de Paul, voyant à côté d'Alexandre, Bénigsen, le principal des assassins celui qui, selon le récit prussien, les engagea à persévérer et à achever leur victime.

Certainement Alexandre n'eût pas ordonné un crime. Mais si quelqu'un de ces serviteurs si zélés eût immolé Napoléon, comme Paul, Alexandre eût été indigné, eût pleuré, mais reconnu le doigt de Dieu, la vengeance du duc d'Enghien

Tels sont en effet les mystiques. Sa mère et lui se résignèrent en pleurant à un fait, regrettable sans doute, mais qui les mettait sur le trône.

Revenons à Tilsitt :

Napoléon fit crier aux nôtres : « Vive le Czar ! » Et frappé de l'extérieur charmant d'Alexandre, s'écria : « Apollon ! »

Il croyait d'autant plus que cette belle et féminine figure serait aisément fascinée, opposerait peu de résistance à ses projets.

Alexandre débuta par le mot qu'il savait être le plus agréable : « Je hais les Anglais tout autant que vous. »

« Si cela est, la paix est faite, » répliqua Napoléon.

Dès lors, l'effusion d'une si nouvelle amitié n'a plus de bornes. — Et c'est le vainqueur qui offre tout.

D'abord, plus de Pologne, sauf le tout petit duché de Varsovie, enlevé à la Prusse, pour le donner à un Allemand, le roi de Saxe.

Alexandre se laisse donner par cet ami nouveau, si généreux, la plus précieuse dépouille de son alliée la Suède : la Finlande, tant convoitée de la Russie, depuis Pierre le Grand, comme la possession la plus désirable et nécessaire même, pour abriter Saint-Pétersbourg. La Finlande, ce roc, ce granit qui vaut un diamant, Alexandre la laisse enlever à son ami, et la prend pour lui-même, de la main de son ennemi.

Napoléon, de plus, lui abandonne ses amis d'Orient. Il ne défendra pas la Perse qu'il vient de soulever, ni la Turquie, notre plus ancienne alliée, qu'hier encore il a promis de soutenir. La Russie lui prendra les deux Principautés, Moldavie, Valachie, c'est-à-dire le Danube.

« Si la Turquie refuse ?... » — « Eh bien, on prendra *la Turquie elle-même.* »

Tout ce riche butin pour une promesse difficile à tenir : « qu'Alexandre fermera la Russie aux marchandises anglaises. »

Et la France, que prendra-t-elle ? On ne lui reconnaît guère que ce qu'elle a déjà dans les mains, la Hollande, Naples, et le petit royaume de Westphalie, composé des provinces prussiennes de l'ouest au profit de Jérôme, enfin Rome que Bonaparte prend au pape, de plus le Portugal, qu'il va envahir, tient déjà.

On croit que Napoléon ne cacha pas ses projets sur l'Espagne, ce qui rassura d'autant plus Alexandre et lui permit de donner carrière à ses espérances en Orient.

Comme on l'a dit, Napoléon donna, Alexandre promit. Napoléon s'était joué lui-même.

N'importe, l'entrevue de Tilsitt semblait lui mettre le monde sous les pieds. Dans un accès d'orgueil, il fit deux choses absolument contradictoires : d'une part, d'en venir avec le Pape aux dernières extrémités, et d'autre part, de se lancer dans une guerre terrible pour conquérir les deux nations les plus papistes de l'Europe. Le plus simple bon sens disait que, pour cette dernière

entreprise, il fallait ajourner la crise des affaires de Rome, et n'avoir pas contre soi le Saint-Siège.

Dans les entretiens de Tilsitt, Napoléon parlant à Alexandre de ses querelles avec le Pape, le czar lui aurait dit: « Je suis pape; c'est bien plus commode. »

Ce mot frappa d'autant plus Napoléon qu'il répondait à ses propres instincts. Élevé par les prêtres, grand admirateur de Louis XIV, il avait senti de bonne heure qu'il n'y a de tyrannie forte que celle qui s'appuie sur une base religieuse, sur la racine profonde d'une éducation de servitude.

Dès qu'il fut empereur, il s'occupa du catéchisme impérial, du livre où les enfants apprendraient, comme article de foi, la légitimité de son pouvoir illimité.

Portalis lui disait de prendre le catéchisme de Bossuet. Mais ce qui avait suffi à Louis XIV: *La recommandation d'obéir aux autorités* en général, ne suffisait point à Napoléon Ce fut lui-même qui dicta au légat Caprara le chapitre où l'enfant doit apprendre cet article de foi impie! idolâtrique! la religion d'un homme!

Le pape n'apprit la chose que le 5 mai 1806 par un article du *Journal de l'Empire*.

Ce qui achève de peindre tous ces honnêtes gens, c'est que les évêques ne reprochèrent au catéchisme nouveau que l'omission d'un article; et Napoléon l'ajouta: *Hors de l'Église, point de salut.*

Lorsque le pape était allé à Paris, il avait l'espoir de se faire rendre Bologne, les Légations. Si glissant sur l'affaire spirituelle du Catéchisme, il fut admirablement persévérant pour l'affaire temporelle des biens d'Église. Il voulait, quand on reprit les États vénitiens après Austerlitz, qu'on lui donnât une indemnité. Il réclama toujours son prétendu droit sur Naples et sur les principautés du Midi, Bénévent, etc. Pie VII, peu avide personnellement, était entouré d'une indigne cour, d'Antonelli, dont M. d'Haussonville, lui-même, ne dissimule point le caractère.

Ces intrigues enfoncèrent le pape dans son ingratitude envers son bienfaiteur qui l'avait réellement remis à Rome par la victoire de Marengo, et qui, depuis, avait tant relevé le catholicisme par son ascendant dans toute l'Europe.

La cour de Rome, tout anglaise, espérait avant Iéna. Depuis, désespérée, elle fit à Bonaparte une très mauvaise guerre, en refusant de consacrer les évêques nommés par l'empereur et le menaçant lui-même d'excommunication, ce qui mit Napoléon en grande fureur. Dans une lettre peu sensée qu'il écrivit au prince Eugène pour le Pape, il dit: « Que veut-on donc? Me couper les cheveux? Mais qu'on le sache bien, je serai Charlemagne et non Louis le Débonnaire. »

Voilà donc la guerre déclarée entre ces deux puissances qui agissent avec des armes, des moyens différents. Bonaparte prend au Pape Ancône, dont

les Anglais se seraient emparés, et de plus la grande route militaire qui mène de Lombardie à Naples. De son côté, le Pape refuse de reconnaître Joseph roi de Naples et d'envoyer la bulle aux évêques nommés par Napoléon comme s'il eût voulu venger ses injures temporelles aux dépens des âmes chrétiennes.

Bonaparte, en plusieurs choses, touchait à l'encensoir. Il avait sécularisé les évêques Électeurs du Rhin. En Italie, il créait des chapitres nouveaux, des séminaires, réunissait plusieurs couvents en un. Il avait affecté d'annoncer l'Université impériale comme une sorte de pouvoir spirituel destiné *à indiquer le bien et signaler le mal.* Haute fonction qui la constituait une sorte de sacerdoce, dont le chef, le mondain Fontanes, eut le titre antique et vénérable de *grand maître.* Du reste, le pouvoir moral, attribué à l'Université, lui est donné précisément au moment où Napoléon croit que la papauté va bientôt finir (25 janvier et 17 mars 1808).

Pour juger équitablement les rapports de Bonaparte envers le Pape, il faut se rappeler que, depuis un siècle que le cardinal d'York et les Stuarts s'étaient réfugiés à Rome, c'était une ville jacobite et anglaise. La petite cour du Prétendant, augmentée de brigands de Naples, et des furieux émissaires de Caroline, serrait de près le Pape et le faisait agir.

Au moment de Tilsitt, dans la stupeur d'un événement si grand, si imprévu, il avait écrit à Bonaparte une lettre d'une douceur angélique où il l'invitait à venir à Rome loger chez lui au Vatican.

Mais aucun moyen de s'entendre. On rompit pour deux articles que Bonaparte ne demandait plus.

Il y eut dans tout cela d'infinies variations. Pie VII avait dit lui-même d'après ses conseillers : « Une persécution est nécessaire à l'Église. S'il prend Rome, nous nous réfugierons aux catacombes. »

La fin de cette année, 1807, est prodigieusement trouble, pleine d'embûches et de coups fourrés. Les Anglais, inquiets de Tilsitt dont on leur cachait les secrètes conditions, en prirent occasion pour tomber encore une fois sur Copenhague, que Bonaparte, disaient-ils, voulait prendre. Ils la prirent eux-mêmes (7 septembre), enlevèrent ses vaisseaux et toute l'artillerie de sa côte, 3.500 canons.

Par représailles, Bonaparte s'empara des deux villes qu'il considérait, non sans cause, comme villes anglaises : Lisbonne et Rome.

Lisbonne et le Portugal depuis 1701 étaient un entrepôt du commerce des Anglais, et Rome un des grands centres de leur diplomatie européenne.

Au mois de janvier 1808, Napoléon écrit : « Si les Français qui entrent à Rome, s'entendent tout doucement avec les Romains, la papauté aura cessé d'exister sans qu'on s'en aperçoive. »

Mais n'était-il pas vraisemblable que les nations fortement catholiques, l'Espagne, le Portugal, prendraient parti?

Malgré les ménagements de l'empereur, l'occupation de Rome retentit à

grand bruit. La nuit même on cassa les Madones en disant que c'était l'œuvre des Français. Le pape annonça à tous les ministres qui étaient à Rome, ce qu'il appelait sa captivité, disant : « Je suis comme prisonnier. » Bientôt, en effet, le temporel lui sera enlevé, les États romains formeront deux départements de la France ; Pie VII sera interné, et le vrai pape sera l'empereur.

Il faut le redire, le procédé invariable de Napoléon fut la surprise. On l'a vu pour la politique. Et dans son art propre, la guerre, il se répéta constamment sous ce rapport. Des écrivains militaires, le colonel Lecomte (de Lausanne), et autres, l'ont remarqué dans leurs ouvrages fort utiles à consulter.

D'où vint cette tendance ? Était-ce le sang corse, la prédisposition de cette race, ou l'exemple des fameux condottieri italiens qu'il avait certainement étudiés, dans sa jeunesse, avec l'histoire de Gênes ?

Quoi qu'il en soit, Napoléon se répéta, avec une uniformité intolérable. Après la surprise de Lisbonne (novembre 1807), vint celle de Rome (mars, avril), enfin celle d'Espagne (avril-mai 1808).

Quelque habitués que les nôtres fussent à l'obéissance militaire, Lannes trouva ignoble l'affaire du Portugal, et sut s'en dispenser. Junot qu'on en chargea, n'arriva juste à temps que pour avoir l'aspect ridicule d'un chien qui happe l'air, lorsque le lièvre échappe. Il tira le canon sur la flotte déjà loin qui portait au Brésil tous les trésors et toute l'élite du pays. Cela fit une légende.

On mit devant l'Europe le tableau héroïque d'un peuple qui préférait à tout la liberté, qui, pour fuir le tyran, laissait là ses tombeaux, ses temples, tous ses souvenirs.

Légende digne de Camoëns. On respirait à peine, que le maladroit Bonaparte en suscita une plus forte, plus odieuse encore. Celle de la surprise de Rome, du pontife vénérable, captif, sans refuge que les catacombes, comme il le dit lui-même. Toutes les femmes en pleurèrent en Europe, et tout homme s'en indigna. Le sang coula bientôt.

En troisième lieu, éclata la surprise d'Espagne, si laide et d'apparence si hideuse. Lui-même en détourna les yeux, laissa la chose à Savary, habitué depuis la mort d'Enghien aux hautes œuvres. Pendant deux mois, Napoléon à Milan fit le sourd et l'aveugle, ne reçut point de lettre, ou n'y répondit pas, voulant ne rien savoir qu'après la chose faite.

Détestable comédie italienne, mauvais imbroglio où il faisait servir la petite affaire du Portugal à l'entreprise gigantesque d'escamoter et d'avaler les douzes royaumes de l'Espagne et son empire américain. Junot, en allant à Lisbonne, d'après le traité conclu avec l'Espagne, devait préparer la voie à l'invasion de l'Espagne, à la surprise de ses places fortes.

M. de Talleyrand n'avait pas déconseillé cette perfidie. Mais avant l'exécution, il se mit à l'écart, se retira à temps. Napoléon, à force d'être approuvé

sur tout, avait perdu le sens de ce qu'on peut oser sans choquer trop le grand public.

Il est juste de dire que depuis dix ans on voyait l'Espagne si peu gouvernée, disons le mot, abandonnée sous le prince de la Paix, — Godoï, triste favori du roi et de la reine, — que des deux côtés on cherchait des moyens de la prendre. M. Pitt rêvait ses colonies, et vers 1802, les Anglais à qui la mort de Paul semblait ouvrir si bien la Russie, par un moyen plus doux, un mariage, crurent mettre la main sur l'Espagne.

Caroline de Naples, conseillée par Emma, la maîtresse de Nelson, maria sa fille à Ferdinand, l'héritier de l'empire espagnol. Cette Antonia, possédée du génie de sa mère, mourut bientôt. Mais en quatre ans, elle fit de Ferdinand un monstre d'ambition, ennemi de son père et surtout de sa mère, à cause du favori, le prince de la Paix.

Elle avait travaillé contre Napoléon. A sa mort, les conseillers de Ferdinand le tournèrent pour Napoléon. Godoï était fort incertain lui-même. A la veille d'Iéna, croyant l'empereur déjà vaincu, il avait fait un manifeste pour l'Angleterre et la Russie; puis, après la bataille, un traité pour l'envahissement du Portugal que l'Espagne et Bonaparte auraient partagé.

Ce fut dans ce mois même (octobre 1807) que Ferdinand, dans sa haine contre le favori et contre sa mère qui le soutenait, semble avoir conspiré pour renouveler à Madrid la tragédie de Pétersbourg et remplacer son père, comme Alexandre remplaça Paul. On a nié sans aucune preuve ; beaucoup de vraisemblances portent à croire à ce projet parricide. Jamais d'ailleurs la nature n'exprima le crime plus atrocement que sur la figure de Ferdinand. Jeune, il avait déjà les traits d'un vieux damné.

Donc, ce bon fils, craignant d'être gagné de vitesse près de Napoléon par le prince de la Paix, fait le pas décisif de dénoncer son père à l'empereur. L'ambassadeur de France l'encourageait à accuser, à écrire qu'on l'opprimait, à implorer la protection de l'étranger et l'honneur de s'allier à la famille impériale.

Ce n'est pas tout. En surprenant cette lettre (28 octobre 1807), on trouve une chose plus sinistre encore: un décret du futur roi d'Espagne, avec la date en blanc, qui donnait à un de ses favoris le commandement de la province de Madrid, *après la mort du roi* son père.

Le roi fut consterné de cette découverte. Dans son effroi, il sollicita l'appui de Napoléon qui, en retour de cette confiance, hâta, précipita l'envoi des troupes sur la frontière d'Espagne.

Napoléon voyait tout lui sourire. Non seulement il était pris pour arbitre dans cette querelle de famille, mais la nation elle-même était pour lui. A ce peuple imaginatif et fort épris de ses grand coups d'épée, il apparaissait comme un Cid. Ses soldats étaient admirés, bien reçus. L'Église même, ne sachant pas encore sa guerre avec le pape, qui n'éclata qu'en avril, l'Église le voyait comme restaurateur de la religion en France, et elle venait à lui.

Que voulait-il? Le savait-il lui-même? Plus tard, il s'est vanté de n'avoir eu qu'une seule idée: *Régénérer l'Espagne*. Mais comment? Par vingt projets qui se croisaient les uns les autres.

La situation qui devint bientôt sanglante, funèbre, était, dans son principe, étrangement folle, un veritable carnaval.

Napoléon avait dans la main je ne sais combien de rois d'Espagne.

D'abord le vieux Charles IV qui se serait sauvé en Amérique s'il l'avait pu. Il abdiqua par peur, puis révoqua son abdication, se sauva chez Napoléon, c'est-à-dire dans le danger même.

2° Ferdinand que l'Espagne adorait, malgré sa figure atroce, se laissa mener aussi dans les pattes de l'araignée.

Enfin, Murat, qui, sur quelques paroles obscures de Napoléon, avait conçu l'espoir d'avoir ce grand empire.

Pendant ce temps, Bonaparte offrait secrètement l'Espagne à son frère Louis, qui eut le bon sens de refuser. Joseph en aurait fait autant, s'il avait pu. Mais il ne lui en laissa pas le temps. On le fit venir, et on le fit roi d'Espagne, bon gré, mal gré.

On verra la longue souffrance de Joseph, martyr d'une couronne qu'il n'eut vraiment jamais. Un jour, les Anglais, sous le nom de Ferdinand, prenaient l'Ouest ou le Midi. Un autre jour, l'intrigant Soult se constituait à peu près roi de l'Andalousie.

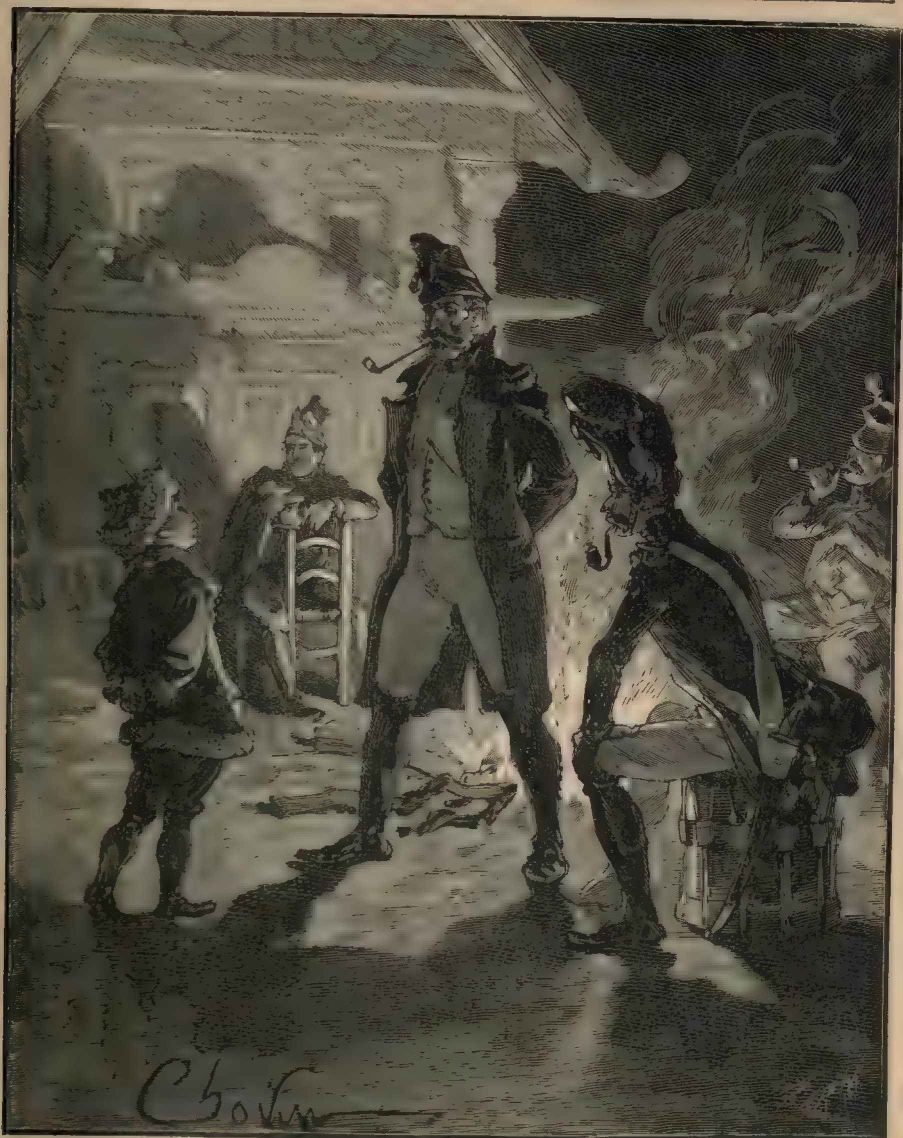
Mais le plus fort c'est que Napoléon regrettait d'avoir donné l'Espagne et de toute manière voulait la reprendre.

Le plus horrible de la comédie, fut la manière dont Savary, le menteur effronté, moitié par espoir et promesse, moitié par peur, force et nécessité, enlevant Ferdinand, le pousse à la frontière, malgré le peuple qui voudrait l'arrêter; puis, le tour joué, et le gibier rendu jusqu'à Bayonne, il lève le masque impudemment, et dit à Ferdinand le lendemain: « La maison de Bourbon a cessé de régner en Espagne. »

L'Europe entière frissonna de la scène qui suivit. Rien au théâtre antique, rien depuis les Atrides, n'avait eu un aspect plus maudit et plus exécrable que cette mère qui, voyant le misérable Ferdinand tout pâle, lui dit pour l'accabler : « Tu naquis d'une faute, tu n'es que le fils de ma honte, non l'héritier d'Espagne. » Tout cela devant son mari Charles IV, qui, brandissant sa canne, couvrant le bâtard d'anathèmes, lui fait restituer le royaume pour le céder à l'empereur.

Celui-ci n'était pas content de Ferdinand qu'il appelait *un sournois*. Il avait pour lui faire peur le souvenir d'Enghien, des fossés de Vincennes. Bonaparte lui dit et redit qu'il le ferait fusiller comme émigré.

L'ayant ainsi aplati par la terreur, il le confia à la garde de Talleyrand, chargeant celui-ci de l'amuser par quelque jolie femme. Et enfin il le fit descendre dans la boue, au point que Ferdinand, de sa captivité de Valençay, écrivit une lettre de félicitations à Joseph, le nouveau roi d'Espagne



Mickiewicz enfant, qui les vit, au collège de Wilna, passer la nuit autour des feux, demanda à ces barbes grises : « Pourquoi ils ne se couchaient pas ? » (P. 2271.)

Ces tragédies atroces s'étaient passées, sans témoins, croyait-on, au château de Marrac, près Bayonne.

Mais l'Espagne était là, avait tout entendu.

Je m'explique. Une Junte s'était faite pour gouverner dans l'absence de Ferdinand. Mais prévoyant qu'elle ne serait pas en sûreté à Madrid, elle avait réglé que l'Assemblée pourrait se réunir à Saragosse, au centre de l'Aragon, province renommée pour ses résistances. Napoléon convoquant à Bayonne

une prétendue représentation de l'Espagne, Saragosse saisit ce prétexte pour s'entendre avec les amis de Ferdinand, et pour députer dans cette ville un gentilhomme aragonais fort énergique, le jeune Palafox, qui s'informa, et sut l'affreux détail. Il le rapporta en Espagne, avec l'exécration de Napoléon.

L'avis de Palafox était que si Ferdinand restait prisonnier, il faudrait appeler à la couronne le grand général de l'Autriche, l'archiduc Charles qui était un peu parent de la maison d'Espagne. Ce prince, depuis 1806, travaillait à reconstituer l'armée autrichienne. L'appeler, c'était associer contre Napoléon les résistances allemande et espagnole.

Ce fut Napoléon même qui libéra l'Espagne, donna le signal à son affranchissement par le massacre de Madrid.

Il a dit et souvent répété dans ses lettres que pour fonder une domination nouvelle, il n'y a rien de meilleur qu'une émeute fortement réprimée. Le 13 vendémiaire, la révolte du Caire l'avaient ancré dans cette opinion.

Le départ de deux princes de la maison royale qui étaient restés, fut l'occasion du soulèvement de Madrid. Mais, même sans cette cause, il eût pu avoir lieu. Outre l'irritation, la surprise de l'étonnante perfidie de Napoléon, le peuple de Madrid devait regarder comme la dernière insulte qu'on lui eût donné pour chef un baladin. Tel paraissait Murat avec tous ses costumes de fantaisie ; ses habits rose ou vert-pomme, ses riches fourrures en plein été, tout en lui paraissait absurde. Alexandre avait été choqué de voir près de l'empereur ce comédien. Au milieu du peuple espagnol, toujours en noir, cela paraissait davantage. Ajoutez la variété singulière des costumes de son escorte, des lanciers, des mamelucks, figures étranges, et si nouvelles dans les rues de Madrid.

Au moment où les princes espagnols quittaient le palais malgré eux, l'un d'eux pleura, refusa de partir. Cela émut le peuple amassé sur la place ; il faillit tuer un aide de camp qui pressait le départ. On s'attendait à cette explosion. Murat avait pris ses mesures, il disposait d'une armée. La petite garnison espagnole ne parut pas, sauf une compagnie d'artillerie, dont les officiers se firent tuer. Cependant la cavalerie, les lanciers, les mamelucks poursuivaient les fuyards jusque dans leurs maisons. 800 Espagnols, 400 Français, tel paraît avoir été le chiffre des morts.

Le pis, c'est que Murat, après avoir accordé amnistie à ceux qui rentreraient chez eux, s'en repentit le lendemain, crut que la chose était insuffisante, et fit prendre et fusiller encore une centaine de ceux qui s'étaient retirés paisiblement.

Murat, de sa nature, n'était pas sanguinaire. Mais ce trône d'Espagne, qu'il croyait toucher de la main, le changea, l'endurcit, et, comme le dit très bien M. Lanfrey, « il se montra là vraiment Roi ».

Le jour même de ces fusillades, Napoléon lui mandait de Bayonne : « Qu'il ne serait point roi d'Espagne, mais Joseph. »

N'importe. Ses exécutions furent fort appréciées de Napoléon, qui écrivait : « Le plus gros de la besogne est fait. La leçon de Madrid va décider les choses, tout sera bientôt terminé. »

Ceci dans le courant de mai. Mais dès le 9, l'insurrection de l'Espagne avait commencé. Les Asturies, la plus petite des provinces, cet antique berceau de Pélage, se révolta, et le 24, déclara magnanimement la guerre au maître de l'Europe.

Même grandeur à Londres, où ils dirent qu'ils se suffiraient à eux-mêmes, qu'ils ne demandaient à l'Angleterre qu'un appui moral.

Il faut lire dans Torreno, et non ailleurs, le superbe tableau de ce grand phénomène, l'étonnante unanimité de tant d'insurrections si parfaitement concordantes entre des provinces si dissemblables de race et de génie. Tout prit feu en un seul moment. La première explosion avait eu lieu aux montagnes de l'Ouest. La seconde eut lieu, sur-le-champ, à l'Est, au port de Carthagène. Elle retint la flotte espagnole, qu'on eût envoyée à Toulon.

Seulement je remarque que dans son beau récit, très long, Torreno ne nous peint que l'explosion patriotique, non celle du fanatisme religieux, avouant lui-même expressément qu'il a tenu à démentir Napoléon, selon lequel le soulèvement n'aurait été qu'une révolution religieuse attisée par les moines.

Cependant, même sans être de l'avis de Bonaparte, il est bien difficile de croire que la nouvelle de la captivité du Pape à Rome, nouvelle répandue alors par toute l'Europe depuis le mois d'avril 1808, n'ait pas eu quelque influence en Espagne, et qu'un massacre fait en partie par nos mamelucks n'ait pas confirmé le peuple dans l'idée que nous étions des païens et des Sarrasins.

Je sais bien que d'abord Napoléon et Joseph eurent grand soin de tranquilliser l'Eglise, de flatter l'Inquisition, le haut clergé, qui venaient à eux.

Mais dans Torreno même, la terrible histoire de Valence montre assez les fermentations diverses qui s'agitaient dans le clergé.

Cette ville, renommée par son climat si doux et par ses aimables cultures, fut le théâtre d'un massacre populaire ecclésiastique qu'on put appeler le 2 Septembre d'Espagne.

Ce récit confond nos idées, en ce qu'on voit que le prêtre patriote était un moine, un Franciscain nommé Ricci. Et le prêtre papiste et massacreur était un honorable chanoine de la grande église de Madrid; il s'appelait Calvo.

Le Franciscain avait fait la révolution à Valence et l'avait maintenue pure, lorsque arriva de Madrid le chanoine papiste qui trouva la place prise par le Franciscain. Le haut dignitaire de Madrid avait longtemps fait effort pour amener au parti romain et jésuitique ce moine éloquent, populaire ; il n'y était pas parvenu, et il lui en voulait à mort.

Les commerçants français en vins, en soie, étaient fort nombreux à

Valence. Calvo imagina que si on pouvait amener le peuple à les massacrer, on pourrait par la même occasion assassiner Ricci.

Cela semblait assez facile. La populace de Valence n'y voyait qu'une juste représaille du grand massacre de Murat à Madrid. Un peu plus de 300 Français s'étaient réfugiés dans la citadelle. Calvo va les trouver, les voit épouvantés des cris du peuple, et leur promet de les protéger. Cette promesse les tire de leur asile, et aux portes ils sont massacrés.

Il y eut là une scène qui dépasse la Saint-Barthélemy elle-même. Des gens humains, pour les sauver, avaient apporté des reliques révérées à Valence. Les dévots massacreurs furent émus, et dès lors ne tuèrent plus sans avoir vu leurs victimes confessées. On devine la scène, l'exécrable mélange des admonitions charitables et des absolutions à des gens qui râlaient sous le poignard. Calvo espérait bien que Ricci, réclamant pour les victimes, périrait lui-même. En effet, le lendemain, comme Ricci dénonçait aux magistrats les forfaits de la nuit, voilà les gens de Calvo qui amènent encore huit Français dans la salle, et les tuent aux pieds mêmes des juges.

Ceux-ci, exaspérés, parvinrent à arrêter enfin ce terrible chanoine, et le 3 juillet, à minuit, ils l'étranglèrent dans la prison. Superbe coup d'audace qui glaça de peur les meurtriers. On profita de leur effroi, dit Torreno, et en deux mois, 200 (?) furent étranglés.

On entrevoit par ce récit que les passions ultramontaines se mêlaient fort aux passions politiques, quelque soin que le narrateur mette à les séparer.

Nombre de Valençais coururent à Saragosse, point de réunion de toutes les villes d'Espagne. Ainsi se créa un centre de défense qui, par deux fois, arrêta l'ennemi.

L'Europe regarda, admira, prit courage. La double résistance, quelque hétérogène qu'elle fût, libérale et papiste, soufflée des moines, attisée des Anglais, fut d'un encouragement universel. L'Autriche s'éveilla et obligea Napoléon à diviser ses forces, à partager son effort.

CHAPITRE IX

L'EXPIATION. — BAYLEN. — CINTRA (1808).

Bonaparte n'avait jamais vu l'Espagne que de Bayonne, et n'avait pu se rendre bien compte de la topographie du pays qu'il voulait conquérir. Il savait les distances, mais bien peu les routes âpres, souvent fort difficiles, qui séparaient les provinces. Pendant qu'il regardait Madrid, Saragosse et Burgos, où

nous remportions la victoire de Rio-Seco (14 juillet) qui ouvrit Madrid au nouveau roi, nos armées recevaient aux confins de l'Andalousie le coup décisif, on peut dire *mortel*, qui, changeant tout à coup l'opinion de l'Europe, commença la grande débâcle.

L'empereur avait envoyé Dupont, qui s'était fort distingué dans la guerre d'Allemagne, au secours de sa flotte, enfermée dans Cadix. Le général n'y parvint pas, et, dans le retour que des ordres lui prescrivaient vers Madrid, il dut s'engager au sombre et âpre défilé décrit par Cervantes (*sierra Morena*, montagne Noire). C'est un mur qui sépare les Castilles et la Manche de l'Espagne mauresque du Midi.

Lieu bizarre, fantastique et d'étranges surprises que rien n'a préparées. Il n'a point les traits arrêtés et souvent grandioses des contrées granitiques. C'est une chaîne de hauteur médiocre, qui partout offre des schistes gris et de couleur de cendre, à demi calcinés, masses parfois changeantes avec un caprice lugubre, qui peuvent provoquer ou la peur ou le rire de la surprise. Le tout d'une sécheresse incroyable. L'eau est si rare que, parfois, pour construire, les maçons ont dû employer du vin. La chaleur réfléchie par ces schistes et concentrée dans ces chemins étroits et étouffés, est plus insupportable qu'aux déserts africains.

Par suite des ordres absolus donnés par Napoléon, malgré ses lieutenants, il arriva que Dupont, retournant de Cordoue à Madrid, fut intercepté, arrêté dans ce lieu sinistre.

Dupont, dit Torreno, était un caractère artistique, un esprit littéraire; il avait brillé par des succès d'Académie. L'éclat qu'il avait eu dans la campagne d'Austerlitz l'avait fort exalté, rendu altier et exigeant. A sa première entrée en Espagne, étant reçu en logement dans le palais d'un grand d'Espagne, il mit dehors son hôte et prit le palais pour lui seul.

A son retour d'Andalousie, il se montra fort dur. Cordoue, grande et riche ville, tout ouverte, avait pourtant fait mine de vouloir résister. Dupont se crut autorisé par là à la livrer au pillage. Cette armée, jeune, fort mal disciplinée, irritée de ses privations et de ce climat africain, s'y livra à tous les excès, pour son malheur. Plus elle enfla ses sacs par le pillage, plus elle devint peu capable de mouvement et d'action. Énervée par cette halte de débauche, elle vit avec terreur, en sortant, les corps de ses camarades assassinés et mutilés. Elle comprit ce qui l'attendait dans cette guerre sans quartier.

Je me rappelle moi-même avec horreur les scènes épouvantables d'embûches, de carnage et d'exécrable barbarie qu'on étala à l'Exposition du Louvre en 1808, pour faire maudire les Espagnols.

Napoléon n'avait pas idée de leur haine. Joseph l'avertissait en vain, lui disait qu'il n'avait personne pour lui. Savary, son homme de confiance, l'avertissait aussi, et avait pris sur lui d'envoyer un petit renfort à Dupont. Napoléon l'en blâme, veut ne voir que Madrid et certain avantage qu'on a

remporté au Nord. Enfin il est tellement rassuré, qu'à ce dernier moment où l'on peut encore franchir le fatal défilé, il empêche et maintient l'armée dehors.

L'orage approche cependant. Et l'armée espagnole d'Andalousie, sous Castaños et sous un émigré français, fortifiée de troupes régulières, de transfuges suisses et autres, a atteint 45.000 hommes, presque le double de l'armée de Dupont. Celle-ci est obligée de marcher, d'occuper une foule de postes sur cette route étroite, longue, étouffante. Une soif plus qu'arabique la dévore, la décime; elle marche courbée sous ses sacs pesants de pillage. Ces hommes. jeunes pour la plupart, et mis, faute de vivres, à la demi-ration, sont bien loin du courage endurci de notre armée d'Égypte. On leur propose de se rendre. Et Dupont a la faiblesse de demander là-dessus l'avis d'un conseil; bref, il se livre à l'ennemi. (Capitulation de Baylen, 20 juillet.)

Là deux choses se passent, bien tristes. L'une, c'est qu'ils mettent à leur reddition cette condition honteuse : que les sacs ne seront pas visités, donc, qu'ils garderont le pillage; l'autre, c'est qu'un corps de Dupont, déjà loin, hors d'atteinte, se rendra avec eux.

Tout cela exécuté. Le pis pour nos soldats, c'est que leurs sacs pressés s'accusent eux-mêmes. Ils sont pleins des saints ciboires et autres objets sacrés pris aux églises de Cordoue. Cette violation porte au comble la fureur des fanatiques Espagnols. Dix-huit mille Français sont embarqués et jetés, pour mourir de faim et de soif, sur le rocher de Cabrera, l'une des Baléares. — Ce malheur était grand, mais non irréparable pour le maître du monde. L'ennemi se l'exagéra. La joie le rendit crédule. Il crut Napoléon perdu. En réalité, cette capitulation eut de graves conséquences, elle n'influa pas peu sur la perte du Portugal qui suivit bientôt.

La folie de l'empereur, là aussi, avait porté ses fruits. La contribution de cent millions qu'il entendait lever sur ce petit pays, chose impossible, le tenait en révolte plus ou moins avouée. Junot, qui avait 29.000 hommes, ne pouvait les concentrer, ni quitter aucun point militaire. Donc, son armée, dispersée, était faible. Les Anglais, avec 14.000 hommes qu'ils débarquèrent, étaient de beaucoup les plus forts. Junot avait, il est vrai, la capitale, et, dans le port de Lisbonne, la flotte russe, alliée de la France, laquelle flotte tenait la ville sous son canon. Mais ces Russes étaient-ils bien sûrs? L'amiral refusa même de mettre à terre ses équipages pour contenir le peuple.

Donc Junot dut sortir, aller jusqu'à Cintra à la rencontre de l'ennemi. L'armée anglaise, supérieure par le nombre, la qualité de la poudre et des armes, était, comme à l'ordinaire, composée d'Irlandais qui, venant des Indes et de Malte, craignaient peu le soleil d'Espagne. Wellington, qui les commandait, les mit et les tint tout le jour sur une corniche brûlante et escarpée, adossée à la mer.

Foy, qui y fut blessé, dans son très beau récit, explique les efforts héroïques que l'on fit pour gravir ces pentes glissantes de cailloux. L'artillerie

eut ses chevaux tués, ne put monter. Wellington, par les mêmes moyens, eut le succès de Waterloo. Il ne perdit que 800 hommes, un seul officier supérieur. Junot, qui en avait perdu 1.800, se montra imposant et terrible dans sa retraite. Quoique les Anglais attendissent une autre armée qui devait les porter au double, sans compter les troupes portugaises, ils n'essayèrent pas de poursuivre.

Junot eût tenu dans Lisbonne, si l'amiral russe n'eût refusé de l'aider. Bien plus, il livra ses vaisseaux aux Anglais qui les gardèrent à Londres, pour les rendre à la paix générale, disaient-ils. Les équipages retournèrent en Russie.

Cette défection livrait Junot et lui ôtait toute chance de résistance. Il accepta l'offre que faisaient les Anglais de transporter à leurs frais son armée dans quelque port de France, sans rien exiger d'elle, la laissant libre de continuer la guerre et même de servir en Espagne.

Bonaparte, en cela, reçut un coup terrible bien moins de Wellington que de la Russie. Il comprit la vanité de l'alliance russe, dont le prestige, depuis l'entrevue de Tilsitt, terrifiait l'Europe.

CHAPITRE X

LE DÉMEMBREMENT DE LA GRANDE ARMÉE. — ESSLING. — WAGRAM.

Les fêtes politiques d'Erfurth et ses faux-semblants d'amitié coïncidèrent avec un événement qui plongea dans le deuil toute notre France militaire.

Qu'était la grande armée, sinon une France guerrière d'hommes qui, sans famille, ayant de plus perdu la république, cette patrie morale, promenaient une vie errante en Europe ?

Que restait-il des vaillants de 92, de ceux qui répondirent au cri : *La patrie en danger ?* Ceux d'Italie, d'Égypte avaient péri au noir tombeau de Saint-Domingue. Ceux de Sambre-et-Meuse et du Rhin, les vainqueurs de Zurich, d'Austerlitz étaient fort éclaircis. Mais l'âme subsistait identique. Et ceux qui survenaient, par je ne sais quel mystère, représentaient à s'y tromper leurs prédécesseurs. Par la fatigue et l'habitude des souffrances, ils acquéraient une trempe singulière. Marcheurs terribles, ils ne daignaient se reposer. Mickiewicz enfant, qui les vit, au collège de Wilna, passer la nuit autour des feux, demanda à ces barbes grises : « Pourquoi ils ne se couchaient

pas? » Ils répondirent: « Ce n'est pas la peine! » voulant dire que bientôt ils se reposeraient tout à fait.

Ce que raconte Sismondi des Français du XVIe siècle en Italie est bien plus vrai de ceux de la grande armée en Allemagne. Malgré leur légèreté et leurs pillages, on les regrettait. Au second jour, ils réparaient ce qu'ils avaient cassé la veille. Napoléon ne les nourrissant pas, ils étaient obligés d'exploiter le pays. Turbulents, mais non pas avares, comme les *bisogni* espagnols, moins ivrognes et désordonnés que les Irlandais de Wellington, enfin songeant bien peu à rapporter, comme font les Allemands, qui récemment emballaient montres, pendules et bijoux pour leurs femmes et pour leurs enfants.

Les nôtres partageaient volontiers avec leurs camarades, et Gœthe, en 92, nous les montre faisant de même avec l'ennemi, les Prussiens en retraite.

Tant qu'ils pouvaient, ils vivaient en chambrée. Et celui qui avait payait pour tous les autres.

Cette chambrée faisait une seconde patrie, au défaut de la France, qu'on ne revoyait guère. Souvent l'hôte allemand devenait un ami. Beaucoup des nôtres souffrirent à quitter l'Allemagne.

Mais combien plus le corps, le régiment, dans cette cruelle dispersion, qui rompit tout à coup les vieilles habitudes et tant de souvenirs! Si la rapacité, l'ambition occupaient l'esprit des généraux, il n'en pouvait être de même du soldat, qui, sans autre perspective que la vie de chaque jour, n'avait nul autre lien qu'avec ses camarades ou avec la famille de son hôte.

La camaraderie militaire, regardée et par l'ancienne monarchie et par la république comme un excellent principe de cohésion, mettait aux mêmes régiments les Flamands avec les Flamands, Bretons avec Bretons, et Basques avec Basques, etc. Hoche, Ney et autres généraux tenaient fort à ce système, mais non pas Bonaparte, élevé aux écoles aristocratiques, et qui, loin de favoriser les amitiés militaires, trouvait plaisir, au contraire, et un profit politique à attiser les jalousies, les rivalités de ses principaux lieutenants.

Habitué à voir les hommes comme de purs instruments, il oublia que les armées d'Italie, d'Égypte avaient dû leurs grands succès à leur forte cohésion. La grande armée, déjà moins identique, était, dans les crises, comme un vaste instrument où, avec des sons différents, règne même harmonie.

Le jour où, avant Austerlitz, traversant une forêt, elle se couronna elle-même de branchages, et d'un même mouvement, se prophétisa la victoire, ce jour dut revenir au souvenir de Napoléon au milieu de ses revers, quand l'armée, toujours vaillante, mais scindée, brisée, se trouva en face de peuples qui apportaient au combat une même âme.

En repassant le Rhin, se faisait le divorce. Ceux qu'on envoyait en Espagne étaient désespérés. Les jeunes qui restaient en Allemagne se sentaient orphelins lorsqu'on les séparait de ces vieilles moustaches qui les avaient



Napoléon pleura, dit-on... (P. 2278.)

(P. 2278.)

conduits et instruits jusque-là. Bonaparte prit cent mille hommes pour recommencer la guerre en Espagne.

Les fêtes que l'empereur fit donner sur la route à ceux qui allaient aux Pyrénées, les dîners, les spectacles les firent rire et pleurer. C'était comme un appareil des joies des funérailles. Il avait ordonné que *l'on fît des chansons*, « trois sortes de chansons ». Mais pas une ne fut chantée.

La porte de l'Espagne, et la lisière du pays basque, n'attriste pas les

yeux. Ces sommets fantastiques promettent mille surprises, mille aventures bizarres. Napoléon, amenant là des masses énormes de troupes, les avait d'abord largement approvisionnées. Cela cessa tout d'un coup. Il voulait pressurer l'Espagne. Mais l'Espagne fondit devant lui, et il ne pressura que le désert.

Il écarta sans peine les masses qui, dans leur sot orgueil de Baylen, osaient s'avancer contre lui. Cette confiance l'irrita fort, et il ne songea qu'à *faire des exemples*, lança cruellement et ensauvagea le soldat. Il y parut au sac de Burgos.

Le roi Joseph, qui y était, fut indigné de voir, la nuit, les feux de bivouacs entretenus par des meubles précieux, des instruments de musique, etc. Il en avertit en vain l'empereur.

Ce qui assombrissait fort celui-ci, c'est que l'armée était triste visiblement, s'avançait à regret. Les vastes plaines sèches de la Vieille-Castille, leur sable salé remplirent de mélancolie les plus fermes cœurs, et du plus triste augure.

Entre la Vieille et la Nouvelle-Castille règne une chaîne assez élevée qu'on appelle Guadarrama. Rien de plus morne que ce paysage et les lieux peu éloignés où les rois ont bâti leur fastueuse sépulture, leur palais funèbre de l'Escurial. Au sommet de la montagne, un pas étroit sépare les deux versants du Duero, du Tage. Les Espagnols avaient garni ce défilé, qu'on nomme Somo-Sierra, d'une batterie qui gardait les étages de la montagne. Napoléon arriva au pied avec sa garde, et fut frappé de l'aspect morne que présentaient ses vieux soldats, d'une bravoure si éprouvée.

Il jugea parfaitement qu'une attaque régulière, un assaut pourrait être assez sanglant, et pensa à emporter la position par une charge vive de cavalerie. Quelqu'un dit que la veille étaient arrivés des jeunes gens de Varsovie. Ces enfants étaient si novices qu'on ne leur avait pas encore confié de chevaux ni de fusils. Ils faisaient leurs exercices à pied, avec des fusils de bois. Napoléon les vit, les trouva pleins d'ardeur, d'impatience, et leur dit un mot qui les ravit : « Qu'ils auraient l'honneur de passer le défilé, avant la garde impériale. »

Elle venait pour les soutenir, commandés par le vaillant Montbrun. J'ai vu (vers 1850) le lieutenant qui, bien jeune alors, en 1808, les avait conduits et avait passé le premier. « Ce fut comme une féerie, dit-il. Après quelques décharges, les Espagnols laissèrent tout. La montagne fut déserte. Parvenu en haut, je me retournai, je dis au seul de mes camarades qui me suivait : « Et les autres? — Ils sont restés sur le chemin. »

Le pis, c'est que Napoléon, qui arrivait d'Erfurth, et craignait de mécontenter Alexandre, n'avoua pas le rôle qu'avaient eu les Polonais dans cette affaire. Il en fit honneur à un nom agréable en Russie, dès le temps de Catherine, au jeune Ségur. C'est celui qui épousa plus tard la fille de Rostopchine.

Nulle réclamation de ceux qui avaient réellement franchi le passage n'influa sur lui. Ségur resta dans le bulletin.

Une fort belle gravure polonaise montre sous la redingote grise cet homme ou ce fantôme qui, sans donner un regard aux corps sanglants des jeunes vainqueurs de Somo-Sierra, franchit le défilé, va tomber sur Madrid. Dans quel état d'orgueil, de fureur insensée? C'est aux *aliénistes* à le décrire.

Dès qu'il entre en Espagne, devant les premiers Espagnols qu'il rencontre, il se livre à un furieux bavardage. Il les injurie, les provoque, c'est-à-dire les excite à se défendre : « J'arrive avec les soldats d'Austerlitz. Qui les arrêtera? Ce ne sont pas vos mauvaises troupes qui ne savent pas se battre. J'ai sur l'Espagne les droits du conquérant. Comme je ne puis plus me fier à la nation, je prendrai mes sûretés, je l'assujettirai à un gouvernement militaire. »

Plus il entre, plus il gâte tout. Sans lui, les circonstances favorisaient Joseph : la défiance des Espagnols pour les Anglais, la crainte qu'ils ne prissent Cadix et ne voulussent enlever à l'Espagne son grand empire américain. L'Anglais Moore, délaissé par eux, et suivi de très près par Soult, périt dans sa retraite, et ses troupes furent heureuses de se rembarquer à la Corogne. Un parti peu nombreux, mais composé de gens fort éclairés, comme l'ancien ministre Urquijo, avait parfaitement deviné que Ferdinand serait un monstre, et restait fidèle à Joseph. Les grandes villes commerçantes de l'Andalousie lui étaient favorables et l'accueillirent. A toute place, il nommait des Espagnols, tâchait de leur faire croire qu'il leur appartenait entièrement.

Napoléon arrive à Madrid, et sottement décourage les joséphinos. Il dit tout ce qui peut nuire à son frère. Il en parle comme d'un souverain déjà détrôné, *qu'il pourrait bien replacer* sur le trône, si les Espagnols étaient sages. « Convention et constitution, tout est aboli. Il ne reste que le droit de conquête. »

Il ne punira que dix hommes, épargnera les ordres religieux. Il n'abolira que l'inquisition.

L'inquisition, dès ce moment, est popularisée. L'Espagne ne peut s'en passer. Si bien que la junte révolutionnaire la rétablit pour plaire au peuple.

Pendant que Napoléon et l'Espagne s'injurient, voici une petite nouvelle. Bonaparte, à Valladolid, apprend que l'Allemage est en feu, et lui échappe. Une lettre du roi de Bavière lui apporte ce terrible coup.

Un dogue à qui on applique un charbon rouge pour lui faire lâcher prise n'est pas plus furieux. Le voilà donc, ce coup préparé depuis 1806! La voilà, cette sourde trahison allemande! Combien on eut raison de lui dire alors, contre l'avis du traître Talleyrand : « Exterminez l'Autriche! »

Cette fureur de Napoléon fut très contagieuse. Les deux armées d'Allemagne et d'Espagne la partagèrent. Celle du Nord, plus jeune et nouvelle à la guerre, était bouffie de sang, fort indisciplinée. La vieille, celle d'Espagne,

dont les chefs furent tirés un moment pour Wagram, puis rentrèrent en Espagne pour aller à Moscou, était excédée, irritée de ces tiraillements.

Nos soldats, si gais, si résignés pendant la république, changèrent de caractère, restèrent obéissants, mais devinrent des *grognards*. L'Espagne y fit beaucoup, les transforma cruellement. Ce climat africain, si froid l'hiver, brûlant l'été, ces longues plaines d'un sable salé, les séchèrent, les aigrirent. La fuite, l'éloignement, l'horreur visible des populations ensauvagèrent les nôtres et souvent les rendirent impitoyables. Les résistances atrocement héroïques de Saragosse et autres villes n'imposèrent point l'admiration. Le carnaval de moines qui y était mêlé rendait tout cela burlesque pour un Français. Et non sans apparence. Quoi! ces efforts désespérés pour rétablir un Ferdinand et restaurer l'inquisition!

La fureur, cette maladie qui si facilement fait bouillonner l'Espagne, on l'a vu dans les persécutions des juifs, des Maures, est fort contagieuse et se gagne aisément. Il y parut dans les sièges obstinés de 1808. Des assiégés, des assaillants, quels étaient les plus furieux? Au second siége de Saragosse, où Lannes à la fin réussit, son caractère se révéla avec un nouveau degré de violence et d'irritation. Ce héros des guerres d'Italie, qui fut blessé quatre fois à Arcole sans se retirer, s'acharnait par ses blessures même, s'enivrait par son propre sang. Il dit aux chefs de Saragosse : « Je garantis les femmes et les enfants! Que voulez-vous de plus? » Ils ne furent pas contents, et il laissa piller la ville.

Tel fut le sauvage héros de la campagne de Wagram. Il y alla, ce semble, atrocement irrité. On eût dit qu'il ne pouvait plus dominer le bouillonnement de guerre et l'amour du péril, qui semblait l'emporter. Cherchait-il la mort? On ne sait. Le démembrement de la grande armée, qui avait en lui son âme fougueuse, semblait l'avoir déraciné, lui montrait l'avenir sous un funeste augure.

Après Wagram, lorsqu'on demandait à Bonaparte pourquoi il n'avait pas attendu, comme à Austerlitz, que l'ennemi essayât de l'entourer; il dit: « Cette armée de Wagram, ce n'est plus l'armée d'Austerlitz. »

On le supposait bien. Même on s'exagérait les résultats de la transformation. Sans doute, l'armée, par son démembrement, avait beaucoup perdu de ses hautes qualités morales, mais elle avait toujours ses grandes qualités militaires, qui se reproduisaient en partie dans la jeune armée des conscrits de 1808. On calculait fort mal le temps nécessaire pour refaire, rajuster cette énorme machine. On croyait qu'il y faudrait six mois.

On ne devinait pas que, pour entraîner cette jeunesse, il suffisait de mettre au milieu d'elle les grands drapeaux vivants dont la flamme électrique pouvait emporter tout, un Lannes par exemple, encore bouillant de Saragosse. Jamais Napoléon ne fit autant appel à la fureur guerrière de ce grand soldat, qui semblait chercher la mort qu'enfin il trouva à Essling.

Contre cette vaillance colérique, emportée, qui avait soutenu l'Espagne?

qui avait à Baylen fait triompher les bandes espagnoles des fameux soldats de la France? Toute l'Europe en savait le secret; le nom seul de la *liberté* avait fait ce miracle.

La *liberté* contre Napoléon, c'est l'universel mot d'ordre. On l'attestait, même à Saint-Pétersbourg, contre l'alliance française. L'Autriche, jusque-là le fort du despotisme, le centre du parti rétrograde, pourrait-elle changer de rôle et de langage, prendre pour ralliement un mot si odieux, emprunté à la France, à la révolution? On l'essaya avec succès dans le Tyrol contre les Bavarois. On osa même l'employer en Italie, on crut organiser certains foyers d'insurrection. Tout cela de mauvaise grâce, avec peu de succès, dans une peur visible de trop bien réussir.

Que serait-ce, se disaient entre eux les archiducs, si tous nos barbares du Danube allaient comprendre et répéter ce fatal Shiboleth! L'Autriche, en prononçant ce mot, le craignait elle-même, comme le magicien, qui frémit de ses propres incantations, de ses appels aux puissances infernales.

Napoléon organisa en quinze jours ce passage rapide de ses officiers généraux, d'Espagne en Allemagne. Des Pyrénées au Rhin, ils traversèrent la France en poste, et trouvèrent déjà rendue en Allemagne la jeune armée qu'on opposait aux Autrichiens.

Cette campagne de Wagram, tant admirée, offre cependant maintes taches qui porteraient à croire que, non seulement l'armée avait baissé, comme le dit Napoléon, mais que lui-même n'était plus le même Bonaparte qu'il avait été autrefois.

Il eut d'abord le tort de se reposer sur Berthier pour les premières opérations d'une guerre si dangereuse, où il devait avoir devant lui l'Allemagne, pendant que, derrière, continuait la lutte espagnole. Le maladroit Berthier débuta par séparer à trente lieues de distance, Davout et Masséna, que l'empereur avait intérêt à garder tout près, suivant des deux côtés les rives du Danube. L'un était à Augsbourg, l'autre à Ratisbonne.

Napoléon enfin arriva, vit, corrigea cette bévue. L'archiduc Charles croyait occuper cet espace vide. Mais l'empereur y met 40.000 hommes Allemands et Bavarois, il se place au milieu d'eux, les charme par cette confiance. A leur droite, étaient Lannes et deux divisions françaises, qui leur ouvrent le chemin de la victoire, et font plusieurs mille prisonniers autrichiens.

Trois batailles sont livrées et gagnées par nos soldats, Abensberg, Landshut, Eckmühl, l'ennemi acculé au Danube. En quelques jours la campagne, par cette suite de brillants faits d'armes, est terminée. Les deux ailes de l'armée ennemie sont rejetées l'une en Bohême, l'autre sur l'Inn. La route de Vienne est libre. Napoléon y entre sans trouver de résistance. La ville semble plutôt abandonnée.

L'empereur sentait la nécessité de frapper au centre un coup décisif. Ayant pris Vienne, il s'apprêta à passer le Danube avant que l'archiduc

Charles campé en face de Vienne, de l'autre côté du Danube, eût pu recevoir le renfort qu'il attendait, les cinquante mille hommes que l'archiduc Jean ramenait d'Italie.

Le moment était peu favorable. Car, vers la fin de mai, le Danube, grossi par la fonte des neiges, roule immense, trouble et menaçant; l'île Lobau, placée au milieu du fleuve, semblait faciliter et encourager le passage. L'archiduc l'encouragea, en se retirant un peu, et ne voulant attaquer les Français que lorsqu'ils se seraient divisés et qu'un tiers de leur armée aurait déjà passé. C'est ce qui arriva. Lorsque déjà trente mille hommes, sous Masséna et Lannes, eurent franchi le fleuve, vers Aspern et Essling, il les attaqua avec soixante-quinze mille hommes, et rompit les ponts derrière eux, avec des brûlots, des arbres, des bateaux, et tout ce que traînait le fleuve, tout cela à la vue de l'armée de Napoléon, restée impuissante dans l'île et sur l'autre rive.

Situation terrible. Les deux abandonnés, Masséna, Lannes, firent des prodiges. Masséna, qui défendait le village d'Aspern, le reprit quatre fois; Lannes, huit fois son village d'Essling. Le prince Charles, pour ramener encore les siens, marchait en tête un drapeau à la main. Lannes de même, malgré son petit nombre, essaya de sa personne de percer le centre de l'ennemi. Il périt dans cette entreprise. Les boulets entre lesquels il passait brisèrent ses deux genoux.

Voilà Masséna seul. La nuit se passe. Mais le matin, quel dénùment! Plus de vivres! plus de munitions! Il faut résister, sans tirer un coup de fusil, tout le jour, à la baïonnette. Enfin, dans la seconde nuit, par des ponts volants, des bateaux, il fut possible de les secourir. Masséna ramena son monde dans Lobau, et fut justement nommé prince d'Essling.

Lannes, si cruellement fracassé, condamné à l'amputation des deux cuisses, c'est-à-dire à la mort, fut ramené aussi. Napoléon pleura, dit-on, pensant sans doute que la fin de ce grand soldat était la fin de sa fortune. On suppose, je crois, à tort qu'il accusa Napoléon. Je croirais bien plutôt ceux qui assurent qu'il ne dit qu'un mot : « Sauvez l'armée! »

Elle était tout entière dans l'île gardée par Masséna. Sur la rive droite méridionale, on voyait le corps de Davout, bientôt celui d'Eugène, qui ramenait les siens d'Italie.

Napoléon se dit vainqueur et attribua le terrible accident à une crue subite du Danube. Cependant il fut six semaines sans rentrer en action (du 22 mai au 6 juillet 1809).

Ce retard que l'Europe interpréta fort mal, eût perdu Napoléon si le roi de Prusse eût eu le courage de bouger et de fournir un centre aux insurrections partielles du duc de Brunswick, de Schill et autres patriotes.

Le roi de Prusse, par ses exigences infinies, semblait éloigner de lui la Russie. Il ne voulait donner de secours, s'il n'avait partie de la Saxe, et même la Pologne autrichienne. Dernier point qui eût entièrement déplu à

Alexandre. Enfin, *il ne voulait bouger* avant, disait-il, que l'Autriche eût frappé son grand coup.

Ainsi les six semaines se passèrent au profit de Napoléon. Ces six semaines, si critiques, furent comme une remise de grand procès, du jugement de Dieu.

Elles illuminèrent la honteuse tartuferie de l'Autriche, qui avait mis la liberté sur ses drapeaux, la détestait du cœur. Cette hypocrite cour, ces femmes altières qui suivaient l'impératrice nouvelle, ne purent mentir jusqu'au bout, craignirent l'assistance du peuple, n'acceptèrent que celle des rois.

Ceux-ci flottaient étrangement. Le roi de Prusse punissait ses propres partisans.

Le czar, qui n'avait pas, comme la Prusse, l'excuse de la crainte et de la faiblesse, ne se montrait guère moins douteux. Napoléon disait lui-même qu'il ne pouvait plus croire à l'alliance russe. Et, en effet, toute la crainte d'Alexandre était qu'en soulevant les Polonais contre l'Autriche, on n'excitât le réveil de la Pologne tout entière. A Cracovie, les Russes essayèrent, mais en vain, d'empêcher les Français d'entrer dans cette ville. Et partout, ils rétablissaient l'administration autrichienne.

Napoléon était à Schœnbrun, ne voulant pas agir tant que son armée d'Italie faisait le siège de Raab. Il lui revint, dans ce repos, qu'une flotte anglo-sicilienne croisait le long des côtes d'Italie, à la hauteur de Rome. Il comprit parfaitement qu'on voulait lui enlever le pape, pour se servir, en Espagne ou ailleurs, de cette machine sacrée. Il déclara Rome ville impériale, et sans donner d'ordre exprès ni précis, fit enlever le pape, que l'on conduisit en Toscane. Il lui donnait deux millions de revenu, mais finissait son autorité temporelle et réunissait ses états à l'empire français.

Cet acte, peu attendu au milieu de si grands événements militaires, frappa l'Europe d'étonnement, pétrifia le monde catholique, et fut comme la préface de la bataille où l'Autriche allait recevoir un si terrible coup. On jugea que rien n'échappait aux regards de cet aigle, qui, de Schœnbrun, avait si bien vu l'Italie, et si rapidement avait tranché le nœud que tant de siècles n'avaient pu dénouer.

Tout au contraire, la cour d'Autriche n'était qu'indécision, lenteur, sottise. Bien loin de reconnaître l'habileté et l'héroïsme que le prince Charles venait de montrer à Essling, la cabale opposée et ses frères même travaillaient contre lui, lui suscitaient de telles difficultés dans son état-major que plusieurs fois il voulut donner sa démission.

L'archiduc Jean, qui n'avait pas été heureux en Italie, était jaloux, prétendait que, suivi, surveillé par l'armée d'Eugène, il ne pouvait arriver, selon les conventions, avant la grande bataille décisive.

Charles eut beau l'appeler. Jean manqua à Wagram et les cinquante mille hommes qu'il venait de recruter en Hongrie.

Enfin, le 5 juillet, Napoléon avait complété ses immenses préparatifs,

avait fortifié Lobau, complété ses ponts, ses redoutes, mis sous sa main Eugène, Davout et Bernadotte. Il avait cent cinquante mille hommes, Charles, cent soixante-quinze mille.

Un orage épouvantable eut lieu la nuit. N'importe, toute l'armée passa les ponts. Le jour, il fit une chaleur étouffante, doublée par la moisson mûre, les épis jaunissants, couchés par terre. Les Autrichiens, les Hongrois, mouraient de soif, n'ayant point d'eau de leur côté, et regardaient toujours si l'archiduc Jean leur amenait ses cinquante mille hommes.

Cependant l'armée française, jeune en grande partie, au commencement prit une panique, que Macdonald et Oudinot arrêtèrent difficilement.

La nouvelle, déjà partie du champ de bataille, alla se répandre dans le Nord, et Berlin en trépigna de joie.

L'artillerie française rétablit la bataille, en luttant de vitesse et de mobilité avec la cavalerie. L'artillerie de la garde fit merveille, et les grosses pièces, laissées dans l'île Lobau, mais couvrant de leurs boulets l'autre rivage, arrêtèrent court les Autrichiens qui venaient de sabrer, détruire entièrement les quatre divisions de Masséna. Celui-ci, dans ce grand massacre, portant le poids de la bataille, faillit périr comme Lannes.

Les anciens, dans de grands dangers, faisaient des sacrifices humains à la Mort ou à Mars (*Marti*, *Morti*). On peut dire que, dans cette crise, Napoléon se racheta en immolant les deux âmes de l'armée, son grand soldat Lannes, son grand général Masséna.

Davout et Oudinot le rendirent maître du plateau de Wagram, mais ils ne purent empêcher que vingt-deux mille Français y périssent et autant d'Autrichiens. Les autres, si jeunes, et étonnés de leur victoire, se jetèrent, après la bataille, sur les provisions du camp de l'archiduc, et s'enivrèrent tellement pendant trois jours que si l'ennemi était revenu, il les eût hachés à plaisir. (6 juillet 1809.)

Le traité de Vienne (14 oct.) enleva à l'Autriche la Bavière, la Saxe, le grand duché de Varsovie.

CHAPITRE XI

MARIAGE AUTRICHIEN (1810). — EXPÉDITION DE PORTUGAL ET DE RUSSIE (1811-1812). — DÉSASTRE DE MOSCOU (1812). — LEIPSICK (1813).

Bonaparte ayant dépossédé l'empereur, lui demanda sa fille.

Grand éclat. C'était épouser décidément le parti rétrograde, dont l'Autriche avait été jusque-là le principal représentant.



... Le triste François marche à sa première entrevue avec Napoléon. (P. 2283.)

Mais, en même temps qu'il se décidait pour le vieux parti, il n'en traitait pas mieux la famille où il entrait. Il n'avait qu'un but, se relever au moment où il sentait pâlir sa fortune. Si l'on veut voir la disposition de l'Autriche pour ce mariage, qu'on regarde à Versailles le médiocre mais très fidèle tableau, où le triste François marche à sa première entrevue avec Napoléon. Marche? Non, est traîné d'un mouvement mécanique, étranger à sa volonté. Ce spectre blond et rose est quelque chose d'étrange et fait horreur. Automate lugubre, où déjà on pressent le geôlier du Spielberg.

Ce fut un sacrifice humain. Marie-Louise, sous son éclat sanguin, et sous sa fraîcheur de vingt ans, était comme une morte. On la livrait au Minotaure, au grand ennemi de sa famille, à l'assassin du duc d'Enghien. N'allait-il pas la dévorer?... Sa peau jaune corse, par la graisse, était devenue d'un ton blanchâtre, tout fantasmagorique. La fille du Nord, une rose (un peu vulgaire, telle que Prudhon l'a peinte), était effrayée du contact.

Tout fut noué avec une précipitation extraordinaire. La demande fut faite le 7 mars. Le 8, le contrat fut signé. Le 11, le mariage eut lieu à Vienne; ce fut le prince Charles, qui, avec la procuration de Napoléon, épousa, c'est-à-dire eut le chagrin de livrer la victime, comme une dépouille de sa dernière défaite.

Le 13 mars, éplorée, elle quitta son père et Vienne. Sur la route, une sœur de l'empereur la reçut et lui ôta sa dame autrichienne. Enfin, après tant de fatigue, sur la route de Compiègne, elle rencontra Napoléon, qui, sans respect des convenances, sans délai, s'empara d'elle comme d'une proie.

Précipitation sauvage, et de nature à créer moins un lien qu'une blessure dans la famille qui, malgré elle, sacrifiait un de ses enfants.

Blessure empoisonnée; il avait fait d'avance ce qui eût pu semer la discorde, la défiance entre ses membres, proposant de donner la paix sans condition si l'empire autrichien *était partagé* entre ses trois royaumes, ou si tout entier il passait à l'un des archiducs. Cette proposition insidieuse, dans une autre famille, eût pu créer une méchante tentation.

Il n'avait guère idée de la nature humaine, s'il crut que ce mariage forcé apaiserait l'Autriche pour celui qui s'était montré si ennemi. François le prit comme une humiliation nouvelle et ne le notifia aux puissances qu'après deux ans, lorsque, par sa défection, il crut avoir poignardé l'empereur.

Napoléon de même maladroitement poussa à bout, ulcéra le roi de Prusse, qui ne put rentrer à Berlin qu'en condamnant à mort ses propres partisans.

Ainsi s'accumulait la haine contre lui, contre nous, par toute la terre. Et le pis, c'est qu'on ne prévoyait pas la fin de cette sauvage tyrannie. On croyait beaucoup plus à ses succès nouveaux qui auraient rivé les fers du monde.

Napoléon, humilié par ses échecs en Portugal, au moment où son mariage autrichien le plaçait si haut, désirait étonner l'Europe par quelque grand coup. De là ses imprudentes provocations à la Russie.

Il croyait bien connaître l'empereur Alexandre. Et l'ayant déjà vu par l'affaire des douanes et l'exclusion des marchandises françaises, dans une demi-révolte, il pensa que, sans perdre de temps, il fallait lui montrer l'épée.

Non qu'il crût à la guerre. Mais en la préparant dans la proportion d'un appareil immense, il ne doutait pas de faire reculer le czar. Qui ne l'eût cru aussi? et qui saura jamais par quels degrés de pression la cour amena à une résistance énergique un homme si indécis?

En voyant s'approcher les masses armées que poussait sur lui Bonaparte, il ne pouvait sortir encore de l'expectative mystique qui était devenue son état naturel.

Les émigrés, politiques ou illuminés, qui chaque jour l'entouraient de plus près, montraient le bras de Dieu descendant sur Napoléon, l'Espagne non réduite encore, et déjà l'Allemagne frémissante, prête à se soulever. Point de vue parfaitement faux en 1812. On verra, au contraire, combien, dans notre retraite de Moscou, les Allemands nous furent longtemps fidèles et combattirent pour nous.

Quant à Napoléon, il ne savait rien du monde. Dans sa grande ignorance et sa parfaite indifférence des nations diverses chez lesquelles il faisait voyager ses canons, il semble n'avoir eu d'elles d'autre notion que celle de Falstaff, qui croit avoir assez caractérisé ses recrues en les définissant : « des hommes mortels ».

Il entra en Russie, sachant très vaguement que c'était un pays de serfs, et croyant que la situation était la même qu'en Pologne, n'ayant aucune idée des circonstances compliquées qui, même aujourd'hui dans cet empire, rendent la libération difficile. En Russie, le paysan ne veut la liberté qu'avec la terre elle-même, avec la propriété qui lui appartenait, il y a deux siècles à peine. De là des difficultés immenses qu'on n'aurait pu vaincre, d'un coup, qu'au prix d'un grand bouleversement social dont ne voulait nullement Napoléon.

Le paysan n'a guère conservé que sa commune serve, son église, ses saints qui l'ont jadis défendu des Tartares. C'est le lien unique de la petite société de villages. C'est là ce qu'il faut respecter à tout prix. Grande difficulté de conduire une armée française à travers un pays, non pas bigot comme l'Espagne, mais grossièrement asservi à son culte local.

L'armée française, on l'a vu à Wagram, n'avait plus la discipline du temps passé. Et par delà la frontière polonaise, ne recevant plus de distribution régulière de vivres, il lui fallut piller. Donc elle devint l'horreur du paysan, qui s'insurgea contre elle. Napoléon lui-même était si indécis, qu'il réprima les premiers essais de jacquerie sociale qui lui furent dénoncés par la noblesse. Celle-ci resta seule maîtresse du paysan, et, profitant de son zèle religieux, fit de la guerre une croisade contre Bonaparte.

Au reste, s'il n'eut pas la prévoyance sociale et politique, il n'eut pas

davantage la prudence d'administration militaire, la plus indispensable. Sa campagne de 1807 sur les confins mêmes de la Russie, ses difficultés d'Eylau et de Friedland pouvaient lui faire prévoir celles qu'il trouverait en s'enfonçant dans ce pays immense qui, indépendamment des rigueurs des hivers du Nord, vous oppose alternativement des abîmes de boue, de sable. C'est ce qu'on éprouva dès la première entrée. Les voitures hautes et lourdes de l'administration furent obligées de partager leur charge en un grand nombre de ces petites voitures de nos rouliers de Franche-Comté, qui enfoncent peu. Ce changement ralentit beaucoup.

Napoléon, par égard pour l'Autriche et pour la Russie même, n'osa armer les Polonais en masse. Il les dispersa dans l'armée. Il les laissa seulement à Varsovie proclamer la résurrection de la Pologne, sans les encourager en rien. Tout au contraire il ruina, épuisa la Lithuanie, la fit russe, autant qu'il le pouvait.

N'importe. L'émotion des Polonais fut grande. On peut en juger par le sublime tableau que font leurs poètes quand ils voient nos beaux régiments entrer dans les antiques murailles de Smolensk, ville si longtemps polonaise, et aujourd'hui frontière, défense de la Russie.

Ils la trouvèrent en flammes. Pour la première fois, on appliqua le système nouveau qui avait si bien réussi aux Anglais en Portugal. Napoléon, irrité, n'en fut pas mieux averti. L'audacieux Murat disait lui-même qu'il fallait s'arrêter. Davout se déclara pour l'avis de l'empereur, contre celui de Murat et de presque toute l'armée. On poursuivit.

L'empereur, dans sa colère, empêcha moins dès lors les désordres et les incendies, donnant par là à l'ennemi une arme terrible, et faisant croire aux Russes que c'était notre armée, et non la leur, qui brûlait tout.

C'est ce qui explique leur furieuse haine contre les Français « incendiaires et ennemis de Dieu », et la vaillance colérique qu'ils montrèrent à la Moskowa. Napoléon, qui avait tant désiré une grande bataille, et croyait qu'elle mettrait la Russie a ses pieds, s'y montra flottant, indécis, selon tous les historiens. Il y était un peu malade; depuis son mariage, il avait vieilli avant l'âge. Il vainquit imparfaitement, profita peu de la victoire, ne poussa pas les Russes si affaiblis, comme le voulaient Murat et d'autres. Ils échappèrent, allèrent se recruter et se refaire.

Pour lui, selon son système routinier, il croyait tout gagné si l'on prenait la capitale.

Mais les grandes villes centrales appartiennent-elles uniquement au pays dont on les dit les capitales? Non, et moins encore en Orient, à Kasan, à Damas, entrepôts pour les caravanes et tout le commerce d'Asie. Ce sont les grands asiles communs des nations. L'immense et riche Moscou avait ce caractère. Les Persans, les Tartares se croyaient là chez eux. Sa forteresse, le solide Kremlin, et ses murailles colossales donnaient aux commerçants nomades beaucoup de confiance, une idée rassurante de solidité.

On disait proverbialement : « se sentir sûr comme au Kremlin ».

Moscou était une ville double ou triple. Outre ce Kremlin immobile, plein d'églises, d'édifices publics, il y avait une Moscou de cent mille âmes, les seigneurs et leurs serfs, qui s'en allait l'été; puis, la Moscou marchande, de deux, trois cent mille âmes, qui restait toujours pour recevoir les caravanes, les acheteurs.

Cela était ainsi depuis des siècles, depuis que les invasions tartares avaient cessé.

La Moscou fixe, orientale, de gros marchands, et la petite plèbe des jardiniers qui cultivaient dans l'enceinte même à l'abri des remparts et qui n'en bougaient pas, c'était, on peut le dire, *la ville*. Les seigneurs et leurs domestiques ne faisaient qu'y paraître, se voir l'hiver, et faire leur sourde opposition à Pétersbourg; ils retournaient l'été à leur véritable demeure, leurs splendides châteaux.

Un Hollandais, nommé Schmidt, vint proposer un ballon incendiaire pour foudroyer et brûler les Français. Après la bataille de la Moskowa, Rostopchine, nommé récemment gouverneur de Moscou, accueillit Schmidt, et pour lui faciliter ses opérations, l'établit au château de Repnine, ennemi violent des Français, et leur prisonnier d'Austerlitz.

A la Moscou marchande, fort effrayée, et si encombrée, qu'elle ne pouvait pas fuir, mais mourir là, on faisait croire qu'on livrerait encore une bataille pour la sauver.

D'ailleurs la ville entière avait foi au czar. Tout récemment, il était venu, et il avait reçu de ce bon peuple des preuves d'amour inconcevables. C'étaient de vrais enfants, et ils avaient le cœur tendre et naïf de l'enfant pour un père chéri. Non seulement ils donnèrent pour la guerre tout ce qu'ils purent, et même au delà, mais ils voulurent toucher, embrasser les pieds de leur czar. Il avait été reçu dans un vaste jardin. Ils ébranlaient les grilles pour approcher. Il fallut les jeter par terre. On se précipita. Le souverain, le peuple, se confondirent comme dans un immense embrassement.

Notre meilleure autorité sur ces événements est l'empereur Alexandre lui-même.

En parlant des furieuses résistances espagnoles, que, du reste, il admirait peu, il dit « que les Russes, dominés par le génie local, étaient peu propres à ces dévouements pour une grande patrie ».

Il a dit à Wilna : « J'ai fait brûler Moscou, j'aurais fait brûler Pétersbourg, si j'avais vu Bonaparte approcher. »

Il s'est vanté probablement en revendiquant cet acte exécrable, inutile. Car les Français restant à Moscou, si on l'eût épargnée, auraient péri faute de vivres.

L'empereur, n'ayant plus de cavalerie, et n'ayant pas avisé à se procurer des chevaux, chose si facile en Pologne, en Ukraine, devait mourir, et rester

là comme un paralytique avec son invincible infanterie, qu'entouraient les Cosaques.

En brûlant Moscou, au contraire, on risquait de le délivrer, de lui faire prendre avant l'hiver la seule résolution raisonnable, celle de faire une prompte retraite.

Alexandre, un pur Allemand avec une éducation française, ne comprit pas, aima peu la Russie. L'admirable richesse de cœur de cette race, de ce génie tout spontané, si vaillant à la Moskowa, si touchant dans l'accueil que Moscou venait de lui faire à lui-même, le trouva peu sensible.

Il partagea la panique insensée des grands seigneurs qui, d'après de Maistre et les fous de l'émigration, croyaient que Bonaparte était la Révolution et qu'il l'apportait dans ses malles, qu'enfin les Russes étaient tout prêts à le comprendre, à commencer une immense jacquerie. Comme si l'opposition religieuse ne faisait pas une séparation, un fossé, entre eux et l'armée mécréante.

On fit croire sans doute à Alexandre que le fléau n'atteindrait guère, dans cette saison, que les marchands, la plupart étrangers, et les quartiers pauvres, qu'enfin la ville proprement russe, qui n'est qu'en bois, serait bientôt refaite. C'était très vrai pour les maisons : un Russe, avec une hache, les construit si vite! Mais les hommes, cent, deux cent mille pauvres, qu'allaient-ils devenir à l'entrée du terrible hiver? Avant la destruction de deux cent mille Français, on allait tuer deux cent mille Russes!

Grand crime accompli pour faire croire aux bons Russes : « Que l'armée franco-polonaise avait brûlé Moscou. » C'est-à-dire pour créer des haines éternelles.

Kutuzow, nous voyant enfermés là à peu près sans cavalerie, put, à son aise, promener son armée tout autour, lui montrer le gouffre de flammes, dire : « Voilà l'ouvrage des Français ! » (16-20 sept. 1812).

C'était tout le contraire, l'empereur voulait sauver Moscou, et, d'abord, y avait défendu le pillage. Il n'osa persister ; en cela il servit son ennemi et se perdit lui-même. Car Moscou contenait encore des ressources qu'on aurait pu sauver de l'incendie. De plus, le paysan, qui, malgré les Cosaques, attiré par le gain, apportait ses denrées, ne vint plus dès qu'il vit cet immense désordre, où l'aveugle soldat le dépouillait lui-même, lui son salut, son nourricier.

L'empereur permit tout. Pourquoi? Il savait que ces braves gens qui revenaient d'Espagne, — out au moins les plus vieux, — n'étaient nullement contents de se voir traînés au bout du monde dans une expédition que chacun jugeait insensée. Cela le troublait fort, et il restait là, attendant toujours que l'empereur Alexandre, acceptant ses propositions, vînt le justifier. On l'amusait, en attendant l'hiver, par des pourparlers, des flatteries habiles. Quand on a un lion maladroit au fond d'une fosse, on le regarde avec plaisir, mais on ne s'avise pas de l'en tirer.

S'il n'eût péri, retiré en Pologne, il eût bientôt recommencé. Wilson et les Anglais qui étaient dans l'armée russe ont rudement reproché à Kutuzow de n'avoir pas étranglé la bête féroce. Mais il faut songer que le Russe, qui avait perdu le meilleur de l'armée à la Moskowa, et se refaisait avec des recrues, la plupart à cheval, qui allaient et venaient, qui disparaissaient par moments, n'était pas sûr de ses soldats et presque toujours nous suivait de loin. Il avouait lui-même que, dans notre retraite, la seule vue des bonnets à poil horripilait les siens. Et, d'autre part, les nôtres, épuisés, affamés, sans force, s'effrayaient souvent beaucoup trop de la tempête, des hourrahs des Cosaques, qui ne les attendaient guère, s'ils s'arrêtaient. Ainsi, outre les dangers réels, la faim, le froid, la neige, il y avait, des deux côtés, une part terrible pour l'imagination.

Kutuzow, par deux fois, s'écarta au midi, pour défendre, disait-il, les plus riches provinces de l'empire, en réalité pour laisser à la faim et au froid le temps de faire leur œuvre, pour donner à la grande armée le temps de mourir.

Ségur, tant critiqué par les bonapartistes, a eu cependant pour eux de singuliers ménagements, par exemple, celui de supprimer le grand fait capital que ses prédécesseurs nous avaient conservé, la longue hésitation de Bonaparte après Miéro-Slavetz, et sa résolution de prendre la plus mauvaise route, celle qu'on avait déjà dévastée, et où l'on était sûr de mourir de faim.

« Il s'enferma avec Murat, Berthier, qui ont tout raconté. Pendant une heure, il réfléchit, silencieux, la tête dans les mains. Puis il se décida pour cette route fatale. » (Chambray.)

En reprenant le même chemin, avec quelques combats qu'il eût appelés victoires, il pouvait amuser l'opinion, dire qu'il s'était retiré librement pour revenir bientôt. C'était bien sa pensée, et il poussa si loin cette feinte, que, même en sa plus grande détresse, déjà presque détruit, il fit rester Ney, l'arrière garde, pour faire sauter les murailles de Smolensk, qu'il allait, disait-il, assiéger au retour.

Cela lui réussit. Il garda son prestige devant la France, et put encore, après Moscou, après l'immense désastre de Leipsick, se donner pour notre défenseur en 1814, et, en 1815, nous abîmer par Waterloo.

Tout le monde voit ce qui va arriver, même l'étourdi Murat. Lui, non.

Plutôt que d'obéir à la raison, le thaumaturge ira de crime en crime, pour tromper le monde encore une fois.

L'hiver arrive épouvantable. Lui, par orgueil, il retarde d'abord, voit tout mourir, ne s'en émeut.

Ney le garde en arrière, mais pendant quelques jours disparaît. A-t-il fondu dans la tempête? Napoléon ne continue pas moins.

Il faut lire, non dans l'emphatique Ségur, mais dans Fézensac même, un compagnon de Ney, le simple récit du héros qui, aux bords du Borysthène,



Ils lui disaient en russe : « *Papa Kleba!* » (Papa, du pain!) (P. 2290.)

jure que le fleuve va geler et qu'on pourra passer, puis dort tranquillement au milieu des coups de fusil.

Aux cas les plus désespérés, chaque fois que Ney apparaît, l'ennemi s'étonne, s'arrête, et la France a vaincu encore.

La grande armée, réduite à rien, s'était écoulée. On n'en voit plus la trace qu'aux monticules de neige qui couvrent les corps morts.

Le gros homme pâle continue. Ney est derrière, abandonné; n'importe, Bonaparte suit son étoile, qui est de perdre encore la France.

Il se sauve, non par les airs, le magicien, mais à pied et appuyé sur un bâton.

S'il revient seul, tant mieux. Personne ne le contredira. Il pourra accuser les morts, l'hiver, la trahison, que sais-je? S'il est le premier des fuyards, il pourra mentir d'autant plus, prétendre nous sauver encore, et fonder la tradition qui nous perd cinquante ans après.

L'armée détruite par l'imprudence de son chef ne lui était pas ennemie. Ils avaient bien un peu murmuré en allant, mais au retour, ils mouraient sans rien dire, craignant de faire trop de peine à l'empereur.

Ce peuple est, par instants, d'une étonnante chevalerie.

Bonaparte, dans un moment où les Cosaques le serraient et où il était presque pris, distribua le trésor qu'il avait avec lui à ses grenadiers de la garde. Quelle que fût la tentation des besoins pressants, dès qu'on fut en sûreté, ils rendirent tout, sans qu'il manquât une pièce d'or.

Des Polonais m'ont conté que, sur la neige, ces vieux grenadiers, qui n'en pouvaient plus, s'asseyaient pour mourir, et voyant passer l'empereur dans son traîneau rapide, lui demandaient du pain, mais non pas en français, de peur de lui briser le cœur. Ils lui disaient en russe : « *Papa Kléba!* » (Papa, du pain!) Il secouait la tête, disant tristement : « *Niema Kléba!* » (Il n'y a pas de pain); puis, volait de toute la vitesse du traîneau.

Ces Polonais qui me contaient cela aidèrent eux-mêmes puissamment au passage de la Bérésina, qui sauva l'empereur.

Et ils aidèrent encore à Leipsick, où leur Poniatowski fut noyé. Eh bien, après Hanau, l'empereur ramassa autour de lui ceux qui restaient et leur dit froidement : « Messieurs, ma fortune est mauvaise. Vous êtes libres de ne pas me suivre... Mais, après tout, où iriez-vous? »

Voilà tout ce qu'il trouva dans son cœur pour ces hommes héroïques.

Le 18 octobre, les alliés, fortifiés à Leipsick par Bernadotte et Benigsen, accablèrent Napoléon. Si on eut cru Jomini, on eût occupé la seule route de retraite qui lui restait, et on l'eût pris lui-même.

Grand bonheur pour l'Europe et la France même, qui se fût épargné la double invasion et Waterloo.

Leipsick eut presque les effets d'une nouvelle retraite de Moscou. La jeune armée y fut désorganisée, brisée, détruite dans la poursuite ardente de l'innombrable cavalerie ennemie.

Cinquante mille Français couvrirent le sol ennemi de leurs cadavres.

CHAPITRE XII

CAMPAGNE DE 1814. — ABDICATION. — DU CARACTÈRE ET DU CŒUR DE BONAPARTE.

Quelle assurance étrange avait-il donc, pour arriver à la frontière et dire : « Par deux fois j'ai perdu la France à Moscou, à Leipsick. Un million d'hommes est mort. N'importe, me voici. »

Et, au lieu de rappeler en hâte l'armée d'Espagne et ses garnisons lointaines, il demande encore à la France tarie et épuisée, trois cent mille hommes !

Beaucoup de gens croyaient qu'il était fou. Talleyrand, dit-on, osa lui proposer l'idée bizarre et romanesque de s'entendre avec les frères Wellesley-Wellington et de les faire rois d'Angleterre!

Mais ce terrible fou était gendre de l'empereur d'Autriche. Les souverains, pour garder l'armée autrichienne, devaient mettre en avant quelques propositions de paix, par exemple, offrir à Napoléon de lui laisser l'ancienne France.

Bonaparte qui ne voulait rien que guerre, conquête et rétablir l'empire du monde refusa et nous perdit. On a vu qu'à Smolensk, il avait dit : « Je m'en vais revenir. »

Pour avoir son dernier enjeu, 300.000 hommes, il lui fallait enfin compter avec la France. Il appela, fort tard, le Corps législatif. Celui-ci, d'abord assez docile, s'aperçut qu'on ne se fiait pas à lui, qu'on lui cachait les propositions des alliés. La nation s'éveilla à la fin, s'avisa de son propre sort.

Le vice-président de l'Assemblée était un avocat de Bordeaux, un homme des Landes, M. Lainé, austère et probe, que l'on croyait républicain. Il appartenait à une nuance mixte qui ne voulait rien que sauver la France, n'importe comment.

Mandé à la police par Rovigo, Lainé y fut très beau, il fit pâlir le meurtrier du duc d'Enghien, lui dit : « Ma conscience parle plus haut que vous. »

Bonaparte, qui avait perdu en parlages deux mois et demi, injuria le Corps législatif qui osait être ferme, lui reprocher les calamités de sa guerre éternelle ; il le chassa, c'est-à-dire se passa de la France.

Les alliés au contraire, par d'adroites proclamations, s'adressaient à elle et prétendaient ne rien faire que pour elle.

Toute cette campagne de 1814 a été mal comprise et défigurée, non seulement par les bonapartistes, mais par les rhéteurs qui croyaient faire un chant de *l'Iliade*. Napoléon ne s'est pas contenté de mentir de son vivant; il a pris à Sainte-Hélène ses mesures pour faire mentir ceux qui viendraient.

Pour se créer des avocats chez un peuple rhétoricien, il lui a suffi de les corrompre par ce mot: « Ceux qui seront avec moi, me défendront: ceux-là seuls seront beaux. » Et tous ont voulu être beaux. Voilà l'homme de lettres, et on voit là combien le *littérateur* diffère de *l'historien*. Le premier cherche surtout une grande unité d'intérêt, et l'on n'obtient cela qu'en fixant la lumière sur un point brillant, un héros, et mettant le reste dans l'ombre aux dépens de la vérité. L'essentiel pour eux, c'était de montrer le héros de 1814, le lion seul qui, poursuivi d'une armée de chasseurs, les faisait reculer. Cela permet de faire un Géricault, un Delacroix, pour faire crier: « C'est beau! »

Ce que ces rhéteurs disent à sa louange, c'est sa condamnation. Il n'eut jamais en tout que quarante ou quarante-cinq mille hommes. La France l'avait abandonné et condamné.

Les parties montagneuses étaient pleines de réfractaires. Aux marches surprenantes qu'il fit quelquefois de vingt lieues par jour, on voit bien qu'il n'était guère suivi que des jarrets d'acier de nos jeunes paysans.

Dans cette terre de soldats qui, depuis 92, en produisait toujours, ils avaient hâte, tout petits et encore enfants, de chercher la guerre et la mort. Ceux dont les aînés avaient déjà péri, d'autant plus vite s'empressaient de courir à l'armée. « On meurt beaucoup! Tant mieux, j'avancerai plus vite! » Les mots qu'on cite de l'empereur montrent qu'il n'avait guère affaire qu'à cette population rurale. De certaines provinces il disait: « Ils sont braves et courent vite, dès qu'ils ont cassé leurs sabots. »

Cet entrain ne durait guère. Les maladies, les jeûnes rebutaient ces jeunes paysans. Ils retournaient chez eux. Mais on n'en avait jamais que 40 à 45.000.

Les petits succès partiels empiraient cruellement notre situation et ne servaient à rien. Qu'importaient 10 000 hommes, qu'il tua à Brienne, et les 5.000 de Champaubert? A grossir ses prétentions, rendre la paix d'autant plus impossible. Il est vrai qu'Alexandre demanda une trêve, laissa reculer les Autrichiens, et attendit, pour reprendre la guerre, qu'il eût reçu les 100.000 hommes du Nord qu'envoyait Bernadotte.

Ces délais trompèrent Bonaparte jusqu'à lui inspirer le projet insensé de passer derrière l'ennemi pour le ramener vers le Rhin. L'ennemi, si nombreux, n'y prit garde, s'avança toujours vers Paris, selon le très sage conseil de Pozzo et des meilleurs ministres d'Alexandre.

Bonaparte avait perdu près de quinze jours à faire cette pointe folle et à revenir à Fontainebleau. Il n'y gagna rien que d'avoir resserré la grande alliance de l'Europe, à qui les Anglais promirent la solde de 500.000 hommes.

Au moment même où il était perdu, l'insensé avait dit : « Je suis plus près de Munich qu'ils ne sont de Paris. »

Il avait dit et répété que, s'il s'éloignait, il suffisait que Paris pût se défendre quelques jours. Mais il n'avait pris nulle précaution pour protéger, nourrir une si grande population.

Lui-même doutait si bien de pouvoir sauvegarder Paris qu'il avait écrit à Joseph de *mettre (avant tout) en sûreté son fils* avec l'impératrice.

Mais tous l'abandonnèrent. Joseph dit : « Je reste! » et partit.

Paris, à ce moment, était plus que Paris. Il était encombré d'une foule immense de réfugiés, qui affluaient de toutes les parties de l'empire, de toutes les Frances lointaines, et venaient ici se cacher aux plus petits trous.

Pour les alliés, il suffisait de s'avancer en grandes masses, en laissant toutefois à la France le temps de se reconnaître, d'abandonner, d'abjurer l'auteur de tous ses maux. Le danger, dans cette longanimité, était qu'Alexandre était suivi par un demi-traître, l'Autriche; elle aidait le mouvement avec l idée de lâcher, si la France aux expédients avait l'idée d'invoquer le beau-père et sa fille.

Aussi on n'agit avec fermeté et certitude que lorsque, Bernadotte ayant amené à Alexandre les 100.000 hommes du contingent du Nord, les Autrichiens se trouvèrent en minorité et subordonnés.

Rien n'est plus étrange que de voir Rovigo et, en général, les séides de l'empereur, se donner tant de peine à expliquer l'*intrigue* par laquelle on écarta la jeune impératrice et le petit roi de Rome. « Deux innocents, ce semble, dont on n'eût pas dû se défier. »

L'empereur, en offrant d'abdiquer au profit de son fils, avait bien averti que c'était lui-même encore, que, sous ce masque pacifique, c'était la guerre éternelle.

Les fanatiques qui tenaient obstinément à Bonaparte étaient donc bien aveugles pour ne pas voir l'obstacle énorme, gigantesque, qui lui fermait la voie, l'excluait à jamais lui et les siens.

Quel obstacle? La haine du monde.

Haine solide et universelle. Et si elle était quelque part plus franche et plus injurieuse, je puis dire que ce fut en France, où on était en deuil de tant d'enfants, en deuil pour Moscou, pour Leipsick pour cette dernière campagne; il était maudit, et par une grande France qui n'était d'aucun parti, mais simplement vouée à d'éternels regrets.

Je me rappelle très bien le jour où on nous nomma les Bourbons, que personne ne connaissait.

L'empereur Alexandre arrivait, il est vrai, entouré d'émigrés de l'ancienne France, et avec une disposition mystique, favorable au total à cette antique race.

Talleyrand, qui avait bien quelques sujets de craindre le retour de l'ancien regime, dut se joindre à l'intrigue royaliste et la diriger, s'il pouvait.

Que dut-on dire à Alexandre : « que *cette famille* était celle qui inquiéterait le moins l'Europe, étant fatalement pacifique, prédestinée à une paix forcée. »

Descendue par les femmes de la maison de Saxe, elle en avait l'obésité.

Le gros Louis XVIII, déjà âgé, eunuque, ne pouvait se bouger.

Le mâle de la famille, le comte d'Artois, usé et dégradé par les plaisirs, était fort avili, depuis la campagne qui suivit Quiberon, par le mépris des Vendéens eux-mêmes, les risées de Charette. Le terrible petit livre de Vauban commençait à circuler partout.

C'est peut-être ce qui servit cette famille en montrant qu'on n'en trouverait jamais une plus incapable. Le fils aîné du comte d'Artois, le duc d'Angoulême, marié à une princesse stérile, la fille de Louis XVI, était un honnête homme, mais, ce semble, grêlé, vieilli d'avance par les débauches de son père, et au total impropre à tout.

Le second fils, le duc de Berry, fort livré au plaisir, n'en était pas moins un brutal, propre à décourager la France de la vie militaire.

Bref, les Bourbons offraient, à un degré tout à fait rassurant, les conditions d'incapacité qui promettaient de paralyser un pays si guerrier, qu'on croyait, bien à tort, toujours avide d'aventures.

Dans le conseil où l'empereur Alexandre siégeait avec le roi de Prusse et le général autrichien Schwarzenberg, personne n'osa parler pour la régence de l'impératrice. Et l'Autrichien se tut.

La question parut tranchée par un mot violent du général Dessolles : « Appelez la régence....., et le tigre revient ! »

Marmont, après avoir vaillamment livré un dernier combat pour défendre Paris, avait été forcé par le conseil municipal de signer la capitulation de cette ville, abandonnée par les frères, la femme, les ministres de l'empereur, on peut dire par lui-même, qui était à deux pas.

Les alliés entrèrent en grand ordre, et la garde nationale conserva ses armes pour veiller à la paix publique. Alexandre dit un mot beau et vrai : « Je viens réconcilier la France avec l'Europe. »

Cependant Bonaparte, à Fontainebleau, méditait un projet insensé et terrible, qui eût égalé, dépassé le désastre de Moscou. C'était, avec ce qui lui restait d'hommes, de rentrer dans Paris et d'y livrer bataille, d'essayer d'en chasser l'armée de l'Europe. Acte désespéré, où Paris certes ne l'eût pas secondé, mais qui eût pu amener sa destruction. Après avoir mis sa famille en sûreté, et sans prendre aucune précaution de défense, il appelait cette ville désarmée à un combat contre l'Europe.

Plusieurs choses eussent rendu horrible cet événement. D'abord Paris était encombré d'une masse immense de réfugiés, de toutes les parties de l'empire.

Puis, les manufactures et fabriques nouvelles, qu'on y avait établies

sans précautions (celles surtout de produits chimiques) le rendaient extrêmement combustible en cas de bombardement. J'en ai gardé un souvenir cruel. Nous étions près d'une de ces fabriques, et, quand quelques bombes tombèrent au faubourg du Temple, j'étais près de ma mère mourante et qu'on ne pouvait transporter. Une seule étincelle, tombée là, nous eût brûlés vifs.

Voilà donc dans quelle horrible extrémité il nous jetait. Heureusement, ses généraux se refusèrent à ce grand crime. Oudinot, Lefebvre, déclarèrent qu'ils n'obéiraient pas. Et Ney, l'homme le plus populaire dans l'armée depuis la retraite de Moscou, le somma d'abdiquer. On lui apprit que le Sénat avait voté sa déchéance.

Il essaya encore d'abdiquer pour son fils. Mais personne ne fut pris à cette ruse. On s'en tint à la capitulation, qui disait qu'il serait mis dans une enceinte que choisiraient les alliés.

Humainement, mais très imprudemment, ils choisirent l'île d'Elbe, si voisine de la France et de l'Italie.

En relisant les historiens, et même les non bonapartistes, je suis frappé de les voir pour le tyran, contre ses généraux qui nous sauvèrent. Ces hommes, dit-on, lui devaient leur fortune. Mais lui, que ne devait-il pas à ceux qui, en Russie et ailleurs, le protégèrent, lui couvrirent si souvent le dos! N'importe, les narrateurs ne s'intéressent qu'au grand coupable. C'est comme dans l'épigramme : « Ils pleurent sur le pauvre Holopherne, si méchamment mis à mort par Judith. »

En 1815, il baissa tellement qu'on put douter que ce fût le même Bonaparte. Plus tard, à Sainte-Hélène, c'est un Bonaparte soigneusement refait, arrangé.

De Pradt, dans son petit livre : *L'ambassade à Varsovie*, a dit à merveille ce caractère : « L'empereur est tout ruse, ruse doublée de force. Mais il attache plus de prix à sa ruse. Pour lui, triompher n'est rien ; c'est *attraper* qui est tout : « Je suis fin, » m'a-t-il dit cent fois ».

Voyons où aboutit cet homme fin, lorsqu'il revint seul à Wilna. La scène est si naïve, si évidemment vraie dans les moindres détails, qu'on jurerait avec certitude que le narrateur, M. de Pradt, n'a pu, ni voulu ajouter.

« Mes portes s'ouvrent et donnent passage à un grand homme, qui marchait appuyé sur un de mes secrétaires. Un taffetas noir enveloppait sa tête, son visage était comme perdu dans l'épaisseur de sa fourrure. C'était une espèce de scène de revenant; je le reconnais, lui dis : « Ah! c'est vous, Caulaincourt? Où est l'empereur? — Ici; il vous attend à l'hôtel d'Angleterre. — Où allez-vous? — A Paris. — Et l'armée? — Il n'y en a plus, dit-il, en levant les yeux au ciel. »

« Je me précipite. J'arrive à cet hôtel, et je vois dans la cour une petite caisse de voiture, montée sur un traîneau fait de quatre morceaux de bois de sapin à moitié fracassé. Le Mameluck m'introduit dans une salle basse, les volets à demi fermés pour protéger son incognito.

« L'Empereur se promenait dans la chambre, enveloppé d'une superbe pelisse, recouverte d'une étoffe verte, avec de magnifiques brandebourgs en or. Sa tête était couverte d'une espèce de capuchon fourré et ses bottes étaient enveloppées de fourrures. « Ah! monsieur l'ambassadeur! » me dit-il en riant. Je m'approchai avec vivacité, lui dis: « Vous nous avez donné bien de l'inquiétude. Mais enfin, vous voilà! » Tout cela d'un ton qui devait lui montrer ce qui se passait en moi. Le malheureux ne s'en aperçut pas.

« Je lui parlai de l'armée polonaise. « Comment! dit-il, je n'ai vu personne pendant la campagne. » Je lui expliquai comment, en dispersant les forces polonaises, il avait rendu invisible une armée de 80.000 hommes.

« Au dîner, où il eut deux ministres, il disait en riant: « Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. »

« Et comme ils exprimaient leur satisfaction de le voir sauf après tant de dangers: « Dangers? dit-il, pas le moindre Je vis dans l'agitation; plus je tracasse, mieux je vaux. Il n'y a que les rois fainéants qui engraissent dans les palais. Moi, c'est à cheval et dans les camps. Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas.

« L'armée est superbe. J'ai toujours battu les Russes. Je vais chercher 300.000 hommes. Tout ce qui arrive, n'est rien, c'est l'effet du climat, j'ai battu les Russes partout. (Tout cela d'un grand air de gaieté.) Je ne puis pas empêcher qu'il gèle. On vient me dire tous les matins que j'ai perdu 10.000 chevaux dans la nuit. Eh bien, bon voyage! »

« Cela revint cinq ou six fois. « Ah! c'est une grande scène. Qui ne hasarde rien n'a rien. Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. »

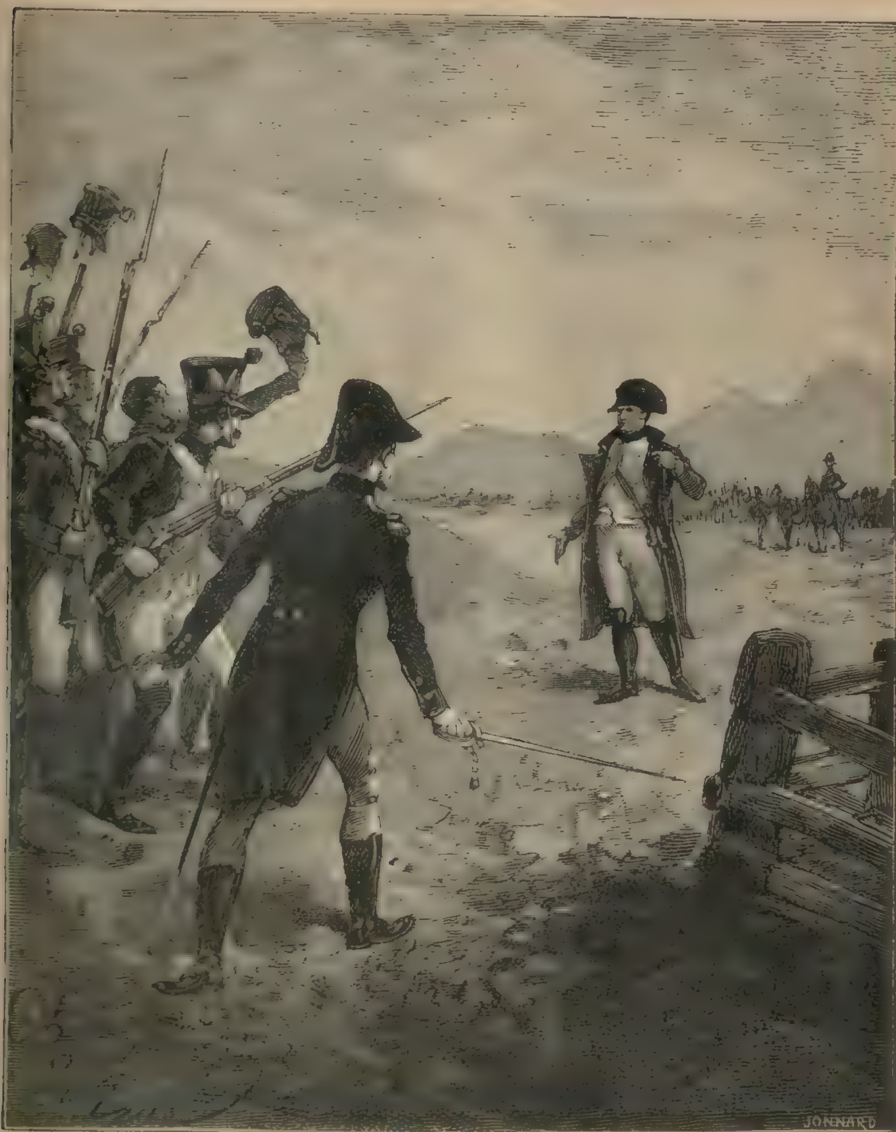
« La conversation se prolongea ainsi près de trois heures. Le feu s'était éteint. Le froid nous avait tous gagnés. L'Empereur ne s'en était pas aperçu, se réchauffant à force de parler, et répétant deux ou trois fois. « Du sublime au ridicule, il n'y a qu'un pas. »

« Comme il allait partir et que chacun lui adressait ses vœux: « Je ne me suis jamais mieux porté, dit-il. Quand j'aurais le diable, je ne m'en porterais que mieux. »

« Cette conversation me frappa trop pour n'être pas bien sûr de l'avoir rendue avec la plus grande exactitude. »

Elle frappera tout le monde en effet, comme un exemple unique de la plus dure insensibilité.

Hélas! ce grand naufrage de 300.000 hommes perdus, ensevelis sous la neige, c'était bien autre chose qu'une seule armée; c'était un monde, les restes de la réquisition, de la conscription de vingt années; autrement dit, la France héroïque, victorieuse du monde, qui conduite par sa foi aveugle, était venue mourir, s'enterrer là. Tout ce qui restait de nos armées républicaines, de celles d'Italie, d'Égypte, d'Allemagne, réunies pour cette catastrophe commune! Et sur ce cataclysme, ce naufrage d'un monde, pas une larme et pas un regret! Ajoutez-y la France entière qui pleura tant d'années



Son instinct lui faisait assez deviner que des soldats français seraient frappés, s'arrêteraient devant ce geste dramatique, ne tireraient pas... (P. 2300.)

l'armée de Moscou. Dirai je une chose étrange, mais certaine; c'est que, trente ans plus tard, aux hôpitaux vivaient encore de vieilles mères qui attendaient leur fils et disaient : « Il va revenir! »

Les Russes mêmes furent touchés de ces scènes funèbres, de ce désastre immense. Ils se souvinrent qu'ils étaient hommes et ils se trouvèrent trop vengés.

Il y eut un homme, — un homme seul dans l'humanité, — d'un orgueil

si féroce, qu'on le vit, pour échapper aux sifflets tant mérités par sa sottise, se retrancher dans un rire, une ironie abominable.

Homme d'airain sans doute? comme l'ont dit les bonapartistes. Point du tout. Infiniment sensible en tout ce qui touchait sa propre sûreté, son salut personnel

Le récit qui suit est si triste, et dégradant pour la nature humaine, que d'abord j'eus envie de le supprimer.

Comment un homme, endurci par tant de batailles, descendit-il si bas aux extrémités des peurs les plus honteuses? Cela paraît invraisemblable.

Il avait demandé lui-même comme garantie de sûreté que des commissaires des cinq grandes puissances le conduisissent à l'île d'Elbe, de sorte que ce qu'on va lire fut vu par cinq témoins. Si le témoin le plus hostile, le Prussien, s'empressa de noter telles circonstances déshonorantes, elles furent de mêmes certifiées par le Russe, par l'Autrichien qui voyait en Napoléon le gendre de son maître. Ils furent même si humains et si bienveillants, que, pour le rassurer, ils s'exposèrent, consentant à des travestissements, des échanges d'habits qui, avec une populace ivre de fureur, pouvaient leur tourner mal et les faire massacrer eux-mêmes.

Près de Valence, il rencontra Augereau, et, pour la première fois, vit combien il était déchu. Augereau ne le salua pas, mais en l'embrassant il le tutoya grossièrement et lui fit reproche de son ambition qui l'avait conduit là. Napoléon prit bien la chose et l'embrassa encore. Augereau s'en alla, sans saluer.

A Avignon, mille invectives s'élevèrent dans la foule. A Orgon, on fut effrayé du spectacle sinistre d'une potence d'où pendait un mannequin sanglant.

Le commissaire russe, qui venait derrière, tâchait de calmer la foule, au nom de la pitié qu'on devait à un malheureux prisonnier.

Bonaparte, fort pâle, au fond de sa voiture, essaya d'abord de se cacher derrière son compagnon, le général Bertrand. Puis il n'y tint pas; la peur lui fit prendre la cocarde blanche, un habit de courrier, et il se mit à courir en avant.

Les voitures n'allaient pas si vite, ce qui faillit faire une tragédie. A Saint-Canat, le peuple voulait ouvrir la voiture pour massacrer Bertrand qui occupait la place de l'empereur.

Lui-même, ayant en vain essayé de se faire passer pour Anglais, proposa de rebrousser chemin jusqu'à Lyon afin de prendre une autre route. Il pleurait et, comme un enfant, regardait si l'on pouvait s'enfuir par la fenêtre; mais elle était grillée, et peut-être gardée par une foule hostile.

L'hôtesse qui survint, assurait que sans doute on allait massacrer, noyer Bonaparte. Pour mieux dissimuler, lui-même applaudissait.

Il imaginait par moments que les commissaires l'empoisonneraient peut-être, et ne voulait pas toucher à leurs repas. Enfin ce qui était signe

d'un cerveau bien flottant à force de peur, c'est que, par moments, au milieu de ses pleurs, il parlait beaucoup, faisait l'aimable et le gentil, tout ce qu'un Gilles aurait rougi de faire.

On repartit à minuit, et un Russe, aide de camp du commissaire Schouvalow, voulut bien, pour le rassurer, endosser l'habit sous lequel il avait joué le rôle de courrier. Bonaparte alors se fit général autrichien en mettant l'habit blanc du commissaire Kohler, et par dessus, le manteau du Russe Schouvalow, Kohler l'avait dans sa voiture, et, pour éloigner toute idée d'étiquette, à sa prière sifflait, et faisait fumer son cocher.

Enfin, on rencontra deux escadrons de hussards autrichiens, qui l'escortèrent et finirent ses terreurs.

J'ai donné ce triste récit en faveur de ceux qui, comme Montaigne, se plaisent à noter les variations de la nature humaine. Elles sont fortes, mais nullement capricieuses. Et s'expliquent très bien physiquement.

CHAPITRE XIII

LES CENT JOURS. — WATERLOO (18 JUIN 1815).

Chacun sentait très bien que Louis XVIII ne durerait guère, qu'un vieillard fort peu sobre pouvait avoir tel accident subit qui transmettrait le trône au comte d'Artois, jouet du parti rétrograde. Celui-ci, malgré sa douceur naturelle, ses qualités aimables, devait certainement être entraîné, par la meute insatiable de l'émigration, dans les voies espagnoles, le système de confiscation pratiqué par Ferdinand VII.

Perspective effrayante, qui explique parfaitement la facilité avec laquelle tant d'honnêtes gens qui venaient de vouer leur foi aux Bourbons, accueillirent Bonaparte quand il revint de l'île d'Elbe. L'histoire a tenu trop peu de compte de tout cela, et a durement reproché à la France, à ses héroïques soldats, à Ney, par exemple, une versatilité qu'expliquait très bien le changement des Bourbons, et disons mieux, leur perfidie à fausser, à trahir la Charte qu'ils venaient de donner.

La Russie et l'Autriche avaient risqué beaucoup en laissant Bonaparte en Europe, en le mettant à l'île d'Elbe, près de la France et près de l'Italie. Les Anglais, au contraire, voulaient plutôt le reléguer au sein des mers australes, et de bonne heure leurs journaux regrettaient qu'on ne l'eût pas mis à Sainte-Hélène.

Telle était aussi la pensée des intrigants qui songeaient à associer la France avec l'Espagne; ils n'auraient pas osé suivre ce mouvement si la Russie, l'Autriche, fussent restées à même d'évoquer l'ombre terrible du rivage de fer de l'île d'Elbe. Une chose toutefois faisait croire aux Bourbons, aux alliés en général, le retour de Bonaparte impossible, c'était le récit des commissaires qui l'avaient conduit et sauvé des populations provençales, si irritées. Il avait donné des signes d'une peur si naïve, qu'on ne pouvait pas croire qu'il bravât encore ce danger.

Mon beau-père, homme plein d'imagination et de cœur, s'était épris du héros malheureux, et s'était fait à l'île d'Elbe l'un de ses secrétaires, lui lisant et lui traduisant les journaux anglais et d'autres. Il lui atténuait les injures, insistait plutôt sur les renseignements utiles qu'on pouvait en tirer Mais ce qui, je crois, le lança dans son entreprise téméraire, ce fut moins les renseignements vagues qu'il eut par Dumoulin, Chaboulon, d'après Bassano ou la reine Hortense, que l'itinéraire très précis que Lavalette et autres dévoués purent lui tracer, lui marquant que, derrière le Rhône si menaçant, on pouvait remonter par les Alpes-Maritimes, Grenoble, enfin Dijon, parmi des populations tout opposées, où les bonapartistes se trouvaient prépondérants.

Tout fut mené habilement. Il passa derrière le rideau des montagnes jusqu'à Grenoble, toucha Lyon, passa rapidement au Nord, en évitant le Centre, le Midi, l'Ouest, de manière à dire ou à croire que la France était pour lui On le plaça toujours en face des soldats, de manière à faciliter les pourparlers, au lieu qu'on aurait dû le laisser à distance, ne s'expliquer qu'avec le canon.

Quant à l'audace tant admirée de se présenter seul à Grenoble, d'offrir sa poitrine aux fusils, la scène était d'un effet si certain, si prévu, qu'on s'étonne de l'importance que tous, même les historiens royalistes, ont attachée à ce fait. Son instinct lui faisait assez deviner que des soldats français seraient frappés, s'arrêteraient devant ce geste dramatique, ne tireraient pas sur un homme qui apparaissait seul, quand même cet homme n'eût pas eu le prestige de son nom.

Tout le servit, au point qu'on ne coupa pas même les ponts de Lyon, sous le prétexte frivole que ce serait gâter ces beaux monuments.

Louis XVIII, qui avait dit aux Chambres qu'il resterait, s'enterrerait sous les ruines de la monarchie, lui fit la partie belle en s'en allant à Gand la veille de son arrivée (19 mars). Napoléon n'osa entrer à Paris que le soir. Paris le haïssait. Mais, d'autre part le doute était immense. L'émigration, maîtresse sous les Bourbons, faisait entrevoir à la France une révolution territoriale, analogue à celle des confiscations de Ferdinand VII. De là, le trouble, l'embarras de Ney, et la fluctuation de Benjamin Constant; après avoir écrit violemment contre Bonaparte, il fut crédule à ses promesses et se rendit à son appel aux Tuileries.

M. de Sismondi, un des hommes les plus honnêtes de l'Europe, et qui fit tout exprès le voyage de Paris, m'avoua plus tard que lui-même avait été alors dans une grande perplexité, voyant bien que, sans Bonaparte, la contre-révolution allait arriver. Cependant, il ne lui avait jamais été favorable; il le trouva changé, au-dessous de lui-même, gras, ventru et bavard. Sa figure était autre. « Je trouvai, dit Sismondi, que dans sa pâleur elle ressemblait à une tête de veau bouillie. »

Bonaparte mentait visiblement en disant que l'impératrice allait revenir. L'Autriche, il est vrai, en repoussant Napoléon, comme les autres puissances, n'ôtait pas tout espoir, se réservant pour le cas d'une régence. Napoléon dut à son mariage autrichien l'une des principales causes de sa ruine; il lui dut sa folle confiance.

D'une part, il ne donna pas l'essor au parti franchement national; et il perdit en paroles le temps qu'il pouvait déjà employer en opérations militaires, par exemple à prendre la Belgique, qui lui eût donné cinquante mille hommes de plus.

Ceci m'a rappelé l'histoire des condottieri et celle des tyrans d'Italie, qui, par des mariages princiers, attirèrent et perdirent trois de ces aventuriers si fins, et prouvèrent que pour perdre un homme le meilleur piège est une femme.

Au reste, la guerre avait changé d'aspect. Elle avait pris pour Alexandre, alors de plus en plus mystique, l'aspect d'une croisade contre l'ennemi de la paix commune, le représentant du principe anti-chrétien.

S'il y avait pour Bonaparte une chance de salut, c'était d'évoquer franchement le principe contraire, celui de la Révolution. Mais il en avait peur. La France était moins endormie qu'on ne l'a dit. Son Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire, donnant les libertés nouvelles comme une continuation d'un despotisme de douze ans, ne trompa pas les électeurs qu'il avait appelés à le jurer. Ils dirent sévèrement qu'il devait rapporter de l'exil *le repentir de son passé*.

Le jour de ce serment, la cérémonie du *Champ de Mai* fut ridicule en bien des sens. D'abord, pourquoi ce nom carlovingien de Champ de Mai? Et pourquoi cette messe et ces cardinaux en bas rouges? Champollion aîné, un homme assez équivoque, lut le chiffre douteux et incomplet des votes qu'on dit *celui de la presque unanimité*.

Mais ce qui fut étrange, faillit ôter toute gravité à la cérémonie, ce fut le costume de l'empereur. Quelle surprise de voir celui qui paraissait toujours en habit militaire, botté, éperonné, en robe blanche, immaculée, sous l'innocent costume du jeune Éliacin dans *Athalie!* Ajoutez que sur cette blancheur virginale apparaissait la figure jaune et sombre du Corse.

Le tout sembla, ce qui était vrai, un mensonge théâtral. Le pis, c'est qu'on se demandait si ce serait là tout; car on attendait autre chose. Les uns croyaient que Marie-Louise et l'enfant allaient revenir avec la paix; d'autres

que Bonaparte, abdiquant la couronne, rétablirait la République sous un consul élu.

A la suite de cette comédie, dans ce moment où l'Europe toute entière s'avançait contre lui, il s'occupait à composer sa Chambre des pairs. Dans celle des députés, il n'avait pas pour lui plus de soixante membres.

C'est-à-dire qu'il était repoussé de la France autant que de l'Europe. Dès le 13 mars, non seulement les rois, les diplomates, mais les peuples même, avaient condamné ce démon de la guerre. Sa déportation aux terres australes, à Sainte-Hélène, était prononcée, applaudie surtout par les masses armées qui, retournant chez elles en 1814, étaient ramenées en 1815 pour exécuter la sentence prononcée contre ce *convict* odieux.

Le grand événement de la restauration de l'Espagne faisait espérer aux Bourbons de fausser celle de la France, d'éluder les promesses de la Charte, octroyées malgré eux.

La folle obstination de Bonaparte dans son affaire d'Espagne lui avait fait traîner jusqu'au dernier moment son projet de rendre la liberté à Ferdinand et de le renvoyer en lui imposant des conditions. Il en voulait aux Espagnols de leur vaillante résistance et ne stipula rien pour eux. D'autre part, les Anglais, que les Cortès empêchaient de prendre Cadix et les colonies d'Amérique, s'en vengèrent en n'exigeant rien pour l'Espagne auprès de Ferdinand.

Ainsi, des deux côtés, cette héroïque nation fut remise sans condition à son tyran altéré de vengeance.

Le 24 mars, à peu près au moment où les alliés entraient à Paris, Ferdinand entrait en Espagne, n'ayant reçu des Cortès nulle obligation que celle d'un serment illusoire. Il l'éluda par une lettre ambiguë qu'il envoya devant lui. Et enfin le 24 mai, à Valence, il déclara nuls tous les décrets des Cortès et se refusa à jurer la Constitution.

Le ministère anglais qui le connaissait bien et craignait que l'Angleterre ne s'indignât d'avoir tant fait pour rétablir un monstre, avait tiré de lui cette seule promesse : qu'il n'y aurait pas de sang versé. Mais cela n'empêcha pas qu'on ne fît mourir les patriotes dans la lente agonie des présides (les bagnes africains). Cela n'empêcha pas que douze mille personnes à la fois furent bannies, leurs biens confisqués. Tout le midi de la France fut peuplé de ces squelettes vivants qui expiraient de faim. L'Inquisition, rétablie, ajoutait aux rigueurs d'une police terrible, suivant les directions de Gravina, le nonce de Pie VII, et du confesseur de don Carlos, qu'il fallut arracher à la direction d'un couvent de jeunes religieuses qu'il avait souillées toutes.

Cette tyrannie de l'Espagne et ces vastes confiscations inspiraient à nos émigrés une vive rivalité. Et l'on cherchait les moyens de parvenir à les imiter, en s'unissant avec l'Espagne, avec Naples, rendue aux Bourbons, et ressuscitant ainsi entre ces trois puissances parentes le *Pacte de famille*, selon l'idée de Choiseul et de Louis XV. Pour replonger ainsi tout l'Occident au parti rétrograde on s'adjoignit l'Autriche, de manière à isoler

l'empereur Alexandre, qui n'eût plus eu pour lui que l'alliance prussienne.

Projet bigot du pavillon Marsan, des amis du comte d'Artois, et que Louis XVIII, par son instinct naturel de fausseté, acceptait contre Alexandre qui l'avait amené à Paris et forcé de donner la Charte à la France.

Louis XVIII eut le plaisir de confier cette œuvre d'ingratitude à l'homme qui avait le plus à se louer d'Alexandre, à Talleyrand, auquel le czar avait accordé cet honneur de loger chez lui à Paris. Talleyrand fut charmé de machiner cette intrigue au Congrès de Vienne, et par là de se réconcilier avec le parti rétrograde.

Alexandre, indigné, par représailles, accueillit bien Eugène et tous les Beauharnais, qui en conçurent des espérances folles.

Il faut dire qu'il se montra étonnamment imprudent, en donnant à Bonaparte une résidence en son propre climat, en lui assignant la Corse, puis l'île d'Elbe, si voisine de la France et de l'Italie.

Talleyrand répétait malignement le propos anglais, que l'on aurait mieux fait de le mettre au bout de l'Océan, à Sainte-Hélène, lieu seul, facile à surveiller, où il serait dans une demi-prison, sur un pic basaltique, comme ceux où les Anglais ont gardé tant de princes indiens.

Le grand historien qui a réduit à leur juste valeur les mensonges de Sainte-Hélène, M. Charras, et M. Quinet dans un petit livre admirable, n'ont pas assez, peut-être, insisté sur ce point : *Que la France l'avait condamné*, rejeté, et je ne parle pas de la France royaliste, de la Vendée, du Rhône, mais de la grande France impartiale qui faisait la majorité immense du pays. Il n'en put tirer que 16.000 conscrits. Le peu de voix qu'il avait à la Chambre des députés exprime parfaitement la faible minorité qui le suivait encore, et qui prit part à cette guerre.

« Il avait trop peu de monde à Waterloo. » Pourquoi? C'est que la France le connaissait, et qu'elle hésitait fort à combattre pour ramener la tyrannie et la guerre éternelle.

L'armée de Waterloo était proprement militaire, n'étant pas composée de jeunes gens comme la majorité de celle de Leipsick, mais de soldats la plupart bronzés et durcis par la guerre. Il y avait des prisonniers revenus d'Espagne, de Russie, ou des pontons anglais, tout cela fort irrité, sauvage.

Un narrateur anglais, qui était dans la cavalerie anglaise, raconte avec quelle haineuse animation les cuirassiers français poursuivaient, piquaient par derrière les Anglais mieux montés et qui les devançaient toujours. « Je n'avais jamais vu, dit-il, de figures si hostiles, ni si âprement militaires. »

Les nôtres étaient pleins, non seulement de colère, mais de défiance, rapportant à la trahison tous les revers récents, ne tenant jamais compte ni des fautes de Napoléon, ni de cette circonstance, d'avoir mis contre soi l'humanité entière.

Plusieurs passaient à l'ennemi, non comme Marmont, *in extremis*, ayant

bien combattu, mais d'avance et au moment critique, comme le Vendéen Bourmont.

Chose pire encore, Clarke, ancien ministre de la guerre en 1814 (et en 1815, ministre de Louis XVIII à Gand), donna aux alliés les renseignements les plus utiles. Un officier, envoyé par lui, fit de mémoire aux alliés le calcul, l'énumération des forces qu'avait Napoléon (120.000 hommes). Wellington sut tout dans la nuit, et n'accepta la bataille qu'étant certain que les Prussiens viendraient le seconder à quatre heures de l'après-midi.

Ceux-ci d'abord, fort effrayés par les succès de Bonaparte à Fleurus, à Ligny, se débandèrent, dit Marmont, en grand nombre. Car Marmont qui, pour ses blessures, était aux eaux d'Aix-la-Chapelle, vit arriver 3.000 fuyards prussiens dans ce lieu si éloigné de la bataille.

Marmont, juge compétent, et fort d'accord avec l'exact Charras, dit que Napoléon, par son indécision, perdit les avantages qu'il avait eus d'abord, que le 16, il affaiblit Ney, l'empêcha d'emporter les Quatre-Bras et d'écraser l'avant-garde ennemie. Cette indécision promena d'Erlon en marches et contre-marches, de sorte qu'il ne fut utile ni contre les Anglais ni contre les Prussiens, qui, par l'arrivée de Bulow, eurent trente mille hommes de plus.

Le 18 juin, à Waterloo, Bonaparte sut par une lettre de Blücher, interceptée, que Blücher arriverait à quatre heures de l'après-midi. Donc, il devait attaquer de bonne heure. Le temps était mauvais : une grande pluie était tombée la nuit ; et la moisson mouillée rendait la plaine peu traversable à la cavalerie et à l'artillerie. « Ajoutez, dit Marmont, qu'on calculait que pour une longue bataille on avait peu de munitions »

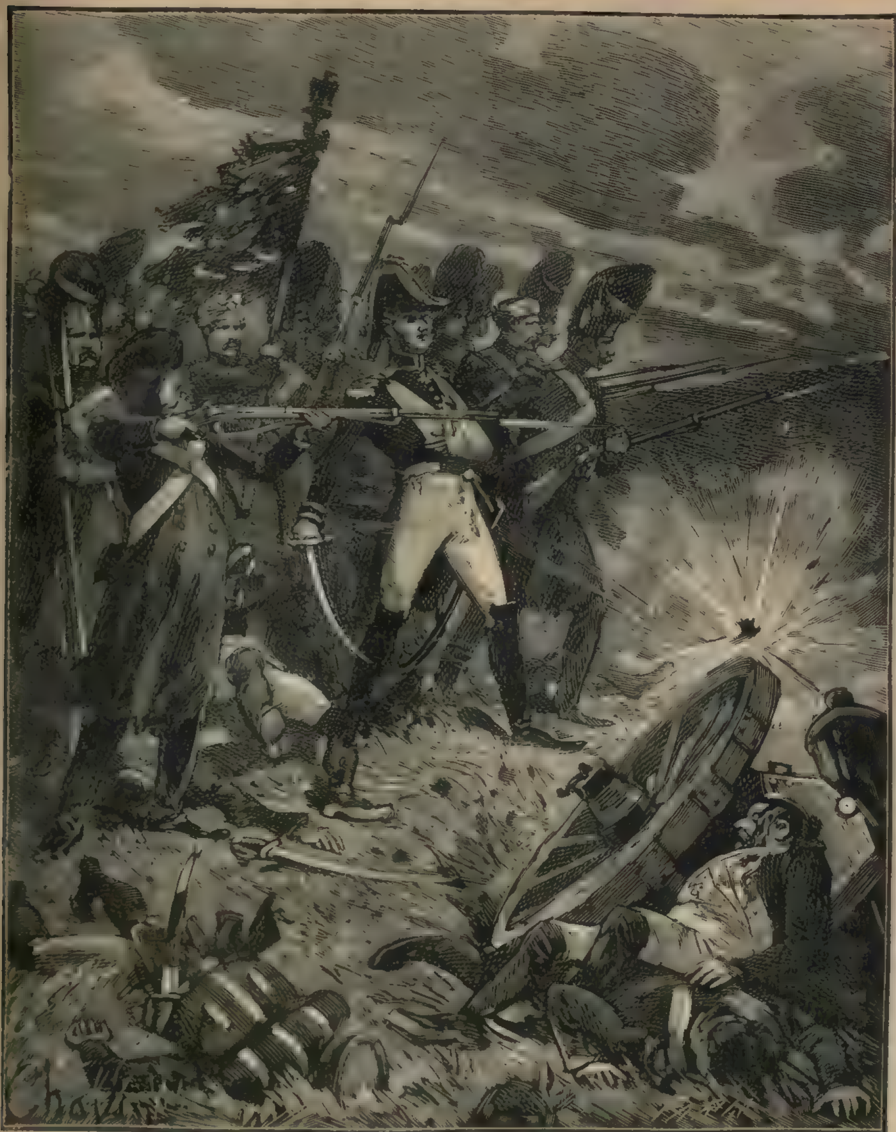
Napoléon déjeuna à huit heures, bien tard pour juin où le jour vient si-tôt. M. Pétiet, général de cavalerie qui, de son cheval, le regardait déjeuner à une petite table, dit que tous furent frappés de sa pâleur d'un effet fantas magorique ; « en voyant, disait-il, *ce visage de suif*, nous conçûmes un mauvais augure. »

Donc, il ne commença le combat qu'à onze heures, selon le vœu de Wellington qui, montre en main, devait attendre quatre heures et l'arrivée des Prussiens avec grande impatience.

Heureusement pour lui, Napoléon perdit des heures encore à forcer le château d'Hougoumont qu'il pouvait écraser d'artillerie, s'il n'eût économisé la poudre.

Et pourquoi n'avait-il pas eu la prévoyance d'en faire venir assez ?

La cavalerie française ayant refoulé, écrasé l'anglaise, dominait, conduite par Ney, le plateau qu'occupait Wellington, lorsque l'infanterie anglaise par sa fermeté, ses décharges rapides, ses armes excellentes, sa poudre supérieure, arrêta court les nôtres Là était le moment de faire agir la garde impériale. Mais Napoléon ne s'y décidait jamais qu'ayant employé tout. Ici, elle partit trop tard, et agit peu. Son artillerie, fort lourde, s'embourba. Et Wellington la voyant embarrassée, paralysée, pour prolonger cet embarras, fit un sacrifice



... De ceux que Cambronne blessé, sanglant, garda, et qui crurent mourir avec lui? (P. 2306.)

effroyable. Il grisa un de ses plus beaux régiments de dragons, et, sans bride ni mors, les lança d'en haut sur les nôtres, bien sûr que ces dragons seraient massacrés, mais que, par ce massacre, il obtiendrait encore quelques minutes pour l'arrivée des Prussiens. Bulow était déjà venu avec trente mille hommes, Blücher venait avec quatre-vingt mille.

Là se place la grande dispute. Napoléon accuse le retard de Grouchy. Mais, quand même Grouchy eût mieux marché, dit Charras, avec trente

mille hommes, aurait-il pu en arrêter cent mille? Grouchy, de toute façon, n'arrivant qu'à dix heures du soir, n'eût fait qu'augmenter le désastre.

La fin de la bataille et la confusion qui suivit, sont très favorables aux tableaux d'imagination. Là, les rhéteurs triomphent. Même les royalistes, par culte du pouvoir, quel qu'il soit, s'efforcent de couvrir Napoléon. « Il s'élançait; on le retint, et il ne fut pas libre de mourir. »

Son aide de camp, le général Bernard, dit tout le contraire. Il partit de bonne heure, et son cheval persan le porta d'un trait à dix lieues, à Philippeville. Il fut le premier des fuyards. Comme aux retours d'Égypte, de Moscou, de Leipsick, il devança tout le monde, mérita le prix de la course.

On a vu en Provence à quel point il était nerveux. Ici, il y eut, dans cet empressement de se mettre en sûreté avant toute chose, une grande insensibilité et un oubli de tout honneur. Car enfin cette armée n'était nullement détruite, et on dit que les Anglais et les Hollandais avaient perdu autant de monde. Les masses noires de Prussiens, arrivant tout à coup au nombre de cent mille, avaient produit la grande alarme, et fait dire : « Ils sont trop! »

Sur la route, des hommes énergiques, comme Mouton-Lobau, essayèrent plusieurs fois de reformer les nôtres. Mais ils étaient atteints au cœur, découragés. Qui osera dire que la présence de l'empereur, s'obstinant à rester, n'eût pas arrêté, fixé au sol beaucoup de ceux que Lobau alignait, de ceux que Cambronne blessé, sanglant, garda, et qui crurent mourir avec lui?

A Charleroi, Bonaparte dit: « Je resterai à Laon. » A Laon, il fit son bulletin mensonger sur Waterloo, regrettant seulement de n'avoir pas osé accuser Ney de la perte de la bataille. Enfin, il se décida pour affronter Paris, disant que s'il tenait Paris, il tenait tout. Mais comme à son retour de l'île d'Elbe il n'osa y entrer que le soir, et piteusement, alla à l'Élysée, n'aborda pas les Tuileries.

Ici, encore, les royalistes et Lamartine en tête, sont pour Napoléon; ils attribuent tout ce qui va suivre aux intrigues de Fouché, qui d'une part s'entend avec Wellington, de l'autre pousse Lafayette.

Très vaines finasseries, qu'on substitue à une chose que la nécessité faisait d'elle-même et qui est plus claire que le soleil.

L'empereur avait dit des représentants dans son bavardage indiscret : « Une victoire, et je les fais taire. Deux victoires, je les chasse. » Il avait dit cela le jour de son départ pour Waterloo.

Il revenait vaincu, pour la troisième fois, ayant perdu la France, et demandait qu'elle lui confiât encore son salut.

Chose imprudente, absurde, lorsque les alliés avaient déclaré, dès le 14 mars, qu'il était l'obstacle unique à la paix, qu'on ne faisait la guerre qu'à lui, non à la France.

La conduite d'Alexandre en 1814 avait été véritablement magnanime et

de nature à inspirer confiance. Il avait soutenu contre les ennemis acharnés de la France qu'elle devait rester grande en Europe, et insisté, contre les émigrés, pour qu'elle eût une Charte qui lui garantît le repos intérieur.

De Bonaparte, en remontant jusqu'au 18 brumaire, on n'avait rien que des parjures, et les entreprises hasardées du plus imprudent des joueurs.

Il offrait à la France, quoi? de lui faire partager l'anathème prononcé sur lui et confirmé par sa défaite.

Ce vaincu et ce condamné venait dire : « Croyez-moi encore, et je vous sauverai. »

Il semble qu'à ce moment tous les débris de Waterloo qui arrivaient par miracle, délaissés de lui, sans qu'il eût pris le moindre souci de leur sort, eussent dû protester contre lui. Mais es soldats restaient bonapartistes, chose bizarre, et il se trouva avoir bientôt une masse militaire contre l'Assemblée.

Oui, il y eut courage à Lafayette de proposer le décret suivant qui fut adopté : « La Chambre reste en permanence. Qui tentera de la dissoudre, sera jugé pour trahison. On convoquera la garde nationale. Les ministres sont mandés dans l'Assemblée. »

Par ce décret, la Chambre allait prendre le gouvernement, l'ôtait à Bonaparte; elle lui défaisait son 18 brumaire.

Que ferait-il? Déjà cerné des armées de l'Europe, ruiné et par Waterloo et par les proclamations des alliés qui promettaient la paix, il lui restait un seul genre, non de salut, mais de suicide : d'employer ces soldats qui revenaient toujours obéissants, à une entreprise exécrable qu'il avait rêvée l'année précédente, et qui n'eût abouti qu'à faire brûler Paris.

Se révolter contre la Chambre, autrement dit contre la France! Heureusement il n'eut pas alors le courage de ce grand crime, qu'il eût essayé en 1814 sans le refus de ses généraux, Ney, Oudinot, Lefebvre, etc.

En 1815, il n'avait plus l'audace d'une entreprise aussi désespérée. Sa poltronnerie de Provence, sa fuite précipitée de Waterloo l'avaient fort amolli, et malgré la minute de courage qu'il eut à Grenoble, il commençait à se juger lui-même, comme le jugera l'avenir.

Lucien, qui était un fou, lui proposait de refaire un 18 brumaire. Napoléon n'osa, et lâchement s'en tint à l'expédient de prier que cinq commissaires avisassent avec les ministres à sauver sa dynastie.

Un flot de vomissement, ici, vient à la bouche, avec ce mot de la Convention au 9 thermidor : « Qu'un tyran est dur à abattre! »

Combien Robespierre, farouche, mais désintéressé, méritait moins cet anathème!

Bonaparte, avec une obstination insensée, répugnante, insistait pour sa dynastie, voulant que la France en danger appelât à la défendre, à la sauver, un enfant autrichien de race épileptique, dont les portraits sont ceux d'un demi-fou.

Lucien, ayant eu l'audace d'insister dans ce sens, s'attira un mot terrible

de Lafayette; véritable sentence, dont cette famille funeste reste à jamais marquée, et qui répondait violemment à l'apostrophe du tyran en brumaire : « Qu'avez-vous fait de la France? »

A la Chambre des pairs, où il colporta sa proposition effrontée d'appeler la petite marionnette, c'est-à-dire Napoléon même, il fut bafoué.

Sylla disait qu'avec une chemise pleine de poux, il n'y a de ressources que de la brûler.

Juste comparaison. De tous les parasites, le plus tenace est le tyran. Voilà pourquoi les Italiens, pour décider le sort des races tyranniques, ne se réglèrent jamais que par l'axiome de Sylla. Napoléon abdiqua... pour son fils.

Telle fut sa ténacité, que, quand on lui parla de la renonciation que devaient faire ses frères à la couronne, il s'irrita, il s'exclama.

Enfin, ayant connu que les pairs mêmes repoussaient la Régence, il dit : « Je n'abdiquerai point. »

Il fallut à la lettre le mettre par les épaules hors de la France.

Et là-dessus, nouvelle comédie.

Tout le long du chemin jusqu'à Rochefort, il eût voulu faire croire que sa sentence prononcée le 5 mars par toute l'Europe, pouvait être réformée par l'Angleterre seule.

On ne lui promit rien, on ne répondit pas.

Mais, par une maladresse insigne, on le logea à Sainte-Hélène; de manière que, de ses tréteaux si haut placés, le fourbe put faire un Caucase, abusant la pitié publique, et préparant, à force de mensonges, une répétition sanglante de tous les malheurs de l'Empire.

